



HAL
open science

Ordre ou désordre

D Lejeune

► **To cite this version:**

D Lejeune. Ordre ou désordre : Les relations internationales au XXe siècle (de 1918 à la fin du XXe siècle). 2017. hal-01568812v1

HAL Id: hal-01568812

<https://hal.science/hal-01568812v1>

Preprint submitted on 25 Jul 2017 (v1), last revised 19 May 2023 (v6)

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

*Ordre ou désordre.
Les relations internationales au XXe siècle
(de 1918 à la fin du XXe siècle)*

par Dominique Lejeune, Prof Dr Dr



Depuis Maximilien de Béthune, duc de Sully (1559-1641) et sa « République très chrétienne », depuis la raison du Siècle des Lumières, depuis l'abbé de Saint-Pierre et son *Projet pour rendre la paix perpétuelle en Europe* de 1713, le *Contrat social* de Rousseau (1762), Emmanuel Kant et son plan de paix, *Vers la paix perpétuelle* (1795), après le « concert européen » du XIXe siècle et le pseudo « équilibre européen » de 1914, les hommes espéraient mettre les relations internationales sous le signe de l'ordre. Le XIXe siècle avait même annoncé pour le suivant la fin « logique » du phénomène de la guerre. La voici qui éclate en 1914, et quelle guerre... La tragédie de quatre ans déchire, il y a bientôt un siècle, un continent d'une civilisation assez uniforme d'une nation à l'autre, et dans laquelle la guerre généralisée ne s'était pas produite depuis fort longtemps. C'est bien sous le signe du retour à l'ordre d'ensemble et dans le but d'établir un ordre nouveau que Thomas Woodrow Wilson (1856-1924) envisagea la paix future dès ses *Quatorze Points* de janvier 1918, sur la base desquels l'armistice fut demandé par l'Allemagne en novembre 1918. « Le droit est plus précieux que la paix », avait déclaré le président américain Wilson. Et longtemps dans le monde, tout au moins dans le camp des vainqueurs auquel les États-Unis d'Amérique s'étaient associés, la Première Guerre mondiale passa pour la guerre majeure du droit et de la justice, une « croisade pour la démocratie » couronnée par le succès sur « les maîtres militaires de l'Allemagne », agresseurs de l'Europe libre et à qui la « libre Amérique » avait déclaré la guerre le 6 avril 1917.

La conférence réunie à Paris en janvier 1919 commença par rédiger sur cette base le Pacte de la Société des Nations. Elle fut explicitement nommée Conférence de la Paix et envisagée comme un compromis entre les idées de Wilson, la *New Diplomacy*, et les appétits territoriaux des pays vainqueurs. Le premier document diplomatique fut considéré par les alliés en juin 1919, lors de la signature du traité de Versailles, comme un excellent travail, établissant un nouvel ordre mondial, bâti à la fois sur l'affaiblissement des Empires centraux et la mise à l'écart de la Russie bolchevique. Mais les Allemands dans leur ensemble avaient durant le conflit déjà repoussé toute idée de responsabilité unilatérale, ils accueillirent avec indignation le « diktat » du traité de Versailles, que leurs représentants avaient été contraints de signer le 28 juin 1919 et qui établissait par son célèbre article 231 la « responsabilité allemande » dans le déclenchement de la guerre de 14. Cette dénonciation était faite aussi par les partis de gauche d'Europe occidentale, qui repoussaient dans la thèse de la « responsabilité allemande » le spectre du nationalisme des pays victorieux et enfin par les marxistes-léninistes, qui voyaient dans le conflit le résultat du choc des impérialismes économiques.

Le géographe Raoul Blanchard (1877-1965) avait écrit à la fin de ses *Carnets de Guerre* : « 11 novembre. [...] Un monde nouveau se lève » — paraphrasant Johann Wolfgang Goethe à Valmy (« De ce lieu, et de ce jour, date une ère nouvelle de l'histoire du monde ») — , mais en réalité se manifesta rapidement le déclin de l'Europe, comme l'écrivit un autre géographe, Albert Demangeon (1872-1940), au sortir d'une guerre qui n'est certes pas la plus

longue des guerres du XXe siècle, mais qui est la première de l'âge vraiment industriel. L'ordre entre les nations, garanti par une institution internationale, la SDN, doubla désormais dans les années 20 l'obsession traditionnelle du maintien de l'ordre intérieur. On sait qu'il fut faillible : « trop de haines, trop de jalousies », selon la formule très américaine du grand conseiller de Wilson, Edward Mandell House (1858-1938), dit le *colonel House*. Mais peut-on dire que l'entre-deux-guerres ne fut que la préparation de la Seconde Guerre mondiale ? Nous ne le pensons pas et espérons le démontrer.

La paix de 1919 avait été pour les hommes l'espoir de mettre sous le signe de l'ordre les relations internationales. La Seconde Guerre mondiale démontre tragiquement la faillite du projet issu du premier conflit mondial, mais dès la *Charte de l'Atlantique* de 1941 renaît l'espérance d'un nouvel ordre mondial, basé sur la liberté. Les rapports entre les nations et entre les hommes sont, chronologiquement, bien délimités pour ce qui concerne le « second XXe siècle », entre la Seconde Guerre mondiale et la guerre d'Irak ou les attentats du 11 Septembre : tout lecteur connaît les expressions de Guerre froide et de Détente. Ils le sont aussi géopolitiquement et mentalement, avec une oscillation constante entre l'ordre et le désordre, entre paix et guerre, hésitation visible dès Hiroshima, Yalta et Potsdam en 1945. C'est non seulement l'obsession classique du maintien de l'ordre intérieur, occidental ou socialiste, mais de surcroît l'ordre dans son camp, l'ordre colonial et aussi le nouvel ordre monétaire international de Bretton Woods, ordre capitaliste international stable (?); c'est encore l'émergence des pays sous-développés, qui accèdent à l'indépendance et revendiquent un « nouvel ordre », dit « économique » à la conférence d'Alger en 1973 puis dans la déclaration onusienne de 1974, un ordre succédant à l'ordre colonial par émergence d'un *Tiers Monde*. Par ailleurs, la Chine expose ses réflexions successives sur l'ordre mondial ; et encore un « nouvel ordre mondial » est annoncé, de manière très wilsonienne et rooseveltienne, par George H.W. Bush (né en 1924) dans son « Message sur l'état de l'Union » du 29 janvier 1991...

Mais tout ceci crée un paradoxal désordre, peut-être lexical, étatique pendant plusieurs décennies, doublé par le « désordre mondial » que le terrorisme international a engendré. Le grand désordre dans les relations universelles de la fin du XXe siècle a été baptisé par l'éditorialiste du *Monde diplomatique* Ignacio Ramonet « géopolitique du chaos ». Toutes sortes de désordres mondiaux sont très visibles dans le monde des années 1990 : le monde est-il désormais sans boussole ? Pour étudier ces problèmes et s'efforcer de répondre à cette question, la présente synthèse sera centrée sur le couple ordre-désordre.

Du même auteur :

- 1°) *Les « alpinistes » en France à la fin du 19e et au début du 20e siècle (vers 1875-vers 1919). Étude d'histoire sociale ; étude de mentalité*, préface de Philippe Vigier, Comité des Travaux historiques et scientifiques (CTHS), 1988, 272 p., réédition numérique, augmentée et actualisée, 2016
- 2°) *La France de la Belle Époque. 1896-1914*, Armand Colin, 1991, collection « Cursus », 191 p., plusieurs rééditions dont en *e-book*
- 3°) *Les Causes de la Première Guerre mondiale*, Armand Colin, collection « Cursus », 1992, 126 p.
- 4°) *Les Sociétés de Géographie en France et l'expansion de l'Europe au 19e siècle*, Albin Michel, 1993, collection "Bibliothèque Albin Michel, Histoire", 236 p., rééditions numériques. Une version intégrale, numérique et actualisée de la version universitaire est disponible sur demande à l'auteur
- 5°) *La France des débuts de la IIIe République. 1870-1896*, Armand Colin, collection « Cursus », 1994, 191 p., plusieurs rééditions dont en *e-book* et réédition de 2016, largement augmentée (287 p.)
- 6°) *Entre guerre et paix. Les relations internationales de 1900 à 1950*, Ellipses, 1996, 288 p. Prototype partiel du présent livre.
- 7°) *Histoire du monde actuel (1990-2000)*, Armand Colin, collection U, 2001, 288 p., réédition numérique
- 8°) *Histoire du sport. 19e-20e siècles*, Éditions Christian, collection « Vivre l'histoire », 2001, 219 p.
- 9°) *La peur du rouge en France. Des partageux aux gauchistes*, Belin, 2003, coll. « Histoire et société. Temps présents », 304 p.
- 10°) *Miscellanées pour vivre l'histoire. Mélanges chaleureusement rédigés pour et par Dominique Lejeune*, support numérique, 2011
- 11°) *Lejeune, Vankeirsbilck et Cie. Livre de famille, du Perche-Gouët à la Flandre*, 2014, support numérique
- 12°) *La France des Trente Glorieuses, 1945-1974*, Armand Colin, 2015, collection « Cursus », 192 p.
- 13°) *Années 50. France Janus, en Noir & Blanc ou en Couleurs ?*, 1 140 pages, mis en ligne le 13 avril 2017 sur HAL-SHS (CNRS) : <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01504693>

Sommaire

1ère PARTIE. LE PREMIER APRÈS-GUERRE, 1918-1929

- Chapitre 1. Les traités de paix et les frontières de 1919-1923
- Chapitre 2. Le traité de Versailles (28 juin 1919)
- Chapitre 3. L'Europe méridionale et centrale
- Chapitre 4. Les frontières de la Russie et celles du Moyen-Orient
- Chapitre 5. La « der des der » n'a pas tout résolu
- Chapitre 6. Les crises liées au problème allemand (1919-1923)
- Chapitre 7. Des conditions nouvelles pour une décennie de relations internationales
- Chapitre 8. L'enlisement, mais non la faillite, de l' « esprit de Genève » et de la « sécurité collective »
- Chapitre 9. Le « révisionnisme » et les expansions

2e PARTIE. LA MONTÉE DES TENSIONS INTERNATIONALES DANS LES ANNÉES 1930 (1930-1937)

- Chapitre 10. Vers une nouvelle tension
- Chapitre 11. Les premiers face-à-face entre démocraties et états fascistes
- Chapitre 12. Les premiers rapprochements entre les pays de dictature
- Chapitre 13. Les tensions hors d'Europe

3e PARTIE. LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE (1937-1945)

- Chapitre 14. La marche à la nouvelle Guerre mondiale (1937-1939)
- Chapitre 15. La phase d'expansion de l'Axe (1939-1942)
- Chapitre 16. La phase de refoulement de l'Axe et de victoire des Alliés (1943-1945)
- Chapitre 17. Bilan de la Seconde Guerre mondiale

4e PARTIE. ENTRE GUERRE ET PAIX, DANS UN MONDE BIPOLAIRE. LA GUERRE FROIDE, 1945-1962

- Chapitre 18. La naissance de la Guerre froide (1945-1950)
- Chapitre 19. La Guerre froide « évidente », 1950-1962 : entre guerre et paix, dans un monde bipolaire

5e PARTIE. TIERS MONDE, CONSTRUCTION EUROPÉENNE ET MOYEN-ORIENT À L'ÉPOQUE DE LA GUERRE FROIDE. 1945-1962

- Chapitre 20. La naissance du Tiers Monde (avant 1962)
- Chapitre 21. L'unification européenne de 1950 à la politique agricole commune

Chapitre 22. Les relations internationales au Moyen-Orient entre 1945 et 1962

6e PARTIE. LA DÉTENTE (1963-MILIEU DES ANNÉES 1970)

Chapitre 23. Une nouvelle donne dans les relations internationales

Chapitre 24. Les « hautes eaux » du « dégel », 1969-1974

Chapitre 25. Le Tiers Monde de 1963 au milieu des années 1970

Chapitre 26. Les troisième et quatrième guerres israélo-arabes

Chapitre 27. L'unification européenne de 1962 au milieu des années 1970

7e PARTIE. LA « GUERRE FRAÎCHE », ULTIME CONFRONTATION ENTRE LES DEUX BLOCS (MILIEU DES ANNÉES 70-MILIEU DES ANNÉES 80)

Chapitre 28. Le tournant de 1973 met fin à la détente

Chapitre 29. La seconde moitié des années 1970 voit se multiplier les percées soviétiques dans le Tiers Monde

Chapitre 30. Les conséquences de la politique extérieure de la Chine

Chapitre 31. Une vigoureuse contre-offensive occidentale se développe avec la politique extérieure de Reagan (1979-1985)

Chapitre 32. L'unification européenne du milieu des années 1970 au milieu des années 1980

Chapitre 33. Le Moyen-Orient, des lendemains de la Guerre du Kippour à l'intervention étrangère au Liban

Chapitre 34. Le Tiers Monde, du milieu des années 1970 au milieu des années 1980

Chapitre 35. Terrorisme et contre-terrorisme dans les relations internationales des années 1980

8e PARTIE. FIN DE LA GUERRE FROIDE, « RETOUR DES NATIONS » ET « GÉOPOLITIQUE DU CHAOS » (DU MILIEU DES ANNÉES 80 À LA GUERRE D'IRAK)

Chapitre 36. Désarmement, fin de la Guerre froide et « géopolitique du chaos »

Chapitre 37. La réunification allemande et la « grande secousse à l'Est »

Chapitre 38. L'unification européenne et les guerres de Yougoslavie

Chapitre 39. Proche et Moyen Orient de la première *intifada* aux Accords d'Oslo (1987-1993)

Chapitre 40. L'Asie et l'Afrique à la charnière des deux siècles

1ère partie. LE PREMIER APRÈS-GUERRE, 1918-1929

CHAPITRE 1. LES TRAITES DE PAIX ET LES FRONTIÈRES DE 1919-1923

□ Retour en arrière sur les sept tentatives de paix de la Première Guerre mondiale

Pendant la Première Guerre mondiale des tentatives de paix avaient été faites. Elles avaient eu des causes théoriques, car « intellectuelles » et morales, des souvenirs de la mémoire collective. En 1713 (l'année du traité d'Utrecht) l'abbé de Saint-Pierre avait publié son *Projet pour rendre la paix perpétuelle en Europe* ; en pleine Révolution française, en 1795, le « plan de paix » de Kant avait vu le jour ; en 1864 la convention de Genève sur les soldats blessés avait été établie ; en 1899 et en 1907 la Conférence de La Haye avait codifié le « droit de la guerre » ; la même année 1907 le programme de Nancy du parti radical avait fait, grâce à Léon Bourgeois, référence à une « Société des Nations civilisées ». Mais la cause essentielle, c'est que la Première Guerre Mondiale s'était avérée dès 1915 être guerre de position, sans buts et coûteuse. La lassitude des peuples et des armées n'eut pas seulement pour effet de susciter çà et là des troubles et des crises. Elle encouragea certaines tentatives de paix. De nombreux médiateurs officieux s'efforcèrent de créer des liens entre hommes politiques de pays ennemis. Trois de ces sept tentatives eurent une importance particulière.

Les socialistes ayant été à la pointe du combat pacifiste avant 1914, il est logique que la première tentative de paix de la Première Guerre Mondiale soit leur fait : ce sont les rencontres de Zimmerwald et Kienthal en 1915 et 1916. Après deux ans et demi de guerre épuisante, un nombre croissant de personnes, notamment dans les milieux socialistes, avaient entrepris de lutter pour y mettre fin. Cette lutte ne revêtit pas un aspect inquiétant pour les gouvernements avant 1917. Mais déjà en Allemagne, puis en France, des socialistes « minoritaires » commencèrent à s'opposer à l'« Union sacrée ». En Italie, presque tout le parti socialiste s'opposait à la guerre. C'est en Russie que la situation était la plus inquiétante : on avait l'impression d'une lente dissolution du régime. Sur initiative du parti socialiste italien, en septembre 1915, à Zimmerwald, petite localité du canton de Berne, 42 délégués socialistes (dont deux Allemands, Georg Ledebour et Adolf Hoffmann, et deux Français, Albert Bourderon et Alphonse Merrheim) se réunirent et rédigèrent un manifeste demandant aux « prolétaires d'Europe » d'exiger la paix sans annexions ni indemnités de guerre. La SFIO et le SPD (parti social-démocrate allemand) respectant l'Union sacrée, ce sont des dissidents ou des membres de la CGT française qui s'y rendirent : Alphonse Merrheim (1871-1925) et Albert Bourderon (1858-1930) défendent les idées de la minorité pacifiste de la SFIO. Le manifeste (rédigé grâce à Trotski) — condamnant la guerre, « produit de l'impérialisme », saluant les « victimes innombrables de la guerre », immolées « à l'esprit de conquête et à la rapacité impérialiste » — eut peu d'écho. Les *Zimmerwaldiens* se divisèrent d'ailleurs sur les

conséquences à tirer. La « gauche zimmerwaldienne » préconisa, derrière Lénine, une « guerre de masse contre la guerre » et la fondation d'une nouvelle Internationale, tandis que la « droite zimmerwaldienne » (dont les Français) souhaitait seulement faire pression sur les gouvernements pour obtenir une « paix blanche » sans annexion ni indemnité. Le courant zimmerwaldien devait jouer un rôle important dans le développement des tendances pacifistes au sein de plusieurs minorités socialistes, dont la française. Une nouvelle conférence se réunit en avril 1916 à Kienthal, localité située également dans le canton de Berne. Le manifeste qui en sortit préconisait le retrait des socialistes des gouvernements et le refus de tout crédit de guerre. Lénine, leader des socialistes russes, réfugié en Suisse, fut l'un des animateurs de ces deux rencontres. Allant plus loin que la plupart des délégués et notamment le Français Merrheim, il préconisait la création d'une troisième Internationale.

Très différente est la tentative de paix séparée d'Albert Ier (1875-1934), roi des Belges (1915). Secrètement persuadé — cf. ses *Carnets*, édités en 1953 ¹ — que la France, la Grande-Bretagne, la Russie et l'Italie sont gouvernées par des irresponsables et qu'elles vont perdre la guerre, le roi Albert est convaincu qu'il faut signer une paix de compromis avec les Empires centraux (Allemagne et Autriche-Hongrie) avant qu'il ne soit trop tard. Il noue donc des contacts avec l'Allemagne en 1915. C'est immédiatement l'échec, l'Allemagne étant persuadée de sa victoire.

Les Empires centraux font une tentative de paix fin 1916. Ils profitent de leurs victoires sur la Serbie et surtout sur la Roumanie, ainsi que de la mort de François-Joseph (22 novembre 1916), remplacé par son petit-neveu Charles Ier, inquiet de la subordination de son empire à l'Allemagne. Une note des quatre alliés (Allemagne, Autriche-Hongrie, Bulgarie et Turquie) propose à l'Entente d' « entrer dès à présent en négociation de paix », tout en évitant de formuler des propositions précises. La note étant écrite sur un ton de victoire, elle ne peut donc qu'être repoussée par l'Entente. Le but véritable est de s'attirer la bienveillance du président Wilson (les États-Unis ne sont pas encore en guerre).

Justement, la quatrième tentative est celle de Wilson en 1916-1917. Les États-Unis sont déjà un pays impérialiste, depuis fin du XIXe siècle : « l'aigle américain a déjà déployé ses ailes », comme le montre l'impérialisme de Theodore Roosevelt (1858-1919). Pour Wilson le sens de la « mission » des États-Unis est d'assurer une « paix juste » et durable par des méthodes nouvelles. Il avait organisé plusieurs voyages du *colonel* House, conseiller privé de Wilson en Europe entre 1914 et 1916 (voir plus haut) ; Wilson a le projet (un court moment) d'une médiation forcée : en échange de l'abandon par l'Allemagne de la guerre sous-marine, l'Angleterre cesserait le blocus. Les États-Unis entreraient « probablement » en guerre contre

¹ *Les carnets de guerre d'Albert Ier, roi des Belges, publiés par le général R. Van Overstraeten*, Bruxelles, Dessart, 1953, 215 p.

celui des deux camps qui refuserait cette solution ! C'est sur un vague programme pacifiste, en tout cas neutraliste, qu'il est réélu en novembre 1916. Pour la paix internationale, Wilson pense qu'elle serait possible si les deux camps annonçaient leurs buts de guerre, c'est ce qu'il leur demanda par une note du 20 décembre 1916, dans le droit fil de la croyance en une *mission* des États-Unis. Mais l'Entente est désagréablement surprise de voir cette proposition d'un État toujours neutre succéder immédiatement à celle des Empires centraux (voir plus haut) ! Toutefois, c'est l'Allemagne qui repousse le 26 décembre la proposition de Wilson : elle ne tient pas à le voir participer à la conférence de la paix, car à coup sûr il s'opposerait aux ambitions territoriales de l'Allemagne. Alors, l'Entente se déclare prête à accepter ! Le 10 janvier 1917, une note commune énumère sous la forme la plus vague les buts de guerre des alliés. Wilson n'est guère satisfait et doute de la sincérité de la réponse ! En conséquence, déçu, le 22 janvier 1917, devant le Congrès, dans son Message sur l'état de l'Union, Wilson se déclara rallié à la formule de la « paix sans victoire ». À son ami le colonel House, il déclare : « Nous sommes la seule des grandes nations blanches à rester en dehors de la guerre ; ce serait un crime contre la civilisation que d'y prendre part. » ! Cela est tout à fait conforme au *non-entanglement* (non-engagement, littéralement non-implication) traditionnel de la nation américaine (voir plus loin). Mais la guerre sous-marine à outrance (annoncée par l'Allemagne le 31 janvier) va tout changer, entraînant la rupture des relations diplomatiques, puis l'entrée en guerre, au nom de la formule wilsonienne « Le droit est plus précieux que la paix ». Il faut signaler d'autres causes de bouleversement pour Wilson et son pays : la révolution russe, les crises en France et Italie, la lassitude partout... Le rêve internationaliste de Wilson ne l'empêche d'ailleurs pas, une fois les États-Unis en guerre, de malmener les libertés publiques aux États-Unis. C'est ainsi que la loi sur l'espionnage (*Espionage Act*) de 1917 favorise les suspicions en tout genre, les lois de 1918 contre la sédition et le sabotage (*Sedition Act* et *Sabotage Act*) ouvrent la chasse aux « radicaux » et suppriment *de facto* la liberté d'expression. Le dirigeant socialiste Eugene Victor Debs (1855-1926) est emprisonné, l'IWW (*International Workers of the World*, centrale syndicale très à gauche) pourchassée, des groupes paramilitaires comme la *National Protective Association* s'en prennent pêle-mêle aux immigrants, aux pacifistes et aux « radicaux ».

En 1917 se produisit la curieuse tentative des princes de Bourbon-Parme. Le nouvel empereur Charles Ier (1887-1922) pensait au début de 1917 qu'il serait possible de sauver la « double monarchie » (l'Autriche-Hongrie) en concluant la paix sur base du *statu quo* : « Marcher à fond avec l'Allemagne par pure noblesse serait un suicide », dit-il, en privé. Toutefois une telle paix ne serait satisfaisante que pour la France et la Grande-Bretagne (à la rigueur), mais pas du tout pour l'Italie, la Serbie et la Roumanie (à cause de l'existence de l'Autriche-Hongrie). Pour faire parvenir ses suggestions, Charles Ier décida de confier une lettre à son beau-frère, le prince Sixte de Bourbon-Parme (1886-1934), qui servait dans l'armée belge, et au frère de celui-ci, Xavier (1889-1977). Les deux frères vinrent à Vienne en mars 1917, puis à Paris. Charles Ier parlait de rétablir la souveraineté belge, de donner à la Serbie « un accès

équitable à la mer Adriatique », d'appuyer la restitution de l'Alsace-Lorraine à la France... Un deuxième voyage des deux frères à Vienne en mai leur permit de rapporter une deuxième lettre, mais beaucoup plus vague. Dans une note annexe, le comte Ottokar Czernin (1872-1932), le ministre des Affaires étrangères, n'évoquait que la possibilité d'une paix générale. Or Lloyd George, le premier ministre britannique (il l'était depuis novembre 1916), et Poincaré, le président de la République française, n'envisageaient alors qu'une paix avec l'Autriche seule. De plus, France prévint l'Italie lors de l'entrevue de Saint-Jean-de-Maurienne le 19 avril 1917 : l'Italie s'opposa net à tout traité qui ne lui permettrait pas de réaliser ses ambitions territoriales. L'Entente laissa donc la négociation tourner court : il n'y avait aucun intérêt à ce que l'Autriche sortît de la guerre, si l'Italie, elle aussi, interrompait son effort militaire ! Notons que Czernin a tenu au courant de la négociation l'Allemagne, qui s'y montra très peu favorable, car elle avait alors de vastes ambitions territoriales. À l'est, Hindenburg et Ludendorff voulaient annexer la Lituanie et la Courlande jusqu'à Riga, contrôler la Pologne... À l'ouest, la Belgique resterait occupée jusqu'à ce qu'elle ait conclu une alliance politique et économique avec l'Allemagne. Même alors, celle-ci garderait Liège et la côte, à bail pour 99 ans. À la France, on pourrait consentir une petite rectification de frontière au sud-ouest de Mulhouse. Mais l'Alsace-Lorraine resterait à l'Allemagne et même celle-ci annexerait le bassin de Briey-Longwy.

Un peu postérieure est la tentative Briand-Lancken, toujours en 1917. La comtesse (belge) Pauline de Mérode a l'idée de faire se rencontrer en Suisse un diplomate allemand, von der Lancken, et l'ancien Président du Conseil français, Aristide Briand (1862-1932). En fait, c'est l'Allemagne qui a l'initiative et manipule la comtesse : elle veut sonder le gouvernement français. Briand est pressenti en juin et indique tout de suite que la condition essentielle est la restitution de l'Alsace-Lorraine. Von der Lancken n'est pas informé et l'entrevue est fixée au 22 septembre 1917. Mais le Président du Conseil Ribot (1842-1923) s'oppose à une rencontre qui pourrait apparaître comme un signe de faiblesse : la tentative, en conséquence, avorte. On ne voit d'ailleurs pas ce qu'elle aurait pu donner, les points de vue des deux camps étant nettement contradictoires...

La « note pontificale pour la paix » (1917, toujours) est bien sûr différente. Le pape Pie X était mort le 20 août 1914, il est remplacé le 3 septembre par Benoît XV, Giacomo della Chiesa, né en 1854, dans une famille de haute noblesse, archevêque de Bologne, cardinal depuis trois mois seulement, mais qui avait fait une grande partie de sa carrière dans les services diplomatiques de la Curie. Benoît XV dénonce « l'horrible boucherie qui déshonore l'Europe » (28 juillet 1915), mais il ne peut que souffrir de l'« inégalité religieuse » entre les deux camps : Rome a des relations diplomatiques avec l'Autriche-Hongrie et la Bavière, ainsi qu'en Allemagne (par l'intermédiaire du nonce à Munich, Mgr Pacelli, futur Pie XII), mais seulement avec la Grande-Bretagne dans le camp de l'Entente ! Du côté de l'Entente, les relations avaient été rompues avec l'Italie et la France, et seule l'Angleterre protestante est

représentée au Vatican. Ceci explique que le pape consulte d'abord les seuls Empires centraux et que sa proposition, datée du 14 août et publiée deux jours plus tard dans *L'Osservatore Romano*, leur soit assez favorable. Le pape consulte donc d'abord les Empires centraux avec sa note pontificale sur la paix du 16 août 1917 et surtout elle leur est favorable. Elle énonce, avec beaucoup d'encens wilsonien, plusieurs principes abstraits (liberté des mers, etc.), l'idée de renonciation à toute indemnité de guerre, celle du retour au *statu quo* territorial, mais avec des « compromis raisonnables » (sur l'Alsace-Lorraine et les territoires italiens de l'Autriche-Hongrie), mais ne comporte rien sur la Serbie et la Pologne ! Allemagne répond assez favorablement, la Grande-Bretagne insiste sur la nécessité de l'indépendance belge (sans parler de l'Alsace-Lorraine ...), mais l'opposition d'Erich Ludendorff (1865-1937), chef d'état-major allemand, qui a pris beaucoup d'importance politique en Allemagne, à un abandon total de la Belgique conduit finalement à l'échec de cette tentative. Autre conséquence, les alliés confirment entre eux que le Saint Siège sera exclu des négociations de paix (c'était prévu dès 1915). Benoît XV mourra en 1922. Durant les trois années séparant la fin du conflit mondial et sa mort, il élaborera une politique d'accords, qui portera ses fruits sous le pontificat suivant et restera célèbre au Vatican jusqu'à l'élection de Benoît XVI (2005). Dès 1919, le pape reçoit à Rome Wilson, qui vient, le jour même, de présider une assemblée de protestants italiens ; en mai 1920 il fait savoir qu'il ne refusera plus de recevoir au Vatican les chefs d'État catholiques qui viendraient rendre visite au roi d'Italie ; à partir de 1920 est réglé le conflit avec la France (canonisation de Jeanne d'Arc, rétablissement des relations diplomatiques, compromis sur la question des biens du clergé dès 1920...) ; dès 1921 sont pris les premiers contacts avec le gouvernement italien en vue d'une solution de la question romaine. En outre, Benoît XV lève le *non expedit* qui interdisait aux catholiques de participer en Italie à la vie politique et il autorise Don Luigi Sturzo (1871-1959), un prêtre, à fonder un parti démocrate-chrétien, le Parti populaire italien (PPI).

□ Les *Quatorze Points* de Wilson (janvier 1918)

Deuxième retour en arrière nécessaire, une présentation des *Quatorze Points* de Wilson s'impose. Pourquoi, en janvier 1918, un tel texte, qui devait rester aussi célèbre ? Les États-Unis sont « associés » et non « alliés », le terme officiel ayant été adopté par le président Wilson lui-même ; les États-Unis n'ont jamais adhéré au pacte du 5 septembre 1914, qui avait noué l'alliance contre les Puissances centrales et interdit aux pays de l'Entente la conclusion d'une paix séparée ; puisque les États-Unis n'ont pu, comme on l'a vu, obtenir des Alliés la publication de leurs buts de guerre, les États-Unis vont proclamer au monde leurs buts ; enfin, les bolcheviks proclament le principe d'une paix sans annexion ni indemnité et publient les traités secrets passés entre les Alliés de l'Entente : le texte de Wilson sera une réplique, rejoignant la vieille idée que les États-Unis, nation d'origine exceptionnelle, ont aussi une

mission exceptionnelle à remplir. Aidé par un comité d'experts constitué dès le début de 1917, le Peace Inquiry Bureau, dont le membre le plus important est David Hunter Miller, aidé également par le colonel House, Wilson rédige un programme en *Quatorze Points*, qu'il soumet au Congrès le 9 janvier 1918.

Les cinq premiers points sont abstraits : diplomatie ouverte, liberté des mers, abaissement des barrières douanières, désarmement, effort pour préserver les intérêts des populations colonisées, le 14e aussi : il préconise une Ligue des Nations, une SDN, clef de voûte de l'ensemble. Des remaniements territoriaux et le sort des États occupent les points 6 à 13, selon le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes : droit de la Russie à choisir elle-même son régime et à bénéficier de secours, l'indépendance de la Belgique doit être recouvrée, l'Alsace-Lorraine rendue à la France, les frontières italiennes fixées (comment ?) le long de la ligne « clairement reconnaissable de la nationalité » (*sic*). Les peuples de l'Autriche-Hongrie recevraient leur autonomie, les frontières des états balkaniques seraient révisées, l'empire ottoman ne dominerait plus des peuples non-turcs, la Pologne serait reconstituée, avec un accès à la mer.

« Des conventions de paix publiques, ouvertement conclues, après lesquelles il n'y aura pas d'accords internationaux privés d'aucune sorte, mais une diplomatie qui agira toujours franchement à la vue de tous. »

« Liberté absolue de navigation sur les mers en dehors des eaux territoriales aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre, sauf pour les mers qui pourraient être fermées en totalité ou en partie par une action internationale en vue de l'exécution d'accords internationaux. »

« Suppression, autant qu'il sera possible, de toutes les barrières économiques ; établissement de conditions commerciales égales entre toutes les nations consentant à la paix et s'associant pour la maintenir. »

« Garanties convenables, données et prises, que les armements nationaux seront réduits au dernier point compatible avec la sécurité du pays. »

« Libre arrangement, dans un esprit large et absolument impartial, de toutes les revendications coloniales basé sur l'observation et sur le strict principe qu'en fixant toutes les questions de souveraineté, les intérêts des populations intéressées devront avoir un poids égal à celui des demandes équitables du gouvernement dont le titre doit être déterminé », c'est-à-dire un anticolonialisme bien léger, sous la forme d'un principe très général.

« Une association générale des nations devra être formée d'après des conventions spéciales, dans le but de fournir des garanties mutuelles d'indépendance politique et d'intégrité territoriale aux grands comme aux petits États ».

« Évacuation de tous les territoires russes et règlement de toutes les questions concernant la Russie qui assurera la meilleure et la plus libre coopération des autres nations pour donner à la Russie l'occasion de déterminer, sans être entravée ni embarrassée, l'indépendance de son propre développement et de sa politique nationale, pour lui assurer un sincère accueil dans la société des nations libres, sous des institutions

de son propre choix et, plus qu'un accueil, toute aide dont elle aurait besoin et qu'elle désirerait. »

« La Belgique. Le monde entier sera d'accord qu'elle doit être évacuée et restaurée... »

« Tout le territoire français devra être libre et les régions envahies devront être restaurées. Le tort fait à la France par la Prusse en 1871, en ce qui concerne l'Alsace-Lorraine, qui a troublé la paix du monde pendant près de cinquante ans, devra être réparé. »

« Aux peuples d'Autriche-Hongrie, dont nous désirons voir la place sauvegardée et assurée parmi les nations, on devra donner plus largement l'occasion d'un développement autonome ».

« La Roumanie, la Serbie et le Monténégro devront être restitués. À la Serbie, on devra accorder libre et sûr accès à la mer, et des relations entre les divers États balkaniques devront être fixées amicalement sur les conseils des Puissances et d'après les lignes des nationalités établies historiquement. »

« Une souveraineté sûre sera assurée aux parties turques de l'Empire ottoman actuel, mais les autres nationalités qui se trouvent, en ce moment, sous la domination turque devront être assurées d'une sécurité indubitable de leur existence et une occasion exempte d'obstacles leur sera fournie de se développer de façon autonome. Les Dardanelles devront être ouvertes de façon permanente en constituant un passage libre pour les navires et le commerce de toutes les nations suivant des garanties internationales. »

« Un État polonais indépendant devra être établi. Il devra comprendre les territoires habités par les populations incontestablement polonaises auxquelles on devra assurer un libre accès à la mer et dont l'indépendance politique et économique, ainsi que l'intégrité territoriale, devront être garanties par un accord international. »

Le retentissement du texte est immense, dans le monde entier. Les États-Unis se présentent comme arbitre possible entre les nations ; c'est sur la base des *Quatorze Points* que l'Allemagne allait à l'automne demander l'armistice. D'ailleurs, Wilson devait y ajouter quatre points (le 11 février), quatre autres (le 4 juillet), cinq autres le 27 septembre (tous très généraux). Au total, ce texte est doublement important : d'abord, il est le seul par lequel les Alliés aient fait connaître officiellement leurs buts de paix ; ensuite, l'armistice du 11 novembre 1918 a été conclu en référence expresse à ce document. Le Président des États-Unis y définit les règles qui, selon lui, devaient assurer la paix à l'avenir : le respect des nationalités, c'est-à-dire du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et à exercer leur souveraineté, la volonté d'un désarmement général appuyé sur la création d'une assemblée internationale, la Société ou Ligue (*League*) des Nations, qui pratiquerait une diplomatie ouverte, sous le contrôle permanent de l'opinion publique. Ce plan ignorait délibérément les multiples accords secrets signés entre les Alliés : ainsi les accords de Londres (1915) qui attribuaient à l'Italie la Dalmatie, l'Istrie et la ville de Fiume, ainsi les accords Sykes-Picot (1916) qui traçaient les zones d'influence de Paris et de Londres au Proche-Orient...

□ Le traité de Brest-Litovsk (3 mars 1918) et l'intervention étrangère contre la Russie

Le troisième retour en arrière indispensable au début de cet ouvrage concerne le traité de Brest-Litovsk (3 mars 1918). La première révolution russe, à partir du 8 mars 1917 (révolution « de février »), se solda par un intermède démocratique, celui du Gouvernement provisoire, puis du gouvernement de coalition. Alexandre Kerenski (1881-1970), favorable à une « paix sans annexion ni indemnité », alla sur le front pour persuader les soldats de prendre l'offensive. Son effort fut vain. L'attaque, commencée le 24 juin, s'arrêta immédiatement, les soldats refusant de marcher. Le 17 juillet, profitant d'une nouvelle crise ministérielle, les bolcheviks tentèrent de s'emparer du pouvoir à Petrograd. Le gouvernement fut sauvé par les cosaques et Lénine dut s'enfuir en Finlande. Le généralissime Lavr Kornilov (1870-1918), destitué le 9 septembre, marcha sur Petrograd le 10 dans l'intention d'anéantir le soviét. Il fut stoppé et dut se rendre.

La révolution d' « Octobre » éclate dans la nuit du 6 au 7 novembre (25 octobre en calendrier julien, d'où le nom de « révolution d'octobre »). Dans l'immédiat, le succès bolchevik s'inscrit dans les péripéties de la guerre : les Alliés perdent l'espoir de maintenir un second front contre les Empires centraux. Le rapport des forces est modifié, mais en fin de compte, le sort même de la guerre n'en est guère infléchi. En revanche, la révolution russe déchaîne une peur sociale parmi les classes dirigeantes : elle répand le trouble dans le mouvement ouvrier lui-même, partagé sur l'expérience bolchevique. La crainte d'une contagion révolutionnaire transformera profondément les données de la politique mondiale au lendemain de la « grande guerre ». Guerre, révolution russe marquent la nouvelle génération : elles seront les pôles de la réflexion et de la sensibilité idéologiques, très avant dans la première moitié du XXe siècle. Auparavant, le « décret sur la paix » (8 novembre 1917) s'impose : par ce texte, un gouvernement — nommé Conseil des Commissaires du Peuple (en russe *Sovnarkom*, selon un procédé d'abréviation appelé à se généraliser) — s'adresse ouvertement aux peuples étrangers par-dessus la tête de leurs gouvernements : c'est en fait une proclamation. Il le fait en proposant à tous les belligérants d'une part une paix immédiate sans annexion ni indemnité et d'autre part d'abolir la diplomatie secrète.

Des négociations avec les Empires centraux s'engagèrent. Nicolas Krilenko (général en chef), malgré les protestations de l'Entente, ordonna le cessez-le-feu immédiat. L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie acceptèrent, après quelques hésitations, de signer, le 15 décembre 1917, l'armistice de Brest-Litovsk. Dans cette même ville — en polonais Brzesz Litowski, aujourd'hui Brest, en Biélorussie — commencèrent, le 20 décembre, des négociations de paix, qui allaient aboutir au traité du 3 mars 1918, marquant pour la Russie bolchevique un apprentissage traumatisant de la politique extérieure. Les bolcheviks sont, bien entendu, opposés à toute annexion par les Empires centraux, mais l'Allemagne veut s'étendre jusqu'à Riga ! Et l'Autriche-Hongrie a aussi des ambitions. L'état de la Russie permet aux Empires

centraux d'exercer facilement des pressions. Cependant l'habileté dilatoire de Trotski, qui exploite la tactique « ni paix, ni guerre », va permettre de faire durer les pourparlers. Toutefois, les Empires centraux signent avec l'Ukraine un traité le 9 février : les bolcheviks s'emparant de Kiev, les troupes allemandes reprennent leur marche. Que faire ? Le Comité central du parti hésite, les « communistes de gauche » (Nicolas Boukharine, 1888-1938) envisagent une « guerre révolutionnaire », Trotski veut maintenir la stratégie « ni guerre ni paix », et c'est Lénine qui fait décider le choix de la paix. La paix est très dure pour Russie, et même désastreuse : elle perd la Finlande, les pays baltes, la Pologne et de surcroît l'Ukraine ; elle doit consentir des avantages économiques à l'Allemagne. Elle doit céder à la Turquie les villes de Kars, Batoum et Ardahan et s'engager à ne pas faire de propagande dans les Empires centraux. Mais cette paix du 3 mars 1918 permet de sauver la Révolution russe et, de toute façon, elle a été signée sous la contrainte d'une offensive allemande. Elle a pour conséquence la capitulation de la Roumanie (traité de Bucarest du 7 mai 1918).

L'intervention étrangère contre la Russie fut déclenchée pour des motifs idéologiques, Wilson ayant au contraire au départ manifesté beaucoup de libéralisme et une volonté de non-intervention (plus une affection « sentimentale » pour le peuple russe), mais il sera le créateur de la notion de « cordon sanitaire ». Historiquement, cette politique commence avec l'interdiction faite par les alliés aux neutres des relations avec le régime soviétique (note du 25 octobre 1918). L'intervention se fait dans le cadre d'une double illusion pour les pays de l'Entente (les États-Unis sont « associés ») : fragilité du pouvoir soviétique, car il y a guerre civile (avec une carte complexe, dès la fin de 1917, les bolcheviks contrôlant le Nord et le centre de la Russie plus des parties du Caucase et de l'Asie centrale) ; recréer un second front contre l'Allemagne. Elle est envisagée très tôt, dès la fin de l'année 1917 par le gouvernement français de Clemenceau (c'est d'ailleurs en France que trouva refuge Alexandre Kerenski). Un accord du 23 décembre prévoit une répartition des zones d'influence entre la France (Pologne, Ukraine, Crimée et Bessarabie), la Grande-Bretagne (Caucase et Extrême-Nord) et le Japon (moitié Nord de Sakhaline et Est de la Sibérie). L'intervention revêt évidemment une forme militaire, mais avec le frein du poids des pertes et de la lassitude de la Première Guerre mondiale : les Anglais sont à Mourmansk, Arkhangelsk et Batoum, les Français à Odessa. Les grèves de 1919-1920, souvent considérées comme provoquées par la Russie bolchevique, la création de partis communistes nationaux, les démobilisations, enveniment la situation : la Russie n'est-elle pas au centre d'une subversion européenne, des troupes occidentales ne sont-elles pas disponibles ? Mais la Russie bolchevique établit, au pays du « rouleau compresseur » d'avant 14, le service militaire obligatoire le 9 juin 1918...

Deuxième modalité, pour les Occidentaux moins coûteuse et voyante, l'aide aux Russes « blancs » : l'amiral monarchiste Alexandre Koltchak (1874-1920), parti d'Omsk en Sibérie, Nikolai Ioudenitch (1862-1933), parti des pays baltes, Anton Denikine (1872-1947),

depuis le Don et l'Ukraine, le baron général Pierre Wrangel (1878-1928), dans le Sud de l'Ukraine. S'y ajoutent la guerre russo-polonaise de 1920 (voir plus loin) et le soutien aux Tchèques de la Légion tchèque (voir plus loin). Comme il y a un stock d'armes à Vladivostok, le gouvernement français rêve d'un grand front sibérien (et la Grande-Bretagne la soutient). En juillet 1918 les États-Unis envoient 7 000 hommes à Vladivostok, les Japonais... 70 000 ! Cela provoque l'inquiétude des États-Unis, d'autant plus que les relations entre eux et le Japon ont empiré depuis 1914. Les troupes américaines ne seront rappelées qu'en 1920, les Japonais y demeurant plus longtemps.

La Première Guerre mondiale pour le Japon

Elle s'intègre dans une phase combinant la démocratisation et l'impérialisme (permis par la puissance militaire et économique), sans amélioration du niveau de vie des couches populaires, et en arrivant dans un monde déjà « occupé » par les Occidentaux. Les projets expansionnistes japonais sont une composante de l'idéologie du *Meiji*. L'expansion s'est faite au détriment de la Corée (colonie japonaise en 1910), de Taiwan, de la Chine et de la Russie.

La Première Guerre mondiale a offert une nouvelle occasion d'étendre les possessions sans encourir de grands risques et sans faire beaucoup d'efforts. Le Japon, « fidèle à l'alliance anglaise » de 1902, déclare la guerre à l'Allemagne le 23 août 1914, fait main basse sur les colonies allemandes de Chine et du Pacifique (Mariannes, Carolines et Marshall). Ses conquêtes sont achevées le 7 novembre. Le Japon refuse, en janvier 1915, de participer à la guerre en Europe, mais il présente à la Chine les « 21 demandes » (1915). Les Chinois refusent les plus dures (qui eussent fait de la Chine un protectorat japonais), mais ne peuvent (ultimatum japonais) empêcher l'archipel japonais de s'octroyer de considérables privilèges économiques en Mandchourie, dans le Shandong (Chang-Toung) et la province de Fou-Kien (en face de Taiwan, Formose).

Le Japon a bien profité de l'absence *de facto* des pays européens en Asie, à cause de la guerre en Europe.

Les Occidentaux ont donc établi face au bolchevisme le fameux « cordon sanitaire », mais à la fin de 1919 les contingents étrangers se rembarquent (sauf à Batoum, où ils restent jusqu'en mars 1921), à cause de la lassitude, de l'incertitude et des mutineries.

□ Les armistices

Que se passe-t-il avant le 11 novembre 1918 ? Une grande offensive des troupes françaises et serbes démarre à partir de Salonique le 15 septembre. La Bulgarie, débordée, signe l'armistice le 29 septembre. Conséquences : la Grèce, la Serbie et l'Albanie sont potentiellement libérées, la Turquie est isolée, la Roumanie va pouvoir rentrer dans la guerre. Cet armistice ruine les derniers véritables espoirs allemands. Au Quartier général de Spa, se tient (le même jour) une conférence entre Paul von Hindenburg (commandant en chef, 1847-

1934), Erich Ludendorff (chef d'état-major, voir plus haut), l'empereur Guillaume II (1859-1941) et le chancelier Georg von Hertling (1843-1919) : les généraux proposent la demande de l'armistice, mais par un nouveau gouvernement, l'empire se transformant en un régime parlementaire. L'État-Major n'est pas mécontent de faire endosser par des civils, et notamment par les partisans de la démocratie parlementaire, les responsabilités de la défaite ! À court terme, Hertling remplacé par prince Max(imilien) de Bade (1867-1929), membre de la famille impériale, mais passant pour libéral ; des socialistes entrent dans le ministère, ce à quoi l'état-major ne s'est pas opposé. Ludendorff presse le prince de demander l'armistice, seul moyen, pense-t-il de sauver l'armée allemande. Le 3 octobre, Max de Bade accepte d'envoyer une note au président Wilson, le priant « de prendre en main le rétablissement de la paix », sur la base de ses *Quatorze Points* : les États-Unis sont seulement « associés », ne pourraient-ils pas être des médiateurs ? Les *Quatorze Points* sont moins dangereux pour les Allemands que les exigences prévisibles des Alliés ; l'armée américaine ne compte encore que 1 800 000 hommes en France...

Deuxième grande offensive, depuis la Palestine, en septembre aussi. Les Turcs, isolés par l'armistice bulgare, signent avec les Britanniques (France n'est pas consultée !) un armistice (à Moudros) le 30 octobre. Troisième offensive, l'italienne (menée par le général Diaz) le 23 octobre. Elle provoque la victoire de Vittorio-Veneto le 29. L'Autriche-Hongrie est en pleine désagrégation : les Polonais, les Yougoslaves et les Tchèques ont proclamé leur indépendance au début d'octobre. Wilson (*cf.* les *Quatorze Points*) se rallie à l'indépendance des populations slaves. Le 21 octobre 1918, à la veille de la disparition de l'Autriche-Hongrie, le président Wilson avait déclaré qu'il s'en remettait aux peuples de la Double Monarchie pour décider de leur propre sort. Il refuse donc de négocier avec l'Autriche-Hongrie. L'armistice est signé le 3 novembre à Villa Giusti. L'empereur Charles (voir plus haut) s'enfuit en Hongrie, puis abdique. Les troupes italiennes occupent les territoires promis à l'Italie par le traité de Londres de 1915.

Quant à la négociation de l'armistice allemand, Wilson reçut le 6 octobre (par la légation suisse) la note allemande demandant l'armistice sur la base des *Quatorze Points*. Au lieu de se poser en médiateur (il voulait fonder la paix sur la démocratisation de l'Allemagne, ce qui supposait dans son esprit la victoire), comme l'avaient espéré les Allemands, il insista (9 octobre) sur la nécessité d'évacuer immédiatement tous les territoires occupés, et annonça que l'armistice ne serait signé qu'avec un gouvernement allemand démocratique et non avec « les maîtres militaires et les autocrates monarchiques de l'Allemagne ». Aux États-Unis, des hommes comme Henry Cabot Lodge (1850-1924) ou Theodore Roosevelt estimaient que le but de la guerre était d'écraser l'Allemagne, une grande part de la presse américaine le disait également : l'Allemagne devait être acculée à la reddition sans conditions. C'était poser très clairement comme condition l'abdication de Guillaume II. Dès lors, deux démarches se

déroulèrent parallèlement. La première en Allemagne, où se répandit l'idée, dans l'opinion et les milieux proches de l'empereur, que l'abdication permettrait d'obtenir des conditions moins rigoureuses. Max de Bade lui-même se rallia à cette idée, contre laquelle Guillaume II, ulcéré, résistait pied à pied. Au cours d'octobre se produisit une triple évolution : les masses populaires s'agitèrent en faveur de l'abdication (notamment à Berlin), Ludendorff fut moins pressé de demander l'armistice car il pensa que l'armée pourrait attendre l'hiver. Mais il fut remplacé fin octobre comme « quartier-maître général » par le général Wilhelm Gröener (1867-1939), Guillaume II quitta Berlin pour Spa (le grand quartier général allemand), songeant à marcher avec des troupes contre les « émeutiers ». De qui s'agit-il ? Il y eut évolution, rapide, début novembre, de l'état d'esprit des soldats et marins : l'armée n'était pas disposée à tirer sur la foule, les marins de Kiel se révoltèrent le 3 novembre, refusant de partir en mer, où les amiraux voulaient engager une grande bataille navale, sans espoir, et arborant le drapeau rouge. Le 9 novembre, Guillaume II abdiqua et son fils (le *Kronprinz*) renonça au trône. Le socialiste Friedrich Ebert (1871-1925) devint chancelier. Après avoir déclaré : « On veut me persuader de quitter l'armée [...] J'aurais l'air d'avoir peur [...] Je reste ici », Guillaume II s'enfuit aux Pays-Bas (!).

Entre alliés et associés, les hommes d'État sont rassurés de voir la « fermeté » de Wilson, mais craignent de ne pas pouvoir réaliser toutes leurs ambitions territoriales ; Ferdinand Foch (1851-1929), commandant suprême des armées alliées sur le front ouest depuis la conférence de Doullens (Somme) du 26 mars et maréchal depuis le 7 août, craint qu'un armistice permette à l'armée allemande de se reconstituer : il veut un armistice qui briserait le potentiel allemand. Le colonel House, dépêché en Europe, donne une interprétation souple des *Quatorze Points* et il réussit à aboutir à un (difficile) compromis, sur la base des *Quatorze Points*, mais avec la réserve des Britanniques sur la « liberté des mers » plus le concept de réparations, demandées par la France. Le 5 novembre, Wilson, cette fois au nom des puissances alliées et associées, invita l'Allemagne à envoyer une délégation d'armistice auprès du maréchal Foch.

L'armistice de Compiègne (11 novembre 1918). La délégation allemande est menée par le député catholique Matthias Erzberger (1875-1921), elle est accueillie dans la clairière de Rethondes de la forêt domaniale de Compiègne par le maréchal Foch. Elle doit accepter toutes les conditions de Foch le 11 novembre : évacuation immédiate des territoires occupés, livraison d'une quantité considérable de canons, de mitrailleuses, de wagons, etc., rendant impossible la reprise de la guerre, le blocus de l'Allemagne sera maintenu, l'Allemagne renonce au traité de Brest-Litovsk (voir plus haut) ; une Commission d'armistice réglera les relations de l'Entente avec l'Allemagne vaincue. L'impact immédiat et à moyen terme est énorme : enthousiasme général, une très réelle portée historique, des mots historiques et des décisions symboliques. Clemenceau évoque à la Chambre des Députés les morts et les

combattants : « Grâce à eux, la France, hier soldat de Dieu, aujourd'hui soldat de l'Humanité, sera toujours le soldat de l'Idéal ! » ; la Chambre des Députés déclare que Clemenceau et Foch (mais pas Poincaré, pourtant président de la République !) ont « bien mérité de la Patrie ». Clemenceau dira aussi, en parlant des combattants : « Ils ont été à la peine, qu'ils soient à l'honneur ! »

□ La loi des vainqueurs : la Conférence de la Paix en 1919 (à Paris)

La France ayant été au centre de la guerre, c'est à Paris qu'il fut décidé de tenir la « Conférence de la Paix », avec 26 nations alliées, les quatre *dominions* britanniques (Canada, Australie, Nouvelle-Zélande et Union Sud-Africaine), qui avaient été d'une fidélité et d'une détermination dites « exemplaires », et les États-Unis : on aura au total 31 signataires du traité de Versailles pour les vainqueurs, en définitive. Le but est de rédiger, puis soumettre aux vaincus et enfin signer différents traités, mais l'un après l'autre, en commençant par le sort de l'Allemagne. La conférence est marquée par une volonté de « gagner la paix », d'imposer aux vaincus, essentiellement à l'Allemagne, la loi des vainqueurs, dictée dans bien des cas par les égoïsmes nationaux. Elle a un aspect « totalitaire », qui s'explique en partie par le souci de bâtir un nouvel ordre international susceptible d'éviter la répétition d'un conflit identique à celui de 14-18. C'est une vision schématique, dans laquelle le Reich allemand, « impérialiste et militariste », incarne le mal absolu et est entièrement responsable... D'entrée de jeu, les chefs politiques alliés responsables des négociations de paix sont confrontés à des contradictions irréductibles entre les principes affirmés par Wilson et les ambitions ensevelies dans le secret des chancelleries. Lors de son entrée en guerre, le gouvernement des États-Unis avait proclamé qu'il ne cherchait aucun avantage territorial. Puis, pour ébranler la détermination des populations allemandes, pour entraver le processus de paix engagé entre les bolcheviques et les Allemands, le président Wilson avait publié, le 8 janvier 1918, un plan de règlement de la guerre en quatorze points (voir plus haut).

Quant à l'organisation de la Conférence, les alliés avaient commencé à y réfléchir... dès 1914. Chaque pays désigna une délégation de cinq membres, les principales étant dirigées par Georges Clemenceau, David Lloyd George, Sidney Sonnino (ministre des Affaires étrangères, 1847-1922) puis Vittorio Emanuele Orlando (président du Conseil italien, 1860-1952), et, à la surprise générale (il l'annonce lui-même le 18 novembre) Thomas Woodrow Wilson lui-même : c'est la première fois qu'un président américain en exercice vient en Europe. Mais cette dernière originalité présente de notables inconvénients : pour les États-Unis (à l'intérieur), ce sera la paralysie de l'exécutif et Wilson ne va pas se rendre compte de l'évolution des états d'esprit ; l'attendre à Paris va retarder la Conférence de la Paix. Surtout, Wilson va défendre lui-même les principes de la « nouvelle diplomatie ». Or la tradition européenne était de régler les problèmes territoriaux par des « préliminaires de paix »

rapidement conclus. Après quoi on négocierait à loisir un traité définitif plus détaillé. Au contraire Wilson, qui attachait beaucoup plus d'importance à la création de la SDN qu'aux problèmes territoriaux, exigea que pour chacun des vaincus un traité définitif fût préparé, à la tête duquel le Pacte constitutif de la SDN serait incorporé : une procédure rigide et longue. Wilson n'a pas pour les États-Unis d'ambitions territoriales et il va se heurter à des hommes d'État (peu heureux de le voir arriver !) qui considèrent certaines annexions comme indispensables et qui se font approuver par leur opinion. C'est ainsi que Lloyd George organise des élections générales brusquées un mois après l'armistice, le 14 décembre 1918, dans une ambiance de germanophobie délirante (« Pendons le Kaiser ! », « L'Allemagne paiera jusqu'au dernier penny »), mais avec une très forte abstention ; ces élections sont un très gros succès pour lui, mais ce libéral est prisonnier de ses alliés conservateurs, et les *backbenchers* (les parlementaires de base, d'arrière-plan) conservateurs vont bientôt se rebeller contre lui. Clemenceau obtient un vote très favorable de la Chambre des Députés le 29 décembre (380 voix contre 134). Or, les démocrates sont battus aux États-Unis par les républicains à la Chambre des représentants en novembre 1918 (237 contre 190), après que Wilson se fut engagé dans la bataille. Aux élections législatives de novembre 1918, les candidats républicains infligent donc une sévère défaite aux démocrates : la contradiction entre l'affaiblissement intérieur de Wilson et son rôle déterminant dans le processus de paix est lourde de menaces pour l'avenir.

Mais Wilson, qui connaît peu l'Europe, a l'illusion de pouvoir être soutenu par les opinions publiques contre les gouvernements. Arrivé le 13 décembre à Paris il reçoit un accueil enthousiaste à Paris, puis à Londres et à Rome ; pour ne pas se laisser émouvoir il refuse longtemps de visiter en France les régions dévastées. Il tire de l'accueil populaire une leçon : « Je suis satisfait de savoir qu'en cas de nécessité je peux toucher les peuples d'Europe par-dessus la tête de leurs chefs. » Grande illusion ! Wilson vient à Paris avec ses hommes de confiance, le Secrétaire d'État Robert Lansing (1864-1928), le colonel House (voir plus haut), etc., et 1 300 experts américains (dont Herbert Hoover, John Foster Dulles, etc.) ! Wilson pense établir en Europe une paix durable fondée sur le droit et la justice. Il illustre au fond l'« irénologie » du sociologue norvégien Johann Galtung (né en 1930), qui distingue la paix négative (c'est-à-dire l'absence de guerre) et la paix positive, reposant sur la justice : « Si tu veux la paix, agis pour la justice ». Convaincu de sa *mission*, cet apôtre de la paix, s'il est bien mieux informé qu'on ne l'a souvent dit des questions européennes, sous-estime la puissance du nationalisme exalté par quatre années de guerre. Wilson veut user de son prestige personnel pour rassembler autour de lui tous les « hommes de bonne volonté » ; il sait aussi qu'il dispose de l'arme économique et financière pour faire éventuellement céder ses associés récalcitrants. Le wilsonisme rencontre un écho favorable en Europe parmi les milieux politiques orientés à gauche et auprès de certains intellectuels. Des hommes venus d'horizons variés, comme Jules Romains, Romain Rolland, Stefan Zweig, Herbert George Wells et Albert Einstein,

se rallient au projet de Société des Nations et militent activement contre le nationalisme revanchard. Mais cette idéologie généreuse se heurte aux résistances de l'opinion publique américaine, moins préoccupée par les problèmes internationaux que par les questions douanières et les difficultés intérieures.

Georges CLEMENCEAU (1841-1929)

Né en 1841 à Mouilleron-en-Pareds, localité vendéenne où verra en 1889 le jour le futur maréchal de Lattre de Tassigny, **Georges Clemenceau — il fera lui-même disparaître l'accent sur le e en 1884 dans son journal *La Justice* — appartenait à une vieille famille bourgeoise du département, auquel il fut toujours très attaché.** Son père Benjamin s'était converti à la République, à l'anticléricalisme et à l'athéisme ; il avait été arrêté après le coup d'État de 1851 puis à nouveau en 1858, ce qui marqua beaucoup son fils. Georges fit d'abord de très solides **études classiques, puis médecine** comme son père et parce que c'est positiviste, au sens propre ; républicain des années 1860, il fit de la prison en 1862, puis partit pour les **États-Unis** où, après des débuts difficiles, il écrit pour un périodique français et remplit dans un collège de jeunes filles la double fonction de professeur de français et d'équitation. Clemenceau épousa d'ailleurs en 1869 une de ses élèves, Marie Plummer (1850-1923), dont il aura trois enfants. Il rentre en France peu avant la déclaration de guerre à la Prusse ; ainsi s'amorce une **vie politique ponctuée de nombreuses traversées du désert, qui prendra très tardivement une dimension historique.**

Clemenceau, le 4 septembre 1870, est de ceux qui montent à la tribune du Palais-Bourbon pour réclamer la déchéance de l'empereur. Il **entama alors une carrière politique, en étant nommé maire "radical" du 18^e arrondissement de Paris par Étienne Arago, à qui son père l'a présenté, maire de Paris, puis représentant (radical) à l'Assemblée nationale.** En mars 1871 il essaie comme d'autres d'incarner à Montmartre un **tiers parti républicain** pour s'entremettre entre Communards et Versaillais et agir comme médiateur entre les deux camps irréductibles. C'est un échec, il est destitué par les « fédérés » de son poste de maire le 22 mars, il **se retire provisoirement de la vie politique** et se réfugie en Vendée. Mais il est de retour dans la capitale dès le 15 juin 1871. Le 30 juillet, il devient conseiller municipal du quartier de Clignancourt.

"Médecin des pauvres" dans un dispensaire de Montmartre, conseiller municipal de Paris (18^e arrondissement toujours), puis président du conseil municipal de Paris (novembre 1875), **il devint aux élections législatives de 1876 député de la Seine, le glissement de Gambetta à l'opportunisme le faisant chef des radicaux** sur les bancs de l'extrême gauche. À ce titre il défend les idées de révision de la constitution et de séparation de l'Église et de l'État, de protection sociale ouvrière et d'instruction primaire obligatoire, milite pour l'amnistie des condamnés de la Commune et la suppression de la peine de mort, s'oppose farouchement aux conventions ferroviaires de 1882 favorables aux intérêts privés et contribue à la chute du "grand ministère" Gambetta. Il avait été réélu en 1877 et 1881, il incarnait l'extrême gauche des républicains, il avait fondé un groupe parlementaire « radical-socialiste » et un journal (1880), *La Justice*, mais Clemenceau n'est pas un homme de parti. Toutefois, il se place à l'extrême gauche des républicains et 1879 est l'année où Clemenceau commence à prendre une certaine envergure politique. **Défenseur du nationalisme continental, Clemenceau attaque (1885), par volonté de justice et de liberté, la politique coloniale — il fut l'un des premiers Français à utiliser le mot "impérialisme" — de Jules Ferry, conduisant selon lui à renoncer de façon coûteuse aux "intérêts essentiels" et renversa le "Tonkinois" auquel il vouait une haine**

féroce. Il lui vient alors **la réputation d'être un "tombeur de ministères"**, qu'il conforte par un troisième succès en 1886 avec la chute du troisième cabinet Freycinet. Mais n'est-ce pas un coup d'arrêt dans sa carrière ? La présidence du Conseil lui échappe toujours — il n'est que **le « premier ministre occulte » (Ferry)** — et il doit se contenter de la députation du Var.

D'abord protecteur de Boulanger, qu'il avait connu au lycée de Nantes et qu'il recommanda à la légèreté comme général républicain et ministre de la guerre à Freycinet, il prend ses distances avec le général quand se fait évident le danger de césarisme, mais c'est un peu tard pour pouvoir espérer accéder à la présidence du Conseil et un peu net pour ne pas voir décliner son influence parisienne. Au Grand-Orient, il participe avec Arthur Ranc et Jules Joffrin à la **création de la Société des Droits de l'Homme et du Citoyen** qui entend défendre le régime contre le pouvoir personnel. À la fin des années 1880, Clemenceau, devenu en 1885 député du Var, apparaît comme un redoutable "tombeur de ministères", comme le "premier ministre occulte" dénoncé par Jules Ferry ; sa forte personnalité lui a valu de collectionner les ennemis ; mais tout n'est pas que rancunes personnelles d'hommes écartés du pouvoir, qu'éloquence brutale, incisive d'un député fort assidu aux séances de la Chambre et coutumier des interruptions. En vingt ans de vie politique, Clemenceau s'est fait **beaucoup d'ennemis** par sa forte personnalité. Son intelligence, son individualisme, son éloquence brutale et célèbre, qui ne laisse passer aucune interruption sans réplique (aucun discours de Clemenceau n'est un « texte »), son éloge de la révolution tout entière, qu'il faut considérer comme un « bloc » (mot qui va faire école en politique), ses positions en matière de politique sociale lui aliènent bien des hommes politiques, sans compter les rancunes accumulées par ceux qu'il a contribué à faire écarter du pouvoir. **L'individualisme est servi par une profonde intelligence, un travail infatigable et une maîtrise du corps rare à l'époque, acquise par la pratique de l'équitation et de la gymnastique. C'est aussi un homme de vaste culture classique et de grande sensibilité artistique**, possédant une plus large connaissance du monde que n'a l'ensemble de la classe politique française, notamment grâce à son mariage avec une Américaine, à des voyages, à un très bon usage de la langue anglaise, et à des **amitiés** qui vont de Claude Monet à Stéphane Mallarmé en passant par Édouard Manet, Camille Pelletan et de nombreuses personnalités étrangères. C'est d'ailleurs au profit exclusif de ses amis qu'il continue à pratiquer de ci de là la médecine. Clemenceau est bel et bien **un radical du temps de la République opportuniste**, ayant des positions avancées en matière de politique et d'hygiène sociales (qu'il faut se garder de juger à l'aune de l'attitude du président du Conseil de la Belle Époque), une forte **amitié pour Louise Michel**, une grande horreur de la peine de mort et un jugement global élogieux sur la Révolution française, à considérer comme un "bloc" comprenant aussi la Terreur, position historiographique et politique avancée au temps du premier Centenaire. Clemenceau a multiplié les infidélités conjugales (ses maîtresses sont encore plus nombreuses que ses duels !) mais, rendu furieux par une aventure de sa femme avec un jeune normalien précepteur de ses enfants, il obtient le divorce aux torts de celle-ci en 1892 et la traite avec mesquinerie (les enfants auront une vie personnelle assez tumultueuse, d'ailleurs).

Le **scandale de Panama** va être pour beaucoup l'occasion de se venger et de faire tomber un homme compromis par ses relations avec l'escroc Cornelius Herz, impossibles à dissimuler puisque celui-ci commandite le journal de Clemenceau *La Justice*, fondé en 1880. Déroulède, alors élu boulangiste, l'accuse à la Chambre avec rodomontade. Clemenceau a contre lui le plus célèbre de ses **grands duels politiques** (il s'entraînera longtemps et régulièrement au maniement des armes), se lave de tout soupçon, mais il en subsiste des traces dans le corps électoral : il est **battu aux élections de 1893 et écarté du pouvoir pendant neuf ans. C'est le "tunnel" pour lui, mais le cas n'est pas unique dans l'histoire de la IIIe République :**

Rouvier et Caillaux eurent aussi deux carrières politiques successives. Il écrit des romans qui paraissent d'abord sous forme de feuilletons car il a besoin d'argent. Mais si ses ennemis pensent en avoir fini avec lui, ils se trompent. Écarté du pouvoir pendant neuf ans, Clemenceau va déployer une fiévreuse activité de **journaliste**. Pendant quatre ans, chaque matin, il publie dans *La Justice* des articles dans lesquels il fait preuve d'un nationalisme intransigeant, flétrit l'iniquité de l'ordre social et l'exploitation patronale. Ses articles sont hardis, par la dénonciation des inégalités sociales, de l'exploitation patronale et de l'affaiblissement de la France sur la scène internationale ; il publie aussi des recueils d'articles. En octobre 1897, il devient l'éditorialiste de *L'Aurore*. C'est dans cette position que l'affaire Dreyfus lui permet, peu après, de faire sa rentrée politique.

C'est l'affaire Dreyfus qui lui permet en effet de rentrer en politique. Son engagement est tardif mais entier. **En 1897 il devient le rédacteur en chef et l'éditorialiste de *L'Aurore*** et c'est à ce titre qu'il choisit, lui qui avait comme d'autres d'abord cru à la culpabilité du "traître Dreyfus", le titre "J'accuse !" pour l'article de Zola du 14 janvier 1898. C'est ainsi également qu'il prend la tête de la **campagne révisionniste**, qu'il joue un rôle de premier plan dans la défense de Zola puis dans celle de Dreyfus lors du second procès de Rennes ; il écrit au total 665 articles à propos de l'affaire Dreyfus entre 1897 et 1901. C'est moins le problème de l'antisémitisme que celui de l'indépendance de la justice à l'égard du pouvoir qui le mobilise. Grâce à l'Affaire, il tisse autour de lui un réseau d'amitiés solides, ce qui l'aide énormément dans la préparation des élections de 1902.

Les "grands électeurs" du Var, à qui était échu un **siège de sénateur** par la mort d'un inamovible, permettent en 1902 de regagner triomphalement le parlement à celui qui avait longtemps réclamé la suppression de la haute assemblée par une révision de la constitution ! Ses positions se sont modérées par rapport à celles de ses amis radicaux en matière religieuse : il est au Sénat hostile à la suppression de tout enseignement privé, reprochant aux autres radicaux de vouloir faire de la France une « immense congrégation ». C'est en 1903 que son ami Émile Buré lui donne le surnom de « Tigre », immédiatement repris par tout le monde. Il prend **en 1906 au ministère de l'Intérieur** (dans le gouvernement Sarrien) des mesures d'apaisement en matière religieuse, mais constatant que le Saint-Siège refuse toute conciliation, il durcit alors sa position. Il définit face à Jaurès la voie réformiste en matière sociale. Clemenceau découvre ainsi par expérience que **doctrine et pratique sont deux choses différentes et qu'on ne gouverne pas comme on écrit un éditorial.**

Il n'est parvenu à un ministère puis à la présidence du Conseil (octobre 1906) qu'à l'âge de 65 ans. Remarquons que certaines des idées auxquelles Clemenceau était attaché venaient d'être réalisées. En 1904, l'alliance franco-britannique avait été signée et 1905 avait été l'année de la Séparation de l'Église et de l'État. Cet ancien radical au sens profond du terme, qui avait sincèrement des préoccupations sociales, privilégiées par rapport au politique dans son programme, devient lors de son ministère — le "tombeur de ministères" au gouvernement ! — **le "premier flic de France"**, ce dont il tire gloriole. L'homme qui s'était jadis opposé à la conquête coloniale à cause du coût en hommes et en argent de celle-ci maintient la France au Maroc, ce que dénoncent les socialistes, mais son ministère est incontestablement une phase de détente franco-allemande. Clemenceau **décide de créer un ministère du Travail** pour préparer des réformes sociales en accord avec les organisations ouvrières. La justice sociale qu'il voudrait établir et que cet athée conçoit comme le substitut de la foi, lui apparaît comme un élément d'ordre indispensable. Aussi, quand éclatent les grèves, l'agitation des viticulteurs du Midi, les sanglants incidents de Villeneuve-Saint-Georges et de Draveil, n'hésite-t-il pas à utiliser la force pour réprimer le désordre social et récolte-t-il la haine : son ministère est

désigné par affiches comme un « gouvernement d'assassins », lui-même étant « le premier flic de France » ou « la bête rouge ». De même, en matière coloniale, les socialistes l'accusent de reprendre la politique d'intervention au Maroc dont il dénonçait auparavant les dangers dans ses éditoriaux. Par ailleurs, Clemenceau qui soutient son ministre des Finances, Caillaux, dans son projet d'impôt sur le revenu, s'aliène les modérés.

Renversé le 20 juillet 1909, après un des plus longs ministères de l'histoire de la IIIe République, Georges Clemenceau retrouve sa propriété de Bernouville dans l'Eure et les voyages (Amérique du Sud), mais aussi l'opposition et l'habitude de renverser les gouvernements : depuis le Sénat, il contribue aux chutes de Briand et Caillaux. En 1913, il ne réussit pas à faire élire Jules Pams (1852-1930) à la présidence de la République : c'est la **brouille définitive avec Poincaré**, l'heureux élu. Il renoue également en 1913 avec le **journalisme**, fondant *L'Homme libre*, où il multiplie les articles saisissants et passionnés, surtout de politique extérieure. Mais pendant les cinq années 1909-1914, Clemenceau n'a plus que des ennemis politiques. La déclaration de guerre le voit **communier un bref moment dans l'Union sacrée** au point de se réconcilier (brièvement) avec Poincaré. Dénonçant sans trêve ce qu'il juge comme mollesse dans les gouvernements français du temps de la Grande Guerre — "Mourir n'est rien, il faut vaincre" est restée une de ses plus célèbres formules — , ce **président des commissions sénatoriales des Affaires étrangères et de l'Armée** est tout particulièrement hostile au gouvernement Briand de 1915-1917. S'étant fait suspendre son journal dès septembre 1914, il change aussitôt le titre en *L'Homme enchaîné*, pour protester contre la censure et prendre pour cibles les hommes politiques, Poincaré et les généraux, à l'exception de Foch, en qui il a confiance, malgré l'opposition de leurs idéologies personnelles. Il renforce l'hostilité que lui voue depuis longtemps la classe politique mais aussi dans l'opinion une image d'homme énergique, au patriotisme sans tache et habitué des visites au front, indispensable, surtout lors de l'année de crises qu'est 1917. D'autant qu'il a acquis beaucoup d'expérience grâce à sa présidence de la commission de l'Armée : il est littéralement désigné par l'opinion publique.

Cela lui vaut l'**appel pour former un nouveau gouvernement que lui lance le 19 novembre 1917 le président de la République**, malgré l'aversion ostensible qu'il voue à Clemenceau depuis que celui-ci a tout fait en 1913 pour l'empêcher d'accéder à l'Élysée, et malgré l'opposition acharnée des socialistes et de la CGT qui se souviennent de la période 1906-1909. Constituant à dessein un ministère de personnalités effacées, Clemenceau "fait la guerre" dans tous les domaines, comme il l'a annoncé dans son programme : épuration du "défaitisme", chasse aux embusqués, châtement des traîtres, mais également arrestation sans hésitation et avec jubilation de ceux qui apparaissaient comme les leaders du "pacifisme" sans être le moins du monde des traîtres, Malvy et Caillaux, Clemenceau s'acharnant contre le second. **Vieux jacobin, "le Tigre", domine à fond le pouvoir exécutif, conçu dans le sens du Salut public**, tenant à l'écart Poincaré, commandant sèchement et sans partage à "ses" ministres, réduisant à un rôle de chambre d'enregistrement le parlement, placé par les événements sous la haute surveillance de l'opinion publique. Il évite de heurter de face le mouvement de grèves de 1918, exerce avec pragmatisme sur l'économie un véritable dirigisme d'État. Ses **visites au front**, faites souvent au mépris du danger, lui gagnent une immense popularité dans l'opinion, d'autant qu'il manifeste un intérêt sincère vis-à-vis du sort et du moral des soldats ; il réussit en 1918 à obtenir des alliés et associés l'unité de commandement en la personne de Foch. Il bénéficie de la victoire qui lui fait s'écrier à la Chambre : "Grâce à eux (les combattants), la France, hier soldat de Dieu, aujourd'hui soldat de l'Humanité, sera toujours le soldat de l'Idéal !". L'armistice lui vaut le nouveau surnom de **"Père la Victoire"** — la chambre des Députés a déclaré qu'il avait bien "mérité de la Patrie" — , l'élection à l'Académie française — où il ne viendra jamais — , et la

visite qu'il rend, en compagnie de Poincaré, aux départements libérés, est certainement son apogée de personnage charismatique. Elle marque en tout cas la fin de la "dictature" supposée du **Tigre**, qui ne pouvait s'exercer qu'en période de guerre, presque perdue au printemps 1918, gagnée le 11 novembre. Cette dictature très relative est plutôt **l'exercice solitaire du pouvoir**, contre Poincaré, les ministres et le Comité de Guerre, avec des décisions brutales et des foucades. La popularité de Clemenceau atteint son zénith en novembre 1918, moment qui paraît donner raison à sa façon de gouverner et consacre son personnage de visiteur du front, *cf.* le monument des Champs-Élysées, près de l'Élysée (*sic*), sur le modèle semble-t-il d'une photo parue dans *L'Illustration* du 9 avril 1918. Mais les rancunes s'accumulent dans l'ombre impénétrable et le conflit politique trouvera son épilogue en janvier 1920 à Versailles : le ver est dans le fruit.

Chef du gouvernement français, il est l'un des trois principaux négociateurs de la Conférence de la Paix. Il obtient la ratification du traité de Versailles à l'issue d'un très long débat par le parlement, qu'il avait tenu totalement à l'écart des négociations. Sur de nombreux points il avait dû céder, ce qui indignait les ultra-nationalistes, menés par Foch, et fait souffler sur les milieux politiques, grâce à Briand, un vent de fronde anticlemenciste ; surtout, la paix de 1919 apparaît *a posteriori* comme trop rigide et trop fragile, mais Clemenceau en est-il l'unique responsable ? Bénéficiant d'un regain de popularité depuis qu'il a été **blesé de plusieurs balles de revolver par l'anarchiste** Émile Cottin (1896-1936) le 19 février 1919, et depuis qu'il a fait voter la loi limitant la journée de travail à 8 heures (23 avril 1919), Clemenceau voudrait bien couronner sa carrière par la présidence de la République, que Poincaré doit abandonner au terme de son septennat, début 1920. Mais la paix assurée depuis 1919 et critiquée par certains aux yeux desquels Clemenceau apparaît comme **"Perd-la-Victoire"**, il n'est **plus indispensable** et les manœuvres sont libérées contre lui. Briand, dont la mémoire n'est pas courte, et qui sait que la présidence du Conseil et le Quai d'Orsay lui échapperont si Clemenceau entre à l'Élysée, d'autant plus qu'on peut soupçonner Clemenceau de vouloir surveiller l'application du traité de Versailles depuis la présidence de la République, mène contre lui une campagne habile et sordide, évoquant l'âge du candidat (n'aurait-il pas 86 ans en fin de mandat ?) et son athéisme (la France n'offrirait-elle pas le scandale d'obsèques civiles pour son chef d'État en cas de décès en cours de septennat ?). Ceci porte à la fois auprès de la classe politique traditionnelle, qui a des comptes à régler en nombre, et auprès de la chambre "bleu-horizon" élue en 1919 et de sa majorité de Bloc national : un **nouveau personnel**, conservateur et catholique bien souvent, veut liquider un **passé** que Clemenceau incarne à ses yeux et trouver sa place. Un scrutin préparatoire montrant la relative faiblesse de ses chances, Clemenceau refuse de poser sa candidature. **Deschanel élu le 18 janvier 1920 président de la République, il démissionne aussitôt de la présidence du Conseil.** Il se retire fièrement de la vie politique, au château de Bernouville, dans l'Eure, acheté en 1908, près du Gisors de Monet, se consacrant jusqu'à sa mort (24 novembre 1929) aux **voyages** (l'Égypte, les États-Unis, l'Inde et le Sud-Est asiatique à l'exception de l'Indochine coloniale — jamais il ne mit les pieds dans une colonie française !) — et à **l'écriture** : un *Démosthène*, un ouvrage de réflexion sur la philosophie et les religions (*Au soir de la pensée*, 1927), et surtout *Grandeurs et Misères d'une victoire*, rédigé pour critiquer âprement un ouvrage hagiographique de 1929 sur le maréchal Foch (avec lequel il s'était brouillé pendant la Conférence de la Paix) et publié en avril 1930, après la mort de Foch. Mais il n'oubliait pas les amis : il s'acharna à faire aboutir **l'aménagement de l'Orangerie** pour y présenter les *Nymphées* de Monet et il publia en 1928 un livre sur Monet. Clemenceau avait eu un fils, Michel William Clemenceau (1873-1964), qui fut député (de droite : PRL, Parti républicain de la Liberté) et candidat à la présidence de la République, en 1947.

Un homme politique à la personnalité considérable, dont le passage au pouvoir à la Belle Époque puis pendant la Grande Guerre a bouleversé la tradition de la présidence du Conseil en France : l'après-guerre ne pourra guère s'en remettre.

À la Conférence de la Paix, les mobiles de Georges Clemenceau sont tout autres que ceux de Wilson et des « wilsoniens ». Le « père la Victoire » est animé par un mobile essentiel : la sécurité de la France. La neutralisation militaire de la rive gauche du Rhin, complétée par une Pologne anti-allemande et anti-bolchevique, ainsi que le développement des tendances fédéralistes au sein de la nouvelle Allemagne sont, selon le *Tigre*, les meilleurs garants pour l'avenir de la France. Cette politique centrée sur la question rhénane néglige toutes les autres positions de la France à travers le monde. Clemenceau cherche à prendre le contre-pied du traité de Francfort imposé par l'Allemagne à la France vaincue, le 26 mai 1871. Le Président du Conseil, âgé de 78 ans, use de tous ses talents oratoires pour défendre cette cause. Mais Clemenceau veut également sauver à tout prix l'entente entre les Alliés. Il craint un isolement diplomatique qui affaiblirait la France. Peut-être est-ce la raison qui le pousse à demander et à obtenir les pleins pouvoirs du Parlement pour mener seul les négociations et pour rendre plus faciles les compromis qu'il sait indispensables ? Clemenceau se heurte en effet à Wilson et au premier ministre britannique David Lloyd George.

Les États-Unis et la Grande-Bretagne font cause commune contre la France, mais, « géant déjà "fatigué" en 1914, colosse ébranlé en 1919, la Grande-Bretagne n'a pas pris conscience que son poids relatif a changé » (Roland Marx, historien, 1933-2000). Le chef du gouvernement britannique tient avant tout au maintien de l'équilibre en Europe pour éviter la renaissance d'un conflit dans lequel serait entraînée l'Angleterre. Or, il estime à juste titre que le danger allemand est éliminé, d'autant plus que la flotte de guerre allemande est internée dans le Nord de l'Écosse sous le contrôle de la *Royal Navy*. Au contraire, la première puissance sur le continent est désormais la France, d'autant plus que celle-ci pratique à l'occasion de la paix de 1919 et pendant les premières années 20 un véritable impérialisme « du pauvre », selon l'expression de l'historien Georges-Henri Soutou. Par un jeu de bascule très britannique, le gouvernement de Londres, hier allié de la France contre l'Allemagne, se rapproche du vaincu. Comme Wilson, Lloyd George attache beaucoup d'importance au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; il a, en fait, quatre objectifs : éliminer la menace bolchevique, « faire payer » l'Allemagne, renforcer la cohésion de l'empire britannique et ne pas laisser dominer l'Europe par la... France. L'accord entre les deux puissances anglo-saxonnes porte en premier lieu sur le problème allemand : les deux puissances anglo-saxonnes souhaitent le redressement rapide d'un pays qui est à la fois l'un des meilleurs clients de leur industrie et un marché privilégié pour leurs capitaux. États-Unis et Grande-Bretagne estiment d'autre part que la persistance des difficultés économiques est susceptible de faire basculer la République de Weimar dans le camp bolchevik et s'inquiètent des risques d'une hégémonie française sur le continent. Ceci

est vrai pour la Grande-Bretagne, qui a depuis toujours cherché à maintenir un certain équilibre entre les puissances continentales. Mais ce l'est tout autant pour les États-Unis dont le but essentiel est, au lendemain de la guerre, la reconstruction d'une Europe prospère et ouverte à leur pénétration économique. Ce qui implique la réintégration de l'Allemagne dans le « concert des nations », de manière à éviter la renaissance de tensions politiques dangereuses, ainsi que la création (à la faveur du traité de paix et de ses prolongements) d'un bloc économique rival de la puissance américaine. Or la France manifeste, au lendemain de l'armistice de Compiègne, une forte volonté d'expansion économique en Europe. C'est un point qui avait été jusqu'alors peu étudié par l'historiographie des relations internationales mais que nous connaissons bien aujourd'hui grâce aux travaux de Denise Artaud (1930-2011) et Jacques Bariéty (1930-2014). Il est clair pour ces auteurs que les « buts de paix » inclus dans le traité de Versailles ou dérivés de celui-ci enveloppent une perspective économique d'envergure dont la pièce essentielle est le « projet sidérurgique » élaboré par le Quai d'Orsay et visant à rétablir la suprématie industrielle de la France sur le continent, grâce aux modifications des frontières allemandes, aux livraisons obligatoires de charbon et de coke et aux conditions commerciales du traité qui prévoient que pendant cinq ans les entreprises lorraines, alsaciennes et mosellanes pourront faire pénétrer librement leurs produits en Allemagne. Ces projets inquiètent fort les puissances anglo-saxonnes, pour qui le risque majeur n'est plus celui d'une Europe unifiée par l'Allemagne mais bien celui d'une Europe dominée économiquement et militairement par la France en vertu des atouts juridiques que ce pays a retirés du traité. C'est pourquoi les financiers américains et britanniques vont contribuer au relèvement économique de l'Allemagne, tandis que leurs gouvernements se dresseront contre la « politique d'exécution » menée par la France (voir plus loin). En outre, le livre de John Maynard Keynes (1883-1946), *Les conséquences économiques de la paix*, publié en octobre 1919 après que l'auteur eut quitté la Délégation britannique à la Conférence de la Paix puis démissionné avec éclat de ses fonctions de conseiller auprès du Trésor, attire leur attention sur les risques que ferait courir à l'Europe l'effondrement de l'économie allemande (il rencontre un énorme succès auprès de la « gauche » britannique).

□ Le déroulement de la conférence : les négociations entre alliés et associés

La conférence de la Paix dure, dans la phase de préparation du traité allemand, du 12 janvier au 6 mai 1919. Elle réunit de nombreux plénipotentiaires, ce qui oblige à une répartition des tâches, les séances plénières étant de pur apparat. De nombreuses commissions spéciales (52) examinent les problèmes et établissent des rapports (par exemple la « commission des responsabilités », la « commission des réparations »). S'y ajoutent des comités d'experts (16), se réunissant souvent. Mais ceux qui importent, ce sont les « Cinq », c'est-à-dire, selon le préambule du traité de Versailles concernant l'Allemagne, « Les États-Unis d'Amérique, l'Empire britannique, la France, l'Italie et le Japon », ayant formé du 12 janvier au

24 mars le « Conseil des 10 » (chefs de gouvernement plus ministres des Affaires étrangères). Les circonstances de leurs entrées en guerre sont très différentes (*cf.* le Japon, en guerre du 23 août au 7 novembre 1914, voir plus haut). Mais c'est le « Conseil des 4 » qui a joué le rôle le plus important, réunissant seulement les chefs de gouvernement, Wilson, Clemenceau, Lloyd George et Orlando. Le Japon n'en fait pas partie car l'essentiel des discussions porte sur les affaires européennes. C'est ce « Conseil des 4 » qui, sur la proposition de Wilson, est devenu à partir du 24 mars l'organe de décision. Il a discuté en dernier ressort de tous les grands problèmes et procédé à l'élaboration finale des clauses des traités.

La première phase va du 12 janvier au 14 février. Par la volonté de Wilson, l'essentiel du débat concerne l'élaboration de la Société des Nations, SDN. Les travaux sont tenus rigoureusement secrets, au grand mécontentement du public et des journalistes ! Wilson assiste en personne aux réunions du comité d'experts qui élabore le « pacte » ou *covenant* de la SDN. Le projet est adopté le 14 février et il est décidé qu'il sera incorporé au texte de tous les traités : c'est la grande heure de gloire de Wilson... Du 15 février au 14 mars, Wilson faisant un voyage aux États-Unis (il lui faut clore la session du Congrès, prendre la température de l'opinion, et il découvre avec surprise les débuts d'une opposition), les travaux de la conférence sont ralentis pendant cette deuxième phase.

Du 14 mars au 5 mai, troisième phase, essentielle, celle des discussions territoriales. Mais d'abord, à cause de l'opposition d'une partie de l'opinion américaine, il faut procéder à des modifications au *Covenant* : droit pour les États-Unis de quitter la SDN, réserve sur la « doctrine de Monroe », etc. : un texte définitif est adopté seulement le 27 mars. La Grande-Bretagne n'a presque rien à demander (à la différence des autres alliés, surtout la France) et elle a eu tout de suite satisfaction : la marine de guerre allemande est neutralisée (voir plus haut), les colonies allemandes sont déjà conquises. Son opinion publique ne croit pas à la renaissance prochaine de la puissance allemande, la Grande-Bretagne ne formule donc pas de demandes de « garanties ». La Grande-Bretagne craint plutôt la France ! Beaucoup de Britanniques sont persuadés de la nécessité de la restauration de l'économie allemande. Le Royaume-Uni s'oriente donc vers une politique de bascule, dans la discussion et l'application du traité. Le problème de la Paix est beaucoup moins aigu et passionné qu'en France. Toutefois 200 conservateurs très rigides et germanophobes demanderont en mai à Lloyd George de ne pas faire de concessions à l'Allemagne : Lloyd George repoussera cette idée. Au début de la troisième phase de la conférence, Wilson s'oppose d'abord aux ambitions de Clemenceau (détacher la Rhénanie de l'Allemagne ; la faire occuper en permanence par des troupes alliées ; annexer le Sud-Ouest de la Sarre). Wilson menace de quitter la conférence. On aboutit à un compromis. Wilson s'oppose ensuite aux ambitions du Japon quant à l'héritage des droits allemands en Chine. La déliquescence du pouvoir central a augmenté depuis longtemps l'influence étrangère en Chine, d'où les interventions des corps diplomatiques étrangers dans

les affaires chinoises. L'Entente a promis au Japon en 1915 les intérêts allemands en Chine. Le Japon a présenté à la Chine les « 21 demandes » (1915, voir plus haut). En Chine, qui a déclaré la guerre à l'Allemagne en août 1917, se manifeste le sursaut nationaliste du Quatre Mai (1919), *yundong* (« mouvement ») qui soude un premier bloc de solidarité moderne et cristallise les aspirations diffuses de l'*intelligentsia*. Or, le délégué japonais avait revendiqué dès le 27 janvier, au conseil des 10, les droits que l'Allemagne avait possédés. Dès le lendemain le délégué chinois, qui se fie à la *New Diplomacy*, proteste. Le Japon déclare alors qu'il n'entrera à la SDN que s'il obtient satisfaction ! Le 21 avril Wilson propose l'abolition de toutes les zones d'influence en Chine. Le Japon accepte, car il sait très bien que ni la France ni la Grande-Bretagne n'accepteront ! Le 28 avril voit la capitulation de Wilson, qui n'a pas voulu risquer d'affaiblir la SDN en prenant l'attitude énergique (cf. l'Italie, voir plus loin) que lui conseillait House et le secrétaire d'État Lansing. L'effet aux États-Unis est déplorable ; la Chine proteste, puis refuse de signer le traité de Versailles (ce sera le seul cas), quoique son nom figure parmi les signataires. En plus, le Japon noie dans le sang un soulèvement indépendantiste coréen (1919-1920, proclamation d'une éphémère république coréenne, sous la présidence de Syngman Rhee, 1875-1965) qui avait tenté d'attirer l'attention de la conférence sur le sort de la péninsule. En revanche, le Japon n'a pas réussi à faire reconnaître le principe de l'« égalité des races », refusé par l'Australie et les États-Unis, qui avaient bien compris qu'en fait le combat des délégués japonais visait les réglementations nationales américaine et australienne sur l'immigration, défavorables à leurs compatriotes.

Puis Wilson s'oppose à l'Italie, au nom du principe des nationalités. Le nationalisme italien remonte évidemment au XIXe siècle. Comme celui de la France, il avait viré à droite à la fin du XIXe et au début du XXe siècle, dans un contexte de repli, de pays maintenu dans une position internationale de seconde zone. Il est influencé par Bergson (1859-1941), par le courant d'hostilité au rationnel et à l'humanisme occidental. Il est sensible au futurisme. Les Italiens réclament des agrandissements aux dépens des Yougoslaves, certes pas promis par les traités signés avec Anglais et Français, mais inclus dans les revendications gouvernementales italiennes à cause du poids de l'exaltation nationaliste, comme Fiume (Rijeka). Le respect des engagements pris pendant la guerre est, évidemment, invoqué par l'Italie, qui rappelle les accords de Londres (1915, négociés par le ministre des Affaires étrangères Sonnino) et de Saint-Jean-de-Maurienne (19 avril 1917, voir plus haut). De plus, l'Italie n'a bénéficié pendant la Première Guerre mondiale d'aucune unité militaire américaine, malgré les demandes pressantes de Diaz, le commandant en chef. Wilson adresse, par-dessus la tête d'Orlando, un appel au peuple italien ; Orlando et son ministre des Affaires étrangères, Sidney Sonnino (1847-1922), quittent Paris pour Rome, où les chambres les approuvent à l'unanimité, mais sans résultat au Conseil des Quatre, dont ils espéraient bloquer les travaux par leur départ. Au contraire, les Alliés sont sur le point d'attribuer à la Grèce la région de Smyrne, promise à l'Italie pendant la guerre ! Il faut donc reprendre le chemin de Paris, pour

y... accepter par contrainte les conditions alliées, ce qui provoque la chute du cabinet Orlando. C'est donc à l'Italie que Wilson s'est le plus vigoureusement opposé pendant la conférence de la Paix ! Ces trois conflits (contre la France, le Japon et l'Italie) ont permis de finir la rédaction du traité de Versailles.

□ Pression sur l'Allemagne et signature du traité de Versailles

Du 6 mai au 28 juin, le texte du traité de Versailles (qui n'est qu'un des traités de paix, *cf.* plus loin) est soumis à la délégation allemande. D'abord, le projet de traité, élaboré en l'absence des Allemands, est approuvé le 6 mai 1919 par l'assemblée plénière des délégués des puissances victorieuses. Il est communiqué le lendemain à la délégation allemande, qui pensait qu'elle aurait à négocier le traité. Aucune discussion verbale n'étant admise, les plénipotentiaires allemands peuvent seulement présenter leur point de vue par écrit, ce qu'ils font du 8 au 29 mai, dans des « notes », préparées par les experts de la délégation allemande. Mais au lieu de concentrer les critiques sur quelques points, les Allemands les dispersent en 15 « notes » (très violentes), sans doute pour prouver qu'il faut négocier oralement. Les « notes » portent notamment sur l'article 231 et les Réparations, mais aussi sur la SDN (où l'Allemagne voudrait être admise), sur le rapatriement des prisonniers, sur les clauses économiques, territoriales (par exemple la perte de la Haute-Silésie, la région de Katowice, et le « corridor » polonais). À partir du 29 mai la délégation allemande publie des « observations » (imprimées) d'une centaine de pages. Quelle est la réaction des alliés ? C'est une crise au sein du Conseil des Quatre : Lloyd George s'oriente vers de vastes concessions, ce qui soulève les protestations de Clemenceau, qui envisage d'imposer à l'Allemagne son acceptation en utilisant au besoin la force. Wilson arbitre le 3 juin, en faveur de Clemenceau, car il est satisfait du projet élaboré. Lloyd George cède le 16 juin. Les Allemands n'ont obtenu que des concessions secondaires : un plébiscite en Haute-Silésie et la limitation à 15 ans de l'occupation de la Rhénanie (auparavant elle était subordonnée au paiement des réparations). Et les Allemands sont invités le 17 juin à signer le projet de traité dans les sept jours. Les chefs militaires allemands estimant toute résistance impossible (les Alliés ont envisagé une action militaire), le chancelier Ebert fait décider par l'assemblée de Weimar (le 22 juin) que l'Allemagne acceptera de donner sa signature, d'abord sous réserve de l'article 231 sur la responsabilité allemande, puis le 23 (sous la menace) sans réserve. L'Allemagne se résigne donc à un *diktat*, imposé par la force.

Le 28 juin 1919, dans la Galerie des Glaces du château de Versailles, à l'endroit où l'empire d'Allemagne avait été proclamé en 1871, les délégués allemands sont appelés les premiers à signer cet énorme traité de 440 articles. À noter qu'après la signature du traité de Versailles et le départ de Wilson (le même jour), la conférence continuera à se réunir, avec des suppléants, jusqu'en 1921. D'ailleurs le système des « conférences internationales », au lieu d'être exceptionnel comme avant 1914, se développe prodigieusement (9 en 1920, 7 en 1921,

7 en 1922). Bien sûr, il va falloir que chaque signataire ratifie le traité de Versailles. Il y aura seulement quatre voix hostiles en Grande-Bretagne ! En France, un long débat de ratification dura du 25 août au 2 octobre 1919. N'ayant pu obtenir tout ce qu'il réclamait, Clemenceau estimait néanmoins que le traité de paix avec l'Allemagne était satisfaisant ; aussi le défendit-il avec fermeté. Le traité avait en France deux types d'adversaires. À gauche la plupart des socialistes, et en particulier Jean Longuet (1876-1938), petit-fils de Karl Marx, reprochaient au traité d'être excessivement dur à l'égard de l'Allemagne, de ne pas tenir assez compte du principe des nationalités et, enfin, d'exclure la Russie bolchevique des négociations. Ils étaient soutenus par la CGT et une partie des ouvriers parisiens qui avaient organisé des grèves depuis janvier 1919 et une grande manifestation le 1er mai, en pleine conférence de Paix. À droite, de nombreux orateurs, et notamment l'écrivain Maurice Barrès (1862-1923) et le député de Nancy Louis Marin (1871-1960), trouvaient au contraire le traité trop doux. Ils lui reprochaient de ne pas assurer la sécurité de la France. À tous Clemenceau répondit : « Quand on analyse ce traité qui a je ne sais combien de centaines d'articles, où toutes les questions sont traitées (*sic*), il ne faut pas oublier que ce traité si complexe vaudra pour ce que vous vaudrez vous-mêmes. Il sera ce que vous le ferez. » Finalement, le 2 octobre 1919, la Chambre vota la ratification (par 372 voix contre 53, dont 51 socialistes, et 74 abstentions). En Italie, le gouvernement Francesco Nitti (1868-1953), qui avait remplacé Orlando en juin 1919, pour éviter un débat hasardeux, ratifia le traité par décret, le 7 octobre 1919.

□ La création de la SDN

La fondation de la Société des Nations est un des aspects majeurs du nouveau caractère des relations internationales au XXe siècle, avec la rupture de l'équilibre européen. D'ailleurs, le XXe siècle est l'époque des organisations internationales (de toutes sortes). Il y avait eu une « préhistoire » de la SDN, dans le mouvement pacifiste des juristes d'avant 1914. Il avait esquissé une réglementation de la guerre, par exemple à la conférence de Genève en 1864 quant aux prisonniers et blessés. Grâce à Léon Bourgeois (1851-1925), le programme de Nancy (1907) du parti radical avait un triptyque qui ajoutait à l'attachement aux « institutions républicaines » et à la politique sociale de correction modérée des inégalités, l'idée d'une politique extérieure patriotique de défense nationale, mais mettant des espoirs dans l'institution d'un droit international et d'une « Société des Nations civilisées » préwilsonienne. Et des ligues pro-SDN s'étaient formées dès 1914 dans les pays neutres.

La SDN est créée dans le contexte du terrible bilan de la Première Guerre mondiale, du doute sur l'efficacité des traités, du désir idéaliste d'éviter que de nouveaux litiges ne débouchent sur des conflits armés, locaux ou même mondiaux. D'ailleurs les tentatives de paix de 1917 (voir plus haut) n'avaient-elles pas échoué ? Et Wilson n'avait-il pas annoncé lors de l'entrée en guerre de son pays « une guerre pour mettre fin à toutes les guerres ». Un

contexte « démocratique » impose sa marque : la victoire de 1918, c'est la victoire des démocraties. Or, la démocratie a permis d'éviter en grande partie le recours à la violence politique à l'intérieur des États ; ne pourrait-on pas obtenir la même chose au plan international ? La SDN est voulue comme une forme et un forum de régulation, de rationalisation. On pourrait ajouter la mondialisation de l'économie, qui fait que les différents pays ont de plus en plus de problèmes à traiter ensemble. Enfin, le contexte de Versailles lui-même ! Idée chère à Wilson, le *Covenant* est intégré au traité après avoir été négocié par une commission et accepté définitivement le 27 mars 1919 (voir plus haut). Il est donc lié à une paix imposée, d'autant plus que les vaincus sont exclus de la Société des Nations pour un moment, ce qui a soulevé les protestations de l'Allemagne. Le Pacte est même intégré à chacun des traités de paix. Comme dit Lénine : « Le vainqueur est toujours pacifique ! ».

Le projet initial a pour origine directe les *Quatorze Points* de Wilson (voir plus haut). Le dernier prévoyait la création d'une « association générale des nations » (voir plus haut), qui devait « fournir des garanties mutuelles d'indépendance et d'intégrité territoriale aux grands comme aux petits États ». Ce projet, présenté par Wilson, est l'œuvre de l'expert américain David Hunter Miller et de l'expert anglais Lord Robert Cecil (1864-1958). Il s'agit de grouper tous les États du monde, d'où le nom de Société des Nations, ou le plus grand nombre d'entre eux, pour créer les conditions d'une harmonie universelle, et, en tout cas, maintenir la paix. Pour cela il faut prévenir la guerre, pour réaliser un très ancien rêve, développer l'esprit de paix et de concertation, inciter les États à renoncer à la guerre, favoriser le désarmement général : les armements doivent être réduits « au minimum compatible avec la sécurité nationale et avec l'exécution des obligations internationales ». Il faut aussi éviter les guerres qui menacent, en proposant ou en imposant l'arbitrage international. Il faut enfin décourager le recours à la guerre offensive, par une action commune des membres de la Société des Nations contre un agresseur éventuel. C'est l'idée de la « sécurité collective » : chaque État, même faible, même désarmé, assurerait sa sécurité, non plus par le recours à la force de ses armes, mais grâce à l'aide de la communauté internationale.

Cet idéal est soutenu par une longue histoire de « plans de paix » (cf. l'abbé de Saint-Pierre, *Projet pour rendre la paix perpétuelle en Europe*, 1713, le plan de paix de Kant, en 1795) : mentalement, on remonte au début des Lumières, qui ne sont pas que de la philosophie. Une importante évolution a été léguée par le XIXe siècle, malgré l'ère des États-nations et des nationalismes : grandes conférences internationales, convention de Genève en 1864, conférence de La Haye en 1899 et 1907 codifiant le « droit de la guerre », confédérations et fédérations, organisations internationales techniques, par exemple l'Union postale universelle, de 1878. D'ailleurs le nom de Société des nations avait été utilisé pour la première fois à la conférence de La Haye. Cet idéal est bien sûr soutenu par l'universel souvenir de la Première Guerre mondiale, par le souvenir des idées pacifistes d'avant la Première Guerre

mondiale, surtout le pacifisme « bourgeois » comme celui de Léon Bourgeois, le pacifisme socialiste, le pacifisme des instituteurs. Cet idéal est défendu par des organisations massives comme celles des anciens combattants (*cf.* la thèse d'Anatoine Prost ¹) ; il est magnifié par la non-violence de Gandhi.

Le siège, après discussions, est fixé à Genève, dans un pays neutre, au centre de l'Europe, et c'est une ville hôtelière (or, la diplomatie nouvelle est publique). Mais l'adhésion de la Suisse se fit avec réticence (référendum à faible majorité de mai 1920) et le grand Palais des Nations fut achevé seulement en 1937 ! La SDN vécut donc pendant des années dans des bureaux et des locations ou des prêts (de la ville et du canton de Genève). L'assemblée générale a pour membres les 29 pays vainqueurs plus 13 neutres qui entrent immédiatement (ce sont les 42 « membres originaires »). La Grande-Bretagne a fait d'emblée admettre ses *dominions* (Canada, Australie, Nouvelle-Zélande et Union Sud-Africaine). Tout autre pays indépendant peut adhérer (en étant admis par l'assemblée générale à la majorité des deux tiers), mais les anciens ennemis sont provisoirement exclus. Cependant notons que jamais un État n'a été admis contre la volonté fermement maintenue d'une ou plusieurs grandes puissances. L'assemblée générale fonctionne avec une voix par État, elle vote des résolutions et des recommandations, elle a la toute-puissance financière, d'où la possibilité de pressions sur l'exécutif. Elle siège une fois par an (en septembre).

Le Conseil de la SDN est en quelque sorte son pouvoir exécutif, mais les décisions doivent y être prises à l'unanimité ! Il a 8, puis, petit à petit, 14 membres, dont 5 membres permanents : les « Quatre » de la conférence de la Paix de 1919 (France, Grande-Bretagne, Italie et Japon), plus la Chine, pour « remplacer » les États-Unis (!). Le petit groupe des permanents devient très vite un « super Conseil » ou un « pré Conseil » de « grandes puissances ». Les membres non-permanents sont des membres élus (pour trois ans), parmi les puissances « secondaires ». La périodicité des réunions n'est pas fixée. Le Conseil doit en cas de conflit décider qui est agresseur et préconiser d'éventuelles sanctions, économiques voire militaires. Le Secrétariat compte 120 à 700 fonctionnaires, originaires de 50 pays. Son chef est élu par le Conseil. Il porte le titre de secrétaire général. Le premier, Sir Eric Drummond (1876-1951), est secrétaire général de 1919 à 1932. Il est assisté de secrétaires généraux adjoints, entre autres Jean Monnet. Le Secrétariat prépare les documents et rapports pour l'Assemblée et le Conseil. Le fonctionnement de la SDN n'entraîne que des dépenses faibles, paradoxalement souvent critiquées ! Des critiques contre le budget de la SDN (d'ailleurs maladroitement réparti entre les membres) s'élèvent en effet, au niveau parlementaire, en France, à partir de 1923.

¹ A.Prost, *Les Anciens Combattants et la société française (1914-1939)*, Thèse, FNSP, 1977, 3 vol., 268, 261 & 237 p., réédition résumée sous le titre *Les Anciens Combattants, 1914-1940*, 325 p.

Attention : le livre d'Albert Cohen (1895-1981), *Belle du Seigneur*, 1968 n'est pas un roman historique, il est très anachronique, c'est un roman *à propos* de la SDN et de l'ONU (Cohen a travaillé pour le BIT et l'ONU, et il « charge » la SDN...).

Des organismes annexes entourent la SDN. Le principal est l'Organisation internationale du Travail (OIT), dont le secrétariat permanent est le Bureau international du Travail (BIT). L'OIT siège à Genève aussi, dans le but d'harmoniser et d'améliorer les conditions de travail dans le monde, de développer la coopération entre groupes sociaux et entre États. Il y a quatre délégués par État. Toutes les nations, même l'Allemagne, sont représentées, le patronat, les syndicats aussi. Le BIT fut dirigé par Albert Thomas. Le deuxième organisme annexe avait été en fait créé au début du siècle, c'est la Cour permanente de Justice internationale de La Haye. Le philanthrope américain Carnegie (voir plus loin) avait même financé la construction d'un Palais de la Paix, inauguré en 1913. Elle a pour tâche de régler les problèmes juridiques pouvant opposer les États. La Banque des règlements internationaux (BRI, dite souvent Banque internationale, siège à Bâle) est chargée de faciliter les règlements internationaux. Enfin, l'Institut international de Coopération intellectuelle (IICI) ou Commission internationale de Coopération intellectuelle (CICI) est l'ancêtre de l'UNESCO. L'un des premiers présidents fut Henri Bergson ; il s'agissait de créer une « Société des esprits » (Paul Valéry).

Première règle de fonctionnement, la liberté pour chaque État membre, qui garde sa souveraineté : la SDN n'est pas supranationale mais internationale. Chaque membre a la liberté de quitter la Société des Nations, de ne pas participer à l'application des sanctions contre un autre État. Un vote en Conseil n'est exécutoire que s'il y a unanimité. Cette règle peut faire à posteriori ricaner mais c'était un principe en usage dans les conférences internationales, il n'y a donc pas malencontreuse innovation ici. Troisième règle, les possibilités de sanctions, qui sont de trois types : la condamnation morale, les sanctions économiques et financières et les sanctions militaires (des contingents nationaux seraient rassemblés pour une occasion précise). Il n'y a pas d'armée internationale de la SDN. Le Français Léon Bourgeois (voir plus haut) l'avait cependant préconisée lors de la Conférence de la Paix, contre l'avis de Wilson. Clemenceau avait laissé Léon Bourgeois développer ce plan car il était convaincu de son échec ! L'idée était pourtant très populaire dans l'opinion : l'échec est dû aux gouvernements américain et britannique. Les États membres ne sont que moralement tenus de collaborer à l'application des sanctions. Une des conséquences, paradoxale, est la valorisation de l'art oratoire et des grands ténors, Lord Robert Cecil (voir plus haut), délégué de l'Afrique du Sud, puis de la Grande-Bretagne, Fridtjof Nansen (1861-1930), délégué de la Norvège, mais surtout avocat des « affamés de la Volga » et auteur d'une grande œuvre en faveur des réfugiés (le « passeport Nansen » délivré par la SDN à partir de 1922, cf. le surnom donné par Eric Hobsbawm : « l'ami des sans amis »), Briand et sa « voix de violoncelle ».

Aristide BRIAND (1862-1932)

Né à Nantes dans une famille modeste, Aristide Briand étudie au lycée de la ville grâce à une bourse et fait des études de droit à Paris, tout en travaillant comme clerc chez un avoué. Devenu avocat à Saint-Nazaire et journaliste politique, il milite avec ardeur dans les rangs socialistes et syndicalistes. C'est alors un **farouche révolutionnaire** qui fait adopter en 1892 par le congrès de Marseille de la Fédération des Syndicats le principe de la **grève générale** — dont il apparaît comme le théoricien — et se présente sans succès à trois élections législatives. En 1893, il quitte Saint-Nazaire pour Paris, où il mène, des années durant, une **existence difficile**, presque de bohème. Il côtoie l'anarchisme, écrit dans des feuilles anticléricales et se laisse aller à des déclarations antimilitaristes que, plus tard, ses adversaires ne manqueront pas de rappeler. Briand est longtemps membre du **Parti ouvrier** de Jules Guesde. **En 1901, il adhère au Parti socialiste français formé par Jaurès avec les socialistes réformistes et en devient secrétaire général.** C'est sa première grande évolution : il devient proche de Jaurès, écrit dans *L'Humanité*, l'accompagne à Amsterdam au congrès de l'Internationale. **En 1902, il est enfin élu député, de Saint-Étienne, grande ville ouvrière.**

C'est le début d'une carrière fulgurante, pour un homme dont les débuts ont été très lents. Tout de suite, ses **talents oratoires** l'imposent à la Chambre des députés, où est créée une **commission chargée de préparer la Séparation de l'Église et de l'État.** Briand y siège et en devient bientôt le rapporteur. Abandonnant l'anticléricisme farouche de ses débuts, il se fait remarquer par sa modération, sa recherche des compromis et l'importance du travail qu'il fournit, contrairement à une légende tenacement développée par ses ennemis. **S'il adhère en 1905 à la SFIO, le socialisme n'est plus à ce moment son principal centre d'intérêt.** En janvier 1905, il n'a renoncé que sur les injonctions de Jaurès à un portefeuille ministériel offert par Rouvier. **Rapporteur de la loi de Séparation de l'Église et de l'État à la Chambre des députés, il y gagne ses galons d'homme d'État.** Il révèle à cette occasion des qualités d'intelligence, de travail, de conciliation, d'ouverture, de tolérance, une extraordinaire habileté qui vont permettre à ce « monstre de souplesse » (Barrès) d'accomplir **une éblouissante carrière ministérielle.**

Ministre de l'Instruction publique et des Cultes dans le cabinet Sarrien en 1906 (il rompt à cette occasion avec Jaurès et est exclu de la SFIO), il sera jusqu'à sa mort **vingt-deux fois ministre**, (dont quinze fois ministre des Affaires étrangères) et **dix fois président du Conseil.** **Inscrit comme socialiste indépendant, il ne conserve à peu près rien des convictions révolutionnaires de sa jeunesse et se montre un gouvernant pragmatique et réaliste**, éloigné de toute idéologie, indépendant de tout parti et volontiers cynique, placé à la charnière de la droite et de la gauche, ce qui lui permet de rester au gouvernement presque sans discontinuer quelles que soient les majorités. **Président du Conseil pour la première fois en juillet 1909**, à la suite de Clemenceau, son gouvernement qui dure jusqu'en 1911 est remarquable par l'énergie avec laquelle il réprime les grèves des cheminots, en 1910, au grand scandale de ses anciens amis socialistes, et par la politique d'apaisement envers les catholiques qu'il conduit. D'ailleurs, Briand est responsable, à divers titres, pendant cinq ans, de 1906 à 1911, de l'application de la loi de Séparation des Églises et de l'État. Il se rapproche des modérés et devient **ministre de la Justice de Poincaré en 1912.** En 1913, à nouveau président du Conseil, il fait voter la **loi portant le service militaire à trois ans**, très impopulaire à gauche : il ne manquera jamais par la suite de dire que cette mesure permit, à ses yeux, de gagner la bataille de la Marne.

Ministre de la Justice dans le gouvernement d'Union sacrée d'août 1914, il est à nouveau nommé **président du Conseil en octobre 1915** ; il le demeure jusqu'en mars 1917, et marque son action par l'expédition de Salonique et l'ouverture du front des Balkans. Il prépare l'offensive Nivelles du printemps 1917, mais démissionne juste avant : il n'est plus au pouvoir au moment du Chemin des Dames et des mutineries. Mais durant l'été 1917, Briand se laisse aller à **d'imprudentes conversations avec des personnalités belges** qui se targuaient d'aider à préparer une paix avec l'Allemagne (voir plus haut). Il tint le gouvernement et Poincaré au courant, mais n'est pas autorisé à aller à Lausanne rencontrer le diplomate allemand von der Lancken et Clemenceau s'empare de cette affaire de « défaitisme » qu'il exploitera violemment contre Briand pendant longtemps. Il ne joue aucun rôle pendant la Conférence de la Paix et est muet pendant le débat de ratification du traité de Versailles. Toutefois, il le vote et ne fera jamais une allusion à une possible révision des traités.

Pour les élections législatives de 1919, Briand revient en Loire-Inférieure, sur une liste « bloc national ». Au parlement, il joue un rôle clé dans la **non-élection de Clemenceau à la présidence de la République**, élargissant le fossé de haine qui existe depuis 1917 entre les deux hommes, mais cela permettra à Briand de revenir au pouvoir. On le voit ensuite **président du Conseil en 1921-1922 avec une majorité de Bloc National** (mais il se situe à la gauche de celle-ci) et en 1925-1926 avec une majorité de Cartel des gauches (qu'il s'efforce de tirer au centre). Briand est le président du Conseil du **rétablissement des relations diplomatiques avec le Vatican**. Mais **dès 1921, il situe son action sur le plan de la politique internationale**, proposant de substituer à la politique de force que la France entend conduire vis-à-vis de l'Allemagne — et qu'il a d'abord soutenue — une politique de conciliation, même si le pays doit consentir des sacrifices sur les réparations que lui doit le vaincu. C'est la critique de Tardieu : politique du « chien crevé au fil de l'eau » ! Il représente la France à la **conférence de Washington** mais la quitte dès novembre 1921, ne pouvant y jouer le rôle d'arbitre et se heurtant à un front « anglo-saxon ». C'est la conciliation qu'il propose à la **Conférence de Cannes** en janvier 1922, mais cela soulève un tollé dans la majorité et le contraint à démissionner. Pendant deux ans, Briand est totalement sur la touche, il se retire dans sa ferme de Cocherel (Eure), où il fait de l'élevage, et en Bretagne où il fait du bateau.

Le Cartel des Gauches tient Briand d'abord à l'écart en l'envoyant à Genève comme **délégué de la France à la SDN**, ce qui l'écarte de Paris mais va lui fournir le tremplin d'une rentrée politique triomphale. Briand découvre littéralement la SDN, n'a aucune part dans le projet Herriot-MacDonald de *Protocoles de Genève* (et de nouveaux *burgers*), mais la chute de Herriot permet l'entrée de Briand dans le nouveau gouvernement (Painlevé). **Briand entame ainsi la dernière période de sa vie, « pèlerin de la paix » et hôte presque inamovible du Quai d'Orsay de 1925 à 1932**. Cette politique est marquée par le **pacte de Locarno** (Tessin suisse) signé avec l'Allemagne en octobre 1925 et par lequel elle reconnaît volontairement ses frontières occidentales, par l'entrevue de Thoiry (dans l'Ain, à 10 kms de Genève) avec le ministre allemand des Affaires étrangères Stresemann en septembre 1926, par **l'admission de l'Allemagne à la SDN** en 1926, par la signature du **Pacte Briand-Kellogg** qui met la guerre hors-la-loi (voir plus loin), puis par la proposition faite en 1929-1930 par Briand **d'une « Union européenne »** qui aboutirait à une confédération d'États, projet largement inspiré par la journaliste pacifiste Louise Weiss (1893-1983), alors très très proche de Briand. L'image d'un Briand « **pèlerin de la paix** », défenseur de la Société des Nations, apôtre du désarmement et de la réconciliation franco-allemande est définitivement fixée par l'histoire. On retient l'émouvante péroraison de son **discours de septembre 1926 à la SDN**, par lequel il accueille la

délégation allemande dont il a demandé l'admission : « ... C'en est fini des longs voiles de deuil sur des souffrances qui ne s'apaiseront jamais ; plus de guerre, plus de solutions brutales et sanglantes à nos différends !... Arrière les fusils, les mitrailleuses, les canons ! Place à la conciliation, à l'arbitrage, à la paix ! ».

Applaudi par la gauche, le centre et les modérés, Briand est en butte aux critiques violentes de l'extrême droite nationaliste qui juge que la « politique chimérique » qu'il conduit affaiblit la France et qu'il est dupe de la duplicité de ses interlocuteurs allemands. En fait, Briand est **un réaliste qui a tôt pris conscience de la faiblesse matérielle, financière, militaire et humaine de la France**. Ne déclare-t-il pas à la Chambre, en réponse aux critiques : « Je fais la politique de notre natalité » ? Cette faiblesse le convainc que la priorité absolue est d'assurer la sécurité du pays et que cette sécurité ne pouvant être garantie par les moyens propres de la France, elle ne peut résider que dans la **sécurité collective** dont la SDN est le moyen, dans l'appui des alliés naturels que sont le Royaume-Uni et les États-Unis, les adversaires naturels de l'Allemagne et de l'ex-Autriche-Hongrie (Pologne, Roumanie, Yougoslavie et Tchécoslovaquie), enfin dans l'apaisement des tensions qui opposent la France à son ennemie héréditaire. Cette politique vaudra à Briand **bien des attaques**, et bien des déceptions dont la moindre n'est pas son **échec à la présidence de la République** en mai 1931, l'Assemblée nationale lui préférant Paul Doumer. C'est plein d'amertume, au moment où la crise et le retour aux tensions internationales compromettent son œuvre qu'il meurt le 7 mars 1932, deux mois après avoir quitté le Quai d'Orsay (*cf.* la stèle de la grille du Quai d'Orsay, inaugurée par Léon Blum en 1936 : il est le seul ministre des Affaires étrangères à avoir connu cet honneur). Paradoxes : ce monument n'est jamais fleuri, les discours sur le traité franco-allemand de 1963, le « couple franco-allemand » n'ont jamais mentionné Briand...

□ Le retrait des États-Unis et la « désunion des vainqueurs » (Maurice Baumont)

Trois ans de neutralité américaine ont été suivis par un an et demi de guerre en tant qu' « associés », puis par une participation de premier plan à la conférence de la Paix. Un rôle extérieur (sauver la démocratie dans le monde) est déçu, c'est la sanction du « saut dans l'inconnu » (Claude Fohlen, historien, 1922-2008) que Wilson a fait faire à la nation américaine, certes déjà pays impérialiste depuis la fin du XIXe siècle qui avait vu l'aigle américain déployer ses ailes (*cf.* l'impérialisme de Theodore Roosevelt), déjà pays à la recherche d'un nouvel ordre et d'une place dans le monde. Le wilsonisme n'est donc pas un idéalisme.

Pèse la grande importance du mythe du *non-entanglement* (non-engagement). Ses bases sont simples : la Providence favorise un peuple de « Pères Pèlerins », les rivalités européennes sont le signe du péché, dans le cadre de l'idée, large, de Liberté, de volonté de libre-échange, les États-Unis doivent être certains qu'il ne faut pas se lier avec un pays, puisqu'on commerce avec tous ! On connaît sans doute l'importance de l' « isolationnisme », qui n'est pas isolement, ce que montre bien l'immigration, qui conforte le mythe du *melting-pot* et l'idée que les États-Unis ne sont pas une Nation « héritée », mais une Nation « choisie ».

Cependant, il y a des clauses restrictives depuis 1882... Et s'est faite jour, déjà chez Washington, l'idée très précoce que l'isolationnisme ne doit pas exclure les alliances (*cf.* l'alliance française initiale). *Non-entanglement* et isolationnisme s'accompagnent de l'idée de défense de l'« hémisphère américain », *cf.* la célèbre doctrine Monroe (1823) et le slogan de la « destinée manifeste » à dominer le continent américain (John O'Sullivan, 1845). L'Amérique latine est une chasse gardée américaine au XXe siècle seulement, car pendant longtemps les États-Unis avaient laissé en fait l'Amérique latine dans la sphère d'influence du capitalisme anglais. Enfin, les États-Unis oscillent entre la politique du « gros bâton » (*big stick*) et la politique du « bon voisinage », du « panaméricanisme ».

L'expression de « gros bâton » avait été employée pour la première fois par le président Theodore Roosevelt dans un discours prononcé à Chicago le 2 avril 1903 : « Il y a un vieux proverbe qui dit "parlez doucement et portez un gros bâton : vous irez loin". » D'autant plus qu'il répéta plusieurs fois la formule (notamment en parlant de « proverbe africain »), totalement inventée, on désigna par elle l'ensemble de la politique d'intervention américaine dans les républiques latino-américaines. Theodore Roosevelt s'oppose en 1919, juste avant sa mort, au projet wilsonien de SDN.

Remarquons que les États-Unis ne virent se dresser contre eux presque tous leurs alliés d'Amérique latine qu'en 1982 (à cause de l'aide américaine à la Grande-Bretagne dans la guerre des Malouines-Falklands de 1982). Isolationnisme ? « Fin de l'innocence » en réalité. Quelle a été pour eux la signification de la Première Guerre mondiale ? D'abord trois ans de neutralité américaine (1914-1917), avec des entorses à la neutralité et une élection présidentielle qui, en 1916, s'est faite sur la question de la guerre. Ensuite un an et demi de guerre en tant qu'« associés » (1917-1918) : « le droit est plus précieux que la paix », les États-Unis sont des vainqueurs décisifs, mais des « associés » et non des « alliés » (*cf.* les *Quatorze points* de Wilson, 9 janvier 1918, voir plus haut). Ils ont fait un énorme effort militaire et mis sur pied une économie et une machine de guerre efficaces. Dès 1913 s'était fait jour un désir de « nouvelle politique étrangère », dans le cadre de la Nouvelle Liberté de Wilson. À la Conférence de la Paix, c'est un rôle capital, mais c'est aussi la paralysie de l'exécutif américain (voir plus haut).

La paix n'est que partiellement une *Pax americana*, contre les espoirs de Wilson, et celui-ci va rencontrer les pires difficultés à faire ratifier dans son pays le traité de Versailles. Le problème de la ratification renforça la tendance américaine à l'isolationnisme, quoique les Américains fussent dans l'ensemble favorable à la SDN et, de toute façon, plus préoccupés de politique intérieure. Mais les défenseurs de la constitution mirent en avant l'accroissement constant des pouvoirs de l'exécutif depuis 1914, d'autres soulignèrent que les États-Unis se trouveraient doublement engagés, par la SDN et les traités de garantie avec la France. Le parti républicain fit de cette question sa plate-forme électorale de 1920. Déjà, les élections de

novembre 1918 (au Congrès) avaient donné la victoire au *Great Old Party* (le parti républicain, voir plus haut). Des groupes de pression hostiles se manifestaient, les Germano-Américains, mais aussi les Irlando-Américains et les Italo-Américains, objectivement appuyés par les « libéraux » (Hiram Warren Johnson, 1866-1945, et William E. Borah), imprégnés par les idées de Keynes (voir plus haut), les « nationalistes » et les milieux anglophobes, parfois très influents (presse de Willima Randolph Hearst, 1863-1951).

Dès le 10 juillet 1919, Wilson se présente avec le texte officiel du traité de Versailles au Sénat où il doit être approuvé avec une majorité des deux tiers). Le Sénat est composé de 47 démocrates et 49 républicains ; tous divisés, mais avec des nuances nombreuses : on aurait pu avoir une majorité des deux tiers avec quelques amendements plus ou moins substantiels. Mais dès le début, Wilson se refuse à tout compromis, comptant sur la pression de l'opinion publique. Le leader républicain Henry Cabot Lodge joue le temps contre Wilson, l'opinion publique se lasse peu à peu, les sénateurs se regroupent et le président tombe malade. Les amendements souhaités et les réserves américaines essentiels portaient sur le Chantoung (Shandong), à refuser au Japon, le nombre de voix à la SDN (beaucoup de sénateurs souhaitaient autant de voix que la Grande-Bretagne et son Empire, soit six voix) et le droit de ne pas participer à toutes les commissions de la SDN.

Furieux devant ces réserves et obstiné, pensant que la pression de l'opinion publique serait assez vive pour forcer la main des sénateurs, Wilson entreprit une grande tournée de propagande dans l'Ouest, l'un des trois points d'appui du parti démocrate, avec le Sud et les classes populaires des grandes villes. Ce voyage l'épuisa et il fut en octobre 1919 frappé d'une attaque cérébrale qui l'empêcha de poursuivre son action et de suivre les fluctuations de l'opinion. Wilson demanda aux démocrates de voter contre le traité amendé. C'est sous cette forme que le 19 novembre 1919 se produisit un premier rejet du traité de Versailles par le Sénat, la majorité simple étant, même, loin d'être atteinte, mais avec promesse de faire un deuxième examen. Wilson était mal renseigné sur l'état d'esprit réel des sénateurs et il négligea les conseils des ambassadeurs français et anglais. Il s'obstinait à croire aux vertus de la pression de l'opinion publique sur le Sénat. Hélas, le 19 mars 1920 se produisit le second rejet du Traité de Versailles par le Sénat : la moitié des démocrates ont abandonné Wilson et voté pour un texte amendé, mais la majorité des deux tiers est manquée de 7 voix. La faute aux démocrates (presque tous du Sud) qui ont continué à suivre les consignes de Wilson ! La non-ratification américaine est définitive...

Il fallut bien un épilogue. Le seul espoir pour Wilson, c'était l'élection présidentielle de 1920. Malade, il ne pouvait guère se présenter (il devait mourir en 1924). Les démocrates n'avaient aucun *leader* de rechange : leur candidat, James Middleton Cox (1870-1957), ne fut désigné qu'au 44e tour de scrutin à la convention du parti ! Les élections allaient

se faire sur des thèmes beaucoup plus généraux et « américains » que le traité de Versailles (et il y eut d'ailleurs de nombreuses abstentions). En novembre 1920, le candidat républicain, Warren Gamaliel Harding, l'emporta : Wilson était désavoué. C'était une « rebuffade » du pays sur le président sortant, le « prophète renié par les siens » (Denise Artaud). Le 2 juillet 1921, le Congrès vota une « résolution conjointe » déclarant terminée la guerre avec l'Allemagne. Mais il s'agissait d'une décision unilatérale : le secrétaire d'État Charles Evans Hughes (1862-1948) prépara un projet de traité séparé qui donnait aux États-Unis tous les avantages de la signature du traité de Versailles, sans les obligations. L'Allemagne accepta sans difficulté et le traité fut signé à Berlin en août et ratifié par le Sénat en octobre. Les États-Unis signèrent de la même manière des traités avec l'Autriche et la Hongrie. Quant au traité de garantie avec la France, il ne fut jamais soumis au vote du Sénat par la commission des Affaires étrangères...

CHAPITRE 2. LE TRAITE DE VERSAILLES (28 JUIN 1919)

L'entrée en vigueur des clauses du traité de Versailles devait se faire au 1er janvier 1920 (en général). C'est évidemment le tracé des nouvelles frontières qui, dans les travaux de la conférence, donne lieu aux contestations les plus ardentes.

□ Les clauses territoriales

Les pertes subies par l'Allemagne représentent au total, un septième du territoire allemand de 1914 et un dixième de sa population, ce qui est doublement peu par rapport à ce qui va arriver à l'Autriche-Hongrie et à l'Empire ottoman. L'Alsace-Lorraine est concernée par les articles 51 et 65. Poincaré et Clemenceau s'y étaient rendus dès novembre 1918, et des cérémonies émouvantes avaient marqué le retour des « provinces perdues ». L'Alsace-Moselle n'est pas désignée nommément : « Les territoires cédés à l'Allemagne en vertu des préliminaires de paix signés à Versailles le 26 février 1871 et du traité de Francfort du 10 mai 1871 sont réintégrés dans la souveraineté française à dater de l'armistice du 11 novembre 1918 [...] ». C'est donc un retour à la date de la fin des combats et il n'y a pas de plébiscite. Cela avait été unanimement admis à la Conférence de la Paix et dans ses *Observations* (voir plus haut) l'Allemagne avait, au contraire, demandé un plébiscite. Cette absence est parfaitement conforme au point 8 des *Quatorze Points*. En outre, il est prévu que pendant sept ans l'Alsace-Lorraine exportera en franchise en Allemagne : « Dans un délai de trois semaines après la signature du présent traité, le port de Strasbourg et le port de Kehl seront constitués pour une durée de sept années en un organisme unique au point de vue de l'expédition. [...] Le directeur [de cet organisme] devra être de nationalité française [...] et résidera à Strasbourg [...] ».

L'Allemagne perd aussi, évidemment, des territoires à l'Est. Par l'armistice de novembre 1918, l'Allemagne avait déjà renoncé au traité de Brest-Litovsk (voir plus haut), et les traités de paix provoquèrent la renaissance de la Pologne, par une « triple sécession » (Jean-Baptiste Duroselle, historien, 1917-1994), vis-à-vis de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie et, bien sûr, de la Russie. La Pologne renaît aux dépens de la Posnanie allemande, elle touche à la Baltique par le « corridor », peuplé de Kachoubes (qui parlent un dialecte polonais), et au tracé duquel le géographe français Emmanuel de Martonne (1873-1955) avait contribué. La Pologne obtient une petite partie de la Prusse orientale, qui est désormais séparée du reste du Reich allemand, dont le territoire se retrouve « coupé en deux ». Un plébiscite est organisé en Mazurie le 11 juillet 1920 : deux districts, Allenstein (Olsztyn) et Marienwerder (Kwidzyn), optent pour l'Allemagne et non la Pologne.

Dantzig (Gdansk, ville purement allemande, mais seul grand port de la région) et Memel (Klaipėda) sont érigées en « villes libres ». La première est contrôlée par la SDN ; Memel, port allemand sur le fleuve du même nom (Niémen en russe), avec un arrière-pays lituanien, est administré par la France pour le compte des Alliés vainqueurs entre 1920 et 1923 (*Memelgebiet*). En janvier 1923, un coup de force permettra à la Lituanie de s'en emparer, ce qui sera entériné par la SDN en 1924 (mais elle sera reprise de force par l'Allemagne en mars 1939). C'est Lloyd George qui avait insisté pour que Dantzig fût une ville libre, car la flotte marchande anglaise voulait s'y assurer une position dominante. Pour ne pas dépendre uniquement de Gdansk, les Polonais aménageront cependant sur cette côte sablonneuse le port artificiel de Gdynia.

Un plébiscite est prévu dans le traité de Versailles pour la Haute Silésie ou plateau de Silésie : Pologne ou Allemagne ? ; les habitants choisissent l'Allemagne le 20 mars 1921, avec une majorité de 717 000 voix contre 483 000. Or il s'agissait de la région minière et industrielle de Katowice (Katowitz), où la population était mixte, d'où les protestations polonaises contre le résultat du plébiscite (des électeurs venus par trains entiers !?) et il se produit un soulèvement, auquel s'opposent des « corps francs » allemand. Pour résoudre cet imbroglio et défendre la Pologne, la France envoie des troupes et le territoire est partagé en deux par la SDN.

Des territoires cédés à la nouvelle Pologne ? C'étaient des articles inacceptables par l'opinion allemande, et très critiqués dans les *Observations*. Mais ils correspondaient au point 13 des *Quatorze Points* de Wilson, d'application certes très difficile. Le point le plus litigieux était l'accès à la mer, d'où la création du « corridor » séparant désormais la Prusse-orientale du reste du territoire allemand. Et si l'opinion allemande se résignait à la perte de l'Alsace-Lorraine, elle n'accepta jamais les frontières orientales issues du traité de Versailles, source permanente de conflit qui servira de prétexte au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. Hélas pour la Pologne, d'autres contestations de son territoire étaient possibles. Ainsi, Wilno (Vilnius) avec Lituanie : la « Jérusalem du Nord » était peuplée en majorité de Polonais et de Juifs, mais la province peuplée en majorité de Russes (61 %), avec 17 % de Lituaniens et seulement 8 % de Polonais. Elle fut attribuée à la Lituanie, mais la Pologne s'en empara en 1920 ! Un plébiscite eut lieu en 1922, favorable à la Pologne. La Lituanie se « dédommagera » en 1923 en s'emparant de la ville libre de Memel (Klaipėda, voir plus haut) ! Autre pomme de discorde, la région des houillères de Teschen (Tessin en tchèque, Cieszyn en polonais), avec la Tchécoslovaquie, cette dernière l'obtenant en grande partie en juillet 1920, grâce à un arbitrage international, malgré la supériorité numérique des Polonais. De là de mauvaises relations entre les deux pays slaves, qui auraient eu pourtant intérêt à s'entendre face au dangereux voisin allemand. Le partage du territoire de Teschen laissait 130 000 Polonais (chiffre de 1938) en territoire tchèque et Teschen sera prise par la Pologne lors de la

crise de Munich en 1938 (voir plus loin). En conséquence, les doutes européens sont fréquents dès 1919-1920 sur la viabilité de la Pologne, « État saisonnier » selon les uns, « impossibilité économique » selon Keynes.

Divers autres territoires sont perdus par l'Allemagne. La Belgique avait été presque complètement envahie, secourue, pourvue d'une image de petite nation souffrante, son gouvernement était en exil au Havre et son « roi chevalier » l'incarnait. Elle ne peut obtenir à la Conférence de la Paix ni les frontières de 1830, ni le Luxembourg, ni la rive gauche de l'Escaut, au détriment des Pays-Bas. Les cantons d'Eupen, de Saint-Vith et de Malmédy (peuplés d'Allemands en grande majorité) lui sont cédés par l'Allemagne, moyennant plébiscite. Quant aux parties Nord et Centre du Slesvig (prises au Danemark par la Prusse en 1864-1866 ; Schleswig en allemand ; plébiscites le 10 février et le 14 mars 1920) elles sont partagées entre le Danemark (Nord) et l'Allemagne (Centre). À signaler que le Danemark avait accordé en 1918 l'indépendance à l'Islande, toutefois unie au Danemark par la personne du souverain.

Clemenceau avait souhaité que les « torts faits à la France en 1815 » fussent réparés comme ceux qu'elle avait subis en 1871, c'est-à-dire l'annexion de la partie Sud de la Sarre, avec Sarrelouis et Sarrebruck. Ce désir fut vigoureusement combattu par Lloyd George. En définitive, la Sarre — un territoire plus grand que celui revendiqué par Clemenceau, car les mines sont au Nord — forme le « Territoire de la Sarre », *Saargebiet*, qui est concerné par les articles 45 et 49. Il est sous tutelle de la SDN pour 15 ans :

« L'Allemagne renonce en faveur de la Société des Nations [...] au gouvernement du territoire [de la Sarre]. À l'expiration d'un délai de quinze ans, à dater de la mise en vigueur du présent Traité, la population dudit territoire sera appelée à faire connaître la souveraineté sous laquelle elle désirerait se voir placée [...] »

Les charbonnages sarrois sont confiés à la France (pour compenser l'ennoyage des mines françaises du Nord par les Allemands en 1918, c'est l'État français qui exploite) : « En compensation de la destruction des mines de charbon dans le Nord de la France [...] l'Allemagne] cède à la France la propriété entière et absolue [...] des mines de charbon situées dans le bassin de la Sarre [...]. » Ces deux articles sont donc un compromis, entre alliés. Les *Observations allemandes* les avaient déclarés inadmissibles : les Sarrois sont des Allemands. La presse française (même à gauche) avait été au contraire unanime à réclamer le charbon, comme réparation des dommages commis dans le Nord de la France. L'expression « cède à la France » signifie en fait à l'État français car elles appartenaient à l'État prussien. La « mise en vigueur » est fixée au 10 janvier 1920 ; un plébiscite est suggéré pour le terme du délai. Enfin et surtout, la Sarre sera administrée par une commission de cinq membres, nommée par la SDN.

À l'Allemagne il est fait interdiction de l'*Anschluss*, c'est-à-dire de l'union avec l'Autriche, et du rattachement des Sudètes (art. 80 et 81 : « L'Allemagne reconnaît et respectera strictement l'indépendance de l'Autriche [...] ; elle reconnaît que cette indépendance sera inaliénable [...] » et « L'Allemagne reconnaît [...] la complète indépendance de l'État tchécoslovaque [...] et] les frontières de cet État telles qu'elles seront déterminées par les principales puissances alliées et associées et les autres États intéressés [...] »). Or, 7 millions d'Allemands vivaient en Autriche, 3 millions en Tchécoslovaquie (les Sudètes, nom récent d'ailleurs pour une minorité issue d'une immigration commencée au XIIIe siècle). Et, le 21 octobre 1918, à la veille de la disparition de l'Autriche-Hongrie, le président Wilson avait déclaré qu'il s'en remettait aux peuples de la Double Monarchie pour décider de leur propre sort. Ces Allemands d'Autriche et de Bohême-Moravie pouvaient évidemment se réclamer de cette promesse et revendiquer leur rattachement à l'Allemagne. Ils n'y manquèrent pas : le 9 janvier 1919, le chancelier d'Autriche demanda le rattachement (*Anschluss*) à l'Allemagne. C'est que l'idée ne séduisait pas seulement les conservateurs : les socialistes y voyaient le moyen d'instaurer le socialisme. Dans un premier temps, les Alliés sont plutôt divisés, la Grande-Bretagne et les États-Unis étant assez favorables, eu égard aux *Quatorze Points* et au souci d'équilibre contre la France, la France et l'Italie étant hostiles pour des raisons évidentes, que la presse française avait longuement développées. Puis les Alliés refusent en bloc, pour des raisons stratégiques en ce qui concerne les Sudètes, et, pour l'Autriche, en fonction du raisonnement suivant : si elle est rattachée à l'Allemagne, cela donne à celle-ci un territoire supérieur à celui de 1914 ! De plus, Wilson craignait l'expansion économique allemande dans l'Europe centrale et Lloyd George l'hégémonie allemande sur le continent. Enfin, le territoire autrichien fut concerné par deux plébiscites organisés par la SDN en 1920. Le Burgenland, à l'Est, fut, en conséquence, rattaché à l'Autriche, mais l'année suivante la ville de Sopron (Ödenburg en allemand) préféra la Hongrie ; la zone de Klagenfurt, capitale de la Carinthie (Kärnten en allemand), préféra le 10 octobre 1920 l'Autriche à la Yougoslavie, dont le nom officiel était encore : « Royaume des Serbes, Croates et Slovènes »).

Pour les colonies allemandes, il y eut aussi compromis, car Wilson était au départ favorable à l'internationalisation, conforme au principe de la « porte ouverte » contenu dans les *Quatorze Points* (voir plus haut), c'est-à-dire à l'administration par la SDN, et les Alliés au partage colonial traditionnel.

Inventé pour le Japon et la Chine, et aussi pour la Turquie, au XIXe siècle, le principe de la porte ouverte supposait deux conditions : l'ouverture du pays concerné au commerce occidental et l'égalité de traitement entre les puissances semi-colonisatrices. En anglais : *open door policy*.

On eut un résultat contraire à l'idéal wilsonien, d'autant plus que furent institués des « mandats » de types inférieurs (B et C). Le partage des colonies allemandes au traité de Versailles se fit sous réserve d'une approbation que la SDN ne manqua pas de donner... Trois

types de « mandats » étaient créés (distinction d'ailleurs générale), les mandats A étant les territoires promis à une prochaine indépendance (tels la Syrie et le Liban, anciennes possessions turques), les mandats B étant ceux dont l'indépendance était lointaine (ce sont les territoires d'Afrique), les mandats C étaient des territoires annexables (ceux d'Océanie).

Les colonies sont entièrement perdues pour l'Allemagne par l'article 119 (« L'Allemagne renonce en faveur des principales puissances alliées et associées à tous ses droits et titres sur ses possessions d'outre-mer [...] »). La Conférence de la Paix avait déclaré que l'Allemagne était « indigne » d'avoir des colonies, ce qui permettait à cet article de ne tenir absolument pas compte du point 5 des *Quatorze Points* de Wilson, qui envisageait une consultation des populations. L'Allemagne, dans ses *Observations*, avait bien sûr déclaré ceci « injustifié ». Togo et Cameroun sont partagés entre la France et la Grande-Bretagne, la France retrouvant en outre les petits territoires qu'elle avait cédés à l'Allemagne en 1911. L'Afrique orientale et australe allemande est partagée entre la Grande-Bretagne (Ouganda et Tanganyika), la Belgique (Ruanda-Urundi) et l'Afrique du Sud (Sud-Ouest africain, actuelle Namibie), le Portugal (une république depuis 1910, un belligérant de la Première Guerre mondiale aux pertes énormes) recevant le petit territoire est-africain de Kionga, au profit de son Mozambique. Les îles du Pacifique sont partagées entre l'Australie (partie allemande de la Nouvelle-Guinée et îles au sud de l'Équateur), la Nouvelle-Zélande (îles occidentales de l'archipel des Samoa) et le Japon (îles allemandes au nord de l'Équateur, Mariannes, Marshall, Carolines et Palaos).

De manière infamante, l'Italie se trouve donc exclue de l'expression « *principales* puissances alliées », alors que le traité de Londres du 26 avril 1915 lui avait promis des colonies en Afrique ! Une compensation, saharienne, est octroyée par la France à l'Italie. En septembre 1919, France abandonne à l'Italie, selon une promesse de 1915, 150 000 km² au profit de la Libye, italienne. Des troubles sporadiques avaient éclaté en Algérie (française) dès 1914, ils étaient devenus graves dans l'Aurès en 1916 ; en outre une agitation s'étaient développée dans les régions sahariennes, à cause des Senoussistes. La confrérie senoussiste avait été fondée dans une oasis libyque, théoriquement sous domination ottomane, au XIXe siècle. Les Senoussistes, installés à Koufra à partir de 1895, avait progressé vers le Tchad (français).

□ Les clauses militaires : le désarmement de l'Allemagne

Pourquoi désarmer l'Allemagne ? L'idée du désarmement mondial était centrale dans les *Quatorze Points* (voir plus haut), elle le reste dans le traité de Versailles, l'Allemagne devant désarmer la première. Des clauses à ce sujet sont englobées dans la notion de « garanties de sécurité » et exigées par France. Dans un mémorandum, Foch avait préconisé que la Rhénanie, base de départ des invasions allemandes, fût détachée de l'Allemagne et

transformée en un ou plusieurs États autonomes, occupés en permanence par les troupes alliées. Clemenceau adopta cette thèse, sans aller jusqu'au désir d'annexions en Rhénanie, et le général Charles Mangin (1866-1925), commandant les troupes d'occupation, soutint les mouvements autonomistes locaux. Mais Wilson, au nom du principe des nationalités, Lloyd George pour ne pas accroître la puissance de la France, s'y opposèrent. Clemenceau se résigna et ne put obtenir que des compensations. Les voici.

Un des objectifs essentiels du traité était de « maîtriser » l'Allemagne, selon une expression en vogue en 1919, c'est-à-dire de détruire sa force militaire pour le présent et pour l'avenir. L'armée allemande est réduite à 100 000 hommes, dont 4 000 officiers, tous recrutés par engagements volontaires, il n'y a plus de service militaire obligatoire, l'Allemagne se voit interdire les chars, l'artillerie lourde, la marine de guerre, l'aviation et même les fabrications de guerre. Sa flotte de guerre devra être livrée à l'Entente et le seul désaccord à ce sujet entre les alliés et associés porte sur le sort des navires, après leur livraison. Seront-ils détruits ou répartis entre les vainqueurs ? La France demande la répartition, parce que, pendant toute la guerre, ses moyens de production avaient été concentrés sur les fabrications nécessaires à l'armée de terre et l'aviation ; elle n'a donc pas construit de navires. Les Américains et les Anglais désirent la destruction. En fait, la flotte allemande se sabordera dans la rade de Scapa Flow (îles Orcades, au Nord des Iles britanniques) où elle était internée, le 21 juin 1919. Il faut aussi retenir que ce désarmement était présenté comme le prélude au désarmement général, auquel procéderait les vainqueurs quand la sécurité paraîtrait assurée.

Le traité de Versailles démilitarise la Rhénanie par ses articles 42, 43 et 44, qui sont donc en tête, ou presque. « Il est interdit à l'Allemagne de maintenir ou de construire des fortifications soit sur la rive gauche du Rhin soit sur la rive droite, à l'ouest d'une ligne tracée à 50 kilomètres de ce fleuve. Sont également interdits, dans la zone définie à l'article 42, l'entretien ou le rassemblement de forces armées, soit à titre permanent, soit à titre temporaire [...]. » : on parlera de « zone démilitarisée » pour l'ensemble. De plus, cette zone est soumise à une occupation militaire alliée, l'évacuation devant se faire par zones successives (zone de Cologne : 5 ans, Coblenz : 10 ans ; Mayence : 15 ans) et les frais d'occupation étant supportés par l'Allemagne. En outre, il y a interdiction de construire une ligne fortifiée à l'ouest, sans qu'il y ait du tout la même chose à l'Est, ce qui donne à l'Allemagne la possibilité, intéressante pour les alliés, d'arrêter le communisme. C'est une forte indication que la Conférence de la Paix s'occupe aussi beaucoup du danger bolchevique ! Enfin, « au cas où l'Allemagne contreviendrait de quelque manière que ce soit aux dispositions des articles 42 et 43, elle serait considérée comme commettant un acte hostile vis-à-vis des puissances signataires du présent Traité et comme cherchant à troubler la paix du monde. »

Désarmement, démilitarisation et occupation temporaire sont trois des quatre « garanties de sécurité », toutes résultats de compromis, car grandes étaient les ambitions françaises. La quatrième et dernière, ce sont les « traités de garantie » : États-Unis et Grande-Bretagne garantissent la France contre une éventuelle invasion allemande. Mais ces traités, annexés au traité de Versailles, ne seront jamais ratifiés (voir plus haut pour les États-Unis) ! Conclusion : l'Allemagne est réduite à l'impuissance, tout au moins tant que les vainqueurs sauront faire observer les clauses du traité de Versailles.

□ Les clauses morales et financières

En signant l'armistice, l'Allemagne avait accepté le principe du paiement de réparations pour « les dommages causés aux populations civiles des nations alliées et à leurs propriétés ». Le traité de Versailles crée la notion officielle de Réparations, en fonction de l'article 231 : « L'Allemagne reconnaît qu'elle est responsable, pour les avoir causés, de tous les dommages subis par les gouvernements alliés et associés et leurs nationaux en conséquence de la guerre déchaînée par l'agression de l'Allemagne et de ses alliés. »

Le principe de la responsabilité allemande figure donc dans le traité de Versailles. La notion figurera aussi dans les traités concernant l'Autriche et la Hongrie, qui n'y verrons jamais une reconnaissance de culpabilité. Sans attendre, le gouvernement allemand doit livrer des navires, des machines, du matériel ferroviaire et du charbon pour une valeur de 20 milliards de marks-or ; le montant définitif des réparations sera fixé par une commission (la Commission des Réparations, CDR) avant le mois de mai 1921. Elle sera présidée par le jeune John Foster Dulles, né en 1888, petit-fils d'un secrétaire d'État (John Watson Foster, 1892-1893), neveu d'un autre (Robert Lansing, 1915-1919) et futur secrétaire d'État (1953-1959, sa mort). Dulles a une position très favorable à l'Allemagne et refuse d'inclure toutes les dépenses de guerre dans les réparations allemandes. Les États-Unis veulent que l'Allemagne puisse payer l'addition, sans ruiner la remise en route des circuits commerciaux de l'après-guerre.

Voir sur **Dulles** la thèse d'histoire, remarquable, de François David, *John Foster Dulles, secrétaire d'État, et la France (1953-1959). Les relations franco-américaines entre idéalisme politique et réalités militaires*, Thèse Université Paris-IV, 14 octobre 2006, 4 vol. dactyl., 1616 p. Prononcer « Deleusse » et non « Dioulse ». Son frère cadet l'accompagne et dessine (à 26 ans !) la frontière entre Tchécoslovaquie et Hongrie.

De plus, le traité de Versailles prévoit que Guillaume II devra être jugé par un tribunal international, en raison de ses responsabilités dans la guerre. Mais les Pays-Bas (où il s'était réfugié) refusèrent de le livrer, et il devait mourir dans ce pays plus de vingt ans plus tard ! D'autres « criminels de guerre » devaient être livrés : l'ancien chancelier de 1914-1917

Theobald von Bethmann-Hollweg, les généraux Hindenburg et Ludendorff (voir plus haut), l'amiral Alfred von Tirpitz (1849-1930) et le prince héritier, le *Kronprinz*.

L'article 231 déclenche, quant à son principe et aux modalités d'application, des tempêtes de protestations en Allemagne. La propagande allemande détourne la signification de l'article : responsabilité n'est pas culpabilité. À la demande des Anglais qui, à part leurs navires de commerce coulés, avaient peu de dommages civils, on inclut dans la liste des réparations à payer les pensions militaires à verser aux mutilés, aux veuves et aux orphelins, ce qui fait presque doubler le total ! Mais le fardeau financier provoqué par les dépenses de guerre n'avait-il pas été supporté par les peuples alliés ? Le premier ministre australien défend avec force cette interprétation : « Le berger australien qui a hypothéqué sa maison pendant la guerre a, en réalité, participé aux dépenses de guerre ; sa dette doit être remboursée par l'Allemagne. » Au lieu de fixer, comme l'avait proposé Wilson, un chiffre forfaitaire modéré, les Alliés européens, sous la pression de leurs opinions publiques, font décider que l'Allemagne commencera par payer une avance avant de savoir combien elle aura à payer au total (il fallait du temps pour faire l' « addition », sur le montant de laquelle les alliés n'étaient, à priori, pas d'accord) : l'Allemagne paiera donc 20 milliards de marks-or avant le 1er mai 1921, et en 1921 on lui présentera l' « état des paiements ».

« L'Allemagne paiera ! » Le verbe « payer », appliqué à l'Allemagne, sinon la formule entière, apparaît dans la bouche de Clemenceau dès le 17 septembre 1918 ; l'idée revient à plusieurs reprises de l'année 1919 dans les débats parlementaires. Comme l'écrira plus tard Alfred Sauvy, « Ce cri semble retentir encore à nos oreilles, même pour ceux qui ne l'ont pas entendu. » (*Mythologie de notre temps*, Payot, 1965, p. 17). Les Français ne veulent pas en démordre. Et comment ne pas les comprendre ? Ils ont le sentiment d'avoir été agressés, leur territoire a été ravagé, et ils ont gagné la guerre, alors que l'Allemagne, pays agresseur, a conservé ses ressources nationales intactes. Dès le 31 mars 1919, le parlement français vote la loi dite Lugol, par laquelle « La République [...] proclame [...] le droit à réparations dû : 1° aux militaires des armées de terre et de mer affectés d'infirmité résultant de la guerre, 2° aux veuves, aux orphelins, aux ascendants de ceux qui sont morts pour la France. » Le mois suivant, le même parlement vote une loi dite « Charte des sinistrés » (17 avril 1919), qui indemnise (presque) selon la valeur de reconstruction à l'identique. La même année, la France définit le statut de la veuve de guerre, qui a « droit à pension », pas supprimé, d'ailleurs, par son remariage. Surtout, lors du débat de ratification du traité de Versailles à l'automne 1919, la formule « l'Allemagne paiera » revient fréquemment. En janvier de l'année suivante, Alexandre Millerand crée un ministère des Pensions. En Grande-Bretagne, on dit plus violemment : « Nous presserons le citron jusqu'à ce que les pépins craquent » !!!

Les pourcentages répartissant les Réparations entre les alliés furent fixés en juillet 1920, à la conférence de Spa : 52 % pour la France, 22 % pour la Grande-Bretagne, 10 % pour l'Italie, 8 % pour la Belgique, qui bénéficiait toutefois d'une priorité chronologique quant aux versements. La conférence de Paris (janvier 1921) fixa un chiffre global « provisoire » de 226 milliards de marks-or payables en 42 annuités. Et il fallut occuper militairement trois ports de la Ruhr (Ruhrort, Duisbourg et Düsseldorf) pour obliger l'Allemagne à accepter l' « état des paiements ». Dulles (voir plus haut) a tout fait pour priver la France et le Royaume-Uni des moyens légaux de coercition, en cas de défaut de paiement allemand ! En mars et mai 1921 (aux conférences de Londres) le montant global fut ramené au chiffre de 132 milliards de marks-or « seulement » (payables en 30 annuités). Wilson, au contraire de ce qu'il fut fait, aurait voulu la fixation d'un chiffre dès le traité de Versailles, et que celui-ci soit proportionné à la « capacité de paiement de l'Allemagne », notion délibérément ignorée, malgré les observations de l'économiste britannique John Maynard Keynes, dont le livre *Les Conséquences économiques de la paix* (1919) connut un grand succès, sauf en France. Pendant deux ans, les Allemands auront donc ignoré sur quelles bases il fallait rétablir leur économie. De plus, comme les paiements devaient se faire par annuités prolongées et non par prélèvements sur le capital, ni par livraisons en nature (qui auraient nui aux producteurs nationaux), ce système était illusoire : pourrait-on amener un grand État à payer indéfiniment et à abaisser, pour le faire, le niveau de vie de sa population ? Il est donc normal qu'en dehors du principe même des Réparations, le ressentiment soit profond. Les Allemands croyaient d'ailleurs que la Commission des Réparations (CDR), l'organisme créé pour assurer le prélèvement des annuités, était un gouvernement occulte dont le but était de les maintenir dans la misère, et l'inflation de 1922-1923 renforça cette impression.

Les intérêts allemands en Chine sont également concernés. L'article 128 déclare : « L'Allemagne renonce en faveur de la Chine à tous privilèges et avantages résultant des dispositions du Protocole final signé à Pékin le 7 septembre 1901 [...]. » La zone d'influence allemande et le Shandong [Chantoung] sont explicitement cédés au Japon par l'article 156. Le protocole du 7 septembre 1901 spécifiait le Shandong avec la baie de Jiaozhou (Kiao-Tchéou). Les délégués japonais à la conférence de la Paix avaient revendiqué dès le 27 janvier, au conseil des Dix (voir plus haut), les droits que l'Allemagne avait possédés en Chine. Et Wilson capitule devant le Japon (voir plus haut). Conclusion : le Japon a vraiment été un des cinq Grands. Il obtient les anciennes possessions allemandes du Chantoung car, au fond, les Alliés, craignant une extension en Asie de la vague révolutionnaire mondiale, confient au Japon une mission de surveillance : il devient la sentinelle de l'Occident en Asie orientale (Extrême-Orient). En outre, le Japon entre évidemment à la SDN. Mais, subissant une forte pression américaine, le Japon s'engagera en 1922 à restituer le Shandong (Chantoung) à la Chine.

De même, le traité de Versailles ne néglige pas les intérêts allemands au Maroc : « L'Allemagne renonce à tous droits, titres ou privilèges résultant à son profit de l'Acte général d'Algésiras du 7 avril 1906, des accords franco-allemands du 9 février 1909 et du 4 novembre 1911 [...]. » L'Acte d'Algésiras du 7 avril 1906 autorisait la participation des Allemands à la Banque du Maroc. Par l'accord franco-allemand du 9 février 1909, signé par Clemenceau, l'Allemagne reconnaissait à la France toute liberté d'action pour le « maintien de l'ordre » au Maroc, à condition de partager les bénéfices de l'exploitation économique du pays. Enfin l'accord franco-allemand du 4 novembre 1911 donnait les mains libres au Maroc en échange de territoires du Congo français.

□ Les clauses économiques

Elles sont dans la littérature historique peu souvent évoquées et on les confond souvent avec les clauses financières. C'est toute la partie X du traité de Versailles (à partir de l'article 264) qui est concernée. Une fois de plus, il s'agit d'un compromis entre les positions anglaise, française et américaine, d'ailleurs assez proches : toutes en effet visaient à obliger le Reich à accorder sans réciprocité la « clause de la nation la plus favorisée » (les droits de douane s'alignent sur le taux jusque-là le plus bas). Les Français proposaient même que le commerce extérieur allemand fût placé sous le contrôle des Alliés puis de la SDN !

Les biens des Alliés saisis par les Allemands sont restitués (sans réciprocité), certaines restitutions étant fort mesquines, voire ridicules : les œuvres d'art prises en France en 1870-1871, des instruments astronomiques volés en Chine en 1901, et même le crâne du sultan Ma Kaoua que l'Allemagne doit remettre à la Grande-Bretagne ! Les droits de douane allemands sont bloqués pendant six mois au niveau le plus favorable d'avant le 31 juillet 1914 (plus 30 mois pour les produits agricoles). Ensuite l'Allemagne accorde un traitement favorisé au commerce avec les Alliés, mais sans réciprocité. L'Allemagne s'engage, unilatéralement, à défendre les marques de fabrique des produits alliés et autorise les firmes des pays alliés à s'installer sur son territoire avec le même traitement fiscal que pour les nationaux. L'Allemagne s'engage à accorder aux sociétés et aux particuliers des pays alliés les mêmes conditions tarifaires et administratives qu'aux nationaux allemands dans les transports intérieurs allemands. Enfin, les marchandises d'Alsace-Lorraine et de Posnanie sont admises en Allemagne sans droits de douane.

Le prix à payer par l'Allemagne est élevé, au nom de ses « pratiques commerciales » d'avant 1914, réputées « déloyales ». En ce domaine, les Alliés commettent deux erreurs. La première consiste à vouloir convertir de force l'Allemagne au libre-échange, mais sans réciprocité, ce qui en limite radicalement l'intérêt. La deuxième, c'est croire que la paix, chèrement acquise, permet de continuer la guerre économique par d'autres moyens.

Pourquoi de telles cécités ? D'abord, aucun des alliés n'a obtenu de ses partenaires tous les avantages économiques qu'il réclamait. Par exemple, la France n'a pas obtenu des Anglo-Saxons le maintien, après la guerre, d'un système international de répartition des matières premières. Il est plus facile de contraindre le vaincu ! Surtout, les vainqueurs confondent deux logiques économiques différentes. En temps de guerre, le jeu est à « somme nulle », l'on ne gagne que ce que perd l'autre, la paix revenue, le jeu est à « somme positive », chacun gagne à terme. Il faudra attendre la fin de la Seconde Guerre mondiale pour que les vainqueurs comprennent la différence.

CONCLUSION DU CHAPITRE 2

Dans l'ensemble les clauses territoriales du traité de Versailles sont conformes, pour l'Europe, aux principes posés par les *Quatorze Points* et acceptés par l'Allemagne lors de la négociation de l'armistice du 11 novembre 1918. Sur un point seulement, la question des Allemands de l'Autriche et de la Bohême, le règlement prévu par le projet de traité limite l'exercice du droit de « libre disposition des peuples » ; mais il s'agit, dans ce cas, d'interdire à l'Allemagne une extension de ses frontières, non pas de lui imposer une cession de territoire. Wilson a fait des compromis pour que tous entrent à la SDN. Un grand nombre de contestations sont possibles ; le compromis de Versailles mêle une grande rigueur dans certaines clauses territoriales et une grande faiblesse dans les garanties d'exécution, mais pouvait-il en être autrement ? De nombreuses « commissions » exercent leur autorité sur le territoire allemand, Commissions de la navigation sur le Rhin, l'Elbe, l'Oder, du gouvernement de la Sarre, du désarmement, des réparations, etc. Pour les Allemands, prévaut l'impression d'être dominés.

CHAPITRE 3. L'EUROPE MERIDIONALE ET CENTRALE

L'Europe méridionale et centrale est concernée par les quatre traités qui suivent celui de Versailles, ceux de Saint-Germain-en-Laye avec l'Autriche (19 septembre 1919), Neuilly avec la Bulgarie (27 novembre 1919), Trianon avec la Hongrie (2 juin 1920) et enfin Sèvres avec la Turquie (10 août 1920). Mais ce dernier est éphémère : il est en 1923 remplacé par le traité de Lausanne.

□ Les nouvelles frontières de l'Italie

Pour l'Italie, la paix est la « victoire mutilée » : elle avait l'ambition d'annexer les territoires promis par le traité de Londres (1915) et l'armistice de Villa Giusti avait permis d'occuper ces territoires (le Trentin, la région julienne de l'Istrie, la Dalmatie). Mais Wilson n'avait pas signé le traité de Londres et le principe des nationalités — les territoires sont peuplés en bonne part de Slovènes, de Croates et de Serbes — était opposable à l'Italie. En plus, Fiume (Rijeka) était le débouché historique de la Hongrie sur la mer ! L'opposition de Wilson empêcha tout accord, sauf sur le Trentin, qui fut annexé sans difficulté jusqu'au col du Brenner, quoique la partie Nord (Haut-Adige ou Sud-Tyrol) fût de langue allemande en très grande majorité.

L'échec de Wilson en 1920 aux États-Unis fit perdre à la Yougoslavie (« Royaume des Serbes, Croates et Slovènes ») son principal soutien et elle dut signer le traité de Rapallo (12 novembre 1920). Elle céda à l'Italie la région julienne (provinces de Trieste et de Gorizia) mais garda la Dalmatie croate (réclamée par l'Italie), sauf quelques îles et l'enclave de Zara (Zadar). Pour Fiume (Rijeka), André Tardieu (1876-1945) proposa un compromis, sous la forme d'une zone neutre comprenant la ville et son arrière-pays, contrôlée par la SDN et soumise au bout de quinze ans à un plébiscite. Il fut rejeté par les Yougoslaves. Au contraire, un « État de Fiume » obtenait l'indépendance. Mais le poète et romancier Gabriele D'Annunzio (1863-1938) s'y était emparé en septembre 1919 du pouvoir avec un régiment dissident et une troupe de volontaires, les *arditi*. Les troupes italiennes régulières obligèrent D'Annunzio à évacuer la ville et Fiume devint effectivement une ville-libre. Toutefois, nouveau retournement de situation, en 1924, l'Italie, devenue fasciste, annexa Fiume.

Dans la frustration nationale que représente la paix pour l'Italie, la France, puissance nantie à ses yeux, aurait sa part de responsabilité, comme pour avoir fait pression afin d'obtenir l'évacuation de Fiume en 1920.

□ Le reste de l'Europe centrale et méridionale

La dislocation de l'Autriche-Hongrie est une des conséquences majeures de la Grande Guerre. Les petits « État successeurs » manifestent la rupture de l'« équilibre européen », et au profit de l'Allemagne. Éclatent dans l'entre-deux-guerres d'innombrables querelles entre des États presque tous mécontents des nouvelles frontières ! D'où, bien sûr, l'impossibilité d'une union économique.

Émerge de l'éclatement de l'empire austro-hongrois une nouvelle Autriche. Par stricte application du principe des nationalités, l'Autriche nouvelle est un petit État de 84 000 km² et 6 500 000 d'habitants, doté d'une capitale disproportionnée, avec le quart de la population totale. La tentation était grande de demander l'*Anschluss*, c'est-à-dire le rattachement à l'Allemagne, mais c'était interdit par les traités. Wilson avait été mis en garde par ses experts : l'*Anschluss*, ce serait la création d'une superpuissance germanique susceptible de dominer l'Europe centrale et orientale. Autre interdiction : l'appellation d'Autriche allemande (*Deutsch-Oesterreich*), utilisée par les Autrichiens désireux de l'*Anschluss* depuis 1918 : la paix de 1919 impose l'appellation de « République autrichienne ». Elle bénéficia d'une aide économique de la SDN à partir de 1922, ainsi que d'experts et fut dirigée d'abord par Mgr Ignaz Seipel (1876-1932). En outre l'Autriche abandonne toute « protection » de la petite principauté du Liechtenstein (au profit exclusif de la Suisse).

Surgit aussi une nouvelle Hongrie. Une seconde fois en application stricte du principe des nationalités, parce qu'il s'agissait d'un État *héritier* des Habsbourg qui venait de connaître le régime communiste de Béla Kun (1886-1938) entre avril et juillet 1919, elle fut également un petit État, de 92 000 km² et 8 000 000 d'habitants. De nombreuses minorités hongroises se trouvaient désormais sous des souverainetés étrangères. La majorité des Hongrois restent fidèles aux Habsbourg et provoquent une tentative de rappel de l'ancien roi Charles Ier en 1921. Alors les trois voisins (Tchécoslovaquie, Roumanie et Yougoslavie), à l'initiative du ministre des Affaires étrangères tchèque, Édouard Bénès (1884-1948), constituent une Petite Entente anti-hongroise, empêchant cette restauration, en août 1920, donc avant même la tentative. En plus la Petite Entente est dirigée contre toute révision du traité de Trianon ; elle est donc orientée contre la Hongrie et non contre l'Allemagne. Les Hongrois ne proclament pas la République et sont gouvernés par un « régent », l'amiral Miklós Horthy, qui se montra néanmoins toujours hostile au retour des Habsbourg.

La Hongrie avait, avant 1918, une flotte, basée à Rijeka (Fiume, voir plus haut). Miklós **Horthy** de Nagybánya (1868-1957) en fut un brillant officier, de plus aide de camp de l'empereur François-Joseph (1909-1914). Il avait terminé la guerre avec le rang d'amiral.

Troisième « état successeur », mais ancien peuple dominé, la Tchécoslovaquie. Avant la guerre, Tomáš Masaryk (1850-1937), ancien professeur de philosophie et député au parlement de Vienne, avait défendu le droit à l'indépendance des Tchèques et des Slovaques.

Dès octobre 1914 il propose à l'Entente de créer un État regroupant ces Slaves du nord de l'empire austro-hongrois. Réfugié à Londres en décembre 1914, il fonde (février 1916) le Conseil national tchécoslovaque. En mai 1917 il se rend en Russie où il encourage la formation d'une Légion tchèque, avec les prisonniers de l'armée austro-hongroise. Aux États-Unis en avril 1918, il rallie le président Wilson à l'idée d'indépendance tchécoslovaque et l'accord de Pittsburgh (juin 1918) promet aux Slovaques l'autonomie. Edvard Bénès (voir plus haut) participe activement au Conseil national tchécoslovaque de Masaryk. Les nationalistes Tomáš Masaryk et Edvard Bénès proclament l'indépendance de la Tchécoslovaquie le 28 octobre 1918. Masaryk est élu président de la République tchécoslovaque le 14 novembre 1918, son mandat est renouvelé en 1920, 1927 et 1934. Cet État est formé de l'ancien royaume de Bohême plus la Slovaquie plus la Ruthénie subcarpathique, provinces sans passé historique commun. Les différences économiques entre les composantes de la Tchécoslovaquie sont considérables : la Tchéquie a une industrie développée, la Slovaquie est agricole. La Ruthénie est peuplée en majorité d'Ukrainiens, qui demandent leur rattachement à la Tchécoslovaquie, comme « état autonome ». Enfin, les frontières sont indéfendables, d'où l'ardent soutien apporté à la SDN par le nouvel État.

La Roumanie avait été une alliée malheureuse pendant la guerre, elle est bien pourvue à la paix, ajoutant à la Moldavie et à la Valachie la Transylvanie, le Banat, la Bessarabie et la Dobroudja du Sud. Une « Grande Roumanie » est née.

La « Yougoslavie » est, comme la Tchécoslovaquie, une création de 1919. L'idée d'une union des Slaves du Sud était née au XIXe siècle, conjuguant deux mouvements, celui des Slovènes et des Croates, construisant au sein de l'empire austro-hongrois le projet de s'unir dans un État des Slaves du Sud, et celui des Serbes en lutte pour leur indépendance contre l'empire ottoman. Mais c'est la Serbie qui avait été l'occasion de la guerre de 1914. Aussi cette satisfaction donnée aux nationalités méridionales de l'ancien empire d'Autriche-Hongrie s'appelle-t-elle « Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes », avec certes la Serbie, la Croatie et la Slovénie, une bonne partie du territoire de l'Autriche-Hongrie en somme, mais aussi le Monténégro et une partie de la Macédoine bulgare.

Le **Monténégro** était devenu indépendant de la Turquie en 1874, sous la forme d'une Principauté, transformée en Royaume en 1910.

La Serbie c'était 4 millions d'habitants en 1914 ; le Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes contient 14 millions d'habitants en 1920 ! Le nom de Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes est conservé jusqu'en 1929 où il est remplacé par « Yougoslavie » (c'est-à-dire pays des Slaves du Sud). Notons que ce qui restait de la marine austro-hongroise passa en bloc à ce jeune état « successeur » riverain de l'Adriatique.

Le problème des minorités, dites « nationales » mais aussi « religieuses », avait été souligné assez tôt à la Conférence de la Paix. La carte nouvelle attribua à de nombreux nouveaux pays des minorités nationales considérables. De toutes façons, il aurait été difficile d'établir des frontières respectant les nationalités, ce que montrait déjà la carte d'avant 1914. Mais, de plus, les pays vainqueurs ou amis furent favorisés aux dépens des vaincus, et, en dépit de la garantie de « traités de minorités », les populations allogènes furent en général victimes de la politique centralisatrice des gouvernements. En Tchécoslovaquie, sur 14,5 millions d'habitants, on put compter 3,2 millions d'Allemands des Sudètes, 700 000 Hongrois, 550 000 Ruthènes et 25 000 Polonais. En Roumanie, sur 16 482 000 millions d'habitants, cohabitaient 1 308 000 Hongrois, 780 000 Juifs, 723 000 Allemands, 448 000 Ukrainiens, 358 000 Bulgares, 308 000 Russes et 57 000 Serbes. La Yougoslavie comptait, sur 14 millions d'habitants, 467 000 Hongrois, 505 000 Allemands, 439 000 Albanais, 231 000 Roumains et 150 000 Turcs.

□ L'Europe du Sud-Est

La Bulgarie, pays vaincu sur lequel pesait le souvenir des guerres balkaniques d'avant la Première Guerre mondiale, céda une partie de la Macédoine à la Serbie, la Dobroudja du Sud à la Roumanie et la Thrace orientale à la Grèce. Elle perdit le port de Dédé-Agatch (Alexandroupolis) et tout débouché sur la mer Égée. Par suite de ses prétentions d'avant 1914, l'Italie songea à un démembrement de l'Albanie mais par crainte de voir la Yougoslavie en profiter, elle accepta en 1920 que l'Albanie garde ses frontières d'avant-guerre et entre à SDN. La Grèce, concernée par les traités de Neuilly et de Sèvres, gagna la Thrace orientale et une côte d'Asie mineure. Mais elle se heurta au relèvement de la Turquie.

Comme l'Autriche-Hongrie, l'Empire ottoman (voir plus loin pour le Moyen-Orient) fut démembré au Proche-Orient par création des mandats (voir plus loin pour les détails concernant Syrie et Liban, Irak et Palestine) : Grande-Bretagne et France redessinèrent à leur guise les limites et exploitèrent le pétrole. Dans l'ensemble, le sort de la Turquie résulte de projets de partage très sévères, élaborés dès 1914 entre France, Russie et Grande-Bretagne, complété avec l'Italie en 1915. Souvent, le partage, par annexions et zones d'administration directe, était prévu intégral ! Au traité de Sèvres (10 août 1920) la Turquie ne garde en Europe que Constantinople et les détroits, neutralisés et entourés d'une zone internationale. La Thrace est cédée à la Grèce ; l'armée est drastiquement limitée (à 15 000 hommes !) ; les finances sont remises à des experts étrangers. C'est le démembrement et l'occupation partielle de l'Empire ottoman. La Turquie du sultan Mehmed VI devient un protectorat de fait, de la Grande-Bretagne pour l'essentiel. La dureté du traité provoque un sursaut nationaliste en juin 1919, dirigé par Mustapha Kemal (1881-1938), lui-même en partie d'origine albanaise d'ailleurs, qui, envoyé en Anatolie, prend la tête d'un mouvement nationaliste opposé aux exigences des alliés et se pose en rival du sultan Mehmed VI. Kemal dénonce le traité de Sèvres, réunit des troupes

et entreprend la conquête de l'Asie mineure, partiellement occupée par Grecs. Les Grecs sont vainqueurs en 1920, mais vaincus en 1921 (bataille de la Sakarya, 14 août - 13 septembre 1921). Les Turcs de Kemal procèdent à l'évacuation brutale des Grecs d'Asie mineure et ils marchent sur Constantinople. La France et l'Italie ne soutiennent pas la Grande-Bretagne, qui, seule, ne peut continuer à soutenir le sultan, qui s'enfuit. En novembre 1922, Kemal dépose le sultan et fait son entrée à Constantinople.

Un nouveau traité, celui de Lausanne, signé le 24 juillet 1923, remplace celui de Sèvres : les Turcs gardent toute l'Asie mineure et, en Europe, l'essentiel de la Thrace orientale avec Andrinople (le gain est de 23 000 km² en Europe). Ils reconnaissent la cession à la Grande-Bretagne (1878) de Chypre, qui devient colonie de la Couronne en 1925. La convention gréco-turque du 30 janvier 1923 sur l'échange obligatoire des minorités entre Grèce (430 000 musulmans) et Turquie (1,5 million de Grecs, déjà chassés en en majorité) est intégrée au traité, qui définit des garanties applicables aux minorités, dont le sort continuera d'alimenter, de façon récurrente, le différend gréco-turc jusqu'au début du XXI^e siècle.

La **minorité grecque de Turquie** (seulement 300 000 personnes) ne recevra jamais le statut d'autonomie prévu par le traité. Persécutée à diverses reprises, elle ne comptera plus que 3 000 personnes à la fin du XX^e siècle. Mais la minorité musulmane de Grèce (100 000 personnes à la fin du XX^e siècle) restera socialement défavorisée malgré des mesures officielles de discrimination positive.

Le traité de Lausanne sonne la fin des espoirs des Arméniens et des Kurdes, auxquels le traité de Sèvres promettait l'autonomie, d'autant plus que la présence avérée du pétrole d'Irak (ou *Iraq*) joue contre ces derniers ! De langue indo-européenne apparentée au persan, les Kurdes sont à plus de 90 % des musulmans, en majorité sunnites ; révoltés contre l'empire turc en 1917, les Kurdes ont aidé les Anglais à occuper la haute Mésopotamie. Leurs délégués à la Conférence de la Paix n'obtiennent que l'autonomie au traité de Sèvres, ruiné par la contre-offensive de Mustapha Kemal. Certes Kemal promet dès 1920 une très large autonomie aux Kurdes, mais le centralisme républicain turc interdira bien vite toute manifestation de particularisme et les révoltes de 1925, 1930 et 1937 seront durement réprimées. Le mot même de « kurde » devient interdit, il faut dire « turc montagnard » ! Un ethnocide...

Quelques mois après le traité de Lausanne, le 29 octobre 1923, la République turque est proclamée, Kemal étant élu président de la République.

CHAPITRE 4. LES FRONTIÈRES DE LA RUSSIE ET CELLES DU MOYEN-ORIENT

La Russie était un cas particulier par son idéologie ; c'était de plus, aux yeux de ses anciens alliés, un pays « traître », donc pas invité à la Conférence de la Paix, affaibli par la guerre civile et par des interventions étrangères. En conséquence, la Russie subit d'énormes pertes territoriales, ses frontières furent fixées par des traités bilatéraux, à l'exception de l'octroi de la Bessarabie à la Roumanie par décision des Alliés en 1919, les bolcheviques protestant, mais sans recourir à la force. Le régime ne fut pas reconnu avant 1922 (Allemagne), 1923 (Grande-Bretagne) et 1925 (France).

□ La Russie exclue de la Conférence de la Paix

Dans les *Quatorze Points* Wilson avait inscrit le droit de la Russie à choisir elle-même son régime et à bénéficier de secours : « Évacuation de tous les territoires russes et règlement de toutes les questions concernant la Russie qui assurera la meilleure et la plus libre coopération des autres nations pour donner à la Russie l'occasion de déterminer, sans être entravée ni embarrassée, l'indépendance de son propre développement et de sa politique nationale, pour lui assurer un sincère accueil dans la société des nations libres, sous des institutions de son propre choix et, plus qu'un accueil, toute aide dont elle aurait besoin et qu'elle désirerait. » Nous avons vu plus haut le traité de Brest-Litovsk (3 mars 1918), ainsi que l'intervention étrangère contre la Russie.

La Russie fut exclue de la Conférence de la Paix, mais, quant à l'attitude à avoir vis-à-vis de la Russie, Wilson fut d'abord totalement isolé au début de la conférence, d'autant plus qu'il tenta une médiation en janvier 1919 : des délégués du gouvernement bolchevique et des divers gouvernements de Russes blancs furent invités à se réunir dans l'île de Prinkipo, dans l'archipel des Princes de la mer de Marmara, près de Constantinople. Seuls, les bolcheviques acceptèrent le principe de cette conférence. Devant cet échec, Wilson finit par se rallier à l'idée du « cordon sanitaire », c'est-à-dire à l'établissement d'une ligne d'États hostiles autour de la Russie, après avoir déclaré : « essayer d'arrêter un mouvement révolutionnaire par des armées en ligne, c'est employer un balai pour stopper une grande marée ». L'échec des tentatives révolutionnaires hors de Russie (Spartakistes, Béla Kun, etc.) rendait la révolution moins proche. Exclue des négociations, la Russie l'était *ipso facto* de la SDN, ce qui affaiblissait gravement la paix établie en 1919 !

□ L'établissement des frontières du Nord-Ouest de la Russie

Les populations baltes (Litvaniens, Estoniens et Lettons) et les Finlandais avaient proclamé leur indépendance à la fin de 1917 et au début de 1918. Les pays vainqueurs

décidèrent de les soutenir, mais la situation politique et militaire était très confuse, car marquée par des rivalités politiques internes, la présence d'unités de l'Armée rouge, des Russes blancs du général Youdenitch, de corps francs allemands du général von der Golz...

La défaite de Youdenitch et l'évacuation des corps francs allemands sous la pression des Alliés provoquèrent la signature de traités bilatéraux avec les bolcheviques, reconnaissant l'indépendance de l'Estonie en février 1920, de la Lettonie et de la Lituanie en juillet 1920 et de la Finlande en octobre 1920 (la Finlande cède néanmoins la Carélie).

□ La guerre russo-polonaise (1919-1921)

La Pologne avait proclamé son indépendance le 22 novembre 1918, sous la direction de Joseph (Józef) Pilsudski (1867-1935). Mais Pilsudski était fort mal vu des Alliés, car il avait commandé (jusqu'en 1917) une « Légion polonaise » qui combattait contre les Russes, avec les Allemands, avant de combattre les Allemands. Interné par les Allemands en 1917, Pilsudski n'est rentré à Varsovie que le 10 novembre 1918, à la faveur de la révolution. Toutefois, en janvier 1919, grâce à l'intervention du grand pianiste polonais Ignace Paderewski (1860-1941), un gouvernement polonais unifié fut constitué.

Le traité de Versailles reconnaît l'indépendance de la Pologne et fixe ses frontières avec l'Allemagne. Le problème des frontières orientales de la Pologne était beaucoup plus compliqué. Le Secrétaire du *Foreign Office*, lord Curzon (1859-1925), ancien vice-roi des Indes, avait proposé une limite sur le critère de la nationalité, appelée la « ligne Curzon ». Mais les Polonais, profitant de la faiblesse du gouvernement bolchevique, avancèrent la revendication d'une limite « historique » située beaucoup plus à l'Est. Pilsudski voulait reconstituer la Grande Pologne de 1772 ! Certains Polonais envisageaient même une expansion jusqu'à la mer Noire.

Dès le 25 avril 1919 des opérations militaires s'engagent contre les Russes et les Ukrainiens, à l'initiative des Polonais. Elles sont marquées par de vastes offensives de l'un ou l'autre des deux camps, qui finissent par s'essouffler, puis par des contre-offensives. Le 6 mai 1920, les Polonais s'emparent de Kiev, mais les forces soviétiques reprennent Kiev le 12 juin et en juillet 1920, les généraux russes Toukhatchevski et Boudienny arrivent à proximité de Varsovie. La Grande-Bretagne conseille alors à la Pologne d'accepter les offres russes d'armistice, toutefois la France offre son aide militaire, des armements et Weygand, l'ancien chef d'état-major de Foch.

Une contre-offensive polonaise décisive est engagée dès août 1920 sous la conduite de Pilsudski, elle avance de 400 km (le « miracle de la Vistule ») et les Soviétiques demandent l'armistice. Épuisés, les deux adversaires entament des négociations difficiles, qu'ils

concluent à Riga, d'abord par les préliminaires de paix du 12 octobre 1920. La paix définitive, nouveau traité bilatéral qui vaut à Pilsudski une immense popularité, est signée à Riga le 12 mars 1921. Elle établit la frontière à 150 km à l'Est de la ligne Curzon, de nombreux Ukrainiens et Biélorusses se trouvent donc sous la souveraineté polonaise.

□ Les frontières méridionales de la Russie

En Transcaucasie, trois républiques s'étaient créées en 1918 : l'Azerbaïdjan, la Géorgie et l'Arménie, grâce à la révolution russe d'octobre, qui avait donné aux populations allogènes l'occasion de l'indépendance. Lloyd George avait proposé le 13 mai 1919 de confier l'exercice du mandat sur l'Arménie aux États-Unis (Wilson déclina l'offre en octobre). Ce sont surtout les occupations (jusqu'en juillet 1920), par des troupes allemandes et turques, puis anglaises et le danger turc (Kemal reconquiert toute l'Arménie turque) qui déterminèrent le sort de la Transcaucasie, par la conquête soviétique, d'abord de l'Azerbaïdjan (avril 1920), intéressant surtout par les champs pétroliers de Bakou, puis ce fut le tour de la Géorgie et de l'Arménie (mars et avril 1921).

En outre, par le traité de Moscou (16 mars 1921) la Russie céda à Turquie les districts de Kars et Ardahan (500 000 habitants) et la Russie bolchevique devint par opportunisme le principal fournisseur d'armes et d'argent pour la Turquie de Kemal.

□ Les frontières asiatiques de la Russie

À l'ouest, la question concerne le Turkestan et l'Iran. Au Turkestan occidental aussi, les populations allogènes se révoltent ; les Khans de Khiva et Boukhara proclament leur indépendance. Mais les Soviétiques établissent leur autorité en 1919 et 1920 et, en conséquence, ils envahissent le Nord de l'Iran. Ils ne l'évacuent qu'après signature d'un traité d'alliance en 1921. Par contre les Chinois réussissent à maintenir leur autorité nominale sur le Turkestan oriental (Xinjiang, Sin-Kiang) et signent en 1924 avec l'URSS un accord par lequel les Soviétiques la reconnaissent.

En Extrême-Orient (Asie orientale), le contexte était très différent : les populations allogènes étaient beaucoup moins denses et nombreuses, des troupes japonaises et américaines étaient présentes, plusieurs mouvements de Russes blancs s'étaient établis. Le corps expéditionnaire japonais, après s'être emparé de Vladivostok en août 1918, s'enfonça et occupa le Nord de l'île de Sakhaline (le Japon possédait le Sud depuis 1905). Le but officiel était soutenir les Blancs, le but profond : amorcer une politique d'annexion. Mais le rétablissement de la paix, et, avec elle, le retour des puissances occidentales en Asie, comme la stabilité politique de la Russie, et les réactions nationalistes de la Chine, affaiblissent les

ambitions du Japon et le contraignent à contenir ses visées impérialistes. Le Japon des années 1920, après avoir hésité entre l'expansion pacifique et l'impérialisme militaire, eut une politique extérieure conciliante, plus économique d'ailleurs. Ce fut la politique du Premier Ministre Shidehara Kijûrô, amorce de l'ère *Shôwa* (de la paix), nom donné par avance au règne de l'empereur Hirohito. Sous la pression américaine, les Japonais évacuèrent la Sibérie orientale en 1922 et la partie Nord de Sakhaline en 1925. À ce moment-là, les frontières de 1914 sont pour les Russes retrouvées.

Enfin, les Soviétiques suscitèrent un coup d'État en 1921 en Mongolie extérieure, province chinoise périphérique et peu peuplée. Ils y éliminèrent les influences chinoises et le pays devint en 1925 une « république démocratique populaire », sous le contrôle étroit des Soviétiques. Elle est la première en date des démocraties populaires.

Conclusion pour la Russie : le cordon sanitaire est très imparfaitement réalisé, mais relativement efficace en Europe de l'Est. Lourd est le ressentiment de la part des Soviétiques vis-à-vis de l'Occident, léger finalement à l'égard des Japonais.

□ La dislocation de l'empire ottoman au Moyen-Orient

Le contexte du traité de Sèvres (10 août 1920, voir plus haut, *cf.* carte) est très particulier. Les problèmes extra-européens ont été relativement secondaires dans le rétablissement de la paix. D'une manière générale — ici et pour les colonies allemandes — on négligea totalement le mouvement d'éveil des peuples coloniaux, accéléré par la guerre, la révolution de 1917 et les idées de Wilson. À la conférence de la Paix, de très nombreux messages furent pourtant apportés, des délégations vinrent. Sionistes et arabes (Fayçal, second fils de Hussein, Nouri Saïd, futur premier ministre d'Irak) sont représentés. On négligea aussi totalement, l'année d'après, le Congrès des Peuples opprimés de Bakou (1920, voir plus loin).

« Moyen-Orient » est un concept géopolitique d'origine anglo-saxonne inventé à la fin du XIXe siècle et qui tend à se substituer à l'expression française Proche-Orient, ce qui donne à cette expression un sens restreint, la partie Ouest du Moyen-Orient, le Levant au fond.

Au Moyen-Orient, pendant la guerre, des accords avaient été passés par les Britanniques avec le chef de la dynastie hachémite, l'émir arabe Hussein du Hedjaz (1916) en échange de son entrée en guerre contre les Turcs. Ils envisageaient la création d'un vaste royaume arabe entre le Golfe persique et la Méditerranée. Toutefois rien n'était simple : l'arabe est la langue de la moitié des habitants actuels du Moyen-Orient, mais ceux-ci ne représentent

qu'environ les deux tiers des arabophones du monde ; les Musulmans du Moyen-Orient ne représentent qu'environ un cinquième de la population musulmane *actuelle* de la planète.

Cependant la diplomatie anglaise avait été aussi responsable de la *Déclaration Balfour* (2 novembre 1917) promettant aux juifs un *Home national*, et encore des accords Sykes-Picot du 16 mai 1916. Passés entre la France et la Grande-Bretagne après les négociations menées entre François Georges-Picot (1870-1951) et Mark Sykes (1879-1919, ¹) de janvier, les accords étaient restés secrets jusqu'en décembre 1917, quand les bolcheviks les transmirent aux Turcs, qui s'empressèrent de les publier pour embarrasser les relations anglo-arabes ! L'Angleterre administrerait la Mésopotamie, de Bagdad au golfe Persique, ainsi qu'une zone côtière en Palestine, de Haïfa à Saint-Jean-d'Acre (le reste de la Palestine serait doté d'une administration internationale) et elle exercerait son influence sur la Transjordanie, le nord de l'Arabie et l'ouest mésopotamien. La France administrerait le reste du littoral du Levant, de Saint-Jean-d'Acre à l'ouest d'Adana, ainsi que la Cilicie ; elle exercerait son influence sur la Syrie et la haute Mésopotamie (la région pétrolifère de Mossoul, à peuplement kurde). La Russie administrerait l'Arménie.

Il y avait eu enfin les accords de Saint-Jean-de-Maurienne d'avril 1917 (voir plus haut) avec la France et l'Italie qui partageaient secrètement les futures dépouilles de l'empire ottoman : deux zones britanniques (la « rouge », d'administration directe, et l' « arabe B », d'influence anglaise) ; deux zones françaises (la « bleue », d'administration directe, et l' « arabe A », d'influence française, la Palestine étant, à l'origine, dans ces zones françaises) ; une « zone brune » pour Jérusalem ; l'Arménie turque devant revenir à la Russie ; le sud-ouest de l'Anatolie serait dans le lot italien (mais la région de Smyrne est, de façon secrète promise à la Grèce). Il y avait donc un vaste ensemble de promesses contradictoires !

Et tout cela sur fond de pétrole, le pétrole de Mésopotamie. Le premier pétrole du Moyen Orient est découvert en Iran (1908), par un Anglais, qui fonde en 1909 l'*Anglo-Persian Oil Co*, société qui, en 1914, avec la participation de l'Amirauté britannique, devient la *British Petroleum* (BP). Peu après du pétrole est découvert en Mésopotamie, près de Kirkouk et de Mossoul, c'est-à-dire des régions kurdes de l'empire turc : une *Turkish Petroleum Company* est fondée, avec des capitaux étrangers très majoritaires (anglais, allemands...), mais aussi... un étrange personnage, Calouste Sarkis Gulbenkian (1869-1955), Arménien qui avait acquis la nationalité britannique en 1902, et qui avait réussi à acheter à l'Empire ottoman... le sous-sol de Mossoul ! À la Conférence de Paris les vainqueurs se partagent la *Turkish Petroleum Company* (la France obtient la part allemande, soit 23,75 %), qui devient en 1928 l'*Iraq Petroleum Company* (IPC), dans laquelle des capitaux américains se glissent alors.

¹ Il a été victime de l'épidémie de grippe espagnole.

Évidemment les Turcs n'ont plus rien, les Kurdes n'ont rien du tout, l'Italie a la portion congrue, la Grande-Bretagne a une grosse part (23,75 %, pour l'Anglo-Persian), mais celle de la France est identique : 23,75 % des pétroles du nord de ce qui va devenir le protectorat anglais d'Irak (ou *Iraq*). La France créera en 1924 pour exploiter cette richesse bien venue la Compagnie française des Pétroles (CFP) et les vainqueurs font place aux Pays-Bas neutres (23,75 % : poids de la *Royal Dutch Shell*, déjà actionnaire de la TPC) et aux États-Unis (23,75 % aussi), « associés » et dotés de compagnies pétrolières d'importance mondiale.

Après la Seconde Guerre mondiale, la CFP sera rejointe par le BRP (Bureau de Recherche du Pétrole), la RAP (Régie autonome des Pétroles), l'UGP (Union générale des Pétroles), puis Elf-Erap (Essences et Lubrifiants français), dont tout le capital sera aux mains de l'État. La CFP deviendra Total.

Les sociétés américaines étaient déjà actionnaires de la TPC et il y avait un grand nombre de consuls américains en Turquie, qui, en particulier, avaient bien renseigné le monde entier sur le génocide des Arméniens en 1915. Mais place est faite aussi à Gulbenkian (puisque propriétaire en titre de Mossoul !) : il reçoit un dédommagement forfaitaire considérable, plus 5 % des actions de l'IPC (à vie) : jusqu'à sa mort (en 1955), il sera « Monsieur 5 % » !

Cette Turquie défaite et humiliée va connaître un brusque sursaut. À la surprise de l'Entente, qui avait tendance à les tenir pour quantité négligeable, les Turcs avaient pendant la Première Guerre mondiale résisté, malgré leurs faiblesses, et ils avaient duré autant que leurs alliés, mais au prix de sacrifices immenses ; l'Empire ottoman sort complètement exsangue de la guerre. Au traité de Sèvres (voir plus haut), « paix carthaginoise », la Turquie du sultan Mehmed VI devient un protectorat de fait : « Plus faible et plus pauvre que l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, la Turquie a été traitée beaucoup plus sévèrement par les vainqueurs, mais, contrairement à ses deux anciens alliés, elle parviendra bientôt à remettre en cause avec succès sa défaite de 1918. »¹ Elle est soumise à une occupation très large de son territoire par les troupes alliées. La Cilicie est placée sous mandats français ou anglais, le sud-ouest anatolien est cédé à l'Italie, le district de Smyrne (Izmir), peuplé en majorité de Grecs est remis à la Grèce, à charge d'organiser un référendum dans un délai de 5 ans. La France est rivale de la Grande-Bretagne dans les dépouilles méridionales de l'ancien empire ottoman. L'occupation de la Syrie et du Liban la met en concurrence directe avec les Britanniques rêvant de constituer un royaume de Grande Syrie. La France se venge en soutenant en Turquie... la lutte de Mustapha Kemal remettant en cause le traité de Sèvres et désirant chasser les Grecs, protégés des Britanniques, d'Asie mineure.

¹ J.-P. Derrienic, *Le Moyen Orient au XXe siècle. Sociétés politiques et relations internationales*, Armand Colin, coll. U, 1980, 282 p.

Quant aux mandats eux-mêmes, à la Conférence de la Paix il avait été prévu des mandats « A », non délimités, et c'est la conférence trilatérale de San Remo (Grande-Bretagne, France, Italie) qui, en avril-mai 1920, attribue à la France le mandat sur la Syrie, que la France va partager en deux États et à la Grande-Bretagne le mandat sur l'Irak et la Palestine, d'où les Britanniques détacheront en 1921 la Transjordanie en la fermant à la colonisation juive. Cet accord ne sera entériné que plus tard, le 24 juillet 1922, par la SDN. Et la paix de 1920 envisage même un État kurde (autonome) et un État arménien (indépendant). Le nouveau traité de Lausanne, du 24 juillet 1923, remplace celui de Sèvres : les Turcs gardent toute Asie mineure et, en Europe, la Thrace orientale avec Andrinople (voir plus haut) ; c'est la fin des espoirs des Arméniens et des Kurdes, d'autant plus que le pétrole d'Irak pèse contre ces derniers ! En outre, la frontière avec l'Irak n'est pas fixée à Lausanne, mais laissée à une négociation bilatérale entre Britanniques et Turcs : les Kurdes ne peuvent être que lésés !

Le bilan à moyen terme est simple à établir. D'une part, c'est l'échec de la politique britannique d'appui sur la dynastie hachémite, qui est évincée d'Arabie par Ibn Séoud (chef de la secte musulmane des Wahhabites, émir de Riyad, prise aux Turcs en 1902). Hussein, chérif (titre que portent les descendants du prophète, gardiens des Lieux saints) de La Mecque depuis 1908, roi du Hedjaz, à l'Est, depuis 1916, bénéficiaire des promesses britanniques, est évincé par l'émir de Riad. Ibn Séoud (ou Saoud) devient en effet roi du Hedjaz et du Nejd (territoire qui devient le royaume d'Arabie saoudite en 1932).

Né en 1876 ou 1880, **Ibn Séoud** avait entrepris la conquête du Nejd, ancien royaume de son grand-père, en 1902. Après avoir monnayé auprès des Britanniques sa neutralité pendant la Première Guerre Mondiale, il s'empare de La Mecque en 1926 et devient roi du Hedjaz. Il régnera jusqu'à sa mort, en 1953. Son fils Saoud lui succédera, jusqu'à sa destitution par l'émir Fayçal (1964), qui montera sur le trône.

Ibn Saoud parvient à faire reconnaître son royaume au plan international ; une guerre contre le Yémen en 1934 fixe les frontières méridionales. Selon la volonté du fondateur du royaume, ses fils (au nombre de 42 ou 45 !) devaient lui succéder par rang d'âge. En 1953, le plus vieux montera effectivement sur le trône. En dédommagement, les Britanniques placent les Hachémites Fayçal et Abdallah (fils de Hussein) respectivement sur les trônes d'Irak (1921) et de Transjordanie (1921, elle deviendra la Jordanie en 1946, le roi sera remplacé par un nouveau Hussein en 1952). En corollaire, on observe la division du monde arabe et l'impuissance de la Grande-Bretagne, qui ne réussit pas à empêcher la pénétration des compagnies pétrolières américaines en Arabie. En 1933, l'Arabie séoudite s'ouvre en effet à l'Aramco (*Arabian-American Company*, société fondée par la *Standard Oil of California* et *Texaco*). Les exportations débutent en 1939. Presque en même temps des concessions ont été obtenues dans le sultanat de Bahreïn (1932, à BP et la *Standard Oil of New Jersey*) et au Koweït

(1934, BP et l'américaine *Gulf*, protectorat britannique (1899) que le Royaume-Uni a détaché de l'Irak (*Iraq*), alors qu'il avait fait partie de la province ottomane de Bassorah.

D'autre part, des attentats et des émeutes éclatent rapidement en Palestine contre la puissance occupante, qui sera contrainte de reconnaître l'indépendance de l'Irak en 1930 (il est admis à la SDN en 1932), et qui assiste, impuissante, à la montée du panarabisme et du panislamisme. Le centre du panarabisme est alors l'Égypte, autour du mouvement *Al-Manar* (« le Phare », moderniste). Le panarabisme est favorisé par l'unité linguistique, l'amélioration des communications et le désir de résister au sionisme. Mais il est gêné par l'existence de minorités non arabes (Kurdes, pourtant sunnites, Chaldéens), le morcellement politique, les rivalités dynastiques et le peu d'écho rencontré dans les masses. Dès 1920, le congrès de Damas proclame Fayçal (voir plus haut) « roi des Arabes ». Le panislamisme ne doit pas être confondu avec le panarabisme. Il est religieusement hostile aux juifs de Palestine et aux minorités chrétiennes d'obédiences diverses, coptes d'Égypte et Maronites du Liban, par exemple. Cependant il est gêné par des divisions : la vieille opposition entre Sunnites et Chiïtes (nombreux au Liban et en Mésopotamie), l'existence de sectes et de nombreuses minorités (Zaïdites au Yémen, Druses et Alaouites en Syrie et au Liban) et, d'ailleurs, des groupes religieux n'appartiennent à aucune des grandes religions monothéistes (par exemple : les Zoroastriens d'Iran).

Les **Druses** (ou Druzes) sont issus d'une scission de l'ismaélisme (groupe chiïte suivant une doctrine inspirée de l'ésotérisme). Originaire d'Égypte, la secte druze, persécutée par les musulmans orthodoxes, s'était réfugiée en Syrie au XIXe siècle. Les **alaouites** sont des adorateurs d'Ali, cousin et gendre de Mahomet. L'alaouitisme révèle une volonté de syncrétisme.

Notons que, parallèlement, en Égypte, occupée depuis 1882 et proclamée protectorat britannique en 1914, se développe l'agitation nationaliste du parti *Wafd* de Saad Zaghloul (1858-1927).

Wafd (« délégation »). Le parti avait été fondé en 1907, en même temps que le parti *Watan* (patrie), dirigé par Mustafa Kamel. Après la mort en 1927 de Zaghloul, Mustafa el-Nahas dirige le Wafd (jusqu'en 1952).

Lloyd George, en 1922, met fin théoriquement au protectorat, mais l'armée britannique demeure et le Haut-Commissaire du Royaume-Uni surveille la politique étrangère, d'où la poursuite de l'agitation. En 1936 enfin est signé un accord entre la Grande-Bretagne et le nouveau roi, Farouk (qui vient de succéder à son père, Fouad, 1917-1936) : l'Égypte devient indépendante, et elle entre à la SDN en 1937, mais elle signe une alliance, par crainte du fascisme par les Britanniques ; quant au Soudan, il devient « anglo-égyptien ».

Enfin, la Grande-Bretagne abandonne le protectorat de fait qu'elle exerçait sur l'Afghanistan (officiellement en 1919, de fait dans années 1920).

**Conclusion du chapitre 4 :
En profondeur, ni vainqueurs ni vaincus, la défaite de toute l'Europe**

Les ressentiments sont multipliés par rapport à la situation d'avant-guerre. C'est ainsi que le morcellement balkanique, générateur de tensions avant 1914, est étendu à toute l'Europe centrale. Le règlement de la paix est contesté de toutes parts : l'Allemagne dénonce un *Diktat* méprisant ses droits, l'Autriche et la Hongrie sont mécontentes, car réduites à la portion congrue, quant à la Russie, elle a été tenue à l'écart, et l'Italie est frustrée de sa victoire. Les nouveaux États d'Europe Centrale souffrent d'un grave manque d'homogénéité : d'importantes minorités ethniques regardent vers l'extérieur. Les deux principaux vainqueurs eux-mêmes sont divisés : la France est pour un maximum de réparations allemandes, l'Angleterre pour la modération, faille exploitée par Berlin (*cf.* Rapallo, 1922). L'affaire de la Ruhr (1923) sera la cristallisation de tous les antagonismes. La paix est donc imparfaite, inachevée, mais pouvait-il en être autrement de la part des hommes de 1919-1920 ?

CHAPITRE 5. LA « DER DES DER » N' A PAS TOUT RESOLU

□ Qui a gagné la Première Guerre mondiale ?

Pour un spectateur du défilé de la victoire, sur les Champs-Élysées, le 14 juillet 1919, aucun doute : la France a gagné la guerre avec l'aide de ses alliés ; les démocraties ont vaincu les régimes autoritaires. Au même moment, à Varsovie, Belgrade et Prague, on célèbre le triomphe des nationalités sur les empires. Pourtant, avec le recul, le bilan est moins facile à établir. La guerre conduit d'abord à un déclin de l'Europe, affaiblie et divisée. Où se situent dès lors les vraies victoires ?

L'apparence de 1919 est la victoire des démocraties libérales et des nationalités. La signification du conflit est en effet apparemment clarifiée depuis 1917. En 1914, deux alliances militaires étaient face à face, Triplice (ou Triple Alliance) et Triple Entente (ou Entente). L'idéologie était apparemment au second plan, la Russie tsariste étant le principal soutien de la France républicaine. Une ambiguïté fut levée après la chute de Nicolas II et l'intervention américaine : il y eut une nette opposition entre un camp libéral, mené par la France, le Royaume-Uni et les États-Unis, et un camp autoritaire, conduit par l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Malgré certaines contradictions (nature de plusieurs régimes liés à l'Entente, redistributions coloniales, etc.), il y a une vérité apparente dans le dernier ordre du jour de Foch : « Vous avez sauvé la liberté du monde ». On peut penser en 1919 que le monde va vers une nouvelle extension de la démocratie parlementaire, confirmée à Paris et à Londres, et bientôt adoptée à Berlin sous la forme de la République de Weimar. Les vainqueurs pensent, d'autre part, avoir clos l'ère des guerres et être maîtres de la notion de « relations internationales ». La notion de nationalités remontait au XVIII^e siècle et l'adjectif « international » datait de 1789. Un mécène britannique, David James Davies (1893-1956), fonde la première chaire de cette « matière » en 1919, à l'University College of Wales à Aberystwyth. En 1922 le nom de Woodrow Wilson fut donné à cette chaire, dont le premier titulaire, Alfred Zimmern (1879-1957), publiera en 1936 le livre-somme *The League of Nations and the Rule of Law. 1918-1935*. L'Europe d'après les traités de paix est en apparence une reconnaissance décisive du principe des nationalités. La carte du vieux continent au XIX^e siècle avait certes connu des transformations importantes, mais, même après l'unification de l'Italie et de l'Allemagne (1859-1871), le maintien d'une domination de l'Autriche-Hongrie sur les peuples slaves gelaït cette reconnaissance du principe des nationalités. La situation était devenue explosive à la veille de 1914, quand l'empire ottoman dut lâcher les Balkans. Et la guerre fut déclenchée sur un incident austro-serbe. En 1919, on a (voir plus haut) au contraire une Tchécoslovaquie indépendante, une grande Yougoslavie (le « pays des Slaves du Sud ») autour de la Serbie, une Pologne ressuscitée plus d'un siècle après son dernier partage entre

Prusse, Autriche et Russie. De nouveaux États sont tournés vers les démocraties occidentales, ce que symbolise la reprise des couleurs françaises par le drapeau tchèque.

Mais, en profondeur l'après-guerre marque la défaite de toute l'Europe et la remise en cause de la notion de « guerre juste ». Fondamentalement, le Vieux Continent se retrouve divisé sur lui-même et affaibli vis-à-vis des pays neufs. « Le droit est plus précieux que la paix », avait déclaré le président américain Wilson. Et longtemps dans le monde, tout au moins dans le camp des vainqueurs auquel les États-Unis d'Amérique avaient appartenu, la Première Guerre mondiale passa pour la guerre majeure du droit et de la justice, une « croisade pour la démocratie » couronnée par le succès sur « les maîtres militaires de l'Allemagne », agresseurs de l'Europe et à qui la « libre Amérique » avait déclaré la guerre le 6 avril 1917. Mais les États-Unis des années 1930 furent agités par des controverses très vives à ce sujet, par le fait des *révisionnistes*, comme ceux de la commission présidée par le sénateur Gerald Nye, qui prétendit en 1934 que la décision américaine avait été prise en réalité à la suite de la pression des banquiers. Ceux-ci, après avoir prêté des sommes colossales au camp de l'Entente, auraient voulu être certains de la victoire pour être remboursés par leurs débiteurs ! Poussé par le groupe de pression de l'*American Legion*, Nye multiplia les enquêtes et les investigations, aboutissant avec précipitation à la conclusion simpliste que les États-Unis avaient été en 1917 jetés dans la guerre, qui durait depuis bientôt trois ans, par les milieux d'affaires. Systématiquement indulgente vis-à-vis de l'Allemagne et sévère à l'égard de la France et de la Grande-Bretagne, la thèse aboutit très explicitement à renforcer l'isolationnisme américain.

Ce *révisionnisme* américain des années trente ne concernait directement que les conditions de l'entrée en guerre de la république américaine, et il ne faisait qu'effleurer indirectement les origines et les causes du conflit mondial dans son ensemble. A vrai dire celles-ci et celles-là avaient déjà suscité d'amples controverses en Europe dans la décennie ou les quinze années précédentes. Dans leur ensemble, les Allemands avaient durant le conflit repoussé toute idée de responsabilité unilatérale et accueilli avec indignation le *diktat* du traité de Versailles, que leurs représentants avaient été contraints de signer le 28 juin 1919 et qui établissait par son célèbre article 231 la « responsabilité allemande » dans le déclenchement de la guerre de 14. Cette dénonciation était faite aussi par les partis de gauche d'Europe occidentale, qui repoussaient dans la thèse de la « responsabilité allemande » le spectre du nationalisme des pays victorieux et enfin par les marxistes-léninistes, qui voyaient dans le conflit le résultat du choc des impérialismes économiques. D'autre part, la responsabilité de la Russie tsariste, cherchant à protéger à tout prix la Serbie slave de l'Autriche-Hongrie, fut souvent évoquée dans l'entre-deux-guerres, ainsi que le rôle de Poincaré : le président de la République française, en voyage en Russie dans les derniers jours de juillet 1914, avait-il tout fait pour éviter la guerre, pour retenir l'allié russe en particulier ?

□ Le nationalisme

La guerre a surexcité les passions. Certes, les belligérants ont généralement et globalement respecté les conventions de Genève sur les prisonniers de guerre. Mais combien de violences, de massacres perpétrés au nom de la patrie ! Les villes belges incendiées, les civils fusillés ont été expliqués, du côté allemand, par la hantise des francs-tireurs, justifiant des représailles. La haine a monté dans les deux camps : « Il existe aujourd'hui en France [ne craint pas d'écrire *La Petite Gironde* de Bordeaux] une beauté, une dignité, une noblesse de la haine... » Il y a quelques années est apparu le concept historiographique de « brutalisation » de la guerre. La Première Guerre mondiale a été une guerre totale, qui a engagé la totalité des moyens des belligérants, non seulement militaires, mais aussi économiques, financiers, démographiques, une guerre d'anéantissement et non une guerre limitée. Haines et rancunes difficiles à surmonter lorsqu'il s'agira de « gagner la paix ». Sans compter que des millions d'hommes, à qui on aura appris à tuer et que l'on aura poussés au combat vont devoir se réadapter à une vie quotidienne jugée mesquine.

Biblio. : G.L.Mosse, *De la Grande Guerre au totalitarisme. La brutalisation des sociétés européennes*, trad. fr., Hachette Littératures, 2000, 320 p. ; A.Prost, *Les Anciens Combattants et la société française (1914-1939)*, Thèse, FNSP, 1977, 3 vol., 268, 261 & 237 p. ; A.Prost, « Les limites de la brutalisation. Tuer sur le front occidental, 1914-1918 », *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janv.-mars 2004, pp. 5-20 ; D.Lejeune, « Guerre, État et société en France, de 1851 à 1945 », cours de khâgne mis en ligne le 2 mars 2017 sur HAL-SHS (CNRS) : <https://hal.archives-ouvertes.fr/cel-01474714>, version 1.

« L'histoire des guerres est inséparable de celle des *cultures* des peuples concernés. » (Jean-Jacques Becker). Celles-ci sortent considérablement marquées par le conflit. La « culture de guerre », c'est d'abord la faculté et la détermination à résister à la durée et à la dureté de la guerre. La Première Guerre mondiale, sous l'angle des cultures, fut une immense tension collective de type eschatologique. À l'avant, il faut *tenir*, et à l'arrière cette culture est faite d'une véritable « religion civile » de la guerre : la guerre — souffrance majeure — est un enjeu de civilisation, elle a des buts supérieurs — ce qui permet d'oublier les souffrances du présent — , et, bien sûr, toute une propagande est développée par les États, les intellectuels et les Églises. La « culture de guerre » peut être définie comme l'ensemble des représentations, des attitudes et des pratiques des années 1914-1918 : il y a eu une *totalisation* de la guerre, avec franchissement de plusieurs seuils de violence, de dégâts psychologiques sur les soldats, au fond une immense tension collective de type eschatologique. À long terme, cette « culture de guerre » est un élément capital de la mémoire collective, faite du souvenir et du culte des ruines, avec des villes reconstruites à l'identique, comme Ypres (Belgique), entièrement rasée lors des combats, et devenue lieu de mémoire international. Ces lieux ont pu être « récupérés », comme Dixmude (Belgique), par les *flamingants*. Des musées sont constitués très tôt, mais tard

avec un regard d'historien, comme à l'Historial de Péronne (Somme), ouvert en 1992, récit historique et « centre d'histoire culturelle comparée des pays en guerre ». Il a existé des photographes spécialisés, comme Jean Cartier, des écrivains antimilitaristes comme Yves Gibeau (1916-1994), des B.D. de la guerre, dans lesquelles le regard critique a tardé, mais en France Jacques Tardi (né en 1946) a publié *C'était la guerre des tranchées* (1993).

Pendant toute la durée du conflit, les gouvernants n'ont pas cessé de faire appel au patriotisme pour galvaniser les esprits. Après les armistices de 1918, l'exaltation chauvine est largement présente dans les États vaincus qui ressentent la douleur de la patrie humiliée, déchirée et écrasée. En Allemagne, les généraux comme Ludendorff (voir plus haut) et Walther von Luttwitz (1859-1942) éprouvent un très vif ressentiment vis-à-vis des civils accusés de ne pas avoir su *tenir*. Des manifestations nationalistes éclatent dans les premiers mois de 1919 contre la restitution (« cession ») de l'Alsace et de la Lorraine à la France. Ce climat favorise la naissance de groupuscules ultra-nationalistes parmi lesquels le parti nazi.

Chez les vainqueurs, le nationalisme est aussi très répandu. Tous les Français accueillent avec fièvre le retour de l'Alsace-Lorraine. Au-delà de cette réparation de l'injustice subie en 1871, nombre d'entre eux aspirent à l'annexion de la Sarre et de la rive gauche du Rhin, « seule frontière naturelle » entre la France et la « Germanie ». Pour couvrir les énormes dépenses de reconstruction, appliquons le slogan « l'Allemagne paiera ! » affirme Louis-Lucien Klotz (1868-1930), le ministre des Finances du gouvernement Clemenceau. Cette formule leurre la majeure partie de l'opinion publique et des hommes politiques, puisque ni les capacités de paiement de l'Allemagne, ni les mécanismes de transfert des réparations n'ont été évalués (voir plus haut). Ce nationalisme agressif et vengeur culmine lors des élections législatives du 16 novembre 1919 : jamais depuis la fondation de la IIIe République, la France n'a élu une assemblée — la Chambre des députés — aussi nationaliste que cette « Chambre bleu horizon ». Dans d'autres États victorieux, comme la Belgique et l'Italie, le nationalisme apparaît également comme annexionniste — des Belges revendiquent le Bas-Escout, le Limbourg et le Luxembourg (voir plus haut) — tandis que les extrémistes de la droite ultra-nationaliste italienne occupent Fiume et réclament la Dalmatie (voir plus haut).

En Europe centrale, les nationalités longtemps soumises dans les empires multi-ethniques laissent éclater leur joie : les Tchèques, les Slovaques, les Roumains et les Slaves du Sud invoquent leurs droits *historiques* et leurs intérêts stratégiques pour élargir le plus possible le domaine de leurs futurs États. Pour les minorités nationales et les conflits inter-étatiques entre « états successeurs » : voir plus haut.

□ Le pacifisme

Combien d'anciens combattants se sentent incompris, étrangers dans un monde qui n'est plus le leur. Simultanément et bien souvent chez les mêmes personnes se développe le pacifisme. Cet état d'esprit se nourrit de l'horreur de la guerre, qui doit être « la der des der », comme disent les *poilus* français (*the last war we fight*, disent les anciens *tommies*). Rien n'est plus symbolique en France que les défilés du 11 novembre : chacun d'eux est précédé par des centaines de mutilés, d'aveugles et de gazés qui veulent que leur sacrifice consacre « l'écrasement de la guerre ». Pour les associations d'anciens combattants, le 11 novembre n'est pas la fête de la guerre mais celle de la paix. Autour du monument aux morts, les *poilus* de 1914-1918 chantent moins *La Marseillaise* que des hymnes à la paix. Les enfants des écoles y sont présents pour ne pas oublier le sacrifice des milliers de combattants et pour haïr la conflagration. Afin d'éviter un nouvel holocauste, beaucoup d'anciens combattants placent leurs espoirs dans le désarmement et dans la sécurité collective qui doivent à l'avenir garantir la paix entre les nations, comme le montre bien la thèse d'Antoine Prost, récemment rééditée ¹.

Mais — et ce n'est pas contradictoire — la guerre a représenté un traumatisme si violent qu'au lendemain du conflit les hommes revenus du front se groupent en associations d'Anciens Combattants, dans le but de défendre leurs intérêts (pensions, aide aux mutilés, aux veuves, aux orphelins), mais aussi de prolonger l'idéal d'union, de défense de la patrie et de la paix pour lequel ils ont versé leur sang. Dans tous les pays, les gouvernements doivent compter avec le poids considérable des Anciens Combattants qui constituent un groupe puissant, décidé à faire prévaloir des vues acquises au péril de leur vie. Par exemple un de leurs journaux français, *La voix du combattant*, écrit le 13 août 1932 : « Non. Mille fois non, la guerre n'est pas une école de noblesse et d'énergie... La guerre est un fléau plus redoutable que la lèpre, la peste, le choléra, le cancer ou la tuberculose. La guerre tue non seulement les hommes, mais aussi les consciences... Elle déchaîne fatalement les plus bas instincts et elle laisse des ruines morales plus douloureuses encore que les ruines matérielles... » ². Les anciens combattants entendent ainsi avoir un droit de regard sur la politique de leur pays, veiller en particulier à préserver la paix à tout prix, à faire que la guerre de 1914-1918 soit vraiment la « der des der ».

Un aspect particulier est la phobie de la guerre aérienne. Le caractère révolutionnaire de ce que serait l'arme aérienne avait été montré avant la Première Guerre mondiale par Albert Robida (1848-1926) dans *La Guerre au XXe siècle* (1883-1887), Herbert George Wells (1866-1946) dans *The War in the air* (1908) et Clément Ader (1841-1925, dans *L'Aviation militaire*, 1909). La Grande-Bretagne avait créé en avril 1918 la première force aérienne indépendante mondiale, la RAF, *Royal Air Force*. À la lumière des « progrès » permis

¹ Antoine Prost, *Les Anciens Combattants et la société française (1914-1939)*, Thèse, FNSP, 1977, 3 vol., 268, 261 & 237 p., réédition sous le titre *Les Anciens Combattants, 1914-1940*, 325 p.

² Cité dans A.Prost, thèse citée.

par la Première Guerre mondiale (la France avait fabriqué 51 000 avions, l'Allemagne 48 000), se développe dans tous les pays une stratégie (bouversement radical des enseignements traditionnels, les combats terrestres ont fait leur temps, etc.) et une phobie. On le voit bien dans les écrits de l'officier artillerie italien Giulio Douhet (1869-1930, *La Maîtrise de l'Air*, 1921), du général américain William (Billy) Mitchell (1879-1936), de l'anglais Basil Liddell Hart (1895-1970, *Paris or the future of war*, 1925 : il imagine le bombardement de Londres par une force aérienne française de 990 avions !).

Insistons sur les exemples anglo-saxons. Au Royaume-Uni il y a un pacifisme d'inspiration socialiste, mais aussi une *League for Nations Union* très favorable à la SDN et la croyant capable de résoudre tous les différends. Aux États-Unis, les organisations des années 20 sont à la fois pacifistes et conservatrices : Dotation Carnegie pour la Paix internationale (1910, voir plus loin), *World Peace Foundation* (1910), *League of Nations Association* et *Woodrow Wilson Foundation* (1923).

L'antimilitarisme vise les officiers coupables d'avoir incarné l'autorité arbitraire et les règlements aveugles. Le montrent bien des chansons de soldats du rang comme *La Chanson de Craonne*, chanson d'auteur anonyme recueillie par Raymond Lefèvre et Paul Vaillant-Couturier. Elle se chante sur l'air de *Bonsoir M'amour* (musique de Charles Sablon). Elle a circulé — d'où le grand nombre de variantes, on se dispensera des odieuses variantes « arrangées » en « bon français » et de toute façon peu compatibles avec la diction « Belle Époque » qui a manifestement inspiré l'auteur, ou les auteurs — en 1917, après l'offensive Nivelle, et est symptomatique de la lassitude de la guerre, qui a engendré de nombreuses mutineries. En avril 1917, le plateau de Craonne est un des secteurs les plus disputés à l'est du Chemin des Dames. Sa prise est vitale pour l'armée française : en cas de victoire, les Allemands seraient pris à revers et les artilleurs bénéficieraient du meilleur observatoire du champ de bataille. Mais, en fait, si l'artillerie de Nivelle détruit celle de l'ennemi, elle entame à peine les défenses. Au moment de l'assaut, les vagues fournies de poilus doivent franchir à découvert un marais sans fin, puis escalader une pente abrupte. Les nids de mitrailleuses allemands les massacrent sous un feu croisé. L'offensive Nivelle s'était terminée par un massacre au Chemin des Dames, avec 147 000 tués et 100 000 blessés en deux semaines... Le moral était au plus bas, et certains régiments refusèrent de monter en ligne. Et le phénomène fit tache d'huile. Des mutineries furent constatées dans près de soixante divisions, sur les cent que comptaient l'armée française. Pétain fut appelé pour rétablir la situation, et il réprima sévèrement les refus d'obéissance. Il y eut plus de 500 condamnations à mort, mais beaucoup moins furent exécutées... *La Chanson de Craonne*, composée lors de ce désastre, obtint un tel succès au front qu'elle fut interdite par le haut commandement ; elle le restera jusque dans les années 1970 !

Le contenu social et politique de la **chanson de Craonne**, malgré ses tournures naïves et ses réminiscences populaires (*Chant des canuts*, par exemple), donne une idée très précise du ressentiment des poilus à la suite de l'offensive Nivelles et au moment des mutineries. Les injustices y sont dénoncées, ainsi que les véritables vainqueurs de cette guerre dont les poilus sont les « sacrifiés ». Le dernier couplet s'en prend au pouvoir de l'argent. Aujourd'hui, le village de Craonne est reconstruit à quelques centaines de mètres de son site original. Fréquemment des ossements ou des objets personnels remontent à la surface du grand charnier, rappel constant à la mémoire. « Tous unis comme au front », peut-on lire sur le monument aux morts du village martyr.

Quand au bout d'huit jours, le r'pos terminé,

On va r'prendre les tranchées,

Notre place est si utile

Que sans nous on prend la pile.

Mais c'est bien fini, on en a assez, [var. : Mais c'est fini, on en a assez]

Personn' ne veut plus marcher.

Et le cœur bien gros, comm' dans un sanglot,

On dit adieu aux civils [Les civils qu'on quitte après les huit jours passés au repos]

Mais sans tambour et sans trompette [variante peu logique mais fréquente : Même sans tambour(s), même sans trompette(s)]

On s'en va là-bas en baissant la tête. [var. : là-haut]

Refrain

Adieu la vie, adieu l'amour,

Adieu toutes les femmes.

C'est bien fini, c'est pour toujours

De cette guerre infâme.

C'est à Craonne sur le plateau

Qu'on doit laisser sa peau

Car nous sommes tous des condamnés [var. sans « des »]

*Nous sommes les sacrifiés. [var. très *Chant des canuts* : C'est nous les sacrifiés]*

Huit jours de tranchée, huit jours de souffrance,

Pourtant on a l'espérance

Que ce soir viendra la r'lève

Que nous attendons sans trêve.

Soudain dans la nuit et le silence, [var. « dans le silence »]

On voit quelqu'un qui s'avance.

C'est un officier de chasseurs à pied

Qui vient pour nous remplacer. [var. sans ce vers, ce qui est doublement illogique]

Doucement dans l'ombre sous la pluie qui tombe

Nos pauv' remplaçants vont chercher leurs tombes. [var. : Les petits chasseurs vont chercher leurs tombes.]

Refrain

C'est malheureux d'voir sur les grands boulevards

Tous ces gros qui font la foire,

Si pour eux la vie est rose,

Pour nous c'est pas la mêm' chose.

Au lieu de s'cacher, tous ces embusqués [Hommes qui se débrouillent pour ne pas aller au front en se faisant nommer à l'arrière]

F'raient mieux d'monter aux tranchées [var. peu crédible : Devraient bien monter aux tranchées]

Pour défendre leur bien, car nous on n'a rien. [var. : Pour défendr' leurs biens, car nous n'avons rien]

Nous autr's, les pauvr's purotins [Les pauvres, ceux qui n'ont rien].

Et les camarades sont étendus là, [var. : Tous les camarades sont enterrés là]

Pour défendr' les biens de ces messieurs-là.

Refrain

[dans certaines variantes, le dernier couplet, qui n'a que 8 vers, est dit « dernier refrain] [dans d'autres variantes, un ou deux vers sont bissés,

par exemple *Vont tous se mettr' en grève]*

Ceux qu'ont l'pognon, ceux-là r'viendront,

Car c'est pour eux qu'on crève

Mais c'est fini, nous les trouffions [Les simples soldats. Var. : Mais c'est fini, car les trouffions]

On va se mettr'en grève.

Ce s'ra votre tour, messieurs les gros,

De monter sur l'plateau [De Craonne, bien visible sur le terrain]

Car si vous voulez la guerre [var. : Si vous voulez encore la guerre]

Payez-la d'votre peau.

Sources et bibliographie :

Henri Poulaille, *Pain de soldat*, CD « L'histoire de France » de l'Anthologie de la chanson française, Pierre Chavot et Jean-Denis Morenne, *L'ABCdaire de la Première Guerre mondiale*, Flammarion, 2001

Interprétations de Marc Ogéret, Éric Amado, Ginette Garcin, Mouloudji, Rosalie Dubois, etc. ; exposition « Cent ans de chanson française » de la Bibliothèque nationale de France, site Tolbiac (2004)

Les rescapés des tranchées n'ont pas oublié les massacres inutiles, ni les ordres suicidaires pour conquérir quelques mètres de terrain. Au lendemain de l'armistice, l'antimilitarisme se manifeste par le désir de démobilisation rapide et de retour dans les foyers. Parfois même cette hostilité à l'armée est teintée d'internationalisme bolchevique. Les idées pacifistes, défailtantes en 1914, sont revenues en force avec la prolongation du conflit. Des socialistes des deux camps et des neutres se sont retrouvés en Suisse en pleine guerre, à Zimmerwald en 1915, à Kienthal en 1916 (voir plus haut). À ces idées, Romain Rolland (1866-1944) donne un relief saisissant, dès 1914, en publiant ses réflexions, *Au-dessus de la mêlée* ; il obtient en 1916 le prix Nobel. Un enseignant philosophe comme Alain (Émile-Auguste Chartier, 1868-1951) ou un démocrate-chrétien comme Marc Sangnier (1873-1950) se font les propagandistes convaincus de ce courant dans les années 1920.

□ Bilan de la « Grande Guerre »

« 14-18 », bien que surpassée en durée et en destructions par la guerre de 1939-1945 garde à jamais l'appellation de « Grande Guerre », inventée en 1920 par le colonel Charles Repington (1858-1925). Ce n'est pas sans raisons. Elle est Grande Guerre par sa durée, d'abord. Le monde n'avait rien connu de semblable depuis les guerres napoléoniennes. Le XIXe siècle n'avait été marqué que par de brèves campagnes : Crimée 1854-1856, Italie 1859, France 1870-1871, Extrême-Orient 1904-1905, Balkans 1912-1913. Seuls quelques conflits avaient duré davantage : ainsi la guerre de Sécession aux États-Unis (1861-1865), l'expédition française du Mexique (1862-1867) ou la guerre anglo-boer (1899-1902). Mais il s'agissait de cas localisés, dont l'intensité ne préfigurait en rien la violence des 52 mois d'août 1914 à novembre 1918.

Elle est Grande Guerre par son extension à la planète entière. Les belligérants ont développé le « style indirect », qui « vise à mettre l'adversaire en état d'infériorité par des actions préliminaires qui le disloquent moralement et matériellement » (général Fernand Gambiez, 1903-1989). La première méthode a été l'éclatement : les Puissances centrales ont cherché à soulever les allogènes de Russie contre l'État tsariste, à susciter la guerre sainte dans les possessions françaises, anglaises ou italiennes d'outre-mer. De leur côté, les Alliés voulurent faire éclater l'empire austro-hongrois en y soutenant le mouvement national des Tchèques et des Slaves du Sud. La deuxième méthode a été l'étouffement, par le blocus et la guerre sous-marine, et l'utilisation des mers et océans montre bien le caractère planétaire de la guerre. Enfin, une troisième a été la démoralisation de l'adversaire, par les fausses nouvelles et le contrôle international des informations, le rôle des Américains étant primordial dans le dernier cas. 1914-18 n'a pas de précédent dans l'histoire : c'est bien la *première* guerre mondiale. 1792-1815 n'avait ensanglanté que l'Europe. Ici, 27 puissances, plus quatre *dominions* britanniques (Canada, Australie, Nouvelle-Zélande et Union sud-africaine), se sont coalisés contre l'Allemagne et ses trois alliés. Tous les continents ont envoyé des hommes se battre sur le sol européen : Australiens, Néo-Zélandais, Indiens, Africains... La France seule a recruté quelque 560 000 soldats indigènes, dont 100 000 sont morts.

La Première Guerre mondiale est « Grande Guerre » par les nouvelles techniques mises en œuvre. Les armées de 1918 sont des armées déjà modernes, avec la puissance énorme de l'artillerie, la débauche de munitions, l'importance du camouflage, les uniformes gris-vert (*feldgrau*) pour les Allemands, bleu horizon pour les Français, kaki pour les Britanniques, vert olive pour les Américains. La logistique devient un élément essentiel : chantiers navals, matériel ferroviaire, livraisons de carburant sont « le nerf de la guerre ». On cite l'appel angoissé de Clemenceau à Wilson au début 1918 : « Si les Alliés ne veulent pas perdre la guerre, il faut que la France combattante, à l'heure du suprême assaut germanique, possède l'essence, aussi nécessaire que le sang dans les batailles de demain ».

Elle est Grande Guerre par les « progrès » opérés dans l' « art de la guerre ». Saisissants sont les contrastes entre les campagnes. Les campagnes de 1914 sont les dernières du XIXe siècle. Elles montrent encore l'importance des charges de cavalerie et d'infanterie, par exemple, mais déjà l'utilisation très rapide des réserves, du côté allemand tout au moins. Les années 1915-1917 voient l'élaboration de stratégies d'usure, le début de l'ère mécanique (canons, camions, avions, chars, etc.). L'année 1918 voit des opérations toutes différentes, appuyées sur un matériel qui annonce 1940. Les premières unités de chars, anticipés par H.G.Wells en 1903, furent appelées en France « artillerie d'assaut », utilisée pour la première fois lors de l'offensive Nivelle, à Berry-au-Bac, dans l'Aisne. Les Alliés disposent de 1 600 chars en juillet 1918, de 3 000 en novembre. Ce sont désormais surtout de petits *tanks* légers, les chars Renault FT-17 en France, qui font triompher les idées du colonel Jean Estienne (1860-1936). Les Allemands, qui n'ont pas cru en cette arme nouvelle, y trouveront matière à réflexion pour l'avenir. De même en ce qui concerne l'aviation (aucune arme n'a connu de bouleversements aussi rapides, dans la chasse, la reconnaissance, le bombardement...), quasi inexistante en 1914 : l'aviation française a joué un grand rôle dans les batailles de Verdun et de la Somme, près de 200 000 appareils sont fabriqués, au total, pendant la guerre, dont 51 000 en France et 48 000 en Allemagne. Au 11 novembre 1918, la France dispose de près de 4 000 avions en ligne, bien plus qu'en 1940 ! En 1918, les appareils sont mus par des moteurs de 300 CV, font du 220 km/h, le plafond atteint est passé à 6 500 mètres, ils sont armés de trois ou quatre mitrailleuses tirant à travers l'hélice ; les Anglais (3 700 avions) se préparaient, fin 1918, à bombarder Berlin grâce à un appareil mû par quatre moteurs de 375 CV. L'instruction du général Fayolle du 10 juin 1918 préfigure ce qui sera la tactique allemande en 1939-1940 : « La contre-attaque sera accompagnée de très près par l'aviation de combat et de bombardement (attaque à faible altitude des troupes adverses, à la bombe et à la mitrailleuse). La division aérienne devra également assurer la maîtrise absolue de l'air dans la région de la contre-attaque ». Le champ de bataille ne se limite plus au lieu où se trouvent à terre les combattants... « Désormais il n'y aura plus de distinction entre les soldats et les civils », prophétise le général italien Douhet (voir plus haut) en 1921. C'est bien l'anticipation de la guerre moderne, avec l'emploi coordonné des moyens.

La recherche scientifique et technique a été favorisée dans un but militaire. Lance-flammes (1916), mortiers ou *crapouillots*, gaz, utilisés par les Allemands dès 1915 obligent l'industrie chimique alliée à rattraper son retard : les sociétés Kuhlmann, Gillet et Saint-Gobain connaissent en France une forte expansion. Les chars d'assaut, ce sont les *tanks* anglais, les Saint-Chamond ou Schneider français de 1916-17, lourds et vulnérables, mais surtout les chars légers Renault de 1918, arme de la victoire (voir plus haut). Ils appuient l'infanterie et lui ouvrent le chemin. Les Allemands, qui n'ont pas cru aux chars, répareront cette erreur en 1940 : leur technicien Heinz Guderian (1888-1954) préconise dès 1929 des divisions de chars frappant en « coups de poing » et permettant le retour à la guerre de mouvement. On assiste au

développement de l'aluminium, grâce à l'hydroélectricité (production multipliée par 2,5 en France), à l'essor des aciers spéciaux, du caoutchouc, de l'optique... L'essor de l'automobile est montré dès les taxis de la Marne en 1914, les camions de la Voie Sacrée à Verdun jouent un rôle essentiel. En Allemagne, Fritz Haber (1868-1934) a réalisé dès 1913 la synthèse de l'ammoniac ; des succédanés (*ersatz*) tendent à suppléer les produits manquants (exemple : la saccharine pour le sucre).

La Grande Guerre a eu, enfin, un aspect de guerre totale. Aspect nouveau, encore incomplet à vrai dire en 1914-1918, où il s'est agi, avant tout, de mobiliser le maximum de ressources (économiques, financières, intellectuelles) au service de la décision militaire. 1939-1945 ira jusqu'au terme de cette logique, avec le travail forcé, le rationnement autoritaire, une économie totalement dirigée par un État militarisé. Depuis, une autre conception s'est fait jour : les opérations proprement dites ne sont finalement qu'un aspect de la lutte, comme la propagande, la diplomatie, l'économie... et ces aspects-ci peuvent aussi bien forcer la décision (le meilleur exemple en étant le Viêt-nam). La guerre de 14-18 marque le tournant ; déjà les Allemands avaient compris le rôle de la guerre idéologique en rapatriant Lénine en Russie. Et la crise du moral de 1917, comme les grèves de 1917-1918 exigeant la définition des buts de guerre, ont posé la question : la guerre militaire seule est-elle capable d'atteindre les objectifs politiques assignés ? Ainsi commençait-on à redécouvrir l'enseignement de Carl von Clausewitz (1780-1831), pour qui la guerre n'est que la continuation de la politique par d'autres moyens. La guerre totale, cela avait aussi été la mobilisation financière, industrielle, celle de la main-d'œuvre, une guerre des peuples. Ceux-ci conquirent, pour l'essentiel, la paix dans la décennie suivante.

La première guerre mondiale a atteint profondément les pays belligérants, particulièrement les États européens, provoquant de très lourdes pertes humaines, matérielles et financières qui vont peser gravement sur eux de longues années durant. L'Europe sort de la guerre matériellement sinistrée. Ses pertes en vies humaines, la destruction d'une partie de son infrastructure économique, le déséquilibre de ses finances et de son commerce extérieur, ont accentué dans des proportions considérables un déclin déjà amorcé à l'aube du siècle. Ce « déclin de l'Europe », les habitants du vieux continent en prennent conscience : c'est le titre d'un livre du géographe Albert Demangeon paru en 1920, tandis que le philosophe allemand conservateur Oswald Spengler (1880-1936) avait intitulé le plus célèbre de ses ouvrages *Le Déclin de l'Occident* (paru entre juillet 1918 et 1922), dont le « pessimisme aristocratique » influença toute une génération, à droite essentiellement. L'impression générale au sortir de la première guerre mondiale était que le vieux continent était ruiné pour longtemps et mettrait du temps à se ressaisir, si tant était que ce fût encore possible. En témoignent les succès de librairie ; en France on cite toujours la phrase de Paul Valéry : « nous autres civilisations savons désormais que nous sommes mortelles ». Mais il leur est d'autant plus difficile de l'enrayer que

leurs divisions et leurs problèmes politiques ont généralement été aggravés par la guerre. Il en résulte une profonde crise morale et une remise en question fondamentale des valeurs jusqu'alors les moins contestées de la civilisation occidentale.

L'Europe est un continent meurtri et affaibli. En 1914, malgré certaines limites plus ou moins aperçues — puissance américaine, montée du Japon, contestation naissante dans les colonies — l'Europe était le centre du monde par le dynamisme démographique maintenu, l'émigration, la force économique globale sans équivalent, avec plus de 50 % de la production industrielle de la planète. Les effets de la guerre, ce sont les millions de victimes, un déficit des naissances préoccupant pour l'avenir, des régions en ruines, l'inflation menaçant partout la stabilité des monnaies, un endettement extérieur sans précédent, la « banque de l'univers » privée d'une bonne partie de ses créances. Ce sont aussi des difficultés pour les régimes parlementaires devant les problèmes nouveaux, essentiellement économiques et sociaux. Serait-ce une chance pour des dictatures d'un modèle inédit ?

Quatre empires ont disparu et les changements politiques sont des bouleversements : libéralisme et démocratie semblent triompher en Europe (voir plus haut). La guerre a provoqué l'effondrement des quatre grands empires autocratiques et l'extension du régime parlementaire. L'Allemagne et l'Autriche deviennent des républiques. La Tchécoslovaquie, la Pologne, la Yougoslavie, adoptent en 1920-1921 des constitutions inspirées par le modèle français. Partout s'impose le suffrage universel. En même temps s'opère la libération des minorités nationales. Pour leur donner satisfaction, des États ont été créés ou reconstitués : Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Pologne, Finlande, États baltes. Les minorités nationales soumises à un joug étranger représentent moins de 20 millions d'individus, pour 60 millions en 1914. Apparemment, la victoire définitive des principes libéraux semble donc acquise.

L'influence européenne dans le monde décline et les jeunes nationalismes indigènes montent en puissance. D'abord les vaincus ont perdu leurs colonies, transformées en mandats confiés aux vainqueurs pour un temps limité. Surtout, les défaites subies par les alliés ont porté atteinte au prestige de l'homme blanc et ceci d'autant plus que le recours aux troupes coloniales a été souvent important, en particulier de la part des Britanniques. Dès la fin de la guerre, des mouvements d'indépendance se développent dans les colonies françaises et britanniques. Les colonies ont participé, volontairement ou non, à l'effort de guerre européen. Elles ont envoyé des hommes au front (500 000 pour l'Inde) ou dans les emplois économiques vacants, intensifié leur production agricole pour ravitailler l'Europe ; le système des réquisitions ou des cultures forcées a encore accentué leur dépendance. À la fin du conflit, les peuples colonisés, conscients de l'effort fourni, espèrent une amélioration de leur sort. Leurs aspirations à l'indépendance sont encouragées par les principes wilsoniens de libre disposition

des peuples et par la doctrine communiste. Les premières manifestations nationalistes se produisent dès 1919 en Inde, puis en Égypte et en Afrique du Nord. Si elles n'aboutissent pas encore, elles n'en marquent pas moins un changement capital dans les relations entre colonisateurs et colonisés. Ces derniers attendent des rapports avec la métropole qui soient fondés sur le droit et non sur la force. L'esprit de contestation gagne les peuples de couleur, dont les soldats algériens, annamites ou indiens : ils ont pu constater les déchirements entre Blancs, qui ont eu besoin de leur concours. Les difficultés coloniales ne font que commencer.

Enfin, ne peut-on pas parler d'un véritable « syndrome du déclin », selon l'expression de Pierre Milza ? « Nous autres civilisations, nous savons désormais que nous sommes mortelles », la célèbre formule de Valéry résume bien le pessimisme dominant et le désenchantement qui marque la pensée et domine le continent après la guerre, cohabitant avec le culte de la victoire chez les pays bénéficiaires. Or, fait remarquer l'historien Pierre Milza, « si la guerre a bien entraîné, ou précipité, un déclin relatif des vieilles nations industrielles par rapport aux jeunes puissances des nouveaux mondes, le phénomène doit être ramené à sa juste dimension, tout comme l'idée d'une prépondérance américaine qui se serait imposée au lendemain du conflit à tous les acteurs du jeu mondial ». Ce serait un véritable anachronisme ¹, aucun pays n'a vraiment conscience des changements intervenus, les pays européens ont le ferme espoir de reconquérir les positions perdues, les États-Unis surestiment les possibilités de relèvement de l'Europe, dont ils exigeront, pour ce fait, un remboursement rapide et exact des dettes de guerre.

La démocratie libérale se trouve bientôt attaquée sur deux fronts. À gauche, elle l'est par la montée du socialisme. En Russie, le régime libéral bourgeois établi par la révolution de mars 1917 a dû céder la place quelques mois plus tard à la « dictature du prolétariat ». Dès l'année suivante, le phénomène bolchevik menace de s'étendre à l'ensemble de l'Europe. Un moment renforcé par la révolution russe, le socialisme international ne tarde pas cependant à pâtir des scissions intervenues en 1920-1921 à propos du problème de l'adhésion à la IIIe Internationale (communiste, le *Komintern*). Mais l'affaiblissement qui en résulte profite surtout aux forces de réaction.

À droite, la démocratie se trouve menacée par des mouvements de tendance autoritaire. Leur origine est complexe. D'une part, ils reprennent en les amplifiant les thèmes du nationalisme de l'avant-guerre, reprochant au parlementarisme son manque d'efficacité. Aucun pays n'échappe à ce phénomène mais il est particulièrement puissant chez les vaincus. Ces mouvements s'appuient en second lieu sur les classes moyennes, sur la petite bourgeoisie boutiquière, artisanale, rentière, partiellement ruinée par l'inflation, tout aussi hostile à la

¹ R.Frank et R.Girault, *Turbulente Europe et nouveaux mondes. 1914-1941*, Masson, 1988, 304 p., réédition, Armand Colin, coll. U, sous le titre ... *Relations internationales contemporaines*, 1998, 287 p.

concentration capitaliste qu'à la socialisation. Enfin, craignant la contagion révolutionnaire, la classe dirigeante n'hésite pas, là où le péril devient trop grand, à abandonner son libéralisme traditionnel pour des méthodes qui lui permettent, fût-ce au prix d'une dictature, de conserver ses positions acquises. Partout la démocratie parlementaire se trouve menacée par ces tendances qui triomphent au lendemain de la guerre en Europe centrale et orientale (Hongrie, Pologne) puis en Italie, avant de s'étendre plus tard à l'Allemagne, à l'Espagne et à de nombreux pays extra-européens.

Même dans les pays où survit la démocratie libérale, on voit se renforcer le pouvoir exécutif. Pendant la guerre, la nécessité de prendre des décisions rapides a provoqué, à partir de 1917 surtout, un relatif effacement des parlements au profit des gouvernements. La paix revenue, cette tendance ne disparaît pas et l'exécutif s'efforce de conserver ses prérogatives nouvelles, notamment en matière de direction et de contrôle de la vie économique. En Angleterre, cette évolution aboutit à ce que le juriste Ramsay Muir appelle la « dictature du cabinet », en France elle se traduit par la pratique des « décrets-lois » ; elle entraîne d'ailleurs une résistance du législatif qui ne sera pas sans accentuer la tendance à l'instabilité ministérielle.

La première grande conséquence est que la démocratie est menacée. Dans les nouveaux régimes parlementaires, elle se révèle fragile. Les populations n'ont pas encore acquis la pratique du parlementarisme et, constituées en grande partie de paysans souvent illettrés, elles ne peuvent participer de façon efficace et consciente à la vie politique et sont le jouet de démagogues ou de notables locaux qui orientent leur vote. Pour les adeptes du bolchevisme, la véritable démocratie est une société sans classes et on ne peut l'établir qu'en renversant la démocratie libérale, simple caricature, où l'État, dominé par la bourgeoisie capitaliste, gouverne au seul profit de cette classe. Ce courant suscite une poussée révolutionnaire en Europe et l'espoir de déclencher une révolution sur le modèle de celle de la Russie. Dès le lendemain de la guerre, des régimes autoritaires s'installent en Europe centrale et orientale (Hongrie, Pologne). En Italie, puis en Allemagne, le régime parlementaire est tenu pour responsable de l'humiliation nationale et des difficultés d'après-guerre. Considéré comme inefficace, il doit céder la place à des régimes fascistes. Dans les pays de tradition démocratique, on aspire à restaurer intégralement la démocratie libérale après les entorses au libéralisme faites pendant le conflit (intervention de l'État dans l'économie et les rapports sociaux, mise en veilleuse du contrôle parlementaire...). En France, on supporte mal l'autoritarisme de Clemenceau. En Grande-Bretagne, la volonté de retour aux procédés classiques de la vie parlementaire entraîne la chute du gouvernement de Lloyd George. Le Congrès des États-Unis rejette le traité de paix proposé par Wilson pour ne pas prolonger des responsabilités d'ordre mondial qui perturbent la vie politique américaine. On considère ces entorses à la démocratie comme une parenthèse qu'il est possible de refermer. En fait, c'est là

une illusion, et la crise de 1929 va restaurer les pratiques du temps de guerre qu'on jugeait incompatibles avec la démocratie.

La deuxième grande conséquence, c'est l'agitation sociale et révolutionnaire. Après la joie à l'annonce de la fin du cauchemar, les populations sont toujours exaspérées par les difficultés quotidiennes : pénuries alimentaires et rationnements sont encore de règle dans toutes les villes d'Europe. Les destructions des voies ferrées, le manque de charbon, l'instabilité dans la majeure partie des pays vaincus accentuent ces problèmes, d'autant plus intolérables que les démobilisés ne trouvent pas immédiatement du travail. Ces difficultés conduisent à de véritables révoltes qui s'inspirent plus ou moins du modèle de révolution bolchevique. Au Royaume-Uni, l'agitation ouvrière est très forte dans les régions houillères et dans les centres d'armement, tels Glasgow et Sheffield. Les revendications sont la journée de 8 heures, l'augmentation des salaires, la taxation des bénéfices de guerre et même parfois les nationalisations. Les discours de l'époque traduisent une attitude de complète révolte contre un gouvernement qui n'inspire aux classes populaires que méfiance et haine parce qu'il incarne, à leurs yeux, la classe des profiteurs de guerre. Les grèves du printemps 1919 dans les chemins de fer, la police et les mines révèlent la combativité des *Trade Unions*. En France et en Italie, les partis socialistes et les syndicats élargissent considérablement leur influence. En avril et en mai 1919, des mouvements de grèves se généralisent à l'ensemble des secteurs industriels ; aux revendications sociales, s'ajoute le thème de l'hostilité à l'intervention armée dirigée contre la jeune révolution bolchevique qui symbolise aux yeux des militants les plus convaincus la patrie du prolétariat. Le Midi italien est le théâtre de troubles agraires d'allure révolutionnaire : les *braccianti*, travailleurs sans terres, occupent les grands domaines drapeau rouge en tête, et se les partagent. En Allemagne, dès l'automne 1918, de véritables insurrections révolutionnaires secouent les plus grandes villes : Berlin, Munich, Hambourg et les ports de la Baltique... Le pouvoir politique y est détenu par des « conseils de soldats et d'ouvriers », analogues aux soviets russes. Les socialistes les plus extrémistes, *indépendants* et surtout *spartakistes*, dirigés par Rosa Luxembourg (1870 ou 1871-1919) et Karl Liebknecht (1871-1919), apportent aussitôt leur appui. La lutte entre les spartakistes et le nouveau gouvernement républicain provisoire dégénère en janvier 1919 en une véritable guerre civile.

Les pertes matérielles sont considérables. Les destructions affectent les pays qui ont servi de champ de bataille durant le conflit : France du nord et de l'est, Belgique, Italie du nord-est, Serbie, Roumanie, Russie d'Europe. Dans certaines régions, tout est en ruines : maisons, ponts, routes, usines, les sols mêmes sont devenus incultivables, il faut tout reconstruire. C'est le cas, par exemple, du Nord et du Nord-Est de la France. Dans son ouvrage intitulé *Le déclin de l'Europe*, le géographe Albert Demangeon parle de cette « zone de mort » longue de 500 km, large de 10 à 25 qui suit le front de la bataille et qui a été transformée en désert. « On évalue, écrit-il, l'ensemble des dommages matériels subis par les régions

françaises à près de 120 milliards de francs ». Et il ajoute : « Partout où le cyclone a passé, il faut [...] recréer toute la vie économique ». L'urgence de la reconstruction et son ampleur nécessitent de créer des organismes spécialement destinés à cet effet. Des commissions parlementaires sont rassemblées avec pour mission d'étudier les questions intéressant les départements libérés de l'invasion ; celle du Sénat, née en 1918, exerce une intense activité législative jusqu'en 1934, où elle disparaît, une fois la tâche achevée. Il a fallu seize années pour reconstruire ce que quatre années ont détruit !

Le bilan économique de la guerre est désastreux ; les estimations financières concernant les dommages de guerre sont sujettes à caution : comment en effet, estimer la « valeur marchande » d'un combattant ? Comment évaluer l'amoindrissement des forces productives dues au déficit des naissances ? Beaucoup plus tard, Alfred Sauvy (1898-1990) a évalué les pertes économiques françaises immédiatement quantifiables à 55 milliards de francs-or, soit 15 mois de revenu national de 1913 ou 11 ans d'investissement annuel au niveau d'avant-guerre. Principal champ de bataille à l'Ouest, la France est, avec l'Italie, le pays le plus touché par cette guerre. Pendant quatre ans les régions agricoles et industrielles les plus riches ont été le théâtre d'opérations militaires ; 200 000 maisons détruites, 3 millions d'hectares cultivés hors d'usage, des centaines de kilomètres de routes, de voies ferrées, des ponts inutilisables. La Commission interalliée des Réparations a reconnu cet état de fait en attribuant à la France 52 % du montant des réparations payables par l'Allemagne. Dans le Nord, les houillères inondées à la suite de la destruction des stations de pompage par l'ennemi en retraite, ne produisent plus que 600 000 tonnes de charbon contre 16 millions en 1914 ; les usines textiles sont détruites à 95 %... L'appareil de production qui a fourni un effort considérable pendant la durée de la guerre est usé. L'effort de reconversion nécessite des investissements colossaux et l'importation de matières premières que la France peut difficilement payer.

Pour régler les dépenses il a fallu émettre du papier-monnaie non convertible. Cette inflation de la masse monétaire accentue la montée des prix, déjà favorisée par un déséquilibre entre l'offre et la demande et par la production des armements plutôt que par celle des biens de consommation. Partout en Europe et aux États-Unis, les prix ont au moins doublé, parfois quintuplé.

Les plus importantes régions industrielles françaises ont été occupées par l'ennemi et leurs installations détruites. L'Angleterre et l'Allemagne ont conservé leur potentiel industriel intact, mais la première a contracté de lourdes dettes et perdu de nombreux marchés extérieurs en même temps qu'une partie de sa flotte marchande ; or la puissance britannique était fondée sur la prospérité financière, la solidité de la livre sterling et un commerce maritime international qui faisait de l'Angleterre le premier marchand du monde ; la seconde a épuisé

ses réserves de matières premières (minerais, fibres textiles...) et de produits alimentaires. L'Allemagne, qui n'a pourtant pas souffert sur son sol, ne produit, en 1919, que la moitié du charbon et de l'acier d'avant-guerre. La très onéreuse reconstitution des stocks sera un des plus graves problèmes qu'auront à résoudre les puissances industrielles d'Europe occidentale au lendemain de la guerre.

L'agriculture a beaucoup souffert des opérations sur tous les fronts. L'agriculture n'a pas progressé. Les terres fertiles de la France du Nord et du Bassin parisien oriental, certaines provinces belges, la plus grande partie de la Pologne et de l'ancienne Serbie ont été dévastées, tandis que la guerre civile ruinait la campagne russe. Rien qu'en France, 3 millions d'hectares sont ravagés : la « zone rouge », coupée de tranchées et de barbelés, truffée d'obus ne pourra pas toujours être récupérée, et des villages ne seront pas reconstruits. Hommes et chevaux mobilisés, engrais rares, les plus riches terroirs inutilisables, ainsi s'explique la diminution des rendements et des récoltes : en 1918, la production de blé français représente 69 % de la moyenne d'avant-guerre, les pommes de terre et le vin sont à 45 %, les betteraves à sucre à 19 % ; le cheptel est en recul de 2 500 000 bovins, 7 millions d'ovins, 3 millions de porcs, 1 million de chevaux... L'armée ayant priorité, il a fallu rationner la consommation civile : le sucre d'abord, puis le pain et d'autres denrées début 1918. Les Empires centraux, soumis au blocus allié, ont dû établir le rationnement beaucoup plus tôt, et ils ont souffert davantage : chaque Allemand avait droit en 1916 à 1,9 kg par semaine de mauvais pain et à 280 g de viande, montants encore abaissés par la suite. Au total, la production agricole en Allemagne a baissé de moitié au cours du conflit. En France, la récolte de blé tombe de 89 à 63 millions de quintaux, entre 1914 et 1919, celle de pommes de terre de 132 à 62 millions de quintaux. Le nombre de têtes de bétail passe de 14,7 millions à 13,3 millions pour les bovins, de 16,4 à 9,4 millions pour les moutons.

La chute de la production industrielle atteint presque 35 % au cours de la même période. L'Allemagne n'a connu que peu de destructions mais souffre de la perte de riches régions (Lorraine du Nord, Haute-Silésie) et de l'usure de son matériel. La production de charbon tombe entre 1913 et 1919 de 190 à 108 millions de tonnes. En Russie, l'effondrement de la production atteint 71 % du chiffre de 1913 pour le charbon, 66 % pour le pétrole 97 % pour la fonte. Au total, le potentiel industriel de l'Europe a été réduit de 40 %.

La situation financière de l'Europe en 1918 est très grave. On voit l'érosion de la richesse nationale des belligérants, l'importance de l'endettement intérieur et extérieur, l'augmentation du volume de papier-monnaie en circulation, l'importance de l'inflation, la baisse de la valeur des monnaies. Or, les charges financières pesant sur les budgets s'alourdissent encore après le conflit (paiement des pensions aux victimes de la guerre, mutilés, veuves, orphelins). Les États dévastés doivent emprunter pour reconstruire avant de pouvoir

recommencer à produire. Ces bouleversements financiers aboutissent à un renversement des positions d'avant-guerre. L'Europe, jadis banquier du monde, est maintenant obligée d'emprunter à l'extérieur. L'affaiblissement monétaire des belligérants européens est le signe le plus net du déclin de l'Europe. La libre convertibilité des monnaies avait été suspendue et la fin de la guerre n'amena pas son rétablissement car la situation continuait à se détériorer. À la fin de 1919, la livre a perdu près de 20 % de sa valeur-or par rapport à 1913, le franc 75 % et le mark 90 %. La hausse des prix est une conséquence dangereuse de cette inflation : par rapport à l'indice 100 pour l'année 1913, les prix atteignent en 1919 les indices 241 en Angleterre, 355 en France et 1 258 en Allemagne. Comme les salaires suivent cette hausse avec retard, comme les rentiers continuent à toucher des revenus fixes, le mécontentement social est grand. De plus, les intérêts économiques et les avoirs à l'étranger des trois anciennes grandes puissances d'Europe occidentale ont considérablement diminué : l'Angleterre a vendu, aux États-Unis surtout, pour plus de 5 milliards de dollars de placements à l'étranger ; la France et l'Allemagne ont perdu chacune une somme équivalente, la première avec le refus de l'URSS de reconnaître les emprunts russes souscrits en France, la seconde avec la confiscation de tous les intérêts économiques (banques, mines, voies ferrées) qu'elle possédait dans les anciens Empires austro-hongrois et ottoman.

En revanche, les belligérants non européens ont largement profité du conflit. Les principaux bénéficiaires en sont le Japon, dont les soieries et les cotonnades produites à bas prix ont pris pendant la guerre la place des articles français et anglais sur le marché extrême-oriental et en Asie du Sud-Est, le Canada, qui exporte vers l'Europe les produits de ses forêts et de sa métallurgie, et surtout les États-Unis. Ce pays a vu son revenu national et sa production d'acier doubler en cinq ans. Il a prêté plus de 10 milliards de dollars au reste du monde, détient la moitié du stock d'or mondial et domine économiquement le continent américain. Devenus les créanciers de l'Europe, alors qu'ils en étaient les débiteurs en 1914, les États-Unis sont maintenant et de loin la première puissance économique et financière du monde. Les *dominions* britanniques, sortis de leur isolement, sont maintenant des États à part entière, membres de la SDN. La Grande-Bretagne crée en 1925 parallèlement au *Colonial Office* le *dominions Office*, marquant sa volonté de distinguer les *dominions*, avec lesquels on négocie, des colonies, que l'on gouverne. Leur économie s'est diversifiée, notamment celle du Canada qui double sa production de blé, de pâte à papier, d'aluminium, et où les capitaux américains prennent le relais de la métropole.

L'Amérique latine se développe également : elle accroît ses ventes de blé, de viande, de laine (Argentine), de café (Brésil), de sucre (Cuba), de cuivre (Chili), de pétrole (Mexique, Venezuela). Mais seuls le Brésil et l'Argentine s'industrialisent timidement. Le continent troque sa dépendance envers l'Europe pour une autre envers les États-Unis, à la fois

grands acheteurs, fournisseurs et investisseurs : état de choses appelé à se renforcer tout au long du siècle.

L'Europe s'affaiblit elle-même et sa cohésion économique disparaît. La France et la Grande-Bretagne ont perdu une importante partie de leur flotte marchande (30 % et 20 % du tonnage, respectivement) et partout le matériel, utilisé jusqu'à l'extrême limite de l'usure, est à renouveler. Pendant la guerre, l'Europe occidentale a cessé son commerce avec l'Europe centrale et la Russie et a déplacé ses sources d'approvisionnement vers l'Amérique. Ces nouveaux courants commerciaux subsistent d'autant plus facilement que la nouvelle carte de l'Europe centrale et balkanique multiplie les frontières politiques là où s'étendait un vaste Empire. Les jeunes États de cette région dressent des barrières douanières pour protéger les industries naissantes qu'ils essaient d'installer dans un réflexe normal d'indépendance et de fierté. Comme l'URSS reste longtemps au ban de l'Europe, le commerce intra-européen représente une part infime du commerce international.

Ce que les grandes puissances européennes ont perdu, des puissances extra-européennes l'ont gagné. Certains pays jeunes, à économie encore coloniale en 1914, comme le Canada, le Brésil, l'Argentine, l'Australie et l'Afrique du Sud, coupés de leur métropole politique ou simplement économique, ont dû commencer à s'industrialiser. Le Japon a profité d'une guerre faite avec le seul souci de ses propres intérêts pour conquérir les marchés de l'Asie où ses produits manufacturés, soieries et cotonnades en particulier, ont pris la place des produits anglais et français. En cinq ans, la valeur de la production industrielle japonaise a quintuplé. Ce sont les États-Unis qui sont les plus gros bénéficiaires du renversement géographique des forces économiques mondiales. Leur rôle leur a permis de doubler leur production d'acier et de quadrupler le tonnage de leur flotte marchande : celle-ci égale presque l'anglaise. Ils ont noué des relations commerciales solides avec l'Amérique latine et le Commonwealth : au Canada par exemple, les parts du capital américain et du capital anglais qui étaient respectivement de 24 % et de 71 % en 1914 sont passées à 39 % et 57 % en 1919. Au début de 1919, les États-Unis ont prêté plus de 10 milliards de dollars au reste du monde, tout en détenant dans les coffres de leurs banques presque la moitié du stock mondial d'or. Si, au milieu du XIXe siècle, la moitié de la production industrielle du monde s'était trouvée concentrée en Angleterre, la prépondérance capitaliste et industrielle du monde, après la guerre de 1914, passe aux États-Unis.

La guerre a détruit une part importante du commerce intra-européen, en orientant vers le nouveau monde (États-Unis, Canada, Argentine) les achats de produits agricoles (céréales, viande), autrefois tournés vers l'Europe orientale et danubienne. En même temps, les pays fournisseurs de produits manufacturés (Allemagne, Grande-Bretagne, France) perdaient une bonne partie de leurs débouchés extra-européens au profit des États-Unis et du

Japon dont l'action s'exerce en Extrême-Orient, en particulier pour les textiles. D'autre part, des pays autrefois importateurs de produits fabriqués européens ont profité de la rupture des relations commerciales avec l'Europe pour s'engager dans la voie de l'industrialisation : c'est le cas de l'Inde où ont été créés des filatures, des tissages et des entreprises métallurgiques (Tata), dont les productions entrent en concurrence, au lendemain du conflit, avec celles du Royaume-Uni. Les échanges ont été totalement perturbés. En volume d'abord, les exportations des pays européens étant incapables d'équilibrer leurs importations : en France, le taux de couverture tombe de 82 % en 1913, à 36 % dès 1915, et à 21 % en 1918 ; le déficit commercial y devient financièrement démesuré, passant de 1 500 millions de F, en 1913, à 21 milliards en 1917... L'Allemagne a perdu la quasi-totalité de ses navires marchands, et les Alliés une partie importante des leurs : 13 millions de tonnes ont été envoyés par le fond, le quart de la flotte mondiale.

La guerre et les traités modifient profondément les circuits économiques. Le minerai de fer lorrain se retrouve, en 1919, coupé du coke de la Ruhr, les industries de Vienne sont séparées du charbon de Moravie, la Transylvanie, ôtée à la Hongrie, doit se réorienter vers la Roumanie... En Asie le Japon, en Amérique latine les États-Unis ont supplanté les Européens occupés à s'entre-déchirer. Au lendemain de la guerre l'Europe ne réussit pas à retrouver son hégémonie économique. Les difficultés monétaires continuent. Une à une, les principales monnaies européennes sont sujettes à de brusques effondrements, parfois suivis, il est vrai, de spectaculaires redressements. En 1920, la livre sterling ne vaut plus que 3,20 dollars ; mais une énergique politique financière et la fin de la crise la font remonter à 4,70 dollars en 1923. À partir de 1922, la chute du mark devient vertigineuse et un mark-or, qui avait pour équivalent 45,69 marks-papier en janvier 1922, équivaut en décembre 1923 à 1 000 milliards de marks-papier ! Le franc, lui aussi, s'effondre : en 1926, il n'est sauvé qu'au prix d'une dévaluation qui consacre une diminution de valeur des quatre cinquièmes par rapport au franc de 1914. À peine le franc est-il stabilisé que la livre connaît une nouvelle crise. Ce climat d'instabilité monétaire dérouté les hommes politiques et l'opinion publique, habitués à la stabilité du XIXe siècle ; il entraîne un profond mécontentement contre les régimes établis, la recherche de solutions miraculeuses et la confiance aveugle dans des hommes exceptionnels, qui apparaissent comme les seuls capables de résoudre ces problèmes nouveaux.

L'Europe perd sa prépondérance économique au profit des États-Unis et du Japon. Avant la guerre, l'Europe ne pouvait pas, déjà, se dispenser d'importer des produits alimentaires. Cette dépendance envers les autres pays s'est accrue pendant le conflit du fait de la baisse des rendements agricoles. Tout le continent américain mobilise son agriculture pour contribuer à l'alimentation en grains de l'Europe. Les colonies en font autant pour leur métropole. L'élevage a souffert lui aussi. Le nombre de têtes de bétail ayant baissé, les importations de viande d'Argentine, du Brésil, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande

s'accroissent. Certains pays, comme Cuba et le Brésil, intensifient leur production de sucre pour vendre à l'Europe.

Par ailleurs, l'Europe des alliés a dû acheter ailleurs ce qui lui manquait pour combattre : houille, acier, pétrole, armes... En 1916, les États-Unis livrent chaque mois à l'Europe occidentale en guerre pour 300 millions de francs d'armes et de munitions. L'Europe qui, avant la guerre, vendait au monde les produits de son industrie a donc dû recourir à de coûteuses importations. La dépendance des pays européens en guerre, tant pour les denrées alimentaires que pour les produits industriels de base, a été de 58 % pour l'Allemagne, 60 % pour la France et 81 % pour la Grande-Bretagne. Une des sources de richesse de l'Europe provenait de sa suprématie dans le domaine des transports internationaux. Or, ni la France ni même la Grande-Bretagne n'ont été capables pendant la guerre d'assurer leurs propres transports. Les nations extra-européennes qui les ont aidées deviennent après le conflit de redoutables concurrentes. De plus, absorbés par la guerre, les États européens ont perdu des marchés dans le monde entier. Les besoins considérables de l'Europe en guerre et son effacement du marché mondial ont bénéficié aux États extra-européens, tout particulièrement aux États-Unis et au Japon. Allié de l'Entente, le Japon voit sa production stimulée par les demandes européennes, surtout d'armement. C'est pour lui l'occasion de diversifier sa production industrielle. Jadis client de l'Europe, il est devenu son concurrent et lui prend des marchés. Il conduit, grâce au développement de sa flotte, une expansion commerciale et politique dans le Pacifique, le Sud-Est asiatique, la Chine, au détriment des Européens. Les exportations annuelles du Japon passent ainsi entre 1913 et 1918 de 700 millions de yens à plus de 2 milliards. Sa balance commerciale présente alors un solde excédentaire et, grâce à l'augmentation de ses réserves d'or, il devient un pays prêteur qui place des capitaux, notamment en France et en Grande-Bretagne.

Les États-Unis apparaissent comme les plus grands bénéficiaires de la guerre. Leur industrie a été stimulée dans toutes ses branches, mais particulièrement dans celles qui exigeaient une main-d'œuvre très qualifiée. Désormais, fort peu de domaines industriels échappent à la concurrence américaine. Les hommes d'affaires américains mettent au point un programme de conquête des marchés extérieurs associant industrie, commerce et banque. Les États-Unis ont accru leur flotte commerciale pour effectuer les transports que la flotte britannique n'assurait plus. Élevée en deux ans au second rang mondial, cette flotte devient un outil d'expansion commerciale, notamment vers l'Amérique du sud, auparavant marché réservé des Européens. Les États-Unis concurrencent la Grande-Bretagne dans son rôle d'entrepôt du monde et de plaque tournante du commerce de redistribution d'un grand nombre de produits : laine d'Australie, caoutchouc des Indes orientales, sucre, café, cacao, cuivre, nitrate, jute... New York, supplantant Londres, devient la première place financière du monde. Le dollar concurrence la livre sterling comme monnaie des transactions internationales.

Mais la guerre n'a pas profondément affaibli un pays comme la Grande-Bretagne. Les pertes humaines y ont été de 770 000 morts (9 % des hommes entre 20 et 45 ans), auxquels il faut ajouter les 150 000 morts de la « grippe espagnole » (1918-1919) et les 200 000 morts dans les troupes de l'Empire. Comme 6 millions d'hommes ont été mobilisés, les pertes sont relativement modérées (deux fois plus faibles qu'en France). Certes il y a baisse des naissances, mais la Première Guerre mondiale a arrêté l'émigration, de sorte que le solde démographique est positif (1 000 000 contre 770 000) ! Toutefois la Grande-Bretagne compte 1 500 000 blessés, les pertes chez les officiers subalternes ont été trois fois plus fortes qu'au sein de la troupe. Comme il s'agissait de cadres issus des classes moyennes, cela signifie des pertes de dynamisme des affaires (politiques et économiques) pendant l'entre-deux-guerres. Cependant, il ne semble pas que le moral du Royaume-Uni ait été atteint par la guerre, au contraire : n'y a-t-il pas une confiance excessive après la guerre ?

En ce qui concerne les pertes matérielles, il s'agit surtout de la destruction de près de 2 500 navires marchands, soit 7,7 millions de tonnes (Seconde Guerre mondiale : 8 millions !). Mais les constructions navales ont été très intenses pendant la guerre et juste après : les pertes seront comblées quelques mois après l'armistice. La Première Guerre mondiale a interrompu ou ralenti beaucoup d'activités normales ; il faut noter l'usure du matériel (cf. les chemins de fer) ; il y a eu arrêt de la construction de logements, engendrant pénurie après la guerre. Mais de gros investissements de guerre ont été faits et une bonne partie du matériel peut être reconverti. L'examen des pertes financières ne déroge pas à la règle britannique. Bien sûr, il y a eu diminution des investissements à l'étranger et liquidation d'avoirs à l'étranger : les pertes nettes représentent 300 millions de livres sterling, montant auquel il faut ajouter le défaut de débiteurs (emprunts russes et Amérique latine). Toutefois observons les emprunts de guerre : la Grande-Bretagne a emprunté 1 430 000 £ (dont 850 000 aux États-Unis), mais elle a prêté 1 825 000 £. Elle a donc une position créditrice. Comme dans l'entre-deux-guerres elle va rembourser un peu plus qu'elle ne va recevoir, elle aurait mieux fait de proclamer l'annulation des dettes en 1918 ! Là où le bât blesse, ce sont les énormes emprunts intérieurs : la guerre a coûté au total 12 milliards de livres sterling. 28 % seulement ont été couvertes par les impôts et la dette publique a été multipliée par 14 ! Son service représente près de 50 % des dépenses dans les années 20. L'État anglais est donc contraint à de strictes économies, notamment dans le domaine militaire.

Les pertes directement dues à la guerre dans le monde montrent une saignée démographique. D'abord en ce qui concerne les pertes militaires. La guerre a coûté à l'Europe plus de 8 millions de morts et 6 millions d'invalides. On compte plus de 4 millions de veuves et 8 millions d'orphelins. La France déplore 1 390 000 tués ou disparus (1 mort pour 28 habitants), 3 millions de blessés dont 1 million d'invalides. L'Allemagne a eu 1,8 millions de morts (1 mort pour 35 habitants), la Russie 1,7 (5 environ si l'on tient compte des pertes dues

à la guerre civile), l'ancien Empire habsbourgeois 1,4. Seules la Serbie, la Turquie, la Roumanie et la Bulgarie enregistrent des taux de pertes plus importants que ceux de la France : la France perd 3,4 % de sa population totale. Cette énorme saignée affaiblit terriblement le potentiel de main-d'œuvre de ces pays, car ces pertes ont surtout affecté la population active. Les États-Unis n'ont eu que 115 000 tués, soit un mort pour 2 000 habitants, mais le chiffre est très élevé si l'on songe que ce pays n'est entré en guerre qu'en avril 1917 et n'a engagé sur le front lui-même qu'un million d'hommes environ. Outre les morts, parmi ceux qui restent, il y a ceux qui sont à jamais atteints ou diminués : les gazés — dont beaucoup mourront après l'armistice —, les « gueules cassées », les mutilés, les invalides qui resteront à la charge de la collectivité... Cette guerre, carnage monstrueux aux conséquences durables, est bien la première « grande » guerre de l'histoire. Jamais aucun conflit n'avait présenté un aussi lourd bilan. Il faudra une deuxième guerre mondiale pour le dépasser. Les pertes militaires affectent à 95 % les peuples du Vieux Continent. C'est là un des aspects du déclin commençant de l'Europe (voir plus haut). Les 5 % restants concernent les contingents des *dominions* (Canadiens, ANZAC, troupes d'Australie et de Nouvelle-Zélande) et des Indes, les troupes coloniales françaises (Sénégalais, Nord-Africains), et enfin les Américains.

Quels sont les principaux contrastes ? Cette perte de substance vitale était d'autant plus grave qu'elle frappait essentiellement la population active masculine : les morts représentent 5 % de celle-ci pour le Royaume-Uni, 6 % pour l'Italie, 10 % pour l'Allemagne 10,5 % pour la France, déjà en perte de vitesse démographique avant le conflit ; les classes 1912-1915 ont vu disparaître le tiers de leur effectif. Ce sont les jeunes et les éléments sains qui sont les plus touchés ; l'avenir de la nation risque d'en être obéré. Les morts sont proportionnellement plus nombreux chez les officiers que parmi la troupe. À côté des gros bataillons de paysans « tombés au champ d'honneur », les élites intellectuelles telles que les normaliens, les polytechniciens ont également versé un très lourd tribut : Charles Péguy, Alain-Fournier, Ernest Psichari, Guillaume Apollinaire... sont morts. On a calculé qu'en France les jeunes promotions des grandes écoles (depuis 1905) avaient perdu un ancien élève sur cinq, soit le double de la moyenne générale. Dans *Mesure de la France* (1924), l'écrivain Pierre Drieu La Rochelle (1893-1945) enregistre avec pessimisme le déclin de la position française consécutif à cette terrible saignée. Les Anglais méditent sur la *Lost Generation* tandis que Jean Guéhenno 1 (*Journal d'un homme de 40 ans*) vérifiera plus tard, en 1934, que le massacre des jeunes a permis le maintien aux commandes de la génération des anciens, « vieillards durs et bornés à qui l'artériosclérose tenait lieu d'esprit de suite » ! Ce résultat désastreux tient à la stratégie d'usure des chefs militaires et à la densité des appuis de l'artillerie, véritable « reine des batailles ». Les régions militaires de Rennes ou de Limoges perdent plus de 19 % de leurs mobilisés, alors que celles de Paris ou de Marseille ont entre 10,5 % et 11,9 % de pertes. Cette

¹ 1890-1978.

différence tient au faible nombre « d'affectés spéciaux » (ouvriers mobilisés retirés du front et placés au travail en usine) dans les zones rurales.

À ces chiffres, il convient d'ajouter les décès de civils. Même si les combats n'ont concerné que le front, l'arrière a subi les rationnements alimentaires et les privations. L'affaiblissement des populations favorise les agressions microbiennes et virales : ainsi en 1918-1919 une épidémie de grippe dite *espagnole* provoque la disparition de près d'un million de personnes en Europe mais frappe le monde entier, même bien loin des zones de guerre, avec 25 millions de morts, d'après certaines estimations, soit davantage que les victimes directes de la guerre. Ces décès sont dus aux opérations militaires, à la disette, aux épidémies, etc. On évalue les pertes de ce type à plus de 570 000 pour la France, à près de 740 000 pour l'Allemagne. De plus la mortalité infantile augmente fortement entre 1914 et 1918. Les populations civiles ont donc également payé leur tribut, quoique moins lourdement que pendant la Deuxième Guerre mondiale.

Il faut enfin tenir compte des conséquences à long terme de ces hécatombes. La guerre a également entraîné un déficit de naissances, les hommes en âge de procréer étant au front. C'est aussi parmi eux que l'on trouve l'essentiel des morts de la guerre et leur disparition s'accompagne pendant des années de dizaines de milliers de naissances en moins. Aux années de guerre correspond un profond déficit de la natalité : 1,5 million environ pour la France, 3 millions pour l'Allemagne. Ces classes *creuses* (elles dessinent de larges entailles dans les pyramides d'âges) atteindront l'âge adulte entre 1934 et 1939, au moment où s'assombrit à nouveau l'horizon international. On comprend qu'un pays comme la France, dont la population souffrait depuis plusieurs décennies d'une inquiétante stagnation de ses effectifs démographiques, ait été particulièrement sensible à ce problème. À quoi s'ajoutent pour elle et pour la Grande-Bretagne ceux qui tiennent à l'aggravation du vieillissement démographique : alourdissement des charges pesant sur la population active et renforcement des comportements de prudence et de pessimisme qui caractérisent nombre de personnes âgées. On dénombre, en 1921, 39 210 000 Français contre 39 605 000 en 1911, et ce malgré le retour des trois départements de l'Est. Les effets de ce déficit seront durables. Certes est votée, en 1920, une loi « favorisant » la natalité. Mais, en même temps, l'atmosphère de libération des mœurs et l'absence de mesures sociales agissaient en sens opposé ; en 1932, seulement, seront généralisées les allocations familiales ; le Code de la Famille ne date que de 1939. Partout la proportion des femmes dans la population augmente : en France, 1 100 pour 1 000 hommes (1921), contre 1 035 (1911). Situation qui crée des problèmes de société, avec l'accroissement du nombre des veuves et des femmes célibataires. L'hécatombe de jeunes accroît la proportion des sexagénaires et alourdit le poids des inactifs : en France les plus de 60 ans représentent 13,6 % de la population de 1918. Ce vieillissement renforce les comportements collectifs de prudence et inhibe les initiatives. La pyramide des âges de la France en 1931 montre les effets

de la mortalité de guerre chez les hommes âgés alors de 30 à 55 ans ; on y lit aussi le déficit des naissances dans la tranche des 11-16 ans. La base rétrécie de la pyramide correspond à la faiblesse du taux de natalité. Un cas particulier : la guerre et la révolution ont décomposé l'ancienne société russe. Un million d'émigrés trouveront en Occident des emplois de chauffeurs de taxi ou de valets de chambre...

La fin de la guerre entraîne d'autre part d'importants mouvements de migration. Par suite des rectifications de frontières liées aux traités de paix, des déplacements de population ont lieu, entraînant des problèmes d'adaptation. Par exemple, près d'un million d'Allemands venus de Pologne, des Pays baltes et d'Alsace-Lorraine ont dû se réfugier sur le territoire réduit de l'Allemagne. La Hongrie a de la même façon accueilli 400 000 personnes, la Bulgarie 200 000. Le conflit gréco-turc provoque l'exode de plus d'un million de Grecs d'Asie mineure. Outre les problèmes d'adaptation et de rééquilibrage que posent aux pays intéressés de tels transferts de populations, ces masses de déracinés constitueront chez les vaincus un point d'appui solide pour la propagande « révisionniste » (voir plus loin). Les étrangers voient également leur nombre s'accroître en France, en raison des besoins de main-d'œuvre : Espagnols, Grecs, Nord-Africains, Annamites, et même Chinois, recrutés pendant la guerre ; Italiens, Belges, Polonais venus, après 1919, travailler dans les mines du Nord ou de l'Est, ou exploiter des terres du Bassin parisien et d'Aquitaine... Bien qu'une loi de 1927 facilite leur naturalisation, on recensera, en France, 7 % d'étrangers en 1931 (contre 2,8 % en 1911). Des déplacements internes, enfin, ont fait affluer la main-d'œuvre dans les villes industrielles : Lyon, Saint-Étienne et Grenoble, Marseille et Toulouse, Bordeaux et Rouen mettent en place les éléments d'une nouvelle géographie urbaine de la France.

L'appauvrissement de l'Europe est accentué par un phénomène nouveau : la fermeture de certains pays à l'immigration européenne. Les lois américaines qui restreignent l'immigration ne frappent plus seulement les hommes de couleur mais les ressortissants de tous les pays sans restriction. La moyenne annuelle des immigrants européens se fixant aux États-Unis, qui était de 810 000 dans la décade 1901-1910, tombe à 150 000 après 1924. Comme le Canada et l'Australie suivent l'exemple des États-Unis, l'Europe se trouve privée du traditionnel exutoire à la misère de certains de ses enfants, cela au moment où les circonstances multiplient déracinés et apatrides : Russes blancs, Arméniens, anciens sujets de la Double Monarchie, qui se voient refuser une nationalité de la part des nouveaux États d'Europe centrale. Un chômage permanent s'installe donc dans les pays qui conservent un taux d'accroissement démographique élevé, comme l'Allemagne et le Royaume-Uni où, même en dehors des périodes de crise, 10 % de la main-d'œuvre environ est sans travail. Par contre, aux États-Unis, la main-d'œuvre se raréfiant, les salaires augmentent ainsi que la mécanisation, ce qui a pour conséquence d'accroître le déséquilibre des productivités et des niveaux de vie entre les États-Unis d'une part et l'Europe de l'autre. Que la guerre ait bouleversé la vie de dizaines

de millions d'êtres est une évidence presque indicible. Tant d'inquiétudes, de meurtrissures, de deuils, de traumatismes psychologiques, de souffrances, de peurs pas toujours dominées ou transmutes en courage, de mutilations, de lassitude aussi.

La guerre a provoqué aussi une promotion de la femme, donnant à la femme une place nouvelle dans la société. Les femmes constituent à la fin de la guerre jusqu'à 35 % du personnel industriel en Allemagne et en Grande-Bretagne. Le travail féminin qui ne touchait que le monde agricole et le prolétariat ouvrier gagne maintenant la bourgeoisie. Les bureaux, les professions libérales s'ouvrent aux femmes qui accèdent à des postes de responsabilité. La condition féminine s'en trouve changée, le féminisme progresse. Dans certains pays (Russie, Grande-Bretagne, Allemagne...), les femmes obtiennent le droit de vote. L'émancipation féminine est devenue l'un des slogans de la période d'après-guerre. Signes visibles des nouvelles libertés (?) acquises par les femmes, les modes se transforment, les jupes raccourcissent, les cheveux sont coupés « à la garçonne ». Cette liberté d'allure choque, bien sûr, les tenants des traditions. La guerre a fait accomplir un grand pas à la promotion de la femme. Celle-ci a accédé à des emplois réservés aux hommes, elle a pu acquérir l'indépendance financière. Son rôle nouveau dans l'économie et la vie sociale, les responsabilités qu'elle a exercées comme chef de famille, sont parfois mal ressentis par les hommes au retour du front : les divorces doublent en France entre 1913 et 1925, ils quadruplent en Grande-Bretagne. On devine les conséquences de cette évolution : la preuve donnée de l'utilité sociale des femmes, de leur capacité à remplacer partout, ou presque, les hommes, et donc leur égalité de fait avec ceux-ci. Les mouvements féministes, celui des *suffragettes* en particulier, sont encouragés dans leurs revendications.

La conflagration mondiale a précipité le déclin des campagnes. La disparition de centaines de milliers de jeunes paysans accélère le vieillissement du monde rural, principalement dans les régions les plus pauvres. Toutes les villes ne profitent pas uniformément de la guerre : en effet, les cités proches des zones de combat subissent une régression tandis que les ports, les villes de fabrications militaires connaissent un vif essor. Le retour à la vie civile pose de multiples problèmes. Un profond brassage humain s'est opéré dans les tranchées et a bousculé les anciens clivages. Les différences sociales et idéologiques se sont atténuées entre maîtres et domestiques, patrons et employés. L'anticléricalisme, si virulent en France au début du siècle, s'atténue : un dixième des prêtres et des religieux mobilisés ne sont-ils pas tombés au feu comme leurs camarades ? Ainsi naît l'esprit ancien combattant, fait de pacifisme humanitaire — *la der des der* — et de mépris envers les politiciens de l'arrière ; les Faisceaux italiens, les Casques d'Acier allemands, les Croix-de-Feu français exploiteront le capital de générosité parfois naïve de ces « confréries modernes » (Antoine Prost). Comme l'Union sacrée de 1914, la solidarité dans le malheur n'a toutefois eu qu'un temps. Elle a été rapidement submergée par l'insolence de la richesse. Patriotisme et

esprit de sacrifice avaient rapproché les hommes : une meilleure connaissance mutuelle ne pouvait-elle aussi déboucher sur des rapports nouveaux ? En fait, remplaçant la naissance, le talent ou le labeur, l'Argent-Roi a renforcé son pouvoir. Après quatre années passées au front, dans les tranchées où s'est établie une « égalisation sociale », la redécouverte de la vie civile s'accompagne de multiples et cruelles désillusions : pour de nombreux militants ouvriers, la fin de la guerre devait être le point de départ d'une transformation de la société dans le sens du progrès social. Démobilisés, les anciens combattants découvrent les *embusqués*, les *planqués*, les *profiteurs* qui se sont enrichis grâce à la guerre : en France, Renault avec ses chars, Boussac avec sa toile d'avion, Berliet avec ses camions, Loucheur avec ses gaz de combat — les chansonniers le surnomment « le malin de la galette » — , Schneider (artillerie), Citroën (obus), ont accumulé d'énormes bénéfices, qui contrastent avec l'appauvrissement de l'État et de la majeure partie des citoyens. Toutes les populations subissent les conséquences de l'inflation, les rentiers, les épargnants ont le sentiment d'être spoliés par ce phénomène nouveau et inconnu. Ruinés, ils deviennent hostiles à l'État, accusé de ne pas les défendre.

La guerre a eu des effets très variables selon les catégories sociales. Les détenteurs de revenus fixes, et notamment les petits rentiers, ont été ruinés par l'inflation. En France, où beaucoup d'épargnants avaient placé leurs fonds dans les emprunts russes, la fortune mobilière, évaluée à 113 milliards de francs-or en 1914, ne dépasse pas dix ans plus tard 70 milliards de francs-papier, soit à peine 18 milliards de francs-or. Dans beaucoup de pays, une fraction importante de la petite bourgeoisie se trouve ainsi déclassée, privée de ressources et dressée contre l'État libéral qui n'a pas su protéger ses intérêts. Les *fascismes* trouveront dans cette catégorie sociale une partie de leur clientèle. Moins touchés, les salariés, et en premier lieu la classe ouvrière, souffrent d'une hausse des prix que ne compense pas l'augmentation des salaires. Le pouvoir d'achat des masses se trouve ainsi réduit de 15 à 20 % en France et en Grande-Bretagne, de 25 % au moins en Italie et en Allemagne. Cette situation explique l'agitation sociale de l'immédiat après-guerre et l'augmentation des effectifs syndicaux, qui passent en France de 900 000 à plus de 2 millions d'adhérents, en Grande-Bretagne de 4 à 8 millions. Certains groupes ont en revanche profité de la guerre. Une partie de la paysannerie d'abord qui a tiré profit de la hausse continue des produits alimentaires et acquis de nouvelles terres. Beaucoup d'industriels aussi, et notamment ceux qui ont obtenu d'importantes commandes de guerre. Spéculateurs et intermédiaires ont en peu de temps acquis d'immenses fortunes et ces *nouveaux riches* affichent au lendemain de la guerre un luxe qui éveille des rancœurs tenaces, surtout parmi les anciens combattants. En 1917, un député révèle à la Chambre française qu'une petite société au capital de 125 000 F a réalisé, en un an, 2 millions de bénéfices. Certes, le personnage du nouveau riche ne date pas de 1914. On l'a connu sous les guerres de la Révolution et de l'Empire, on l'a vu prospérer en 1870. Mais jamais

il n'a disposé d'un champ d'action aussi vaste ni d'un temps aussi long : jamais il n'a autant proliféré, jamais il n'a été aussi arrogant que de 1914 à 1918.... (Gabriel Perreux 1).

Le prestige des classes dirigeantes a été fortement atteint. Le brassage qui s'est opéré dans les tranchées et dans les camps de prisonniers a effacé certaines différences liées à la fortune ou à l'éducation et suscité de puissants courants égalitaires : voir dans *La Grande Illusion*, du cinéaste français Jean Renoir, les rapports entre le *métallo* devenu lieutenant et l'officier d'origine aristocratique. En même temps s'est développé dans les masses un vif ressentiment à l'égard du capitalisme et des milieux dirigeants, jugés responsables du conflit et accusés parfois d'en avoir tiré profit. Le règne des notables s'achève et les idéologies anticapitalistes, socialisme ou fascisme première manière, connaissent un succès très large. Nouveaux riches et nouveaux pauvres ? Chez les paysans quoi l'emporte du prix du blé et du prix du sang ? D'une part, les agriculteurs ont profité des prix élevés : en France, celui du blé quadruple, alors que le taux des fermages ne bouge pas ; on observe, en 1919, trois fois plus d'achats de terres qu'en 1913. En revanche, les ruraux ont supporté plus de la moitié des tués au combat. Dans les campagnes d'Italie et d'Europe centrale, aux structures sociales archaïques, des révoltes éclatent en 1919 (voir plus haut). Le fascisme réprimera vite les premières, tandis que des réformes agraires, même limitées, profiteront aux paysans de Pologne, de Roumanie, de Hongrie et de Tchécoslovaquie, les gouvernements voyant dans ces nouveaux petits propriétaires un élément de stabilité politique et conservatrice face au « péril rouge ». Riches et pauvres s'opposent dans toute la société. La société, soumise au rude choc de la guerre, en est sortie partout transformée, marquée par l'opposition entre « nouveaux riches » et « nouveaux pauvres », qui devient un thème privilégié des romans et du théâtre d'après-guerre (c'est le titre d'une pièce à succès dès 1917). Certains groupes sociaux ont profité de la guerre, banquiers, commerçants, gros fermiers et beaucoup d'industriels qui ont bénéficié des commandes de guerre. L'inflation profite aux spéculateurs. Les « nouveaux riches » affichent leur luxe, éveillant des rancœurs parmi les anciens combattants et ceux que la guerre a appauvris. Le scandale de leur enrichissement provoque dans l'opinion publique un sentiment durable de réprobation ; si bien que, dix ans plus tard, quand on discute en France d'une loi sur l'organisation de la nation en cas de guerre, les parlementaires et le gouvernement tiennent à spécifier que tout bénéfice de guerre sera interdit et ils stigmatisent ceux qui se sont enrichis alors que leurs concitoyens consacraient leur vie et leurs efforts à défendre la patrie. Les salariés n'ont pas été favorisés. Certes les ouvriers, en partie mobilisés dès 1915 à leur usine, échappent à la tuerie, mais leurs salaires ne suivent pas la hausse du coût de la vie (fin 1916, ceux-ci n'ont, en France, augmenté que de 25 %). De là, la vague de grèves qui déferle en 1917-1918 non seulement sur ce pays, mais sur tous les belligérants européens, et qui culmine en 1919. Plus à plaindre sont les fonctionnaires : un juge touche, en 1918, 2 800 F par an, comme

¹ G.Perreux, *La vie quotidienne des civils pendant la Grande Guerre*, Hachette, 1966, 351 p.

en 1914, un agrégé débutant 4 000 F (mais un ministre 60 000 F) ; au même moment, le kilo de beurre s'achète 12 F... Les plus malheureux devant la « vie chère », incontestablement, sont les titulaires de revenus fixes. L'inflation frappe avant tout les petits rentiers, les retraités, les vieux travailleurs et les salariés, car les salaires n'augmentent pas aussi vite que les prix : le pouvoir d'achat est réduit de 25 % en Italie et en Allemagne. Retraités, petits propriétaires, rentiers souffrent et voient après 1917 se volatiliser les titres russes... Dans cette bourgeoisie modeste se recrutera la clientèle des extrémistes de droite, en Italie comme en Allemagne, prompts à accuser les juifs et les bolcheviks. L'appauvrissement atteint aussi l'épargnant qui avait placé ses économies en bons d'emprunt russe que le nouvel État soviétique refuse de rembourser.

Quelles autres conséquences ? Cette détérioration provoque d'une part des mouvements de revendication dans le monde ouvrier, d'autre part le mécontentement de la petite bourgeoisie et des classes moyennes qui reprochent à l'État libéral de ne pas avoir su protéger leurs intérêts. En Allemagne, les classes moyennes des villes, prolétarisées, fourniront au nazisme une partie de sa clientèle. Les relations individu-État se transforment donc. La guerre a demandé beaucoup aux peuples ; ceux-ci exigent à leur tour davantage de droits, de sécurité, de bien-être. C'est le sens par exemple du programme de Lloyd George (novembre 1918) « pour bâtir une nation digne de nos héros ». Comme l'écrit André Siegfried en 1931 (*La Crise britannique au XXe siècle*) : « Tandis qu'on se battait, les familles des soldats, c'est-à-dire de tout le monde, étaient prises en charge par la nation. Quand la paix est revenue, il ne faut pas s'étonner que cette socialisation de la vie populaire se soit perpétuée. » Le bouleversement des fortunes, le phénomène de l'inflation sont porteurs de transformations psychologiques et morales. Les anciens *poilus* s'indignent des fortunes scandaleuses des spéculateurs de l'arrière. L'inflation entraîne de nouveaux comportements qui jettent bas les habitudes d'épargne liées à la stabilité monétaire. À quoi bon économiser pour assurer ses vieux jours ou l'avenir de ses enfants puisque l'argent ne cesse de perdre sa valeur ! Mieux vaut dépenser tout de suite, consommer, jouir de la vie. C'est tout un système de valeurs morales qui s'effondre : la réussite n'est plus la rançon du mérite, de la vertu, du travail, mais de l'habileté du spéculateur ou de la chance de l'aventurier. Cette volonté de jouir de la vie après les souffrances et les privations de la guerre se marque par une véritable ruée sur les plaisirs de la paix retrouvée : fêtes populaires, vogue des cinémas et des boîtes de nuit, dancings où le tango importé d'Argentine connaît un triomphe, découverte du jazz... Ce sont les « années folles ». Toutes les valeurs auxquelles croyait l'Europe se trouvent remises en question. Les pays européens se sont lancés dans une sorte de suicide collectif. Les deuils par millions, l'angoisse, la faim, la lassitude provoquent une révolution intellectuelle et morale. Les pays à l'armature plus solide s'usent mais résistent ; les plus faibles (Russie, Autriche-Hongrie), et l'Allemagne sur la fin se désorganisent et finissent par s'effondrer. Les victoires militaires n'ont fait que concrétiser la supériorité du camp qui a su tenir le « dernier quart d'heure ». Chez les uns et les autres, une

mentalité nouvelle s'est répandue, détente inévitable après des années de souffrances : vivre à crédit est plus facile que d'épargner, jouir des plaisirs plus tentant que de suivre le devoir. Rigueur et classicisme font place à un esprit qui se veut *libéré*, revanche de l'irrationnel face à un monde absurde. C'est la révolte de l'individu contre les contraintes (« Familles, je vous hais », avait dit Gide dès avant 1914) ; c'est la libération des mœurs ; c'est le plaisir d'« épater le bourgeois », qui n'est pas absent chez les dadaïstes ou les surréalistes, tel André Breton ou Salvador Dalí. Certains se réfugient dans le culte de l'individu d'exception (Montherlant, Malraux, Saint-Exupéry), d'autres dans le pessimisme (Drieu La Rochelle), la méditation solitaire (Valéry) ou l'anticonformisme (Gide), d'autres enfin dans la religion consolatrice (C Claudel).

La guerre a profondément marqué la génération des combattants, dont elle hante la mémoire. Elle devient le thème majeur d'un nombre important de romans, nouvelles, témoignages, où domine le sentiment de l'horreur. Tel est le cas des *Croix de bois* de Roland Dorgelès ¹, de *La vie des martyrs* de Georges Duhamel, d'*À l'ouest rien de nouveau* de l'écrivain allemand Erich Maria Remarque ².

Georges Duhamel (1884-1960) dans *Vie des martyrs* (1917) et *Civilisation* (1918) dresse un réquisitoire contre un système qui a privilégié la richesse et la puissance au détriment de l'amour et de l'humanité. Dans *Possession du monde* (1919), il propose un pacifisme raisonnable et vigilant, « règne du cœur » dominant la civilisation mécanique.

Mais déjà s'affirme un clivage entre des œuvres qui dénotent une certaine nostalgie de l'héroïsme telles que *Les Épargnes* de Maurice Genevoix (1890-1980), *Le sel de la terre* de Raymond Escholier (1882-1971) ou *L'Équipage* de Joseph Kessel (1898-1979), et les livres qui dénoncent le caractère absurde et monstrueux de la guerre, comme *Le feu* de Henri Barbusse (prix Goncourt 1916 — *sic* — , dont le réalisme tranchait avec tout ce qui avait été publié auparavant) et *Le voyage au bout de la nuit* de Louis-Ferdinand Céline ³. Ces deux attitudes se prolongent dans les années de l'après-guerre avec l'esprit « ancien combattant » et un puissant courant pacifiste qu'illustrent Romain Rolland, Alain, Marc Sangnier et qui trouve son expression politique avec l'action d'Aristide Briand.

Mais la guerre détermine surtout une remise en question du système de valeurs sur lequel repose la civilisation occidentale. Les valeurs morales ont subi un coup très dur. Le mépris de la vie humaine, l'opposition entre les souffrances des combattants et l'insouciance de l'arrière, le spectacle d'immenses fortunes acquises parfois aux dépens des soldats, tout cela

¹ Roland Lecavelé, 1885-1973.

² Erich Paul Remark, 1898-1970.

³ Louis Fernand Destouches, 1894-1961.

a laissé des traces profondes dans la mentalité collective. Le sentiment d'avoir été, au nom de grands principes, le jouet d'intérêts sordides, suscite une révolte contre les morales traditionnelles fondées sur le devoir et une réhabilitation du plaisir sans contrainte. Les *Nourritures terrestres* d'André Gide (1869-1951), totalement inconnues du public depuis leur publication en 1897, deviennent le livre de chevet de la jeunesse bourgeoise et Marcel Proust (1871-1922) reçoit le prix Goncourt en 1919 pour *À l'ombre des jeunes filles en fleurs*. Même évolution vers un individualisme sceptique à l'étranger, avec l'Anglais Aldous Huxley (1894-1963), l'Italien Luigi Pirandello (1867-1936) et l'Irlandais James Joyce (1882-1941). Mais cette réaction n'est pas seulement littéraire. Elle se traduit dans la vie quotidienne et, après les années de souffrance de la guerre, par une détente dont les manifestations sont multiples : modes « extravagantes », engouement pour le jazz qui fait son apparition en Europe en 1917 avec les soldats de l'armée Pershing, danses américaines (*one-step, charleston*) qui remplacent la polka et la valse des cours d'Europe centrale, théâtre du Boulevard où s'illustrent comme auteurs Robert de Flers, Henry Bernstein et Édouard Bourdet, comme acteurs Gaby Morlay et Charles Boyer. La guerre a porté un coup très dur aux valeurs morales qui constituaient les assises de la civilisation occidentale. La littérature évoque les drames en marge du conflit, les familles séparées (le nombre des divorces augmente), le relâchement des mœurs et des cadres sociaux. Par exemple, le roman de Raymond Radiguet (1903-1923) *Le diable au corps* fait scandale en évoquant les amours d'un adolescent et de l'épouse d'un combattant mobilisé.

Les valeurs intellectuelles ne sont pas moins atteintes. La réaction contre le rationalisme, déjà très vive à la fin du XIXe siècle, se trouve accentuée par la guerre et triomphe avec Bergson, Unamuno et le philosophe allemand Heidegger qui met en valeur la notion de l'absurde dans notre univers. Cette crise du rationalisme peut aboutir à un renouveau du sentiment religieux. Elle peut aussi déboucher sur une évasion vers l'irrationnel et sur un refus du monde présent. Ce refus se manifeste dès 1919 par le *Manifeste Dada*, protestation d'artistes (Francis Picabia, Marcel Duchamp, Tristan Tzara) contre l'absurdité et la faillite de notre univers et, de plus, remise en question par un non-conformisme poussé jusqu'au scandale de toutes ses valeurs intellectuelles et artistiques. Dans la même veine se développe un peu plus tard le mouvement surréaliste qui groupe autour d'André Breton, les poètes Paul Éluard, Louis Aragon, Robert Desnos, les peintres Max Ernst, Picasso, Salvador Dalí et proclame, avec la toute-puissance du rêve et de l'instinct, sa volonté de rompre avec les « modes de penser et de sentir de l'humanisme traditionnel ». Ces mouvements apparaissent comme une réaction contre la guerre, contre les élites qui l'ont déclenchée et approuvée, contre la science qui lui a fourni ses moyens de destruction massive. Empruntant à la psychanalyse ses méthodes d'investigation de l'âme humaine, ils se proposent de « rechercher l'homme caché sous le vernis de la civilisation ». Mais cette fuite dans l'irrationnel n'est pas l'unique moyen d'échapper à un système de valeurs qui a fait faillite. D'autres, parfois les mêmes, vont chercher l'évasion dans l'action révolutionnaire (Aragon), dans l'esthétisme (Valéry) ou la vie dangereuse

(Malraux, Saint-Exupéry). Partout combattants et civils n'aspirent qu'au repos et à l'oubli. Le même état d'esprit fait d'anxiété et de pessimisme est commun aux vainqueurs et aux vaincus : anxiété face à l'avenir incertain ; comment trouver du travail à la démobilisation, alors que le marché de l'emploi est saturé ? Comment se ravitailler ? Dans quel type de société et de régime politique vivra-t-on ? Telles sont quelques-unes des questions qui reviennent le plus souvent.

L'horreur de la guerre apparaît plus clairement aux civils jusqu'alors soumis à la censure et au « bourrage de crâne » ; des photos, auparavant interdites, le récit des atrocités commises circulent plus librement. À la certitude d'incarner la civilisation et le progrès succède le désarroi résumé par le cri poignant de Valéry en avril 1919 : « Nous autres, civilisations, nous savons maintenant que nous sommes mortelles... ». L'ensemble des valeurs élaborées au XIXe siècle, sur lesquelles reposaient les sentiments de supériorité et de certitude des Européens, a été anéanti par la *boucherie* de 1914-1918. Deux notions fondamentales en particulier volent en éclats, la croyance en une amélioration continue grâce aux bienfaits de la science et de la raison, la foi en une société toujours plus juste.

La guerre a profondément marqué « la génération du feu ». Très vite, les intellectuels prennent conscience qu'elle ouvre une véritable crise des valeurs. De très nombreux témoignages littéraires montrent à quel point la guerre a représenté pour ceux qui l'ont faite un choc très profond. L'expérience directe du champ de bataille inspire des œuvres qui insistent sur l'horreur des combats, sur la présence obsédante de la mort qui change l'homme, sur la peur éprouvée par les soldats dans les tranchées au long d'interminables heures.

En 1930, évoquant son expérience de guerre, Gabriel **Chevallier** (1895-1969) exprime dans *La peur* le traumatisme et l'horreur ressentis : « Debout sur la plaine. L'impression d'être soudain nu, l'impression qu'il n'y a plus de protection... Notre vie à pile ou face... Des hommes tombent, s'ouvrent, se divisent, s'éparpillent en morceaux... On entend les chocs des coups sur les autres, leurs cris étranglés. Chacun pour soi... La peur agit maintenant comme un ressort, décuple les moyens de la bête, la rend insensible... ».

Cette douloureuse expérience débouche sur la remise en question de la civilisation européenne, qui a permis ces horreurs, et souvent sur des prises de position pacifistes et antimilitaristes. Par exemple, Georges Duhamel dans *Vie des martyrs* (1917) et *Civilisation* (1918) dresse un réquisitoire contre un système qui a privilégié la richesse et la puissance au détriment de l'amour et de l'humanité et dans *La Possession du monde* (1919), il propose un pacifisme raisonnable et vigilant, « règne du cœur » dominant la civilisation mécanique. Henri Barbusse dans *Le Feu* (1916) évoque lui aussi la laideur de la guerre et l'affection fraternelle des *poilus*. De manière plus radicale que Georges Duhamel, il s'en prend aux fauteurs de guerre, la société bourgeoise et capitaliste, le militarisme, le nationalisme. Et il

en appelle à l'entente des peuples et des démocraties. En novembre 1926, *Le béquillard meusien*, journal d'une association de mutilés de la Meuse, félicite l'auteur du *Feu* de haïr la guerre, mais juge ses positions trop peu efficaces pour l'avenir. Pour les mutilés, la paix ne peut être durable que si on éduque la jeunesse dans l'horreur de la guerre et, sans remettre en cause l'attachement à la patrie, il propose pour la jeunesse un programme d'éducation qui présente toutes les souffrances physiques et morales du combattant, véritable musée des horreurs de la guerre. Il est vrai que la guerre ne suscite pas que des réactions d'horreur : certains écrivains comme Montherlant et Drieu La Rochelle y voient une expérience héroïque et grandiose dont ils conservent la nostalgie face à l'embourgeoisement et à la médiocrité de la société d'après-guerre.

De nouveaux courants littéraires et artistiques se révèlent. Le sentiment d'une crise de civilisation donne un élan accru à un courant intellectuel né avant la guerre : le mouvement Dada exprime bien ce malaise moral et intellectuel, lui qui, à la recherche du beau à l'état brut, en vient à rejeter toute discipline, s'attaquant à la source même de la pensée et du langage : « Je détruis les tiroirs du cerveau et ceux de l'organisation sociale : démoraliser partout et jeter la main du ciel en enfer, les yeux de l'enfer au ciel... » écrit Tristan Tzara (1896-1963) dans le *Manifeste Dada* (1919). Ce courant de révolte intense s'assagit bientôt et donne naissance au surréalisme. Le groupe surréaliste comprend des poètes, des artistes... Son grand théoricien est André Breton (1896-1966). Rejetant tout contrôle sur la pensée qui serait exercé par la raison, toute préoccupation esthétique ou morale, les surréalistes entendent exprimer « soit verbalement, soit par écrit, soit de toute autre manière le fonctionnement réel de la pensée », ce qu'ils appellent « l'automatisme psychique pur ». On aboutit ainsi à la création d'un univers insolite, traduisant non plus le monde décevant de la réalité, emprisonné dans ses conventions, ses règles, sa discipline, mais les pulsions profondes de l'esprit, libéré de ces entraves. Le surréalisme crée ainsi un nouveau climat artistique qui ne cesse d'imprégner les œuvres les plus diverses, poésie, musique, peinture, ballet, et surtout la nouvelle forme d'art qui s'épanouit dans les années folles, le cinéma.

CHAPITRE 6. LES CRISES LIEES AU PROBLEME ALLEMAND (1919-1923)

L'Allemagne n'avait signé le traité de Versailles que contrainte et forcée, considérant comme un insupportable *diktat* cette paix imposée, qui la rendait responsable du déclenchement de la guerre, l'amputait de territoires ancestraux, l'humiliait, la ruinait par le paiement des réparations, *coupait* le Reich en deux par le *corridor*... (voir plus haut). En conséquence, les Allemands multiplièrent les protestations et résistèrent pied à pied aux exigences du traité jusqu'en 1923. Ils faisaient tout leur possible pour entraver la tâche de la Commission interalliée de contrôle installée à Berlin, tout particulièrement en matière de surveillance des effectifs de l'armée allemande, besogne confiée, de manière symptomatique, à la France, et en matière de surveillance des armements, responsabilité de la Grande-Bretagne. De plus, grande fut l'importance de la géopolitique (terme inventé par le Suédois Rudolf Kjellén en 1900-1905) dans les publications et congrès géographiques, l'enseignement et l'opposition violente aux tracés définis en 1919 (particulièrement le *corridor* et la nouvelle Autriche) ainsi qu'aux tentatives séparatistes rhénanes (Karl Haushofer, Hugo Hassinger).

□ Les interventions étrangères de 1920 et 1921

En 1920 se produit la première intervention militaire étrangère en Allemagne. De laborieuses discussions sur les réparations sont engagées ; elles sont bientôt interrompues : en mars 1920, à la suite de la tentative de coup d'État ultra-nationaliste de Wolfgang Kapp (1858-1922) à Berlin, qui suscite des contre-manifestations de gauche dans la Ruhr, l'armée allemande intervient en Rhénanie pour rétablir l'ordre et des troupes entrent dans la zone démilitarisée. Français et Belges réagissent vivement : ils occupent Francfort, Darmstadt et Duisbourg. Les Britanniques protestent, et dès le mois suivant, à la Conférence de San Remo, la France doit accepter de retirer ses troupes. La Conférence de San Remo réunit du 18 au 26 avril 1920 les chefs de gouvernement français (Millerand), anglais (Lloyd George) et italien (Nitti) au sujet de la non-exécution par l'Allemagne de nombreuses clauses du traité de Versailles, désarmement et réparations surtout. Il est refusé à l'Allemagne l'armée de 200 000 hommes qu'elle réclame ; elle est invitée à une prochaine conférence sur les réparations. Par ailleurs, la conférence de San Remo arrête les conditions du traité avec la Turquie (ce sera le traité de Sèvres, 10 août 1920) et attribue les mandats du Moyen-Orient (voir plus loin), en fixant les frontières.

La même année 1920 naît le problème des réparations. Sur le principe même des réparations, il y a des voix discordantes, jusque dans le camp allié : l'économiste anglais John Maynard Keynes (1883-1946), publie dès 1919 un ouvrage retentissant sur *Les conséquences économiques de la paix* ; il soutient qu'il faut aider l'Allemagne à se rétablir pour restaurer l'équilibre économique et politique européen. Les Britanniques commencent à

l'écouter ; ils ne veulent ni jeter les Allemands dans les bras des bolcheviks, ni permettre à la France d'étendre son hégémonie en Europe. Dès lors s'ouvrent d'après marchandages entre vainqueurs et vaincus. À la Conférence de Spa, en juillet 1920, on fixe la part des bénéficiaires : 52 % des réparations iront à la France, 22 % à la Grande-Bretagne, 10 % à l'Italie, 8 % à la Belgique (voir plus haut). Mais combien l'Allemagne paiera-t-elle ? La France exige 400 milliards de marks-or, l'Allemagne n'en accepte que 27, le Royaume-Uni propose 75. On finit par se mettre d'accord, en janvier 1921, à la conférence de Paris, sur un total de 226 milliards, à payer en 42 annuités.

En 1921, deux autres interventions ont lieu. Les Français envoient des troupes en Haute Silésie pour y garantir le partage entre Pologne et Allemagne après le plébiscite (voir plus haut). Quelques mois après la nouvelle conférence de Paris consacrée au problème des Réparations (janvier 1921), l'Allemagne se déclare incapable de payer. Le front des Alliés semble se ressouder ; ils lui adressent un ultimatum, envoient (3 mars 1921) leurs troupes à Duisbourg (à nouveau), Düsseldorf et Ruhrort. Un nouvel accord est alors conclu sur l' « état des paiements » (en mars et mai 1921, conférences de Londres) : le montant des réparations est ramené à 132 milliards de marks-or « seulement », payables sous forme de 30 annuités de 2 milliards chacune et d'un prélèvement de 26 % sur les exportations allemandes.

□ Mais les politiques de conciliation de Lloyd George et de Briand

Les milieux économiques britanniques étaient favorables à une restauration rapide de l'économie allemande. Poussé par eux, David Lloyd George (1863-1945), Premier Ministre de 1916 à 1922, en était venu à l'idée qu'il fallait réduire le montant des réparations et, au moins, accorder aux Allemands un *moratoire*, c'est-à-dire des délais de paiement. Il consulta à ce sujet en novembre 1921 Briand, alors président du Conseil, et qui s'était rendu célèbre par la formule « mettre la main au collet » de l'Allemagne.

Mais ce n'était pas vraiment le tempérament profond de Briand, il présentait une évolution future de l'opinion française en faveur de la conciliation et inclinait donc dans le même sens que Lloyd George. Sa déclaration gouvernementale du 20 janvier 1921 avait déjà dit : « Nous avons la force ; nous pourrions, nous saurions nous en servir s'il le fallait pour imposer le respect de tous les engagements souscrits. Mais la France républicaine est essentiellement pacifique et c'est dans la paix qu'elle veut amener l'Allemagne à l'exécution des obligations contractées. »

Briand était incité par les partis de gauche, et notamment par Édouard Herriot, hostile à la politique « qui monte à l'assaut chaque fois que de grandes questions de politique extérieure se posent ». Le chef du parti radical proposait, au contraire, « une politique libérale,

soucieuse des intérêts de la France, garantissant ses droits, plus humaine et par conséquent plus française » et il espérait qu'une attitude conciliante de la part de la France pourrait consolider en Allemagne le camp des partisans de la démocratie et de la paix. Enfin, Herriot se rendait compte que la France ne pouvait rester complètement isolée en face de l'Allemagne et estimait qu'il n'était pas possible de bâtir la paix sans la Grande-Bretagne.

Là-dessus, la monnaie allemande commence à s'effondrer : en octobre 1918 il fallait 4 marks pour avoir un dollar, il en faut 74 en janvier 1921, 187 en janvier 1922. L'Allemagne demande un moratoire. Une nouvelle conférence se réunit à Cannes. Les Anglais proposent la suspension des paiements. Briand, président du Conseil, est disposé à l'accepter. Non par idéalisme naïf, comme on l'a dit souvent, mais parce qu'il ne veut pas isoler la France : impossible de se brouiller à la fois avec les Allemands et les Britanniques! Impossible de créer une « mésentente cordiale » avec la Grande-Bretagne ! Prophétique, il annonce : « Nous allons nous trouver bientôt enserrés par deux puissances formidables, les États-Unis et la Russie. Vous voyez bien qu'il est indispensable de faire les États-Unis d'Europe » (cf. Victor Hugo).

Les deux pays élaborèrent un plan : la France accepterait qu'on accordât le moratoire à l'Allemagne ; en échange, la Grande-Bretagne donnerait à la France un gage de sécurité, la signature, enfin, d'un « traité de garantie » (voir plus haut). Sur cette base de la promesse d'une intervention anglaise en cas d'attaque allemande, la conférence de Cannes aboutit à un accord bilatéral (janvier 1922). Mais devant l'opposition au moratoire des ministres et du président de la République (Millerand), Briand fut contraint de démissionner (12 janvier 1922) et fut remplacé par l'homme de la « politique d'exécution », Poincaré.

Raymond POINCARÉ (1860-1934)

L'itinéraire politique de Raymond Poincaré écrit à lui seul un **manuel d'histoire parlementaire et gouvernementale de la IIIe République**. Surtout pour les jalons les plus classiques qui vont de l'enracinement des années 1890 à la fin des années 1920 ; le parcours ne suit ni les incertitudes de la période fondatrice ni les remises en cause finales. Tout paraît favoriser cette identification avec la culture politique qui domine jusqu'à la Grande Guerre. Tradition républicaine et credo patriotique se nouent dans l'héritage familial, notamment paternel. Raymond Poincaré est né à Bar-le-Duc, en **Lorraine**, où son père était ingénieur des Ponts-et-Chaussées, et il est le cousin du mathématicien Henri Poincaré (1854-1912). Il a dix ans quand sa ville natale est occupée (temporairement) par les armées prussiennes et ce fait le marque durablement : il permet de comprendre ses futures conceptions de politique étrangère. Il fait sa terminale (philosophie) à Louis-le-Grand (1876-1877, internat, qu'il supporte très mal : il quitte le lycée avant la fin de l'année scolaire). Il étudie ensuite le droit avec sérieux, toujours à Paris, mais dans une petite chambre du Boul' Mich', devient **avocat** et de surcroît chef de cabinet du Ministre de l'Agriculture (1886) ; il commence une carrière politique dans le département de la Meuse où ses relations familiales (riche bourgeoisie provinciale) lui facilitent la tâche. Sa véritable carrière politique commence une fois les crises

initiales du régime surmontées, une fois le boulangisme, Panama et les incertitudes institutionnelles balayées.

Il est élu conseiller général, puis **député (opportuniste) en 1887 (une partielle), avant de devenir sénateur de la Meuse en 1903**. Au Parlement, il se voue aux questions techniques, en particulier à l'étude du budget. Rapporteur de la Commission des Finances en 1892 il va connaître, grâce au **scandale de Panama qui discrédite le haut personnel politique en place, une carrière ministérielle précoce**. En 1892, il est en effet nommé **ministre de l'Instruction Publique et, dès 1893, à 33 ans, accède au ministère-clé des Finances, y revenant à diverses reprises, en 1895 et 1896**. Il apparaît alors comme **une des étoiles montantes du groupe des Progressistes**, avec une modération politique typique mais une stricte laïcité. Cependant **l'affaire Dreyfus**, durant laquelle il se déclare dreyfusard, va **représenter une éclipse dans sa carrière ministérielle, cette semi-retraite lui permettant par la suite de se présenter en réconciliateur des Français**. De la même manière, **pendant la période du combisme, Poincaré s'efface**, se gardant de prendre parti et ses collègues avocats ironisent en le voyant quitter sa robe pour aller assister à une séance de la Chambre : « Il court s'abstenir ! ». Chez Poincaré, nulle spontanéité, mais la volonté de **soigner son personnage**, de se forger patiemment une image de marque, celle d'un patriote, d'un homme d'apaisement et de conciliation. Il entend se présenter comme un guide sûr et sérieux, **conscient d'avoir à jouer un rôle historique, attendant patiemment l'heure où il apparaîtra comme l'homme de la situation**. Sa carrière se place très tôt dans le registre symbolique de l'« homme d'État ». Depuis 1895, il pratique une sorte de « grève des ministères », refusant toute participation gouvernementale, comme pour se placer en « réserve de la république », mais aussi pour se préserver du monde parlementaire, qu'il critique, et exercer son métier d'avocat, qui continue de le passionner. En attendant, son attachement aux institutions et à la laïcité le font considérer par la gauche comme un véritable républicain, tandis qu'il rassure la droite par son patriotisme de Lorrain et son opposition au projet d'impôt sur le revenu proposé par Caillaux. Soutien de Waldeck-Rousseau jusqu'en 1902, il s'abstient devant le laïcisme de Combes, sans pour autant rejoindre l'opposition déclarée. Poincaré poursuit sa carrière d'avocat, avec une scrupuleuse et célèbre honnêteté, mais en gagnant beaucoup d'argent, retrouve le **ministère des Finances en 1906**, est élu à **l'Académie française en 1909** (il était depuis longtemps l'ami de nombreux hommes de lettres et il sera longtemps l'avocat de la Société des gens de Lettres).

Quand Caillaux perd le pouvoir à la suite du règlement de la **crise d'Agadir**, l'heure est grave. Il n'y a pas d'unité entre Français, et la menace de guerre rend nécessaire la présence à la tête du gouvernement d'un homme qui puisse joindre à la sagesse, l'autorité et la compétence ; le nom de Poincaré s'impose alors aux esprits et Fallières, lorsqu'il appelle l'avocat lorrain en janvier **1912 au poste de président du Conseil**, interprète le vœu de la nation qui attend un sauveur. Poincaré est d'ailleurs décidé à accorder la priorité aux problèmes extérieurs et il prend pour lui le **ministère des Affaires étrangères**. À la politique pacifique de Caillaux, il va substituer une **politique de fermeté envers l'Allemagne**. Il s'efforce avant tout de resserrer les liens diplomatiques avec l'Angleterre et la Russie et se rend à Saint-Pétersbourg en 1912. À l'intérieur, malgré l'hostilité des radicaux, il fait voter une loi comportant un scrutin de liste avec représentation proportionnelle. **Dès la fin de l'année 1912 Poincaré fait savoir qu'il est candidat à la succession de Fallières à la présidence de la République**. Cette décision peut surprendre de la part d'un homme décidé à gouverner énergiquement, car l'irresponsabilité du président de la République fait de l'Élysée une prison dorée. Poincaré en est conscient ; dans une série d'articles, de discours, de conférences, il a dénoncé le gauchissement de la

Constitution qui a peu à peu amenuisé le pouvoir exécutif en face du législatif, substituant à l'exercice normal de l'autorité par le gouvernement et son chef légal, le président de la République, une dictature capricieuse des parlementaires déléguant à la tête de l'État un personnage inconstitutionnel (le président du Conseil) et dépourvu d'autorité puisque son maintien aux affaires ne dépend que de leur volonté. **Sans modifier la Constitution, il faut, estime-t-il, l'appliquer intégralement. En se présentant à la Présidence de la République, il espère donc jouer un rôle essentiel dans la conduite des affaires** en infléchissant la pratique constitutionnelle dans un sens favorable à la restauration de l'autorité présidentielle. **Son élection ne s'avère pourtant pas aussi facile qu'il l'espérait**, la gauche (surtout les radicaux, et Caillaux en tête) l'accusant d'être un nouveau Boulanger et de vouloir préparer un régime autoritaire, voire de souhaiter la guerre. Poincaré risquant d'être dans ces conditions un Président idéal pour la droite, Caillaux, conscient du danger, lance contre lui une perfide campagne de couloirs, mettant en cause sa vie privée. Poincaré n'a-t-il pas épousé civilement une Américaine divorcée, fait qui ne peut laisser indifférente la droite catholique ? Enfin, Clemenceau, « le faiseur de présidents », suscite contre lui la candidature du radical Jules Pams, et une délégation des groupes de gauche de la Chambre se rend auprès de Poincaré pour lui demander de se retirer face à Pams. **Malgré ces difficultés, Poincaré l'emporte, mais il doit largement son élection à la droite** et Caillaux insinue que, pour être élu, il a dû s'engager auprès des catholiques à se marier religieusement, ce qu'il fait effectivement quelques mois après son élection à l'Élysée, une fois acquise la certitude de la mort du premier mari de Madame !!

Élu de la droite, Poincaré semble décidé à faire la politique de la droite en préparant la France à une guerre qu'il estime inévitable. Il est partisan de la loi de trois ans que Barthou fait voter par le Parlement, malgré l'opposition de la gauche. Mais sa politique paraît désavouée par les électeurs qui, lors des élections législatives du printemps 1914, donnent une majorité aux radicaux et aux socialistes. Pour **sauver la loi de trois ans**, Poincaré fait appel, après l'échec de Ribot, à Viviani qui rassure la gauche par son anticléricalisme notoire mais qui est acquis au maintien de la loi militaire. Rassuré du côté parlementaire, Poincaré se consacre au renforcement des alliances françaises ; deux semaines après l'attentat de Sarajevo, il **s'embarque avec Viviani pour un voyage en Russie du 16 au 23 juillet 1914**. Ce voyage est un des épisodes les plus contestés de la carrière de Poincaré, le problème étant de savoir quel rôle le langage qu'il a tenu aux Russes a pu jouer dans le déclenchement de la guerre. Il semble certain qu'il a donné au tsar des assurances et des conseils de fermeté, dans l'ignorance où il était des développements de l'affaire de Sarajevo, assurances et conseils qui ont pu pousser Nicolas II à prendre le 30 juillet la décision fatale de la mobilisation générale, faisant définitivement basculer l'Europe dans la guerre. C'est en tout cas cet épisode qui poussera les adversaires de Poincaré à lui décerner le **surnom de « Poincaré-la-guerre »**.

Qu'il ait ou non souhaité le conflit, le président va en tirer profit en **devenant l'âme de la nation en guerre**. Le 4 août 1914, dans son message aux Chambres, il appelle à l'**« union sacrée »** du peuple français et, de ce rassemblement, il devient le symbole et le ciment, doté d'une grande popularité dans le pays. Mais son rôle d'animateur de la défense nationale sera de courte durée et la perspective de renforcement de la fonction présidentielle à travers l'union sacrée s'avérera rapidement illusoire. **Ses ennemis politiques, Caillaux et Clemenceau surtout, ne désarment pas**. Ce dernier accuse le président de n'agir qu'en fonction de son ambition personnelle et de n'appeler au pouvoir que des nullités, ce qui n'est guère aimable pour Viviani et ses successeurs, Briand et Painlevé. Par ailleurs, les militaires jouissent de prérogatives qui affaiblissent le pouvoir que le président comptait exercer et, ce qui est plus grave, la confiance

du peuple se détourne de lui à mesure que la guerre se prolonge sans solution perceptible ; on ironise bientôt sur la tenue vestimentaire qu'il croit devoir adopter pour se rendre au front et qui le fait ressembler à un chauffeur de grande maison, ce qui, ajouté à son attitude digne et compassée, aboutit à l'effet inverse de celui qu'il escomptait.

À l'automne 1917, Poincaré doit se rendre à l'évidence, l'Union sacrée est très sérieusement compromise. Les grèves, les mutineries, le retrait des socialistes de la majorité en sont autant de preuves. Si bien qu'en novembre **il se résout à appeler Clemenceau à la tête du gouvernement. Ce faisant il sait qu'il perd tout espoir de jouer un rôle personnel, car Clemenceau n'est pas un homme à partager le pouvoir. Relégué à l'Élysée, il laisse le « Tigre » conduire le pays à la victoire** et n'intervient vraiment qu'en octobre 1918 pour adjurer Clemenceau de « ne pas couper les jarrets à nos troupes » en acceptant de négocier un armistice avant que la puissance militaire allemande soit réduite à néant, mais Clemenceau menace de démissionner s'il ne retire pas sa lettre et, comme Poincaré sait que le pays ne lui pardonnerait pas le départ de celui qui est déjà « le Père la Victoire », il multiplie les excuses afin de retenir le président du Conseil. **Les deux hommes s'opposent aussi sur les conditions de paix.** Alors que Poincaré veut une paix dure et l'occupation par la France de la rive gauche du Rhin, Clemenceau est surtout préoccupé de ne pas se couper des alliés et, pour cela, accepte une paix de compromis.

Poincaré, considérant qu'il a échoué à l'Élysée, ne se représente pas en 1920 et se fait réélire **sénateur de la Meuse**. Des sept années de présidence et de guerre, Poincaré sort une résolution inédite pour un ancien président : se lancer dans une seconde carrière politique et chercher, à tous les sens du mot, de justes réparations pour la France et pour lui-même. **Son rôle politique demeure considérable pendant encore dix ans.** Aux yeux des Français, il incarne l'homme d'État patriote, adversaire de la paix de Clemenceau et intransigeant sur les droits de la France. Dans ces années 1920, Poincaré incarne la culture républicaine d'avant-guerre, celle qui a triomphé le 11 novembre 1918 et qui s'identifie à l'« union nationale » et à la Victoire. Par deux fois, des majorités parlementaires opposées vont faire appel à lui : le Bloc national en janvier 1922 et le Cartel des Gauches en juillet 1926. Président de la Commission des Réparations, il redevient en janvier 1922 **président du Conseil jusqu'en mars 1924 et, de nouveau, de juillet 1926 à juillet 1929, jouant à chaque fois le rôle de sauveur d'un pays en difficulté.** Homme de l'**exécution intégrale du traité de Versailles**, il veut contraindre l'Allemagne à payer ce qu'elle doit au titre des Réparations et décide pour cela en 1923 de faire occuper la **Ruhr** militairement. Les Anglo-Saxons s'indignent et, pour obliger Poincaré à changer de politique, ils spéculent en bourse contre le franc. Poincaré se voit donc contraint d'accepter d'ouvrir des négociations sur l'aménagement (c'est-à-dire la réduction) des Réparations. Mais cet échec politique de « Rebendard » (Jean Giraudoux) va s'accompagner d'un succès financier : il réussit à **sauver le franc** grâce à un prêt de la banque Morgan, mais aussi en augmentant les impôts de 20 % (« double décime »). Les conséquences sont contradictoires. Le « **Verdun financier de 1924** » établit définitivement la réputation de Poincaré comme magicien des finances, mais l'augmentation des impôts se solde par la défaite électorale du Bloc National en 1924 et l'arrivée au pouvoir du Cartel des gauches. Si bien que lorsqu'en 1926 la fuite des capitaux et la spéculation financière contre le Cartel menacent à nouveau la monnaie lors de l'épisode du « Mur d'argent », c'est à Poincaré, le grand thaumaturge des finances, que fait appel le Président Doumergue.

Redevenu président du Conseil, Poincaré stabilise le franc au cinquième de sa valeur de 1914, valeur qui sera officiellement consacrée par la dévaluation du 25 juin 1928. Occupé par le sauvetage du franc, Poincaré a laissé Briand gérer les Affaires étrangères et ce dernier accepte

l'évacuation anticipée de la Rhénanie. Comme à l'époque du Bloc national, Poincaré a réussi à remplir sa mission — mais pas au-delà — et à se maintenir « au-dessus des partis », en refusant de s'enfermer dans le rôle du chef de l'une puis de l'autre des deux majorités. C'est alors **qu'en juillet 1929, Poincaré, malade, décide de quitter définitivement le pouvoir. Si son prestige historique demeure considérable, son bilan réel apparaît fort mince.** Il n'a pas réussi à faire adopter ses vues de rigueur envers l'Allemagne. Son succès financier apparaît plus évident dans l'immédiat, mais l'œuvre est éphémère ; lorsque se déclenche la crise mondiale, le franc apparaît vite surévalué et l'attachement des Français à la stabilité de la monnaie, qu'il a contribué à renforcer, va faire refuser l'idée d'une dévaluation qui aurait permis à l'économie française de repartir sur des bases plus saines. Il n'a pas davantage réussi à redonner du crédit à la magistrature suprême, ni à regrouper vraiment les Français autour de lui ; le mythe de l'Union sacrée sur lequel il a voulu bâtir son action s'est vite effondré. Ses ennemis politiques l'ont accablé d'images peu favorables : « Poincaré-la-guerre », « l'homme au cœur bourré de dossiers », le « Rebendard » de Jean Giraudoux. Mais l'Alsace et la Lorraine l'ont follement acclamé en 1918 et la Chambre bleu horizon a décrété que « le Président de la République a bien mérité de la patrie ». Certes, il a été nettement distancé, en termes de popularité, par Clemenceau, Foch ou Pétain... Il passe ses dernières années à écrire ses mémoires, *Au service de la France*, qui sont un long plaidoyer pour son action. Poincaré, qui a si nettement incarné une certaine culture républicaine, est apparu en décalage avec les nouvelles aspirations politiques nées dans le cours des années 1920. Quand il meurt en 1931, peu après son ami Barthou, il reçoit des **funérailles nationales**. Mais sa mort survient à un moment où une double crise atteint le régime traditionnel.

□ Gênes et Rapallo (1922)

Poincaré, qui veut « faire payer le Boche », n'est pas insensible aux arguments des industriels lorrains, ni à ceux des chefs militaires qui regrettent qu'on n'ait pas tiré de la victoire tous les avantages espérés. Le nouveau président du Conseil français se déclare bien entendu hostile au moratoire.

Une conférence internationale réunie à Gênes du 10 avril au 19 mai 1922 pour la reconstruction de l'Europe établit le régime de l'« étalon de change-or » (*Gold Exchange Standard*), cependant elle n'aboutit pas à un résultat au sujet des réparations allemandes. Dans la plupart des pays, la monnaie nationale reste définie par un poids d'or fixe, mais cesse d'être convertible en pièces d'or sur simple demande des particuliers. Les banques centrales, outre leur stock d'or, conservent aussi désormais des « monnaies de réserve », c'est-à-dire des monnaies de pays qui se sont engagés à convertir les billets en or (cette convertibilité en or signifie que l'étalon-or est conservé dans ces cas-là). Seulement trois pays eurent dans l'entre-deux-guerres une « monnaie de réserve », il s'agit des États-Unis (rétablissement de la

convertibilité en or le 30 juin 1919, ils détiennent alors la moitié du stock d'or mondial), de la Grande-Bretagne (13 mai 1925) et de la France (25 juin 1928 : Franc Poincaré).

On a donc une référence métallique (l'or, toujours), trois « monnaies de réserve » et des « devises périphériques ». Le système permet officiellement d'« économiser l'or » pour les pays ruinés. Un système tripolaire remplace la concentration sur Londres, mais la livre sterling garde son rôle de monnaie internationale, malgré sa surévaluation et la faiblesse de l'encaisse métallique qui la couvre. Ceci s'opère dans un contexte de mouvements financiers internationaux beaucoup plus importants qu'avant la guerre, ne serait-ce qu'à cause du règlement des dettes de guerre et des Réparations, et aussi en raison des placements (en Amérique latine, en Europe centrale, etc.).

On adopta un système où l'or n'était convertible que par lingots (un *gold bullion standard*) ; comme les lingots les plus petits pesaient cinq cent grammes, cela signifiait concrètement que pour le commun des mortels la convertibilité était désormais tout à fait symbolique. Par ailleurs, cette période marqua la fin des pièces en or sauf aux États-Unis qui avaient accumulé le métal précieux durant la guerre : désormais, il ne circulait plus que de la monnaie fiduciaire, les billets se démocratisèrent, les chèques aussi mais nettement moins vite car peu de gens avaient encore des comptes en banque.

L'Allemagne, représentée par Walter Rathenau (le ministre des Affaires étrangères, 1867-1922), et la Russie soviétique (représentée par son homologue Gueorgui Tchitcherine, 1872-1936) en profitèrent pour signer, non loin de là, à Rapallo, le 16 avril, un important traité (ne pas confondre avec le traité italo-yougoslave de 1920, voir plus haut). L'Allemagne et la Russie renonçaient à leurs dettes mutuelles et l'Allemagne, première des toutes les grandes puissances, reconnaissait le gouvernement soviétique. En plus, des accords militaires secrets permettaient à l'Allemagne d'établir en Russie des camps d'expérimentation de chars d'assaut, d'avions et de gaz de combat, toutes armes interdites à l'Allemagne par le traité de Versailles.

La collaboration entre les forces militaires (et militaristes) allemandes et les Soviétiques devait durer jusqu'en 1932. Longtemps hésitant, Rathenau fut pourtant ensuite rendu responsable de Rapallo par l'opinion allemande et internationale.

□ L'occupation de la Ruhr

Se saisir d'un « gage productif », les mines de charbon de la Ruhr, cela permettrait aux vainqueurs de se payer en nature. Or, pendant toute l'année 1922, la chute du mark s'accroît : le 2 janvier 1923, il en faut 7 260 pour avoir un dollar. Bien évidemment, ni le gouvernement ni les industriels allemands ne font rien pour remédier à cette situation : le

premier veut démontrer à la face du monde qu'il est hors d'état de payer, les seconds règlent leurs dettes à bon compte. L'Allemagne continue à payer irrégulièrement les réparations ; Rathenau, favorable à la conciliation, est assassiné le 24 juin 1922 par des nationalistes. Dans le courant de l'été 1922, le gouvernement de Wilhelm Cuno fait savoir qu'il est incapable de poursuivre ses paiements et il réclame un moratoire de six mois que Poincaré refuse de lui accorder, sauf si en échange les mines de la Ruhr sont temporairement remises aux Alliés.

Ainsi s'élabore à Paris la doctrine du « gage productif », permettant au vainqueur de se payer en nature, et par prélèvement direct, sur le patrimoine économique du débiteur défaillant. En adoptant cette attitude ferme à l'égard du vaincu de la veille, Poincaré (qui a parlé pour la première fois en détail d'une éventuelle occupation de la Ruhr le 7 juin 1922 devant les commissions des Affaires étrangères et des Finances réunies) cherche à la fois à faire payer l'Allemagne — et ceci est d'autant plus urgent que l'équilibre du budget français en dépend largement — , à favoriser le ravitaillement de la France en charbon et en coke, et aussi à contraindre les Britanniques à montrer plus de compréhension vis-à-vis des positions françaises réclamant la liaison entre réparations et dettes de guerre.

Dès la fin de l'automne, le gouvernement français est bien décidé à prendre prétexte du moindre manquement allemand au paiement des réparations pour engager l'épreuve de force. En décembre 1922, il constate que l'Allemagne n'a livré que 55 000 poteaux de mine, au lieu des 200 000 prévus. Il saisit aussitôt la Commission des Réparations. Le 26, celle-ci accepte le principe de l'intervention, par 3 voix (France, Belgique, Italie) contre une, celle du délégué britannique, qui s'écrie : « Depuis le cheval de Troie, on n'avait pas eu recours, dans l'histoire, à un usage plus perfide du bois ! ».

En 1919, la Grande-Bretagne avait refusé de « garantir » la **Belgique** si celle-ci ne revenait pas à son statut de neutralité. La Belgique préfère assumer le statut de vainqueur et signe un accord militaire en 1920 avec la France. Il est critiqué par les Flamands et la Grande-Bretagne et il motive l'intervention dans la Ruhr en 1923.

Dans la Ruhr des troupes françaises (trois divisions) et belges pénètrent le 11 janvier 1923, escortant des ingénieurs et occupant toutes les villes importantes du bassin. Aussitôt, le chancelier Cuno (1876-1933) déclenche la « résistance passive » : les fonctionnaires, les cheminots et les ingénieurs allemands refusent toute coopération avec les occupants et c'est dans les mines et dans les usines une grève générale de deux millions d'ouvriers et de mineurs, soutenue financièrement par le gouvernement du Reich. Plus de trains, plus de postes ; les hauts-fourneaux s'éteignent, les mines se noient. La mort prend possession de la région la plus active du globe. Mais c'est aussi le *Ruhrkampf* qui s'étend. Des heurts violents ont lieu à Essen, où 13 ouvriers sont tués le 31 mai au cours d'une échauffourée aux usines Krupp. Des commandos commencent à opérer des sabotages ; l'un de leurs chefs, l'officier Leo

Schlageter, est pris en mai, condamné à mort pour avoir fait sauter un train militaire et fusillé. Il devient une sorte de héros national, soutenu... par le KPD et le Komintern.

Pour briser le mouvement, Poincaré fait venir des mineurs, des employés des chemins de fer, des soldats du génie, français et belges, en même temps qu'il fait expulser 150 000 Allemands. À ce prix, il parvient à remettre partiellement en marche l'économie de la Ruhr, mais sans parvenir à concrétiser totalement le concept de « gage productif ». Poincaré agite la menace de l'autonomisme rhénan, en réalité très minoritaire dans la population. Le principal mouvement était celui du Dr Hans Adam Dorten (1880-1963), qui réclamait à Wiesbaden la création d'un État indépendant de Rhénanie, d'une « République rhénane ». Haas avait fondé à Spire une République du Palatinat. Une véritable frontière est instituée entre la Ruhr et le reste de l'Allemagne ; elle est tenue par des douaniers français et belges, qui y prélèvent des droits alimentant la caisse des réparations et stoppent les exportations de charbon à destination des länder non occupés. Une régie des chemins de fer est aussi créée et fonctionne très bien.

La résistance passive échoue finalement : les subventions que versait le gouvernement allemand précipitent l'inflation du mark ; les ouvriers reprennent le travail. Financièrement en difficulté (on est en pleine crise inflationniste), mollement soutenu par la Grande-Bretagne, le gouvernement allemand (Gustav Stresemann remplace Cuno comme chancelier le 31 août 1923), décide de mettre fin à la résistance passive et de négocier avec la France la reprise du paiement des réparations.

Chapitre 7. DES CONDITIONS NOUVELLES POUR UNE DECENNIE DE RELATIONS INTERNATIONALES

□ Le contexte international

À l'heure de la détente, la première du nom, la deuxième allant de 1963 au milieu des années 1970, les conditions nouvelles des relations internationales sont tissées d'un contexte international tout à fait nouveau. Entre 1920 et 1923, le monde traverse une crise économique dont l'Europe est responsable. Les pays européens touchés par la guerre ont besoin de refaire leurs stocks et de moderniser ou de compléter leur outillage mais ils sont incapables d'acheter, parce qu'incapables de payer, les minerais, le coton, le caoutchouc ou les machines dont ils ont tant besoin. Leurs difficultés de trésorerie limitent considérablement leur capacité d'importation. Les États-Unis, le Japon et les pays coloniaux sont acculés à la surproduction, tandis que l'Europe est au contraire sous-productrice. À partir de 1924, la prospérité revient et l'économie européenne se développe à un rythme plus rapide que celle des États-Unis. Mais cette renaissance économique, si remarquable soit-elle, traduit un essoufflement par rapport au rythme d'expansion du XIXe siècle. La croissance annuelle de la production industrielle des six principaux pays industriels d'Europe, qui avait été en moyenne de 3,25 % de 1880 à 1913, varie en effet de 1,4 à 0,8 % entre 1920 et 1929.

La question de l'énergie intervient dans les relations internationales des années 20. Le XXe siècle a été celui de l'explosion de la consommation d'énergie dans le monde, et de la commercialisation du marché de l'énergie. Depuis 1900, la consommation d'énergie dans le monde a été multipliée par 9. La croissance a été de 2,3 % par an jusqu'en 1950, de plus de 5 % par an de 1950 à 1973, de 2,2 % par an de 1973 au milieu des années 1990. Les énergies traditionnelles non marchandes (bois, eau, force humaine et animale), très dominantes au XIXe siècle encore, à l'exception des villes des pays développées, ont été progressivement remplacées par des énergies « modernes », fossiles (le pétrole, le gaz) ou non (l'électricité), qu'il est impossible de produire soi-même. Bien entendu, ces énergies traditionnelles conservent un rôle notable, notamment dans l'agriculture, le chauffage domestique et la cuisine dans les pays pauvres ; mais à l'échelle mondiale ce n'est plus qu'un rôle marginal. Les problèmes essentiels du XXe siècle furent donc : quel est le lien entre la consommation d'énergie et le développement ? Comment s'assurer une production régulière et des réserves confortables d'énergie ? Ces problèmes ont touché de très près les relations internationales, dans la mesure où dès le début du siècle les marchés des énergies fossiles étaient complètement mondialisés. Le XIXe siècle avait été celui du charbon (le « pain noir » de l'industrie représentait encore 94 % de l'énergie consommée dans les secteurs « modernes » de l'économie vers 1900), une source d'énergie que l'on trouvait en abondance en Europe et

aux États-Unis, et que l'on savait extraire depuis longtemps à peu de frais, mais qui présentait l'inconvénient d'être salissante et de transport et de stockage malcommodes. Présent dans le sol des pays où on l'exploitait, il avait joué un rôle marginal dans les relations internationales, à part dans les relations franco-allemande (la Lorraine était une région charbonnière — mais le charbon était très loin d'être le seul enjeu des conflits franco-allemands !) et, dans une bien moindre mesure encore, dans les problèmes balkaniques. Le XXe siècle s'ouvrit sous les doubles auspices du pétrole et de l'électricité, énergies qui demandent un processus beaucoup plus complexe pour être produites, qui ont un coût et dont la première, au moins, n'est pas indéfiniment renouvelable.

L'industrie du pétrole est née aux États-Unis dans les années 1850 (c'est en 1859 que le colonel Drake a foré le premier puits de pétrole en Pennsylvanie). Dès le départ il s'est agi d'un secteur très concurrentiel, qui a évolué rapidement vers une structure oligopolistique, dominée par les firmes des pays les plus développés et les mieux placés pour l'exploitation des gisements, les États-Unis et le Royaume-Uni essentiellement, le second à cause de la taille de son Empire colonial. Il s'agissait en effet d'une industrie fortement capitaliste, où des investissements très lourds étaient nécessaires, d'un secteur à la technologie relativement sophistiquée, d'une industrie où les risques étaient élevés notamment au stade de l'exploitation (on n'était jamais sûr de trouver du pétrole là où l'on forait), où les économies d'échelles sont considérables étant donné l'importance des coûts fixes.

Dès les années 1880 l'industrie pétrolière américaine était donc dominée par des firmes de grande taille : la plus grosse était la *Standard Oil* de John Davison Rockefeller (1839-1937), démantelée en 1911 pour cause de position monopolistique. Dès le XIXe siècle aussi, cette industrie était faite de plusieurs multinationales. L'industrie pétrolière américaine était exportatrice depuis les années 1870 : le marché intérieur américain était bien trop étroit pour elle, les débouchés encore modestes ne remboursaient pas les investissements colossaux. Aussi elle entra en concurrence avec les firmes européennes (les Néerlandais exploitaient des gisements en Indonésie, les Britanniques en Iran, sur la Côte des Pirates — aujourd'hui les Émirats arabes unis — et au Koweït, les Français en Roumanie, les Russes sur leur propre territoire, à Bakou) ; aussi elle décida de prendre le contrôle direct de sources d'approvisionnement situées à l'étranger, notamment au Mexique dans les années 1900, et au Moyen-Orient à partir de 1922.

Dans les années 1920 les firmes pétrolières américaines étaient les plus importantes multinationales du monde ; ce fut l'apogée du mythe de Rockefeller. Enfin ces firmes se dotent très tôt de structures fortement intégrées : elles maîtrisaient l'ensemble de la filière (l'exploration, l'extraction, le raffinage et la distribution) afin d'assurer leur indépendance, de réaliser des économies d'échelle, de maîtriser les prix. Si Rockefeller était déjà milliardaire

avant 1914, et si l'on sentait bien dès cette époque que l'automobile était le moyen de transport de l'avenir, ce fut bien sûr la première guerre mondiale qui fit apparaître en pleine lumière le caractère stratégique des hydrocarbures : si les industries de guerre fonctionnaient encore essentiellement au charbon, les taxis de la Marne, aussi bien que les *tanks* anglais et les camions Berliet de la Voie sacrée, fonctionnaient à l'essence... La concurrence pour les gisements d'hydrocarbures du Moyen-Orient fut l'un des aspects de la concurrence que se livrèrent les Alliés et les Empires centraux, puis après la victoire les Britanniques et les Français, pour le contrôle du Moyen-Orient. On peut aussi rappeler le débarquement de troupes américaines à Veracruz, au Mexique, en 1915, pour protéger leurs intérêts pétroliers du déchaînement de la guerre civile.

Jusqu'en 1950, le charbon est resté en position dominante : à cette date il représentera 45 % de la consommation mondiale (80 % de celle des pays développés, colonies exclues). Mais cette position aura cessé d'être hégémonique comme elle l'était au début du siècle. Cependant une grande partie de l'industrie l'emploie encore (la sidérurgie notamment) et une grande partie des énergies secondaires (gaz « manufacturé », électricité) en constituaient des sous-produits. Il alimente également les chaudières (celles des usines, celles des locomotives) et chauffe encore une bonne partie des villes. Mais cette situation est en train de se modifier : déjà aux États-Unis, à cette date le charbon n'entre plus que pour 40 % dans le bilan énergétique, à cause de l'essor des automobiles, qui fonctionnent au pétrole, et des appareils électroménagers, qui marchent à l'électricité. Ce n'est donc pas seulement l'effet du fait que les États-Unis sont un important producteur de pétrole : c'est lié à la modernisation de l'économie en général.

D'un point de vue géopolitique, les gisements de pétrole les plus facilement exploitables dans les conditions des années 20 étaient ceux des États-Unis, du Mexique, d'Indonésie et du Moyen-Orient (ceux de Bakou avaient disparu du marché international). Ces derniers avaient fait l'objet d'un partage colonial des plus classiques en 1918-1920, entre la France et la Grande-Bretagne... qui s'était taillé la part du lion avec le Koweït et l'Irak. De plus, depuis les années 1910 l'Iran était devenu un semi-protectorat britannique. Tout cela était géré par l'*Anglo-Persian Company*, devenue en 1934 *Anglo-Iranian Company*, une entreprise privée. Les compagnies américaines n'eurent pas d'autre solution que d'exploiter les failles de ce dispositif : ils s'associèrent aux Néerlandais pour l'exploitation des pétroles d'Indonésie (les Néerlandais, peu désireux d'un tête-à-tête, s'étaient également associés aux Britanniques au sein de la *Royal Dutch Shell*) ; surtout, ils se rapprochèrent progressivement de la monarchie saoudienne, qui était parvenue à tenir hors de portée du colonisateur britannique les villes saintes, l'intérieur et la moitié occidentale de la côte nord de l'Arabie ; ils prospectèrent beaucoup, en concurrence pas toujours très *fair-play* avec les Britanniques (voir *Tintin au pays de l'or noir*), et en 1937 ils finirent par tomber sur de fabuleuses réserves, les plus importantes

du monde, dans cette dernière région. Depuis cette date, l'Arabie saoudite est leur meilleure alliée dans la région. Mais ils perdent le contrôle direct des gisements pétroliers du Mexique, nationalisés en 1937-1938 par le président Lazaro Cardenas (1895-1970). Cette mesure nationaliste, qui annonçait toute une série de gestes comparables dans les années 1960 et 1970, demeura isolée. Bien entendu, le Mexique continuait à vendre son pétrole aux États-Unis; et comme les compagnies américaines avaient été convenablement indemnisées, les choses ne dégénérent pas malgré pas mal de gesticulation de part et d'autre.

La France fut le seul pays développer à choisir, dès le début, l'étatisation de l'industrie des hydrocarbures. En 1924, ce fut la création de la Compagnie française des Pétroles (CFP), firme dont l'État s'était attribué 35 % du capital, afin officiellement d'éviter toute prise de contrôle de la *Shell*, de la *Standard Oil* britannique ou des grandes compagnies américaines (du reste, à partir de 1928 l'activité des entreprises pétrolières en France fut sévèrement réglementée). La CFP exploitait au départ le gisement de Mossoul en Irak et les pétroles de Roumanie.

Autre élément fondamental du contexte international d'après-guerre, l'équilibre européen est rompu. Comment fonctionnait l'équilibre de 1914 ? Dans les années qui précédaient la Grande Guerre, huit États dans le monde étaient considérés comme de grandes puissances, c'est-à-dire comme capables chacun de défendre son existence contre tout autre État pris isolément : Royaume-Uni, France, Allemagne, Italie, Autriche-Hongrie et Russie, auxquels s'ajoutaient hors d'Europe États-Unis et Japon. C'était du rapport de forces entre les six principaux pays européens (sur 26 au total) que dépendait l'équilibre du continent. Comme les pays européens, à l'exception de l'Autriche-Hongrie, avaient tous des colonies ou des territoires soumis, la plus grande partie du monde dépendait de l'Europe, continent qui était vraiment le centre de la puissance de l'univers. Les grands états européens étaient dominés par le principe de l'« équilibre européen » (*balance of power*) : ils se surveillaient mutuellement pour empêcher l'un d'entre eux d'acquiescer l'hégémonie et ils avaient fini par constituer deux systèmes d'alliances opposés. La Grande Guerre bouleversa complètement ces conceptions, en transformant la réalité internationale, et d'abord par la rupture de l'équilibre européen. Ceci est balayé, à la suite de la Première Guerre mondiale, par quatre types de facteurs principaux : le déclin de l'Europe, la disparition de l'Autriche-Hongrie, l'affaiblissement momentané de la Russie et la méfiance générale à l'égard de la tradition. On est donc face au « désordre européen », à « l'Europe confuse » (Maurice Baumont).

Quels ont été les facteurs de la rupture ? La guerre s'étant déroulée en Europe, les ruines, les destructions, les pertes en vie humaines, appauvrirent les pays européens, sans les anéantir, tandis que les États-Unis et, dans une moindre mesure le Japon, s'étaient enrichis grâce à la guerre, sans subir de pertes appréciables. La disparition de l'Autriche-Hongrie, de la

« double monarchie », laissait un grand vide au centre du continent européen. Diviser pour régner, certes, mais les autres pays européens étaient en état de rivalité, tout comme les « états successeurs », ainsi affaiblis, surtout face à l'Allemagne : entre eux et cette dernière plus rien ne s'interposait. Le troisième facteur de la rupture de l'équilibre européen est l'affaiblissement momentané de la Russie, à cause de la guerre civile et des très grandes difficultés économiques et sociales : le pays cesse d'être réellement une grande puissance. Mais le principe de l'« équilibre européen » (*balance of power*) est miné de l'intérieur : beaucoup de contemporains rendaient le système responsable du déclenchement de la Première Guerre mondiale, il en découlait un vaste mouvement d'opinion en faveur de nouvelles modalités de maintien de la paix, en clair les idées de Wilson et la sécurité collective offerte par la SDN. De plus, apparut au sortir de la guerre le principe de l'égalité entre les États, grands ou petits, venant se substituer à l'idée d'un « directoire des puissances » : le dernier des *Quatorze Points* n'évoquait-il pas « une association générale des nations [garantissant l'] indépendance politique et [l'] intégrité territoriale aux grands comme aux petits États » ? En 1920, il y a en Europe 32 États différents (26 en 1914), et les combinaisons sont trop instables pour que renaisse un équilibre satisfaisant. Il faut souligner aussi le rôle accru des parlements dans le domaine de la politique extérieure, tout au moins dans les pays de démocratie parlementaire, mais ceux-ci n'étaient-ils pas plus nombreux grâce à la République de Weimar ? L'orientation diplomatique française est, ainsi, largement impulsée par la commission des Affaires étrangères de la Chambre des députés.

Les orientations des gouvernements européens. En sens contraire, il est patent que les gouvernements européens ont de la peine à renoncer brutalement à la notion d'équilibre européen. Le Royaume-Uni, depuis longtemps opposé à la principale puissance continentale du moment, redoutait après 1918 une prédominance de la France, surestimant la puissance réelle de son ancienne alliée et sous-estimant les forces du Reich allemand. La France est sortie de la Grande Guerre avec les attributs de la principale puissance militaire terrestre du monde, sans rivale sur le Continent européen, dotée d'un matériel moderne et disposant de chefs militaires prestigieux. Elle a comme la Grande-Bretagne une stature mondiale grâce à son empire colonial. Londres et Paris s'opposent donc surtout à propos de l'équilibre de l'Europe nouvelle, les « Anglo-Saxons » s'attachant à combattre la politique française d'« exécution des traités ». D'autant plus que des rivalités économiques exaspèrent la tension entre la France et ses anciens alliés. Depuis la parution de l'ouvrage de l'économiste britannique Keynes *Les conséquences économiques de la paix* (voir plus haut), les Anglais estiment que la reconstruction de l'Europe ne peut se faire qu'à condition qu'y soient associées une Allemagne suffisamment forte et l'URSS. Une deuxième raison de l'attitude britannique est la faiblesse du budget militaire de la nation : le Trésor cherche à freiner au maximum les dépenses militaires, le budget est une peau de chagrin, l'armée de terre, qui ne peut compter sur la conscription en temps de paix, est sacrifiée, l'aviation médiocrement pourvue. Au lieu de

3,5 % du revenu national en 1913, les dépenses sont de 2,5 % en 1929, date à laquelle aucune force d'intervention crédible n'existe ; seule la marine a tiré son épingle du jeu. « Pour se donner bonne conscience, les gouvernements se réfugient derrière une règle nouvelle, qui ne sera abandonnée qu'en 1932, la "règle des dix ans" : ils garantissent aux chefs militaires qu'aucune guerre n'est à prévoir dans la décennie suivant chaque année budgétaire... et les convainquent ainsi de limiter leurs programmes et demandes. » ¹ Les Britanniques s'inquiètent du « projet sidérurgique » établi par le quai d'Orsay (les milieux de l'industrie lourde étant plutôt réticents !) et visant à établir la suprématie industrielle de la France sur le continent grâce aux livraisons obligatoires de charbon et de coke par l'Allemagne et aux conditions commerciales du traité de Versailles. Quant à des industriels comme le sidérurgiste luxembourgeois Émile Mayrisch (1862-1928), il joue en 1919 la carte du rattachement économique du Luxembourg à la France. Il y a un véritable plan de pénétration économique française en Europe. Il allait se heurter bien vite à la résistance efficacement menée par des hommes d'affaires allemands — bientôt maîtres de la nouvelle Allemagne — comme Alfred Hugenberg (1865-1951), directeur des usines Krupp, Hugo Stinnes (1870-1924), magnat du charbon, et, bien sûr, Gustav Stresemann (1878-1929), syndic de l'Union des Industriels saxons depuis 1902. Modernisant l'industrie sidérurgique allemande en profitant de l'inflation, diversifiant les sources d'approvisionnement en minerai de fer, maintenant fourni surtout par l'Espagne et la Suède, utilisant les ferrailles, ils assurent à leur pays une indépendance vis-à-vis du minerai lorrain et luxembourgeois et une protection par rapport au projet sidérurgique français, dont il est clair dès la fin de 1922 qu'il a fait long feu. Cela incitait la France à rechercher des alliances de revers avec des pays d'Europe orientale. Celle de la Russie étant inconcevable, ce furent la Pologne (15 janvier 1921), la Tchécoslovaquie (1925), la Roumanie (1926), la Yougoslavie (« Royaume des Serbes, Croates et Slovènes », 1927), pays auxquels la France ajouta la Belgique. Mais l'Allemagne chercha à contrer cette dangereuse menace par des accords avec la Russie soviétique (accords de Rapallo, 1922, traité de Berlin, 1926). Ces politiques diplomatiques de « blocs », comme au temps de l'avant-guerre, se révélèrent inefficaces. La SDN le fut-elle davantage ?

La diplomatie des années 1920 est désormais une diplomatie publique. La conférence de la Paix à Paris (1919), les réunions des organes de la SDN, donnèrent une allure nouvelle à la diplomatie mondiale. C'était la fin, au moins en théorie, des négociations secrètes, des entrevues entre ambassadeurs et chefs de gouvernements ; au contraire, c'est le temps des conférences publiques, réunissant les ministres des Affaires étrangères, devant un parterre de journalistes, représentant l'opinion publique mondiale. Les années 1920 voient officiellement le règne d'une diplomatie de conférences, généralement tenues dans des villes de grand tourisme (pour avoir des hôtels) ; dès 1920, il y a eu neuf conférences internationales, il y en a

¹ Roland Marx, *La Grande-Bretagne et le monde au XXe siècle*, Masson, 1986, 243 p., p. 96.

sept en 1921 et le même nombre l'année suivante. C'est une diplomatie publique aussi parce que les résultats des négociations sont communiqués au public, principe érigé en dogme par le pacte de la SDN, qui oblige les états membres à publier leurs traités et à les faire enregistrer par la Société. Les conférences se continuent encore au début des années trente, et dans tous les domaines. Par exemple, il se tient à Genève au printemps 1931 un Congrès européen de la circulation, qui uniformise les panneaux de signalisation routière.

La conférence de Washington (1921-1922) est la première grande conférence internationale des années vingt. Pour le Japon, il s'agit de se réinsérer dans le « concert des nations » : c'est la politique au « profil bas » du premier ministre Shidehara Kijûrô (*cf.* le nom donné par avance au règne, 1926-1989, de Hirohito, l'ère *Shôwa*, c'est-à-dire de la paix, voir plus haut). À cette conférence, le Japon se rallie au principe de la « porte ouverte » en Chine, en signant le traité dit « des 9 » (puissances) sur la Chine, qui met fin au *Break up of China* et maintient l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Chine (Japon, États-Unis, Grande-Bretagne, France, Chine, Belgique, Pays-Bas, Portugal et Italie). Le traité « des 5 » porte sur le désarmement naval.

Les États-Unis sont depuis longtemps très influencés par la pensée de l'**amiral Alfred Mahan** (1840-1914, le *Sea Power*), mais la pensée navale de l'entre-deux-guerres tend à considérer, à la lumière de l'expérience de la Première Guerre mondiale, qui a vu la mise entre parenthèses des flottes de bataille concentrées chères à Mahan, que le XXe siècle voit l'avènement des puissances terrestres et continentales. La pensée stratégique navale ne sera dynamisée à nouveau que par l'œuvre de l'amiral français Raoul Castex (1878-1962), publiée à partir de 1929.

Pendant dix ans, la construction des cuirassés est suspendue. Pour les autres gros navires, un système de *quotas* est établi : États-Unis (5), Grande-Bretagne (5), Japon (3), France (1,75), Italie (1,75). Plus exactement, le tonnage maximum en navires de ligne est fixé à 525 000 tonnes pour les États-Unis et la Grande-Bretagne, 315 000 tonnes pour le Japon (qui a l'avantage de pouvoir concentrer toute sa puissance navale dans le Pacifique), 175 000 tonnes pour la France et l'Italie. Le Japon se résigne à ne pas demander la parité avec les États-Unis, en échange de la promesse par ceux-ci de ne pas fortifier leurs îles dans le Pacifique. Le traité « des 4 » porte sur cet océan : États-Unis, Japon, Grande-Bretagne et France s'engagent à maintenir le *statu quo* dans le Pacifique. De surcroît, la Grande-Bretagne, poussée par les États-Unis et les *dominions*, renonce à l'alliance anglo-nipponne de 1902, qui avait été renouvelée pour un an en 1920.

□ Les prémices d'une ère nouvelle dans le domaine colonial

Les métropoles ont accompli ce que les spécialistes appellent leur « révolution démographique » : baisse de la mortalité, puis de la natalité, un excédent naturel devenu faible. Les Outre-mers connaissent une évolution très sensible : l'Institut Pasteur (par exemple) et les hôpitaux accomplissent une œuvre considérable, par la victoire sur les affections endémiques — choléra, variole, peste, lèpre et malaria (cependant certaines maladies, comme la tuberculose, progressent) — et sur l'alcoolisme. Les résultats dans les colonies ce sont un taux naissance toujours élevé, les progrès de la médecine et de l'hygiène et un excédent naturel augmenté. La natalité est encouragée par le colonisateur : le mot d'ordre de « faire du noir » (*sic*) dans l'entre-deux-guerres (par peur de la faible densité). Il se produit donc une explosion démographique : la population musulmane d'Algérie passe de 4,9 millions d'habitants en 1925 à 6,2 millions d'habitants en 1936 ; la population musulmane de Tunisie passe de 1,8 millions d'habitants en 1921 à 2,3 millions d'habitants en 1936 ; la population de Madagascar (Malagasy) de 3,3 millions d'habitants en 1913 à plus de 4 millions d'habitants en 1941. Dans les années 30, l'empire colonial français s'accroît de 6 millions d'habitants (de 64 millions à 70 millions). De surcroît il y a dans les colonies progrès rapide de l'urbanisation, avec bidonvilles, etc. Comparaison simple : en 1939, l'Inde compte autant de citoyens que le Royaume-Uni (33 millions) ! Les conséquences ne sont pas minces, car les sociétés urbaines sont plus rebelles à la colonisation que les sociétés rurales traditionnelles.

Un mot sur le cas français. Il y a 69 millions d'habitants en 1936 dans l'empire colonial français, ce qui dépasse un total de cent millions avec la métropole, ce dont la propagande se gargarise. Trois causes principales à l'accroissement numérique : la paix intérieure, le développement économique des années 20 et la lutte contre la maladie. La natalité reste très forte, alors que la mortalité est en recul (l'empire français accomplit une véritable révolution démographique). L'excédent naturel est donc augmenté (exemple : 0,5 % en 1921-1926 en Algérie, 2,2 % en 1931-1936 !). La population afflue dans les villes (se forment des bidonvilles, etc.). Les plus importantes villes sont Casablanca, Tananarive, Alger et Dakar. Les territoires les plus peuplés sont l'Indochine (23 millions d'habitants en 1936), le Maghreb (16), l'Afrique occidentale française, AOF (14,7), Madagascar (3,7) et l'Afrique équatoriale française, AEF (3,4). Ce n'est toujours pas un empire de peuplement, car le nombre des Européens est faible, et en faible accroissement. La cause essentielle est qu'il s'agit d'un empire colonial bâti au moment de l'affaiblissement de la croissance démographique métropolitaine. En Indochine, par exemple, il n'y a que 42 000 Européens en 1936, seulement, dont 10 000 métis, 10 000 militaires et 4 000 fonctionnaires. En Algérie même, où le peuplement européen est le plus important de l'empire colonial français, l'immigration d'origine métropolitaine se ralentit et si la population européenne passe de 700 000 à 960 000 habitants (sur 7,2 millions), c'est surtout grâce à l'accroissement naturel. En Tunisie on passe de 150 000 à 213 000 Européens (dont beaucoup d'Italiens). Le Maroc est le seul cas de très net accroissement (mais il est très particulier) : 29 000 en 1913, 78 000 en 1921, 236 000 en 1936, 295 000 en 1947.

L'explication est double : il y a beaucoup d'Espagnols ; la fascination exercée par le Maroc sur les imaginations françaises. Dans tout le reste de l'empire il n'y a que de 80 000 à 110 000 Européens environ. On remarque donc l'énorme poids du Maghreb.

Depuis longtemps, les économies des pays colonisés sont orientées vers la satisfaction des besoins des métropoles. Que l'on songe, par exemple, au coton et au thé de l'Inde, aux phosphates du Maroc, au cuivre du Congo belge, au caoutchouc d'Indochine... Les conséquences sont la sensibilité aux prix mondiaux et la dépendance économique. En échange de leurs matières premières, ces pays absorbent des produits fabriqués européens. Les métropoles freinent donc leur industrialisation (seule exception de fait : l'Inde). Les années 20 voient une expansion économique dans les empires coloniaux, mais l'équipement des colonies est peu fait par les métropoles. Par exemple, par la loi française de 1900 la métropole ne paie que l'administration et l'armée, le reste étant financé sur place par l'impôt. La récession des années 30 aggrave cette dépendance car les cours mondiaux des matières premières baissent, les métropoles se replient sur les empires. Exemple français : 45 % des capitaux investis en 1939 contre 10 % en 1914 ! Toutefois le commerce japonais avec les colonies européennes progresse et les *dominions* progressent aussi aux dépens de la Grande-Bretagne. Les grandes sociétés se taillent depuis longtemps la part du lion (par exemple la Société générale de Belgique au Congo, Paribas et Rothschild au Maroc). Les cultures de plantation s'étendent au détriment des cultures vivrières. Cela répand la malnutrition parmi une paysannerie misérable qui, de plus, voit partout reculer les vieux droits communautaires. Les métropoles ont donc « installé » les conditions d'une dépendance post-coloniale.

Il n'y a pas dans les métropoles, globalement, de remise en cause du bien-fondé de la domination coloniale. La colonisation est légitime, développe Albert Sarraut (voir biographie ci-après). De plus, la notion de « trésor commun de l'humanité » justifie tout ! L'Européen a une mission civilisatrice et humanitaire, cf. Kipling et aussi le titre d'Albert Sarraut en 1931 : *Grandeur et Servitude coloniales*, ou encore Lyautey en 1931 au moment de l'Exposition coloniale : « Coloniser, c'est gagner à la douceur humaine les cœurs farouches de la savane ou du désert ». La colonisation unifie les nations, dit encore Albert Sarraut. La Première Guerre mondiale a accru la justification de la colonisation, c'est net chez Albert Sarraut encore. Les voix anticoloniales sont très minoritaires (voir le PCF et André Gide, *Voyage au Congo*, 1926) : on bute donc sur la notion de « fait colonial » et on insiste sur la mise en valeur. Les aspirations nationales sont d'ailleurs niées. De nombreuses formules et déclarations montrent l'aveuglement à ce sujet. Churchill à propos de Gandhi : « un fakir à demi nu » ! Avec l'idée de l'« évidence » de l'« anarchie » que serait l'indépendance. Plusieurs conséquences importantes en découlent et d'abord l'exaltation auprès d'un large public de l'exotisme colonial, aussi bien dans la littérature (exemple : Joseph Peyré, *L'Escadron blanc*, 1931), que dans la BD (cf. Hergé, *Tintin au Congo*, 1931 : dans l'édition originale, Tintin fait une leçon de

géographie sur la Belgique, remplacée par du calcul en 1947 !), dans la chanson (*Mon légionnaire*), le cinéma (*Les Lanciers du Bengale*, Julien Duvivier, *La Bandera*, 1935, Jacques Feyder, *Le Grand Jeu*, 1931), les expositions (cf. l'Exposition coloniale de Paris, 1931), ou encore dans le roman policier (cf. Agatha Christie). Deuxième conséquence, l'ignorance intellectuelle vis-à-vis des grandes civilisations ; enfin, notons que la facilité du tourisme à longue distance multiplie les flots de touristes véhiculant les clichés ci-dessus...

Albert SARRAUT (1872-1962)

Fils d'Omer Sarraut, maire de Carcassonne et figure de proue du radicalisme méridional, Albert Sarraut naît à Bordeaux et fait des études de droit, mais il se montre très tôt tenté par l'action politique. En 1902, il est élu député radical-socialiste de Narbonne et va devenir, à partir de cette date, **une des figures-clés du monde parlementaire de la IIIe République**, conservant son mandat de député de l'Aude jusqu'en 1924, avant de devenir sénateur de ce département de 1926 à la fin de la IIIe République. **La carrière politique d'Albert Sarraut (1869-1943) est étroitement liée à celle de son frère Maurice, qui se voue au journalisme et à la direction de la *Dépêche de Toulouse* dont il fait le grand journal du radicalisme du Sud-Ouest.** Elle s'appuie sur la **fédération radicale-socialiste de l'Aude**, dont les deux frères font leur fief personnel. Autour de la *Dépêche*, se rassemble un clan compact de parlementaires radicaux des départements du sud-ouest, qui doivent leur élection et le maintien de leurs positions à *La Dépêche*, dont Maurice Sarraut est l'inspirateur et le chef d'état-major, tandis qu'Albert Sarraut est leur **leader**, d'abord à la Chambre des députés, puis au Sénat. Cette très forte position rend compte de la **carrière politique de premier plan** qui est celle d'Albert Sarraut. Dès 1906, il est sous-secrétaire d'État à l'Intérieur des cabinets Sarrien et Clemenceau et en 1909 sous-secrétaire d'État à la Guerre du cabinet Briand. En 1911, il est nommé **gouverneur général de l'Indochine**, où une révolte vient d'éclater. Il parvient à rétablir l'ordre et à rallier les populations, s'intéresse au développement économique du territoire qu'il est chargé d'administrer et commence ainsi une expérience qui va faire de lui l'un des principaux spécialistes français des questions coloniales. Il quitte l'Indochine en 1914 pour devenir **ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts du cabinet Viviani** formé après les élections.

À la chute de ce gouvernement en octobre 1915, Albert Sarraut, qui a 43 ans, s'engage et est envoyé au front comme sous-lieutenant d'infanterie. Il participe en 1916 à la bataille de **Verdun**. Mais en décembre 1916, Gaston Doumergue, alors ministre des Colonies, le renvoie en **Indochine** où il juge la situation préoccupante. Sarraut y demeure jusqu'en 1919, faisant participer le territoire à l'effort de guerre français et affinant ses réflexions sur la question coloniale, dont il tire en 1931 un ouvrage, *Grandeur et servitude coloniales*. Revenu en France, **ce radical de gouvernement, sincèrement républicain, mais politiquement très modéré, devient ministre des Colonies des gouvernements du Bloc National, de 1920 à 1924.**

Albert Sarraut est un **défenseur de l'« impérialisme »**, qui, selon lui, incarne le rôle civilisateur de la France. Mais il prolonge ce thème traditionnel en mettant l'accent sur une politique de développement qui doit se substituer à l'improvisation des initiatives individuelles. Il souhaite que **le gouvernement** mette en valeur les principaux centres de production de matières premières et des denrées nécessaires à la métropole, qui correspondent aussi, selon lui, aux besoins indigènes. Il associe les exigences d'une action économique véritable à celle d'une **politique sociale** dynamique (assistance médicale, hygiène) et de promotion de la population indigène. Enfin, il souligne la nécessité de préparer une **autonomie administrative**

des colonies qui esquisse la décolonisation, afin de sauvegarder « l'essentiel », c'est-à-dire les relations avec la métropole. Ce projet cohérent et moderne est rejeté par le Chambre des députés. Si sa participation ministérielle à un gouvernement de Bloc national ne pose aucun problème en 1920 — alors qu'une bonne partie des radicaux, fidèle à l'esprit de l'Union sacrée, est proche du Bloc National — à partir de 1923, **Sarraut, comme les autres ministres radicaux est soumis aux acerbes critiques des militants, qui penchent pour l'union des gauches**. Au printemps 1924, accusé d'avoir voté en faveur des décrets-lois Poincaré contre lesquels s'était prononcé le Parti radical, il est **exclu** de celui-ci. Peu soucieux d'entrer en conflit ouvert avec son parti et avec Édouard Herriot qui le préside, Albert Sarraut renonce à présenter sa candidature aux élections législatives de 1924.

Mais **Herriot, devenu président du Conseil, est assez prudent pour éviter d'entrer en conflit ouvert avec un homme qui a derrière lui l'important groupe des radicaux du Sud-Ouest**. Aussi, en mars 1925 nomme-t-il Albert Sarraut ambassadeur en Turquie. Il y demeure un peu plus d'une année, revenant en France (où il s'est entre-temps fait élire sénateur de l'Aude) en juillet 1926 pour devenir **ministre de l'Intérieur du cabinet d'Union nationale formé par Raymond Poincaré**. Il demeure à ce poste jusqu'en novembre 1928, consacrant une grande part de son énergie à **lutter contre les communistes**, dont il combat la politique anticolonialiste et antimilitariste, lançant à cette occasion, dans son **discours de Constantine de 1927**, la célèbre formule « Le communisme voilà l'ennemi ! » Contraint à la démission comme les autres ministres radicaux par le vote du congrès d'Angers de leur parti de novembre 1928, qui désavoue l'Union nationale, Sarraut est devenu **l'un des principaux ministrables du parti radical**, l'homme indispensable dès lors qu'on forme un ministère avec des radicaux. Il est naturellement présent (comme ministre de la Marine) dans les éphémères ministères radicaux constitués durant la législature 1928-1932 par Camille Chautemps et Théodore Steeg (1930).

Mais **c'est la législature 1932-1936 qui voit Albert Sarraut atteindre le sommet de sa carrière politique**. Il est ministre des Colonies des ministères Herriot, Paul-Boncour et Daladier qui se succèdent de juin 1932 à octobre 1933 et, **à la chute de Daladier, en octobre 1933, il devient pour la première fois président du Conseil** (tout en prenant le ministère de la Marine). Son gouvernement, considéré comme trop centriste par les radicaux de gauche et les socialistes, pris dans la tourmente financière, ne dure guère plus d'un mois. Dans le cabinet Chautemps qui lui succède, Albert Sarraut conserve le portefeuille de la Marine. Après les événements du 6 février 1934, Gaston Doumergue, devenu président du Conseil (et la rumeur publique veut que Maurice Sarraut ait joué un rôle important dans son accession à la tête du gouvernement) fait appel à Albert Sarraut, homme d'ordre, républicain sincère et modéré, pour devenir en ces temps de troubles **ministre de l'Intérieur**. Une fois de plus, le sénateur de l'Aude prouve sa compétence en maintenant la paix civile. Mais l'assassinat en octobre 1934 à Marseille du roi Alexandre de Yougoslavie et du ministre des Affaires étrangères, Louis Barthou dont, en tant que ministre de l'Intérieur, il juge qu'il porte une part de responsabilité, le pousse à la démission. Son éloignement du pouvoir est de courte durée.

En janvier 1936, après la démission du ministère Laval, dans un climat politique troublé par la proximité des élections de 1936 et l'affrontement entre le Front Populaire et la droite, **il est chargé de la présidence du Conseil, la mission confiée au gouvernement qu'il dirige étant d'assurer l'ordre et le bon déroulement de la consultation. Mission limitée, qui restreint l'autorité du gouvernement et le place en situation difficile pour affronter la crise déclenchée par l'Allemagne en mars 1936 avec la remilitarisation de la Rhénanie**. Sarraut s'en tient à une réaction verbale (« Nous ne laisserons pas Strasbourg sous le feu des canons allemands »), mais est empêché d'agir par la conscience de son peu de moyens, par les militaires qui jugent

nécessaire une mobilisation générale en cas d'entrée en Rhénanie (psychologiquement difficile à un mois des élections) et par l'attitude britannique qui approuve la remilitarisation de la Rhénanie. **S'il est absent du premier cabinet Blum de juin 1936, Albert Sarraut est encore ministre d'État des cabinets Chautemps de 1937-1938, du second cabinet Blum de mars-avril 1938, ministre de l'Intérieur du gouvernement Daladier d'avril 1938 à mars 1940. En juillet 1940 à Vichy, Albert Sarraut vote les pleins pouvoirs au maréchal Pétain, mais il demeure en marge du régime de Vichy** dont le comportement heurte ses sentiments républicains. Il garde donc, depuis Toulouse, une réserve silencieuse à l'égard du régime. En 1944, après l'assassinat de son frère par la Milice (1943), il est arrêté par les Allemands, qui le déportent jusqu'à la fin de la guerre. Albert Sarraut est nommé en 1947 à l'**Assemblée de l'Union française** dont il est élu président en 1951. Malgré sa notoriété et sa connaissance des dossiers, il ne peut assurer à cette assemblée un rôle important. De fait, elle intervient peu dans les débats de la décolonisation. Pourtant, en certaines occasions, pendant la guerre d'Indochine, Albert Sarraut prend position en faveur de **négociations** avec les nationalistes.

La remise en question du colonialisme est, la plupart du temps, l'expression d'une élite sociale et intellectuelle. À l'exception d'un Hô Chi Minh ou d'un Giap, elle concerne une *intelligentsia* de fils de notables, de bourgeois, de chefs de tribu, mais aussi d'ingénieurs (Achmed Sukarno ou Soekarno, en Indonésie, par exemple), d'avocats (Habib Bourguiba en Tunisie) ou de pharmaciens (Ferhat Abbas en Algérie). Elle emprunte souvent à des modèles extérieurs, d'où le synchronisme de 1919. Mais cette remise en question est hétérogène, critiquant ou pas la société indigène, voulant ou non une modernisation intellectuelle et économique ; elle est éventuellement partagée par des rivalités internes (tribales, idéologiques, etc.). Les sources idéologiques sont multiples. Elles sont d'abord la victoire japonaise de 1905, qui alimente un *asiatisme*, la Première Guerre mondiale (rivalités européennes, nécessité de l'aide des colonies, etc.), la révolution de 1917 et les partis communistes des métropoles, l'indépendance de l'Arabie et de l'Égypte, exemples qui font naître un *arabisme*. Le wilsonisme est évidemment très important, malgré le vague du 5^e des *Quatorze Points* (effort pour préserver les intérêts des populations colonisées) ; il a néanmoins suscité bien des espoirs en faveur du principe de *self-determination*, immédiatement connu et salué. Mais à la conférence de la Paix le mouvement d'éveil des peuples colonisés, accéléré par la guerre, a été totalement négligé : les revendications territoriales des alliés l'emportent sur le wilsonisme. La seule concession a été le système des mandats, un compromis, évidemment considéré par les bénéficiaires comme un expédient facile. Ils doivent rédiger un rapport annuel et siègent une Commission des mandats, qui ne ménage guère la France, luttant contre sa politique d'assimilation et contre l'administration du Togo à partir de la colonie voisine du Dahomey. L'indépendance de l'Arabie et de l'Égypte (voir plus loin) provoque la naissance de l'arabisme. De surcroît, la Société des Frères musulmans naît en Égypte en 1927. Son objectif est une renaissance religieuse intégriste ; elle connaît un grand succès.

Les thèmes principaux de l'anticolonialisme dans l'entre-deux-guerres sont en partie « occidentaux », en partie « indigènes ». Les premiers exaltent la Nation, le *self-government*, la Constitution (cf. le *Destour* tunisien, comme le *Wafd* égyptien), la revendication de l'héritage de 1789. Les seconds sont la fidélité à la religion ancestrale, à la tradition culturelle, la négritude et le panafricanisme, inauguré par l'Américano-Libérien Edward Wilmot Blyden (1832-1912) avant la Première Guerre mondiale. Des Congrès panafricains se tiennent à Paris en 1919, à Londres en 1921 et 1923, à New York en 1927. Négritude et panafricanisme font le lien avec les Noirs américains et l'expansion du jazz, avec le mouvement de retour des Noirs américains en Afrique, incarné par le Jamaïcain Marcus Garvey (1887-1940) et l'universitaire afro-américain William Edward Burghardt du Bois (1868-1963). Ils se développent avec Aimé Césaire et Léopold Sedar Senghor, mais s'essouffent : c'est surtout à la suite de la Deuxième Guerre mondiale que le panafricanisme retrouvera son dynamisme. Ces thèmes « indigènes » ont été amplifiés par l'expansion de l'Islam depuis le XIXe siècle en Afrique, par les sectes islamiques réformatrices ; la presse a une grande importance — cf. les journaux égyptiens comme *Al Ahrām*, au Caire, « les pyramides » — ; ces thèmes démontrent l'existence d'un grand débat entre passéisme et modernisme. Les thèmes principaux de l'entre-deux-guerres ressortissent aussi à une grande vogue du marxisme immédiatement après la Première Guerre mondiale. Dès ses premières réunions, la IIIe Internationale (Komintern) se prononce pour l'indépendance, car elle voit dans les colonies un potentiel révolutionnaire et met sur pied une stratégie à long terme, destinée à tuer le monde capitaliste avancé. Le Komintern approuve en juillet 1920 les *Thèses sur les questions nationale et coloniale* de Lénine et fixe la tactique de l'opposition au mouvement bourgeois démocratique nationaliste, même s'il demande l'indépendance politique. L'important Congrès des Peuples opprimés se tient à Bakou en 1920. Il est appelé aussi « Congrès des peuples de l'Orient », où les délégués issus de l'ancien empire russe sont très largement majoritaires ! Sont surtout présents des représentants du Caucase, de l'Asie centrale, mais il n'y a que 6 % de Russes. Des délégués des partis révolutionnaires de pays colonisateurs (France, Grande-Bretagne, Pays-Bas) sont présents, l'Américain John Silas Reed (1887-1920), il y a 3 % de femmes. Seulement 14 « Hindous », dont Manabendra Nath Roy (1887-1954), 8 Chinois, 3 Arabes (sur 1 891 délégués). C'est une vaste kermesse, mal préparée. Les stratèges de l'Internationale (surtout Zinoviev, qui mène les « débats ») veulent gagner à leur cause les peuples opprimés d'Asie, à la fois par haine sincère du colonialisme et pour tourner sur leurs flancs les pays capitalistes d'Europe : « La route la plus directe de Moscou à Paris passe par Pékin, Tokyo et Calcutta ». Le congrès marque aussi la tentation de retourner le dispositif révolution vers l'Orient, vers la Chine notamment.

Mais, bientôt, la position russe va se trouver secouée en Russie même par les revendications des peuples de l'Asie centrale : ils entrent dans la République fédérale de Russie en tant que républiques ou régions autonomes (il y a 8 Républiques autonomes et 13 régions autonomes en 1922 dans la RSFSR, République socialiste fédérative soviétique, ou des Soviets,

de Russie). Des alliances bilatérales et des traités bilatéraux sont signés entre des républiques et la République fédérale de Russie. La promesse très formelle d'une république nationale musulmane est exploitée par Sultan Galiev qui rêve d'une révolution communiste étendue à toute l'Asie, mais elle est condamnée par le Congrès des peuples d'Orient (Bakou, septembre 1920). Mir Sayid Sultan Galiev est un Tatar, né en Bachkirie vers 1880. Il a fait de sérieuses études, a été bibliothécaire à Oufa, puis professeur à l'école tatar de Bakou pendant la Première Guerre mondiale ; il se lance dans la politique après la révolution de février 1917. Il se rallie aux bolcheviks après la révolution d'Octobre et devient le principal conseiller de Staline pour les questions musulmanes. Sultan Galiev rêve d'une vaste république tartaro-bachkire, à laquelle les bolcheviks s'opposent, car ils refusent l'autonomie aux communistes musulmans. Sultan Galiev prend ses distances vis-à-vis des bolcheviks, et déclare voir dans les peuples musulmans des « peuples prolétaires » doués d'une capacité révolutionnaire originale. La révolution a donc son avenir en Orient, d'après lui. Sultan Galiev est arrêté en 1923, exclu du parti, arrêté une deuxième fois en 1928, condamné à dix ans de travaux forcés, déporté. Il disparaît au Goulag, la date de sa mort étant inconnue. La condamnation de Sultan Galiev est tout à fait révélatrice. La stratégie de l'Internationale atténue considérablement son anticolonialisme initial à partir de 1925 et dix ans plus tard elle change radicalement de tactique, l'adversaire principal devenant le fascisme. Maurice Thorez parle en 1937 du « droit à l'indépendance », mais pour ajouter : « l'intérêt des peuples colonisés est dans leur union avec le peuple de France et non dans une attitude qui pourrait favoriser les entreprises du fascisme. Il faut par conséquent créer les conditions de cette union libre, confiante et fraternelle des peuples colonisés avec notre peuple. » Une nouvelle volte-face se fait bien sûr observer avec le pacte germano-soviétique (1939). Au final la plupart des mouvements nationalistes ne souhaitent pas rompre totalement les liens avec la métropole. Beaucoup rêvent d'une *intégration* (F.Abbas), désir bafoué par la maladresse intransigeante de la plupart des métropoles, mettant souvent en prison beaucoup de dirigeants nationalistes. Une évolution aurait évité les coûteuses et inutiles guerres coloniales d'après 1945...

Est-ce le début de la « grande retraite » (O.Franks) pour les Britanniques ? En 1914, la Grande-Bretagne apparaissait comme la première puissance mondiale, à tort car elle avait été dépassée depuis longtemps par les États-Unis et depuis une vingtaine d'années par l'Allemagne. En 1919, la supériorité des États-Unis est évidente, mais la Grande-Bretagne est un des grands vainqueurs de la Première Guerre mondiale et elle n'est pas exsangue comme la France. Et surtout l'empire est au maximum de sa puissance. Avec les nouvelles acquisitions dues à la Première Guerre mondiale, il est le plus vaste de tous les empires ayant jamais existé : 32 000 000 km², un quart des terres émergées, 450 à 500 millions d'habitants (dont les trois quarts en Inde), soit un quart de l'humanité. L'Empire britannique est installé dans tous les continents et sur tous les océans et toutes les mers. Mais c'est un empire dispersé et très divers, géographiquement, socialement, économiquement et politiquement. L'Empire britannique est

dirigé par un pouvoir central, limité par la puissance des quatre *dominions* (Canada, Nouvelle-Zélande, Australie et Afrique du Sud) et les revendications nationalistes (Inde et Égypte). Il y a quatre *dominions* — souverains à l'intérieur, pas à l'extérieur — en 1914 : le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Afrique du Sud. En 1923, l'Irlande du Sud (Eire) s'y ajoute. Les quatre *dominions* de 1914 participent à la Première Guerre mondiale et, au moins pour Australie et Nouvelle-Zélande, qui ont subi des pertes extrêmement lourdes, la guerre est l'occasion de la transformation en véritable nation. À la Conférence de la Paix de 1919 les *dominions* obtiennent une représentation séparée et chacun d'eux signe les traités de paix. La richesse de l'Empire est grande : il est le producteur mondial pour de nombreux produits, grand exportateur de matières premières à destination des autres pays industrialisés ; il représente un système multilatéral de commerce. Mais tous les territoires ont pour premier client et premier fournisseur la Grande-Bretagne ; tous les secteurs économiques modernes sont dirigés depuis la *City*. En première approximation règne un « despotisme éclairé » de l'administration anglaise. La « grande retraite » de la Grande-Bretagne — selon la formule de l'historien O.Franks — commence dès les années 20. Certes, c'est après 1945 que la décolonisation s'accélère (avec la fameuse « retraite honorable » de la Grande-Bretagne), c'est seulement en 1956 (Suez : seules Australie et Nouvelle-Zélande soutiennent la Grande-Bretagne) et 1957 (l'indépendance de la *Gold Coast* est un signal) que la liquidation du *Commonwealth* est prévisible. Mais dès avant 1914 les *dominions* sont indépendants de fait : il y a donc, pour les colonisés des années 20, des précédents ! De plus, les *dominions* ont signé les traités de paix, ils sont entrés à la SDN, trois ont obtenu des mandats : *de facto* la Grande-Bretagne a reconnu leur souveraineté internationale. Peu après, l'Eire est indépendante de fait en 1921, l'indépendance de l'Égypte est reconnue la même année ; la conférence de Washington de 1922 (voir plus haut) reconnaît la parité navale aux États-Unis. La « conférence impériale » de 1926 (10 octobre-23 novembre) donne une « définition » de l'empire colonial britannique. Le Royaume-Uni et les *dominions* sont des « communautés autonomes au sein de l'empire britannique [...] membres du *commonwealth* britannique. » Le terme de *commonwealth* était apparu pour la première fois officiellement dans le texte du traité de 1921 donnant son indépendance à l'Irlande. La Couronne revêt une importance nouvelle en devenant le lieu d'une « commune allégeance » et par conséquent le lien visible fondamental. Et dans les années vingt éclatent les troubles de Palestine (voir plus haut et plus loin). Surtout, pendant les années 20 explose le drame irlandais.

□ L'indépendance de l'Irlande du Sud

Au début des années 20 ce drame éclate. Avant 1914 avait été accordée l'égalité des droits pour les catholiques, provoquant le « désétablissement » de l'Église anglicane ; les terres avaient été morcelées. Il ne subsistait plus que le problème politique : les Irlandais

réclamaient l'abolition de l'*Acte d'Union* de 1800 et voulaient le *Home Rule*, l'autonomie. Ces revendications semblaient devoir triompher avant la guerre, grâce à l'appui des Libéraux au pouvoir à Londres : voté en 1912 le *Home Rule* doit entrer en vigueur en 1914. Mais les protestants de l'Ulster (partie Nord de l'Irlande) s'organisent et s'arment : règne un danger latent de guerre civile entre Orangistes (les protestants radicaux) et catholiques. Toutefois, lors de l'entrée en guerre en 1914, beaucoup de volontaires irlandais s'engagent et l'armée anglaise forme deux divisions irlandaises, le Parti nationaliste irlandais (PNI) de John Redmond participe à l'Union sacrée britannique. Cependant le *Home Rule* est suspendu jusqu'à la fin des hostilités.

Pendant la Première Guerre mondiale les groupes républicains croissent en importance, surtout le *Sinn Fein* (« nous-mêmes »), et ils provoquent la Révolte du Lundi de Pâques (avril 1916) à Dublin. Les groupes insurgés sont écrasés, 15 chefs sont fusillés, sauf Eamon De Valera (prononciation : Eumenn de Valéra), qui a la nationalité américaine.

Eamon De Valera était né à New York en 1882 d'un père espagnol et d'une mère irlandaise. Edward est devenu Eamon. Il revenait d'une tournée de propagande et de collecte de fonds aux États-Unis...

Le Sinn Fein a désormais ses martyrs (et le PNI s'effondre après la mort de Redmond). Encore pendant la Première Guerre mondiale, la conscription n'est soigneusement pas étendue à l'Irlande, des négociations sont ouvertes, en vain (la fin de la guerre intervient avant toute conclusion). Toujours pendant la Première Guerre mondiale, le Sinn Fein prend son essor, il se diversifie en tendances plus ou moins radicales. En 1918 les principaux chefs du Sinn Fein sont arrêtés et, par soustraction, les extrémistes prennent en main le Sinn Fein. Aux élections législatives du 14 décembre 1918 le Sinn Fein remporte 73 sièges (c'est-à-dire tous les sièges en dehors de l'Ulster, sauf 4) ; sont élus 26 « unionistes » en Ulster sur 32 députés.

Les élus Sinn Fein refusent de venir siéger à Londres ; de toute façon la moitié d'entre eux sont en prison, en exil ou dans la clandestinité ; ceux qui sont libres forment le *Dail Eireann* à Dublin. Le 21 janvier 1919 ils proclament l'indépendance et constituent un gouvernement provisoire. Les Sinn Feiners ne sont pas partisans de la violence mais de la non-collaboration avec les Britanniques (la « tactique hongroise ») et de la propagande à l'étranger, surtout aux États-Unis. D'ailleurs le Sinn Fein envoie une délégation à la conférence de la Paix à Paris, sans aucun succès. Eamon De Valera, jeune professeur de mathématiques, citoyen américain (voir plus haut), est élu président du *Dail Eireann*. Il fait une tournée aux États-Unis, y obtient un immense succès dans les milieux irlando-américains mais ne peut convaincre le gouvernement. En quelques semaines, les Sinn Feiners passent à l'action violente et mettent sur pied l'*Irish Republican Army* (IRA), l'Armée républicaine irlandaise, en janvier 1919, dirigée

par Arthur Griffith (le créateur du Sinn Fein en 1905) et Michael Collins ¹ : l'IRA commet des attentats contre la police (*Royal Irish Constabulary*). Pour des raisons stratégiques (et on est en pleine Conférence de la Paix), le gouvernement décide d'agir énergiquement : mise hors la loi du Dail et du Sinn Fein, recrutement de forces de police supplémentaires, notamment parmi les démobilisés.

En 1920, la lutte devient une véritable guérilla, surtout dans le Sud-Est : la population soutient l'IRA, il y a des morts, des pillages, des atrocités ; la loi martiale est décrétée en décembre 1920. Le 23 décembre 1920 est votée à Londres la Loi sur le Gouvernement de l'Irlande (*Government of Ireland Act*). Elle prévoit l'autonomie et la partition entre l'Eire et l'Ulster (pas l'Ulster historique, mais seulement les six comtés où le peuplement non-irlandais est majoritaire, à l'heure actuelle les catholiques sont légèrement majoritaires dans deux de ces six comtés), chaque partie ayant un parlement ; un Conseil de l'Irlande coiffe les deux parlements ; l'Irlande continuerait à envoyer des députés à Londres. Les protestants unionistes de l'Ulster acceptent ; par contre le Sinn Fein réclame l'indépendance complète et l'unité. Les élections aux deux parlements ont lieu le 24 mai 1921. Le Nord élit 40 unionistes, 6 « nationalistes », 6 Sinn Feiners ; le Sud élit 124 Sinn Feiners sur 128 sièges... La violence s'est intensifiée pendant ce temps : émeutes contre les catholiques en Ulster, notamment à Belfast, montée en intensité de la lutte de l'IRA au Sud, avec une véritable organisation clandestine (et les Sinn Feiners contrôlent les municipalités). Un premier maximum de violence est atteint au début de 1921. Mais l'opinion publique britannique évolue en 1921 : elle se lasse devant l'effort militaire d'après-guerre, que le chef d'état-major, Henry Hughes Wilson (1864-1922) propose d'augmenter considérablement ; elle est très impressionnée par des événements comme la grève de la faim du lord-maire de Corck ; l'archevêque de Cantorbéry condamne la politique du gouvernement ; certains conservateurs (Churchill), des libéraux (Austen Chamberlain) penchent vers une politique de conciliation.

Austen Chamberlain, 1863-1937. Fils de Joseph Chamberlain (1836-1914, ministre des colonies 1895-1903, champion de l'impérialisme britannique) et demi-frère de Neville Chamberlain (voir plus loin). Député libéral, chancelier de l'Échiquier 1903-1906 et 1919-1921. Ministre des Affaires étrangères 1924-1929, il signera les accords de Locarno.

De plus, le premier ministre de l'Afrique du Sud, un *dominion*, conseille au roi une politique de conciliation. Le roi George V vient en personne à Belfast pour l'ouverture du Parlement, le 22 juin 1921, et lance un appel à la conciliation, relayé par le Premier ministre, Lloyd George, qui lance aux deux leaders du Sud (De Valera) et du Nord (Craig) un appel à l'apaisement.

¹ Respectivement 1872-1922 et 1890-1922.

Une trêve commence le 11 juillet 1921. De Valera se rend à Londres : Lloyd George lui propose habilement le statut de *dominion* au Sud et l'autodétermination de l'Ulster. De Valera est très hésitant, les autres Irlandais très divisés. D'octobre à décembre 1921 est réunie une Conférence anglo-irlandaise. Les intransigeants et De Valera refusant de venir, la délégation irlandaise est menée par Arthur Griffith et Michael Collins. Les Irlandais demandent indépendance de toute l'île, le statut de République pour l'Irlande, en « association externe » avec la Grande-Bretagne ; les Anglais reprennent la proposition faite par Lloyd George à De Valera. On a donc un dialogue de sourds, mais fort chargé de passion. Ce sont les Irlandais qui cèdent, car l'IRA est sortie de la clandestinité, ce qui l'affaiblit, ils craignent la reprise des hostilités par les Britanniques, la population irlandaise est lasse de la guerre, Lloyd George fait miroiter la perspective du ralliement de l'Ulster à l'indépendance de l'Irlande toute entière (diabolique...). Et le 6 décembre 1921 un traité (les *Articles d'accord*!!) est signé entre les délégués et l'Angleterre : est créé un « État libre d'Irlande », autonome mais qui fait allégeance à la Couronne britannique ; il a droit à des forces armées et à une diplomatie ; l'Angleterre garde l'usage de quatre bases navales ; le parlement de l'Ulster doit choisir l'avenir du Nord après la ratification. Si l'Ulster adhère à l'État libre, il sera autonome. Très normalement, les leaders et députés irlandais sont très divisés et les partisans du traité ne l'emportent à Dublin (au Sud) que de peu le 7 janvier 1922. Ceci provoque la démission de De Valera, remplacé par Griffith, qui forme un premier gouvernement irlandais, dirigé par Collins. Les Britanniques évacuent leurs troupes du Sud au long de l'année 1922.

De Valera forme un Parti républicain, le *Fianna Fail* (les Soldats du destin) ; les troupes irlandaises se divisent en « réguliers » (qui acceptent le traité) et « irréguliers » (soutenus financièrement par les Irlando-Américains) ; dès le 14 avril 1922 se produisent des heurts entre Irlandais : l'IRA attaque à Dublin. C'est dans ce climat qu'ont lieu, le 16 juin 1922, les élections au Sud. Leur résultat est très ambigu : sont élus 58 partisans du gouvernement Collins, 35 « républicains » (De Valera) et 35 députés d'autres partis (17 travaillistes, etc.). Certes, les partisans de De Valera refusent de siéger, mais les autres députés se divisent tout de suite quant à la future constitution, et surtout... Le 22 juin 1922 : le chef d'état-major de l'armée britannique, Sir Henry Wilson (voir plus haut), est assassiné à Londres par deux Irlandais, ce qui provoque, à bon droit (on est trois ans seulement après le traité de Versailles), l'indignation de l'opinion britannique. En juin 1922 commence, entre « réguliers » et « irréguliers » une véritable guerre civile, violente (bientôt il y aura plus de morts que pendant la guerre contre les Anglais), urbaine, pleine de péripéties malgré sa rapidité : le chef (militaire) des « réguliers » est capturé par les « irréguliers » au tout début de la guerre civile ; Griffith meurt en août 1922 (empoisonné ?) et Collins est tué dans une embuscade (montée par des « réguliers » !). Les gouvernementaux (je passe sur les noms) l'emportent, De Valera lance un appel au cessez-le-feu en avril 1923 et la guerre civile prend fin en mai 1923, cependant l'IRA va subsister jusqu'à nos jours.

Pendant ce temps, le parlement de l'Ulster a, bien entendu et comme escompté par les Britanniques, choisi de ne pas faire partie de l'Irlande indépendante (Eire). L'Ulster reste donc britannique et le « Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande » devient le « Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord », qui a évidemment des rapports très tendus avec l'Eire, d'autant plus que le traité de 1921 n'a pas reconnu une République irlandaise mais un « État libre d'Irlande ». C'est un des derniers succès de Lloyd George, qui est poussé à la démission par les conservateurs en octobre 1922, date de la fin du gouvernement de coalition.

Dix ans plus tard, en 1932, rebondissement : le Fianna Fail gagne les élections, De Valera est élu président du Conseil. Il s'efforcera de détendre les relations avec la Grande-Bretagne, d'autant plus qu'on est en pleine crise économique. Mais le 3 mai 1933 le serment d'allégeance à la Couronne britannique jusque-là exigé de tout député irlandais est abrogé. Londres, soutenu par certains *dominions* comme l'Australie et la Nouvelle-Zélande, est hostile à toute concession nouvelle et dans ces années de crise économique un véritable conflit douanier s'établit entre l'Irlande et la Grande-Bretagne. En décembre 1936, le parlement irlandais déclare ne pas reconnaître la souveraineté du nouveau roi après l'abdication d'Edouard VIII (le Premier Ministre, Neville Chamberlain s'incline). Quelques mois plus tard, en mai 1937, l'Irlande du Sud adopte, à l'instigation de De Valera, une nouvelle constitution, totalement républicaine : le peuple est souverain, le chef d'État est le président de la République. L'État libre d'Irlande devient officiellement l'Eire. La Grande-Bretagne l'accepte le 29 décembre, à condition que l'Irlande reste en principe membre du *Commonwealth*. Ont pesé les craintes stratégiques extérieures, mais cela montre bien que, pour la Grande-Bretagne, la question irlandaise est résolue. Une ultime négociation commence en janvier 1938 et se conclut par un accord financier qui met fin à la guerre économique et un accord diplomatique par lequel la Grande-Bretagne évacue ses bases navales d'Irlande du Sud. De Valera reste à la tête du gouvernement (avec le titre de Premier Ministre) de 1937 à 1948. Il le sera à nouveau, deux fois, après la Seconde Guerre mondiale (1951-1954 et 1957) et sera élu président de la République en 1959, le restant... jusqu'en 1973 (deux ans avant sa mort, à 93 ans). En 1939, l'Eire va rester neutre, mais beaucoup d'Irlandais du Sud vont s'engager dans l'armée britannique. En 1949, l'Irlande du Sud dénoncera unilatéralement le traité de 1921, ce qui lui confère l'indépendance complète, c'est la rupture des derniers liens avec le Commonwealth, le changement de nom officiel pour « République d'Irlande ».

□ Les origines de la Société des Nations

L'organisation nouvelle est un des aspects majeurs du nouveau caractère des relations internationales au XXe siècle, avec la rupture de l'équilibre européen (voir plus haut), les deux éléments étant liés : le nouvel ordre mondial, auquel l'équilibre européen (*balance of*

power) a cédé la place, est garanti par la SDN, mais la Société n'est-elle pas avant tout constituée d'États souverains et indépendants ?

Remarquons d'ailleurs que le XXe siècle est celui des organisations internationales (de toutes sortes, voir plus haut). Il faut chercher une préhistoire dans le mouvement pacifiste des juristes d'avant 1914, réglementant la guerre (exemple : conférence de Genève en 1864). Grâce à Léon Bourgeois (1851-1925), le programme de Nancy (1907) du parti radical intégrait une « Société des Nations civilisées » (voir plus haut).

Enfin, des ligues pro-SDN existèrent dès 1914 dans les pays neutres (voir plus haut).

□ Un « théâtre » presque vide (1919-1924)

Enfant des idées de Wilson et du traité de Versailles, la SDN veut être le « théâtre » de la politique internationale où se tiendrait le « concert des nations ». Quelle est la réalité ? L'isolement initial (1919-1924) de la Société des Nations est frappant. La foi et l'ardeur des délégués et des fonctionnaires de Genève contraste avec la méfiance ou le dédain de la plupart des États. Il y a de grands absents : les vaincus, l'URSS, les États-Unis, qui n'ont pas ratifié le traité de Versailles (mais ils ont des observateurs). La question de l'universalité change donc complètement de portée et il apparaît qu'il serait dangereux de prolonger longtemps l'ostracisme des vaincus car il y a danger de les voir faire cause commune avec les bolcheviks : la Conférence de la Paix a brimé vaincus de la guerre et bolcheviks.

Quelques points positifs émergent toutefois. La SDN a un rôle administratif, quant à la Sarre où une commission de cinq membres (un Français, un Sarrois, trois autres) dispose de pouvoirs gouvernementaux, flanquée d'un Conseil consultatif (à partir de 1922), ce qui donne d'excellents résultats. Elle en a un autre à Dantzig (Gdansk, où les incidents sont nombreux, le premier grave éclatant en 1925 à propos du service postal, cf. Gunter Grass, *Le Tambour*), et encore un en matière de mandats. Elle joue le rôle de protectrice des minorités nationales et ses suggestions sont bien accueillies, car bien présentées (elles ne froissent pas). La SDN aide l'Autriche (voir plus haut), dispense pour tout le continent européen une aide technique pour aider à la reconstruction. Elle réussit à opérer le règlement de questions internationales mineures, par exemple l'affaire des îles Aland (Ahvenanmaa) entre la Suède et la Finlande en 1921 : les îles sont attribuées à la Finlande, mais avec autonomie des habitants. Les îles auront un Parlement et même (1984 seulement...) des timbres à elles. La SDN règle un grave incident de frontière entre la Grèce et la Bulgarie sur la Thrace orientale (voir plus haut) en 1925.

Mais la dernière année de cette première période d'existence est marquée par l'échec des « Protocoles de Genève » (ou *du* « Protocole »). L'année 1924 voit l'échec du premier des Protocoles de Genève, nés de l'arrivée de gouvernements de gauche en Grande-Bretagne et en France (Herriot et Ramsay MacDonald, 1866-1937) en 1923 et 1924. MacDonald a pris pour lui le portefeuille des Affaires étrangères et est secondé par Arthur Henderson (1863-1935), son ministre de l'Intérieur. Au Royaume-Uni se développe pendant toutes les années vingt un vaste mouvement pacifiste et pro-SDN : l'Association pour la SDN compte 200 000 adhérents en 1924, 400 000 en 1931 ; l'organisation *No More War* (« Jamais plus la Guerre ») a 3 000 militants en 1930. Le texte nouveau (le Protocole) prévoyait qu'en cas de conflit l'arbitrage de la SDN serait obligatoire. Le refus de l'arbitrage par un des protagonistes ferait qu'il serait automatiquement désigné comme l'agresseur : des sanctions militaires lui seraient automatiquement appliquées. Ce système aurait garanti la sécurité, permettant le désarmement général. Toutefois la chute de MacDonald (4 novembre 1924) fait échouer ce Protocole, dont le nom officiel est *Protocole pour le Règlement pacifique des Conflits internationaux*. On emploie généralement le pluriel (Protocoles de Genève) car un deuxième protocole de Genève interdit l'emploi des armes biologiques et chimiques (17 juin 1925). Cependant les grandes puissances (surtout la Grande-Bretagne) n'en constituent pas moins des stocks chimiques importants, qui ne furent toutefois pas utilisés pendant la Seconde Guerre mondiale.

Surtout, la SDN est tenue à l'écart des grandes actions internationales. Ainsi, la France agit seule pour imposer en 1920, 1921 et 1923 l'application stricte du traité de Versailles ; la SDN ne fait qu'entériner le partage de la Silésie en 1921 (voir plus haut). De même, l'institution internationale n'a aucun rôle dans la conférence de Washington (1921-1922) (voir plus haut), si importante. Il y a encore plus grave pour la SDN. Elle est impuissante devant les coups de force : Lituanie sur Memel (Klaipéda) en 1923, Pologne sur Vilna-Wilno en 1920 (voir plus haut), une crise qui provoque jusqu'en 1939 une totale rupture entre Pologne et Lituanie : elles n'ont pas de relations diplomatiques, ni même postales, routières et ferroviaires !). En 1923 éclate la crise de Corfou, concernant l'une des Iles Ioniennes, grecques (Corfou ou *Kerkyra*), face, en partie, à l'Albanie du Sud. Après l'agression commise en 1923 contre la mission italienne chargée de délimiter la frontière albanaise, Mussolini — au pouvoir depuis la Marche sur Rome de l'année précédente — fait bombarder et occuper l'île grecque de Corfou, à titre de gage pour des réparations. La SDN ne peut résoudre le problème, dont la solution est confiée à une conférence d'ambassadeurs. La Grèce et Mussolini — soumis à des pressions anglaises — acceptent un compromis sur les conditions italiennes, un versement de 50 millions de lires (l'Italie occupera à nouveau Corfou, Corfù en Italien, en 1941).

□ **Le « concert des nations » se tient à Genève (1924-1933)**

Un changement complet est provoqué par un nouveau contexte, celui de l'ère Briand-Streseman et de la prospérité économique. Le grand signe est l'entrée de l'Allemagne à la SDN en septembre 1926, sur proposition de Briand. Les manifestations du changement sont nombreuses : les grandes puissances utilisent effectivement Genève, les hommes politiques de premier plan s'y rendent et les ministres des Affaires étrangères vont à l'assemblée générale de septembre, ce qui provoque des rencontres. Dans le deuxième gouvernement travailliste MacDonald (1929-1931) le ministre des Affaires étrangères Arthur Henderson (secrétaire général du parti, voir plus haut) est très favorable à la SDN, appuie Briand, pousse les feux de la conférence du Désarmement, etc. Le nombre des membres augmente, le maximum étant atteint en 1932 avec 60 nations.

Ces années sont en outre la grande période de l'action humanitaire et sociale. Deux grandes réalisations se situent dans l'« esprit de Genève » : les accords de Locarno en 1925 (ils ne sont pas passés à l'initiative de la SDN, mais ils sont approuvés par l'assemblée générale de 1926) et le pacte Briand-Kellogg d'août 1928, qui recueille 57 signatures et décrète que la seule possibilité d'action militaire, ce sont les sanctions militaires décidées par la SDN (voir plus loin). Un projet se situe aussi dans l'« esprit de Genève », le projet d'unification européenne de Briand, dont le promoteur était le comte Coudenhove-Kalergi (voir plus loin). Mais, en fait, le projet sera enterré par la SDN, qui y voit une concurrence ! Un autre est la préparation du désarmement général (voir plus haut), qui nécessite de longues négociations et de longs travaux préparatoires, de sorte que la Conférence sur le Désarmement ne s'ouvre, à Genève, qu'en février 1932, sous la présidence de Henderson (voir plus haut).

Et un ultime succès, complétant la convention de Genève de 1864 (voir plus haut), est la convention de 1929 relative au traitement des prisonniers de guerre, qui doivent être traités avec « humanité », avec des droits très précis (interdiction de travailler, par exemple).

□ Le Komintern

Au lendemain de la guerre mondiale, la situation semble propice au développement de l'offensive révolutionnaire. Économiquement, l'Europe sort de la guerre ruinée, endettée, en proie à l'inflation. L'effondrement de la production a entraîné une pénurie et un renchérissement des produits de consommation. Socialement, le conflit a aggravé certaines inégalités ou en a créé de nouvelles, tandis qu'un puissant brassage s'opérait dans les tranchées, favorisant les aspirations égalitaires des masses. Psychologiquement, la guerre a suscité une hostilité très vive pour les forces de conservation (dynasties, haute bourgeoisie, élites traditionnelles, armée...), jugées responsables du massacre, et un climat d'exaltation héroïque favorable à l'épanouissement des mystiques révolutionnaires. La première phase —

les années d'après-guerre — est donc caractérisée par la conviction que le capitalisme est entré en agonie et que la révolution prolétarienne va s'étendre. Mais, bientôt l'échec des révolutionnaires en Allemagne et en Hongrie (où le pouvoir communiste tient « 100 jours ») conduit à une politique de « Front unique » avec les socialistes. En même temps s'accroît l'appui accordé aux mouvements nationaux des peuples colonisés. Ceux-ci sont en effet des victimes de l'oppression et leur combat, qui affaiblit l'impérialisme, en fait des alliés du mouvement révolutionnaire. L'Internationale suscite le développement de partis communistes dans ces pays et soutient les mouvements nationaux même s'ils ne sont pas dirigés par des communistes, ce qui est généralement le cas (*cf.* l'exemple de la Chine).

Quelle a été la formation de la nouvelle Internationale ? La guerre a consacré la faillite de la II^e Internationale (1889-1914). Elle a également réveillé, au sein des partis socialistes, l'opposition entre adversaires et partisans d'une révolution immédiate, suivie de la dictature du prolétariat. Ce sont des représentants de cette seconde tendance, appartenant à la « gauche zimmerwaldienne » (fraction du socialisme européen ayant opté pour une stratégie révolutionnaire lors de la conférence réunie en septembre 1915 à Zimmerwald, en Suisse, voir plus haut), qui, répondant à l'appel des dirigeants bolcheviks, se réunissent à Moscou en mars 1919. Il n'est pas certain qu'ils aient eu, au départ, l'intention de fonder immédiatement une nouvelle Internationale. Lénine et Trotski étaient eux-mêmes très hésitants, car ils étaient mal renseignés sur le rapport des forces dans les pays en proie à des troubles révolutionnaires. Néanmoins, après trois jours de débats, la décision est prise. Menacés par les armées blanches et par l'intervention des puissances capitalistes, persuadés d'autre part que la révolution se prépare à embraser l'ensemble du vieux continent, les Bolcheviks optent pour une « stratégie à court terme », fondée sur l'idée offensive de la révolution mondiale et s'appuyant sur de petits noyaux de militants prêts à engager l'action contre les « ennemis de classe » de la Russie des soviets et du prolétariat mondial. Les bolcheviks ne conçoivent pas que leur mouvement puisse rester isolé : par principe internationaliste — la solidarité des opprimés s'exerce sans frontières — ; par réalisme — le socialisme ne peut triompher dans un seul pays — , il doit être international. À cela, deux conditions : une situation révolutionnaire (elle existe effectivement en Europe, surtout en Allemagne) ; une force politique capable de prendre la direction du mouvement révolutionnaire pour le faire aboutir. Cette force ne peut être qu'un parti de type bolchevique, un parti *communiste*, discipliné, centralisé, attaché aux principes fondamentaux du marxisme enrichi par Lénine. Les communistes doivent partout rompre avec les vieux partis socialistes, qui ont trahi la révolution en s'associant à la guerre, et qui trompent les ouvriers en prétendant parvenir au socialisme par une série de réformes du capitalisme (*réformisme*). Telle est la stratégie de Lénine, reprise par les militants qui fondent à Moscou (mars 1919) l'Internationale communiste ou *Komintern*, acronyme russe (la II^e Internationale, fondée en 1889, continue à rassembler les partis socialistes réformistes). Cette fondation marque le retour

à l'action idéologique, à cause du contexte (agitation révolutionnaire en Allemagne et Hongrie...).

Chargé de préparer la révolution dans tous les pays, le Komintern se trouve étroitement lié aux dirigeants soviétiques. Au Congrès de fondation avait été élu un exécutif, qui marque la prédominance des Russes, des Ukrainiens et des Lettons, le président étant le Russe Grigori Zinoviev ¹. Les partis communistes, qui vont se développer un peu partout, devront tenir compte dans leur propre stratégie des intérêts de la Russie, devenue « patrie des prolétaires », et ce fait pèsera lourdement sur l'évolution du mouvement ouvrier. C'est ce qu'avait prévu Rosa Luxemburg lorsque, s'opposant à Lénine, elle s'était déclarée hostile à la création « à chaud » d'une nouvelle Internationale.

À la réunion constitutive de l'Internationale communiste (mars 1919) sont représentés, outre les dirigeants bolcheviks, nombre de militants étrangers exilés en Russie depuis 1917, et seulement quelques représentants des partis socialistes d'Europe centrale et occidentale dûment mandatés par leurs organisations (tel l'Allemand Hugo Eberlein, 1887-années 1940 ?). Cette absence de représentativité hypothèque gravement l'avenir de la IIIe Internationale qui demeure cependant jusqu'à la mort de Lénine, et même un peu au-delà, un organisme vivant, largement ouvert à la discussion et fondamentalement différent de ce que deviendra le Komintern à l'époque stalinienne. Le Comité exécutif, mené par Zinoviev, exerce la direction et contrôle les partis nationaux ; il veille à ce que leurs dirigeants soient de véritables bolcheviks, à ce que les directives de l'Internationale soit appliquées, chaque parti étant suivi par un responsable clandestin qui assure la liaison avec Moscou, c'est l' « œil de Moscou » dans les partis communistes étrangers, qui sont incités à devenir des partis de masse, destinés à faire pression sur les états capitalistes. Le Komintern est une énorme machine administrative siégeant à Moscou avec huit bureaux géographiques et des départements par actions (Agit-Prop, Orgburo, presse, etc.), des internationales de la jeunesse, des femmes, des paysans, des syndicats... Ainsi, l'Internationale peut définir une stratégie unique qui sera appliquée par tous les partis communistes. La guerre est donc vue comme un « accélérateur de l'histoire », un élément essentiel pour hâter la décomposition du régime tsariste, puis faciliter la victoire de Lénine et des bolcheviks. Pour le socialisme, c'est un tournant décisif. Programme revendicatif ou rêve en 1914, il devient réalité tangible après 1917. L'expérience soviétique est le point d'aspiration pour les prolétaires et les peuples dominés.

Le IIe Congrès a lieu à Moscou en juillet-août 1920, c'est-à-dire au moment où l'Armée rouge marche sur Varsovie (voir plus haut, il faut insister sur cet aspect capital du contexte). Il en sort les fameuses « 21 conditions », très dures, qui sont imposées aux partis

¹ Pseudonyme de Ovsei-Gerchen Radomyslski-Apfelbaum, 1883-1936.

qui veulent adhérer : soumission aux décisions de l'Internationale, organisation centralisée, « discipline de fer », condamnation du *réformisme*, lutte contre l'impérialisme, travail de propagande dans l'armée... Ceux qui acceptent ces conditions vont constituer les partis communistes ; sauf en France, ils sont partout minoritaires, la majorité restant à ceux qui refusent à la fois un type d'organisation et un modèle de révolution. C'est une stratégie de rupture et d'offensive (cf. Lénine : « Le mot de socialisme a été souillé par la trahison : nous devons mettre une chemise propre »). La révolution semble à portée de la main !

Le « mouvement ouvrier » s'engage alors dans deux voies différentes : celle du compromis avec le capitalisme, choisie par la social-démocratie qui, à travers des réformes sociales et démocratiques, obtient l'amélioration de la condition matérielle et sociale de la classe ouvrière ; celle de la révolution de type bolchevique, sous la direction de la IIIe Internationale. Pour Lénine comme pour Trotski, la révolution doit être mondiale. Le sort du communisme en Russie en dépend. Étendre l'agitation à l'Europe entière, au sortir de la guerre, tel est donc l'objectif du Komintern, créé en mars 1919. Trois ans plus tard, l'échec est patent. Les conditions initiales (voir plus haut) étaient pourtant favorables : la guerre est donc vue par Lénine comme un « accélérateur de l'histoire ». Mais l'idée que la révolution mondiale vient de commencer va très vite se heurter à l'existence en Russie de deux tendances : si Nicolas Boukharine et Trotski sont partisans de la guerre révolutionnaire, Lénine veut sauver la révolution et coexister avec les Occidentaux (c'est la thèse du *répît*, d'abord minoritaire).

Des émissaires de la révolution sont envoyés hors de Russie. Le plus important est Adolf Ioffé (1883-1927), ami de Trotski, nommé en avril 1918 ambassadeur à Berlin, avec la mission très claire de préparer le déclenchement de la révolution en Allemagne. Car l'Allemagne est bien au cœur de la stratégie bolchevique : son prolétariat est numériquement très important, sa conscience de classe développée, les Indépendants et les Spartakistes (cf. 15 janvier 1919 : assassinat de Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg) sont dans toutes les mémoires d'alors, les mutineries de la Première Guerre mondiale aussi, etc.

L'espoir de révolution mondiale s'évanouit vers 1920-1921, mais pas avec un calendrier simple. Déjà avait frappé la « semaine sanglante » de Berlin, du 6 au 13 janvier 1919 ; et le ministre Noske, le « chien sanglant », supervise la répression en Prusse et dans d'autres États allemands. Mais les premiers partis communistes sont formés, en Autriche, Hongrie, Pologne, Norvège, Pays-Bas, etc. Naissent les Républiques soviétiques de Hongrie (mars, « République des conseils ») et de Bavière (du 15 avril au 3 mai 1919). Ce sont 133 jours en Hongrie, du 21 mars au 1er août 1919, une République dirigée par Béla Kun, le fondateur du PCH (Parti communiste de Hongrie). Elle a succédé à la république bourgeoise, formée le 16 novembre 1918. Autre nom : la Commune de Hongrie.

Dans une situation politique d'autant plus confuse que personne n'avait le moindre mandat populaire, des admirateurs de Lénine fondèrent en novembre 1918 un **Parti communiste hongrois dirigé par Béla Kun** (1886-1938), un ancien journaliste et député socialiste qui, fait prisonnier par les Russes en 1916, avait été l'un des compagnons de Lénine après sa libération en 1917. Brièvement emprisonné, Kun fut libéré en mars 1919 par le premier ministre, le comte Károlyi, totalement désorienté par l'impasse totale où il se trouvait ; une assemblée des Conseils ouvriers, où les communistes devaient coexister avec d'autres forces, proclama la dictature du prolétariat, la collectivisation du commerce et des grands domaines, la séparation de l'Église et de l'État, etc. Mais le régime de Béla Kun devint rapidement impopulaire par sa brutalité (il y eut au moins cinq cents exécutions) et il ne dura que cent trente-trois jours. Pour être complet, il faut enfin signaler que la révolution hongroise se propagea un moment dans ce qui est aujourd'hui la Slovaquie, à Bratislava (ville hongroise à l'époque, politiquement et par sa population).

Coupée de la Russie bolchevique par les « blancs » tchèques et ukrainiens, la Commune de Hongrie tomba en août sous les coups des contre-révolutionnaires menés par l'amiral Horthy (voir plus haut), et surtout de l'armée roumaine qui prit Budapest — et s'empara au passage de la Transylvanie, une région où vivent encore aujourd'hui plus de deux millions de Hongrois. La terreur blanche succéda à la terreur rouge... La République des conseils avait opéré d'importantes réformes économiques (nationalisations, tentative de passer directement aux coopératives agricoles, sans passer par l'étape de la redistribution des terres), culturelles (alphabétisation), sociales. Kun se réfugia en Russie, joua un rôle dans la répression des anarchistes ukrainiens en 1920 (il se distingua par sa cruauté), envoyé en Allemagne en 1921, Kun se signalera par ses « improvisations putschistes » qui susciteront la colère de Lénine. Officiellement réhabilité, il n'en perdra pas moins toute responsabilité importante, tout en conservant une place au comité exécutif de l'Internationale, mais il fut marginalisé dans les structures du Komintern dès 1922. Rallié à Staline, il critiquera le revirement opéré en 1934 vers la stratégie de Front populaire, ce qui lui vaudra d'être arrêté, torturé et exécuté à la prison de la Loubianka, à Moscou (1939 ?). Quant à la République bavaroise « des conseils » (du 15 avril au 3 mai 1919), c'est une révolution très proche des Spartakistes.

D'autre part de puissants mouvements de grèves éclatent dans de nombreux pays européens. Le printemps français de 1919 est marqué d'abord, en avril, par les mutineries de la mer Noire. Parmi les troupes françaises envoyées en Russie dès la fin de 1918, de nombreux incidents éclatent. Le plus célèbre est la mutinerie qui éclate en avril 1919 à bord de navires de guerre française stationnée à Odessa : protestations de marins contre de mauvaises conditions matérielles, mais aussi désir d'être rapatriés rapidement en métropole, elles n'ont qu'une portée politique réduite, malgré l'action de quelques meneurs révolutionnaires. Cependant le mythe des « mutins de la mer Noire » sera un thème vivace de la propagande communiste en France dans l'entre-deux-guerres. Et le 1er mai 1919 éclatent des échauffourées sanglantes avec la police, à Paris. En mai 1920 ce sont des grèves en France et

en Grande-Bretagne. En France, se produisent des grèves de cheminots, en particulier. Alphonse Merrheim avait compris dès septembre 1919 les limites de cette action et exprimé de façon désabusée son désenchantement : « Ma plus grande souffrance, c'est d'avoir connu en France une situation révolutionnaire sans avoir rencontré un esprit révolutionnaire dans la classe ouvrière. » En Italie ce sont les premières occupations d'usines en Europe ; le groupe « maximaliste » piémontais, animé par Antonio Gramsci (1891-1937), donne une base théorique au mouvement en invitant les « conseils ouvriers » à devenir l'instrument d'une conquête graduelle du contrôle de la vie économique et politique. En Allemagne, à nouveau, se produisent des grèves et la mobilisation ouvrières lors du putsch Kapp (mars 1920) et après : c'est une nouvelle poussée révolutionnaire (Saxe, Ruhr, Berlin, Thuringe, etc.). En Espagne ce sont de longues grèves, tout particulièrement en Catalogne, la mobilisation des paysans, à l'initiative... des anarchistes, admirateurs (alors) des bolcheviks !

Pèsent les aléas de 1920 : la puissante offensive polonaise du début de l'année 1920 provoque la rédaction pessimiste par Lénine de *La maladie infantile du communisme. Le gauchisme* (avril-mai 1920) ; mais la contre-offensive soviétique contre les armées polonaises mène l'armée rouge aux portes de Varsovie : c'est l'enthousiasme à Moscou, où se tient précisément le IIe Congrès du Komintern, en juillet-août 1920 (voir plus haut) ; mais, troisième temps, arrêt de l'offensive soviétique en août 1920 en Pologne, et, puissamment aidés par les Occidentaux, les Polonais repartent vers l'Est : le dernier espoir européen de la révolution ne peut être que l'Allemagne, où œuvrent Karl Radek, un des dirigeants de l'Internationale communiste (1885-1939) et Béla Kun (voir plus haut). L'espoir est mis dans l' « action de mars » 1921 (*Märzaktion*, soulèvement armé en Saxe, affrontements de Hambourg, tentative de grève générale, etc.), mais tout échoue encore en Allemagne.

C'est alors que se réunit, en 1921 toujours, le 3e Congrès de l'Internationale communiste. Devant le coup d'arrêt infligé à la révolution en Europe, on revient à la défensive, ce qu'illustrent la stratégie « aller aux masses » et le slogan du « Front unique prolétarien ». Dans le sillage de la stabilisation intérieure opérée par la NEP, Lénine doit admettre que la conjoncture est défavorable à l'extension immédiate de la révolution. Bien sûr, cette tactique sert la Russie cherchant à se consolider.

Le Komintern reste axé sur les classes ouvrières des pays industrialisés, il est donc soulevé d'un faible espoir en 1923. Espoir dans les conséquences « prévisibles » de l'occupation de la Ruhr en janvier 1923, de l'inflation allemande, etc. Mais les dirigeants de l'Internationale communiste et les dirigeants du KPD (le parti communiste allemand) ne parviennent pas à se mettre d'accord. En octobre 1923 c'est l'échec de la grève générale en Saxe et en Thuringe, l'écrasement le 24 du soulèvement de Hambourg, lancé par Ernst Thälmann (1886-1944). Ailleurs qu'en Allemagne, c'est en septembre 1923 l'échec des

insurrections et des grèves révolutionnaires, déclenchées par les communistes, en Bulgarie ; puis en novembre 1923 les insurrections et grèves révolutionnaires de Pologne (ouvriers de Cracovie, surtout) échouent.

Un coup d'arrêt définitif est décidé par Staline en 1925 : la thèse du « socialisme dans un seul pays » triomphe contre l'activisme révolutionnaire de la « révolution permanente » défendue par Trotski. La thèse du « socialisme dans un seul pays » est adoptée lors du XIVe congrès du PCUS (le Parti communiste de l'Union soviétique, 18-31 décembre 1925). Les quatre causes sont la surestimation des conditions « objectives » propres au déclenchement de la révolution, le manque d'enracinement national des agitateurs professionnels envoyés sur place, l'instrumentalisation (encore partielle) de l'internationalisme à des fins de protéger la révolution russe et le grand état euro-asiatique créé au début des années 1920 et enfin l'efficacité de la réaction occidentale.

Il n'y aura plus de « complot », mais une normalisation, toutefois aux conditions fixées par l'URSS : pas de remboursement des dettes de l'État tsariste, pas de renoncement officiel au rôle de pôle révolutionnaire. La Russie puis l'URSS vont donc avoir avec le reste du monde des rapports dits « normaux », mais avec le Komintern en arrière-plan. Le coup d'arrêt de 1925 avait été préparé par les deux années 1922-1923, riches en dates-clés. Le 4 avril 1922 Staline devint secrétaire général du Comité central du parti bolchevique ; le 30 décembre 1922 fut fondée l'URSS, l'Union des Républiques socialistes soviétiques, un nom très universel, pas du tout géographique ! Depuis la Révolution d'Octobre, le régime instauré par les bolcheviks ne s'étendait directement qu'à la République socialiste fédérative soviétique (ou des Soviets) de Russie (RSFSR, voir plus haut). À travers de multiples crises politiques et revirements militaires, d'autres républiques soviétiques s'étaient formées ; théoriquement indépendantes, elles avaient peu à peu resserré leurs liens avec la Russie et, du début de 1919 au début de 1922, adopté des constitutions de même type et pratiquement unifié leurs partis communistes. Quatre républiques (RSFSR, Ukraine, Biélorussie et Transcaucasie) signèrent entre elles un traité et une déclaration d'union, qui furent confirmés le 30 décembre 1922 par le premier Congrès des Soviets de l'URSS.

La **constitution** fut adoptée en 1924. De 1924 à 1926 eurent lieu de nombreux **remaniements territoriaux**, avec formation de plusieurs Républiques autonomes et deux république fédérées, Turkménistan et Ouzbékistan, intégrées jusque-là à la RSFSR. En 1929 sera créée une septième République fédérée, dissociée de l'Ouzbékistan, le Tadjikistan.

Mentionnons pour mémoire l'existence d'une *Krestintern* (Internationale paysanne), créée en 1923, qui n'eut guère eu d'activité. En 1923, toujours, le Komintern soutient le parti communiste allemand luttant dans la Ruhr contre les Français (voir plus haut). En 1926, il finance les grèves en Angleterre, ce qui amène une rupture momentanée des relations

diplomatiques entre Londres et Moscou. Au 6e Congrès du Komintern (1928), l'optique stalinienne triomphe. Enfin, en 1929-1930, c'est-à-dire au moment où le personnel du commissariat du peuple aux Affaires étrangères était largement renouvelé, des staliniens comme Dimitri Manouïlski (1883-1959) et Viatcheslav Molotov (1890-1986) reprennent en main l'organisation. Le slogan « classe contre classe » refuse toute alliance avec les partis *bourgeois*, socialistes inclus. Cette tactique interdira un front unique contre le fascisme et le nazisme, jusqu'au retournement de 1935, où le 7e Congrès préconisera la formation de fronts populaires antifascistes.

Quelle est l'organisation du Komintern ? Chargé de préparer la révolution dans tous les pays, le Komintern se trouve étroitement lié aux dirigeants soviétiques. Les partis communistes, qui vont se développer un peu partout, devront tenir compte dans leur propre stratégie des intérêts de la Russie, devenue « patrie des prolétaires », et ce fait pèsera lourdement sur l'évolution du mouvement ouvrier mondial. L'ère stalinienne marque certes le triomphe de la thèse du socialisme dans un seul pays, après l'élimination de Trotski, l'industrialisation accélérée, mais aussi la crainte que Locarno (1925) ne signifie l'encerclement de l'URSS. Celle-ci, d'autre part, reproche à la France de soutenir la Roumanie, qui avait annexé la Bessarabie, revendiquée par les Russes. Le retour de la droite au pouvoir en France envenime tout. Et entre la Russie et la Grande-Bretagne, tout vient rapidement compromettre l'évolution pacifique. MacDonald dissout la Chambre des Communes le 19 octobre 1924. La campagne électorale est très courte (les élections sont fixées au 29 !). Le leader conservateur Stanley Baldwin (1867-1947) utilise pour la première fois la radio, menant campagne sur le thème du « danger rouge ». Le parti communiste britannique avait été créé le 31 juillet 1920 par les socialistes et les syndicalistes les plus radicaux. Le 25 éclate l'affaire de la *Red Letter*, une lettre de Zinoviev, chef du Komintern (voir plus haut) au PC anglais, prévoyant un plan d'action révolutionnaire en Grande-Bretagne et dans l'Empire (organisation de cellules dans l'armée, la marine...). Il s'agit vraisemblablement d'un document fabriqué par les Russes blancs de Berlin et le service de renseignement polonais ! « La publication, à la veille des élections générales de 1924, de la fameuse *Lettre Zinoviev*, faux à présent avéré, mais qui, pris au sérieux, représente l'Internationale moscoutaire comme un instrument de subversion grave en Grande-Bretagne, ravive la *panique* anti-rouge. Les conservateurs, vainqueurs des élections, annoncent immédiatement leur refus de faire ratifier les accords d'août » (Roland Marx). Ensuite l'aide apportée par les syndicats soviétiques à la grève des mineurs en Grande-Bretagne (1926) suscite en mai 1927 une perquisition de la police dans les locaux d'une société commerciale anglo-russe. Le cabinet conservateur de Stanley Baldwin, qui reprochait aux Soviets d'avoir soutenu financièrement les ouvriers anglais en grève, et les accusait d'ingérence dans les affaires intérieures du Royaume-Uni, rompt même les relations diplomatiques avec l'URSS. Elles le restent de 1927 à 1929. Mais l'URSS poursuit la politique de bon voisinage avec l'Allemagne (*cf.* le traité d'amitié et neutralité de 1926).

D'une manière générale, la fermeté du Komintern implique la tactique « classe contre classe », l'aide aux « peuples opprimés » et l'« attaque de l'Occident par l'Orient ». La politique soviétique est très favorable à la Chine, mais à celle de Sun Yatsen (officiellement Sun Zhongshan) et du Guomindang (prononcer *Kuomintang*), dans lequel les communistes chinois sont invités à entrer ! Les missions d'Adolf Ioffé (voir plus haut) et de Mikhaïl Borodine ¹ jettent les bases d'une collaboration sino-soviétique. Toutefois le massacre des communistes chinois en 1927 par de Chiang Kaishek (Jiang Jieshi ; Sun Yatsen est mort en 1925) entraîne la faillite de la double politique d'alliance de l'URSS et du PCC (Parti communiste chinois) avec le Guomindang. La politique soviétique est active dans le reste de l'Orient, où elle signe des traités avec la Perse (Iran), l'Afghanistan et la Turquie, transforme la Mongolie extérieure en une démocratie populaire en 1925 (voir plus haut). Le 8 juillet 1921, le Parti Populaire mongol, conseillé par les Russes, avait pris le pouvoir, avec l'aide de l'Armée rouge. L'ancienne vassale de la Chine devient un protectorat soviétique, que l'Armée rouge occupe « à la demande du gouvernement populaire », pour assurer la « sécurité du nouvel État ». Des réformes socialistes bouleversent l'économie et la société du pays.

Des signes de changements apparaissent en 1929-1930. Le Komintern, où s'étaient distingués des hommes aux idées souvent éloignées de celles de Staline (Radek, Zinoviev, Nicolas Boukharine) est fermement repris en main par des staliniens convaincus (comme Molotov). Le personnel du Commissariat du Peuple aux Affaires étrangères est largement renouvelé. Tchitcherine (voir plus haut) est remplacé en 1930 par son adjoint Maxime Litvinov ², qui devait rester en poste comme Commissaire du Peuple aux Affaires étrangères jusqu'en mai 1939, un grand nombre de diplomates partent. Un nouveau tournant interviendra en 1933 (cf. 2e partie).

À noter enfin qu'il subsiste une Internationale socialiste, reconstituée à la conférence de Genève en février 1920, réunifiée après une dissidence au congrès de Hambourg de 1923. L'organisation qui incarne désormais le socialisme démocratique n'a plus le prestige ni l'influence de l'Internationale d'avant 1914, la question des relations avec le Komintern restant toujours à l'arrière-plan. Réunie pour sa dernière conférence à Paris en 1933, elle s'avère être une organisation totalement désarmée face à la montée du fascisme et elle s'effrite définitivement en octobre 1938.

¹ Pseudonyme de Mikhaïl Gruzenberg, 1884-1951.

² Pseudonyme de Meir Wallach-Finkelstein, 1876-1951.

CHAPITRE 8.

L'ENLISEMENT, MAIS NON LA FAILLITE, DE L' « ESPRIT DE GENEVE » ET DE LA « SECURITE COLLECTIVE »

□ L'amélioration des relations franco-allemandes entre 1923 et 1925

Vainqueur sur le terrain, Poincaré va être obligé, au cours des mois qui suivent la fin de la résistance passive dans la Ruhr (voir plus haut), d'adopter une attitude plus souple à l'égard de l'Allemagne et du problème des réparations. Il y a plusieurs raisons à cela : le légalisme du président du conseil français, l'appréciation qu'il porte sur la situation financière de l'Allemagne, devenue catastrophique à la fin de 1923, mais surtout les difficultés du franc, dont la valeur n'a cessé de baisser depuis l'automne 1922. N'ayant pu obtenir de la Chambre du Bloc national l'effort fiscal qui aurait permis de rétablir l'équilibre du budget et de donner une certaine aisance au Trésor, soucieux de juguler les effets d'une spéculation internationale qui, dans les premières semaines de 1924, joue contre le franc, Poincaré se voit contraint de demander à la banque Morgan l'ouverture d'un crédit, et les Anglo-Saxons en profitent pour exercer une pression sur son gouvernement. Celui-ci finit par céder et accepte la réunion d'un comité d'experts présidé par un banquier américain devenu directeur du Bureau du Budget, Charles Gates Dawes (1865-1951).

Le plan Dawes fut soumis aux vainqueurs de l'Allemagne en avril 1924 et adopté au cours de l'été 1924 par une conférence réunie à Londres et à laquelle la France était représentée par Herriot, successeur de Poincaré, le cartel des gauches ayant été vainqueur des élections législatives. On y décida aussi l'évacuation de la Ruhr (du 1er juillet au 17 août 1925), puis en 1925 celle de la zone d'occupation de Cologne, à l'échéance normale prévue par le traité de Versailles (voir plus haut). Le plan fixait les paiements des Réparations pour cinq ans, à des annuités variant de 1 à 2,5 milliards de marks-or, amputant notablement les chiffres de l'état des paiements de 1921 (132 milliards en 30 annuités). Un prêt aiderait l'Allemagne à faire les premiers paiements. Les États-Unis en fournirent la moitié et Pierre Milza a pu écrire : « Le Plan Dawes constitue donc à bien des égards l'instrument de la pénétration en Allemagne des capitaux d'outre-Atlantique et le triomphe de la conception anglo-saxonne de la reconstruction européenne. » L'ensemble des paiements étaient gagés par une hypothèque pesant sur les chemins de fer ; ils étaient possibles en espèces comme en nature. Le plan fonctionna très bien, l'Allemagne s'acquittant pendant cinq ans ponctuellement de ses obligations, ce qui était dû à l'afflux considérable de capitaux étrangers chez elle.

□ L'ère Briand-Stresemann

Briand retrouva le portefeuille des Affaires étrangères en avril 1925 dans un cabinet présidé par Paul Painlevé (1863-1933). Il était désormais favorable à un rapprochement avec l'Allemagne, pensant que c'était le seul moyen de garantir la paix en Europe et il fit de la question rhénane la grande affaire de sa rentrée politique. Gustav Stresemann (1878-1929), son homologue allemand, populiste — Parti du peuple allemand (nom officiel) ; sigle : DVP ; nom courant : Parti populiste allemand — qui avait pris depuis 1921 ses distances à l'égard de la droite ultra-nationaliste, partageait le même but, mais avec un raisonnement totalement différent : pour lui, il s'agissait de *finasser* entre les pays voisins et la SDN pour en recueillir un maximum d'avantages, qui permettraient de restaurer la position du Reich, avec éventuellement une restauration monarchique. C'est ce qu'il écrivit dans une lettre au *Kronprinz* Frédéric-Guillaume, fils aîné de Guillaume II, datée du 7 septembre 1925 et, en fait, destinée à l'opinion publique : « [...] il faut tout d'abord que nos étrangleurs lâchent prise ; c'est pourquoi la politique allemande devra pour commencer suivre la formule que Metternich, je crois, adoptait en Autriche après 1809 : finasser [*finassieren*] et se dérober aux grandes décisions. » C'est ce qu'il montra aussi dans son discours du 14 décembre 1925 au Reichstag : « [...] Il faut savoir attendre. Un peuple ne doit pas ressembler à un enfant qui pour son petit Noël écrit une liste interminable de cadeaux qui lui feraient plaisir. Il faut se rendre compte que, de même que la nature ne fait pas de sauts, l'histoire n'avance que pas à pas. Mais les espoirs nous sont permis. [...] » Sa politique se heurtait en Allemagne aux nationalistes, qui ne voyaient d'autre politique possible que le refus du traité de Versailles. Pour l'extrême droite, Stresemann était un traître. Il dut même combattre l'opposition de certains populistes ! Il eut des difficultés à faire ratifier les accords de 1925.

La première étape fut le traité de Locarno (octobre 1925), pacte signé à l'issue d'une conférence (5-16 octobre) par Briand, Stresemann, Austen Chamberlain, Benito Mussolini (froidement accueilli par ses partenaires) et le Belge Émile Vandervelde (1866-1938, socialiste), par lequel les frontières franco-allemandes et belgo-allemandes (la neutralité belge est abolie) étaient mutuellement garanties par les deux pays à chaque fois concernés. C'était, de la part de l'Allemagne, reconnaître librement la perte de l'Alsace et de la Lorraine. En outre, l'Allemagne promettait de ne plus envoyer de troupes dans la zone démilitarisée ; en échange, ses voisins la mettaient à l'abri d'une nouvelle occupation de la Ruhr. L'année 1925 marque d'ailleurs un « pic » dans le pacifisme européen ambiant, cf. le Congrès universel de la Paix (Paris, à la Sorbonne) : 1 200 participants. Mais Stresemann, contrairement aux espoirs et à la demande de la France, refusa de garantir de la même manière les frontières de l'Allemagne avec la Pologne et la Tchécoslovaquie : un malentendu ? Quant à l'Italie et à la Grande-Bretagne, sans frontières avec le Reich, elles se portaient garantes du traité de Locarno, ratifié en Allemagne seulement sous la condition que la zone d'occupation de Cologne serait évacuée en janvier 1926 (elle aurait dû l'être en 1925, voir plus haut).

Une entrevue entre Briand et Stresemann, longuement préparée, eut lieu à Thoiry (petit village de l'Ain tout proche de la frontière, à l'ouest de Genève) en septembre 1926 ; les deux hommes y envisagèrent un règlement accéléré des Réparations moyennant la fin de l'occupation et du contrôle interallié, ce qui n'eut pas de concrétisation. Le Prix Nobel de la Paix fut décerné conjointement aux deux hommes en décembre 1926. La même année 1926, le 24 avril, l'Allemagne avait signé avec l'URSS le traité de Berlin, qui était un pacte de non-agression. Stresemann obtint l'année suivante la dissolution de la Commission interalliée de Contrôle : il pouvait désormais violer, sans risque, les clauses militaires du traité de Versailles. Lors de la signature du Pacte Briand-Kellogg en août 1928 (voir plus loin), il y eut une entrevue entre Stresemann et... Poincaré.

L'Allemagne ayant signé le pacte Briand-Kellogg de renonciation à la guerre, Stresemann en profita pour reposer la question de l'évacuation anticipée de la Rhénanie, occupée encore jusqu'en 1930 et 1935 selon les deux zones subsistant. Mais de cette évacuation anticipée, la France ne voulait pas sans mise en vigueur d'un plan définitif sur les réparations. Une nouvelle commission, présidée par l'homme d'affaires américain Owen D. Young (1874-1962) — signe que le problème passait en partie de la diplomatie aux affaires financières internationales — , élabora un second plan, qui réduisait encore les annuités allemandes, à 38 milliards de marks et en fixait le paiement jusqu'en... 1988. Les prestations en nature étaient abaissées, les gages (chemins de fer, certains impôts, etc.) supprimés, ainsi que la Commission des Réparations. Les paiements pouvaient être, partiellement, différés en alléguant la conjoncture économique, mais pas la conjoncture monétaire. Le plan, qui se substituait au plan Dawes, fut adopté le 31 août 1929 lors de la conférence de La Haye, à laquelle l'Allemagne était représentée — les temps avaient bien changé depuis la Ruhr ! — , par le Dr Hjalmar Schacht (1877-1970).

Un emprunt international, lancé par la République allemande, devait l'aider à payer. À l'initiative de Schacht, ministre des Finances allemand, la Banque des règlements internationaux (voir plus haut), dont le capital est détenu par les banques centrales des pays membres, doit coordonner les versements prévus par le plan Young (jusqu'en 1988). La question relève donc désormais du domaine financier et non plus du politique. Les paiements furent suspendus pendant la période nazie, mais la République fédérale d'Allemagne (de l'Ouest) recommencera à rembourser en 1952 (et le fera jusqu'en 1980) ! En contrepartie de la « bonne volonté allemande », l'évacuation de la troisième zone d'occupation en Rhénanie fut programmée pour juin 1930 (au lieu de 1935), la Sarre ayant été évacuée en 1928. Stresemann mourut peu après (3 octobre 1929), quelques jours d'ailleurs avant le déclenchement de la crise boursière internationale. La crise économique mondiale allait détruire totalement l'édifice fragile que lui et Briand avaient, pour des motifs différents, édifié laborieusement.

□ Préhistoire de l'unification européenne

Ce mouvement naquit en conséquence du choc de la Première Guerre mondiale, de la balkanisation et du cloisonnement économique d'après-guerre, du déclin européen. Il en résulta une prise de conscience, illustrée par l'hebdomadaire (1918-1934) *L'Europe nouvelle* de Louise Weiss (1893-1983), par l'Union paneuropéenne fondée en 1923 par le comte Richard Coudenhove-Kalergi (1894-1972), diplomate autrichien, devenu Tchèque après le traité de Saint-Germain, et naturalisé Français en 1939, fils d'une Japonaise et d'un Autrichien d'origine hollando-grecque. Il s'agissait de faire l'Europe, mais sans la Russie ; l'Union reçut le patronage d'un grand nombre d'hommes politiques. En 1925 fut aussi constitué un Mouvement pour l'Union douanière et économique européenne.

L'année 1921 avait vu la création de l'Union économique belgo-luxembourgeoise (UEBL), union douanière et monétaire sur le modèle de l'ancien Zollverein (dont le Luxembourg avait fait partie). L'industriel luxembourgeois Émile Mayrisch (voir plus haut), dirigeant de l'ARBED, développa à partir de 1926 une action en faveur du rapprochement franco-allemand (il avait fondé un cartel de l'acier, réunissant des industriels de France, d'Allemagne, de Belgique, du Luxembourg et de Sarre). Fondée en septembre 1926, l'Entente internationale de l'Acier prévoyait des quotas de production pour chaque pays.

Il y eut d'ailleurs une œuvre, collective et multiforme, de rapprochement franco-allemand : catholiques français (Marc Sangnier et la Jeune République) et allemands, intellectuels (l'historien Edmond Vermeil, Jean Giraudoux...) et il fut fondé un Comité franco-allemand en 1926. En faveur de l'Europe se développa tout un mouvement intellectuel dans les années 1920 par livres, brochures, articles, etc. Signalons aussi la création en 1930 de l'Institut français de Berlin, qui devient un haut lieu de la culture européenne. Sartre et Aron le fréquentent. Pensionnaire de l'établissement de 1933 à 1934, Sartre s'intéresse à la phénoménologie qui s'affirme outre-Rhin et aide à la faire connaître en France. Quant à Aron, il publie en 1935 une *Étude sur la sociologie allemande contemporaine*. Roger Martin du Gard, Paul Valéry, André Gide et André Maurois viennent aussi découvrir la vie culturelle intense de la capitale allemande jusqu'en 1933.

En 1927, le ministre français Louis Loucheur (1872-1931) propose, dans un ouvrage intitulé *Problèmes de la Coopération économique internationale*, la création au niveau européen de cartels étatiques du charbon, de l'acier et du blé, dans le but de défendre l'intérêt des consommateurs. Deux ans plus tard, dans un discours à l'assemblée générale de la SDN (5 septembre 1929), Briand évoqua la nécessité d'établir un « lien fédéral » entre les peuples européens, le « domaine économique » étant « la question la plus pressante ». Chargé par ses collègues d'opérer une consultation générale des gouvernements, il rédige, avec le directeur

du cabinet diplomatique du quai d'Orsay Alexis Leger (1887-1975), *alias* Alexis Saint-Leger Leger, puis Saint-John Perse en poésie, un mémorandum, qu'il adressa (1er mai 1930) à 26 pays européens, et dans lequel il y a déjà l'expression de « marché commun ».

CHAPITRE 9. LE « RÉVISIONNISME » ET LES EXPANSIONS

Les frontières établies, les pays d'Europe centrale et orientale se divisèrent en *satisfaits* et *révisionnistes*, ces derniers objectivement soutenus par l'Italie, voire l'URSS. Comme un démenti aux illusions de Genève, deux blocs se constituèrent donc dans l'Europe moyenne : le bloc des mécontents, l'Italie, l'Allemagne et la Hongrie ; le bloc des partisans du *statu quo* : France, Tchécoslovaquie, Roumanie, Yougoslavie (« Royaume des Serbes, Croates et Slovènes ») et Pologne. Mais, au moins grâce à la prospérité économique mondiale, aucune crise d'envergure ne se produisit avant 1929-1930.

□ La France et les pays « satisfaits »

La politique française, devant les menaces que fit naître après coup l'activisme mussolinien, se voit encouragée dans une direction qu'elle avait prise dès 1922, celle de la politique d'amitié envers les pays de la Petite Entente (voir plus haut) : Tchécoslovaquie, Roumanie et Yougoslavie (« Royaume des Serbes, Croates et Slovènes »). Cette conception était née à la fin de 1920 sous l'impulsion du secrétaire général du Quai d'Orsay, Philippe Berthelot (1866-1934), qui portait de longue date ses sympathies aux Tchèques, à l'initiative de la Petite Entente (voir plus haut). La Petite Entente devient donc un des moyens d'action de la diplomatie française dans un désir de maintien de l'Europe de Versailles. Briand et Millerand, eux, étaient plus enclins à croire en la solidité d'une Confédération danubienne centrée sur la Hongrie, renforcée et rendue à la monarchie, élément coordinateur de peuples disparates et frein efficace à l'expansionnisme allemand. Quoi qu'il en soit, dès 1922, le choix est fait : la France se fait la protectrice de la Petite Entente, constituée spontanément par les pays que menacent les incessantes récriminations de la Hongrie contre les frontières fixées à Trianon. Dès août 1920, Tchécoslovaquie et Yougoslavie (« Royaume des Serbes, Croates et Slovènes ») avaient conclu une alliance dirigée contre le révisionnisme hongrois. Logiquement, la France, se jugeant principal vainqueur et responsable des traités de paix, soutint en général les pays bénéficiaires de ces derniers. Elle signa des traités d'alliance avec quatre d'entre eux, la Pologne d'abord dès janvier 1921 (dans le cadre de la guerre russo-polonaise), la Tchécoslovaquie ensuite trois ans plus tard (25 janvier 1924), la Roumanie le 10 juin 1926 et enfin la Yougoslavie (« Royaume des Serbes, Croates et Slovènes », 11 novembre 1927). Cet ensemble de traités constitue une nouvelle Petite Entente, désormais étendue à la France. Mais la protection de la France ne devint officielle qu'en 1924, c'est-à-dire au moment où le révisionnisme italien s'ajoutait de manière dangereuse à celui de la Hongrie. C'était renforcer le sens général donné à la Petite Entente : un système destiné au maintien du *statu quo* face à la menace soviétique (ce que voyaient surtout Roumains et Polonais) et à l'impérialisme allemand (ce qu'envisageait essentiellement la France). Lorsque le traité de Locarno fut signé (octobre 1925), la France, ne

pouvant obtenir de l'Allemagne la garantie de ses frontières orientales (voir plus haut), obtint en contrepartie que ses alliances avec la Tchécoslovaquie et la Pologne, renouvelées à cette occasion, fussent annexées au traité de Locarno. Ce dernier interdisait d'ailleurs explicitement à la France d'envahir l'Allemagne, à l'exception du cas où celle-ci attaquerait la Pologne ou la Tchécoslovaquie. En 1925 toujours, pour rassurer la Tchécoslovaquie inquiète des accords de Locarno qui ne garantissent pas les frontières orientales de l'Allemagne, la France conclut avec elle un pacte d'assistance armée. En 1926, c'est un traité d'amitié avec la Roumanie. En 1927, un traité d'amitié avec la Yougoslavie (« Royaume des Serbes, Croates et Slovènes »), en réponse à l'alliance italo-hongroise.

Le système était beaucoup moins fiable qu'il y paraissait. Sa stratégie étant fondamentalement défensive, la France ne souhaitait ni ne pouvait intervenir directement en cas de conflit en Europe orientale ; les antagonismes entre les États successeurs — en particulier l'hostilité entre Pologne et Tchécoslovaquie — minaient le système ; Yougoslaves et, à plus forte raison, Roumains hésitaient à s'engager contre l'Allemagne. Enfin, il y a un aspect économique très visible à cette politique : de 1918 à 1929, le montant des emprunts roumains, bulgares et polonais, mais aussi autrichiens et hongrois, placés en France s'éleva à plus de 700 millions de francs. Des banques françaises (Paribas, Union parisienne, Société générale) possédaient de fortes participations dans les banques autrichiennes. À elle seule la Société générale acquiert, de 1919 à 1925, 50 % du capital de la Banque de crédit de Prague. Les résultats sont moins probants dans le secteur industriel (l'historien Georges-Henri Soutou parle d'« impérialisme du pauvre »), si ce n'est en Tchécoslovaquie où la société Schneider prend en 1919 le contrôle de la firme automobile Skoda, qu'elle finit par dominer à 75 %. Dans l'entre-deux-guerres, la France a, en fait, deux politiques étrangères, celle du Quai d'Orsay — s'appuyer sur la Grande-Bretagne (militairement faible) et sur les petits alliés de l'Est (à secourir en cas d'attaque) — , et celle de l'armée, défensive et assez tôt à l'abri de la ligne Maginot, sans plan offensif et rendant la France incapable de secourir ses alliés orientaux. « Cette absence de coordination, poussée jusqu'à l'absurde, explique pour une large part la catastrophe de 1940. » (J.-B.Duroselle). L'idée de fortifier la frontière du Nord-Est, traditionnelle voie d'invasion, est lancée en 1925 par Paul Painlevé. Il oriente ainsi la politique militaire de la France vers une stratégie purement défensive, sous forme de régions fortifiées discontinues, ce qui correspond bien à l'ère Briand-Stresemann. Mais c'est son successeur au ministère de la Guerre, André Maginot (1877-1932), qui fait voter, en janvier 1929, le projet.

□ L'Italie et les pays « révisionnistes » ?

En Italie, la victoire est la « victoire mutilée », malgré le traité de Rapallo (12 novembre 1920), qui cède la région julienne (provinces de Trieste et de Gorizia ¹) à l'Italie, la Yougoslavie (« Royaume des Serbes, Croates et Slovènes ») gardant la Dalmatie, sauf quelques îles et l'enclave de Zara (Zadar) (voir plus haut). À Fiume (Rijeka), le poète et romancier Gabriele D'Annunzio (1863-1938) s'empare en 1919 du pouvoir avec une troupe de volontaires, les *arditi*. Au bout d'un an, des troupes italiennes l'obligent à évacuer la ville et Fiume (Rijeka) devient une ville libre (voir plus haut). Après la Marche sur Rome (octobre 1922), l'Italie fasciste se déclare évidemment insatisfaite des traités. En plus, Italie et Yougoslavie (« Royaume des Serbes, Croates et Slovènes ») sont en état de rivalité à propos de l'Albanie.

Mais Mussolini est d'abord prudent. Vivement intéressé par les problèmes diplomatiques, mais totalement inexpérimenté en la matière, Mussolini va pendant quelques années laisser le secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères (la *Consulta*), Salvatore Contarini (1867-1945), poursuivre la ligne souple des années 1920-1921 (années de Carlo Sforza, 1872-1952). L'Italie est isolée ; ne faut-il pas mieux utiliser le capital relatif de sympathie suscité par l'« ordre » qui règne en Italie ? ou se rapprocher de la France, dont la politique de Bloc national plaît beaucoup au *Duce* ? Il en résulte quelques interventions « mussoliniennes » tapageuses, cf. l'affaire de Corfou (1923, voir plus haut), mais surtout un compromis entre la « vocation » agressive du fascisme et les méthodes prudentes des diplomates de profession. D'où un rapprochement avec la Grande-Bretagne des conservateurs : voyage en Italie de sir Austen Chamberlain (décembre 1924), qui fait devant la presse un vibrant éloge du fascisme en pleine affaire Matteotti, accord anglo-italien (1925) qui partage l'Éthiopie en deux zones d'influence, pressions britanniques sur l'Égypte pour qu'elle rectifie sa frontière au profit de la Cyrénaïque italienne (1925).

D'après l'**accord anglo-italien de 1925** les Anglais aménageraient le lac Tana, réservoir pour l'irrigation de l'Égypte, les Italiens construiraient une voie ferrée à partir de l'Érythrée. Protestation de la France, car un accord à trois avait été passé en 1906 ! Surtout, en droit international l'Éthiopie avait été admise deux ans auparavant à la SDN, grâce à l'action de Haïlé Sélassié (1892-1975) et au parrainage... italien. Héritier de son oncle l'empereur d'Abysinie Ménélik II depuis 1916, Haïlé Sélassié était allé plaider lui-même la cause de son pays à Genève. Il sera couronné empereur en 1930.

En 1924 l'Italie fasciste annexe Fiume, le « pacte de Rome » de janvier obligeant le pays rival à accepter le fait accompli, c'est-à-dire l'annexion de la ville par les Italiens, les Yougoslaves se contenant de l'*hinterland*. En 1945, les Yougoslaves chasseront la population italienne de la ville et en feront Rijeka. Surtout, un traité d'amitié prévoit une entente entre les deux pays pour le maintien du *statu quo* et la promesse de rester neutres en cas de conflit de

¹ Gorica en slovène.

l'un des deux pays avec un pays tiers. L'accord de janvier est suivi en juillet d'un traité de commerce et de navigation. À la fin de 1925 l'Italie semble donc sur le point de se rallier définitivement à la politique de détente et de sécurité collective dont Briand et Stresemann se sont fait les champions.

Le virage révisionniste se produit en 1925-1926, avec l'idée de « prendre la tête » d'une coalition des mécontents des traités de paix (Hongrie, Bulgarie, Autriche), démission de Contarini en 1926, fascisation progressive du personnel des Affaires étrangères, Dino Grandi (1895-1988) aux Affaires étrangères en 1929. Pour mener à bien sa nouvelle politique extérieure, Mussolini a besoin d'une armée solide et d'un personnel diplomatique docile. Dès 1925, il entreprend de réorganiser les forces militaires italiennes, dont il devient le chef suprême. Mais si la propagande est intense, les progrès militaires sont minimes, sauf dans le domaine de l'aviation, grâce à Italo Balbo (1896-1940). Quant au personnel diplomatique, il connaît entre 1926 et 1928 un profond renouvellement. La carrière diplomatique s'ouvre largement à tous ceux qui, parmi les fascistes, ont une formation ou une faculté d'adaptation qui leur permettent de ne pas se sentir trop mal à l'aise dans le protocole des chancelleries. La mutation est très rapide en terme de personnel.

Deuxième succès après Fiume, en 1926 Mussolini signe avec Ahmed Zogu (1895-1961), qui s'est emparé du pouvoir en Albanie (non concernée par les traités de paix), un pacte d'amitié qui devint un traité d'alliance le 22 novembre 1927, Zogu prenant le titre de roi Zog Ier l'année suivante. Mais en réalité, l'Albanie est devenue un véritable « protectorat » italien. D'autre part, l'Italie encouragea systématiquement le révisionnisme hongrois — en avril 1927 elle signa avec Miklós Horthy (1868-1957) un traité « visiblement dirigé contre la Petite Entente » (P.Milza) —, soutint les revendications de la Bulgarie, subventionna les agitateurs macédoniens et croates de Yougoslavie et développa son influence en Autriche. Elle y entretient de bons rapports avec le régime de Mgr Ignaz Seipel (1876-1932), le mouvement nationaliste anti-allemand et fascisant du prince Ernst Rüdiger Starhemberg (1899-1956), la *Heimwehr*, que l'Italie aide financièrement. Mussolini parvient même à passer un accord avec le gouvernement roumain en septembre 1926. L'encerclement de la Yougoslavie (« Royaume des Serbes, Croates et Slovènes »), alliée de la France (1927), devint à peu près complet (le seul échec : les relations avec la Tchécoslovaquie). En 1928, Mussolini, par hostilité au *statu quo*, déclara au *Daily Mail*, dans une interview, que « l'éternité d'un traité signifierait qu'à un moment donné l'humanité, par quelque prodige monstrueux, aurait été soumise à la momification, en d'autres termes, serait morte ». Dans le cadre de cette politique, les émigrations jouent un grand rôle : les *oustachi* croates trouvent refuge en territoire italien, les antifascistes en France, où Joseph Paul-Boncour (1873-1972) traite Mussolini de « César de carnaval ». En 1929 l'arrivée au ministère des Affaires étrangères de Dino Grandi allait renforcer

cette tendance, d'autant plus que le début des années trente voit une fascisation accrue du personnel diplomatique italien.

Du serbo-croate *ustasa*, le « révolutionnaire », les **oustachi** ont constitué le parti fasciste croate. Fondé en 1929 par un avocat de Zagreb, Ante Pavelic (1889-1959), le mouvement oustacha constituera de 1941 à 1944 le parti unique du royaume fantoche de Croatie, obtenu par le démembrement de la Yougoslavie et placé sous le protectorat allemand. Dès l'origine du royaume de 1919 les Croates revendiquent une plus grande autonomie à l'intérieur d'un État centralisé et administré en grande partie par des Serbes. En 1929, Pavelitch, député croate à l'Assemblée nationale yougoslave, fuit sa patrie au moment où le roi Alexandre prend le pouvoir. Pavelitch est condamné à mort par contumace.

□ La diplomatie de l'URSS (1921-1927)

Le contexte est d'abord économique, c'est la reprise des affaires dans le monde. Dès 1920, la Russie, qui manque de produits alimentaires et de biens d'équipement, mais peut offrir en échange de l'or et des matières premières, sort de son isolement en ouvrant des négociations commerciales avec certains pays occidentaux. Mais la Russie se retrouve en position délicate : pertes territoriales, isolement, difficultés internes, toutefois son contrôle sur le Caucase est établi au début des années 1920 (voir plus haut). Importante est aussi l'arrivée au pouvoir du Cartel en France et des travaillistes en Grande-Bretagne. Un symbole et acteur est le personnage de Tchitcherine (1872-1936), Commissaire du Peuple aux Affaires étrangères de 1918 à 1928, qui fut le symbole de l'émergence de l'URSS sur la scène internationale (voir plus haut). Il avait commencé sa carrière dans les ambassades du tsar, avant de se rallier au socialisme, d'abord sous sa forme menchevique. « Rallié à la révolution, il devait diriger l'action diplomatique de la Russie et ensuite de l'URSS jusqu'en 1930, apprécié de tous ses maîtres successifs, et traversant les épurations, pour mourir de vraie maladie en 1936. » (Joseph Rovin). L'URSS demeure isolée malgré le maintien de liens cordiaux avec l'Allemagne, qui use de ses bonnes relations avec la Russie soviétique comme moyen de pression sur les Occidentaux. Le 24 avril 1926, un accord d'amitié et de neutralité est signé à Berlin entre les deux pays (voir plus haut). Mais les rapports avec l'Italie et surtout avec la Grande-Bretagne sont infiniment moins bons. L'adhésion de Moscou au pacte Briand-Kellogg (voir plus loin) marque cependant une amélioration.

Les causes du premier rapprochement avec l'Occident sont simples à énumérer : le reflux des mouvements révolutionnaires, les difficultés économiques, le succès officiel de la thèse du « socialisme dans un seul pays », la nomination de Tchitcherine, la NEP enfin. De plus, le Komintern met fin (congrès de juin-juillet 1921) à la période d'offensive révolutionnaire et insiste sur une politique de consolidation et de renforcement des partis et de leur influence

(voir plus haut). C'est la « coexistence pacifique » (Lénine). Enfin, la Russie est le pays des *affamés*, secouru par l'Occident (*cf.* l'action de Herbert Hoover, futur président des États-Unis).

Ingénieur, **Hoover** (1874-1964) s'était trouvé en Chine au moment de la révolte des Boxers (1900) : il secourt les victimes. Après le déclenchement de la Première Guerre Mondiale il est chargé du ravitaillement de la Belgique puis des pays alliés (1917) et enfin des populations d'Europe centrale et orientale (1919-1920). Ministre du Commerce des États-Unis, il met sur pied l'*American Relief Administration*.

Le commerce avec l'Occident se développe car celui-ci considère l'URSS comme un marché (*cf.* Lloyd George : « Nous trafiquons bien avec les cannibales ! » ; Lénine lui répond, en quelque sorte : « Ces gens-là vendraient jusqu'aux cordes destinées à les pendre... »). La NEP provoque un besoin en capitaux, machines et techniciens (les *spets*). En Occident, on croit que la NEP est un retour au capitalisme, lourde erreur, bien sûr. Commercer avec l'URSS est tout particulièrement la politique de la Grande-Bretagne, qui signe un accord commercial avec l'Union soviétique en mars 1921.

La reconnaissance de l'URSS par la Grande-Bretagne, l'Italie et la France se fit en 1924. Dès mars 1921, la Grande-Bretagne avait accepté de signer un accord commercial anglo-russe. Le gouvernement travailliste de MacDonald prit l'initiative politique le 1er février 1924, en reconnaissant *de jure* l'URSS et en décidant d'inviter une délégation soviétique à venir régler à Londres les problèmes pendants, de façon à pouvoir développer les relations commerciales et en vertu d'un raisonnement typique des travaillistes : la paix et la détente favoriseraient le relâchement de la dictature en Russie. Mussolini imita le Royaume-Uni le 8 février. Deux traités, l'un commercial, l'autre politique, furent signés par la Grande-Bretagne et l'URSS le 8 août 1924. Le Cartel des Gauches avait promis dans sa campagne électorale de rétablir des relations diplomatiques avec l'URSS. Herriot, président du Conseil, avait fait un voyage en Russie en 1922, au cours duquel le nouveau régime avait réussi à le séduire. Il était sensible à l'exemple anglais. Il y eut peu de résistances en France, et, grâce à l'influence d'Anatole de Monzie (1876-1947), grand artisan du rapprochement, la France reconnut *de jure* l'URSS le 28 octobre 1924, tout en réservant la question du remboursement des emprunts russes (des négociations devaient s'ouvrir). Le Japon fit de même en 1925, la Chine et l'Autriche allaient suivre. Seuls, les États-Unis attendirent, jusqu'en 1933. Mais il faut nuancer par les relations tendues avec les conservateurs britanniques revenus au pouvoir et la rupture des relations diplomatiques jusqu'en 1929 (voir plus haut).

Il est nécessaire de rappeler l'accord de Rapallo (16 avril 1922, voir plus haut) : un traité entre la Russie soviétique et l'Allemagne, les premiers contacts ayant été pris dès avril 1921. Cela signe l'entente avec l'Allemagne : reconnaissance du régime soviétique, renonciation aux dettes, clause de la nation la plus favorisée, relations diplomatiques... Ce sont

également des accords commerciaux et militaires. Au total, un gros succès pour l'URSS et un choc pour les Occidentaux, d'où la conclusion précipitée du plan Dawes en 1924 (voir plus haut). Au total, l'URSS est donc progressivement reconnue comme une puissance avec laquelle il faut compter, cf. l'évacuation de la Sibérie par le Japon en 1922 (voir plus haut). Mais elle est davantage tolérée que véritablement insérée dans concert des nations.

L'ère stalinienne marqua certes le triomphe de la thèse du socialisme dans un seul pays, après l'élimination de Trotski, l'industrialisation accélérée, mais aussi la crainte que Locarno (1925) ne signifie l'encerclement de l'URSS. Celle-ci, d'autre part, reprocha à la France de soutenir la Roumanie, qui avait annexé la Bessarabie, revendiquée par les Russes (voir plus haut). Le retour de la droite au pouvoir en France envenima tout. Entre la Russie et la Grande-Bretagne, tout vint rapidement compromettre l'évolution pacifique (voir plus haut). Mais l'URSS poursuivit la politique de bon voisinage avec l'Allemagne (cf. le traité d'amitié et neutralité de 1926, voir plus haut). D'une manière générale, la fermeté du Komintern (voir plus haut) impliqua la tactique « classe contre classe », l'aide aux « peuples opprimés » et l'« attaque de l'Occident par l'Orient » (voir plus haut). La politique soviétique fut très favorable à la Chine (voir plus haut). La politique soviétique fut active dans le reste de l'Orient (voir plus haut).

□ La politique des États-Unis

En 1919, une vague de grèves (dont celle de la police à Boston, en septembre), accompagnées d'une série d'attentats anarchistes, provoquent une féroce répression et une panique dans l'opinion. L'*Attorney General* Alexander Mitchell Palmer (1872-1936) lance des « raids » contre les « radicaux », en emprisonne des milliers, en expulse des centaines. La « Peur (du) rouge » (*Red Scare*) s'effondre dans le ridicule en 1920 (une insurrection prévue par Palmer pour le 1er mai n'a bien sûr pas lieu !), mais elle brise l'Industrial Workers of the World (IWW) (4 000 arrestations), affaiblit l'American Federation of Labor (AFL) et le Parti socialiste, marginalise les anarchistes et les communistes.

L'**AFL** avait été fondée en 1886 par un ouvrier cigarié, Samuel Gompers (né en 1850), qui en garde la présidence jusqu'à sa mort en 1924. C'est une fédération de syndicats très autonomes. Les cotisations sont élevées et les membres des ouvriers qualifiés. La fédération est riche et peut soutenir de longues grèves. Ses buts sont concrets (arbitrage, contrats collectifs, législation d'état, etc.). Elle n'est pas socialiste ni révolutionnaire, elle accepte le capitalisme. L'**IWW** (Industrial Workers of the World), fondé définitivement en 1905, défendait les ouvriers non qualifiés, immigrés de fraîche date, la lutte des classes, son idéal était marxiste, et il avait mené des grèves dures, notamment dans la construction automobile (1912-1914).

Toutefois, la Peur du Rouge s'effondre dans le drame aussi, en provoquant l'arrestation début mai 1920 de Nicola Sacco et Bartolomeo Vanzetti, anarchistes d'origine

italienne, *ritals* (en américain *wops*), condamnés de façon fort peu régulière le 14 juillet 1921 pour un braquage de banque. La réaction est également raciale, contre les Africains-Américains qui quittent le Sud dans le cadre de la Grande Migration, contre les quartiers noirs pendant « l'été rouge » (1919), contre les immigrants, suspectés d'être tous des « radicaux ». La réaction est aussi l'entrée en vigueur en 1920 de la prohibition de l'alcool, que les protestants partisans de la « tempérance » accusaient depuis longtemps d'être à l'origine des maux des pauvres : le XVIIIe amendement (1919) interdit la fabrication, le transport et la vente (mais non la consommation) d'alcool, défini par la loi Volstead de 1919 comme une boisson titrant plus d'un demi-degré ! Seule exception dans cette vague : le XIXe amendement (1920) accorde le droit de vote aux femmes. Au total, les États-Unis sont possédés par un « conservatisme » du « retour à la normale » (1918-1921).

Le repli nord-américain de l' « ère du Nationalisme » est célèbre, mais à nuancer car il se manifeste en fait par un grand opportunisme. Les causes en étaient la victoire des républicains (les secrétaires d'État furent Charles Evans Hughes de 1921 à 1925, puis Frank B.Kellogg de 1925 à 1929), les déceptions nées de la Conférence de la Paix (voir plus haut), la révolution d'Octobre (et les idées *bolcheviques* qui gagnaient le reste de l'Europe) et enfin les réticences des anciens « associés » à payer leurs dettes de guerre. Le programme du président Warren Gamaliel Harding (1865-1923, très opportuniste, en réalité) était *America First* et *Back to Normalcy*. Ce fut la victoire d'une vague d'*américanisme* submergeant les États-Unis, les mots-clés étant *nationalisme* (en fait l'idée de la supériorité du pays), et *non-entanglement* (non-intervention), en référence à Washington. Car c'était une vieille tradition, qui n'avait jamais exclu les alliances, qui n'avait jamais été l'isolement, et qui s'était accompagnée de l'idée de l' « hémisphère américain ».

Le rôle économique et financier des États-Unis fut très important. Comme dit Hughes, « la prospérité des États-Unis dépend largement des arrangements économiques qui peuvent être faits en Europe ». Non seulement les États-Unis étaient redevenus créanciers (10 milliards de dollars, 4,2 vis-à-vis de la Grande-Bretagne, 3,4 pour la France) à cause de la guerre, mais ils participèrent largement au problème du règlement des réparations allemandes (*cf.* les plans Dawes, 1924, et Young, 1929), se prononçant constamment pour un adoucissement des réparations, car ils avaient besoin de tous les marchés européens, donc de l'allemand. De plus, ils jouèrent un rôle de premier plan dans l'économie de l'Allemagne de Weimar et lui fournirent des prêts et des investissements très importants, ce qui amena les États-Unis à défendre les positions allemandes contre la France. Les États-Unis prêtèrent à court terme à de nombreux pays étrangers, après que les débiteurs des dettes de guerre eurent accepté un plan de paiement des dettes (cas de la Grande-Bretagne en janvier 1923, de la France en 1926 : accords Mellon-Bérenger, ratifiés seulement en 1929, voir plus loin). Les États-Unis refusèrent d'investir ou de prêter des dollars dans des pays qui n'avaient pas accepté un plan de paiement des

dettes. Dans l'ensemble, présidents, Congrès et opinion furent inflexibles. L'Amérique eut une politique de soutien des monnaies européennes, le franc en 1924, la livre en 1931, le but étant de rendre solvable le client européen. Au total, il s'établit un réseau de courants financiers, des prêteurs américains aux banques, puis aux Allemands, qui payèrent les réparations à la France et à la Grande-Bretagne, lesquelles remboursèrent les dettes de guerre au Trésor américain ! Les banques américaines, attirées par des perspectives de gains rapides et substantiels, comportant un minimum de risques, développèrent une extraordinaire technique de placements, suscitant même à l'étranger des demandes inconsidérées, suggérant par tous les moyens aux gouvernements, aux municipalités, aux services publics, de recourir à des emprunts. Ainsi, un hameau bavarois qui désirait emprunter 125 000 \$ fut convaincu qu'un emprunt de 3 millions de \$ lui serait nécessaire ! Les États-Unis jouèrent donc un rôle primordial dans cette réinsertion de l'Allemagne dans le concert des nations. L'Europe absorba pendant les années 1920 plus de 50 % des exportations des États-Unis, qui ne s'isolaient donc pas ! Le tarif commercial nord-américain Fordney-McCumber (1922) éleva les droits du tarif démocrate précédent (en moyenne de 21 %) à 38 % (en moyenne).

L'immigration est un aspect très important de ce repli. Les théories racistes se banalisent au début du XXe siècle aux États-Unis, au point d'être presque universellement acceptées. Elles ont leurs propagandistes, comme l'eugéniste racialiste Madison Grant (1865-1937, *La fin de la Grande race*, 1916, réédité pendant toute la décennie). Elles dominent les Universités ; les « eugénistes », partisans d'une élimination physique des êtres « inférieurs », sont parfaitement admis parmi les psychologues, les anthropologues et les sociologues ; les « eugénistes » feront des ravages jusque dans les années 60 dans tous les hôpitaux psychiatriques du pays (lobotomies, castrations, électrochocs, etc.). Les théories racistes justifient aussi la limitation de l'immigration, atteignant un record mondial, qui ne sera battu que par l'Allemagne nazie. Le *National Quota Act* de 1921 autorise chaque année pour chaque pays l'entrée d'un quota d'immigrants égal à 3 % du nombre des ressortissants de ce pays déjà présents aux États-Unis en 1910. Le *National Origins Act* de 1924 abaisse ce pourcentage à 2 % et l'année de référence est ramenée à 1890, tout simplement parce que très peu de « Méditerranéens » d'Europe du Sud et autres « Slaves » d'Europe de l'Est (ces catégories sont officielles depuis les recensements des années 1870) étaient alors entrés sur le territoire américain. Canadiens et Mexicains sont exclus des quotas. Peur du ghetto, du bolchevisme, de la « petite Pologne », etc. Mais la mise en œuvre de la nouvelle politique d'immigration fut longue et difficile, car l'administration n'était pas préparée à cette tâche, si bien que le nouveau régime d'immigration ne fonctionna qu'à partir de 1930 : les États-Unis ne purent donc s'ouvrir à l'afflux des victimes du nazisme, du communisme et du fascisme, accueillant Albert Einstein, refusé par le Collège de France, à Princeton, mais non les masses ! D'autre part l'interdiction d'immigrer faite aux Chinois en 1882 s'étend à tous les Asiatiques en 1924, au grand dam des Japonais (voir plus haut). L'exécution en 1927 de Nicola Sacco et Bartolomeo Vanzetti (voir plus

haut) s'inscrit dans ce climat. À l'élection présidentielle de 1928, Herbert Hoover est le candidat des classes moyennes protestantes, Al Smith (un vieux briscard catholique, 1873-1944) celui des immigrés catholiques.

Un cas particulier du repli américain fut la conférence de Washington (voir plus haut). Le secrétaire d'État Charles Evans Hughes (1862-1948), avec habileté, profita de la situation solide des États-Unis, banquiers du monde, pour résoudre à l'avantage de son pays certains problèmes pendants. Il convoqua à Washington, en novembre 1921, une conférence internationale sur le désarmement naval et l'Extrême-Orient, qui aboutit à plusieurs traités après avoir duré jusqu'en février 1922. Pressé par l'opinion publique, lasse des gros budgets navals, Hughes préférait un accord sur le désarmement à une course aux armements que les États-Unis étaient en mesure de gagner. La conférence de Washington est une preuve de l'activité mondiale des États-Unis, pour atteindre des buts résolument américains.

Juge à la Cour suprême, **Hughes** avait été désigné comme secrétaire d'État par le président Harding le 10 décembre 1920. Conservant son poste sous John Calvin Coolidge Jr (1872-1933), président entre 1923 et 1929, il devait démissionner en 1925. Jusqu'à cette date, il tient en mains les rênes de la politique étrangère américaine avec compétence et talent, au point que les historiens ont parlé d'« ère Hughes ». C'est lui qui négocia la paix avec l'Allemagne, insista pour envoyer des « observateurs » américains à la SDN. Surtout il fut à l'origine de l'idée de règlement des réparations par la voie des experts qui devait aboutir au plan Dawes de 1924.

Finalement, l'ère républicaine fut essentiellement opportuniste en politique extérieure : rien de comparable à l'attitude de Wilson, lequel avait su se forger un système de pensée cohérent, une doctrine, la *New Diplomacy*; le « retour à la normale », c'est ici... l'absence de doctrine ! La fondation du FBI (*Federal Bureau of Investigation*) fut elle aussi très opportuniste. Il fut créé en 1924 dans le contexte d'une vague de criminalité ; il dépend du Ministère de la Justice ; ses buts sont la recherche des criminels et le maintien de la sécurité à l'intérieur des États-Unis. Ce fut longtemps un petit service, mais qui accrut petit à petit ses effectifs et ses compétences. Surtout, en 1939 il se verra confier la lutte contre l'espionnage et la subversion ; l'action politique passera alors au premier plan : chasse aux communistes, à la *New Left*, espionnage de la classe politique, des écrivains — Sinclair Lewis (1885-1951), dont le dossier note comme élément subversif son soutien à la candidature Roosevelt en 1944 !, Pearl Buck (1892-1973), John Steinbeck (1902-1968), qui était un des rares à se savoir surveillé —, *idem* à l'étranger... Le FBI fut dirigé de 1924 à sa mort par John Edgar Hoover (1895-1972), ultra-conservateur, anticommuniste viscéral (et il aura des liens avec le maccarthysme), raciste, ulcéré par la création sous Truman de la CIA. Ajoutons que c'était un homosexuel défendant ouvertement l'orthodoxie et la morale traditionnelles, mais la mafia le « tenait » grâce à cela !

Il y avait eu de nombreuses discussions sur les dettes européennes vis-à-vis des États-Unis depuis 1919 (voir plus haut). La Grande-Bretagne accepta un accord dès 1923. La position, très juridique, des présidents américains et de leurs secrétaires d'État était très critiquée en France, où l'on avait parfois rappelé que les États-Unis n'avaient jamais remboursé les dettes de la guerre d'Indépendance... Un à un pourtant, les débiteurs « consolidèrent » leur dette, alors le gouvernement français se décida à profiter du bon contexte économique mondial. Avec la France, un accord, baptisé Mellon-Bérenger, fut signé le 29 septembre 1926 : la dette française était diminuée de 53 %, les annuités étalées jusqu'en 1988. Mais le parlement français voulut ajouter une « clause de sauvegarde » impliquant la révision si l'Allemagne ne payait pas les Réparations. Les États-Unis furent intraitables, d'autant plus que les pays européens avaient développé depuis 1919 le principe *Pacta sunt servanda* (« les accords doivent être respectés »). Et le parlement français se résigna, seulement en juillet 1929, à ratifier l'accord.

En avril 1927, pour célébrer le dixième anniversaire de l'entrée en guerre des États-Unis, Briand leur proposa de signer un pacte par lequel les deux nations renonceraient à se faire la guerre. Il espérait ainsi, au moment où le problème des dettes de guerre créait une tension entre les deux pays, s'attirer la bienveillance des mouvements pour la paix, alors très influents aux États-Unis. Certaines organisations (la Dotation Carnegie pour la Paix internationale, par exemple) préconisaient l'entrée des États-Unis à la SDN.

Très modeste immigré écossais, ouvrier du textile puis télégraphiste, **Andrew Carnegie** (1835-1919) avait réussi à créer une fonderie, qui obtint des contrats lors de la guerre de Sécession, ce qui avait permis à son entreprise sidérurgique de devenir très importante. Carnegie se retira des affaires en 1901 et utilisa son immense fortune pour financer la construction à La Haye d'un Palais de la Paix, inauguré en 1913 (voir plus haut), et créer, en 1910, la Dotation Carnegie pour la Paix internationale, en dehors du système universitaire, dont l'objectif était d' « abolir le plus vite possible la guerre entre les nations soi-disant civilisées ».

D'autres, plus radicales, voulaient mettre la guerre « hors la loi ». Leur principal militant était Salmon O. Levinson, très influent sur le sénateur Borah, président du comité des Affaires étrangères du Sénat. Le but final de Briand était d'amener les États-Unis à participer à la sécurité collective et en particulier à celle de la France. Levinson et Borah convainquirent le Secrétaire d'État Frank Billings Kellogg (1856-1937) qu'il fallait modifier le projet de Briand et, au lieu d'une renonciation à la guerre entre la France et les États-Unis, l'étendre à tous les pays du monde. On élaborait un texte qui condamnait la guerre « comme instrument de la politique nationale », ce qui ne maintenait qu'une seule possibilité de guerre, les sanctions militaires décidées par la SDN. Mais le pacte admettait aussi que le recours à la guerre était licite contre tout État violant le pacte de la SDN ou le pacte de Locarno. Le pacte Briand-Kellogg fut signé à Paris le 27 août 1928 par quinze états. L'URSS, après y avoir vu une nouvelle manœuvre

d'encerclement, décida d'y adhérer par le « protocole Litvinov » du 29 décembre 1928 de renonciation à la guerre (Litvinov, adjoint de Tchitcherine, alors malade, lui succédera en 1930). Le « protocole Litvinov » est souvent confondu avec l'accord de Moscou (« Pacte oriental ») du 9 février 1929, par lequel l'Union soviétique, la Pologne, la Roumanie, la Lettonie et l'Estonie signèrent le « protocole Litvinov », suivies par la Turquie et la Lituanie. Ce dispositif bouchait le trou créé par la Pologne et la Roumanie sur les frontières russes, mais la Finlande n'en fait pas partie.

63 pays, au total, adhérèrent au pacte Briand-Kellogg. En fait, aucune sanction n'étant prévue contre ceux qui ne s'y conformeraient pas, le Pacte était très illusoire. En France Briand fut vivement critiqué, pour une « politique du chien crevé au fil de l'eau », ce à quoi il avait beau jeu de répondre qu'il faisait la politique de la natalité française. De plus, la notion d'agression, qui n'avait jamais été définie clairement par la SDN, est « sublimée » sans définition par le pacte ! L'agression ne sera définie, à l'ère de la détente, qu'en... 1974, par l'ONU. Souvent invoqué dans les années trente, le pacte Briand-Kellogg n'a eu aucune influence sur le cours des événements, mais il servira en 1945 à justifier les poursuites pour crimes de guerre aux procès de Nuremberg et de Tôkyô.

□ L'expansion coloniale en difficulté au Moyen-Orient

Le contexte général est tissé de cinq types de contrastes principaux. Les contrastes ethniques opposent des Sémites (Arabes et Juifs), des Indo-Européens (Persans, Arméniens, Kurdes, Afghans de l'Ouest) et des Touraniens (Turcs). Les oppositions religieuses juxtaposent Musulmans (Sunnites aux 4/5, 20 % de Chiites) ; Chrétiens (orthodoxes, nestoriens, catholiques, protestants, uniates, jacobites) ; Juifs (Sépharades, originaires du « monde musulman », Ashkénazes, originaires du « monde chrétien » et, déjà, des *Sabras*, c'est-à-dire des juifs nés au Proche Orient). Les contrastes culturels voient l'opposition entre d'une part Kurdes et Arméniens et d'autre part Turcs et Arabes. Il y a évidemment des contrastes économiques et politiques puisque certains peuples ont fait partie de l'empire Ottoman (en déclin) jusqu'en 1914 et que d'autres peuples en sont sortis depuis longtemps ou n'en ont jamais fait partie.

Les **Sunnites** sont respectueux de la *sunna*, c'est-à-dire de l'orthodoxie. Les **Chiites** appartiennent à une branche hétérodoxe et minoritaire de l'Islam qui ne reconnaît qu'Ali pour légitime successeur de Mahomet et que les descendant d'Ali pour imams, c'est-à-dire chefs spirituels de la communauté. Les **Sépharades** vivaient principalement en Espagne et au Portugal et avaient trouvé refuge, après leur expulsion, surtout dans l'empire Ottoman. Établis au Moyen Age sur les rives du Rhin, les **Ashkénazes** ont essaimé dans toute l'Europe.

L'Égypte était occupée depuis 1882 et elle avait été proclamée protectorat britannique en 1914. En fonction d'accords avec le chef de la dynastie hachémite, l'émir Hussein du Hedjaz (1916), qui lui promettaient la création d'un vaste royaume arabe entre le Golfe persique et la Méditerranée, les Britanniques provoquèrent son entrée en guerre contre les Turcs et encadrèrent ses Bédouins (*cf.* l'action de Thomas Edward Lawrence, dit *Lawrence d'Arabie*). Mais le Royaume-Uni se lia encore par les accords anglo-français Sykes-Picot du 16 mai 1916, aussi par la *Déclaration Balfour* (Arthur Balfour, secrétaire du *Foreign Office*, 2 novembre 1917) qui promettait un *Home national* juif et enfin par les accords de Saint Jean-de-Maurienne avec la France et l'Italie (partage secret des dépouilles futures de l'empire ottoman, voir plus haut). Tout cela était remarquablement contradictoire.

Arthur James **Balfour** (1848-1930) avait été premier ministre conservateur en 1902. Il fut ministre des Affaires étrangères de 1917 à 1919. Il s'agit d'une lettre écrite et adressée, avec l'accord de Lloyd George, à Lord Walter Rothschild, vice-président de l'organisme représentatif du judaïsme anglais. Le texte est très court, ce qui renforce le poids de l'expression « « établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif », mais son ambiguïté volontaire fut peu relevée à l'époque, sauf par Weizmann.

Il y eut encore les revendications des Grecs, entrés très tard dans la guerre (après les États-Unis), qui, pour prix d'avoir volé au secours de la victoire, réclamaient tous les territoires peuplés de Grecs, à leur goût. C'était ce qu'ils appelaient la *mégale idée*, la grande idée, celle d'un nouvel Empire byzantin qui, dans leurs rêves les plus fous, eût été centré sur Istanbul/Constantinople, rassemblant la Grèce, étendue vers le nord, les îles, et la région de Smyrne sur la côte occidentale de l'Anatolie, où les « Grecs » étaient nombreux : dans les faits, il s'agissait plutôt de Turcs orthodoxes, qui parlaient très mal, sinon pas du tout le grec, mais écrivaient le turc, leur langue, en alphabet grec, comme les « Turcs » de Grèce, des Grecs musulmans, écrivaient le grec en alphabet arabe.

Le mouvement sioniste prend corps au XIXe siècle. Un médecin juif d'Odessa, Léo Pinker (1821-1891) et un journaliste autrichien, correspondant à Paris lors de l'affaire Dreyfus, Theodor Herzl (1860-1904) préconisèrent le retour des Juifs dispersés dans le monde (*diaspora*) vers Sion (une des collines de Jérusalem, symbole de la Palestine). En 1896, sous le choc de ce qu'il avait vu en France, il fit paraître l'ouvrage qui est à l'origine du sionisme moderne, *L'État juif*, et l'année suivante organisa le premier congrès sioniste, à Bâle, lequel déboucha sur la fondation d'une Organisation sioniste mondiale. Herzl affirmait que la seule solution « moderne » à la question juive était la constitution d'un « foyer » juif, lequel avait vocation à devenir un État, puisque, selon les nationalistes de l'époque, une nation sans État souverain était condamnée à subir l'oppression. Pour ce faire, il fallait constituer une Agence juive qui réunirait des fonds dans tout le monde juif et mènerait le projet sioniste. Le foyer national juif serait naturellement situé en Palestine, terre des anciens royaumes hébreux, et,

selon une formule célèbre de Herzl, « terre sans hommes pour des hommes sans terres ». Ce mouvement sioniste est l'aboutissement d'un rêve millénaire : « se retrouver l'an prochain à Jérusalem ».

Le premier sionisme était très laïc : la religion n'était qu'un trait privé, certes collectif, de la vie des colons ; les institutions du mouvement sioniste et celles, à l'état d'ébauches, des colons de Palestine n'avaient rien de religieux — les sionistes étaient des hommes modernes, des « éclairés », des positivistes. Le sionisme naissant était aussi très marqué par les idéaux socialistes, en plein essor à cette génération : les colons des campagnes s'organisèrent en communautés, les *kibboutzim* (pluriel hébreu de *kibboutz*), qui rappellent par certains côtés les phalanstères du XIXe siècle (le travail s'y faisait en communauté et les bénéfices étaient équitablement répartis), et aussi un peu plus tard en *mochavim* (villages communautaires). Ces *kibboutzim* et *mochavim* essayaient de recourir le moins possible à la main-d'œuvre indigène, tant par méfiance et par mépris que pour donner du travail à tous les Juifs, même arrivés pauvres, pour qu'il se créât une société juive complète, donc autonome et enfin pour ne pas devenir collectivement une nouvelle classe dirigeante. En réalité, les indigènes expulsés de leurs terres devinrent rapidement le prolétariat des colons, d'où des conflits qui expliquent que dès avant 1914, les sionistes avaient créé des milices d'autodéfense. En attendant, ce « socialisme juif » servait la propagande sioniste dans les milieux progressistes, juifs ou non, en Europe. Ce n'était évidemment pas son objectif premier, mais le sionisme apparaissait comme, et de loin, le plus progressiste des nationalismes. Cette image du sionisme ne tenait pas compte du sort des Arabes : on était en un temps où même Jaurès ne se préoccupait guère de celui des indigènes d'Algérie... Il apparut des partis politiques, des syndicats. Aucun n'était ouvert aux Arabes ; mais qui, à l'époque, reprochait aux partis américains de ne pas s'ouvrir aux Indiens ? Certains juifs critiquaient d'ailleurs le sionisme pour ce côté socialiste, plus précisément pour le fait qu'il n'y avait rien là-dedans de spécifiquement juif : il y avait effectivement une grosse contradiction entre le caractère laïque du sionisme, et le fait que la communauté juive se définit essentiellement par son appartenance religieuse ! À tenter de se transformer en une nationalité comme une autre, les sionistes risquaient de donner naissance à un « peuple néo-hébreu » plutôt qu'à un « peuple juif », et tout l'héritage du judaïsme traditionnel risquait de s'y perdre. Des logiques de violence et d'affrontement s'imposèrent immédiatement en Palestine, et définitivement. Il était logique que les Arabes de Palestine réagissent violemment à une entreprise de colonisation qui se traduisait par le vol de leurs terres et leur marginalisation dans leur propre pays et prévisible, quoique catastrophique, que cette résistance s'accompagnât d'une vague d'antisémitisme sans précédent dans les pays et mandats arabes de la région.

Une autre conséquence, moins grosse de drames futurs, du projet sioniste fut la renaissance de l'hébreu comme langue de communication quotidienne. Une nation, pour un

centre-européen, c'est encore plus une langue qu'une terre. Herzl n'avait pas trop insisté sur cet aspect des choses, il pensait plutôt au yiddish (où plutôt à l'allemand, variante prestigieuse de ce « dialecte ») ; mais ce fut le grand projet d'un autre sioniste, Eliezer Perelman, plus connu sous le nom hébreu de Ben Yehouda (1858-1918), né à Vilnius (aujourd'hui en Lituanie), véritable Babel où l'on parlait yiddish, allemand, lituanien, polonais et russe (voir plus haut). Le yiddish n'avait guère de prestige, et ce n'était la langue que d'une partie des Juifs : l'hébreu, langue de culte commune, langue de la Bible, langue des royaumes d'Israël et de Juda, en avait infiniment plus. Il s'agissait « seulement » de la moderniser, de la doter notamment d'un vocabulaire apte à exprimer les réalités du monde contemporain (les intellectuels nationalistes d'Europe centrale l'avaient déjà fait pour de nombreuses langues paysannes à l'origine) ; la volonté collective ferait le reste. Le projet pouvait quand même apparaître assez utopique... En 1918, l'hébreu fut proclamé langue officielle en Palestine au même titre que l'arabe et l'anglais, et dans les décennies suivantes il finit de s'imposer.

Mais la formule de Herzl (voir plus haut), aujourd'hui surréaliste, révèle l'aporie originelle du sionisme. Les sionistes se comportaient exactement comme s'il n'y avait pas de population indigène en Palestine. Or la région était certes peu peuplée, environ six cent mille personnes au total vers 1910 y compris l'ouest de l'actuelle Jordanie ; seule une « natalité de combat », à l'époque israélienne, a permis aux Palestiniens de devenir plusieurs millions ; mais elle n'était pas vide ! C'est que les sionistes étaient des Européens de leur temps comme les autres, tout aussi colonialistes. En tant qu'Européens, représentants de la partie la plus « avancée » de l'humanité, ils avaient le mépris le plus complet pour les « sauvages » de cette région pauvre et en retard, musulmans pour plus d'abjection, promis à l'assimilation ou à la disparition comme les Indiens d'Amérique. Et puis les sionistes étaient persuadés d'avoir un « droit historique » sur la terre qui avait été celle d'Israël, tenue désormais pour celle de leurs « ancêtres », donc leur « propriété », et tant pis pour les « squatters » arabes. Les colonialistes considéraient qu'il était légitime que les plus « civilisés » s'emparent des terres laissées en déshérence par leurs propriétaires, pour les mettre en valeur.

Les *aliyas* (« montées », « retours ») en « Terre sainte » (une zone alors fort mal délimitée) commencèrent dans les années 1880, à toute petite échelle au départ : en 1901, trente mille Juifs avaient fait leur *aliya* et dix mille environ étaient restés. En 1914 il n'y avait encore que cinquante mille colons sionistes en Palestine, dont douze mille à la campagne (essentiellement dans la plaine côtière autour de Jaffa) ; mais le mouvement s'accéléra après 1904, époque où l'horizon des Juifs de Russie s'assombrit de manière décisive : c'est ce que l'on appelle souvent la « deuxième *aliya* », elle concerna trente à quarante mille personnes. À partir de 1909, un Fonds national juif, et une Banque anglo-palestinienne qui lui était associée, commencèrent à acheter systématiquement des terres à leurs propriétaires, pour les mettre à la disposition des colons. Les vendeurs étaient essentiellement de grands propriétaires

absentéistes, qui depuis des siècles les laissaient exploiter par les paysans locaux, contre redevance. Du jour au lendemain ceux-ci se retrouvèrent expulsés : on comprend que dès le début leurs réactions aient été négatives ; mais encore une fois, ces phénomènes n'étaient pas très différents de ce qui se passait alors en Tunisie, en Indochine, de ce qui s'était passé en Algérie, dans le Caucase ou, durant des siècles, sur le continent américain.

L'Empire ottoman se montra assez hostile à une entreprise qui lui apparaissait comme l'ébauche d'une colonisation européenne de la Palestine ; mais elle ne put rien faire, car les Balkans, plus proches d'Istanbul, étaient en train de lui échapper. L'Allemagne soutint les projets sionistes dans le but d'accroître son influence dans l'Empire ottoman, la Grande-Bretagne aussi pour des raisons semblables : la Palestine est proche de Suez, mieux valait contrôler ce qui s'y passait, et plus il y aurait d'Européens dans la région, mieux cela vaudrait, en particulier dans le cas de figure d'une guerre contre la Turquie. Dans le monde juif, le sionisme gagnait peu à peu en légitimité à mesure qu'il devenait une réalité ; il était difficile de ne pas se sentir solidaires d'un tel effort, et d'une telle réussite : pour la première fois depuis deux mille ans des Juifs relevaient la tête, une vie loin des persécutions et des humiliations semblait possible. Mais les Juifs socialistes étaient quand même encore très nombreux, pour qui le sionisme était affaire de bourgeois. Et la grande majorité des juifs qui quittaient l'Europe se dirigeaient toujours vers les États-Unis. À l'époque de la Première Guerre mondiale, les sionistes, par haine de la Russie, étaient plutôt favorables aux Empires centraux, et on avait observé que parmi les nouveaux maîtres de Moscou, les juifs étaient nombreux : il convenait de leur accorder une satisfaction, pour qu'ils restassent dans la guerre.

Weizmann sera président de l'Organisation sioniste mondiale en 1920, de l'Agence juive en 1929 et de l'État d'Israël de 1949 à 1952.

En plus, si des troupes françaises conquièrent avec les Anglais la Syrie et le Liban, les Britanniques se firent tirer l'oreille pour appliquer vis-à-vis de la France les accords du temps de 1916, d'où une période de tension entre septembre 1918 et septembre 1919, à l'issue de laquelle les deux pays opérèrent un nouveau découpage, moins favorable à la France, qui avait besoin de la Grande-Bretagne à la Conférence de la Paix de Paris, pour les questions européennes. On peut supposer que Clemenceau « acheta » en un sens aux Anglo-Saxons l'absence de référendum en Alsace-Lorraine et l'occupation de la Rhénanie, par sa modération en Syrie. Ainsi, il accéda aux demandes de Lloyd George, le premier ministre britannique, concernant Mossoul, initialement dans la zone française, contre 25 % des revenus des pétroles de cette région ; de même, il renonça à l'internationalisation de la Palestine, et les Anglais purent y établir leur mandat, alors que les populations arabes locales, elles, se sentaient surtout syriennes à ce moment ; c'est la coupure des mandats qui a fait naître une identité palestinienne distincte, autant que la résistance au sionisme. Clemenceau conclut aussi un

accord avec Fayçal, qui permettait à celui-ci de s'installer à Damas, moyennant des liens privilégiés avec la France ; mais le Hachémite, pris entre les exigences françaises et les maximalistes syriens, demanda que cet accord restât secret. Sur la côte, les Français, en plus des incidents récurrents que les chérifiens utilisaient pour faire pression sur eux, se trouvaient confrontés à une guérilla kémaliste en Cilicie ; or la voie ferrée nécessaire pour rejoindre la Cilicie se trouvait en territoire chérifien, et Fayçal refusait que les Français l'utilisassent. Le cabinet Clemenceau tomba en 1920, et son successeur se révéla beaucoup moins compréhensif à l'égard des Arabes, bien décidé à appliquer le traité de Sèvres et à installer son mandat comme il l'entendait.

À la Conférence de la Paix on créa les mandats A, non délimités (voir plus haut). À la conférence de San Remo (avril-mai 1920), la France eut le mandat sur la Syrie, qu'elle partagea en deux États, mais après avoir dû entrer par la force à Damas et consentir de nouvelles concessions territoriales à la Grande-Bretagne. Celle-ci eut le mandat sur l'Irak et la Palestine, d'où elle détacha en 1921 la Transjordanie. Une politique américaine apparut dès ces années vingt. Des intérêts américains et des fondements de la politique américaine s'étaient manifestés très tôt. La présence culturelle des États-Unis au Moyen-Orient est ancienne (les années 1820). Elle est le fait des missionnaires qui, grâce à leur œuvre éducative et humanitaire, donnent une image positive et désintéressée de leur pays. Impression favorable confirmée au lendemain de la Première Guerre mondiale par le président Wilson, avocat de l'autodétermination des peuples arabes. L'installation des compagnies pétrolières (voir plus haut) date de la fin des années 20 et surtout des années 30 (Arabie saoudite). Mais, avant 1940, la politique américaine se borne à une défense des intérêts culturels et commerciaux.

En même temps que ces questions moyen-orientales, des problèmes contemporains apparaissent au Maghreb. Pour la France, ce furent des problèmes capitaux (à cause du poids démographique, de la proximité), avec une opposition entre l'Algérie (où le nationalisme ne trouve pas, à ce moment, de support solide dans l'histoire) et, d'autre part, le Maroc et la Tunisie, qui ont des souverains, des administrations, des justices, un enseignement en arabe qui se développe rapidement... En Tunisie est fondé le Destour, en 1919, c'est-à-dire le « Parti libéral tunisien de la Constitution » (*Destour*). C'est un parti panarabe, qui a la sympathie de beaucoup ; il réclame une constitution, une assemblée législative tunisienne, élue au suffrage universel. La France mène évidemment en Tunisie une politique de répression. Le bey est même obligé de désavouer ses sympathies pour le Destour... Le gouvernement français crée en 1922 le Grand Conseil de Tunisie : 56 Français et 41 indigènes, délibérant séparément ; toute discussion politique étant interdite. La France « francise » ou « algérise » la Tunisie : des Français peuplent les services techniques du bey ; la France établit le monopole commercial du pavillon français. Immédiatement après la guerre, au Maroc Lyautey francise l'encadrement du protectorat et reprend la conquête.

Mais l'événement essentiel au Maroc est la guerre du Rif (1925-1926 pour la France), une grande révolte, partie de la zone espagnole en 1921, avec une véritable déroute de l'armée espagnole et la guerre du Rif jouera un grand rôle dans la carrière de tous les futurs officiers nationalistes de la guerre civile espagnole, Mola excepté. Cette révolte est dirigée par Abdelkrim (1882-1963), fils d'un caïd berbère, ancien cadî (juge) de Melilla, très hostile à la monarchie, qui fonde en 1923 une République du Rif, soulevant les tribus du Rif contre les Espagnols puis (1925) contre les Français. Elle s'inscrit dans le foisonnement démocratique et spontanéiste qui agite tout le monde arabe dans les années 1920. Le maréchal Lyautey, qui a recommandé de reconnaître l'indépendance du Rif, se voit contredit par le gouvernement Painlevé et contraint de démissionner (25 septembre 1925) ; il y a pour le gouvernement français nécessité (car la révolte menace les communications avec l'Algérie) de grandes opérations militaires, commandées par Maréchal Pétain, qui noue des relations d'amitié avec les officiers espagnols : 150 000 hommes, aviation, artillerie, etc. Ces opérations provoquent la substitution aux méthodes politiques de Lyautey d'une stratégie de la dévastation. Abdelkrim se rend 26 mai 1926 et est déporté à La Réunion. Il se réfugiera en 1947 au Caire, après s'être évadé lors de son transfert en métropole. Il poursuivra sa lutte pour le nationalisme maghrébin, mais son entreprise sera par la suite largement sous-estimée par les nationalistes marocains et Hô Chi Minh l'appellera « le précurseur ». Le soutien communiste à Abdelkrim n'est pas immédiat, il vient avec les premiers succès, mais il est alors ostensible, avec le célèbre télégramme de félicitations du 24 septembre 1924. C'est le moment où le PCF proclame sa doctrine anticoloniale (voir plus haut). Il mobilise contre la guerre du Rif : le 12 octobre 1925, à l'appel de la CGTU et de la CGT, 900 000 travailleurs français font la grève contre cette guerre coloniale (et contre les impôts), précipitant la désagrégation du Cartel des Gauches.

Dernier problème marocain, la question internationale de Tanger : le statut de Tanger avait été laissé en suspens avant 1914 ; le statut de 1923 (résultat d'un accord France-Espagne-Grande-Bretagne) prévoit la neutralisation et la démilitarisation de la ville et de sa banlieue, avec une situation administrative privilégiée de la France. Ce statut suscite les protestations de l'Italie (fasciste), qui reçoit en 1926 l'appui de l'Espagne dictatoriale de Miguel Primo de Rivera (1923-1930) : la France bat en retraite (mais la prépondérance française subsiste) et le statut est révisé en juillet 1928. L'Espagne obtient le droit de désigner le commandant de la police tangéroise et l'Italie a droit dans l'administration de la ville à une place équivalant à celle de la Grande-Bretagne.

La Tunisie pose elle aussi une question internationale. Dès octobre 1918 (*sic*), le gouvernement français refuse de reconduire pour une longue durée, mais seulement de trois mois en trois mois, la convention franco-italienne de 1896. Cela provoque la protestation de l'opinion publique italienne (dont une partie en vient à réclamer l'égalité des droits politiques avec les Français). La tension diplomatique atteint son apogée en 1926, lors du voyage à Tunis

d'Italo Balbo, qui affecte d'ignorer les autorités françaises. Les deux gouvernements restent sur leurs positions : la France menace le statut des Italiens, l'Italie répète ses revendications.

Examinons maintenant les zones britanniques. L'Égypte connut l'agitation nationaliste du parti Wafd de Saad Zaghloul (1859-1927). Une délégation (*wafd*) demanda l'autorisation de se rendre à la conférence de la Paix. Le gouverneur refusa et déporta Zaghloul, ce qui provoqua des manifestations, un boycott des marchandises anglaises et des grèves. Le Wafd demande l'évacuation du canal de Suez. Un parti communiste apparut. Le Premier Ministre Lloyd George mit fin en 1922 au protectorat, théoriquement car l'armée anglaise demeura sur place et un Haut-Commissaire surveilla la politique étrangère, d'où la poursuite de l'agitation. Le titre de « khédivé » fut changé en celui de « roi ». D'autre part, la Grande-Bretagne, qui cherchait à ménager l'Italie, rectifia avec elle la frontière Égypte-Cyrénaïque, au profit de la Cyrénaïque italienne.

L'oasis de Giarabub (Al-Jaghboub), foyer de la confrérie sénoussite, voir plus haut, passe en territoire italien, ce qui facilite la conquête intégrale de la **Libye**. Mais l'Italie, qui possède le **Dodécanèse**, construit deux bases militaires (à Rhodes et Léros) en 1928. Toutefois, en 1929, Mussolini s'abstient de protester quand la Grande-Bretagne veut éliminer l'usage de la langue italienne à **Malte** (dotée d'une constitution depuis 1921).

En 1936, la Grande-Bretagne passa un accord avec le nouveau roi d'Égypte Farouk (1920-1965), qui venait de succéder à son père, Fouad, roi depuis 1917 : l'Égypte devenait indépendante (et elle entra à la SDN l'année suivante), mais signait avec la Grande-Bretagne — qui redoutait les menaces de l'Axe, d'autant que Farouk manifestait des sympathies pour l'Axe — une alliance et le Soudan devenait « anglo-égyptien ». Parallèlement, la Grande-Bretagne abandonna dans les années 20 son protectorat de fait exercé sur l'Afghanistan (officiellement en 1919, de fait dans années 1920).

Au Moyen-Orient, à l'issue de la Première Guerre mondiale, l'échec de la politique britannique d'appui sur la dynastie hachémite, qui fut chassée d'Arabie par Ibn Séoud (chef de la secte des Wahhabites), fut patent. En dédommagement de leur évincement, les Britanniques placèrent les Hachémites Fayçal et Abdallah respectivement sur les trônes d'Irak (Iraq) et de Transjordanie. Le traité de Sèvres (1920) prévoyait la création d'un état kurde, mais le *vilayet* de Mossoul renfermait du pétrole : malgré leurs révoltes les Kurdes furent annexés à l'Irak, ce que la SDN entérina en 1925-1926, recommandant simplement de leur donner l'autonomie, ce que les Britanniques ne firent pas. D'autre part, la Grande-Bretagne ne réussit pas à empêcher la pénétration des compagnies pétrolières américaines en Arabie ; des attentats et des émeutes éclatèrent en Palestine ; la Grande-Bretagne fut contrainte de reconnaître l'indépendance de l'Irak en 1930 (admission à la SDN en 1932) et d'abandonner —

dès les années 1920 — le protectorat de fait qu'elle exerçait sur l'Afghanistan (voir plus haut). La Grande-Bretagne contribua à l'institution des « zones neutres » entre l'Arabie et l'Irak.

Le Royaume-Uni établit son protectorat sur la Palestine (voir plus haut) et se refusa à appliquer la *Déclaration Balfour*. L'« équilibre » entre Juifs et Arabes fut difficile à établir en Palestine, d'autant plus qu'en Grande-Bretagne se développe un antisémitisme : en février 1920, une version anglaise des *Protocoles des Sages de Sion* fut publiée.

Première édition des *Protocoles des Sages de Sion*, en russe, en 1903. Le faux grossier est l'œuvre de la police secrète tsariste ; le *Times* en fait en trois articles (août 1921) l'historique précis.

Elle est exploitée par la presse populaire, bien que le *Times* ait démontré dès août 1921 le faux ; d'autres écrits antisémites circulent dans l'entre-deux-guerres, exploités par la *British Union of Fascists*. Les juifs de Palestine s'organisent pendant l'entre-deux-guerres, avec un gouvernement officieux, le Conseil national, qui passe en 1919 avec Fayçal un accord excluant la Palestine du grand royaume arabe promis par la Grande-Bretagne. Deuxième élément d'organisation, une Confédération générale du Travail, l'*Histadrout*, fondée 1920, dirigée par David Ben Gourion (David Grin, né en Pologne, 1886-1973) et avec un travail très autogestionnaire. Il faut ajouter une milice armée secrète, la *Haganah*, fondée aussi en 1920, une organisation pour l'immigration, l'Agence juive (voir plus haut), reconnue comme interlocuteur par le Royaume-Uni, et qui, petit à petit, s'ouvre à des organisations non sionistes, le développement, à côté de la vieille cité arabe de Jaffa, de la nouvelle ville juive de Tel-Aviv (elle avait été fondée en 1909), des fermes collectives, les *kibboutzim* (sing. : *kibboutz*). En face, les Arabes de Palestine, lointains descendants des tribus araméennes installées localement depuis le IIe millénaire avant JC ont du mal à s'organiser.

Dans l'ensemble du « Levant français », il se manifesta les mêmes influences panislamiques qu'en Afrique du Nord. La France, dont les intellectuels et les diplomates connaissent bien le Levant, depuis longtemps, essaya la tactique du diviser pour régner (*divide ut imperes*) : elle joua la politique des minorités, sépara en 1920 la Syrie et le Liban, l'ancien *vilayet* ottoman du Liban étant rebaptisé « Grand Liban » (*sic*) après adjonction de territoires traditionnellement considérés comme syriens, la plaine de la Bekaa, Tyr et Sidon. La division fut entérinée par la SDN en 1922 (voir plus haut), mais le mandat avait rendu obligatoire l'octroi d'une constitution... De plus, il se révéla un nationalisme syrien, réclamant une « Grande Syrie », héritière de l'Assyrie...

L'évolution du Liban se fit dans le cadre d'une sorte de mosaïque, bien sûr, d'autant plus que la France a créé un Grand Liban (voir plus haut), les Maronites (chrétiens) accueillant très bien la France. L'évolution fut relativement paisible, la France s'appuyant sur

les chrétiens maronites (un peu moins de la moitié de la population, alors), francophiles, contre les musulmans chiïtes, sunnites, etc. La constitution fut accordée en 1926 : elle créait une république parlementaire, avec un président et deux chambres, mais la France maintint illégalement au pouvoir un président francophile. Le Front populaire sera, toutefois, une rupture (*cf.* 2e partie).

L'évolution de la Syrie fut toute différente. Les Musulmans ne furent pas favorables à la présence française et à la politique française de préservation des droits des minorités (ils voulaient un état unitaire centré sur Damas) ; un vigoureux nationalisme syrien se développa. Ici, la France dut imposer son mandat par la force : la Grande-Bretagne encourageait Fayçal, fils de leur protégé Hussein, à s'installer définitivement à Damas (qu'il occupait militairement depuis 1918) et à se proclamer roi de Syrie, ce qu'il fit. En 1920, le général Gouraud le chassa par la force, et la Grande-Bretagne lui donna, en compensation, le trône d'Irak ! La France espéra jouer des divisions ethniques et religieuses : elle balkanisa le territoire, créant les « États » d'Alep, de Damas, des Alaouites, du Djebel Druze et deux districts séparés (le sandjak d'Alexandrette et le djebel druse), ne réunissant l'ensemble en un État unitaire qu'en 1924 seulement.

Pour les **Alaouites**, voir plus haut. La France, soucieuse de se ménager la minorité alaouite (11 % de la population syrienne), la dote dès 1920 d'un « territoire autonome », administré par un gouverneur français. En 1930 le territoire devient le « gouvernement de Lattaquié ». Dans les années trente les Alaouites vont concevoir un projet de rattachement au Liban.

Circonscription territoriale ottomane, le **Sandjak d'Alexandrette**, situé au nord de la côte syrienne, est promis à la France par les accords Sykes-Picot de 1916 (voir plus haut). Comme il est rattaché au mandat français sur le Levant, de nombreux Arméniens rescapés du génocide de 1915 s'y réfugient après l'évacuation de la Cilicie (sud de l'Anatolie) par la France en 1921.

En 1925 éclata la rébellion générale des Syriens, pudiquement dite en France « des montagnards druses » (Musulmans chiïtes), pour exiger le retour à l'autonomie. Il fallut deux ans et même le bombardement aérien de Damas en 1926 pour réprimer l'insurrection, sans éteindre le nationalisme syrien. Une constitution fut accordée en 1930, elle était à peu près semblable à celle du Liban. Elle consacrait donc la séparation entre Liban et Syrie, provoquant le refus des Syriens. Mais, la même année, la Grande-Bretagne accordait l'indépendance à l'Irak ! Le Front populaire laissa sa marque par les accords Viénot (voir plus haut)

□ L'Asie orientale

Rappels (voir plus haut) : Le Japon présente à Chine les « 21 demandes » (1915). Le Japon et la Chine à la conférence de la Paix. Le sursaut nationaliste du Quatre Mai (1919). Le

corps expéditionnaire japonais de 72000 hommes en Sibérie orientale. Le retour aux frontières de 1914. La Conférence de Washington (1921-1922).

Cependant le rétablissement de la paix, et, avec elle, le retour des puissances occidentales en Asie, comme la stabilité politique de la Russie, et les réactions nationalistes de la Chine, affaiblissent les ambitions du Japon et le contraignent à contenir ses visées impérialistes. En réaction contre l'acculturation occidentaliste des élites chinoises a lieu une révolution culturelle avant la lettre (*cf.* Chen Duxiu, 1879-1942), mais qui s'efforce de rompre aussi avec la culture traditionnelle : elle prône l'individualisme, l'émancipation personnelle, la liberté d'examen... Elle obtient un grand succès auprès de la jeunesse des écoles, innove de multiples revues... L'accord entre le Japon et l'URSS tient en quatre termes : le Japon a déjà dû (sous la pression américaine) évacuer la Sibérie (1922), le Japon est menacé par le rapprochement entre Sun Yat Sen et l'URSS, le Japon abandonne toutes ses prétentions sur la Sibérie, le Japon rétrocède le Nord de Sakhaline (1925). Sa politique étrangère est de « profil bas » dans les années 20 (voir plus haut), mais elle connaîtra un glissement vers l'impérialisme dans les années 30, le Japon devenant l'une des trois grandes puissances impérialistes de l'entre-deux-guerres. Comme les deux autres, le Japon a tardivement fait son unité politique véritable, a peu bénéficié de l'expansion coloniale au XIXe siècle, et n'a que peu concrétisé ses ambitions à la faveur de la Première Guerre mondiale. En juillet 1921, quelques intellectuels chinois, parmi lesquels Chen Duxiu et Mao Zedong (Mao Tsé-Toung, 1893-1976), fondent un Parti communiste chinois, que rallient bientôt des ouvriers revenus d'Europe où ils avaient travaillé pendant la guerre, comme Zhou Enlai (Chou En-lai, 1898-1976) et Zhu De (Chu Teh, 1886-1976).

Les difficultés britanniques en Inde dans les années 20 sont très sérieuses. Le parti du Congrès, fondé en 1886, réclamait une large autonomie, récompensant l'effort fourni pendant la guerre (plus d'un million de soldats, voir plus haut). Au cours de celle-ci, en août 1917, le Secrétaire d'État pour l'Inde, E. S. Montagu, avait promis le développement graduel du *self-government*. Mais l'Inde était la plus grande colonie du monde et elle était divisée en Inde britannique et en Inde des Princes, plus de 600 États sous protectorat britannique : les problèmes étaient donc complexes. La réforme se concrétise immédiatement après la fin de la guerre, au début de 1919, avec le premier *India Act*. Dans les provinces la *dyarchie* est instituée : quelques affaires sont « réservées » aux fonctionnaires britanniques, la plupart sont transférées à des ministres indiens. Le pouvoir central reste entièrement aux mains des Anglais, dirigés par le gouverneur général, mais celui-ci est désormais assisté de deux assemblées consultatives, l'Assemblée législative et le Conseil, ainsi que d'une Chambre des Princes. L'Inde a fait un pas sérieux sur la voie du *self-government*, mais l'insuffisance de la réforme (par rapport aux promesses de 1917) provoque le mécontentement des Indiens : le Parti du Congrès boycotte les élections. La Ligue musulmane (créée en 1906) estime, quant à elle, que les Musulmans sont

défavorisés. L'urgence de faire mieux et plus éclate aussitôt, quelques semaines après l'Act, alors qu'à Paris la Conférence de la Paix travaille encore : des soldats britanniques perdent leur sang-froid devant une foule de manifestants désarmés et tirent dessus à la mitrailleuse : c'est la sanglante « fusillade d'Amritsar » (ou « massacre d'Amritsar »), au Cachemire, le 13 avril 1919, qui fait 400 morts et 1 200 blessés. L'événement provoque une énorme vague de réprobation. Mohandas Karamchand Gandhi (1869-1948) lance en 1920-1921 une campagne de « désobéissance civile », refusant de coopérer avec les Anglais. Préconiser de ne plus payer ses impôts, de désertier les écoles, de boycotter les produits anglais, en fait vite le chef incontesté du nationalisme indien. Le « bon voisinage » avec les musulmans cesse en 1921 : des massacres d'hindous par une secte musulmane du Deccan allument une véritable guerre religieuse.

En Indochine, les causes de difficultés pour le colonisateur français sont les excès (depuis longtemps) de la colonisation et les résistances anticoloniales antérieures à guerre : révolte endémique des hauts plateaux laotiens, révolte des détenus politiques de Bien Hoa en 1916, révolte des gardiens du pénitencier de Thai Nguyên en août 1917 (elles sont écrasées toutes deux). Naissent des partis politiques, à cause des grands mouvements anti-impérialistes de Chine (*cf.* la révolution 1911) et d'Inde, ainsi que de l'exemple japonais (1905 et première Guerre mondiale). Il s'agit d'une part de mouvements modérés issus de la moyenne et de la petite bourgeoisie, favorables à l'association avec la France, d'autre part des sectes, comme les Caodaïstes : une nouvelle religion synthétisant les messages de Bouddha, Lao-Tseu, Confucius, du Christ, de Mahomet et même de Victor Hugo... Elle recrute 500 000 adeptes entre 1927 et 1931 ! Enfin, apparaît le premier grand parti nationaliste, annamite et indépendantiste : le VNQDD (Viêt-nam Quôc Dân Dang), en 1927. Il est imité du Guo Mindang chinois, dont il copie l'organisation et le flou du programme : républicanisme, revendication de l'indépendance, grâce à la Chine. Son chef est l'instituteur Nguyễn Thai Hoc (1901-1930). Il est dominé par les intellectuels du Nord, où son influence est considérable parmi les étudiants, les fonctionnaires, les enseignants, voire les soldats. Un premier parti communiste avait été créé, à Canton par des émigrés, en 1917. Il est très éphémère. Une pétition nationale est rédigée en 1926, par le VNQDD et le parti communiste ; elle réclame les grandes libertés, l'accession plus facile à la nationalité française, le droit de participer à l'administration.

□ L'expansion coloniale en difficulté en Afrique et dans l'océan Indien

D'après la loi de 1919 pour l'Algérie, les indigènes peuvent accéder à la citoyenneté française, toutefois sous de très nombreuses conditions, et 421 000 électeurs « musulmans » participeront aux élections municipales. L'application de la loi est envisagée dans un sens conservateur et paternaliste par les colons et le Gouverneur général. Jusqu'en 1940, l'Algérie n'est représentée à Paris que par 6, puis 9, puis 10, députés et par trois sénateurs,

élus par les seuls citoyens (Français d'Algérie et naturalisés). La France crée une nouvelle colonie, la Mauritanie (1920), dont le gouverneur réside à... Saint Louis du Sénégal : la capitale, Nouakchott, sera fondée seulement en 1957, juste avant l'indépendance.

L'anticolonialisme de la SFIO est modéré et partiel ; c'est la spécialité de Marius Moutet (1876-1968). Le PCF critique d'abord à la fois le colonialisme et les nationalistes « bourgeois » ou « féodaux », puis, au milieu années 20, il soutient les nationalistes, comme ceux du Destour, et Khaled devient le premier président d'honneur de l'Étoile nord-africaine. Lors de la guerre du Rif (voir plus haut), le soutien à Abdelkrim n'est pas immédiat, il vient avec les premiers succès ; le PC envoie son fameux télégramme de félicitations du 24 septembre 1924 : c'est le moment où le PCF proclame sa doctrine anticoloniale. Il mobilise contre la guerre du Rif, il apporte son soutien aux nationalistes indochinois aussi.

Nous avons déjà évoqué plus haut la Tunisie ; ajoutons qu'en 1930, et avec la bénédiction de la République laïque, il se tint « à Carthage », c'est-à-dire à Tunis, un grand congrès eucharistique destiné à célébrer le premier siècle de la reconquête chrétienne de l'Afrique du Nord : on fit défiler en anges ou en croisés les enfants des Missions... à peu près tous juifs ou musulmans bien entendu. Le cas du Maroc a été vu plus haut. En Afrique noire et à Madagascar il y eut toute une politique de mise en valeur de l'Empire, notamment le plan Sarraut, lancé en avril 1921 : Albert Sarraut (1872-1962) était ministre des Colonies (cf. sa biographie plus haut). Il s'agissait d'un ensemble de grands travaux d'infrastructures, financés par les réparations allemandes. Il ne fut que très partiellement appliqué, particulier, les liaisons entre colonies demeurèrent à l'état de projet, notamment le chemin de fer transsaharien, un vieux fantasme. Il apparut quand même une « route mandarine » de Saïgon à Hanoi ; et même des liaisons aériennes entre la France, le Maroc et l'A.O.F., dès le début des années 1920. À Madagascar (*Malagasy*), une société secrète de jeunes Malgaches, le VVS (*Vy-Vato-Sakelika*, Fer-Pierre-Ramification), existant depuis 1913, qui recrute dans l'élite. Elle subit des arrestations.

2e PARTIE. LA MONTÉE DES TENSIONS INTERNATIONALES DANS LES ANNÉES 1930 (1930-1937)

CHAPITRE 10. VERS UNE NOUVELLE TENSION

Cette décennie est beaucoup plus une *avant-guerre* que la Belle Époque. La Deuxième Guerre mondiale a été déclenchée délibérément par les régimes autoritaires allemand et japonais. Mais ceux-ci n'auraient pas pu aboutir à ce résultat désastreux si la misère des masses, victimes de la crise, ne leur avait permis d'exploiter le mécontentement en offrant comme issue aux souffrances la conquête des territoires d'autrui.

□ L'impérialisme des dictatures

Dans le monde des années 1930 bouleversé par la crise, se développe une nouvelle tension, contrastant avec l'optimisme qui prévalait depuis 1925 (*cf.* 1ère partie). La crise a durci les nationalismes économiques et fait renaître une atmosphère d'inquiétude. La désorganisation des échanges internationaux aggrave la disparité entre les grandes puissances : il est alors courant d'opposer les États riches (« ploutocratiques ») et les États démunis, insatisfaits (« prolétaires », adjectif qui apparaît dans les médias, vers 1932-1933, pour qualifier les pays vaincus en 1918, ou qui s'estiment lésés par les traités, et qui, de plus, sont victimes de la Crise). Au-delà des frictions traditionnelles, s'esquissent les ambitions des dictatures européennes — auxquelles il faut ajouter celles du Japon — et les grandes lignes d'un conflit idéologique où s'affrontent fascisme, communisme et démocraties libérales : c'est le trait dominant de l'avant-guerre. Les initiatives des dictatures mettent en échec la sécurité collective. Les ambitions des États insatisfaits sont l'expression d'une volonté délibérée de puissance et constituent pendant les années 1930 une menace permanente pour la paix. Or les circonstances paraissent favorables aux dictatures, car les puissances qui peuvent leur faire obstacle sont indécises ou divisées. Les anciens vainqueurs de la Première Guerre mondiale, désunis, ne peuvent opposer un front commun aux ambitions allemandes. Les régimes autoritaires ne peuvent trouver de dérivatif à l'étouffement des libertés politiques et aux privations imposées par l'autarcie que dans une exaspération habilement dirigée des sentiments nationalistes. Le succès est indispensable au prestige des dictateurs : leurs exigences sans cesse accrues dépassent donc les simples demandes de révision des traités de paix et ouvrent la voie à de nouveaux impérialismes fondés sur la violence et les coups de force. La faiblesse des démocraties a donc entraîné la faillite de la SDN et facilité un rapprochement des dictatures que sanctionnent l'Axe Rome-Berlin et le Pacte anti-Komintern.

La crise fut inégale. Les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France purent affronter la crise dans des conditions favorables. Ces trois pays détenaient, en 1929, 80 % du stock mondial d'or et d'abondantes réserves en devises. Bien que leurs exportations se fussent effondrées, des accords préférentiels continuaient à assurer à leur production des débouchés limités, dans leurs territoires d'outre-mer pour la France et la Grande-Bretagne, ou dans des zones d'influence comme l'Amérique latine pour les États-Unis. Même fortement touchées par la dépression, ces puissances prenaient figure de pays aisés, de surcroît privilégiés en face des États *prolétaires*. L'Allemagne, l'Italie, le Japon, dépourvus d'or et de devises, paralysés par la restriction des crédits étrangers, durent recourir à l'autarcie. Mais l'insuffisance de leurs ressources naturelles ne les prédisposait pas à ce type d'économie, et la puissance de leur industrie les plaçait dans la dépendance des importations : en 1937, 45 % des achats italiens consistaient en matières premières essentielles et, malgré ses efforts autarciques, l'Allemagne devait importer les neuf dixièmes du cuivre et les deux tiers du minerai de fer qui lui étaient nécessaires. Or la lutte pour les marchés était plus âpre, et les exportations difficiles : le dumping allemand, italien et japonais se heurtait aux mesures de rétorsion des concurrents ; en 1936, plus de quarante pays avaient déjà opposé des taxes exceptionnelles à l'entrée des produits nippons. Les États prolétaires revendiquaient l'accès aux matières premières et aux marchés, le droit aux colonies et aux zones d'influence économique, comme étant la condition même de leur survie nationale. L'autarcie menait à la conquête territoriale et à de nouveaux conflits. Les ambitions démesurées des États *prolétaires* constituent une menace permanente pour la paix : la passivité des démocraties européennes, le neutralisme nord-américain, l'ambiguïté de l'attitude soviétique leur laissent le champ libre.

La crise de 1929 provoqua un changement d'atmosphère radical dans les relations internationales. À partir de 1930, les relations internationales prirent une forme nouvelle et inquiétante. Désunis, les anciens vainqueurs n'opposèrent pas de front commun aux ambitions allemandes. Des conflits localisés, en Éthiopie, en Espagne et en Chine laissèrent peser sur le monde la perspective d'une conflagration générale. Les initiatives du Japon en 1931, de l'Allemagne à partir de 1933, de l'Italie en 1935, remirent en cause les principes de la sécurité collective : mal épaulée par la Grande-Bretagne et la France, la SDN ne put assurer le respect des traités ni maintenir la paix. Aux joutes diplomatiques des grandes conférences internationales et de la Société des Nations pendant les années 1920, succéda l'époque des coups de force qui firent irrésistiblement glisser le monde vers une guerre généralisée. Vers 1932-1933, les relations internationales entrèrent dans une période d'instabilité et d'insécurité qui devait s'aggraver à partir de 1937 et mener à un second conflit mondial : la crise économique et la pression des dictatures contribuèrent à entretenir cette tension. Il était désormais illusoire de tenter un rapprochement des nations européennes au moment où s'exaspérait le protectionnisme et où les puissances coloniales se repliaient sur leurs empires. Briand, l'apôtre de la paix par la négociation, qui en France resta aux Affaires étrangères

jusqu'en janvier 1932, était désormais dépassé par les événements (voir biographie plus haut). Son dernier acte positif, la proposition de créer une Union européenne groupant les 27 États européens par « une sorte de lien fédéral » (5 septembre 1929), aboutit en 1930 à un échec total, devant l'opposition de l'Allemagne et surtout de la Grande-Bretagne, plus soucieuse de se lier à ses *dominions* dans un vaste *Commonwealth* que de renforcer ses liens avec le continent. Seules la Bulgarie et la Yougoslavie donnèrent un avis favorable et le projet s'enlisa vite dans des commissions d'étude. Pourquoi ce changement de climat, pourquoi ces méthodes nouvelles et inquiétantes dans les relations entre les nations ? Le développement de l'influence des militaires au Japon, le durcissement de Mussolini en Italie et surtout l'arrivée d'Adolf Hitler au pouvoir en Allemagne (1933) changèrent totalement l'atmosphère. Pour résoudre les problèmes conformément à leur volonté, les dictateurs, spéculant sur la faiblesse et sur le pacifisme des démocraties, violèrent audacieusement les traités et annexèrent des territoires. Quand les démocraties se décidèrent tardivement à s'opposer par la force à leurs agressions, ce fut la Deuxième Guerre mondiale.

Adolf HITLER (1889-1945)

Né à Braunau, en Autriche, le 20 avril 1889, Adolf Hitler est le fils d'un douanier autrichien. Il naît dans une famille des classes moyennes, modeste, mais non misérable comme il voudra le faire croire. Après de médiocres études, il quitte sans certificat de fin d'études l'école secondaire de Linz, et, se croyant une vocation artistique, tente, sans succès, d'entrer à l'Académie des Beaux-Arts de Vienne. De 1909 à 1913, il mène dans la capitale autrichienne une **existence misérable**, mangeant à la soupe populaire, couchant dans les asiles de nuit et ne parvenant à subsister que grâce à la vente de quelques aquarelles. C'est pendant ces années de Vienne qu'Hitler, dépourvu de tout sens critique, adhère aux idées qui ont cours dans les **milieux nationalistes viennois**, qu'il va considérer comme des vérités établies et adopter avec fanatisme : conception selon laquelle la vie est un combat dans lequel les plus doués l'emportent, hostilité à la démocratie et au socialisme, antisémitisme qui va devenir la clé de son explication du monde, et surtout exaltation de la nation allemande, considérée comme supérieure par essence. D'où l'idée selon laquelle les Habsbourg ont trahi le germanisme en faisant des concessions excessives aux peuples non-allemands et sa conséquence : l'avenir des Allemands d'Autriche ne peut résider que dans l'union avec le Reich, l'**Anschluss**. Ce nationalisme allemand conduit Hitler à gagner Munich en février 1912, puis, en 1914 à **s'engager dans l'armée bavaroise** lorsque se déclenche la guerre.

Devenu caporal, il est gazé en octobre 1918 et c'est à l'hôpital qu'il complète son mince bagage politique qui constituera, sa vie durant, le fond de ses convictions. **Adolf Hitler tire un certain nombre d'enseignements pratiques de la nouvelle vie politique viennoise**. S'il déteste la social-démocratie, il est fasciné par son aptitude à mobiliser les masses. Le parti nationaliste l'enchanté par son programme pangermaniste et antisémite, mais il considère que son action est limitée parce qu'il s'adresse uniquement aux classes moyennes. Il admire le souvenir du bourgmestre de Vienne, Karl Lueger (1844-1910), en raison de son antisémitisme et de sa faculté de se créer une clientèle dans les classes menacées par l'évolution économique, petits commerçants, artisans, petits fonctionnaires. De cette observation, Hitler tirera son idéal du parti politique : un **programme nationaliste, pangermaniste et antisémite, une tactique qui permette de prendre appui sur les classes menacées, une propagande capable de mobiliser les classes populaires**.

À partir de 1919, Hitler va trouver la possibilité de faire passer dans les faits ces vues théoriques. En janvier 1919, de retour à Munich, il accepte l'emploi que lui propose l'armée dans son département politique. C'est à ce titre qu'il assiste, le 12 septembre 1919, à la réunion du D.A.P. (Parti des Travailleurs allemands), organisée par Anton Drexler (1884-1942) et qu'il adhère ensuite à cette formation comme 55e inscrit et 7e membre du Comité. Désormais, Hitler va **s'appliquer à faire de ce groupuscule un véritable parti**, prenant en main sa propagande, lui fournissant un **programme en 25 points**, lui donnant en 1920 le nom nouveau de Parti national-socialiste des Travailleurs allemands (N.S.D.A.P. selon les initiales de son titre allemand), lui fournissant un **emblème**, le drapeau rouge frappé en son centre d'un cercle blanc portant un svastika noir, le dotant d'un **hebdomadaire** le *Volkischer Beobachter*, fondant en 1921 la « Société de gymnastique sportive », qui deviendra bientôt la S.A. Dans ce parti, **il attire marginaux et déclassés, intellectuels ratés** comme Dietrich Eckart, Rudolf Hess, Alfred Rosenberg, Gottfried Feder ou Julius Streicher, militaires aigris à l'instar de Ernst Röhm ou de Hermann Göring, dont beaucoup deviendront ses fidèles inconditionnels. C'est grâce à leur appui que, durant l'été 1921, Hitler parvient à se débarrasser de Drexler et de l'équipe des fondateurs du D.A.P. **Désormais, il est le chef tout-puissant et incontesté du parti nazi, le Führer.**

En novembre 1923, dans le contexte de crise violente qui semble précipiter la République de Weimar vers son déclin, il juge l'heure venue de passer à l'action et, avec l'aide du prestigieux Ludendorff, tente à Munich le « putsch de la brasserie ». L'échec de celui-ci est en fait fructueux pour Adolf Hitler : son procès lui permettra de se faire connaître hors des limites de la Bavière et de se livrer à une vaste action de propagande ; il pourra désormais se targuer auprès des membres de son parti comme dans les milieux d'extrême droite d'avoir été le seul à tenter de renverser le régime honni de Weimar ; enfin, il met à profit les quelques mois d'emprisonnement qu'il passe à la forteresse de Landsberg pour dicter *Mein Kampf*, dans lequel il consigne ses idées, sa conception du monde et ses projets. De surcroît, Hitler tire un enseignement de l'échec du coup de force : ce n'est pas par un putsch mais par un investissement des institutions de l'intérieur que doit s'opérer la prise du pouvoir. **À sa sortie de prison, en décembre 1924, le Führer est prêt à commencer la marche vers la domination du Reich. Encore faut-il que les circonstances s'y prêtent, ce qui est loin d'être le cas.**

Les années 1924-1929 sont en effet les belles années de la République de Weimar. Contre toute attente, le régime bénéficie de la stabilisation financière opérée par Hans Luther (1879-1962) et Schacht (voir plus haut) ; la prospérité économique engendre la stabilité politique. L'élection de Hindenburg à la présidence de la République en 1925 contraint à la modération l'extrême droite monarchiste et les élections de décembre 1924 et de 1928 voient la victoire des partis de la coalition de Weimar entre lesquels se réalise même l'alternance au pouvoir. **Cette embellie du régime représente le creux de la vague pour le nazisme, d'autant que le N.S.D.A.P. est secoué par les crises qui opposent ses dirigeants** : conflit entre Rosenberg, Strasser et Streicher durant l'emprisonnement de Hitler ; tentation des députés élus en 1924 (Strasser, Röhm, Ludendorff, Feder et Frick) de jouer le jeu parlementaire en accord avec les groupes racistes de l'Allemagne du nord, ce qui écarte Hitler de la scène puisqu'il est sujet autrichien, donc inéligible ; rivalité de Hitler et de Gregor Strasser ; conflit entre Hitler et Röhm sur la place des groupes paramilitaires dans le parti, etc. En fait, Hitler a laissé se développer ces multiples conflits pour opérer la réorganisation qu'il juge indispensable à la conquête du pouvoir. **Les années 1924-1929 sont celles où Hitler va donner à un N.S.D.A.P. affaibli et anarchique une solide structure qui en fait un parti-État, doublant les structures administratives, et un parti-société qui révèle les aspirations totalitaires de son chef. Ce sont aussi les années où se popularisent les idées de *Mein Kampf*,** proposant à l'Allemagne, au nom d'une conception raciste de l'évolution de l'humanité, un programme d'État inégalitaire et dictatorial à l'intérieur, de conquête européenne à l'extérieur. Mais jusqu'en 1929 ce parti réorganisé, ce « nouvel État » virtuel, **n'est encore qu'un cadre vide**, dont les effectifs sont inférieurs à 180 000 adhérents et dont l'audience n'a atteint en 1928 que 2,6 % des suffrages exprimés.

C'est la crise économique de 1929, plongeant l'Allemagne dans la misère et le désespoir, qui va offrir à Hitler la chance inespérée de parvenir au pouvoir. La volonté de l'entourage présidentiel de se débarrasser du chancelier socialiste Hermann Müller (1876-1931) et de le remplacer par le centriste Heinrich Brüning (1885-1970) qui gouverne sans majorité, conduit directement à la dissolution du Reichstag et à la surprise des **élections de 1930 qui révèlent la puissance de la vague nazie.** Le parti de Hitler obtient 6,5 millions de voix et 107 sièges. Désormais, celui-ci devient un homme politique avec lequel il faut compter. L'extrême droite s'allie avec lui contre le régime dans le **Front de Harzburg**, cependant que lui interdire l'accès au pouvoir devient la grande affaire des gouvernements formés par Hindenburg. Pendant que Brüning s'efforce de lui ôter ses moyens d'action en prononçant la dissolution des S.A. et des S.S., le Führer réplique en se portant **candidat à la présidence de la République contre le vieil Hindenburg en mars-avril 1932** (une opportune nomination dans le gouvernement du

Brunswick lui a **permis d'acquérir automatiquement la nationalité allemande.**) S'il ne réussit pas à écarter le Président, il recueille néanmoins **plus de 13 millions de suffrage soit 36,8 % des voix.** Successeur de Brüning en juin 1932, Franz von Papen (1879-1969) tente d'apprivoiser Hitler en lui faisant des concessions : il dissout le Reichstag, lève l'interdiction des groupes paramilitaires nazis. En vain : Hitler fait élire 230 députés et refuse d'entrer dans tout gouvernement dont il ne serait pas chancelier, pendant que la terreur S.A. s'abat sur l'Allemagne et que Hermann **Göring (Goering, 1893-1946), élu président du Reichstag,** paralyse l'action du pouvoir. Après **une nouvelle dissolution en novembre 1932, suivie d'un reflux de la vague nazie** (196 députés) un nouveau chancelier, le général Kurt von Schleicher (1882-1934), va tenter de briser la puissance de Hitler en tentant une politique de gauche et en s'efforçant d'aboutir à une scission du nazisme grâce à l'appui sur Gregor Strasser (1892-1934). Tentative qu'Hitler fait échouer une nouvelle fois en entrant dans le jeu des intrigues qui agitent la camarilla présidentielle. Exploitant la rivalité entre Schleicher et Papen, il négocie avec ce dernier. Mais surtout, il **donne des gages à l'armée et aux milieux d'affaires, qui vont intervenir auprès du président Hindenburg afin de lever ses préventions contre l'arrivée de Hitler au pouvoir. Le 30 janvier 1933, le succès couronne ces multiples manœuvres : Hitler devient chancelier dans un gouvernement où les conservateurs groupés autour du vice-chancelier von Papen sont majoritaires et où ils pensent tenir les leviers de commande.**

Devenu chancelier, Hitler va mettre moins de deux ans à transformer le pouvoir légal dont il dispose en une dictature totalitaire. De janvier à mars 1933, il tente de se concilier la droite traditionnelle, l'armée et l'entourage présidentiel en feignant d'épouser les vues nationalistes et chrétiennes qui animent ces groupes. En fait, son but est d'obtenir la dissolution du Reichstag afin d'acquérir la majorité absolue qui lui donnera les pleins pouvoirs. Malgré l'intimidation opérée par Göring, la débauche de propagande de Goebbels, **l'incendie du Reichstag** qui permet de mettre les communistes hors-jeu, le résultat ne sera pas atteint. Il faudra négocier avec les catholiques du Zentrum pour obtenir le 23 mars 1933 le **vote de l'Acte d'Habilitation** qui donne à Hitler les moyens de la dictature. Désormais, en quelques mois, la *Gleichschaltung* aboutit à **la création de l'État nazi** : dissolution des gouvernements locaux et unification du Reich, fin des partis et des divers groupements qui débouche sur la proclamation du parti nazi comme **parti unique**, mainmise sur la culture, épuration de la fonction publique, prise en mains de la police et création de la Gestapo, exactions contre les juifs, emprisonnement des démocrates, des communistes, des socialistes dans les premiers camps de concentration. Le tout débouchant sur le grand massacre de la **Nuit des Longs Couteaux** où Hitler règle leur compte à tous ceux qui entravent sa politique ou sont apparus comme ses rivaux (Röhm et l'état-major de la S.A., Strasser, von Schleicher, les dirigeants de la jeunesse catholique, les secrétaires de von Papen) voire à ceux dont il a eu jadis à se plaindre (von Kahr). Cette purge qui élimine Röhm et la S.A. est approuvée par l'armée qui appuie quelques semaines plus tard, **à la mort de Hindenburg, son accession aux fonctions de président du Reich (cumulées avec celles de chancelier), fonctions qui font de lui le chef de l'armée.**

Jusqu'en 1945, Hitler est désormais le maître de l'Allemagne et dispose sur elle d'un **pouvoir absolu.** En fait, il ne faudrait pas se leurrer sur la nature de ce pouvoir : il est moins institutionnel que charismatique. Hitler se considère comme une sorte de **prophète** investi de la mission surnaturelle de redresser le peuple allemand selon le message de *Mein Kampf*. Son arme principale demeure **le discours**, au cours duquel il magnétise les foules allemandes grâce à des mises en scène théâtrales destinées à frapper les imaginations et dont les effets sont répercutés et amplifiés par la propagande. Mais, sauf exception, il se préoccupe peu des détails, se contentant d'indiquer les directions d'ensemble et laissant les multiples féodalités qui se

rassemblent autour des dirigeants nazis se constituer en véritables centres de pouvoir dont les tensions, les rivalités, les empiètements font largement l'histoire quotidienne de l'État nazi : il y a une **polycratie nazie**. S'il laisse à d'autres le soin de gérer l'économie, de rédiger les lois et les règlements, de mettre en œuvre la vie quotidienne de l'Allemagne, il reste cependant le pivot et le maître d'œuvre : c'est lui qui fixe la doctrine et les orientations, les hommes qui dirigent l'Allemagne de façon quasi-souveraine lui sont liés par une fidélité personnelle et aucun ne prétend à rien d'autre qu'à mettre en application la pensée du Führer. Enfin il semble qu'il ait, au sein du **polycentrisme nazi**, personnellement veillé de très près à la mise en œuvre des deux domaines d'ailleurs connexes qui lui tenaient le plus à cœur : **la politique raciale et la politique étrangère**. Dans le domaine du racisme et de l'antisémitisme, il a incontestablement inspiré et sans doute surveillé les diverses mesures qui vont de l'exclusion des juifs de la communauté nationale (boycott des magasins juifs en mars 1933, lois de Nuremberg de 1935, exactions de la Nuit de cristal, à la suite de l'assassinat à l'ambassade d'Allemagne à Paris du diplomate Ernst von Rath par Herschel Grynszpan, le 7 novembre 1938) à leur internement dans des camps de concentration, puis à la Solution finale.

Quant à **la politique étrangère**, elle a été sa grande affaire, puisque c'est à cette aune que, dans *Mein Kampf*, il mesurait le redressement de la nation allemande. Et, de 1933 à 1945, il exécute méthodiquement les étapes du programme dressé dans le livre de 1924-1925 : refus d'accepter les principes de la Sécurité collective avec le retrait en 1933 de l'Allemagne de la Société des nations et de la Conférence du désarmement, retour de la Sarre à l'Allemagne en 1935 après l'échec de l'*Anschluss* de 1934 qui dresse contre l'Allemagne le front de Stresa (Italie, Grande-Bretagne et France), réarmement ouvert de l'Allemagne en 1935 avec l'annonce du rétablissement du service militaire obligatoire et celle de la création de la Luftwaffe par Göring. À partir de 1936 commence la phase de la **remise en cause des clauses territoriales du traité de Versailles** dont la première étape est la remilitarisation de la Rhénanie. En 1937, malgré les chefs militaires et les diplomates, Hitler décide une **politique de conquête**, fixant clairement les deux premiers objectifs, l'Autriche et la Tchécoslovaquie. La réalisation de l'*Anschluss* en mars 1938 est un début d'accomplissement. Pour la Tchécoslovaquie, la résistance inattendue des Occidentaux conduit Hitler à procéder en deux étapes : à Munich en septembre 1938, il oblige la France et l'Angleterre à accepter l'annexion des Sudètes ; ce n'est que dans une seconde étape, en mars 1939, qu'il envahit ce qui reste de l'État tchèque, dont il fait le protectorat de Bohême-Moravie. Mais déjà se profilent les revendications sur Danzig qui apparaissent comme la concrétisation des projets souvent évoqués de conquête de l'espace vital à l'est. Décision lourde de conséquences : Hitler qui a su rompre le front hostile des Européens constitué à Stresa en se rapprochant de l'Italie par l'« Axe Rome-Berlin » de l'automne 1936, qui a signé avec le Japon en 1937 le pacte anti-Komintern, a sans doute sous-estimé les capacités de résistance des démocraties occidentales. L'attaque contre la Pologne du 1er septembre 1939 est le signal de la déclaration de guerre de l'Angleterre et de la France. **Hitler jette ainsi l'Allemagne dans une guerre européenne qui deviendra mondiale dès 1941.**

À partir de 1939, la conduite de la guerre dépend exclusivement de Hitler. Il impose aux militaires ses vues stratégiques, non sans succès, comme lors de la campagne de France de 1940. Mais les victoires-éclair de la Wehrmacht masquent des erreurs dont les conséquences s'avéreront capitales au plan de la conduite des opérations : priorité donnée à l'écrasement de la France en juin 1940 qui interdira rapidement de mettre l'Angleterre hors de combat ; choix de l'attaque à l'est en 1941 qui est conforme aux vues idéologiques anticommunistes et racistes du Führer mais qui va disperser les forces allemandes et aboutir à leur enlèvement dans l'espace

russe ; politique à courte vue d'exploitation des peuples conquis qui interdit tout ralliement significatif des pays européens ; racisme exacerbé qui stimule la volonté de résistance. À mesure que la guerre se déroule, la politique personnelle de Hitler, outre qu'elle compromet les chances d'un succès militaire, accroît l'isolement de l'Allemagne et le sentiment de répulsion qu'inspire le nazisme. Elle coupe en outre de plus en plus Hitler de la population du Reich. **Uniquement préoccupé de la situation militaire et du triomphe de ses vues idéologiques, il ignore les souffrances des Allemands et, à mesure que la situation militaire se détériore, ne semble plus préoccupé que de livrer sa guerre personnelle contre les juifs en accélérant le processus de la Solution finale.** La perspective de la catastrophe stimule les oppositions qui s'étaient montrées jusque-là fort velléitaires. Le **20 juillet 1944**, l'opposition militaire rassemblée autour du général Ludwig Beck (1880-1944) et l'opposition conservatrice dont le chef de file est Carl Friedrich Goerdeler (1884-1945), l'ancien bourgmestre de Leipzig, passent à l'action : une bombe déposée aux pieds du Führer par le colonel Claus von Stauffenberg (1907-1944) explose, mais ne blesse Hitler que légèrement. Une répression féroce s'abat sur les chefs militaires, l'ancien personnel politique, les diplomates, les fonctionnaires. Dès novembre 1944, devant l'avance de l'Armée Rouge, Hitler quitte sa « Tanière du Loup » de Prusse-Orientale et se réfugie dans son bunker de Berlin, pour diriger les opérations et en particulier la défense de sa capitale. Jugeant la situation désespérée, il envisage une **apocalypse finale** dans laquelle l'Allemagne disparaîtrait avec lui. Il ordonne alors des destructions systématiques, des combats pour l'honneur aboutissant à un gigantesque holocauste. Cette attitude suicidaire le coupe même de ses fidèles les plus dévoués. Seuls Bormann et Goebbels demeurent avec lui jusqu'au bout. Göring et Himmler tentent pour leur part de négocier avec les Alliés, ce qui leur vaudra d'être déclarés traîtres par le Führer, d'être relevés de toutes leurs fonctions et exclus du parti nazi. Après avoir rédigé son testament politique dans lequel il rend les juifs et les politiciens étrangers responsables de la guerre, puis épousé sa maîtresse, Eva Braun (née en 1912), Hitler se **suicide** d'un coup de pistolet dans la bouche le 30 avril 1945 et Eva Braun s'empoisonne. Leurs corps sont incinérés par leurs fidèles dans la cour de la Chancellerie.

Si la responsabilité personnelle de Hitler dans la conception même du nazisme, dans le déclenchement de la guerre, dans le racisme et l'holocauste des juifs et d'autres minorités n'est contestée par personne, en revanche le degré de sa liberté totale de décision est l'objet d'un **débat historiographique** entre les historiens allemands. **Pour les *intentionnalistes***, Hitler a toujours décidé de tout et l'histoire de l'Allemagne nazie n'est que la mise en œuvre des plans qu'il a conçus et méthodiquement exécutés, en tenant faiblement compte des contraintes et des réalités ; au contraire **pour les *fonctionnalistes* (ou *institutionnalistes*)**, il ne serait qu'un symbole dont le discours donnerait après coup une cohérence d'ensemble à des actes, pris dans le désordre et l'improvisation par les multiples centres de pouvoir qui constituent la **polycratie nazie** et dont chacune mettrait en œuvre à sa manière la pensée générale du Führer.

□ Affrontements idéologiques et engagement politique

Dans les années 1930, la confrontation des grandes idéologies, démocratie libérale, communisme et fascisme, bouleversa la vie intellectuelle. Il devint de plus en plus difficile, comme l'avait fait en 1914-1918 Romain Rolland, de défendre l'esprit fraternel d'une civilisation commune à tous les Européens en se plaçant « au-dessus de la mêlée ».

Rappelons que les historiens distinguent quatre stades du Fascisme, du « Fascisme-mouvement » au « Fascisme-régime ». Le stade du « premier Fascisme » est celui de mouvements extrémistes issus de la classe moyenne, dressés contre le capitalisme et les forces révolutionnaires d'extrême gauche, elle met en place une « élite de remplacement ». Elle puise dans l'outillage idéologique légué par le XIXe siècle finissant : le futurisme idéologique de la violence par exemple, et plus généralement le nationalisme (contre les étrangers et les socialistes au XIXe siècle). C'est l'exaltation de l'unité nationale, de la « communauté du peuple » des nazis, dont l'homogénéité est assurée par l'élimination physique de tous les « déviants », et le racisme (les juifs sont considérés comme des boucs-émissaires depuis la fin du XIXe siècle). La « communauté populaire » ou *Volksgemeinschaft* (notion déjà familière aux Allemands avant Hitler) doit devenir une « communauté de combat », *Wehrgemeinschaft*. Le « second Fascisme » s'explique par la nécessité pour les fascistes de l'argent et de la complicité de l'appareil d'État (armée, justice, etc.). Le fascisme modifie donc, dans un sens réactionnaire, son programme initial (de mars 1919 pour le fascisme italien, de 1920 pour le NSDAP). Il y a cohabitation, désormais, entre un courant « radical » et « socialisant » (« squadriste » italien par exemple) et un courant réactionnaire. Le troisième stade est le Fascisme au pouvoir, avec maintien de l'alliance entre grand capitalisme et classes moyennes ; c'est un compromis. L'hégémonie de la classe dirigeante traditionnelle n'est pas absolue (comme dans une dictature militaire classique) ; son pouvoir politique est sacrifié au pouvoir économique, au profit d'un « sauveur » issu de la petite bourgeoisie, mais la domination économique de la grande bourgeoisie est renforcée. Il y a donc contradiction avec le désir de satisfaire les classes moyennes ; en compensation est offerte la possibilité d'ascension sociale par le Parti et les organisations satellites. Des concessions et des avantages sont accordés aux classes populaires dans le but de les rallier au régime sans porter atteinte aux intérêts majeurs du capitalisme et en enrégimentant les masses : loisirs, salaires apparents à la hausse, etc. Le quatrième stade, ou *full fascism* ne s'observe guère que dans l'Allemagne de la Seconde Guerre mondiale. C'est l'« État-SS ». Il est marqué par la primauté de la politique sur l'économie, d'où la mise au pas radicale de la classe capitaliste, mais sans expropriations.

La montée du national-socialisme en Allemagne, les affrontements politiques en France, la guerre d'Espagne, puis, après 1936, la perspective d'une prochaine guerre européenne placèrent les intellectuels devant le problème de l'engagement politique. Il ne leur était plus possible de s'en tenir à leur seul domaine : ils devaient s'engager au service de la

cause qui leur paraissait la plus juste. Ainsi, en France, en 1934, des écrivains et des savants de gauche fondèrent le Comité de vigilance des Intellectuels antifascistes (CVIA), et, en 1935, des écrivains et journalistes de droite signèrent un *Manifeste pour la défense de la civilisation chrétienne* qui se proclamait solidaire de l'intervention italienne en Éthiopie. Au même moment, se manifeste le spectre d'une alliance entre puissances fascistes, éventuellement avec l'appoint des régimes « simplement » autoritaires. Le congrès des mouvements fascistes européens à Montreux, en décembre 1934, est un véritable choc pour l'opinion démocratique. Toutefois, l'Italie de Mussolini se rapproche des démocraties en 1934-1935, car elle craint que l'Allemagne ne devienne le chef de file des pays « révisionnistes », se substituant à l'Italie, qui cherche à noyer le révisionnisme dans un système de révision pacifique des traités de paix. Tel est l'objet du Pacte à Quatre (Italie, Allemagne, France et Angleterre), imaginé par Mussolini, signé le 7 juin 1933 mais ratifié seulement par l'Italie et l'Allemagne. La tentative d'*Anschluss* en Autriche (juillet 1934, voir plus loin) va porter à son comble la germanophobie italienne, aux niveaux gouvernemental (*cf.* discours de Mussolini à Bari) et populaire.

Dans les années qui précédèrent la Seconde Guerre mondiale se manifesta un phénomène nouveau, aux conséquences très importantes : les esprits, les États ne se regroupèrent plus, en Europe, suivant les lignes de force politiques ou économiques, mais suivant les préférences idéologiques. Le communisme avait suscité un grand espoir de renouveau à la fin des années 1910, cet espoir s'était affaibli, mais il subsistait, surtout dans les milieux prolétaires des grandes villes et des campagnes les plus pauvres. En face du « communisme sans patrie », le fascisme avait esquissé une doctrine qui affirmait défendre l'originalité nationale des peuples rénovés par le corporatisme. Enfin, dans les pays dont l'équilibre économique était à peu près assuré, et où le besoin d'expansion extérieure semblait assoupi, c'est-à-dire surtout en Grande-Bretagne et en France, la démocratie libérale conservait des partisans.

Les engagements politiques se multiplièrent. Le choix entre politique et littérature divisa les surréalistes : en 1930, ils se proclamèrent « au service de la révolution », puis le groupe se désagréa. André Breton (1896-1966) resta fidèle au surréalisme « pur », certains surréalistes allèrent vers le trotskisme, d'autres vers le communisme comme Paul Éluard¹ et Louis Aragon (1897-1982), qui commença en 1933, avec *Les cloches de Bâle*, une suite de romans « engagés », *Les communistes*. Dans les années 1930, les communistes entraînaient aussi avec eux de jeunes écrivains comme le philosophe Paul Nizan (1905-1940) et, à leur côté, Romain Rolland (1866-1944), type parfait de l'« intellectuel de gauche » mettant ses sentiments humanitaires au service des causes « justes » (voir plus haut). Mais André Gide (1869-1961), parti en 1936 en URSS, en revint déçu. Parmi les catholiques, Paul Claudel (1868-

¹ Pseudonyme de Paul Grindel, 1895-1952.

1955) se fit le défenseur de la tradition et de l'ordre moral ; François Mauriac (1885-1970) exprima les troubles d'un croyant face à la montée des violences ; dans sa revue *Esprit*, Emmanuel Mounier (1905-1950) ne vit de solution au heurt des idéologies que dans une révolution spirituelle. À l'extrême droite, de jeunes intellectuels furent séduits par le fascisme ou le nazisme, souvent à la suite d'un voyage en Allemagne : Pierre Drieu La Rochelle (1893-1945), à qui le 6 février 1934 révéla la décomposition d'un régime bourgeois qu'il détestait, rêva d'un fascisme adapté à la France ; Robert Brasillach (1909-1945), exalté par le spectacle des foules nazies au congrès de Nuremberg, réclama en France une « révolution nationale ». Quant à Louis-Ferdinand Céline ¹, qui avait, dans *Voyage au bout de la nuit* (1931), dénoncé les misères humaines des banlieues tristes dans un langage argotique et direct, bouleversant la conception traditionnelle de l'écriture romanesque, il sombra dans un violent antisémitisme.

En ce domaine, la coupure fut marquée par la guerre d'Espagne. Le partage ne se fit plus, désormais, selon les nations, mais selon les idées. Le fascisme affecta de plus en plus de mener une croisade contre « l'Internationale rouge ». Dans la mesure où le fascisme était antiparlementaire, antidémocratique, le communisme apparaissait comme un des défenseurs de la démocratie menacée. Inversement, beaucoup de ceux qui redoutaient la révolution sociale promise par le communisme se tournaient vers le fascisme.

□ La SDN, théâtre des illusions perdues

La crise de 1929 marque bien la « faillite de la paix » (Maurice Baumont ²). Certes, la SDN enregistra l'admission de l'URSS (18 septembre 1934), grâce à Louis Barthou (1862-1934), l'Union soviétique occupant même un siège permanent au Conseil, spécialement créé à son intention. L'année 1934 est d'ailleurs celle de l'apogée numérique de la SDN, avec 60 membres. Mais Joseph Avenol (1879-1952), nouveau secrétaire général de la SDN à partir de 1933, français, conservateur, préfère jouer la carte des gouvernements, au point de mettre l'organisation au service de la politique d'« apaisement ». Doté d'un net penchant pour les régimes autoritaires, il incarne la tendance « munichoise » à la SDN.

Certes, celle-ci régla encore quelques conflits mineurs, comme le litige entre la Colombie et le Pérou de 1932-1934 sur le territoire de Leticia, elle apaisa la tension hungaro-yougoslave consécutive à l'assassinat d'Alexandre Ier (car les terroristes croates avaient bénéficié de la complaisance des autorités hongroises). Il faut signaler également le fonctionnement satisfaisant du plébiscite sarrois de janvier 1935, avec la présence d'une force

¹ Pseudonyme de Louis Ferdinand Destouches, 1894-1961.

² M.Baumont, *La faillite de la paix, 1918-1939*, PUF, 1945, 817 p., plusieurs rééditions jusqu'en 1968.

internationale de 3 300 h (la seule à avoir été mise sur pied), dont 1 500 Britanniques et 1 300 Italiens (autres : Suédois et Néerlandais) et ne pas oublier le Bureau international du Travail (BIT), devenu plus actif que jamais. Même des démissionnaires continuèrent de participer à l'Organisation internationale du travail (OIT) et les États-Unis y entrèrent en 1934.

Et la SDN est appuyée par des mouvements pacifistes, comme le Rassemblement universel pour la Paix (RUP), créé en septembre 1935 par Lord Robert Cecil (voir plus haut) et le français Pierre Cot (1895-1977, ministre radical de l'Air à trois reprises dans les années 30), et qui rassemble 750 organisations nationales et 40 organisations internationales. En réalité la direction du RUP appartient à des crypto-communistes, surtout Willy Münzenberg (1889-1940), ancien député communiste au Reichstag installé à Paris et inventeur d'innombrables ligues et comités contre l'impérialisme et l'oppression coloniale. Le RUP lance une campagne pour réhabiliter la SDN et mobilise l'opinion publique autour du slogan « Sauver la SDN, c'est sauver la Paix » (de surcroît le RUP soutient le Front populaire). Plusieurs manifestations « de la paix » ont lieu : Journée nationale pour la Paix à Paris, organisée par le RUP (2 août 1936), Congrès universel de la Paix à Bruxelles (septembre 1936), Pavillon de la Paix à l'Exposition internationale de Paris (1937).

Mais l'essentiel est la marque de la violence et de la guerre, de l'impuissance de la SDN, visible dès la conquête de la Mandchourie par le Japon en 1931-1932. La guerre du Chaco éclata en 1932 (voir plus loin), condamné, le Paraguay quitta SDN ! La guerre d'Éthiopie créa une atmosphère d'espoir : il ne faisait de doute pour personne que la SDN venait d'engager le combat suprême, elle le perdit lamentablement. La guerre d'Espagne bien sûr, la nouvelle course aux armements aussi, consacrèrent l'évanouissement du rôle. Toute la gamme des agressions hitlériennes et italiennes provoquèrent le silence de la SDN, Joseph Avenol étant, de plus, un *munichois*.

□ Les problèmes économiques et démographiques

Le commerce s'était développé plus lentement que la production, mais il avait à peu près suivi le rythme d'accroissement de la population du monde. Avant 1914, la plupart des monnaies représentaient un poids constant d'or (elles étaient « rattachées à l'or »). Elles étaient donc parfaitement interchangeables et aucun « contrôle des changes » n'empêchait leur libre circulation. Après 1919, on assista presque partout à des crises d'inflation : les monnaies, détachées de l'or, dont les États ex-belligérants ne possédaient plus de stocks suffisants, ne cessaient de se déprécier. L'inflation fut telle dans certains pays qu'elle réduisit à presque rien la valeur de la monnaie (par exemple en Allemagne, Hongrie, Pologne) : il fallut créer des monnaies nouvelles. Dans d'autres pays, l'inflation fut plus modérée (France, Italie)

et on put rattacher à nouveau la monnaie à l'or, mais avec une valeur diminuée. Seuls les États-Unis jusqu'en 1933, l'Angleterre jusqu'en 1931, purent maintenir leur monnaie au taux de 1914.

Le déclenchement de la crise amena de nombreux gouvernements à dévaluer leur monnaie, c'est-à-dire à fixer sa valeur à une moindre quantité d'or. Cette méthode servait de stimulant aux exportations puisqu'un produit valant telle somme avant la dévaluation, et le même prix après, pouvait être acheté par les étrangers pour une moindre quantité d'or et était donc moins cher. Mais la dévaluation n'était profitable que si l'on pouvait maintenir les prix intérieurs. Si le manque de confiance et l'accroissement de prix des objets importés faisaient monter les prix des denrées, on entrait dans un processus d'inflation. Le commerce mondial a donc manqué de la base stable qu'avait été avant 1914 l'interchangeabilité des monnaies à un niveau constant. Sur le plan douanier, on assista au triomphe généralisé d'un protectionnisme renforcé qui remit à l'honneur des pratiques mercantilistes, par exemple les contingentements. Enfin le commerce international était freiné par les mouvements à court terme de capitaux. Si la confiance dans la stabilité politique d'un pays diminuait, les étrangers et les nationaux se hâtaient d'en faire sortir leurs capitaux, leur or, ou l'or qu'ils obtenaient de la banque d'État en échange de leurs billets de banque. Cela rendait la situation très instable.

Les pays développés de l'ouest de l'Europe souffrirent plus que les autres des difficultés du commerce mondial. Les salaires y étaient plus élevés que dans les « pays neufs », Inde, Brésil et Japon, par exemple. Ceux-ci, lorsqu'ils le pouvaient, accroissaient eux aussi leurs barrières douanières pour protéger leur industrie naissante. Les « pays neufs » vendaient de plus en plus de matières premières, mais achetaient de moins en moins de produits manufacturés. Le fait que l'Allemagne dut, jusqu'en 1932, payer des réparations, et les Alliés, jusqu'à la même date, rembourser leurs dettes de guerre aux États-Unis, explique également ce déclin du commerce européen. Les États-Unis étaient en 1929 de beaucoup la plus forte puissance économique. Une crise aussi catastrophique que celle qui les frappait ne pouvait manquer d'avoir des répercussions étendues, sauf en URSS dont le système socialiste permettait un contrôle quasi absolu de la production, du niveau de vie et de l'emploi, et qui participait peu au commerce international.

Le mouvement commença par de fortes baisses dans les bourses européennes. Les actionnaires, pour réparer ces pertes, se mirent à retirer leur argent des banques, dont la situation devint de plus en plus difficile. En outre, les États-Unis, qui avaient jusque-là prêté des sommes énormes à l'étranger, cessèrent de le faire et entreprirent de rapatrier leurs capitaux. On vit se produire des faillites de grandes banques : Kreditanstalt à Vienne au début de 1931, Danatbank à Berlin en juillet 1931. Partout, la surproduction se heurtant à une réduction des achats, les prix baissèrent. Les industriels restreignirent leurs productions et le chômage se développa. Le commerce international tomba à un niveau très bas. Pendant un

an, le « Moratoire Hoover », préconisé par le président des États-Unis, amena la suspension des dettes entre États.

Herbert Clark HOOVER (1874-1964)

I. Un parcours typique d'une réussite américaine au temps de la prospérité.

Hoover est né à West Branch, Iowa. Son père est forgeron et sa famille appartient à un groupe non conformiste de la secte Quaker. À neuf ans, il est orphelin. Il fait ses études à Stanford, obtient un diplôme d'ingénieur des mines, et travaille aux États-Unis, puis en Australie, Asie, Europe et Amérique du Sud.

Il se trouve en Chine lors de la révolte des boxers de 1900. Il révèle alors de grands talents d'organisateur, mettant en place un organisme de **secours aux victimes** des événements. Durant la Première guerre mondiale, on le charge successivement d'organiser le rapatriement de ses compatriotes, puis le **ravitaillement des régions envahies de France et de Belgique**. En octobre 1917, il devient directeur général des vivres pour les États-Unis à la *Food and Drugs Administration*. Il **mobilise la production américaine au service des alliés**.

En 1919-1920, il s'occupe de la **disette** qui sévit en Europe centrale et orientale. Il est favorable à la SDN (comme le sont surtout les démocrates), mais reste néanmoins républicain, ce qui lui permet de devenir le **Secrétaire au Commerce de Harding en 1921**.

En 1928, Hoover mène une campagne présidentielle sur la religion, la prohibition et l'isolationnisme (auquel il s'est rallié). On admire le *self-made-man* (il a fondé sa propre entreprise d'ingénieurs des mines et rapidement fait fortune) mais aussi l'administrateur. Sa personnalité séduit une société de plus en plus technicienne. De 1921 à 1928, il a réussi par le respect de la libre entreprise et l'organisation. C'est le **candidat idéal pour un parti qui vante la prospérité**.

II. Les contradictions d'un libéral.

Hoover gagne les présidentielles contre Smith. Il est persuadé que le libéralisme est le **meilleur système**, parce qu'il accroît l'esprit d'entreprise, accorde à l'État une position d'arbitre, suscite la prospérité et donne à tous l'égalité des chances. Mais le laissez-faire n'est pas exempt de perversions dans les faits.

Par exemple, Hoover baisse les impôts sur la fortune. L'État quitte en cela son rôle d'arbitre pour entrer dans le camp du *business* et des puissances financières. De plus, **dans la crise**, en dépit de son libéralisme affiché et de ses bonnes relations avec le *Big Business*, il s'aliène le patronat, qui juge ses mesures trop dures, et les victimes de la crise, qui les jugent trop timorées.

Cette **politique de demi-mesures** montre l'échec d'un homme politique éduqué à **gouverner en temps de prospérité**. Il maintient les salaires, provoquant un net déficit budgétaire. Il soutient les prix agricoles et lance une campagne de grands travaux pour lutter contre le chômage. En 1932, il crée la *Reconstruction Finance Corporation*, pour aider les entreprises en difficulté. Mais l'efficacité de ces mesures est compromise par le manque de

moyens financiers : le système de Réserve Fédérale refuse d'injecter de l'argent frais dans le pays, et le krach a provoqué une déflation qui a elle-même entraîné la chute des liquidités.

Sa **politique extérieure** : le 17 juin 1930, le tarif douanier Hawley-Smoot¹ marque un retour au protectionnisme pour l'industrie américaine, provoquant une baisse des échanges internationaux et prolongeant la crise mondiale. En 1931, le « **moratoire Hoover** » suspend le paiement des dettes alliées, mais pour un an seulement, et ne lie pas réparations et remboursements. Cette politique également incertaine est vouée en outre à l'incompréhension de la part de la population. Mais Hoover fait participer les États-Unis à la conférence du Désarmement (1932).

III. Un homme impopulaire qui n'a pas su se mettre à la hauteur des circonstances.

L'optimisme de Hoover n'est pas en accord avec la réalité vécue. Cette inadéquation entraîne la déception de la population et l'incompréhension des Occidentaux. En 1932, il tente une conférence de coopération économique internationale mais elle échoue dès 1933. Son impopularité culmine lorsque des soldats ouvrent le feu sur une manifestation d'anciens combattants de la Première Guerre mondiale venus réclamer leur « bonus » (leur retraite).

Hoover n'a pas su affronter la crise : il ne croyait pas en l'intervention du pouvoir fédéral et préconisait la bonne volonté : « La prospérité est au coin de la rue. » Les Américains en veulent à cet excellent organisateur qui se révèle n'avoir aucun plan d'ensemble. **En 1932, il est largement battu par Roosevelt**, plus dynamique et chaleureux, qui va consacrer sa présidence à l'intervention de l'État.

IV. Chez Hoover, l'échec a provoqué une réflexion profonde. Un homme de l'après-coup ?

Hoover prend la tête de l'opposition de droite et s'enferme dans un combat sans espoir et sans sens contre le *New Deal*. Mais son rôle politique reste faible. Il revient aux missions techniques, organisant l'aide américaine à la Chine en 1937, le ravitaillement des pays d'Europe et d'Asie en 1945. Truman lui confie quelques missions d'aide alimentaire à l'Europe et de réorganisation administrative des États-Unis de 1947 à 1949. En 1958, il représente les États-Unis à l'exposition universelle et internationale de Bruxelles.

En fait, Hoover consacre le plus clair de son temps à écrire. Il lègue le produit de réflexions assez précieuses à l'Université de Stanford, où il fonde un Institut pour l'Étude de la Guerre, de la Paix et de la Révolution. **Cette Fondation Hoover est l'une des plus riches collections de documents sur l'histoire contemporaine.**

¹ Cette loi porte les deux noms des *congressmen* républicains (presque exactement contemporains) qui en sont les pères, le sénateur Willis Chatman Hawley (1864-1941) et le représentant Reed Owen Smoot (1862-1941).

Quelles sont, pour les relations internationales, les principales conséquences de la crise ? Première conséquence générale : comme il existe un lien très étroit entre relations diplomatiques et relations économiques, la crise de 1929-1933 joua un rôle décisif dans le développement de la tension internationale. Elle contribua à l'établissement du fascisme en Allemagne, à son renforcement en Italie, à l'affaiblissement du pouvoir en France, au pacifisme en Grande-Bretagne, à l'isolationnisme aux États-Unis, à la prise du pouvoir par les impérialistes au Japon. Le recul profond des échanges consécutif à la crise s'accompagna de la destruction des mécanismes traditionnels des échanges établis au XIXe siècle. Cette rupture se réalisa dans les domaines douanier, monétaire et financier.

Deuxième grande conséquence, l'accroissement des pouvoirs économiques de l'État. Au total, la crise fut peu à peu résorbée par des interventions autoritaires de l'État. Au pur système capitaliste du libéralisme sans frein, se substitua le dirigisme. Aux États-Unis, c'est le *New Deal* qui permit au pouvoir fédéral d'établir une large emprise sur l'économie. En Italie, Mussolini transforma l'État fasciste en un « État corporatif », qui interdisait les conflits entre patrons et ouvriers en remplaçant la lutte des classes par des discussions collectives sous l'étroite surveillance du gouvernement. En 1934, 22 « corporations » composées de patrons, d'ouvriers et de fonctionnaires, furent créées. Un « Conseil national des Corporations » établissait le programme économique national.

En Allemagne, les nazis supprimèrent les syndicats et créèrent le Front du Travail (*Arbeitsfront*) contrôlé par l'État, ainsi que les « États du Commerce et de l'Industrie », les « États des transports », les « États de l'agriculture nationale », et, pour les intellectuels, la « Chambre de la Culture » ; chacun de ces organismes, contrôlé par l'État, dirigeait les activités correspondantes. En février 1936, Goering devint pratiquement le dictateur de l'économie allemande et entreprit la réalisation d'un « plan de quatre ans ». En France, le système des décrets-lois et des pleins pouvoirs donna au gouvernement une large autorité économique, que l'instabilité ministérielle rendit en partie inopérante.

Au total, la crise économique mondiale n'était qu'imparfaitement résolue en 1939. Mais elle avait alors pris un aspect politique, celui de la tension internationale. Quant aux méthodes de lutte contre la crise, le phénomène essentiel fut que les divers États ne réussirent pas à s'entendre pour combattre la crise et durent donc agir en ordre dispersé. La responsabilité en ce domaine incombe surtout aux États-Unis. Le président Herbert Clark Hoover (voir biographie pages précédentes) eut l'intention de coordonner les efforts. Mais, pressé par l'opinion qui voulait le remboursement des dettes, il refusa de prolonger le moratoire pendant une seconde année. Son successeur, Roosevelt, fit échouer la conférence économique internationale qui se tint à Londres en 1933 en ne voulant prendre aucun engagement au nom des États-Unis. D'où une série de mesures incohérentes. Sur le plan

monétaire, les années 1920 avaient été marquées par des essais de stabilisation, mais qui ne tinrent pas : au cours des années 1930, les rapports entre les monnaies furent instables, avec une série de dévaluations et la non-convertibilité des monnaies. C'est la disparition de la régularité des changes. Sur le plan financier, c'est en particulier la quasi-disparition, à partir de 1931-1932, des mouvements de capitaux à long terme ; c'est l'arrêt des prêts internationaux, qui touche les pays débiteurs, notamment les pays agraires, victimes de la chute des prix agricoles. Mais un pays très industrialisé, l'Allemagne, fut aussi touché. La déflation, qui consiste à diminuer systématiquement les dépenses de l'État pour maintenir la monnaie, fut pratiquée en Allemagne jusqu'en 1932, en France jusqu'en 1936. Mais restreignant les possibilités d'achat, elle eut pour effet d'accroître le chômage. La dévaluation monétaire consistait au contraire à abaisser la valeur de la monnaie nationale pour faciliter l'accroissement des exportations. Elle fut utilisée par la plupart des pays industriels, ce qui eut pour conséquence d'en neutraliser les effets.

Les subventions à diverses catégories de producteurs, ou le lancement de grands travaux publics furent pratiqués avec succès aux États-Unis, avec un succès moindre en France par le Front populaire. L'Allemagne et le Japon utilisèrent, pour résorber le chômage, une méthode coûteuse et dangereuse : la création de grandes industries de guerre. L'une des principales conséquences monétaires de la crise de 1929 est l'éclatement du Système monétaire international (SMI) : la conférence de Londres (1933) échoua à définir une entente mondiale, au contraire, une guerre des monnaies éclata et l'on vit la constitution de trois blocs. Le bloc dollar est celui du continent américain (la plupart des pays en firent partie, l'exception majeure étant, bien sûr, celle du Canada), les monnaies de ces pays suivant le dollar dans la mesure où les échanges avec les États-Unis étaient majoritaires. Le bloc sterling est celui du *Commonwealth*, s'y ajoutent la Scandinavie et la majeure partie du Moyen-Orient, ainsi que quelques autres pays comme l'Argentine, le Pérou et la Bolivie, la Chine, le Siam et l'Iran. Enfin, le bloc or groupa la France et son empire colonial, l'Italie, la Suisse, la Belgique, les Pays-Bas et la Pologne, prolongeant la vieille Union latine de 1865, mais ce fut le moins solide des trois blocs.

Les pays européens cherchèrent à réagir aussi en pratiquant un système de traités de commerce bilatéraux, comme le fit l'Allemagne avec les pays danubiens, certains pays d'Amérique du Sud, l'Iran, etc. Les États-Unis eux aussi, après 1934, adoptèrent le système des traités bilatéraux. Mais les effets furent limités. Par exemple les exportations anglaises vers la zone sterling, qui représentaient 51 % en 1929, passèrent à 62 % en 1938. Celles de la France vers son Empire s'accrurent de 19 % en 1929 à 27,5 % en 1938.

Ainsi, ces phénomènes nouveaux modifièrent le fonctionnement des échanges mondiaux, qui tendirent à se fragmenter en échanges régionaux et même bilatéraux. Des

accords de *clearing*, spécialement de la part de l'Allemagne, se multiplièrent. Ce sont des accords de « compensation » qui excluent les transferts de fonds. Exemple : un exportateur de produits roumains vers l'Allemagne est payé en *lei* par un office roumain, qui reçoit les versements des importateurs roumains de produits allemands. Le même mécanisme fonctionne en Allemagne. La valeur des échanges doit bien sûr être à peu près la même dans les deux sens... L'unité du marché mondial n'existait plus et, comme l'établit un rapport de la SDN en 1938, la tendance à la formation des blocs était générale. Le commerce international fut également gêné par l'accroissement des barrières douanières. Les tarifs douaniers étaient plus hauts en 1927 qu'en 1913. La crise de 1929 les porta à un niveau plus élevé encore. Le Royaume-Uni lui-même, jusque-là libre-échangiste, devint protectionniste en 1931-1932. Les dictatures (Allemagne, Italie et Japon) tentèrent de sortir de la crise en préparant la guerre, dans la mesure où la remise en route de l'économie passait par l'essor des industries d'armement. Dans ces pays, la forme extrême du nationalisme économique fut l'autarcie, dont le but est d'assurer à l'État, en cas de conflit et de blocus, un ravitaillement meilleur en denrées alimentaires et en matières premières, facilitant ainsi l'adaptation du pays à une économie de guerre. Pour les États « prolétaires », l'autarcie correspond autant à un impératif économique, face à l'indifférence des États « nantis », qu'à un choix politique (préparer l'expansion).

Certains pays s'efforcèrent de réaliser au maximum l'autarcie, c'est-à-dire un système évitant le plus possible d'acheter à l'étranger en essayant de se suffire : ce fut le cas de l'Italie fasciste et de l'Allemagne nazie. L'Allemagne après 1933 s'efforça de rendre son économie indépendante de l'étranger, par exemple en fabriquant du pétrole et du caoutchouc synthétiques, beaucoup plus coûteux que le pétrole et le caoutchouc naturels, en développant l'agriculture nationale qui produisait à des prix beaucoup plus élevés que ceux du marché mondial. C'est un objectif autarcique que Hitler assigna en 1936 à l'économie allemande en lançant le deuxième « plan de quatre ans », qui devait permettre à l'économie allemande d'être en 1940 totalement indépendante de l'étranger. Cet objectif est évidemment inséparable de la préparation à la guerre, puisque le déclenchement de celle-ci risquait d'aboutir comme en 1914 à un blocus. En réalité, la dépendance économique allemande diminua, mais demeura encore (de 45 %) en 1939.

Des blocs économiques se constituent. Deux grands groupes se distinguent. En durcissant les nationalismes économiques, la crise a fait renaître dans le monde une atmosphère d'inquiétude et orienté dans un sens nouveau la discussion des grands problèmes. Parmi les grandes nations capitalistes, deux grands groupes de pays industriels vont se différencier par leurs réactions face à la crise. L'Allemagne, le Japon et l'Italie se trouvent dans une situation également grave. Ces trois pays possèdent un fort potentiel de production industrielle, leur population est très dense, leur production agricole nationale insuffisante pour le marché intérieur, ils ne disposent pas de zones coloniales réservées importantes, et sont mal

pourvus en matières premières industrielles (si on met à part le charbon allemand). Tous sont débiteurs et sans stock d'or significatif. De leur côté les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France sont dans une situation plus favorable : en 1937, ils détiennent à eux trois 80 % du stock d'or, ils sont créanciers, ils contrôlent les grandes productions alimentaires mondiales et la plupart des produits clés pour l'industrie soit sur leur territoire (*cf.* le pétrole nord-américain), soit dans leurs empires coloniaux, soit par le mécanisme des investissements extérieurs.

De 1929 à 1939, le commerce mondial a reculé plus que la production elle-même. Et les politiques économiques menées par les différents États pour faire face à la crise des échanges ont contribué à accélérer la dislocation du marché mondial. Le renforcement des barrières douanières, le repli des échanges sur les espaces impériaux (pour la France et la Grande-Bretagne surtout), le contrôle des changes ont abouti de fait à une rupture de l'unité du marché mondial et à la constitution, au sein même du monde capitaliste, de deux blocs aux intérêts objectivement opposés, l'un voulant refaire la carte du monde, l'autre la préserver telle quelle est... Chacun de ces deux groupes va réagir à la crise des échanges en fonction de sa propre situation. Les blocs se caractérisent par les mesures prises, tendant à sauvegarder une partie de leurs échanges et à se réserver des zones plus ou moins protégées. Deux types de blocs se constituent : d'une part les blocs qui n'ont pas établi le contrôle des changes — ce sont les blocs « ouverts » — , et d'autre part les blocs qui ont instauré le contrôle des changes — ce sont les blocs « fermés ».

Les blocs « ouverts » se sont constitués dans la zone des pays *nantis*. D'abord le « bloc sterling », ensuite le « bloc dollar », enfin le « bloc or » : la France, et son empire, les Pays-Bas, la Belgique, la Suisse, l'Italie. Entre ces trois blocs, les transactions de capitaux demeurent libres et les échanges sont facilités par la politique menée par les États-Unis pour abaisser les barrières douanières et réaliser des accords commerciaux avec de nombreux pays. Les blocs « fermés » sont les trois espaces allemand, italien et japonais, mais aussi beaucoup de pays agraires débiteurs (Europe orientale et balkanique, Argentine, Brésil, Chili). Pour financer leurs importations indispensables en matières premières, les pays industriels à économie autarcique — Allemagne, Italie et Japon — vont chercher à exporter à tout prix en dehors des zones (peu nombreuses) incluses dans les blocs « ouverts ». C'est là que la concurrence sera la plus acharnée avec les pays industriels libéraux.

« Les armes sont les tarifs douaniers, les contingentements, les moyens monétaires », déclara le président de la Compagnie anglaise de navigation Cunard, en 1935. En effet, une guerre économique s'est menée entre les blocs, offensive du côté des régimes autarciques, défensive de l'autre. Le Japon a été le premier pays à remettre en cause par les armes le *statu quo* mondial issu de la première guerre. Il faut dire qu'il avait fait l'expérience des troubles de l'ordre public dès août 1918 (« émeutes du riz »), des grèves multipliées dans

les années 1920, de l'assassinat politique déjà avec celui du premier ministre Takashi Hara (né en 1856) en 1921. Dès septembre 1931, le Japon occupe militairement la Mandchourie. Avant même la crise de 1929, l'industrie japonaise avait souffert de la reprise des exportations de produits fabriqués européens. Mais la crise, en fermant les marchés européens et américains aux produits japonais, précipite la situation. À partir de 1931, le commerce extérieur japonais se replie vers les pays moins développés, dans le sud de l'Asie, en Inde, en Amérique latine et en Océanie. Il se heurte bientôt aux mesures de protection prises par ses concurrents anglais et français sur leurs marchés coloniaux. Dans les années 1935-1937, une seule zone reste ouverte à l'expansionnisme japonais : la Chine. Ainsi, entre 1931 et 1938 s'est constitué un bloc fermé en Asie, le « bloc yen », réservé aux produits et aux capitaux japonais. Les exportations japonaises y doubleront pendant cette période. Parallèlement, les ventes anglaises et nord-américaines à la Chine reculeront. Ce recul apparaît durable, et les États-Unis et la Grande-Bretagne ne pourraient envisager une reconquête pacifique, commerciale, du territoire chinois. Mais ce « bloc yen » ne va pas suffire à l'expansion japonaise, et en 1940 le Japon va poursuivre son expansion en Extrême-Orient, y menaçant les positions anglaises, américaines et françaises.

Si le révisionnisme des dictatures fascistes rencontre la passivité des démocraties, c'est d'abord que la crise économique a creusé un fossé entre les unes et les autres. Faillites bancaires et industrielles, baisse de la production, chômage : la « grande dépression » a profondément secoué le monde. La crise économique et sociale s'est accompagnée d'une « crise de psychologie collective » (Pierre Renouvin) : dans de nombreux milieux, les concepts de base sur lesquelles étaient fondées la civilisation industrielle et l'économie libérale (progrès, libre initiative, jeu de la concurrence, etc.) semblent remises en question.

À court terme, la crise renforce les nationalismes économiques : chaque pays tente de s'en sortir seul en usant de procédés empiriques, hausse des barrières douanières pour réduire les importations, dévaluations monétaires destinées à faciliter les exportations. Même l'Angleterre, patrie du libre-échange, adopte dès 1931 des mesures protectionnistes, tout en resserrant les liens avec son empire. La Conférence économique internationale, qui se tient à Londres à partir de juin 1933, s'efforce vainement de trouver des remèdes collectifs à la crise. Ce renouveau du nationalisme économique entretient la suspicion à l'égard de la notion même de coopération internationale : la SDN en subira le contrecoup. Pour sortir de la crise, les démocraties libérales, particulièrement la France, usent de moyens identiques — quoique à un moindre degré — à ceux employés par les dictatures, dirigisme, étatisation, grands travaux... Une attitude qui culmine avec le *New Deal* de Roosevelt. En Europe, cette politique renforce les tendances antiparlementaires qui nourrissent la propagande fasciste.

Les conséquences de la crise sur les choix de politique étrangère sont enfin plus graves pour l'avenir. Constatant que les mesures déflationnistes s'accommodent mal d'une coûteuse politique d'alliances de revers, nombreux sont ceux qui voient dans un repli diplomatique un double avantage : diminution des charges pesant sur le budget national et rapprochement avec l'Allemagne, laquelle aurait désormais les mains libres à l'Est. Une attitude qui laisse la voie ouverte aux dictatures, au moment où celles-ci sont en quête d'un « espace vital ». L'Allemagne a un véritable espace de ravitaillement : le courant commercial allemand se dirige vers les pays producteurs de matières premières d'Europe orientale et balkanique et d'Amérique latine. Ces pays, satisfaits de vendre leurs produits — au-dessus des cours mondiaux —, sont, en échange, contraints d'acheter les produits fabriqués allemands. Le Reich remporte ainsi des succès : en 1936 l'Allemagne est le premier fournisseur du Brésil et du Chili. En 1938, le ministre allemand de l'Économie, le Walther Funk (1890-1960), part en Europe danubienne pour confirmer les succès commerciaux et multiplier les déclarations sur « l'axe balkanique », dont la production sera renforcée en vue de satisfaire l'économie allemande. Cela génère une concurrence accrue. Là où le commerce allemand est en progression comme en Amérique latine, le commerce britannique est en régression. De même le commerce français en Europe centrale et orientale rencontre la concurrence allemande. L'antagonisme porte surtout sur l'importation de matières premières : le bloc « libéral » en est largement pourvu et aurait pu les céder au bloc autarcique. Mais l'Allemagne, par manque de devises ne peut pas en acheter. Elle impose aux pays pauvres l'achat de ses produits fabriqués en échange de leurs matières premières. En fait, il est de plus en plus clair que l'expansion économique de l'Allemagne et du Japon tend à exclure définitivement les concurrents libéraux.

Le bloc libéral a une politique défensive et l'inéluctable rupture se produit. En septembre 1936, un accord monétaire est conclu entre la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis, afin d'éviter le contrôle des changes par le gouvernement du Front populaire. En novembre 1938, un accord commercial anglo-américain règle le contentieux douanier entre les deux pays grâce à des concessions réciproques. Enfin, en 1939, les contradictions s'aggravent : les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France ouvrent des crédits à des pays qui ont des rapports économiques étroits avec le Japon, l'Allemagne et l'Italie. C'est le cas en particulier de la Chine (crédits anglais au gouvernement de Chiang Kaishek (Jiang Jieshi) pour soutenir le dollar chinois contre le yuan japonais), pour le Brésil (crédits des États-Unis), pour la Roumanie (après le traité germano-roumain de mars, la Grande-Bretagne accorde à la Roumanie, en mai, 5 millions de livres et promet de lui acheter du blé...). Les compromis, pourtant recherchés par la Grande-Bretagne et la France, apparaissent de moins en moins possibles. Pour l'Allemagne, comme pour le Japon en Chine, comme pour l'Italie en Éthiopie, l'annexion et l'occupation des territoires par la force des armes sont considérées comme les méthodes les plus efficaces pour la conquête effective et « définitive » des marchés.

Enfin, reconnaissons que la cause démographique des tensions n'est pas importante. Sa mise en exergue reposait sur la théorie *polémologique* de Gaston Bouthoul (1899-1980, cf. *Le Phénomène Guerre*), sociologue qui considère la guerre comme un phénomène pathologique et créa la *polémologie* en 1945. Elle était basée surtout sur l'exemple japonais postérieur à 1931 et sur la grande politique extérieure rêvée par Mussolini (voir page suivante). La polémologie s'oppose à l'idée ancienne que, si l'on veut la paix, il faut préparer la guerre, s'armer, imposer le respect : *si vis pacem, para bellum*. Elle a pour objet l'étude scientifique des guerres, des paix et des conflits, selon l'adage : *Si vis pacem, stude bellum*. Elle se heurte à l'objection majeure de l'existence d'un taux d'expansion démographique supérieur chez les pays victimes (Chine, Éthiopie, Pologne). L'accroissement démographique n'est qu'une cause secondaire pour un Japon doté de 60 millions d'habitants en 1925 : il gagne un million d'habitants par an, mais la pression démographique est beaucoup plus grave en Chine ! On pourrait aussi objecter que la population du Japon du boom économique, presque double de celle de 1925 n'empêcha pas le pays d'être un état tout à fait pacifique ! Cependant, en Allemagne et en Italie, se développe le mythe de la *grande nation*, dont l'expansion démographique serait l'une des forces et se manifestent les conséquences de l'interdiction de l'émigration japonaise aux États-Unis.

CHAPITRE 11. LES PREMIERS FACE-A-FACE ENTRE DÉMOCRATIES ET ÉTATS FASCISTES

À partir de 1933, les espoirs d'un règlement pacifique des différends internationaux s'estompent et disparaissent. Tandis qu'en Extrême-Orient (Asie orientale) le Japon réalise ses projets impérialistes, l'Allemagne et l'Italie pratiquent, elles aussi, une politique de force. La notion d' « espace vital » est commune aux trois pays, ainsi que le rôle (tout au moins en général) des militaires. Le risque de guerre est accepté dans une certaine mesure, alors que c'est la grande phobie générale dans le monde : cela facilite l'action des dictatures.

□ Les dictatures, sources de tensions

Mussolini est décidé à pratiquer une grande politique extérieure. Elle est héritière du « révisionnisme » relatif des années 20 (*cf.* 1^{ère} partie). Tenue jusqu'alors pour secondaire, l'alliance éventuelle de l'Italie prend du prix après la victoire du nazisme en Allemagne, d'autant plus que Mussolini se trouve au sommet de sa gloire : « grandes batailles » économiques, paix avec l'Église, etc. Ne s'agit-il pas d'une « synthèse » fasciste, entre capitalisme et socialisme, excellente pour barrer la route au communisme ? Évidemment, ce moyen terme a des sympathisants dans les pays occidentaux. Mussolini légitime devant l'Europe sa volonté d'expansion par la forte pression démographique italienne (voir plus haut) qu'entretient une politique nataliste. Il envisage l'éventualité d'un conflit : « à la fin, sa majesté le canon parlera », dit-il dès 1933 ! Aussi entreprend-il un effort d'armement et de mobilisation psychologique des fascistes autour des revendications nationales. Trois objectifs focalisent l'attention du Duce : l'Europe danubienne où il redoute la poussée du pangermanisme ; la Méditerranée, cœur de l'ancien Empire romain (*mare nostrum*), dont il veut faire un lac italien et où il se heurte aux intérêts français et britanniques ; l'Afrique enfin, où les possessions italiennes, Libye, Érythrée et Somalie, peuvent être les bases de nouvelles conquêtes coloniales. Mais il hésite entre ces différentes politiques extérieures : de son choix dépend dans une large mesure, au début des années 1930, l'évolution des rapports européens. Mussolini a de nombreux admirateurs dans les partis conservateurs des démocraties européennes ; à un moment où l'Allemagne est encore affaiblie, il sait se présenter comme un homme fort, met en valeur l'équipement de l'armée, de la marine et de l'aviation italiennes. Il apparaît alors comme un élément essentiel d'une éventuelle coalition antiallemande ; mais les déceptions nées de l'affaire éthiopienne, des positions proches de celles de Hitler dans l'affaire espagnole, une similitude des régimes, le rapprochent de l'Allemagne dès 1936 dans l'Axe Rome-Berlin.

Quelles sont les ambitions et les méthodes de l'Allemagne nazie ? La guerre tient une grande place dans la vision du monde des nazis, dès *Mein Kampf*. L'histoire des

relations internationales européennes est dominée par les initiatives d'Hitler. Il est sûr que Hitler veut la guerre dès avant d'être au pouvoir et il déclare dès 1932 : « La guerre, c'est moi ! »

Hermann Rauschning, *Hitler m'a dit...* : « Je ne jouerai pas au soldat et je ne m'en laisserai pas imposer par les stratèges. La guerre, c'est moi qui la mènerai. Le moment favorable à l'attaque, c'est moi qui le déterminerai. Ce moment le plus favorable de tous, je l'attendrai, avec une détermination de fer et je ne le laisserai pas échapper. Je mettrai toute mon énergie à la provoquer. [...] La guerre sera ce que je veux qu'elle soit. La guerre, c'est moi. » Rauschning (1887-1982), membre du parti nazi de 1926 à 1934, compagnon de route désabusé, publia en Suisse dès 1940 ses *Entretiens avec Hitler*, traduits en français sous le titre *Hitler m'a dit...* Hitler s'y dévoile en petit-bourgeois vulgaire, tantôt mégalomane persuadé de sa mission divine, tantôt manœuvrier politique retors. Mais l'authenticité et la fiabilité du livre apparaissent désormais depuis longtemps très faibles...

L'ampleur de ses ambitions fait l'objet de débats entre historiens, surtout allemands et anglo-saxons, car certains (comme Fritz Fischer, 1908-1999) considèrent ses intentions comme limitées avant 1938 : ces historiens *révisionnistes* pensent que Hitler ne voulaient que la révision du traité de Versailles ; au contraire, les *programmologues*, par exemple, Andreas Hillgruber (1925-1989) « mettent clairement en évidence que Hitler suit bien, d'une part, dans sa politique un programme qui inclut la guerre et y conduit et que, d'autre part, ce programme est dominé par deux objectifs centraux et, dans son esprit, conjoints : agression contre l'URSS et antisémitisme. »

Source : Yves Durand, *Les causes de la Deuxième Guerre mondiale*, A.Colin, coll. « Cursus », 1992, 144 p., p. 17. Avec cet auteur je passe sur les « démonologues » (Golo Mann, Friedrich Meinecke, Gerhard Ritter), pour lesquels Hitler est seul responsable ; son comportement s'expliquerait par le caractère pathologique du personnage.

Hitler ne dissimule pas sa volonté d'expansion. Le redressement national n'est que le prélude à une expansion du Troisième Reich : les ambitions de l'Allemagne nazie étaient plus menaçantes que celles de l'Italie. Hitler entreprend, progressivement et méthodiquement, la réalisation des objectifs exposés dans *Mein Kampf*. Il y annonçait clairement les buts et les étapes de la politique extérieure du nazisme (voir plus haut). D'abord, révision du traité de Versailles, remilitarisation de la Rhénanie et réarmement de l'Allemagne, puis formation de la Grande Allemagne grâce à l'annexion de l'Autriche et de la région des Sudètes (en Tchécoslovaquie occidentale) — d'autant plus que « le Führer croit que l'Angleterre, selon toute vraisemblance, et probablement aussi la France, ont déjà secrètement rayé de leurs livres la Tchécoslovaquie et qu'elles se sont faites à l'idée que cette question serait réglée un jour

par l'Allemagne... »¹. Ensuite, viendrait la conquête de l'espace vital nécessaire aux 80 millions d'habitants de ce nouveau pays, l'« espace vital » dont les Allemands, « race supérieure », ont besoin, la destruction de la puissance militaire française, l'alliance avec l'Italie et, si possible, avec l'Angleterre.

Tous les points de ce programme, prophétiquement exposé, ne seront pas intégralement repris par Hitler lorsqu'il deviendra le maître de l'Allemagne. « De ce que Hitler a déclenché la guerre, on ne peut conclure qu'il a été le maître des événements. Il n'a pas engagé la guerre, ni conduit celle-ci comme il l'aurait voulu. » (Yves Durand). Mais sa volonté d'hégémonie européenne ne se démentira jamais et sera à l'origine de crises et de conflits de plus en plus graves. Il démontrera une grande faculté à dissimuler ses buts comme à profiter de la conjoncture. Il va chercher à reconstruire la force militaire de l'Allemagne, sortir de la Crise par le réarmement, régler une fois pour toutes son compte à la France, permettre la solution du « problème juif ».

Mais tout ceci nécessite prudence et minutie. « Dès son arrivée au pouvoir, Hitler entreprend la préparation effective de la guerre. » (Y.Durand). Mais les obstacles demeuraient notables, et Hitler était décidé à agir avec prudence. Pendant qu'il « forgera le glaive », le gouvernement fera en sorte, par l'action diplomatique, de rassurer les autres puissances et d'entretenir leurs illusions. Il pourra rechercher des alliances avec l'Italie (on renoncera à revendiquer les populations allemandes du Tyrol méridional ou Haut-Adige) et avec la Grande-Bretagne (puisque l'Allemagne n'a pas d'ambitions coloniales). Quant à la France, « ennemi mortel du peuple allemand », c'est « une explication définitive » qu'il faudra avoir avec elle ! Prudence et minutie sont de règle dans la préparation : l'enjeu convoité est nettement délimité, de façon à ne pas dévoiler les projets ultérieurs et éviter ainsi des coalitions, la subversion interne de l'adversaire est préparée avec l'aide de sympathisants locaux, la propagande doit miner sa résistance tout en apaisant les craintes des neutres. Par contre, audace et rapidité dans l'exécution : Hitler se fixe une date précise d'action, utilise la provocation comme prétexte, n'accepte aucune discussion, la victime, espère-t-il, finira par se résigner à un sort inéluctable.

Une fois l'objectif atteint, le Führer assure le monde de ses intentions pacifiques et affirme ne plus avoir d'ambitions territoriales. Dans ce *bluff*, il est convaincu de la reculade de ses adversaires, mais si la pression diplomatique échoue, il est prêt à recourir à la force. Comme Mussolini, il est persuadé qu'un conflit armé est inévitable : tout en en amenuisant les risques, il est décidé à l'accepter, au besoin à les provoquer, pour briser tout obstacle entravant l'expansion allemande. Dès son arrivée au pouvoir, Hitler s'engage dans la voie de la révision

¹ Extrait du « protocole Hossbach », compte rendu de la conférence du 5 novembre 1937 rédigé par le colonel Friedrich Hossbach (1894-1980), cité dans M.G. Steinert, *Les origines de la Seconde Guerre mondiale*, PUF, 1974.

du traité de Versailles. La condition préalable d'une nouvelle expansion allemande est le réarmement : à la Conférence du désarmement de Genève, en 1932, donc avant l'arrivée au pouvoir de Hitler, von Papen obtient le principe de l'égalité des droits avec les autres puissances. Hitler en exige l'application immédiate : devant l'opposition de la France, l'Allemagne quitte la SDN le 14 octobre 1933. Elle accélère alors le réarmement clandestin qu'elle a entrepris depuis plusieurs années. Cependant, conscient de l'infériorité de ses forces, Hitler évite de soulever trop tôt le problème des minorités allemandes.

Hitler, c'est un style diplomatique. Dès son arrivée au pouvoir, Hitler renonce à la souplesse diplomatique qui caractérisait la politique de ses prédécesseurs, celle de Stresemann en particulier. Mais si les diplomates allemands se montrèrent en général plus pondérés que le chancelier, un seul démissionna, l'ambassadeur aux États-Unis, von Prittwitz, et von Neurath (1873-1956), diplomate de la vieille école, devint ministre des Affaires étrangères. Les brusques décisions de Hitler plongent l'Europe et le monde dans l'étonnement et la crainte : il fait valoir son « droit », utilisant le principe de l'égalité des droits, et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; il entretient l'agitation, d'où le rôle des groupes nazis à l'étranger et les discours enflammés ; il crée une tension internationale en agissant brutalement par des coups de force, en affirmant que c'est « la dernière revendication », en comptant sur la faiblesse pacifiste des adversaires et en proposant la paix ou des négociations. La diplomatie de l'Allemagne nazie a donc un style (bluff, coups de force, conférences, agressions...) contrastant avec le passé de la « nouvelle diplomatie » et frappant les contemporains.

De surcroît, elle n'est pas que le fait de Hitler : le Reich est une véritable polycratie (voir plus haut), et d'autres dirigeants nazis — Richard Walter Darré (1895-1953), Goering, Himmler, Goebbels, Martin Bormann... — illustrent son impérialisme. Il y a aussi un bluff dans la présentation : les velléités, le pragmatisme et les accidents sont présentés comme la concrétisation d'un expansionnisme voulu et réfléchi. D'où le désarroi de l'opinion internationale, soumise à une succession rapide d'actes, qui frappe les contemporains. Il y a une vision de ce style même dans la littérature (*cf.* Giraudoux, *La Guerre de Troie n'aura pas lieu*, 1935) et le cinéma (voir plus loin).

Enfin il s'était agi pour le Japon, pays non fasciste, dans un premier temps, de se réinsérer dans le « concert des nations », puis dans un deuxième, de se venger de l'humiliation de la politique des années 1920, la politique au « profil bas » de l'ambassadeur aux États-Unis Kijûrô Shidehara (1872-1951). Au Japon, la gravité de la crise économique ne laissait entrevoir d'autre issue que l'expansion territoriale. Bien que, depuis 1929, les libéraux fussent au pouvoir, les militaires, appuyés par les sociétés secrètes nationalistes multiplièrent les attentats politiques et finirent par imposer la reprise de l'impérialisme. En 1936, une déclaration officielle définit les « principes fondamentaux d'une politique nationale » : aux

revendications sur la Chine, s'ajoutaient des visées sur l'ensemble du Sud-Est asiatique, dont le Japon convoitait le pétrole, le caoutchouc, les minerais. Les trusts étaient favorables à la création d'une vaste zone d'influence économique. Mais, dans l'armée, des groupes d'inspiration fasciste songeaient à faire du Japon une dictature militaire qui imposerait en Extrême-Orient un « ordre nouveau ».

□ En face, les réponses des démocraties et de l'URSS

À cette montée des tensions, les démocraties répondent par la neutralité, l'apaisement ou le répit. En face de ces politiques agressives, les États-Unis conservent leur attitude « isolationniste » (cf. 1ère partie) et les deux grandes démocraties d'Europe occidentale, la France et l'Angleterre, sont réduites à une défensive qui est souvent indifférence ou faiblesse. Le neutralisme nord-américain est tel que dans un éventuel conflit, les démocraties européennes ne pouvaient guère compter sur l'aide américaine. Dominées par la crise, les campagnes présidentielles de 1932 et 1936 ne font pas allusion aux problèmes extérieurs, qui n'intéressent pas l'opinion, mobilisée contre la crise économique. Le président Roosevelt et son secrétaire d'État (Affaires étrangères), Cordell Hull (1871-1955), étaient personnellement très attachés à la cause des démocraties. Mais ils devaient faire des concessions à un courant isolationniste puissant au Sénat et à la résistance de groupes d'opinion et de pression, qui apparaissent comme des extrémistes de la neutralité : le groupe *Social Justice* du père Coughlin (1891-1980), dont la réputation s'était bâtie d'abord sur la radio. Reprenant la tradition populiste, très vexé de ne pas être pris au sérieux par Roosevelt, il avait créé en 1936 son propre parti et évolué vers le fascisme (il attaquera violemment le gouvernement jusqu'en 1942 et sera prié par la hiérarchie catholique de se taire, sur pression de l'Administration Roosevelt !), le *German-American Bund* (de tendance nazie), le Comité *America First* (850 000 membres, dont beaucoup de Germano-Américains), qui se réclamait, en la déformant, d'une longue tradition américaine et du *nationalisme* des années 1920. Les principaux animateurs de l'association *America First* sont Joseph Kennedy (le père de JFK) et l'aviateur Charles Lindbergh (1902-1974), auteur de la première liaison sans escale New York-Paris 1927.

D'autre part, la commission sénatoriale du républicain Gerald Nye avait commencé en 1934 une enquête sur les bénéfices de guerre, elle vira rapidement et de manière simpliste au procès d'intention contre les banquiers, les financiers et les fabricants d'armes : ils auraient provoqué l'entrée en guerre de leur pays en 1917 de manière à récupérer leurs créances sur l'Entente et à tirer profit de la guerre. Le 13 avril 1934, le Johnson Act interdit tout prêt d'État américain aux pays qui n'ont pas payé leurs dettes de guerre. L'*Act* ne vise toutefois pas les prêts consentis par l'Export Import Bank, récemment créée, justement pour relayer de tels prêts...

Le courant isolationniste s'exprima par le vote, en 1935, 1936 et 1937, de lois de neutralité interdisant notamment la vente d'armements à tout belligérant (embargo). La loi d'août 1935 interdit pendant six mois les ventes d'armes et de munitions à un belligérant (la guerre qui menaçait alors était celle de l'Italie contre l'Éthiopie). Celle du 29 février 1936 proroge l'interdiction jusqu'au 1er mai 1937, mais elle introduit la formule « lorsque le Président estime qu'il existe un état de guerre », ce qui permettra à Roosevelt de continuer à fournir des armes à la Chine en 1937, sous prétexte qu'il n'y avait pas véritablement guerre entre elle et le Japon... Dans la loi du 1er mai 1937, la clause *cash and carry* prévoyait pour tous les autres produits le paiement comptant et le transport par les soins de l'acheteur. Les Nord-Américains espéraient ainsi assurer une neutralité réelle qui ne serait compromise ni par l'ouverture de crédits aux pays étrangers, ni par des incidents de navigation, d'autant plus qu'il était par ailleurs désormais interdit aux citoyens américains de voyager sur un navire belligérant. La clause *cash and carry* pouvait favoriser la Grande-Bretagne et la France qui disposaient de devises et d'une flotte marchande importante ; mais elle ne gênait guère l'Allemagne qui étendait son emprise économique sur l'Europe centrale.

Il y eut une véritable pédagogie rooseveltienne pour l'extérieur, des lois de neutralité à l'entrée en guerre. Roosevelt, tout en s'efforçant de maintenir à l'exécutif une certaine initiative, avait strictement appliqué les lois de neutralité. Les événements l'amenèrent à infléchir sa politique. Enclin à porter un intérêt actif aux affaires mondiales, il tenta, à partir de 1937 (5 octobre, discours de Chicago), de retourner l'opinion de la majorité du Congrès et d'attirer l'attention des Américains sur les dangers d'une éventuelle guerre en Europe et de l'extension du conflit sino-japonais. Il exhorta ses concitoyens à prendre conscience du danger et affirma que l'extension du conflit en Extrême-Orient, ou une guerre européenne, ne pourrait laisser les États-Unis indemnes. Cf. : « La paix, la liberté et la sécurité des 90/100 de la population du monde sont mises en danger par les dix autres qui les menacent d'une rupture de tout ce qui est ordre et droit. [...] Quand une épidémie physique commence à s'étendre, la communauté approuve la mise en quarantaine des malades. » Mais la réaction de la presse fut aussitôt hostile. Les États-Unis semblaient donc solidement ancrés dans leur isolationnisme, ce qui a sans doute renforcé le gouvernement britannique dans ses convictions pacifistes. Toutefois, Sumner Welles fut désigné comme sous-secrétaire d'État, ce qui permit à Roosevelt de passer par-dessus la tête de Cordell Hull (voir plus haut) et de s'occuper personnellement de la politique extérieure.

Franklin Delano ROOSEVELT (1882-1945).

Roosevelt est le président des grandes transformations intérieures (1929 et la fin du libéralisme, le *New Deal*) et extérieures (montée des totalitarismes européens, nouvelles responsabilités mondiales dans la Deuxième Guerre mondiale).

I. L'homme.

Jamais le caractère d'un homme n'aura autant influencé l'histoire américaine. Roosevelt est issu d'une des **meilleures familles de l'aristocratie hollandaise** qui avait conquis la région de New York au XVIIe siècle, avant l'arrivée des Anglais. Né en 1882, fils unique, Roosevelt appartient à une **famille aisée** et fréquente donc les meilleures écoles privées, puis les Universités de Harvard et Columbia. En 1905, il épouse une cousine lointaine, **Eleanor**, qui est la nièce du président Theodore Roosevelt (1901-1909). Mais à la différence de son oncle par alliance, **Roosevelt est démocrate. Il se fait élire sous cette étiquette sénateur de New York en 1910. Il se range au côté des progressistes. Sous Wilson, il entre dans le Cabinet comme secrétaire adjoint à la Marine (1913-1921). Fidèle wilsonien, il est candidat à la vice-présidence en 1920, mais les républicains l'emportent.**

En 1921, il est frappé par la poliomyélite, et ne recouvre que très imparfaitement l'usage de ses jambes. Avec sa femme, il luttera énergiquement contre la maladie jusqu'à sa mort. Elle ne parvient pas à le détourner de sa carrière politique : il y trouve au contraire l'occasion de manifester son goût de l'effort et sa force de caractère. Ce n'est pas la moins étonnante de ses réussites que d'avoir réussi à incarner l'optimisme d'un pays en étant à demi paralysé. Mais, dans le même temps, Roosevelt réussit remarquablement bien à **manipuler son image publique**. Dès 1918, il réussit à dissimuler sa liaison avec la secrétaire de **sa femme**, qui l'a pourtant découverte, mais se contente de se distancier de son mari, et elle obtient de lui le droit d'avoir **une véritable personnalité publique de femme de président** : Ligue nationale des consommateurs, organisations réformistes, véritable membre du Parti démocrate (et plus radicale que son mari...), **déleguée à l'ONU en 1946, présidente de la commission qui rédigea la Déclaration universelle des Droits de l'Homme et de la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU** (jusqu'en 1953), présidente d'une association présidentielle américaine sur le statut de la femme sous Kennedy (elle mourra en 1962). Roosevelt parviendra également à dissimuler, non pas son invalidité, mais son statut de fait de quasi invalide, jusqu'à sa mort, avec la complicité de la presse.

En 1928, il est élu gouverneur de l'État de New York, et réélu en 1930. Les mesures qu'il y a prises pour combattre le chômage le font connaître dans le pays entier. Le parti démocrate, écarté du pouvoir depuis 11 ans, le désigne comme candidat à la présidence et il est très largement élu en 1932 avec 57,3 % des voix. Il reçoit en outre l'appui d'un Congrès à majorité démocrate.

Le succès de Roosevelt est dû à son image et à sa personnalité. Il joue de son sourire, de son élégance, et de sa voix persuasive (c'est la première campagne qui utilise la radio). On

connaît son nom. On admire sa force de caractère. On apprécie son expérience des affaires publiques acquise à New York. Son génie est d'avoir transformé ce succès de séduction et de circonstances **en une poussée durable des démocrates**. Roosevelt les maintient au pouvoir pendant vingt ans, alors que traditionnellement, ils n'y accédaient — brièvement — qu'en temps de crise ou de division.

Les soutiens de Roosevelt forment un groupe hétérogène, réuni par la crise et qu'il parvient à consolider par son habileté : le *Solid South* (démocrates de tradition raciste et une minorité de *negro vote*), les *farmers*, les travailleurs de l'industrie, les immigrants récents, et de manière générale les minorités confessionnelles ou ethniques par opposition au fond traditionnel anglo-saxon.

Roosevelt est un **homme d'action plutôt qu'un théoricien** : « Je promets un *New Deal*, c'est un appel aux armes » ; « Le pays a besoin d'expériences hardies ; par-dessus tout, essayons quelque chose. »

II. Un programme et une politique ?

Le *New Deal* a été un acte de foi dans les vertus de l'action contre tout fatalisme. Ce n'est pas un système théorique ; mais certaines incohérences ne l'empêchent pas d'annoncer le futur et de parvenir à rassembler le pays. Au total, ce n'est donc pas seulement une réponse pragmatique et tâtonnante à la crise : **le *New Deal* révèle des choix et des orientations précis qui influencent la politique du monde entier**. Certains considèrent néanmoins que le *New Deal*, du fait de la dévaluation du dollar, n'a pas été une révolution mais a assuré la survie de l'ordre existant.

Sous Roosevelt, la **présidence devient le moteur** des changements de la société. Roosevelt s'entoure d'intellectuels brillants et de convictions diverses, son *brain trust* : libéraux, planistes, progressistes, quelques keynésiens. De novembre 1932 à mars 1933, il a préparé avec cette équipe les mesures qui composent le *New Deal*.

Le *New Deal* est moins un programme qu'une attitude fondamentale : réagir. Roosevelt croit dans les prolongements sociaux de l'économie. Il déploie une considérable activité législative. Du 9 mars au 16 juin, ce sont les « 100 jours du *New Deal* ». Les Chambres adoptent plus de textes qu'en quatre ans de présidence Hoover.

Les principes de cette **législation** sont : la hausse de l'activité par la hausse de la demande ; le contrôle de l'inflation ; la réglementation du libéralisme ; l'intervention de l'État ne se limite donc pas à l'investissement public, comme le voudraient les *spenders*. En cela, le projet initial est empreint d'une certaine incertitude, et Roosevelt en applique les principes de manière empirique : il s'inspire avec pragmatisme des circonstances pour en infléchir le cours, parer au plus pressé et suivre l'opinion.

Ainsi, on distingue trois *New Deal*. **Le premier, en 1933**, concerne les banques, le chômage, les fermiers, les industries, les garanties accordées aux travailleurs. C'est une

révolution : Roosevelt restaure la confiance du pays dans le futur. Mais les résultats concrets sont limités : effets pervers de l'AAA, *National Industrial Recovery Act* noyauté par les patrons. De plus, **ses efforts sont entravés par la Cour Suprême** : il doit menacer de baisser l'âge du départ à la retraite des juges. Heureusement, la politique agricole menée par Henry Agard Wallace (1888-1965) et la politique industrielle de Hugh Samuel Johnson (1882-1942) rétablissent la confiance.

Un **deuxième *New Deal* en 1935** ? Roosevelt **compose un nouveau *brain trust***, qui l'incite à une audacieuse redistribution des richesses annonçant l'État-providence, et à un accroissement du rôle de l'État dans les grands services (*Wagner Act* sur les syndicats, déblocage de 5 milliards de dollars contre le chômage, *National Youth Act* concernant 750 000 étudiants, *Social Security Act*). En dépit de la hausse de la fiscalité sur les successions et les hauts revenus, il faut consentir à **recourir au déficit fiscal pour financer cette politique sociale** (3,5 milliards de dollars en 1936).

Un **troisième *New Deal*, plus keynésien, en 1938** ? Roosevelt a été réélu triomphalement en 1936 sur ses réformes sociales. Il s'attache à enrayer la rechute économique de 1937. Celle-ci a montré la fragilité des résultats du *New Deal* : la production a baissé lorsque l'aide de l'État a baissé, signe que l'indépendance de l'économie n'avait pas encore été restaurée. Roosevelt consent à nouveau au déficit budgétaire (4 milliards de dollars) pour alimenter des mesures de relance : construction de logements neufs, hausse du pouvoir d'achat par la hausse des salaires, contrôle des grandes sociétés. Cette étape est inspirée de celle de 1933, mais plus cohérente. Sa filiation keynésienne reste discutée.

Fin 1938, l'imminence de la guerre occupe l'attention de Roosevelt. Par le biais du réarmement, elle procure une occasion nouvelle de sortir de la crise. Au total, les États-Unis n'ont pas retrouvé le niveau de 1929, mais ils ont connu une amélioration des infrastructures, de la productivité, qui font l'efficacité de « l'arsenal des démocraties » et augurent déjà bien de l'après 1945.

Le *New Deal* a réuni la société américaine et atténué les tensions suscitées par la crise, même si la montée du syndicalisme implique une aggravation des tensions sociales, au moins à court terme. Le *New Deal* a permis la réintégration, globalement pacifique, des laissés-pour-compte, même si les Noirs, qui représentent 10 % de la population, occupent encore une place marginale. En outre, Roosevelt s'est attiré la considération de plus en plus sincère des intellectuels.

Le *New Deal* a fondé une solidarité nationale : le contrôle par Roosevelt de tous les secteurs a accru l'interdépendance du politique, du social, de l'économie et de la culture. La période correspond à une reprise en main des États par l'autorité fédérale, et du *Big Business* ou du *Big Labour* par le pouvoir élu. Ce *New Deal* se substituant au laissez-faire est bien l'œuvre personnelle de Roosevelt, qui s'est appuyé sur les forces profondes de la nation pour réédifier aux États-Unis une démocratie de masse sur des objectifs communs.

Le libéralisme ainsi rénové apparaît menacé par la guerre. Là encore, Roosevelt sait mobiliser la nation, mais il est réélu plus difficilement en 1940 qu'en 1936. Roosevelt démontre son talent de rassembleur avant l'extension du conflit : en novembre 1944 il demande un troisième mandat et est réélu.

III. Sa politique extérieure.

Elle est celle d'un homme aux **vues longues** et qui comprend son temps.

De 1937 à 1941, Roosevelt a pour la politique extérieure un **penchant particulier**. Il consacre à ce domaine traditionnellement dévolu au président son habileté. Il sait faire alterner prudence et audace. Le programme de Roosevelt était : « Pas de troupes armées au-delà de l'Atlantique ». Dans le même temps, il prend les mesures qui font des États-Unis « **l'arsenal des démocraties** » : en mars 1941, la loi prêt-bail (voir plus haut). Il fait ensuite adopter par le Congrès des mesures concernant la défense nationale.

En août 1941, il élabore avec Churchill la *Charte de l'Atlantique*. En novembre, il autorise l'armement de la marine marchande américaine. en décembre, c'est Pearl Harbor. Il organise la **production de guerre du pays** en un temps record, profitant du soutien de la nation et du Congrès.

Au cours du conflit, il participe à un **grand nombre des conférences entre alliés** pour défendre une stratégie et des objectifs à long terme. En janvier 1943, Casablanca (de Gaulle, Giraud, Churchill) ; en août 1943, Québec (Churchill) ; en septembre 1943, Washington ; en novembre 1943, à Téhéran avec Churchill et Staline ; en février 1945 à Yalta (plan concernant la défaite allemande, entrée en guerre de l'URSS contre le Japon, division de l'Allemagne et partage de zones d'influence dévolues aux deux Grands) Pendant la Guerre froide, on lui reprochera d'avoir alors fait la part trop belle à Staline. Mais la **paix future** impliquait bien que des concessions soient faites aux communistes. Sa **mort brutale le 12 avril 1945**, à quelques jours de la fin de la guerre en Europe, empêche de savoir comment il aurait abordé les problèmes de l'après-guerre.

Quant à elle, la diplomatie britannique est traditionnellement prudente et lente, ce qui est désormais fort mal adapté, dirigée par une élite, très fermée, empirique, refusant les engagements aux conséquences imprévisibles et la *Gallic Logic*. Les cabinets sont souvent divisés, hésitants. Les conséquences, ce sont l'imprévoyance et l'inaction, une diplomatie illisible à l'étranger. Les dépenses militaires ont régulièrement baissé depuis 1922, ce qui conduit à une armée de terre de 200 000 hommes seulement, une marine avec seulement 15 cuirassés, 12 d'avant 1918, 3 d'après, et une aviation squelettique. En 1935, état-major et hauts fonctionnaires publient un *Livre blanc*, qui constate l'échec définitif de la Conférence du Désarmement, constate le réarmement allemand et préconise un réarmement de la Grande-Bretagne. Le réarmement britannique n'est mis en route que fin 1935, et il est maladroit : il s'engage vers la construction de bombardiers à faible rayon d'action, par exemple, la défense antiaérienne est négligée, l'armée de terre complètement laissée pour compte. En conséquence, la Grande-Bretagne n'enverra à titre de corps expéditionnaire que deux divisions d'infanterie en 1939 en France, au lieu de 6 en 1914... Toutefois, le radar est mis au point en 1938, ainsi que le *Hurricane* et le *Spitfire*, l'aviation de chasse ayant bénéficié d'une priorité budgétaire. Devenu Secrétaire à la Guerre le 28 mai 1937, Leslie Hore-Belisha (1893-1957) s'entoure de jeunes officiers et de conseillers privés, dont le capitaine Basil Liddel Hart (1895-1970), correspondant militaire du *Times*; au prix de grosses controverses avec l'état-major, il pousse à la mécanisation totale de l'armée. L'Extrême-Orient est très mal protégé : les travaux de défense de Singapour (uniquement du côté de la mer !) ne seront pas terminés en 1942... La Grande-Bretagne est donc incapable de défendre cette position stratégique essentielle.

L'opinion publique britannique suit dans les années 30 de fort près les affaires étrangères et est très pacifiste, témoins les nombreux sondages (le plus important étant le *Peace Ballot* publié le 27 juin 1935), les *Peace Societies*, les nombreux ouvrages sur la guerre, dont des livres « révisionnistes » sur la Première Guerre mondiale, l'importance du thème du désarmement, qui s'accompagne de l'idée selon laquelle le Royaume-Uni doit « prendre des risques pour la paix », c'est-à-dire désarmer le premier pour donner l'exemple. L'opinion est très favorable à la SDN (cf. 1ère partie). La *League for Nations Union* connaît son apogée numérique au début des années 30 (400 000 adhérents) et c'est elle qui, présidée par Lord Robert Cecil, lance un référendum privé, le *Peace Ballot*, auquel participent plus de onze millions de Britanniques. En mai 1936, le chanoine Sheppard constitue une *Peace Pledge Union*, dont les membres doivent prendre l'engagement sous serment (*pledge*) de « renoncer à la guerre » sous toutes ses formes. Il trouve 100 000 « jureurs » pour le suivre. Il y a même des attitudes favorables à l'Allemagne, héritage du vieux courant germanophile « libéral » et « radical », de Keynes et du « révisionnisme » livresque. Après l'arrivée d'Hitler au pouvoir les travaillistes et libéraux persistent à être théoriquement hostiles au nazisme, mais les travaillistes continuent par « révisionnisme » à sympathiser avec les revendications allemandes (une hostilité idéologique mais pas diplomatique, donc) et l'extrême gauche considère que le

nazisme est... le dernier avatar du capitalisme, donc il est éphémère ! Chez les conservateurs beaucoup préfèrent Hitler au communisme. Quant à l'ambassadeur à Berlin, il pensait que satisfaire une partie des revendications allemandes serait bénéfique pour la paix.

La Grande-Bretagne ne considère pas les questions européennes comme essentielles à sa sécurité. D'où une politique d'*apaisement* qui accepte l'hypothèse d'une révision partielle des traités de 1919, dans la mesure où elle ne sera pas imposée par la force, et juge opportun d'accorder à Hitler quelques satisfactions en Europe centrale, dans la mesure où elles concernent des minorités allemandes séparées du Reich. L'opinion publique est très favorable à l'*appeasement*. Autour de Chamberlain, les principaux *appeasers* sont Stanley Baldwin (1867-1947), sir Samuel Hoare (1880-1959) et Lord Halifax ¹. Le pays doit agir comme médiateur pour désamorcer les conflits, s'incliner devant les faits accomplis, obliger les autres pays à faire des concessions, « raisonner » l'Allemagne, etc. Néanmoins, quelques critiques s'élèvent : les travaillistes, en particulier, regrettent qu'on ne soutienne pas suffisamment la SDN. Clement Attlee (1883-1967), ancien brillant officier de la Grande Guerre, sous-secrétaire d'État à la Guerre dans le premier gouvernement travailliste (1924), ministre du Cabinet MacDonald de 1929-1931, devient le *leader* du parti travailliste en 1935 et combat la politique d'*appeasement* de Neville Chamberlain. Des travaillistes minoritaires comme Ernest Bevin (1881-1951) pensent même que la Grande-Bretagne devrait agir par la force pour éviter une agression. Quant à Lloyd George (*cf.* 1^{ère} partie), certes il professe des idées pacifistes, mais il n'en dénonce pas moins la politique d'*appeasement* de Neville Chamberlain. Autour de Winston Churchill (malgré ses sympathies pour Mussolini et Franco) et Anthony Eden (qui a rencontré en 1934 Hitler, lequel lui a fait mauvaise impression), des conservateurs voient dans l'apaisement un expédient provisoire, en attendant que la Grande-Bretagne ait réarmé. Churchill et Eden vont être de plus en plus critiques et Churchill dira même pendant la Seconde Guerre mondiale que l'Angleterre est... responsable de la guerre. Cependant, dans leur grande majorité, les Britanniques, malgré leur antipathie pour le régime nazi, sont profondément attachés à la paix. En mai 1937, Neville Chamberlain, partisan déclaré de l'apaisement, devient Premier Ministre.

Neville Chamberlain (1869-1940) était le fils de Joseph Chamberlain (1836-1914) et le demi-frère d'Austen Chamberlain (1863-1937). Député conservateur à partir de 1918, chancelier de l'Échiquier 1931-1937, il avait reconverti l'économie britannique après la Crise et participé à l'élaboration des accords d'Ottawa de 1932. Mais il était peu au fait des questions internationales et mal conseillé.

Effacement français ? Les relations que les Français entretiennent avec leur pays et avec l'étranger, entre 1919 et 1939, sont complexes. Un facteur d'unité toutefois : le

¹ Edward Frederick Lindley Wood, comte d'Halifax (1881-1959).

pacifisme. On ne veut plus de la guerre. 1 400 000 tués, trois millions de blessés, plus d'un million d'invalides : le choc physique et plus encore, moral, de la guerre est considérable. Dans le pays se creuse chaque jour davantage le fossé entre une bourgeoisie et des classes moyennes affaiblies, et un prolétariat qui revendique la récompense de ses sacrifices, jusqu'à l'éclatement de 1936. La guerre, la crise économique, l'instabilité monétaire érodent les fortunes : la bourgeoisie devient une classe dirigeante aigrie. Dans ses rangs, nombreux sont ceux qui, répudiant la démocratie libérale, regardent avec envie les régimes autoritaires voisins. Mais une très large variété de *courants* pacifistes, sans puissant *mouvement* pacifiste. Le plus puissant mouvement, qui n'est pas un mouvement de masse, est le mouvement Amsterdam-Pleyel, le noyau du Front populaire. Du côté de la SFIO, le débat est permanent et aigu entre partisans de la fermeté et de la paix. Les cadres du parti restent pacifistes : ils ont la conviction que rien ne vaut le sacrifice de millions de jeunes hommes. Léon Blum est déchiré entre un « lâche soulagement » et la honte. Il existe des mouvements protestants, comme *La Paix par le droit*; de nombreux catholiques sont favorables à la SDN ; des féministes sont pacifistes (par exemple Louise Weiss) ; le professeur de philosophie Alain joue un rôle important auprès de la « jeunesse des écoles » ; le pacifisme des instituteurs est le terreau de l'appel munichois de 1938 « Nous ne voulons pas la guerre ! ».

Derrière le monarchiste Charles Maurras (1868-1952), on en vient même à douter du destin de la patrie. Des écrivains comme Louis-Ferdinand Céline (*Voyage au bout de la nuit*, 1932, *Bagatelles pour un massacre*, 1937) ou Pierre Drieu la Rochelle (*La comédie de Charleroi*, 1934) font l'apologie de la lâcheté, tiennent des discours antisémites ou proposent le fascisme comme antidote au bolchevisme :

« ... oui... je refuse la guerre et tout ce qu'il y a dedans... Je ne la déplore pas moi... Je ne me résigne pas moi... je ne pleurniche pas dessus moi... Je la refuse tout net, avec tous les hommes qu'elle contient, je ne veux rien avoir à faire avec eux, avec elle... — Mais c'est impossible de refuser la guerre, Ferdinand ! Il n'y a que les fous et les lâches qui refusent la guerre quand leur Patrie est en danger... — Alors vivent les fous et les lâches !... » (L.F. Céline, *Voyage au bout de la nuit*).

Ces attitudes, collectives ou individuelles, expliquent le soulagement aveugle avec lequel l'opinion française accueille les accords de Munich. D'autant que le Front populaire a accordé les premiers congés payés et que nombre de travailleurs aspirent à la continuité d'une vie meilleure, même les plus lucides : « Je nous trouve égoïstes. On est là, heureux, tranquilles, à ne penser à rien. Puis il y a les Espagnols, les Autrichiens, les Tchèques... » (Louis Aragon, *Les communistes*).

D'autre part, au regard de l'opinion étrangère, la France apparaît très isolée : Londres se méfie de son impérialisme, critique son militarisme, tandis que l'Italie s'en prend à l'égoïsme de Versailles ; les Russes, de leur côté, gardent le souvenir de l'intervention étrangère et du « cordon sanitaire » ; à Washington, on s'en prend à la « légèreté » des Français. Leurs

stéréotypes ne sont pas moins vifs, d'autant que les Français, malgré les progrès considérables des transports, voyagent peu. Il y a peu de contacts, au total, entre Français et étrangers. Première puissance touristique du monde en 1929 (deux millions d'entrées), la France subit ensuite les conséquences de la crise et voit ce contingent retomber à un million en 1938. Ni l'exposition coloniale de 1931, ni l'Exposition internationale de 1937 ne parviennent à inverser la tendance. Quant aux trois millions d'immigrés à la veille de la guerre, leur présence divise l'opinion.

Le cinéma tend à renforcer les stéréotypes, tandis que la radio transmet souvent une information trop schématique. Très attachée à l'image-choc et au gros titre, souvent hyper-polémique (cf. *Gringoire*), la presse française n'est pas vraiment un instrument de culture et d'information. Même *Le Temps*, considéré comme le quotidien le plus sérieux, ne supporte pas la comparaison avec le *Times* britannique. C'est au livre qu'il faut demander une vision plus élargie du monde, livres scientifiques, et, plus encore, récits de voyages ou romans. André Siegfried décrit les États-Unis et le Canada, Malraux, au fil des *Conquérants* (1928), de *La condition humaine* (1933), de *L'Espoir* (1937), montre la Chine en révolution et l'Espagne de la guerre civile, tandis que les écrivains-diplomates (Clandel, Giraudoux, Paul Morand), rapportent leurs impressions de l'étranger. La littérature, comme le théâtre, sont souvent les lieux de manifestation des préoccupations dominantes : le 21 novembre 1935, au théâtre de l'Athénée, sous la direction de Louis Jouvet (1887-1951), est représentée pour la première fois la pièce de Jean Giraudoux (1882-1944), *La guerre de Troie n'aura pas lieu*. En pleine affaire éthiopienne, une pièce pacifiste ne pouvait être reçue par les spectateurs que comme une œuvre d'actualité. Il existe une propagande étrangère qui se manifeste avant tout dans la presse. L'Italie finance des journaux fascistes, tel *Le Franciste* de Marcel Bucard (1895-1946), ou *L'Émancipation nationale*, organe du Parti populaire français (PPF) de Jacques Doriot (1898-1945). Elle possède la *Revue hebdomadaire*, tente d'acheter *L'Ami du peuple* de François Coty¹, obtient même l'atténuation de l'italophobie dans certains journaux radicaux, telle *La Dépêche de Toulouse* de Maurice Sarraut, frère d'Albert Sarraut (voir plus haut), qui au moment de la guerre d'Éthiopie critique la politique des sanctions.

Maurice SARRAUT (1869-1943)

Frère aîné d'Albert Sarraut, Maurice Sarraut a eu une carrière politique en apparence beaucoup plus terne que celle de son cadet, mais un rôle sans doute beaucoup plus fondamental, même si, par tempérament, il fuit les honneurs et le devant de la scène. C'est en 1889, à vingt ans, que Maurice Sarraut entre à *La Dépêche*, fondée en 1870, comme rédacteur départemental pour l'Aude. Il devient ensuite secrétaire de rédaction à Toulouse en 1891, puis

¹ Pseudonyme de François Spoturno, 1874-1934.

en 1892 il monte à Paris pour prendre en main l'agence parisienne du journal qu'il développe remarquablement. **Devenu le beau-frère d'Arthur Huc (1854-1932), directeur de *La Dépêche*, il y assoit sa situation. En même temps, il reprend en main le radicalisme audois** et fonde en 1903 la fédération radicale de l'Aude. Son ascendant est tel qu'il est **élu sénateur de l'Aude en décembre 1913**, alors qu'il vit à Paris, qu'il n'a ni posé sa candidature, ni fait campagne. Engagé durant la guerre, il sert comme lieutenant d'état-major. **Régulièrement réélu au Sénat, il y fait un travail sérieux de parlementaire assidu. Mais il est clair que son intérêt va moins à sa tâche parlementaire qu'à son activité de journaliste et à l'influence qu'elle lui procure.** En 1943, il est assassiné par la Milice.

En France, la réapparition du danger allemand à partir de 1933 ne provoque pas d'élan national semblable à celui qui avait précédé la Grande Guerre. Certes, des partisans de la fermeté apparaissent partout — *cf.* l'évolution de Romain Rolland — mais d'autres préoccupations absorbent le pays : 1936 a réveillé l'inquiétude sociale. Chez un grand nombre de Français, le sentiment du péril extérieur est éclipsé par la hantise du communisme, contre lequel les régimes autoritaires semblent une protection plus efficace que la démocratie parlementaire. Pire, le fascisme italien a la sympathie des ligues : désormais, pour beaucoup, l'idée d'une solidarité avec Mussolini, voire, pour une minorité, avec Hitler, paraît naturelle. Les partis de gauche et les syndicats sont, en revanche, hostiles aux dictatures, menace pour la « liberté du monde ». Cet affrontement des idéologies antagonistes divise profondément l'opinion française au moment de la guerre d'Espagne. Paralysé par les remous de l'opinion, conscient de sa faiblesse démographique, le gouvernement français pratique, en fait, dans le domaine des relations internationales, la même stratégie défensive que l'état-major sur le plan militaire. Toutefois, les événements de l'année 1939 provoquent une évolution de l'opinion publique française, qui ne constitue plus un obstacle insurmontable à une politique de fermeté à l'égard de l'Allemagne. Tout au long des années trente, redoutant l'isolement, la politique française ne veut pas se dissocier de la politique britannique d'apaisement, qu'elle suit parfois à contrecœur, mais l'exclusive maintenue par la Grande-Bretagne à l'égard des pays de l'Est place la France dans une situation délicate vis-à-vis de ses alliés d'Europe centrale. En fait, la France n'a pratiquement plus de politique extérieure indépendante vis-à-vis de la « gouvernante anglaise » (expression du grand historien Jean-Baptiste Duroselle).

La politique extérieure de l'URSS a des caractères généraux très originaux. Ses fondements sont particulièrement spécifiques : la géographie et l'histoire en ont fait un état eurasiatique, aux frontières héritées du tsarisme, avec l'obsession de l'accès aux mers chaudes ; idéologie et régime politique situent à part l'Union soviétique. 1917 est évidemment un bouleversement — *cf.* le titre de John Reed, *Dix jours qui ébranlèrent le monde* —, avec le dilemme : révolution universelle ou dans un seul pays ? Le Komintern, le Congrès des peuples d'Orient à Bakou en septembre 1920, l'appellation même d'U.R.S.S. mettent aussi à part cet

état révolutionnaire, qui a deux types d'objectifs : un objectif idéologique, défendre la révolution bolchevique, voire la répandre à l'extérieur, ce qui est une conception inédite des relations internationales, et, d'autre part, des intérêts de grande puissance, d'où la manifeste subordination des mouvements révolutionnaires à la politique extérieure soviétique. La Russie, puis l'URSS, passent de l'isolement à une diplomatie de contacts avec l'extérieur, ce qui pose le problème du doublet formé par une politique subie (poids du contexte), d'une part, et, d'autre part, une politique volontaire.

Comment, enfin, l'URSS s'est-elle intégrée au concert international ? La périodisation est la suivante. Il y a d'abord une période (1917-1920) où la Russie se considère comme une citadelle assiégée et mène des efforts en vue de la révolution universelle ; 1921 clôt définitivement l'ère du communisme de guerre et des conflits armés avec les Occidentaux. La Nouvelle Politique économique (NEP) prouve la nécessité de l'ouverture économique, donc partiellement diplomatique : ce sont les années 1922-1928, mais Staline met progressivement fin à la NEP. Ensuite, ce sont les débuts de la collectivisation et la période du « socialisme dans un seul pays » : 1928-1933. L'URSS, qui entreprend une industrialisation forcée pour affermir sa sécurité qu'elle croit menacée, s'isole alors davantage de ses voisins. Les menaces allemande et japonaise induisent une intégration partielle sur la scène internationale (1933-1939). Enfin, ce sont les débuts de l'expansion territoriale, 1939-1941. Au total, une forte capacité d'adaptation, mais avec longtemps la constante de la recherche de l'entente avec l'Allemagne (*cf.* 1^{ère} partie). Une rapide prise de recul montre une période de repli prudent, axé sur la sécurité du pays et du régime, puis une période d'expansion prudente qui permet de renforcer la puissance russe et de propager l'idéologie communiste. En définitive, une grande prudence, malgré les moyens militaires, bien présents.

Joseph STALINE (1879-1953)

En 1929, cinq ans après la mort de Lénine, Staline devient le seul maître du pouvoir en Union soviétique. Pendant vingt-quatre ans, le destin de l'URSS et, dans une certaine mesure, celui du communisme mondial se trouvent soumis à la volonté d'un homme. D'où l'importance du « phénomène Staline ». Trois grandes étapes.

I. Le révolutionnaire (1879-1924)

1° Les années de formation (1879-1899)

a) Le milieu familial

Joseph Vissarionovitch Djougachvili est né en 1879 à Gori (Géorgie). Ses parents étaient nés dans des familles de serfs, quelque temps avant l'abolition du servage. Son père, artisan cordonnier, doit vendre son échoppe pour aller travailler en usine à Tiflis. Ivrogne et brutal, il se montre cruel avec sa famille. Sa mère Ekaterina, pieuse et soumise (!), voue toute sa tendresse à son seul fils survivant, de surcroît semi-infirmes (bras gauche légèrement atrophié et raideur au coude), à la suite d'une maladie, raison pour laquelle le futur généralissime ne fit pas son service militaire. Devenue veuve en 1890 (vraisemblablement, rixe après beuverie), c'est elle qui oriente son fils vers la prêtrise. Deux faits importants donc dans la formation du jeune Djougachvili : une enfance malheureuse qui marquera sa personnalité et l'appartenance au milieu prolétarien (alors que Lénine et Trotski sont issus de milieux plus aisés), c'est vraiment rare parmi les dirigeants bolcheviks.

b) L'éducation

En 1888, Ekaterina envoie son fils à l'école religieuse de Gori alors que la plupart des enfants de pauvres commencent à cet âge leur apprentissage de cordonnier ou de charpentier. À quinze ans Joseph Djougachvili entre avec une bourse au séminaire de Tiflis. Élève modèle mais influencé comme la plupart de ses condisciples par les idées révolutionnaires. Années capitales dans la formation de l'homme, surtout par les lectures clandestines, très variées, la plupart du temps empruntées à la bibliothèque municipale. Deux conséquences : adhésion au marxisme, et développement d'un puissant patriotisme géorgien. Ayant adhéré au groupe socialiste géorgien (1898) et fondé un cercle marxiste au séminaire, le jeune homme en est bientôt chassé (1899).

2° Le révolté (1899-1917)

a) L'agitateur géorgien

Jusqu'en 1905, l'action de celui qui prend en 1901 le surnom de *Koba* (en turc, l'indomptable) est essentiellement locale. Employé à l'observatoire de Tiflis dès la fin de 1899, Koba fait de la propagande dans les milieux ouvriers. En 1902, il est une première fois exilé en Sibérie orientale. Évadé, il rejoint Tiflis en 1904 et participe à quelques attaques de banques pour financer l'action révolutionnaire.

b) Le dirigeant bolchevik

À partir de 1904-1905, l'action de *Koba* dépasse le cadre géorgien. En 1904, il se rallie à la fraction *bolchevique* du parti social-démocrate. Partisan de l'insurrection et opposé à tout compromis avec la bourgeoisie, il participe activement, sans jouer un rôle de premier plan, à la révolution de 1905. En décembre, pour la première fois, il rencontre Lénine, au congrès de Tammerfors, en Finlande. En 1907 Staline devient veuf. De 1903 à 1917, Staline est arrêté et déporté six fois. Il passe huit ans en prison ou en Sibérie et s'évade cinq fois. Nommé par Lénine membre du Comité central bolchevik il préside à partir de 1912 le Politburo qui doit diriger l'action révolutionnaire en Russie. En janvier 1913 il publie dans *Le Social-Démocrate* son premier article signé *Staline*, « d'acier ». La Belle Époque a été aussi pour lui une période de courts séjours à l'étranger (Cracovie, Vienne...).

3°) Le compagnon de Lénine (1917-1924)

a) Un rôle relativement effacé dans la Révolution d'Octobre

En décembre 1916, il est réformé pour infirmité du bras gauche et ne fait donc pas la guerre. Bien qu'il ait précédé Lénine à Petrograd, il ne joue qu'un rôle relativement effacé dans la Révolution d'Octobre. Dès le retour de celui-ci, il « rentre dans le rang » et, en particulier, abandonne la tactique de circonspection qu'il avait défendue, notamment en matière de contrôle de la terre.

b) Commissaire du peuple aux nationalités

S'intéressant, du fait de ses origines géorgiennes, au problème des minorités nationales, Staline devient Commissaire du peuple aux nationalités. Il s'y révèle l'inventeur du « fédéralisme » soviétique (décret sur les nationalités).

c) Commissaire politique aux armées

Il joue un rôle très important dans la lutte contre les Blancs, dirigeant, par exemple, la défense de Tsaritsyne (la future Stalingrad d'après 1925, Volgograd à la déstalinisation). En conflit avec Trotski, qui veut mener l'offensive à travers les steppes, alors que Staline préfère attaquer les régions industrielles pour bénéficier du soutien des partisans. Son plan réussit. En

1921 il est en Géorgie. En 1919 il s'est remarié et il aura de sa deuxième femme un fils, Vassili, et une fille, Svetlana.

d) Secrétaire général du parti

Secrétaire général du parti depuis avril 1922 (avec l'aide de Zinoviev). Fonction qui n'est encore que purement technique mais va bientôt lui permettre de contrôler tout l'appareil du parti.

II. Le maître de l'URSS (1924-1941)

1°) L'avènement de Staline (1924-1929)

La succession de Lénine et l'élimination des oppositions : voir la bibliographie générale, qui est très abondante et s'est beaucoup renouvelée depuis les années 1990.

2°) L'homme et ses idées

Quels sont en 1929 le caractère et les idées de celui qui reste le seul maître du pouvoir ?

a) L'homme : « l'homme d'acier »

Petite taille (encore plus petit que Lénine, 1,64 m), légère infirmité (voir plus haut), d'où photos retouchées. Il est « d'acier » par son énergie, par sa ténacité, par son immense puissance de travail (18 heures à son bureau). Des qualités d'esprit : moins brillant que Lénine et Trotski, Staline a cependant une intelligence vive et une culture solide. Des qualités humaines : discrétion et simplicité. Il vit sans apparat au Kremlin, dans un « petit appartement » de quatre pièces. Prudence et réflexion. Sa parole a du poids. Il sait choisir ses amis et reste fidèle à ceux qu'il estime. Il connaît mal l'étranger (voir plus haut), ignore les langues étrangères. Malgré les excès du « stalinisme » il sera l'objet d'un véritable culte. Mais son autoritarisme dictatorial et son absence de sensibilité vont le conduire aux pires excès et donner au régime une orientation terroriste qu'il n'avait pas sous Lénine.

b) Les idées

En matière économique, hostilité à la petite exploitation paysanne. Staline est favorable à l'industrialisation poussée du pays. Une fois la machine économique remise en route par la NEP, on peut passer à la socialisation et à la planification. 1929 est l'année du « grand tournant ». En matière politique, opportunisme plutôt que doctrine, sauf en ce qui concerne le fédéralisme. Plus d'originalité en politique extérieure. Staline croit à la possibilité d'une coexistence, au moins temporaire, entre régime socialiste et capitalisme.

3°) L'œuvre de Staline (« la seconde révolution »)

a) À l'intérieur : voir la bibliographie générale, qui est très abondante et s'est beaucoup renouvelée depuis les années 1990.

b) En politique extérieure

Jusqu'en 1933, l'U.R.S.S. demeure très isolée et entretient de bonnes relations avec une autre isolée, l'Allemagne (cf. 1ère partie). Changements profonds avec l'avènement du nazisme. Double conséquence sur la politique de Staline : rapprochement avec les démocraties (en mai 1935, il signe un traité d'alliance avec Laval) et encouragements aux fronts communs des partis de gauche (exemple en France, Front populaire). Puis, nouveau changement d'orientation devant les hésitations des Occidentaux, en particulier après Munich : d'où le pacte germano-soviétique d'août 1939.

III. Le « généralissime » (1941-1953)

1°) Staline, chef de guerre

Depuis le 6 mai 1941, Staline est Président du Conseil des Commissaires du Peuple et concentre entre ses mains tous les pouvoirs. À partir de juin 1941, il préside le Comité de la Défense nationale, mais il a littéralement disparu du devant de la scène dans les premiers jours de l'invasion allemande. Il devient le véritable chef de la Russie en guerre.

Son rôle militaire est aujourd'hui très contesté par les historiens russes. Les purges auxquelles il a, à partir de 1937, soumis l'Armée rouge ont affaibli celle-ci au début de la guerre. C'est Staline d'autre part qui, dirigeant les armées soviétiques et tout en laissant d'ailleurs une assez grande liberté à ses généraux, met en œuvre la tactique de la « terre brûlée » et incite ses troupes à reculer jusqu'à essoufflement de l'adversaire. Rôle aujourd'hui contesté dans la victoire de Stalingrad.

Son rôle a surtout été moral : Staline a incarné l'énergie du peuple soviétique dont il a stimulé la volonté de résistance par l'appel à la résistance de masse, l'exaltation des gloires militaires de l'ancienne Russie, le refus de quitter Moscou alors que les services officiels se replient à Kouibychev. Il devient « généralissime » le 1er janvier 1945.

2°) Staline et les alliés

Collaboration au sein de la Grande Alliance ; rivalité (cf. Yalta et Potsdam) : voir plus loin.

3°) Le chef du monde communiste

De 1945 à 1950, Staline renonce pour un temps à ses vues sur la coexistence. De 1950 à 1953, il revient à une politique plus prudente. En même temps il assume le rôle incontesté

de chef du communisme mondial (seul le yougoslave Tito échappe à son influence, il est le seul dirigeant communiste à lui avoir résisté).

Rôle de Staline dans l'histoire de l'U.R.S.S. Controverses depuis le XXe Congrès. On s'est acheminé vers une voie intermédiaire entre le culte et la condamnation sans nuances. Très nombreuses biographies, avec des « âges »...

Pendant la période de l'isolationnisme stalinien (relatif), au temps de la construction du socialisme, le retour de la droite au pouvoir en Grande-Bretagne et en France est interprété comme le signal d'une nouvelle offensive contre-révolutionnaire, d'autant plus qu'il y avait eu rupture des relations diplomatiques par la Grande-Bretagne en 1927, à la suite du soutien de la grève générale de 1926. Cette interprétation provoque un durcissement idéologique, que montre bien la fameuse tactique « classe contre classe » de l'Internationale. Staline pense alors que la tension internationale est à son comble, il manifeste une prudence qui commande tout, ainsi qu'un pessimisme foncier quant aux chances de succès de la révolution socialiste hors de l'URSS, il met au pas tous les partis communistes et leur impose de donner la priorité absolue aux intérêts de l'État soviétique. Staline, obsédé par le fantasme de l'encerclement, transforme l'URSS en un « camp retranché » : l'Union soviétique est une « citadelle assiégée », elle entretient certes des relations diplomatiques avec d'autres pays, mais ces rapports sont strictement affaire d'État. La société, elle, est condamnée à un isolement total : rien ne pénètre en URSS des hommes et des idées extérieurs, car il s'agit, par l'isolement, de faire surgir en vase clos l'« homme nouveau ». Il y a quand même quelques limites à l'isolationnisme. Ainsi, l'URSS n'est pas membre de la SDN, mais elle participe à partir de 1926 à la commission préparatoire à la Conférence du Désarmement et elle signe le Pacte Briand-Kellogg de 1928. Les relations diplomatiques sont renouées avec la Grande-Bretagne en 1929, elle passe le « pacte oriental » avec les pays de l'Est européen en 1929 (« protocole Litvinov), signe un accord de non-agression avec la France en 1932. Il faut aussi noter la participation de Maxime Litvinov à la Conférence du désarmement de Genève (mais certes il présente un plan ultra radical), les pactes de non-agression de 1932 avec la Finlande et les pays baltes (qui passent entre eux, à Genève, en 1934, un traité d'entente et de collaboration afin de sauvegarder leurs intérêts communs). L'URSS réussit le tour de force après l'invasion de la Mandchourie par les Japonais (1931) de maintenir des relations correctes avec le Japon, le Guomindang (Kuomintang, Chiang Kaishek — Jiang Jieshi — a renoué avec l'URSS : il a besoin de son aide) et les communistes chinois ! L'URSS n'est donc plus isolée, elle recherche la sécurité collective mais a une position extérieure solitaire et extrêmement acrobatique !

L'Internationale considérait jusqu'en 1932 le fascisme et le national-socialisme comme des alliés valables dans la lutte contre la social-démocratie. Une nouvelle montée du mouvement révolutionnaire impliquait une nouvelle stratégie « classe contre classe » : la classe ouvrière était dirigée par le parti communiste, contre la classe bourgeoise qui contrôlait toutes les autres forces politiques, y compris la social-démocratie. Celle-ci était considérée comme l'ennemi principal et assimilée au fascisme (« La social-démocratie est l'aile modérée du fascisme », écrivit Staline). Cette politique, qui sous-estimait le danger fasciste et empêchait toute union contre lui, ne put être poursuivie après la victoire d'Hitler et l'effondrement du parti communiste allemand. L'arrivée au pouvoir d'Hitler et la consolidation du pouvoir nazi inquiètent les Soviétiques, qui dénoncent dès 1933 le traité de 1926 et qui recherchent bientôt

de nouveaux alliés. Ce véritable retournement s'explique d'autant plus que la peur est double : expansion de l'Allemagne et celle du Japon, d'où la crainte de la guerre sur deux fronts. L'Armée rouge est d'ailleurs la première à songer ouvertement à certaines innovations militaires : grandes unités de parachutistes et gros avions de transport, par exemple. De surcroît, dans le plus grand secret, elle développe à partir de 1938 son lance-roquettes multiple, la future *Katioucha* et « orgue de Staline » de la Seconde Guerre mondiale. La France, qui a fondé son système de sécurité sur les alliances de revers, semble toute trouvée, d'où le pacte de non-agression de décembre 1932, la multiplication des relations commerciales et des contacts jusqu'au pacte de mai 1935. L'isolationnisme stalinien, à nuancer, est donc complètement retourné en 1933.

Le record en matière de manipulation intellectuelle, c'est l'antifascisme de l'Internationale. Pour l'Internationale, l'antifascisme a été moins une doctrine implacable qu'un instrument politique et diplomatique au service d'une cause unique : la défense de l'Union soviétique. Les responsabilités communistes sont patentes dans l'arrivée au pouvoir du fascisme italien et du nazisme allemand ; dès le début de l'histoire du fascisme, les communistes ont eu tendance à ne voir en lui qu'une variante du régime capitaliste : ils refusent de considérer le phénomène fasciste *en-soi*, comme un mouvement politique nouveau, se distinguant des autres régimes « bourgeois ». Le fascisme est pour l'Internationale la dernière ligne de fortifications de la dictature bourgeoise, ouvrant la voie à la révolution prolétarienne. La dialectique aidant, le fascisme, qualifié de « dernière étape », d' « étape nécessaire », d' « ultime contre-révolution », bénéficiait d'une interprétation positive ! Le contexte du début des années 1930 ne change pas grand-chose. L'idée fondamentale avait été exprimée dès 1924 au congrès du Komintern, radicalisée en 1928, toujours au congrès du Komintern, *cf.* la ligne « classe contre classe » et la théorie du « social-fascisme ». La social-démocratie est considérée par les communistes comme l'*alter ego* « de gauche » (les « frères jumeaux », dit Staline) du fascisme : l'un et l'autre, alternativement, sont censés défendre le même régime capitaliste ! Le changement n'est que de 1934 ; il est dû au souci de défendre l'Union soviétique face au danger hitlérien (*cf.* l'entrée de l'URSS à la SDN cette année-là). Est prônée la tactique des Fronts populaires pour la France et l'Espagne ; au VIIe congrès du Komintern en 1935 (il n'y en avait plus depuis 1928 !) le virage complet est expliqué, ainsi que la « ligne » des Fronts populaires. La conclusion s'impose. À partir de 1934, c'est l'orientation diplomatique de l'URSS stalinienne qui instrumentalise l'antifascisme. Ajoutons que les purges de la fin des années 30 ont frappé aussi des partis communistes étrangers, comme le parti communiste polonais, dissous par le Komintern en avril 1938, et également les Brigades internationales, engagées en Espagne. C'est ainsi que les communistes polonais des Brigades internationales sont convoqués à Moscou au début de 1938, arrêtés, exécutés ou mis en camp. Sans doute y eut-il dans les rangs communistes autant de sincérité à intérioriser l'antifascisme que de déception à la nouvelle du pacte germano-soviétique de 1939 ! Bien des élus, des militants, des

intellectuels, quittèrent alors, par exemple, le Parti communiste français, mis au ban de la nation, dissous par les autorités et flétri par l'opinion.

Après 1934 vient le temps pour l'Union soviétique du second rapprochement avec l'Occident. Le national-socialisme rencontrait désormais à travers le monde beaucoup d'hostilité : mais il ne naquit aucun front d'états qui pût arrêter Hitler dans ses ambitions. Litvinov toujours aux Affaires étrangères, l'URSS découvre le danger nazi : l'antibolchevisme de Hitler, la catastrophe de la tactique suivie en Allemagne contre la social-démocratie (à l'instigation du Komintern), le renforcement militaire de l'Allemagne, le Pacte anti-Komintern de novembre 1936, qui souligne le danger japonais, d'autant plus qu'il y a expansionnisme militaire de ce dernier pays. Pour les partis communistes, les années 30 signifient désormais la politique de la « main tendue » et l'appui donné aux fronts populaires. En 1934, pour résister au fascisme, pour protéger l'URSS menacée par la guerre, l'Internationale prône les alliances les plus larges possibles : c'est la stratégie des fronts populaires antifascistes. Plus encore, c'est l'entrée de l'URSS à la SDN en 1934, la reconnaissance par les États-Unis en 1933, l'alliance avec la Tchécoslovaquie en 1935, le poids croissant du commerce avec la Grande-Bretagne, qui dépasse celui avec l'Allemagne. L'Union soviétique participe à la guerre d'Espagne, mais considérons que cela permet des éliminations, et que l'aide diminue au début de l'année 1938, l'URSS ne s'estimant pas assez forte pour soutenir seule une guerre qui aurait exigé des efforts considérables. En 1936, l'Union soviétique propose même un « pacte du Pacifique » à la Grande-Bretagne et aux États-Unis, pour résister aux ambitions japonaises. Grande-Bretagne et États-Unis ne donnent pas suite, grave conséquence : l'URSS les soupçonne de vouloir détourner contre elle l'expansionnisme nippon ! La convention de Montreux (20 juillet 1936) est un des rares résultats positifs de l'entrée de l'URSS à la SDN. Cette convention, signée par la Bulgarie, la France, la Grèce, le Japon, la Roumanie, le Royaume-Uni, la Turquie, l'URSS et la Yougoslavie, concerne les détroits turcs : elle restreint le passage des navires de guerre en temps de paix et elle l'exclut en temps de guerre, ce qui permet aux Soviétiques d'être tranquilles sur la mer Noire et de se rapprocher de la Turquie. Celle-ci récupère du même coup le contrôle de ses détroits, a le droit de les fortifier, ce qui constitue un nouveau succès diplomatique pour Mustapha Kemal Atatürk (« le père des Turcs »). Kemal, qui devait mourir deux ans plus tard, avait construit en Turquie une dictature militaire avec des caractères fascistes, surtout un parti unique, aux principes proches du fascisme italien, le Parti républicain du Peuple. Mais, outre le fait que Kemal favorise le renforcement d'une bourgeoisie nationale et d'un capitalisme turc naissant, différences profondes : des réalisations révolutionnaires (redistributions de terres, nationalisations, élimination des influences religieuses, etc.), les masses ne sont pas enrégimentées, l'armée est un instrument du pouvoir, qui sert de lien entre les masses populaires (où elle recrute ses soldats) et la bourgeoisie (qui lui fournit ses officiers).

□ La fin des réparations allemandes et la question des dettes de guerre

Quelles sont les conséquences de la crise économique de 1929 pour les Réparations ? Le plan Young de 1929, qui fixait jusqu'à 1988 les annuités que l'Allemagne devrait payer au titre des réparations, cessa d'être appliqué dès que la crise économique s'abattit sur l'Europe. Pour pallier cette crise, l'Allemagne et l'Autriche cherchèrent à créer entre elles une union douanière (l' « *Anschluss* économique », 14 mars 1931). Cette tentative échoua devant la violente opposition de la France et de la Tchécoslovaquie. « On nous prend pour des ânes, disait Herriot, si l'on nous croit capables d'oublier que l'unification politique de l'Allemagne a été réalisée par la voie de l'unification douanière », allusion au *Zollverein* dirigé par la Prusse au XIXe siècle. Quant à Briand, il ajouta : « L'*Anschluss*, c'est la guerre ».

La perturbation des paiements internationaux remit ainsi en question les réparations allemandes : dès 1931, l'Allemagne s'avéra incapable de faire face à ses échéances. La demande de moratoire formulée par le chancelier Brüning trouva un appui à Washington et à Londres où l'on redoutait que le poids des réparations n'empêchât l'Allemagne de régler ses autres dettes ; le président des États-Unis, Hoover (voir plus haut), pressé par l'Allemagne, proposa, le 30 juin 1931, un moratoire d'un an pour toutes les dettes entre les États (réparations, dettes de guerre, etc.). L'idée fut acceptée par toutes les puissances. La France était perdante dans cette opération, dès lors que les encaisses obtenues au titre des obligations allemandes étaient supérieures de deux milliards de francs aux sommes dont elle était débitrice à l'égard de ses anciennes alliées. Néanmoins, par souci de conciliation, et pour empêcher qu'une banqueroute généralisée en Allemagne ne fit encore davantage le lit du nazisme, le chef du gouvernement, Pierre Laval (1883-1945), soutenu par les socialistes mais contre une partie de sa majorité, accepta le principe du moratoire Hoover.

À la fin de ce moratoire une conférence se réunit à Lausanne (juin-juillet 1932) et décida de mettre fin aux réparations, à l'exception d'un solde de trois milliards de marks. La France, isolée, s'inclina. Toutefois, l'acte final de la conférence de Lausanne était assorti d'un accord officieux, signé par la France, la Belgique, l'Italie et le Royaume-Uni. Il faisait dépendre la ratification de l'annulation des réparations allemandes de l'acceptation par les Américains de l'abandon de leurs propres créances. Or chacun avait conscience du fait que Berlin n'effectuerait plus aucun paiement et que Washington ne renoncerait pas à ses droits ! On décida néanmoins de se réunir à nouveau à Londres en 1933 pour discuter d'un règlement général du problème des dettes, mais la conférence n'eut jamais lieu... On a calculé que, sur les 132 milliards de marks-or qu'elle aurait dû payer, l'Allemagne n'en avait versé que 23 (dont moins de 9,5 pour la France, qui dut ainsi payer elle-même 70 % de ses dépenses de reconstruction).

Les anciens vainqueurs espéraient que les États-Unis agiraient aussi généreusement envers eux et passeraient l'éponge sur les dettes de guerre. Hoover, malgré son secrétaire d'État Henry Lewis Stimson (1867-1950), refusa. Herriot, président du Conseil français, proposa à la Chambre des députés de payer l'annuité de la dette. La Chambre rejeta ce projet et Herriot

dut démissionner (14 décembre 1932). La France décidait ainsi, unilatéralement, de ne plus payer ses dettes. L'Angleterre proposa un paiement symbolique. Les États-Unis protestèrent aussi bien contre le refus de paiement que contre le paiement symbolique, mais tous les pays, sauf la Finlande, cessèrent d'honorer leurs dettes de guerre. Cette querelle eut des conséquences graves. Elle créa une vive tension entre les États-Unis et l'Europe. Au moment où il aurait fallu s'unir contre le danger nazi, elle renforça l'isolationnisme des États-Unis. Désormais, ceux-ci vont se tenir jalousement à l'écart des affaires européennes. Entre-temps, la conférence du désarmement s'était réunie.

□ La conférence du désarmement et son échec (1932-1933)

Le traité de Versailles prévoyait qu'une fois la sécurité assurée, le désarmement de l'Allemagne serait suivi d'un désarmement général. Après de longs travaux préparatoires, une Conférence du Désarmement se réunit enfin à Genève en février 1932. La France refusait de désarmer avant la constitution d'une force internationale et beaucoup de puissances voyaient dans le réarmement une solution au marasme industriel et au chômage. Les discussions stériles traînèrent, alors que le monde s'engageait peu à peu dans une nouvelle course aux armements. 62 pays étaient représentés, dont l'URSS et les États-Unis, qui n'étaient pas membres de la SDN. Successivement, une série de plans furent proposés. Ils furent tous rejetés.

Le plan soviétique proposait un désarmement total et immédiat, mais aucun contrôle n'était prévu. Le plan Hoover prévoyait de diminuer d'un tiers tous les armements existants. Mais l'Allemagne, qui réclamait l'égalité des droits, le rejeta. Les plans Tardieu et Herriot envisageaient de réserver le matériel lourd (aviation de bombardement, canons, chars, etc.) aux opérations décidées par la SDN, dotée d'une force armée internationale. Ce matériel serait stocké sous contrôle international. Il proposait aussi de réduire les armées nationales à des milices équipées d'armes légères. Enfin, le plan MacDonald prévoyait de porter à un niveau de 200 000 hommes (niveau de l'armée britannique...) les armées des principaux pays européens. Mais Hitler, qui venait de prendre le pouvoir (30 janvier 1933), refusait d'inclure dans les 200 000 hommes les milices paramilitaires des S.A. et des S.S. La France refusait de compter ses troupes coloniales. Tous ces plans étaient naïfs ou vains, car les composantes de la force militaire sont éminemment multiples, et encore plus en matière de potentiel.

Le désaccord entre les principaux participants se manifesta à tout propos. L'Angleterre ne voulait pas d'une nouvelle réduction des armements navals, la délégation allemande, dirigée par von Papen, avait exigé « l'égalité des droits », c'est-à-dire l'autorisation de réarmer, la France s'opposa à cette prétention, sauf si la Grande-Bretagne donne sa « garantie » (voir plus haut). On savait qu'elle reposait sur d'anciens plans de mise sur pied

d'une armée véritable (1927-1932 ; cf. P.Milza : « la Wehrmacht hitlérienne ne sort donc pas d'une coquille vide »). La délégation de la République de Weimar ayant quitté le 16 septembre la conférence, les quatre grands (États-Unis, Angleterre, Italie et France) cédèrent au chantage allemand et, le 11 décembre 1932, reconnurent l'égalité des droits entre l'Allemagne et les autres pays, avec application le jour où un plan serait appliqué. La France s'était retrouvée complètement isolée.

Ainsi lorsque Hitler, en janvier 1933, devint chancelier, la conférence du désarmement n'avait abouti qu'au résultat paradoxal d'autoriser le réarmement allemand, dans certaines limites il est vrai. À la suite d'un conflit d'apparence mineur (fallait-il désarmer d'abord et n'instituer qu'ensuite les commissions de contrôle, ou, au contraire, commencer par une inspection des armements et procéder ultérieurement au désarmement ?), brusquement, tandis qu'on négociait, Hitler — qui avait l'intention formelle de créer une puissante armée allemande — annonça, le 14 octobre 1933, que l'Allemagne quittait la conférence du désarmement ainsi que la SDN. Par ce geste, il affirmait son désir d'agir en toute liberté et de ne se soumettre à aucun arbitrage. Au fond, Hitler exigeait l'application immédiate de l'égalité des droits, après de vaines discussions. Devant la résistance opiniâtre de la France, l'Allemagne se retirait donc de la conférence, le 14 octobre 1933, et cinq jours plus tard elle annonça qu'elle démissionnait de la SDN. Immédiatement, un plan de réarmement fut adopté en Allemagne et engagé sous le nom de « plan de décembre ». Les militaires et les nazis dépassaient en Allemagne les ambitions des diplomates traditionnels. Une dernière tentative fut faite : des négociations directes entre la France et l'Allemagne, qui réclamait maintenant 300 000 hommes et non 200 000, ainsi qu'une aviation de guerre. Malgré la médiation anglaise, la France, le 17 avril 1934, décida de mettre fin à une négociation qu'elle estimait vaine. Cependant les conversations sur le désarmement se poursuivirent jusqu'en 1935, en vain.

Ainsi, une nouvelle fois, la France était, aux yeux des puissances anglo-saxonnes, la responsable directe de l'échec du désarmement. Hitler ne laissa pas passer l'occasion de dénoncer l'intransigeance et l'hostilité françaises. L'Allemagne accéléra alors le réarmement clandestin qu'elle avait entrepris depuis plusieurs années (voir plus haut). Son argument principal était précisément l'article du traité de Versailles qui considérait le désarmement allemand comme une préface au désarmement général. Celui-ci n'ayant pas lieu, l'Allemagne, disait Hitler, était en droit de développer son armée. En 1935, Hitler rétablit le service militaire obligatoire et renforça ainsi la puissance militaire allemande. Cependant, conscient de l'infériorité de ses forces, il évita de soulever trop tôt le problème des minorités allemandes et agit en ce domaine avec une apparente modération. La crise économique avait donc contribué à l'échec des espoirs de conciliation et de coopération internationales qui avaient caractérisé l'« esprit de Genève ».

□ Le réarmement de l'Allemagne

Hitler débute par des manœuvres diplomatiques, d'abord avec la Pologne. Tandis que l'industrie de guerre allemande commence à tourner, Hitler essaie de mesurer la force de résistance de ses adversaires. Le plus sûr allié de la France, la Pologne, semble soudain l'abandonner, car — bien que le parti national-socialiste arrive au pouvoir à Dantzig en 1933 — Hitler s'efforce dans un premier temps d'entretenir de bonnes relations avec la Pologne. Le 24 janvier 1934, un pacte de non-agression d'une durée de dix ans est signé entre la Pologne et l'Allemagne. Les deux signataires déclarent que les rapports entre les deux pays seront pacifiques et fondés sur les principes du Pacte Briand-Kellogg. Ce revirement de la Pologne, que le gouvernement français qualifie d'« inamical », s'explique par les affinités qui existent entre les régimes nazi et polonais. Le 12 mai 1926, le maréchal Pilsudski, héros de la guerre contre la Russie (voir plus haut), avait renversé avec l'aide de l'armée le régime parlementaire et installé une dictature nationale et socialiste de style populiste, qui, d'ailleurs, contrôlait de plus en plus étroitement les émigrés, la question migratoire étant considérée comme une branche de la diplomatie polonaise. Le rapprochement entre Berlin et Varsovie s'explique également par leur commune hostilité vis-à-vis de l'URSS. Le pacte germano-polonais de non-agression peut sembler ébaucher une alliance entre Berlin et Varsovie. En fait, les rapports entre la Pologne et l'Allemagne sont alors très ambigus : Hitler n'a pas renoncé à son désir d'expansion vers l'Est, c'est-à-dire au détriment de la Pologne. Sans doute pense-t-il offrir le cas échéant à celle-ci des compensations en Ukraine soviétique, mais ce n'est là qu'hypothèses fragiles qui ne résolvent pas la question de la frontière germano-polonaise et du Corridor. Or, à côté de cet allié réticent, Hitler ne compte aucun autre appui diplomatique. Au contraire, au printemps de 1935, son isolement est singulièrement aggravé par la conférence de Stresa et la signature du pacte franco-soviétique. Mais le colonel Josef Beck (1894-1944), ministre polonais des Affaires étrangères de 1932 à 1939 (Pilsudski disparaît en 1935), va, pendant des années, appuyer la diplomatie hitlérienne. L'URSS s'inquiète légitimement de la collusion germano-polonaise et négocie avec la France pour essayer de rétablir l'équilibre des forces en Europe continentale. Ces négociations n'aboutissent qu'un an plus tard. Mais, dès 1934, à l'instigation de la France, l'URSS est admise à la SDN.

L'Allemagne est isolée et sa tentative d'annexion de l'Autriche en 1934 échoue. Depuis les traités de paix, l'Autriche n'est plus qu'une petite république agitée de fréquentes crises sociales et politiques. Le parti catholique, qui gouverne en 1934 par l'intermédiaire de son chef, le chancelier Engelbert Dollfuss (1892-1934), doit faire face à une double opposition. À gauche, les socialistes profitent de la dépression qui touche très durement le pays depuis 1930 pour organiser une agitation de rue durement réprimée par le gouvernement (12 février 1934), ce qui compromet la survie même de la République autrichienne. À droite, un parti nazi

réclame le rattachement à l'Allemagne, l'*Anschluss*. Les succès d'Hitler renforcent l'audace des nazis autrichiens : le 25 juillet 1934, 150 d'entre eux tentent un coup d'État. Avec l'encouragement de certains dirigeants du IIIe Reich, ils s'emparent du palais de la Chancellerie, blessent à mort Dollfuss et installent un nouveau gouvernement. Le but est de s'emparer du pouvoir en Autriche et de proclamer l'union avec l'Allemagne. Mais la réaction est rapide. Le président de la République autrichienne nomme un nouveau chancelier, lui aussi catholique, Kurt von Schuschnigg (1897-1977). La manœuvre échoue surtout par suite de la réaction de Mussolini. Ami personnel de Dollfuss, révolté par Hitler lors de la rencontre de Venise (14 juin 1934), inquiet à l'idée de voir l'Allemagne prendre la tête des pays *révisionnistes*, peu favorable à l'extension de l'Allemagne jusqu'aux frontières italiennes, Mussolini envoie trois divisions au col du Brenner et interdit donc toute intervention armée allemande. Isolé, Hitler laisse les Autrichiens rétablir l'ordre et sauver leur indépendance. L'échec de la tentative d'annexion de l'Autriche est comparable, par ses conséquences, à celui du putsch de Munich : rendu prudent, Hitler tire les leçons de l'événement et cherche à mettre fin à l'isolement de son pays, dans lequel il voit la cause essentielle de son échec. Il s'attache donc au problème du rapprochement germano-italien ; aidé par les circonstances (affaire éthiopienne et guerre civile espagnole) plus encore que par son génie politique, il mène à bien cette tâche difficile. Parallèlement, il porte ses efforts sur la frontière occidentale de l'Allemagne ; le rattachement de la Sarre et la remilitarisation de la Rhénanie lui permettent de renforcer économiquement et stratégiquement le IIIe Reich et de poursuivre le démantèlement du traité de Versailles.

La France, face à ces manœuvres allemandes, n'est pas sans réagir. Devant le danger hitlérien, Louis Barthou, ministre français des Affaires étrangères depuis février 1934 (voir biographie ci-dessous), se propose de « grouper les intérêts européens que [pouvait] menacer le relèvement rapide de l'Allemagne », songeant à un vaste système d'assistance mutuelle englobant l'URSS, les États d'Europe orientale et l'Allemagne pour garantir les frontières orientales de l'Allemagne : le Pacte de l'Est. Sa proposition, rejetée à Berlin et à Varsovie, trouve un écho favorable dans les pays de la Petite Entente, Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, qui resserrent leurs liens avec la France. En septembre 1934, la France soutient l'entrée de l'URSS à la SDN, affaiblie par le départ du Japon et de l'Allemagne : son représentant, Litvinov, y sera un ardent défenseur de la sécurité collective. Barthou essaye donc de renforcer les alliances de la France. Mais un événement spectaculaire va aider le Führer à reprendre l'offensive. Le 9 octobre 1934, un terroriste croate, un *oustachi*, hostile à la domination serbe en Yougoslavie, assassine, à Marseille, le roi Alexandre et le ministre des Affaires étrangères français, Louis Barthou.

Louis BARTHOU (1862-1934)

Fils d'un quincaillier d'Oloron-Sainte-Marie (Basses-Pyrénées, futures Pyrénées-Atlantiques), passionné de politique, de littérature et de musique dès ses études secondaires au lycée de Pau (qui prendra son nom), il fait son droit à Bordeaux et devient **avocat à Pau**. Barthou s'affirme comme républicain modéré dans un département, les **Basses-Pyrénées**, où les républicains sont minoritaires. À 27 ans, il se fait élire **député d'Oloron**, et ses électeurs lui demeureront fidèles jusqu'en 1922, date à laquelle il quitte la Chambre pour le Sénat, où il siège jusqu'à sa mort en 1934. **Sa carrière ministérielle est précoce, car il bénéficie du vide politique qui suit le scandale de Panama**, lequel a discrédité une grande partie du personnel républicain.

De 1894 à 1934, il devient **l'un des grands notables du régime**. Dreyfusard, ministre des Travaux Publics et de l'Intérieur des cabinets modérés de la fin du XIXe siècle (un des plus jeunes ministres de la IIIe République), il connaît une relative éclipse de sa carrière politique avec les gouvernements Waldeck-Rousseau et Combes (auxquels il est, quand même, favorable), mais retrouve la route du pouvoir dans les cabinets Sarrien et Briand. Barthou adhère, avant les élections de 1902, à l'Alliance républicaine démocratique (ARD), dont il assume la vice-présidence active jusqu'en 1926. Évidemment libéral, il défend le rachat des Chemins de fer de l'Ouest ; homme d'ordre il appuie le *Tigre* (Clemenceau) mais s'inscrit au groupe de la Gauche radicale en 1910. Le 22 mars 1913 il est nommé **Président du Conseil**, et c'est lui qui fait voter, malgré l'opposition de la gauche, **la loi portant à trois ans la durée du service militaire**. Dans tous les postes qu'il occupe jusqu'à la guerre, Barthou montre de **brillantes qualités d'homme d'État** : une intelligence claire, un sens de l'ordre et de la mesure, un réel attachement aux institutions républicaines. Homme d'ordre, adversaire des socialistes (sa notoriété repose en partie sur ses très nombreuses polémiques avec Jaurès), il **adhère en 1902 à l'Alliance Démocratique dont il devient l'un des leaders reconnus**.

Bien qu'anticlérical lui-même, il a de **difficiles rapports avec les radicaux**, auxquels il reproche leur intolérance et leurs alliances électorales avec les socialistes. Ses relations sont particulièrement mauvaises avec Caillaux, farouchement opposé à la loi de trois ans et qui fait tomber son gouvernement. Barthou se venge en 1914 en jouant un **rôle de premier plan dans la campagne menée contre Caillaux**, lisant à la tribune de la Chambre une lettre qui révèle que sur l'intervention de Caillaux, le gouvernement a imposé au procureur la remise du procès de l'escroc **Rochette**. La victoire de la gauche aux élections de 1914, la déclaration de guerre, la mort de son fils tué en Alsace en décembre 1914 provoquent une **coupure de trois ans dans son activité politique, jusqu'à son retour au ministère des Affaires étrangères en 1917**. Mais l'épreuve subie l'a changé ; il prend du recul par rapport aux luttes partisans. Il est d'ailleurs symptomatique qu'il **quitte en 1922 la Chambre pour le Sénat** dont il a toujours loué la sagesse et le rôle d'équilibre qu'il joue dans les institutions.

Mais plus que sénateur (des Basses-Pyrénées), **Barthou est ministre, presque sans discontinuer**. S'il se tient à l'écart des ministères de Blocs qu'ils soient orientés à droite (Bloc

national) ou à gauche (Cartel), il siège volontiers dans les **ministères de concentration**, constitués par Briand ou par son **ami Raymond Poincaré**, dont il apparaît comme le second depuis 1922 et toujours dans des postes de premier plan où il peut s'occuper de l'intérêt national, la Guerre, les Affaires étrangères et la Justice. Son **nom reste attaché à la politique étrangère de la France** : rapporteur du projet de loi portant approbation du traité de Versailles, chef de la délégation française à la conférence de Gênes (1922), président de la Commission des Réparations, « l'ère Barthou »... Sa grande pensée est la constitution d'un « **pacte de l'Est** » : renforcement des alliances avec les pays d'Europe orientale, rapprochement avec l'URSS, qu'il fait entrer à la SDN.

Lors de la retraite de Poincaré en 1929, on pense à lui comme à un possible recours en cas de crise. C'est le rôle qu'il peut espérer jouer à la fin du ministère Doumergue, issu des événements du 6 février, lorsqu'il se rapproche des radicaux et qu'on voit en lui le futur chef d'une Union nationale rééquilibrée vers la gauche. Ce processus qui conduit au couronnement de la carrière de Barthou est brutalement interrompu **en octobre 1934 par sa mort sous les balles d'un terroriste croate alors qu'il tente de protéger l'hôte de la France**, le roi Alexandre de Yougoslavie, que comme ministre des Affaires étrangères, il vient accueillir à Marseille. Cette mort porte également **un coup fatal à la politique de reconstitution des alliances françaises contre le danger allemand** entreprise par Barthou. Signataire de la **note du 17 avril 1934** par laquelle la France, répudiant le principe de la sécurité collective face au danger hitlérien, affirme vouloir désormais « assurer sa sécurité par ses propres moyens », Barthou s'est efforcé de mettre en œuvre cette ligne. **Partisan d'un pacte oriental** liant contre l'Allemagne la France et les pays de la Petite Entente (Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Roumanie), il ouvre des **négociations avec l'U.R.S.S.** qui aboutiront après sa mort à la conclusion du pacte franco-soviétique en 1935. Soulignant dans l'oraison funèbre **de Barthou et de Poincaré, morts à peu près en même temps** le parallélisme de leurs carrières, le président du Sénat Jules Jeanneney (1864-1957) peut à bon droit affirmer que l'un et l'autre ont consacré leurs forces à la défense des intérêts du pays. Quinze fois ministre, une fois président du Conseil, Louis Barthou est une **personnalité essentielle de la IIIe République**. Il convient d'ajouter que, mélomane à ses heures, bibliophile averti et écrivain prolix et de talent, **Louis Barthou est entré à l'Académie française en 1919**, à bon droit.

Au début des années 30 **les oustachi** (voir plus haut) se sont manifestés à l'attention de l'opinion internationale par une série d'actes terroristes (bombes à retardement dans les trains à destination de la Yougoslavie, émission de fausse monnaie), qui culmine avec l'assassinat du roi Alexandre. Depuis 1930, Ante Pavelic (1889-1959) a organisé une petite légion (moins de 1 000 hommes), qui s'entraîne au combat en Italie et que protège Mussolini. Pavelic sera condamné à mort par contumace à Paris pour avoir été l'instigateur de l'attentat de Marseille.

Avec Louis Barthou — que remplace au Quai d'Orsay, un Pierre Laval (voir biographie ci-dessous) soucieux de ménager les dictatures fascistes et admirateur de l'efficacité mussolinienne, sans être le moins du monde un *fasciste* — disparaît le diplomate le plus énergique de l'entre-deux guerres. La réussite de l'attentat marseillais, peut-être facilitée par les services secrets allemands, outre qu'elle entraîne une courte période de tension entre la France et l'Italie — ses auteurs ont trouvé refuge en Italie, dont le gouvernement refuse de les extraditer — discrédite un peu plus le régime — qui n'avait pas besoin de ce coup du sort l'année même du 6 février — , donne un coup d'arrêt définitif à la politique de dissuasion diplomatique de Barthou. Il avait toutefois entrepris la négociation d'une alliance franco-soviétique. Celle-ci est signée par son successeur Pierre Laval, le 2 mai 1935, et complétée le 16 mai par une alliance entre la Tchécoslovaquie et l'URSS. Anticommuniste, bien disposé à l'égard des dictatures, Laval s'attache surtout à rapprocher la France et l'Italie : en janvier 1935, aux entretiens de Rome, Mussolini, en contrepartie de quelques concessions françaises en Tunisie, au Tchad (« bande d'Aouzou », origine d'un contentieux entre le Tchad et la Libye jusqu'en 1994) et en Somalie, se déclare prêt à empêcher toute nouvelle tentative d'*Anschluss*. Parallèlement, Laval recherche une détente avec l'Allemagne et se désintéresse ostensiblement du plébiscite de la Sarre.

Pierre LAVAL (1883-1945)

Né à Châteldon dans une **famille de paysans auvergnats**, fils d'un petit cafetier, Pierre Laval **choisit de continuer ses études** contre l'avis paternel. Il devient surveillant de lycée, passe des licences en sciences et en droit et s'inscrit en 1908 au barreau de Paris. L'année suivante, il épouse une fille de petits notables auvergnats, dont le frère est maire et conseiller général. **Le jeune avocat**, issu d'un milieu modeste (mais pas pauvre), couronnait par cette alliance matrimoniale un difficile processus de promotion sociale, obtenue par un tenace effort de volonté. Il s'enracine professionnellement, au service d'abord de confrères installés, puis à son compte personnel. Il réussit très bien dans ce métier d'avocat. Pierre Laval est alors, depuis 1903, un **militant socialiste** qui figure dans l'aile pacifiste et révolutionnaire de la SFIO (1905), **consacrant son activité d'avocat à défendre les syndicalistes**. Laval est candidat malheureux aux élections législatives de 1910, à Boulogne-Billancourt. **En 1914, il est élu député socialiste d'Aubervilliers (banlieue Nord de Paris), commune dont il devient maire en 1923. Durant la guerre, il figure dans la minorité socialiste qui réclame une paix de compromis.** Mais il est d'un pacifisme modéré et refuse, par discipline de parti, la proposition que lui fait Clemenceau en novembre 1917 d'entrer au gouvernement. À la fin de la législature, il réclame en 1919 l'amnistie pour les « défaitistes » et vote contre la ratification du traité de Versailles, le 2 novembre 1919. Battu quelques jours plus tard aux élections législatives, il devient socialiste indépendant (1920) et **retrouve son siège en 1924, battant modérés et communistes. Désormais,**

il ne quitte plus le parlement jusqu'à la fin de la IIIe République, d'abord député jusqu'en 1927, puis sénateur jusqu'en 1940.

Grâce à son **habileté**, Laval conduit une **double carrière d'homme d'affaires et d'homme politique**. Laval met à profit l'indépendance acquise pour construire à partir de 1922 les bases de sa carrière, en utilisant les acquis professionnels, relationnels et familiaux rassemblés depuis des années. Avocat, désormais de renom, il défend toujours des syndicalistes, tout en diversifiant sa clientèle : à partir de 1918, il est avocat conseil du journal d'Ernest Billiet (1873-1939), patron de l'Union des Intérêts économiques, qui finance les campagnes électorales des candidats soutenus par le patronat. **En 1923, il devient maire d'Aubervilliers**, à la faveur d'une élection municipale partielle et à la tête d'une liste « socialiste indépendante ». Élu contre les socialistes SFIO et les communistes, il noue d'excellents rapports avec les industriels locaux, tout en conservant une clientèle populaire — chiffonniers, ouvriers des abattoirs, Auvergnats de Paris... — et en pratiquant une politique sociale active. Dans le même temps, Laval construit une **importante fortune personnelle**, fruit d'un labeur acharné et de choix judicieux. D'origine terrienne il a une grande passion pour la propriété immobilière (Paris, Normandie, etc.) ; il ajoute la presse écrite (dont *Lyon républicain*), la radio (Radio-Lyon) et l'imprimerie. **Ses affaires de presse, en particulier, lui permettent d'amasser une fortune dont il jouit en parvenu** (rachetant en 1931 le château de son village natal, Châteldon).

Son **rôle politique d'homme habile**, disposant d'une réelle influence, indifférent aux idéologies et aux idées abstraites, d'un réalisme frisant le cynisme, fait de lui à partir de 1925 le ministre de **nombreux cabinets** du centre-gauche (Painlevé en 1925, Briand en 1926) ou de la droite (Tardieu en 1930). D'abord « cartelliste », il rompt définitivement avec la gauche en juillet 1926. Considéré comme un possible successeur de Briand, il accède à 48 ans, en 1931-1932, à la présidence du Conseil, et, bien qu'isolé et sans parti derrière lui, fait figure d'un des chefs du centre-droit, à la recherche de leaders depuis la retraite de Raymond Poincaré. Écarté du pouvoir par la victoire de la gauche en 1932, il y revient, après le 6 février 1934, comme ministre des Colonies du cabinet Doumergue, puis, à la suite de l'assassinat de Barthou, comme ministre des Affaires étrangères. Il conserve ce poste dans le cabinet Flandin de novembre 1934-mai 1935 avant de redevenir **en mai 1935 président du Conseil**.

C'est pendant ce second gouvernement que Pierre Laval fixe véritablement les **traits majeurs de sa politique**. Sur le plan international, il se montre passionnément **attaché à la paix**. S'il signe en mai 1935 le pacte d'assurance mutuelle avec l'URSS préparé par Barthou, il ne fait rien pour le rendre opérant en l'assortissant d'une convention militaire ni pour obtenir sa ratification par le Parlement. Sa préférence, pour lutter contre le danger allemand, va nettement à l'accord **avec l'Italie de Mussolini**. En janvier 1935, il se rend à Rome pour liquider le contentieux avec l'Italie et tient des propos assez obscurs sur **l'Éthiopie** pour que le Duce les interprète comme un encouragement à l'annexion de ce pays. En avril 1935, le pacte de Stresa avec l'Italie et la Grande-Bretagne couronne cette politique. Mais le déclenchement de la

guerre d'Éthiopie entraîne de vives critiques contre la politique de Laval, trop favorable au dictateur italien. La mauvaise volonté qu'il met à faire voter, puis appliquer les sanctions décidées par la SDN contre l'Italie, le Plan Laval-Hoare qui prévoit le partage de l'Éthiopie et apparaît comme une reconnaissance du fait accompli, entraînent la démission d'Édouard Herriot et des ministres radicaux, et amènent la chute du gouvernement. Même **échec en politique intérieure** ; pour juguler la crise, il pratique une rigoureuse **politique de déflation**, marquée en particulier par l'amputation du traitement des fonctionnaires. Elle est impuissante à résorber la dépression, mais provoque un mécontentement tel qu'elle assure en partie la victoire électorale du Front Populaire en avril-mai 1936.

Écarté du pouvoir par le succès de la gauche, il se montre ulcéré par le fait que les parlementaires n'ont pas reconnu sa valeur et préconise désormais une « République musclée ». De surcroît, il se montre résolument pacifiste et souhaite un rapprochement avec l'Allemagne nazie. **La défaite de la France en 1940 lui fait penser que son heure est venue.** Pétain le nomme Vice-Président du Conseil le 22 juin. Manœuvrant derrière le maréchal Pétain, il empêche le départ des pouvoirs publics pour l'Afrique du Nord, obtient la réunion de l'Assemblée nationale à Vichy et le **vote du 10 juillet 1940** qui met fin à la République en donnant les pleins pouvoirs au maréchal Pétain. **Homme fort du gouvernement de Vichy**, il tente de mettre en œuvre une politique de collaboration d'État avec l'Allemagne. **Écarté et même arrêté sur ordre de Pétain en décembre 1940, il revient au pouvoir sous la pression allemande le 18 avril 1942.** Il fait alors du gouvernement de Vichy l'auxiliaire de la politique allemande, dans une lutte pathétique pour conserver la fiction d'une souveraineté dont il n'a pas les moyens. Mais le contexte de guerre totale dans lequel s'engage le Reich **modifie le contenu de la collaboration** : les accords passés entre les SS et Laval aboutissent, ainsi, à confier à la police française un rôle parallèle, sinon subordonné à celui des Allemands dans la répression de la Résistance. Mis en demeure de livrer les **populations juives**, Laval accepte que soient confiées à la police française les rafles qui frappent les Juifs étrangers au cours de l'été 1942, proposant le départ des enfants avec les parents.

Durant le premier semestre de 1944, Laval doit accepter la présence dans son gouvernement des chefs de la Milice, Darnand et Henriot, tandis que l'organisation, malgré ses efforts, investit l'appareil d'État. **Laval s'accroche obstinément à un pouvoir devenu vide**, qu'il propose sans succès, le 17 août 1944, auprès d'Édouard Herriot, de remettre à l'Assemblée nationale. Emmené en Allemagne en 1944, il trouve refuge en Espagne, mais il est extradé en juillet 1945. **Condamné à mort en octobre 1945**, sans que ses avocats aient pu le défendre, il tente de s'empoisonner avant son exécution et c'est un moribond, difficilement ranimé, qui est fusillé le 15 octobre dans la cour de la prison de Fresnes.

Habile conciliateur, prompt à rechercher les compromis, les arrangements, sans se tenir à des principes stricts, Laval avait grande confiance en ses talents. Il se **croyait capable d'éviter le pire à la France** dans une Europe qu'il estimait vouée à la domination allemande. **La**

Révolution nationale le laissait sceptique ; la mise en place d'un régime inspiré de celui de Mussolini était pour lui une concession aux vainqueurs, comme la phrase célèbre où il espérait la victoire de l'Allemagne (juillet 1942). **Cette politique l'amena parfois à devancer les désirs des Allemands (statut des juifs), sans rien empêcher d'important, et elle apporta jusqu'en août 1944 aux Allemands la caution d'un gouvernement légal.** La sincérité de Laval et son courage personnel ne semblent pas discutables, non plus que la perche qu'ils tendaient involontairement à ses adversaires : le condamner, c'était **disculper** Pétain ou la France, ou les deux à la fois.

Les deux étapes hitlériennes suivantes sont en effet la Sarre et le service militaire allemand (janvier-mars 1935). Conformément aux clauses du traité de Versailles, un plébiscite a lieu en Sarre, le 13 janvier 1935. Trois solutions s'offrent aux électeurs sarrois : rattachement à la France, *statu quo* (c'est-à-dire administration du territoire par la SDN), rattachement à l'Allemagne. Tandis qu'en France l'opinion, la presse et le gouvernement se désintéressent du plébiscite, Hitler organise une formidable campagne de propagande. Malgré la présence d'une force internationale (voir plus haut) et d'observateurs étrangers, venus de Suisse, des Pays-Bas et du Luxembourg, la consultation populaire est un véritable triomphe pour le Führer : les abstentions sont en nombre infime ; 90,35 % des Sarrois demandent leur rattachement au Reich allemand ; 8,8 % seulement sont pour le maintien du régime international. Hitler déclare : « Après le retour de la Sarre au Reich, seul un fou pourrait croire à la possibilité d'une guerre entre les deux États [la France et l'Allemagne]. Il ne saurait y avoir de motif pour justifier une telle guerre, car personne ne pourrait songer que, pour corriger les frontières actuelles, on anéantît des millions de vies. » Aussitôt, le *gauleiter* du Palatinat, Joseph Brückel, est nommé commissaire du Reich pour la Sarre et y fait régner la terreur contre les antinazis.

Malgré ce succès, la position diplomatique d'Hitler demeure difficile : à cette occasion, le Führer affirme solennellement qu'il ne présentera plus de revendications territoriales à l'égard de la France. Mais, prenant pour prétexte un projet de loi française rétablissant, à cause des classes creuses, le service de deux ans (au lieu de 18 mois) et le *Livre blanc* britannique (voir plus haut), le 16 mars 1935, Hitler annonce qu'il rétablit le service militaire en Allemagne et fixe à 36 divisions les effectifs de l'armée allemande du temps de paix. En même temps, Goering annonce la création d'une force aérienne allemande, la *Luftwaffe*. Elle sera d'emblée très inspirée par les idées de l'officier italien Giulio Douhet (1869-1930, *La Maîtrise de l'Air*, 1921) (voir plus haut). La réaction des puissances est très faible et consiste en simples protestations contre cette violation délibérée du traité de Versailles.

Malgré la ressemblance des idéologies et des régimes nazi et fasciste, les rapports de Rome et Berlin étaient mauvais. Déjà, en juillet 1934, Mussolini avait été le grand

responsable de l'échec de la tentative d'annexion de l'Autriche (voir plus haut). En avril 1935, au lendemain du rétablissement de la conscription en Allemagne, c'est lui qui prit l'initiative de réunir à Stresa, au bord du lac Majeur, les chefs de gouvernement britannique et français. Cette négociation ne fut cependant pas exempte d'une certaine ambiguïté. Mussolini, MacDonald et le président du Conseil français Pierre-Étienne Flandin (1889-1958) y affirmèrent, le 11 avril, la fidélité de leurs pays au pacte de Locarno, déclaration vague mais qui prouva qu'en face de l'initiative hitlérienne, les trois gouvernements avaient la même inquiétude et la même réaction. Le « front de Stresa », comme certains contemporains ont qualifié cette entente, semblait dresser un solide barrage devant les ambitions allemandes. Les trois pays s'engagèrent à préserver « la paix *en* Europe » et non « la paix *de* l'Europe » : Mussolini voulait se garder la liberté d'une intervention en Éthiopie. Ainsi, la cause future de la dislocation du Front de Stresa apparaissait-elle déjà et dès lors l'isolement de l'Allemagne ne put être que provisoire. Mussolini était alors d'accord avec les démocraties pour arrêter Hitler, et en particulier pour garantir l'indépendance de l'Autriche. Mais cet accord à trois était fragile. La crise italo-éthiopienne (*cf.* ci-dessous) allait le briser. D'ailleurs, le 18 juin 1935, sans avoir consulté la France, ni l'Italie, l'Angleterre (Samuel Hoare, voir plus haut) signa avec l'Allemagne un accord naval acceptant que celle-ci se construisît une marine de guerre égale à 35 % du tonnage de la marine britannique. C'était à la fois une violation du traité de Versailles, une grave atteinte à la solidarité établie à Stresa et une reconnaissance implicite du réarmement.

Entamées par Briand dès 1931, les négociations entre la France et l'URSS en vue d'un pacte franco-soviétique avaient été poursuivies par ses nombreux successeurs et encouragées, après la signature du pacte germano-polonais, par l'état-major français soucieux de rétablir une alliance qui prenne l'Allemagne à revers. Elles aboutirent en mai 1935. Le pacte prévoyait qu'en cas d'agression reconnue par la SDN contre l'un des deux signataires l'autre lui prêterait une assistance immédiate. Aucune convention militaire n'était jointe à ce traité, bien qu'il eût été utile de préciser dans quelles conditions l'URSS aurait aidé la France contre une agression de l'Allemagne, pays avec lequel elle ne possédait aucune frontière commune. Le pacte franco-soviétique constituait-il une habile et efficace riposte au rapprochement germano-polonais ? Ce système d'accords demeurerait précaire : la ratification du traité franco-soviétique traîna en longueur et Laval tint en Pologne des propos antisoviétiques qui irritèrent les Russes. Le même mois de mai, un traité russo-tchécoslovaque fut signé à Prague : son contenu fut analogue à celui du pacte franco-soviétique. Jamais l'Allemagne n'avait été aussi isolée qu'en ce printemps de 1935. Moins d'un an plus tard, prenant prétexte de la ratification du pacte franco-soviétique par les députés français, Hitler violait une des clauses les plus importantes du traité de Versailles en remilitarisant la région rhénane. La ratification du pacte franco-soviétique du 2 mai 1935 avait, en effet, été retardée jusqu'au 27 février 1936. La réoccupation de la Rhénanie par Hitler le 7 mars 1936, priva le pacte de toute portée militaire, car elle rendait problématique une action française offensive en Allemagne.

□ La remilitarisation de la Rhénanie et ses conséquences

Il ne restait en effet qu'une limite à la reconstitution de la force allemande : la zone démilitarisée de Rhénanie, où l'armée allemande ne pouvait pénétrer. Elle comprenait, rappelons-le, toute la région située à l'ouest du Rhin, plus une bande de 50 km de largeur sur la rive droite du fleuve. Pour mettre fin à ce statut, Hitler prit prétexte de la ratification du pacte franco-soviétique. Il prétendit que celui-ci était une violation du Pacte de Locarno. Il reprenait donc sa liberté et faisait entrer des troupes dans la zone démilitarisée. C'était risqué, car l'armée allemande aurait été incapable de résister à une énergique riposte française, mais le Führer, se fiant à son intuition, sûr depuis deux mois de la passivité des partenaires de la France et en plein accord avec son état-major (malgré la légende de l'opposition de celui-ci), fit pénétrer, le 7 mars 1936 en début de matinée, 30 000 soldats allemands dans la zone démilitarisée. Le 29 mars, un plébiscite, organisé dans toute l'Allemagne, approuva l'action d'Hitler par... 44 millions de voix, soit 99 % des votants.

Les réactions étrangères furent nulles. En France, dans l'attente des très prochaines élections législatives qui se préparaient dans une atmosphère passionnée les députés avaient investi un gouvernement de transition dirigé par le radical-socialiste Albert Sarraut (voir biographie plus haut) ; ce gouvernement qui se savait éphémère ne put prendre l'initiative d'une action de représailles. De plus, le 7 mars était un samedi et la plupart des ministres étaient loin de la capitale... Sarraut déclara : « Nous ne sommes pas disposés à laisser Strasbourg exposé au feu des canons allemands », mais ce ne fut qu'une velléité, une gesticulation verbale. Le général Louis Maurin (1869-1956), ministre de la Guerre, estimait que pour être couronnée de succès, une action militaire impliquait la mobilisation *générale*. Or, on était à deux mois des élections. Les ministres civils n'osèrent pas risquer l'impopularité et la France, mal soutenue par l'Angleterre qui voulait éviter « l'irréparable », dut accepter le fait accompli. En Angleterre, où le germanophile Édouard VIII venait de monter sur le trône à la mort de son père George V (janvier 1936), Anthony Eden (1897-1977), ministre des Affaires étrangères, déclara : « l'occupation de la Rhénanie est un coup sévère porté au principe de la sainteté des traités... Mais il n'y a heureusement aucune raison de supposer que la présente action de l'Allemagne comporte une menace d'hostilité ». Édouard VIII devait abdiquer en faveur de son frère, officiellement pour des raisons privées, le 11 décembre 1936. L'opinion britannique était farouchement hostile à un engagement aux côtés de la France ; une fois de plus les chefs militaires de la Grande-Bretagne mirent en garde contre des engagements qu'on ne pourrait pas tenir... Seul acte positif : la déclaration solennelle du Cabinet britannique, le 26 mars, liant l'intégrité territoriale de la Belgique et de la France à l'« intérêt vital de la Grande-Bretagne », ce que les Français ont considéré à juste titre comme l'équivalent d'une promesse d'alliance automatique, ce qui fut confirmé par les Anglais le 16 avril. Voici pourquoi quand

Flandin, devenu ministre des Affaires étrangères, demanda au Conseil de la SDN de voter des sanctions économiques, puis militaires, il se heurta à la résistance de son homologue britannique. C'est seulement en 1936 que Hitler commença à demander le rattachement de Dantzig à l'Allemagne. La Pologne manifesta donc son soutien à la France, l'URSS aussi, lui rappelant qu'elle bénéficiait d'un pacte dont la ratification avait précisément servi d'alibi ! C'était souligner les apories de la diplomatie française.

L'événement était d'une extrême gravité. La réoccupation de la Rhénanie, outre son caractère de « coup de force », était d'une extrême gravité. Hitler entreprit aussitôt de faire construire à l'ouest de l'Allemagne une puissante barrière de fortifications face à la ligne Maginot, la ligne Siegfried.

Le rôle de Painlevé avait été premier dans le projet de ce qui allait devenir la ligne Maginot. Mais c'est André Maginot qui est le « financier » de la fortification de la frontière du Nord-Est, en faisant voter une loi en janvier 1929. En 1932, le Conseil supérieur de la Guerre décide de ne fortifier que l'Alsace et la Lorraine et de ne pas poursuivre la ligne jusqu'à la mer. Les fortifications s'arrêtent aux Ardennes, qu'on juge infranchissables... Au-delà, les militaires français comptent sur les fortifications belges pour assurer la continuité (et faire des économies...).

Quant à la ligne Siegfried, elle allait empêcher la France de porter secours à ses alliés polonais et tchécoslovaques si un jour ils venaient à être attaqués. De plus, le 24 août, le service militaire fut porté à deux ans en Allemagne. Mussolini prit acte de la mollesse de Paris et de Londres. Il est vrai qu'Hitler avait bien choisi le moment d'agir, car l'affaire éthiopienne était déjà en train de disloquer le « front » de Stresa. La France et la Grande-Bretagne avaient laissé échapper une occasion d'arrêter, sans risque de conflit, l'essor d'une Allemagne totalitaire et agressive. Leur position diplomatique en fut gravement compromise.

CHAPITRE 12. LES PREMIERS RAPPROCHEMENTS ENTRE LES PAYS DE DICTATURE

Mussolini n'aimait pas Hitler, qu'il considérait comme un médiocre imitateur de son système fasciste. Hitler, au contraire, admirait Mussolini et le considérait comme un précurseur génial. Mais il caressa longtemps le rêve d'un arrangement global avec Londres, voire d'une alliance. Pour réaliser ses plans lointains, Hitler avait besoin de détruire le « front de Stresa » et d'attirer Mussolini dans son camp. Il n'y parvint que progressivement, et fut aidé dans ce dessein par les ambitions coloniales et méditerranéennes du dictateur italien.

□ La guerre d'Éthiopie (1934-1936)

Mussolini, en 1933, en était venu à l'idée que l'Italie devait conquérir une colonie de peuplement.

L'Italie avait pris pied en **Libye** dès 1911 et c'est au prix d'une extrême brutalité qu'elle met fin à la résistance des îlots bédouins de Cyrénaïque en 1931, conduits par le futur roi Idris Ier (1889-1983). Déportant sans ménagement près de 800 000 personnes, les Italiens accaparent les terres les plus riches de Cyrénaïque et de Tripolitaine, sur lesquelles ils développent des colonies agricoles produisant blé et olives.

La mise en valeur de la Libye, réelle et nécessaire pour faire pièce à la Tunisie française, n'attire guère d'Italiens, et pourtant les prolétaires de la péninsule y pouvaient s'y considérer comme les maîtres, à la différence de l'émigration italienne traditionnelle. Ce serait le seul moyen d'éviter la déperdition d'énergie que constituait l'émigration italienne dans des pays comme la France. Quoique l'Éthiopie eût été admise à la SDN en 1923 sous le patronage de l'Italie et que Haïlé Sélassié (1892-1975) eut été couronné empereur en 1930, elle était une proie désirable. Située entre deux colonies italiennes, l'Érythrée et la Somalie, ses hauts plateaux la rendaient habitable pour des Européens. La conquérir serait aussi venger la défaite d'Adoua de 1896 et renforcer le prestige du fascisme. L'Éthiopie était alors un royaume archaïque, aux frontières parfois imprécises, et la propagande fasciste aperçut vite le parti à tirer de son caractère « féodal » et « esclavagiste » auprès de l'opinion internationale. Son souverain, le *négus* Haïlé Sélassié, n'exerçait pas une autorité réelle sur tout le pays, où les chefs féodaux se disputaient le pouvoir. L'activité économique, avant tout agricole, était médiocre. La seule voie de pénétration était le chemin de fer français reliant le port de Djibouti à la capitale, Addis-Abeba. En 1925, une convention anglo-italienne avait délimité en Éthiopie des zones d'influence économique. Mais le *négus* ne voulut accorder aux Italiens aucune concession économique, refusant d'appliquer la convention de 1925 (qu'il n'avait pas signée), signant avec le Japon un traité de commerce, préférant les investissements américains aux italiens. Mussolini était donc déterminé à trancher la question éthiopienne par la force.

Le 5 décembre 1934, à la frontière de l'Érythrée et de l'Éthiopie, trente soldats somaliens de l'armée italienne furent tués au cours d'une rencontre avec les Éthiopiens. Mussolini protesta, refusa l'arbitrage, et commença à envoyer d'importants renforts en Érythrée. L'Éthiopie, État indépendant membre de la SDN, soumit l'incident à l'arbitrage de l'Assemblée internationale. Mais Mussolini obtint de Laval, qui vint à Rome en janvier 1935, de vagues encouragements et les accords de Rome, signés à cette occasion, mirent fin au statut privilégié des Italiens en Tunisie, en échange de cessions de territoires coloniaux à l'Italie au Sahara et près de Djibouti. L'Italie fit donc des préparatifs militaires, devant lesquels l'Éthiopie fit de nouveau appel à la SDN, le 17 mars 1935, en vain. La Grande-Bretagne et la France, lors de conférence de Paris (15-18 août 1935), refusèrent l'idée de l'annexion de l'Éthiopie par l'Italie et proposèrent l'établissement d'un... mandat des trois puissances, avec... une prépondérance italienne. Mussolini rejeta ce compromis, pourtant avantageux pour lui. L'Angleterre, qui dominait l'Égypte et le Soudan, et qui redoutait qu'une domination politique italienne en Afrique orientale ne fit peser une menace permanente sur l'Égypte, le bassin du Nil et les abords du canal de Suez, essaya en septembre 1935 d'intimider Mussolini en concentrant une flotte de 800 000 tonnes (la *Home Fleet*) en Méditerranée. Mais les services de renseignement italiens persuadèrent Mussolini que le gouvernement britannique était décidé à ne pas utiliser la force : sceptique à l'égard d'une éventuelle intervention britannique, Mussolini passa outre. Après neuf mois de préparation, Mussolini prit ses risques et attaqua l'Éthiopie, le 3 octobre 1935. La présence à la tête du gouvernement français de Pierre Laval, champion du rapprochement franco-italien, explique en partie le geste audacieux du Duce.

La guerre dura jusqu'en mars 1936, grâce à la résistance acharnée et inattendue des Éthiopiens contre 200 000 Italiens bien armés, qui utilisèrent les gaz de combat. L'emploi de l'aviation et des engins motorisés assurait à l'Italie une supériorité écrasante sur une armée éthiopienne hétéroclite et dépourvue d'armement moderne. Le 5 mars 1936, le Négus demanda la paix. Le 5 mai, les Italiens, commandés par le maréchal Pietro Badoglio (1871-1956), s'emparèrent de la capitale éthiopienne, Addis-Abeba.

La SDN, d'abord assez favorable à l'Italie, évolua rapidement ; le Conseil, puis l'Assemblée générale reconnurent l'Italie comme agresseur. Conformément au pacte de fondation de la ligue de Genève, des sanctions devaient être prises. Lesquelles ? En Grande-Bretagne l'opinion était prête à soutenir par des mesures économiques la cause de la sécurité collective, qui, dans cette affaire, coïncidait avec les intérêts britanniques, mais elle reculait devant l'éventualité d'une guerre. La France était plus divisée : conservateurs et nationalistes réprouvaient tout conflit avec l'Italie, alors que les mouvements de gauche réclamaient « le respect de la loi internationale ». Londres et Paris, qui craignaient de mécontenter l'Italie et de la voir se rejeter vers l'Allemagne, essayèrent de limiter au maximum la sévérité des sanctions, dont la réalité vint, en quelque sorte, de la longueur imprévue de la guerre. Non seulement la

SDN repoussa l'application de sanctions *militaires*, mais elle adoucit considérablement les sanctions *financières* et *économiques* décidées contre l'Italie. L'embargo fut mis sur les exportations à destination de ce pays, mais le fer, l'acier, le plomb, le zinc et le pétrole étaient exclus de la liste des produits dont le commerce avec l'Italie était interdit. L'Angleterre refusa de fermer le canal de Suez aux navires italiens. Les Éthiopiens s'indignèrent de cette comédie qui révélait la faiblesse de la SDN, de ces sanctions économiques limitées qui ne faisaient qu'irriter les Italiens sans les gêner vraiment. Pour essayer de concilier la fidélité aux principes de la SDN et leurs intérêts diplomatiques particuliers, le chef du *Foreign Office*, Sir Samuel Hoare (un des chauds partisans de l'*appeasement*, voir plus haut), et Pierre Laval proposèrent en décembre 1935, un nouveau compromis, très favorable à l'Italie et équivalant à peu près au compromis proposé par Anthony Eden à Mussolini à Rome en juin 1935 : l'Éthiopie abandonnerait à celle-ci les deux tiers de son territoire en échange d'une petite partie de l'Érythrée. Mussolini était tenté par ce plan qui était une prime à l'agression. Laval et Hoare y voyaient le moyen de reconstituer le « front de Stresa ». Toutefois ce « plan Laval-Hoare » fut ébruité par la presse, notamment en France par Geneviève Tabouis ¹ dans *L'Œuvre* et par *Pertinax* (André Géraud, 1882-1974) dans *L'Écho de Paris*, à la suite semble-t-il d'indiscrétions calculées de la part de hauts fonctionnaires du Quai d'Orsay. L'indignation de l'opinion britannique obligea Hoare à démissionner, le 19 décembre 1935, et il fut remplacé par Anthony Eden, ancien représentant britannique à Genève. Ce devait être un mois après le tour de Laval. Mussolini, sûr de sa victoire militaire, rejeta, de toutes façons, le plan Laval-Hoare. Alors, Paris et Londres durcirent leur position : l'embargo fut étendu au commerce pétrolier. Ce geste, qui venait trop tard, fut, de plus, inutile car le principal fournisseur officiel en pétrole de l'Italie, les États-Unis, ne faisait pas partie de la SDN et n'appliquait donc pas ses décisions. En réalité d'ailleurs, l'essentiel du pétrole venait de l'URSS, récemment admise à la SDN mais hostile à une trop grande extension des sanctions...

Le 5 mars 1936 le Négus demanda la paix, le 9 mai l'Éthiopie fut annexée à l'Italie et le roi d'Italie fut proclamé Empereur d'Éthiopie. Le 1er juin 1936, l'Italie unit ses trois possessions en une « Afrique orientale italienne ». Le 4 juillet, la SDN leva les sanctions prises contre l'Italie. Le Négus s'installe en Grande-Bretagne. La popularité de Mussolini était immense, même des antifascistes avaient rallié la mère-patrie. Le départ du Japon à l'occasion de la guerre de Mandchourie (voir plus loin) et celui de l'Allemagne (voir plus haut) avaient déjà affaibli la SDN, l'affaire éthiopienne acheva de la discréditer (l'Italie ne quittera la SDN que plus tard, seulement le 3 décembre 1937, après le Pacte anti-Komintern). Quant aux rapports germano-italiens, ils s'étaient resserrés économiquement — à la suite des sanctions de la SDN,

¹ Née Le Quesne. 1892-1985. Biographie : D.Maréchal, *Geneviève Tabouis. Les dernières nouvelles de demain (1892-1985)*, Nouveau Monde, 2003, 289 p.

l'Allemagne devint le premier fournisseur de l'Italie — et même politiquement, dans la mesure où Mussolini, ulcéré par l'attitude des démocraties occidentales, s'éloignait d'elles.

□ La guerre d'Espagne (1936-1939)

Cette guerre civile concerna en fait rapidement et à plus d'un chef les relations internationales. Fénelon n'avait-il pas écrit en 1712, dans les *Dialogues des morts* : « Toutes les guerres sont civiles ; car c'est toujours l'homme contre l'homme qui répand son propre sang, qui déchire ses propres entrailles. » En 1931 le roi Alphonse XIII, sur le trône depuis 1902, à la suite d'un large succès des partis républicains aux élections municipales, avait abandonné son trône et son pays, pour se réfugier en Italie. L'Espagne était devenue, sans résistance sur le moment, une république parlementaire et démocratique. Le nouveau régime, la Seconde République (première : 1873), se heurtait à de nombreuses forces d'opposition : le clergé, l'aristocratie foncière et les cadres de l'armée. En 1933, la droite l'emporta aux élections et s'engagea dans une politique de réaction, noyant dans le sang la grève insurrectionnelle des Asturies (octobre 1934) et provoquant le rapprochement entre les forces de gauche, servi par le virage pris par Staline et le Komintern. En 1936, les partis républicains — communistes, socialistes et radicaux — s'unirent en un *Frente popular* et l'emportèrent aux élections législatives de février 1936 (comme en France en mai). L'opposition, légalement vaincue, usa de la force : un groupe d'officiers, dirigés par les généraux Francisco Franco (1892-1975) et José Sanjurjo (1872-1936), décidèrent, avec la complicité de Mussolini, de s'emparer du pouvoir par un coup de force ; depuis longtemps d'ailleurs couraient dans le pays des rumeurs de putsch militaire. Le prétexte fut, le 13 juillet, l'assassinat du député monarchiste Calvo Sotelo par la police. Aussitôt, le 17 juillet, un *pronunciamento* éclata au Maroc espagnol, puis le 18 en Espagne métropolitaine. Le général Franco installa à Burgos un gouvernement rebelle. Les troupes rebelles, *nationalistes*, sous son commandement, occupèrent en moins de deux mois la moitié du pays. Mais le gouvernement républicain organisa la résistance ; les fronts se stabilisèrent et la lutte, acharnée, cruelle, horrible parfois, s'éternisa. Dès le 18 juillet 1936, des navires et avions allemands et italiens avaient participé au transport des insurgés du Maroc vers l'Espagne : l'extension de l'intervention étrangère ne risquait-elle pas de dégénérer en guerre européenne ?

La guerre devait durer près de trois ans, jusqu'en mai 1939, car les nationalistes avaient échoué dans leur tentative de coup de force brutal et complet. Elle fut impitoyable, les deux camps multipliant les représailles sanglantes. Au gouvernement républicain, à tendance socialiste, mais où les communistes prirent une influence croissante, et qui tenait solidement le triangle Madrid-Valence-Barcelone, s'opposèrent les *Rebelles* ou *Nationalistes*. Les premiers, anticléricaux, étaient néanmoins soutenus par les Basques catholiques, car ils admettaient une large autonomie provinciale, et par les anarchistes. Les seconds furent commandés par Franco,

depuis la mort de Sanjurjo, avec le titre de généralissime (12 septembre) puis de chef de l'État (1er octobre). Les Nationalistes réussirent, dès 1936, à couper les Républicains du Portugal en prenant Badajoz (14 août) ; puis ils s'emparèrent des provinces basques (1936-1937) et arrivèrent près de Madrid. Ils y furent arrêtés, et dès lors la guerre allait être surtout une guerre de positions. En avril 1938 toutefois, Franco atteignit le littoral Est, coupant Madrid de Barcelone. Cette ville tomba en janvier 1939. Le 28 mars, ce fut le tour de Madrid, la guerre était finie. Le président du conseil Juan Negrin (1892-1956) et d'autres dirigeants républicains se réfugièrent à l'étranger. Environ 500 000 Espagnols passèrent en France où ils furent par les autorités scandaleusement internés dans de misérables camps construits à la hâte (il en restera 325 000 en septembre 1939). Franco était victorieux, il déclara la fin officielle de la guerre le 1er avril 1939. Le camp du fascisme aussi : dès le 27 mars Franco adhéra au Pacte anti-Komintern.

Des Basques s'étaient **réfugiés** en France dès 1936, des Espagnols du Nord en 1937 et 1938. C'est la prise de Barcelone qui fit la crue de la *Retirada*. De nombreuses populations pyrénéennes françaises, habituées depuis des siècles à des contacts amicaux avec les Espagnols, accueillirent chaleureusement les **réfugiés**, civils et militaires. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'exil s'avéra définitif (voir plus loin). En 1953 l'Américaine Nancy MacDonald créa la *Spanish Refugee Aid*, qui allait aider des milliers de républicains espagnols réfugiés en France. Albert Camus (membre de la SRA) : « Dans ce monde sans mémoire, il est bon sans doute que quelques-uns s'en tiennent à la fidélité. Ils aideront peut-être un jour à faire pardonner ce que, dans la rage de leur cœur, ils n'ont pas pu empêcher. »

Dès l'origine, cette guerre civile était devenue une affaire internationale. Dès 1932 le fascisme italien avait pris contact avec les antirépublicains espagnols, deux ans plus tard Mussolini et Italo Balbo avaient rencontré des émissaires royalistes. L'Allemagne et l'Italie soutinrent les franquistes. Dès 1932 Mussolini soutint les antirépublicains espagnols et dès 1934, Mussolini avait pris contact avec certains chefs de l'insurrection qui se préparait déjà ; à elle seule, l'Italie fournit aux nationalistes 10 000 mitrailleuses, 250 000 fusils, 2 000 canons, des véhicules et des blindés légers et 50 000 « volontaires », pour la plupart désignés d'office parmi les troupes déjà formées en Éthiopie. Au contraire, la France — pourtant dirigée par un gouvernement de Front populaire — et l'Angleterre déclarèrent adopter une politique de « non-intervention ». Dès le 1er août 1936, sur l'initiative du ministre français des Affaires étrangères, Yvon Delbos (1885-1956), la France proposa un accord de non-intervention. L'Angleterre s'y rallia et aussi — avec bien des réserves — l'Allemagne et l'Italie. On décida d'empêcher la fourniture d'armes et de soldats aux deux adversaires. Pourtant Léon Blum était d'abord décidé à respecter l'accord franco-espagnol de commerce, qui prévoyait des livraisons d'armes, passé par le gouvernement français précédent en 1935, donc avant le déclenchement de la guerre civile espagnole. En fait, les accords de non-intervention furent nuisibles au gouvernement républicain, car ils furent respectés surtout par la France et l'Angleterre.

L'Allemagne et l'Italie — et, pour l'autre camp, l'URSS — ne tardèrent pas à les tourner. Par la suite, le gouvernement français laissera filtrer à travers la frontière pyrénéenne quelques armes et quelques volontaires. Mais cette aide timide, cette « non-intervention relâchée »¹, jointe à celle, lointaine et difficile, de l'URSS, ne suffit pas à rétablir l'équilibre des forces.

En dépit de la « non-intervention », quels furent les engagements réels ? Des « brigades internationales », principalement communistes, avaient été créées par le Komintern le 18 septembre 1936 pour aider le gouvernement. Josip Broz (alors surnommé *Walter*, c'est le futur *Tito*, 1892-1980) assura à Paris la coordination du recrutement (35 000 hommes), dont l'essentiel vint de France (9 000 volontaires), de Grande-Bretagne (2 000 volontaires), d'Italie (3 000) et d'Allemagne. Les pertes furent extrêmement lourdes, de sorte que leur poids militaire devint négligeable en 1938 et qu'elles furent dissoutes le 23 octobre 1938 à Barcelone, les combattants voulant rester en Espagne étant incorporés dans l'armée. Ce fut la principale traduction militaire de l'antifascisme dans l'Europe de l'entre-deux-guerres. Franco, lui, bénéficia de l'appui efficace de pseudo-volontaires italiens et d'aviateurs et techniciens allemands. Pour Hitler, la guerre d'Espagne était une magnifique occasion d'expérimenter son armement nouveau. Il se réjouissait aussi de voir un nombre important de soldats italiens (60 000 hommes en 1937) retenus longuement en Espagne : l'Italie ne pourrait plus interdire l'*Anschluss* comme en 1934. L'Italie et l'Allemagne ne cachaient pas leurs sympathies idéologiques envers le mouvement franquiste, qui partageait leur haine du bolchevisme et dont la victoire renforcerait la position des dictatures. Mussolini encourageait depuis 1934 les groupes espagnols d'opposition, monarchiste et surtout phalangiste ; il comptait tirer parti d'une intervention aux côtés des insurgés pour se faire concéder des avantages économiques en Espagne et assurer l'hégémonie italienne sur la Méditerranée occidentale. À court terme, les Italiens s'installèrent dans la base de Majorque, dans les Baléares. L'Allemagne souhaitait également obtenir une priorité dans les exportations espagnoles de pyrites et de minerais de fer, cuivre et manganèse, indispensables à son industrie d'armement. Mais, pour Hitler, l'affaire d'Espagne s'intégrait aussi dans un contexte politico-stratégique plus vaste : dans un conflit futur, une Espagne nationaliste pourrait exercer une pression sur la frontière pyrénéenne de la France. Hitler et Mussolini reconnurent dès novembre 1936 le gouvernement nationaliste.

Dans l'immédiat, cette nouvelle tension européenne aggraverait l'hostilité entre l'Italie et les démocraties et inciterait le Duce, déjà froissé de l'attitude franco-anglaise dans la question éthiopienne, à se rapprocher de l'Allemagne. Aussi, tout en accordant aux franquistes un soutien limité, Hitler espérait-il voir la guerre civile traîner en longueur et l'Italie s'y engager activement. Déjà s'esquissait tacitement un partage des zones d'expansionnisme : contrôle du bassin méditerranéen par les Italiens, qui devront donc prendre en Espagne les responsabilités

¹ R.Frankenstein, *Le prix du désarmement français (1935-1939)*, Publications de la Sorbonne, 1982, 382 p.

les plus grandes, Europe centrale pour l'Allemagne nazie. La France et la Grande-Bretagne avaient conscience du danger qu'impliquerait pour leurs intérêts méditerranéens une collusion italo-espagnole : les Anglais craignaient pour le statut de Gibraltar, la France pour le Maroc et les liaisons maritimes avec l'Afrique du Nord, que pourrait menacer l'installation de bases italiennes aux Baléares. Mais, comme dans l'affaire éthiopienne, l'attitude des démocraties fut indécise. Les déchirements de l'opinion publique empêchèrent un engagement officiel de la France aux côtés des républicains : aussi le gouvernement de Front populaire fut-il finalement heureux de trouver dans le refus britannique d'intervention une justification à sa propre passivité.

Quant à l'URSS, elle était décidée à soutenir les républicains, mais elle attendit le 4 octobre pour exprimer publiquement son soutien à leur cause et l'éloignement rendait son assistance difficile. Elle envoya 3 000 « conseillers », tankistes et aviateurs, fournit 30 000 mitrailleuses, des fusils par centaines de milliers, un millier de chars T 26 et un millier de chasseurs *Chatos*, tout ceci en échange d'une très importante livraison d'or de la Banque d'Espagne. Sans les armes soviétiques, la République espagnole aurait été balayée dès novembre 1936. De nombreux incidents eurent lieu, dont le plus sanglant fut le bombardement de représailles du port d'Ibiza par le cuirassé *Deutschland* et le torpillage de navires russes par des sous-marins italiens. Mais la guerre générale fut évitée.

La guerre d'Espagne excita les passions partout en Europe. Les « antifascistes » protestèrent avec éclat contre l'intervention et les cruautés des fascistes et des nazis. Certains catholiques — pas tous — furent favorables à Franco parce que ses adversaires pratiquaient une politique antireligieuse. C'est la guerre d'Espagne qui, dans les années trente, suscita le plus de prises de position parmi les intellectuels. Les Américains Ernest Hemingway (*Pour qui sonne le glas*, 1940) et surtout John Dos Passos (1896-1970), André Malraux (voir biographie ci-dessous), engagé dans les « brigades internationales » (*L'Espoir*, 1938), proclamèrent leur antifranquisme. Le catholique Georges Bernanos (1888-1948), dont les sympathies étaient d'abord allées à Franco, dénonça ensuite, dans *Les grands cimetières sous la lune* (1938), les massacres perpétrés au nom de l'idéologie nationaliste. Touché par les malheurs de sa patrie, Pablo Picasso (1881-1973) donna alors une série d'œuvres comme *Guernica* (1937) qui imposaient une vision tragique de la guerre.

André MALRAUX (1901-1976)

Né dans une famille bourgeoise mais à Montmartre, André Malraux pâtit de la séparation de ses parents alors qu'il n'avait que quatre ans : il est élevé par sa mère, sa grand-mère et une tante dans une épicerie de Bondy, près du canal de l'Ourcq, et il détestera toujours

son enfance (*cf. ses Antimémoires*). Néanmoins, le « **fil** de l'épicière » dévore la bibliothèque municipale de la petite ville (maintenant dans le « 93 »), entre dans une EPS (École primaire supérieure) de Paris, fréquente les bouquinistes, les concerts, les expositions et les théâtres. En 1918, le fort bourgeois lycée Condorcet refuse d'inscrire ce « fils d'épicière », qui doit renoncer à tenter le baccalauréat et se met à vendre des livres d'occasion (« chiner ») pour son compte et pour le libraire René-Louis Doyon (1885-1966). Il accumule ainsi une immense culture d'autodidacte fureteur et « chineur ». Cela lui permet également des **rencontres littéraires et artistiques** (Max Jacob, Mauriac, Cendrars, Aragon, Cocteau, Éluard, Tzara, Artaud, Satie, Chagall, Delaunay...), les **articles**, les **comptes rendus** (le premier en 1920 dans la revue *La Connaissance* de Doyon), la direction artistique des éditions du Sagittaire, etc.

À vingt ans, Malraux gagne pas mal d'argent, **voyage**, se marie (Clara Goldschmidt, divorce en 1946), joue à **la Bourse**... Il découvre Berlin et l'expressionnisme allemand, entre à la NRF, parvient à se faire réformer ; mais à 22 ans il est ruiné en Bourse : pour compenser et se « refaire », André Malraux **cherche éperdument l'aventure et l'argent facile**. Il les trouve en 1923 en entreprenant un **voyage au Cambodge à la recherche de statues khmères, qui lui vaut une arrestation et un procès pour vol d'objets historiques**. Condamné en juillet 1924, il est libéré devant la mobilisation des écrivains en sa faveur, il retourne à Saïgon en 1925 pour animer un **journal anticolonialiste, L'Indochine**. En 1926, Malraux regagne la France et publie une **série d'ouvrages** où son expérience asiatique sert de base à des essais ou à des romans, *La Tentation de l'Occident* (1926), *Les Conquérants* (1928), *La Voie Royale* (1930), **enfin La Condition Humaine** (1933) **qui lui vaut le prix Goncourt** et dans laquelle il évoque la révolution de Shanghai, bien que, contrairement à une légende qu'il a complaisamment entretenue, il n'ait **en rien participé à la révolution chinoise**, n'ayant fait en Chine qu'un très bref séjour.

Dès ce moment, Malraux apparaît comme un **écrivain engagé à gauche**, membre de l'Association des Écrivains et Artistes révolutionnaires, **compagnon de route du Parti communiste**, militant en faveur des communistes indochinois. Non que Malraux soit le moins du monde marxiste. Profondément convaincu du caractère précaire de la condition humaine, il considère que le seul moyen d'échapper à cette médiocrité est de trouver une cause qui vaille la peine de sacrifier sa vie. Or, dans le contexte des années trente, cette cause lui paraît être la révolution et son meilleur agent le Parti communiste. C'est pourquoi, sans conviction idéologique et sans illusion sur le stalinisme, **il combat aux côtés des communistes, en particulier lorsque ceux-ci prennent en 1934 la tête du courant antifasciste. Malraux est, dès lors, un des plus en vue des écrivains révolutionnaires, paraissant sur les estrades dans les grandes manifestations de masse** organisées par les communistes ou leurs alliés, se rendant en Allemagne avec Gide pour réclamer la libération de Georgi Dimitrov (1882-1949), animant les manifestations en faveur d'Ernst Thälmann (voir plus haut), dirigeant communiste allemand emprisonné par les nazis. En revanche, Malraux ne joue qu'un **rôle limité à l'époque du Front Populaire**. Dès l'éclatement de la guerre civile d'Espagne, il franchit les Pyrénées pour **combattre**

aux côtés des Républicains (vieux mythe de l'écrivain combattant de Byron à D'Annunzio, un engagement individuel en contradiction avec la règle de l'Internationale) **et organise l'escadrille España** — avec l'aide de Pierre Cot, ministre de l'Air du Front populaire — **dont il recrute les pilotes**. Il en ramène un **roman, *L'Espoir* (1937)**, tourne en 1938 un film (*Sierra de Teruel*), qui sort en 1939 et s'appellera *L'Espoir* après la Deuxième guerre mondiale. Il a aussi fait des conférences aux États-Unis (février 1937) pour défendre les républicains et justifier ses sympathies communistes.

En 1939, Malraux s'engage et est brièvement prisonnier en 1940. Cette période d'intense activité est suivie d'une **retraite intellectuelle** vers une réflexion philosophico-esthétique dont le tournant est amorcé avec la parution des *Noyers de l'Altenburg* (1943) et qui culminera en 1951 avec *Les Voix du Silence*. Abandonnant le communisme, Malraux cherche désormais dans **l'art** le moyen d'opposer une forme d'éternité à la précarité de la condition humaine. Il se détourne de l'action et reste **en marge de la Résistance**, malgré des contacts pris dès septembre 1942, ne sortant de sa passivité que fin mars 1944, après l'exécution de ses deux frères, pour se faire reconnaître **chef de maquis sous le nom de colonel Berger, combattre courageusement (il est blessé et pris par la Gestapo) et continuer la guerre comme commandant de la Brigade Alsace-Lorraine. Durant l'été 1945, il entre au cabinet du général de Gaulle qui en fait son ministre de l'Information, de novembre 1945 à janvier 1946.**

Fasciné par de Gaulle, conquis par l'idée de patrie dans laquelle il voit désormais la grande cause à laquelle se dévouer, Malraux devient en 1947 **délégué à la propagande du RPF**. Il apporte alors au gaullisme partisan son sens de l'organisation du meeting et des parades, son éloquence syncopée d'orateur vedette, sa fidélité têtue, son anticommunisme inspiré. Mais il s'éclipse quand le RPF refuse le coup de force après les élections de 1951 et il **se réfugie une fois encore dans l'écriture, avec son *Musée imaginaire***. Tout en continuant ses recherches sur l'art et en protestant — brièvement — contre la torture en Algérie (avril 1958), il est désormais un **homme politique** qui organise la mise en scène, oratoire notamment, du référendum de septembre 1958, est ministre délégué à la présidence du Conseil chargé de l'Information de juin 1958 à juillet 1959 et sera **dix ans ministre de la Culture du général de Gaulle, de 1959 à 1969**. La fonction a été taillée à sa mesure par Michel Debré et de Gaulle lui laisse les coudées franches. Avec un budget très mince (moins de 0,5 % des dépenses de l'État), une équipe réduite, quelques administrateurs venus de la France d'outre-mer (!), il taille son domaine dans les héritages des Beaux-Arts et de la Direction des Arts et Lettres de l'Éducation nationale, **se désintéresse de l'éducation populaire et de la communication**, met en route une **administration hétéroclite et fragile**. **À son actif**, des mesures spectaculaires (les façades de Paris ravalées, Chagall peignant le plafond de l'Opéra, *La Joconde* envoyée à New York et *La Vénus de Milo* à Tôkyô, de grandes expositions, etc.), une poursuite de la décentralisation théâtrale, des aides renouvelées à la musique et au cinéma, une loi sur les secteurs sauvegardés, le lancement en 1964 de l'Inventaire général des Monuments et Richesses artistiques et, surtout, l'installation

de nouvelles Maisons de la Culture (Bourges, 1964, d'abord) : Malraux se fait l'homme des Maisons des Jeunes et de la Culture, réorganisées et multipliées (première loi les fédérant en 1951). Malraux est par ailleurs **l'émissaire favori de De Gaulle, le chantre officiel du gaullisme, le barde et le pèlerin de la nouvelle République**. À ces titres, enluminés dans ses *Antimémoires* (1967, il invente beaucoup...), il rencontre les grands de ce monde, s'entretient, secoue des auditoires, en endort d'autres, accumule visions mondiales en raccourcis et **oraisons funèbres pathétiques**, comme celle de Jean Moulin au Panthéon en décembre 1964. L'aventurier érudit, l'écrivain, le militant, sont visés par un attentat de l'OAS. La **fonction ministérielle** fait du vieil homme qui dort régulièrement lors des conférences de presse du général de Gaulle, l'insurgé pathétique et vain contre la jeunesse de mai 68 à laquelle il avait ressemblé (au premier plan à la cérémonie de l'Arc-de-Triomphe du 30 mai 1958). Mai 68 l'a fort déconcerté mais ce ministre du parti de l'Ordre pressent la crise de civilisation.

Il quitte les affaires à la suite de la démission de De Gaulle en 1969, se retire dans sa maison de Verrières, paraît parfois à la télévision, ravagé de tics et prophétisant. La mort du Général en 1970 lui arrache quelques-unes de ses plus belles pages et l'« invention » de la croix monumentale de Colombey. Surtout, il **continue d'écrire**, avec rage, luttant contre le temps et la mort, mais sans être jamais totalement coupé de la rumeur du monde : en 1971, il s'envole pour secourir le Bangladesh. Il **soutient maladroitement la candidature de Jacques Chaban-Delmas à la présidentielle de 1974**, avec l'air « d'un dominicain hérétique échappé des flammes du bûcher et hanté encore par l'odeur du roussi » (Jean Lacouture). Il meurt le 23 novembre 1976 ; ses cendres sont transférées au **Panthéon** en 1996, 32 ans après son discours pour le transfert de celles de Jean Moulin.

Dès le *Pronunciamiento*, **Picasso** a pris le parti de la République. Le 26 avril 1937, jour du marché, les Allemands bombardèrent (40 avions, 10 tonnes de bombes explosives, 30 tonnes de bombes incendiaires), dans le but de démoraliser la résistance basque, la petite ville de Guernica (1 654 morts et 889 blessés sur 7 000 habitants), foyer des libertés basques. Le célèbre tableau condamne ce bombardement sauvage. L'œuvre fut montrée au public pour la première fois lors de l'Exposition internationale de Paris en juillet 1937.

Franco veilla à toujours maintenir de bonnes relations avec les États-Unis (le pétrole !) et avec la Grande-Bretagne. La victoire des nationalistes leur valut la reconnaissance du nouveau gouvernement par la France et l'Angleterre le 27 février 1939.

□ **La formation d'un front fasciste : l'axe Rome-Berlin (1936)**

Le rapprochement entre les trois agresseurs des années trente — Japon (voir plus loin), Italie et Allemagne — se fit au terme du passage du « licite » à l' « illicite ». Il intervint au moment où les trois régimes subissaient une radicalisation et dans un contexte où les régimes autoritaires se multipliaient. Il contribua puissamment à faire du XXe siècle le « siècle de la peur » (Albert Camus), l'idée et le risque de guerre étant acceptés par l'Allemagne et le Japon, nouvelle « accélération de l'histoire ».

Albert **Camus**, éditorialiste de *Combat*, y écrivit en novembre 1946 : « Le XVIIe siècle a été le siècle des mathématiques, le XVIIIe siècle celui des sciences physiques, et le XIXe siècle celui de la biologie. Notre XXe siècle est le siècle de la peur. On me dira que ce n'est pas là une science. Mais d'abord la science y est pour quelque chose... De plus, si la peur en elle-même ne peut être considérée comme une science, il n'y a pas de doute qu'elle ne soit cependant une technique. »

L'accord austro-allemand de juillet 1936 fut le premier des trois traités signés par le IIIe Reich dans la seconde moitié de l'année 1936. Aux termes de cet accord, l'Allemagne reconnut la souveraineté de l'Autriche et s'engagea à ne pas intervenir dans les affaires intérieures autrichiennes. En échange de ces garanties solennelles, le gouvernement de Vienne promit d'agir en « État allemand », autrement dit d'aligner sa politique étrangère sur celle de Berlin. Le chancelier Schuschnigg était persuadé qu'il avait ainsi mis fin aux risques d'*Anschluss*. Pour Hitler cet accord offrait un double avantage : d'une part le gouvernement autrichien cessait de surveiller le parti nazi d'Autriche, qui put déployer à partir de ce moment un immense effort de propagande, et, d'autre part, le principal obstacle au rapprochement germano-italien disparaissait.

Le plus important résultat diplomatique de la guerre d'Éthiopie et de la guerre d'Espagne fut le rapprochement germano-italien. L'identité des réactions de l'Allemagne et de l'Italie en face des événements espagnols facilitait le rapprochement et la constitution de l'Axe, d'autant qu'en réorientant la diplomatie fasciste vers une politique de prépondérance en Méditerranée, la guerre d'Espagne avait détourné Mussolini de ses anciennes visées danubiennes. Le 9 juin 1936, le comte Galeazzo Ciano, gendre de Mussolini, âgé de 33 ans, fut nommé ministre des Affaires étrangères. Résolument partisan d'un rapprochement avec l'Allemagne, Ciano se rendit à Berlin en octobre et y signa un protocole qui n'était pas une alliance, mais une déclaration d'amitié et de solidarité. À l'issue de cette entrevue avec Hitler, un communiqué fut publié, dans lequel les deux gouvernements allemand et italien affirmèrent leur volonté de « déployer une action commune dans l'œuvre de paix et de reconstruction ». C'était beaucoup plus que la prudente tentative de rapprochement avec l'Allemagne, opérée à l'été 1936 par Léon Blum et son ministre des Affaires étrangères, Yvon Delbos, et symbolisée par l'acceptation française d'une participation aux Jeux olympiques de Berlin, en août 1936.

Léon BLUM (1872-1950)

Né à Paris dans une famille de bourgeois israélites aisés, il est reçu en 1890 (à 18 ans !) à l'École Normale Supérieure qu'il doit quitter au bout d'une année (très indiscipliné, il a échoué à la licence de lettres !) pour des études de droit. Il fait ensuite une double carrière, juridique, comme auditeur, puis maître des Requêtes au Conseil d'État (à partir de 1895), et chroniqueur littéraire dans les revues d'avant-garde où écrivent de jeunes esthètes, comme *La Revue blanche* ou le *Gil Blas*. Blum publie plusieurs ouvrages qui témoignent d'une plume élégante, d'une sensibilité aigüe et d'une intelligence déliée : encore en 1914, il écrira *Stendhal et le beylisme*. En 1907, son livre *Du mariage*, où il affirme la polygamie naturelle de l'homme et préconise le « mariage à l'essai » ainsi que, pour les jeunes filles aussi l'expérience sexuelle avant le mariage, fait scandale.

L'affaire Dreyfus l'oriente vers la politique et, sous l'influence de Lucien Herr (1864-1926), bibliothécaire de l'École Normale Supérieure, qui l'a convaincu de l'innocence de Dreyfus et avec lequel il s'est lié d'une grande amitié jusqu'à la mort de Herr (1926), il devient socialiste. Il rompt avec Barrès, se lie avec Jaurès et collabore à *L'Humanité* dès les débuts. Mais à la Belle Époque, s'il participe à la fondation de la SFIO, il reste un lettré, soucieux de sa vie de famille. C'est la mort de Jaurès qui le sort de l'ombre. Chef de cabinet du ministre socialiste Marcel Sembat de 1914 à 1916 (Travaux publics), il est au sein de la SFIO un des avocats de l'Union sacrée.

Il publie en 1918 *Le Réforme gouvernementale* où il met l'accent sur le rôle directeur du président du Conseil qui assure l'harmonie des pouvoirs ; à contre-courant de l'opinion républicaine courante qui situe dans le parlement la légitimité démocratique, Léon Blum annonce ainsi les réflexions de l'entre-deux-guerres sur le parlementarisme rationalisé et le renforcement de l'exécutif. Dans le vide laissé par la mort de Jaurès, il occupe le centre dont le parti a besoin après la révolution d'Octobre. En 1919, il écrit *Pour être socialiste* et c'est lui qui rédige le programme électoral des socialistes. C'est à ces élections législatives seulement qu'il se présente pour la première fois, à 47 ans. C'est vraiment le moment de son véritable engagement politique. Un an plus tard, au congrès de Tours, il est le principal orateur de la minorité qui s'oppose à la transformation de la SFIO en Section Française de l'Internationale Communiste (SFIC). Dans ce combat, Léon Blum prend date. Porte-parole (et excellent orateur pour un congrès) de la minorité opposée à la IIIe Internationale, il prononce au congrès de Tours un discours qui fixe en trois points la charte de la SFIO : fidélité, distinction et unité. Tout naturellement, il va devenir, sans autre titre que celui de directeur du *Populaire* et de président du groupe parlementaire socialiste, le chef véritable du parti, son tacticien et son inspirateur, le secrétaire général étant Paul Faure (1878-1960).

Orateur respecté et écouté, auteur d'articles très lus, Léon Blum demeure avant tout un intellectuel, un esthète raffiné, d'une profonde sensibilité, conduit au socialisme par des exigences morales et un sens aigu de la justice. Cet intellectuel est, jusqu'en 1936, d'un

marxisme rigoureux, écartant tout compromis, et d'ailleurs poussé à l'intransigeance par la pression qu'exerce le parti communiste, prompt à dénoncer dans les socialistes des « sociaux-traitres » réformistes. Or Léon Blum affirme que socialistes et communistes ne sont pas séparés par le but à atteindre, la société sans classes décrite par Marx, mais par le moyen d'y parvenir. Pour les socialistes, la prise de pouvoir n'est pas le coup de force, affirme Blum, critiquant le léninisme, mais l'octroi par la majorité du peuple, au suffrage universel, du pouvoir aux partis prolétariens. La révolution n'est pas la prise de pouvoir, ajoute-t-il, reprochant aux communistes de s'en tenir à cette thèse, mais la **transformation des structures de la société** après cette prise de pouvoir. Si ce qui sépare les vues de Blum de celles des communistes apparaît ainsi clairement, il lui est plus difficile d'expliquer comment pratiquer les réformes dont, à l'exemple de Jean Jaurès, il affirme le bien-fondé. C'est poser tout le **problème des rapports entre les socialistes et le pouvoir avant la conquête du pouvoir**. En 1924, le parti socialiste SFIO qui a accepté de constituer des listes de Cartel avec les radicaux, refuse d'entrer au gouvernement, se contentant d'un « soutien sans participation » qui est pour beaucoup dans l'échec du Cartel des gauches. En 1926-1927, examinant l'éventualité d'une situation dans laquelle le parti socialiste serait l'élément le plus nombreux d'une coalition de gauche, sans que, toutefois, il y ait une majorité « prolétarienne » il définit pour ce cas de figure un « **exercice du pouvoir** » **dans le cadre des structures du capitalisme**, mais dans un sens réformateur, distinct de la conquête du pouvoir qui conduirait à la révolution. Il évoque même quelques années plus tard l'« **occupation** » **du pouvoir** destinée à empêcher les fascistes de s'y installer.

Détesté par les communistes, par la droite antisémite, irritant les radicaux, Blum siège sans discontinuer comme **député de la Seine** à la Chambre de 1919 à 1928, date à laquelle il est battu par le communiste Jacques Duclos (1896-1975) avec l'aide des voix de droite. Il se présente alors à **Narbonne**, en 1929, à la faveur d'une élection partielle, et représente cette circonscription jusqu'en 1940. Masi **sans l'âme d'un élu local** : il a abandonné à plusieurs de ses proches le soin de s'occuper de la « machine électorale » locale. Blum reste profondément le **chef d'un grand parti national**. Ce désintérêt politique pour le département de l'Aude, que Blum ne considère pas comme un « fief » à conforter, tranche avec l'attitude d'un bon nombre d'hommes politiques des années 1930. On songe, exemple parmi d'autres, à Daladier.

En 1936, les élections ayant donné la majorité à la coalition du Front Populaire et les socialistes constituant le groupe parlementaire le plus nombreux de la nouvelle majorité, **Léon Blum devient président du Conseil, le 4 juin 1936**, alors que deux millions d'ouvriers sont en grève. Aux yeux de ses adversaires et de certains de ses détracteurs, Léon Blum est d'abord, parce que juif, **un non-Français**, ce que le député nationaliste **Xavier Vallat** (1891-1972) ne manque pas de rappeler, le 6 juin 1936 à la Chambre, au chef du gouvernement, dans une intervention presque unique en son genre dans les annales parlementaires : « Votre arrivée au pouvoir, Monsieur le Président, est incontestablement une date historique. Pour la première fois, ce vieux pays gallo-romain sera gouverné [...] par un Juif [...]. » Blum n'a depuis longtemps

guère de liens avec le judaïsme traditionnel mais il ne renie pourtant jamais ses origines. Sous le Front populaire, Blum applique strictement la **ligne de conduite** qu'il s'est fixée : il prend ses fonctions dans le respect des délais constitutionnels, il se retire quand le Sénat, pourtant élu au suffrage indirect, refuse de voter les crédits qu'il demande : tout n'est pas possible, contrairement à ce qu'a proclamé (et titré) Marceau Pivert (gauche de la SFIO). Le pain, la paix, la liberté : sur les trois points du programme du Rassemblement populaire, la réussite est inégale. En quelques semaines, Blum va prendre une **série d'importantes mesures** : lutte contre la crise par l'augmentation du pouvoir d'achat des masses grâce aux **Accords Matignon** qui augmentent les salaires de 12 % en moyenne, amélioration de la condition ouvrière et lutte contre le chômage par la loi des 40 heures et l'octroi de deux semaines de congés payés, réforme de la Banque de France, nationalisation des industries de guerre, création de l'Office national interprofessionnel du Blé (ONIB), etc. Mais l'euphorie qui salue ces mesures durant l'été 1936, est de courte durée ; dès l'automne, les **difficultés** s'amoncellent, irritation du parti communiste devant la non-intervention décidée face à la guerre d'Espagne, violentes attaques antisémites de la presse d'extrême droite, montée du fascisme avec la création du Parti populaire français (PPF) de Jacques Doriot (1898-1945), complot de la Cagoule, échec économique marqué par la hausse spectaculaire des prix, la dévaluation de l'automne 1936, la fuite des capitaux, rupture avec les classes moyennes inquiètes de l'agitation sociale et atteintes par les mesures favorables au monde ouvrier. En juin 1937 le mécontentement des radicaux qui passent à une opposition larvée, conduit au **renversement du gouvernement Blum par le Sénat**. Après avoir songé à résister en demandant au président Albert Lebrun (1871-1950) de dissoudre la Chambre, Blum s'incline en raison des dangers de la situation internationale.

Vice-président du Conseil du gouvernement Chautemps de juin 1937 à janvier 1938, angoissé par la menace hitlérienne, il tente vainement en mars 1938 de constituer un gouvernement d'union nationale, allant de « Thorez à Louis Marin ». Devant le refus de la droite, il se contente de former un **nouveau gouvernement de Front Populaire que le Sénat renverse aussitôt** (8 avril 1938). Désormais, Léon Blum subordonne toute son action à la préparation de la défense de la France contre l'Allemagne nazie, dénonçant le **« lâche soulagement » qui a suivi Munich** et favorisant la participation des socialistes à l'Union Nationale en 1939-1940. Le 10 juillet 1940, il fait partie des 80 parlementaires qui refusent le vote des pleins pouvoirs au maréchal Pétain et la mort de la IIIe République.

Arrêté le 15 septembre 1940 par le gouvernement de Vichy, Blum est jugé au procès de Riom (1942) où il prononce un réquisitoire, très efficace, contre ses accusateurs, qui interrompent le procès au bout de deux mois. Depuis la prison, Léon Blum affirme son soutien à de Gaulle et organise une résistance socialiste. Il est livré aux Allemands en 1943 et déporté (Büchenwald, Dachau) avec sa (troisième) femme, qu'il épouse en camp (Jeanne, divorcée de l'avocat Henri Torrès, veuve d'un homme d'affaires juif, première visite de Premier ministre de

Pierre Mauroy en 1981, l'année avant sa mort). Il ne doit de garder la vie qu'au fait que les Allemands le gardent en otage. Libéré par les Américains, de retour en France le 14 mai 1945, Léon Blum prend à 73 ans le rôle du sage qui refuse les concessions et, en toute occasion, choisit de parler vrai. Il refuse le ministère d'État que de Gaulle lui propose à son retour de captivité, mais jouera un **rôle politique important au début de la IVe République** sans s'engager dans les luttes partisans : éditorialiste du *Populaire*, inspirateur de la SFIO, négociateur auprès des Américains (accords Blum-Byrnes) et même, en décembre 1946-janvier 1947, éphémère président du Conseil en attendant l'entrée en fonctions officielle du premier président de la IVe République, Vincent Auriol, issu de la SFIO et du Front populaire. Mais Léon Blum ne réussit pas à maintenir à la tête de la SFIO Daniel Mayer, en qui il avait toute confiance, contre l'irruption de Guy Mollet.

Acteur essentiel de notre histoire, Léon Blum ne ressemble guère à la majorité des hommes politiques de la IIIe République, finissante : il n'est pas un « homme d'État », mais, selon son propre mot (1950), un « **amateur** ». L'amateurisme désigne l'écart entre la position de premier plan que Léon Blum occupe dans le débat politique et **une carrière d'homme politique tout à fait hétérodoxe au regard des normes dominantes dans la France de la IIIe République**. Cette carrière originale s'explique, chez Blum, par une distance vis-à-vis de l'exercice du pouvoir politique.

Le 25 juillet 1936 l'Allemagne reconnaît l'Éthiopie italienne ; en septembre, Hans Frank (1900-1946), ministre sans portefeuille du gouvernement allemand rencontre à Rome Ciano et Mussolini et jette avec eux les bases d'un véritable partage de l'Europe, Hitler reconnaissant l'hégémonie en Méditerranée en échange du désengagement italien dans la zone danubienne. En retour, Ciano fait un voyage à Berlin, le mois suivant. Il ne signe pas d'accord avec Konstantin von Neurath (ministre des Affaires étrangères, 1873-1956) ou Hitler, mais ces hommes constatent l'identité de vues entre Allemagne et Italie sur la plupart des problèmes européens : une « entente cordiale », qui va être baptisée par Mussolini. Le 1er novembre Mussolini déclare à Milan : « Cette entente... cette verticale Berlin-Rome n'est pas un diaphragme, c'est plutôt un axe autour duquel peuvent s'unir tous les États européens animés d'une volonté de collaboration et de paix. » De cette phrase est resté le nom d'axe Rome-Berlin. Comme l'Entente cordiale franco-britannique de 1904, il ne repose sur aucun engagement précis, il n'est que l'ébauche d'un rapprochement, la constatation d'un accord plutôt qu'un accord proprement dit. Même vague, il n'en est pas moins le signe que deux blocs antagonistes se forment en Europe. L'Italie est en passe de se mettre sous l'influence de l'Allemagne, mais elle conclut le 2 janvier 1937 un *gentleman's agreement* avec la Grande-Bretagne sur la liberté de circulation en Méditerranée, affirmant en outre n'avoir aucune visée sur le territoire espagnol. Notons qu'en même temps Hitler se rapproche par des traités

commerciaux, ou par la crainte qu'il suscite, de la Yougoslavie, où le prince Paul, régent, gouverne de façon autoritaire, de la Hongrie, voire de la Roumanie. Au contraire, la France voit un de ses alliés, la Belgique, dénoncer l'alliance et reprendre son indépendance d'action (octobre 1936). Le roi Léopold III (1901-1983) dénonce en effet le 6 mars 1936 l'alliance militaire défensive conclue le 7 septembre 1920 avec la France et le 14 octobre 1936 il revient à une politique extérieure des « mains libres », affirmant sa volonté de n'accepter la guerre qu'en cas d'agression. L'Allemagne annonce aussitôt son intention de respecter l'intégrité et l'inviolabilité du territoire belge !

Le Pacte anti-Komintern (25 novembre 1936) est signé quelques jours après par l'Allemagne et le Japon ; il élargit considérablement le champ des alliances du IIIe Reich. Cet accord entre deux grandes puissances impérialistes, toutes deux démissionnaires de la SDN, n'est théoriquement qu'une entente par laquelle les gouvernements de Berlin et de Tôkyô s'engagent à lutter contre l'Internationale communiste dont le siège est à Moscou. Pour complaire à leur partenaire, les nazis abandonnent leur soutien aux nationalistes chinois, rappelant leurs experts militaires. En fait, l'accord prélude à un partage du monde en zones d'influences : l'Italie y adhère le 6 novembre 1937 ; en 1939 ce sera le tour de la Hongrie, de l'Espagne et du Manzhouguo (Mandchoukouo), reconnu le 28 mai 1938 par l'Allemagne. Ainsi, à la fin de l'année 1936, la diplomatie allemande a tissé un réseau d'alliances. Les trois pays qui réclament la conquête d'un espace vital se rapprochent. Tandis que l'Italie renonce à ses ambitions danubiennes au profit de l'Allemagne et se tourne délibérément vers la reconstruction de l'ancestral *Mare nostrum*, les ambitions hitlériennes et nippones se précisent et se complètent. Tandis que les forces impérialistes s'organisent, le monde glisse insensiblement vers l'inévitable guerre...

CHAPITRE 13. LES TENSIONS HORS D'EUROPE

□ La bonne conscience coloniale

La mission civilisatrice et humanitaire des Européens est exaltée. Il n'y a pas chez les métropolitains de remise en cause du bien-fondé de la domination coloniale : la colonisation est légitime, elle unifie les nations, la notion de « trésor commun de l'humanité » se répand, on insiste sur la mise en valeur et la Première Guerre mondiale a accru la justification de la colonisation. Kipling est souvent rappelé, Albert Sarraut titre en 1931 son ouvrage *Grandeur et Servitude coloniale*, et Lyautey déclare en 1931 : « Coloniser, c'est gagner à la douceur humaine les cœurs farouches de la savane ou du désert ».

Les voix anticoloniales sont très minoritaires : les aspirations nationales sont d'ailleurs niées et de nombreuses formules montrent un aveuglement total. Albert Sarraut (voir biographie plus haut) dit en 1931 : « Tous ceux de nos protégés dont la sagesse est faite de l'expérience du passé et de l'observation attentive du présent ont peur de l'indépendance », le Haut-Commissaire britannique en Égypte s'exclame en 1933 : « la bonne administration est leur (*sic*) seul désir et leur seul intérêt ». Le mépris pour les chefs nationalistes est évident : Churchill qualifie ainsi Gandhi de « fakir à demi nu » ! Dans l'entre-deux-guerres se développe l'idée de l'« évidence » de l'« anarchie » que serait l'indépendance. Alain, philosophe radical, prédit, en cas d'abandon « que la simple et aveugle coutume établira partout, si nous laissons faire, un régime de crasse, de négligence et de fanatisme, sans compter la force nue, qui passera comme le cyclone. »

En conséquence, perdure l'ignorance intellectuelle vis-à-vis des grandes civilisations, tandis que la facilité du tourisme à longue distance multiplie les touristes véhiculant les clichés. Bien sûr, l'exotisme colonial est porté aux nues, dans la littérature — Joseph Peyré, *L'Escadron blanc*, 1931 — , la BD — Hergé, *Tintin au Congo*, 1931 : dans l'édition originale, Tintin fait une leçon de géographie sur la Belgique, remplacée par du calcul en 1947 ! — , la chanson — *Mon légionnaire* — , le cinéma — *Les Lanciers du Bengale*, Jacques Feyder, *Le Grand Jeu*, 1931, Julien Duvivier, *La Bandera*, 1935, Christian-Jacque, *Un de la Légion*, 1936, Jean-Paul Paulin, *Trois de Saint-Cyr*, 1939, Jean d'Esme, *Les sentinelles de l'Empire*, 1939 — , les expositions — Exposition coloniale de Paris en 1931 — , le roman policier, témoin Agatha Christie.

La remise en question du colonialisme dans les colonies a été présentée dans première partie, ainsi que les prémisses de la décolonisation.

□ Le cas de la politique coloniale française

La métropole face aux colonies, dans l'entre-deux-guerres : indifférence ? L'apogée de l'idée coloniale se situe en France, non pas en 1931, au moment de l'Exposition, mais après la Libération. L'attitude générale de l'entre-deux-guerres est faite d'indifférence ou de méfiance, mentalité inchangée expliquant que les Français, malgré des conditions économiques précaires (celles des années 1930), n'émigrent que peu vers leurs possessions, même les plus proches. Il existe certes un « Parti colonial », mais les Sociétés de Géographie ont fortement décliné et la Ligue maritime et coloniale, fondée en 1921 et qui publie *Mer et Colonies*, si elle prétend avoir 700 000 adhérents, n'en a en réalité que 20 000 ou 30 000 ! Des hommes politiques, des groupes économiques même envisagent sans sourciller de céder des colonies, ou d'en échanger — lâcher les colonies d'Amérique et/ou d'Asie, obtenir les enclaves britanniques en AOF, vendre des colonies aux États-Unis, etc. — , ce à quoi d'autres s'opposent, Herriot s'écriant : « Les colonies sont les filles de la France, une mère ne vend pas ses enfants. » D'autres (pacifistes de gauche) songent à associer l'Allemagne à l'œuvre coloniale française, au nom d'une « Eurafrique ».

La métropole est très mal renseignée sur ses colonies, malgré un assez grand nombre de publications, individuelles ou collectives. La presse publie de grands reportages, comme ceux d'Albert Londres (1884-1932), le cinéma français sort des films, mais ceux-ci ne comptent que pour 5 % de la production totale seulement : *L'Atlantide, La Bandera, Pépé le Moko, Un de la Légion...* Un effort de propagande officielle est fait, en faveur de « la plus grande France », des « 100 millions de Français » et le Centenaire de l'Algérie française est célébré solennellement en 1930, avec un réel impact. Les lieux communs coloniaux se multiplient dans la rhétorique politique, qui évoque les « provinces d'outre-mer », « la Méditerranée [qui] traverse la France comme la Seine traverse Paris », etc. Les programmes de l'enseignement sont légèrement modifiés : la « formation de l'empire colonial français » apparaît dans les classes d'histoire du Secondaire en 1925, une copieuse géographie coloniale française est (tardivement) introduite dans l'enseignement primaire (1938) et secondaire (1937). Seule la certitude d'un traitement plus élevé attire dans l'empire quelques militaires et fonctionnaires, toujours soucieux de revenir au plus vite en métropole ! Les amoureux du Sahara, les passionnés d'aventure, sont des exceptions, rares. Toutefois, un très large public porte un intérêt passionné aux randonnées automobiles, surtout aux Croisières noire (1925) et jaune (1933), organisées par Citroën, le monde colonial prend une place accrue dans la grande presse, la « littérature coloniale » se développe et les milieux catholiques métropolitains connaissent l'importance de la communauté catholique, indigène, d'Indochine (2 millions d'habitants sur 23 en 1939, soit une proportion considérable). Surtout, l'Exposition coloniale de 1931 à Paris (Vincennes) est un beau succès. Elle avait été précédée de celles de Marseille (1906 et 1923), elle est organisée par Lyautey, accueille un grand nombre de visiteurs (35 millions) et contribue à créer une plus vive curiosité pour l'Empire (terme officiel), mais le

phénomène a été passager : il n'a pas atteint les mentalités en profondeur. De plus, l'exposition s'est tenue à un mauvais moment, la crise économique.

Des Français se demandent si le lien colonial est légitime. Une très abondante littérature de dénonciation des abus du colonialisme est publiée en France dans l'entre-deux-guerres. Les deux plus grands ouvrages sont ceux d'André Gide (1869-1951), *Voyage au Congo* (1926) et *Retour au Tchad*. Sont notables les rôles d'intellectuels — comme le professeur de philosophie Félicien Challaye (1875-1967), condamnant radicalement le système colonial, comme Andrée Viollis ¹ —, d'associations comme la Ligue contre l'Oppression coloniale et l'Impérialisme, internationale, fondée à Bruxelles en 1927 et présidée par Albert Einstein (1879-1955). Mais, globalement, la légitimité du lien colonial n'est guère remise en cause dans la grande opinion publique. Les méfaits de la colonisation sont vus comme le fait d'hommes ou de gouvernements particuliers, la colonisation n'est pas un mal en soi. Avec la montée des périls extérieurs se fait jour l'idée que seul l'Empire permettrait d'équilibrer le dynamisme des États fascistes (d'ailleurs les pacifistes se font anticolonialistes) et la Libération verra l'apogée du sentiment colonial chez les Français, bien tard. Les sondages sont éloquentes : en février 1939, 53 % des Français estiment que « l'Empire, c'est la France » (43 % d'avis contraires), en septembre 1945, 63 % des Français croiront que l'Indochine est et restera française (12 % d'avis contraires seulement !). En 1939, à la question de savoir si l'on estime « aussi pénible de voir céder un morceau de notre empire colonial qu'un morceau du territoire de la France », on enregistrait certes 53 % de oui, mais 43 % de non ; en avril 1946, 63 % des Français veulent donner à tous les colonisés la citoyenneté française (22 % d'avis contraires), ce qui montrent bien la vogue de l'assimilation !

Le phénomène global est évidemment renforcé par l'ambiguïté de la position des partis politiques de gauche (cf. le PC plus bas). Il a pour conséquences l'absence de doctrine coloniale véritable (pour ou contre) dans la plupart des partis, même à gauche, un phénomène qui se nourrit lui-même, la parcimonie budgétaire caractéristique : aux colonies sont consacrés seulement 1 à 2 % du budget national ! Les colonies doivent, toujours, se suffire à elles-mêmes. Les investissements privés métropolitains dans les territoires d'outre-mer sont faibles, en dehors du Maroc, où Lyautey déploie une activité considérable et réussit à attirer l'attention grâce à une propagande intelligente, et de l'Indochine. L'impérialisme à la française est plus d'« organisation » que d'« expansion », avec une forte connotation d'autarcie impériale. Bonne conscience et tranquillité dominant, le fait colonial est considéré comme acquis, pour le plus grand bien des indigènes, qui accèdent à la Civilisation, et de la France. L'opinion publique, qui ignore à peu près tout des troubles dans les colonies (voir plus loin), pense que ces dernières sont d'une fidélité à toute épreuve. Cependant, derrière cet apparent

¹ Pseudonyme de Françoise-Caroline Claudius Jacquet de la Verrrière, 1870-1950.

immobilisme, une évolution se dessine, évolution profonde et cachée qui engage l'avenir plus qu'elle ne modifie le présent : on s'explique mal l'échec des tentatives de réforme. Et l'acte de naissance officiel de l'Empire ne fut jamais signé : la France *avait* un empire colonial, elle n'était pas prête à *être* un Empire (Charles-Robert Ageron). Il ne fut plus d'ailleurs question d'« Empire » après la déclaration de guerre de septembre 1939. Mieux valait, pensa-t-on, célébrer l'unité et la fidélité de l'Empire, et prétendre que celui-ci avait été réalisé de fait par la guerre !

Une évolution intellectuelle d'ensemble se dessine dans l'entre-deux-guerres. La scolarisation progresse partout, mais n'atteint qu'une partie de la population d'âge scolaire. En Algérie, en 1938, 100 000 enfants, dont 17 000 filles, sont scolarisés dans des écoles créées par la France ; le taux de scolarisation indigène est passé de 5 à 10 %. En Afrique noire, le taux est resté au niveau de 5 % en Côte d'Ivoire (4 millions d'habitants), il n'y a que 10 000 élèves, dans les écoles de missionnaires le plus souvent. Ce type de scolarisation permet de dégager des élites professionnelles attachées à la culture française, de former les premiers instituteurs, notamment dans la fameuse École normale William Ponty fondée à Dakar en 1937. Mais la scolarisation est très faible dans le secondaire et le supérieur et forme de pseudo-élites indigènes, limitées au certificat d'études mais se croyant capables d'exercer un métier « noble » : ces adolescents désertent les villages pour les villes, les métiers des pères pour des emplois hypothétiques. Cette piètre œuvre contraste avec l'émergence de la *négritude*.

Prenons l'exemple marocain. D'une part, la pacification du Sud marocain est terminée en 1934, de même que celle de la Mauritanie. D'autre part, la France commet la lourde erreur du « *dahîr* berbère » (16 mai 1930). Il s'agit d'une loi qui prévoit que les tribunaux d'appel créés en pays berbère jugeront d'après les coutumes berbères et non suivant le Coran. Certains Marocains, en particulier les intellectuels formés à l'Université musulmane Karaouine de Fès, s'indignent de ce qu'ils considèrent comme une tentative de désislamisation et de division du Maroc, une vieille politique française. Puis le mouvement de protestation gagne tout le monde arabe ; l'application est différée, enfin le *dahîr* est retiré. En 1934 des intellectuels fondent le Comité d'action marocain ; c'est un parti réformiste réclamant l'adoucissement du protectorat et une participation plus effective des Marocains à la marche des affaires ; il présente le 1er décembre 1934 au gouvernement français un plan de réforme, soutenu par la gauche française. Le CAM a une aile gauche indépendantiste, dont le chef est Allal al-Fasî). Enfin, le Front populaire fait une tentative de promouvoir une politique libérale, qu'il n'a pas le temps de mener à bien, d'où la déception après sa chute et une agitation dans les rues de Meknès et Fès (septembre-octobre 1937), attisée par une intense propagande antifranaïse des radios franquistes (installées à Séville et Tétouan). Les chefs du CAM — Allal al-Fasî (1910-1974), Mohamed Hassan Ouazzani (1910-1978), Ahmed Balafrej (1908-1990) — sont alors déportés et le parti est dissous. L'anticolonialisme de la SFIO et la guerre du Rif ont déjà été

évoqués dans la première partie. En ce qui concerne le PCF, le tournant de l'Internationale en 1935 est fidèlement appliqué : considérable atténuation de l'anticolonialisme, discours de Thorez en 1937 (voir plus haut). La même année, Thorez publie un rapport avec la fameuse formule : « le droit au divorce ne signifie pas l'obligation de divorcer ».

Depuis longtemps, l'économie des pays colonisés est orientée vers la satisfaction des besoins des métropoles, par exemple en phosphates du Maroc et en caoutchouc d'Indochine. Les conséquences sont la sensibilité aux prix mondiaux et la dépendance économique. En échange de leurs matières premières, les colonies françaises absorbent des produits fabriqués européens, et, bien sûr, la France, comme toutes les métropoles, freine leur industrialisation. Les années 20 voient une expansion économique dans les empires coloniaux, le français en particulier. Mais l'équipement des colonies est peu fait par les métropoles et la France n'échappe pas à la règle. Par exemple la loi française de 1900 érige en règle que la métropole ne paie que l'administration et l'armée, le reste étant financé sur place par l'impôt.

La récession des années 30 aggrave cette dépendance, à cause de la baisse des cours mondiaux des matières premières et du repli de la métropole sur l'empire (ainsi, 45 % des capitaux investis en 1939 contre 10 % en 1914 !). Les grandes sociétés (par exemple, Paribas et Rothschild au Maroc) se taillent la part du lion. La crise accélère l'adoption des idées modernistes lancées dès le temps de Sarraut par la plupart des praticiens de la colonisation. Revenons sur le resserrement des liens avec la métropole. Il est conforme à un idéal d'autarcie, exprimé par Albert Sarraut (ancien gouverneur général d'Indochine devenu ministre des Colonies) en 1925. À la suite de la Crise, la France se replie économiquement sur son empire. Celui-ci représentait en 1913 12 % du commerce français (une part beaucoup plus forte dans les exportations que dans les importations), en 1929 16 %, en 1938 on en est à 27 %, avec un renversement de la répartition exportations-importations. L'empire est alors le premier partenaire de la France, et même l'Algérie considérée toute seule, car l'Afrique du Nord représente à peu près la moitié du commerce extérieur français.

Le repli protectionniste sur l'Empire s'accroît dans les années 30 ; il apparut à la Chambre un véritable « lobby autarchique », qui se réfère à Colbert et à Méline. En 1935, l'Empire colonial absorbait 32% des exportations françaises, contre 20% en 1929. Pourtant les exportations vers l'Empire n'augmentèrent que de 0,1% ; c'était qu'avec le reste du monde elles s'effondraient. Cette autarcie impériale profite beaucoup aux colonies, qui vendent à la métropole leurs marchandises plus cher qu'aux cours mondiaux. En 1934-1935, une véritable économie « impériale » est mise sur pied, un Crédit colonial aidant les grandes entreprises, en prenant le relais des banques privées. En 1936, la piastre indochinoise est alignée sur le franc, une piastre valant 10 FF.

Dans la ligne de la « mystique coloniale », le terme de « colonies » est remplacé en 1935 par « France d'Outre-Mer » et naissent des organismes dits « impériaux ». La Conférence nord-africaine (1932-1933) associe le Gouverneur général d'Algérie et les résidents généraux du Maroc et de Tunisie. Le Haut Comité de la Méditerranée et de l'Afrique du Nord (1935) regroupe les mêmes, le président du Conseil, les quatre ministres concernés et les Hauts Commissaires de Syrie et du Liban. Il y a également une Conférence du Commerce colonial (1933) et une Conférence économique de la France métropolitaine et d'Outre-Mer (1934-1935), mais pas l'équivalent des assises périodiques de l'Empire britannique, qui se tenaient régulièrement depuis 1887.

L'Afrique noire ignore l'agitation nationaliste. Les seules manifestations de masse sont sociales plus que politiques. Par exemple, les troubles d'AEF par suite des abus nés du travail forcé ou les grèves à Dakar en 1937. Jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, ce qui importe, c'est le développement du mouvement syndical. Mais à Madagascar l'instituteur Jean Ralaimongo (1884-1944), qui réclamait la transformation en département — il était soutenu en France par André Gide et Anatole France — est interné, puis, rentré en 1924, il organise une action contre l'expropriation des Malgaches au profit des grandes concessions, il dénonce les abus de l'Administration et des colons, il proteste contre l'envoi de troupes malgaches pour réprimer la révolte syrienne. Est interné aussi le pasteur Ravoahangy, apôtre de l'indépendance au sein du VVS (*Vy-Vato-Sakelika*, Fer-Pierre-Ramification). En 1936 se produisent deux choses, la naissance d'un parti communiste (le PCRM, PC de la région de Madagascar) et la détente avec le Front populaire (par exemple : suppression du travail obligatoire).

L'Algérie subit les contrecoups de la Crise mondiale : les prix des produits algériens baissent, ce qui coïncide avec la hausse de la natalité. Le Front Populaire présente le projet Blum-Viollette. Maurice Viollette (1870-1960) est un ancien gouverneur général (1925), il est maintenant ministre d'État dans le gouvernement Blum. Il faut dire que le Front populaire avait fait naître de grands espoirs : il avait en effet promis une enquête générale sur la situation « politique, économique et morale » dans les colonies. André Gide fit même partie de la commission chargée de l'enquête en juillet 1936. Partout les indigènes essayèrent de profiter de la nouvelle donne à Paris pour obtenir une reconnaissance ; ceux qu'on entendit à cette époque étaient évidemment les plus modérés, ceux qui demandaient l'assimilation, c'est-à-dire la pleine citoyenneté française, y compris le droit de vote. Ainsi, en juin 1936, un congrès musulman se réunit à Alger : il demandait l'octroi aux indigènes de la nationalité française, mais avec le maintien du droit musulman. En collaboration avec Viollette, Blum élaborait un projet d'assimilation progressive aux termes duquel on eût accordé la nationalité française, sans abandon du droit musulman (disposition essentielle qui sera reprise dans l'ordonnance de 1944), à quelques dizaines de milliers d'indigènes d'Algérie (vingt et un mille la première année), diplômés, gradés de l'armée ou fonctionnaires, élus et responsables syndicaux. Avant

même d'arriver aux Chambres, le projet Blum-Viollette fut retiré sous la pression des colons (il y eut un fort regain d'antisémitisme) ; les nationalistes s'y opposèrent aussi, dressant la communauté européenne, qui menaça de faire la « grève des municipalités ». C'est donc l'échec et le projet ne vint jamais en discussion, d'autant que la Droite et le Sénat s'y opposaient et que les Européens étaient farouchement hostiles à toute évolution.

Plusieurs courants anticolonialistes se manifestèrent dans l'entre-deux-guerres. Le premier est formé par les intellectuels francisés (dans les écoles et les lycées français), par exemple le docteur Mohamed Salah Bendjelloul (mort en 1985) et le pharmacien Ferhat Abbas (1899-1985). Ils reprennent l'action des Jeunes Algériens, mouvement antérieur à la Grande Guerre, renforcé par elle (à cause de l'importance du sacrifice en hommes) et revendiquant l'égalité des droits politiques avec les Français. Mais quelques-uns refusent l'assimilation, ils sont dirigés par l'émir Khaled (1875-1936), Saint-Cyrien qui avait préparé l'École à LLG, officier de l'armée française, décoré de la Légion d'Honneur, mais ayant refusé de demander la naturalisation française, réformé à 100 % d'invalidité, et petit-fils d'Abd el-Kader. Khaled est élu triomphalement au conseil municipal d'Alger, puis au conseil général et aux délégations financières. Les partisans de l'assimilation, majoritaires au sein de ce courant, ne s'opposent pas à la France, mais à l'immobilisme qui refuse aux musulmans le droit de vote et ne leur accorde pas le bénéfice des lois sociales françaises. Ils tentent à trois reprises de négocier loyalement les modalités d'une intégration progressive de la communauté musulmane dans le corps électoral : c'est une suite d'échecs. L'échec du projet Blum-Viollette (voir plus haut) les déconsidère, mais de ce premier courant sortira, en 1946, l'Union démocratique du Manifeste algérien (UDMA).

Le deuxième courant est le mouvement des *Oulémas* ('*ulamâ*', docteurs de la Loi). Ils sont regroupés en une Association en 1931. Leur chef est le *cheikh* Abd el-Hamid Ben Badis (1889-1940). Le mouvement réfléchit sur les événements encourageants du Moyen-Orient : Mustapha Kemal en Turquie, l'indépendance de l'Égypte en 1922 et la révolte des Druzes. Or la France a été contrainte de renoncer aux « capitulations » (privilèges économiques et culturels) en Turquie (traité de Lausanne, 1923, *idem* en Égypte en 1937) ! Deux tendances dans le mouvement : les « passésistes » prônent le retour à l'orthodoxie coranique et la lutte contre les pratiques hérétiques des marabouts (ils sont pour l'ouverture d'écoles coraniques et l'enseignement de l'histoire de l'Algérie) ; les « progressistes » sont favorables à des réformes sans indépendance. Le mouvement des *ulamâ* rejoint Ferhat Abbas sur les questions du suffrage universel et de l'égalité politique avec les Français, et il veut un Maghreb uni.

Le troisième courant est le mouvement de Messali Hadj. Ahmed Messali Hadj (1898-1974) avait été soldat de 14-18, puis ouvrier en France. Il rassemble les ouvriers travaillant en France ou l'ayant fait ; il s'agit donc d'une clientèle prolétarienne et d'un

mouvement beaucoup plus révolutionnaire, grosses différences avec les deux courants précédents. Mais il y a une ressemblance avec les Oulémas : il est imprégné de religiosité (*cf.* le « Hadj », ostensiblement revendiqué), de panarabisme et de nationalisme maghrébin. En juin 1926 est fondé par Messali à Paris l'Étoile Nord-Africaine, dans la filiation du PCF, mais les distances sont vite prises, dès 1928. Il est transformé en un Parti Populaire Algérien (PPA) en 1937 car Messali Hadj est alors séduit par Doriot et son PPF. Messali organise des meetings et des manifestations, alors que les Oulémas étaient beaucoup plus discrets : ainsi, à Alger, en 1937, une manifestation réclame l'indépendance, qui avait déjà été revendiquée par Messali Hadj en 1927 à Bruxelles au Congrès des Peuples opprimés. Messali Hadj est mis en prison puis exilé, le PPA est interdit, mais ils gagnent une popularité immense. Le mouvement messaliste s'est donné un drapeau vert et blanc, frappé de l'étoile et du croissant islamique, qui deviendra le drapeau national de l'Algérie indépendante. De ce troisième courant sortiront après la Deuxième Guerre mondiale le MTLD (Mouvement pour le Triomphe des Libertés démocratiques, en 1946), puis le FLN (Front de Libération nationale). Paradoxe : pourquoi Messali n'a-t-il pas été le chef, même nominal, du soulèvement de 1954 ? Raison première, la perte du contact avec le peuple algérien (à cause de l'exil). De plus, Messali a toujours été persuadé de son infailibilité, ce qui a suscité au sein du MTLD une très forte opposition à cette « mystique du chef » : il y aura fondation de l'OS (Organisation spéciale) puis du CRUA (Comité révolutionnaire pour l'Unité et l'Action) puis du FLN. Messali Hadj, ulcéré de cette « scission », la considérera et la proclamera toujours vouée à l'échec et il fondera pendant la guerre d'Algérie le MNA (Mouvement National Algérien) pour faire pièce au FLN. Pour résister au FLN le MNA se compromettra avec la police française et les officiers français. Il sera donc déconsidéré lors de la fin de la Guerre d'Algérie, au moment des accords d'Évian. Messali Hadj ne rentrera pas en Algérie (les autorités algériennes l'« ignorent ») et il mourra en exil (volontaire, cette fois-ci) en France. Ironie du destin messaliste : proscrit d'Algérie par le pouvoir colonial, pour avoir revendiqué l'indépendance de ce pays, il verra s'alourdir encore son exil quand cet objectif fut atteint !

Le Front populaire fut une rupture dans l'histoire du Liban, par le traité de Beyrouth du 13 novembre 1936 : l'indépendance était promise, dans un délai de trois ans, moyennant le maintien de l'influence culturelle française, quelques aérodromes militaires et le respect du cadre de la « Grande Syrie » (voir plus loin). Mais le parlement français refusa de ratifier l'accord et la Deuxième Guerre mondiale éclata sans que l'indépendance fût entrée dans les faits : le Liban ne devint indépendant qu'en 1941 (voir plus loin). En Syrie, le Front populaire laissa sa marque par les accords Viénot (sous-secrétaire d'État aux Protectorats) passés avec le gouvernement syrien le 9 septembre 1936. Ils octroyaient l'indépendance à une « Grande Syrie » englobant le Liban, moyennant les conditions reprises dans le traité concernant un peu plus tard celui-ci. C'était donc un très gros progrès mais aussi une façon relativement contournée de satisfaire tout en le neutralisant le mythe de la « Grande Syrie » des nationalistes

syriens (*cf.* 1ère partie). À la fin de l'année (le 22 décembre 1936), les accords sont transformés en un « traité franco-syrien », signé à Damas. Mais les fonctionnaires du quai d'Orsay veulent protéger davantage les minorités, les tensions internationales renforcent l'importance des questions stratégiques et pétrolières... Le parlement français refuse, en conséquence, de ratifier les accords, alors que des élections, organisées par le gouvernement syrien, ont donné une grosse majorité aux nationalistes syriens ! La France se retrouve déconsidérée, une violente agitation éclate, l'état de siège est maintenu jusqu'à la Seconde Guerre mondiale.

Il y a en Tunisie une scission du Destour, le 2 mai 1934, entre un « Vieux » et un « Néo » Destour. Le Vieux Destour offre un exemple, rare, de parti de notables assez hostile à la France. Conservateur et xénophobe, il s'oriente vers les milieux traditionalistes et religieux et il joue la carte de l'arabisme. Le Néo Destour est fondé par Habib Bourguiba. Né à Monastir en 1903, il avait fait des études de droit à Paris, puis Sciences Po. Avocat en Tunisie, il adhère au Destour en 1927, puis fonde donc en 1934 le Néo-Destour, moderne, laïc et populaire. Résolument démocratique, il est appuyé sur les ouvriers ; il réclame la souveraineté tunisienne, fondée sur une démocratie laïque, indépendante et garantie par le suffrage universel ; il organise des manifestations, des grèves et des meetings. En raison de ses prises de positions nationalistes, Bourguiba est interné de 1934 à 1936. À cette date, le Front populaire entame la discussion entre Pierre Viénot (1897-1944) et Bourguiba, sur les modalités de l'accession à l'indépendance (étude d'une constitution, etc.), tandis que le nouveau résident assouplit le régime de la presse, accorde le droit de réunion et d'association. Hélas, la chute du gouvernement Blum ruine les espoirs et de violentes émeutes éclatent à Tunis le 8 avril 1938, elles font 20 morts et 40 blessés. La France dissout le Néo Destour, obligé de se réfugier dans la clandestinité, déporte Bourguiba (arrêté une première fois en 1934 et libéré par le Front populaire) et procède à 1 500 arrestations. Le nouveau résident, Érik Labonne (1888-1971), établit l'état de siège.

Si l'Allemagne nazie réclame le retour des anciennes colonies allemandes et suscite un renouveau de l'idée d'Eurafrique (voir plus haut), l'Italie est plus précoce et plus précise. Depuis la Première Guerre mondiale, elle est insatisfaite : la convention de Londres (1915) n'a pas été respectée et la victoire est « mutilée » (*cf.* 1ère partie) ; il y a eu seulement en 1919 un léger agrandissement de la Libye au détriment de l'Algérie et le statut particulier des Italiens de Tunisie a été confirmé. À noter que la Grande-Bretagne cède aussi des territoires égyptiens et somaliens. Mais l'Italie se déclare toujours insatisfaite, jusqu'aux accords Laval-Mussolini du 7 janvier 1935 (voir plus haut) : une nouvelle bande (d'Aozou) de territoire au profit de la Libye, un petit territoire somalien au profit de l'Érythrée, mais cette concession n'a que d'éphémères conséquences. L'Italie fasciste lance le 30 novembre 1938 une campagne de revendications sur Djibouti (l'Éthiopie est alors conquise) et la Tunisie, où les Italiens forment un groupe très homogène et nombreux.

Après celui de 1917, un deuxième PC (le « Parti communiste indochinois », PCI) est fondé en 1930, dans le Nord-Annam (c'est pourquoi il fut d'abord appelé « parti communiste vietnamien »), mais toujours en liaison avec la diaspora vietnamienne au Japon, en Chine méridionale et au Siam. Il fut fondé par Nguyễn Ai Quoc (« Le patriote », premier surnom, jusqu'en 1940), futur Hồ Chi Minh (« Celui qui éclaire »). De son vrai nom Nguyễn Sinh Cung, il était né, en 1890, dans une famille de petits fonctionnaires indigènes. Il travaille comme balayeur en Grande-Bretagne puis comme ouvrier en France, de 1917 à 1923. Il adresse à la Conférence de la Paix de 1919 un programme inspiré par le wilsonisme, il essaie, en vain, de rencontrer Wilson, et il participe au Congrès de Tours en 1920, où il adhère au PCF. Il séjourne à Moscou et en Chine entre 1924 et 1930 et participe aux travaux du Komintern. De retour en Indochine en 1930, il fonde le Parti communiste indochinois et en 1941 le Việt-minh, coalition dirigée contre les Japonais puis les Français. Autres noms importants à citer, ceux de Pham Van Dong (1906-2000) et Vo Nguyễn Giap (1911-2013), professeur d'histoire dans une école privée dont la femme, arrêtée, était morte en prison.

L'Indochine fut la première colonie à être touchée par la crise, dès 1930 : l'économie (tout au moins la partie monétarisée de celle-ci) était bien plus extravertie que celle de la métropole, car elle reposait essentiellement sur des exportations de produits bruts à destination du Japon, et la consommation locale était très faible. En 1931, les problèmes de l'agriculture de subsistance aidant (la pression démographique augmentait très vite et les techniques rizicoles ne suivaient pas), la famine régnait en Annam... La crise de 29 fut très grave en Indochine, ce qui aggrave la misère des masses, d'où des troubles. Cependant en Indochine les cultures de plantation connurent un essor rapide, surtout le café, le thé et l'hévéa, un arbre originaire d'Amazonie introduit au début du siècle et cultivé exclusivement dans de grandes plantations ; ainsi que la filière agroalimentaire qui leur était liée. Mais le plus spectaculaire fut le boom minier du Tonkin — la production d'étain fut multipliée par huit, celle de houille par quatre, celle de zinc explosa ; Saigon devint le septième port français ! Les capitaux étaient français, les machines étaient importées de France (à un prix élevé à cause d'un régime douanier défavorable), mais les minéraux extraits prenaient le chemin du Japon.

Le premier fut la mutinerie tirailleurs annamites à Yen Bay (Tonkin) en 1930, à l'instigation du VNQDD (Việt-nam Quốc Dân Đảng, voir plu shaut), qui escompte l'extension de l'insurrection à tout le protectorat. Dans la nuit du 9 au 10 février 1930, la garnison se mutine, tue les officiers français, s'empare du dépôt d'armes. Des actions similaires ont lieu dans les provinces voisines, accompagnées d'un soulèvement paysan localisé et de bombes à Hanoi. Mais la population n'ose pas suivre et les mutins ne parviennent pas à prendre le contrôle de Hanoi. S'abat sur eux une très dure répression (bombardement de villages, exécutions, envois au bagne de Poulo Condor...), sans qu'on s'en prenne à la racine du mal. Cette terrible répression liquide pratiquement le VNQDD, au profit du PCI. À l'instigation de ce

dernier éclatent les révoltes populaires de 1930-1931 : le soulèvement des ouvriers des plantations de caoutchouc Michelin, les révoltes paysannes, surtout dans le Nord de l'Annam, et les grèves de coolies et d'ouvriers. Deuxième vague de répression, dirigée contre le PCI, qui, quelques années après, tient son premier congrès à Moscou, en 1935. Autre politique française, appelée à beaucoup d'« avenir », les « bricolages politiques » au sommet : un nouvel empereur d'Annam, Bao Dai (Vin Thuy, 12 ans !) en 1925, flanqué d'une Commission des réformes, dirigée par le catholique Ngô Đình Diêm, futur président de la République du Viêt-Nam 1955-1963.

Ici encore, les conséquences du Front populaire sont importantes : des mesures sociales en faveur des ouvriers (journée de 8 heures, relèvement des salaires, etc.) ; les détenus politiques de 1930 (comme Pham Van Dong et Vo Nguyễn Giap) sont libérés.

□ Les colonies britanniques, de l'Empire au *Commonwealth* : des liens nouveaux dans les années 30

Il y avait quatre *dominions* — souverains à l'intérieur, pas à l'extérieur — en 1914 : le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Afrique du Sud. En 1923, l'Irlande du Sud (Eire) s'y ajoute (*cf.* 1ère partie). Mais les *dominions* ont signé les traités de paix, ils sont entrés à la SDN, trois ont obtenu des mandats : *de facto* la Grande-Bretagne a reconnu leur souveraineté internationale. La Conférence impériale de 1926 emploie pour la première fois le terme de *Commonwealth*. Celle de 1930 donne aux *dominions* le droit de proposer eux-mêmes au roi la nomination de leur gouverneur général et proclame (à la demande de l'Afrique du Sud et de l'Irlande) le droit à la sécession pour chacun des membres de l'Empire. La souveraineté internationale leur est reconnue en droit par le Statut de Westminster — négocié — du 11 décembre 1931 : à l'Empire est définitivement substitué une communauté de nations britanniques (*British Commonwealth of Nations*), le parlement britannique ne peut plus voter de lois intéressant les *dominions* sans leur accord, ce qui revient pratiquement à reconnaître une véritable indépendance aux *dominions*. Le Statut de Westminster consacre l'achèvement d'une évolution pacifique et le succès de l'idée de « nations-sœurs ». Le *Commonwealth* est défini comme « britannique », ce qui suppose une conception commune de la culture et de la langue. Mais d'autre part, les préoccupations des *dominions* deviennent de plus en plus régionales (le Pacifique pour l'Australie et la Nouvelle-Zélande par exemple). Tous les *dominions*, sauf l'Irlande (*cf.* 1ère partie), entrent en guerre en 1939.

La crise de 1929 et la concurrence japonaise sont à l'origine de la conférence d'Ottawa, tenue entre le 21 juillet et le 20 août 1932. Baldwin, chef de la délégation britannique et représentant du cabinet d'union nationale MacDonald (1931-1935), demande l'établissement du libre-échange au sein de l'Empire, mais les *dominions* sont désireux de

protéger leurs industries naissantes ! On aboutit à un compromis provisoire : des régimes préférentiels (12 accords bilatéraux) entre la Grande-Bretagne et son empire sont établis (la « préférence impériale »), ce qui va de pair avec l'abandon du libre-échange par la Grande-Bretagne depuis novembre 1931 (les conservateurs se sont entièrement ralliés au protectionnisme). Toutefois, la Grande-Bretagne conclut entre 1932 et 1935 toute une série d'accords commerciaux avec d'autres pays importants pour l'économie britannique, l'Argentine et les pays scandinaves par exemple, créant autant de brèches dans le système d'Ottawa, d'autant plus que celui-ci profitait davantage aux *dominions* qu'au Royaume-Uni. Depuis longtemps, les *dominions* avaient leurs réserves financières à Londres ; dans les années 30 se crée une association tacite et officieuse : les *dominions* suivent la Grande-Bretagne, dévaluent comme elle leur monnaie et la lient à la livre Sterling. S'y ajoutent la Scandinavie et la majeure partie du Moyen-Orient, ainsi que quelques autres pays comme l'Argentine, le Pérou et la Bolivie, la Chine, le Siam et l'Iran. Ce Bloc Sterling (future Zone) représente alors environ le tiers du commerce mondial.

En Inde, Gandhi se trouve débordé sur sa gauche par un nationalisme plus radical. Un Parti de l'Indépendance se constitue, participe aux élections législatives et réclame pour l'Inde le *Home Rule* (expression reprise à l'Irlande) et le statut de *dominion*, que le gouvernement travailliste de MacDonald (1929-1931) veut donner à l'Inde, politique approuvée par les conservateurs, sauf par Churchill, qui démissionne du « cabinet fantôme » à cause de cela. Le « bon voisinage » avec les musulmans avait cessé en 1921 : des massacres d'hindous par une secte musulmane du Deccan allument une véritable guerre religieuse. En 1930-1931, une nouvelle campagne de désobéissance civile est lancée par Gandhi, qui pense que le gouvernement travailliste de MacDonald sera moins hostile. Une conférence « de la table ronde » se tient à Londres, avec Gandhi, mais aucun accord n'y intervient. Devant cet échec, les Britanniques promulguent de manière unilatérale un nouveau statut, plus libéral, le *Government of India Act* de 1935. La « dyarchie » (*cf. l'India Act* de 1919 dans la 1^{ère} partie) est supprimée dans les provinces où toutes les affaires passent entre les mains des indigènes ; par contre, la « dyarchie » est introduite dans le gouvernement central, où seules les Affaires étrangères et la Défense restent entre les mains des Anglais. Quant à l'Assemblée législative, elle comprendra aussi des représentants des États des Princes. Le corps électoral, très censitaire en 1919, est élargi à 35 millions d'électeurs. Parlement et gouvernement — qui siègent à Delhi — s'occupent donc de la plupart des affaires d'intérêt général. Mais le parlement de Westminster continue de légiférer pour l'Inde. L'*India Act* de 1935 provoque la rupture complète entre Churchill (voir plus haut) et Baldwin, qui succède à MacDonald comme Premier Ministre le 7 juin 1935. Churchill fonde l'India Defense League, subventionnée par les princes hindous ! L'affaire contribue fortement à isoler Churchill. Cette large autonomie ne satisfait pas l'opinion nationaliste en Inde, car on est encore loin du statut de *dominion*. Jusqu'à la guerre, le système ne peut fonctionner : les élections à l'Assemblée législative ne peuvent avoir lieu ;

l'antagonisme entre musulmans et hindous suscite l'idée de partage de l'Inde à l'indépendance, ce qui interviendra en 1947. Ceylan possédait un Conseil législatif dès avant la Première Guerre Mondiale ; le nombre des membres élus avait augmenté dans les années vingt ; l'île reçoit en 1931 une nouvelle constitution qui établit un *responsible government* fondé sur le suffrage universel, l'élection d'un Conseil d'État et la responsabilité devant ce Conseil de ministres aux charges soigneusement subdivisées.

Contre le Moyen-Orient britannique est signée l'Entente orientale ou Pacte de Saadabad, le 8 juillet 1937. Conclue dans le Palais d'été du Shah d'Iran, cet accord rassemble l'Iran, la Turquie, l'Irak et l'Afghanistan. Destiné officiellement à jouer un rôle de bloc régional au sein de la SDN, c'est un traité de consultation, de non-agression et de non-intervention dans les affaires intérieures des quatre pays, qui entendent d'abord affirmer leur souveraineté face à la Grande-Bretagne. Malgré l'indépendance de l'Arabie saoudite (1932), l'Angleterre conserve son influence sur Aden, qui devient officiellement une colonie britannique en 1935, ce qu'elle était de fait depuis 1839. En Palestine, mandat britannique, éclate une longue série d'émeutes anti-juives, en 1920-1921, puis en 1929, avec une véritable révolte arabe en 1935-1939 (*cf.* la grève insurrectionnelle du 19 avril 1936), qui force Londres à envoyer des renforts importants puis à élaborer un premier plan de partage de la Palestine (en 1937), rejeté par les Arabes et les juifs radicaux (membres du Betar et dissidents de la *Haganah*), qui, trouvant la *Haganah* trop modérée et défensive, fondent en 1931 une armée secrète, l'*Irgoun*, qui s'attaque aux Arabes. En Palestine, des juifs ont afflué du monde entier depuis la fin du XIXe siècle, surtout dans l'entre-deux-guerres ; en 1939 il y a 425 000 juifs et un million d'Arabes. Très tôt, les Juifs socialistes et/ou assimilés mesurèrent et dénoncèrent les dangers des amalgames signalés dans la première partie, et soulignèrent la parenté inquiétante qu'il y avait entre le sionisme, entreprise pour eux de « retribalisation » du judaïsme, et les autres doctrines nationalistes en vogue dans cette partie du monde, y compris les plus antisémites.

Le sionisme s'institutionnalisa, grâce à l'appui des Britanniques. En 1921, l'Organisation sioniste mondiale devint l'Agence juive, qui, petit à petit, s'était ouverte à des organisations non sionistes, et dont le directeur, à partir de 1935, fut David Ben Gourion. Dans les années 1930, il évolua en un quasi-gouvernement. Ben Gourion fut également le dirigeant du syndicat sioniste, le Hisdrahout, de 1929 à 1935. Les socialistes dominaient toujours la scène politique avec le *Mapai* ou Parti travailliste, le parti de Ben Gourion ; mais les *kibboutzim* étaient de plus en plus minoritaires. Les sionistes élurent un Parlement et un Comité national, qui les représentaient auprès des Britanniques déjà, la vie politique sioniste était impeccablement démocratique, à ceci près qu'elle excluait complètement les indigènes (comme en Algérie ou en Afrique du sud). Les sionistes avaient aussi leur milice, la *Haganah*. L'immigration juive en Palestine s'accéléra : en 1938, il y avait quatre cent dix mille colons, soit 29 % de la population. Certains déjà avaient fait souche sur place : un Juif né en Terre sainte s'appelle un *sabra*. À

Genève, en août 1936, est créé le Congrès juif mondial, autour du rabbin Stephen Samuel Wise (1874-1949) et de Nahum Goldmann (1895-1982) ; ses buts sont la lutte contre le nazisme, la lutte pour l'égalité des droits politiques et économiques des juifs partout dans le monde, la nécessité d'une représentation de la communauté juive mondiale... De nouveaux affrontements graves, après ceux du début des années 1920, eurent lieu en 1928-1929 autour du mur des Lamentations à Jérusalem. Pour les sionistes, c'était l'un des lieux sacrés d'*Eretz Israël*, l'une des preuves de leur bon droit à s'emparer de cette terre. Le problème, c'était que sur la colline que borde le mur, le mont du Temple pour les Juifs, l'esplanade des Mosquées pour les musulmans, ces derniers avaient construit au Moyen Âge deux mosquées, al-Aksa et le Dôme du Rocher : c'est l'un des lieux les plus saints de l'islam.

En Palestine, les Arabes ressentent de plus en plus l'immigration juive comme un péril pour leur propre maintien. Le problème est à la fois politique (les Arabes n'ont aucune place dans le projet sioniste d'État juif) et social : le fonds d'investissement de l'Agence juive (voir plus haut) acquiert en toute légalité et au prix fort les terres des grands propriétaires absentéistes arabes, ce qui débouche sur l'éviction des métayers arabes qui s'en vont grossir la population misérable des villes ; le niveau de vie moyen des juifs est plus élevé que celui des Arabes. L'approche de la guerre conduisit les Britanniques à réviser leur politique en Palestine, pour y obtenir un minimum de calme. Ce fut le troisième *Livre blanc*, celui de 1939, radicalement différent des deux premiers en ce qu'il était favorable aux Arabes, nettement cette fois-ci : les ventes de terres aux colons sionistes étaient interdites (à cette époque, les colons s'étaient déjà approprié un tiers des terres cultivées) ; l'immigration juive était limitée à soixante-quinze mille personnes par an pour les cinq années suivantes, puis devait s'arrêter ; dans les dix ans, la Palestine arabe devait obtenir l'indépendance, avec des garanties pour les colons sionistes. Les Juifs ne pouvaient rien dire, n'ayant personne vers qui se tourner, forcés qu'ils étaient de lier leur destin à l'Angleterre ; les Arabes, qui trouvaient les propositions de cette déclaration Balfour à l'envers insuffisantes, se les virent en fait imposer. De toute façon, la guerre fit que toutes ces questions passèrent sous le boisseau. Mais elles ne furent pas oubliées.

En Afrique, les Britanniques basent définitivement leur domination coloniale sur deux systèmes. Selon l'*indirect rule* (« administration indirecte »), l'administration britannique s'appuie sur les autorités traditionnelles, qui sont à leur tour contrôlées par l'administration britannique : des inspecteurs veillent sur les chefs de districts et de villages. La colonie est placée sous l'autorité d'un gouverneur général anglais. Ce système favorise l'aristocratie locale, alliée aux Anglais, et parfois encore en place... au début du XXI^e siècle. Le *direct rule* (administration directe) n'admet aucune autorité indigène mais, au niveau central, flanque le gouverneur, qui reçoit ses ordres du Colonial Office de Londres, comme dans le cas précédent, de deux conseils aux pouvoirs très limités : le conseil exécutif et le conseil législatif. Toute

mesure votée par le conseil législatif ne peut être appliquée que si elle a été préalablement acceptée et promulguée par le gouverneur après approbation de la couronne britannique.

□ L'Amérique latine

L'Amérique latine, région pauvre et sous-développée, était dans le monde une zone d'instabilité politique. Exportant des matières premières et des produits alimentaires, elle était tributaire du marché mondial, et surtout des États-Unis, qui avaient largement remplacé les pays européens grâce à la Première Guerre mondiale. Si ceux-ci réduisaient leurs achats — ce qui fut le cas lors de la crise économique mondiale — la misère risquait de s'y développer. Les conflits politiques opposaient en général conservateurs et libéraux, ces derniers étant souvent soutenus par les Indiens et les métis (95 % de la population colombienne, 97 % de celle du Venezuela, 92 % de celle de l'Équateur, etc.). Les régimes étaient rarement stables, le système des *pronunciamientos* faisant brutalement passer le pouvoir à des *juntas* qui désignaient un président à leur dévotion. Au Mexique, ces difficultés se compliquèrent d'une lutte antireligieuse qui aboutit en 1926 à la fermeture des églises.

On assiste à la naissance des populismes sud-américains du deuxième tiers du XXe siècle. Des démagogues prennent le parti ou la défense des classes populaires (paysans, ouvriers), ils mettent fin (parfois provisoirement) au règne des *caudillos* ou ils barrent la route à des dictatures militaires. Il s'agit à la fois d'une manipulation des masses, de l'expression de la montée politique des classes populaires et d'un processus d'intégration des classes populaires dans le système politique qui, jusque-là, les excluait. On a affaire à des césarismes populistes, qui réalisent un véritable progrès social, mais qui préservent l'ordre oligarchique, remis en question par la Crise de 1929, dont le rôle est essentiel. Bien sûr ces populismes sont logomachiques et réalisent une manipulation de symboles et de mots (« la nation », « le peuple »...). Le plus important exemple est le régime de l'*Estado Novo* de Getúlio Dornelles Vargas (1883-1954) : le « gétulisme ». Vargas entreprit dès son arrivée au pouvoir en 1930 de s'opposer à l'influence grandissante des communistes sur les syndicats brésiliens, en créant un ministère du Travail et en faisant approuver une nouvelle législation soumettant la reconnaissance des syndicats à de strictes conditions concernant leur idéologie, et, entre 1930 et 1935, Vargas mit surtout l'accent sur la répression. Mais l'échec d'une révolte communiste en 1935 et surtout le coup d'État de Vargas pour se perpétuer au pouvoir le 10 novembre 1937 engendrent la dissolution du Congrès et la prise de tous les pouvoirs par Vargas. Vargas met en place une dictature et un régime corporatiste, directement inspiré du fascisme italien : l'*Estado Novo*. C'est un régime autoritaire, avec répression, torture, censure, propagande, etc., qui n'empêche pas l'extrême droite de tenter un coup d'État pour prendre le pouvoir par la force, en vain, en février 1938. Surtout, Vargas neutralise à la fois le parti communiste et le parti fasciste brésilien (l'« intégralisme »). Pièce essentielle du système, toujours les syndicats,

« organes de collaboration avec les autorités publiques et les autres associations » : Vargas encadre le mouvement ouvrier, incorporé à l'État « par le haut », sans l'aide d'aucun parti politique. Vargas a veillé avant tout à conserver l'essentiel, en grand propriétaire terrien qu'il était lui-même, c'est-à-dire la structure latifundiaire des campagnes où vivait la masse de la population brésilienne, et plus largement l'ensemble de la structure sociale et politique de type patriarcale et clientéliste du pays. Le gétulisme est un nationalisme (*cf.* sa participation militaire à la Deuxième Guerre mondiale) et joue un rôle essentiel dans le passage d'une société agraire à une société urbaine industrielle. Et sa réussite s'inscrit dans la longue durée, puisqu'il est au pouvoir jusqu'en 1945 et de 1950 à 1954 (date de son suicide). Les autres populismes latino-américains s'observent dans de petits pays comme l'Équateur de José Maria Velasco Ibarra, 1934-1935, 1944-1947, 1952-1956, 1960-1961 et 1968-1972 ! Le Colombien Jorge Eliézer Gaitán (1898-1948) est au pouvoir à partir de 1935 ; le Mexique a le populisme de Lázaro Cárdenas, 1934-1940 (président) : il réalise d'impressionnantes réformes et soutient les républicains espagnols (voir plus haut). Mais le populisme argentin (le péronisme) apparaît seulement en 1943. Évidemment les populismes sud-américains sont sollicités d'entrer en guerre contre l'Axe à partir de 1941, d'autant plus que l'Amérique latine avait été soumise dans les années 30 à une pénétration fasciste non négligeable, pragmatisme de la « politique du bon voisinage » (voir plus loin) ! Le premier à le faire, dès 1942, est le Brésil de Vargas, qui fut un allié fondamental des États-Unis, envoyant de grandes unités en Italie, mais l'Argentine ne déclara la guerre à l'Allemagne que le 27 mars 1945 !

En 1823, les États-Unis avaient proclamé unilatéralement la doctrine de Monroe par laquelle ils interdisaient aux Européens toute intervention en Amérique latine. En 1904, le « corollaire Roosevelt » à la doctrine de Monroe prétendait que, puisque, en cas de nécessité, les Européens ne pouvaient intervenir, il appartiendrait aux États-Unis de le faire. C'est ainsi qu'en Amérique centrale, les États-Unis avaient envoyé des troupes à Cuba (1906-1909, 1912, 1917-1922), Haïti, Saint-Domingue, au Nicaragua, etc. L'Amérique latine fut donc une chasse gardée des États-Unis, au XXe siècle seulement, car pendant longtemps les États-Unis avaient laissé en fait l'Amérique latine dans la sphère d'influence du capitalisme anglais. Après la Première Guerre mondiale, les Latino-Américains en étaient enfin venus à considérer la doctrine de Monroe comme néfaste. La création de la SDN parut à nombre d'entre eux le moyen de contrebalancer l'influence nord-américaine. Dans l'ensemble, la SDN fut une déception. Le Brésil en sortit avec fracas en 1926 lorsque l'Allemagne y fut admise comme membre permanent du Conseil. L'Argentine (1920), le Pérou et la Bolivie (1931), le Costa-Rica (1924) ne participèrent plus à ses travaux. Le Costa-Rica démissionna formellement en 1927. Après la Grande Guerre les États-Unis évoluèrent de la politique d'intervention à celle de « bon voisinage ». Cela pouvait fort bien s'accommoder d'investissements massifs, de prêts importants et même d'une intervention croissante dans les affaires politiques intérieures des différents États, tout particulièrement ceux de l'isthme et de la mer des Caraïbes. Au Honduras

les fusiliers marins nord-américains permirent la victoire des conservateurs, au Nicaragua les États-Unis, présents militairement de 1912 à 1925, intervinrent une nouvelle fois en 1926 (et se heurtèrent à une résistance dirigée par Sandino). Les États-Unis renoncèrent à intervenir, réglèrent leur contentieux avec le Mexique, retirèrent les troupes (Cuba en 1925, le Honduras en 1933, Haïti en 1934), dénoncèrent en 1930 le corollaire Roosevelt. Ensuite, en 1933, lors de la conférence *panaméricaine* à Montevideo, ils proclamèrent solennellement la politique de non-intervention ou de « bon voisinage » (*good neighbor policy*). La même année, les *Marines* évacuèrent le Nicaragua. Les dernières troupes furent rappelées d'Haïti en 1935. Enfin, en 1934, les États-Unis abrogèrent l'amendement Platt de 1901 concernant Cuba. Il avait été imposé comme appendice... à la nouvelle constitution cubaine et permettait aux États-Unis de contrôler étroitement les affaires cubaines, ce qu'avaient bien montré trois interventions militaires (voir plus haut). Une seule exclusion à l'abrogation : le maintien de la base navale américaine de Guantanamo, que les États-Unis conservent encore aujourd'hui, plus d'un siècle après l'amendement Platt, y conservant au secret des détenus du Moyen-Orient.

L'idée de créer une organisation interaméricaine était ancienne. La première conférence *panaméricaine* s'était réunie en 1889. On ne s'occupa d'abord que de problèmes culturels, juridiques et commerciaux, les affaires politiques étant exclues. Petit à petit, la politique y entra, sous la forme de conventions organisant la conciliation et l'arbitrage entre les vingt républiques latines et les États-Unis. Tous les cinq ans se réunit une conférence : 1923 à Santiago du Chili, 1928 à La Havane, 1933 à Montevideo. Les menaces de guerre provoquèrent en 1936 la réunion d'une conférence extraordinaire à Buenos Aires, à laquelle Roosevelt lui-même vint participer.

Dans ce continent où les frontières n'étaient pas toujours clairement établies, des conflits, parfois meurtriers, éclatèrent. Il y eut un conflit entre le Chili et le Pérou, à propos des provinces de Tacna et Arica. Il fut résolu en 1929 par une médiation des États-Unis. Mais éclata en 1932 le conflit de Leticia entre Pérou et Colombie. Il prit fin en 1934 après intervention de la SDN. Surtout la meurtrière guerre du Chaco, déclenchée en 1932, opposa la Bolivie (environ 3 millions d'habitants) et le Paraguay (1,4 million d'habitants). La Bolivie revendiqua le Chaco tout entier (cette vaste plaine était partagée entre les deux pays et l'Argentine et avait donné lieu à de nombreuses contestations depuis le XIXe siècle, toujours réglées par la négociation) avec d'autant plus de force qu'elle avait perdu au XIXe siècle tout accès à l'océan Pacifique, qu'elle espérait trouver un débouché sur l'Atlantique par le fleuve Paraguay et croyait en la présence de pétrole. Longs préliminaires de revendications, des deux côtés, avec cartes, émissions de timbres-poste, etc. La guerre, atroce (150 000 morts, soit autant que la guerre franco-allemande de 1870-1871) fut terminée seulement par l'armistice du 12 juin 1935, grâce à une intervention commune des États-Unis et de la SDN, mais surtout aux pressions des états voisins et des milieux financiers internationaux qui privèrent le Paraguay (état doté de la plus

puissante armée ; la Bolivie faisait combattre des Indiens, totalement dépaysés) de ses approvisionnements en armes (évoqués dans Hergé, *L'oreille cassée*). Le traité de juillet 1938 déplace la frontière au profit du Paraguay, mais avec accès libre de la Bolivie au rio Paraguay. Le Paraguay attribua à la *Standard Oil* le droit d'exploiter les richesses pétrolières convoitées. Elles s'avèrent inexistantes...

□ L'Asie orientale : la guerre mondiale commence en 1937

Quels sont la nature et les sources du nationalisme japonais ? Il puise dans deux idéaux : la soumission aux ordres reçus, l'exaltation du génie national (le *kokutai*) ; il s'alimente à l'idée de supériorité (d'origine divine) sur les autres peuples. Il est supporté par une institution militaire jamais critiquée : une véritable caste militaire, prestigieuse, est alimentée par les « écoles de cadets » et les paysans (ce n'est pas du tout un phénomène de *junkei*). Comme les deux autres états expansionnistes de l'entre-deux-guerres, le Japon a tardivement fait son unité politique véritable, il a peu bénéficié de l'expansion coloniale au XIXe siècle, et n'a que peu concrétisé ses ambitions à la faveur de la Première Guerre mondiale. Comme les deux autres pays, le Japon se trouve des « formules » : il faut manifester le *kokutai* (génie national), se défendre contre la politique d'ostracisme des puissances dans les domaines commercial et migratoire et exalter les « trois portes », émigration, expansion commerciale à l'extérieur et conquête territoriale.

Mais l'armée est divisée. La marine est plus aristocratique ; des modernistes soucieux de technique s'opposent aux traditionalistes estimant que la « force spirituelle » des soldats de l'empereur est le meilleur gage de succès ; des conflits de générations sont permanents et très nets dans les tentatives de coups de force qui scandent les années 1930. L'armée de terre est favorable à une expansion en Sibérie, Chine du Nord et Mandchourie, tandis que la marine propose une expansion en Chine du Sud, aux Philippines, en Indonésie et dans le Pacifique.

Des mouvements nationalistes existent depuis les années 1880, comme la *Société du Dragon noir*, traduction française fort libre, d'ailleurs (on trouve aussi « Société de l'Amour » !), *Kokuryûkai* en japonais. Des « sociétés patriotiques » naissent dans les années 1920, dans un contexte anti-occidental. À partir de 1930 se créent des sociétés militaires, dont la Société des Fleurs de Cerisier (*Sakuraka*). Les extrémistes de l'armée tentent un coup d'État le 26 février 1936 à Tôkyô. Au bout de trois jours ils se rendent aux unités loyalistes. Dans cette affaire, l'armée a sauvé le pays des extrémistes militaires ! Tout lui est permis, désormais : les cabinets qui se succèdent les années suivantes sont dirigés en sous-main par des officiers supérieurs. Ce sont eux qui imposent la signature du Pacte anti-Komintern en novembre 1936 (voir plus haut) et surtout la marche à la guerre en Chine. Les sociétés patriotiques protestent

violemment contre le refus des pays alliés européens d'intégrer au traité de Versailles une clause, demandée par le Japon, garantissant « l'égalité raciale entre nations ». Elles dénoncent la crainte du « péril jaune », qui provoque la fermeture des frontières aux immigrants japonais (cf. les États-Unis en 1924). Des associations apparaissent également dans le contexte d'une protestation démagogique et populiste contre la puissance des *zaibatsu* et du rêve au retour à une société agrarienne, totalement anachronique. Mais ces sociétés, auxquelles il faudrait ajouter des associations de réservistes, sont beaucoup moins nombreuses qu'en Italie et en Allemagne.

Pourquoi le glissement vers l'impérialisme ? Rien n'était inéluctable (cf. première partie) sans la crise de 1929, la dépendance économique vis-à-vis de l'extérieur, le protectionnisme qui se généralise et rend le *dumping* japonais inefficace, la rencontre décisive entre les ambitions impérialistes très anciennes des militaires et les soucis des industriels. Mandchourie, puis Chine continentale sont considérées comme d'immenses réservoirs de matières premières (fer, charbon, coton) et d'immenses marchés. En 1936 le Japon devient le premier investisseur en Chine (40 % des investissements étrangers), dépassant le Royaume-Uni (35 %). Les Japonais estiment avoir largement contribué au développement de la Mandchourie et les militaires préparent le *Manshu Jihen*, « l'incident manchou » qui leur permettra d'intervenir et d'asseoir l'expansion territoriale du Japon. Dans le même temps ou à peu près, le lobby de la Marine obtient que le gouvernement dénonce, en 1934, le traité naval signé à la conférence de Washington. Joue aussi la cécité générale sur le redressement économique dans les années 1930, sur la lourdeur des dépenses entraînées par l'empire colonial en formation et surtout sur le danger final : une véritable griserie s'empare d'un Japon devenant l'une des trois grandes puissances impérialistes, sous couvert de panasiatisme.

L'installation des Japonais en Mandchourie commence par un coup de force. Le Japon, durement affecté par la crise, avait besoin de nouveaux débouchés extérieurs. Mais la méthode de la pénétration commerciale pacifique, qui était celle de Shidehara Kijûrô (1872-1951), se heurtait aux barrières douanières élevées par de nombreux pays touchés par la crise. Dans les milieux militaires japonais, l'idée se faisait jour que seule la conquête par les armes de marchés — et notamment du marché chinois — permettrait de résoudre les problèmes posés par la population croissante du Japon, serrée sur un territoire prétendu exigu et pauvre (voir plus haut la polémologie). Les milieux impérialistes japonais réclamaient une reprise rapide de l'expansion en Mandchourie, où les colons japonais avaient depuis un accord de 1922 le droit d'acquérir des terres : les progrès de l'immigration chinoise et une volonté de reconquête pouvaient y compromettre l'influence nipponne dans la « zone réservée » du chemin de fer sud-mandchourien et du Liaodong. L'armée japonaise sabota elle-même le 18 septembre 1931 la voie ferrée japonaise de la Mandchourie méridionale (cf. Hergé, *Le Lotus bleu*), cria à la provocation, et dès le lendemain les troupes japonaises, qui occupaient depuis 1905 la « zone

du chemin de fer », étendirent leurs positions à travers l'ensemble de la Mandchourie, dont on pouvait tirer des ressources agricoles et minières considérables.

Les garnisons chinoises n'opposèrent qu'une faible résistance. Tout permet de croire qu'il s'agissait d'un plan préétabli, et que les généraux japonais agirent à l'insu du gouvernement. Celui-ci tomba le 11 décembre et fut remplacé par un cabinet conservateur, dirigé par Inukai Tsuyoshi (1855-1932), appuyé par le général Sadao Araki (1877-1966), chef du mouvement nationaliste. Il est significatif que l'« incident de Mandchourie » de 1931 plaça le gouvernement libéral de Tôkyô devant le fait accompli : les « jaquettes » se sont inclinées devant les « uniformes », dit-on. En janvier 1932, la conquête de la Mandchourie était achevée. Le 21 janvier 1932, les troupes japonaises — sous le prétexte de protéger leurs compatriotes — débarquèrent en outre à Shanghai, où une vaste ville chinoise s'étendait à côté de la « concession internationale ». Des avions japonais bombardèrent les quartiers populaires. Mais les Japonais ne développèrent pas cette opération, et acceptèrent en mai d'évacuer la ville, sous la pression américaine. La Chine refusa d'engager des négociations directes, décida le boycottage des produits nippons et fit appel à la SDN.

Le Japon riposta en mars 1932 par la proclamation de l'indépendance de la Mandchourie vis-à-vis de la Chine : le nouvel État, le Mandchoukouo (Manzhouguo), ne fut en réalité qu'un protectorat japonais, la démonstration étant facile. Quoique la Mandchourie fût peuplée de 10 % de Mandchous et de 90 % de Chinois, les Japonais prétendirent qu'ils voulaient lui rendre son indépendance. Ils constituèrent un « Empire du Mandchoukouo » (Manzhouguo) et mirent sur le trône Pou-Yi, ex-empereur de Chine détrôné en 1912 lorsqu'il avait cinq ans (*cf.* le film *Le dernier empereur*, de Bernardo Bertolucci, 1987). Les Japonais organisèrent un gouvernement à leur dévotion et se firent charger par le nouvel État du Manzhouguo (Mandchoukouo) de « la défense intérieure et extérieure du pays ». Le Manzhouguo devenait donc un véritable protectorat japonais.

Des réactions internationales auraient été logiques et morales. Le « traité des neuf puissances », que le Japon avait signé en 1922, garantissait l'intégrité territoriale de la Chine. De plus, le coup de force japonais était une violation du Pacte Briand-Kellogg et du pacte de la SDN. En réalité, les puissances intéressées au maintien de l'équilibre en Extrême-Orient ne réagirent pas. L'URSS, préoccupée par la réalisation du premier plan quinquennal, renforça ses garnisons en Sibérie et répliqua à de nombreux incidents de frontière sans chercher à engager un conflit. Les États-Unis, aux prises avec leurs difficultés intérieures, se bornèrent à ne pas reconnaître le Mandchoukouo et à rappeler le principe de la « porte ouverte ». Le secrétaire d'État nord-américain Henry Lewis Stimson (1867-1950) annonça que les États-Unis collaboreraient avec la SDN dans cette affaire. Les résultats furent minces. La SDN ne pouvait donc escompter le soutien effectif des grandes puissances : sans déclarer le

Japon agresseur ni recourir aux sanctions prévues par le Pacte, elle ne prononça qu'une condamnation bénigne — refus de prendre en considération les passeports, la monnaie et les timbres-poste émis par le gouvernement du Mandchoukouo — et ordonna au Japon de retirer ses troupes. Mais le Japon refusa. La Grande-Bretagne, qui est en pleine crise et ne voulait pas intervenir seule, offrit seulement sa médiation pour l'évacuation de Shanghai, attaquée en février 1932, et où ses intérêts étaient directement menacés. L'attitude britannique officielle fut sévèrement critiquée dans les années 30, surtout par les travaillistes. Une commission d'enquête, présidée par Victor Bulwer-Lytton (1876-1947), fut envoyée sur place. Le « rapport Lytton » (fin 1932) fut très défavorable au Japon, mais la SDN ne voulut pas agir davantage.

S'estimant quand même offensé par cette décision, le Japon quitta l'organisation internationale (*cf. Le Lotus bleu*, toujours) le 27 mars 1933 : il préservait ainsi sa liberté d'action pour de nouvelles conquêtes (et il continuera à s'intéresser aux activités économiques et sociales de la SDN). La carence de la SDN dans l'affaire mandchoue était la première atteinte grave à la notion de sécurité collective. Du côté américain, Stimson envisageait des représailles économiques. Mais le président Hoover, depuis toujours partisan de la SDN, de religion quaker, et donc pacifiste, ne voulut pas aller aussi loin. Le 7 janvier 1932 fut publiée une note, dite « Doctrine Stimson », condamnant moralement l'agression japonaise, et déclarant que les États-Unis ne reconnaîtraient pas la conquête. Les militaires japonais s'en souciaient fort peu !

Depuis la conquête de la Mandchourie, les dirigeants japonais s'étaient de plus en plus convaincus que la prospérité du Japon exigeait la conquête de la Chine. Les militaires avaient opéré de nouveaux bonds en avant. En 1933, ils envahirent le Jéhol (Rehe), région montagneuse située entre la Mandchourie et la Mongolie extérieure, à proximité de Beijing [Pékin], et franchirent la grande muraille de Chine. En 1935, ils occupèrent le Hopei (Hebei) puis le Chahar, en Mongolie intérieure. En novembre, les troupes japonaises pénétrèrent dans la région de Pékin et Tien-Tsin (Tianjin). Seule l'URSS, qui avait conclu en mars 1936 un accord d'assistance mutuelle avec la République populaire de Mongolie extérieure fondée en 1925, manifestait son hostilité, mais le Pacte anti-Komintern, signé le 25 novembre 1936 entre le Japon et l'Allemagne, incitait l'Union soviétique à la prudence. Ce pacte n'était théoriquement dirigé que contre le communisme international. En fait, un accord secret déclarait que les signataires ne concluraient pas d'accord politique avec l'URSS sans leur consentement mutuel. L'URSS essaya alors de se rapprocher de la Chine et demanda aux communistes chinois installés dans la région de Yen-an d'interrompre leur guerre civile contre Chiang Kaishek (Jiang Jieshi), pour lutter contre le Japon. Un accord de « front uni » fut conclu à l'arraché avec les nationalistes, en vue d'une politique de « salut national » (décembre 1936, « incident de Xian »).

L'année 1937 marquera le passage du grignotage à la guerre véritable. Mais au Japon beaucoup d'hommes de gouvernement conservent encore à ce moment l'espoir de limiter la guerre aux opérations en Chine et d'obtenir par la voie diplomatique la reconnaissance de la prépondérance japonaise en Asie orientale. Telle est notamment la position du prince Fumimaro Konoe (1891-1945), de la plupart des civils et de l'entourage impérial, mais en face d'eux s'est constitué un parti belliciste, incarné notamment par le ministre des Affaires étrangères Yôsuke Matsuoka (1880-1946) et par le général Hideki Tôjô (1884-1948).

3E PARTIE. LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE (1937-1945)

Le lecteur s'étonnera sans doute de la première date ci-dessus, qui n'est pas une faute de frappe : ne peut-on pas réellement considérer que la guerre mondiale commence, non pas comme des générations d'Européens l'ont ressenti, dit et répété, en 1939, et l'on ne peut guère leur en tenir rigueur, tout au moins pour les plus âgés d'entre eux, mais au moment où les relations sino-japonaises, ou plutôt nippo-chinoises, deviennent une véritable guerre, c'est-à-dire en 1937. Je reconnais aussitôt n'être pas le seul historien à le penser : Hugues Tertrais titre les chapitre II de *La guerre-monde* « 1937 : la guerre commence en Asie » et les maîtres d'œuvre de cette entreprise collective, Alya Aglan et Robert Frank, ont choisi de débiter le titre global de cet ouvrage aussi excellent que considérable (près de 2 500 pages...) par la date de 1937 et d'aller jusqu'en 1947¹.

CHAPITRE 14. LA MARCHÉ À LA NOUVELLE GUERRE MONDIALE (1937-1939)

□ L'annonce d'une époque tragique

À partir de 1936-1937, dans « les dernières années d'avant-guerre » (Maurice Baumont), prévaut un sentiment de drame : il devient évident qu'on va vers une guerre européenne. Mais cette perspective n'est pas accueillie avec la même résignation qu'avant 1914, l'opinion se révolte à la pensée des massacres qui vont venir : drame et résistances ? Un intense sentiment dramatique s'exprime, en particulier chez certains peintres. Touché par les malheurs de son pays d'origine, Pablo Picasso donne alors une série d'œuvres, comme *Guernica* (1937), qui atteignent au sommet du tragique : le choix de formes hérissées, l'emploi de traits brutaux, les contrastes violents de couleurs sombres, l'aspect fantastique du dessin imposent une impression d'angoisse insurmontable. Cette réaction de terreur reste pourtant isolée. Les intellectuels lui préfèrent la critique raisonnée de la société ou le choix d'un engagement. Lorsque la guerre approche, rares sont ceux qui refusent l'engagement ou cherchent à le dépasser.

Les réquisitoires n'étaient guère appréciés vers 1930. À la veille de la guerre, ils prennent l'allure d'une leçon venue trop tard. Dans son film de 1939 *La Règle du jeu*, Jean Renoir dresse un portrait amer d'un monde où l'on a fini par oublier les lois les plus élémentaires au profit d'un jeu cruel. Une autre condamnation, faite cette fois d'un point de vue religieux, apparaît chez le peintre Georges Rouault (1871-1958) : au travers de faces

¹ A.Aglan & R.Frank dir., *1937-1947. La guerre-monde*, Gallimard, Folio, 2015, 2 vol., 2 486 p.

cruelles à force d'inertie, tracées en lignes sommaires qui sont autant de coups violents, s'exprime un univers qui a perdu sa direction. Dans le domaine littéraire, les critiques viennent surtout des États-Unis, où de jeunes romanciers comme William Faulkner (1897-1962) se plaisent à retracer les drames d'une société désaxée (*Sanctuaire*). Pour d'autres écrivains, il n'est pas permis de se réfugier dans une « tour d'ivoire », il faut s'efforcer d'arrêter le désastre. C'est alors que la notion d' « engagement » prend son sens le plus fort : l'intellectuel doit se mettre au service de la cause la plus juste. La guerre d'Espagne suscite le plus grand nombre de prises de position. Cependant, quelques intellectuels comme Renoir ou Antoine de Saint-Exupéry (*Terre des Hommes*, 1939) osent encore demander un simple engagement au service de la fraternité humaine. Jean Giono (1895-1970) et le Suisse Charles Ferdinand Ramuz (1878-1947) manifestent un pacifisme attaché aux anciennes valeurs d'une civilisation rurale. *Les Thibault* (1922-1940) de Roger Martin du Gard (1881-1958), au-delà de l'analyse d'un monde dur et égoïste, s'achèvent sur une note d'espérance dans le progrès moral de l'homme et expriment l'attente d'un monde nouveau et meilleur. Dans un film alors mal compris, *La grande illusion* (1937), Jean Renoir (1894-1979) affirme sa foi dans la fraternité des hommes au-delà des patries et il confie les rôles principaux à des acteurs de quatre nationalités différentes, le personnage joué par Dita Parlo¹ étant fort mal accueilli en France. À la veille de la guerre dans le tourbillon de laquelle ils se trouveront pris, ces années 1930 ont, pour beaucoup d'intellectuels, scellé irrévocablement leur engagement et leur destin. La notion de patriotisme, que personne n'osait sérieusement discuter en 1914, est maintenant considérée par beaucoup d'esprits comme une survivance de temps révolus.

Condamnant éventuellement l'agresseur (le Japon puis l'Italie, cf. deuxième partie), mais décrétant des sanctions insuffisantes, la SDN est impuissante à sauver des États (Chine et Éthiopie), pourtant membres de la « Société ». Elle est, en conséquence de nombreux départs, le lieu des « chaises vides ». L'URSS est entrée en 1934, mais Japon et Allemagne se sont retirés et l'Italie les imite le 3 décembre 1937 : le nombre des membres tombe à 44 en 1939. L'essentiel se passe en dehors de la SDN, en accords directs, comme à Munich. Ironie de l'histoire et de l'architecture : le « Palais des Nations », monumental et décoré des fresques de José Maria Sert y Badia (1874-1945), est achevé en 1937 !

□ La politique américaine

La pédagogie rooseveltienne pour l'extérieur, des lois de neutralité à l'entrée en guerre provoque un engagement progressif de la population. Mais la place du Japon dans la politique étrangère américaine est telle que le problème est très différent de celui de 1914 (cf.

¹ Grethe Gerda Kornstädt (1908-1971).

première et deuxième parties). Le rôle central de Roosevelt est évident, ce que montre bien le discours « de la quarantaine » (5 octobre 1937, à Chicago) dans lequel Roosevelt stigmatise les pays qui rompent l'équilibre international. Il pense au Japon, mais la condamnation s'applique aussi aux fascismes européens. D'autre part, Sumner Welles est désigné comme sous-secrétaire d'État, ce qui permet à Roosevelt de passer par-dessus la tête de Cordell Hull (1871-1955) et de s'occuper personnellement de la politique extérieure.

Toutefois le revirement de l'opinion publique américaine est très lent. Les sondages de la fin de 1938 ressemblent à ceux de février 1937 : 95 % des Américains déclarent qu'en cas de conflit européen, leur pays ne doit pas entrer en guerre. L'événement décisif ce sera la défaite française de 1940 : les sondages montrent à partir de ce moment une opinion publique américaine de plus en plus hostile aux dictatures, d'autant plus que la flotte française était un rempart pour les États-Unis : il ne reste plus comme bouclier que la Grande-Bretagne ! Mais les groupes d'opinion et de pression font de la résistance, apparaissant comme des extrémistes de la neutralité ! Tel est le groupe *Social Justice* du père Charles Coughlin (1891-1980), dont la réputation s'était bâtie d'abord sur la radio. Curé catholique du Michigan, il avait repris la tradition populiste, invité au partage des richesses, mais avec de nettes implications nativistes et racistes. Très vexé de ne pas être pris au sérieux par Roosevelt, il crée en 1936 son propre parti et évolue vers le fascisme, attaque violemment le gouvernement jusqu'en 1942. Il est alors prié par la hiérarchie catholique de se taire, sur pression de l'Administration Roosevelt ! Une pression importante est exercée de la part du *German-American Bund*, de tendance franchement nazie, comme d'autres associations, mais celle-ci est massive. Le Comité *America First* compte 850 000 membres, dont beaucoup de Germano-Américains ; l'expression avait déjà été utilisée pendant Première Guerre mondiale, puis le président Harding l'avait reprise. Le comité se réclame, en la déformant, d'une longue tradition américaine et du « nationalisme » des années 1920 ; il est centré sur Chicago ; sa grande illustration est l'aviateur Charles Lindbergh (1902-1974), qui avait fait la première liaison sans escale New York-Paris en 1927. Lindbergh se rend par trois fois en visite en Allemagne au cours des années trente et y reçoit des mains de Goering l'ordre de l'Aigle allemand. Il mène ouvertement campagne à partir de 1939 contre l'éventualité d'une intervention américaine dans la guerre. Au total et malgré la pédagogie présidentielle, l'opinion publique ne semble pas « mûre » en 1941, pour s'engager dans la guerre. C'est l'aggravation de la situation en Extrême-Orient et l'attaque de Pearl Harbor qui entraînent l'intervention américaine.

Un autre volet est formé par les suites du panaméricanisme : les menaces de guerre avaient provoqué la réunion d'une conférence extraordinaire à Buenos Aires (1936). À la conférence de Lima, en décembre 1938, une déclaration de solidarité entre républiques américaines fut élaborée et orientée par Cordell Hull dans un sens antifasciste : il fallait tenter de lutter, autant que faire se pouvait, contre l'influence des minorités allemandes et italiennes

et contre l' « hispanisme » (ou « hispanité », *hispanidad*) de Franco. En cas de menace contre l'une des républiques, à la demande d'un seul membre, on réunirait les ministres des Affaires étrangères des 21 républiques. Ce système souple montra son efficacité au cours de la Seconde Guerre mondiale.

□ Les débuts de la guerre sino-japonaise (1937-1939)

C'est en 1937 que le Japon décida de poursuivre à fond son expansion en Chine. Le commandant en chef japonais engagea les hostilités, sans avoir déclaré la guerre. Le 7 juillet 1937 (« les trois sept »), une compagnie japonaise en manœuvre près de Beijing [Pékin] essuya des coups de feu provenant des troupes chinoises de la ville. Aussitôt, les Japonais s'emparèrent de Pékin. Les deux camps envoyèrent des renforts : l' « incident » sino-japonais mena à une vraie guerre. De Pékin, les troupes japonaises marchèrent vers le Sud. D'autres unités nippones furent débarquées en juin 1937 à Shanghai, qu'elles bombardèrent et prirent le 27 octobre (ne pas confondre avec le débarquement du 21 janvier 1932). L'armée japonaise fit la conquête de la zone côtière de Beijing [Pékin] à Guangzhou [Canton]. De là, elles marchèrent vers l'ouest en remontant le Yangzi Jiang (Yang Tsé-Kiang, fleuve Bleu). Elles s'emparèrent de Nanjing [Nankin] le 13 décembre 1937 et de Hankou [Hankéou] le 21 octobre 1938. Dans la première ville se produisit le « tristement célèbre » (Nora Wang) « viol de Nankin », « sept semaines de pillages, destructions, meurtres et brutalités qui coûtèrent la vie à 100 000 soldats chinois, 40 000 civils et voient le viol de 20 000 femmes par la troupe japonaise ». Un épisode tristement emblématique des crimes de guerre des troupes nippones lors du dernier conflit sino-japonais (1937-1945). D'autres débarquements eurent lieu dans le Shandong (Chantoung) en janvier 1938. Là, les Chinois remportèrent toutefois en mars la victoire de Taier-Chouang, mais ce fut une victoire sans lendemain, et Guangzhou [Canton] fut prise le 21 octobre 1938. Des complications internationales apparurent vite. Les Américains continuaient à fournir des armes aux Chinois, malgré les lois de neutralité. En représailles, les militaires japonais bombardèrent et détruisirent une canonnière américaine qui croisait sur le Yangzi Jiang (Yang Tsé-Kiang, fleuve Bleu) et trois pétroliers américains. Le gouvernement américain protesta vigoureusement et le Japon offrit des excuses, des indemnités et la promesse de punir les officiers responsables.

Chiang Kaishek (Jiang Jieshi) se réfugia à Tchoung-King [Chongqing] dans le Sse-Tchouen, riche province sur le cours supérieur du Yangzi, protégé vers l'aval par des rapides infranchissables. L'infériorité des troupes chinoises était partiellement compensée par d'actives guérillas. Les Japonais tenaient la Chine du Nord, de nombreux ports et la vallée inférieure du Yangzi. Mais, hors des villes, ils se heurtaient à la résistance des Chinois. L'état-major de l'armée de terre voulait réduire les forces japonaises engagées en Chine, pour préparer une guerre contre l'URSS. Le premier ministre japonais, le prince Fuminaro Konoé,

essaya à deux reprises de négocier avec les Chinois, en décembre 1937 et en décembre 1938. Tenant l'Est et les grandes agglomérations, les Japonais ne pouvaient envisager une conquête intégrale, eu égard à la taille et à la population de la Chine. Les Japonais voulaient obtenir la reconnaissance de leur domination économique. Ce fut un échec. Ils essayèrent alors de créer un gouvernement chinois pro-japonais et réussirent à se rallier un membre du Guomindang, Wang Jingwei (1883-1944), qui fonda à Nanjing [Nankin], en janvier 1940, un « gouvernement central de la République chinoise ». Mais ce gouvernement satellite ne put établir son autorité.

Dès février 1938, le gouvernement japonais créa une banque d'émission, la Banque fédérale de réserve, qui émit une nouvelle monnaie — le yuan — qui devait avoir cours dans la Chine japonaise. À la fin de 1938, les Japonais arrêtaient leurs offensives massives et, par une déclaration adressée aux Puissances, en novembre 1938, le gouvernement japonais annonça que le principe de la « porte ouverte » en Chine n'était plus de saison. Le Japon en venait à cette conclusion que le seul moyen de vaincre serait d' « étouffer » Chiang Kaishek (Jiang Jieshi) en coupant ses voies de ravitaillement. Mais ceci entraînerait des complications internationales redoutables, et peut-être même une guerre générale. En mars 1939, les Japonais établirent le contrôle des changes, complété le 14 juin par un blocus des concessions françaises et anglaises de Tianjin [Tien-tsin] dans le but d'imposer le yuan à la Chine toute entière.

Au Japon, expansionniste et proche des dictatures européennes, observe-t-on un totalitarisme véritable ? D'une part le ministère (le prince Fumimaro Konoé le dirige en 1937 puis en 1940-1941) tend à devenir un simple organe de ratification des décisions arrêtées par les officiers supérieurs. L'aboutissement fut le cumul par général Hideki Tôjô des fonctions de premier ministre et de chef suprême des armées. Surtout, la montée du totalitarisme fut très nette : surveillance des individus par la police du « contrôle de la pensée », refonte des manuels scolaires, chasse à tout ce qui « n'est pas japonais » (y compris les panneaux de circulation bilingues !). Le 12 octobre 1940, Fumimaro Konoé regroupa les partis dans une Association nationale pour le Service du Trône, mais celle-ci fut atone : il n'y a donc pas vraiment un « parti unique » comme dans les pays fascistes.

L'impérialisme japonais dans l'Asie orientale et l'océan Pacifique est beaucoup plus net. Face à l'agression japonaise contre la Chine, la réaction internationale avait été inexistante. Si la SDN avait condamné l'action du Japon, elle ne l'avait pas déclaré *agresseur* et il n'était pas question de sanctions. Seule l'URSS s'était montrée plus ferme, il est vrai qu'elle était directement menacée : pacte de non-agression avec la Chine (août 1937), aide militaire à la Chine et opérations militaires contre les Japonais (août 1938 et mai 1939), qui subirent des pertes très sévères du fait des blindés, de l'artillerie et des transports automobiles des Soviétiques. Pour le Japon, l'expansion étant bloquée en Chine dès 1938, en URSS en 1938-

1939, le rêve panasiatique renaît ; il s'y ajoute le désir d'expansion dans le Pacifique, depuis longtemps défendu par le *lobby* de la Marine. Le 30 novembre 1938, une conférence impériale lance le concept d' « Ordre nouveau » en Asie orientale, puis le Japon lancera « Sphère de coprosperité de l'Est asiatique ». L'impérialisme japonais continue à camoufler volontiers ses prétentions derrière les thèses du panasiatisme. En son nom, le Japon prétend unir sous sa direction tous les peuples jaunes dans une lutte libératrice contre les Blancs. En réalité, il s'agit pour lui d'étendre sa tutelle sur l'Asie et de réaliser le *Dai Nihon*, le « Grand Japon ». Mais double est son illusion : le Japon va se heurter à un ensemble de vieilles nations qui le vaincront et aux ambitions naissantes des nations asiatiques. D'ailleurs une partie appréciable des futures élites asiatiques sont... d'anciens collaborateurs avec les Japonais.

□ La première « étape » hitlérienne, l'Autriche

De l'*Anschluss* à Munich, pendant l'année 1938 se réalise la conquête nazie de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie. En 1938, l'Europe semble à la merci de Hitler qui réalise l'*Anschluss* avec l'Autriche et pose la question des Sudètes. À la conférence de Munich, les démocraties croient sauver la paix par le compromis : leur reculade ne fait qu'encourager Hitler. En soulevant la question polonaise, il démontre bien que l'espace vital implique la domination de l'Europe. La guerre paraît inévitable. L'attaque allemande contre la Pologne entraîne, en septembre 1939, la Grande-Bretagne et la France dans le conflit. Les Allemands multiplièrent les initiatives destinées à donner à l'Axe (*cf.* 2e partie) une plus grande efficacité. Au long de l'année 1937, les dirigeants du Reich se succédèrent à Rome : Goering, von Neurath puis von Blomberg. En septembre, le Duce se rendit officiellement en Allemagne où on le fascina en exhibant la puissance militaire, humaine et industrielle de l'Allemagne, notamment par la grande parade du 28 septembre (*cf.* Charles Chaplin, *Le Dictateur*, 1940). Au grandiloquent stade olympique de Berlin — qui, hélas, resservira pour le Mondial de football de 2006 — ce jour-là, Mussolini déclara : « Quand le fascisme a un ami, il marche avec cet ami, jusqu'au bout. » Pendant les semaines qui suivirent, Mussolini et Ciano, qui sont pris d'une véritable frénésie germanophile, agitèrent les projets les plus démentiels : guerre préventive contre l'URSS, concession de territoires africains à l'Allemagne, bombardement par surprise de la flotte britannique de la Méditerranée, etc. C'est dans ce contexte pichrocolesque que l'Italie donna le 6 novembre 1937 son adhésion au Pacte anti-Komintern signé un an plus tôt par l'Allemagne et le Japon (*cf.* 2e partie).

À la fin de 1937, Hitler n'avait encore réalisé que les préliminaires de son programme. Il avait détruit les clauses non territoriales du traité de Versailles, et il poursuivait activement la préparation d'une puissante armée qui lui permettrait d'aller plus avant, au risque d'une guerre. C'est en 1937 que l'armée allemande dépasse l'armée française. Pour l'aviation, surtout, la primauté allemande s'affirme. En 1937, 4 320 avions modernes sont livrés à la

Luftwaffe contre 450 en France ; en 1938, 6 600 contre 500. Fort du soutien italien, de la croyance anglaise en la force des accords et du refus français de s'opposer aux initiatives allemandes sans l'appui anglais, Hitler commence sa politique d'expansion au printemps de 1938. Une conférence secrète qu'il tient avec ses plus proches collaborateurs, le 5 novembre 1937, lui avait permis d'exposer ses buts. Elle est bien connue par le « protocole » ou « mémorandum » rédigé par l'aide de camp Hossbach. Il s'agissait de réaliser la *Grande Allemagne*, de réunir en une seule communauté les Allemands du IIIe Reich, d'Autriche et de la région des Sudètes. Il faut réunir au Reich les territoires allemands perdus, puis conquérir l'espace vital, le *Lebensraum* auquel la race supérieure a droit.

Hitler pense qu'il convient d'agir vite, pour deux raisons. D'abord, en 1943, date fixée dans le texte pour le début de la conquête de l'espace vital, de manière à rassurer les chefs militaires allemands, les démocraties occidentales auront rattrapé leur retard militaire. Ensuite, Hitler seul, par son génie et son influence sur les masses, s'estime capable de créer la grande Allemagne. Or il a déjà 48 ans. Quel drame ce serait s'il venait à disparaître prématurément ! Hitler s'impose donc une sorte de calendrier auquel il entend se tenir. Les premiers objectifs sont l'Autriche et la Tchécoslovaquie. Le Führer procède suivant un scénario immuable : il appuie ses revendications sur des considérations ethniques, historiques et linguistiques, il se sert des partis nazis qui existent dans les territoires convoités et qui vont au-devant de ses désirs, et il gradue ses exigences dans un climat de violence qu'entretiennent ses discours menaçants. Quelques réserves s'élevèrent dans l'armée : les opposants furent destitués. En janvier 1938, Hitler limogea son ministre de la Guerre, le général Werner von Blomberg (1878-1946) et du chef d'état-major de la Wehrmacht, le général Werner von Fritsch (1880-1939). Il prit lui-même le commandement de l'armée avec, au-dessous de lui, un « Ober Kommando der Wehrmacht » (OKW), commandement supérieur dirigé par le docile général Keitel. Le mois suivant, il plaça au ministère des Affaires étrangères le nazi Joachim von Ribbentrop, personnage versatile et médiocre, mais courtisan et soumis.

Ribbentrop (1893-1946) avait adhéré tard au parti nazi (1932), sans grande conviction. Marié dans la haute bourgeoisie, il se voit confier par Hitler des missions diplomatiques secrètes et en 1936 l'ambassade de Londres, sans parvenir à conclure une alliance avec la Grande-Bretagne.

Des fidèles furent mis dans les postes diplomatiques clés, Rome, Vienne et Tôkyô. Hitler avait ainsi éliminé de l'État-major et de l'administration les derniers éléments conservateurs susceptibles d'enrayer la marche de l'Allemagne vers le « destin grandiose » qu'il lui avait fixé.

Le principal obstacle à l'annexion de l'Autriche était l'Italie (*cf.* 2e partie). Mais elle avait ses meilleures troupes en Éthiopie et en Espagne. À partir de novembre 1937,

Mussolini renonça à défendre l'Autriche et orienta les intérêts politiques italiens vers la Méditerranée et l'Afrique. Mussolini se résignait à l'inévitable et il le laissa entendre à Hitler. Désormais, sa politique ne sera plus danubienne, mais balkanique, méditerranéenne et coloniale. Hitler comprit qu'il pouvait agir. D'autant plus que ni l'URSS, livrée aux purges stalinienne (voir plus loin), ni les États-Unis, qui venaient de voter les lois de neutralité, n'étaient prêts à s'impliquer dans les affaires européennes. Le gouvernement autrichien, dirigé par le chancelier Kurt von Schuschnigg, s'inquiétait. Le 12 février 1938, Hitler convoqua le chancelier dans sa résidence des Alpes bavaroises, au « nid d'aigle » de Berchtesgaden. Reçu avec un manque total d'égards, sous la menace d'une intervention militaire allemande, il fut obligé d'accepter comme ministre de l'Intérieur le chef du parti nazi autrichien, Arthur Seyss-Inquart (1892-1946). De retour à Vienne, Schuschnigg essaya de prévenir l'intervention allemande et décida d'organiser un plébiscite sur le principe de l'indépendance de son pays, le 13 mars. Pris de court, Hitler brusqua son action : tout sera consommé en une journée. De ce plébiscite, il ne voulait à aucun prix. C'est en vain que Schuschnigg demande de l'aide aux signataires de l'accord de Stresa, France, Grande-Bretagne et Italie.

Le 11 mars 1938, Seyss-Inquart somme Schuschnigg de renoncer au plébiscite. Maître de la police et fortement appuyé sur les unités paramilitaires de son parti, Seyss-Inquart est l'homme fort de l'Autriche : Schuschnigg cède. Il est 14 h 45. Vingt minutes plus tard, Goering, ministre de l'Intérieur du IIIe Reich, exige, par téléphone, la démission du chancelier : Schuschnigg cède encore et démissionne. À 17 h 45, nouveau coup de téléphone de Goering qui commande le remplacement de Schuschnigg par Seyss-Inquart. À 23 heures, le président de la République Wilhelm Miklas (1872-1956) s'incline. Le premier geste du nouveau chancelier est de faire appel aux troupes allemandes qui occupent tout le pays sans rencontrer d'opposition. Le 13 mars, une double loi promulguée à Berlin et à Vienne consacre l'union de l'Allemagne et de l'Autriche ; un peu plus tard, 97 % des électeurs autrichiens approuveront l'*Anschluss*. L'Autriche est devenue l'*Ostmark*, partie intégrante du Reich, Seyss-Inquart son *Reichsstatthalter*, les réserves financières considérables de l'Autriche grossissent le trésor de guerre de la Reichsbank, des pogroms éclatent contre les juifs, en toute spontanéité.

L'Europe laisse faire. Le gouvernement anglais déconseille ouvertement aux Autrichiens la résistance ; en France, c'est un cabinet démissionnaire, celui de Chautemps, qui n'ose ni ne peut prendre aucune initiative. Les pays occidentaux, atterrés, ne réagissent que par des protestations. Mussolini, qui n'avait pas été prévenu, se résigne. « Duce, je n'oublierai jamais cela », lui télégraphie Hitler qui jure l'« imperméabilité de la frontière du Brenner ». C'est que le raidissement du régime fasciste opéré en 1938 favorise le resserrement des liens entre les deux dictatures, mais pas au point de dissimuler l'humiliation : des protestations s'élèvent dans les hautes sphères dirigeantes italiennes. Pour calmer cette opposition larvée, le Duce fait voter par le Grand Conseil fasciste un ordre du jour approuvant l'*Anschluss* et il

prononce dès le 16 mars à la Chambre un discours dans le même sens. Toutefois, le mois suivant il tente une dernière fois de se rapprocher des démocraties, signant avec la Grande-Bretagne les « accords de Pâques » (voir plus loin) et engageant des négociations avec le chargé d'affaires français à Rome. Conscient du risque de revirement italien, Hitler, qui se rend en Italie au début de mai 1938, propose au Duce une alliance militaire en bonne et due forme. Il réitère sa proposition à maintes reprises dans les mois qui suivent, mais sans obtenir de réponse très ferme. Mussolini qui céderait volontiers, semble-t-il, à la pression allemande se trouve en effet freiné par Ciano, lequel commence à prendre conscience du prix excessif du rapprochement avec l'Allemagne. Cette prudence ne va pas empêcher le gouvernement italien de soutenir à fond les revendications allemandes vis-à-vis de la Tchécoslovaquie. Le 10 février 1939, devant les commandants des troupes d'infanterie, Hitler évoquera l'*Anschluss* comme la « deuxième fondation du Reich » et ajoutera que Bismarck n'avait fondé qu'un Reich *petit-allemand*, mais que lui, Hitler, né en Autriche, a réalisé un Reich *grand-allemand* avec l'annexion de l'Autriche (la distinction était apparue au moment de la révolution de 1848).

□ Les origines de la crise tchécoslovaque

La deuxième « étape », c'est la Tchécoslovaquie, dont la réduction va occuper, en deux crises, les derniers mois de 1938 et le début de 1939. La première partie de son plan exécutée, Hitler aborde la seconde. À ce moment il y a 3 231 000 Allemands en Tchécoslovaquie (22 % de la population totale), 93 % d'Allemands à Dantzig (où s'agitent les nazis du *gauleiter* Forster), 43 % à Memel (Klaipéda). La Tchécoslovaquie, née du démembrement de l'Empire austro-hongrois (*cf.* 1^{ère} partie), est dans une situation stratégique capitale pour le Reich et elle est un pays autrement riche et puissant que l'Autriche. Son industrie est digne de considération, son armée est moderne et nombreuse ; son chef, le président de la République Édouard Bénès, qui a succédé à Tomás Masaryk en 1935, est un des hommes politiques les plus écoutés de la SDN ; le traité d'alliance qui la lie à la France depuis 1924 lui donne la force diplomatique qui manquait à l'Autriche. Pourtant, Hitler arrivera de nouveau à ses fins.

Masaryk, malgré les promesses faites aux Slovaques en juin 1918, n'avait jamais accordé d'autonomie aux Slovaques, encore moins aux Sudètes ; les minorités de la République tchécoslovaque bénéficiaient seulement de droits culturels. En Tchécoslovaquie occidentale, dans la région des Sudètes, des Monts métallifères et de la Forêt de Bohême, c'est-à-dire tout le long de la frontière germano-tchécoslovaque, surtout dans les montagnes qui entourent le quadrilatère bohémien avec de grands centres industriels et les fortifications protégeant la Bohême, vivent environ 3,2 millions d'Allemands. Ces minorités bénéficient de garanties linguistiques et scolaires, mais elles redoutent que la réforme agraire entreprise en 1920, en disloquant les grands domaines allemands au profit de leurs fermiers, qui étaient surtout des

Tchèques, n'aboutissent à une lente « slavisation » de leurs provinces. Une coexistence précaire avait paru cependant s'établir entre les deux communautés. Mais les Allemands des Sudètes gardent conscience de leur originalité ethnique. Leurs groupements régionalistes prennent volontiers la forme d'associations culturelles et surtout sportives, créées parfois à l'époque « autrichienne » en réplique aux sociétés tchèques des « Sokols ». Ces organisations maintiennent des liens étroits avec les émigrés installés en Allemagne et les ligues pangermanistes.

Dans les années 1920, étaient apparues quelques sections nazies, favorisées par la proximité de la Bavière, mais encore peu influentes. La crise économique et surtout l'installation du régime national-socialiste en Allemagne donnent une vigueur nouvelle aux revendications autonomistes des Allemands des Sudètes. Depuis 1935, le *Sudeten Deutsche Partei*, dirigé par Konrad Henlein (1898-1945), dont les sympathies nazies étaient connues de tous, est le principal porte-parole de ces Allemands, assez improprement appelés *Sudètes*. Le 24 avril 1938, à Karlsbad (Karlovy-Vary), petite ville des Monts métallifères, Henlein expose publiquement son programme qui vise à obtenir la formation d'un gouvernement autonome des régions germaniques. Le gouvernement anglais, qui prévoit et redoute un refus de Prague, refus qui risquerait de durcir les exigences du *Sudeten Deutsche Partei* et de le pousser à réclamer l'union avec l'Allemagne, envoie en Tchécoslovaquie un médiateur, lord Runciman. Celui-ci revient de sa mission convaincu du bien-fondé des demandes de Henlein. Aussi, à la demande de Londres et de Paris, Prague promet d'accorder l'autonomie aux *Sudètes*. Mais Bénès refuse d'engager des négociations « d'État à État » avec les *Sudètes* et propose une négociation entre partis, y compris celui de Henlein. Celui-ci refuse. Il n'y a donc pas de négociation. Le gouvernement tchèque fait appel à ses alliés, la France et l'URSS.

□ La première crise tchécoslovaque et Munich (1938)

Quelle fut l'attitude française ? Daladier, président du Conseil, fit savoir à plusieurs reprises qu'en cas d'agression contre la Tchécoslovaquie, la France honorerait son alliance. Toutefois, le ministre des Affaires étrangères, Georges Bonnet (1889-1973), un véritable *appeaser* à la française, considérant les insuffisances d'armement de la France, espérait qu'on pourrait s'en dégager. Au moins fallait-il chercher à avoir l'appui britannique et soviétique. En profondeur, en France, le danger allemand n'avait pas provoqué d'élan national semblable à celui qui avait précédé la Grande Guerre. D'autres préoccupations absorbaient en effet le pays. L'année 1936 avait réveillé l'inquiétude sociale. Chez un grand nombre de Français, le sentiment du péril extérieur était éclipsé par la hantise du communisme et le fascisme italien avait toujours eu la sympathie active des « ligues » (cf. 2e partie) : désormais, pour beaucoup, l'idée d'une solidarité avec Mussolini, voire avec Hitler, paraissait naturelle. Les partis de gauche et les syndicats, par contre, étaient violemment hostiles aux dictatures,

menace pour la « liberté du monde ». Ils avaient stigmatisé l'agression italienne en Éthiopie et encouragé les républicains espagnols ; mais leurs manifestations n'avaient pas eu de portée pratique, et le gouvernement Blum avait refusé de s'engager. Le pays demeurait profondément pacifiste. Paralysée par les remous de l'opinion, consciente de sa faiblesse démographique, la France pratiquait en fait, dans le domaine des relations internationales, la même tactique défensive que préconisait l'état-major sur le plan militaire ! Les gouvernements, redoutant l'isolement, ne voulaient pas se dissocier de la politique britannique, qu'ils suivaient, parfois à contrecœur, dans l'« apaisement » : la France n'avait donc pratiquement plus de politique extérieure indépendante.

Édouard DALADIER (1884-1970)

Fils d'un boulanger de Carpentras (Vaucluse), **Daladier est un boursier qui devient professeur d'histoire-géographie, après avoir été à Lyon l'élève (en khâgne) d'Édouard Herriot.** Il revient enseigner dans sa ville natale et, en 1911, il est élu maire de Carpentras. **Mobilisé en 1914, il termine la guerre lieutenant après avoir traversé quelques-unes des grandes batailles du conflit. En 1919, il est élu député radical du Vaucluse, mandat qu'il conserve jusqu'en 1940.** Il commence sa **carrière ministérielle dans le sillage d'Édouard Herriot** dont il est le disciple comme ministre des Colonies du gouvernement du Cartel des Gauches en 1924 et sera dans les gouvernements qui suivent ministre de la Guerre, puis de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts. **Dès 1926, il rompt avec Herriot,** auquel il reproche de s'entendre avec les modérés et, comme chef de file de la gauche de son parti, il accède à la présidence de celui-ci en 1927, présidence qu'il conserve jusqu'en 1931. C'est aussi à ce moment qu'il se spécialise dans les problèmes militaires et se rapproche de l'état-major. Après avoir occupé divers postes ministériels dans les gouvernements présidés par les radicaux, il accède en **janvier 1933 à la présidence du Conseil** qu'il conserve jusqu'en octobre.

Rappelé à ce poste, en raison de son intégrité et de l'énergie qu'on lui suppose, le 30 janvier 1934, en plein scandale Stavisky, il se heurte aux liges d'extrême droite qui, pour empêcher son investiture organisent l'émeute du 6 février. Daladier fait front, résiste aux pressions exercées par la droite pour obtenir sa démission, mais doit se retirer, à son corps défendant, le 7 février, abandonné par un certain nombre de ses ministres, par le chef de l'État, les présidents des deux Chambres et Herriot, président du groupe radical. Accusé d'être un « fusilleur » par la droite et les communistes, sa carrière semble brisée. Mais il peut faire sa **rentrée politique dès le printemps 1935** en prenant la tête du courant radical favorable au Front Populaire, face à un Herriot réticent. Porté par la poussée à gauche, il **redevient président du parti radical après la démission d'Herriot en janvier 1936.** Les élections de 1936 ayant été favorables au Front Populaire, il retrouve le **ministère de la Défense Nationale,** avec la vice-présidence du Conseil dans le gouvernement Blum.

Désormais, il ne quittera plus, jusqu'en 1940, la direction de la défense du pays. Favorable au Front Populaire, Daladier prend cependant conscience, dès l'automne 1936, du **désaveu des classes moyennes vis-à-vis du gouvernement** et tout en résistant aux pressions des radicaux hostiles au Rassemblement, multiplie à l'adresse du président du Conseil les mises en garde et les avertissements sur sa politique sociale. En dépit des assurances qu'il reçoit, il se rend compte que le camp des adversaires du Front Populaire ne cesse de se renforcer, et pour conserver l'oreille de la base radicale, infléchit son attitude. **Au printemps 1937, il accepte de cautionner les adversaires radicaux du gouvernement et pose implicitement, en juin 1937, sa candidature à la succession de Léon Blum. Cette évolution rend possible le renversement par le Sénat du gouvernement. Mais Daladier devra attendre avril 1938 pour retrouver la présidence du Conseil. Il forme alors un gouvernement ambigu, comprenant des modérés, mais qui s'appuie sur la quasi-unanimité des députés.**

La rupture avec le Front Populaire intervient en deux temps : en août 1938, annonçant son intention de « remettre la France au travail », il rompt avec l'image sociale du Front Populaire. Mais l'essentiel intervient à l'automne 1938. En signant les Accords de Munich avec Chamberlain, Hitler et Mussolini, accords qui préservent la paix, mais sacrifient la Tchécoslovaquie, alliée de la France, Daladier est à l'unisson des sentiments pacifistes de la majorité des Français, mais paraît aux yeux d'une partie de l'opinion, trahir le contenu antifasciste du Front Populaire. **Les communistes déclenchent contre lui une violente campagne, qui aura pour résultat, la décision des radicaux de signer l'arrêt de mort du Front Populaire en quittant en novembre le Comité national du Rassemblement Populaire.** Par ailleurs, en nommant au ministère des Finances le modéré Paul Reynaud qui prend des décrets-lois destinés à redresser la situation économique, et en particulier celui qui permet d'aménager la loi de 40 heures, il **tourne le dos au programme social du Front Populaire.** La gauche politique et syndicale réplique en organisant le 30 novembre 1938 une grève générale qui apparaît comme une épreuve de force entre elle et le gouvernement. Les mesures prises par Daladier font de cette journée un relatif échec pour la gauche, désormais condamnée au silence.

Vainqueur de la gauche, rassemblant autour de lui une union nationale dont il est le symbole, Daladier est alors au faite de sa popularité, exerçant sur un parlement docile et une opinion qui veut voir en lui l'homme fort qu'elle attendait une véritable « dictature » morale. Situation qui doit permettre à Daladier de préparer la France à la guerre, car il n'a jamais considéré que l'accord de Munich offrirait autre chose qu'un sursis. De fait, dès 1939, il tient le **langage de la fermeté face aux revendications coloniales de l'Italie** et, conjointement avec les Britanniques, donne la garantie française aux États menacés par Hitler et Mussolini. **Fidèle à cette nouvelle ligne de conduite, il déclare la guerre à l'Allemagne le 3 septembre 1939. Mais il va subir les conséquences politiques de la « Drôle de guerre », décidée par l'État-major en qui il a une entière confiance.** Les députés lui reprochent l'inertie de l'armée française et son refus de choisir entre la paix (souhaitée par une minorité) et l'ouverture des hostilités que ne prévoit

pas la stratégie défensive de l'État-major. Ne réussissant pas à rassembler une majorité, il **démissionne le 20 mars 1940.**

Après la défaite, il est arrêté par Vichy en septembre 1940, traduit devant la Cour de Riom en février 1942, puis livré aux Allemands qui le déportent en 1943. Libéré en 1945, il reprend une carrière politique en dépit des violentes attaques des communistes qui lui reprochent ouvertement Munich et plus discrètement la dissolution du parti communiste de septembre 1939 et les poursuites contre les députés communistes de 1940. En fait, il sera **député sans discontinuer jusqu'en 1958, mais ne jouera plus un rôle de premier plan.** Il soutient Mendès et vote contre l'investiture du général de Gaulle.

Le problème historique posé par l'action de Daladier est celui de la préparation de la France à la guerre, dont il a eu la responsabilité comme ministre de la Défense nationale depuis 1936. Lucide, il a présidé à un effort de **réarmement réel**, obtenant d'importants crédits militaires, mais l'efficacité de son action a été handicapée par l'agitation sociale, la loi des 40 heures et la vétusté d'un appareil industriel insuffisamment modernisé par le patronat. En revanche, **la confiance aveugle faite à un État-major médiocre fait de lui un des responsables de la défaite de 1940.**

La Grande-Bretagne, elle, était alors gouvernée par le conservateur Neville Chamberlain, partisan résolu de la politique d'apaisement (*appeasement*). Pour lui, l'apaisement était une vraie doctrine. Il était convaincu que certaines prétentions allemandes étaient fondées. Ne valait-il pas mieux les satisfaire et économiser une guerre ? La Grande-Bretagne ne considérait pas les questions d'Europe centrale comme essentielles à sa sécurité. De là, une politique qui acceptait l'hypothèse d'une révision partielle des traités de 1919 dans la mesure où elle ne serait pas imposée par la force, et jugeait opportun d'accorder à Hitler quelques satisfactions en Europe centrale, surtout lorsque ses revendications concernaient des minorités allemandes séparées du Reich. Quelques critiques s'élevaient : des travaillistes regrettaient que l'on n'eût pas soutenu la SDN ; autour d'Anthony Eden et de Winston Churchill, des conservateurs voyaient dans la politique des *appeasers* un expédient provisoire en attendant que la Grande-Bretagne eût réarmé. Mais, dans leur grande majorité, les Anglais, malgré leur antipathie pour le régime nazi, étaient profondément attachés à la paix. L'illusion de Neville Chamberlain résidait dans la croyance qu'on pourrait un jour *satisfaire* Hitler, et que celui-ci, ayant annexé des territoires, ne chercherait pas à s'étendre ailleurs. En tout cas, Chamberlain fit savoir dès avril 1938 à la France qu'il ne ferait pas la guerre pour la Tchécoslovaquie. D'ailleurs, au cours d'un voyage à Londres, Konrad Henlein avait pu constater que ses revendications, habilement présentées comme le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, trouvaient un écho favorable dans la presse. Chamberlain avait déjà pratiqué la politique d'*appeasement* vis-à-vis de l'Italie : le *gentleman's agreement* du 16 avril 1938 ou

« Accord de Pâques » avait abouti à la reconnaissance par la Grande-Bretagne de la conquête de l'Éthiopie.

L'attitude de l'Union soviétique s'explique quant à elle par sa méfiance à l'égard des démocraties : elle se souvient de l'inaction des démocraties quant à la Rhénanie, à l'Espagne, à l'*Anschluss*, etc. La conférence de Munich va soulever la crainte d'une entente au détriment de l'URSS. D'autre part, l'URSS inquiète toujours les pays d'Europe orientale (Pologne, Roumanie), qui refusent un éventuel passage des troupes soviétiques sur leur territoire. Quant au Pacte anti-Komintern (25 novembre 1936) il inquiète d'autant plus les Soviétiques qu'il est complété, par adhésion de l'Italie, de l'Espagne, etc. Enfin, la politique soviétique est commandée par un net désir de résistance au Japon, ce que montrent bien les combats contre l'armée japonaise en 1938 et 1939 (voir plus haut). La fin des années trente voit en URSS l'exaltation de la *Velikaïa Rus'*, la Grande Russie, la réhabilitation de l'histoire nationale (révisée), l'exaltation des sentiments patriotiques et de l'action des grands tsars, de la force de l'ancien État tsariste, notamment dans ses rapports avec les autres nationalités que la russe : la colonisation aurait été un « bien relatif ». En conséquence, sont exaltés des héros positifs de l'histoire russe, Alexandre Nevski (*cf.* le film d'Eisenstein, 1938), Dimitri Donskoi, le vainqueur des Mongols, Pierre le Grand, Souvorov et Koutouzov ; mais la première partie d'*Ivan le Terrible* n'est terminée qu'en octobre 1944 et présentée au public seulement en janvier 1945 ; en septembre 1946, la deuxième partie se voit condamnée par le Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique. L'URSS, alliée de la Tchécoslovaquie, devait la secourir à condition que la France le fit d'abord. Mais, comme elle n'avait pas de frontière commune avec la Tchécoslovaquie, il lui fallait passer par la Pologne ou la Roumanie. Or, malgré les instances françaises, elle refusa de le faire sans l'agrément de ces pays, qui n'acceptèrent pas de le donner. Son aide ne pouvait donc être que platonique. Au pire moment de la crise, il n'y eut d'ailleurs pas de concentrations de troupes soviétiques le long des frontières.

En conséquence de ces atermoiements, Hitler lança la surenchère. À Nuremberg, le 12 septembre 1938, il prononça un très violent discours dans lequel il reprocha à la police tchèque de maltraiter les Sudètes, auxquels il promit le secours du Reich. Il laissa entendre qu'il fallait aller plus loin qu'une simple autonomie interne pour la région des Sudètes, qui devait être annexée à l'Allemagne. Inquiet, le Premier ministre britannique, Neville Chamberlain demanda une entrevue à Hitler, décidant d'aller lui-même le voir. Il prit l'avion (pour la première fois de sa vie...) et rencontra Hitler à Berchtesgaden, le 15 septembre. Hitler lui fit part de sa volonté d'annexer les Sudètes. Porteur de ces revendications, Chamberlain rencontra Daladier. Celui-ci se résigna à les subir, à condition que la Tchécoslovaquie acceptât le démembrement. Le président Bénéš ne donna son accord qu'à la suite d'un véritable ultimatum franco-anglais. À la même heure, Konrad Henlein réclama ouvertement l'annexion. Chamberlain regagna Londres où le gouvernement accepta que tous les territoires peuplés d'au moins 50 %

d'Allemands fussent rattachés à l'Allemagne. Le gouvernement français, lui, se montra très divisé : tandis que le ministre des Finances Paul Reynaud, ainsi que Georges Mandel, voulait résister aux exigences hitlériennes, le ministre des Affaires Étrangères, Georges Bonnet (voir plus haut), se rallia au plan adopté à Londres. Daladier finit par épouser l'opinion de ce dernier, et, le 20 septembre, le gouvernement tchèque fut avisé de la position franco-britannique. Bénès s'inclina, tandis que Chamberlain allait rendre compte à Hitler de la solution proposée.

Paul REYNAUD (1878-1966)

Né à Barcelonnette, dans les Basses-Alpes, dans une famille de la bourgeoisie marchande aisée, ayant fait fortune au Mexique comme certains « Barcelonnettes » et se fixant à Paris, Paul Reynaud devient avocat mais fait un tour du monde avant de s'« installer ». En 1910, il est élu premier secrétaire de la Conférence des avocats et choisit pour la séance solennelle de rentrée de prononcer un hommage du président du Conseil Waldeck-Rousseau. Devant la désapprobation des membres — conservateurs — de la Conférence, il devra y renoncer mais fera publier son texte aux Éditions Grasset en 1913 ! Reynaud commence sa carrière politique en 1913 en succédant à son père au Conseil général du département des Basses-Alpes (dit maintenant Alpes de Haute-Provence). Après avoir échoué aux législatives de 1914, il inaugure une carrière politique nationale en devenant **député des Basses-Alpes en 1919**. L'année précédente, il avait fait pour le compte du gouvernement un voyage d'étude en Sibérie et en Extrême-Orient. Au sein de la Chambre « bleu-horizon », il siège au groupe d'Action républicaine et sociale, comme la plupart des nouveaux jeunes députés modérés, parmi lesquels André Tardieu et Georges Mandel, avec qui il se lie d'amitié.

Il a alors 41 ans et **s'intéresse immédiatement aux problèmes économiques et financiers, ainsi qu'aux Affaires étrangères, et plus spécialement à la question des Réparations**. À la différence de nombre de parlementaires, il est favorable aux Réparations en nature. Il interpelle le gouvernement Poincaré, car selon lui la méthode adoptée par le gouvernement n'est pas la bonne. Dans son esprit, le seul moyen véritable de faire payer l'Allemagne est de l'obliger à relever elle-même les ruines qu'elle a provoquées sur le sol français. L'Allemagne paierait ainsi ses propres entrepreneurs qui viendraient travailler en France. Même si son projet n'est pas retenu, il vote néanmoins en 1923 l'occupation de la Ruhr par les troupes françaises, non pas dans un esprit de revanche ou comme une humiliation envers le vaincu, mais comme un préalable obligatoire à la réconciliation qui doit s'engager nécessairement entre la France et l'Allemagne. Battu aux élections de 1924 par une liste du Cartel des gauches, il revient à la Chambre en 1928 comme **député Alliance démocratique de la Seine** et s'impose d'emblée comme un des dirigeants de la coalition de centre-droit qui soutient Raymond Poincaré. Il devient d'ailleurs à ce moment **un des chefs de file de l'Alliance Démocratique**. En 1924, Paul Reynaud s'était préoccupé de Défense nationale : sa conviction est qu'il faut doter le pays non

pas d'une armée défensive mais d'une armée à caractère offensif, grâce à une force mécanique capable d'actions rapides et puissantes.

À partir des élections de 1928, l'ancienne génération politique des Briand, Poincaré, Caillaux cède la place à une nouvelle génération ; Pierre Laval, Pierre-Étienne Flandin, André Tardieu et Paul Reynaud en font partie. Personnalité politique de premier plan, Reynaud commence sa carrière ministérielle (à 52 ans) au **poste prestigieux de ministre des Finances** du second cabinet Tardieu de mars-décembre 1930, occupant ensuite jusqu'en 1932 des **postes ministériels importants**, les Colonies en 1931-1932 (c'est lui qui inaugure l'Exposition coloniale), la Justice (en même temps que la vice-présidence du Conseil) en février-juin 1932. Ensuite, et jusqu'en 1938, Paul Reynaud ne fait plus partie d'aucun gouvernement. Pas seulement parce que la victoire de la gauche en 1932 (puis celle de 1936) écartent du pouvoir un homme qui apparaît incontestablement marqué à droite, mais surtout parce que **ses vues financières font de lui un solitaire suspect à la gauche comme à la droite** qui se garde bien de faire appel à lui lorsqu'elle revient au pouvoir en 1934. Ne s'avise-t-il pas en effet en 1934 de **se prononcer pour une dévaluation du franc**, ce qui provoque un tollé général dans une opinion attachée jusqu'au fétichisme au maintien de la valeur de la monnaie ? Hostilité, insultes et menaces pleuvent depuis la droite et l'extrême droite... Reynaud s'obstine pourtant à expliquer que puisque de grands pays industriels ont dévalué, la France doit en faire autant, et qu'à vouloir maintenir à tout prix la parité du franc, on condamne le pays à la récession.

Paul Reynaud engage en même temps un second combat, pour la sécurité de la France cette fois. Il propose une réforme complète du système de défense militaire afin de l'adapter à la politique étrangère qui cherche à assurer la sécurité par des alliances avec les petites puissances d'Europe et le soutien de la S.D.N. **Aussi approuve-t-il les idées du lieutenant-colonel Charles de Gaulle**, alors inconnu, qui lui a démontré (1934) l'inadéquation de la stratégie défensive de l'État-major avec cette politique étrangère. Il affirme qu'il faut à la France une armée offensive capable d'assurer la sécurité collective en Europe, ce qui nécessiterait l'existence d'un corps blindé et motorisé, aux mains de soldats professionnels. **Seule L'Action française approuve Paul Reynaud, dont les idées sont combattues à la fois par la gauche pacifiste et par l'État-major**, pour qui l'armée ne doit être que défensive, l'instrument principal de la stratégie étant l'ensemble des fortifications de la ligne Maginot. Rompant une nouvelle fois avec l'attitude de la majeure partie de la droite, **Reynaud critique l'attentisme du gouvernement dans l'affaire d'Éthiopie**, attentisme dont il considère qu'il encourage la politique d'annexion des États fascistes et il préconise une action ferme, de concert avec la Grande-Bretagne, destinée à décourager toute agression, quelles qu'en soient les raisons.

Pendant le Front Populaire, Paul Reynaud, qui figure dans l'opposition (il a été réélu de justesse), **met en garde le gouvernement contre des mesures sociales non assorties d'une relance de l'économie et il conseille à nouveau la dévaluation, jugeant insuffisante celle de l'automne 1936. Il ne réussit pas davantage à se faire entendre lorsqu'il réclame la constitution d'un corps**

cuirassé d'intervention analogue à celui dont l'Allemagne est en train de se doter, Daladier se montrant hostile à une réforme que désapprouve l'État-major. Enfin, il **ne cesse de critiquer la loi des 40 heures** qui, à son avis, gêne le redressement industriel de la France et qu'il propose d'aménager. Sur tous ces points, l'homme politique va **à contre-courant des tendances dominantes du pays** et il connaît une **assez grande impopularité**. Cependant, en dépit de celle-ci, son refus de conduire contre le Front populaire l'opposition haineuse et systématique que mène la plus grande partie de la droite lui donne une place à part : **en mars 1938, il est un des rares hommes politiques de l'opposition à accepter l'idée d'un gouvernement d'union nationale conduit par Léon Blum** et allant « de Thorez à Marin ».

C'est pourquoi lorsque Daladier constitue en avril 1938 un gouvernement qu'il souhaite rééquilibrer vers le centre-droit, il fait de Paul Reynaud son ministre de la Justice, poste qu'il échange en novembre 1938 contre celui des Finances quand Daladier place désormais en priorité le redressement économique du pays. On trouve à son cabinet Michel Debré, Alfred Sauvy, Maurice Couve de Murville et d'autres jeunes gens pleins d'avenir. Le plan Reynaud de redressement de l'économie a pour objet une relance de la production dont le ministre impute l'insuffisance à la loi de 40 heures et à la faiblesse du crédit. Les **décrets-lois** publiés à partir du 13 novembre 1938 entendent porter remède à cette situation au prix d'une sévère augmentation des impôts, de la réalisation d'économies administratives draconiennes, de l'assouplissement de la loi de 40 heures, théoriquement maintenue, mais aménagée de telle sorte qu'il soit possible de demander aux ouvriers des heures supplémentaires payées à un taux supérieur de 10 à 25 % au taux des heures normales. **Cette politique rigoureuse, destinée à permettre à la France de faire face à ses dépenses de réarmement devant la guerre qui menace, va provoquer la vigoureuse réaction des partis de gauche, qui organisent avec la C.G.T. la grève du 30 novembre 1938.** Mais elle débouche sur d'incontestables résultats, le redressement de la situation financière de la France et la reprise de la production, qui intervient cependant trop tard pour faire sentir ses effets au moment du conflit.

En mars 1940, après la démission de Daladier, Paul Reynaud, qui fait figure de chef de file des partisans d'une conduite énergique de la guerre est appelé à la présidence du Conseil. **Mais sa marge de manœuvre est limitée** par la faiblesse de sa majorité (une voix), qui permet à Daladier de conserver le ministère de la Guerre, car Reynaud ne dispose pas de l'autorité suffisante pour se passer de l'appui du chef du parti radical. Le poids de celui-ci limite les possibilités d'action de Reynaud, car comment espérer, après qu'il a administré la preuve de son manque d'énergie qu'il devienne l'homme d'une audacieuse politique militaire ? Au demeurant, Reynaud doit compter avec les intrigues des radicaux qui affaiblissent sa position pour ramener leur président à la tête du gouvernement, si bien que, **le 9 mai 1940, le Président du Conseil démissionne. Mais le lendemain, 10 mai, l'attaque allemande sur la France ayant débuté, il doit précipitamment reprendre sa démission.** L'offensive allemande se développant, Paul Reynaud décide, **le 18 mai, de concentrer entre ses mains les pouvoirs de guerre, se**

débarrassant alors de Daladier pour prendre lui-même le portefeuille de la Guerre, avec comme sous-secrétaire d'État le général de Gaulle. Le généralissime Gamelin, débordé, ayant fait la preuve de son incapacité, Reynaud le remplace le 22 mai par le général Weygand, mais la situation est déjà désespérée et le seul problème que doit résoudre le président du Conseil est désormais de savoir **quelle conséquence tirer de la défaite française**.

Or, alors que Reynaud, qui compte sur une prochaine entrée en guerre des États-Unis et lance plusieurs appels à Roosevelt, est partisan de continuer la lutte coûte que coûte, au besoin dans les colonies, **il se heurte à Pétain**, entré au gouvernement comme ministre d'État et vice-président du Conseil le 18 mai qui, d'accord avec le généralissime Weygand, préconise l'armistice. S'estimant en minorité au sein du gouvernement face aux partisans de l'armistice (bien qu'aucun vote formel n'ait eu lieu sur la question), **Reynaud démissionne le 16 juin 1940** et est aussitôt remplacé à la tête du gouvernement par le maréchal Pétain qui demande l'armistice. Paul Reynaud, persuadé du transfert des pouvoirs publics en Afrique du Nord veut s'embarquer à Port-Vendres, mais il est victime d'un **accident de voiture** et est hospitalisé au moment de la séance du 10 juillet 1940 à Vichy. **Pétain le fait arrêter en septembre 1940 et il est incarcéré au fort du Portalet (Pyrénées-atlantiques) et puis déporté par les nazis en Allemagne en novembre 1942.**

Libéré par les Américains, il **poursuit sous les IV^e et V^e Républiques une longue carrière politique** : député (de Dunkerque) 1946-1962, deux fois ministre (1948 : Finances et Économie et 1950), président de la commission des Finances de l'Assemblée nationale 1951-1962. Il joue un rôle important chez les Indépendants, échoue à former un gouvernement en 1953, se bat en faveur de la construction européenne. Paul Reynaud se déclare favorable au retour au pouvoir du général de Gaulle ; le 29 juillet 1958, à 80 ans, Paul Reynaud est élu **président du Comité consultatif constitutionnel mis en place par le général de Gaulle** en vue de la préparation d'une nouvelle Constitution. Mais il est battu par Chaban-Delmas pour le poste de président de l'Assemblée nationale (le « perchoir »). Il **combat l'élection du président de la République au suffrage universel**, prenant la tête du cartel du « non » et menant la charge contre le gouvernement Pompidou (4-5 octobre 1962). Mais il est battu aux législatives et abandonne alors la vie politique : pamphlet contre la politique extérieure de De Gaulle, échec à l'Académie française et appel à voter Lecanuet à la présidentielle de 1965.

Paul Reynaud fut **élu sous trois Républiques successives**. Homme de **principes** mais non de **partis**, il fut, sur de nombreuses questions, mis en minorité, car, quoique souvent visionnaire, il refusa toujours de se laisser enfermer dans la logique gauche-droite et ne sut donc pas trouver une majorité politique stable pour appuyer ses idées. N'hésitant pas à bouleverser les équilibres politiques, prenant en charge les destinées du pays aux heures les plus sombres, Paul Reynaud occupe une place particulière au sein du personnel politique français du XX^e siècle.

À la grande surprise de Chamberlain, Hitler formula des exigences nouvelles, sous la forme d'un mémorandum. Les Tchèques devraient évacuer les Sudètes sans emmener leurs biens ; tout devrait être terminé pour le 1er octobre ; il exigeait en outre que les 600 000 Allemands originaires de cette région et installés en Allemagne depuis 1919 participent à un éventuel plébiscite, et que la Tchécoslovaquie abandonne la Silésie du Sud (district de Teschen ou Cieszyn) à la Pologne et la Slovaquie méridionale à la Hongrie. Chamberlain refusa d'accepter ces exigences. On put croire, pendant une semaine, que la guerre allait éclater. La Tchécoslovaquie décréta la mobilisation générale. La France, l'Angleterre, l'Allemagne, prirent des mesures de précaution (mobilisation partielle pour la France). La tension devenait grande et le plus dramatique était que, la concession essentielle ayant été faite, la guerre risquait d'éclater pour des divergences relativement secondaires.

Mais « relativement secondaires », cela n'avait pas la même signification dans tous les pays. Dans une allocution radiodiffusée le 27, **Chamberlain** lâcha cyniquement : « Il est incroyable que nous en soyons à creuser des tranchées et à essayer des masques à gaz en raison d'une querelle qui s'est produite dans un pays lointain, entre des gens dont nous ne savons rien. » ¹

Hitler annonça qu'il mobiliserait le 28 septembre s'il n'obtenait pas satisfaction, le gouvernement français rappela des réservistes, la flotte anglaise fut mise en état d'alerte. Était-ce la guerre ? Ce ne fut que la « fausse guerre », comme on dit en France. Londres lança l'idée d'une conférence de la dernière chance, Mussolini, qui redoutait un conflit pour lequel l'armée italienne n'était pas prête, soutint la proposition britannique. Hitler accepta. Il savait que ces tentatives de conciliation tournaient toujours à l'avantage de son pays ; beaucoup de chefs nazis pensaient que l'armée n'était pas prête et inclinaient au compromis : ils convainquirent Hitler.

La conférence de Munich (29-30 septembre 1938) fut une conférence des chefs de gouvernement des quatre puissances occidentales, URSS et Tchécoslovaquie étant exclues. Le 29 septembre, à Munich, Hitler, Mussolini, Chamberlain et Daladier se rencontrèrent. Quelques heures de discussion seulement aboutirent au triomphe complet du Führer : tous les points du mémorandum de Godesberg étaient acceptés. La France et la Grande-Bretagne donnaient leur garantie aux nouvelles frontières de l'État tchécoslovaque, mais Hitler et Mussolini ne firent à ce sujet que de vagues promesses et posèrent la question des minorités polonaise, hongroise et slovaque. Hitler, désormais sûr du succès, accepta d'échelonner du 1er au 10 octobre (*sic*) l'occupation des Sudètes et d'autoriser les résidents tchèques à liquider leurs biens. Le 30 septembre, Chamberlain, avant de partir, signa avec Hitler un pacte de non-

¹ Cité dans P.Milza, *Les relations internationales de 1918 à 1939*, coll. "Cursus", 1995, 192 p., réédition, 2002, 240 p., p. 167.

agression (la France l'imitera le 6 décembre grâce à Bonnet). Il revint satisfait et déclara à son arrivée à Londres : « C'est la paix pour notre époque » (scène ridicule de l'avion). La paix était sauvée, mais à quel prix ! Ce nouveau recul des démocraties, au mépris des alliances les plus solennelles, acheva de les discréditer auprès de leurs petits alliés d'Europe centrale et orientale. La France, en particulier, avait abandonné son allié et son prestige en Europe centrale et orientale disparut entièrement. Léon Blum écrivit ironiquement dans *Le Populaire* du 1er octobre : « La guerre est écartée. Le fléau s'éloigne. On peut reprendre son travail et retrouver son sommeil. On peut jouir de la beauté d'un soleil d'automne. » Hitler était à présent définitivement convaincu de la lâcheté française et anglaise. Il vit un autre encouragement dans l'attitude de l'opinion publique occidentale : celle-ci, plus sensible au maintien de la paix qu'à des considérations d'honneur et de parole donnée, se réjouit du résultat de la conférence. À sa grande stupéfaction, Daladier fut accueilli avec enthousiasme par les Parisiens, à son retour de Munich. Mais des sondages montrent en fait la grande diversité de l'opinion publique française : les uns approuvaient une entente qui, en évitant un conflit, avait sauvé la possibilité d'un rapprochement avec les dictatures, les autres dénonçaient en Munich une capitulation honteuse et le reniement de la parole donnée : en France surtout, « munichois » et « antimunichois » s'affrontèrent en de vives controverses.

Les conséquences de Munich furent très graves. Le dépècement de la Tchécoslovaquie fut la conséquence la plus immédiate de Munich. Tandis que la région des Sudètes tout entière était rattachée, sans plébiscite, à l'Allemagne, la Pologne et la Hongrie s'emparèrent des territoires qu'elles convoitaient. La Pologne, après un ultimatum le 1er octobre, s'empara le lendemain du district silésien de Teschen (Cieszyn, 230 000 habitants). La Hongrie, après l'« arbitrage de Vienne », du 2 novembre, fait par Ciano et Ribbentrop, se vit adjuger 12 000 km² du sud de la Slovaquie, avec 1 million d'habitants, en majorité hongrois d'ailleurs. Elle reçut en outre le sud-ouest de la Ruthénie (700 000 habitants). Parallèlement, la Tchécoslovaquie se désagrégea. Le 7 octobre, la Slovaquie se donna un gouvernement autonome, quatre jours plus tard, la Ruthénie subcarpathique (à l'Est) fit de même.

Évincée de Munich, sur l'injonction de Hitler, mais avec la complicité de la Grande-Bretagne et de la France, l'URSS pouvait appréhender la formation d'un front antisoviétique. Mécontente d'avoir été exclue, elle allait prendre ses distances vis-à-vis des démocraties, et Staline songea bientôt à un rapprochement avec l'Allemagne. L'URSS avait certes tout à redouter d'un régime nazi qui plaçait au premier plan de son programme la lutte contre le bolchevisme et la conquête de l'« espace vital ». Aussi, depuis 1934, avait-elle pris position en faveur de la sécurité collective ; parallèlement, le Komintern préconisait l'unité d'action des partis communistes avec les autres forces « antifascistes » au sein de « fronts populaires ». Mais ce rapprochement avec les puissances d'Europe occidentale demeurait superficiel et s'était heurté, de part et d'autre, à de solides préventions. Les démocraties

s'inquiétaient de la poussée du communisme et parlaient de l' « ingérence » du Komintern dans leurs affaires intérieures ; elles ne semblaient d'ailleurs pas disposées à s'engager fermement avec l'URSS : ainsi l'accord franco-soviétique de 1935, difficilement ratifié à Paris, ne comportait pas de convention militaire, ce qui le rendait peu applicable .

Du côté soviétique, on s'irritait de la passivité des démocraties, face au « fascisme » : ne dissimulait-elle pas le désir de détourner vers l'Est les ambitions allemandes, ou même de créer un nouveau barrage antisoviétique, comme après la Première Guerre mondiale (cf. 1ère partie) ? Au fond, les Soviétiques ne faisaient pas de différence entre les démocraties impérialistes et les dictatures fascistes, toutes deux expressions du capitalisme international. Le réalisme de Staline avait orienté l'URSS vers une coopération avec la SDN, qui répondait à ses intérêts immédiats devant le danger hitlérien (cf. 2e partie). Mais dès la fin de 1937, les discours de Litvinov laissaient entendre que l'URSS ne mettait plus tous ses espoirs dans la sécurité collective.

Surtout, l'agression avait été récompensée. Cela devait naturellement encourager Hitler et Mussolini. Ce dernier se trouva de fait au lendemain de Munich au sommet de sa gloire : Hitler continuait de lui offrir son amitié et les démocraties, qui avaient vu en lui le sauveur de la paix, le ménageaient. Fort de ce prestige circonstanciel, Mussolini se mit à la recherche de compensations et défini avec Ciano de nouveaux objectifs de politique extérieure. Mussolini fit émettre le 30 novembre à la « Chambre des faisceaux et corporations », des revendications bruyantes à l'égard de la France : Djibouti, Tunisie, Corse, voire Savoie et Nice. Mussolini ajoutera le 4 février 1939, devant le Grand Conseil fasciste et visant la Grande-Bretagne, Malte et Chypre. Ces revendications sont toutes « justifiées » d'une façon ou d'une autre : principe des nationalités, « droits » historiques, élimination d'une pseudo-menace (« Bizerte [base navale de Tunisie] aux mains des Français, c'est un pistolet pointé sur la Sicile. »)

Enfin Hitler, qui, par l'intimidation, avait atteint ses buts tout en écartant la menace d'une coalition antiallemande, sortait vainqueur de la crise et ne pouvait qu'être incité à de nouveaux coups d'audace.

Les Français et Munich

Jean-Paul Sartre, *Le Sursis*, dans le tome II des *Chemins de la Liberté*, 1945 (extraits, *Livre de poche*, n° 654-655, pp. 511-512 ; *La Pléiade*, pp. 1132-1133)

« L'avion décrivait de larges cercles au-dessus du Bourget, une poix noire et ondulante recouvrait la moitié du terrain d'atterrissage. Léger se pencha vers Daladier et cria en la montrant :

"Quelle foule ! »

Daladier regarda à son tour ; il parla pour la première fois depuis leur départ de Munich :

"Ils sont venus me casser la gueule."

Léger ne protesta pas. Daladier haussa les épaules :

"Je les comprends.

— Tout dépend du service d'ordre", dit Léger en soupirant. »

[...]

« Il entra dans la chambre, il tenait des journaux ; Ivich était assise sur le lit, elle baissait la tête.

"Ça y est ! ils ont signé cette nuit."

Elle leva les yeux, il avait l'air heureux mais il se tut, brusquement gêné par le regard qu'elle fixait sur lui :

"Vous voulez dire qu'il n'y aura pas de guerre ? lui demande-t-elle.

— Mais oui."

Pas de guerre ; pas d'avions sur Paris ; les plafonds ne crèveraient pas sous les bombes : il allait falloir vivre.

"Pas de guerre, dit-elle en sanglotant, pas de guerre, et vous avez l'air content ! "

Milan s'approcha d'Anna. Il titubait et ses yeux étaient roses. Il lui toucha le ventre et dit :

"En voilà un qui n'aura pas de chance.

— Quoi ?

— Le même. Je dis qu'il n'aura pas de chance. "

Il gagna la table en boitant et se versa un verre d'alcool. C'était le cinquième depuis le matin.

"Tu te souviens, dit-il, quand tu es tombée dans l'escalier ? J'ai bien cru que tu allais faire une fausse couche.

— Eh bien ? dit-elle sèchement.

Il s'était tournée vers elle, le verre en main ; il avait l'air de porter un toast.

"Ça aurait mieux valu", dit-il en ricanant.

Elle le regarda : il élevait le verre à sa bouche, d'une main qui tremblait un peu.

"Peut-être, dit-elle. Peut-être que ça aurait mieux valu. "

[...]

L'avion s'était posé. Daladier sortit péniblement de la carlingue et mit le pied sur l'échelle ; il était blême. Il y eut une clameur énorme et les gens se mirent à courir, crevant le cordon de police, emportant les barrières ; Milan but et dit en riant : "À la France ! À l'Angleterre ! À nos glorieux alliés ! " Puis il jeta de toutes ses forces le verre contre le mur ; ils criaient : "Vive la France ! Vive l'Angleterre ! Vive la paix ! " ils portaient des drapeaux et des bouquets. Daladier s'était arrêté sur le premier échelon ; il les regardait avec stupeur. Il se tourna vers Léger et dit entre ses dents :

"Les cons ! " »

Georges Bonnet, *La défense de la Paix*, Plon, 1953 (extrait, tome I, pp. 292-294, la note est ajoutée)

Une immense ovation, répétée par des milliers de voix, l'acclame à sa descente d'avion et le rassure : l'accueil de Paris lui apporte en même temps l'approbation de la France. [À l'aérodrome du Bourget, proche banlieue nord de Paris. Georges Bonnet, ministre des Affaires étrangères, était allé accueillir Édouard Daladier. De nombreux Parisiens avaient fait de même.]

Après une courte déclaration à la presse, Daladier très ému, au milieu des clameurs, dans une poussée et une bousculade que l'on ne peut contenir, se fraie, non sans peine, un chemin jusqu'à sa voiture découverte. Il m'a pris par le bras et me dit : "Montez avec moi..." La nouvelle de cette arrivée s'était propagée avec une incroyable rapidité. Toutes les rues de Paris, où l'on soupçonnait que nous devions passer, étaient envahies et des drapeaux pavoisaient déjà les fenêtres. Plus de cinq cent mille personnes étaient massées entre Le Bourget et la rue de Rivoli. Entourés de toutes parts, nous n'avancions qu'avec une extrême difficulté, redoutant un accident. Et ce trajet qui aurait dû être achevé en quelques minutes se prolongea pendant une heure et demie !

Tout s'était accompli d'une façon si rapide, si imprévisible, qu'aucun service d'ordre n'avait pu être improvisé pour faciliter notre retour et assurer notre sécurité, mais en réalité, en avons-nous besoin ? Pendant ce long parcours, nous ne recevons que des témoignages de sympathie : pas un cri hostile, pas un geste de désapprobation. Dans toute cette banlieue, les ouvriers et les artisans ont quitté leur travail et sont venus à notre rencontre. Où donc étaient les "antimunichois" d'hier et de demain, dans cette journée où les hommes, les femmes, les enfants mêmes, couraient vers nous pour nous prendre les mains, nous serrer dans leurs bras et nous couvrir de fleurs ?

À l'angle de la rue Lafayette et des grands boulevards, le public était si nombreux et se livrait à ses sentiments avec tant d'ardeur et d'obstination que, faute de police, il fallut recourir à l'aide d'amis inconnus pour nous dégager et nous permettre de reprendre notre route.

Paris, dans ces jours d'angoisse, manifeste une joie frénétique. Il a senti passer l'ombre d'un affreux malheur. Il semble que la France ait eu l'obscur révélation de sa faiblesse, de son impuissance et de l'effroyable menace qui pesait sur elle et qui venait d'être écartée. »

Georges Duhamel, *Paris Soir*, 5 septembre 1938 (extraits, la note est ajoutée)

« Fernand Loiseau, dans les dernières semaines de juillet 1938, a poussé de beaux soupirs de soulagement, et il a dit à Mme Loiseau : "La guerre s'éloigne, tout s'arrange. Nous n'aurons pas la guerre, cet été : il est évidemment trop tard. Nous allons pouvoir préparer nos petites vacances." Fernand Loiseau touche à la quarantaine. Il n'a pas pris part à la guerre de 1914-1918, mais il en a connu, jeune homme, au moins de loin, toute la tristesse ; en outre, il en a beaucoup entendu parler par son frère aîné, par son père et par maintes autres personnes... Loiseau déteste la guerre, et il a bien raison. Loiseau déteste d'ailleurs tout ce qui peut l'empêcher de déjeuner à midi quinze et de prendre ses vacances entre le 8 et le 30 août.

Ayant décidé dans son cœur que nous n'aurions pas la guerre, cet été, Fernand Loiseau a commencé de faire ses projets ; puis bientôt ses bagages. Loiseau et sa femme occupent tous deux des emplois de modestes fonctionnaires. [...] En moins de quarante-huit heures, l'idée de guerre a rattrapé l'excellent homme. Il a dans l'auberge bretonne retrouvé la T.S.F. et les journaux qui disent presque la même chose que les journaux parisiens. Loiseau s'efforce de prendre des bains, de pêcher la crevette rose et même de se dorer la peau quand le soleil y met quelque complaisance, mais Loiseau est saisi d'angoisse. Il songe : "L'Allemagne a mobilisé militaires et civils, près de deux millions d'hommes ! Pourquoi ? C'est épouvantable !" [...]

À de certains moments, l'excellent garçon pense que la guerre est fatale. Il se prépare à la guerre. Il s'y résigne sombrement. Mais les jours passent et l'Allemagne demeure immobile. Alors Fernand Loiseau se reprend à espérer. Il imagine des miracles.

Hélas ! l'inquiétude reprend flamme comme une rage de dents. Loiseau songe avec amertume : "On a pourtant bien reçu les souverains anglais. On pouvait croire que tout était arrangé, que l'Europe démoniaque allait rentrer dans l'ordre. Mais non, voilà cette Allemagne qui recommence, pendant que de son côté, l'insupportable Italie..."

Deux jours passent encore et le calme dure, Fernand Loiseau tout en chassant le crabe, au milieu des rochers, retombe à ses méditations douloureuses : "Ça y est. L'Allemagne est prête. Alors qu'est-ce qu'elle attend ? L'été va se terminer. Pourquoi l'Allemagne ne frappe-t-elle pas le premier coup ?

Vraiment, je n'y comprends plus rien. Encore un an, et pour l'Allemagne, il sera peut-être trop tard. Que signifie ce calme effrayant ? est-il possible que l'Allemagne ne veuille pas la guerre ? En ce cas, tout serait simplifié... Mais non, l'Allemagne est prête, et pourtant elle n'attaque pas. Impossible d'y rien comprendre. »

Jacques Ozouf, « Apologie pour les sondages », dans le tome III de Jacques Le Goff & Pierre Nora, *Faire de l'Histoire*, Gallimard, 1974, 3 vol., p. 230

« On admet couramment que dans son immense majorité l'opinion publique française approuva — enthousiaste ou résignée — les accords de Munich, apportant ainsi son soutien à la politique de ses dirigeants. Preuves inlassablement avancées de ce consensus ? La quasi-unanimité de la presse et l'image de la foule parisienne dans le délire de l'accueil à Édouard Daladier. Or c'est un tout autre son que rend le premier numéro de la revue *Sondages* — c'était alors un modeste bulletin ronéotypé —, daté du 1er juin 1939. Il révèle que, selon une enquête d'octobre 1938, réalisée quelques jours après Munich, 57 % seulement des Français approuvaient les accords — encore ne sait-on rien de l'intensité de cette "approbation" —, tandis que 37 % les estimaient néfastes (et que 6 % étaient sans opinion). Nette majorité pour Munich, par conséquent, un peu courte néanmoins, au regard de la presque unanimité nationale admise comme hypothèse de base. En outre, dès les mois suivants, et avant même la crise de mars 1939, on vit s'accroître la tendance de l'opinion à la résistance : en décembre déjà, 70 % des Français interrogés par l'IFOP [Institut français d'Opinion publique] disent que "la France et l'Angleterre doivent également résister à toute nouvelle exigence de Hitler". »

□ La deuxième crise tchécoslovaque : le démembrement (1939)

L'espoir des Français et des Anglais était qu'après Munich, Hitler accepterait de garantir les nouvelles frontières de la Tchécoslovaquie. Or telle n'était pas du tout son intention. Il voulait la démembrer. Il soutint l'autonomisme slovaque, sous la direction de Mgr Jozef Tiso (1887-1947). Le 10 mars 1939, le président de la République tchèque, Emil Hácha (1872-1945), qui a remplacé Bénès démissionnaire au lendemain de Munich, dissout le gouvernement slovaque — autoritaire et antisémite — de Mgr Josef Tiso (1887-1947), celui-ci fit appel à l'Allemagne. Hitler convoqua Hácha à Berlin le 14 mars. Là, violemment pris à parti par Hitler, soumis à une pression morale inouïe, Hácha fut sommé d'appeler les troupes allemandes à Prague faute de quoi la ville serait bombardée. Hácha se résigna. Le 15 mars, les troupes allemandes entrèrent en Bohême. La Slovaquie se proclama indépendante le même jour ; Hitler créa le « Protectorat de Bohême-Moravie » sur les ruines de la Tchécoslovaquie. À l'est, l'Ukraine (ou Ruthénie) subcarpatique se proclama indépendante à l'instigation allemande le 14 mars 1939 et fut occupée par la Hongrie le 17, avec l'autorisation allemande. Hitler profita de ces circonstances pour annexer aussi Memel (Klaipėda) : le 22 mars, un ultimatum allemand contraignit la Lituanie à céder à l'Allemagne le territoire et la ville de Memel.

À défaut de pouvoir satisfaire dans l'immédiat ses ambitions méditerranéennes et africaines, Mussolini rechercha au début de 1939 une compensation capable de lui redonner l'apparence de l'initiative et de l'indépendance. Il décida avec Ciano de transformer le semi-protectorat exercé en Albanie par les Italiens en conquête pure et simple. Le démembrement de la Tchécoslovaquie lui en donna l'occasion, vexante puisqu'une nouvelle fois il n'avait pas été prévenu. Mussolini voulut donc faire aussi son propre coup de force et le 7 avril 1939 il mit la main, sans rencontrer de résistance, sur l'Albanie, dont le roi, Zog Ier, s'enfuit. Le protectorat italien fut jugé insuffisant par Mussolini : la couronne de ce petit royaume, qui attirait depuis longtemps les capitaux et les ressortissants italiens, fut « offerte » au roi d'Italie.

La France et l'Angleterre ne réagirent pas. Mais Chamberlain, face à cette démonstration de l'inutilité de la politique d'*appeasement* et devant l'évidence des ambitions sans limites d'Hitler, comprit que seule la guerre pourrait l'arrêter. Il changea du tout au tout sa politique et, suivi par la France, entreprit de résister aux entreprises hitlériennes. Le coup de force du 15 mars avait profondément indigné l'opinion publique britannique, le gouvernement de Londres se rendait compte qu'il ne fallait tenir aucun compte des engagements d'Hitler. Le 26 avril 1939, le service militaire obligatoire fut établi, en pleine paix, pour la première fois dans l'histoire du Royaume-Uni. L'effort d'industrialisation militaire fut rapide : dès 1939 la Grande-Bretagne produit presque autant d'avions modernes que l'Allemagne.

Hitler, quelques jours après l'annexion de la Bohême, revendiqua publiquement la ville libre de Dantzig (Gdansk) dont la Diète était aux mains du parti nazi local. Mussolini pouvait craindre d'être entraîné dans la guerre ; Hitler manifesta une grande complaisance quant à l'Albanie, qui ne l'intéressait pas et il promit cyniquement de maintenir la paix européenne jusqu'en 1942. La diplomatie anglaise changea donc radicalement d'attitude : le gouvernement français, assuré de l'appui britannique, put faire preuve de fermeté ; l'ère des capitulations et des marchandages honteux était révolue. Mais Hitler restait persuadé que les deux grandes démocraties européennes reculeraient encore, et, pour la première fois, il avait annexé un territoire non allemand. Dès lors, dans les relations internationales, l'*appeasement* et Munich seront instrumentalisés pour justifier une politique de fermeté face aux agressions et aux dictateurs (*cf.* Corée, Suez et Vietnam), d'autant plus que le 14 avril 1939 Roosevelt fit, dans un discours suivi de deux messages adressés à Hitler et Mussolini, une démarche solennelle en faveur de la paix.

□ La troisième « étape » : la Pologne (1939)

Aussitôt la Tchécoslovaquie détruite, Hitler se retourna contre la Pologne. Ribbentrop, qui avait rouvert la question de Dantzig dès le 24 octobre 1938 dans une conversation avec l'ambassadeur polonais Josef Lipski (1894-1958), déclara au même

interlocuteur les 26 et 27 mars 1939 que l'Allemagne avait deux revendications : annexer Dantzig (Gdansk), ville incontestablement allemande, dominée par le parti nazi du gauleiter Forster, obtenir une voie ferrée et une autoroute extra-territoriales à travers le Corridor. Le 28, le colonel Josef Beck lui-même déclara que la Pologne était prête à la guerre et ne céderait pas sur Dantzig (Gdansk), alors que ce ministre des Affaires étrangères polonais de 1932 à 1939 avait fait participer son pays au dépècement de la Tchécoslovaquie au printemps 1939. En fait, nous savons aujourd'hui qu'Hitler voulait beaucoup plus : la destruction de la Pologne. Une décision prise dès avril 1939 fixait au 1er septembre l'invasion de ce pays. Jusqu'au milieu d'août, Hitler crut que les démocraties occidentales n'iraient pas jusqu'à la guerre pour soutenir la Pologne. Mais lorsqu'il fut convaincu qu'elles interviendraient, il ne recula pas. Il se sentait capable de les battre. Hitler, contrairement aux vues optimistes de certains occidentaux, ne « bluffait » pas. Fidèle à sa tactique, il développa contre la Pologne une « guerre des nerfs » : les groupes de choc nazis de Dantzig multipliaient les incidents de frontière, molestaient les Polonais et réclamaient la réunion de la ville libre au Reich (cf. Günter Grass, *Le Tambour*, 1959). Décidés désormais à risquer la guerre, les Occidentaux cherchèrent hâtivement des appuis : ils menèrent enfin une véritable préparation diplomatique.

Leur politique des « garanties » consista à faire savoir à Hitler que toute entreprise nouvelle de sa part provoquerait la guerre. À partir du mois de mars 1939, une véritable course aux alliances opposa Berlin aux capitales occidentales. La France et l'Angleterre, dont les populations s'habituait à considérer la guerre comme inévitable, multiplièrent les garanties destinées à protéger les États les plus menacés par l'expansion allemande ou italienne. Le 31 mars, Chamberlain annonça qu'en « cas d'une action quelconque mettant en danger nettement l'indépendance polonaise et à laquelle le gouvernement polonais estimerait être de son intérêt vital de résister, le gouvernement de Sa Majesté se considérerait comme tenu immédiatement de soutenir la Pologne par tous les moyens » ; quelques jours plus tard, le gouvernement français réaffirme la solidité de l'alliance polonaise signée en 1921 (cf. 1ère partie). Ceci devait aboutir le 25 août seulement à une alliance anglo-polonaise, qui complétait l'alliance franco-polonaise de 1921. De même, la Roumanie — qui s'était vu imposer un traité de commerce draconien le 23 mars 1939 par l'Allemagne — et la Grèce furent « garanties ». Mais la Turquie n'accepta de signer un traité d'alliance que lorsque la France lui eut rétrocédé le *sandjak* (district) d'Alexandrette au nord de la Syrie (23 juin 1939).

Cf. 1ère partie. Intégré à la République syrienne dont l'indépendance avait été prévue par les accords Viénot de 1936, le **Sandjak d'Alexandrette** était doté d'un statut qui garantissait les droits, notamment linguistiques, de la minorité turque. Pourtant, et bien qu'ayant renoncé à ce territoire par le traité de Lausanne de 1923 (cf. 1ère partie), la Turquie y entretient une agitation irrédentiste. La France en appelle alors à la SDN, dont l'arbitrage recommande, en 1937, l'autonomie du *Sandjak* et la concession de droits spéciaux à la Turquie dans le port d'Alexandrette (Iskanderun). Un statut négocié avec Ankara démilitarise le territoire et prévoit

l'élection d'une chambre, mais la Turquie conteste le scrutin et procède à l'annexion du territoire (appelé en turc le Hatay) le 23 juin 1939.

Le traité est un pacte à trois, Grande-Bretagne, France et Turquie (19 octobre 1939), sans effet jusqu'en février 1945. Et la Belgique, les Pays-Bas et divers autres États n'acceptèrent pas une « garantie » qui leur paraissait devoir attirer les foudres hitlériennes...

Les perspectives des Occidentaux vis-à-vis des États-Unis sont inchangées : le revirement de l'opinion publique américaine est très lent. Les sondages de la fin de 1938 ressemblent à ceux de février 1937 (voir plus haut) : 95 % des Américains déclarent qu'en cas de conflit européen, leur pays ne doit pas entrer en guerre. Le grand souci de l'Allemagne et des démocraties occidentales est donc le problème de l'attitude soviétique. Une course de vitesse s'engage entre Berlin d'une part, Londres et Paris d'autre part, pour obtenir la collaboration (alliance ou neutralité bienveillante) de l'URSS, que la perspective d'un prochain conflit ou serait impliquée la Pologne rend indispensable.

Dès avril 1939 commencent des négociations longues et complexes, au cours desquelles, le 3 mai, Litvinov (*cf.* 1^{ère} partie), très hostile au nazisme et juif, est remplacé brusquement à la tête des Affaires étrangères par un personnage plus haut placé dans la hiérarchie communiste, un membre du Politburo, Molotov.

Vrai nom : Viatcheslav Scriabine (cousin du compositeur), né en 1890. **Molotov** avait été un des fondateurs de la *Pravda* en 1906. Son attachement indéfectible à Staline lui avait permis d'échapper aux purges qui atteignaient les « vieux bolcheviks », compagnons de Lénine, mais sa femme fut victime de la campagne antisémite déclenchée à la fin des années quarante : elle fut déportée comme « sioniste ». Molotov devait rester ministre des Affaires étrangères de 1939 à 1949, date à laquelle il est remplacé par Vychinski, puis de 1953 à 1956. Quant à Litvinov, il devait retrouver un dernier poste important comme ambassadeur à Washington, de novembre 1941 à août 1943, avant de mourir en 1951.

En dépit de divergences sur le sort des pays baltes, le 24 juillet, un accord politique est élaboré. Aucune signature n'y est apposée cependant, car les Soviétiques exigent que cette alliance soit accompagnée d'une convention militaire, prévoyant, entre autres, la possibilité pour les troupes soviétiques de traverser le territoire polonais. Or, l'URSS inquiète toujours les pays d'Europe orientale (surtout la Pologne et la Roumanie), qui refusent un éventuel passage des troupes soviétiques. L'URSS, au fond, est méfiante à l'égard des démocraties depuis plusieurs années : la Rhénanie, l'Espagne, l'*Anschluss* ont montré leur inaction, Munich a suscité la crainte d'une entente au détriment de l'URSS. Depuis plusieurs années, l'URSS renforçait son potentiel militaire, le budget militaire dépassant 40 % du budget total ; son armée résista efficacement aux Japonais (voir plus haut) lors des violents combats (gagnés) en Extrême-Orient (1938-1939, à la frontière entre le Manzhouguo et l'URSS, aux confins des deux Mongolies, et une trêve ne fut conclue que le 15 septembre 1939), mais

l'armée est encore affaiblie par les purges de 1937 : 10 % seulement des officiers ont reçu une instruction militaire supérieure. Toute une préparation psychologique est faite, avec exaltation des sentiments patriotiques et de l'action des grands tsars (voir plus haut).

□ Le Pacte d'acier et le Pacte germano-soviétique

Parallèlement, la diplomatie allemande déploie une activité considérable. Hitler dénonce l'accord germano-polonais de 1934, renforce la cohésion de l'Axe. Mussolini sait que l'armée italienne n'est pas prête, que l'Albanie et l'Éthiopie ne sont pas pacifiées et que l'opinion publique italienne se méfie d'une guerre aux côtés de l'Allemagne. Hitler parvient cependant à le persuader de signer un traité d'alliance militaire. Mussolini, de plus en plus attiré par l'Allemagne, accepte de signer, le 22 mai 1939, le « Pacte d'Acier », alliance *offensive* entre l'Italie et l'Allemagne. En cas d'entrée en guerre d'une des parties, l'allié interviendra immédiatement : l'Italie est de plus en plus dans le sillage de l'Allemagne nazie, qui a d'ailleurs préparé seule le projet d'accord. L'article 3 précise : « Si, malgré les désirs et les espoirs des parties contractantes, il devait arriver que l'une d'elles se trouvât impliquée dans des complications guerrières avec une ou plusieurs puissances, l'autre partie contractante se placerait immédiatement comme alliée à ses côtés et la soutiendrait avec toutes ses forces militaires. » Les Italiens ne pouvaient qu'être entraînés dans la guerre ! Bien que Ciano l'incitât à poursuivre une politique de semi-neutralité, le Duce s'était finalement décidé à cet accord : engagé dans une expansion méditerranéenne qui l'opposait aux démocraties occidentales, il éprouvait la nécessité d'être épaulé par le Reich, mais il estimait aussi le moment venu de « se joindre au gagnant ». Le Pacte d'Acier risque toutefois de placer l'Italie à la merci des initiatives allemandes : Mussolini avait donc tenu à préciser qu'il ne pourrait participer à un conflit avant 1943. Il voulait en effet éblouir le monde par une Exposition universelle à Rome en 1942 pour les vingt ans de l'ère fasciste (*cf.* le quartier romain de l'E.U.R.), et il savait d'autre part que l'Italie n'était absolument pas prête. Peu importe à Hitler, qui compte bien mettre son partenaire devant le fait accompli et qui signera avec ses deux compères en impérialisme le Pacte tripartite le 27 septembre 1940 (voir plus loin). Lorsque Ciano vient en Allemagne, du 11 au 13 août 1939, il apprend avec stupeur que l'attaque contre la Pologne est imminente. Mussolini pose alors des conditions à son entrée en guerre : la fourniture par l'Allemagne d'une liste impressionnante de matières premières (7 millions de tonnes de pétrole, 6 millions de tonnes de charbon) et de matériel de guerre (par exemple 150 batteries de D.C.A.), ce qui amène Hitler, qui ne peut les fournir, à accepter, malgré le Pacte d'acier, le principe de la neutralité italienne. C'est le dernier succès italien...

L'attitude de l'Union soviétique en 1939 s'explique, elle, par sa méfiance à l'égard des démocraties (voir plus haut), méfiance évidemment partagée (*Cf.* le très humoristique film d'Ernst Lubitsch, *Ninotchka*, 1939, où rien n'est vrai, mais tout est juste !).

Quant aux pays expansionnistes, ils sont liés par le Pacte anti-Komintern, complété (voir plus haut). Cet accord élargit considérablement le champ des alliances du IIIe Reich, cet accord entre deux grandes puissances impérialistes, toutes deux démissionnaires de la SDN, n'était théoriquement qu'une entente par laquelle les gouvernements de Berlin et de Tôkyô s'engageaient à lutter contre l'Internationale communiste dont le siège était à Moscou. En fait, le Pacte anti-Komintern préluait à un partage du monde en zones d'influences : l'Italie y adhéra le 6 novembre 1937 ; en 1939 ce sera le tour de la Hongrie, de l'Espagne et du Manzhouguo (Mandchoukouo), reconnu le 28 mai 1938 par l'Allemagne. Or il y a évidente volonté de résistance soviétique au Japon, ce que montrent bien les combats contre l'armée japonaise en 1938 et 1939 (voir plus haut). On a vu plus haut que dès avril 1939 avaient commencé avec les Occidentaux des négociations au cours desquelles Litvinov fut remplacé à la tête des Affaires étrangères par Molotov : il exige que l'alliance soit accompagnée d'une convention militaire. Avant que l'accord politique entre l'URSS, la France et la Grande-Bretagne fût signé, Molotov proposa d'entreprendre une négociation militaire et des officiers français et anglais arrivèrent à Moscou le 11 août. Cette fois, on se heurta à la résistance des Polonais eux-mêmes qui n'admettaient pas l'entrée des Russes sur leur territoire. « Avec les Allemands, nous risquons de perdre notre liberté, avec les Russes, notre âme. » Malgré le refus polonais, il semblait que cette convention fût sur le point d'aboutir, quand éclata, le 21 août, la nouvelle de l'arrivée à Moscou de von Ribbentrop qui signa le 23 un pacte de non-agression germano-soviétique !

Brusquement on apprenait la conclusion d'un accord entre l'URSS et l'Allemagne, qui, une fois de plus tranchait dans le vif du vieux dilemme de la politique extérieure allemande : rapprochement avec la Grande-Bretagne ou avec la Russie. Quant à la Russie soviétique, ce Pacte germano-soviétique du 23 août 1939 lui permet de gagner du temps (c'est du moins la justification forgée après coup), de récupérer des territoires perdus en 1918. Staline, ulcéré d'avoir été tenu à l'écart lors de Munich, semble avoir préparé un profond revirement, dont la nomination de Molotov aux Affaires étrangères, le 3 mai 1939, avait été le signe. Après vingt ans de stabilité des frontières, fort en deçà de celles de la Russie tsariste, le moment paraissait venu de reprendre l'expansion (c'est aussi la justification forgée après coup). L'expansion ne pouvait être favorisée par les démocraties, car elle se ferait aux dépens des pays baltes, de la Pologne et de la Roumanie. Un accord avec Hitler permettrait plus aisément d'y parvenir. Mais il était dangereux, car les desseins d'Hitler à l'égard de l'URSS étaient clairs : les conditions n'étaient pas très favorables à un tel rapprochement. Hitler avait construit son ascension politique sur un anticommunisme virulent et il était le père du Pacte anti-Komintern, comment l'oublier ? Cependant l'État-major et certains diplomates allemands, fidèles aux leçons de Bismarck, estimaient que l'Allemagne ne pourrait se risquer, comme en 1914, à soutenir la guerre sur deux fronts. De plus, la Marine de l'amiral Erich Raeder (1876-1960), par tradition antibritannique, pensait que l'armée allemande était prête mais qu'il fallait

que le Reich ménageât ses arrières. Staline et le nouveau Commissaire du Peuple aux Affaires étrangères, Molotov, ne cherchaient que le seul intérêt immédiat du pays ; or, un pacte germano-soviétique offrait plus d'avantages à l'URSS qu'une alliance avec la Pologne, la France et l'Angleterre. On ne sait si les Soviétiques ont mené simultanément les deux négociations — publique avec les Français et les Anglais, secrètes avec l'Allemagne — en hésitant jusqu'au bout sur la politique à suivre, ou si la négociation avec les Occidentaux n'a pas été un paravent pour mener l'autre, et un moyen de pression sur Hitler. En tout cas, l'initiative paraît être venue des Soviétiques, dès le 17 avril, en des termes très voilés. Molotov déclara le 20 mai à l'ambassadeur allemand qu'il fallait donner des « bases politiques » aux négociations économiques en cours.

Mais c'est seulement le 26 juillet que les Allemands, pressés d'aboutir avant la date fatidique du 1er septembre, proposèrent un accord, puis un protocole de partage en zones d'influence. Le 21 août au soir, le monde stupéfait apprit que von Ribbentrop lui-même se rendrait à Moscou. Le pacte du 23 août — assorti trois jours après d'un important accord économique — comprenait deux éléments. Un pacte de non-agression, public, par lequel les deux pays s'engageaient à ne participer à aucun acte d'agression l'un à l'égard de l'autre pendant une durée de dix ans, signifiait pratiquement que les Soviétiques acceptaient l'invasion de la Pologne par l'Allemagne. Un protocole secret partageait la Pologne entre les deux pays de part et d'autre d'une ligne Narew-Vistule-San, et plaçait dans la zone d'influence soviétique la Finlande, l'Estonie, la Lettonie (la Lituanie y sera incluse le 28 septembre), ainsi que la Bessarabie, alors roumaine. L'Allemagne abandonnait aux ambitions soviétiques ces régions que la Russie avait perdues après la Grande Guerre ; elle venait (7 juin 1939) de conclure avec la Lettonie et l'Estonie des pactes de non-agression. L'URSS nia pendant très longtemps l'existence du protocole secret et du fond de sa politique de 1939. En 1989, il y eut de multiples révélations et la reconnaissance quasi-officielle de ces événements, et même une commission parlementaire sur le pacte germano-soviétique lui-même. L'Internationale s'aligna évidemment, et renvoya désormais dos à dos États fascistes et démocratiques. La soumission à l'État soviétique et à Staline fut totale en son sein. On comprend que la diplomatie soviétique ait été séduite par un tel pacte et ait effectué la soudaine volte-face du 23 août 1939 qui laissa la France et l'Angleterre désarmées. C'était en effet pour ces deux pays plus qu'un échec diplomatique : la perspective d'une guerre difficile, et, pour l'immédiat, une entière liberté d'action donnée à la Wehrmacht concentrée le long de la frontière polonaise.

Staline espère une guerre longue et veut gagner du temps, ce qui peut être permis par le soutien à Chiang Kaishek (Jiang Jieshi) en Chine et par un glacis de protection en Europe orientale : attaque de la Pologne le 17 septembre 1939, révision du pacte, attaque de la Finlande fin novembre 1939, les états baltes sommés fin septembre 1939 de conclure des traités d'assistance mutuelle, d'accepter une occupation soviétique et de fournir des bases

aériennes et navales, pour être finalement intégrés à l'URSS en août 1940, la Roumanie contrainte de rétrocéder la Bessarabie. Autres moyens, le renforcement de l'armée et la préparation psychologique (voir plus haut). Mais Staline est d'un optimisme exagéré : il ne croit pas à l'imminence de l'agression allemande, malgré les rapports de l'espion Richard Sorge (1895-1944) et les avis de Churchill. Peu avant juin 1941, il accélère même les livraisons de matières premières à l'Allemagne. Il ne prend pas les mesures de précaution indispensables pour épargner à ses armées les déboires des premiers chocs. Cependant, le 13 avril 1941, est signé un pacte non-agression et de neutralité avec le Japon (voir plus loin). Il n'empêche que Staline sera surpris par l'attaque allemande du 22 juin 1941 et il s'en suivra la déroute de l'été 1941, toutefois l'attaque nazie va souder la nation. L'alliance avec la Grande-Bretagne, préparée en 1939, n'interviendra qu'en juillet 1941, elle sera suivie d'une alliance avec les États-Unis en décembre 1941, ce sera la « Grande Alliance ». Au total, l'URSS n'a pas pu exporter la révolution, mais aura réussi à survivre... dramatiquement, que l'on songe à son terrible isolement de juin 1941 et aux ravages du temps de la « Grande Guerre patriotique », nom russe officiel de la Deuxième Guerre mondiale. Sur tout ceci, il y aura révélations et reconnaissance quasi-officielle des événements controversés en 1989, et même une commission parlementaire en 1989 sur le pacte germano-soviétique, avec plusieurs aspects, historique d'une part, d'autant plus que longues furent les dénégations, un aspect parlementaire d'autre part et enfin un aspect national, le sort des pays baltes.

□ La Seconde Guerre mondiale commence

Le pacte germano-soviétique fut partout interprété comme l'annonce d'une lutte imminente. Les Polonais avaient depuis longtemps refusé de négocier avec l'Allemagne. Le colonel Josef Beck, ministre des Affaires étrangères, s'exagérait la force de son pays. Français et Anglais essayèrent désespérément d'arrêter Hitler au bord du gouffre, en le mettant en garde contre les conséquences d'une nouvelle agression. « En une heure aussi grave [lui écrivit Daladier le 26 août, dont le cabinet était très divisé] je crois sincèrement qu'aucun homme de cœur ne pourrait comprendre qu'une guerre de destruction puisse s'engager sans qu'une dernière tentative d'arrangement pacifique ait lieu entre l'Allemagne et la Pologne. » Mais Hitler n'avait cure de ces objurgations ! France et Angleterre essayèrent d'organiser des négociations directes germano-polonaises. Cependant les Polonais n'acceptèrent que le 31 août et Hitler, qui s'était fixé la date du 1er septembre et voulait détruire complètement la Pologne, estima qu'il était trop tard.

Le 1er septembre à l'aube, les troupes allemandes envahirent la Pologne, sous le prétexte d'une attaque (fabriquée) de la station de radio de Gleiwitz, Gliwice en polonais. La population allemande n'était nullement enthousiaste, ce furent les succès de la campagne de Pologne qui changèrent tout. Mussolini tenta alors de renouveler la procédure de Munich et

d'organiser une réunion à quatre. La France et l'Angleterre, qui étaient en train de mobiliser, n'acceptèrent qu'à condition qu'Hitler évacuât la Pologne. Mussolini retira alors sa proposition et le 1er septembre l'Italie proclama sa non-belligérance. On est en Europe aussi passé du grignotage à la guerre.

Le 3 septembre, l'Angleterre, puis la France, déclarèrent la guerre à l'Allemagne. C'était le sort de l'Europe toute entière qui était désormais en jeu. L'Italie et le Japon déclarèrent rester neutres, mais pas les *dominions* britanniques, qui entrèrent tous en guerre en quelques jours. La guerre mondiale était commencée. Elle devait durer six ans. Mais n'avait-elle pas commencé en Asie en 1937 ?

CHAPITRE 15. LA PHASE D'EXPANSION DE L'AXE (1939-1942)

Jusqu'en 1942 les trois pays de l'Axe furent victorieux, dans le cadre d'une guerre en fait commencée en 1937 avec l'attaque de la Chine (voir plus haut) et devenue mondiale en 1941 avec les attaques de l'URSS et des États-Unis. Le but ? Devenir « Master of the World », comme dit Charlie Chaplin dans une géniale scène d'anthologie de *The Great Dictator*, 1940 (*Le Dictateur* en français). Le 1er septembre 1939, les troupes allemandes attaquent la Pologne, deux jours plus tard Grande-Bretagne et France déclarent la guerre à l'Allemagne. Celle-ci mène audacieusement une guerre offensive foudroyante, une « guerre-éclair » (*Blitzkrieg*) et la Grande-Bretagne reste seule en lice (1940). La pénétration allemande en Europe de l'Est conduit inéluctablement au conflit germano-soviétique (1941).

□ La chute de la Pologne et la « drôle de guerre »

Trois semaines suffirent à anéantir la Pologne, ressuscitée deux décennies auparavant. Hitler, supputant que les réactions franco-britanniques seraient lentes, ne maintint à l'Ouest, à l'abri de la ligne Siegfried, que 50 divisions ; il en massa à l'Est 70, dont 7 blindées (*Panzerdivisionen*, avec chacune 300 chars) et 4 divisions d'infanterie motorisée. Une attaque en tenaille était facile à mettre en œuvre, depuis la Prusse orientale au Nord, la Poméranie à l'Ouest et la Silésie au Sud-Ouest. Les armées allemandes étaient soutenues par 3 000 avions. Les Polonais ne pouvaient réunir que 30 divisions, une seule brigade (demi-division) blindée et 400 avions. Leur territoire vit l'expérimentation d'une offensive rapide, de la « guerre éclair » (*blitzkrieg*), où les unités blindées opérèrent par masses compactes, liées à l'aviation et causant la surprise et la rupture.

Dès le 3 septembre, les frontières furent percées partout, l'enveloppement et le refoulement des armées polonaises, commandées par le maréchal Edward Rydz-Smygły (1886-1941), commença. Charges héroïques, sacrifices et patriotisme ne purent empêcher le déferlement des forces allemandes, qui encerclèrent Varsovie et atteignirent Brest-Litovsk et Lwów en une douzaine de jours. Le 17, pour occuper avant les Allemands les territoires que le pacte germano-soviétique leur avait accordés, les Soviétiques franchirent la frontière orientale de la Pologne, faiblement défendue. C'en était fait de tout espoir de résistance. Varsovie tint pourtant jusqu'au 28 septembre et les derniers combats eurent lieu le 6 octobre. Et au total, la campagne-éclair n'avait pas été une promenade militaire pour les Allemands, qui avaient quand même perdu 285 avions. Elle avait été le modèle de l'emploi combiné des forces aériennes et terrestres, dont la suite de la guerre allait s'inspirer.

Le 28 septembre, Ribbentrop signa à Moscou avec Molotov un nouveau protocole de partage, cette fois-ci effectif. Il étendait la zone allemande à l'Est par rapport au

pacte germano-soviétique, mais octroyait la Lituanie à l'URSS. C'était, au bout de vingt ans d'existence indépendante, le quatrième partage de la Pologne, après ceux du XVIII^e siècle. L'Allemagne nazie annexa au Reich les territoires les plus occidentaux de sa zone et créa pour le reste un Gouvernement général de Pologne dans lequel les persécutions antisémites commencèrent immédiatement, les Polonais étant traités très vite en « sous-hommes » (*Untermenschen*). L'URSS agrandit la Biélorussie et l'Ukraine de ses conquêtes. Toutefois, un gouvernement polonais en exil se constitua à Paris et reconstitua avec des Polonais vivant à l'étranger ou échappés de la mère patrie une armée polonaise, non négligeable.

À l'Ouest, ce qui manquait, c'était les thèmes mobilisateurs, à la différence de 1914. L'objectif de la France et de la Grande-Bretagne était de tenir face à l'Allemagne pendant deux ou trois ans, ce qui permettrait, grâce à l'effort de mobilisation économique, au blocus de l'Allemagne et aux achats faits aux États-Unis, de disposer d'une importante supériorité matérielle. Encore le gouvernement Chamberlain misa-t-il longtemps sur un effondrement intérieur inéluctable de l'Allemagne ! Début novembre, le premier ministre « ira même jusqu'à écrire qu'une fois les nazis abattus, il n'y aura pas de sérieuse difficulté à régler avec les Allemands les questions de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, des juifs, du désarmement, mais que "les réelles difficultés seront plutôt du côté de la France. [...]" » (Y.Durand) !

En septembre 1939 les Alliés n'avaient pas du tout l'intention de soutenir ni même de soulager efficacement les Polonais alliés, dont le potentiel militaire était d'ailleurs — sincèrement ou non — largement surestimé, et ceci en dépit de la faiblesse du dispositif allemand sur la ligne Siegfried comme de l'accord Gamelin-Kasprzycki de mai (promesse de lancer une offensive française deux semaines après la mobilisation). Le général Maurice Gamelin (1872-1958), désormais commandant en chef des armées franco-britanniques, après avoir pu tranquillement mobiliser les armées, se contenta d'une petite offensive peu significative au sud de Sarrebruck, ville protégée par la ligne Siegfried. Pendant de nombreux mois, le front resta rigoureusement inerte, sans manifestation importante des aviations et des artilleries, avec seulement quelques patrouilles et quelques tirs d'obus.

Ce n'était en rien une guerre comparable à celle que venait de mener et subir la Pologne, c'était une « drôle de guerre », comme disaient les trois peuples mobilisés. L'expression semble avoir été inventée, pour un titre de reportage, par Roland Dorgelès, en octobre 1939, elle sera reprise dans son livre de 1957 *La drôle de guerre* (Albin Michel). Seuls le totalitarisme nazi et le patriotisme anglais réussirent à maintenir le moral des troupes ; en France, les mobilisés, englués dans une longue et morne attente, avaient l'impression d'être là à ne rien faire, sans but perceptible, et d'assister à une manifestation d'impuissance de la France républicaine. Un nouveau pacifisme, défaitiste, apparut même, sous la forme du tract *Paix*

immédiate !, rédigé par l'anarchiste Louis Lecoq (1888-1971) et portant les signatures de 31 personnalités, dont Alain (voir plus haut), Marcel Déat (*idem*) et Jean Giono.

Le 22 mars, le gouvernement Daladier, affaibli, donna sa démission. Il fut remplacé par Paul Reynaud, qui n'obtint... qu'une voix de majorité (268 voix, contre 156 et 111 abstentions) et dut garder Daladier à la Défense nationale et Gamelin à la tête des armées, malgré le peu de confiance qu'il lui accordait (voir biographie plus haut).

Hitler, qui gardait l'espoir de séparer la Grande-Bretagne de la France, proposa le 8 octobre de conclure une paix : « Pourquoi la guerre devrait-elle avoir lieu maintenant à l'ouest ? Pour la reconstitution de la Pologne ? La Pologne du traité de Versailles ne ressuscitera jamais. Cela, ce sont deux des plus grands États de la Terre qui le garantissent. » La proposition était inadmissible par les gouvernements français et britannique.

D'autre part, deux pays neutres, la Belgique et les Pays-Bas, inquiets des très fortes possibilités d'attaque allemande au travers de leurs territoires, proposèrent leur médiation le 7 novembre, appuyés par les pays scandinaves, la Roumanie et le pape. Hitler refusa, lors d'un discours prononcé dans une brasserie de Munich. Une bombe y explosa juste après son départ, attentat truqué (?) destiné à montrer la protection providentielle dont jouissait le Führer. La proposition était tout autant inadmissible par les gouvernements français et britannique.

L'hiver très rigoureux de 1939-1940 ayant fait geler les eaux faiblement salées de la Baltique, le minerai de fer suédois de Kiruna destiné à l'Allemagne ne pouvait plus passer que par le port norvégien de Narvik, toujours libre de glaces. L'industriel allemand antinazi Thyssen, réfugié en France, avait confirmé que les réserves de l'Allemagne en minerai de fer étaient insuffisantes. Lorsque la guerre russo-finlandaise (voir plus loin) fut terminée, Londres et Paris annoncèrent à la Norvège neutre leur volonté de poser des mines dans ses eaux territoriales, de manière à couper le ravitaillement de l'Allemagne en minerai de fer suédois transitant par Narvik, car les cargos, par prudence, les utilisaient. Prenant ce prétexte et devant un débarquement franco-anglais, l'Allemagne envahit le 9 avril à la fois le Danemark (qui ne résista pas) et la Norvège, qui résista, aidée de la France et de la Grande-Bretagne qui envoyèrent un corps expéditionnaire mis sur pied en hâte. Les Allemands remportèrent une victoire rapide et les troupes françaises, britanniques et polonaises se rembarquèrent des quelques points occupés (dont Narvik) au moment de la défaite de la France, au début de juin. Le roi Haakon VII (1872-1957) se réfugia à Londres avec le gouvernement norvégien. Hitler installa en Norvège un gouvernement satellite, dirigé par Vidkun Quisling (1887-1945). La Norvège lui offrait involontairement de bonnes bases navales et aériennes pour lutter contre la Grande-Bretagne.

□ La défaite de la France

À l'abri de la ligne Maginot, lassées par une longue inaction et les bruits d'attaque allemande qui avaient couru en novembre 1939 puis en janvier 1940, les armées franco-britanniques furent surprises par l'offensive allemande du 10 mai, le jour même où en Grande-Bretagne le cabinet conservateur de Neville Chamberlain était remplacé par un gouvernement d'union nationale dirigé par Winston Churchill (1874-1965), ministre de la Marine dans le ministère précédent, le cabinet de guerre de Chamberlain. Dans le *War Cabinet*, à trois conservateurs — lui-même, Chamberlain, qui devait mourir le 9 novembre, et Lord Halifax — Churchill adjoignit deux travaillistes, Clement Attlee (1883-1967), qui venait de se prononcer pour la nomination de Churchill au poste de Premier Ministre, et Arthur Greenwood (1880-1954), rejoints bientôt par Herbert Morrison (1888-1965). Churchill promit à ses concitoyens « du sang, de la sueur et des larmes ».

À la lumière de l'expérience de la Première Guerre mondiale, la France et la Grande-Bretagne instituèrent un Conseil suprême de guerre interallié qui se réunit pour la première fois dès le 12 septembre 1939. La mise en commun des ressources économiques des deux pays fut même d'emblée organisée par un Comité de coordination. Commandées par Gamelin, 94 divisions françaises, 10 divisions britanniques et une division polonaise, pouvaient compter sur l'appoint ou la protection de 7 divisions sur les Alpes, 8 en Afrique du Nord, 3 en Syrie et au Liban et 3 en Norvège. Mais il y avait des dissensions entre Alliés et l'armée française elle-même souffrait de la dispersion de l'autorité entre Gamelin (Terre), François Darlan (Marine) et Joseph Vuillemin (Air). Ces troupes avaient été passives pendant de longs mois. Certes, il y avait des divisions équipées de chars légers et surtout trois divisions *cuirassées* pourvues de chars lourds, mais les chars étaient depuis toujours considérés comme des appareils appuyant l'infanterie et donc à disperser le long du front. Ils étaient aussi nombreux et modernes (pour certains) que du côté allemand, mais l'existence de grandes unités capables de percer le front en accord avec l'aviation était aux antipodes des conceptions officielles, pourtant depuis plusieurs années contestées par des officiers supérieurs comme le général Estienne puis le colonel de Gaulle. Pire, l'aviation française était faible en nombre et médiocre en qualité et les avions britanniques étaient pour la plupart stationnés dans les Iles britanniques. Par contre, la supériorité navale des Franco-Britanniques était considérable, à cause du caractère récent de la *Kriegsmarine* et du privilège accordé par le nazisme à la *Luftwaffe*. La seule Grande-Bretagne pouvait engager plus de 300 bâtiments de guerre. Ceci permit aux alliés de pratiquer dès le début de la guerre, comme en 1914 et comme prévu, le blocus de l'Allemagne.

Une fois la campagne de Pologne achevée, Hitler avait l'intention de rapidement attaquer la France, mais les conditions météorologiques de l'automne et de l'hiver le forcèrent

à différer l'offensive. Au printemps 1940, le Reich disposait de 145 divisions — dotées pour une large part de l'expérience de la guerre contre la Pologne — dont 10 blindées, 1 500 avions de chasse, 3 500 bombardiers : cela était supérieur au potentiel des Alliés. Un haut commandant désireux d'utiliser les chars comme arme de percée, en divisions autonomes, mais aidées par l'aviation : c'était encore mieux. Le plan Schlieffen de 1914 fut repris, avec son concept de vaste mouvement tournant, mais il fut, grâce au général Erich von Manstein (1887-1973), largement modifié et inversé quant à son mouvement tournant : invasion des Pays-Bas en sus de la Belgique, effort principal porté au centre, juste après l'extrémité ouest de la ligne Maginot, qui s'arrêtait à la frontière belge, de manière à couper en deux les groupes d'armées françaises et britanniques au point le plus faible du dispositif allié. C'était attaquer par les Ardennes, zone considérée par les hautes instances militaires françaises (Pétain, entre autres) comme impropres au déploiement des chars et où un corps blindé groupant la moitié des *panzer* allemands fut constitué sous les ordres de Heinz Guderian, le créateur de la *Panzerwaffe*.

Brusquement, le 10 mai 1940, déclenchant l'« Opération Jaune », l'Allemagne attaqua les Pays-Bas et la Belgique et elle bombarda les aérodromes français. Appliquant les plans prévus pour cette éventualité, les armées françaises et britanniques de l'aile gauche pénétrèrent en Belgique et atteignirent le sud des Pays-Bas, écrasés sous le choc (le bombardement de Rotterdam fit à lui seul 40 000 victimes). Le roi de Belgique Léopold III n'avait jamais voulu envisager, d'octobre 1939 à mai 1940, une entrée préventive des troupes françaises, qui aurait constitué à ses yeux une « provocation belge » à l'égard de l'Allemagne ; il rendit ainsi inopérante toute action pour défendre le territoire belge, l'armée française ne pouvant en 48 h se porter au-delà de la ligne Anvers-Namur. Mais l'armée belge ne réussit pas à tenir les fortifications du canal Albert et, pour ne pas continuer un combat dans des conditions aussi aventurées, le groupe d'armées du nord, commandés par le général Gaston Billotte (1875-1940), entama un mouvement de repli vers la France. L'armée néerlandaise capitula ; la reine Wilhelmine (1880-1962) et le gouvernement se réfugièrent à Londres.

L'offensive principale des Allemands fut déclenchée le 13 dans les Ardennes, entre Namur et Sedan ; elle franchit la Meuse et, le 14 mai, réussit à percer le front français. Cette brèche permit à Heinz Guderian (voir plus haut) de lancer ses unités vers l'ouest, vers la Manche, en direction d'Abbeville, de façon à séparer le groupe d'armées du nord du gros des forces françaises. D'emblée et contrairement à une légende scandaleuse et tenace, les combats furent acharnés et les pertes très importantes.

Le général Gamelin fut remplacé le 19 mai à la tête des armées alliées par le général Maxime Weygand (1867-1965). Celui-ci improvisa un plan d'attaque des forces allemandes étirées de Sedan à la mer à la fois par le groupe d'armées du nord — le général

Billotte reçut le commandement de l'opération — et par les armées du Bassin parisien. En quatre jours (21-25 mai), la tentative de contre-offensive française échoua : mort accidentelle de Billotte, repli des Britanniques vers les ports du Pas-de-Calais, difficultés des unités françaises à manœuvrer rapidement. Il n'y avait plus qu'une seule issue pour les armées du nord. Au large de Dunkerque, une flotte hétéroclite de bateaux anglais fut rassemblée pour évacuer les troupes en retraite, sous la protection de navires de guerre et sous les bombardements de la *Luftwaffe*. L'opération de rembarquement, rendue plus difficile par la capitulation de l'armée belge (28 mai), nécessita de sacrifier le matériel. Jusqu'au 3 juin les Britanniques évacuèrent, dans des conditions périlleuses, 338 000 soldats, soit l'essentiel (227 000) de leurs hommes présents à Dunkerque et une partie (111 000 hommes) des troupes françaises, le reste étant capturé par les Allemands qui résorbaient la poche de Dunkerque. Le succès stratégique des Allemands était considérable, même s'ils n'avaient pas anéanti le groupe d'armées du nord ; une nouvelle pomme de discorde existait entre France et Grande-Bretagne.

La France se trouvait privée d'une notable partie de ses unités constituées. Sur un front théoriquement aligné sur la Somme et l'Aisne il fallait, dans l'improvisation, faire face au déferlement d'un ennemi fatigué par trois semaines d'offensive mais deux fois supérieur en nombre et pourvu d'un matériel désormais bien plus considérable, surtout en chars. Aucune des deux rivières ne put être durablement tenue et le 8 juin les troupes allemandes atteignirent et franchirent la basse vallée de la Seine puis remontèrent vers Paris. Le mouvement enveloppant prévu était à deux doigts de réussir et, le 10 juin, le gouvernement français quitta la capitale, déclarée « ville ouverte », comme toutes les villes de plus de 20 000 habitants, pour Tours puis, rapidement, pour Bordeaux. Le même jour, l'Italie attaqua la France.

Mussolini avait prévu une guerre éclatant en 1942 ou en 1943 (voir plus haut). Les combats en Pologne étaient lointains, la « drôle de guerre » était statique, mais brusquement, un rapide et éclatant succès nazi devenait prévisible. Le dictateur italien ne voulait pas laisser échapper une victoire et pas non plus laisser l'Italie rééditer ses hésitations de 1915. Dès le 18 mars, dans une entrevue au col du Brenner, il avait d'ailleurs promis à Hitler d'entrer en guerre dès que l'Allemagne aurait créé une situation militaire favorable. Il fallait maintenant le faire, malgré l'inexistence de plans offensifs, la francophilie des officiers, le pacifisme de la population, l'attentisme de Ciano (voir plus haut) et l'évidence de concessions coloniales françaises en cas de maintien de la neutralité italienne, mais en profitant d'une supériorité numérique écrasante sur la frontière des Alpes, défendue du côté français par des réservistes, les unités d'active étant parties vers le nord de la France. Au printemps l'Italie glisse lentement vers la guerre, malgré le silence de Ciano et l'hostilité sourde du roi, en dépit surtout de l'opposition déclarée de l'armée. Bien plus qu'en 1915 l'Italie entre en guerre malgré elle, le camp des interventionnistes se réduisant cette fois-ci à un petit noyau de fascistes acharnés

dirigés par un *Duce* isolé, mal informé et déjà vieilli. Mussolini déclara la guerre à la France le 10 juin, en pleine déroute militaire française. L'armée italienne, encadrée et surveillée par des miliciens fascistes, se heurta néanmoins à une résistance acharnée et habile de la part des troupes françaises. Le haut-commandement pensa donc un moment solliciter l'état-major de la Wehrmacht en vue d'un transfert de détachements italiens par le Brenner, Munich, le Rhin et la Belgique, pour terminer avec les forces allemandes l'invasion de la France... en vain... L'armée ne put commencer à déboucher dans les vallées alpines que lorsque les unités françaises durent faire face à l'arrivée, dans leur dos, des armées allemandes parvenues... du nord de la France. « Quand Mussolini déclare, le 10 juin 1940, que *le vent de la guerre a soufflé sur l'Italie*, le peuple italien, profondément pacifique, est précipité dans une guerre qu'il ne désirait pas et qui tournera à la catastrophe. » (J.-B.Duroselle).

La retraite des troupes françaises devint générale et désordonnée dans la deuxième quinzaine de juin. Elle s'accompagna de l'*exode* de millions de civils, provoqué par les souvenirs de la Première Guerre mondiale, l'horreur de la barbarie nazie, l'arrivée de réfugiés belges, les bombardements par les *Stukas*, des bruits incontrôlés et la fuite, dans certains cas, des autorités. « Dans le grand désordre provoqué par les réfugiés, l'administration ajoute encore du trouble. »¹ Cette masse de civils aux moyens de transport hétéroclites (voire à pied) ne facilita pas les déplacements de troupes. Parmi celles-ci, il y eut toutes sortes d'attitudes, de la désertion pure et simple à la résistance héroïque et/ou efficace, en passant par le désordre ubuesque. Paris fut occupé le 15 juin, le 24 les Allemands atteignirent à la fois Angoulême et Saint-Étienne, le lendemain ils encerclaient la ligne Maginot, toujours occupée par ses défenseurs.

La France métropolitaine était foudroyée. Le gouvernement français était divisé quant à l'attitude à tenir. Le président du Conseil Paul Reynaud (voir biographie plus haut) et certains ministres pensaient qu'on ne pouvait pas capituler et qu'il fallait continuer à lutter, en utilisant l'Afrique du Nord — où le gouvernement se réfugierait — la flotte de guerre, intacte et redoutée des Allemands, et les autres colonies. De toute manière, il fallait respecter l'accord conclu avec la Grande-Bretagne le 28 mars 1940 qui interdisait tout armistice et à plus forte raison toute paix séparée. Mais la majorité des ministres, dont le maréchal Pétain, entré en mai au gouvernement pour fortifier le moral français face à l'attaque allemande, ainsi que Weygand, pensaient au contraire trois choses importantes. D'abord, il n'était pas question d'une capitulation militaire qui aurait ressemblé aux capitulations néerlandaise et belge et entaché l'honneur de l'armée française ; il fallait un armistice, engageant le gouvernement. Ensuite, la participation britannique à l'effort de guerre était jugée très insuffisante voire pleine d'arrière-pensées égoïstes, elle rendait donc l'accord de mars caduc. Enfin, le gouvernement devait

¹ H.Amouroux ; lire l'excellent et poignant roman d'Irène Némirovsky, *Suite française*, Folio n° 4346, 573 p.

rester en métropole pour protéger la population française ; de toute manière, l'Afrique du Nord était jugée par eux d'un intérêt militaire et stratégique faible.

Avec courage, Reynaud s'acharna à défendre son point de vue, soutenu vigoureusement par Churchill. Les réunions interalliées de Briare (11 juin) et Tours (13 juin) furent dramatiques. Churchill déclara qu'il ne pourrait aller au-delà d'une acceptation de l'armistice français assortie d'une installation de la flotte française dans les ports de guerre britanniques ou, à la rigueur, aux États-Unis. Reynaud s'adressa d'ailleurs à Roosevelt le 13 pour lui demander solennellement d'entrer en guerre, ce qui était évidemment utopique. Le 16, pour encourager à tout prix la France à la résistance, le gouvernement britannique proposa même une solution imaginée par Jean Monnet, une union perpétuelle de la France et de la Grande-Bretagne en un seul état. Mais le soir même, découragé, Reynaud démissionna. Le président de la République, Albert Lebrun, choix lourd de conséquences, chargea Pétain de former un gouvernement. C'était lui laisser le champ libre pour demander l'armistice, ce que Pétain fit aussitôt, par l'intermédiaire de l'Espagne, franquiste. Hitler rencontra Mussolini puis accepta de recevoir des plénipotentiaires français. Pétain déclara à la radio : « l'heure est venue de cesser le combat », ce que certains officiers interprétèrent en commandant aussitôt la reddition aux Allemands... Hitler exigea que la rencontre se tienne à Compiègne, pour venger la honte du 11 novembre 1918. La délégation française, conduite par le général Charles Huntziger (1880-1941), signa le 22 juin un texte d'armistice imposé par l'Allemagne sans avoir eu la possibilité de la moindre discussion. Il ne prit effet qu'après la signature d'un armistice avec l'Italie, ce qui fut fait le 24 près de Rome.

Les clauses militaires étaient rigoureuses. L'armée française devait être démobilisée et désarmée, à l'exception de 100 000 hommes, l'équivalent de la Reichswehr de Weimar, composant l' « armée de l'armistice ». Les 1 900 000 prisonniers de guerre (P.G.) le resteraient jusqu'à la paix : ils étaient autant d'otages entre les mains des Allemands, qui allaient profiter de la longueur de la guerre pour faire de ces *K.G.* un moyen de pression sur Vichy. Le territoire sera divisé par une « ligne de démarcation » en une « zone occupée » (au nord) et une « zone non occupée » (au sud), où le gouvernement français résidera (Pétain choisit, sous l'influence de Laval, la ville d'eau de Vichy où les hôtels étaient nombreux). La France devait payer à l'Allemagne une indemnité d'occupation considérable (400 millions de francs par jour, ce qui correspondait à l'entretien de 18 millions de soldats...). La flotte française devait retourner, désarmée, dans ses ports d'attache, y compris Brest, situé en zone occupée, ce qui inquiétait fort les Britanniques.

Le 10 juillet, Pétain obtint du Sénat et de la Chambre des députés le vote d'une loi lui accordant les pleins pouvoirs, y compris les pouvoirs constituants ; seuls 80 parlementaires s'étaient courageusement opposés aux pressions de toutes sortes. L'intention

perçait pourtant chez Pétain de transformer rapidement la République en un « État français » autoritaire, d'aboutir, sous l'influence des milieux de droite, notamment de l'Action française, à une « révolution nationale », expression de Robert Brasillach (1909-1945).

□ La Grande-Bretagne et la France libre, seuls belligérants contre l'Allemagne

Les Britanniques étaient, à l'évidence, directement menacés par une prochaine offensive allemande, aussi ne se contentèrent-ils pas de condamner l'attitude de Pétain, ils voulurent neutraliser le danger potentiel représenté par la flotte française. Le 3 juillet, une escadre anglaise mit en demeure, par un ultimatum, une partie de la flotte française, réfugiée à Mers el-Kébir, en Algérie, de gagner l'Angleterre. Sur le refus français, l'amiral anglais James Fownes Somerville (1882-1949) fit ouvrir le feu sur les bateaux français mouillés dans la rade. Plusieurs bâtiments furent coulés, d'autres furent endommagés, 1 200 marins français payèrent de leur vie la brusquerie de l'attitude anglaise, qu'un minimum de clairvoyance eut permis d'éviter. Cette panique gouvernementale anglaise eut de graves conséquences sur les rapports franco-anglais. Le même jour, les navires français réfugiés à Plymouth (Angleterre) furent saisis et ceux qui étaient à Alexandrie (Égypte) furent immobilisés. Le 8 juillet, le *Richelieu*, orgueil de la flotte française, fut attaqué à Dakar et endommagé. C'était la rupture totale entre Londres et la France de Vichy, c'était aussi offrir à la propagande de celle-ci un thème salvateur, simple et vengeur, qui allait beaucoup servir.

Dès le 17 juin, Charles de Gaulle, récemment nommé général de brigade à titre temporaire et sous-secrétaire d'État à la Défense nationale dans le gouvernement Reynaud depuis le 6, avait gagné l'Angleterre. Il faisait partie du gouvernement à titre de défenseur (*Vers l'armée de métier*, 1934) des idées faisant du char et des unités blindées les armes essentielles de la bataille moderne. Il avait longtemps prêché dans le désert ; les combats de mai 1940 montraient la justesse de ses vues et les capacités de De Gaulle à les mettre en pratique sur le champ de bataille (Montcornet). Le 18, sur les antennes de la BBC, de Gaulle adressa aux Français un « appel » qui condamnait l'armistice en cours de négociation et demandait aux Français de continuer la lutte en se regroupant autour de lui. Il entre dans l'histoire avec cet appel à la BBC, dont le texte a d'abord été communiqué aux Britanniques. Il débutait par « Les chefs qui, depuis de nombreuses années, sont à la tête des armées françaises, ont formé un gouvernement » et se terminait par la formule « Quoi qu'il arrive, la flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas. » L'appel est entendu de quelques-uns, au lieu des ralliements massifs que de Gaulle espérait. L'appel aux chefs militaires est vain : seuls les « moutons noirs » de l'armée répondent (Georges Catroux, 1877-1969, Émile Muselier, 1882-1965). Et la majorité des Français, encore sous choc de la débâcle, comprend bien mieux le discours de résignation du maréchal Pétain. De Gaulle est « Charles le seul » (Jean Lacouture), mais sa famille l'a rejoint (Philippe dans la marine anglaise puis la 2e DB, Division blindée). En

fait, le recrutement des « Français libres » fut difficile et entravé par l'affaire de Mers el-Kébir. Un noyau de troupes fut néanmoins créé ; le gouverneur général Félix Éboué (1884-1944) rallia à la France libre l'Afrique équatoriale française (AEF) et le Cameroun, rejoints par les Nouvelles-Hébrides, la Nouvelle-Calédonie et les îles françaises du Pacifique. Toutefois Chandernagor (un des Établissements français de l'Inde) s'était rallié dès le 20 juin, les Nouvelles-Hébrides le 22 juillet. Mais la France libre échoua à rallier l'essentiel, l'AOF (Afrique occidentale française) : quand une expédition navale britannique et française tenta (23 au 25 septembre) de s'emparer de Dakar, elle échoua, le gouverneur général Pierre Boisson (1894-1948) restant fidèle à Vichy, attitude semblable à celle de Maxime Weygand (1867-1965), pour l'heure commandant les troupes d'Afrique du Nord. Cet échec de Dakar fit définitivement de De Gaulle le « rebelle » (Jean Lacouture ¹), condamné à mort par contumace par Vichy (2 août 1940), accusé par les propagandes du Reich et de Vichy d'être un mercenaire au service de Londres, n'obtenant le ralliement d'aucune personnalité d'envergure, bien au contraire, assistant au retour en France de milliers de soldats français qui ne voulaient pas se rallier à lui, inconnu de la très grande majorité des Français, alors que la popularité de Pétain était au zénith. Progressivement, il allait devenir néanmoins le chef de la Résistance française.

La bataille d'Angleterre, c'était d'abord un débarquement que les Allemands avaient préparé (plan Otarie, *SeeLöwe*), en sachant que la partie était beaucoup plus sérieuse que dans les îles anglo-normandes (facilement conquises et occupées tranquillement jusqu'en 1945) et que leur flotte était incapable de disputer comme en 1914 la maîtrise de la mer aux Britanniques. Il fallait d'abord dégager le ciel de l'aviation britannique, pour pouvoir débarquer les treize divisions d'élite préparées. Or, la *Royal Air Force* avait gardé intacte, du fait de Churchill, une réserve aérienne capable, malgré son infériorité numérique et en partie grâce au radar, de contrer la *Luftwaffe*. L'offensive aérienne allemande se développa à partir du 24 juillet, et en trois phases, Goering se faisant petit à petit fort de vaincre la Grande-Bretagne par la seule *Luftwaffe*. Les premiers jours virent le bombardement des ports du sud de l'Angleterre, le mois d'août celui des aérodromes ; enfin, à partir du 15 septembre, ce fut Londres et sa banlieue qui subirent des assauts presque quotidiens et dévastateurs de bombardiers (le *Blitz*), d'abord le jour, puis (octobre) la nuit. Tout au long de cette bataille aérienne la chasse britannique réagit vigoureusement et causa aux Allemands des pertes considérables (déjà, celles de la bataille de France avaient été lourdes). Dès la fin d'octobre, il apparut que le moral et le potentiel britanniques ne pouvaient pas être atteints de cette manière. Les possibilités d'un débarquement devenaient illusoires, la Grande-Bretagne avait gagné la bataille dans les airs, elle était devenue un pôle d'espoir pour les populations asservies aux nazis, d'autant que se trouvaient à Londres plusieurs gouvernements en exil. Mais les attaques aériennes

¹ J.Lacouture, *De Gaulle*, Seuil, 3 vol., 1984-1986, réédition, coll. "Points", 1990, 3 vol., 896, 736 & 896 p.

allemandes continuèrent jusqu'en juin 1941. Pour l'Allemagne, il fallait chercher la décision militaire ailleurs.

Ce fut la bataille de l'Atlantique. Bien entendu, la situation des Britanniques était précaire : tenir pendant l'été et l'automne 1940 ne les sauvait pas. La résistance du pays dépendait essentiellement, eu égard aux faiblesses structurelles de l'économie britannique, du ravitaillement venu de l'extérieur, produits alimentaires, matières premières, armements, etc. Il fallait absolument maintenir la liberté des communications maritimes avec les États-Unis et le *Commonwealth*, dont le Canada. Les Allemands essayèrent de les rompre, d'une part en utilisant les raids de leurs croiseurs lourds et de leurs cuirassés (par exemple le *Bismarck*, coulé le 27 mai 1941 après avoir vaincu le *Hood*), d'autre part et surtout les sous-marins, plus discrets et rapides. Ils construisirent de 1939 à 1944 un millier d'*U-Boote* (383 seulement pendant la Première Guerre mondiale), qui, partant de bases puissamment fortifiées comme celle de Lorient en France, allaient par « meutes » attaquer les convois. Les pertes furent énormes, un peu plus de 8 millions de tonnes de septembre 1939 à décembre 1941 (en juin 1942, au paroxysme, 800 000 tonnes furent coulées). Malgré le système des convois, la protection par des escorteurs, l'utilisation croissante de l'*asdic* (repérage par le son) et du radar, l'aide militaire des États-Unis dans la partie Ouest de l'Atlantique, la situation à la fin de 1941 était très sérieuse.

Autour de la Méditerranée la situation fut très préoccupante pour les Britanniques, sous plusieurs formes. C'est que « au-delà du caractère extrêmement vague des objectifs militaires de l'Italie, on discerne cependant que pour elle, le théâtre d'opérations fondamental est la Méditerranée et le continent africain, zones qui sont, en 1940, sans intérêt réel pour l'Allemagne. »¹ Toutefois l'Italie, si son importante marine de guerre a été méthodiquement modernisée, ne pouvait que connaître de grosses difficultés économiques ; elle avait d'importantes faiblesses quant à son armée de terre et son aviation ; son haut commandement ne croyait nullement à la victoire. À la fin de 1940, une offensive britannique partie d'Égypte repoussa les Italiens jusqu'au centre de la Libye, mais, en avril 1941, l'arrivée dans ce territoire italien d'un corps allemand spécialement formé et entraîné, l'*Afrika Korps*, commandé par le général Erwin Rommel (1891-1944), permit aux Germano-Italiens de repousser les troupes du *Commonwealth* jusqu'à la frontière égyptienne. En Irak, Rachid Ali al-Gillani (1892-1965) organisa une révolte contre les Britanniques. Sur ordre de Vichy, il reçut des armes des autorités françaises de Syrie ; par les *Protocoles de Paris* (28 mai 1941), les aérodromes du mandat français de Syrie furent mis à la disposition des Allemands soutenant l'Irak. Cette révolte fut maîtrisée à la fin de mai 1941. Les Anglais décidèrent alors d'éliminer,

¹ S.Berstein & P.Milza, *L'Italie contemporaine, du Risorgimento à la chute du fascisme*, Coll. U, 1995, 367 p., p. 336.

avec l'aide des Français libres, les forces vichystes du Levant. Celles-ci, commandées par le général Henri Dentz (1881-), résistèrent du 8 juin au 13 juillet, date à laquelle fut signé l'armistice de Saint-Jean-d'Acre. Les Britanniques eurent de la peine à reprendre la maîtrise navale de la Méditerranée aux Italiens. Ils bombardèrent Tarente (novembre 1940) et Gênes (février 1941), remportèrent une victoire navale au cap Matapan (28 mars 1941). Mais par la suite l'intervention massive des bombardiers *stukas* allemands rendit impossible le franchissement du détroit de Sicile. Pour ravitailler leurs troupes d'Égypte et de Libye, les Britanniques durent utiliser la route du cap de Bonne Espérance ! Par contre, l'ensemble de l'Afrique orientale italienne fut conquis par les Britanniques en 1940 et en 1941. Les Italiens avaient d'abord attaqué, à la fois, le Soudan et la Somaliland, la contre-offensive britannique commençant au début de 1941. L'Éthiopie était libérée et Haïlé Sélassié (1892-1975) fit son entrée à Addis-Abeba (mai 1941). Mais seule l'attaque allemande contre l'URSS, en élargissant les dimensions de la guerre, allait permettre aux Britanniques de « souffler » et de préparer la lointaine contre-offensive décisive.

□ Le sort des pays de l'Europe de l'Est

Le pacte germano-soviétique eut deux conséquences capitales. D'une part, l'URSS appliqua exactement jusqu'en juin 1941 le traité de commerce signé et elle fournit des quantités considérables de produits à la machine de guerre allemande. D'autre part, les deux pays accrurent leur domaine territorial en appliquant le protocole de partage. À la suite du partage de la Pologne et de la modification du protocole de partage, à la fin de septembre et au début d'octobre 1939, l'URSS imposa à l'Estonie, à la Lettonie et à la Lituanie, c'est-à-dire aux trois pays baltes, la signature de pactes de non-agression et la cession de bases navales et aériennes.

Dès le 12 octobre 1939, Staline essaya la même opération avec la Finlande (qui avait fait partie du territoire de la Russie tsariste). Mais celle-ci refusa : l'armée rouge l'attaqua (30 novembre). La SDN — ce fut sa dernière grande décision et la seule exclusion de son histoire... — exclut vivement l'URSS, alors qu'aucun des belligérants de septembre ne l'avait saisie... La Seconde Guerre mondiale avait posé des problèmes tout à fait inusités à la SDN, dont avait été prévu en mai 1939 le transfert... à Vichy. Joseph Avenol, secrétaire général, évoluait dans un sens de plus en plus favorable à l'Axe, ce qui le contraignit à la démission en septembre 1940. Il fut remplacé par l'Irlandais Sean Lester (1888-1959), tandis que les services étaient éparpillés dans le monde, dont certains en territoire américain. Seuls, la Grande-Bretagne et les pays du *Commonwealth* continuèrent à s'intéresser à ses activités, celles de Genève étant freinées par les Suisses, par crainte des réactions allemandes ! Les alliés occidentaux — ce fut leur « rêve finlandais » (J.-B.Duroselle) — promirent leur aide à la Finlande, et envoyèrent des armes par les pays scandinaves, la Suède fournissant, de plus,

10 000 volontaires. Les Finlandais résistèrent avec acharnement et efficacité, profitant de la ligne fortifiée Mannerheim (isthme de Carélie), de l'hiver et des conséquences des purges stalinienne pour l'armée rouge (voir plus haut), qui subit échecs et pertes sévères. Toutefois, à partir du 11 février 1940, l'arrivée de renforts soviétiques considérables força les Finlandais à traiter : par le traité de Moscou (12 mars) ils cédaient l'isthme de Carélie avec Viborg (Viipuri) et la presqu'île de Hangoe, mais échappaient au sort des états baltes. Cette guerre avait développé en France les fantasmes sur la « vaillance » des Finlandais et l'« alliance » objective entre Soviétiques et Allemands : des projets visant à bombarder les champs pétrolifères de Bakou à partir (*sic*) du Levant français, Syrie et Liban, permirent de sortir temporairement de la torpeur de la « drôle de guerre ». Elle alimenta les illusions sur les faiblesses de l'Armée rouge, dont Hitler allait être victime un an et demi plus tard. Profitant de la bataille de France, Staline adressa un ultimatum à la Roumanie (26 juin 1940), la sommant de rétrocéder la Bessarabie et de céder aussi la Bukovine du nord (Czernovitz, Tchernovtsy), qui n'avait jamais fait partie de l'empire tsariste. Complètement isolée, la Roumanie accepta.

La victoire prévisible de l'Allemagne dans la bataille de France provoqua les ultimatums lancés par l'URSS au milieu de juin aux trois pays baltes et exigeant des changements de gouvernements. Les nouveaux dirigeants organisèrent le 14 juillet des élections générales, avec listes uniques de communistes et sympathisants. Les nouveaux parlements réclamèrent évidemment l'incorporation des états baltes dans l'Union soviétique et le Soviet suprême de celle-ci accepta de bonne grâce ces trois nouvelles républiques au début d'août 1940. Au total, l'URSS avait depuis septembre 1939 annexé 23 millions d'habitants (dont 13 en Pologne).

Après la bataille de France et l'armistice, l'Allemagne put reprendre la tradition de l'établissement de son hégémonie en Europe centrale et orientale. Elle obligea la Roumanie à céder la Dobroudja du sud à la Bulgarie et une moitié de la Transylvanie à la Hongrie, soit 44 000 km² et deux millions d'habitants (deuxième « arbitrage de Vienne », 30 août 1940). Le roi Carol II de Roumanie (1893-1953) abdiqua en faveur de son fils Michel, né en 1921, et le pouvoir de Ion Antonescu (1882-1946), proche du fascisme, grandit. Enfin, le 11 octobre, les Allemands envoyèrent des troupes en Roumanie sous prétexte de surveiller les puits de pétrole. Ils le firent aussi en Finlande, provoquant l'irritation de Staline.

L'Axe et le Pacte d'Acier furent renforcés par le Pacte tripartite (Berlin, 27 septembre 1940) liant Allemagne, Japon et Italie. L'alliance devait jouer dans le cas où l'un des partenaires serait attaqué par une puissance non encore engagée dans la guerre, mais aucune coordination des stratégies n'était prévue et on allait bientôt mesurer les conséquences de cette lacune. Le deuxième intérêt de ce pacte suprême était de faire adhérer de nouveaux pays :

Hongrie et Roumanie en novembre 1940, Bulgarie le 1er mars 1941 (des troupes allemandes y stationnèrent de surcroît).

Le régent de Yougoslavie, le prince Paul (1893-1976), donna même son adhésion le 25 mars, ce qui devait permettre d'attaquer la Grèce. Mais un coup de théâtre se produisit deux jours plus tard : le jeune roi Pierre II (1923-1970) renvoya le régent et forma un gouvernement d'union nationale, dirigé par le général Duchan Simovitch (1882-1962). L'échec était sérieux pour Hitler, qui décida d'envahir la Yougoslavie, pour dominer sans lacune l'Europe centrale et orientale, ce qui allait retarder l'attaque contre l'URSS.

□ L'attaque de l'URSS par l'Allemagne (1941)

Les causes profondes sont dramatiquement simples à énoncer. Hitler n'avait jamais cessé de penser que la constitution d'un *Lebensraum* était le but grandiose de son existence et du Reich, préparé par la remise en cause du traité de Versailles, l'*Anschluss*, le démantèlement de la Tchécoslovaquie et de la Pologne. Le pacte germano-soviétique n'était donc qu'un épisode tactique évitant la guerre sur deux fronts comme en 1914, permettant de gagner du temps et offrant à bon compte des livraisons agricoles et industrielles de la part de l'URSS. La France vaincue, il ne restait plus au combat que la Grande-Bretagne, dont la défaite serait le prélude de l'attaque de l'URSS. La résistance des Iles britanniques modifia le raisonnement : l'impossibilité de détruire l'aviation britannique et l'importance des pertes subies par la *Luftwaffe* rendait irréalisable un débarquement, il fallait battre l'URSS pour démontrer à la Grande-Bretagne qu'il n'y avait plus d'alliance possible pour elle en Europe, donc pour l'amener à capituler, bataille de l'Atlantique aidant.

Trois causes plus directes — des échecs — poussèrent Hitler à attaquer l'URSS au printemps 1941. L'Axe pouvait essayer de vaincre la Grande-Bretagne en frappant le Moyen-Orient et son pétrole par l'Afrique du Nord, la Libye, l'Égypte et le canal de Suez, ce qui supposait l'ébauche d'une coalition méditerranéenne et au moins la collaboration de l'Espagne. À cette fin, Hitler rencontra Franco le 23 octobre 1940 à Hendaye. En mars 1939, l'Espagne avait adhéré au pacte anti-Komintern, mais elle est restée neutre en septembre 1939. Mais elle évolue ensuite de la neutralité à la « non-belligérance » (12 juin 1940). À la suite de l'écrasement militaire de la France, Franco veut profiter de la situation pour engranger des bénéfices : l'Espagne doit-elle entrer en guerre ? D'où sa déclaration de non-belligérance et l'occupation le 14 juin 1940 par les troupes espagnoles de Tanger, ville au statut international mais sous administration française, véritable menace sur le protectorat français du Maroc. Fort prudent, conseillé par son beau-frère et ministre des Affaires étrangères Serrano Suñer (1901-2003), sensible à l'épuisement de l'Espagne à l'issue de la guerre civile et peu enclin à mécontenter la Grande-Bretagne — l'ambassadeur était Samuel Hoare (*cf.* les deux parties

précédentes), qui s'efforça de dissuader Franco d'entrer en guerre aux côtés des puissances de l'Axe — et les États-Unis (*cf.* 2e partie), le dictateur espagnol tergiversa, posant des conditions exorbitantes à son intervention et provoquant l'échec du projet nazi. C'est à son retour d'Hendaye qu'Hitler rencontra, le 24, à Montoire Pétain, qui s'engagea, lui, sur la voie de la collaboration avec l'Allemagne.

Rencontrant Mussolini à Florence le 28, Hitler eut la désagréable surprise d'apprendre le projet italien de lancer sa propre guerre éclair, c'est-à-dire d'attaquer la Grèce à partir de l'Albanie, l'offensive commençant le jour même, avec une armée de 200 000 hommes, très mal préparés et armés. Après une pénétration du territoire grec, l'armée italienne en fut rejetée par la résistance de la population — c'était la première fois que cela se produisait dans le camp de l'Axe — et par une contre-offensive, qui réussit même à entrer en Albanie. Pour Mussolini, qui avait rêvé d'égaliser les succès nazis après sa médiocre participation à la campagne de France, c'était le fiasco et l'humiliation décisive : il dut solliciter l'aide de Hitler, que celui-ci promit pour le printemps.

Le coup d'État de Pierre II (voir plus haut) conduisit Hitler à préparer une expédition double, contre la Yougoslavie et la Grèce. Le 6 avril 1941, une importante armée allemande, évidemment pourvue de divisions blindées et de soutien aérien, attaqua. La résistance de l'armée yougoslave cessa dès le 17, celle de l'armée grecque le 30, mais des troupes grecques furent évacuées vers l'Égypte avec les quelques troupes britanniques qui avaient été envoyées en Grèce. À la fin de mai 1941, des parachutistes allemands s'emparèrent de la Crète, qui faisait partie de la Grèce depuis 1913. La Yougoslavie fut démantelée : une Serbie indépendante mais réduite, la Dalmatie concédée à l'Italie, une partie du Banat à la Hongrie, la Croatie (Hrvatska) et le Monténégro indépendants de la Serbie. C'était parachever la domination allemande sur l'Europe centrale et orientale, mais aussi retarder l'attaque éventuelle de l'URSS.

Le plan de cette dernière, l'opération *Barbarossa*, avait été préparé, sur l'ordre de Hitler, dès le début de septembre 1940, par le général Walther von Brauchitsch (1881-1948), commandant en chef de l'armée de terre. Mais Hitler essaya une dernière fois de négocier, pour économiser une guerre ou gagner du temps. Il invita Molotov à Berlin les 12 et 13 novembre 1940, lui proposa l'adhésion au Pacte tripartite et un plan de partage du monde en vastes zones d'influence, l'URSS ayant l'Iran et le golfe Persique. Molotov ne repoussa pas ces vastes propositions mais réclama en outre que la Bulgarie fût placée dans la zone d'influence soviétique et que l'URSS eût le contrôle des détroits turcs. Hitler refusa et, le 5 décembre, il décida d'attaquer l'URSS le 1er mai 1941. L'invasion de la Yougoslavie et de la Grèce retarda la date de six semaines.

L'attaque allemande commença le 22 juin 1941 : de la Baltique à la mer Noire, une formidable armée allemande pénétra en URSS, événement d'une portée considérable qui allait changer le visage de la guerre mondiale et provoquer, mais à terme, la défaite de l'Allemagne. Hitler écrivit d'ailleurs à Mussolini : « C'est la décision la plus importante de ma vie. » Cette attaque surprit complètement Staline, les pouvoirs civils et les autorités militaires. La responsabilité de Staline est écrasante dans cette surprise et les désastres militaires qui allaient suivre : erreur d'appréciation sur la menace nazie en 1941 (les troupes étaient cantonnées à plusieurs centaines de kilomètres de la nouvelle frontière, mais en avant des anciennes positions), conceptions militaires totalement inadaptées, équipement trop tardif et incomplet de l'armée, nombreuses erreurs de préparation militaire dans les années 30, profonde désorganisation du corps des officiers à cause des purges de 1937-1938... Les Allemands purent aussi jouer de l'optimisme exagéré de Staline. Celui-ci ne croyait en effet pas à l'imminence de l'agression allemande, malgré les rapports de son espion Richard Sorge qui travaillait à Tôkyô (il sera arrêté deux mois avant Pearl Harbor et condamné à mort) sous une couverture de journaliste nazi, les avis de Churchill, et même l'avertissement donné — on le sait depuis 1989 — par l'ambassadeur d'Allemagne en URSS, le comte antinazi Friedrich-Werner von Schulenburg (1875-1944) : Staline dit même que « la désinformation a atteint le niveau des ambassadeurs » !

Peu avant juin 1941, il accéléra même les livraisons de matières premières à l'Allemagne, alors que pour l'Allemagne, l'accord avec l'URSS présentait de moins en moins d'intérêt et qu'elle prenait au contraire des gages et des bases de départ (cf. l'occupation partielle de la Roumanie en octobre 1940). Il ne prit pas les mesures de précaution indispensables pour épargner à ses armées les déboires des premiers chocs. Si Hitler avait pris la décision de l'attaque, c'est qu'il croyait possible de vaincre en quelques semaines l'armée rouge, qu'il sous-estimait. Dans l'immédiat, commençait la plus gigantesque bataille de l'histoire, menée du côté allemand par 153 divisions (dont 17 blindées), secondées par 37 divisions alliées (finlandaises, roumaines, italiennes... et même une division de volontaires espagnols), soit 3 300 000 hommes, avec 5 000 avions et 3 500 chars, forces auxquelles tentèrent de faire face 150 divisions soviétiques.

□ La guerre sino-japonaise de 1939 à 1942

La guerre mondiale telle qu'elle s'est déroulée ici est le résultat de la victoire du *lobby* de la Marine, dont l'objectif était le Pacifique, sur celui de l'armée de terre, qui visait l'URSS (voir 2e partie et plus haut). Mais le Japon s'était d'abord engagé dans une guerre contre la Chine (1937), doublée d'une confrontation avec l'URSS : signature du Pacte anti-Komintern en novembre 1936, batailles de l'été 1938, du printemps 1939, puis de l'été 1939 contre les troupes soviétiques. Les échecs japonais affaiblirent le *lobby* de l'armée de terre. Le Pacte

germano-soviétique fut un rude coup porté à la diplomatie japonaise, mais le 13 avril 1941 celle-ci signa un traité de neutralité avec l'URSS. Le Japon pouvait beaucoup en attendre, et d'abord la cessation de l'aide fournie à la Chine (voir plus haut). Au total, la situation nipponne fut fort singulière : une guerre en fait commencée en 1937, en dépit du Pacte anti-Komintern pas de guerre avec l'URSS jusqu'en 1945.

Une mobilisation économique totale s'opère sous l'égide du nouveau ministre des Finances Baba. Dès 1937, l'État établit son contrôle sur les activités « stratégiques » et des réquisitions eurent lieu. L'année suivante, il se mit à contrôler prix, crédit, investissements, salaires, conditions de travail, presse et commerce extérieur. Une journée de travail gratuit pour l'État, le premier du mois, fut instituée en 1939. Le déclenchement de la guerre mondiale accentua le phénomène : rationnement de l'essence, planification de l'économie, etc., tandis que les femmes étaient invitées à donner leurs bijoux à l'État. Sans véritable totalitarisme (voir plus haut), une forte mobilisation politique et sociale s'étend sur le Japon. Les réunions plénières du gouvernement furent remplacées en 1938 par des Conférences à cinq, réunissant le Premier Ministre — le prince Fumimaro Konoe (1891-1945) — et les ministres de la Guerre, de la Marine, des Finances et des Affaires étrangères. Les syndicats fusionnèrent en 1938 en un *Sanpo* (« Association patriotique industrielle »). Il en fut de même des partis politiques en 1940 sous la forme d'une Association nationale pour le Service du Trône. Mais celle-ci manifesta une grande atonie : ce ne fut donc pas un parti unique fasciste (voir plus haut). Ses candidats n'obtinrent d'ailleurs que 64 % des voix aux élections d'avril 1942. Le totalitarisme politique japonais fut donc beaucoup moins poussé qu'en Allemagne et en Italie. Mais la mobilisation fut également morale et psychologique. Le général Sadao Araki (voir plus haut) fut nommé en 1938 ministre de l'Éducation ; les élèves durent étudier un recueil de pensées nationalistes publié en 1933 et participer à des cérémonies patriotiques développant leur esprit guerrier. La presse, le théâtre, le cinéma, la radio, et même le traditionnel théâtre d'ombres, furent transformés en instruments de propagande.

Très rapidement, face à la guerre, qui durera huit ans, la Chine éclata en trois ensembles, aux limites imprécises, et souvent imbriquées. À l'est (en gros), la Chine occupée par les Japonais. C'étaient les régions vitales, c'est-à-dire d'une part le Mandchoukouo (Manzhouguo) — protectorat japonais sur lequel régnait fictivement le faible Pu Yi (cf. 2e partie) — et, d'autre part, les Chines fantoches de Wang Jingwei (ex-n°2 du Guomindang, représentant l'aile gauche) à Nanjing [Nankin] (voir plus haut) et Wang Yitang (ancien « seigneur de la guerre », 1877-1948), à Beijing [Pékin]. Dans la Chine occupée les Japonais se livrèrent sur une grande échelle à des expériences biologiques sur des cobayes humains : ainsi l'Unité 731 (dont les membres ne furent jamais inquiétés après la guerre) procéda à des expériences sur des prisonniers chinois, coréens, russes et, peut-être, britanniques et néerlandais, afin de doter le Japon d'armes bactériologiques.

Deuxième Chine, la Chine du Guomindang (Kuo Mintang). C'était la Chine du gouvernement de Chiang Kaishek (Jiang Jieshi) à Tchoung-King [Chongqing], marquée par l'attentisme : il s'agissait d' « échanger de l'espace contre du temps ». Elle fut caractérisée aussi par un nationalisme conservateur — que la propagande présenta habilement à l'étranger, aux États-Unis surtout — par la corruption et l'enrichissement des familles gravitant autour de Chiang. Les médiocres résultats militaires obtenus ternirent petit à petit son image de marque. La Chine de Mao est la troisième Chine, une chance historique pour Mao Zedong. L'accent était ici mis sur la lutte contre les Japonais. En conséquence la formule officielle fut l' « alliance des quatre classes » (la petite paysannerie, les ouvriers, la petite bourgeoisie et enfin les capitalistes *nationaux*, c'est-à-dire ceux qui ne collaboraient pas avec le Japon), les transformations sociales étant différées. Militairement, c'était la guérilla contre les Japonais. Grâce à ces deux aspects, le Parti communiste chinois acquit une triple légitimité : le nombre, les victoires et les territoires occupés. En août 1945, il contrôle d'une vingtaine de bases régionales, avec 100 millions d'habitants. La Chine communiste, c'est une conquête du pouvoir en tant que résistants (*cf.* Tito et ses partisans), mais aussi et surtout la mise en place d'une administration nouvelle dans les territoires libérés et l'élaboration d'un « marxisme à la chinoise », acceptant tout l'héritage intellectuel chinois, de Confucius à Sun Yat-Sen, qui provoquera à terme une véritable *sinisation* du marxisme par une « campagne de rectification », qui portera en germe toute l'évolution future du communisme chinois. Un progrès social s'opère : baisse des fermages, des taux d'intérêt, etc. De nombreux et douteux « meetings de lutte » sont organisés, les communistes chinois suivent souvent l'agitation rurale spontanée, commencée depuis longtemps, en dépit de l'attentisme fréquent (clivage par l'âge, bien souvent) et un recrutement communiste est fait chez les pauvres. Se mirent donc petit à petit en place, pendant toute la Seconde Guerre mondiale, de nouveaux rapports de forces qui déboucheront après 1945 sur une nouvelle guerre civile et la proclamation de la République populaire de Chine en 1949. En attendant, on observe une mondialisation du conflit, dont l'une des composantes est la guerre entre l'Allemagne et l'URSS.

□ La guerre contre l'URSS en 1941-1942

Hitler était persuadé qu'il vaincrait l'URSS au cours de l'été 1941, par un nouveau *Blitzkrieg*. Dès les premiers jours, la partie de la Pologne annexée par l'URSS fut conquise et la frontière de 1939 atteinte. Kovno (Lituanie), Vilno, Brest-Litovsk, Grodno, Lwów, furent occupés avant le 1er juillet, Minsk (Russie blanche) le 5. L'invasion avait totalement dérouté Staline (voir plus haut), qui attendit jusqu'au 3 juillet avant de reprendre l'initiative, en s'adressant lui-même à la nation : son nom disparut des journaux, le commissaire à la Défense (Semion Timochenko, 1895-1970) et le chef d'état-major général (Georgui Joukov, 1896-1974) semblent avoir assumé la direction effective de l'État pendant les premières semaines de la guerre. La « ligne

Staline », qui constituait le rempart « fortifié » de la Russie, fut vite brisée. Les colonnes allemandes foncèrent dans trois directions, au nord avec le maréchal Wilhelm von Leeb (1876-1956), vers Leningrad, au centre, sous le commandement du maréchal Feodor von Bock (1880-1945), vers Moscou, au sud, avec le maréchal Gerd von Rundstedt (1875-1953), vers Kiev. Cette triple offensive allemande fut épaulée au nord par les Finlandais, qui recommencèrent la guerre, au sud par les Roumains. Du côté soviétique, un Comité d'État pour la Défense (GKO), présidé par Staline, fut créé le 30 juin 1941. Il exerçait son autorité par le canal de toutes les administrations déjà en place. Le Grand Quartier général fut remanié le 10 juillet. Il fut présidé par Staline aussi, qui était, en plus, commissaire à la Défense (19 juillet) et commandant suprême des armées (8 août). Celles-ci, face aux trois armées allemandes, étaient regroupées en trois ensembles, commandés devant Leningrad par Kliment Vorochilov (1881-1969), devant Moscou par Semion Timochenko (1895-1970) et devant Kiev par Semion Boudienny (1883-1973). À partir d'août, ces troupes, composées de ce qui avait pu échapper aux premières défaites et d'importantes réserves — notamment celles venues d'Extrême-Orient en pariant sur le maintien de la neutralité du Japon (un pacte de non-agression avait été conclu avec ce pays le 13 avril 1941, voir plus haut) — commencèrent à résister avec un acharnement que les Allemands n'avaient pas prévu ; et les ressources humaines de l'URSS paraissaient inépuisables. Ce fut von Rundstedt qui remporta les plus grands succès, en Ukraine, à la suite d'une bataille d'encerclement, tandis que les Roumains prirent Odessa. Le 19 septembre, les Allemands entrèrent à Kiev, puis ils atteignirent la mer d'Azov. Le maréchal Wilhelm Von Leeb atteignit Pskov après avoir « libéré » les pays baltes ; les faubourgs de Leningrad furent atteints le 5 septembre. Von Bock piétina après avoir pris Smolensk ; les coups de boutoir allemands devant Moscou, dont les troupes furent prises en main par Joukov en décembre, restèrent vains après être parvenus à quinze kilomètres du Kremlin. Mais, au total, les Soviétiques avaient perdu pendant six mois de guerre près de quatre millions de prisonniers, plus de 20 000 blindés et plus de 20 000 avions : soit Moscou serait quand même pris à la fin de 1941, soit les Soviétiques seraient incapables de se défendre en 1942. Brusquement, l'hiver, et sous une forme très rude, s'abattit sur l'assaillant et fit cesser l'offensive. Avec les Occidentaux quatre types de rapprochements sont à noter. L'accord de coopération anglo-soviétique du 12 juillet (complété par un accord économique le 16 août). Staline insiste sur la nécessité d'un second front, ce qui est un élément de marchandage. L'URSS bénéficie du prêt-bail dès le 1er octobre 1941 (voir plus loin). Enfin, l'URSS adhère à la *Charte de l'Atlantique* et à la *Déclaration des Nations unies* du 1er janvier 1942 (voir plus loin).

La contre-offensive soviétique de l'hiver 1941-1942 avait à ce moment commencé. Bien équipés pour les combats d'hiver, alors que les soldats allemands, qui étaient censés vaincre pendant l'été et l'automne, n'y étaient pas préparés, les Soviétiques prirent l'offensive, aidés par les « partisans » qui sortaient des forêts où ils s'étaient cachés et attaquaient les Allemands sur leurs arrières. L'hiver 1941-1942 fut terrible pour la Wehrmacht.

Dès janvier 1942, les Soviétiques desserrèrent l'étreinte autour de Moscou. Au sud, Timochenko, qui avait remplacé Boudiëny, attaqua entre le Don et le Donetz et s'infiltra entre les centres fortifiés autonomes allemands. Mais, en mars, le début du dégel arrêta les opérations ; les Soviétiques n'avaient pas repris de positions stratégiques ou de villes importantes, toutefois, l'effet psychologique était immense : ils étaient loin d'être vaincus, malgré les pertes subies. L'évacuation et la reconversion du potentiel industriel avaient été relativement bien menées, dès le début guerre, d'où la reprise spectaculaire de la production industrielle, entièrement tournée vers l'équipement militaire, dès le début de 1942. De juillet à novembre 1941, 1 360 grandes usines, principalement militaires, avaient été transportées vers l'Oural, la Sibérie occidentale, l'Asie centrale et le Kazakhstan. D'autre part, les Américains, entrés en guerre au début de décembre 1941 (voir plus loin), livrèrent du matériel aux Soviétiques, via Mourmansk et l'Iran (un accord avec la Grande-Bretagne avait été conclu en juillet 1941). L'URSS mit massivement en service son remarquable char lourd T34, dont elle devait produire 84 000 exemplaires... jusqu'en 1958. Une longue et terrible guerre de matériel et d'usure commençait. Enfin, la guerre et la pratique de la tactique de la « terre brûlée » lors de la retraite démontraient le patriotisme et l'extraordinaire capacité de résistance et de sacrifice des peuples russe et ukrainien, malgré les privations drastiques dont les civils souffrirent durablement. Le siège de Leningrad continuait ; il durera au total 900 jours, coûtera la vie à 800 000 habitants, morts de froid et de faim. C'était vraiment la « Grande Guerre patriotique », comme dit le vocabulaire officiel, et aussi la démonstration de la solidité du pouvoir communiste.

La campagne allemande de 1942 fut prise en mains directement par Hitler. Après quelques opérations préliminaires, comme la prise de Sébastopol, les Allemands lancèrent lors de la date anniversaire du 22 juin une offensive qu'ils pensaient décisive. Cette fois-ci, ce n'était pas la totalité du front qui était concerné, mais une longueur quatre fois moindre qu'en juin 1941. Le maréchal von Bock, avec 80 divisions, dont 20 blindées, attaqua à l'est de l'Ukraine, avec un double objectif, le Caucase au sud, et, à l'est, la coude de la Volga avec Stalingrad, l'ancienne Tsaritsyne, aujourd'hui Volgograd (*cf.* 2e partie). De là, l'offensive remonterait vers le nord et Moscou. La guerre se terminerait avant le 1er octobre... L'offensive de l'été 1942 débuta par de grands succès. Voronej au nord fut prise le 7 juillet, Rostov le 23, le Caucase fut atteint et les troupes de montagne hissèrent le drapeau nazi sur l'Elbrouz (5 829 m), point culminant de l'Europe. Mais, d'une part, la zone pétrolifère de Bakou ne fut pas prise, d'autre part et surtout la bataille fut acharnée devant Stalingrad. Les Allemands franchirent le Don mais les troupes soviétiques résistèrent pied à pied tout le mois de septembre sur la rive ouest de la Volga. Les Allemands parvinrent à la Volga sur quelques centaines de mètres, qu'ils reperdirent. Les combats étaient furieux dans les bâtiments d'usine et les immeubles. Le 30 septembre, veille du jour fatidique annoncé, Hitler rassura son peuple : « Stalingrad sera prise, vous pouvez en être sûrs, et une fois dans la place, personne ne nous

en délogera jamais. » Mais, pendant tout le mois d'octobre et la première quinzaine de novembre, les combats continuèrent, sans grand changement global : c'était, pour la première fois depuis le début de la guerre, le retour à la guerre de positions de 1915-1918. Brusquement, le 19 novembre, les Allemands s'aperçurent que les Soviétiques reprenaient l'offensive au nord et au sud de Stalingrad, les prenaient en tenailles et les menaçaient d'encerclement !

□ L'entrée en guerre des États-Unis (décembre 1941)

Les États-Unis avaient connu dans les années vingt un isolationnisme, très relatif (*cf.* 1^{ère} partie) ; dans les années trente le Congrès vota les lois de neutralité (*cf.* 2^e partie) et le pays resta évidemment neutre en septembre 1939 (voir plus haut). Le courant et les *lobbies* isolationnistes restèrent forts, mais les sondages montrent qu'après la défaite de la France l'opinion publique fut de plus en plus hostile aux dictatures, d'autant que la flotte française était un rempart pour les États-Unis : il ne restait plus que la Grande-Bretagne (voir plus haut) ! L'hostilité au nazisme, la crainte de l'expansionnisme nippon dans le Pacifique et les liens avec la Grande-Bretagne facilitèrent une révision rapide de la neutralité, sous l'égide de Roosevelt. Le président ne partageait pas en 1939 les illusions de l'opinion de son pays sur la force militaire de la France et de la Grande-Bretagne. Il redoutait leur défaite et il lui paraissait inéluctable que son pays entrât un jour en guerre.

Dès le 4 novembre 1939, une révision des lois de neutralité étendit la clause *cash and carry* de 1937 — paiement comptant et transport par des navires non-américains — aux armes et munitions, pour lesquelles l'embargo était supprimé. France et Grande-Bretagne payèrent comptant (ou selon un crédit à court terme) et assurèrent le transport : la neutralité américaine devenait, dans les faits, nettement discriminatoire, car des armes (par exemple, 1 300 avions jusqu'en janvier 1940) et des munitions étaient exportées vers un seul des deux camps, puis la seule Grande-Bretagne ! L'insolvabilité à terme de celle-ci en dollars et en or provoqua le vote par le Congrès, le 11 mars 1941, de la très commode loi du « prêt-bail » (*lend lease*). L'exécutif américain recevait la faculté de « prêter » armes et munitions à tout pays dont la défense serait jugée nécessaire à la sécurité des États-Unis. Après la fin des hostilités, les bénéficiaires rendraient ou rembourseraient. La Grande-Bretagne, mais aussi la Grèce, furent les premiers pays à recevoir cette manne ; l'URSS put en profiter dès le 1^{er} octobre 1941.

La défaite de la France bouleversait les données de la neutralité américaine. Tout en maintenant son pays à l'écart de la guerre, ce qu'il promettait encore lors de la campagne électorale de 1940, Roosevelt décida d'accroître massivement l'aide à la Grande-Bretagne. Le 3 septembre 1940, Roosevelt accepta de livrer à l'Angleterre 50 vieux destroyers pour escorter les convois attaqués par les sous-marins allemands (contre une série de bases dans l'Atlantique Nord, à bail pour 99 ans). Dans la plus pure tradition américaine les effectifs militaires de 1940

étaient très faibles. Il fallait renforcer le potentiel de guerre américain, menace adressée à l'Axe et réconfort pour la Grande-Bretagne. Le 16 septembre 1940, le *Selective Service Act* décida la création d'une armée américaine de 1 400 000 hommes. En janvier 1941, des conversations militaires anglo-américaines commencèrent. Débarrassé de la campagne électorale, réélu président, Roosevelt avait les coudées plus franches. En juillet 1941, des troupes américaines s'installèrent en Islande, avec l'accord du représentant du Danemark (occupé par les Allemands). Sans protéger les convois maritimes, les navires de guerre américains se mirent à surveiller les sous-marins allemands. En août 1941, fut signée la *Charte de l'Atlantique* : Churchill et Roosevelt se rencontrèrent, pour la première fois, dans l'Atlantique, sur un navire de guerre (le *Potomac*) au large de Terre-Neuve, du 9 au 12 août 1941. Le geste manifesta que la survie de la Grande-Bretagne était essentielle pour les États-Unis. Le texte, du 12, énonça les principes et les buts pour lesquels États-Unis et Grande-Bretagne pouvaient combattre ensemble — les idéaux de justice, liberté, désarmement, paix, démocratie, etc. — et établit les bases d'une paix future : « garantir à tous les hommes de tous les pays une existence affranchie de la peur et du besoin ». C'était aussi un moyen pour Roosevelt d'empêcher la Grande-Bretagne de conclure des accords secrets. Le gouvernement soviétique et neuf gouvernements en exil souscrivirent peu après à cette déclaration. Roosevelt s'engagea à l'avance à mettre l'accent sur la guerre en Europe, l'Allemagne étant implicitement considérée comme le plus dangereux des partenaires de l'Axe, de toutes manières, vaincre le Japon supposait de mettre sur pied une flotte de guerre importante, dont la construction exigeait au bas mot deux ans. Le *Victory Program*, annoncé par un discours de Roosevelt le 6 janvier 1942, mis en prévision d'énormes fabrications (60 000 avions en 1942, 125 000 en 1943 ; 45 000 chars en 1942, 75 000 en 1943) : les États-Unis allaient pouvoir devenir l'« arsenal des démocraties » (expression de Roosevelt le 29 décembre 1939 dans un discours). De plus, il prévoyait la mobilisation de 8 800 000 hommes ! Malgré tout, l'opinion publique ne semblait pas mûre en 1941 pour s'engager dans la guerre. Ce fut l'aggravation de la situation en Extrême-Orient et l'attaque de Pearl Harbor qui entraînèrent l'intervention.

La rupture avec l'Axe vint en effet du côté du Pacifique, de la part d'un état redouté depuis longtemps par les États-Unis, qui croyaient pourtant l'avoir neutralisé par la conférence de Washington. Convaincus qu'ils ne pourraient vaincre la Chine qu'en coupant ses voies de ravitaillement et que leur destinée était l'expansion, les Japonais étaient depuis peu enclins à choisir la voie de l'impérialisme dans l'Asie du Sud-Est et dans le Pacifique. Ils renoncèrent définitivement à la conquête de la Sibérie et signèrent avec l'URSS un pacte de non-agression, valable pour cinq ans, le 13 avril 1941. C'était la victoire du *lobby* de la Marine sur celui de l'armée de terre (*cf.* 2e partie & voir plus haut). Les Japonais occupèrent partiellement l'Indochine française, grâce à deux accords passés avec les représentants de Vichy, et firent l'économie d'une occupation véritable. Dès juin 1940, ils se virent reconnaître le contrôle de la voie ferrée du Yunnan, puis ils eurent peu après le droit d'être à Haiphong, de

faire transiter et cantonner des troupes, d'utiliser les aéroports. Le 29 août 1941, l'amiral François Darlan (1881-1942) autorisa explicitement le *stationnement* des troupes, y compris au Sud. Il y eut donc maintien nominal de l'autorité française plus *occupation* restreinte et de fait par les Japonais, qui contrôlaient désormais à la fois le chemin de fer du Yunnan et une grande longueur de côtes de l'Asie orientale. Les services de renseignement américains interceptèrent et déchiffrèrent des télégrammes adressés de Tôkyô à l'ambassade japonaise de Washington qui révélaient les projets d'expansion dans le Sud-Est asiatique. Roosevelt prit le parti de riposter à l'officiel et au clandestin sur le terrain économique, en interdisant aux sociétés américaines d'exporter au Japon de l'acier et des ferrailles, ainsi que certaines catégories de pétroles. Grâce à ses stocks, le Japon n'était pas touché dans l'immédiat mais la décision américaine risquait de le pousser à s'emparer des puits de pétrole des Indes néerlandaises (Indonésie). Dans une seconde phase les avoirs japonais aux États-Unis furent gelés, tandis que le bénéfice du prêt-bail était étendu à la Chine (mai 1941). Au sein du gouvernement japonais, le prince Fuminaro Konoe était débordé par les partisans d'une entrée en guerre du pays. Il dut remettre sa démission à l'empereur Hiro-Hito, qui le 17 octobre 1941 nomma Premier Ministre le plus déterminé des partisans de l'entrée en guerre, le général de l'armée de terre Hideki Tôjô (1884-1948). Pour lui, le Japon ne pouvait pas parvenir à la victoire en Chine sans s'emparer de toute l'Asie du Sud-Est et sans dissuader les États-Unis de s'intéresser à la Chine. Il était possible de négocier dans ce but avec les États-Unis ; si l'accord était impossible — ce que Tôjô Hideki pensait fort probable — le Japon devrait déclencher une attaque par surprise, seul moyen d'annihiler la flotte américaine du Pacifique. Certes le potentiel économique et militaire des États-Unis était considérable, mais l'ampleur des sacrifices à consentir à court et moyen terme ferait reculer les Américains. Tôjô Hideki soumit successivement deux séries de propositions aux Américains, qui, grâce à leur connaissance du code japonais, en avaient tôt appris le contenu. La « série A » envisageait une solution définitive des problèmes pendants. La Chine entrerait dans la zone d'influence économique du Japon, qui disposerait de garnisons dans le nord de la Chine pendant 25 ans. La « série B » (*sic*) était limitée à un remède des questions posées par l'année 1941 : les Américains accepteraient de rétablir leurs exportations vers le Japon, qui évacuerait l'Indochine du sud ; la Chine n'était donc pas évoquée. Roosevelt repoussa évidemment la première proposition, qui était une prime à l'agression, il rejeta la seconde qui abandonnait la Chine à son sort avec la complicité tacite des Américains. Il adressa en outre le 6 décembre 1941 un message à l'empereur.

Depuis le 26 novembre, une puissante flotte japonaise avait appareillé des îles Kouriles et elle se dirigeait vers les îles Hawaii, possession des États-Unis. Le 7 décembre, les avions japonais, décollant de six porte-avions, attaquèrent par surprise la flotte américaine à Pearl Harbor, qui n'était pas en état d'alerte. Roosevelt et les états-majors américains n'imaginaient pas, en effet, une attaque dirigée directement contre un tel territoire américain. À la rigueur, ils pensaient à une attaque contre les Philippines, possession des États-Unis depuis

1898 ; les services de renseignements furent ici pris en défaut. L'attaque eut lieu avant même l'arrivée à Washington de la note japonaise considérée comme une déclaration de guerre. Au soir de ce dimanche, un grand nombre de navires étaient hors de combat, les trois quarts des avions de l'aéronavale et le tiers de ceux de l'armée de terre étaient détruits, alors que les pertes japonaises avaient été légères. Seule ombre au tableau de chasse japonais, les porte-avions américains n'étaient pas à Pearl Harbor. La force de riposte américaine dans le Pacifique étaient presque anéantie et les États-Unis se trouvaient plongés dans la guerre. Le 11 décembre 1941, au nom du Pacte tripartite, et quoique les États-Unis n'aient guère tenu de place dans les projets impérialistes nazis, l'Allemagne et l'Italie déclarèrent la guerre aux États-Unis. Mais fidèle au pacte de non-agression du 13 avril (voir plus haut), le Japon resta neutre vis-à-vis de l'URSS ; cette neutralité réciproque subsista jusqu'à la fin de la guerre en Europe. Pearl Harbor convainquit l'opinion américaine qu'il fallait se lancer à fond dans la guerre mondiale.

□ La guerre du Pacifique en 1942

La « guerre du Pacifique » se déroula en trois phases. Jusqu'en mai 1942, ce fut la « guerre éclair » des Japonais, qui s'emparèrent de vastes territoires (en Asie et dans les archipels du Pacifique) et contrôlèrent d'immenses zones de l'océan. Mais le Japon, condamné comme l'Allemagne à une guerre courte du fait de sa dépendance économique à l'égard de l'extérieur, ne put faire reculer la détermination nord-américaine à l'issue de cette première phase. Une période d'équilibre s'établit jusqu'à l'été 1943, marquée par de durs combats navals et terrestres dans les îles Salomon et en Nouvelle-Guinée. À l'automne 1943, les États-Unis reprirent l'initiative.

Inaugurée à Pearl Harbor, la guerre décisive se déroula dans les airs et sur les mers, mettant en jeu des quantités inusitées d'avions et de navires, donnant au conflit un visage de batailles aéronavales. L'arme essentielle fut le porte-avions, les flottes se combattaient sans se voir, et les fabrications de guerre eurent une importance cruciale, ce qui à court terme donnait l'avantage au Japon. Mais beaucoup d'officiers japonais, de la Marine et de l'Armée (de terre), considérèrent comme inutiles la constitution d'une armée mécanisée et la prise en considération de la puissance américaine : l'esprit japonais traditionaliste leur paraissait suffisant. La Marine mit du temps à intégrer les nouvelles conditions tactiques dans son organisation. Quant aux conceptions stratégiques, elles différaient toujours beaucoup entre Armée et Marine, elle-même divisée entre le ministère et l'état-major.

Il était capital d'amener rapidement et rationnellement hommes, matériel, renforts, munitions, nourriture à proximité immédiate des champs de bataille, ce qui était difficile dans un océan trois fois plus large que l'Atlantique et à court terme donnait une nouvelle fois l'avantage au Japon, plus proche des champs de la guerre. Mais les effectifs

américains s'accrurent évidemment par la conscription, décidée en 1941 pour les hommes entre 21 et 35 ans, puis de 18 à 38 ans, ce qui au total entraîna la mobilisation de 14,5 millions d'hommes, sur les 20 millions qui étaient mobilisables. Dix millions le furent dans l'armée de terre. Les unités conservèrent la ségrégation raciale ; la Marine continua son recrutement *lily-white*, « blanc comme lys », dans la plus pure tradition sudiste.

Au début de 1941, la puissance militaire américaine n'était que virtuelle, la reconversion industrielle en vue d'une guerre éventuelle n'étant que tout juste amorcée. Mais dès la fin de l'année 1941, le sort en était jeté quant à la guerre du Pacifique : les capacités de production japonaises étaient largement surclassées par celles des États-Unis. Le contrôle de l'économie par le gouvernement fédéral fut beaucoup plus fort que pendant la Première Guerre mondiale. Des organismes furent improvisés à cet égard dès avant la fin de 1941 ; la grande habileté de Roosevelt fut de convaincre du bien-fondé de ce contrôle les grandes sociétés et les grandes centrales syndicales (l'*American Federation of Labor* prit l'engagement de renoncer à toute grève durant les hostilités). Un *War Production Board* (janvier 1942), présidé par Donald M. Nelson, supervisa toute la production, un *War Labor Board* (janvier 1942 aussi) arbitra tous les conflits du travail et il y eut aussi un *Office of War Mobilization*. Mais les chemins de fer ne furent pas contrôlés, à la différence de la Première Guerre mondiale. L'entreprise privée resta la base du système, avec adaptation à la nouvelle demande (cf. la *jeep*, décidée et préparée en un temps record), mais des usines gouvernementales — possédées par l'État ou louées par lui — n'en furent pas moins nécessaires et l'État contrôlera en 1945, par exemple, 90 % de l'industrie aéronautique et 70 % de la production alimentaire.

La production américaine globale doubla entre 1939 et 1944 (mais un tiers en plus seulement pour l'agriculture). Neuf millions de chômeurs furent employés à nouveau, le chômage disparut, un grand nombre de femmes et de Noirs (Africains-Américains) trouvèrent du travail. La population active se déplaça beaucoup par rapport à l'avant-guerre. Les méthodes furent modernisées ; standardisation et préfabrication firent triompher la production de masse (cf. les 2 500 *Liberty Ships*, construits en un mois chacun, puis en 12 jours par la société Kayser). L'agriculture accéléra sa modernisation, d'où la diminution de la main-d'œuvre. Les productions militaires répondirent au *Victory Program* (voir plus haut) et aux fournitures de guerre aux alliés (cf. le prêt-bail) : 2,5 millions de camions et camionnettes, 296 000 avions, 86 000 chars, furent ainsi fabriqués. Cela provoqua la mise en valeur de tout le territoire, les grands barrages de l'Ouest furent achevés, l'aéronautique s'installa sur la côte du Pacifique.

Il fallut financer cette guerre énorme : près de la moitié (43 %) des recettes provinrent de l'impôt. La loi fondamentale fut le *Revenue Act* de 1942, qui imposa un effort fiscal sévère à la population et aux sociétés. Le reste (57 %) fut fourni par l'emprunt (deux tiers de l'argent fourni par les sociétés, un tiers par les particuliers), d'où l'accroissement de la dette

publique, mais le pays sortit enrichi par la guerre. La lutte contre l'inflation fut une préoccupation constante. Les prix furent contrôlés par l'*Office of War Mobilization*, avec blocage systématique de tous les prix en avril 1943 : la hausse des prix fut beaucoup moins forte que pendant la Première Guerre mondiale : 33 % pour les prix de détail (au lieu de 62 %). Les salaires furent également contrôlés et bloqués au niveau du 15 septembre 1942. L'administration Roosevelt fit l'objet de protestations, qui allèrent en s'accroissant, ce que montrèrent bien les élections conservatrices de 1942 au Congrès, qui renforcèrent l'opposition. Envers un président réélu deux (1940) puis trois (1944) fois — ce qui ne s'était jamais et ne se revit plus jamais (22^e amendement de 1951) — ce fut une véritable révolte contre le *planisme* libéral, suspecté de sombres desseins. Les aspects sociaux de la guerre sont capitaux dans l'histoire du pays. Le blocage des salaires fut très impopulaire, il y eut une très forte augmentation du taux de syndicalisation (presque un doublement entre 1939 et 1945), des grèves éclatèrent dès 1942. Mais elles entraînèrent une réaction anti-ouvrière du Congrès, qui vota la loi antigreve Smith-Connally (25 juin 1943), à laquelle Roosevelt opposa vainement son veto : toute grève devra avoir fait l'objet d'un vote préalable — un mois à l'avance — et d'un préavis au *War Labor Board* (cette loi est très importante pour l'après-guerre). Des affrontements raciaux entre Blancs et Noirs (Africains-Américains) se produisirent en 1943 (Harlem, Detroit, Mobile), la même année des incidents très violents eurent lieu à Los Angeles entre Blancs et *Chicanos* (Hispano-Américains). Enfin, une hystérie anti-japonaise fut déclenchée par Pearl Harbor, elle entraîna au niveau officiel une décision ignoble : les *Américains* d'origine japonaise furent regroupés en camps de concentration dans des zones isolées des Rocheuses, où ils furent parqués dans des conditions indignes, alors que les Américains d'origine allemande ou italienne et connus pour leurs opinions nazies ou fascistes furent laissés en liberté... Beaucoup étaient agriculteurs et leurs biens furent vendus à vil prix ; pour la population américaine, la guerre est largement plus une guerre contre le Japon que contre l'Allemagne. Les descendants de ces Nippo-Américains seront — maigrement — indemnisés en...1988 (avec des « excuses officielles » de la part du Sénat !).

Sous les ordres de l'amiral Isoroku Yamamoto (1884-1943), la flotte japonaise avait conquis la maîtrise de la mer. Profitant de la mise hors de combat de la flotte américaine à Pearl Harbor, les Japonais — dont le gouvernement fut dirigé jusqu'en 1944 par le général Tôjô Hideki (voir plus haut) — mirent à profit leur supériorité momentanée mais considérable et se lancèrent dans de multiples directions. Les forces « du Soleil levant » remportèrent une série de triomphes militaires. Le 10 décembre 1941, dans le golfe de Siam, une importante flotte britannique — dont les deux seuls cuirassés britanniques en Extrême-Orient, le *Prince of Wales* et le *Repulse* — fut anéantie par le Japon. Six divisions japonaises débarquèrent en plusieurs points de la presqu'île de Malacca et foncèrent vers le sud où se trouvait la grande base navale de Singapour. Les défenses de cette base britannique étaient tournées vers la mer, les Japonais arrivaient par terre ! La garnison de 60 000 hommes (Britanniques, Australiens et

Indiens) se rendit lorsque les Japonais établirent leur contrôle sur les réservoirs d'eau de cette ville d'un million d'habitants (15 février 1942).

Les Alliés avaient espéré tenir Java, espoir vite déçu. Les Japonais débarquèrent à Bornéo et dans les Célèbes [Sulawesi], puis ils écrasèrent le 27 février une flotte anglo-américano-néerlandaise. Ils débarquèrent à Java, où le gouverneur général néerlandais capitula le 9 mars. Le même jour que Pearl Harbor, les Japonais attaquèrent la base de Clark Field, détruisant la presque totalité de l'aviation américaine des Philippines. Commandées par le général Douglas MacArthur (1880-1964) les troupes américaines résistèrent pied à pied à un ennemi très supérieur en nombre. Elles s'enfermèrent dans l'île de Bataan, qui succomba le 8 avril, puis 1 500 hommes tinrent un mois encore à Corregidor. MacArthur, sur l'ordre de Roosevelt, s'échappa en hydravion. Les Japonais pénétrèrent dès janvier 1942 en Birmanie, territoire faisant partie de l'empire britannique des Indes, par le nord avec des troupes venues de la Thaïlande (Siam), alliée du Japon depuis peu, par le sud avec des troupes venues d'Indochine. Ils prirent la capitale, Rangoon, le 8 mars, remontèrent vers le nord, s'emparèrent de Mandalay le 8 mai et conquièrent le port d'Akyab [Sittwe], à 150 km de l'Inde proprement dite, désormais menacée (les Japonais lancèrent un raid sur Ceylan en avril 1942), tandis que la « route de Birmanie » (permettant de ravitailler la Chine) était coupée. Les Japonais s'emparèrent aussi des îles américaines de Guam (10 décembre 1941) et de Wake (22 décembre), de Hongkong (25 décembre). Ils débarquèrent en Nouvelle-Guinée, en Nouvelle-Bretagne et dans les îles Salomon, menaçant tout le Pacifique sud, dont l'Australie. Cette première phase de la guerre du Pacifique fut donc extrêmement menaçante pour les États-Unis, mais aussi d'autres puissances, coloniales ou non. Un commandement unifié, confié au général anglais Archibald Wavel (1833-1950), fut constitué dans le Pacifique sud, où la zone conquise par les Japonais était mal protégée.

Le 22 décembre 1938, le gouvernement japonais avait lancé le concept d'*Ordre nouveau en Asie orientale*, à l'adresse de la Chine, après l'arrêt des grandes offensives (voir plus haut). Le slogan s'appliquait aussi à tous les territoires que visaient les *lobbies* militaires japonais. Puis ce fut (1er août 1940) la *Sphère de coprosperité de l'Est asiatique*, au « bénéfique » des mêmes. Le but du Japon était en réalité de dominer une zone très riche en matières premières dont le Japon manquait (80 % du caoutchouc mondial, 50 % de l'étain, par exemple), d'y exporter des produits finis, d'asphyxier la Chine et de barrer la route aux Américains. Les matières premières furent achetées à bas prix, mais l'industrie nipponne se révéla incapable de fournir les produits manufacturés nécessités par le système économique mis en place. Comme les nazis dans l'Europe nouvelle de Hitler, les Japonais dominèrent durement les populations et rencontrèrent des collaborations (celle de Sukarno, Soekarno, en Indonésie, par exemple). Les Japonais suscitérent la création de partis uniques et accordèrent des indépendances fictives : « État de Birmanie » de Ba Maw (1893-1977) le 1er août 1943, Philippines de Jose P.

Laurel (1891-1959) le 14 octobre 1943, Indochine en 1945. Les Allemands et les Japonais recrutèrent dans leurs camps de prisonniers une Légion indienne, nominalement commandée par Subhas Chandra Bose (1897-1945), militant indépendantiste écarté par Gandhi en 1938, et fondateur du Bloc progressiste. Équivalent de la Gestapo, la *Kenpeitai*, sévit avec des méthodes semblables ; l'armée se comporta avec une brutalité comparable à celle des nazis en URSS. Le principe des « trois tout » — « tout tuer, tout brûler, tout piller » — avait été formulé à propos de la Chine en 1941, il fut en usage partout. Des expérimentations pseudo-scientifiques furent perpétrées dans des camps construits en Mandchourie et parfaitement connues du pouvoir impérial (voir plus haut). Dans certains pays, des mouvements de résistance se constituèrent. En Birmanie, ce fut la Ligue antifasciste pour la Liberté des Peuples, dirigée par le général Aung San (1915-1947). Aux Philippines, de nombreux groupes de résistance se mirent en place, fédérés depuis l'exil par le président Manuel Luis Quezon y Molina (1878-1944). L'impérialisme japonais camoufla volontiers ses prétentions derrière les vieilles thèses du « panasiatisme ». En son nom, le Japon prétendait unir sous sa direction tous les « peuples jaunes » dans une lutte libératrice contre les Blancs. En réalité, il s'agissait pour lui d'étendre sa tutelle sur l'Asie et de réaliser le *Dai Nihon* [Nippon], le « Grand Japon ». Son illusion était double : il allait se heurter à un ensemble de vieilles nations qui le vaincraient et aux ambitions naissantes des autres pays asiatiques. Mais ces derniers allaient provoquer l'effondrement du système colonial en Extrême-Orient.

Grâce à un porte-avion, les Américains réussirent à bombarder Tôkyô une première fois le 18 avril 1942, surprenant les Japonais qui croyaient à l'invulnérabilité de leur patrie.

Roosevelt précisa ironiquement : « les avions sont venus de **Shangri-La** » (le pays fictif du livre de James Hilton, *Horizons perdus*, 1933). *Lost Horizon* était le livre préféré de Roosevelt, qui avait baptisé sa résidence d'été du nom de la lamaserie idéale du livre, Shangri La. Eisenhower président rebaptisera l'endroit Camp David.

Les Japonais échouèrent dans leur tentative de prendre, pour étendre leur périmètre de défense, l'île américaine de Midway (la bien et stratégiquement nommée) les 4 et 5 juin 1942 : ils ne rééditèrent donc pas l'exploit de Pearl Harbor malgré 200 navires et 700 avions. Les Américains, parvenus (voir plus haut) à déchiffrer le code secret japonais, avaient devancé l'effet de surprise et s'étaient portés à la rencontre des Japonais, qui perdirent 4 porte-avions et 275 avions. C'était un tournant décisif dans la guerre. De dures batailles aéronavales eurent lieu dans le Pacifique, elles furent généralement indécises, comme la bataille de la mer de Corail du 4 au 8 mai 1942. Les Américains débarquèrent en août 1942 à Guadalcanal, dans les Salomon, stoppant l'offensive japonaise vers le Sud. L'immensité maritime conquise par le Japon n'était, à cause des distances, que théoriquement contrôlée ; les premières pertes navales et aériennes du Japon la réduisirent à un ensemble de points dominés avec fragilité.

□ La naissance des mouvements de résistance en Europe

La résistance en Europe a eu des précédents : les guérillas contre les armées napoléoniennes, la guerre populaire russe de 1812, le *Risorgimento* et les *Carbonari* italiens, les révoltes polonaises de 1830 et 1863, les luttes d'indépendances des Serbes contre les Turcs, les francs-tireurs français de 1870-1871 (*cf.* le mouvement de résistance de la Seconde Guerre mondiale *Francs-Tireurs*). Pendant la guerre de 1939-1945, la résistance commença souvent par des attentats contre des soldats isolés ou des collaborateurs ; la guérilla, ce fut la « guerre de l'ombre » : de petits combats, avec le danger, hors du territoire de l'URSS, des grands *maquis*. Le sabotage ne mania pas que l'explosif, ce fut également accumuler les obstacles aux exigences allemandes, être réfractaire, faire la grève : il y eut donc des formes de résistance passive. Le renseignement et les liaisons par radio furent essentiels, d'abord sous le contrôle du S.O.E. (*Secret Operations Executive*) anglais (créé en juillet 1940, ce service était chargé de former des agents qui, envoyés sur le continent, auraient mission de recruter et instruire de petits groupes pour effectuer, sur commande, des sabotages) ; il fallut faire passer (souvent par l'Espagne neutre mais hostile) les aviateurs alliés récupérés. L'action psychologique s'adapta au caractère idéologique de la guerre : presse, tracts, et aussi, dans les régions occupées de l'URSS, le rappel de l'existence du gouvernement soviétique.

Nulle part ailleurs en Europe qu'en Pologne l'occupation allemande n'a été aussi dure, nulle part ailleurs la population ne fut aussi unanime dans la résistance : ce fut le seul pays européen sans collaboration. Au départ, la situation rappela celle de l'Europe du Nord et du Nord-Ouest : un gouvernement en exil, celui du général Wladyslaw Sikorski (1881-1943), en liaison avec l'Armée de l'Intérieur (A.K., *Armia Krajowa*), dirigée par des officiers de carrière, très efficace dès la fin de 1940. Il s'agissait essentiellement de l'affirmation de la volonté de vivre par toute une société. D'ailleurs l'A.K. eut sa presse, ses universités (car l'enseignement supérieur avait été supprimé par les Allemands), qui publièrent des ouvrages scientifiques et décernèrent des diplômes. Les conséquences de juin 1941 furent importantes ; dès juillet 1941 des accords furent signés entre Wladyslaw Sikorski et Staline, les militaires polonais faits prisonniers par l'Armée rouge en septembre 1939 et qui avaient survécu furent libérés. Mais le Parti ouvrier (communiste, les anciens dirigeants ayant été liquidés par Staline...) créa en mai 1942 une Armée populaire, rivale de l'A.K. Cette deuxième armée dépendit de l'Union des Patriotes polonais (créée à Moscou en décembre 1941). Cette division devait déboucher sur le scandale de l'insurrection de Varsovie en 1944 (voir plus loin). Auparavant, dans les territoires réoccupés par l'armée soviétique, les responsables de l'AK sont arrêtés par le NKVD, la police politique soviétique, liquidés ou déportés.

Le cas grec est encore différent. Les combats clandestins avaient commencé très tôt, contre la dictature du général Ioannis Metaxas (1871-1941), dès 1936. Le nom de *résistance*

leur avait d'ailleurs été appliqué pour la première fois en Europe. Ils redoublèrent contre les Italiens attaquant depuis l'Albanie. Le gouvernement — dictatorial — du roi Georges II (1890-1947) s'était réfugié au Caire en 1941, il était dirigé par Emmanouil Tsouderos (1882-1956) et détesté par la grande majorité de la population. Les mouvements de résistance furent donc républicains, mais farouchement rivaux, avec des heurts armés entre les différents mouvements de résistance : l'E.A.M.-E.L.A.S., coalition démocratique dans laquelle les communistes, bien que minoritaires au départ, jouèrent le rôle principal (E.A.M., Front national de Libération ; E.L.A.S. est son organisation militaire, l'Armée populaire de Libération nationale) ; l'E.D.E.S. du général Zervas (Armée démocratique nationale grecque), beaucoup moins importante ; l'E.K.K.A. du colonel Dimitrios Psarros (1893-1944), Ligue nationale sociale de Libération, beaucoup moins importante aussi. Le soutien logistique fut accordé à tous par les Britanniques, mais dans les régions libérées, l'E.A.M. installa une administration et elle procéda à des réformes sociales. La résistance grecque fut la plus divisée d'Europe, mais, à la différence de la Yougoslavie, les communistes ne réussirent pas à établir leur hégémonie.

Dans toute l'Europe, des équipes d'officiers et d'agents des services de renseignement militaires furent souvent, en raison de leur savoir technique, les cellules mères, puis les cadres et les instructeurs ; longtemps les mouvements furent très peu nombreux. Dans son programme et son action, la Résistance fut d'abord une lutte patriotique pour la libération de la Patrie, et, pour beaucoup de résistants, cet objectif fut le seul. Mais la lutte contre le totalitarisme apparut dès avant 1942 ; la plupart des résistants n'avaient pas pris de part active à la politique avant le conflit : la résistance leur donna le goût d'une action d'un type nouveau en ce domaine, avec la volonté de réaliser des réformes politiques et sociales. Le but final : un régime plus social, des réformes économiques, la régénération de la vie politique, le renouvellement des institutions traditionnelles, un socialisme humaniste bien souvent, la démocratisation, etc.

Malgré son importance évidente, la Résistance tint une faible place dans les préoccupations des alliés et le problème ne fut jamais évoqué dans son ensemble. La Grande-Bretagne joua toutefois un rôle, sous l'impulsion de Churchill. Dès la rencontre de l'Atlantique (août 1941) Churchill fit inscrire dans les principes stratégiques des alliés « l'assistance aux groupes de résistance dans les pays occupés » (à ce moment, la Résistance n'était encore qu'une espérance !). Jusqu'à l'automne 1942, toute la résistance en Europe vécut de l'aide anglaise, subsides, armes, BBC, S.O.E. (voir plus haut). Au contraire, la position de l'URSS fut jusqu'en juin 1941, au mieux, d'attente ; les rebelles à l'occupation allemande de la Pologne et qui fuyaient furent internés aussi rudement que les prisonniers de guerre polonais en URSS. De 1941 à 1943, le sort précaire de l'URSS lui interdit de jouer directement un rôle hors de ses frontières. De plus, elle évita de prendre position dans les querelles qui opposaient entre eux les mouvements clandestins de tous les pays et proclama au contraire la nécessité d'une sorte

d'union sacrée. Le rôle des États-Unis fut, bien entendu, longtemps faible, car la résistance était un genre de lutte aux antipodes de la guerre industrielle et moderne à l'américaine.

CHAPITRE 16. LA PHASE DE REFOULEMENT DE L'AXE ET DE VICTOIRE DES ALLIÉS (1943-1945)

□ La réorganisation du continent, « Europe nouvelle » des nazis

Maître en 1942 de la plus grande partie de l'Europe, Hitler essaie d'appliquer à celle-ci les principes de l' « ordre nouveau » tels qu'il les a lui-même définis dans *Mein Kampf* (cf. 1ère partie). Cet ordre nouveau est promis pour mille ans. En 1943, il dit : « Toute cette camelote de petits états qui existent toujours en Europe doit être liquidée aussi vite que possible. Le but de notre combat est d'unifier l'Europe. Seuls les Allemands sont capables d'organiser vraiment l'Europe. » Naît donc une « Europe nouvelle », réplique logomachique de la « Grande Asie orientale » (voir plus haut), mais l'Allemagne est en plein centre de l'Europe, alors que le Japon est fort éloigné de ses conquêtes. Les conquêtes allemandes sont la manifestation d'un impérialisme, toutefois elles s'ordonnent en un système dont la théorie raciste de Hitler est la clé : l'Europe nouvelle doit être dominée par le Grand Reich allemand (réplique du *Dai Nihon*), peuplé par la race supérieure, qui a droit au *Lebensraum*. Mais, bien sûr, Hitler n'est pas seul responsable : il faut tenir compte de Ribbentrop (Affaires étrangères), Goering (dirigeant de l'économie du Reich), Rosenberg (théoricien du parti et responsable de l'administration des territoires occupés à l'Est), Heinrich Himmler, Goebbels, tenir compte des chefs de la Wehrmacht, etc. Il y a donc un polycentrisme du IIIe Reich et l'Allemagne est un organisme polynucléaire, jugé en tant que tel lors du procès de Nuremberg, non une autocratie pyramidale, hiérarchisée, où Hitler trancherait de tout sans partage. En conséquence coexistent dans cette polycratie des noyaux de pouvoir, avec des chevauchements. Toutefois, l'application des visées impérialistes de ces cellules n'est pas systématique et l'Europe nouvelle n'est qu'une ébauche de l'ordre à venir, à cause des équilibres pragmatiques à maintenir et des exigences du conflit : dans quelle mesure l'effort de guerre et la réorganisation européenne ont-ils coexisté ?

Dans cette « constellation fasciste » européenne, incomplètement organisée, les Allemands rencontrent deux types de comportements favorables, la collaboration (cf. Pétain) et le collaborationnisme (cf. Quisling), une collaboration extrémiste. Entre les deux, existent des variantes et des cas intermédiaires, à ne pas réduire à l'un ou l'autre des « modèles ». Bien entendu, tous sont manipulés et, si elle bénéficie de collaborations, l'Allemagne nazie se heurte à des résistances de plus en plus vives. L'Europe nouvelle comprend pratiquement tout le continent, sauf les neutres.

Les neutres sont le Portugal, l'Espagne, la Suisse, la Suède et la Turquie. Cette dernière malgré les pressions allemandes (la Turquie a autorisé le transit des bateaux de guerre de l'Axe, exclusivement, par ses détroits pendant la guerre) et tout au moins jusqu'au 23 février 1945,

date à laquelle la Turquie déclare la guerre à l'Allemagne, dans le seul but de participer à la conférence des Nations-Unies à San Francisco.

Mais les neutres subissent le poids de l'hégémonie quand même : Franco envoie la « division Azul » en URSS, le statut de neutralité de la Suisse ne gêne pas l'Allemagne, y compris dans le domaine de la politique antisémite. La Suisse a fait un important effort de réarmement et s'est orientée vers la stratégie du « réduit alpin », mais elle exporte des matériels de guerre en Allemagne, offre ses services financiers à l'Allemagne (cependant elle le fait aussi pour les Alliés), tout en jouant un rôle humanitaire (accueil d'enfants, garde des intérêts de nombreux pays vaincus, Croix-Rouge...). Encerclée par les pays de l'Axe, craignant pour sa neutralité, la Suisse refoule beaucoup de juifs, règle draconienne qui fut assouplie sous la pression de plusieurs organisations caritatives. L'Espagne de Franco évolue donc hors de la non-belligérance (voir plus haut), d'autant plus qu'elle accorde aux Allemands une aide logistique pour le ravitaillement de leurs sous-marins sur la côte espagnole et pour les services de renseignement.

Mais à partir de la fin 1942 et du début de 1943, **l'Espagne** va évoluer lentement, à cause du redressement des Alliés. Chute du fascisme en Italie : l'Espagne revient à la neutralité (1er octobre 1943), très contrôlée par les Alliés, qui constatent en 1944 qu'elle reste relative. Cette attitude de tergiversation dans la neutralité va coûter très cher à l'Espagne, qui se retrouve en 1945 au ban des nations, très isolée. Du 19 au 29 octobre 1944, dirigés par Vicente Lopez Tovar (1909-1998), lieutenant-colonel FFI, entre 3 500 et 4 000 républicains tentèrent d'envahir l'Espagne du Nord par le val d'Aran (Pyrénées centrales). L'objectif était de créer une zone libérée et de susciter un mouvement d'insurrection nationale. Mais les troupes échouèrent et durent se replier vers la France.

Provisoire, la carte doit être parachevée à la victoire. Il y a d'ailleurs deux provisoires successifs : le temps de la préparation de la guerre à l'Est, puis l'attente avant la victoire dans la guerre *totale*. Suivant son penchant naturel à l'improvisation, Hitler assigne à chaque territoire nouvellement occupé le statut temporaire qui risque le moins de gêner la poursuite de la guerre. Ce statut varie de l'annexion pure et simple au Reich à la tutelle indirecte camouflée sous une autonomie apparente, en passant par un système direct d'administration civile ou militaire. On a donc plusieurs structures d'occupation, pas du tout monolithiques et pas très bien organisées. Ainsi l'Europe des nazis prend l'aspect d'un manteau d'Arlequin, d'un expédient pragmatique plutôt que d'une œuvre de planification méthodique.

À la tête de l'« Europe nouvelle », la « Grande Allemagne » ou *Grand Reich allemand*. Ce sont les territoires considérés comme allemands à cause de la langue et de raisons historiques, c'est-à-dire l'Allemagne de 1919 plus l'Autriche — l'*Anschluss* de 1938 en avait fait l'*Ostmark*, puis elle fut divisée en *Gaue* ; des nazis autrichiens furent promus à des postes importants à l'étranger, comme Seyss-Inquart aux Pays-Bas — , le territoire des Sudètes

(1938) — ici aussi des nazis furent promus, comme Karl Hermann Frank (1898-1946) —, Memel (Klaipėda), la Pologne occidentale et Dantzig (Gdansk), c'est-à-dire l'ancien « couloir de Dantzig », converti en deux provinces, le Reichsgau Wartheland et « Dantzig-Prusse orientale » — la Silésie polonaise est annexée à la Silésie allemande —, le Nord de la partie de la Pologne annexée par l'URSS en septembre 1939 (province de Bialystok), l'Alsace-Lorraine, la Slovénie du Nord et la Styrie, Eupen et Malmédy, et enfin le Luxembourg. Hitler avait même songé aux pays baltes et à la Vénétie julienne (avec Trieste), mais la décision quant à ces incorporations au Reich fut remise à l'après-guerre. Cela fait près de 100 millions d'habitants, qui subissent un intense effort de germanisation (voir plus loin), mais au total il y avait eu peu d'annexions *stricto sensu* depuis 1938.

Les pays alliés et d'administration indirecte conservent une façade plus ou moins fictive d'autonomie nationale. L'Italie a annexé la Slovénie du Sud et une partie de la Dalmatie, elle « protège » le Monténégro. Elle devient un allié de plus en plus inférieur, contrairement à son passé de pays à la tête d'une « Internationale fasciste » et doté d'un impérialisme danubien. Cette dégradation est le résultat d'échecs lamentables, elle conduit à une subordination de plus en plus accentuée, qui l'oblige rapidement non seulement à envoyer des troupes contre l'URSS mais également à envoyer des travailleurs civils en Allemagne. La « zone libre » de France est le deuxième cas (toutefois Vichy n'alla jamais jusqu'à l'alliance). L'erreur initiale et fondamentale sur la nature et la durée de la guerre, et donc de l'occupation, est à l'origine de la position adoptée par Pétain et de sa politique : les espoirs sont placés, non dans un simple armistice mais dans la paix future, négociée avec un vainqueur reconnu comme tel et pour longtemps, d'où la recherche rapide de ce qui fut Montoire et ses suites, ce que montrent bien les archives françaises et allemandes. Mais cette erreur elle-même s'explique aussi par les conceptions politiques globales du Maréchal et de son entourage de juin 1940. La recherche de la collaboration et la réforme intérieure de l'État et de la société vont de pair dans l'esprit de Pétain et des dirigeants de Vichy. L'armistice s'avère très vite un piège, dès lors qu'il cesse, comme l'avaient cru par erreur en juin 1940 ses signataires français, d'être provisoire. D'autre part, à l'automne 1940, sortir de l'armistice pour entrer dans la collaboration s'impose aux yeux des dirigeants français comme le seul moyen de préserver l'unité de la France et les intérêts français, dans le cadre de ce nouvel ordre européen auquel ils adhèrent explicitement parce qu'ils le croient irréversible. Cette stratégie — naïve — est bien davantage utile aux nazis que l'attitude d'un Quisling, d'autant plus que les Allemands n'ont nullement envie d'une collaboration totale, à long terme, avec les Français, qu'ils méprisent. Par contre, à court terme, les offres de Pétain répondent exactement aux vœux de Hitler et servent les intérêts allemands.

Quatre pays deviennent de plus en plus des satellites : la Finlande, la Roumanie, la Bulgarie et la Hongrie. Chez eux éclatent des conflits entre pro-allemands et pro-nazis (*cf.*

en Hongrie la *Croix fléchée*, en Roumanie la *Garde de fer*...). La Finlande, partiellement occupée par les Allemands, prétendait faire une guerre séparée contre l'URSS. En Roumanie, les germanophiles l'avaient emporté sur les anglophiles en 1940 et, dès 1940, le roi Carol accepta la présence permanente sur son sol de troupes allemandes (voir plus haut) et la Roumanie fut obligée de céder à la Hongrie la Transylvanie et à la Bulgarie un petit territoire. Les manifestations violentes des fascistes (la *Garde de Fer*, dirigée par Horia Sima) y furent précoces. En septembre 1940, le général Ion Antonescu (nationaliste conservateur) présida le gouvernement, avec le titre de *Conducator* de l'État, le roi démissionnant et partant en exil. Ion Antonescu (1882-1946) établit un régime militaire autoritaire, contre la *Garde de Fer* (très impopulaire), lâchée par l'Allemagne, qui toutefois la conserva comme moyen de pression. La Roumanie s'associa d'emblée et avec enthousiasme à l'attaque de l'URSS, espérant annexer des territoires. La Roumanie d'Antonescu eut aussi une politique antisémite. En Bulgarie, le roi Boris III (1894-1943) avait patronné dans les années trente une dictature réactionnaire appuyée sur les forces traditionalistes : des troupes allemandes y stationnèrent, elle signa une alliance avec le Reich et participa à la campagne allemande contre la Yougoslavie et la Grèce. Elle y gagna la Macédoine et la Thrace, prises à la Grèce, mais se refusa jusqu'au bout à attaquer l'URSS en raison de la profonde russophilie du pays, slave depuis longtemps. La Hongrie était depuis 1920 dirigée par le régent-amiral Miklós Horthy, dont le régime se rapprocha du fascisme dans les années trente : antisémitisme, service du travail obligatoire, camps de concentration, etc., ce qui freina la progression du fascisme hongrois (les *Croix fléchées*) et évita pendant la guerre la présence de troupes allemandes, ainsi que les modifications des structures de l'État. Mais la Hongrie s'allia avec l'Allemagne, ce qui lui valut des gains territoriaux importants (Slovaquie du Sud, Transylvanie, Ruthénie) et elle entra en guerre contre l'URSS, les *Croix fléchées* étant gardées en réserve par les nazis.

La Slovaquie de Mgr Josef Tiso (1887-1947), président de la République, entra en guerre contre l'URSS et livra ses juifs à l'Allemagne, qui furent « réinstallés » dans le Gouvernement général de Pologne, en payant même leur transport... La Croatie bénéficia du démembrement de la Yougoslavie. Ante Pavelic (« chef », *Poglavnik*) et ses *oustachi* (cf. 1^{ère} et 2^e parties) furent le seul cas de promotion au pouvoir d'un mouvement fasciste par leurs alliés et protecteurs de l'Axe, ici bien plus l'Italie fasciste que l'Allemagne nazie (le mouvement *oustacha* avait été fondé en 1931 en Italie). Le pays était théoriquement sous tutelle italienne : le duc de Spolète (fils du roi d'Italie) était destiné à régner sur ce territoire, agrandi de la Bosnie et de l'Herzégovine. La Croatie fut concrètement un État *oustacha* essentiellement terroriste, massacrant les Serbes, convertissant par la force au catholicisme (ce qui était cautionné par le Vatican), et aux outrances sanglantes telles qu'il provoqua des réactions allemandes (car il accroissait la vigueur de la résistance). La Bohême-Moravie était depuis 1939 un protectorat, mais en fait presque un cas d'administration civile directe (voir plus loin), car il n'y avait pas de ministres des Affaires étrangères et de la Défense. Le sort de la Serbie ressembla à celui de la

« zone libre » française. Le roi Pierre et son gouvernement ayant fui en exil, le pays fut dirigé par le général Milan Neditch (1878-1946), un ultra-nationaliste, mais pas un fasciste. Un « Pétain serbe » ? Mais il s'agissait d'un gouvernement mis en place par les Allemands, confronté d'emblée à une résistance farouche, en définitive plutôt d'un gouvernement fantoche, traité d'emblée en simple subalterne. Le Monténégro voisin fut dirigé par des fascistes locaux. Enfin, en Grèce le général Metaxas était mort en janvier 1941 et le roi parti en exil quelques mois après (voir plus haut). La Grèce fut soumise à une double occupation, allemande et italienne. Elle fut dirigée par un cabinet collaborateur d'officiers supérieurs, prolongeant la dictature de Metaxas : l'« État grec ».

Les pays d'administration civile directe sont moins nombreux que les pays alliés et d'administration indirecte mais ils représentent plus de surface. Le « Gouvernement général » (de Pologne) fut dirigé par Hans Frank (1900-1946), c'était ce qui n'avait pas été annexé du pays. Son sort semble avoir été réservé pour l'avenir. Ce fut une forme de *désétatisation*. En URSS, deux énormes « Commissariats du Reich » furent créés. Ces *Reichskommissariat* — l'Ostland (États baltes plus la Biélorussie) et l'Ukraine — furent dirigés par des civils et regroupés sous la tutelle du ministère des Territoires occupés de l'Est (Rosenberg). Deux autres furent créés sur le papier et leurs commissaires désignés : la Moscovie (le gros de la Russie au Nord de l'Ukraine) et le Caucase. Ni l'un ni l'autre ne prirent corps, du fait de la résistance soviétique. Du reste ni l'Ostland ni l'Ukraine ne furent jamais intégralement transférés aux autorités civiles : de vastes secteurs restèrent sous la direction militaire comme faisant partie de la zone des combats... Les territoires occupés de l'URSS sont par excellence le champ clos des rivalités entre responsables et services allemands. Rosenberg ne réussit absolument pas à y imposer ses projets politiques de soutien aux nationalistes antirusse (ukrainiens ou baltes surtout) ; il se heurta au mépris général à l'égard de tous les Slaves qui animait les autres responsables, aussi bien de l'armée que des *Reichskommissariat* ou de la SS, Hitler penchant d'ailleurs constamment dans le sens de ceux-ci. De plus, les militaires étaient souverains dans la zone des armées. Et ici, il n'y a pas de conflit entre eux et la SS, mais, au contraire, partage des tâches et collaboration étroite, prévue dès avant l'invasion. Après le départ pour Londres de leurs souverains, la Norvège et les Pays-Bas furent également régis par une administration civile allemande, ou plus exactement une tutelle allemande civile s'exerça sur une administration autochtone maintenue. En Norvège, Vidkun Quisling avait été écarté après quelques jours de pouvoir personnel en tant que premier ministre et ministre des Affaires étrangères, et avant d'y revenir en février 1942 avec le titre de premier ministre (mais son parti devint alors parti unique). La Norvège eut autant de « maternités aryennes » (les *Lebensborn* créés par Himmler) que l'Allemagne. Aux Pays-Bas, Seyss-Inquart eut le titre de *Reichskommissar*.

Enfin, dernière catégorie, les zones administrées par la Wehrmacht. En Belgique — dont le territoire se trouve augmenté des départements français du Nord et du Pas-de-Calais, zone rattachée au commandement allemand de Bruxelles —, le roi Léopold III (1901-1983) se considère comme prisonnier et cesse d'exercer ses prérogatives royales de chef d'État. Mais il se remarie avec la fille d'un partisan flamand de la collaboration avec l'Allemagne et rencontre Hitler, les Allemands s'appuient sur les « secrétaires généraux » de l'administration, et le fascisme local, représenté par le Rexisme de Léon Degrelle (1906-1994), est pour l'essentiel réduit à une participation à la guerre contre l'URSS. Les Flamands sont relativement bien traités, pas les Wallons. Au Danemark, il y eut un gouvernement danois jusqu'en 1943, puis le pays fut soumis à une administration militaire allemande, bien que le Danemark n'ait jamais été officiellement en guerre avec son voisin. L'armée allemande est présente, mais très peu (200 hommes...), et elle n'exerce aucune espèce d'autorité de principe sur l'État et les citoyens danois ! Il y eut même des élections libres en 1943 ! Cependant la tutelle du Reich est directement exercée par le « ministre plénipotentiaire », représentant du ministère des Affaires étrangères de Berlin. Restant sur place et acceptant la situation de fait créée par l'invasion, les autorités danoises ne pouvaient échapper aux pressions de l'Allemagne, qui put ainsi recruter des volontaires pour la SS puis le front de l'Est. Toutefois, face aux pressions de Berlin concernant la marine danoise, 5 000 marins rejoignirent la Grande-Bretagne avec une partie des navires de commerce. Et la communauté juive fut presque intégralement protégée par la résistance danoise : quand en 1943 les Allemands entamèrent la rafle des 8 000 juifs du pays, ils n'en trouvèrent que 570. Pourquoi ? En août 1943, les Allemands se saisirent du fichier des juifs danois, préalable à leur déportation. Les policiers danois refusèrent de collaborer, ils réussirent à avoir connaissance de la date de la rafle et à prévenir la communauté juive, évacuée par bateaux vers la Suède, y compris par des bateaux de pêcheurs. Toutefois, on sait depuis quelques années que l'administration danoise, qui avait cessé les autorisations d'émigration en 1938, livra quelques dizaines de juifs aux Allemands avant 1943. Le roi Christian X (1870-1947) refusa d'assumer aucune fonction ; les Allemands le placèrent en résidence surveillée : la responsabilité du pouvoir incombait désormais au seul occupant ! Enfin, ce type d'administration allemande concerne évidemment le Nord de la France (« zone occupée »), ainsi que la zone des combats en URSS, c'est-à-dire l'Ostland et l'Ukraine en partie, et plus à l'Est une partie de la Russie.

Quelle pouvait bien être l'avenir, pour les nazis, de la carte de l'Europe nouvelle ? Dans toute cette cartographie, rien ne dévoile exactement les desseins à long terme de Hitler. Seule une victoire nazie aurait résolu avec certitude la question des frontières futures du Reich et celle de ses relations d'après-guerre avec les satellites voisins. On peut admettre que Hitler lui-même ne savait pas encore si le Grand Reich absorberait la Belgique, les Pays-Bas, et la France de l'Est (la « zone interdite », ancien duché de Bourgogne, augmenté d'une zone limitrophe au sud du Nord-Pas-de-Calais), ou s'il en ferait un État *flamand* assujéti. Il est plus

que probable que la Bohême-Moravie et la plus grande partie de l'ancienne Pologne étaient déjà désignées pour l'annexion. Ailleurs, les formes futures de la domination restaient à établir.

□ L'exploitation de l'Europe nouvelle

Pour faire admettre aux autres peuples l'hégémonie allemande et cette exploitation, Hitler invoque la « croisade antibolchevique ». La fidélité au *système* se mesure par le degré de participation à la campagne de Russie et l'ampleur des persécutions antisémites. L'exploitation raciale est un aspect évidemment fondamental de la Seconde Guerre mondiale. Les bases idéologiques — déjà évoquées — en sont faciles à rappeler de manière synthétique, darwinisme social confronté aux réalités de la guerre mondiale : volonté d'intégrer les *Volksdeutsche* (les Allemands « de souche », émigrés depuis longtemps dans diverses régions d'Europe orientale et méridionale)... Un nombre indéterminé de *Reichsdeutsche* (des habitants de l'Allemagne) émigrent volontairement en qualité de fonctionnaires ou d'hommes d'affaires.

L'exploitation raciale eut un aspect militaire : en vertu du mythe obsessionnel de la race des seigneurs, les nazis ne firent appel qu'à contrecœur aux troupes des pays satellites, ce qui alla donc à l'encontre de l'intérêt militaire suprême de l'Allemagne... Elle eut deux grandes phases, celle des ghettos, puis celle des camps de concentration et des camps d'extermination, ces derniers — Auschwitz, Birkenau, Belzec, Treblinka, Stutthof, Chelmno, Maidanek, Sobibor... — étant tous situés sur le territoire de l'ancienne Pologne. À la politique du *tri* (exemple : les élites polonaises, les malades), la conférence de Wannsee (20 janvier 1942, faubourg de Berlin) substitua un plan d'extermination, confié à Adolf Eichmann (1906-1962).

Eichmann réussit à la fin de la guerre à se réfugier en Italie puis en Argentine, où il rejoignit de nombreux autres nazis. La CIA l'y découvrit en 1958 mais ne prévint les Israéliens, qui le recherchaient, qu'en 1960. Les services secrets de l'état hébreu l'enlevèrent en 1961. Il fut jugé, condamné et exécuté en Israël en 1962.

Il mit sur pied la « solution finale » (expression employée pour la première fois par Reinhard Heydrich le 21 septembre 1939), la *Choa*, disent les juifs, la « destruction du peuple juif », disent certains historiens, la « destruction des juifs d'Europe », selon le titre de Raul Hilberg, qui a toujours souligné que les nazis ne savaient pas initialement ce qu'ils feraient (remarquons la date de la conférence de Wannsee).

Historien américain d'origine autrichienne, Raul **Hilberg** (1926-2007) est l'auteur d'un monumental travail de synthèse (sa thèse) sur les mécanismes du génocide, *La Destruction des juifs d'Europe*, paru en 1961 et sans cesse remanié depuis cette date (première traduction française chez Fayard, seulement en 1988, dernière édition en français chez Gallimard en « folio » en 2006). Hilberg a toujours rejeté le terme d'« holocauste », dont il critique les

connotations religieuses ; il a pris une part active aux polémiques historiographiques, dénonçant notamment les thèses radicales de Daniel Goldhagen, *Les bourreaux volontaires de Hitler : les Allemands ordinaires et l'holocauste*, trad. fr., Seuil, 1998, 797 p.

Il est utile de connaître la définition des deux thèses *intentionnaliste* et *fonctionnaliste* (cf. la bio. de Hitler plus haut). La première accorde foi aux propos de Hitler, elle considère qu'il croit à son explication du monde par le racisme : l'antisémitisme doit être regardé comme le mobile fondamental de la politique nazie. La seconde, dite aussi *institutionnaliste*, tend à voir dans l'antisémitisme une couverture idéologique à des ambitions beaucoup plus classiques et banales : l'anticommunisme, la prise en compte impérialiste des intérêts économiques allemands.

On aura garde de négliger l'extermination des Tsiganes, décidée dès septembre 1939, et celle de plus des trois cinquièmes des prisonniers de guerre soviétiques, fait de la Wehrmacht, qui en avait la responsabilité, et qu'on n'exclura pas de la responsabilité générale. On n'oubliera pas l'existence, ancienne, des thèses *négationnistes*, dites à tort révisionnistes, dont le moyen le plus utilisé est l'hypercritique. Le procédé consiste à chercher dans l'immense littérature du temps consacrée à la persécution nazie des erreurs ou des exagérations, que ces pseudo-auteurs montent en épingle et ressassent indéfiniment pour jeter la suspicion sur l'ensemble et nier tout en bloc. Oui, *Les chambres à gaz ont existé*, pour reprendre le titre de Georges Wellers (Gallimard, 1981). Les preuves sont de deux ordres : d'une part les archives allemandes elles-mêmes, correspondance des industriels-constructeurs, journaux de marche des *Einsatzgruppen*, etc. — mais il faut faire attention aux vocables à double sens (ordonnés par Himmler) : une « évacuation » est une déportation, les « salles de douche » sont les chambres à gaz — et d'autre part les témoignages des SS et des détenus. Des précautions s'imposent. Il n'y a pas de chambres à gaz partout : à Birkenau, c'est-à-dire Auschwitz II, mis en service en octobre 1941 (pour des prisonniers russes), oui, mais pas à Auschwitz I, par exemple¹. En effet, d'autres « méthodes » furent employées (dont la « Shoah par balles » : l'assassinat individuel et collectif fut pratiqué par les nazis dans tous les pays occupés...) ; les résultats escomptés (13 millions de juifs éliminés) n'ont été atteints qu'à moitié (6 millions), à cause du souci d'exterminer « productivement », c'est-à-dire après avoir profité de la main-d'œuvre. Bien sûr, les Allemands savaient, car des dizaines de milliers d'entre eux participaient concrètement à l'extermination.

Dernier problème susceptible d'être évoqué : des informations sur les camps d'extermination sont parvenues dès 1942 aux États-Unis et en Grande-Bretagne, mais elles n'ont pas été crues, ou silence fut fait sur elles.

¹ Oswiecim en polonais.

Le représentant du Congrès juif mondial à Genève, le Dr Gerhart Riegner (1911-2001), a eu le triste privilège d'être le premier à obtenir en 1942 des informations irréfutables sur l'extermination systématique des Juifs par le Reich hitlérien et à les transmettre, notamment en Grande-Bretagne et aux États-Unis.

Selon la formule d'André Kaspi, « Qui veut savoir sait. » Pourquoi rien n'a-t-il été fait ? Le souvenir des « atrocités » dénoncées sans fondement pendant la Première Guerre mondiale, le désir de ne pas insister sur le sort particulier de certaines victimes, la crainte des pertes d'aviateurs et d'avions (déjà les missions de reconnaissance photographique faites par la RAF étaient très risquées), le souci de ne pas provoquer la terreur paralysant l'Europe et celui d'éviter les tensions avec le monde arabe.

L'exploitation économique de l'Europe nouvelle est rendue de plus en plus nécessaire par la prolongation de la guerre et l'importance de la mobilisation de la « noble race » aryenne (6 millions de mobilisés en 1942). Elle consiste d'abord en prélèvements massifs de denrées agricoles et produits industriels, démontages et transferts d'usines, etc. Par exemple, la France livra 80 % de son pétrole, 70 % de ses autos, 40 % de sa bauxite ; les territoires de l'Est furent littéralement affamés (la ration des Polonais fut fixée à la moitié de celle des Allemands). En outre, la France, la Belgique, les Pays-Bas, la Norvège, puis en 1941 la Grèce et la Yougoslavie durent supporter les frais d'entretien des armées d'occupation, délibérément gonflés. Ils servirent aux Allemands à acheter des denrées (en France : 15 % de la production de blé, 20 % de celle de viande, 40 % de la fonte, la quasi-totalité de l'aluminium, etc.). Grâce au ravitaillement acheté ou saisi, l'Allemagne put maintenir à ses habitants un niveau de consommation à peine réduit jusqu'à la dernière année de guerre. Des taux de change furent fixés arbitrairement par Berlin, et le mark était surévalué de 60 % en France, de 50 % en Belgique, de 42 % aux Pays-Bas... Le Reich prit des participations dans les entreprises ; par exemple, l'IG Farben imposa sa participation majoritaire dans l'industrie des colorants en France. L'Allemagne imposa en outre l'autarcie et des accords de *clearing* à tous les pays d'Europe. Or, le Reich achetait beaucoup plus qu'il ne vendait, et le produit des ventes des autres pays resta dans des caisses de compensation à Berlin, les Allemands se servant des fonds, considérables !

L'« économie de guerre » allemande soulève un problème. Le pillage méthodique des régions conquises autorisait à ménager l'économie du Reich, tout en assurant le maintien, voir la croissance de la production des biens de consommation destinés aux Allemands. Ainsi, pendant au moins deux ans, le Reich s'évita les charges d'une guerre totale et se payait même le luxe de continuer la construction des autoroutes. L'Allemagne ne tenta jamais sérieusement une organisation économique nouvelle de tout le continent européen, la domination économique allemande fut une prédation générale, avec une gradation, allant du pillage dans les territoires ordinaires jusqu'à la réorganisation dans les territoires annexés.

Certains conseillers de Hitler ont poussé à l'abolition des fermes collectives en URSS — mesure qui aurait pu gagner les paysans soviétiques — , mais Hitler pensait que le plus important était de produire des céréales en masse. La guerre se prolongeant à l'Est, les nazis ont tenté une remise en marche de l'industrie soviétique, d'abord délaissée, sans grand succès. La politique de la terre brûlée pratiquée en URSS, jointe aux procédés de l'administration allemande en Ukraine privèrent les Allemands d'une bonne part des avantages de l'atout de l'occupation d'une partie — riche — du territoire soviétique : il y eut donc contradiction entre les besoins économiques et les dogmes raciaux.

Dans le domaine de la main-d'œuvre, vers l'été 1943, les exigences croissantes en hommes des armées, jointes à l'accélération du programme d'Albert Speer (1905-1981), au plafonnement du nombre des prisonniers de guerre (6 millions de *K.G.*) et à la raréfaction des volontaires étrangers fut à l'origine de la campagne de « recrutement » de Fritz Sauckel (1894-1946). Elle connut initialement le succès (six millions de travailleurs étrangers en Allemagne en 1943), puis un brutal affaiblissement. Au milieu de 1944, les travailleurs étrangers formaient 20 % de la main-d'œuvre en Allemagne. C'est la résistance soviétique et l'ampleur de la guerre à l'est qui obligea à une conversion rapide de l'Allemagne à une économie de guerre longue. Jusque-là, et aussi en vertu de l'hostilité de l'armée allemande à une direction de l'économie par des civils, l'ingénieur Fritz Todt (1891-1942), nommé en 1940 ministre d'État aux Armements et aux Munitions, avait éprouvé des difficultés à imposer ses « comités ». Après sa mort en 1942, il y a passage progressif de l'autorité de l'armée à celle du ministère civil, dirigé par Albert Speer, qui impose peu à peu son hégémonie en matière d'armements, entraînant l'Allemagne vers une guerre économique totale. D'autre part, les SS de Himmler édifièrent pendant la guerre un véritable empire économique, indépendant jusqu'à la fin. On est au total face à une économie de guerre médiocrement et tard organisée, Hitler ayant un rôle direct dans ce retard et dans cette improvisation, tandis que les Occidentaux et les Soviétiques ont révélé une capacité beaucoup plus grande à construire une économie de guerre adaptée aux contraintes d'un conflit mondial qui se prolongeait. C'est seulement en avril 1942 (mise en place d'un Conseil restreint de planification chargé de répartir les matières premières) qu'Albert Speer, successeur de Todt au poste de ministre d'État aux Armements et Munitions, impose l'hégémonie de son ministère en matière d'armements, entraînant l'Allemagne vers une économie de guerre totale. C'est seulement au printemps 1944 que Goering soumet l'aviation à l'autorité de ce ministère. Un conflit opposa d'ailleurs Speer et Sauckel à propos de l'utilisation de la main-d'œuvre : Speer voulait maintenir la main-d'œuvre chez elle, dans des entreprises au service du Reich, Sauckel voulait l'employer en Allemagne. Notons enfin que l'instauration du *Volksturm* en octobre 1944 gêna la production massive.

Colonisation et germanisation sont deux autres aspects de l'exploitation de l'Europe nouvelle. Au sein de la SS fut créé un Commissariat d'État au Renforcement de la

Germanité (RKFVD), dirigé par Himmler (7 octobre 1939). Il lui incombait en particulier de préparer et de réaliser la colonisation des régions conquises à l'Est, de « nettoyer » de leur population slave certains districts pour y installer des Allemands. Il mena à bien des expulsions de Polonais, de juifs, remplacés par l'installation de « Germains ». La germanisation nazie était différente de la germanisation traditionnelle, longue et reposant sur des lois. Elle se fit par incorporation massive de populations reconnues apparentées (Estoniens, Lettons, Scandinaves, Flamands, Suisses...) dans la race des seigneurs et par incorporation sélective d'individus d'origine non-germanique (des Tchèques, des Polonais). Ce début de réalisation du *Drang nach Osten* se fit, quant à la colonisation de la Pologne, par appel aux *Volksdeutsche*, c'est-à-dire des Allemands « de souche », émigrés depuis longtemps dans diverses régions d'Europe orientale et méridionale (en deux ans, 500 000 demandes) et à un nombre indéterminé de *Reichsdeutsche*, c'est-à-dire des habitants de l'Allemagne qui émigraient volontairement, en qualité de fonctionnaires ou d'hommes d'affaires. Pour les régions occidentales de la Russie, considérées comme espace vital destiné au *Herrenvolk*, des projets de colonisation furent élaborés par le ministère des Territoires orientaux occupés (Rosenberg), repoussant les Slaves vers l'Est. Quant à l'intérieur de la Russie, un projet de création d'un réseau de « marches frontières », où les colons allemands se grouperaient en unités de défense dominant les principales voies de communication, vit le jour, la période de colonisation devant durer plusieurs générations. Des Slaves resteraient à proximité de ces centres de colonisation, fournissant une main-d'œuvre à bon marché. La plupart seraient refoulés à l'est de l'Oural. Dans ces deux derniers cas, la guerre durant, le temps et les hommes manquèrent pour s'attaquer sérieusement à l'œuvre de peuplement.

□ Les réactions des dominés

Une majorité d'attentistes, soucieux de leur vie quotidienne, entre deux minorités, les collaborateurs et les résistants. Quels furent les types de collaborations ? Un premier fut la collaboration d'État, celle des gouvernements. Les nazis n'installèrent aucun parti fasciste au pouvoir ; l'exception de Quisling et de son Rassemblement national (*Nasjonal Samling*), dont il est le *Fører*, est à nuancer (voir plus haut et plus bas). Ils préférèrent s'appuyer sur des conservateurs ayant la confiance relative de la population. La logique de l'importance dans la guerre l'emporta en effet sur la logique *raciale* : la France est ainsi plus importante (ressources économiques, armée, empire colonial, prestige culturel) que la Norvège (pourtant peuplée de *Germains*)... La collaboration d'État eut donc les préférences de l'Allemagne nazie. Elle permettait l'utilisation d'un appareil d'État vassalisé. Il était utile et économique d'avoir en face de soi un pouvoir légal, dont l'autorité était reconnue par la grande masse de la population et émoussait la brutalité de l'oppression imposée par le vainqueur au vaincu. Elle économisait une administration directe : le *vassal* faisait exécuter ses propres lois et celles de l'Allemagne.

La collaboration d'État était prônée ou acceptée par des partisans des régimes autoritaires, qui retrouvaient une idéologie ancienne, redoutaient la haine de leurs adversaires politiques qui pouvaient exercer une vengeance et faisaient un calcul basé sur le pari que l'Allemagne serait vainqueur ; dans ce cas, il y eut donc souvent mise entre parenthèses du nationalisme. Ce fut la collaboration des petits pays que ménageaient Hitler, la Slovaquie, le Danemark, la Belgique, la collaboration des pays satellites, pro-allemands par intérêt politique, pour trouver une place dans l'Europe nouvelle, la collaboration type « premier Vichy » (de Montoire au printemps 1942).

Un deuxième type fut la collaboration des partis et des hommes politiques. Ce fut, d'une part, la collaboration, plus engagée que la précédente, de certains mouvements d'extrême droite, favorables à l'établissement d'un régime autoritaire, voire de mesures antisémites mais demeurant hostiles aux Allemands, comme l'Action française de Maurras. D'autre part, le *collaborationnisme* fut le fait d'hommes s'engageant dans la collaboration par entraînement idéologique, au nom d'une Europe nouvelle, qu'ils voulaient fasciste et que cimenterait la « croisade antibolchevique » (celle en France de la LVF, Légion des volontaires français contre le bolchevisme, par exemple). Souvent, ces hommes et ces mouvements furent tenus en réserve par Hitler, les seules exceptions étant Quisling, à qui un rôle fut dévolu en Norvège, et les *oustachi* d'Ante Pavelic en Croatie (voir plus haut). Mais il en fut fait une forte utilisation à partir de 1944 : en Hongrie, Miklós Horthy céda la place à Ferenc Szalasi (1897-1946) et à ses Croix fléchées, en France ce fut l'heure du RNP de Déat, du PPF de Doriot, du Francisme de Bucard, des intellectuels de la collaboration (Brasillach, Luchaire, etc.). Cet engagement alla jusqu'à l'engagement militaire, ceux de Doriot et du Belge Léon Degrelle en URSS, et, tragiquement, jusqu'à l'utilisation dans la répression sanglante contre les compatriotes. Il y eut enfin des collaborateurs par intérêt autre que politique. Collaborèrent ainsi des industriels comme Louis Renault en France, des commerçants et des artistes.

Quelle fut l'évolution des collaborations ? De l'été 1941 à l'été 1943 se produisit une phase de durcissements et de fascisations. Trois causes générales sont discernables. D'abord, les besoins croissants en main-d'œuvre ont exalté les mécontentements et renforcé considérablement la résistance à l'occupation ; ces mesures ont laminé le crédit des pouvoirs autochtones qui s'y sont trouvés associés (des choix cruciaux étaient à faire, pour eux), alors que la population avait compté sur eux pour atténuer les effets néfastes de l'occupation. Une deuxième cause est la guerre totale. Elle provoque le réveil de l'opposition aux régimes de collaboration et engendre l'appel (*cf.* l'URSS) à l'anticommunisme le plus exacerbé et donne un élan nouveau au collaborationnisme : elle devient une « croisade européenne contre le bolchevisme ». Enfin le tournant général de la guerre transforme de fond en comble l'aspect extérieur et intérieur de l'Allemagne nazie. Elle connaît une succession d'échecs et baigne dans

le « 4e Fascisme » ou *Full Fascism* (pouvoir de Himmler, recrutement massif pour la Waffen SS...).

Quelques aspects nationaux peuvent être présentés. Le 1er février 1942, Quisling prend la tête d'un gouvernement norvégien, à la demande du *Reichskommissar*. Il a, à titre personnel, les pouvoirs du roi et ceux du parlement. Son équipe est une véritable constellation, typiquement fasciste, entièrement dominée par membres du parti fasciste local. En Bohême-Moravie, le rôle essentiel fut joué par deux Allemands, Heydrich (septembre 1941-27 mai 1942), puis Karl-Hermann Frank (1898-1946). Les Pays-Bas glissèrent brutalement dans la « guerre totale » : Anton Mussert (1894-1946) devint en décembre 1942 le « Führer du peuple néerlandais », des persécutions contre les juifs furent déclenchées, des envois massifs de main-d'œuvre en Allemagne organisés. Autre cas typique, le durcissement de Vichy, après le constat du « vent mauvais » par le discours de Pétain le 12 août 1941 : Protocoles de Paris, Service d'Ordre légionnaire sous les ordres de Darnand, installation par Carl Oberg (1897-1965) en avril 1942 de nouveaux services de police SS, formule de Laval le 22 juin 1942 : « Je souhaite la victoire de l'Allemagne parce que sans elle le bolchevisme demain s'installerait partout. », institution de la Relève, obligation du travail (4 septembre 1942), Service du travail obligatoire (STO, 15 février 1943), création de la Milice de Darnand (31 janvier 1943), mais passage à la Résistance d'anciens partisans de Pétain. Enfin, en Grèce ce fut la création d'un appareil policier d'État, les « bataillons de sécurité ».

Deuxième phase, de l'été 1943 à l'automne 1944, celle des désengagements et des désintégrations. La vague nazie qui avait déferlé sur l'Europe entière depuis mars 1938 reflue, offrant la perspective de la défaite allemande. D'où des revirements, surtout des tentatives de désengagement parmi les forces collaboratrices. Au Danemark, des élections législatives eurent lieu à la date normale (mars 1943) et elles marquèrent le rejet du nazisme. Les Allemands décidèrent de garder les usines pour surveiller l'effort de production économique. À la suite d'un vaste mouvement de grèves et de la démission du gouvernement danois, l'armée d'occupation prit elle-même en charge les affaires. L'Italie offre le cas le plus net de la tentation (et de la tentative...) du désengagement. Le débarquement de Sicile (10 juillet 1943) provoqua un complot contre Mussolini au sein du parti. Le 24 juillet, Mussolini fut désavoué par la majorité des dignitaires du Grand Conseil fasciste et dépouillé de tout pouvoir d'État. Le lendemain, le roi lui enleva la direction du gouvernement, puis il le fit arrêter. Le nouveau gouvernement Badoglio dissout le parti fasciste, mais ne dénonça pas l'alliance avec l'Allemagne, tout en négociant en secret avec les alliés. Le débarquement (difficile) de Salerne (8 septembre), sur le continent, provoqua la fuite de Pietro Badoglio et du roi, et l'invasion de l'Italie par la Wehrmacht, mais Mussolini fut libéré par un commando allemand, construisit une République sociale italienne, qui marqua un retour au « premier Fascisme », tandis que les alliés installèrent un gouvernement militaire, l'AMGOT, et que se montra la puissance de la

résistance italienne. Les Allemands refusèrent à Mussolini le droit de s'installer à Rome, ville ouverte : il fallut se contenter de Saló, sur les bords du lac de Garde, dans le voisinage direct du Reich. L'exemple italien poussa de nombreux régimes (Finlande, Roumanie, Bulgarie, Hongrie) à entamer des négociations secrètes avec les Alliés occidentaux ou l'URSS. En Hongrie, la réaction des Allemands fut brutale : invasion du territoire (19 mars 1944), fascisation complète et rapide du pays, mais sans que les Croix fléchées fussent associées au pouvoir. Toutefois Horthy continua à négocier, et annonça le 15 octobre 1944 qu'il avait demandé un armistice à l'URSS ; or, les officiers de l'armée décidèrent de rester fidèles à l'alliance allemande, contre Horthy, et le territoire hongrois était vital pour la ligne allemande de front. En conséquence, Horthy fut destitué, déporté en Allemagne, les Croix fléchées prirent le pouvoir (Szalasi devint chef du gouvernement), et l'armée hongroise s'acharna dans la lutte contre l'URSS. En France, on eut l'entrée au gouvernement le 1er janvier 1944 de Philippe Henriot (Propagande) et Joseph Darnand (Maintien de l'ordre) et la Milice devint une police officielle. Il y eut même une tentative de désengagement au sein du Reich : l'attentat du 20 juillet 1944, qui mit en lumière le rôle des conservateurs et des traditionalistes. Enfin, l'année 1945 est l'année des sorties de scène. Les régimes collaborateurs s'effondrent, à mesure du recul de leur partenaire nazi aux abois. Pétain et Laval partent pour l'Allemagne (voir biographies dans le dossier biographique), Roumanie et Bulgarie déclarent la guerre à l'Allemagne en août et octobre 1944 (voir plus loin)...

Les années 1943 à 1945 marquent aussi le grand tournant de la guerre pour la Résistance. On a vu plus haut la naissance des mouvements de résistance, ainsi que la problématique des rapports entre mouvements non-communistes et mouvements communistes. Ces rapports furent envenimés après avril 1943, quand les Allemands révélèrent le massacre à Katyn (près de Smolensk) de 4 410 officiers polonais prisonniers, par les Soviétiques. L'URSS suspendit ses relations avec le gouvernement de Londres (elle reconnaîtra sa responsabilité en 1990 et on retrouvera en 1992 l'ordre d'exécution signé par Lavrenti Beria, 1899-1953, le 5 mars 1940). Elle favorisa la formation d'un corps armée polonais, puis de l'Union des patriotes polonais, puis du Comité national de Libération (dirigé par Boleslaw Bierut). On a désormais affaire à une résistance européenne, non unifiée, au Fascisme, mais à une résistance pas forcément idéologique, d'autant plus qu'elle fut d'abord inorganisée. Cette résistance « universelle » s'accompagna d'une grande diversité, aussi bien dans les formes que dans les buts : hostilité à la domination militaire de l'Allemagne, de l'Italie, de leurs alliés et séides, aux régimes en place, à la faillite des élites, à l'asservissement idéologique, et également volonté de restaurer (ou instaurer) la démocratie (politique, économique, sociale). On se gardera d'oublier la participation des juifs à la Résistance : non, les nazis ne profitèrent pas de leur « passivité ».

Le tract mal imprimé des débuts cède la place à une véritable presse confectionnée dans la clandestinité. La « guerre de l'ombre » s'amplifie au tournant de la guerre, qu'elle accentue : en 1944, 300 000 *partisans* yougoslaves retiennent 24 divisions allemandes, 9 bulgares et 3 hongroises (soit 450 000 hommes), ainsi que 180 000 collaborateurs ; Eisenhower évalue la même année à quinze divisions l'économie en grandes unités permise par la Résistance française. L'action psychologique se développe ; des contacts bilatéraux sont pris, comme par le Comité de libération nationale de la Haute-Italie (CLNAI) et les Yougoslaves du Mouvement de libération nationale, pour discuter des futures frontières. Les revers allemands, à partir de 1943, transformèrent les groupes de résistance occidentaux en mouvements de masse. Les mouvements de résistance devinrent beaucoup plus massifs en 1944, à cause de la dureté aiguë de la guerre, de la campagne de travail forcé de Sauckel qui chassa des milliers de jeunes gens dans les maquis, de l'instauration du Service du travail obligatoire (STO) en France et de la perspective d'un débarquement allié. Il y eut organisation de réseaux, avec des fonctions cloisonnées, une limitation numérique et parfois de véritables administrations. La résistance change donc d'échelle, avec des résultats plus efficaces, plus spectaculaires. Le 27 mai 1942 Heydrich est assassiné dans le protectorat de Bohême-Moravie, en avril-mai 1943 éclate une grève générale aux Pays-Bas, contemporaine de la fondation en France du Conseil national de la Résistance (CNR, qui publie son programme le 15 mars 1944), une grève de huit mois des chemins de fer néerlandais s'étale sur les deux années 1944 et 1945, pour paralyser l'armée allemande, au moment des combats de la Libération. En Allemagne même, après le démantèlement d'un centre clandestin de renseignement communiste — l'Orchestre rouge, *Rote Kapelle* — la résistance prend la forme d'une opposition aristocratique au sein de l'armée, qui culmine le 20 juillet 1944 avec l'attentat manqué du colonel Claus von Stauffenberg (1907-1944), descendant d'une des plus illustres familles de militaires en Allemagne contre Hitler. Le complot était dirigé par le général Ludwig Beck (1880-1944), ancien chef de l'État-Major général, et par Carl Goerdeler (1884-1945), ancien maire de Leipzig.

Capitale fut l'importance de l'attaque allemande contre l'URSS. En France, il y eut regroupement progressif des diverses forces de la Résistance autour et sous l'autorité de De Gaulle, surtout grâce à Jean Moulin, parachuté en zone Sud en janvier 1942. Un Conseil national de la Résistance (CNR) fut institué en 1943, son premier président fut Jean Moulin. Des Forces françaises de l'Intérieur (FFI) furent créées au printemps 1944. Grâce à ceci, les heurts furent réduits au minimum, mais les ministres communistes du Gouvernement provisoire reprochèrent aux services spéciaux et aux militaires de ne pas avoir assez soutenu les maquis de 1944, et un conflit s'annonçait pour l'exercice du pouvoir. Malgré son importance évidente, la Résistance joua un faible rôle dans les préoccupations des alliés, le problème ne fut jamais évoqué dans son ensemble, ni dans les conversations interalliées. Mais il y eut une action concertée avec les Anglo-Saxons, notamment avant *Overlord*. Quand la Résistance

devint une pomme de discorde, les trois Grands furent prêts à abandonner la fraction qu'ils soutenaient.

□ L'Église catholique face à la Seconde Guerre mondiale

Quand Pie XI (Achille Ratti) meurt le 10 février 1939, le cardinal Eugenio Pacelli (1876-1958) lui succède sous le nom de Pie XII. Au lendemain de son élection, devant les cardinaux réunis dans la chapelle Sixtine, il lance un appel en faveur de la paix. Pacelli était un prélat diplomate, qui avait été nonce à Munich et Berlin, puis secrétaire d'État (ministre des Affaires étrangères). Il croit en les vertus de la diplomatie. Le 3 mai 1939, en pleine crise internationale, Pie XII lance l'idée d'une conférence des cinq puissances (Grande-Bretagne, France, Italie, Allemagne et Pologne). Les réponses sont aimables mais négatives. Le 23 août 1939 (nouvelle crise), il lance un nouvel appel à la paix. Il exerce une certaine influence sur le gouvernement italien, qui effectivement déclare l'Italie neutre en septembre 1939 (mais ce n'est pas la seule raison : voir plus haut).

N'ayant pas pu empêcher la guerre, Pie XII s'efforce de soutenir les quelques efforts de médiation, comme la tentative belge et néerlandaise du 7 novembre 1939 (voir plus haut), de maintenir l'Italie dans la non-belligérance (influence sur Ciano contre un Mussolini tenté de suivre Hitler, cf. l'entrevue du col du Brenner le 18 mars 1940, voir plus haut), d'où la lettre personnelle du pape à Mussolini le 24 avril : réponse évasive. Dès le 10 mai 1940, la France demande au pape de condamner l'agression allemande sur la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas. Pie XII adresse des « condoléances » aux trois souverains. Le 10 juin 1940 l'Italie entre en guerre ; le pape se retranche alors dans une attitude qu'il veut impartiale et l'Italie respecte strictement les accords du Latran, notamment en matière de liberté d'expression du pape et d'immunité diplomatique. En conséquence, le Saint-Siège est remarquablement informé de tout ce qui se passe dans le monde.

Mais Pie XII demeure silencieux sur « tout », silence dû non à son ignorance mais à sa volonté de demeurer le « pasteur universel », cf. son fameux message du 10 septembre 1943 : « La continuation de la guerre est-elle conforme aux intérêts nationaux et justifiable devant la conscience chrétienne et humaine ? ». Le contexte, général et particulier, rend ce message terriblement ambigu, sauf à comprendre qu'il ne vise que l'Italie, ce qui est faux, et serait de toute façon partial, ôtant à l'Italie la vocation de rejoindre les Alliés. Pie XII a donc été au moins aussi maladroit que Benoît XV et le souvenir de ce silence devait terriblement peser sur l'image de Pie XII, jusqu'à sa mort (1958).

□ Stalingrad et Kursk

La guerre en URSS connaît un véritable tournant avec ces deux batailles. Aux forces allemandes encerclées à Stalingrad depuis le 22 novembre 1942, Hitler refusa l'autorisation d'évacuer en perçant les lignes soviétiques. Une armée de secours ne parvint qu'à 80 km de la ville. En janvier 1943, Joukov lança les troupes soviétiques à l'assaut. Le 2 février, le maréchal Friedrich Paulus (1890-1957) se rendit, son armée de 330 000 hommes liquidée, avec 70 000 prisonniers seulement. Au total les Allemands avaient perdu 1 500 000 hommes depuis le début de l'année 1942. La défaite de l'Allemagne était considérable, mais pas encore décisive, le mythe de l'invincibilité allemande était détruit, et c'était pour les peuples asservis une intense lueur d'espoir. La campagne de 1943 s'engagea pour les Allemands avec une grave crise d'effectifs et une infériorité matérielle préoccupante, en quantité et en qualité (chars, avions d'appui au sol...). Ils lancèrent néanmoins le 5 juillet 1943 une offensive pour réduire le saillant du front à Koursk ; ils échouèrent dans cette très grande bataille de chars et les Soviétiques menèrent immédiatement une contre-attaque sur un large front. Ce fut là le véritable tournant de la guerre à l'Est, désormais les Soviétiques devaient mener l'offensive sans désespérer.

L'URSS marchait vers la victoire. Mener un telle offensive nécessita un gigantesque effort industriel, social et militaire, appuyé sur l'aide alliée : prêt-bail, escadrille Normandie-Niemen... Toutes les formes d'expression littéraire et artistique furent mobilisées au service de la cause patriotique, poursuivant l'effort entamé à la fin des années 30 (*cf.* 2e partie & voir plus loin) : tableaux, affiches, caricatures, musique, spectacles des « brigades artistiques », films, dont *Un jour de guerre*, tourné le 13 juin 1942 par 240 opérateurs. La Guerre mondiale prit d'ailleurs le nom officiel de Grande Guerre patriotique. La crise liée à la deuxième offensive allemande, celle de 1942, fournit l'occasion de restaurer dans l'armée les valeurs traditionnelles, à commencer par le respect et l'obéissance dûs aux officiers. Le prestige des officiers fut renforcé par la suppression, le 9 octobre 1943, du corps des commissaires politiques — recréé en juillet 1941 — au profit du commandement militaire. Les traits d'héroïsme, individuels ou collectifs, étaient diffusés à travers tout le pays et de nouvelles décorations apparurent.

À l'arrière des Allemands s'étaient formées des « zones de partisans » où le pouvoir soviétique était pratiquement rétabli ; on les trouvait surtout dans les réduits boisés de l'Ukraine du Nord, des régions de Smolensk, Orel et Leningrad. Les partisans étendirent leurs actions militaires des campagnes aux villes : à Minsk, ils liquidèrent ainsi plus de 1 600 occupants, dont le gouverneur Wilhelm Kube (1887-1943). Les Allemands avaient donc dans le dos un front supplémentaire, toujours en mouvement, dont les opérations préparaient de plus en plus directement l'arrivée de l'armée soviétique et le rétablissement des institutions soviétiques. Guerre sanglante : le total des victimes dans les rangs des partisans atteignit sans doute le million de morts.

Les Soviétiques utilisèrent leur supériorité numérique et une stratégie « en tiroir », dont Foch s'était servi en 1918 : donner des coups de boutoir successifs sur des secteurs du front beaucoup plus limités que ceux des offensives allemandes de 1941 et 1942. Pour les Allemands, ce fut une suite de résistances acharnées, de menaces d'encerclement et surtout de retraits devant les puissants mouvements d'enveloppement organisés par les armées soviétiques. Entre juillet et septembre 1943, les Soviétiques (Rokossovski, Koniev, Malinovski...) marchèrent sur le Dniepr et reprirent Smolensk. D'octobre 1943 à avril 1944, ils franchirent le Dniepr et poursuivirent leur progression de fleuve en fleuve ; ils reprirent Kiev (6 novembre), Odessa (10 avril 1944), atteignirent la frontière roumaine, ils dégagèrent Leningrad (janvier 1944). Au printemps 1944, ils avaient atteint leur frontière de 1940 sur la majorité de son tracé. L'offensive soviétique de l'été 1944 aligna sur l'ensemble du front pas moins de dix millions d'hommes, 600 divisions, dont 110 blindées, avec une formidable concentration d'artillerie, en bonne partie autotractée ! De juin 1944 à janvier 1945, les Soviétiques marchèrent vers la Vistule, occupèrent la Roumanie (août-septembre 1944), la Bulgarie (septembre) et l'essentiel de la Hongrie, mais ils durent faire le siège de Budapest.

Ces trois derniers pays, ainsi que la Finlande, demandèrent l'armistice. L'armistice roumain le 12 septembre, le finlandais le 19 septembre, le bulgare le 28 octobre, le hongrois le 20 janvier 1945, après la chute de Budapest. Par ces armistices, l'URSS récupérait les territoires cédés par la Finlande en 1940 (plus la région de Petsamo) et la Bessarabie (Roumanie), elle rétablissait ailleurs sa frontière de 1938, obtenait de lourdes indemnités de guerre à verser immédiatement et la dissolution des mouvements « fascistes ».

Dès le 12 janvier 1945, les armées soviétiques (Joukov et Koniev) attaquèrent en Pologne (prise de Varsovie le 17 janvier 1945), puis entamèrent le territoire allemand, défendu opiniâtrement par la *Wehrmacht*. La Prusse orientale conquise (mais Königsberg résista jusqu'au début avril), l'attaque générale s'étendit de la Baltique au Danube : prise de Vienne le 13 avril, encerclement le 25 avril de Berlin, dont Staline avait parfaitement compris l'enjeu politique et qu'Eisenhower se refusait à attaquer. Pour les nazis ce fut l'apocalypse. Le 1er mai, Hitler se suicida (Goebbels en fit autant) à Berlin, avec Eva Braun qu'il venait d'épouser ; le lendemain, les troupes de la ville capitulèrent. Mais, en Silésie, Breslau tint jusqu'au 7 mai 1945. L'amiral Karl Dönitz (1891-1980), chef de l'État d'après un acte signé de Hitler, s'imagina pouvoir négocier une reddition générale ; les Alliés imposèrent bien entendu une capitulation sans condition. Le 9 mai au petit matin, l'Allemagne — qui avait capitulé sans conditions au quartier général d'Eisenhower à Reims le 7, avec effet rétroactif le 8 mai au soir — renouvela sa capitulation au quartier de Joukov, à Berlin. Pour l'Europe, la guerre était finie. Elle illustre, en ce qui concerne l'Allemagne, la formule de la « reddition sans conditions » proclamée à la conférence d'Anfa-Casablanca en janvier 1943.

□ La préparation générale des débarquements alliés et de la guerre en Europe occidentale (1943-1945)

Elle se fit lors de conférences. Pearl Harbor concrétisait l'alliance virtuelle de la *Charte de l'Atlantique*. La priorité serait donc donnée par les États-Unis à la guerre contre l'Allemagne et l'Italie. Une conférence bilatérale (États-Unis et Grande-Bretagne) se tint à Washington très peu de temps après Pearl Harbor (22 décembre 1941-14 janvier 1942) ; elle scella la décision de mobiliser toutes les ressources contre l'Axe et concrétisa la notion de « Nations unies ». À cette conférence *Arcadia* il fut décidé de faire un débarquement en Afrique du Nord en 1942 et de publier, avec les décisions les moins secrètes, une *Déclaration des Nations unies* (1er janvier 1942), dans laquelle la *Charte de l'Atlantique* (voir plus haut) était incorporée telle quelle. Cette *Déclaration des Nations unies*, par laquelle les partenaires de la « Grande Alliance » affirmaient leur volonté de coopérer, après la victoire, avec tous les États pacifiques du monde, pour éviter à tout jamais une nouvelle guerre à l'humanité, fut par la suite signée par 25 nations en guerre contre l'Axe (dont l'URSS). En l'absence de positions militaires sur le continent européen, il fallait d'abord gagner dans l'Atlantique, dans les airs et prévoir des débarquements. L'état-major américain voulait débarquer en France en concentrant les moyens disponibles ; Churchill et l'état-major britannique préféraient une stratégie « périphérique » consistant à attaquer l'ennemi dans ses zones de faiblesse, Afrique du Nord, Italie et Sud-Est européen. Au bout de six mois, en juillet 1942, il fut décidé de débarquer bientôt en Afrique du Nord et de remettre le débarquement en France à plus tard.

Les débarquements auraient été impossibles sans la victoire alliée dans la bataille de l'Atlantique. L'année 1942 fut catastrophique pour les navires alliés, dont plus de 8 millions de tonnes furent coulées (plus de 6 par les sous-marins). Le problème du maintien des communications entre les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'URSS se posait avec acuité. Il fut résolu par un effort colossal des chantiers navals américains (*cf.* les *Liberty Ships*, voir plus haut), par une augmentation du nombre des escorteurs de convois, par l'utilisation croissante de l'aviation pour la protection (en 1943, un porte-avions rudimentaire — un cargo pourvu d'une plate-forme — escorta chaque grand convoi important). Le retournement se produisit au printemps 1943, par augmentation du nombre des sous-marins allemands coulés : 90 le furent pendant les trois mois de mai à juillet, ce qui dépassait de beaucoup les possibilités de remplacement par les chantiers navals. Pour l'ensemble de l'année, les pertes alliées tombèrent à 3 683 000 tonnes, dont 2,5 millions du fait des *U-Boote*, dont plus de 200 furent éliminés. La bataille de l'Atlantique était gagnée.

Les débarquements furent précédés par une intense préparation aérienne des Alliés. L'Europe nouvelle était évidemment défendue ; la propagande allemande parlait même de « forteresse Europe ». De toute façon, il fallait diminuer le potentiel de production de

l'industrie, bombarder les voies de communications, détruire l'aviation basée à l'Ouest. Profitant de l'expérience anglaise, de la formation d'un grand nombre de pilotes et de l'énormité des fabrications de guerre aux États-Unis, les Alliés augmentèrent sans cesse les bombardements de l'Europe occupée, les disciples du général américain William (Billy) Mitchell (1879-1936) forgeant une doctrine de l'emploi massif du bombardement aérien auquel les Américains devaient rester fidèles jusqu'aux deux guerres du Golfe. Le fer de lance de la RAF devenait le *Bomber Command* du maréchal Arthur Travers Harris (1892-1984). Attaquant de nuit (Britanniques), de jour et de haut (« forteresses volantes » et « liberators » américains), l'aviation alliée bénéficia de la technique du bombardement radar, employée pour la première fois en 1943, qui s'améliora par la suite au point de permettre au printemps 1944 des opérations par tous les temps. Nœuds ferroviaires, usines et villes furent endommagés ou détruits. Des centaines de bombardiers avaient écrasé Cologne puis Essen au printemps de 1942 ; en juillet-août 1943, l'opération *Gomorrhe* anéantit Hambourg ; la destruction de Dresde, les 13 et 14 février 1945, fit de très nombreuses victimes. Cette action, décidée sur les instances de Churchill, opérée deux jours après la fin de la conférence de Yalta, était destinée principalement à impressionner les Soviétiques.

Le bilan militaire de ces bombardements massifs, longtemps présenté comme très positif, mérite aujourd'hui d'être notablement nuancé : les usines allemandes souvent s'enterrèrent ou furent réparées, psychologiquement la population allemande, galvanisée par l'extrême rigidité de la politique alliée à l'égard de l'Allemagne et par la propagande de Goebbels, résista à l'épreuve jusqu'en 1945 ; le potentiel de production globale fut peu réduit avant l'automne 1944 (17 % pour toute l'année), mais, à ce moment-là, la concentration sur la production militaire sous l'impulsion d'Albert Speer et de son Conseil de l'Armement (*Rüstungsrat*) permit un étonnant rétablissement militaire sur tous les fronts (à l'Est, dans les Balkans, en Italie...). Pour ce qui concerne la mythique Ruhr (cf. 1ère partie) les bombardements n'entamèrent en rien sa production qui atteignit même son apogée en 1944. Par contre, les Allemands furent obligés de maintenir dans le Reich la majorité de leur potentiel aérien et la maîtrise de l'air rendit possibles les débarquements.

□ La guerre en Afrique du Nord

Depuis juin 1941, seule l'armée soviétique résistait aux Allemands en Europe continentale. Staline réclama tôt l'ouverture d'un « second front ». Mais les généraux alliés tinrent assez longtemps pour une stratégie de la concentration des moyens. Débarquer en Afrique du Nord (française pour l'essentiel, cf. le Maroc espagnol, au Nord) — ce fut le « plan Torch », pour lequel Churchill convainquit Roosevelt — présentait plusieurs avantages. Cela permettrait d'empêcher le gouvernement de Vichy de la livrer, éventuellement, aux Allemands, de l'utiliser comme force d'appoint, de vaincre définitivement les armées allemandes et

italiennes de Libye et de s'en servir comme base de départ pour des débarquements futurs, surtout en Italie.

La Libye connut offensive et contre-offensive. En avril 1941, l'arrivée de l'*Afrika Korps* de Rommel avait permis aux Germano-Italiens de repousser les troupes du *Commonwealth* jusqu'à la frontière égyptienne (voir plus haut). Mais ses lignes de ravitaillement étaient très étirées et menacées en mer par l'aviation et la marine britanniques opérant depuis Malte et Gibraltar. En novembre-décembre 1941, une contre-offensive des Britanniques se saisit de la Cyrénaïque, tandis que le général Philippe de Hauteclocque (1902-1945), dit *Leclerc*, prit, avec une colonne française partie du Tchad, les oasis du Fezzan. Mais, nouvel épisode, le 27 mai 1942, l'*Afrika Korps* repartit à l'attaque. Remarquons qu'en Libye lorsqu'une armée avait assuré sa supériorité logistique et matérielle son avance était rapide, mais l'allongement de ses lignes d'approvisionnement l'empêchait d'exploiter à fond son succès : une contre-attaque de l'ennemi la repoussait à son tour ! Les Britanniques se replièrent en bon ordre, grâce à la résistance acharnée des Français à Bir-Hakeim, jusqu'à El Alamein, à 80 kilomètres d'Alexandrie. Nouveau commandant en chef en Égypte, Bernard Montgomery (1887-1976) lança le 23 octobre 1942 une contre-offensive — ce fut la dernière de cette guerre étrange — qui repoussa méthodiquement les Allemands et les Italiens vers l'Ouest. Un mois plus tard les Alliés débarquaient en Afrique du Nord, ce qui allait permettre à l'armée de Montgomery de conquérir toute la Libye jusqu'à la frontière de la Tunisie, non concernée par le débarquement.

Le débarquement au Maroc et en Algérie se produisit le 8 novembre 1942, sous les ordres du général américain Dwight David Eisenhower (1890-1969), qui supervisait le débarquement de 100 000 hommes, essentiellement américains. Il eut, maladroitement et parfois dramatiquement, de lourdes implications en matière de politique française. En effet, pour rallier les Européens de l'Afrique française du Nord, les Américains firent venir secrètement de France métropolitaine le général Henri Giraud (1879-1949), évadé d'Allemagne en avril. D'autre part, par méfiance vis-à-vis de De Gaulle, Roosevelt tint à ce qu'il fût tenu dans l'ignorance du plan *Torch*, ce qui mettait hors-jeu les Français libres d'Alger. Sur l'ordre de Vichy et se souvenant de Mers el-Kébir, les troupes françaises ripostèrent, surtout au Maroc. Enfin, présent par hasard à Alger, l'amiral François Darlan (1881-1942) — ministre de Vichy et dauphin de Pétain — prit le parti de faire passer l'Afrique du Nord et, par la même occasion, l'A.O.F. dans le camp des Alliés. Quant aux Allemands, ils ripostèrent au débarquement et à la rentrée de l'empire colonial français d'Afrique dans la guerre en occupant la zone libre du territoire français, le 11 novembre. L'indemnité d'occupation de 400 millions de francs, réduite à 300 millions en 1941 lorsque Vichy s'était efforcé de donner aux Allemands des gages de bonne volonté, fut portée maintenant à 500 millions (elle le sera à 700 millions après le débarquement de juin 1944). Le gouvernement de Vichy perdait toute marge de manœuvre.

Les Italiens, qui n'occupaient que de petits territoires depuis 1940, eurent désormais comme zone d'occupation tout le Sud-Est de la France, jusqu'au Rhône et à Toulon. Cette occupation totale posait le problème de la flotte de guerre française, basée depuis 1940 à Toulon. Les Allemands essayèrent de s'en emparer par surprise, mais, plutôt que d'appareiller, elle imita la flotte allemande de 1919 à Scapa Flow en se sabordant, le 27 novembre 1942. L'imbroglia politique américano-français continua : Darlan fut assassiné le 24 décembre 1942 par un royaliste partisan de la France libre, les Américains choisirent Giraud pour lui succéder, continuant à tenir de Gaulle à l'écart.

Le protectorat français de Tunisie avait été, avec prudence et maladresse, exclu de la zone du débarquement. Germano-Italiens de Libye et renforts venus d'Italie s'y établirent solidement, se protégeant facilement pendant tout l'hiver de l' « armée d'Afrique » française, mal équipée, et des Américains, inexpérimentés. Les armées alliées n'attaquèrent qu'en avril 1943. Tunis et la base navale de Bizerte furent, après une résistance acharnée des Allemands (Rommel avait été rappelé en Europe), prises le 7 mai ; 5 jours plus tard, ce qui restait des troupes de l'Axe capitula, au cap Bon. Au total, les Alliés avaient capturé 248 000 prisonniers. Il ne restait plus rien, ni de l'empire colonial italien conquis difficilement depuis un demi-siècle, ni des prétentions italiennes sur la Tunisie, vieilles de trois-quarts de siècle.

De Gaulle et Giraud incarnait tous deux en Afrique du Nord la France et sa participation à la guerre mondiale. Le premier tirait sa légitimité de lui-même depuis 1940 mais aussi et surtout du ralliement, progressif mais massif, de la Résistance intérieure ; le second n'était soutenu que par les Américains. Roosevelt et Churchill n'aboutirent, après de nombreuses tractations, à une réconciliation apparente qu'au printemps 1943. Le 3 juin 1943 fut constitué un Comité français de Libération nationale (CFLN), à présidence bicéphale. Mais le 1er octobre, Giraud abandonna sa coprésidence, tout en conservant le commandement en chef des troupes, poste qu'il quitta, à la suite de nombreux différends avec de Gaulle, le 8 novembre. Un an exactement après sa fondation, le CFLN fut transformé par de Gaulle en un Gouvernement provisoire de la République française (GPRF, 1er juin 1944), qui ne fut reconnu par les alliés que le 23 octobre 1944, après la libération de l'essentiel du territoire français. Grâce à l'insistance de Churchill, la prochaine étape concerna non pas la France métropolitaine — la Corse fut libérée en septembre-octobre 1943 par des unités françaises — mais l'Italie.

□ Les débarquements en Italie et la capitulation italienne

L'Italie apparaissait depuis longtemps comme un satellite de l'Allemagne (voir plus haut). Elle n'était entrée en guerre qu'en juin 1940, n'était parvenue à mobiliser que trois millions d'hommes, au total, soit nettement moins que pendant la Première Guerre mondiale

(5,9 millions) ; elle participait à la guerre contre l'URSS, ses soldats y mourraient et y étaient faits prisonniers par centaines de milliers. De nombreux travailleurs civils étaient « exportés » en Allemagne. Ses colonies d'Afrique étaient toutes perdues. La présence des Alliés au sud de la Méditerranée la concernait directement. Ceux-ci convinrent en janvier 1943 de la mettre hors de combat, de manière à menacer l'Allemagne par le sud. Les Italiens étaient de plus en plus las d'une guerre déclenchée trop tôt pour l'Italie (voir plus haut), dirigée sans elle et dont l'échelle la dépassait. L'armée italienne apparaissait de plus en plus affaiblie et dotée d'un armement obsolète. La production baissait dans les usines de guerre, les prix montaient, les restrictions alimentaires étaient de plus en plus dures. L'Italie connut une véritable crise économique et sociale : des grèves éclatèrent, massives en mars 1943, avec 300 000 grévistes à Turin et Milan. Elle était de plus en plus hostile aux nazis et une rencontre entre Hitler et Mussolini, au début de mai 1943, avait montré les divergences profondes existant entre les deux dictateurs. Mussolini, incapable de renouveler le fascisme italien et de résoudre la crise italienne, ne voulait pas abandonner son allié, mais il s'efforça de sortir de l'impasse en plaidant la cause d'une paix séparée avec l'URSS. Hitler, considérant l'Italie fasciste comme sacrifiée, ne l'écouta pas. Les milieux conservateurs italiens songeaient de plus en plus à une solution de rechange, maintenant un régime autoritaire, sauvegardant le pouvoir du roi et écartant Mussolini.

Les Alliés, après la capitulation le 11 juin 1943 des troupes italiennes de l'îlot de Pantelleria qui protégeait la Sicile, débarquèrent dans la grande île le 10 juillet. Les services de renseignements américains (OSS, l'*Office of Strategic Services*, rôle d'Allen Dulles, futur chef de la CIA) avaient préparé l'opération en s'assurant la collaboration d'une des quatre branches de la Mafia, la Camorra... La résistance des troupes italiennes fut faible, la conquête de l'île facile, par la VIIe Armée américaine de Patton et la VIIIe armée britannique de Bernard Montgomery. La première prit Palerme le 22, la seconde Messine le 17 août. La population acclamait les Anglo-Américains. Mais les Allemands réussirent à retirer à travers le détroit de Messine la plus grande partie de leurs troupes de Sicile, les blindés et quantité d'équipements.

Bien plus importante que la fronde conservatrice, une opposition décisive était apparue au sein même du parti fasciste, menée par les *hiérarques*, Grandi, Ciano, Bottai et Federzoni. Mussolini les avait écartés pour la plupart du pouvoir, mais non du parti, en février, pour les remplacer par des fidèles. Rencontrant Hitler le 19 juillet, il se contenta de le laisser monologuer. Le même jour, les Alliés bombardèrent Rome pour la première fois. Le 24 juillet eut lieu une réunion du Grand Conseil fasciste, en vue d'examiner la situation. Un texte hostile à Mussolini fut voté par une forte majorité. Dès le lendemain, le roi Victor-Emmanuel III convoqua le Duce, fort peu méfiant, et lui annonça qu'il lui retirait la direction du gouvernement, pour la confier au maréchal Badoglio. Mussolini fut arrêté à sa sortie du palais royal ! Dans les jours qui suivirent, le parti et la milice furent dissous. Cette sorte de coup d'État,

perpétré au milieu de l'indifférence de la population, montrait la volonté de l'entourage royal de se débarrasser du fascisme — mis délibérément au pouvoir 21 ans plus tôt — pour se blanchir aux yeux des Alliés.

L'intention de Badoglio était de négocier un armistice avec les Alliés occidentaux, ce qui ne pouvait se faire que dans le plus grand secret, par l'intermédiaire, d'abord, du Saint-Siège. Officiellement, l'Italie continuait la guerre, mais Hitler réagit violemment et les Allemands firent entrer en Italie du Nord des troupes, qui descendirent vers l'Italie centrale. Le 3 septembre seulement, le général Giuseppe Castellano vint en Sicile signer secrètement l'armistice, qui était une simple capitulation de l'Italie. L'armistice ne fut annoncé officiellement que le 8. Le 9, les Américains (Ve armée) débarquaient dans le sud de l'Italie continentale, à Salerne et le 10 une division aéroportée britannique s'emparait de Tarente. Ils furent rejoints par les troupes anglaises venues de Sicile. En dépit de la formule de la « reddition sans conditions » proclamée à la conférence d'Anfa-Casablanca en janvier 1943, et en échange de sa bonne volonté, l'Italie obtenait le statut de cobelligérant contre l'Allemagne. Elle allait surtout connaître la réalité d'un champ de bataille.

Les précautions des alliés n'empêchèrent pas la réaction de Hitler. Elle avait été préparée, elle fut rapide et vigoureuse. Les armées allemandes — désormais plus de trente divisions — affluèrent en Italie, s'emparèrent sans ménagement de Rome, d'où Victor-Emmanuel III et Badoglio ne s'échappèrent que difficilement. Six cent mille soldats italiens furent faits prisonniers par les Allemands et déportés en Allemagne ; sur divers théâtres d'opérations, en Grèce notamment, de nombreuses unités italiennes furent massacrées par les Allemands. Quant à Mussolini, prisonnier au Gran Sasso, dans les Abruzzes, il fut libéré le 12 septembre par une unité parachutiste SS, qui l'emmena avec elle. Sous la pression de Hitler, le Duce fonda trois jours plus tard en Italie du Nord, à Saló, une « République sociale italienne » qui renouait avec les origines du fascisme italien mais était étroitement contrôlée par les Allemands. En dépit des récriminations velléitaires de Mussolini, les Allemands procédèrent à une annexion de fait de la Vénétie julienne, y compris Trieste, du Haut-Adige et du Trentin, ils réquisitionnèrent et pillèrent en Italie du Nord comme dans n'importe quel pays occupé. Affaibli, découragé, Mussolini accepta la condamnation et l'exécution de ceux qui l'avaient rejeté le 24 juillet, notamment... son gendre Ciano.

Pour les Alliés, faute d'avoir saisi rapidement Rome par une opération aéroportée, il fallait livrer bataille aux Allemands en Italie, très au sud, pendant l'hiver, sur un front montagneux et étroit. Les Alliés entreprirent la lutte avec des forces volontairement assez réduites, mais cosmopolites : aux Américains et aux nationalités de l'empire britannique s'ajoutèrent les Français et les Maghrébins du Corps expéditionnaire français (CEF) du général Juin, des Polonais et des Brésiliens. La lutte devait durer plus d'un an, se prêtant aux railleries

de la propagande allemande, avec des batailles locales et des luttes de positions rappelant la Première Guerre mondiale entre 1915 et 1918 : Mont Cassin et ligne *Gustav*, par exemple. Les Américains débarquèrent au sud de Rome, à Anzio, le 22 janvier 1944, mais la capitale, décrétée par les Allemands grâce au Vatican ville ouverte, ne fut prise que le 4 juin 1944, deux jours avant le débarquement de Normandie et deux semaines avant la prise de l'île d'Elbe par des troupes françaises.

Les Allemands devaient aussi compter avec une très active résistance italienne et ils perpétrèrent des massacres, comme celui des fosses Ardéatines le 24 mars 1944 à Rome. Une large offensive devait ensuite mener les Alliés jusqu'au nord de l'Apennin, le long de la « ligne gothique » construite juste au sud de la plaine padane par les Allemands, qui, commandés par le général Albert Kesselring (1885-1960), conservèrent la plaine du Pô jusqu'au printemps 1945.

□ Les débarquements en France

Au cours des conférences *Trident* (après la victoire de Tunisie) et *Quadrant* (au moment de la capitulation italienne) entre Churchill et Roosevelt, il fut décidé de créer enfin un véritable second front au printemps 1944, au moyen de *deux* débarquements en France. L'opération *Overlord*, principale, concernerait une région du Nord de la France, l'opération *Anvil* un peu plus tard la Provence. À Téhéran — lorsqu'il y eut pour la première fois une rencontre à trois entre Roosevelt, Churchill et Staline, entre le 28 novembre et le 3 décembre 1943 — Staline, impatient, donna, bien entendu, son accord. Une telle opération dépassait de beaucoup l'échelle des débarquements en Italie. Il fallait être très bien renseigné sur le dispositif défensif allemand — ce fut le rôle de la Résistance et de l'aviation — , décider du lieu du débarquement principal — Pas-de-Calais ou Normandie — , préparer méthodes, troupes et matériel. Le Mémorial pour la Paix de Caen est un fabuleux réservoir d'images et de questionnements, qu'il insère bien dans l'histoire du XXe siècle.

Eisenhower (voir plus haut) fut choisi comme commandant en chef de l'opération puis des troupes progressant en France. Il était assisté d'un commandant en chef adjoint britannique et d'un chef d'état-major américain ; les forces terrestres furent placées sous le commandement de l'Anglais Montgomery, les forces navales sous les ordres d'un autre Anglais, tandis que l'aviation était partagée entre deux commandements. La Basse Normandie fut retenue, grâce à ses plages commodes au nord de Caen. Un matériel fut spécialement fabriqué : chaloupes de débarquement pour les hommes, les chars ou les camions, deux ports artificiels, imaginés paraît-il par Winston Churchill lui-même — il reste les vestiges de celui d'Arromanches, l'autre fut détruit par une tempête fin juin — , avions de largage pour les parachutistes — car il fallait s'assurer la maîtrise des ailes du dispositif — , planeurs pour les

unités d'assaut à l'arrière des plages, chars spéciaux battant les champs de mines, etc. Un plan de ravitaillement en armes, munitions, hommes et surtout carburant fut mis sur pied, avec même la construction d'un pipe-line. Des commandos furent entraînés. Une répétition générale se termina par une catastrophe, cachée pendant longtemps : on n'avait pas appris aux soldats à... ouvrir leur gilet de sauvetage. Du côté allemand, le débarquement allié était prévu depuis longtemps et le *Westwall*, le « mur de l'Ouest », « mur de l'Atlantique » (*sic*) pour les Alliés, avait été construit. Mais deux conceptions s'affrontaient. Le maréchal von Rundstedt, commandant l'ensemble du front Ouest, voulait laisser l'assaillant débarquer pour l'anéantir dans l'intérieur, grâce aux divisions blindées allemandes ; Rommel, chef du groupe d'armées du Nord-Ouest, prônait l'arrêt sur la côte même, où il fit multiplier les dispositifs de protection. Hitler n'arbitra pas entre les deux plans, il compliqua la stratégie allemande en refusant d'une part la construction des lignes de fortification intérieures demandées par von Rundstedt et analogues aux lignes d'Italie et d'autre part le stationnement de divisions blindées à proximité de la côte. Il penchait d'ailleurs pour une probabilité de débarquement dans le Pas-de-Calais, à laquelle il s'accrocha encore en juin 1944. D'autre part, le coup de main britannique sur Dieppe, en août 1942, avait persuadé beaucoup d'Allemands que le premier objectif des Alliés serait les ports français. Enfin, la Résistance française mena un vaste travail de renseignement et de sabotage, en Normandie, mais aussi dans le Pas-de-Calais, de manière à laisser l'incertitude planer le plus longtemps possible. Les résistants seraient prévenus de l'imminence du débarquement par la BBC, qui enverrait sur les ondes le vers de Verlaine « Les sanglots longs des violons de l'automne », puis donnerait la veille du « jour J » le vers suivant « Blessent mon cœur d'une langueur monotone ».

Dans les premiers jours de juin, les bombardements aériens furent massifs, faisant de nombreuses victimes civiles, frappant toute la longueur du mur « de l'Atlantique », de Dunkerque à Cherbourg, les 2 et 3 juin. Le mauvais temps remis l'opération à plusieurs reprises. Il régnait encore le 5 juin, ce qui incita Rommel à partir en congé. Les bombardements aériens (8 000 tonnes de bombes) s'intensifièrent dans les heures précédant le lâcher de divisions de parachutistes au cours de la nuit du 5 au 6 juin. À l'aube, protégés par 5 000 bateaux et 11 000 avions, commandos, Britanniques et Canadiens (trois divisions) et Américains (deux divisions) débarquèrent sur cinq plages normandes désignées par des noms de code. Les fortunes furent diverses : Britanniques et Canadiens, ainsi que les Américains d'Utah Beach, réussirent sans trop de dommages à sortir de leurs plages et à être relevés par une deuxième vague ; par contre, Omaha Beach fut un enfer, avec la destruction presque totale de la première vague d'assaut. La progression dans l'intérieur de la Normandie fut beaucoup moins facile que prévu : le 11 juin, la tête de pont était solidement tenue, mais aucune ville n'avait été prise. La première fut Bayeux, le 12.

Pendant le reste de juin et tout le mois de juillet, les Anglo-Américains connurent une grave crise du moral mais renforcèrent leur potentiel, prirent Cherbourg mais — les Allemands utilisant le bocage normand et leur expérience — ils piétinèrent dans la « bataille de Caen », écrasèrent les villes normandes sous un tapis de bombes, faisant à nouveau de nombreuses victimes civiles, et ils ne débouchèrent pas de leur tête de pont. Ce fut seulement le 25 juillet qu'à Avranches les Américains réussirent à percer définitivement les lignes allemandes. Dès lors, la guerre sortit de sa physionomie de guerre de positions et de bombardements — qui ravagea, sans grand résultat stratégique, nombre de villes normandes, comme Saint-Lô et Caen — et les choses allèrent très vite. Les Américains et les Anglais effectuèrent un vaste mouvement tournant qui libéra la Bretagne, et se dirigea vers Laval, Le Mans, Tours, Orléans (libéré le 17 août), Le Havre et Rouen. Partout, les Allemands battaient en retraite.

Le 15 août eut lieu le second débarquement, sur les côtes de Provence. Il réussit beaucoup plus facilement que le premier : en quelques jours une solide tête de pont était constituée. Les Américains et la « Première Armée française » du général Jean de Lattre de Tassigny (1889-1952), composée en majorité de Maghrébins et d'Africains subsahariens, prirent Marseille (23 août), remontèrent la vallée du Rhône, atteignirent Lyon (2 septembre) et Dijon (11 septembre) et firent leur jonction en Bourgogne avec les armées venues de Normandie. Les troupes allemandes du Sud-Ouest de la France avaient pendant ce temps reflué vers le nord-est (parfois en opérant des massacres, comme celui d'Oradour-sur-Glane), ou s'étaient rendues, ou encore s'étaient réfugiées dans les « poches » de l'Atlantique (Lorient, La Rochelle, Royan, etc.) qui ne cédèrent qu'en mai 1945, au moment de la capitulation allemande, comme Dunkerque et les crêtes des Alpes du Sud.

À l'Ouest, les Américains foncèrent, après leur percée, vers le centre du Bassin parisien. Fallait-il prendre Paris de vive force ? Les hésitations furent levées par la crainte de voir la capitale détruite par les Allemands sur l'ordre de Hitler, par l'insurrection efficace des Résistants (les Forces françaises de l'Intérieur, FFI) de Paris, par l'ardeur de la 2e DB (division blindée) française et de son chef, Leclerc, et par la stupéfiante facilité des opérations depuis le début d'août. Les troupes allemandes de Paris capitulèrent le 25, de Gaulle y fit son entrée le lendemain, au milieu d'un enthousiasme indescriptible (« la mer » d'après les *Mémoires de guerre...*). Réunies, les armées alliées repoussèrent les Allemands vers le nord-est, libérant la Belgique et la presque totalité du territoire français (Nancy le 15 septembre, Mulhouse le 21 novembre seulement, Metz le 22, Strasbourg le 23). Mais une opération aéroportée près d'Arnhem, aux Pays-Bas, échoua et au début de l'hiver l'Alsace était encore partiellement et solidement occupée par les Allemands, ainsi qu'une partie des Alpes et les « poches » de l'Atlantique (voir plus haut).

□ La victoire alliée à l'Ouest

Le 20 juillet, Hitler avait échappé de justesse à un attentat préparé contre lui par un complot conservateur de généraux et de hauts fonctionnaires (voir plus haut). Il n'était pour lui et les hauts dignitaires du régime nazi pas question de négociations, mais au contraire de lutte jusqu'au bout. Leurs espoirs reposaient sur de possibles dissensions entre alliés occidentaux et Soviétiques et surtout sur les armes nouvelles, avions à réaction Messerschmitt (2 000 furent construits, mais la moitié furent cloués au sol par le manque de carburant), avions à réaction sans pilote V1 (1944, 35 000 construits) et fusées à combustible liquide V2 (1945, 5 000 km/h, portée de 300 km, avec l'espoir de frapper un jour New York, anticipant sur les attentats du 11 septembre 2001), beaucoup plus qu'arme atomique. Ces engins frappèrent la région de Londres mais leurs rampes de lancement et les laboratoires de Penemünde (Pays-Bas) furent détruits par les Alliés.

Le 16 décembre, les Allemands lancèrent une contre-offensive classique mais de la dernière chance dans les Ardennes, en profitant du mauvais temps qui clouait au sol l'aviation alliée. Ils enfoncèrent le front sur une profondeur de 70 km, mais les alliés regagnèrent le terrain perdu en quelques semaines. C'en était désormais fini des espoirs allemands. La Rhénanie fut occupée à la fin de l'hiver, avec de durs combats ; le 7 mars la 1ère Armée américaine passa le Rhin à Remagen et forma une tête de pont sur la rive droite. Les Alliés libérèrent les Pays-Bas, se ruèrent vers le nord, l'est et le sud-est, Berchtesgaden fut pris le 4 mai par l'armée française. La jonction entre armées américaine et soviétique fut faite à Torgau, sur l'Elbe, le 25 avril. La limite de la future zone d'occupation soviétique fut respectée : les troupes américaines s'y arrêtèrent le 22 avril, sur l'ordre du nouveau président américain Truman (Roosevelt était mort le 12). De la même façon, les Américains laissèrent les Soviétiques libérer Prague (insurgée le 5 mai).

Les partisans d'Italie se lancèrent le 25 avril dans une « insurrection générale » commandée par un général italien et qui accompagna l'ultime offensive anglo-américaine en Italie du Nord. En fuite, Mussolini avait été exécuté par des résistants italiens, près du lac de Côme, le 28 avril. Le lendemain l'acte de capitulation des forces allemandes d'Italie fut signé, à Caserte. Le 7 mai, au quartier général d'Eisenhower, à Reims, l'Allemagne capitula sans condition, avec effet au lendemain (voir plus haut).

□ La guerre dans l'océan Pacifique et en Asie jusqu'à la capitulation japonaise

À l'automne 1943, les États-Unis reprirent l'initiative, troisième phase (voir plus haut) dans la guerre du Pacifique, alors que l'économie et le potentiel militaire du Japon

subissaient durement les conséquences de la longueur de la guerre. Le 18 avril 1943, bien renseignés, des avions américains avaient descendu l'appareil qui conduisait l'amiral Yamamoto en reconnaissance. Les Américains remportèrent une série ininterrompue de victoires. La stratégie et la logistique se perfectionnèrent. Les services acquirent une ampleur tout à fait caractéristique, leurs effectifs dépassant largement trois ou quatre fois l'équivalent des combattants. Les Américains pensèrent qu'il était inutile de faire la conquête de toutes les îles du Pacifique et qu'il suffisait de prendre dans chaque archipel une île essentielle, de la transformer en base pour des assauts futurs, puis de passer à l'archipel suivant. Cette stratégie du « saute-mouton » permettait, tout en se rapprochant progressivement du Japon, d'économiser du temps, du matériel et des hommes, d'autant plus que les Japonais se défendaient avec une extraordinaire âpreté, se faisant tuer sur place plutôt que de se rendre. La supériorité en porte-avions des États-Unis était maintenant bien établie et le Japon eut le plus grand mal à maintenir des communications épisodiques entre les différents points de la Grande Asie orientale. L'effort des chantiers navals américains porta ses fruits à partir de l'été 1943. La guerre ici aussi était industrielle, mais sans ignorer le corps-à-corps sanglant. Les forces américaines — mais aussi britanniques, australiennes et néo-zélandaises — furent commandées par l'amiral Chester William Nimitz (1885-1966) dans le Pacifique central (9 divisions pour l'armée de terre et les Marines) et par le général Douglas MacArthur (1880-1964) dans le sud-ouest du Pacifique (6 divisions).

Après avoir éliminé les Japonais des Salomon, les Américains attaquèrent les Marshall (janvier et février 1944) ; aux atolls de Kwajalein et Eniwetok, presque tous les Japonais se firent tuer. Ce fut ensuite le tour des Mariannes (juin et juillet 1944, au moment de la bataille de Normandie), où ils s'emparèrent des îles de Saipan et de Guam. Cette défaite japonaise provoqua la démission, le 19 juillet, du cabinet Tôjô, responsable de Pearl Harbor (voir plus haut). Aux Carolines, les Américains, en septembre 1944, s'emparèrent de petites îles et isolèrent complètement la grande base aéronavale japonaise de Truk. Nimitz proposa ensuite de continuer sur Formose (Taiwan) et de débarquer en Chine continentale, mais Roosevelt préféra ce que proposait MacArthur : la reconquête des Philippines. Deux débarquements — octobre 1944 dans l'île de Leyte, 9 janvier 1945 à Luçon — permirent de le faire (fin en mars 1945). En avril et mai 1945, les Japonais perdirent — après une résistance acharnée : 7 000 prisonniers pour 60 000 militaires et 150 000 civils tués (dont des suicides collectifs, ordonnés par l'armée), ces derniers fort méprisés et oubliés dans la conscience nationale japonaise — Okinawa, dans l'archipel des Riu-Kiu, ce qui permit désormais aux Américains de bombarder quotidiennement le Japon proprement dit, dont l'invulnérabilité cessa. Tandis que se déroulaient ces opérations terrestres, des batailles, typiquement aéronavales, permirent aux Américains de détruire l'essentiel de la flotte japonaise, donc d'isoler complètement les divers points encore tenus, ainsi que la Chine, et de permettre l'assaut définitif contre l'archipel japonais. À la bataille de la mer des Philippines (19-20 juin 1944) les Japonais perdirent 401

avions et 3 porte-avions géants. Lors de la bataille des Philippines (octobre 1944), trois escadres japonaises, arrivant séparément, se firent écraser successivement.

Pendant ce temps, la guerre en Chine et dans le reste de l'Asie orientale continuait. La situation était faite de la présence d'une énorme armée japonaise, de l'attentisme des nationalistes chinois et de la difficulté du ravitaillement par les Américains, la route de Birmanie étant coupée jusqu'à l'été 1945. Le matériel ne pouvait plus être transporté que par voie aérienne. Un pont aérien, que les aviateurs américains surnommèrent le *Hump* (la bosse), fut établi au-dessus de l'Himalaya, le long de la vallée du Brahmapoutre ; ce fut une réussite technique, mais qui ne permettait guère de transporter que le matériel nécessaire à l'aviation. Les Américains étaient divisés sur la politique à mener, Roosevelt étant subjugué par le personnage de Chiang Kaishek (Jiang Jieshi), malgré les avertissements prodigués par Churchill et le général américain Joseph Stilwell (1883-1946), envoyé des États-Unis auprès du « généralissime », en qui il n'avait aucune confiance. Mais un autre général américain, d'aviation, Claire Lee Chennault (1893-1958) était en excellentes relations avec le chef nationaliste et Roosevelt s'obstina jusqu'à sa mort à voir dans Chiang Kaishek le leader du « 4e Grand ». La longue offensive de Birmanie, en 1944 et 1945, fut préparée par Stilwell, exécutée par le jeune général britannique Orde Charles Wingate (1903-1944), placé sous les ordres de l'amiral britannique Lord Louis Mountbatten (1900-1979), commandant des forces alliées dans le sud-est asiatique et titré « comte de Birmanie ».

Les Japonais, en mauvaise posture dans le Pacifique, lancèrent en Chine une vaste opération terrestre. Il s'agissait à la fois de prévenir un débarquement américain (voir plus haut) et de relier entre elles les différentes zones côtières tenues jusque-là, ainsi que l'Indochine (voir plus haut). Ils réussirent cette unique contre-offensive d'ampleur du Pacte tripartite dans la deuxième phase de la Seconde Guerre mondiale. La Chine ne fut délivrée de l'occupation japonaise que grâce aux victoires américaines du Pacifique et aux bombes atomiques lancées sur le Japon. Se sont en Chine petit à petit, pendant toute la Seconde Guerre mondiale, mis en place de nouveaux rapports de forces qui déboucheront après 1945 sur une nouvelle guerre civile et la proclamation de la République populaire de Chine en 1949.

La Chine pourrait peut-être revendiquer la première place au martyrologe de la Seconde Guerre mondiale (entre 6 et 20 millions de morts, surtout des civils). Ni les impératifs de la guerre ni ceux de l'expansion coloniale ne sauraient expliquer — encore moins excuser — l'effroyable brutalité des troupes nippones. Pourtant la Chine n'obtint du Japon ni excuses ni réparations. À peine inquiétés par les procès de Tôkyô, bien des criminels de guerre continuèrent d'exercer de hautes fonctions dans un Japon à l'économie reconstruite par les États-Unis. Plus de 70 ans après la fin des hostilités, le révisionnisme historique japonais n'a fait qu'encourager en Chine et dans la diaspora chinoise un sentiment de frustration contre

l'impunité de l'ancien agresseur et l'arrogance de son extrême droite, mais aussi contre la longue timidité de Pékin et de Taïpeh à l'égard de Tôkyô, et leur indifférence apparente à l'égard des victimes de l'occupation japonaise. Le long isolement diplomatique de la Chine explique que sa mémoire ait été si lente à resurgir. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le heurt entre communistes et forces de Chiang Kaishek, aggravé par la Guerre froide, devait durablement inhiber toute réclamation. Or les menées de la guérilla communiste et les batailles de position livrées par les nationalistes avaient contribué à la défaite japonaise. L'incapacité des deux camps à s'en reconnaître mutuellement le mérite devait longtemps prolonger leur amnésie. L'ampleur même des dommages s'opposait du reste au versement de toute compensation par le Japon, placé sous la coupe de MacArthur et que les États-Unis employaient, à grand renfort de dollars, à garder dans le camp occidental. Une commission, formée en 1944 à la demande américaine, avait évalué les pertes chinoises à quelque 300 milliards de dollars, somme vertigineuse, sans commune mesure avec les ressources de l'économie japonaise d'alors. Huit ans plus tard, en pleine guerre de Corée, Chiang Kaishek, menacé à Taïwan et soumis à de fortes pressions américaines, signait avec le Japon le traité du 27 avril 1952, qui renonçait, au nom du « bon voisinage », à toute indemnité de guerre.

Au moment où, à l'ouest, l'Allemagne capitulait, la situation du Japon était sans issue. Une marine de guerre anéantie, une marine marchande sévèrement touchée, des positions isolées et réduites, Okinawa pris, ce qui restait d'aviation immobilisé par le manque d'essence, des bombardements quotidiens, massifs et meurtriers, un manque total d'articles de première nécessité. Les fameux *kamikaze*, les avions-suicides, étaient un palliatif désespéré. Par contre, les armées de terre, en Chine, en Corée et au Japon même, si elles se défendaient avec la même âpreté que les fantassins des îles du Pacifique, pouvaient laisser planer une très lourde menace sur la suite des opérations, c'est-à-dire sur un débarquement au Japon même. Les états-majors américains tablaient, en conséquence et ostensiblement, sur le rassemblement de 15 millions de tonnes de navires et de 7 millions d'hommes, sur une première vague débarquée de 800 000 hommes, sur de très lourdes pertes et des opérations terrestres traînant jusqu'en 1946 ou 1947... Le pouvoir politique en tira deux conclusions : la nécessité de l'aide soviétique (et Staline promit à Roosevelt, à Yalta, d'intervenir en Mandchourie à une date située trois mois après la fin des hostilités en Europe), l'intérêt d'utiliser contre le Japon l'arme atomique, qu'ils venaient d'expérimenter avec succès dans le désert d'Alamogordo, au Nouveau-Mexique, en aboutissement du « projet Manhattan ».

C'est Truman qui prit la décision de lancer sur Hiroshima puis Nagasaki (quatre cités avaient été préalablement sélectionnées) deux engins, l'un à l'uranium, l'autre au plutonium, qui firent, les 6 et 9 août, des centaines de milliers de victimes civiles, vraisemblablement en toute gratuité, laissant « des survivants contaminés, indésirables et déshumanisés, discriminés en ce qui concerne Coréens et hors castes » (Philippe Pons) et un

Japon belliciste — fabriquant d'armes chimiques et en quête de la bombe A — qui s'estimera ainsi quitte aux yeux de l'histoire. Le 8, les Soviétiques envahirent la Mandchourie, avec facilité, grâce à leur énorme supériorité numérique. Ils occupèrent Kharbin, Moukden, Port-Arthur (Lüshun, le 22) et débarquèrent à Sakhaline le 28, deux jours après l'arrivée des forces d'occupation américaines dans les grandes îles japonaises.

**Mise au point sur Hiroshima et Nagasaki, prélude à la Guerre froide,
d'après Frédéric F. Clairmont, « Effrayer les Soviétiques, commencer la Guerre froide. Les
véritables raisons de la destruction d'Hiroshima »,
Le Monde diplomatique, août 1990, page 20.**

Les 6 et 9 août 1945, les villes japonaises d'Hiroshima et de Nagasaki étaient littéralement « ramenées à l'âge de pierre » par l'explosion des premières — et seules — bombes atomiques jamais utilisées dans un conflit. L'emploi d'armes aussi barbares était devenu indispensable — dit-on alors officiellement — pour arrêter la guerre et épargner des centaines de milliers de vies. Des documents récents démentent cependant cette thèse et **révèlent que ces destructions, comme celle de Dresde le 13 février 1945, avaient pour objectif d'impressionner les Soviétiques, d'arrêter leur avance, et marquaient, en fait, le début de la Guerre froide.**

Le 7 mai 1945, lorsque le maréchal Jodl signa l'acte de capitulation de l'Allemagne nazie, son allié, **le Japon impérial, n'était déjà plus que l'ombre de lui-même** : l'aviation ne comprenait plus qu'un petit nombre d'adolescents désespérés et dont la plupart étaient assignés à des missions *kamikazes* ; il ne restait pratiquement plus rien de la marine marchande et de la marine de guerre. Les **défenses antiaériennes s'étaient effondrées** : entre le 9 mars et le 15 juin, les bombardiers B-29 américains avaient effectué plus de sept mille sorties en subissant seulement des pertes minimales.

Le 10 mars précédent, plus de cent vingt-cinq mille personnes avaient été tuées ou blessées lors d'un **bombardement sur Tôkyô**. Un événement, seulement dépassé dans l'horreur par les trois raids des aviations anglo-canadienne et américaine sur Dresde, dans la nuit du 13 au 14 février 1945. Pour le patron de l'US Air Force, le général Curtis Le May, **il s'agissait de « ramener le Japon à l'âge de pierre »**, métaphore qu'il répétera sans cesse les années suivantes pour décrire la liquidation physique de dizaines de milliers de Coréens — cette fois-ci — par ses chefs d'escadrilles.

Le Japon avait parfaitement compris ce que signifiait la dénonciation par l'URSS du pacte de non-agression signé entre les deux pays (voir plus haut), et il n'avait pas oublié la défaite que le maréchal Joukov avait infligée à ses armées à la veille de la seconde guerre mondiale (voir plus haut). Alors, pourquoi ce lancement d'une attaque nucléaire sur Hiroshima le 6 août 1945 ? Et, même en admettant le bien-fondé de la « **solution finale** » **imposée à cette**

ville, comment justifier la seconde démonstration de la capacité d'extermination effectuée trois jours plus tard à Nagasaki ?

Truman apprit les nouvelles d'Hiroshima et de Nagasaki sur le croiseur qui le ramenait à travers l'Atlantique de la conférence de Potsdam. À la première, il s'écria paraît-il : « Les enfants ! On vient de leur balancer d'un coup 20 000 tonnes de TNT sur le citron ! » [Cité dans M.Vaïsse, *La Paix au XXe siècle*, Belin-sup, 2004, 222 p., p. 114]. Tout au long de sa présidence, Harry **Truman** affirma que les destructions d'Hiroshima et de Nagasaki avaient sauvé un quart de million de vies humaines, mais, après la fin de son mandat, il commença à jongler avec les chiffres. Winston **Churchill** avait ses propres raisons, liées aux perspectives de guerre froide, pour pratiquer l'escalade : Hiroshima et Nagasaki, selon lui, avaient sauvé 1 200 000 personnes. L'homologue britannique de Curtis Le May, le maréchal Sir Arthur **Harris**, surnommé « bomber », confident de Churchill et exécutant de la destruction de Dresde, alla même jusqu'à parler de trois à six millions de pertes évitées !

Tous les chercheurs sérieux savaient que les chiffres de Truman étaient fantaisistes, mais une **étude des services secrets américains**, découverte en 1988 dans les archives nationales des États-Unis, en apporte la confirmation. Ce document est certainement l'une des évaluations les plus étonnantes qui soient parues après la fin de la guerre. On y découvre que l'invasion de la principale île de l'archipel japonais, Honshu, avait été jugée superflue. L'empereur, observe le rapport, avait décidé, dès le 20 juin 1945, de cesser les hostilités. À partir du 11 juillet, des tentatives pour négocier la paix avaient été effectuées par le biais de messages à Sato, ambassadeur japonais en Union soviétique. Le 12 juillet, le prince Fuminaro Konoe (voir plus haut) avait été désigné comme émissaire pour demander à Moscou d'utiliser ses bons offices afin de mettre un terme à la guerre.

Le rapport secret conclut explicitement que c'est la décision de l'Union soviétique, prise le 8 août, d'envahir la Mandchourie occupée par les Japonais (voir plus haut), et non pas les bombardements d'Hiroshima (6 août) et de Nagasaki (9 août), qui constitua le facteur décisif menant à la fin des hostilités. La lecture des événements du 6 et du 9 août doit donc moins se faire en termes de fin des hostilités en Asie et dans le Pacifique qu'en termes de **début de la Guerre froide.**

La solution finale d'Hiroshima et de Nagasaki servit donc de prélude et de prétexte à un **déploiement mondial de la puissance économique et diplomatique américaine.** Après l'explosion, couronnée de succès, de la première bombe atomique, le 16 juillet 1945, dans les sables du désert du Nouveau-Mexique, **Truman avait décidé d'exclure l'URSS de tout rôle significatif dans l'occupation et le contrôle du Japon. L'arme d'extermination massive ne fit pas l'unanimité au sein du petit noyau des décideurs.** [À son grand honneur, le général Dwight Eisenhower (voir plus haut) nota dans ses *Mémoires*, lorsqu'il fut informé de son usage imminent par le ministre de la guerre, Henry Stimson : « Je lui fis part de la gravité de mes doutes. D'abord sur la base de ma conviction que le Japon était déjà battu, et donc que

l'utilisation de la bombe était complètement inutile. Ensuite, parce que je pensais que notre pays devait éviter de choquer l'opinion mondiale en utilisant une arme qui, à mon avis, n'était plus indispensable pour sauver des vies américaines. » De la même manière, le chef d'état-major, l'amiral William Leahy, un partisan du *New Deal*, écrivit : « Les Japonais étaient déjà battus et prêts à capituler. L'usage de cette arme barbare à Hiroshima et à Nagasaki n'a apporté aucune contribution matérielle à notre combat contre le Japon. » Les États-Unis, poursuivit-il, « en tant que premier pays à utiliser cette bombe ont adopté des normes éthiques semblables à celles des barbares du Haut Moyen Âge ». En revanche, lorsqu'il fut informé de l'holocauste de Nagasaki, en revenant de la conférence de Potsdam, à bord du croiseur Augusta, Truman fit part de sa jubilation au commandant du bâtiment : « C'est la plus grande chose de l'histoire. »]

La revendication et la justification de cet holocauste par le trio Byrnes-Truman-Stimson, que les médias répercutèrent dans les heures et les semaines qui suivirent, furent extrêmement payantes. Un petit mensonge avait été métamorphosé avec succès en un gros mensonge qui allait être presque universellement accepté et rendu moralement acceptable à l'opinion américaine et aux autres. C'est encore largement le cas.

Churchill reçut la nouvelle de la destruction des deux villes japonaises avec joie, en la parant de justifications mensongères. Il faut dire que c'était lui en personne — et non pas Sir Arthur Harris, chef du *Bomber Command* (la flotte aérienne de bombardement britannique), transformé plus tard en bouc émissaire — **qui donna l'ordre de détruire Dresde**, ville sans défense et dépourvue d'objectifs militaires.

La diplomatie atomique de Truman, désormais couplée avec la base économique massive de la puissance américaine, ne se cristallisa pas seulement dans la doctrine Truman mais aussi dans **l'incontrôlable course aux armements** qui en constitua la séquelle, ainsi que dans les guerres coloniales contre les peuples luttant pour leur indépendance.

Sortant de son mutisme traditionnel et allant à l'encontre de l'opposition fanatique des ministres militaires, l'empereur (le *Tennō*) annonça lui-même à la radio le 14 août 1945 la nécessité de la capitulation, cette annonce à son peuple signifiait explicitement l'interdiction de toute résistance aux Américains et implicitement, en échange, le maintien sur le trône de Hiro-Hito. Les États-Unis décidèrent de faire signer la capitulation par tous les Alliés et, pour éviter toute surprise, de ne la recevoir qu'après le stationnement d'une flotte de guerre dans la baie de Tôkyô. Le 2 septembre 1945, MacArthur et de nombreux représentants alliés reçurent la capitulation officielle — sans conditions et de façon théâtrale — des autorités japonaises, sur le cuirassé amiral *Missouri*, ancré en rade de Tôkyô. La Seconde Guerre mondiale était terminée, huit ans après son déclenchement en Asie, six ans après son déclenchement en Europe. Son histoire avait mis en relief, sous la surface de la « Grande Alliance », des difficultés entre alliés.

□ Les rapports entre « Nations unies »

Énoncer des buts de guerre dépassant la *Charte de l'Atlantique*, faire un véritable directoire des Trois Grands, préparer la paix, tout ceci posa de sérieux problèmes dès 1943. Certes, en signe de bonne volonté vis-à-vis de ses alliés, Staline prononça en 1943 la dissolution du Komintern, le 22 mai 1943, et remplaça la même année *L'Internationale*, en tant qu'hymne national, par un chant à la gloire de la Patrie et de Staline. Mais ce déclin officiel de l'internationalisme soviétique était insuffisant, surtout aux yeux de Churchill. Staline ne restait-il pas fidèle à l'idéologie communiste ? L'URSS n'avait-elle pas un désir de revanche sur la paix de 1919, une volonté de glaciis protecteur et pour l'après-guerre des ambitions territoriales et politiques qu'il serait difficile de contrer, surtout qu'elle avait longtemps fait seule la guerre sur le continent européen ?

Churchill resta jusqu'au bout fidèle à une géopolitique visant à contrer les Soviétiques en Europe. Cela consista à vouloir débarquer dans le Sud-Est européen, puis à souhaiter prolonger l'offensive en Italie par une autre vers Vienne, enfin à désirer aller, sur le territoire allemand, le plus loin possible vers l'est. On a vu qu'il échoua à persuader les Américains, ce qui mesurait l'affaiblissement de la puissance britannique depuis l'avant-guerre. Cela consista aussi à négocier (9-18 octobre 1944) avec Staline — Churchill fit lui-même le voyage de Moscou — un véritable accord de partage des influences, avec des pourcentages, sur les pays d'Europe orientale. L'URSS aurait 90 % de l'influence sur la Roumanie, 75 % sur la Bulgarie, mais 10 % seulement sur la Grèce, placée dans la sphère britannique. Par contre, le partage entre l'Union soviétique et « les autres » était 50/50 sur la Yougoslavie et la Hongrie. Cet accord, dont on a trouvé il y a peu les traces écrites (au crayon bleu) précises, sur de méchants bouts de papier, est à cet égard beaucoup plus important que celui de Yalta, qui est tout sauf le « partage du monde », pour reprendre un titre fameux mais désastreux. Roosevelt avait un point de vue tout différent. Il fondait la paix future sur l'accord avec Staline, quel que soit le prix à payer. Il entendait donc établir une entente avec l'URSS pendant la guerre et la respecter à la lettre. D'autre part, les États-Unis firent la guerre — grosse différence avec la Première Guerre mondiale — sans buts de guerre autres que la *Charte de l'Atlantique* (voir plus haut). Enfin, Roosevelt pensait qu'une association des Alliés, l'Organisation des Nations unies (ONU), sans les tares de la SDN et avec l'active participation des États-Unis, maintiendrait la paix.

Malgré les fournitures dans le cadre du prêt-bail, les Soviétiques se plaignirent des délais apportés à l'ouverture du second front, nécessaire à leur soulagement. Jusqu'à la bataille de Koursk (été 1943), ce fut un leitmotiv, sincèrement ou par calcul. À la conférence d'Anfa-Casablanca (janvier 1943), Roosevelt offrit une compensation à Staline, absent en raison des opérations militaires en cours, en lançant l'idée de reddition sans conditions des puissances

de l'Axe. Mais se réunir à nouveau à deux à Washington (mai 1943) ne rassura pas les Soviétiques. Quand les Anglo-Saxons annoncèrent (à Québec, en août 1943) que le second front serait enfin ouvert en Europe au printemps 1944, cela améliora les relations avec l'URSS. En octobre, une première réunion interalliée eut lieu, au niveau des ministres des Affaires étrangères (« secrétaires d'État ») : Cordell Hull (*cf.* 2e partie il se consacra au projet d'ONU, il devait démissionner pour raisons de santé le 27 novembre 1944 et être remplacé par Edward R. Stettinius), Anthony Eden et Molotov se retrouvèrent à Moscou.

Surtout, du 28 novembre au 1er décembre 1943 — après que Churchill et Roosevelt eurent rencontré du 23 au 26 novembre au Caire Chiang Kaishek (Jiang Jieshi, la conférence, dite *Sextant*, fut renouvelée au retour, du 3 au 7 décembre) — les trois chefs d'État se réunirent à Téhéran, capitale de l'Iran qu'Anglais et Soviétiques avaient envahi en août 1941 et divisé en deux zones d'occupation, le shah, soupçonné de sympathies pour l'Axe et surtout instigateur du pacte de Saadabad de 1937 (voir plus haut), étant contraint à l'abdication en faveur de son fils et déporté à l'île Maurice. Staline acceptait de quitter, pour la première fois, l'URSS pour quelques jours ! Lors de la conférence, il joua habilement du sentiment de culpabilité des Occidentaux à propos de l'ouverture d'un véritable second front, ainsi que des divergences de vues entre Grande-Bretagne et États-Unis. Il obtint satisfaction sur la promesse expresse d'un débarquement anglo-américain en France (en mai 1944, au plus tard), sur le déplacement des frontières de la Pologne vers l'ouest, sur l'annexion des pays baltes par l'URSS. En échange, Staline accepta les projets anglais et américain de démembrement de l'Allemagne et de déclarer la guerre au Japon au plus tard trois mois après la fin de la guerre en Europe.

L'année 1944 se déroula sans nouvelle rencontre à trois. Les désaccords larvés subsistaient entre les Occidentaux et Staline, Churchill et Roosevelt n'étaient pas d'accord sur le régime politique futur de l'Italie : fallait-il conserver la monarchie ?

Roosevelt avait convaincu Churchill (23 septembre 1944) de promettre l'aide anglo-américaine pour le relèvement de **l'Italie**, l'allègement du contrôle allié, une assistance sanitaire et alimentaire. Churchill tenait à conserver à la tête du pays des ennemis vaincus plutôt que de devoir traiter en allié un gouvernement de résistants antifascistes.

Un troisième partenaire occidental intervenait d'ailleurs, la France : de Gaulle et Georges Bidault (1899-1983) — ancien deuxième président du Conseil national de la Résistance (CNR) et ministre des Affaires étrangères du Gouvernement provisoire — signèrent à Moscou le 9 décembre 1944 un traité d'alliance avec l'URSS. C'est une « belle et bonne alliance » aux dires d'un de Gaulle resté très méfiant envers Staline.

Mais sur la future Organisation des Nations unies une conférence se réunit à Dumbarton Oaks, propriété privée située près de Washington, en septembre et octobre 1944. Les délégués se mirent d'accord pour créer une ONU, groupant d'abord tous les Alliés, sans les neutres et, à plus forte raison, les vaincus de la guerre. Sur le modèle de la SDN, elle se composerait d'une assemblée générale, d'un Conseil de sécurité, composé de cinq membres permanents, les cinq « Grands » (les Trois, plus la Chine et la France, qui ainsi rejoint le club des grandes puissances), et de six membres non permanents. La conférence ne régla pas la question du droit de veto ni celle, posée par l'URSS elle-même, du nombre de ses sièges : un pour l'Union, ou un par République fédérée ?

Il se préparait manifestement une Europe orientale dominée par les Soviétiques, leur désir de prendre de vitesse les Alliés dans le Sud-Est européen était visible et dès octobre 1944, une grande partie de l'Europe orientale passa sous contrôle soviétique. D'autre part, l'accord Churchill-Staline n'était que bilatéral. Au moment où s'ouvre la conférence de Yalta, les Occidentaux sont en position d'infériorité — ils n'ont pas encore franchi le Rhin — vis-à-vis des Soviétiques qui sont à moins de cent kilomètres de Berlin. Très affaibli, Roosevelt fit pourtant le très long déplacement de Crimée ; en chemin, il conféra avec Churchill à Malte. Le président américain partait avec des dossiers très complets, qu'il n'étudia que très peu, et un nouveau secrétaire d'État, Edward Reilly Stettinius (1900-1949), ancien sous-secrétaire qui avait succédé à son patron (voir plus haut). Les délégations britannique et américaine étaient fort nombreuses, plus de 500 personnes au total.

L'Union soviétique accepta de n'avoir *que* trois sièges à l'ONU ; on se mit d'accord sur la procédure du veto, droit absolu pour l'un des Grands, ce qui lui permettait de bloquer le Conseil de sécurité ; une conférence devait se tenir à San Francisco au printemps de 1945 pour mettre définitivement au point l'ONU. L'Allemagne ne serait plus démembrée, mais militairement occupée, y compris, malgré l'opposition de Staline et grâce à Churchill, par la France (absente de Yalta), le tracé des zones d'occupation fut fait. Roosevelt révéla que les troupes américaines ne pourraient pas rester en Europe plus de deux ans. L'URSS confirma son entrée en guerre contre le Japon (voir plus haut) ; en contrepartie elle obtiendrait les Kouriles, objet d'un litige quasi permanent entre Tôkyô et Moscou depuis le début du siècle, le Sud de Sakhaline, la cession à bail de Port-Arthur (Lüshun, perdu en 1905) et l'exploitation du chemin de fer de Mandchourie.

Les Anglo-Saxons acceptèrent que la Prusse orientale fût partagée entre l'URSS au nord et la Pologne au sud. La Pologne perdait à l'est les territoires annexés par l'Union soviétique en septembre 1939 et était bornée par la ligne Curzon (*cf.* 1^{ère} partie). Par contre, à l'ouest elle s'étendrait jusqu'à la ligne Oder-Neisse (occidentale, Odra-Nysa en polonais), au détriment de territoires manifestement allemands. Ni Churchill ni Roosevelt n'acceptèrent,

mais ce déplacement vers l'ouest des frontières polonaises sera appliqué, ainsi que le principe selon lequel le gouvernement de Lublin, constitué en URSS et dirigé par un communiste, Boleslaw Bierut (1892-1956), formerait le noyau principal du futur gouvernement polonais. Churchill avait livré un combat désespéré pour défendre le gouvernement polonais de Londres. Par contre, il ne fut pratiquement pas question des pays d'Europe du Sud-Est. L'Allemagne paierait des réparations, dont l'Union soviétique obtiendrait la moitié, Staline répétant son désir de faire à ce titre démonter des usines allemandes pour les transférer en URSS.

Les États-Unis ne défendirent pas le projet, remontant à 1943, de leur secrétaire au Trésor, Henry Morgenthau (1891-1967), de *désindustrialisation* de l'Allemagne. Pourquoi ? Beaucoup de membres de l'équipe dirigeante, comme le Secrétaire d'État, entendent fonder la paix sur une totale libéralisation des économies et par la coopération économique internationale. Une convention sur les prisonniers libérés par les alliés ordonna purement et simplement leur renvoi automatique dans le pays d'origine, sans tenir compte de la diversité du recrutement de l'armée allemande et des souhaits des hommes en question, malgré les avertissements de quelques Américains clairvoyants. De très nombreux Russes, Russes blancs, Tartares, Cosaques, Hongrois, etc. allaient payer de leur vie et/ou d'un long séjour en camp la rapidité de cette rédaction. Enfin, une *Déclaration sur l'Europe libérée*, inspirée de la *Charte de l'Atlantique*, fut vite écrite : tous les territoires libérés se donneraient des gouvernements démocratiques, par le moyen d'élections libres, d'où les partis *fascistes* seraient exclus.

Les événements démontrèrent immédiatement que Yalta n'avait été en rien un partage serein du monde et que les membres de la Grande Alliance interprétaient les décisions prises lors de la conférence de manières tout à fait contradictoires. L'atmosphère de tension qui avait paru dissipée par la conférence de Crimée se trouva recrée au printemps. Les Soviétiques refusèrent de laisser des avions américains venir chercher les aviateurs américains prisonniers libérés par les armées de l'URSS. En Roumanie, ils firent pression pour la constitution d'un gouvernement « de coalition », de fait communiste, celui de Petru Groza ¹ (mars 1945) ; ils firent de même en Bulgarie. En Pologne, ils poursuivirent la conquête du pouvoir par les communistes : le gouvernement, désormais ouvertement communiste, refusa d'admettre des représentants du gouvernement de Londres. Enfin, début mai, ils accusèrent les États-Unis de négocier avec rapidité la capitulation de l'armée allemande d'Italie, de façon à faciliter le transfert par les Allemands de divisions vers le front soviétique. Cette véritable crise se traduisit par un échange de lettres acerbes entre Staline et Roosevelt. Lorsque ce dernier mourut subitement d'une hémorragie cérébrale le 12 avril 1945, à Warm Springs (Georgie), l'avenir des relations américano-soviétiques était peu brillant. Le pouvoir exécutif américain tombait entre les mains d'un vice-président récent, inexpérimenté et tenu par le

¹ 1884-1958.

président depuis la dernière campagne électorale à l'écart des grandes affaires, Truman. Cet homme qui à la mort de Roosevelt ne savait rien des recherches sur la bombe atomique et rien sur Yalta, allait-il continuer la politique de Roosevelt ?

Harry Truman (1884-1972) envoya à Moscou l'ami et collaborateur du président décédé, Harry Hopkins (1890-1946). Staline accepta le principe d'une nouvelle conférence à trois. Elle eut lieu à Potsdam (près de Berlin, dans l'ancien château du *Kronprinz*), entre le 17 juillet et le 2 août avec à la tête de la délégation britannique Churchill, puis le leader du parti travailliste, qui venait de remporter les élections législatives, Clement Attlee, membre du cabinet de guerre de Churchill depuis 1940 (voir plus haut) — vice-premier ministre (1942), il avait souvent remplacé Churchill pendant les longues absences de celui-ci à l'étranger — et de la délégation britannique depuis le 17 juillet.

Le 5 juillet 1945, aux élections générales à la Chambre des Communes, les **travailleurs britanniques** obtiennent une large majorité : 332 sièges contre 263 aux conservateurs. Pendant la campagne, Churchill avait dénoncé le danger rouge en termes très violents. L'ivresse de la victoire est grande chez la plupart des travaillistes, sûrs de leur hégémonie. Lors de la séance de rentrée parlementaire, le groupe entonne *Le Drapeau rouge*, hymne du *Labour Party*. Les premiers vers sont : « Le drapeau du peuple est du rouge le plus profond / Pour nos martyrs souvent nous en fîmes un suaire. »

Au sein de la délégation américaine, menée par le nouveau président, figurait un nouveau secrétaire d'État, James Francis Byrnes (1882-1972), qui avait remplacé Stettinius, démissionnaire, le 30 juin. Les résultats concrets de Potsdam furent très maigres, bien peu de questions furent résolues et la plupart des points difficiles furent renvoyés vers le futur Conseil des ministres des Affaires étrangères, chargé de mettre au point en deux mois les traités de paix. Il n'y eut en effet aucun accord sur le sort de la Bulgarie, de la Roumanie, de la Pologne. L'incertitude continua de peser sur la ligne Oder-Neisse, alors que le 12 mai Churchill avait envoyé à Truman le célèbre télégramme sur le « rideau de fer ». Depuis la promesse de réparations à l'URSS, les États-Unis ont évolué : à Potsdam ils limitent à 10 % du total des biens à saisir ce qui peut être confisqué dans les zones occidentales !

La vieille question d'un éventuel démembrement de l'Allemagne (voir plus haut Téhéran) disparaissait tout à fait de l'ordre du jour : Staline a dû espérer, comme Lénine en 1919, que l'Allemagne bascule en bloc dans le socialisme. L'autorité suprême serait en Allemagne, nation devenue « objet » (Alfred Grosser), exercée par les quatre commandants en chef des forces d'occupation. Les Trois, s'ils se mirent d'accord sur la création d'une Commission des Réparations, dont le siège serait situé dans la capitale du principal bénéficiaire, à Moscou, ne définirent pas les réparations, encore moins leur montant. Ils se prononcèrent en faveur des quatre « D » : démilitarisation, dénazification, décartellisation, démocratisation. Il ne fut même pas question de l'embryon d'une armée professionnelle.

En vue d'élaborer les traités de paix, un Conseil des ministres des Affaires étrangères se réunirait donc périodiquement. Il serait composé de représentants des trois Grands, bien sûr, mais aussi de la Chine et de la France, ce qui ne manquerait pas de poser de nombreux problèmes. Mais il serait chargé de négocier d'abord les traités concernant les satellites de l'Allemagne (Finlande, Hongrie, Italie et Bulgarie), ce qui aboutit aux traités de février 1947, avant d'aborder le problème autrichien (*cf.* le traité de 1955) et le problème allemand (ce qu'en fait il ne fit jamais). Ce Conseil, réplique améliorée (?) de ceux de la Conférence de la Paix de 1919 buta bien vite sur les contradictions dramatiques entre les politiques des États-Unis et de l'URSS, de ces deux pays seulement : la Grande-Bretagne était incontestablement devenue une puissance secondaire, faute d'arme atomique et de puissance économique, et cela malgré 5 millions de soldats, 2 000 navires de bataille et 12 000 avions.

Et, en définitive, c'est surtout l'annonce de la possession par les États-Unis de la bombe atomique qui donne sa signification particulière à la conférence de Potsdam. Cette « annonce » est plutôt un constat officiel, car les Soviétiques savaient très vraisemblablement que les Américains étaient sur le point de disposer d'une bombe à uranium. La bombe A utilise une réaction de fission du noyau atomique de l'uranium 235 ou du plutonium 239. Mais d'après Joukov Staline donna, aussitôt rentré en URSS, l'ordre d'accélérer le programme nucléaire soviétique. Ceci sans que, d'un point de vue stratégique le monopole atomique soit intégré dans les conceptions américaines, et il en sera encore longtemps ainsi : comment l'utiliser dans les relations avec l'URSS ? comment empêcher celle-ci de consolider ses conquêtes ? de construire sa propre bombe ? Pour cette raison, Truman, contraint par Roosevelt de constater l'offensive russe en Mandchourie, s'est certes farouchement opposé à voir les Soviétiques prendre une part à l'occupation et à l'administration du Japon vaincu ; en contrepartie, Staline, qui analyse bien la paradoxale paralysie américaine, ne peut que s'accrocher vigoureusement à ce qu'il détient, c'est-à-dire l'Europe orientale.

CHAPITRE 17. BILAN DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

□ Ses caractères fondamentaux

La Deuxième Guerre mondiale a été un conflit bien plus mondial que la Grande Guerre. Jamais une guerre n'avait pris une telle extension. La Seconde Guerre mondiale a vu l'engagement de pays bien plus nombreux que la Première, des théâtres d'opérations beaucoup plus universels, avec un nombre de mobilisés largement accru, ainsi que le nombre des victimes. Le génocide des juifs en a été un trait fondamental et non un « détail », comme il a été, odieusement et stupidement, dit.

La définition juridique du **génocide** a été donnée pour la première fois en 1943 par le juriste polonais Raphaël Lemkin (1900-1959). Les textes internationaux qui traitèrent de la question du génocide après 1945 lui donnèrent un caractère de crime imprescriptible. Le « **détail** » est le fait de Jean-Marie Le Pen au « Grand Jury RTL-*Le Monde* » le 13 septembre 1987. Cinq jours plus tard, il accusera la « meute politicienne et médiatique » et le « lobby pro-immigré » de lui avoir organisé un « procès en sorcellerie ». En décembre 1997, à Munich, il réitérera son affirmation.

La Deuxième Guerre mondiale a en fait commencé, en 1937, avec la guerre sino-japonaise et se termine en Asie, trois mois plus tard qu'en Europe. Le pivot de la guerre a été la Grande Alliance entre les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'URSS, en lutte à partir de 1941 contre l'Axe, dont l'un des membres était « l'empire du Soleil levant », le Japon. Tous les continents (à l'exception de l'Amérique), toutes les mers, tous les océans ont été concernés par des opérations militaires, fort diverses. Les grandes batailles s'appellent Stalingrad, mais aussi Bir-Hakeim et Guadalcanal, et la guerre n'a pas épargné, d'une manière ou d'une autre, l'Islande non plus que le Brésil. Les États-Unis ont été les initiateurs d'un nouvel ordre mondial, après la faillite de la SDN. L'esquisse en a été faite dans la *Charte de l'Atlantique*, le canevas essentiel et la notion de Nations unies, dont l'« organisation » sera animée par les cinq Grands, dont deux seulement sont des pays entièrement européens.

Est-on allé « De la Résistance à la révolution », selon la formule de Camus ? « De la Résistance à la révolution » est la devise du journal de la Résistance française *Combat*. C'est Camus (1913-1960), dont rôle fut capital dans le journal, dirigé par Claude Bourdet (1909-1996) et lui, qui avait proposé comme sous-titre « de la Résistance à la révolution ». La question est justifiée par l'existence d'un véritable « esprit de la Résistance ». Beaucoup se réclament du *socialisme* à la libération de leur pays, moment qui semble être bien l'aube d'une période nouvelle (ce qu'Albert Camus écrira à plusieurs reprises), sous l'ombre prestigieuse de l'URSS : qui a fait la guerre en Europe et remporté la victoire ? Considérable est le rôle de Stalingrad et de la victoire militaire de l'URSS, des mythes de l'URSS et de Staline vainqueurs, de l'« effet Stalingrad ». À la libération, le souhaitable semble possible, sur les ruines de l'ancien monde.

L'espoir, l'illusion lyrique, de la Résistance, ont-ils provoqué la révolution après-guerre ? débouché sur la révolution ? Dans certains cas, au sein de certains mouvements, dans certains pays, on eut la Résistance sans la révolution. Des mouvements conservateurs, ou modérés, privilégièrent l'action militaire, se voulant « apolitiques », ou anticommunistes ? C'est le cas polonais. Mais ce cas concerne surtout Norvège, Pays-Bas, Belgique et Danemark, avec quatre caractères fondamentaux. Il n'y a pas remise en cause des régimes antérieurs à la défaite, les mouvements de résistance agissent en accord avec les gouvernements en exil (directement ou par l'intermédiaire du S.O.E. britannique, voir plus haut), l'action militaire est limitée, sauf en Norvège, mais des actions de masse ont lieu, comme aux Pays-Bas. Dans ces pays, la Résistance soude davantage la nation et provoque le désir d'approfondir à la Libération la démocratie, dans les domaines économique et social, mais sans la révolution. La Résistance y a la forme d'un large mouvement de solidarité nationale, « apolitique », et fidèle au souverain, sauf en Belgique.

Dans d'autres cas, la Résistance souhaite un changement très profond. Ainsi, les résistances française et italienne souhaitent des changements radicaux après la Libération. Les aspirations du temps de la Résistance vont à l'encontre des régimes en place, en faveur d'idées politiques, économiques et sociales progressistes, de l'unification européenne, avec un aspect insurrectionnel final qui rappelle le XIXe siècle. Ainsi, le CNR français (voir plus haut) avait affirmé sa volonté d'instaurer « une véritable démocratie économique et sociale, impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie ». Pour ce faire, il réclamait « le retour à la nation des grands moyens de production monopolisés, fruit du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurance et des grandes banques ». La Tchécoslovaquie présente des aspirations assez semblables, mais malheureusement, la Résistance tchèque fut écrasée en 1942 et s'insurgea prématurément en Slovaquie en 1944 : le pays fut donc libéré par les armées soviétiques, avec toutefois l'installation d'un gouvernement Bénéš. En Tchécoslovaquie, la « révolution » va venir en deux ans du triomphe dans les urnes, puis dans la rue, du PC, qui obtient 38 % des voix aux élections de mai 1946, perpètre le « coup de Prague » (25 février 1948) puis écrase ses adversaires aux élections de mai 1948.

À la Libération, en France et en Italie, l'« esprit de la Résistance » est face aux réalités : dans le domaine économique et social, c'est l'heure des réformes, non de la révolution. Les réformes de structures furent souvent en retrait par rapport à l'espoir de *Risorgimento* manifesté pendant la guerre. La IVe République française ressemble beaucoup à la IIIe, mais l'Italie *devient* une République (2 juin 1946), après l'abdication de Victor-Emmanuel III (9 mai 1946) ; une désillusion très rapide se manifeste, dès 1945. Dans *Nous nous sommes tant aimés*, film d'Ettore Scola (1974), restauré et distribué à nouveau en 2004, l'un des

personnages dit : « Nous voulions changer le monde, mais c'est le monde qui nous a changés », un autre : « Notre avenir est derrière nous et nous ne nous en sommes pas aperçus. »

En Yougoslavie et en Grèce, n'a-t-on pas la révolution *dans* la Résistance ? Les gouvernements locaux du temps de guerre n'avaient qu'un fantôme de pouvoir, le gouvernement en exil et les souverains beaucoup moins d'autorité morale que ceux des Pays-Bas ou de Norvège, le mouvement communiste de Résistance espérait l'emporter sur les autres dès le temps de la Résistance ; il n'y avait d'ailleurs pas de tradition démocratique, ni de tradition réformiste au sein des classes populaires. Les deux évolutions sont différentes. Dans le cas yougoslave, la révolution réussit. Les conditions — ampleur de la lutte contre l'occupant, atrocité et énormité des pertes (10 % de la population) — s'y prêtaient. Le mouvement de Tito (Josip Broz, secrétaire général du PC yougoslave, qui avait une vieille habitude de la clandestinité), le Mouvement de Libération nationale, promet l'établissement d'un État fédéral. Le mouvement *tchetnik*, serbe, essentiellement, du colonel Draza Mihailovic (1893-1946), monarchiste et anticommuniste, d'abord soutenu par la Grande-Bretagne, en liaison avec le gouvernement du roi Pierre II réfugié à Londres, était attentiste, car il pensait qu'une guérilla serait inefficace et qu'il fallait se préparer pour le jour où la victoire alliée serait proche ; certains collaborèrent même avec le gouvernement fantoche installé par les Allemands ! Se rendant compte de l'efficacité du MLN dans la lutte, les Britanniques s'efforcèrent d'obtenir un accord entre Pierre II et Tito, en vain. Par souci d'efficacité militaire et parce que Churchill rêvait d'une vaste opération dans le « ventre mou » de l'Europe et savait que Staline ne jouait pas la carte de Tito contre la monarchie, la Grande-Bretagne fut à l'origine d'une décision d'une importance capitale pour le sort de la Yougoslavie : elle cessa progressivement de soutenir Mihailovic et accorda son appui à Tito (fin 1943), rompant même, *in fine*, totalement avec Mihailovic. Les partisans de Tito libérèrent presque totalement leur pays, y compris Belgrade (libérée le 20 octobre 1944), et mirent en place les structures politiques de la nouvelle Yougoslavie : la Yougoslavie sera socialiste. La République populaire fédérale de Yougoslavie est proclamée en novembre 1945 par le Front populaire, dont le noyau est le PC, et qui vient d'obtenir 90 % des voix aux élections. Mais les dirigeants yougoslaves, groupés autour de Tito, tiennent à préserver la Ligue des communistes (nationale) et à créer le socialisme sans tomber sous la tutelle de l'URSS.

Dans le cas grec, la révolution échoue, malgré le désir général de retour à la démocratie, mais grâce à l'accord de Moscou entre Churchill et Staline (9-18 octobre 1944), qui donnait les mains libres à la Grande-Bretagne en Grèce (voir plus haut). Comme la direction du PC grec est très liée à Moscou, elle conclut un compromis avec la Grande-Bretagne : l'E.A.M. ne sera qu'une composante du gouvernement provisoire ; l'E.L.A.S. passe sous commandement allié ; des troupes « britanniques » — surtout des Indiens — débarquent en Grèce. Elles ne combattent pas les Allemands, qui se retirent prudemment et tranquillement, mais occupent

le terrain (octobre-novembre 1944), Athènes (partiellement) surtout, de façon à empêcher les communistes de prendre le pouvoir ! L'E.L.A.S. est contraint d'évacuer complètement Athènes au début de janvier 1945, après avoir procédé à une « épuration » (des anciens collaborateurs ou supposés tels) très sommaire, ce qui retourne l'opinion contre lui. Les Britanniques mettent en place un régent, l'archevêque d'Athènes, Damaskinos, né Dimitrios Papandreou (1891-1949), qui prépare la restauration de la monarchie (roi Georges II, jusqu'en 1947) et ils opèrent une liquidation *manu militari* de la résistance communiste, sans protestation du Kremlin ; par obéissance à Moscou, l'E.A.M. accepte en février 1945 la dissolution de l'E.L.A.S. et la remise de toutes les armes, alors qu'il contrôle tout le pays sauf Athènes, depuis la retraite allemande. Cette liquidation et cette soumission préparent l'atroce guerre civile grecque (1945-1949). De plus, en décembre 1944, a eu lieu l'insurrection des troupes grecques du Caire, favorables à l'E.L.A.S., car leurs officiers ne cachent pas leur désir de retourner à une monarchie « forte », cette insurrection est réprimée par les Britanniques.

N'a-t-on pas, dans d'autres cas, en particulier dans la future zone soviétique en Allemagne, la Roumanie, la Bulgarie et la Hongrie, la révolution sans la Résistance ? On est ici dans des régions de résistance faible, de processus révolutionnaire déclenché par la présence de l'armée soviétique, sans doute de révolution sans volonté révolutionnaire.

Ce qui ne serait pas un cas exceptionnel, cf. Pierre Mendès France au colloque *Léon Blum chef de gouvernement* : « L'histoire nous offre de nombreux exemples de **révolutions** qui éclatent [...] sans qu'il y ait eu jusque-là dans le pays une véritable volonté révolutionnaire. » L'historien Ernest Labrousse au même endroit : « ...aucune révolution n'est née d'une volonté de révolution ».

Roumanie, Bulgarie et Hongrie sont trois états alliés de l'Allemagne, ou même longtemps neutre (Bulgarie), qui ont conservé une apparence de souveraineté et ne sont pas occupés par troupes du Reich (sauf la Hongrie après mars 1944) : la Résistance ne peut utiliser des thèmes nationalistes, comme dans l'Italie d'avant l'été et l'automne 1943. Les régimes autoritaires étaient ici soutenus par une bonne partie des classes moyennes et des paysans ; les insurrections furent tardives, juste avant l'entrée des troupes soviétiques. L'URSS et les communistes utilisèrent ici, non la voie du coup d'état, mais celle du « Front national », c'est-à-dire celle du « double pouvoir », le front étant noyauté (« stratégie du cheval de Troie »), avec en Hongrie la « tactique du salami » (Mátyás Rákosi, 1952) et aux élections générales du 15 mai 1949, 95 % des suffrages pour la liste unique du Front populaire, en Roumanie l'abdication du roi en novembre 1947, en Bulgarie un Front de la Patrie qui obtient 78 % voix (dont 55 % au PC !) en octobre 1946.

Dans le cas polonais, un des plus tragiques et sanglants, la « révolution » se fit *contre* la Résistance. Nulle part ailleurs en Europe l'occupation allemande n'a été aussi dure,

nulle part ailleurs la population ne fut aussi unanime dans la résistance. La Pologne est le seul pays européen sans collaborateurs. Au départ, on a une situation qui rappelle celle de l'Europe du Nord et du Nord-Ouest. Le gouvernement en exil du général Sikorski est en liaison avec l' « Armée de l'Intérieur », l'A.K., dirigée par des officiers de carrière, très efficace dès fin 1940. Il ne s'agit pas de révolution, mais de l'affirmation de la volonté de vivre de toute une société. D'ailleurs l'A.K. a sa presse, ses universités, qui publient des ouvrages scientifiques et décernent des diplômes. Les conséquences de juin 1941 sont capitales. Dès juillet 1941 des accords Sikorski/Staline sont passés : libération des survivants des militaires polonais faits prisonniers par l'Armée rouge en septembre 1939, en particulier. Mais le Parti ouvrier (communiste, les anciens dirigeants ont été liquidés par Staline...) crée (mai 1942) une « Armée populaire », rivale de l'A.K. Celle-ci dépend du gouvernement Sikorski de Londres, mais un ravitaillement aérien appréciable interviendra seulement à partir de 1944. L'Armée populaire dépend de l' « Union des Patriotes polonais » (formée à Moscou, en décembre 1941), d'où émane le « Comité polonais de Libération » de Lublin (22 juillet 1944), qui se transforme en Gouvernement provisoire de Lublin le 1er janvier 1945. De plus, en avril 1943, les Allemands révèlent le massacre à Katyn d'officiers prisonniers, par les Soviétiques (voir plus haut). Devant les demandes d'explications de la part de Sikorski, Staline rompt les accords de juillet 1941 et prend ce prétexte pour la création du Comité de Lublin. L'A.K. (Armia Krajowa) se soulève à Varsovie le 1er août 1944, décision plus politique que militaire : il s'agit de mettre les Soviétiques devant le fait accompli d'une libération de la capitale par des résistants qui ne dépendent pas d'eux et d'imposer ainsi la légalité du gouvernement de Londres. L'armée soviétique de Rokossovsky ne s'ébranle que le 41e jour de l'insurrection et elle ne passe pas la Vistule, les parachutages russes ne commencent que le 44e jour ; au bout de 63 jours, c'est l'anéantissement. Parmi les quelques survivants, le « Pianiste » du film de Roman Polanski. Les quelques avions alliés envoyés pour ravitailler l'insurrection ne peuvent venir que de fort loin (depuis l'Italie !), ils sont obligés de survoler longtemps des territoires occupés, les Soviétiques refusent toute autorisation d'atterrissage et les pertes sont très importantes. Paradoxe : pendant ce temps, des Polonais se battent en Italie et en France ; les parachutistes polonais d'Angleterre sont envoyés à Arnhem, où les quatre cinquièmes d'entre eux sont tués. Au total (Ouest et Est) les armées polonaises représentent un demi-million d'hommes en 1945.... Au contraire, l'offensive soviétique de janvier 1945 traverse le territoire polonais à vive allure et avec brutalité, l'A.K. est dissoute, ses officiers et soldats emprisonnés, accusés de tous les crimes, y compris d'avoir collaboré. À Yalta, le Comité polonais de Libération de Lublin (formé le 22 juillet 1944), transformé le 1er janvier 1945 en Gouvernement provisoire de Lublin, devient la base du futur gouvernement d' « union nationale », avec l'adjonction de quelques membres du gouvernement de Londres. Le nouveau pouvoir s'attelle à la reconstruction du pays, mais les élections libres prévues à Yalta et Postdam ont lieu seulement en janvier 1947, et elles sont minutieusement programmées pour assurer une écrasante victoire communiste sur les

partisans de Stanislas Mikolajczyk (1901-1966), qui a succédé à Sikorski, décédé dans un accident d'avion en juillet 1943 ; la coalition PC-PS-minorité du Parti paysan-minorité du Parti démocratique obtient 80 % des voix. La libération sonne en Pologne le glas des espoirs de démocratie et d'indépendance nourris pendant l'occupation, alors que la résistance polonaise avait été la plus précoce et l'une des plus importantes.

□ Bilan humain, économique et moral

La vie internationale se trouve bouleversée par la guerre. Comment faire le tableau de l'Europe au lendemain de la Seconde Guerre mondiale ? Elle est une Europe affaiblie et en grande partie ruinée, dont l'affaiblissement démographique est frappant. Les pays européens, en dépit du caractère beaucoup plus mondial du conflit, ont beaucoup plus souffert que les autres, Chine exceptée (voir plus haut). Le bilan humain est lourd, aussi, à moyen terme. En avril 1945 encore, une famine provoque la mort de plusieurs dizaines de milliers de Néerlandais. Le déficit des naissances et la surmortalité enfantine sont considérables, d'où les conséquences durablement visibles sur les pyramides des âges. Le bilan des pertes en vies humaines présente des différences importantes vis-à-vis de celui de 1918 : nombre de morts accru (50 à 55 millions, soit quatre fois plus qu'après la Première Guerre mondiale), part beaucoup plus forte des morts civiles (déportations, bombardements, etc.), répartition différente selon les pays, avec des inégalités très fortes. Les pays d'Europe méridionale et orientale sont en 1945 les plus touchés. La Pologne a perdu 6 millions de morts, soit 13,6 % de la population de 1939, la Yougoslavie 10,5 %, l'URSS enregistre 21 millions de morts, 9 %, avec une majorité de civils, la Grèce 6,8 %. L'Allemagne (Autriche comprise) a perdu 7 000 000 habitants, soit beaucoup plus qu'en 1914-1918, avec des pertes militaires surtout à l'Est. Par contre, la France a été nettement moins touchée que lors du premier conflit mondial (600 000 morts, avec une majorité de civils), les pertes britanniques ont été moins sévères également (388 000 morts) et les pertes américaines sont très légères (340 000 morts, 0,2 % de la population). Les morts de l'Italie sont de 380 000, du Japon de 3 millions. Celles de la Chine sont difficiles à estimer : entre 6 et 20 millions de morts, surtout des civils (voir plus haut). Sous-alimentation, diminution des naissances, surmortalité sont aussi liées à la guerre, ainsi que les progrès des maladies, le recul de l'espérance de vie, la disproportion des sexes et des âges dans la population, tous phénomènes durables. Encore au recensement de 1959, il y aura en URSS quatre hommes pour sept femmes dans la tranche d'âge 35-50 ans, et la disproportion sera aisément visible dans les rues. On a affirmé plus haut que l'exploitation raciale de l'Europe nouvelle était un aspect fondamental de la Seconde Guerre mondiale et que le nombre de ses victimes était d'environ six millions.

On a vu l'exploitation économique de l'Europe nouvelle par l'Allemagne. La guerre s'est traduite par un abaissement considérable du niveau de vie des populations

européennes, engendrant famine, morbidité et surmortalité. La production industrielle du continent européen a beaucoup baissé, les états y sont considérablement endettés (trois fois plus qu'en 1939 en Grande-Bretagne) ; par contre, la production de l'industrie nord-américaine s'est beaucoup accrue, ceci s'accompagnant de la disparition du chômage. Les États-Unis, bien sûr, renforcés par la guerre, sont la puissance dominante. Leur puissance économique est énorme : 50 % de la production mondiale et 25 % des échanges internationaux. Quant à leur puissance financière, elle est colossale : ils possèdent en 1945 les deux tiers du stock d'or mondial. Le grand instrument économique de la victoire a été le prêt-bail, la Grande-Bretagne ayant reçu 50 % de la manne américaine et l'URSS 30 %. L' « arsenal des démocraties » a vu tourner à fond la « machine de guerre » américaine, qui a déversé sur tous les continents et mers Jeeps, GMC, Dakota et *Liberty Ships*. Le Canada devient à la faveur de la guerre une véritable puissance industrielle, l'industrie représentant en 1943 les trois quarts du revenu national. Son industrie de l'aluminium est devenue la deuxième du monde, ses réserves financières lui permettent de prêter de l'argent à la Grande-Bretagne. L'Amérique latine a aussi profité de la guerre. Ainsi, en 1945, le Royaume-Uni doit 126 millions de livres à l'Argentine, qui lui a livré à crédit du ravitaillement. Il solde sa dette en vendant le capital de sociétés anglaises en Argentine. L'industrialisation de l'Argentine et du Brésil s'est accélérée.

Les destructions matérielles sont beaucoup plus importantes que celles de la Première Guerre mondiale : 6 millions de maisons en URSS, tout l'équipement portuaire et les trois quarts du matériel ferroviaire roulant de la France... Les relations commerciales ont été durablement interrompues entre les pays européens, tandis que les conditions matérielles et humaines ont entraîné pour longtemps la main-d'œuvre sur la voie de la faible productivité. Par ailleurs, la Seconde Guerre mondiale a creusé les déficits nationaux et englouti les réserves en devises, d'où le *dollar gap* (manque de dollars) fréquent au sortir de la guerre. Les conséquences : un très fort endettement et une inflation galopante (en France, 38 % en 1945, 63 % l'année suivante). Le monde est désormais celui de deux économies dominantes, mais inégales. Toutefois, les puissances moyennes conservent une capacité de mobilisation économique, démontrée pendant la guerre, puis par les deux « miracles économiques » japonais et allemand d'après guerre. D'autres ruptures fondamentales vont apparaître et être autant de facteurs essentiels des relations internationales : la prise de conscience du Tiers Monde, la troisième « révolution industrielle », la généralisation des « comptabilités nationales », homogènes et permettant des comparaisons, l'apparition des notions de PNB et PIB... N'y a-t-il pas renouveau du capitalisme ? Il avait pu paraître s'effondrer avec la crise 1929 ; la guerre, loin de donner le coup de grâce au système capitaliste, lui a apporté les conditions d'un nouveau départ. Le monde a connu une croissance économique sans précédent : la troisième Révolution industrielle est lancée, qui provoque la montée du tertiaire.

États-Unis	1950 : 52 %	1960 : 57 %
Suède	1950 : 41 %	1960 : 52 %
RFA	1950 : 32,4 %	1960 : 38,5 %

Le renouveau capitaliste, ce sont aussi l'importance de la recherche, de la publicité, de l'informatique, du *management*, etc., une nouvelle forme de concentration, avec les « conglomérats ». Les structures du capitalisme se modifient : importance des « groupes », intervention de l'État, technocratie et « technostructure ».

Enfin la Seconde Guerre mondiale a provoqué la déportation, la torture, les massacres de prisonniers, l'extermination systématique (génocide), poussant les théories pseudo-scientifiques des nazis et des Japonais jusqu'à l'absurde et dépassant d'emblée les limites de l'odieux : « crimes contre l'humanité », dira-t-on à partir de 1945. L'enfer, largement ouvert et montré pendant des années, jusqu'à la « découverte » des camps d'extermination et les explosions incendiaires et atomiques sur les villes martyres japonaises, renverse toutes les certitudes, étend le pessimisme sur la nature humaine et provoque une angoisse existentielle, dont la littérature et la philosophie *existentialistes* seront des témoignages. La Seconde Guerre mondiale a provoqué une nouvelle et indélébile crise de la conscience humaine, que le jugement des criminels de guerre à Nuremberg (20 novembre 1945 – 1er octobre 1946) ne parviendra pas à résoudre. Les bombardements atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki développent immédiatement et durablement cette crise, exacerbée par l'absence de véritable procès des criminels de guerre japonais : le procès de Tôkyô — mai 1946 - novembre 1948 — , où les criminels de guerre japonais sont jugés par un tribunal mis en place par les seuls Américains, est loin d'avoir une résonance comparable à celle de Nuremberg.

□ Bilan politique et nouvelle carte de l'Europe

Elle est l'Europe de l' « année zéro » (*cf.* le magnifique et stupéfiant film de Roberto Rossellini, *Allemagne, année zéro*, sorti en 1947). L'affaiblissement économique est nettement supérieur à celui de 1919. Les ruines sont immenses, de nombreuses villes sont des champs de ruines (bombardements, combats, barbarie nazie, etc.) ; la « terre brûlée » a été largement pratiquée, usines et ports manquent ; l'Europe a été soumise à un pillage économique, elle souffre de retard technologique, d'atteinte à son potentiel agricole, à ses réserves financières. Quant à la vie quotidienne, elle est faite de restrictions et privations ; les rations de pain d'août 1947 à Paris seront inférieures à celles de 1942 ! Les États-Unis se sont bien sûr enrichis, ils apparaissent par contraste comme un Eldorado.

On est au total largement au-delà du constat d'Albert Demangeon en 1920 sur le déclin de l'Europe (*cf.* 1ère partie), d'autant que les vrais bénéficiaires (États-Unis et certains pays du *Commonwealth*) sont hors du continent. Il est significatif que l'ONU sera beaucoup

plus mondiale que la SDN. Les deux grands vainqueurs sont deux puissances vraiment mondiales. Face à cette bipolarisation du monde, la Grande-Bretagne, quant à elle, n'a que les apparences de la puissance, la France la fiction de celle-ci uniquement. Les vaincus sont nombreux, mais il y a peu de véritables vainqueurs (même l'URSS...). Il y a de nombreuses occupations militaires, assorties éventuellement de gouvernements militaires. L'ébranlement de la puissance coloniale frappe la Grande-Bretagne, la France et les Pays-Bas.

Les bouleversements européens firent dire qu'on a *des* Europe plutôt qu'*une* Europe. La carte de l'Europe changea ; cela se fit par les accords de 1944, Yalta et Postdam (voir plus haut), mais il n'y eut pas de traité avec — et sur — l'Allemagne avant 1990. Les modifications territoriales ne furent pas toutes immédiates, ni incontestées. Le désir de l'URSS de se protéger par un glacis provoqua une poussée de son territoire vers l'ouest, comme au début du XIXe siècle. Cet agrandissement provoqua une modification des frontières orientales de la Pologne et un glissement du territoire polonais vers la ligne Oder-Neisse. C'était donner à la Pologne une façade maritime large, des gisements de charbon importants et un territoire de forme plus ramassée. L'Allemagne n'existait plus, elle était le seul vaincu à 100 %. Les pays baltes restaient annexés à l'URSS. L'Italie perdait des territoires au Nord. Des rectifications eurent lieu au détriment de l'Italie, qui céda une partie de l'Istrie à la Yougoslavie. La question de Trieste, revendiqué par les deux pays, envenima longtemps les rapports italo-yougoslaves et ne fut réglée, par un compromis, qu'en 1954. L'Italie céda aussi le Dodécanèse (Rhodes) à la Grèce. Hors d'Europe, l'Italie perdit toutes ses colonies. L'Éthiopie retrouva son indépendance et acquit l'Érythrée, ce qui lui donnait un débouché sur la mer Rouge. Somalie et Libye furent occupées par des troupes anglaises et accédèrent quelques années plus tard à l'indépendance. La Roumanie donna la Bessarabie à l'URSS, mais récupéra la Transylvanie perdue par la Hongrie vaincue. La Bulgarie perdit son débouché sur la mer Égée. Tchécoslovaquie (Ukraine subcarpatique) et Finlande perdirent quelques territoires au profit de l'URSS.

Par transferts massifs de populations provoqués par ces modifications, le problème des réfugiés devint aigu. Environ 30 millions de personnes furent « déplacées » pendant le conflit ou immédiatement après : conséquences des mesures de germanisation, fuite des Allemands devant l'Armée rouge en 1944-1945, mouvements autoritaires de populations allogènes à l'appui des rétablissements ou rectifications de frontières, comme du « glissement » du territoire polonais vers l'ouest, un peu comme en Asie orientale, où six millions de Japonais installés en Mandchourie et en Corée furent rapatriés de force. Faute de patrie définie, des milliers de « personnes déplacées » attendront dans des camps, durant des années, qu'on statue sur leur sort.

Mais il est nécessaire de se méfier des illusions rétrospectives : la division de l'Europe par le « rideau de fer » (cf. Churchill, mars 1946) ne fut que progressive, étalée de 1945

à 1947. La rupture de 1947 partagea définitivement l'Europe en deux blocs. La crainte suprême des Européens fut celle d'un troisième conflit mondial, éclatant entre URSS et États-Unis, mais, avec le recul du temps, grande apparaît la force du sentiment national et du phénomène des nationalités et des nationalismes. La nouvelle carte n'est pas immédiate et sentie du tout comme définitive au lendemain de la guerre. Ne règne plus l'idée de « fin de l'histoire », de « der des der », d'ordre, comme en 1919-1920. Raymond Aron inventa d'ailleurs la formule « paix impossible, guerre improbable »¹. La fin de la Seconde Guerre mondiale provoqua la chute du Fascisme, le retrait (prévisible) de la monarchie italienne, le désir de dénazification, la disparition de fait de l'État allemand unifié créé par Bismarck (Postdam maintient le principe de l'unité, mais l'Allemagne est divisée en quatre zones), l'épuration dans les pays libérés. Toutefois, subsistent Franco et Salazar (mais sont-ils *fascistes* ?). Et il n'y pas de traité de paix, pas avant... 1990.

Antonio de Oliveira **Salazar**, 1889-1970, longtemps président du conseil du Portugal sans en être chef d'État. Son collaborateur principal est Marcello Caetano (1906-1980), qui lui succéda en 1968. Il fut le seul, avec l'Irlandais De Valera, à adresser ses condoléances au grand amiral Karl Dönitz (1891-1980) après la mort de Hitler...

La poussée de la « gauche » est une conséquence de la Résistance et du prestige de l'URSS, de l'« effet Stalingrad » (voir plus haut). Elle se concrétisa avec le tripartisme en France, le *travaillisme* en Grande-Bretagne, le développement de la Démocratie chrétienne italienne, la reconstitution du Parti social-démocrate allemand. La gauche participe au pouvoir (au moins) un peu partout. Elle connaît une poussée fort « spéciale » (le « salami ») en Europe orientale. Il y a en général prime « intellectuelle » au marxisme et au communisme, avec la (fausse) évidence du « socialisme » de la Libération.

Les nationalités furent mises au pas en URSS. Le 24 mai 1945, lors de la parade de Victoire à Moscou, retentit le chant « Gloire à toi, peuple russe », tiré d'*Une vie pour le Tsar* de Mikhaïl Glinka (1836). Puis, lors de la réception des principaux chefs militaires au Kremlin, le même jour, le discours de la victoire de Staline est sans ambages. Staline porte un toast à la santé du peuple russe, guide de toute l'Union : « [...] il a été reconnu par tous, dans cette guerre, comme la force dirigeante de l'Union soviétique parmi tous les peuples de notre pays. » Il n'y a ensuite aucune trace de « soviétisme » : il présente une vision prérévolutionnaire du peuple civilisateur et protecteur, « la nation la plus avancée de toutes celles qui composent l'Union soviétique ». Simplement, à la fin, il fait allusion à « la victoire historique sur l'ennemi de l'humanité, sur le fascisme ». La réalité sous-jacente est faite de résistance à l'annexion et à la collectivisation, particulièrement forte en Ukraine occidentale, jusqu'en 1950, avec des persécutions religieuses contre les Uniates, en Moldavie et dans les Pays baltes. Elle est faite

¹ Raymond Aron, *Paix et guerre entre les nations*, Calmann-Lévy, 1962, 797 p.

également de déportations (pour crimes de « trahison collective ») des Tchétchènes (*cf.* la guerre de sécession de 1994-1995) en février 1944, des Ingouches et des Tatars de Crimée (annoncée en 1946, faite en réalité plusieurs années auparavant, les Allemands de la Volga ayant été déportés dès août 1941). La Crimée cesse d'être une République, elle est rétrogradée en région ! Et, pendant ce temps, c'est l'exaltation de la suprématie historique de la science russe, des bienfaits apportés par les Russes et de l'empire tsariste.

L'Europe est en plein désarroi et une crise morale s'y étend. La guerre a porté un rude coup au mythe de l'humanisme de la civilisation européenne (*cf.* le choc de la découverte des camps de concentration et d'extermination). De surcroît, de nouveaux camps sont construits, immédiatement après... La guerre a posé le problème des responsabilités collectives. Les responsables allemands ont subi le procès de Nuremberg, mais personne ne juge les responsables du bombardement de Dresde le 13 février 1945 (voir plus haut). La guerre a provoqué la quasi-disparition d'une grande partie du patrimoine artistique et culturel (*cf.* les communautés juives d'Europe centrale et orientale), le syndrome des guerres civiles (*cf.* la France), la peur de la guerre atomique, de la « 25e heure » de Virgil Gheorgiu (1906-1992), un roman, *La Vingt-Cinquième Heure*, publié en 1949. Enfin, ses conséquences culturelles sont nombreuses : existentialisme, Camus, néoréalisme cinématographique, etc.

N'y a-t-il pas des raisons d'espérer ? La capitulation de l'Allemagne en 1945 ne soulève pas l'enthousiasme de l'armistice de 1918, mais elle suscite souvent *l'ardeur* et *la nécessité*¹. Un désir de rénovation se marqua fréquemment par un programme de nationalisations, par un projet de *Welfare State*, inspiré par le plan (anglais) de l'économiste libéral William Beveridge (1879-1963), directeur de la *London School of Economics* et professeur à Oxford, du 20 novembre 1942, et la création de la Sécurité sociale en France (4 octobre 1945), par le droit de vote des femmes (*cf.* la France). Les Français rejettent le retour à la IIIe République, ainsi que le parti radical. Un peu partout, c'est le *baby-boom*...

Il n'y a pas encore de reconstruction économique, mais les urbanistes envisagent de reconstruire les villes détruites suivant des plans d'ensemble : la guerre a été pour l'urbanisme une « occasion ». Quant à la reconstruction du potentiel industriel, elle sera une occasion de moderniser l'appareil de production, provoquant l'irruption de la technocratie, mais l'économie va devenir une « valeur » en soi. Enfin, la libération offre l'occasion de planifier (*cf.* le Commissariat au Plan en France, préparé en 1945, institué le 3 janvier 1946) et elle marque la renaissance définitive de l'idée européenne.

¹ Cf. J.-P. Rioux, *La France de la Quatrième République*, Seuil, coll. "Points", N.H.F.C., tome I.

CONCLUSION

« Grande Guerre », avait-on assez vite dit de la Première Guerre Mondiale. Hiroshima et Shoah : on peut le dire bien davantage de la Seconde, à cause de son intensité, de ses caractères et de son étendue spatiale... Lourde comparaison, même s'il fut forgé il y a quelques années le concept de « très grande guerre » pour désigner l'ensemble 1914-1945... Mais, comme l'on sait, il n'y eut pas de « revanche allemande », 1945 est « l'année zéro » mais pas *La Vingt-Cinquième Heure* de l'écrivain Virgil Gheorgiu.

4e PARTIE.

ENTRE GUERRE ET PAIX, DANS UN MONDE BIPOLAIRE.

LA GUERRE FROIDE, 1945-1962

Les deux grands vainqueurs sont deux puissances vraiment mondiales. Face à cette bipolarisation du monde, la Grande-Bretagne, quant à elle, n'a que les apparences de la puissance, la France la fiction de celle-ci uniquement. Après 1945, c'est — expression fort peu employée — le « deuxième après-guerre », l'après Seconde Guerre mondiale, mais les conflits limités se multiplient, un exemple fameux étant la guerre de Corée. La Seconde Guerre mondiale avait été au contraire une guerre totale, qui a engagé la globalité des moyens des belligérants, non seulement militaires, mais aussi économiques, financiers, démographiques, une guerre d'anéantissement et non une guerre limitée, une guerre longue et non une guerre courte ! La Guerre froide est surtout une « notion », « scolairement » la période 1945-1962. Mais attention aux appellations traditionnelles quant aux « périodes » ! De quoi s'agit-il ? La Guerre froide est, elle, une guerre « non ouverte », une guerre des nerfs, une guerre sans fronts, sans théâtres d'opérations, sans campagnes militaires. C'est la « partie nulle en Europe », selon la formule de Raymond Aron, dans *Paix et Guerre entre les nations*.

Chapitre 18. LA NAISSANCE DE LA GUERRE FROIDE (1945-1950)

Contrairement à l'habitude, notamment à la Première Guerre mondiale et à certains espoirs, on n'eut après 1945 la signature de traités de paix qu'avec certains pays vaincus, en tout cas pas de traité général concernant l'Allemagne et le Japon, principaux vaincus. Cette longue absence de traités de paix ne prendra fin qu'à l'orée de la dernière décennie du siècle (cf. 8e partie) ! Les relations internationales furent vite du domaine de la « guerre froide », expression popularisée en 1947 par le financier américain Bernard Mannes Baruch (1870-1965) et le journaliste Walter Lippmann (1889-1974, voir plus loin).

□ L'Organisation des Nations unies : naissance et premières années

Il est significatif que l'ONU soit beaucoup plus mondiale que la SDN. Les organisations et accords internationaux de 1945-1947 sont marqués par la naissance de l'Organisation des Nations unies et une première question se pose : l'ONU est-elle l'exact successeur de la SDN ? L'année 1939 avait marqué pour la SDN l'échec définitif d'une « idée généreuse ». L'idée de faire revivre la Société des Nations a préoccupé Roosevelt, qui avait été jadis un chaud partisan de la SDN et avait regretté son rejet par le Sénat américain. Dans un message au Congrès, il proclame dès janvier 1941 le droit aux « quatre libertés fondamentales », liberté de pensée et de parole, liberté de croyances, libération de la misère, libération de la peur. La *Charte de l'Atlantique* (1941) développait cette quadruple idée. Pendant les années de la guerre, il apparaissait qu'une organisation des Nations unies devrait assurer cet espoir, avec le désir de faire autrement que la SDN. Celle-ci était un club d'États souverains et égaux, la nouvelle organisation serait menée par un groupe d'États puissants : elle serait donc un directoire mondial efficace. La SDN était empêtrée dans le juridisme (cf. l'expression la « paix par le droit »), l'objectif de l'ONU sera la « paix par la police des Grands ». Mais la SDN participe à l'élaboration de l'ONU, avec un rôle tout particulièrement important de Sean Lester, le dernier secrétaire général. Il faut dire que toutes les organisations satellites, par exemple le BIT (Bureau international du Travail), avaient collaboré efficacement avec les Alliés pendant la guerre. L'ONU a le sentiment d'un double devoir : éliminer les germes de conflit, au sortir d'une guerre qui a fait tant de morts, éviter d'être une « SDN bis ». L'ONU ressent une double nécessité : la coopération entre les nations — dans le cadre du néo-libéralisme, fait (entre autres) d'interdépendance des économies et de relations internationales inévitablement plus planétaires qu'avant — et prolonger l'alliance du temps de guerre, d'où le nom d' « Organisation des Nations unies ». La mise sur pied de l'ONU se fait progressivement. Le 1er janvier 1942, à Washington, une vingtaine de dirigeants, dont Churchill et Roosevelt, adoptent une déclaration aux termes de laquelle les Nations unies s'engagent à mettre sur pied, sitôt la guerre finie, un système de paix et de sécurité. À la conférence de Moscou (19-30

octobre 1943), États-Unis, Grande-Bretagne, URSS et Chine esquissent le futur système, une « organisation générale fondée sur le principe d'une égale souveraineté de tous les États pacifiques ». Lors de la conférence de Téhéran (8 novembre-2 décembre 1943), les trois Grands — Churchill, Staline et Roosevelt — conviennent de mettre sur pied cette organisation, ce qui est fait par des experts, à la conférence de Dumbarton Oaks (Massachusetts, septembre-octobre 1944) : la structure générale de l'ONU est précisée, la France se voit attribuer un siège au Conseil de Sécurité. À la conférence de Yalta (février 1945) un droit de veto est reconnu à chacun des cinq Grands et l'URSS obtient deux sièges supplémentaires à l'assemblée générale (« pour » l'Ukraine et la Biélorussie). La conférence constitutive a lieu à San Francisco (avril-juin 1945). La *Charte de l'Organisation des Nations unies* est approuvée par 51 pays le 26 juin ; elle entre en vigueur le 24 octobre 1945, après la mort de Roosevelt.

La première session se tient à Londres en janvier 1946, pas à Genève, à cause du fantôme de la SDN, mais Genève aura un centre de l'ONU, installé dans le gigantesque Palais des Nations achevé en 1937. Ensuite (décembre 1946) le siège définitif est fixé à New York. Le sort de la Société des Nations est réglé : tous ses biens sont transférés à l'ONU en 1946, elle tient une dernière session, à Genève, en avril 1946, avec 34 membres. Il est facile de marquer ressemblances et différences avec la SDN en matière de fonctionnement. L'assemblée générale est voulue comme la démocratie à l'échelle mondiale, mais son domaine de compétence est délibérément réduit. Y participent tous les États membres (51 à l'origine, trois fois plus aujourd'hui), chacun ayant une voix, mais plusieurs délégués. À l'origine, les pays industriels exercent une nette domination numérique. L'assemblée tient une session annuelle, en septembre, avec possibilité de sessions extraordinaires, à la demande du Conseil de sécurité, du Secrétaire général ou de la majorité des membres. La première a lieu à Londres, la troisième et la sixième à Paris, les autres se tiennent à New York. À cause de la raréfaction des sessions du Conseil de sécurité, les sessions ordinaires seront de plus en plus longues.

On vote à la majorité simple, mais la majorité des deux tiers est requise pour les questions importantes, budget, admission de nouveaux membres, plus à partir de 1950 l'annulation du veto d'un des Grands, c'est la « résolution Acheson ». La *Charte* a établi une distinction entre les résolutions — décisions, obligatoires, comme les votes évoqués à l'instant — et les recommandations — toutes les autres décisions et textes, non obligatoires. De grandes commissions (politique et sécurité, économique, sociale et culturelle, tutelle et décolonisation, etc.) sont constituées, tous les états membres y participant. Rapidement, des groupes géopolitiques voient le jour. Le Conseil de sécurité compte cinq membres permanents (États-Unis, URSS, Grande-Bretagne, Chine et France) et six membres temporaires, élus pour deux ans par l'assemblée générale et non rééligibles (dix à partir du 1er janvier 1966). Dès 1949 se pose le problème du siège chinois. La présidence, tournante, est assurée par chaque membre à tour de rôle pendant un mois. Le Conseil peut se réunir à tout moment pour

examiner les questions susceptibles de mettre en danger la paix et il peut décider l'envoi de forces armées. De toute façon, il existe des « délégations permanentes ». Mais, à cause des vetos, il y aura de moins en moins de réunions après 1948. Les décisions sont prises à la majorité simple (plus exactement de 7, puis 9 voix), mais un veto est possible de la part d'un des cinq membres permanents. Grosse différence structurelle avec la SDN, le Secrétaire général (il a huit adjoints) est un personnage susceptible d'exercer une forte influence personnelle au sein de l'ONU et la personnalité des Secrétaires généraux comptera beaucoup dans la façon d'exercer ses fonctions. Élu pour cinq ans par l'assemblée générale, sur recommandation du Conseil de sécurité, il est rééligible. Comme les grandes puissances occupent déjà une place privilégiée dans l'Organisation, il est entendu que le Secrétaire général sera ressortissant d'un autre pays, donc d'une petite nation. Le premier est le Norvégien Trygve Lie.

Trygve Lie (1896-1968), syndicaliste et socialiste, avait été plusieurs fois ministre. Ministre travailliste des Affaires étrangères du gouvernement norvégien en exil, il représente son pays à la conférence des Nations unies de San Francisco et y entretient de bonnes relations avec les Américains et les Soviétiques. Candidat de compromis, il est élu Secrétaire général le 1er février 1946. Trygve Lie s'efforce avec succès d'élargir le champ d'action du Secrétaire général. En 1950, il est favorable à l'admission de la République populaire de Chine à l'ONU, puis il déclare la Corée du Nord agresseur, permettant ainsi aux États-Unis de couvrir leur intervention d'un mandat de l'ONU (voir plus loin). Cela provoque l'opposition de l'URSS et de la Chine populaire à un second mandat, mais il obtient, le 1er novembre 1950, une prolongation de trois ans. Il démissionne néanmoins le 11 novembre 1952, jugeant son action paralysée par la Guerre froide.

La fonction du secrétaire général consiste à la lettre à exécuter les décisions de l'assemblée générale et des conseils. Il dirige le secrétariat, peuplé, dans le « palais de verre » de New York, de fonctionnaires originaires de tous les pays, avec des quotas nationaux. Deux « langues de travail », l'anglais et le français, sont retenues, ainsi que cinq « langues officielles » (les deux « langues de travail » plus le russe, le chinois et l'espagnol), dans lesquelles sont traduits tous les documents. Il existe d'autres Conseils. Le Conseil économique et social (Ecosoc) comprend 18, puis 27 membres (54 depuis 1973), élus pour trois ans par l'assemblée générale. Son rôle est de promouvoir la coopération économique et sociale entre les nations. Il comporte plusieurs commissions (population, lutte contre la drogue, Droits de l'homme, etc.) et tient deux sessions par an, l'une à New York, l'autre à Genève. Le Conseil de Tutelle a quinze membres, élus par l'assemblée générale. Roosevelt avait envisagé de placer sous tutelle tous les territoires coloniaux, ce qui avait suscité de vives oppositions, notamment de la part de la Grande-Bretagne et de la France. En fait, le Conseil de Tutelle contrôle seulement l'administration des territoires sous mandat de l'ancienne SDN. Seule l'Afrique du Sud a refusé de placer le Sud-Ouest africain — future Namibie — sous tutelle de l'ONU. La Cour de Justice internationale de La Haye avait été créée en 1899, puis reprise dans la SDN sous le nom de

Cour permanente de Justice internationale de La Haye. Lui succède en 1945 la Cour internationale de Justice (CIJ), qui siège toujours à La Haye. Ses quinze juges sont élus pour neuf ans par l'assemblée générale parmi des spécialistes du droit international. Ils sont inamovibles et rééligibles. Le TPI (Tribunal pénal international) ne sera créé qu'en 1993-1994.

Tous les pays membres de l'ONU ne font pas obligatoirement partie des institutions spécialisées. L'ONU reprend d'anciennes institutions, l'une ayant fait partie de la SDN — l'OIT, Organisation internationale du travail, seul organisme à avoir survécu à la liquidation de la SDN et dont le secrétariat permanent est toujours le Bureau international du Travail (BIT) —, les deux autres n'en ayant pas fait partie : l'UPU — Union postale universelle, fondée en 1878 et dont le siège demeure à Berne — et l'UIT — Union internationale des Télécommunications — (1865). L'activité de l'OIT est de plus en plus tournée vers l'assistance technique et la formation professionnelle. Mais il y a en outre, après la Seconde Guerre mondiale, de nouvelles institutions. La FAO (*Food Aid Organisation*, Organisation des Nations unies pour l'Agriculture et l'Alimentation), fondée à Rome en octobre 1945, distribue les excédents alimentaires et fournit une aide technique agricole aux pays sous-développés. La BIRD (Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement) voit le jour le 27 décembre 1945 (siège à Washington). Elle finance des investissements lourds par des prêts à long terme. Le Fonds monétaire international, FMI, est créé le même jour, dans un but de coopération monétaire internationale. L'UNESCO (Organisation des Nations unies pour l'Éducation, la Science et la Culture) prend la suite de l'Institut international de Coopération intellectuelle (IICI), elle est fondée le 4 novembre 1946 (siège à Paris, l'initiative, d'ailleurs, est française). Elle reçoit pour tâches l'alphabétisation, l'éducation, la recherche scientifique et la protection du patrimoine culturel mondial. L'OMS, Organisation mondiale de la Santé, est fondée le 1er septembre 1948 (siège à Genève). On peut citer également le HCR (Haut-Commissariat aux Réfugiés, Genève, développant l'action de la SDN en faveur des réfugiés), l'UNICEF (Fonds des Nations unies pour l'Enfance) et l'OACI (Organisation de l'Aviation civile internationale, 1947 à Montréal). D'autres institutions verront le jour après, comme la CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement, 1964, *UNCTAD* en anglais).

□ Le rapide échec du directoire mondial : l'action et l'évolution de l'ONU

Aux buts « classiques », s'ajoutent dans la *Charte* de San Francisco l'égalité entre nations, grandes et petites, ainsi que le respect des droits de l'homme, l'abolition des distinctions entre races, langues, religions et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (comme dans la *Charte de l'Atlantique* de 1941). L'ONU a pour ambition le maintien de la paix (en anglais : *peacekeeping*, distingué de *peacemaking*) ; pour ce faire elle peut émettre des recommandations concernant le désarmement ou toute autre question sur le problème de la

paix. D'autre part, il est créé le 14 janvier 1946 une Commission de l'Énergie atomique et une Commission des Armements classiques. Mais ce domaine connaît très rapidement l'impasse. Elle peut disposer de forces armées, « prêtées » par des pays membres (l'appellation de « casques bleus » viendra plus tard) mais le comité d'état-major de l'ONU n'a jamais réellement fonctionné. Certes, les Nations unies interviennent au Cachemire pour séparer Indiens et Pakistanais en juillet 1948 et en Palestine (1947-1949) ; mais, dès 1946 des lacunes sérieuses se manifestent en ce domaine. La plainte du gouvernement iranien contre l'URSS à propos de l'intervention soviétique dans l'Azerbaïdjan iranien reçoit une solution en dehors de l'ONU. C'était pourtant la première affaire dont l'ONU a à s'occuper, et un conflit dans lequel est engagé un des membres permanents du Conseil de sécurité ! La plainte de l'URSS contre la présence de troupes anglaises en Grèce aboutit à un règlement direct entre la Grande-Bretagne et l'URSS sans intervention de l'ONU. Lorsque se pose le problème de la place de l'Espagne franquiste dans la communauté internationale (*cf.* son attitude de tergiversation dans la neutralité entre 1943 et 1945), l'ONU est incapable de décider les sanctions demandées par la Pologne : elle se contente de recommander aux pays membres de ne pas entretenir de relations diplomatiques avec le régime de Franco, « mesure » levée dès 1950 !

L'après-guerre est plein de désillusions pour l'**Espagne**, qui doit faire face à l'hostilité totale de l'URSS et à la méfiance des États-Unis, qui l'accusent de fascisme. Elle n'est d'ailleurs pas invitée à San Francisco pour la création de l'ONU. Seule la Guerre froide va permettre à Franco de se rapprocher des Américains et de ses voisins. La France prend l'initiative d'une offensive diplomatique contre Madrid. La frontière est fermée le 1er mars 1946, sans pour autant rompre les relations diplomatiques et sans faire quoi que ce soit pour déstabiliser le régime du *caudillo* (malgré les demandes des exilés). La France ne renouera ses relations, d'ailleurs sans chaleur, qu'au début de la Guerre froide, en février 1948. À noter que des maquis antifranquistes existeront en Espagne jusque dans les années 50. Dès 1952 l'Espagne entre à l'UNESCO, en raison de son patrimoine culturel.

L'échec le plus grave est, bien sûr, que l'ONU n'a pu empêcher la Guerre froide et la constitution des deux blocs ; un cas particulier est, évidemment le rôle de l'ONU dans la Guerre de Corée. L'ONU eut une action en faveur de la décolonisation. Elle favorisa l'indépendance de la Syrie et du Liban, territoires sous tutelle (1947), intervint en 1949 pour l'indépendance de l'Indonésie, et, quelques années plus tard, fixa le sort des anciennes colonies italiennes : l'indépendance de la Libye fut proclamée le 24 décembre 1951 et celle de l'Éthiopie, fédérée avec l'Érythrée, l'année suivante. Elle n'hésita pas à réclamer des « renseignements » aux puissances occidentales. Plus tard, elle mettra à l'ordre du jour (1952) les affaires marocaine et tunisienne et réclamera l'indépendance de tous les peuples colonisés (1960). L'ONU eut une action sociale et humanitaire. L'assemblée générale vota à Paris le 10 décembre 1948 la *Déclaration universelle des Droits de l'Homme*, qui reprenait les idées et des formules des *Chartes* de 1941 et 1945, en les complétant. Le texte de 1948 — inspiré de la *Déclaration des*

Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 — fut rédigé par une commission présidée par la veuve de Roosevelt, Eleanor (1884-1962) et largement animée par René Cassin (1887-1976), alors président de la Fédération internationale des Droits de l'Homme, mais le consensus fut difficile à obtenir et d'ailleurs l'URSS et trois de ses satellites ne votèrent pas la Déclaration. Par contre, les problèmes lexicaux (traduction anglaise en *Human Rights*) furent longtemps secondaires et c'est seulement au siècle suivant que la France envisagera d'employer l'expression « droits humains », dérivée elle aussi du latin *homo, hominis*. En 2008, Stéphane Hessel (1917-2013), dernier survivant des rédacteurs, proposera l'expression « droits de la personne humaine ». L'ONU aida les réfugiés (notamment palestiniens) ; en 1951 la Convention de Genève définit le statut des réfugiés, prévint leur protection, leurs droits et leurs devoirs, et il faut signaler l'action de l'OMS, l'Organisation mondiale de la Santé. En matière de conception même de l'institution, celle-ci, d'abord instrument lutte contre le totalitarisme de l'Axe, devint instrument de la politique américaine dans la Guerre froide (*cf.* la Corée). Au cours des premières années, il y eut peu d'évolution dans le nombre des membres, car la procédure d'admission était vite devenue un élément de la Guerre froide. En 1953, l'ONU n'aura toujours que 60 membres. En ce qui concerne la répartition par continents, remarquons qu'en 1945 l'Amérique représente 22 membres, l'Europe 14 seulement, devant l'Asie et l'Océanie (11, quatre fois plus aujourd'hui), l'Afrique étant très sous-représentée (4 membres seulement, plus de 50 de nos jours). Quant au Secrétaire général, il sera un Européen jusqu'en 1961 (voir plus haut) ! L'ONU n'est donc pas encore beaucoup plus universelle que la SDN, mais elle a la chance, à la différence de sa devancière, de ne pas être la gardienne de traités de paix...

□ Bretton Woods et le GATT

Une après-guerre économique et financière ? Le conflit a confirmé l'affaiblissement de l'Europe occidentale, dont le symbole est la Grande-Bretagne, dotée de trois fois plus de dettes extérieures en 1945 qu'en 1939. Le monde est désormais celui de deux économies dominantes, mais inégales. Toutefois, les puissances moyennes conservent une capacité de mobilisation économique, démontrée pendant la guerre, puis par les deux « miracles économiques » japonais et allemand d'après-guerre. D'autres ruptures fondamentales vont apparaître et être autant de facteurs essentiels des relations internationales : la prise de conscience du Tiers Monde, la troisième « révolution industrielle », la généralisation des « comptabilités nationales », homogènes et permettant des comparaisons, l'apparition des notions de PNB et PIB... L'après-guerre vit la mise en place des bases d'un nouveau système monétaire, avant même la fin des hostilités. La notion d'économie occidentale prit naissance en 1947-1948 avec le plan Marshall et l'OECE (Organisation européenne de Coopération économique, *OEEC* en anglais), créée à cette occasion avec 16 pays européens. Élargie en OCDE (Organisation de Coopération et de Développement économique, *OECD* en anglais) en 1961 avec la participation des États-Unis, du Canada et

d'autres états, elle deviendra vite une sorte de « club » des pays riches de la planète, aujourd'hui 27 membres. Plus largement, il y eut vite multiplication des échanges de toute nature et fusion des conjonctures économiques nationales en une conjoncture occidentale, déterminée par l'influence prépondérante de la conjoncture américaine. Loin de donner le coup de grâce au système capitaliste, qui avait pu paraître s'effondrer avec la crise de 1929, la Seconde Guerre mondiale lui a apporté les conditions d'un nouveau départ. En quelques années, l'économie mondiale connut une croissance économique sans précédent, battant en brèche la thèse pessimiste des économistes « stagnationnistes ». Ce fut aussi l'expansion démographique par explosion du Tiers Monde et reprise de la natalité dans les pays industriels, l'éclatement des « frontières d'investissement » (firmes transnationales et multinationales), la montée, grâce à la troisième « révolution industrielle », du secteur tertiaire de la population active, qui représenta déjà 52 % de la population active aux États-Unis en 1950. Les structures du capitalisme se modifièrent vite, avec l'importance des *groupes*, l'intervention de l'État et la « technocratie ». Au niveau des politiques économiques, une nouvelle orthodoxie s'imposa : l'intervention par le budget.

Un nouvel ordre monétaire international avait été envisagé dès 1942 entre les États-Unis et la Grande-Bretagne, dans le cadre des accords de « prêt-bail », avec le désir d'éviter d'une part le retour pur et simple à l'étalon-or et d'autre part les monnaies flottantes et les dévaluations des années 1930. En 1943, deux plans furent présentés presque en même temps, par les deux principaux pays, et par deux personnages qui allaient jouer désormais les rôles principaux. Le plan anglais fut avancé par Keynes lui-même, futur chef de la délégation britannique à Bretton Woods, le plan américain par Harry Dexter White (1892-1948), futur chef de la délégation américaine à la même conférence. Ils étaient très similaires, mais le plan Keynes donnait plus d'importance à une institution monétaire internationale, la *Clearing Union*, et créait une monnaie de compte mondiale, le *bancor*; le plan américain de White mettait à jour le *Gold Exchange Standard* et était plus conforme aux intérêts... américains. Seule compensation faite à Keynes : une application du système différée jusqu'en 1951 pour laisser le temps aux grands équilibres de se rétablir. La Grande-Bretagne avait alors tous les attributs de la puissance extérieure, mais en réalité elle était appauvrie et fortement endettée : elle fut vaincue en 1944 (le représentant français, Pierre Mendès France, s'opposa aux plus excessives des prétentions américaines). La « Conférence monétaire et financière des Nations unies » se tint à Bretton Woods (New Hampshire) du 1er au 22 juillet 1944, alors que la guerre faisait encore rage en Europe et en Asie. Y participèrent 45 pays, dont l'URSS, qui refusera d'entrer dans le système ; les pays européens furent souvent représentés par des gouvernements en exil ; les pays d'Amérique latine étaient surreprésentés. La décision essentielle fut le retour au système... de 1922 (étalon de change-or, avec des « monnaies de réserve »). Mais, en raison de l'échec du retour à la libre convertibilité de la livre sterling en 1947, le dollar sera seul jusqu'en 1958 (livre sterling et yen seront alors convertibles) à remplir les conditions édictées. À ceci

une raison simple : les États-Unis détiennent en 1944 les deux tiers du stock d'or mondial. On a de fait un « Gold Dollar Standard », avec une équivalence longtemps conservée : une once d'or équivaut à 35 dollars ! Les pays à « devise périphérique », c'est-à-dire tous les autres, doivent détenir en réserve de l'or et des dollars (ou des créances en dollars). Chaque devise périphérique a le droit de fluctuer vis-à-vis du dollar dans une marge comprise entre moins 1 % et plus 1 % (donc dans une marge de 2 %), sans que le pays soit obligé de dévaluer (ou de réévaluer) sa monnaie. Ceci octroie une marge vis-à-vis d'une autre devise périphérique, mais impose le dollar comme monnaie de règlement des transactions internationales. Enfin, toute dévaluation ou réévaluation de plus de 10 % doit être autorisée par le FMI (Fonds monétaire international), qui gère le système, en fonctionnant comme une sorte de caisse de secours mutuel et une chambre de compensation. Pour les États-Unis, les avantages du nouveau système au sortir de la guerre sont évidents : leur monnaie devient « aussi bonne que l'or », un véritable droit d'émission international leur est donné, d'où leur totale indifférence vis-à-vis de leur balance des paiements (balance commerciale — exportations moins importations — moins la balance des comptes — balance de tous les mouvements de capitaux, sauf ceux liés à des mouvements de marchandises —) ! C'est une grosse anomalie, d'autant plus que les créanciers des États-Unis ont théoriquement le droit de demander à ceux-ci qu'ils les remboursent en or — en vertu du principe de la libre convertibilité — , mais en général ils s'abstiendront d'exercer ce droit ! Pour les autres pays, épuisés et appauvris par la guerre, il n'est pas nécessaire de reconstituer un stock d'or, les États-Unis accordent des crédits massifs en dollars, ils amorcent le système (pour résoudre le « manque de dollars », le *dollar gap*) et permettent aux autres pays de participer à nouveau, et très vite, aux échanges internationaux, d'autant plus que Bretton Woods proclame la nécessité du libre-échange.

Le Fonds monétaire international (FMI) est la première véritable institution monétaire internationale. Ses membres versent une « quote-part » (1/4 en or, 3/4 en monnaie nationale), déterminée en 1944 en fonction de la puissance financière et commerciale de chaque pays. Le nombre de voix dont chacun dispose est proportionnel à la quote-part versée. Or, les États-Unis ont versé 36 % des fonds ! (Grande-Bretagne : 17 %, Chine et France : 7 % chacune, etc.). De plus, un pays créancier gagne des voix (et vice-versa) ! Ces fonds permettent de fournir des crédits (en pratique en dollars), plafonnés à 125 % de leur quote-part, aux états qui défendent leur monnaie. Le siège de l'institution fut fixé à Washington ; à noter que quatre Français dirigèrent le FMI, avec le poste de directeur général, pendant la moitié de son existence. Une Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD, vite dite « Banque mondiale ») accorde des prêts à long terme, tout spécialement aux états en retard dans leur développement. Le « nouvel ordre monétaire international » institutionnalise donc la prédominance des États-Unis (d'autant plus que la Banque mondiale est présidée par un Américain et que des fonctionnaires américains peuplent le FMI) et du dollar... Mais le système connaîtra une évolution car dans les années 60, la masse des « dollars extérieurs »

dépassera les réserves monétaires de Fort Knox, aux États-Unis ! Le système stimule l'inflation ; l'insuffisance des ressources du FMI (toujours présidé par un Européen) sera petit à petit atténuée. Mais l'effondrement se produira en 1971 avec la dévaluation du dollar et les monnaies « flottantes » (cf. 6e partie). Pour effacer les séquelles du protectionnisme des années 1930 — une véritable obsession américaine — trois conférences furent réunies : Londres en 1946, Genève en 1947, La Havane en 1947-1948. Elles aboutirent à un Accord général sur les Tarifs douaniers et le Commerce (GATT, *General Agreement on Tariffs and Trade* ou *General Agreement on Trade and Traffic*), les états signataires (52, ni l'URSS ni la Chine) représentant 80 % du commerce d'alors. Il n'y eut pas d'institution internationale spécifique avant le 1er janvier 1995 : elle était prévue sous le nom d'Organisation internationale du Commerce (OIC) mais ne fut créée qu'à cette date et sous le nom d'Organisation mondiale du Commerce (OMC, cf. 8e partie). On eut donc un fonctionnement véritable, mais paradoxal, du GATT. Le GATT interdit le *dumping* et les cartels internationaux. Son grand pragmatisme — des principes mais des dérogations — assura son succès : la clause de la « nation la plus favorisée » fut érigée en principe général mais le maintien (ou même la création) d'unions douanières, de zones de libre-échange et de zones préférentielles fut autorisé ; les contingents d'importation furent supprimés, mais des exceptions étaient admises, comme les clauses de sauvegarde en cas de réduction de tarifs douaniers. Le GATT témoigne d'un consensus quasi général en faveur de la libéralisation des échanges.

□ L'aide Marshall et l'OECE

Dès avril 1945, l'ambassadeur américain William Averell Harriman (1891-1986) dénonça la « tactique communiste » : « Le parti communiste et ses associés se servent partout des difficultés économiques éprouvées par les pays placés sous notre responsabilité pour faire de la réclame aux conceptions et à la politique des soviets... » La nomination du général George Catlett Marshall (1880-1959) au poste de Secrétaire d'État américain (9 janvier 1947) traduisit une volonté de raidissement, déjà perceptible chez Truman quelques mois auparavant. Marshall annonça son plan lors d'un discours prononcé à Harvard le 5 juin 1947. La raison était double : la menace communiste et l'inquiétant déséquilibre des échanges entre les États-Unis et l'Europe. Les modalités étaient présentées selon l'image de la partie de billes : l'Europe devait pouvoir « reprendre la partie », malgré le *dollar gap* (voir plus haut). Il y avait eu d'ailleurs des phases antérieures au plan Marshall lui-même : l'*United Nations Relief and Rehabilitation Administration* (UNRRA, 1944-1946) avait distribué des secours aux pays victimes de la guerre, surtout l'Europe centrale et orientale (40 %), URSS comprise, et l'Europe occidentale (25 %). Des prêts bilatéraux (1946-1947) avaient pris le relais. Ils s'étaient avérés très insuffisants et les États-Unis refusaient de continuer une aide au coup par coup. D'une manière générale, l'*European Recovery Program* (ERP) — nom officiel de l'aide Marshall, votée par le Congrès

américain en avril 1948 — accentua la dépendance politique des bénéficiaires et la coupure de l'Europe en deux blocs. Comme l'ERP vit le jour en avril 1948 seulement, entre-temps, le Congrès vota une loi d'Aide intérimaire, en décembre 1947. L'aide n'était accordée que sous la condition que les Européens proposaient un programme de relèvement européen ; sous l'amicale et ferme pression des États-Unis, les Européens de l'Ouest créèrent donc l'OECE (Organisation européenne de Coopération économique, *OEEC* en anglais) en avril 1948, mais les Américains mirent sur pied une Administration de Coopération économique. Le plan Marshall fut l'occasion de renforcer progressivement les interdictions de commercer avec l'Est.

L'aide américaine se fit sous forme de dons (89 %) et de prêts (11 %) aux États, aide répartie par les pays européens eux-mêmes — seize pays européens (rejoints par l'Allemagne fédérale en 1949 et l'Espagne en 1959) — , groupés dans l'OECE (Organisation européenne de Coopération économique) à partir de mars 1948. Elle a donc contribué à amorcer la coopération européenne, bien que le but de l'OECE n'ait pas du tout été une quelconque intégration entre les pays européens. En effet, elle réduisit les contingentements d'importations, facilitant les échanges commerciaux, et elle fut à l'origine de l'UEP (Union européenne des Paiements, 1950), qui par un système de compensations multilatérales permit de financer les échanges entre pays membres malgré l'insuffisance en devises et la non convertibilité des monnaies. L'aide Marshall a précipité l'intégration des économies occidentales sous la direction américaine, pour le meilleur et pour le pire, mais les États-Unis ont privilégié la construction atlantique par rapport à la construction des « États-Unis d'Europe ». Les dons et les prêts faits aux divers pays servent à acheter des produits en Amérique, ensuite vendus sur les marchés nationaux, la contre-valeur servant à financer des programmes d'investissements publics ou à rembourser la dette nationale vis-à-vis des États-Unis. Les dollars Marshall servent donc deux fois.

Quels furent les bénéficiaires du plan Marshall, qui dura d'avril 1948 à juin 1952 ? Après des hésitations, l'Union soviétique participe à une conférence à Paris (juin-juillet 1947), puis déclina l'offre en formulant des exigences délibérément inacceptables, entraînant dans son refus les démocraties populaires ou en voie de l'être. L'URSS et les pays en passe d'être socialistes refusèrent donc, ce qui provoqua la coupure de l'Europe en deux blocs. Le gouvernement tchécoslovaque avait d'abord accepté, le 4 juillet, mais il était revenu sur son acceptation après le voyage à Moscou d'une délégation (10 juillet). L'URSS contraignit aussi la Pologne à revenir sur son désir initial d'acceptation. Staline a, en effet, présenté le plan Marshall comme une machine de guerre de l'impérialisme américain destinée à relever l'Allemagne. Mais des réticences dans la formulation du discours de Marshall laissaient supposer qu'on avait déjà, du côté américain, envisagé des refus, plus ou moins évidents dans le contexte politique international du moment. Le Royaume-Uni bénéficia de 23,5 % de la manne, la France de 20,5 %, l'Italie de 11 %, l'Allemagne occidentale (ancien vaincu, exclu du bénéfice de l'UNRRA,

et pas membre de l'OECE) de 10 %, les Pays-Bas de 8,5 %, l'Autriche de 5 %, comme la Belgique, la Grèce de 4 %, le Danemark de 2 %, etc. Les principaux produits vendus furent ceux de l'agro-alimentaire (32 %), les produits bruts et semi-finis (19 %), les produits énergétiques (15 %), les produits textiles (14 %) et ceux de la construction mécanique (14 %). Les tabacs s'élevèrent à la hauteur de... 4,4 %. Dans le champ économique, décidés à ne pas recommencer leur erreur de 1919-1920, où, après être venus combattre en Europe en qualité d' « associés », ils sont retournés aussitôt à leur isolationnisme traditionnel, les États-Unis acceptent donc de jouer le rôle mondial correspondant à leur incontestable puissance et de porter le « fardeau de l'homme blanc » (formule de Rudyard Kipling, remontant à 1899).

□ La rupture de la « Grande Alliance » (1945-1947)

En deux ans se rompit la « Grande Alliance » entre l'URSS et les États-Unis, rupture dont les prodromes étaient visibles à Yalta et qui permit une promotion internationale foudroyante des États-Unis. La rupture ne fut pas immédiate, malgré l'arrêt du prêt-bail dès mai 1945, arrêt annoncé comme une mesure strictement technique et non pas politique et économique. En effet, les États-Unis avaient besoin de l'URSS contre le Japon, car ils n'étaient pas sûrs de l'arme atomique avant le 16 juillet 1945, pendant la conférence de Postdam et alors que l'URSS avait déjà promis d'intervenir. D'ailleurs, il y eut au départ une grande continuité entre la politique de Truman et celle de Roosevelt. Les responsabilités de la rupture sont évidemment partagées ; la césure se produisit dans un contexte né de trois conditions générales importantes. D'une part, la démobilisation de l'armée américaine fut très rapide, la faisant passer de 12 300 000 hommes à 1 500 000 hommes en décembre 1947 ! Mais les États-Unis disposaient d'une nette supériorité navale, de même que dans les airs. Et l'expérience nucléaire de Bikini en 1946, avec de nombreux journalistes, était destinée à accentuer et montrer l'avance américaine. D'autre part, l'arme atomique ne fut pas brandie à propos de l'occupation soviétique des pays d'Europe centrale et orientale, de toute façon sa possession ne bouleversait pas encore la pensée militaire américaine. Elle ne le fera que progressivement et c'est seulement en 1953 qu'Eisenhower inclura la bombe atomique tactique dans les plans de bataille de l'OTAN. Enfin, l'arme économique et financière avait été inefficace contre l'URSS : au début de 1946, l'URSS refusa l'offre d'un grand prêt américain en échange de son adhésion au FMI et à la BIRD. Les moyens de pression des États-Unis étaient donc très réduits. L'idée centrale de Roosevelt est que les Super-Grands doivent assurer la paix après-guerre. Or, le « directoire » international fit faillite, pour des raisons idéologiques et géopolitiques. D'un autre côté, la Guerre froide, pour un Dulles inspirateur de la politique américaine dès les lendemains de la guerre, secrétaire d'État virtuel, la Guerre froide n'est qu'une parenthèse. On

pourrait faire remonter la Guerre froide à 1917 (André Fontaine 1) : d'une part, une opposition doctrinale, d'autre part et enfin une Europe devenue un enjeu pour un double impérialisme.

John Foster Dulles (1888-1959) participe non seulement à la conférence créatrice de l'ONU à San Francisco mais aussi à la quasi-totalité des conférences des ministres des Affaires étrangères jusqu'en 1948, aux côtés de James Francis Byrnes (1882-1972) puis de Marshall. C'est lui qui dirige la délégation américaine qui négocie le traité de paix avec le Japon (1951).

Les États-Unis accèdent définitivement aux responsabilités mondiales. Il n'y a plus guère d' « isolationnistes » mais l'opinion publique porte un intérêt inégal aux problèmes internationaux. Les États-Unis exercent le *leadership* du « monde libre ».

Le nombre des amis de l'URSS se réduit, avec isolement d'un **Henry Wallace** (1888-1965), le secrétaire au Commerce qui était partisan d'une coopération avec l'URSS. Il démissionne en 1946 car il n'est pas suivi par Truman, il fonde le Parti progressiste, bien sûr taxé de « communisme » ; il sera candidat à l'élection présidentielle de 1948 et obtiendra un million de voix ; il reviendra peu à peu au parti démocrate.

La rupture de l'alliance s'inséra dans des conditions institutionnelles américaines plus ou moins précises. La conduite de la politique étrangère était toujours partagée entre l'exécutif et le Congrès, mais un *National Security Council* (NSC) vit le jour en 1947. Le Pentagone fut le siège conjoint du département de la Défense (qui avait regroupé dès le 6 décembre 1945 les secrétariats à la Guerre et à la Marine) et de l'état-major, installés dans ce bâtiment du faubourg d'Arlington depuis 1942. Les États-Unis firent peu de prévisions à long terme, et le poids du court terme pesa très lourd sur leur politique ; les idées qui y dominaient étaient que les États-Unis étaient investis d'une *mission*, celle d'organiser le monde de l'après-guerre, d'où Bretton Woods, l'ONU, le FMI et la BIRD, le GATT, vision universaliste qui apparut dangereusement menacée, voire même impossible à la fin de 1946 et au début de 1947. La politique américaine s'efforça en conséquence de maintenir le *statu quo* ; elle fut plus passive qu'active ; il fallut plus de deux ans d'hésitation (1945-1947) avant que les États-Unis ne se décident à adopter une attitude plus énergique vis-à-vis de l'URSS et à prendre officiellement le *leadership* de l'Occident. Avec le recul du temps, les dates les plus importantes apparaissent celles du discours de Churchill à Fulton (Missouri, 5 mars 1946, en présence de Truman), et de l'unification des zones d'occupation américaine et anglaises en Allemagne (1er janvier 1947). La Guerre froide n'entra dans une phase active qu'au cours de l'été 1947. L'Union soviétique bénéficiait dans le monde de l' « effet Stalingrad », au sortir de la « Grande Guerre patriotique », mais elle était en réalité largement surclassée en matière d'industrie comme de

¹ A.Fontaine, *Histoire de la Guerre froide*, Fayard, 1966-1967, 2 vol, réédition, Seuil, coll. « Points », 1983, réédition en un seul volume, Seuil, 2006, sous le titre *La Guerre froide*, 572 p.

technologie militaire par les États-Unis et même la Grande-Bretagne, d'où sa prudence vis-à-vis de la guerre civile chinoise, comme de l'Iran et de la Turquie, toutefois elle prit un risque très important pour Berlin. Les contours économiques de la puissance américaine ne furent jamais analysés, et discutés en Occident ! Mais, parallèlement, s'étala la supériorité atomique de l'URSS (première bombe A en 1949, H en 1953), due pour l'essentiel aux Allemands et à l'espionnage scientifique et spatial (*cf.* le premier satellite artificiel, le *Sputnik*, en 1957).

Alors que la **bombe A** utilise une réaction de fission avec un noyau lourd, nécessitant des matériaux fissiles comme l'uranium 235 ou le plutonium 239, la **bombe H** thermonucléaire repose sur une réaction de fusion avec un noyau léger, utilisant des matériaux fusibles comme le lithium ou le tritium. Si la puissance d'une bombe A s'exprime en kilotonnes, celle d'une bombe H s'exprime en mégatonnes.

Mais en réalité, l'URSS était un pays qui n'avait pas les moyens de son ambition. L'Union soviétique se retrouvait dotée d'un faux statut de superpuissance. Certes, tout bien considéré, la course aux armements et le développement d'industries de défense furent menés avec un certain succès. Mais la course aux armements a plutôt prolongé la survie du système tel qu'il était, gênant ses réformateurs avides de changements, qui auraient été fatals à l'état conservateur. Et le fait de parvenir à égaler l'Ouest dans la compétition atomique et spatiale a pu être interprété comme une preuve de la supériorité de la planification et jouer comme une nouvelle justification de la politique du régime.

Au moment où fut signée la capitulation allemande, les cinq puissances victorieuses décidèrent que leurs ministres des Affaires étrangères constitueraient désormais un « conseil permanent », afin de préparer la conférence de la paix. Dès le 8 mai 1945, la première réunion se tint à San Francisco, avec Stettinius (États-Unis), Molotov (URSS), Anthony Eden (Grande-Bretagne), Georges Bidault (France) et Koo (Chine nationaliste). Elle mit en lumière, s'il en était encore besoin, les divergences de vues entre l'URSS et ses partenaires. Les principales concernaient les questions européennes, surtout le statut de l'Allemagne, dont la division en trois zones d'occupation était prévue depuis septembre 1944. Le statut de l'Allemagne fut défini avec plus de précision le mois suivant, par la « déclaration de Berlin » (5 juin 1945). Elle prévoyait pour l'ancienne capitale du Reich l'exercice de l'autorité suprême conjointement par les commandants des quatre zones d'occupation (une avait été accordée à la France), mais les décisions de ce Conseil de Contrôle devaient être prises à l'unanimité (une division quadripartite identique fut mise en place à Vienne).

La charte de l'Organisation des Nations unies fut signée à San Francisco le 26 juin 1945 (voir plus haut). Les décisions de la conférence de Potsdam, le mois suivant (17 juillet-2 août 1945), allèrent plus loin : la division politique de l'Allemagne ne fut nullement envisagée mais les Occidentaux furent contraints d'accepter la ligne Oder-Neisse (occidentale, Odra-Nysa

en polonais) et des réparations pour l'URSS. La conférence de Londres des ministres des Affaires étrangères des cinq pays membres du Conseil de sécurité de l'ONU (septembre 1945) mit en lumière de nouvelles tensions entre Occidentaux et Soviétiques. En principe, chaque puissance occupante devait *dénazifier* sa zone, c'est une des grandes décisions de Potsdam, et, d'autre part, le procès de Nuremberg s'ouvrit le 20 novembre 1945 devant un tribunal interallié, prévu dès janvier 1942 et organisé par la conférence interalliée de Londres (janvier 1945). Dans la ville symbole des grands congrès nazis et des lois raciales de 1935, où prison et palais de justice avaient été épargnés par les bombardements, quatre groupes de juges représentant les puissances occupant l'Allemagne (un Anglais étant président) jugèrent 24 dirigeants (chefs de guerre, ministres et hauts dignitaires) de l'Allemagne nazie et huit organisations nazies, qualifiées — néologisme — d'« organisations criminelles ». Les Alliés, sentant leur base juridique contestable à cause du principe antique « nul ne peut être juge et partie à la fois », s'attachèrent à des faits précis de violation flagrante des « lois de la guerre » et du « droit des gens » et ils voulurent éviter de donner l'impression d'un simple règlement de comptes du principal vaincu par les vainqueurs. La tradition britannique de l'apport de la preuve, la responsabilité pénale individuelle de tous les accusés et l'identification de la partie plaignante à la Civilisation (formule du procureur américain) marquèrent en outre le procès. L'acte d'accusation définit un nouveau droit international pour garantir la paix : crimes contre la paix, crimes de guerre et « crimes contre l'humanité » devaient être prouvés par des textes officiels, des images d'archives et les dépositions des SS. Le verdict et son application furent relativement cléments. Certes douze accusés furent condamnés à mort, dont Goering, maréchal du Reich, mais des quatre condamnés à la prison à vie (dont Albert Speer, l'architecte-ministre de l'Armement) seul Rudolf Hess restera jusqu'à sa mort en 1988 détenu à Spandau, sous la surveillance quadripartite des alliés, trois condamnations à des peines de prison à temps furent prononcées, le patronat allemand fut épargné : Alfried Krupp (1907-1967), malade, refusa de comparaître et le tribunal renonça à poursuivre son fils et l'entreprise qu'il dirigeait. Il y eut deux acquittements : Franz von Papen (1879-1969) et le chef de la propagande radiophonique. Quatre organisations furent condamnées : le parti nazi, la Gestapo, les SS et le Service de Sécurité. Surtout, l'apport juridique était capital à long terme (le procès se termina le 30 septembre 1946) : notion de preuve et publication de documents, définition du crime contre l'humanité (complétée en 1948 par une convention de l'ONU sur l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité) et affirmation que « les obligations morales et juridiques internationales s'imposent aux individus même en temps de guerre, et priment le devoir d'obéissance à l'État dont ils sont membres. » Par la suite, de nombreux procès eurent lieu devant des juridictions militaires alliées ; d'autres actions en justice, se réclamant des principes de Nuremberg, furent examinées jusque dans les années 1980 (*cf.* les procès d'Eichmann et de Barbie) devant des tribunaux des quatre principaux vainqueurs, des tribunaux israéliens, voire des tribunaux allemands. Le 22 novembre 1945, un accord entre Occidentaux et Soviétiques

assura la libre circulation aérienne de l'ouest de l'Allemagne vers les secteurs occidentaux de Berlin grâce à trois couloirs aériens.

Le Japon est occupé. Les troupes américaines débarquent, le général MacArthur s'installe, d'abord à l'ambassade des États-Unis, où l'empereur Hiro-Hito, pour rompre l'incertitude, se rend depuis son palais le 26 septembre 1945, démarche humiliante et photographiée. Pour la première fois de son histoire, le Japon est un pays conquis, et il se retrouve engagé dans sept années d'occupation par les États-Unis, le pays « développé » se donnant pour mission de « rééduquer » un autre pays avancé, mais à la population beaucoup plus pauvre. L'occupation est nominalement « alliée », mais en fait elle était seulement américaine, car l'URSS refuse de placer des troupes sous le commandement de MacArthur et les nationalistes chinois sont trop occupés à reconquérir la Chine du Nord sur les communistes. De la fiction d'occupation internationale, il reste deux organismes interalliés, sans grand rôle — la Commission d'Extrême-Orient (Washington, 11 puis 13 pays) et le Conseil allié de Tôkyô (États-Unis, URSS, Chine, *Commonwealth*) —, la présence de quelques soldats... australiens et le titre de MacArthur (*Supreme Commander for the Allied Powers, SCAP*).

Né à Little Rock (Arkansas) en 1880, fils de général, major de West Point, **Douglas MacArthur** avait été nommé général à 38 ans, sur le front français en 1918. Il avait commandé l'école militaire de West Point de 1919 à 1922 ; chef d'état-major de l'armée américaine en 1930, envoyé aux Philippines en 1935, il avait quitté l'armée en 1937, trouvant molle la politique extérieure américaine. En 1941, il fut réintégré, aux Philippines. Il avait joué un rôle déterminant dans la défaite du Japon et reçu sa capitulation en 1945. Il est mort en 1964.

MacArthur, aurolé de ses victoires dans la guerre du Pacifique se conduisit en grand seigneur anglo-saxon doté d'effectifs militaires réduits, ne visita jamais le Japon intérieur, vécut dans un monde proconsulaire, au-dessus de la nuée, lançant de temps à autre des « communiqués » sur les « progrès » du peuple japonais ! Le shintoïsme cessa d'être religion d'État, tous les Japonais établis outre-mer furent rapatriés, les Américains procédèrent à un début de prise de réparations avec démontage d'usines, dissolvèrent toutes les organisations nationalistes. Ils traduisirent certains criminels de guerre devant un tribunal international à Tôkyô (mai 1946-décembre 1948). Dix-huit généraux, quatre anciens premiers ministres et six diplomates avaient été sélectionnés, mais aucun des princes ayant figuré au sommet de la hiérarchie militaire. Le 28 décembre, Tôjô Hideki, cinq autres généraux et un ancien ministre furent pendus, toutefois beaucoup de criminels de guerre détenus ne furent pas jugés et, bien sûr, la question de la culpabilité de l'empereur fut délibérément évacuée, sur le conseil de MacArthur, qui réduisit par ailleurs considérablement le train de vie de la maison impériale. Les purges touchèrent 220 000 personnes, ce qui renouvela le personnel dirigeant, mais partiellement seulement : le SCAP autorisa des réhabilitations massives dès 1949. En contrepartie de l'abandon des velléités américaines de le mettre dans la liste des criminels de

guerre, l'empereur fit connaître dès la fin de 1945 qu'il n'était plus un dieu et qu'il se bornerait désormais au rôle de monarque constitutionnel ; une nouvelle Constitution entra en application en 1947. Les autres racines de l' « agressivité japonaise » furent détruites : mesures démographiques (loi eugénique de 1948), réforme agraire, démantèlement des *zaibatsu*, législation syndicale, démocratisation, réforme de l'enseignement...

À la Commission de l'énergie atomique de l'ONU, les États-Unis présentèrent le 14 janvier 1946 le plan Baruch qui proposait de placer sous contrôle international les mines d'uranium et les recherches atomiques ; l'URSS préconisa (juin) l'interdiction de l'arme nucléaire et la destruction des bombes (américaines) existantes. En février 1946, George Frost Kennan (1904-2005), diplomate américain à Moscou, préconisa à son président la mise en œuvre d'une stratégie d'endiguement (*containment*). À partir du printemps 1946, les rapports se détériorèrent. Le discours de Staline le 9 février 1946 pour les élections au Soviet Suprême fut empreint d'une grande rigueur doctrinale ; c'était un rappel à l'ordre explicite. Au même moment les diplomates soviétiques se montrèrent d'une grande intransigeance. Churchill lança publiquement le 5 mars à Fulton, aux États-Unis, en présence du président Truman, la fameuse expression du « rideau de fer descendu » sur le continent de Szczecin (Stettin) sur la Baltique jusqu'à Trieste sur l'Adriatique, retenant des pays de l'Europe de l'Est qui devenaient des satellites de l'URSS (en fait Churchill l'avait déjà employée, dans un télégramme à Truman, le 12 mai 1945). La rupture tendait à s'inscrire dans les mots, et d'ailleurs l'expression de « rideau de bambou » sera plus tard inventée pour le rideau de fer asiatique. Elle tendit à s'inscrire dans les faits à cause de l'Iran et de la Turquie.

L'Iran avait subi une occupation, partagée entre Grande-Bretagne et Soviétiques, à partir de 1941, pour la durée de la Seconde Guerre mondiale, mais l'intention de l'URSS de s'y établir durablement était manifeste en 1945. En décembre 1944, l'Union soviétique proclama dans le Nord de l'Iran une République démocratique autonome d'Azerbaïdjan (capitale : Tabriz) et le 22 janvier 1946 une République indépendante kurde (capitale : Mahabad), qu'elle soutenait militairement. Les Kurdes s'étaient, aussi, emparés des armes des soldats iraniens se repliant après 1941 et avaient mis sur pied un parti politique, le PDK, Parti démocrate du Kurdistan. L'URSS se heurta à la détermination britannique (*cf.* le discours de Fulton, pourtant critiqué par les travaillistes) et le gouvernement de l'Iran fit appel aux États-Unis, qui dénoncèrent la présence militaire soviétique et envoyèrent un contingent militaire, qui arriva en Iran dès le 4 décembre 1945. En échange de la création d'une société pétrolière mixte soviéto-iranienne, les Soviétiques s'en allèrent en mai 1946 et l'Iran fut réuni. Ce fut aussi la fin sanglante de la République indépendante kurde en avril 1947, le PDK de Moustapha Barzani (1903-1979) se repliant en URSS et en Irak.

En août 1946, l'URSS exigea de la Turquie le contrôle des Détroits et la restitution de territoires ayant appartenu à l'empire tsariste (districts de Kars et Ardahan). Les États-Unis ripostèrent en envoyant une flotte en Méditerranée orientale ; l'URSS abandonna ses prétentions. Quelques jours après le rejet du plan Baruch (juin 1946), Truman signa la loi MacMahon (*Atomic Energy Act*, juillet 1946) : sur le territoire des États-Unis, l'énergie atomique est contrôlée par une commission civile ; un secret rigoureux est établi autour des secrets de fabrication des engins militaires : la peine de mort est prévue pour tous ceux qui communiqueraient des informations à une puissance étrangère, même en temps de paix, cf. l'affaire Rosenberg (voir plus loin).

Le 28 mai 1946 sont signés les accords économiques franco-américains Blum-Byrnes 1. James Francis Byrnes (1879-1972) est le secrétaire d'État américain, il accueille un Léon Blum, président du Conseil, doté d'un prestige immense aux États-Unis et accompagné d'une délégation, avec, entre autres, Emmanuel Mönick, le gouverneur de la Banque de France (1893-1983). Les Américains sont alors fort préoccupés par la situation intérieure en France et plutôt favorables à une victoire socialiste aux prochaines élections. Les dettes de guerre de la France, à la différence de celles de la Première Guerre mondiale, sont gracieusement remises et un nouveau crédit, d'un milliard de dollars, remboursable en vingt ans, est ouvert à la France. En contrepartie de cette générosité américaine, qui doit permettre à la France de consacrer l'équivalent des dettes à sa reconstruction et au commerce bilatéral de se réamorcer, les négociateurs français promettent la liberté d'entrée des marchandises américaines sur le territoire français. Autre contrepartie de cette aide exceptionnelle, la France doit lever le contingentement des films américains importés (remplacé par des quotas : quatre semaines par trimestre au maximum pour les films français, le reste étant ouvert aux films américains), ce qui provoque la colère des milieux du cinéma : durant le premier semestre 1947, les salles de cinéma programment 54 films français contre 338 américains et Louis Jouvet prend la tête d'un mouvement de protestation contre cet impérialisme culturel. L'accord cinématographique Blum-Byrnes sera remplacé dès septembre 1948 par les « accords de Paris », entre d'une part Robert Schuman, ministre des Affaires étrangères, et Robert Lacoste, ministre de l'Industrie, et d'autre part l'ambassadeur Jefferson Caffery (1886-1974) : la part des films français d'un maximum deviendra un minimum (cinq semaines par trimestre) et le nombre des films américains doublés sera limité à 121 par an, soit une baisse d'un quart par rapport aux accords Blum-Byrnes. On sait d'autre part que les accords sont au point de départ d'un apport continu de dollars à la France, critiqué par Annie Lacroix-Riz qui y voit le début d'un enchaînement de

1 Irwin M.Wall, « Les accords Blum-Byrnes... », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 13, janvier-mars 1987, pp. 45-62 et *erratum* de détail, dans n° 15 (juillet-septembre 1987), p. 161 ; A.Lacroix-Riz, « Négociation et signature des accords Blum-Byrnes (octobre 1945-mai 1946) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juillet-septembre 1984 ; A.Lacroix-Riz, *L'intégration européenne de la France. La tutelle de l'Allemagne et des États-Unis, Le temps des cerises*, 2007, 107 p., réédité en *Aux origines du carcan européen (1900-1960). La France sous influence allemande et américaine*, Le Temps des Cerises/éditions Delga, 2014, 197 p.

la France aux États-Unis, position exagérée d'après les autres historiens qui soulignent que l'entrée de la France dans le monde occidental ne se fera que progressivement, qu'elle était décidée au libre échange et qu'il y a entre les deux signataires de fortes divergences de vues sur la politique internationale, sur l'Allemagne surtout. Bien sûr, les accords débouchent sur le plan Marshall, ils en sont même un « modèle réduit » ou une « maquette par anticipation »¹.

Tout cela montre qu'à Washington, les partisans de la fermeté l'emportent au sein de l'Administration Truman. C'est la « leçon » de la faillite de l'*appeasement* anglais de l'entre-deux-guerres. En particulier, le secrétaire d'État, James Byrnes, obtint en septembre 1946 l'éviction d'Henry Wallace, le secrétaire au Commerce qui était partisan d'une coopération avec l'URSS (voir plus haut). Byrnes, dans son discours de Stuttgart (6 septembre), annonça que les États-Unis et les autres Occidentaux avaient décidé d'entreprendre le redressement de leurs zones d'occupation en Allemagne et il proposa une démarche pour aboutir à un ensemble fédératif occidental (le *Foreign Office* avait déjà évoqué l'idée d'un État occidental en avril). Mais en signe du raidissement américain, James Byrnes (1879-1972) fut à son tour... remplacé comme Secrétaire d'État par le général George Catlett Marshall (9 janvier 1947) (voir plus haut). Toutefois, malgré ce durcissement et ces deux crises, la Conférence de la Paix se tint à Paris du 29 juillet au 15 octobre 1946, et le 10 février 1947 des traités de paix furent signés avec cinq états européens, Italie (où la République venait de succéder à la monarchie, en juin), Finlande, Hongrie, Roumanie et Bulgarie (ratification terminée le 15 septembre). L'Italie perd des territoires au profit de la France (la bordure de la frontière des Alpes-Maritimes avec Tende, La Brigue, etc., des crêtes et cols frontières situés plus au nord), de la Grèce (Rhodes, possédée depuis 1912, par exemple). L'Italie cède à la Yougoslavie ses enclaves en Dalmatie, Zara surtout. Trieste devient un territoire « libre », mais coupé en deux (occupation interalliée à l'Ouest, dans la zone A, yougoslave à l'Est, dans la zone B). Il y aura partage selon ces zones en 1954 (voir plus loin). L'Italie garde le Haut-Adige, en concédant un statut spécial à la majorité germanophone.

Le **Haut-Adige** était dit aussi Sud-Tyrol, capitale Bolzano (Bozen). Il avait été intensément italianisé à l'époque fasciste. Une « large autonomie » est promise en 1947, pomme de discorde entre Rome et Vienne, jusqu'à l'accord de... 1993.

L'ancienne puissance fasciste, inventeur de l'Axe Rome-Berlin, satellite de l'Allemagne est manifestement très ménagée. Pour deux raisons : sa situation stratégique, en Méditerranée et sur le rideau de fer, symbolisé par la ligne qui coupe le territoire de Trieste, et l'amitié de la « sœur latine », la France. Celle-ci abandonne tôt la chimère de l'annexion du Val d'Aoste et choisit de nouer des rapports amicaux avec l'Italie : accord commercial de février

¹ Jacques Portes, « Les origines de la légende noire des accords Blum-Byrnes sur le cinéma », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1986, pp. 314-329. Une copieuse bibliographie de Mme Lacroix-Riz figure en fin du présent livre.

1946, priorité à la main-d'œuvre italienne pour satisfaire les pressants besoins français et modération à la conférence de la Paix. La France a donc avec l'Italie une attitude très différente de celle qu'elle a avec l'Espagne (voir plus haut), pourtant neutre, elle, pendant la Seconde Guerre mondiale. La Finlande cède à l'URSS la Carélie, qu'elle avait donnée une première fois en 1920, qu'elle avait réoccupée de 1941 à 1944. Il n'était pas question de traiter du sort de l'Allemagne ; l'Autriche, pourtant considérée comme une victime et non une complice du nazisme, ne signera un traité de paix avec les vainqueurs qu'en 1955 (conférence de Genève) ; quant au Japon il signera un traité de paix avec les seuls États-Unis, dans le contexte de la Guerre de Corée, mais l'état de guerre ne sera aboli avec l'URSS qu'en 1956 seulement. Ces traités de paix et leur contexte immédiat écartent l'URSS de la Méditerranée mais consolident sa position dans le bassin danubien.

L'année 1947 fut surtout marquée par le discours prononcé par Truman devant le Congrès américain le 11 mars 1947. Le gouvernement anglais venait d'annoncer, en février, qu'il n'avait plus les moyens militaires suffisants pour assurer la protection de la Grèce et de la Turquie, plaçant les États-Unis au pied du mur : une relève américaine était nécessaire. France et Grande-Bretagne signèrent (pour cinquante ans...), le 4 mars 1947, le traité de Dunkerque qui prévoyait des mécanismes de consultation mutuelle, certes face à la menace de renaissance du militarisme allemand, mais dans un contexte de début de la Guerre froide : la Grande-Bretagne était sur le point de consentir ce qu'elle avait toujours refusé à la France avant et après la Première Guerre mondiale, l'alliance. D'ailleurs le Royaume-Uni accroît considérablement son effort militaire à la fin des années 1940 : le service militaire obligatoire est maintenu en temps de paix par la loi de 1947, puis il est porté en décembre 1948 de 12 à 18 mois et enfin en septembre 1950 il passe à deux ans. Truman dans son discours demandait au Congrès le vote d'un crédit de 400 millions de dollars pour aider la Grèce et la Turquie, menacées par l'URSS (la Grèce par une guerre civile, voir plus loin) et engageait les États-Unis à aider financièrement les pays voulant rester « libres ». Truman ébaucha ce qu'on appellera la « théorie des dominos », expliquant au Congrès qu'il s'agissait d'une croisade des forces de la Liberté contre celles de la tyrannie.

La première formule définit une politique de soutien des « peuples libres qui résistent aux tentatives d'asservissement exercées contre eux par des minorités armées ou des pressions extérieures. »

La seconde peut être résumée ainsi : si nous abandonnons aux « rouges » un pays, son voisin subira d'ici peu le même sort, puis le voisin du voisin et ainsi de suite, tout le « monde libre » s'écroulera, comme des **dominos** appuyés les uns aux autres...

La doctrine Truman était née : pratiquer, pour éviter la propagation du communisme, l'endiguement (*containment*). Les États-Unis allaient devoir désormais assumer les responsabilités financières et militaires de *La République impériale*, pour reprendre la

formule-titre de Raymond Aron en 1972 (avec pour sous-titre *Les États-Unis dans le monde*, ne pas confondre avec la formule « présidence impériale », d'Arthur Meier Schlesinger, 1917-2007). Les conséquences internationales furent immédiates : la conférence des ministres des Affaires étrangères des quatre Grands, ouverte à Moscou le 10 mars, fut close le 25 avril 1947.

Dans la Grèce de 1947, les Américains prennent le relais des Britanniques, en application de la « doctrine Truman » : l'aide militaire américaine sauve le gouvernement grec dans la guerre civile. L'influence des Américains est totale sur lui : en particulier, ils assurent la direction des opérations militaires. Peu connue, l'atrocité de la guerre civile est redoutable : bombardements, dont au napalm, camps « de rééducation » pour les jeunes et déplacements forcés de populations campagnardes. L'écrasement final de la gauche grecque se produisit en août 1949. Les conséquences : exil de plusieurs dizaines de milliers de Grecs, au moins 50 000 morts, des bagnes, la disparition de la gauche grecque pour des années et des séquelles psychologiques considérables...

□ La constitution des blocs entre 1947 et 1949

Les deux Grands possédaient une force tellement supérieure qu'aucun État n'était en mesure de mettre en question leur suprématie. Ils disposaient d'un monopole à deux, d'un *duopole*, même si la puissance économique américaine était beaucoup plus importante que celle de l'URSS, forte surtout sur le plan politico-militaire. Par le discours de mars 1947, Truman reconnaissait publiquement la menace soviétique. Mais l'opinion américaine était-elle prête ? Truman devait dramatiser la situation. La fin de la Grande Alliance fut concrétisée par les suites de l'annonce du plan Marshall. Ce fut un pas décisif dans la discrimination de l'Europe en deux blocs antagonistes. En effet, Truman savait pertinemment que l'Union soviétique ne pouvait pas accepter sa proposition, provoquant le refus des pays d'Europe centrale et orientale subissant déjà son influence. Ce refus était d'ailleurs vraisemblablement voulu par Truman, qui redoutait un « danger soviétique » et voulait lui opposer une stratégie d'*endiguement (containment)* : tout nouveau succès de l'URSS à l'extérieur devait être stoppé, Grèce et Turquie étant en 1947 les deux principales victimes potentielles. Molotov refusa le 2 juillet de venir à Paris afin de discuter de l'offre Marshall, avec Ernest Bevin (Royaume-Uni) et Georges Bidault (France). Ce fut donc sans l'URSS que se tint une conférence (2-16 juillet) au cours de laquelle 16 pays européens se répartirent la manne américaine et fixèrent un programme de développement économique jusqu'en 1952, avec une OEEC (voir plus haut). À l'Ouest toujours, les accords de dénazification furent vite oubliés — les Soviétiques firent une active dénazification de leur zone d'occupation, une réforme agraire, une nationalisation des entreprises industrielles et créèrent des entreprises mixtes soviéto-allemandes — et une réorganisation des territoires allemands fut progressivement opérée sur le plan administratif et le plan financier. Bien des nazis réussirent à échapper à la justice, à l'Ouest : certains

vendirent leurs compétences à leurs anciens adversaires ou travaillèrent pour leurs services secrets. Les deux zones d'occupation anglaise et américaine, furent groupées en une *Bizone*, entrant en vigueur le 1er janvier 1947. Cinq administrations communes — économie, ravitaillement, poste, finances et transports — avaient leur siège dans cinq villes différentes de la Bizone et étaient dirigées par un Conseil administratif placé sous la seule autorité des deux occupants. La première Bizone, exclusivement économique, fonctionna jusqu'au 29 mai 1947, aggravant les rapports avec les Soviétiques. Une nouvelle Bizone, beaucoup plus centralisée, siégea à Francfort, où son administration vécut sous la bannière allemande noir, rouge et or. Ensuite, la « charte de Francfort » (mars 1948) y institua une administration gouvernementale allemande, provoquant les vigoureuses protestations de l'URSS. Enfin, après de longues négociations avec la France (février à juin 1948), la Bizone devint en août et octobre 1948 la Trizone : la partie occidentale de l'Allemagne disposait d'une sorte d'appareil gouvernemental, placé sous la simple tutelle des trois Alliés de l'Ouest. Logiquement, l'année suivante vit la création d'un état souverain, la République fédérale d'Allemagne : Loi fondamentale le 8 mai 1949, Bonn capitale le 10, Adenauer chancelier le 15 septembre. Lors de l'échec de la conférence de Moscou, il avait été décidé de se retrouver à Londres le 25 novembre, mais la nouvelle réunion — dite « conférence de la dernière chance » — se sépara le 18 décembre sans avoir pris la moindre décision. Ce fut la dernière : un « comité de suppléants » continua seulement à se réunir. On était bien en situation de rupture. Ses conséquences furent importantes : paralysie de l'ONU, mise au pas des pays d'Europe orientale, éclatement des gouvernements tripartites (communistes, socialistes et démocrates-chrétiens) existant dans certains pays d'Europe occidentale comme la France et la Belgique.

L'année 1947 et le début de la suivante voient dans l'Est européen la naissance d'un bloc socialiste. Ce fut d'abord la reprise en main de l'armée en URSS : une hiérarchie beaucoup plus fortement marquée, Nicolai Boulganine (1895-1975), du Politburo, fut nommé ministre de la Défense, le maréchal Georgui Joukov, chef le plus prestigieux, fut affecté à un poste de second plan ! Les Soviétiques pour faire basculer les pays de l'Europe de l'Est utilisèrent plusieurs moyens, la présence de l'Armée rouge, la multiplication des traités bilatéraux, la fusion des partis socialiste et communiste... L'URSS et les communistes utilisèrent ici, non la voie du coup d'état, mais celle du « Front national », c'est-à-dire celle du « double pouvoir », le front étant noyauté (« stratégie du cheval de Troie »). Les partis communistes ont pris la direction des « Fronts nationaux » dès la libération de leur pays par l'Armée rouge, ces fronts remportent aux élections de confortables majorités : 78 % pour le Front de la Patrie en Bulgarie (octobre 1946), près de 72 % en Roumanie (novembre 1946), 90 % des sièges aux législatives en Pologne (janvier 1947). Les communistes se font attribuer, quelquefois sous la pression des représentants militaires soviétiques, comme le maréchal Kliment Vorochilov (1881-1969) en Hongrie, les postes clefs des ministères (Intérieur, Armée, Justice, Économie). Cela leur permet de noyauter les principales administrations et de préparer la conquête

définitive du pouvoir. Les partis adverses sont également noyautés, divisés puis éliminés les uns après les autres, selon la tactique du « salami » décrite en 1952 par le Hongrois Mátyás Rákosi (1892-1971). Il s'agit d'éliminer les uns après les autres les opposants en s'en prenant d'abord à ceux qu'on qualifie de « fascistes » puis en s'attaquant aux partis proches de ces derniers et accusés de collusion avec eux. Le mouvement prend de l'ampleur tout au long de 1947, avec l'arrestation et le jugement, voire la condamnation à mort des leaders des partis paysans de Hongrie (février), Bulgarie (juin), Roumanie (juillet), Pologne (août). Pour mieux coordonner leur action politique, les partis communistes furent organisés au sein d'une nouvelle Internationale, le Kominform (5 octobre 1947), remplaçant le Komintern, dissous le 22 mai 1943 dans le cadre de la Grande Alliance. Il fut installé à Belgrade puis à Bucarest (voir plus loin). Chronologiquement, c'est une réplique aux initiatives américaines ; mais en Occident l'historiographie traditionnelle attribue la responsabilité du déclenchement à l'URSS, qui n'a pas respecté les accords de Yalta et a « satellisé » l'Europe orientale. En septembre-octobre 1947, à la conférence de Szklarska Poreba (Sud-Ouest de la Pologne, en Silésie prise à l'Allemagne), qui réunissaient autour des Soviétiques Andreï Jdanov (1896-1948) et Gueorgui Malenkov (1901-1988) les responsables des partis communistes de six pays d'Europe orientale (Pologne, Yougoslavie, Bulgarie, Roumanie, Hongrie et Tchécoslovaquie) et les délégués français et italien, les Soviétiques fustigèrent la faiblesse de certains partis communistes occidentaux comme le français et l'italien et proclamèrent la « doctrine Jdanov » : le monde est inéluctablement divisé en deux camps. Après une brève parenthèse, l'idéologie reprend ses droits.

« D'une part le camp impérialiste et antidémocratique, qui a pour but essentiel l'établissement de la domination mondiale de l'impérialisme américain et, d'autre part, le camp anti-impérialiste et démocratique, dont le but essentiel consiste à saper l'impérialisme, à renforcer la démocratie, à liquider les restes du fascisme. »

En dehors de la Finlande et de l'Autriche qui résistèrent à l'attirance soviétique, tous les pays d'Europe orientale et centrale devinrent des satellites de l'URSS. La Finlande obtient en 1948, par un traité russo-finlandais de coopération et d'assistance mutuelle, sa liberté intérieure et le maintien de la démocratie, contre une neutralité absolue, en fait une subordination diplomatique aux désirs de l'URSS bientôt connue sous le nom de « finlandisation ». De nombreux dirigeants politiques, modérés, socialistes, bien sûr, mais bientôt certains communistes eux-mêmes, prirent le chemin de l'exil.

L'événement le plus célèbre est le « coup de Prague ». La Tchécoslovaquie apparaissait comme un modèle de démocratie de l'entre-deux-guerres et d'équilibre entre l'Est et l'Ouest. Le président Edvard Benès (1884-1948), libéral, avait signé à Moscou le 12 décembre

1943 un traité avec l'URSS puis patronné l'accord d'avril 1945, par lequel quatre partis étaient représentés au gouvernement, dirigé par le communiste Klement Gottwald (1896-1953), chef de la première force politique du pays. Une politique de répression « démocratique » s'exerça contre les partisans slovaques de Mgr Tiso, lui-même pendu le 18 avril 1947. La Tchécoslovaquie négocie avec la France une nouvelle alliance contre l'Allemagne et répond d'abord favorablement au plan Marshall (voir plus haut), deux initiatives que l'URSS condamne, malgré les difficultés économiques (alimentaires, en particulier) du pays. De nouvelles élections libres sont prévues en mai 1948 ; leur issue est très incertaine ; le 20 février 1948, 12 ministres libéraux, opposés à l'épuration menée jusque-là par leur collègue, communiste, de l'Intérieur, démissionnent. Gottwald enjoint à Benès de le laisser former un gouvernement composé des seuls communistes et socialistes de gauche. Les milices ouvrières, armées, du parti communiste encerclèrent Prague le 25 février 1948 : c'est le « coup de Prague », surveillé de près par l'ambassadeur soviétique, Valerian Zorine (1902-1986), revenu le 19. À Edvard Benès est imposé un gouvernement exclusivement communiste. Le 30 mai eurent lieu des élections sur liste unique, qui donnèrent 89 % des voix à la liste unique du Front national dominé par le parti communiste ; 239 sièges aux communistes, 61 aux autres partis. Benès démissionna en juin (il mourra le 3 septembre) ; il fut remplacé par Gottwald. Épurations et exils se multiplièrent en Tchécoslovaquie, le ministre des Affaires étrangères, Jan Masaryk (né en 1886), se suicida au palais Hradshany le 10 mars 1948. D'autre part, la République démocratique allemande (RDA) est proclamée en Allemagne de l'Est le 7 octobre 1949. La politique de Staline fut toutefois contrariée par le schisme yougoslave.

La rupture soviéto-yougoslave démontra l'existence de tensions au sein d'un bloc apparemment monolithique (*cf.* la date du coup de Prague : 25 février 1948). L'entente soviéto-yougoslave avait été très étroite à la fin de la guerre, ce qui s'était traduit par un traité d'amitié et d'assistance (11 avril 1945), elle se dégrada à la fin de 1947. Le pouvoir de Tito s'appuyait sur le souvenir proche de la libération du pays par les seules forces des partisans, un consensus populaire très large, l'esprit d'indépendance du personnage et la vigueur du sentiment national. La zone « A » de Trieste (avec la ville), occupée par des troupes « occidentales » (voir plus haut), était revendiquée par les Yougoslaves, cependant les Occidentaux soutenaient l'Italie, ancienne vaincue mais républicaine, qui avait cédé l'Istrie lors du traité de paix de février 1947 (voir plus haut) mais voulait garder Trieste.

La Yougoslavie revendiquait tout un déplacement des frontières aux dépens de l'Albanie, de la Macédoine et même elle voulait inclure la Bulgarie dans une confédération balkanique dirigée par Belgrade. En 1945, l'Albanie apparaît comme un satellite de la Yougoslavie voisine. Comme elle, elle se dote d'une constitution de type soviétique et procède à une réorganisation de l'économie sur la base de nationalisations, de collectivisation des terres et de planification.

Dès 1947, les rapports se tendirent avec l'URSS ; le Kremlin ne renouvela pas son aide commerciale ; le 19 mars 1948 les techniciens soviétiques quittèrent la Yougoslavie et la rupture fut rendue officielle par le Kominform le 28 juin 1948. Le 11 août, dans une note adressée à Belgrade le gouvernement soviétique annonça qu'il condamnait le régime yougoslave, accusé d'être *déviacionniste*. Le siège du Kominform fut transféré de Belgrade (voir plus haut) à Bucarest (Roumanie). Les conséquences étaient très graves pour la Yougoslavie, en butte à un véritable blocus, mais elles ne l'amènèrent pas à capituler. L'URSS alla donc jusqu'à la rupture des relations diplomatiques, le 25 octobre 1949, imitée par les démocraties populaires. Il n'aurait guère été possible à l'URSS d'intervenir par la force, comme elle le fera plus tard en Hongrie (1956), eu égard à la solidité du régime de Tito et à l'importance de son armée. Mais le schisme yougoslave était un échec de première grandeur pour l'URSS. Les accusations de *titisme* jouèrent un rôle essentiel dans le renforcement du bloc soviétique et dans les procès intentés dans tout le bloc. Entre 1949 et 1952, les démocraties populaires subirent, sur l'intervention directe et sous le contrôle de « conseillers » soviétiques, deux vagues successives de purges ; les dirigeants politiques « nationaux » furent remplacés par des « Moscovites » puis les « cosmopolites », juifs ou ayant assisté aux épurations staliniennes de la fin des années 1930, furent éliminés : Laszo Rajk, né en 1909 (Hongrie), Vladimir Clementis (né en 1902) et Rudolf Slansky, né en 1901 (Tchécoslovaquie), Wladyslaw Gomulka, né en 1905 (Pologne), János Kádár, né en 1912 (Hongrie).

Wladyslaw Gomulka (1905-1982) est destitué de son poste de secrétaire général en septembre 1948, au profit de Boleslaw Bierut (1892-1956), fidèle stalinien, puis exclu du gouvernement en janvier 1949 et du parti en novembre. Il est emprisonné de 1951 à 1954, mais en octobre 1956, dans le climat de grande agitation qui accompagne en Pologne la déstalinisation, le « printemps polonais », le chef du Parti communiste de l'URSS, Nikita Sergueïevitch Khrouchtchév [prononcez ...off] (1894-1971) se résigne au retour de ce tenant d'un communisme national à la tête du POUP. En 1968 il approuvera la répression du printemps de Prague. En décembre 1970 il dut céder la place à Edward Gierek (1913-2001). Il est mort en 1982.

L'URSS rétablit en Chine à la fin de la Seconde Guerre mondiale les positions perdues de la Russie tsariste : Jiang Jieshi [prononcez Chiang Kaishek] reconnut la présence soviétique à Lüshun (Port-Arthur pour les Occidentaux) et Dalian (Dairen en japonais) et en Mandchourie, qui devint un véritable État communiste autonome. Elle invita les communistes chinois à trouver un *modus vivendi* avec Chiang Kaishek, ce qui avait été la préoccupation centrale des Américains à la fin de la guerre, avant la bombe atomique. La presque totalité des forces japonaises se rend au Guomindang, ce qui lui permet d'équiper 40 divisions. Après la victoire sur le Japon, l'URSS, comme les États-Unis, souhaitait en effet la mise en place d'un gouvernement chinois de coalition ; elle n'accorda à Mao Zedong [Mao Tsé-Toung] aucune aide militaire, la consolidation des positions soviétiques en Europe étant alors considérée

comme prioritaire. Seul le matériel des troupes de Mandchourie échoit aux communistes, lorsque les Soviétiques, qui ont occupé la zone conformément aux accords de Yalta, se retirent en avril 1946. La guerre contre les communistes chinois est décidée par Jiang dès novembre 1946, mais en quelques mois la victoire appartient aux communistes. L'enthousiasme soviétique à l'égard des « frères d'armes chinois » ne se manifesta cependant qu'après la victoire définitive de Mao ! Le 1er octobre 1949, Mao Zedong proclama à Pékin la République populaire de Chine ; il arriva le 16 décembre à Moscou — c'était son premier voyage à l'étranger — pour négocier avec Staline un traité sino-soviétique d'alliance et d'assistance mutuelle pour trente ans, signé le 14 février 1950. Il était peu idéologique, à cause de la méfiance de Staline vis-à-vis des Chinois et, sans doute déjà, de divergences de vues : les impératifs géopolitiques et économiques l'avaient emporté. Au moins en apparence la Chine vécut jusqu'en 1954 un véritable « rêve soviétique », paradoxal en ce sens qu'elle avait connu un mouvement communiste national développé de façon quasi autonome pendant plusieurs décennies et qui avait triomphé sans le secours du « grand frère » soviétique. La Chine nouvelle s'intégra rapidement dans la mouvance soviétique et s'aligna sur la politique de Moscou. Pourquoi ? Jouèrent le désir de se servir d'un « précédent » et le contexte international : comme dit Mao Zedong dès juin 1949 : « La troisième voie n'existe pas ». En conséquence, la Chine retrouva son assise continentale après un siècle d'ouverture sur l'outre-mer. Le repli sur les bases continentales signifia la reprise en main des « marches » continentales abandonnées depuis la chute de l'empire en 1911 : le Tibet est occupé par la Chine le 7 novembre 1950, grâce à un accord avec l'Inde et à une invasion militaire, le Sin-Kiang (Xinjiang), l'est également, grâce à un accord avec l'URSS, qui accepta de renoncer au rêve de « République du Turkestan oriental ». La Chine recouvra partiellement ses droits sur la Mandchourie, grâce au traité de 1950 avec l'URSS (ces droits, perdus par la Russie en 1905, avaient été récupérés par l'URSS, moyennant son entrée en guerre en 1945). Une seule lacune importante est à signaler, la Mongolie extérieure, démocratie populaire dans l'orbite de l'URSS depuis 1925 et dont la Chine reconnut l'indépendance par le traité sino-soviétique.

La Chine avait exercé autrefois une autorité nominale sur le **Tibet**, ce que la Grande-Bretagne avait reconnu. En 1908 des mouvements indépendantistes avaient été réprimés par la Chine et les troupes chinoises occupèrent en 1910 Lhassa, d'où le *dalai-lama* s'enfuit en Inde. Mais en 1911 la proclamation de la République chinoise signifia l'écroulement de l'administration chinoise au Tibet, qui proclama son indépendance en 1913. Toutefois une convention trilatérale (donc avec la Grande-Bretagne) de 1914 établit la suzeraineté chinoise.

Très tôt, la fusion économique des secteurs américain et anglais d'occupation en une Bizone, puis la formation d'un ensemble économique homogène entre cette Bizone et le secteur français montrent quel est l'objectif majeur des Occidentaux : former une Allemagne économiquement forte en face de la zone d'occupation soviétique, où le démantèlement de

l'économie du Reich est très poussé. Par rétorsion, les Soviétiques organisent sur le plan financier et économique leur zone d'occupation, qui deviendra à terme l'Allemagne de l'Est. Dès le printemps 1948, les Soviétiques s'efforcent de rendre la vie impossible dans les secteurs occidentaux de Berlin, dans le but de faire quitter aux Occidentaux la ville, enclavée dans la zone d'occupation soviétique. Le 31 mars, en représailles à la mise en place d'une véritable structure administrative dans les zones occidentales, le commandant militaire soviétique de Berlin, Vassili Sokolovski (1897-1968), décide de contrôler très strictement les trains assurant la liaison entre la partie occidentale de l'Allemagne et Berlin. La France, qui s'était longtemps accrochée à l'idée des réparations allemandes, et qui renâclait devant un possible redressement allemand, était très réticente devant le désir anglo-saxon d'unification des trois zones occidentales. Elle ne se décida qu'en échange de la mise en place d'une Autorité internationale de la Ruhr (avril 1949), qui exercerait un contrôle conjoint sur toute l'économie du bassin de la part des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France et du Benelux. Les *Konzerne*, qui avaient fait la puissance de la Ruhr, sont démantelés. La décision occidentale d'unification des trois zones et de création du deutschemark (18 juin, conférence de Londres, voir plus haut), provoque, en riposte, le 23, un véritable blocus de Berlin-Ouest, rendant indispensable la mise en place d'un pont aérien (dès le 26), au départ de Hambourg (vers la zone française, qui est au Nord-Ouest de Berlin), Hanovre (vers la zone britannique, qui est au Centre-Ouest de Berlin) et Francfort (vers la zone américaine, qui est au Sud de Berlin). Le blocus dure presque un an, jusqu'au 12 mai 1949, prouvant l'efficacité du pont aérien et la détermination des Occidentaux. Pendant l'été 1949, les États-Unis envoient en Grande-Bretagne une soixantaine de bombardiers B-29 (« superforteresses » capables d'emporter des bombes atomiques) « en mission d'entraînement ». Staline cède devant cette fermeté et la logistique des Occidentaux : le blocus cesse. Mais l'affrontement à propos de l'Allemagne ne s'apaise pas pour autant. Simplement, Staline est parfaitement conscient de la puissance des États-Unis : il ne peut imaginer se lancer dans une nouvelle guerre, impossible à gagner.

Les États-Unis et la Grande-Bretagne, de plus en plus orientée vers les « relations particulières » avec le géant d'outre-Atlantique, ainsi que la France, par la force des choses atlantiques, voulaient une Allemagne occidentale souveraine ; l'URSS, dont la diplomatie était dirigée désormais par Andreï Vychinski (1883-1954), successeur en 1949 de Molotov se sentait confortée par la détention, elle aussi, de la bombe atomique (première explosion le 14 juillet 1949). L'une des conséquences de la crise de Berlin fut donc la constitution de deux Allemagnes. Les Occidentaux eurent l'initiative en ce domaine ; en effet, ils constituèrent une Trizone et suscitèrent la création le 8 mai 1949 de la République fédérale dont le territoire était formé de leurs trois zones d'occupation (cf. « Allemagne de l'Ouest »). En réplique à cette décision, un « Congrès du peuple allemand », réuni à Berlin-Est le 30 mai, proclama la fondation d'une République démocratique allemande.

Le sort de la Sarre fut très particulier. Dès 1945 la Sarre est séparée du reste de l'Allemagne et devient une sorte de protectorat français, dirigé par un haut-commissaire. En juillet 1946 la France lui rattache même, de son propre chef, 79 communes de Rhénanie-Palatinat ! Dès le 22 décembre 1946, la Sarre est intégrée dans l'espace douanier et économique français. Puis, à la conférence, qui se termine à Moscou le 25 avril 1947 (voir plus haut), les ministres des Affaires étrangères des États-Unis et de la Grande-Bretagne acceptent son détachement politique de la future République fédérale d'Allemagne et son rattachement économique à la France, grâce à un statut d'autonomie donnant forme à un Territoire de la Sarre (*Saargebiet*). Après l'élaboration d'une constitution allant dans ce sens, les « chrétiens populaires », favorables au rattachement économique à la France, gagnent les élections du 5 octobre 1947. Le 3 janvier 1948, le gouvernement français reconnaît l'autonomie de la Sarre, mais si la Sarre connaît un essor économique important, son autonomie est très réduite : le haut-commissaire français doit approuver les lois ! Le gouvernement français et le gouvernement du Territoire de la Sarre précisèrent, par une série de conventions, en 1949 et en 1950, le statut d'autonomie politique de la Sarre et le rattachement économique de celle-ci à la France. En Allemagne, une vive opposition se développe contre la mainmise française sur la Sarre, ce qui entraînera une forte tension franco-allemande en 1950. En revanche, l'action culturelle menée par l'administration militaire française dans sa zone d'occupation a l'effet inverse. Elle jette les premières bases de la réconciliation franco-allemande. Ses buts sont de ramener les Allemands à la démocratie et de préparer une authentique réconciliation entre les deux peuples. En 1945, le responsable de la culture populaire de la Zone d'Occupation française en Allemagne (ZOF) est Joseph Rovon (1918-2004). Allemand émigré en France, il a été déporté au camp de concentration de Dachau. Comme le sort de l'Allemagne vaincue se trouve entre les mains des Alliés, il estime que la France est directement responsable de son avenir. À son initiative, les premières rencontres entre jeunes Français et jeunes Allemands ont lieu en 1946. De plus sont organisées des projections de films, des soirées théâtrales, des rencontres sportives (football surtout), etc. La reconstitution des principaux mouvements de jeunesse en Allemagne constitue un autre aspect important de l'action culturelle menée dans la zone française. Dès 1945 également, Jean du Rivau (1903-1970), jésuite, alors aumônier militaire à Offenbourg dans la ZOF, essaie de renouer les liens entre Français et Allemands. Dans le même esprit, le Comité français d'échanges avec l'Allemagne est constitué durant l'été 1948 à Paris, à l'initiative d'Emmanuel Mounier (1905-1950), de David Rousset (1912-1997), de Vercors ¹ et d'Alfred Grosser (né en 1925), Allemand émigré en France dès 1933 pour éviter les persécutions antisémites. D'autre part et depuis 1949 il existe une association pour obtenir la reconnaissance de la RDA par la France et pour informer les Français sur ce pays, « Les Échanges franco-allemands », avec une revue, *DDR-Revue*. Elle devient en 1958 l'Association France-RDA.

¹ Pseudonyme de Jean Bruller (1902-1991).

Aucune des deux Allemagnes n'avait de définition géographique restrictive ; chacune avait donc vocation à être l'embryon politique d'une Allemagne réunifiée, qui se fit attendre quarante ans.

À l'Ouest sont très tôt fourbies les armes de la propagande : publications de documents en 1948 rappelant Munich et le pacte germano-soviétique, émissions de radio en langues diverses (voir plus loin), campagnes d'affiches et brochures contre communisme et URSS. La même année 1949, les deux blocs se renforcent par la conclusion de systèmes d'alliances antagonistes, tous deux propres à aggraver les tensions, mais pour l'heure beaucoup plus complets et d'apparence égalitaire dans le cas occidental. L'attitude américaine a totalement évolué par rapport à la tradition : désormais, la défense des États-Unis passe par la défense de l'Europe. À l'initiative d'Ernest Bevin, secrétaire au *Foreign Office*, et à la suite du Coup de Prague, s'engagent le 20 février 1948 des négociations avec la France et les pays du Benelux (entré en vigueur le 1er janvier 1948, voir plus loin), pour étendre le nombre des bénéficiaires, les garanties et les mécanismes du traité de Dunkerque (4 mars 1947, voir plus haut). Mais alors que celui-ci était tourné contre le vieil ennemi allemand, désormais il s'agit de lutter « contre toute agression » : l'Est est visé implicitement. Elles aboutirent, après le « coup de Prague », au Pacte (ou traité) de Bruxelles (17 mars 1948). C'était un traité à cinq, signé pour 50 ans, créant l'Union occidentale, prévoyant un état-major commun, installé à Fontainebleau, et un plan d'intégration des forces. Le traité de Bruxelles impressionna favorablement les Américains. Le général Marshall proposa en mars 1948 aux Européens d'engager des négociations sur la création d'un « pacte atlantique de sécurité ». Le 11 juin 1948, le sénateur républicain Arthur H. Vandenberg proposa au Sénat une résolution autorisant le gouvernement à conclure, en temps de paix, des alliances à l'extérieur du continent américain, alors que jusque-là, les États-Unis entraient éventuellement en guerre, mais avant toute alliance : l'isolationnisme américain (*non-entanglement*) était loin... La politique américaine d'endiguement diplomatique se concrétisa d'abord par des alliances. Un Pacte de Rio fut conclu avec les pays d'Amérique latine — « arrière-cour » des États-Unis — en septembre 1947 et l'Organisation des États américains (OEA) fut fondée par la charte de Bogota l'année suivante. Le Pacte atlantique fut signé le 4 avril 1949 et déboucha sur l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord (OTAN, 1950). Des négociations avaient eu lieu entre les États-Unis, les cinq pays du pacte de Bruxelles, le Canada, la Norvège, le Danemark, l'Islande (république complètement indépendante du Danemark depuis 1944) et le Portugal, mais les États-Unis doivent renoncer à la participation de l'Espagne franquiste. Des pays sollicités, seules l'Irlande et la Suède préférèrent s'en tenir à leur neutralité traditionnelle. Le texte du Pacte est publié le 18 mars avant sa signature ! Ceci afin d'alerter l'opinion mondiale... Par le Pacte, les États-Unis, le Canada, l'Islande, la France, l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg, la Norvège, le Danemark, le Portugal et le Royaume-Uni (s'y ajouteront en 1952 la Grèce et la Turquie) conviennent que toute attaque armée contre l'un d'entre eux serait considérée comme une

attaque contre l'ensemble des signataires. Mais le pacte se garde bien, pour faciliter la ratification américaine, de prévoir l'automatisme absolu d'un engagement militaire, qui demeure l'entière prérogative du Congrès. En 1950, est mise en place l'OTAN (Organisation du Traité de...), intégrant dans une organisation stratégique commune les forces militaires des états signataires du Pacte, Eisenhower devenant le premier commandant suprême en Europe des forces ainsi intégrées ; cette organisation intégrée de l'Alliance, l'OTAN, absorbera les comités militaires de l'Union occidentale créée par le traité de Bruxelles (voir plus haut). Les buts, à la fois militaires et politiques, sont nettement antisoviétiques. La RFA entrera dans l'Alliance atlantique le 5 mai 1955, l'Espagne le 30 mai 1982 ; enfin, en 1999 adhéreront la Hongrie, la Pologne et la République tchèque. Bien que les deux termes soient employés indifféremment l'un pour l'autre, l'Alliance atlantique se distingue de l'Organisation, constituée pour la « servir » (cf. la distinction « canonique » opérée par de Gaulle en 1966). Instrument de la Guerre froide, l'Alliance atlantique constitue la principale solution de rechange après l'échec des plans américains pour l'après-guerre : au système international organisé autour de l'ONU et handicapé par l'obstruction soviétique, les États-Unis substituent une alliance régionale des plus traditionnelles.

La politique d'endiguement diplomatique se manifesta aussi par des aides financières : la quatrième partie du discours d'inauguration de Truman en janvier 1949 (le « point 4 ») prévoyait une aide financière américaine aux pays sous-développés pour leur permettre de résister aux influences communistes. La politique d'endiguement se fit également par des moyens de propagande et d'information : radios (*Voice of America*, émise depuis Munich), revues (le *Reader's Digest*), agences photographiques, etc. La CIA multiplia les financements occultes, celui du Congrès pour la Liberté de la Culture, principal relais des « idées américaines » et point de ralliement de nombreux écrivains européens comme Heinrich Böll (1917-1985) et Raymond Aron (1905-1983), celui de revues comme *Preuves* et *Der Monat*, elle mena des campagnes de calomnies contre Sartre et Pablo Neruda, protégea des chefs d'orchestre allemand et autrichien de l'époque nazie (Wilhelm Furtwangler ¹ et Herbert von Karajan ²). La politique d'endiguement fut aussi et surtout, naturellement, militaire. La loi sur la Sécurité nationale du 26 juillet 1947 créa le Conseil national de Sécurité (NSC) et la *Central Intelligence Agency* (CIA). La CIA remplaça l'*Office of Strategic Service* (qui dépendait de l'Armée), elle relevait directement du Président et du NSC. L'explosion de la première bombe atomique soviétique le 14 juillet 1949 provoqua la mise en chantier de la bombe à hydrogène américaine et l'élaboration par l'Administration d'un plan de réarmement rapide, auquel le Congrès résista jusqu'à la guerre de Corée. Les États-Unis, qui n'avaient que peu de bombes

¹ 1886-1954. Furtwangler n'avait aucune sympathie pour les nazis, bien au contraire, ce qui le força à s'enfuir en Suisse en février 1945.

² 1908-1989. Karajan, lui, avait adhéré au parti nazi, et pas seulement par carriérisme.

jusqu'en 1947, en fabriquèrent davantage à partir de l'année suivante (dès juin 1950, ils en eurent 300 ; 400 au début de 1951). Enfin, ils organisèrent un *Strategic Air Command* (SAC).

Environ la moitié des 4 500 **bombardiers** géants B-29 « forteresse volante » avaient survécu en bon état à la capitulation du Japon, le gouvernement les avait fait « encoconner » et stocker sur des bases de l'*United States Air Force* (USAF). Ils furent remis en service pour le compte du SAC. En 1949, les États-Unis mettent en service le B-36, un **bombardier** géant armé de 17 canons, portant près de 40 tonnes de bombes, ayant 15 hommes à bord et pouvant voler jusqu'à 4 000 m à 700 km/h. Viendront ensuite le B-47, à six réacteurs, et (en 1959) les B-52 *Stratofortereuses*.

Les forces armées américaines furent littéralement déployées à travers le monde : le quartier général du SHAPE (*Supreme Headquarters Allied Powers in Europe*) fut installé à Rocquencourt, dans la banlieue parisienne Ouest, une 11e flotte stationna dans l'Atlantique, la VIe dans la Méditerranée, la VIIe flotte dans le Pacifique occidental.

L'URSS aussi utilise l'arme de la propagande. Elle se sert des « compagnons de route », sympathisants non membres des PC ; le Kominform coordonne une vaste campagne idéologique fondée sur le concept de paix et déjà le rapport Jdanov demande l'interdiction de l'arme atomique. L'URSS rassemble elle aussi ses satellites. Le 21 janvier 1949 elle crée le Conseil d'Aide économique mutuelle (CAEM, en anglais COMECON, acronyme de *COuncil for Mutual ECONomic Assistance*), qui marque le souci soviétique d'établir une coopération économique avec les pays d'Europe de l'Est, Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie, Roumanie, Bulgarie, Albanie, Allemagne de l'Est à partir de 1950, Mongolie après 1961. L'Albanie en est membre car en 1948 Enver Hoxha (ou Hodja, 1908-1985), secrétaire général du Parti du Travail albanais, profite de la brouille Tito-Staline pour s'émanciper de la tutelle yougoslave (voir plus haut) : il se place sous la protection de Staline et se montre un fidèle inconditionnel de l'URSS. Mais le CAEM n'entre en vigueur qu'en avril 1960, se subsistant alors à toute une série de liens bilatéraux. Surtout, ces pays signent avec l'Union soviétique et entre eux des traités dirigés contre l'Allemagne et prévoyant des mécanismes d'assistance. Ces alliances sont renforcées par des mesures militaires, par exemple la nomination d'un maréchal soviétique, Konstantin Rokossovski (1896-1968), comme ministre de la Défense nationale de... Pologne (7 novembre 1949). Cependant, l'URSS n'organise qu'en 1955 un Pacte de Varsovie, symétrique de l'OTAN. Malgré les débuts de la Guerre froide, la convention de Genève de 1864 et la convention de 1929 sur les prisonniers de guerre sont complétées par la *Convention de Genève* du 12 août 1949, adoptée par tous les pays à la lumière des excès de la Seconde Guerre mondiale. Et malgré la rétention par l'URSS de nombreux prisonniers de guerre allemands jusqu'en 1955 ! La convention de 1949 reprend le mot « humanité » à celle de 1929, elle définit précisément l'expression « prisonniers de guerre », en y incluant explicitement les résistants, définis « largement ».

□ Les débuts de l'unification européenne (1945-1950)

Il s'agit d'un type de relations internationales sans précédent, à la rencontre de deux tendances de longue durée, l'effort de libération des échanges internationaux et la construction d'une Europe unie, fondée sur un héritage historique : l'idée européenne. Il y avait toute une tradition de division de l'Europe, pur concept géographique aux limites orientales tout à fait floues, division renforcée par le fait national, l'exaspération des nationalismes à la fin du XIXe siècle et au début du XXe, les guerres, etc. Dans cette « Europe des États », il y avait eu des tentatives de pseudo-réalisation et de nombreux projets mythiques, renouant éventuellement avec les souvenirs (déformés) de l'Empire romain et de Charlemagne. Des précurseurs aussi s'étaient manifestés, Sully et sa « République très chrétienne », l'abbé de Saint-Pierre et son *Projet pour rendre la paix perpétuelle en Europe* (1713, un Sénat européen), Rousseau (notion d' « Européens »), Kant et son plan de paix (1795). Au Siècle des Lumières, la conscience d'une unité culturelle de l'Europe était apparue. Au XIXe siècle se manifestèrent le Napoléon du *Mémorial* et des « idées européennes », les idées de « concert européen » (cf. la Sainte Alliance), d' « équilibre européen », d'union douanière, concrétisée en 1834 par le *Zollverein* allemand, de libre-échange. L'idée européenne fut fréquemment exprimée en France au XIXe siècle, par le comte de Saint-Simon, Augustin Thierry, Hugo et son rêve d' « États-Unis d'Europe ». Nietzsche parlait d' « Europe unie » (*Par-delà le Bien et le Mal*), Giuseppe Mazzini fonda le mouvement Jeune Europe (1834, pour une « Europe libre et unie »), 1848 fut la révolution du cortège des peuples, mais le siècle était celui de l'Europe des nationalités... Le choc de la guerre de 1914-1918, la balkanisation et le cloisonnement économique d'après-guerre, le déclin européen (cf. Albert Demangeon, *Le Déclin de l'Europe*, 1920, revoir 1ère partie) provoquèrent une prise de conscience : Louise Weiss, l'Union paneuropéenne, l'UEBL, le mouvement intellectuel, les projets de Loucheur et de Briand Tout cela fut de courte durée, à cause de la crise, de la mort de Briand (dès 1932, son projet fut enterré), de l'arrivée au pouvoir de Hitler... En juin 1940, pour soutenir l'effort français, il y eut la proposition circonstancielle d'union franco-britannique par Jean Monnet et Churchill (au printemps 1945, les Britanniques avisèrent la France du retrait de leur proposition !).

Churchill lança à l'Université de Zurich, le 19 septembre 1946, le mot d'ordre d' « États-Unis d'Europe », dont la formation reposerait sur la réconciliation franco-allemande (la France était en train d'abandonner l'idée de démembrement de l'Allemagne), essentielle à la défense de l'Europe (et du Royaume-Uni) contre les Soviétiques. Mais la Grande-Bretagne n'en ferait pas partie ! Toutefois Churchill eut le mérite de dédouaner l'idée européenne, dévoyée par Hitler. Et il créa à Londres en janvier suivant le *Provisional United Europe Committee*, mouvement pour l'unité de l'Europe. Quelques jours après Churchill, Richard Coudenhove-Kalergi (voir plus haut) lança une pétition, signée par de nombreux hommes

politiques, « appel aux citoyens des États-Unis d'Amérique en faveur des États-Unis d'Europe ». D'autres éléments neufs du contexte sont aisés à signaler. L'Europe était divisée par le « rideau de fer », son destin était envisagé par les États-Unis et l'URSS sous l'angle de leurs intérêts propres, mais les États-Unis soutinrent rapidement l'idée européenne : par la résolution Fulbright 1 du 1er mars 1947, face au danger communiste, le Congrès se déclara « favorable à la création des États-Unis d'Europe dans le cadre des Nations unies ». Le plus important partisan américain de l'unification européenne est le « fédéraliste » messianique John Foster Dulles, chez qui, en particulier, la CED va être un « article de foi ». Mais Dulles achève la longue réflexion inaugurée avec le traité de Versailles et son injustice supposée : il veut établir l'égalité absolue des droits entre la France et l'Allemagne, la fameuse *Gleichberechtigung*.

Cf. la thèse de François David, John Foster Dulles, secrétaire d'État, et la France (1953-1959). Les relations franco-américaines entre idéalisme politique et réalités militaires, Thèse Université Paris-IV, octobre 2006, 4 vol. dactyl., 1616 p.

L'unification européenne était un moyen pour l'Allemagne et l'Italie de sortir de leur isolement de puissances vaincues, un moyen pour les petits pays d'être protégés. La naissance d'un nouvel ordre économique mondial (Bretton Woods, GATT, etc., voir plus haut) créait un contexte favorable, tout comme les débuts de l'expansion économique des « Trente Glorieuses ». Une sorte de « chantier européen » s'organisa avant 1950. Un rôle décisif fut joué par le Plan Marshall et l'OECE (voir plus haut). Cette dernière répartit l'aide Marshall, provoqua des coopérations économique (libération des échanges, accords...) et technique (par exemple la création en 1952 du CERN, Centre européen de Recherche nucléaire), et même, plus tard, une coopération politique, *cf.* l'accord franco-allemand de 1956 sur la Sarre, à la suite du référendum du 23 octobre 1955, qui est un succès pour les partisans du rattachement de la Sarre à la RFA, et la canalisation de la Moselle. Elle s'élargira en OCDE (aux buts plus amples) en 1960.

Des conventions franco-sarroises (1953) ont donné à la **Sarre** une relative autonomie et des négociations entre la France et la RFA sur la Sarre ont péniblement commencé en 1952. Un temps la France va tenter de faire de la Sarre un territoire européen (accord Mendès France – Adenauer du 23 octobre 1954), voire la capitale de la future Europe unie... L'accord de 1956 (traité de Luxembourg, 27 octobre 1956) rattache la Sarre à l'Allemagne fédérale au 1er janvier 1957, sur le plan politique, et au 1er janvier 1960, sur le plan économique.

Une coopération monétaire fut entraînée par une série d'accords entre 1946 et 1950, pour remédier à l'insuffisance des moyens de paiement et faciliter les échanges intra-européens (accords de compensation, puis création des « droits de tirage » sur les pays créanciers). Enfin, l'UEP (Union européenne des Paiements) fut créée le 19 septembre 1950. Elle

¹ James William Fulbright (1905-1995) était le président du Comité des Affaires étrangères du Sénat.

établi un système de compensation multilatérale par centralisation de toutes les dettes. Son fonds de roulement était constitué par des quotes-parts (15 % du montant du commerce extérieur de 1949). Elle accordait aussi des crédits à court terme aux pays débiteurs. Le chantier s'attaqua également à certaines formes d'union douanière. Le Benelux fut créé par un traité de 1944, qui n'entra en vigueur que le 1er janvier 1948, après de nombreuses difficultés. De très nombreux projets d'unions douanières restreintes, sur le modèle de l'UEBL (Union économique belgo-luxembourgeoise de 1921) et du Benelux virent le jour : *Francita* (France et Italie), *Finebel* (*idem* plus le Benelux), *Uniscan* (Grande-Bretagne et pays scandinaves). Quelques hommes politiques sont particulièrement importants : les démocrates chrétiens — Robert Schuman (Français né Allemand à Luxembourg dans une famille lorraine nourrie de patriotisme français), Konrad Adenauer (Rhénan de Cologne), Alcide De Gasperi (Italien du Trentin) — , les socialistes — Guy Mollet, Paul Henri Spaak, Kurt Schumacher — , les apolitiques — surtout Jean Monnet : des expériences internationales très jeune et avant la Première Guerre mondiale, les comités économiques alliés pendant celle-ci, Secrétaire général adjoint de la SDN, père de l'idée d'union franco-britannique en juin 1940, du premier Plan français, etc.

Jean MONNET (1888-1979)

Une très longue vie (près de 91 ans), fort active, sur plusieurs continents, au contact de multiples hommes d'État. Jean Monnet est « l'homme d'État du monde » (Kennedy), « l'Inspirateur » (de Gaulle), le père des Communautés européennes et de quantité d'autres choses. Un homme sans diplôme, la plupart du temps sans poste officiel, peu attiré par les livres, ayant beaucoup de mal à rédiger, incapable d'apprendre par cœur la moindre chose, une intelligence concrète, aimant les idées simples, celles qu'il « suffit » d'avoir. Né à Cognac le 9 novembre 1888 dans une famille entrée récemment dans la « civilisation du cognac », Jean Monnet renonce à 16 ans à passer la seconde partie du baccalauréat et obtient de son père l'autorisation de séjourner deux ans à Londres dans une famille de négociants nommée... Chaplin. Il apprend l'anglais et le commerce, puis part à 18 ans au Canada, y signant des contrats très importants pour la famille, puis aux États-Unis, l'Angleterre à nouveau, la Scandinavie, la Russie, l'Égypte. Toute sa vie Monnet gardera le goût des voyages, des séjours dans les très bons hôtels, des rencontres, notamment féminines ; par contre, Monnet sera toujours indifférent aux richesses touristiques et culturelles... À la Belle Époque, c'est lui qui, de loin et *de facto*, dirige la maison de Cognac Monnet, en difficulté comme ses consœurs à cause de l'énormité des stocks.

En juillet 1914, Jean Monnet ne fait pas la guerre car il a été réformé pour raisons de santé. Cela lui sera reproché plus tard, au moment de la CED. Il plaide tout de suite auprès du président du Conseil Viviani et du ministre de la Guerre Millerand la coopération maritime et commerciale entre la France et la Grande-Bretagne ; il est aussitôt chargé d'une mission à Londres. Il croise la route d'Étienne Clémentel, ministre du Commerce pendant l'essentiel de la Grande Guerre et apôtre de la coopération internationale. Clémentel en fait en 1915 son collaborateur à Londres, avec le titre de représentant de la France dans les Comités exécutifs interalliés (*Allied Executive Councils*) créés pour la répartition des ressources communes (le premier : le *Wheat Executive Council*), où les États-Unis entrèrent en 1917, mais qui ne

fonctionnent effectivement que petit à petit. Jean Monnet y prend de plus en plus d'importance, envoyant de véritables injonctions au commissaire français à New York, un certain André Tardieu.

La guerre finie, Jean Monnet partage son temps entre Paris et Londres, où il est appelé à liquider les structures dont il a eu la charge durant les hostilités et qui sont devenues maintenant inutiles. Dès 1919, il accède au poste de secrétaire général adjoint de la SDN (le secrétaire général est Sir Eric Drummond). Mais il n'aperçoit nullement les dangers du traité de Versailles. Comme dans tous les pays précédents, Jean Monnet noue à Genève de solides amitiés, comme avec le Polonais Ludwik Rajchman (1880-1965), inventeur du « droit d'ingérence » et futur cofondateur de l'UNICEF, caricaturé de façon ignoble par Céline, qui a été son subordonné, dans *L'Église*. En 1923, par envie de faire du neuf et prétextant les difficultés persistantes de la maison paternelle, Jean Monnet quitte la SDN, où il sera regretté.

En quelques années il rétablit l'équilibre financier du Cognac Monnet ; il commence une carrière de financier international, se lie avec John Foster Dulles, alors avocat et futur secrétaire d'État (cf. la thèse de François David, citée plus haut), avec René Pleven ; il joue un rôle important dans la stabilisation monétaire de 1926 en France, dans celle de la monnaie polonaise, le zloty, dans celle de 1928 en Roumanie. Il habite Paris, reçoit beaucoup, tombe brusquement et définitivement (en 1929, il a 41 ans) amoureux de la femme d'un homme d'affaires italien, fort jaloux. Jean Monnet et la belle Silvia vivent rapidement ensemble mais la loi italienne (cf. la tradition et les accords du Latran) interdit le divorce : le mari se prétend le père de la fille qu'ont eue Jean Monnet et Silvia, mais Jean Monnet va dépenser beaucoup d'opiniâtreté et d'argent pour faire divorcer Silvia d'avec son colérique mari, ce qui va se produire en 1934 par l'intermédiaire des Soviétiques, à Moscou...

Il a perdu aussi beaucoup d'argent à cause de la crise de 1929 : il se fait prêter des sommes importantes par des amis (dont Dulles) et va se refaire dans la Chine du Guo Mindang et des financiers Soong (1933-1934). Pendant tout l'entre-deux-guerres, Jean Monnet ne prend aucune part aux premières tentatives d'unification européenne. En 1934, les Monnet s'installent à New York où ils vont vivre pratiquement sans interruption jusqu'en 1944. Jean Monnet a des contacts au niveau le plus élevé, tant dans le secteur financier que dans la sphère politique (le New Deal et les Démocrates lui sont très sympathiques), prend l'habitude d'employer l'anglais comme langue de travail, même avec ses collaborateurs français : l'Inspirateur prend ses distances avec la vieille Europe et gagne une réputation de « banquier américain ». Il continue néanmoins à suivre les affaires françaises, il n'est nullement hostile au Front populaire ¹. À la fin de l'année 1938, la vie de Jean Monnet bifurque de nouveau et cette fois de manière définitive vers les affaires publiques. À ce moment, alors que les affaires bancaires ne l'intéressent plus guère, il rencontre le président du Conseil Édouard Daladier. Contact décisif : Monnet, qui voit venir le danger nazi, déplore la faiblesse de l'armement français et notamment de l'aviation ; Daladier connaît la réputation internationale de l'homme d'affaires. Officieusement puis officiellement, Monnet est chargé d'une affaire d'achat d'avions américains par la France et il porte en avril 1939 une lettre de Daladier à Roosevelt.

Dès le 3 septembre 1939, il écrit à Daladier une note sur l'urgence de la création d'organismes communs à la France et à la Grande-Bretagne, institution pour laquelle Monnet est précieux en raison de son expérience, de sa capacité à anticiper et de ses relations, alors que les conservateurs sont peu connus des dirigeants français. En décembre 1939, Jean

¹ Attention : Georges Monnet (1898-1980), le ministre de l'Agriculture du Front populaire, est un homonyme

Monnet, secondé par René Pleven, s'installe à Londres pour diriger la coopération ; petit à petit germe dans son esprit le projet d'une union entre les deux pays, seul moyen d'avoir l'aide massive des États-Unis, et il n'est pas le seul à avoir l'idée. À court terme il réussit à accélérer les fournitures de matériel aéronautique par les États-Unis. Le 20 mai 1940, Jean Monnet envoie une note sur l'union à Paul Reynaud et Churchill, qu'il rencontre ensuite, en vain (et de Gaulle reprochera toujours le projet à Jean Monnet). Une rencontre avec de Gaulle inaugure trois décennies d'incompréhensions et de heurts : l'internationalisme pragmatique de l'un contre le nationalisme mystique de l'autre, malgré le commun refus de la défaite et l'espoir commun. Monnet ne voit pas la possibilité de travailler à Londres aux côtés de De Gaulle, mais il veut poursuivre la lutte dans un autre cadre, qui ne peut être que les États-Unis, en se tenant à distance des milieux français liés au gouvernement de Vichy. Jean Monnet est de très loin l'un des inspireurs de la loi du prêt-bail, de la formule « l'arsenal des démocraties », du *Victory Program* ; il rencontre souvent Harry Hopkins, l'éminence grise de Roosevelt, favorise un peu la tâche de la France libre, mais il se méfie de De Gaulle en qui il voit un émule de Boulanger. C'est à titre d'envoyé du président des États-Unis qu'il arrive à Alger en février 1943. Son interlocuteur britannique est Harold Macmillan (1894-1986), avec qui des liens d'amitié se nouent. À Alger, Jean Monnet mène de multiples négociations, avec les Américains, les Anglais, Giraud, de Gaulle... Le grand échec : le violent refus de Giraud de remettre en vigueur le décret Crémieux, c'est-à-dire de redonner aux juifs d'Algérie la citoyenneté française. Il entre au CFLN (Comité français de Libération nationale, il est chargé de l'armement), cesse d'être l'envoyé personnel de Roosevelt et ce n'est que le 21 octobre 1943 que le décret Crémieux est remis en vigueur. Le grand problème est qu'aux yeux des gaullistes il sera toujours l'homme des Américains ; il ne peut donc jouer de rôle dans le rapprochement Giraud-de Gaulle.

Comme chaque fois qu'il est bloqué, il se tourne vers autre chose. Jean Monnet, qui en 1940, c'est-à-dire tard, a commencé à réfléchir à l'unification européenne, continue à Alger, avec l'aide de certains collaborateurs : Étienne Hirsch, Hervé Alphand, René Mayer, Robert Marjolin. Ils élaborent à Alger à l'été 1943 la philosophie générale de ce qui sera en 1950 le plan Schuman. Les questions d'armement finissent par lasser Jean Monnet : toujours il sera l'homme des commencements, vite ennuyé par la gestion. Il demande à passer au sein du CFLN aux approvisionnements civils, en liaison avec l'UNRRA américaine, ce qui est fait en novembre 1943. Il quitte donc Alger pour les États-Unis, retrouve famille et amis et défend en vain la nécessité d'une administration française indépendante pour gérer l'aide américaine. C'est là qu'on mesure les limites du personnage, très introduit dans les milieux dirigeants américains mais incapable de les faire évoluer sur un point essentiel, comme de faire reconnaître le GPRF par les États-Unis avant le 23 octobre 1944, deux mois après la libération de Paris. Jean Monnet joue peut-être un rôle dans l'abandon du plan Morgenthau, en tout cas il travaille beaucoup en matière d'approvisionnements. Le problème à cet égard est qu'il est subordonné au ministre de l'Économie, un Mendès France avec lequel il s'entendra toujours mal, et ne parvient pas à vraiment comprendre pourquoi. À Washington, Jean Monnet s'est constitué une nouvelle équipe dans laquelle il y a le tout jeune Félix Gaillard, qui deviendra en 1957 l'un des plus jeunes chefs (radical) de gouvernements de l'histoire de la République.

En septembre 1944, Jean Monnet retrouve la France, a très vite l'idée d'un plan de développement, capable de séduire les Américains. De Gaulle crée à son instigation et pour lui le Commissariat général au Plan (21 décembre 1945), en refusant à Mendès d'inclure la planification dans son ministère et d'y nommer son ami Georges Boris. Monnet entame cette nouvelle tâche avec pragmatisme : remédier aux défauts de structure du pays, le moderniser,

établir des priorités, retrouver les idées émises depuis 1919 en matière de « plan » et les trier, prévoir à long terme, être incitatif et non directif. Une première note est remise en décembre 1945 à de Gaulle, acceptée aussitôt, juste avant sa démission donc. Le « Plan » est donc institué (le 3 janvier 1946), contresigné par neuf ministres, appartenant à quatre partis, dont le PC, il est rattaché directement à la présidence du Conseil, ce qu'il sera jusqu'à son rattachement aux Finances en 1954 par... Mendès. Pour le travail d'élaboration, Monnet a été épaulé par des commissions (patronat, syndicats, etc.). Le plan « de modernisation et d'équipement » est présenté seulement en novembre 1946 : il s'étend sur quatre ans, embrasse l'ensemble de la production française, mais l'idée même de planification pour moderniser découle de la volonté d'obtenir l'aide financière des États-Unis, alors que la France s'oppose aux États-Unis à propos de l'Allemagne. Le coup de génie est de faire une planification acceptable d'un point de vue politique (intérieure et extérieure) et qui permette la relance d'une économie capitaliste : un néo-capitalisme, d'ailleurs acceptable à court terme par le Parti communiste français ! Le plan est donc fort consensuel ! Les buts sont produire et moderniser, conception purement conjoncturelle, dépasser de 25 % en 1950 la production record de 1929. Sont nécessaires cinq conditions : obtenir du charbon, améliorer les transports, encourager l'immigration, abaisser les coûts de production, obtenir l'aide financière étrangère. Le plan a été présenté aux Américains lors d'un voyage Monnet-Blum aux États-Unis. Les principaux collaborateurs de Jean Monnet sont Félix Gaillard, Paul Delouvrier, Alfred Sauvy, Jean Fourastié et François Fontaine. Le commissariat négocie avec la CGT (fureur de la CFTC !), le CNPF (hostile...), fixe la durée à quatre ans (mais le terme sera porté à 1952 pour coïncider avec la fin du plan Marshall) et fait primer la modernisation sur la reconstruction.

Cette année 1946, pour la première fois de sa vie, Jean Monnet est sous les feux de la rampe en France : nombreuses interviews pour un homme aux allures de Français moyen de l'entre-deux-guerres (avant Pinay), internationaliste, travailleur acharné, exigeant une disponibilité totale de ses collaborateurs, capable de beaucoup de concentration, mais lisant très peu, peu soucieux de culture, admirateur de Léon Blum et paraît-il électeur régulier de la SFIO sous la IV^e République, agnostique. Il s'installe en 1945 à Houjarray, commune de Bazoches-sur-Guyonne, à l'ouest de la forêt de Rambouillet (près de 78490 Montfort-l'Aumauray). Il y est bientôt le voisin de Pierre Viansson-Ponté (du *Monde*) et de... Brigitte Bardot. Il prend l'habitude de promenades matinales à pied, quel que soit le temps (excellent pour la santé et la méditation...). C'est là qu'il habitera jusqu'à sa mort et que sera fondée une « Maison Jean Monnet ». Mais il dépensera toute sa vie beaucoup pour ses vêtements, ses cigares, ses hôtels, toujours très chics, ses vacances, très souvent à la montagne.

Le « plan Monnet » lancé, Jean Monnet se tourne à nouveau vers ses projets européens, relancés par le principe du plan Marshall : « Aide-toi, le Ciel t'aidera » et par le remplacement au quai d'Orsay de Bidault par Robert Schuman, qui devait y rester jusqu'au 8 janvier 1953. Absorbé par ses tâches au Plan, Jean Monnet n'a pas participé aux premières tentatives d'unification européenne, qui aboutissent au Congrès de La Haye en mai 1948. Depuis qu'il en a fixé le schéma à Alger en 1943, il croit à la nécessité de l'union, seul moyen, à ses yeux, de contrebalancer la puissance du « protecteur américain », mais il se méfie des idées vagues et, marqué par l'échec de la SDN, il juge indispensable de partir sur des bases institutionnelles solides. Pour lui, il faut être à la fois pragmatique et ambitieux : attaquer les souverainetés nationales sur un point limité mais décisif. Au début de 1950, il juge venu le temps d'intervenir. La méthode du plan Schuman de 1950 proposant la CECA (Communauté européenne du Charbon et de l'Acier) va apporter une réponse spectaculaire à la problématique du processus

décisionnel : le stade des seuls organismes intergouvernementaux va être dépassé, la préférence sera donnée à la méthode *fonctionnelle* (ou *institutionnelle*) sur la méthode *fédéraliste* (ou *constitutionnaliste*), qui aurait conduit à l'élection au suffrage universel direct d'une assemblée constituante européenne. Ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement Georges Bidault, catholique, député MRP de la Moselle de 1945 à 1962, plusieurs fois ministre des Affaires étrangères (1947-1953) et président du Conseil, Lorrain né en 1886 au Luxembourg, bilingue, Résistant après avoir voté les pleins pouvoirs à Pétain, Robert Schuman devait concilier la volonté américaine de redresser l'économie de l'Allemagne de l'Ouest pour faire face aux Soviétiques, le désir de la RFA de jouer un rôle et le souhait des Français d'empêcher la reconstitution d'une force économique allemande nationaliste et revancharde. États-Unis et Grande-Bretagne confièrent en 1949 à la France l'initiative en ce qui concerne l'Allemagne, avec une date-butoir, celle du 12 mai 1950 (*cf.* la formule de Schuman, souvent répétée, " Que faire avec l'Allemagne ? "). Or, Adenauer proposa le 9 mars 1950... une union franco-allemande, initiative symbolique que le gouvernement français reçut fort mal. Il fallait pour la France faire vite pour éviter que l'Allemagne ne se réinstallât autrement dans le concert des nations, ce qu'elle pouvait de toute façon faire. Schuman fut conseillé par Jean Monnet, qui avait d'abord pensé à une Europe économique à base franco-britannique et se tournait maintenant vers une base franco-allemande et rédigea un plan, que Schuman endossa. Il consulta secrètement Adenauer, qui accepta avec enthousiasme, puis fit une déclaration solennelle le 9 mai 1950 au Quai d'Orsay, devant les ambassadeurs des pays d'Europe occidentale puis la presse, en présence de Jean Monnet, consécration de sa longue réflexion, engagée à Alger en 1943. Elle évoquait le plan Briand, proposait « un point limité, mais décisif », « première étape de la Fédération européenne » (l'expression y est deux fois) et surtout engageait la nouvelle RFA et les autres pays européens à mettre en commun leurs productions de charbon et d'acier. Voici que soudain Jean Monnet et Robert Schuman font à Adenauer une offre incroyable qui, spectaculairement, réintroduit l'Allemagne dans le camp des nations fréquentables : Monnet y gagne en Allemagne un prestige considérable, sauf auprès de l'ultralibéral ministre Ludwig Erhard, mais Monnet sera toujours appuyé par Adenauer et Willy Brandt. Bien sûr les communistes français et les gaullistes sont hostiles, mais l'accueil de la presse est très favorable.

Robert Schuman laisse carte blanche à Jean Monnet pour la mise en œuvre du plan du « Pool Charbon-Acier ». En même temps que celui-ci, il va faire naître la Communauté européenne de Défense (CED), ici encore à la suite d'une initiative américaine qui prend de cours Robert Schuman et ne « laisse guère de choix » à la France (Jean Monnet *dixit*), ce qui fait de Jean Monnet l'homme-orchestre de la politique française à l'automne 1950. Le traité instituant la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier (CECA) est signé le 18 avril 1951. La paternité de Jean Monnet est l'une des raisons de l'ire de De Gaulle (« le méli-mélo du charbon et de l'acier » !), secondé avec violence par Michel Debré. En plus, Monnet est porté à la présidence de la Haute Autorité de la CECA, qui siège à Luxembourg. Le Plan Pleven (24 octobre 1950) est présenté à l'Assemblée nationale française, reprenant une idée de W.Churchill et largement un document de Jean Monnet, il propose d'intégrer les armées nationales dans une organisation supranationale, de façon à éviter la renaissance d'une armée allemande indépendante. Le projet de traité instituant la CED est publié le 1er février 1952, il est moins supranational que ne le voulait Monnet. Le deuxième Traité de Paris (27 mai 1952), signé par les 6, la Grande-Bretagne se liant à la CED par un accord particulier, institue une CED, avec un budget commun, une intégration, un ministère et un état-major communs, une

quarantaine de divisions sous uniforme européen. La CECA est indépendante et supranationale : « les six » transfèrent pour 50 ans leur souveraineté dans le domaine du charbon, du minerai de fer, des ferrailles et de l'acier à une institution communautaire indépendante chargée d'assurer une croissance régulière des productions, une libre circulation, une concurrence loyale et une amélioration du niveau social, la Haute Autorité est l'organe principal de la CECA, elle siège à Luxembourg.

Dans les années 1950, Jean Monnet va aux États-Unis au moins une fois par an. Il est depuis longtemps l'ami du secrétaire d'État (1953-1959) John Foster Dulles, mais il refuse d'intégrer l'unification européenne, à base économique, dans le contexte du *containment*. À Luxembourg, il continue son rythme de travail habituel, pour lui et ses collaborateurs. Il utilise le crédit dont il dispose aux États-Unis pour y obtenir des prêts très intéressants pour la CECA. Il réussit à donner une couleur sociale à la CECA. L'échec de la CED, malgré les interventions discrètes de Jean Monnet, condamnées par l'anathème « l'Inspirateur » lors de la conférence de presse de De Gaulle à Paris le 12 novembre 1953, vilipendées avec une rage extraordinaire par Michel Debré, porte un coup sévère à la construction européenne. Au moment du « grand » débat en France et du « crime du 30 août » (1954), Jean Monnet, victime d'une attaque cérébrale, est indisponible. Et comme toujours, il quitte l'œuvre, la CECA cette fois-ci, une fois sur les rails, à l'expiration de son mandat, le 20 février 1955, départ accueilli avec satisfaction par Paris et Londres, avec consternation en Allemagne et en Belgique.

Mais bien qu'il ait 67 ans, il n'entend pas prendre sa retraite : il pense à un marché commun (à long terme) et à une communauté nucléaire (rapidement), c'est la « relance européenne » : conférence de Messine, constitution par Jean Monnet d'un Comité d'Action pour les États-Unis d'Europe (1955), organisme privé présidé par lui et dont tous les membres sont nommés par lui, avec Guy Mollet, René Pleven, etc. pour la France... Pendant vingt ans, le Comité constituera un instrument d'influence très efficace, dont le rôle dans la poursuite du processus d'unification européenne sera déterminant. Jean Monnet se consacre à fond au travail de *lobbying* du Comité, qui siège à Paris et Lausanne (d'où d'autres archives Jean Monnet dans cette dernière ville, la Fondation Jean Monnet), avec ses collaborateurs habituels, qu'il soumet toujours à un rythme de travail infernal, mais aussi un cercle de « disciples » : Félix Gaillard, qui va devenir Président du Conseil, Pierre Uri, qui va jouer un rôle capital dans la naissance du traité de Rome, Paul Delouvrier, à qui de Gaulle va bientôt confier d'importantes responsabilités, Robert Marjolin, bientôt Commissaire à Bruxelles, avec autour un autre cercle, d'amis-conseillers-conseillés, Antoine Pinay, l'historien Jean-Baptiste Duroselle, Jean Fourastié, Hervé Alphand, Jean-François Deniau, Guy Mollet, et encore autour un dernier cercle de sympathisants, Valéry Giscard d'Estaing, Jean Lecanuet, Jean-Jacques Servan-Schreiber, etc.

Jean Monnet développe ses relations avec la presse, grands *columnists* américains, *Le Monde* (amitié avec Hubert Beuve-Méry ; Pierre Viansson-Ponté est son voisin), mais le Comité n'attire aucun intellectuel des années 50. Jean Monnet se passionne pour la CEEA (Communauté européenne de l'Énergie atomique, ou Euratom, nom trouvé par Louis Armand). L'objectif en est de « créer les conditions de développement d'une puissante industrie nucléaire ». Le traité de Rome de 1957 doit beaucoup aux experts du Comité, Pierre Uri en particulier, même si Jean Monnet est, personnellement, plus attentif à Euratom.

Par hostilité à l'instabilité de la IV^e République et bien qu'il demeure très méfiant à l'égard de De Gaulle, surtout sous l'angle européen, Jean Monnet ne voit pas d'un mauvais œil les changements politiques de 1958. C'est Jacques Chaban-Delmas qui, en s'avancant quelque peu, le rassure sur les projets de De Gaulle en matière européenne, confirmés par l'entrevue

de Gaulle-Adenauer à Colombey le 14 septembre. Jean Monnet appelle donc dès le 9 à voter oui au référendum du 28 septembre 1958, il est très satisfait du plan financier Pinay-Rueff de la fin 1958, de la mise en œuvre de la CEE et d'Euratom. Il l'est moins de la conférence de presse gaullienne du 15 mai 1962 contre l'Europe supranationale qui le vise presque nommément : entre le Connétable et l'Inspirateur, la guerre est déclarée (ainsi, il ne sera pas invité aux obsèques de Robert Schuman !). Jean Monnet avait été le seul « continental » à être mis dans la confiance de la candidature britannique de 1961. Auprès de l'administration Kennedy, Jean Monnet bénéficie d'un prestige et d'une autorité incontestables : il est le sage qui a su penser les nouveaux rapports internationaux. Mais il n'est qu'une des sources d'inspiration du Grand Dessein (lier le commerce américain à l'Europe unie, renforcée par l'entrée de la Grande-Bretagne). Monnet se rend aux États-Unis pour les obsèques de Kennedy, en 1963.

Jean Monnet est très hostile à la politique européenne de la République gaullienne, pourtant servie par Maurice Couve de Murville, il voit d'un bon œil la candidature Defferre (Monsieur X, 1963), qui fait partie du Comité, d'un mauvais œil la candidature Mitterrand de 1965, et il se prononce publiquement pour Lecanuet, candidat à la présidentielle de 1965 lui aussi, avec le résultat que l'on sait. Très ami du dirigeant conservateur britannique Edward Heath, Jean Monnet joue un rôle déterminant dans l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun. Grâce à ses liens avec Maurice Couve de Murville, il maintient aussi un contact utile quand la France, sous la direction de De Gaulle, pratique à Bruxelles la politique de la chaise vide. Politiques françaises intérieure et extérieure, administration Johnson aux États-Unis : respecté, consulté, mais privé de relais tant à Paris qu'à Washington, Monnet piétine, vieillit, rencontre, parle, mais sans réel écho en politique européenne (qui en est à l'heure monétaire), ni sur les pourparlers de paix de Paris sur le Vietnam, ni sur l'administration Nixon (celui-ci refuse de recevoir cet « étranger », malgré l'amitié entre Monnet et Henry Kissinger, et sans doute en souvenir d'Eisenhower dont Nixon a été le vice-président), ni en matière de politique intérieure : en 1969 il ne soutient plus Defferre (à cause de Mendès) mais... Poher, il a ensuite beaucoup de mal à comprendre Pompidou, malgré la présence de Valéry Giscard d'Estaing aux Finances.

Jusqu'à plus de 85 ans, Monnet sillonne le monde et continue de défendre ses idées : au début des années 1970, il suscitera ainsi la création du Conseil européen, officialisé plus tard par Helmut Schmidt et Valéry Giscard d'Estaing. Il multiplie les voyages mais fait figure de monument historique qu'il est de bon ton de rencontrer pour les milieux politiques et journalistiques, un sage très actif, perpétuellement soucieux de sa santé, ayant la phobie de l'avion, qu'il faut bien prendre... L'agnostique se laisse aller à un mariage religieux à Lourdes (l'ex-mari de la belle Silvia étant mort !), il vend la maison familiale de Cognac, écrit ses Mémoires, en se faisant aider des historiens Jean-Baptiste Duroselle et François Fontaine, a la satisfaction d'entretiens avec Valéry Giscard d'Estaing devenu président de la République en 1974, mais en 1975, il dissout le Comité, et il meurt le 16 mars 1979. Il a droit à des obsèques de chef d'État mais dans la petite église de Montfort-l'Amaury (celle du *Corbeau* de H.-G. Clouzot !) où toute l'Europe s'est donnée rendez-vous. Silvia mourra en 1982. Le 9 novembre 1988, 100e anniversaire de sa naissance, les cendres de Jean Monnet sont transférées au Panthéon. Jean Monnet a été l'une des figures les plus singulières de la France du XXe siècle. Sans formation universitaire, la plupart du temps sans titre officiel, il n'en a pas moins exercé une influence considérable tant dans l'Hexagone que dans le monde occidental de 1945 à

1975. Éminence grise, il était le contraire d'un homme de l'ombre machiavélien. Idéaliste, il aura plutôt été un visionnaire pragmatique, doué du génie de l'action à un degré peu commun.

De nombreuses associations préconisaient l'unité, dont le Mouvement paneuropéen, fondé en 1923 sous le nom d'Union paneuropéenne par le comte Richard Coudenhove-Kalergi. Le même précurseur fonda en 1947 l'Union parlementaire européenne, dont les délégués (près de 800 personnalités) se réunirent à La Haye en mai 1948 et réclamèrent la convocation d'une assemblée européenne. Mais au niveau gouvernemental, deux conceptions s'affrontèrent, la thèse franco-belge d'une « Europe communautaire », avec un pouvoir politique indépendant des gouvernements nationaux (même de Gaulle le pensait alors) et la thèse britannique de l'« Europe des États », sous la forme de relations intergouvernementales. Conséquence de La Haye (1948), Georges Bidault propose au nom de la France (le 20 juillet 1948) de mettre en place une Assemblée européenne commune aux pays membres de l'Union occidentale, ce qui suscite les réserves britanniques. On aboutit à un compromis : la conférence de Londres adopte les statuts du Conseil de l'Europe (5 mai 1949).

Ces statuts sont ratifiés par dix états (France, Grande-Bretagne, Irlande, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, Italie, Norvège, Suède et Danemark), rejoints par la Turquie et la Grèce en 1949, l'Islande et la RFA en 1950. Suivirent Autriche (1956), Chypre (1961), Suisse (1963), Malte (1965), Portugal (1976), Espagne (1977), Liechtenstein (1978), Saint-Marin (1988) et Finlande (1989). Des pays d'Europe orientale poseront leur candidature en 1989-1990 (la Hongrie, la première dès le 15 novembre 1989, elle est admise le 6 novembre 1990, puis Tchécoslovaquie et Pologne en 1991, etc.). Il y eut un seul cas de départ (provisoire), la Grèce des colonels entre 1967 et 1974 (elle quitte avant d'être exclue !). Le Conseil fut doté de deux organes principaux, le Comité des ministres (des Affaires étrangères), qui est l'organe de décision (recommandations, conventions, accords) et l'Assemblée consultative (Strasbourg), aux membres désignés par les parlements nationaux en nombre proportionnel à l'importance démographique de chaque pays. Les compétences du Conseil de l'Europe étaient théoriquement très étendues (tous les domaines, à l'exception de la défense nationale), mais en réalité ses pouvoirs étaient faibles : majorité des deux tiers à l'assemblée, règle de l'unanimité au Comité, tout gouvernement reste libre de ne pas mettre en œuvre une résolution, le Royaume-Uni des travaillistes y veillant soigneusement ! Cela n'empêcha pas le Conseil d'adopter la *Convention européenne des Droits de l'Homme* en 1950, une centaine d'autres conventions (Convention européenne de prévention de la torture, conventions sur l'environnement, la santé, l'immigration, etc.), de créer la Cour européenne des Droits de l'Homme et d'être pendant les deux premières années de son existence le forum prestigieux, mais aussi le lieu de rencontre des divergences, où s'exprimaient tous les hommes politiques qui cherchent à donner corps à l'idéal européen.

La méthode du plan Schuman de 1950 proposant la CECA (Communauté européenne du Charbon et de l'Acier) va apporter une réponse spectaculaire à la problématique du processus décisionnel : le stade des seuls organismes intergouvernementaux va être dépassé, la préférence sera donnée à la méthode *fonctionnelle* (ou *institutionnelle*) sur la méthode *fédéraliste* (ou *constitutionnaliste*), qui aurait conduit à l'élection au suffrage universel direct d'une assemblée constituante européenne. L'aspect technique et l'aspect unitaire de tout ce qui précède vont être synthétisés par la génération des « pères fondateurs » des années 1950. Plusieurs fois ministre des Affaires étrangères et Président du Conseil, Robert Schuman devait concilier la volonté américaine de redresser l'économie de l'Allemagne de l'Ouest pour faire face aux Soviétiques, le désir de la RFA de jouer un rôle et le souhait des Français d'empêcher la reconstitution d'une force économique allemande nationaliste et revancharde. États-Unis et Grande-Bretagne confièrent en 1949 à la France l'initiative en ce qui concerne l'Allemagne, avec une date-butoir, celle du 12 mai 1950. Or, Adenauer proposa le 9 mars 1950... une union franco-allemande, initiative symbolique que le gouvernement français reçut fort mal. Il fallait pour la France faire vite pour éviter que l'Allemagne ne se réinstallât autrement dans le concert des nations, ce qu'elle pouvait de toute façon faire. Schuman fut conseillé par Jean Monnet, qui avait d'abord pensé à une Europe économique à base franco-britannique et se tournait maintenant vers une base franco-allemande et rédigea un plan, que Schuman endossa. Il consulta secrètement Adenauer, qui accepta avec enthousiasme, puis fit une déclaration solennelle le 9 mai 1950, c'est-à-dire cinq ans jour pour jour après la capitulation allemande, au Quai d'Orsay, devant les ambassadeurs des pays d'Europe occidentale puis la presse. Elle évoquait le plan Briand (1929), proposait « un point limité, mais décisif », « première étape de la Fédération européenne » (l'expression de « fédération européenne » y est deux fois ; le mot d'« étape » connaîtra une belle fortune « eurocratique ») et surtout engageait la nouvelle RFA et les autres pays européens à mettre en commun leurs productions de charbon et d'acier. La proposition Schuman fut favorablement accueillie par les Français, car elle apaisait leur vieille phobie concernant la Ruhr, par les gouvernements (démocrates chrétiens) d'Allemagne et d'Italie, ainsi que par le Benelux, mais repoussée par la Grande-Bretagne, par refus de consentir des abandons de souveraineté au profit d'une institution européenne supranationale. La portée de ce refus du plan Schuman par la Grande-Bretagne est considérable : la future Communauté sera limitée à six pays et la France y jouera de fait le premier rôle, ce que montrèrent les négociations (à six de juin 1950 à avril 1951) qui aboutirent au traité de Paris instituant la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier (CECA, dite « Pool charbon-acier ») le 18 avril 1951. Signent les six pays de la « petite Europe ». Le traité entre en vigueur le 25 juillet 1952, après sa ratification par les parlements nationaux (en France, PCF et RPF votent contre, comme en République fédérale d'Allemagne le SPD).

□ Les débuts de la décolonisation, entre 1945 et 1950

La Seconde Guerre mondiale a accéléré le mouvement d'hostilité à la colonisation traditionnelle : affaiblissement des métropoles, démonstration de la force du Japon, rôle majeur des États-Unis... Les buts de guerre des Alliés définissent une idéologie émancipatrice : lutte contre le Fascisme et croisade pour la liberté des peuples. La *Charte de l'Atlantique* affirme « le droit qu'a chaque peuple de choisir la forme de gouvernement sous laquelle il doit vivre ». Un large courant propose l'internationalisation des colonies, sous le contrôle de la future ONU, qui aurait pour charge de les conduire graduellement à l'indépendance. Mais déjà se manifestent les réticences des métropoles (France libre, Grande-Bretagne et Pays-Bas), qui tentent de limiter la portée de la *Charte* à la seule libération des peuples européens !

Le rôle des États-Unis est ambigu. Leur tradition anticolonialiste est bien connue (avec application dès la fin de la Première Guerre mondiale), à laquelle s'ajoute le danger communiste (d'où la prudence américaine, mais se manifeste l'impatience de l'opinion publique américaine), d'autant plus que beaucoup de territoires ont un rôle stratégique. Cet anticolonialisme de principe est fondé sur les diverses déclarations des droits, la charte des Nations Unies (et les idées de Roosevelt) et sur le désir de défense du « monde libre » : les États-Unis pensent dans un premier temps que les pays indépendants choisiront le camp occidental. Les États-Unis avaient retrouvé leur tradition de « prédication » anticoloniale et la « mission » américaine, alliées à des préoccupations économiques, comme le principe de la « porte ouverte ». Grâce à Roosevelt et au point 3 de la *Charte*, fut mise sur pied une commission de quinze membres qui étudia les moyens de placer, après la guerre, toutes les colonies européennes sous une administration internationale directe. Au mois de mars 1943, le département d'État proposa une *Déclaration des Nations unies sur l'indépendance nationale*, qui prévoyait que toutes les puissances coloniales prendraient l'engagement d'amener progressivement leurs colonies à l'indépendance, en fixant même des dates pour celle-ci, projet accepté par Roosevelt, mais trouvé trop modéré par des républicains comme Wilkie et par des démocrates comme Sumner Welles, le sous-secrétaire d'État. Roosevelt pensait à des formes de tutelle internationale (*trusteeship*), mais la conférence de Yalta décida finalement que le *trusteeship* ne s'appliquerait qu'aux territoires déjà sous mandat de la SDN ou détachés des États ennemis. Les États-Unis ont une politique anticolonialiste à la fin des années 40 : ils accordent l'indépendance aux Philippines (1946, moyennant l'usage de 23 bases militaires...), manifestent leur soutien aux Indonésiens, font pression sur la France pour l'indépendance du Viêt-nam dans cadre de l'Union française (1948)... Le revirement des États-Unis dans les années 50 est net. Les cause en sont le communisme en Asie, l'exemple des démocraties populaires ; les Américains s'exagèrent aussi le danger communiste dans les pays du Tiers Monde. Ils « suspendent » leur politique de décolonisation et préfèrent la mobilisation générale des forces du monde libre. En conséquence, les pays du Tiers Monde sont poussés dans les bras de l'URSS et les États-Unis vont payer très cher ce revirement... Mais ils voient dans le

nationalisme modéré le meilleur obstacle à l'expansion du communisme et votent l'inscription de la question tunisienne à l'ONU en 1952, ce qui déclenche une vague d'antiaméricanisme en France... La filière d'intervention principale des États-Unis, c'est la CISL (Confédération internationale des Syndicats libres), largement sous influence américaine, et qui soutient ainsi l'UGTT tunisienne et (au début) le FLN.

Presque toutes les puissances coloniales rejettent l'idée d'émancipation, elles envisagent éventuellement l'autonomie administrative, le progrès économique et social, mais pas la perte de la domination politique, car cela signifierait la fin du statut de grande puissance, par ailleurs compromis. Seul le Royaume-Uni est ouvert à l'idée de négociations qui donneraient par étapes le *self-government*, avec maintien de certains liens. On verra plus loin l'indépendance du sous-continent indien. Le refus général s'inscrit à contre-courant des tendances dominantes du moment : la charte de l'ONU insiste sur le droit des nations au *self-government* et crée un système de « tutelle » pour les anciennes colonies allemandes (voir plus haut). Le rôle de l'ONU, marqué dès l'origine par l'anticolonialisme américain, n'est donc pas négligeable : la *Charte des Nations unies* (25 juin 1945) consacre de nombreux articles aux questions coloniales, l'anticolonialisme de l'Organisation est vite très fort : elle refuse ainsi la départementalisation des Antilles françaises. Mais l'ONU ne réussit pas à devenir un tribunal international ; son influence est très faible sur la décolonisation, française en particulier. La Ligue arabe (Ligue des États arabes) née le 22 mars 1945 s'intéresse plus au Machrek (Levant) qu'au Maghreb (Couchant). Elle émit des protestations (par exemple contre l'exil forcé du sultan marocain) et a cherché surtout à mettre en marche la lourde machine de l'ONU. La conférence de Bandoeng (avril 1955) eut des vœux et des résolutions peu dangereux pour la France : la revendication de « la libération de l'Afrique du Nord », demandée par l'Égypte, est écartée, par exemple. C'est, comme on le verra, une prise de conscience, mais pas le « réveil des peuples colonisés ». Le rôle de l'URSS et du communisme international est facile à cerner. Pendant la période de rapprochement avec l'Allemagne (1939-1941), le Komintern se montra violemment hostile à l'impérialisme français, puis, après juillet 1941, il cessa d'attaquer celui-ci, la France libre faisant cause commune avec l'URSS, mais rien n'était changé en profondeur. Les partis communistes des colonies continuèrent dans la clandestinité.

La formation de l'Union française (1946) illustre le contraste entre de nouvelles formules et une situation en fait sans grands changements. L'anticolonialisme est en France de plusieurs types. L'anticolonialisme révolutionnaire est celui des trotskistes et des anarchistes, dès la répression de mai 1945, celui d'Aimé Césaire. C'est en 1939 que ce Martiniquais (né en 1913) avait publié son *Cahier d'un retour au pays natal* ; la même année, il inventa le néologisme « négritude ». L'anticolonialisme du PCF n'est pas immédiat, et il met même deux ans environ après l'éviction du pouvoir à être net (1947-1949). Les Églises chrétiennes prennent leurs distances vis-à-vis de la colonisation traditionnelle. Les congrégations missionnaires

avaient été invitées par le Vatican à partir de 1919 à rompre avec la tradition coloniale, mais les catholiques conservateurs craignaient que les clergés indigènes ne tombent aux mains des mouvements nationalistes et révolutionnaires. La formule d'après 1945 insiste : « christianiser n'est pas occidentaliser ». À partir de 1948, Rome souligne la « soif d'émancipation » des peuples coloniaux, remplace les religieux français en Indochine par des prêtres, voire des évêques, vietnamiens. Les Églises protestantes connaissent une évolution identique, et des protestants se prononcent dès 1946 pour l'indépendance. En 1950, les autres formes d'anticolonialisme sont encore dans les limbes : c'est la guerre d'Algérie qui leur servira de révélateur. L'anticolonialisme humaniste est de protestation morale, notamment contre la torture (à partir de 1952, puis pendant la guerre d'Algérie).

S'agit-il d'un « fardeau colonial » pour les métropoles ? Les colonies ont des besoins énormes et les investissements sont en croissance continue, avec des commentaires lyriques dans la presse métropolitaine. Des installations impressionnantes sont mises en place, comme celles de la MIFERMA, destinée à exploiter le minerai de fer mauritanien. La France consent aux produits de l'Union française des prix de soutien supérieurs à ceux du marché mondial. Les exportations des colonies sont en progrès (plus 7 % par an pour l'AOF) ; le fardeau financier est considérable pour la métropole. « Aujourd'hui l'homme blanc a posé son fardeau. Mais, français, il n'abandonne pas la tâche qu'il s'était volontairement assignée... » (Marius Moutet, 1959). Cependant les hommes politiques africains sentent mal cette évolution économique et se plaignent des lenteurs de la décolonisation politique. L'ampleur de ce nouveau « fardeau » est ignorée du public, même éclairé jusqu'en 1956-1957. L'opinion publique continue à croire que les colonies « rapportent » à la métropole et ne coûtent rien au contribuable, ce qui est faux depuis longtemps... Les experts ne commencent à publier des rapports, provoquant une prise de conscience, que vers 1956-1957, ce qui provoque la question : l'effort que la France s'impose à elle-même en faveur des pays d'outre-mer n'est-il pas au-dessus de ses forces ? Mais à ce moment, certains estiment que la France devrait faire davantage, d'autres suggèrent le recours à des capitaux européens pour investir dans « l'ensemble eurafricain français », idée partagée par le gouvernement Guy Mollet et les futurs États africains et malgache seront associés au traité de Rome de 1957.

□ L'évolution du nationalisme algérien de 1940 à 1950.

Le débarquement de 1942 relance le nationalisme : Ferhat Abbas (1899-1985) publie *Le Manifeste du Peuple algérien* (1943) qui prône le fédéralisme, avec un État algérien autonome, reconnu et protégé par la France. La fin de la guerre provoque une radicalisation générale. Se produisent de brusques et imprévus troubles en mai 1945, à Alger et surtout Sétif (8 mai). 21 Européens sont massacrés, ce qui entraîne une répression impitoyable et aveugle.

En bonne partie, c'est une réaction contre l'ordonnance de 1944 qui donnait la citoyenneté française à quelques milliers de musulmans, déclenchant la crainte de voir l'Algérie perdre sa personnalité arabe : ceux qui acceptent de prendre cette citoyenneté française seront considérés comme des traîtres. Par contre, la thèse, fréquemment avancée, de la provocation est inexacte. Ferhat Abbas crée en 1946 l'Union démocratique du Manifeste algérien (UDMA), qui recrute dans la petite bourgeoisie et reste fidèle à l'idée fédéraliste d'une République algérienne autonome, souveraine en matière financière et législative, associée à la France pour sa diplomatie et sa défense, les Algériens étant dotés d'une double nationalité. Messali Hadj (1898-1974) fonde, également en 1946, un Mouvement pour le Triomphe des Libertés démocratiques (MTLD), favorable à une Constituante algérienne et à l'indépendance, et dont la clientèle est le petit peuple.

L'État dote en 1947 l'Algérie d'un nouveau statut. Une Assemblée algérienne de 120 membres, aux compétences limitées essentiellement aux questions financières, est élue par deux collèges électoraux. Le premier collège est celui des citoyens français et des 58 000 Musulmans devenus citoyens en 1944, grâce à l'ordonnance de De Gaulle évoquée un peu plus haut ; il représente moins d'un million de personnes. Le second collège groupe 1 300 000 électeurs musulmans, représentant près de 8 millions de personnes ! La majorité des deux tiers est requise pour les réformes à examiner : statut de la femme, extension de la langue arabe, nouveau régime communal, ce qui est reconnaître implicitement mais théoriquement une spécificité algérienne. Les premières élections, en 1948, sont « organisées » par le gouverneur général Marcel-Edmond Naegelen (socialiste, 1892-1978). Ce gigantesque trucage amène une majorité de « béni-oui-oui », qui se contenteront de voter les budgets proposés, et prouve une application déloyale du statut par la France. L'expression de « béni-oui-oui », péjorative (parodie de *boni viri* des Romains ?), remonte à l'entre-deux-guerres. On la trouve, par exemple, sous la plume de Charles-André Julien dans *Le Populaire* du 5 mars 1935.

Le mouvement des '*ulamâ'* (Ouléma) est essoufflé. L'UDMA se montre parti modéré, avec 3 000 militants en 1951, se contentant d'un statut d'« État associé » pour la République algérienne. Le MTLD est le parti du petit peuple sensible au charisme de Messali Hadj ; le recrutement qu'il opère juste après la guerre dans les milieux bourgeois et intellectuels s'en méfie et dénonce le culte de la personnalité. Les « durs » fondent en 1946 une Organisation Spéciale, vite démantelée et clandestine. Quant au Parti communiste algérien (PCA, petit peuple urbain européen), il est marqué par des volte-face successives, typiques des hésitations du PCF métropolitain : séparatiste jusqu'en 1936, puis assimilationniste jusqu'en 1940, indépendantiste entre 1940 et 1943, à nouveau assimilationniste, il ne revient définitivement à l'idée de République algérienne qu'à partir de 1949. De plus, il est suspect aux yeux des musulmans à cause de son recrutement.

□ Les événements du Maroc et de Tunisie

Au Maroc, les nationalistes marocains, jusque-là divisés, s'unirent pendant la guerre en un parti, l'*Istiqlâl*, qui rédigea un manifeste exigeant l'indépendance (11 janvier 1944), dans son intégrité territoriale (c'est-à-dire y compris la zone espagnole) et sous l'égide du sultan. De graves émeutes éclatèrent en janvier et février 1944 et furent réprimées par l'armée. En 1946, le nouveau résident général (depuis mars), Eirik Labonne, tenta des solutions neuves : il proposa un ambitieux plan de réformes, prévoyant notamment l'industrialisation du protectorat ; il se heurta à la double opposition des colons français et des nationalistes. Dans un discours prononcé à Tanger le 10 avril 1947, le sultan Sidi Mohammed (futur roi Mohammed V, il se comporte déjà en souverain et considère que tout le Maroc est son royaume) évoqua les droits légitimes du Maroc et son appartenance à la « nation arabe » ; il parla même de ses liens avec la Ligue arabe (voir plus loin). Rendu responsable de ce débordement, Labonne fut révoqué et remplacé par le général Juin, qui débarqua au Maroc d'un navire de guerre et tenta d'imposer sa politique au sultan par la force. Le gouvernement français invita Sidi Mohammed en France en octobre 1950 : le sultan réclama vainement au président de la République ¹ et aux ministres concernés une révision du régime du protectorat.

La Tunisie n'a été libérée qu'en mai 1943, les Français s'efforçant aussitôt de restaurer le protectorat et destituant le bey Moncef, qui avait été attentiste (seulement). La France en fait pour son peuple, maladroitement, un martyr, jusqu'à sa mort, à Pau, le 1er septembre 1948. Emprisonné par les Français, libéré par les Allemands le 9 janvier 1943, Habib Bourguiba ne s'est pas compromis avec l'Axe, bien au contraire. Il juge en mars 1945 qu'il faut forcer la main de la France depuis l'étranger, il gagne Le Caire, où vient de se constituer le 22 mars 1945 la Ligue arabe. Il reprend, de son exil volontaire au Caire, son rôle de leader du Néo-Destour tunisien, tout en prêchant une politique loyaliste vis-à-vis de la France : il devient pour ses partisans le « combattant suprême ». Le mouvement national tunisien fut fortement appuyé par la centrale syndicale nationale, l'Union générale tunisienne du Travail (UGTT), constituée le 20 janvier 1946, en réaction contre la subordination de la CGTT au P.C.F. Bourguiba mêlait les mots d'ordre nationalistes et les revendications ouvrières de l'UGTT. Le 8 septembre 1949, Bourguiba revint triomphalement en Tunisie (voir plus loin).

□ La lente évolution de l'opinion publique française

¹ Pages 521 et suivantes du tome 1950. Références complètes : Vincent Auriol, *Journal du Septennat. 1947-1954*, Édité par P.Nora, Armand Colin, 7 vol. prévus, incomplet, 1970-1980, dernier volume (1950) chez Tallandier, 2004, 796 p., réédition des 7 vol. en Cédérom. Vincent Auriol, *Mon Septennat, 1947-1954. Notes de Journal présentées par Pierre Nora et Jacques Ozouf*, Gallimard, 1970, 606 p. Édition abrégée du *Journal*.

Le maintien du mythe impérial est net. Il est une conséquence de la guerre : l'Empire n'a-t-il pas joué un rôle essentiel dans la Libération (voir plus haut) ? Le peuple français, reprenant le mythe de la puissance par l'Empire, attend aussi de celui-ci qu'il aide à la reconstruction de la métropole : comment, autrement, rester le quatrième « Grand » ? Très mal informé — cf. le *black-out* sur les événements de mai 1945 en Algérie —, le peuple français montre à la Libération un apogée dans son sentiment colonial et le sentiment de bonne conscience est vraisemblablement plus fort que sous la IIIe République.

Le fameux « parti colonial » vit ses dernières années. En 1945 naît un Comité de l'Empire français, groupant des notables et des hommes d'affaires, avec l'ambition de rassembler tout le parti colonial ; pour l'essentiel centre de propagande, il devient en 1948 le Comité central de la France d'outre-mer. Cela n'empêche pas la renaissance des anciens Comités, dont la Ligue maritime et coloniale. Quelques autres nouveautés sont notables : la tenue des États généraux de la colonisation française en mai 1946, le fait que FO, donc une centrale syndicale (1947), soit très nettement hostile à la décolonisation, surtout, le ton pessimiste, les appels pathétiques : il s'agit d'un mouvement sur la défensive. Des éditorialistes, comme Thierry Maulnier et André Siegfried (*Le Figaro*), des parlementaires, mettent leurs talents au service de la cause, mais au total, le parti colonial s'intéresse plus aux élites qu'au grand public. Il utilise peu et mal la radio, le cinéma, sa presse spécifique est très restreinte. Enfin, il s'intègre dans la Guerre froide : défendre les colonies, c'est défendre le « monde libre ».

On a vu plus haut qu'en France l'anticolonialisme est de plusieurs types. Ajoutons ici que l'anticolonialisme humaniste est de protestation morale, notamment contre la torture (à partir de 1952, puis pendant la guerre d'Algérie, cf. François Mauriac et les noms cités plus bas). Enfin l'anticolonialisme de « repli hexagonal » (Raoul Girardet) est incarné par Raymond Cartier, notamment dans *Paris Match*, dont il est le rédacteur en chef. On peut le résumer ainsi : « N'eut-il pas mieux valu construire à Nevers l'hôpital de Lomé et à Tarbes le lycée de Bobo-Dioulasso ? ». Nous avons plus haut posé aussi la question : l'empire est-il un « fardeau colonial » pour la métropole ? Le fardeau financier est maintenant considérable pour la métropole. Comme dit Marius Moutet, ancien ministre de la France d'outre-mer, devant le Sénat de la Communauté le 15 juillet 1959 : « Aujourd'hui l'homme blanc a posé son fardeau. Mais, français, il n'abandonne pas la tâche qu'il s'était volontairement assignée... » Cependant les hommes politiques africains sentent mal cette évolution économique et se plaignent des lenteurs de la décolonisation politique. La France, qui a un revenu national huit fois moins fort que celui des États-Unis, dépense pour l'Union française deux fois moins que les États-Unis pour les pays sous-développés. L'ampleur de ce nouveau « fardeau de l'homme blanc » est ignorée du public, même éclairé jusqu'en 1956-1957. L'opinion publique continue à croire que les colonies « rapportent » à la métropole et ne coûtent rien au contribuable, ce qui est faux depuis longtemps... Les experts ne commencent à publier des rapports, provoquant une prise

de conscience, que vers 1956-1957, ce qui provoque la question : l'effort que la France s'impose à elle-même en faveur des pays d'outre-mer n'est-il pas au-dessus de ses forces ? Mais à ce moment, certains experts — l'équipe de François Bloch-Lainé — ou des hommes politiques comme Robert Buron, ministre de la France d'outre-mer estiment que la France devrait faire davantage. Certains autres suggèrent le recours à des capitaux européens pour investir dans « l'ensemble eurafricain français », idée partagée par le gouvernement Guy Mollet et les futurs États africains et malgache seront associés au traité de Rome de 1957.

Au début des années 50 est apparu le « complexe hollandais ». L'auteur de la formule est Pierre Moussa, haut fonctionnaire au ministère de la France d'outre-mer et auteur de *Les Chances économiques de la Communauté franco-africaine*. Les Pays-Bas sont prospères depuis qu'ils ont abandonné l'Indonésie : l'éviction de la France de son empire serait une bénédiction ! D'ailleurs l'Allemagne n'a pas été affaiblie par la perte de ses colonies en 1919... Délivrée de ses charges coloniales, la France pourrait consacrer ses ressources propres au développement de ses provinces, à la modernisation de son industrie et à la rationalisation de son économie. Cette argumentation est développée après 1955 par Raymond Aron et plusieurs économistes libéraux. Les réflexions de Raymond Aron sur la décolonisation néerlandaise figurent aussi dans *L'opium des intellectuels*, ouvrage paru en 1957 : « l'Indonésie est indépendante et la Hollande continue de connaître la prospérité ». Ces réflexions se nourrissent aussi de la presse anglo-saxonne ultra-libérale, notamment *The Economist*. On parla longtemps du « complexe hollandais »... Le complexe est poussé à son extrême par le cartiérisme : l'anticolonialisme de « repli hexagonal » (R.Girardet) est incarné par Raymond Cartier, notamment dans *Paris Match*, dont il est le rédacteur en chef. On peut le résumer ainsi : « N'eut-il pas mieux valu construire à Nevers l'hôpital de Lomé et à Tarbes le lycée de Bobo-Dioulasso ? ». Raymond Cartier, rédacteur en chef de *Paris Match*, ancien de la Fédération républicaine d'avant-guerre, avec une grande carrière déjà derrière lui (il est né en 1904) ¹ avait été le zélé fervent de la colonisation. Or Cartier fait en 1956 une grande enquête en Afrique noire. C'est une brutale volte-face : il révèle aux lecteurs les « dépenses démagogiques », les « hôpitaux déclamatoires », « notre coûteuse philanthropie »... L'argumentation des « cartiéristes » est purement économique, sans aucune concession aux mythes politiques, républicains ou nationaux, et ils ne s'intéressaient qu'aux métropoles : ils critiquent le coût de la colonisation et de l'œuvre coloniale, surtout lorsqu'elle prend la forme de guerres, dépenses inutiles par excellence ; ils multiplient les enquêtes sur « ce que l'Empire nous coûte », soulignent que même les efforts les plus sincères de développement n'ont abouti qu'à des pertes sèches pour les économies métropolitaines. Il faut à tout prix se débarrasser du boulet colonial, ce qui permettra éventuellement de reprendre avec les anciens colonisés des relations plus saines sur le seul plan économique. Surtout, à l'ère de la reconstruction, de la construction

¹ Décès en 1975. Ses papiers sont aux Archives nationales (cote 14 AR).

de l'Europe et de la guerre froide quasi à nos frontières, la France doit s'occuper d'elle-même ! Enfin, la France n'a pas intérêt à se sacrifier pour des populations qui n'aspirent qu'à la mettre dehors : « N'eut-il pas mieux valu construire à Nevers l'hôpital de Lomé et à Tarbes le lycée de Bobo-Dioulasso ? » et « Plutôt la Bretagne que le Dahomey ». Plus tard, apocryphe de surcroît, on aura : « La Corrèze avant le Zambèze ». Autre aphorisme : nos voisins les Pays-Bas n'ont pas à « subventionner les clous de girofle des Moluques et payer des allocations familiales aux polygames de Bornéo ». Les réactions au cartiérisme sont toutes hostiles, de la part de la droite conservatrice qui le condamne au nom de l' « abandon », du MRP et de Force ouvrière aussi pour cause de manifestation d'égoïsme national, de la gauche également (« chauvinisme rageur »), des Africains, bien sûr, peu de l'opinion publique (semble-t-il) : charité bien ordonnée commence par soi-même (10,7 millions de Français n'auront pas l'eau courante en 1960 !) est un adage semble-t-il très partagé (*sic*). Cartier fera encore en 1964 un grand article contre l'aide française aux pays sous-développés, ce qui provoquera la fureur des gaullistes de la « Françafrique ». □ D'ailleurs, les financiers et les hommes d'affaires ont-ils poussé à une politique de décolonisation ? Le sentiment de l'existence de cette politique anticipée de « dégageant » apparaît pendant la guerre d'Algérie et se développe après 1962, il s'appuie sur le rôle de la Banque d'Indochine, banque d'affaires qui a réorienté ses investissements dès avant 1950 et se mue progressivement en banque d'affaires métropolitaines. En réalité, après 1954, le patronat français insiste sur l'importance de ces marchés coloniaux et la politique de l'Union française est défendue jusqu'au bout par les groupes de pression (*cf.* le Comité central de la France d'Outre-Mer). Les entrepreneurs n'ont pas anticipé ni déclenché, ils ont plus simplement fait face aux conséquences. Cela a pu se doubler d'une idée simple, d'ailleurs présente dans l'opinion : nous avons trop fait pour partir maintenant, il est trop tard !

□ Les débuts de la guerre d'Indochine et Madagascar

La guerre d'Indochine va lourdement peser sur l'existence de la IV^e République. La situation de 1945-1946 s'explique par les conséquences de la défaite française de 1940 : les Japonais occupent partiellement l'Indochine, le Siam (Thaïlande), allié du Japon, opère des annexions, le Parti communiste indochinois (PCI) devient la principale force d'opposition, au Japon et à la France. Dirigé par Nguyễn Thanh ou Nguyễn Sinh Cung, dit Nguyễn Ai Quốc (« Le patriote »), devenu Hồ Chí Minh, et Võ Nguyên Giáp, le Parti communiste indochinois organise un réseau de cellules à travers le pays, des maquis, et met sur pied, avec des éléments nationalistes, le 18 mai 1941, selon les directives du Komintern, le Front de l'Indépendance du Viêt-nam (*Việt-minh*, abréviation de *Việt-nam Độc Lập Dong Minh Hô*), dont Hồ Chí Minh est le secrétaire général. Contexte capital : les souffrances matérielles de la population indochinoise sont dramatiques, *cf.* la grande famine de 1944-1945, qui fait deux millions de morts. Le 9 mars 1945, le Japon opère un brusque coup de force, éliminant brutalement

l'administration française et l'accord de 1941. L'armée française est incapable, structurellement, de faire face ; pas en état d'alerte, malgré tous les signes avant-coureurs, les troupes françaises sont internées ou massacrées. Les Japonais proclament le 11 mars empereur, à leur dévotion, Bao Dai, qui était empereur d'Annam (avant la colonisation, *Annam* désignait tout le Viêt-nam) depuis 1932. L'Indochine subit évidemment les conséquences de la capitulation japonaise d'août 1945. Les Alliés avaient prévu à Potsdam l'occupation de l'Indochine, partagée par le 16e parallèle en deux zones, chinoise au Nord, anglaise au Sud. La France se trouvait donc, legs de l'hostilité de Roosevelt, exclue d'une réinstallation en Indochine, mais les Britanniques manifesteront beaucoup de bonne volonté vis-à-vis d'elle. Le Viêt-minh en profite pour prendre le pouvoir dès août 1945, contraignant Bao Dai à la démission le 29 (il sera « chef de l'État du Viêt-nam » de 1948 à 1955, voir plus loin). Le 2 septembre Hô Chi Minh proclame l'indépendance de la République démocratique du Viêt-nam, mais le Viêt-minh ne contrôle alors que quelques « zones libérées ». La France réussit à se réinstaller en Indochine : les Anglais réarment dès septembre 1945 les troupes françaises de Cochinchine (*Nam Ky*), le général Leclerc débarque à Saïgon avec un corps expéditionnaire et les Chinois acceptent, de mauvaise grâce, d'être relevés par les Français en février 1946. Ils ne le font qu'après la signature par la France d'une convention qui rend à la Chine Guangzhouwan (Kouang-Tchéou-Wan) et le chemin de fer du Yunnan, en assurant aux Chinois un statut particulier en Indochine. Hô se rapproche des Français, tout en consolidant son autorité. Le rôle de Jean Sainteny (1907-1978), ancien résistant, gaulliste, représentant civil de la France, est très important. Hô signe avec lui en mars 1946 une « convention préliminaire » (« le gouvernement français reconnaît la République du Viêt-nam comme un État libre »), ambiguë et un accord militaire, mais des divergences d'interprétations apparaissent rapidement : pour Hô l'indépendance est prochaine, pour la France l'accord est limité. Des responsables militaires français veulent mettre le gouvernement français, dirigé par Georges Bidault, devant le fait accompli : la flotte française bombarde Haiphong le 24 novembre 1946, faisant 15 à 20 000 morts ! Les responsabilités profondes sont en fait partagées. Du côté français ont joué des intérêts financiers, les intérêts catholiques, le MRP (parce que lié aux précédents), le Haut-Commissaire Thierry d'Argenlieu, des généraux comme Valluy. En juin 1946, d'Argenlieu crée de toutes pièces une République autonome de Cochinchine : le gouvernement n'osa pas le désavouer. Du côté vietnamien, la reprise des hostilités a été préparée, l'indépendance est fermement désirée par le Viêt-minh, qui déclenche, le mois suivant, l'insurrection de Hanoi. Commence alors la plus longue guerre du XXe siècle (1946-1975). À court terme, cela a été, pour la France et le Viêt-nam, la « paix manquée », comme titre dès 1953 Jean Sainteny¹. Cela va être la « sale guerre » (Hubert Beuve-Méry), pour la conduite de laquelle les centres de décisions vont être multiples du côté français.

¹ Jean Sainteny, *Histoire d'une paix manquée. Indochine, 1945-1947*, Amiot-Dumont, 1953, 260 p., rééditions en 1967 chez Fayard et aux Éditions de Saint-Clair.

La France est déconsidérée à Madagascar aussi : ce sont les Anglais qui ont débarqué, la guerre d'Indochine n'est pas si loin (les navires de guerre français font escale dans les ports malgaches), etc. Les sociétés secrètes pullulaient. En février 1946, les deux premiers députés malgaches à la Constituante, Ravoahangy et Raseta, fondèrent à Paris un parti organisé à l'occidentale, le Mouvement démocratique de la Rénovation malgache (MDRM), dont l'implantation fut très rapide dans la Grande Ile (Madagascar, *Malagasy*) ; mais la France refusa de reconnaître à Madagascar le statut d'État associé au sein de l'Union française. Le MDRM obtient la majorité aux élections provinciales de janvier 1947, malgré les trucage électoral (la France a créé cinq provinces). La « Grande Ile » connaît une vie politique intense, de nombreuses manifestations contre les Européens, au nom de la *Charte de l'Atlantique*. La situation devient rapidement explosive et dans la nuit du 29 au 30 mars 1947 toute une série d'opérations simultanées sont déclenchées dans l'Est (en pays *betsimisaraka* et en partie dans le pays *betsileo*) par des insurgés. Environ le 1/6 de la Grande Ile tombe aux mains de la révolte. Paul Ramadier dirigeait alors le gouvernement français, qui décide une contre-offensive, débutant en août 1947, la France, dénonçant la révolte des « féodaux *hova* ». La répression est très brutale — plus de 11 500 morts, peut-être 30 000 — et elle dure jusqu'en 1950. Le MDRM est interdit, son chef est exécuté avant son procès. L'île n'obtient aucune autonomie. Cette répression est très peu connue de l'opinion publique française ; elle tient une très faible place dans la production historiographique. En métropole, seuls les communistes ont soutenu verbalement le soulèvement (qui n'avait pourtant rien en commun avec eux du point de vue idéologique), mais ils ne sont jamais parvenus à émouvoir l'opinion, qui s'est montrée indifférente... Les insurgés, qui rêvaient d'une intervention américaine, n'ont eu aucun soutien international.

Chapitre 19. LA GUERRE FROIDE « ÉVIDENTE » : ENTRE GUERRE ET PAIX, DANS UN MONDE BIPOLAIRE (1950-1962)

Pourquoi « évidente » ? L'expression de Guerre froide est popularisée au début de 1947, elle nourrit vite toute une thématique : « glaciation », « dégel », *L'homme qui venait du froid*, de John Le Carré (1963). L'expression est formulée par le financier américain Bernard Mannes Baruch (1870-1965), conseiller de Roosevelt, début 1947 et popularisée par le journaliste Walter Lippmann (1889-1974). On peut ajouter Raymond Aron : « Paix impossible, guerre improbable ». Un état de « non-guerre » masquant mal les arrière-pensées et... l'emploi des armes (guerres civiles, Guerre de Corée...) ! La Guerre froide prélude à la « guerre chaude » ? un substitut à la « guerre chaude » ? La plupart des historiens pensent et penseront, en termes de responsabilités, selon leur « camp », mais les historiens américains « révisionnistes » des années 1960, liés à la *new left*, G.Alperowitz, D.Horowitz, Gabriel Kolko ¹ et D.Yergin ² (nés vers 1935-1940) estimeront que la volonté de rupture a procédé de leur pays, par désir hégémonique rompant la Grande Alliance, devenue en 1945 une « étrange alliance ».

Pour l'opinion commune (occidentale) Guerre froide appelle « rideau de fer », expression utilisée d'abord dans un télégramme de Churchill à Truman, 11 mai 1945, reprise dans le célèbre discours de Churchill à l'Université de Fulton, Missouri, le 5 mars 1946, Churchill ayant été battu entre-temps aux élections en Grande-Bretagne. La mort de Staline en 1953 sonne l'heure du « dégel », titre d'un ouvrage d'Ilya Ehrenbourg (1891-1967), un des premiers écrivains soviétiques autorisés à exprimer une critique du climat moral du stalinisme. Ce sera la « détente » et la « coexistence pacifique » (formule de Lénine, puis de Khrouchtchév à la fin des années 50), termes très relatifs. Autre relativité : la « coexistence pacifique » commence-t-elle en 1962 ?

□ La confrontation entre les deux « superpuissances » issues de la Deuxième Guerre mondiale se déplace en Asie avec la guerre de Corée (1950-1953)

La Guerre froide devint temporairement « chaude » à cause de la Guerre de Corée, une véritable guerre, dont on a pu craindre qu'elle ne dégénère en troisième Guerre mondiale. La Guerre de Corée fut une guerre classique, mais avec menace et risque atomiques, une guerre localisée, avec cependant un contexte asiatique et des risques de prolongements régionaux. Les deux Grands n'y prirent officiellement pas part, cependant les États-Unis

¹ Par exemple : G.Kolko, *Un siècle de guerres. Politique, conflits et société depuis 1914*, L'Harmattan, 2000, 474 p.

² Par exemple : D.Yergin, *La paix saccagée. Les origines de la guerre froide et la division de l'Europe*, Complexe, 1990, 352 p.

fournirent la majeure part des forces de l'ONU engagées, l'URSS engagea son aviation ou tout au moins ses pilotes, ainsi que son principal allié, la Chine. Ce fut le premier conflit « chaud » de la Guerre froide, le paroxysme de celle-ci, avec un risque non négligeable d'aggravation en conflit mondial. Dans quelles circonstances ? Le Japon avait colonisé la Corée (« Pays du matin calme », une véritable nation auparavant) à partir de 1895. Il établit son protectorat en 1906, opéra l'annexion en 1910. La colonisation japonaise a signifié l'oppression, l'exportation de main-d'œuvre, le racisme, la résistance des Coréens, mais aussi l'équipement économique, surtout au Nord, qui connaît un incontestable essor industriel, où les grands *zaibatsu* japonais jouent le rôle essentiel. Le Japon noie dans le sang un soulèvement indépendantiste coréen en 1919-1920, qui a proclamé une éphémère république coréenne, sous la présidence de Syngman Rhee, qui tente d'attirer l'attention de la conférence de la Paix sur le sort de la péninsule.

L'indépendance de la Corée fut décidée au Caire, en novembre 1943 ; à Potsdam il fut décidé que l'URSS recevrait les Kouriles et le sud de Sakhaline, la Chine Formose (Taiwan). Quant à la Corée, elle serait occupée au nord par les Soviétiques, au sud par les Américains, l'avenir de la péninsule n'étant pas définitivement fixé. Une « commission russo-américaine » était en effet chargée d'organiser des élections libres et de mettre en place un gouvernement national : elle ne parvint à aucun accord. En octobre 1947, les États-Unis proposent la tenue d'élections sur l'ensemble du territoire, sous le contrôle des Nations unies. Les Soviétiques refusent ; elles n'ont donc lieu qu'au Sud. Syngman Rhee, revenu en Corée en 1945 après des décennies d'exil, en sort vainqueur. □ Une partition de fait (selon le 38e parallèle) s'est installée, entre une République de Corée, au Sud, proclamée à Séoul, le 19 juillet 1948, avec pour président Syngman Rhee, et une République populaire et démocratique de Corée, au Nord, proclamée en septembre à Pyong-Yang par Kim Il-Sung, rentré d'Union soviétique.

Il paraît établi que **Kim Il-sung** (1912-1994), dans les années 30, commandait quelques centaines de partisans basés dans le nord-est de la Chine. Au début des années 40 (?), avec d'autres résistants coréens, il chercha refuge en Union soviétique, pour échapper à la répression japonaise. Son retour à Pyongyang semble postérieur d'au moins un mois à la libération accomplie par les Soviétiques. De plus, Kim n'était alors ni la principale figure de la résistance ni haut placé dans un parti communiste divisé. Mais il a l'appui de Staline et il devient à la fin de 1945 le premier secrétaire du PC et, virtuellement, chef de l'État en février 1946.

États-Unis et URSS reconnaissent leurs alliés respectifs (qui sont deux dictatures...) et retirent leurs troupes, respectivement en décembre 1948 et juin 1949 : comme en Allemagne et à Trieste une simple ligne de démarcation militaire se transforme en frontière politique, opposant irréductiblement au sein d'une même nation deux états et deux régimes, seul celui du Sud étant reconnu par l'ONU.

Le port italien de **Trieste** est la capitale du Frioul-Vénétie Julienne. Jusqu'en 1919, il avait été le principal et très actif débouché maritime de l'Autriche, avant d'être cédé à l'Italie. Trieste fut pris par les Yougoslaves en 1945. Le traité de paix de 1947 créa le Territoire libre de Trieste (FTT), puis la ville revint à l'Italie en 1954. Le reste fut donné à la Yougoslavie (Slovénie). Bon traité, remarqua Georges Bidault, puisqu'il établissait « l'égalité dans le mécontentement ». Juste avant l'accord de 1954, la Yougoslavie avait cherché à renforcer sa position internationale par deux traités signés avec la Grèce et la Turquie, membres de l'OTAN (amitié en 1953 ; alliance défensive en 1954) ; ces traités bizarres permirent à la Yougoslavie de paraître en rupture de ban avec l'Est et lui attirèrent la sympathie des États-Unis, au grand dam de l'Italie, mais ils perdirent bien vite de leur valeur.

Au Sud de la Corée, de nouvelles élections ont lieu en mai 1950 : elles sont un échec pour le régime de terreur et de corruption de Syngman Rhee. La Corée du Nord fait donc des propositions pour la réunification, que le Sud refuse. Il faut se souvenir que la guerre d'Indochine a commencé (décembre 1946), le plan Marshall aussi, le Kominform est créé (octobre 1947), le blocus Berlin c'est 1948-1949, le rideau de fer (européen) existe et les démocraties populaires aussi. D'autres éléments s'ajoutent en 1949-1950 : la création du Comecon et de l'OTAN, la victoire de Mao. Quelle est la position américaine ? La Corée ne relevait plus à Washington du Pentagone — siège du département de la Défense et de l'état-major — mais du Département d'État. Cinq ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, la diplomatie américaine, si active en Europe, semblait procéder à un désengagement en Asie. La guerre civile chinoise puis la victoire des communistes de Mao et enfin la proclamation de la République populaire chinoise (octobre 1949) s'étaient produites sans la moindre intervention des États-Unis. Truman avait jugé insensé un engagement militaire massif pour défendre le Guomindang, la Chine avait été laissée à son sort, d'où l'accusation de « perte de la Chine » contre lui, de mollesse, et la perte de prestige des États-Unis à l'extérieur. L'administration Truman prit acte du dernier événement, se résigna et se prépara à reconnaître un régime pourtant communiste.

Dean Acheson (1893-1971) avait été nommé par Roosevelt sous-secrétaire d'État au Trésor en 1933 ; assistant au Département d'État, il participe à la conférence de Bretton Woods, est nommé sous-secrétaire d'État en août 1945, puis secrétaire d'État le 9 janvier 1949, en remplacement de Marshall. Il le reste jusqu'en 1953, quitte la vie publique en 1954, mais reprendra du service comme représentant spécial des présidents Kennedy et Johnson.

Le secrétaire d'État Dean Acheson déclara même le 12 janvier 1950 que la Corée du Sud ainsi que Taiwan se trouvaient en dehors du « périmètre américain de défense dans le Pacifique ». La tentation était donc grande pour Staline de profiter de la situation pour pousser les Coréens du Nord, menés par Kim Il Sung, à s'emparer de leur voisine du Sud, dirigée par Syngman Rhee. Toutefois, une aide militaire américaine avait été fournie à Jiang Jieshi réfugié à Taiwan où il présidait une « République de Chine » ; à partir de 1949 et pour plus de vingt ans les États-Unis considèrent que la seule petite Chine nationaliste représentait la Chine

toute entière. Enfin, au Japon, MacArthur avait infléchi la politique américaine : il ne s'agissait plus d'épurer mais au contraire de relever rapidement le pays, qui devait être un rempart efficace face à la Chine communiste. Globalement, il semble y avoir eu aux États-Unis rapidement réflexion à la suite de la proclamation de la République populaire chinoise. L'engagement rapide des forces américaines dans la péninsule coréenne est frappant : il s'explique parce que Truman n'a pas voulu renouveler la passivité des démocraties face à la crise mandchoue de 1931 et face à la remilitarisation de la Rhénanie en 1936. Il semble évident à Truman qu'un succès des communistes en Corée ne ferait qu'encourager d'autres agressions jusqu'au jour où une petite nation n'aurait plus le courage de résister à ses voisins communistes plus puissants. Truman semble avoir réfléchi sur les humiliations subies par les démocraties dans les années ayant précédé la Deuxième Guerre mondiale (c'est le « complexe de Munich »). Mais les États-Unis allaient être obligés de s'engager dans un immense effort armé, refusé pour la Chine, pour défendre la moitié de la petite Corée ! Quelles sont les motivations de Staline, étant entendu qu'à l'évidence la marge d'initiative des Coréens du Nord a été faible ? La première a été le désir de mainmise du camp soviétique sur la péninsule coréenne tout entière, avec une implantation face au Japon, celui-ci étant interdit aux Soviétiques depuis 1945. Loin de vouloir le triomphe des communistes chinois, tout récemment installés au pouvoir à Pékin, et inévitablement contraints de s'engager, Staline a sans doute voulu profiter d'une guerre locale pour lier étroitement la Chine de Mao à l'URSS. La Chine était une grande puissance virtuelle avec laquelle il fallait compter, et il était de toute façon hors de question pour Staline de ne pas intervenir dans une guerre asiatique si proche de la Chine. Il est très possible, sinon certain que Staline a envisagé une intervention américaine — malgré les déclarations de Dean Acheson — ce qui fatalement permettrait de lier Pékin et Moscou par un pacte militaire. De toutes manières, Staline minimisa la Guerre de Corée, plus intéressé qu'il était par l'évolution de l'Allemagne de l'Ouest, au moins parce que la question de son intégration dans le système politique et celle de son réarmement divisaient les Occidentaux.

Les origines de la Guerre de Corée demeurent néanmoins controversées, près de 70 ans après son déclenchement. S'agit-il d'une initiative de la seule Corée du Nord, voulant faire la réunification par les armes, d'autant plus que le Sud est beaucoup plus faible militairement et que les élections ont été un échec cuisant pour son régime ? La Corée du Nord est-elle un pays asiatique voulant rééditer les récents exploits de la République populaire de Chine, et facilement puisque la Corée du Nord est au courant de la faiblesse de l'armée du Sud ? L'armée du Nord est puissante, bien armée, bien entraînée par les Russes, renforcée par le retour de 30 000 Coréens qui ont combattu en Chine dans les troupes communistes. Sommes-nous en présence d'une « machination » soviétique ? Un plan général d'extension du communisme en Asie orientale ? Un désir de revanche vis-à-vis des échecs subis en Iran, en Grèce, à Berlin (voir plus haut) ? Staline veut-il inciter les États-Unis à négliger l'Europe occidentale ? Y a-t-il partage des tâches avec les Chinois (l'intervention de centaines de milliers

de « volontaires » est prévue depuis longtemps ; les Soviétiques ont préparé du matériel) ? L'URSS marque-t-elle sa satisfaction devant une guerre longue, comme la guerre d'Indochine, qui « fixe » des militaires occidentaux, alors qu'il n'y a que quelques centaines de Soviétiques, presque tous dans l'aviation ? Est-ce une revanche de l'année 1945 en Asie orientale : la bombe atomique américaine a sciemment écarté les Soviétiques d'une victoire réelle sur le Japon ; elle a été le dernier acte militaire de la Deuxième Guerre mondiale et le premier de la Guerre froide ? Tout cela serait un « téléguidage ». S'agirait-il d'une initiative des États-Unis ? Seule une guerre peut sauver le régime « fantoche » de Syngman Rhee ; le prestige américain est terni par la « perte de la Chine » par l'Administration démocrate ; le Conseil national de Sécurité des États-Unis a décidé en avril 1950 une énorme augmentation des dépenses militaires ; des livraisons d'armes américaines quittent les ports japonais pour la Corée du Sud en même temps que les Coréens du Nord franchissent la ligne de démarcation ; fin juin 1950, la VIIe Flotte américaine est très rapidement déployée contre la Chine populaire ! Plus subtilement, au lieu d'être un abcès de fixation de la Guerre froide, est-ce la première étape du conflit sino-soviétique ? Cette réinterprétation *a posteriori* est due au journaliste américain Harrison Salisbury (1908-1993) ¹. La manœuvre aurait été dirigée par l'URSS contre la Chine. Le raisonnement est le suivant : Staline aurait conclu de la déclaration de Dean Acheson que les États-Unis n'interviendraient pas contre le camp de l'Est, d'autant plus qu'ils n'ont pas réagi à la victoire de Mao ; la Corée du Nord est trop dépendante de l'URSS pour intervenir seule ; la Chine est trop absorbée par la mise en place du nouveau régime pour intervenir. Les buts de Staline (dès janvier 1950) obéiraient à son inquiétude devant la victoire de Mao, au communisme jugé peu sérieux : la Chine est vue comme une rivale, d'où le désir de renforcer l'influence sur la Corée du Nord. Il est possible que certains épisodes antérieurs (*cf.* la Mandchourie, voir plus haut) soient à comprendre comme des tentatives d'affaiblir la Chine. Autres buts possibles de Staline : mettre aux prises Chinois et Coréens du Sud, ou plutôt Chinois contre la Corée du Sud plus les États-Unis ou affaiblir la Chine par une Corée réunifiée dans l'orbite de Moscou ou rendre l'alliance militaire de l'URSS absolument indispensable à la Chine. Autre hypothèse, encore plus machiavélique : la neutralisation des deux, Chine et États-Unis ! Ou encore « épingler » les États-Unis sur un front asiatique détestable, mais éviter une guerre générale, et employer pour cela les Chinois, sans leur donner les moyens de gagner (*cf.* l'artillerie et l'aviation, fournies avec parcimonie). Les États-Unis seraient détournés de la sorte de l'Europe occidentale ! Au minimum, contraindre la Chine à substituer la Corée à Taiwan en tant que but extérieur primordial. Quels sont, en outre, les apports des documents communiqués par Boris Eltsine à la Corée du Sud en 1994 ? En mars 1949, Kim demande à Staline une première fois s'il peut intervenir contre le Sud : refus de Staline. Deuxième demande en avril 1950, donc après la victoire de Mao : Staline accepte, à condition que la Chine donne

¹ Ouvrage traduit en français : *Chine-URSS, la guerre inévitable*, Albin Michel, 1970, 343 p.

son accord. Ce qu'elle fait le 15 mai 1950, à la condition que les États-Unis soutiennent la Corée du Sud (risque que Mao a sûrement sous-estimé gravement). Les Soviétiques se sont donc arrangés pour gagner dans tous les cas de figure...

Quoi qu'il en soit, le 25 juin 1950, l'armée nord-coréenne franchit brusquement le 38e parallèle, c'est aussitôt la déroute de l'armée du Sud, peu nombreuse, sans armes lourdes. Les Nord-Coréens ont engagé la quasi-totalité de leur petite armée, bien équipée par l'URSS, notamment en chars d'assaut. Cette attaque s'est produite au milieu de la surprise universelle, malgré les timides mises en garde des services de renseignement américain et les opérations de guérilla qui ont commencé en mai 1950. En fait, les services de renseignement n'ont pas cru à la possibilité d'une attaque d'envergure : la Corée est un théâtre d'opérations improbable, bien moins important que l'Allemagne, lieu de confrontation évident et capital. De surcroît, le 25 juin est un dimanche, l'attaque est lancée à 4 h du matin en Extrême-Orient, c'est encore samedi soir aux États-Unis ! Dès le 28, Séoul, la capitale du Sud, est prise. Les États-Unis, profitant du boycott de l'ONU par l'URSS (pour protester contre la présence du délégué de la Chine nationaliste et non celui de la Chine populaire au Conseil de Sécurité), font constater l'« agression » par le Conseil de Sécurité, sans risque de *veto*, et décident une intervention armée internationale. En pratique c'est une intervention exclusivement américaine (avec des troupes venues du Japon) au nom de l'ONU. Toutefois, des détachements d'autres nations (16 au total) iront, sous le drapeau des Nations Unies, épauler les Américains. C'est le général MacArthur, ancien vainqueur des Japonais et SCAP du Japon (voir plus haut), qui est nommé commandant en chef des troupes des Nations unies, au début très faibles en quantité et qualité. Mais à cause de son passé prestigieux, de sa conduite de « proconsul » au Japon (qu'il va continuer en Corée), nul ne doute de sa victoire rapide ! Pendant les premières semaines, les Américains sont tranquilles à l'ONU, car, bizarrement les Soviétiques s'en tiennent au principe et à la stratégie de la « non-intervention », espérant que l'ONU persuadera les États-Unis de s'aligner sur cette attitude ! La véritable raison pour laquelle ils tardent à revenir au Conseil de Sécurité est encore inconnue. Mais le 1er août 1950 intervient le retour du délégué soviétique, Iakov Malik (1906-1980) : Dean Gooderham Acheson (Secrétaire d'État américain, 1893-1971) fait voter par l'ONU une résolution (contraire à la *Charte*) transférant à l'assemblée générale (où les États-Unis font la loi, grâce aux pays d'Europe et d'Amérique latine) certains pouvoirs du Conseil de Sécurité. Pendant ce temps, en Corée, l'invasion du Sud est presque totale, sauf le réduit extrême méridional de Busan (Pusan) : les premières unités américaines envoyées dans la péninsule ont été mises en déroute !

Les Américains retournent la situation en opérant, tout près de la ligne de démarcation, le débarquement d'Incheon, le 15 septembre 1950. Il s'ensuit l'« endiguement » des Nord-Coréens (*containment*), puis leur « refoulement » (*roll-back*) du Sud ; et les troupes des Nations unies atteignent le 38e parallèle le 1er octobre. L'ONU adopte début octobre 1950

un plan de paix prévoyant des élections libres dans une Corée réunifiée. Mais Douglas MacArthur donne l'ordre de franchir le 38e parallèle : va-t-on au « refoulement » (*roll-back*) au Nord ? La décision de franchissement et les perspectives ouvertes sont mises traditionnellement sur le compte du seul MacArthur jugeant le moment favorable pour infliger au communisme un coup d'arrêt décisif. En fait, dès le 11 septembre 1950, le Conseil de Sécurité des Nations unies avait envisagé secrètement l'invasion du Nord ; dès le 30, huit pays alliés des États-Unis, dont la Grande-Bretagne, ont implicitement autorisé cette intervention, permettant, à leurs yeux, la réunification de la Corée. Pyong-Yang, capitale de la Corée du Nord, est prise ; ce sera la seule capitale communiste à avoir jamais été conquise par les armes ; les troupes américaines s'approchent du Yalou, frontière nord-ouest de la Corée. Elles font planer une lourde menace contre la Chine, qui « décide d'intervenir ». Soudain (le 16 octobre), des troupes chinoises interviennent, provoquant la surprise, et pourtant dès le 30 septembre Zhou Enlai, le premier ministre chinois, avait indirectement prévenu les États-Unis et les services de renseignement américains connaissaient depuis longtemps les concentrations de troupes chinoises en Mandchourie. C'est immédiatement la peur d'une guerre mondiale, c'est la « grande peur de l'après-guerre » (François Fonvielle-Alquier), la hantise « de *la bombe* ».

Zhou Enlai. 1898-1976. Fils de mandarin, il avait participé, alors qu'il était étudiant à Paris, à la création de la branche européenne du Parti communiste chinois. En 1927, il était entré au bureau politique, dont il fut membre jusqu'à sa mort. Après la victoire de Mao en 1949, il est Premier Ministre (1949-1974) et ministre des Affaires étrangères (1949-1985).

Les troupes des Nations unies sont bousculées, Pyong-Yang est reprise après 25 jours d'occupation, les troupes de l'ONU reviennent au Sud du 38e parallèle le 26 décembre 1950. Ne s'y arrêtant pas, les Chinois pénètrent au Sud, refoulent les troupes des Nations unies. Séoul est évacuée en janvier 1951, ce qui soulève la hantise d'un « nouveau Dunkerque ». Les troupes chinoises, qui déferlent au Sud, vont compter jusqu'à 800 000 hommes. Elles sont commandées par le général Lin Biao (1907-1971), qui avait joué un rôle important dans la lutte contre les Japonais, et toujours appelées « divisions de volontaires » ; en conséquence, le gouvernement chinois est officiellement en dehors de la guerre. MacArthur lance une deuxième contre-offensive le 25 janvier 1951 : le front se stabilise, en mars 1951, approximativement sur le 38e parallèle. La guerre devient une guerre de positions, stabilité que MacArthur rompt en proposant (mars 1951) une guerre nucléaire contre la Chine ! D'ailleurs, depuis plusieurs mois, MacArthur, le « proconsul », multipliait les incartades et jouait les « jusqu'au-boutistes ». En particulier le 30 décembre 1950, quatre jours après le franchissement du 38e parallèle, il avait proposé à Truman, d'abord, de lancer 30 à 50 bombes atomiques sur la Mandchourie (les États-Unis ne disposent pas alors de bombes « tactiques », c'est-à-dire utilisables sur le champ de bataille) ! MacArthur propose ensuite de faire débarquer aux extrémités de la frontière sino-coréenne 500 000 soldats de Jiang Jieshi ! Et enfin d'établir

après la défaite des Chinois de la RPC et des Nord-Coréens un « barrage de cobalt radioactif » le long du Yalou ! Soulignons le rôle décisif, à ce moment, du Premier Ministre Clement Attlee (1883-1967), venu spécialement à Washington pour mettre en garde Truman contre l'aventurisme. MacArthur revient à la charge en mars 1951 : Truman, qui redoute que cette initiative ne provoque l'intervention soviétique, révoque MacArthur et le remplace par le général Matthew Ridgway (10 avril 1951). Pour la première fois depuis 1945, la bombe atomique est intervenue dans le raisonnement diplomatique. Rappelons que les États-Unis utilisent la bombe A en 1945, que les Soviétiques l'ont en 1949 ; Truman avait annoncé en 1950 la décision de fabriquer la bombe H ; la première bombe H américaine explose en novembre 1952, mais c'est un engin très complexe ; la première bombe H soviétique est d'août 1953 ; la deuxième et véritable H américaine de mars 1954. Dans le climat d'excitation chauvine qui prévaut aux États-Unis (l'opinion publique est complètement inconsciente), révoquer MacArthur est une décision audacieuse ! À son retour aux États-Unis (San Francisco, puis New York), MacArthur reçoit un accueil triomphal sans précédent, de la part de millions de personnes qui acclament en lui le pur héros, sacrifié à la « lâcheté » des « politiciens », fournissant un thème pour les films des années 50 et 60. Mais la plupart des « décideurs » américains considèrent qu'en s'engageant dans une guerre au cœur de l'Asie ils diminueraient leurs possibilités de contribuer à la défense de l'Europe occidentale, qui a une valeur prioritaire. C'est pourquoi l'Alliance atlantique est complétée, à l'été 1950, par une organisation militaire et que les États-Unis apportent leur soutien au réarmement allemand. Sur le terrain, c'est la stabilisation, autour du 38e parallèle, un enlisement, dans des conditions très difficiles, avec une énorme logistique américaine dont se moque de façon savoureuse la comédie satirique de Robert Altman de 1970 *MASH*). Les « opérations secrètes » sont, de part et d'autre nombreuses, comme lors de la phase précédente ; du côté américain, elles mobilisent services secrets, aviation et, pour la première fois, hélicoptères. L'ouverture de négociations a d'autres causes : les énormes pertes nord-coréennes (l'armée est virtuellement anéantie, car elle a perdu 600 000 h !), l'URSS ne donne pas aux Chinois toute l'aide promise, notamment en artillerie... Les premiers pourparlers s'ouvrent en juillet 1951, les États-Unis menant les négociations pour le compte de l'ONU (!). Ces négociations traînent en longueur, pendant deux ans, elles sont plusieurs fois interrompues. Pendant la campagne présidentielle de 1952, Eisenhower promet la fin de la guerre à une opinion publique américaine lasse de cette « sale guerre ». Mais la signature de l'armistice de Pan Mun Jon intervient seulement le 27 juillet 1953, après la mort de Staline et l'écrasement des ouvriers insurgés de Berlin (qui prouve aux Soviétiques que les Américains ne songent nullement à faire « reculer » le communisme), et au moment où les deux « superpuissances » ont la bombe H (voir plus haut). La signature de l'armistice de Pan Mun Jon fixe une nouvelle ligne de démarcation (oblique par rapport au 38e parallèle), dite « ligne de cessez-le-feu ».

Cet armistice est une sorte de « paix blanche », typique d'une Guerre froide qui est et sera en réalité une « paix froide ». Quelle est sa portée générale ? Une guerre limitée et un retour à la situation de départ ? Une guerre sanglante, à coup sûr : 2,4 millions de morts, dont 30 000 Américains seulement (mais des morts pour rien ?), autant que pendant la Première Guerre mondiale, mais la Deuxième Guerre mondiale avait fait 340 000 morts américains et 115 000 blessés. Une dévastation totale de la péninsule, des familles séparées, des chocs culturels, etc. D'autre part, la guerre de Corée a été une étape capitale de la Guerre froide : une guerre « régionale » ; les deux Grands ont été capables d'empêcher qu'elle dégénère en un conflit généralisé et nucléaire, d'autant plus qu'ils disposaient de la bombe H. L'habillage juridique de la guerre de Corée a probablement servi la paix (et au-delà de 1953). Le rôle de l'ONU a certes été particulièrement peu reluisant, mais la guerre de Corée a sauvé l'ONU du sort de la SDN, en encourageant les petits pays à la résistance. La subversion sera désormais préférée à l'attaque directe. La création d'une force des Nations unies a permis aux États-Unis de ne pas se battre à visage découvert : la situation inverse aurait rendu extrêmement difficile à l'Union soviétique de ne pas apporter une assistance plus active et directe à un gouvernement alors politiquement si proche d'elle. La fiction selon laquelle les Américains étaient des troupes des Nations unies a ainsi contribué à garder son caractère de conflit « local » à un affrontement où l'un des deux Grands était indirectement engagé, et l'autre tout à fait directement. L'autre fiction, celle des « volontaires » chinois, a rendu le même service, comme la précaution de peindre les avions russes (Mig 15) aux couleurs chinoises ou nord-coréennes. Ainsi, a été évité un élargissement du conflit qui aurait pu, dans le climat de l'époque, aboutir à une catastrophe, mais la véritable détente ne viendra qu'après 1962 (cf. 6e partie). Les conséquences sont pour partie économiques : un véritable boom économique se produit dans le monde occidental. La guerre de Corée correspond à une phase de prospérité sans trop forte inflation aux États-Unis. Les conséquences sont importantes pour les États-Unis : la guerre de Corée domine la vie politique américaine à partir de juin 1950, elle provoque le triomphe du réarmement, d'où l'abandon des réformes : le coût total serait énorme et l'exécutif a besoin du Congrès ! La politique étrangère américaine s'oriente dans un sens beaucoup plus militaire, le rapprochement avec la Chine communiste est reporté de plus de vingt ans, les États-Unis signent un traité de paix, de façon précipitée, avec le Japon. Autres conséquences de politique extérieure américaine : la création d'une armée atlantique intégrée dans le cadre de l'OTAN, et commandée par Eisenhower, l'approbation du réarmement allemand (la RDA ne va-t-elle pas imiter la Corée du Nord ?), et le soutien financier à la France pour l'Indochine. Après la guerre de Corée, les États-Unis continueront à entretenir une armée importante et la conscription ne sera abolie que le 30 juin 1973, par Nixon. Conséquences politiques ? Truman a refusé de demander l'autorisation du Congrès pour défendre la Corée du Sud, arguant du droit du Président de défendre la sécurité nationale. Ce faisant, le pas était de géant vers la « présidence impériale » aux États-Unis (formule d'Arthur Schlesinger).

Toutefois, la guerre de Corée est la « guerre de Mr Truman » aux yeux du Congrès : les difficultés lui sont systématiquement attribuées. Le pays est perturbé par le décalage entre le coût — en dollars et en hommes — de ce conflit meurtrier et la faiblesse des résultats. Autres éléments du bilan : la guerre se termine par le succès du *containment*, elle a redoublé l'anxiété que les nouvelles responsabilités mondiales des États-Unis, à l'ère nucléaire, avaient engendrées, elle a montré l'incapacité du pays à supporter, sans de profonds déchirements, les tensions internes exacerbées par son engagement dans un conflit massif, mais non vital pour ses intérêts. Ce n'est donc pas un hasard si le sénateur MacCarthy tire parti de l'impatience du pays face à la guerre de Corée et de l'hystérie anticommuniste nourrie par la Guerre froide pour amalgamer, sans scrupules, l'idée de trahison au réformisme de ceux qui, depuis le *New Deal*, ont cherché à transformer la Nation.

Les conséquences diplomatiques globales sont nombreuses. La Chine, qui a su faire basculer le conflit au détriment de la première armée du monde (le « tigre de papier », la formule resservira), sort grandie du conflit, mais voit ses relations durablement compromises avec les États-Unis et l'ONU, alors que son indépendance est toute récente. L'URSS, restée en retrait, s'impose comme le seul leader du monde communiste, car la Chine, épuisée, s'aligne sur elle : serait-ce le calcul initial de Staline, guère pressé après 1945 de voir les communistes prendre le pouvoir en Chine ? Le prestige de l'URSS est intact et son aviation a acquis une solide avance. Le nouveau régime chinois hérite du vieux désir — apparu au XIXe siècle — de faire de la Chine une puissance « riche et forte » (*fuqiang*), il va donner à la Chine un « nouvel état-civil », qui, en matière de politique de politique extérieure, signifie un rêve soviétique de la Chine (1949-1954). Paradoxe : un mouvement communiste national développé de façon quasi autonome pendant plusieurs décennies et qui a triomphé sans le secours du « grand frère » soviétique s'intègre rapidement dans la mouvance soviétique et aligne sa politique sur celle de Moscou. Le 26 mars 1953, l'URSS signe avec la Chine un important accord de coopération s'engageant à lui fournir une aide substantielle pour la mise en œuvre de près de 150 complexes industriels. En conséquence, la Chine retrouve son « assise » continentale, après un siècle d'« ouverture » sur l'outre-mer. La guerre de Corée s'inscrit dans un repli sur les bases continentales chinoises ; elle accroît la dépendance stratégique et économique de la Chine vis-à-vis de l'URSS. Même chose dans l'ordre de la dépendance diplomatique : condamnée par l'ONU, la Chine est dans un isolement presque total, d'autant plus que la Corée du Nord, grâce à sa politique de bascule entre l'URSS et la Chine, gardera son indépendance après 1953. De plus, alors que les volontaires chinois affluaient, Kim Il Sung a éliminé toute la génération des résistants coréens réfugiés en Chine, qui menaçaient son pouvoir, son mythe et son culte ! La Chine est donc poussée vers l'URSS, tandis qu'est signé (San Francisco, 1er septembre 1951) le Pacte du Pacifique (ANZUS) États-Unis-Australie-Nouvelle-Zélande. Sur le moment, le pacte est dirigé contre le Japon, qui reste l'ennemi majeur au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Et d'ailleurs, les États-Unis pressent la rédaction et la signature d'un traité de paix

avec le Japon (une semaine plus tard, à San Francisco aussi, le 8 septembre 1951). Convoquée par les États-Unis, la conférence de San Francisco reflète les profonds désaccords de la communauté internationale. L'Inde, la Chine et l'URSS refusent le traité, finalement signé par 49 pays. Le Japon renonce à des territoires de fait abandonnés depuis 1945 : la Corée, Formose (Taiwan), les îles Pescadores et les Kouriles, la partie Sud de Sakhaline, ses anciens mandats, l'archipel des Ryukyu au sud du 29e parallèle et toutes les îles au sud de l'archipel. Le Japon accède directement du statut de vaincu occupé à celui d'allié des États-Unis, par un pacte de sécurité nippo-américain signé en 1952 ! Si le traité de paix est avantageux pour le Japon (pas de réparations, notamment), le pacte est léonin : nombreuses bases militaires concédées aux États-Unis en extraterritorialité ; droit pour les États-Unis d'organiser la lutte contre le communisme dans tout l'Extrême-Orient. Enfin, s'il est laissé au Japon le soin de régler ses relations avec la Chine, Washington fait pression sur le gouvernement pour qu'il négocie un traité bilatéral avec Taiwan, ce qui est fait l'année suivante.

Au même moment — d'autant plus que les Chinois envahissent le Tibet en octobre 1950, que le Viêt-minh remporte la victoire de Cao Bang aussi en octobre 1950 — les États-Unis changent de position face à la guerre (française) d'Indochine : ils accélèrent les livraisons de matériel militaire. L'endigement en Asie du Sud-Est est commun (les États-Unis paieront les 4/5 des dépenses des années 1953 et 1954), puis une véritable substitution s'opérera. Ajoutons la conclusion de l'OTASE (Manille, 9 septembre 1954, SEATO en anglais), avec les trois pays de l'ANZUS, plus la Grande-Bretagne, la France, le Pakistan, les Philippines et la Thaïlande (ex-Siam). Quant aux conséquences militaires, il faut ajouter, pour terminer, que, pour la première fois de leur histoire, les États-Unis sortent d'une guerre sans l'avoir gagnée ; mais Truman a réussi à contrôler les autres fronts de la Guerre froide, dont Staline cherchait à l'éloigner ; il a réussi à éviter la mondialisation de la guerre : refus des volontaires chinois que lui propose Jiang Jieshi, refus de protester contre la présence de pilotes russes, refus de réagir contre la propagande communiste partout dans le monde (cf. l'accusation de « guerre bactériologique »). L'essentiel est que les États-Unis concluent à la nécessité d'un intense effort de réarmement, d'autant plus que l'arme atomique n'a pas été employée, mais elle a fait apercevoir d'autres raisonnements (la dissuasion, la crainte d'une « destruction mutuelle assurée ». Logiquement le budget de la défense américaine double entre 1951 et 1952, les effectifs en Europe passent de 120 000 h en 1950 à 418 000 h en 1955 (sommet historique). Le monde s'engage donc dans une course aux armements ; le réarmement allemand est poussé, d'abord dans le cadre de la CED, puis par l'intégration de la *Bundeswehr* (voir plus haut) dans l'OTAN. Les États-Unis n'ont donc pu que lancer un appel aux deux grands vaincus de la Deuxième Guerre mondiale, le Japon et l'Allemagne. La guerre de Corée a été une étape essentielle dans l'histoire de la Guerre froide, avec l'idée essentielle : personne ne doit gagner sur toute la ligne dans la Guerre froide. Des escarmouches périodiques se sont produites depuis 1953, une sinistre dictature-dynastie s'est consolidée au Nord, très difficile et long a été

l'établissement de la démocratie au Sud, le Nord a pratiqué l'enlèvement de Japonais, il a connu des famines, il a perpétré dès qu'il a pu et jusqu'à nos jours un chantage nucléaire. Une crise particulièrement grave s'est produite en 1983 : un Boeing sud-coréen a été abattu par les Soviétiques le 1er septembre, puis un attentat nord-coréen a eu lieu contre l'entourage du président de l'autre Corée en visite à Rangoon (Birmanie) le 9 octobre. Mais des tentatives de normalisation des relations nord-sud ont été développées, elles étaient même en bonne voie au tout début du XXIe siècle quand la crise liée à la fabrication de l'arme nucléaire par la Corée du Nord a éclaté. Grâce à une fragile promesse de gel par la Corée du Nord, un accord de réconciliation entre les deux Corées a été signé en octobre 2007, sous la forme d'un traité de paix. Mais tout s'est compliqué par la suite, à cause des changements dans les têtes des deux exécutifs, au Nord et au Sud, et de la reprise des tirs balistiques nord-coréens.

□ La guerre froide engendre dans le camp oriental une glaciation idéologique et culturelle

Les structures et les réflexes totalitaires ont déjà été rôdés dès les années trente, par des hommes comme Lyssenko et Jdanov ; ils s'étendent par le biais du Kominform, jusqu'aux puissants partis communistes d'Italie et de France. Toutefois, le Kominform a une faible armature institutionnelle, contrairement au Komintern, il ne regroupe que les partis européens et a une finalité défensive, malgré l'agressivité de ses déclarations. Un aspect capital est le Mouvement de la Paix. Dans l'après Seconde Guerre mondiale, les communistes entreprennent une vaste action en faveur de la paix. Elle a pour objectif de contribuer à l'affaiblissement du bloc capitaliste. Le thème de la paix pouvait rallier des millions de sympathisants non communistes sur des positions favorables à l'URSS. Dès lors, le mouvement communiste international place toute son activité sous le signe de la « paix », du moins en paroles, puisqu'il soutient activement les partis qui mènent les guerres civiles. Le thème de la paix est retenu en 1948 pour fédérer les communistes et leurs « compagnons de route » : qui peut être contre la paix ? En août 1948 a lieu à Wroclaw (Breslau, Silésie) le Congrès mondial des intellectuels pour la Paix, qui réunit Picasso, Léger, Vercors, Éluard, Georges Duhamel, Le Corbusier, Jean-Louis Barrault, les Joliot-Curie, et même le premier directeur de l'UNESCO, Julian Huxley. Du côté allemand, Bertolt Brecht.

Créé en août 1948, le Mouvement de la Paix, animé par le Français Frédéric Joliot-Curie (1900-1958), haut-commissaire à l'Énergie atomique, tint son premier congrès à Paris en avril 1949 ; il s'octroya comme emblème la *Colombe* de Picasso. Ce sont donc des Français, sous la direction officieuse du PCF, qui animent le Comité permanent mondial des Intellectuels pour la Paix, dont Frédéric Joliot-Curie préside le bureau. En novembre 1949, la troisième conférence du Kominform entend un rapport de Mikhaïl Souslov (1902-1982), dans lequel celui-ci théorise la stratégie de lutte pour la Paix. Un deuxième Congrès mondial des

Partisans de la Paix est réuni à Stockholm en mars 1950. Il lance l'*Appel de Stockholm* contre les armes atomiques (19 mars 1950), qui recommande « l'interdiction absolue de l'arme atomique ». Transformé en pétition, il est censé recueillir en quelques mois 600 millions de signatures, dont 14 millions en France (*sic*). Le Mouvement est tout sauf spontané : il s'agit d'entraver une éventuelle contre-attaque du camp occidental, après les conquêtes communistes en Europe centrale (1944-1949) et en Chine (1949). L'Alliance atlantique est présentée comme une manifestation de l'impérialisme américain, l'URSS comme la seule force de paix. Pendant la Guerre de Corée, la lutte pour la paix est instrumentalisée au profit d'une gigantesque campagne de désinformation sur la « guerre bactériologique » que mènerait les Américains. Le Mouvement de la Paix tend à s'essouffler à partir de 1952 : l'apogée correspond au moment où l'URSS se dote de l'arme atomique et joue un rôle primordial, d'une façon ou de l'autre, dans la Guerre de Corée. Le Mouvement de la Paix sera réactivé à la fin des années 1970, en riposte à l'installation des missiles américains en Europe occidentale (*cf.* la 7e partie). C'est dans ce cadre intellectuel et politique que Picasso peint le *Guernica* de la Guerre froide, *Massacre en Corée* (1951), où s'opposent des *conquistadores* futuristes et un groupe de femmes et enfants nus. Les aspects culturels, ce sont également d'immenses cortèges réclamant la grâce des Rosenberg (voir plus loin), la manifestation violente du 28 mai 1952 à Paris contre le général Ridgway, accusé d'avoir employé des armes bactériologiques dans la guerre de Corée. Joliot-Curie, prix Nobel de Chimie 1935, Haut-Commissaire à l'Énergie atomique, membre du PCF est révoqué le 28 avril 1950 pour avoir déclaré le 5 : « Jamais les scientifiques progressistes, les scientifiques communistes, ne donneront une parcelle de leur science pour faire la guerre contre l'Union soviétique ». La science est donc entrée en Guerre froide. Bien entendu, la « glaciation » orientale de la Guerre froide voit la mise sur pied d'un énorme espionnage du monde occidental et le recours à un certain nombre d'opérations secrètes. Il faut signaler aussi la renaissance de l'Internationale socialiste de l'entre-deux-guerres en 1951, dans une ambiance de condamnation en règle du communisme.

□ Le repli chinois sur les bases continentales

Quatre aspects montrent le repli de la RPC (République populaire de Chine) sur les bases continentales de l'ouest de son territoire. Le premier est la reprise en main des « marches » continentales abandonnées depuis la chute de l'empire en 1911. C'est d'abord et dramatiquement le Tibet en 1950 (voir plus haut). Neuf ans plus tard se produisit un soulèvement populaire, la fuite du dalaï-lama et une répression terrible : plus d'un million de victimes, soit un sixième de l'ensemble de la population, entre 1959 et 1979. Le Tibet subit un joug chinois qui s'est fait de plus en plus lourd à la fin de la décennie ; la collectivisation, lancée en 1956, se passe mal, comme la sédentarisation des 40 % de nomades. Nehru conclut un accord avec la Chine sur le Tibet (29 avril 1954). Le Tibet se révolte en mars 1959 ; le

quatorzième dalaï-lama (Tenzin Gyatso, né en 1935, investi en 1950, prix Nobel de la paix en 1989) se réfugie en Inde avec des milliers de Tibétains, dont une bonne part de la mince élite cultivée. La répression est terrible, elle tourne au génocide culturel : c'est alors que les monastères commencent à être systématiquement détruits. De plus en plus de colons Han s'installent au Tibet ; le tibétain est interdit dans l'enseignement jusqu'en 1979. Bref, c'est l'une des oppressions coloniales les plus extrêmes du XXe siècle. On a vu plus haut l'alliance avec l'URSS, par le traité de 1950, et ses impératifs géopolitiques et économiques. Une autre forme de repli découle des conséquences de la Guerre de Corée. La Chine n'intervient en octobre 1950 que face à la perspective d'une réunification de la péninsule coréenne sous l'égide américaine et que poussée par l'URSS. La contre-offensive chinoise est rapide mais coûteuse, puis ce fut une longue guerre de positions, c'est-à-dire des conditions militaires tout à fait nouvelles pour l'Armée populaire de Libération, l'APL. La guerre de Corée accroît la dépendance stratégique et économique de la Chine vis-à-vis de l'URSS, elle accentue la dépendance diplomatique de la Chine : condamnée par l'Organisation des Nations unies, la Chine est dans un isolement presque total, d'autant plus que la Corée du Nord, grâce à sa politique de bascule entre l'URSS et la Chine gardera son indépendance après 1953. La Chine est donc poussée vers l'URSS, mais son isolement n'est pas absolument total : la Chine a de bons rapports avec l'Inde et le Pakistan. En tout cas, la guerre de Corée consomme la rupture avec l'Occident. Celle-ci ne se produit pas d'emblée, en 1949, lors de la proclamation de la RPC (République populaire de Chine), mais avec l'escalade du conflit coréen et de la guerre d'Indochine. Seuls le Royaume-Uni et les Pays-Bas conservent des « chargés d'affaires ». Le premier deviendra un ambassadeur en 1972. Et seuls le Royaume-Uni (6 janvier 1950), la Suisse et des pays scandinaves reconnaissent le nouveau régime chinois. La rupture consolide le régime de Taiwan. Elle provoque un embargo commercial, qui contribue à accentuer le repli continental de la Chine, elle est la cause d'une fermeture (totale en 1953) des frontières aux personnes et aux nouvelles, d'où l'importance de l'agence « Chine nouvelle ». Mais cette rupture nuance le repli continental de la Chine, car la RPC aide économiquement et militairement les Vietnamiens contre la France et Zhou Enlai participe à la conférence de Genève en 1954 (voir plus loin) ; la Chine soutient la rébellion (chinoise) de 1948-1952 en Malaisie contre les Britanniques — qui alignent jusqu'à 250 000 hommes — et elle apporte un appui idéologique aux communistes d'Indonésie, bien que le régime en place ait reconnu la RPC ! Quant à la Birmanie et au Pakistan, ils ont tôt reconnu la RPC. En tout cas, ce repli continental va accélérer la mise en place des appareils.

□ Chine et URSS

L'alliance entre la Chine et l'URSS s'établit donc, par le traité de 1950, au sujet duquel Mao avait dit dès 1949 : « Le Parti communiste de l'Union soviétique est notre meilleur

professeur et nous devons nous mettre à son école ». Mao le confirmera quelques années plus tard, c'est la Chine qui souhaitait obtenir un traité d'alliance et non l'URSS. Le traité du 14 février 1950 est signé à Moscou par Mao, qui avait commencé la négociation en décembre 1949 (c'est Zhou Enlai qui la termine). On l'a dit, les impératifs sont géopolitiques et économiques avant tout : il est un symbole de la commune opposition à la politique asiatique des États-Unis et de leurs alliés. Trait fondamental de la politique étrangère soviétique entre 1954 et 1957, les relations sino-soviétiques sont meilleures qu'avant la mort de Staline. En effet, les Soviétiques se retirent de Mandchourie, une coopération économique s'engage, sous la forme des « grands projets » de la fin des années 50, la coopération est aussi nucléaire et culturelle. Mais des doutes s'installent tôt chez les Chinois : l'URSS n'est-elle pas la nation du compromis, de la renonciation à la guerre ? La politique étrangère chinoise entre 1954 et 1957 voit la participation de Zhou Enlai à la conférence de Bandoeng (1955), d'autant plus que la Chine a, toujours, de bonnes relations avec l'Inde, et que le Pakistan a choisi le camp occidental, tout en reconnaissant la RPC. La Chine de cette époque pratique une certaine coexistence pacifique : elle établit des relations diplomatiques avec le Népal en 1955, une politique africaine se dessine et la Chine esquisse un rapprochement avec le Japon, sans obtenir toutefois la reconnaissance de son régime politique. Mais Moscou s'engage secrètement le 15 octobre 1957 à aider la Chine à se doter de l'arme nucléaire.

□ La glaciation politique, idéologique et culturelle dans le camp occidental

Les conditions institutionnelles aux États-Unis sont typiques d'un durcissement. Un *National Security Council* (NSC) est créé en 1947, mais il fait peu de prévisions à long terme, le poids du court terme est très sensible. La conduite de la politique extérieure est partagée entre l'exécutif et le Congrès ; l'Administration Truman a besoin du Congrès pour la politique étrangère de l'« endiguement » (*containment*). Les idées fondamentales sont typiques de la Guerre froide : les États-Unis sont investis d'une « mission », organiser le monde l'après-guerre, une vision universaliste qui apparaît dangereusement menacée, voire même impossible fin 1946 et début 1947. Désormais, les États-Unis ont une politique s'efforçant de maintenir le *statu quo*, mais plus passivement qu'activement ; il fallut ainsi plus de deux ans d'hésitation avant que les États-Unis ne se décident à adopter une attitude plus énergique vis-à-vis de l'URSS et à prendre officiellement le *leadership* de l'Occident. Les étapes les plus importantes sont le discours de Churchill à Fulton (Missouri) le 5 mars 1946 (voir plus haut) et l'unification des zones d'occupation américaine et britannique en Allemagne (10 août 1946).

Un raidissement sensible de la politique américaine s'observe pendant l'hiver 1946-1947 : c'est à ce moment que naît la politique étrangère de l'« endiguement » (*containment*), un slogan formulé par George F. Kennan, diplomate en poste à Moscou (1904-2005). La doctrine Truman est formulée pour la première fois à propos de la Grèce et de la

Turquie. Pourquoi elles ? La Grèce est menacée par la guerre civile, la Turquie par les revendications territoriales soviétiques sur les districts de Kars et Ardahan (à l'Est, près de l'Arménie soviétique). La Grande-Bretagne demande être relevée de sa « tutelle traditionnelle » en février 1947 ; les États-Unis décident de prendre sa relève, Truman expliquant au Congrès en mars qu'il s'agit d'une croisade des forces de la Liberté contre celles de la tyrannie. C'est la naissance de la « doctrine Truman », tournant important dans la politique extérieure des États-Unis, qui vont devoir désormais assumer les responsabilités financières et militaires de leur « république impériale » (Raymond Aron, 1972). La nomination du général Marshall au poste de Secrétaire d'État (9 janvier 1947, voir plus haut) a traduit une volonté de raidissement. Mais surtout, pour la première fois, le chef de l'une des deux plus grandes puissances du monde reconnaît publiquement qu'il existe une menace de la part de l'autre. L'opinion publique était-elle, toutefois, prête ? On pouvait en douter, d'où la volonté de Truman de dramatiser la situation : ce fut le Plan Marshall, annoncé par le discours de Harvard le 5 juin 1947 (voir plus haut) et accompagné de mesures complémentaires. Les bénéficiaires sont menacés de voir l'aide s'arrêter si leur commerce est par trop « contraire à la sécurité des États-Unis » (c'est-à-dire s'ils commercent trop avec l'URSS et même les démocraties populaires), les contrôles étant coordonnés par le Comité de Coordination (Cocom), mis sur pied en novembre 1949 ; l'*Export Control Act* du 28 février 1949 limite le commerce avec l'URSS pour tous les matériels susceptibles de renforcer sa puissance militaire. L'endigement sera aussi la doctrine du Secrétaire d'État Dean Acheson (1949-1953), investi Secrétaire d'État le 21 janvier 1949, le jour où Jiang Jieshi se réfugie à Taiwan (Formose). Le *containment* eut de multiples facettes. La politique d'endigement diplomatique se fit par des alliances : la résolution Vandenberg du 11 juin 1948 fait approuver par le Sénat le renoncement au *non-entanglement*, alors que jusque-là, les États-Unis entraient éventuellement en guerre, mais avant toute alliance. Le Pacte de Rio fut signé avec de nombreux pays d'Amérique latine en septembre 1947 (voir plus haut), le Pacte atlantique fut signé le 4 avril 1949 et perfectionné en OTAN en 1950, le Pacte de l'ANZUS (États-Unis, Australie, Nouvelle-Zélande) le fut en septembre 1951 à San Francisco.

Deuxième visage, la politique d'endigement diplomatique eut recours à des aides financières : la quatrième partie du discours d'inauguration de Truman en janvier 1949 (le « point 4 ») prévoyait une aide financière américaine aux pays sous-développés pour leur permettre de résister aux influences communistes. La politique d'endigement utilisa la propagande et les moyens d'information, radios (*Voice of America*, émise depuis Munich), revues (*Reader's Digest*), agences photographiques etc. Dernière facette importante, la politique d'endigement fut militaire. La loi sur la Sécurité nationale de juillet 1947 créa le Conseil national de Sécurité et la CIA, la *Central Intelligence Agency*, qui remplace l'*Office of Strategic Service*, lequel OSS dépendait de l'Armée. La CIA relève directement du Président et du NSC, dépendance qui sera accrue par le président Carter (cf. 7e partie). Elle joua un rôle

essentiel dans l'élimination de Mossadegh en Iran en 1953 et d'Arbenz au Guatemala en 1954, dans le débarquement raté d'anticastristes à la Baie des Cochons en 1961, etc.

Cause de l'intervention au **Guatemala** : un projet d'Arbenz, bien timide, de réforme agraire, légué par son prédécesseur, qui lèse les intérêts de l'*United Fruit*. Jacobo **Arbenz** Guzman (1913-1971), président élu en 1951, prépare l'année suivante cette réforme agraire. Le coup d'État de 1953 fut préparé avec la bénédiction de Washington et soutenu par l'aviation nord-américaine. En juin 1954 Arbenz dut s'exiler.

L'endiguement et la remontée en puissance de l'armée américaine provoqua la déségrégation des armées, instituée par « ordre exécutif » de 1948, lequel provoqua un tollé général ! L'amalgame finit par se faire, facilité par la guerre de Corée. L'explosion de la bombe atomique soviétique se produisant le 20 août 1949, en réaction à l'avance soviétique, les États-Unis mettent en chantier la bombe à hydrogène, l'Administration élabore un plan de réarmement rapide auquel le Congrès résista jusqu'à la guerre de Corée. Les États-Unis, qui n'avaient que peu de bombes jusqu'en 1947, en fabriquent davantage à partir de l'année suivante ; dès juin 1950 ils en ont 300, 400 début 1951. Les armées américaines sont complétées par l'organisation du SAC (*Strategic Air Command*), les B 29 étant progressivement remplacés par des B 36. Enfin, le *containment* a un visage interne. Truman est le premier président américain à se préoccuper de la loyauté des fonctionnaires fédéraux : une commission temporaire est constituée en novembre 1946 et le décret du 21 mars 1947 permet de les contrôler. De plus, la loi Taft-Hartley de juin 1947 est votée contre les syndicats, soupçonnés d'être « rouges » : préavis de grève de 90 jours, interdiction de la grève du zèle, interdiction aux syndicats de subventionner des partis politiques, obligation de publier tous les ans les statuts, la liste des dirigeants — qui fournissent une attestation de non-appartenance au PC ! — et l'état des finances ; et bien sûr les fonctionnaires sont privés du droit de grève.

La guerre de Corée porte à son apogée le mouvement auquel le sénateur Joseph McCarthy (1908-1957) a donné son nom, le maccarthysme, mais qu'il n'a pas vraiment lancé, car le mouvement a commencé en tant que mouvement de dénonciation de l'influence communiste au sein de l'administration. Les causes lointaines sont l'« américanisme » des années 20, la tendance à rechercher dans des conspirations la cause d'un échec (cela s'était produit pour Pearl Harbor) et l'accusation vague de « communisme » déjà lancée contre Roosevelt et le *New Deal* par les Républicains. Un climat discrètement (?) conservateur s'est installé aux États-Unis dès avant 1945, en porte-à-faux avec le courant culturel du temps de la Seconde Guerre mondiale. En particulier, les artistes et les intellectuels travaillant à Hollywood, aux armées, pour l'*Office of War Organization*, etc., sont souvent radicaux, antinazis et soucieux de transformer l'attitude de l'opinion vis-à-vis de l'URSS. Leur propagande, qui envahit toute la production culturelle américaine, des films aux journaux en passant par la chanson, est à leur image : antinazie plus qu'antijaponaise, idéaliste, démocratique, antiraciste et célébrant

l'héroïsme soviétique. Mais l'atmosphère sociale réelle est tout autre. Avec la prospérité, la classe moyenne revient au conservatisme d'avant-guerre, en plus tempéré. Au niveau de l'exécutif, « Dr Win-the-War » remplace « Dr *New Deal* ». Au niveau du législatif, des programmes du *New Deal* sont supprimés par la majorité républicaine du Congrès à partir de 1942, la *National Youth Administration*, par exemple. Et, surtout, le racisme reste dominant aux États-Unis : des affrontements raciaux éclatent en 1943 entre Blancs et Noirs et entre Blancs et Latino-Américains (*Hispanos, Chicanos*). Les radicaux ne défendent pas les Africains-Américains, les Nippo-Américains, les juifs, et ils sont submergés par le consensus sur le capitalisme, qui, réglementé par l'intervention de l'État fédéral, a prouvé sa capacité productive ! Le mouvement vers le conservatisme surgit au grand jour après la victoire. Ajoutons des causes à moyen terme : dès le début de 1947, Truman a dit le danger de la présence d'un seul communiste au sein de l'Administration. La loi McCarran de 1950 oblige les membres des associations communistes à se déclarer au département de la Justice, elle qualifie de « crime » la « tentative d'établir une dictature totalitaire en liaison avec un gouvernement étranger » ; en conséquence, le parti communiste américain, reconstitué en 1945, entre dans la clandestinité. Le pays est perturbé par la fin du « monopole atomique », la « perte de la Chine » (voir plus haut) et la guerre de Corée.

S'ajoute l'affaire Rosenberg. Au début de 1950 un communiste allemand réfugié en Grande-Bretagne en 1933, et naturalisé en 1942, Klaus Fuchs, est arrêté en Grande-Bretagne. C'est une des gloires de la science physique britannique. Il avoue avoir transmis des secrets atomiques à l'URSS (il le faisait depuis 1942). Or il a participé à la mise au point de la bombe atomique américaine et est resté aux États-Unis jusqu'en 1946. C'est le signe, à la fois de la grande habileté de l'espion, de l'infiltration des services de contre-espionnage britanniques par des « taupes » (pourquoi est-il découvert seulement en 1950 ?), du pragmatisme et de la négligence des alliés pendant la Seconde Guerre mondiale. Toutefois maintenant c'est la Guerre froide ! Ses complices (mais il n'y a pas de preuves), les époux Rosenberg (Julius et Ethel) sont arrêtés, grâce à la dénonciation du frère d'Ethel, David Greenglass, arrêté pour espionnage (réel et avoué) et moyennant une réduction de peine (il sera libéré en 1960 et n'avouera sa dénonciation qu'en 2001 !). Les Rosenberg sont exécutés le 19 juin 1953 malgré des manifestations de sympathie partout dans le monde. Julius Rosenberg est très certainement coupable, mais d'avoir espionné le programme atomique américain pour le compte des Soviétiques en 1943, au temps de la Grande Alliance. Fuchs, lui, n'est pas exécuté, Ethel Rosenberg est exécutée comme son mari, sans qu'elle ait eu de responsabilité, le climat est d'un grand antisémitisme, et le procès démontre de nombreuses irrégularités. Fuchs sera libéré pour bonne conduite (!) en 1959, il deviendra quelques années plus tard directeur de l'Institut est-allemand des affaires atomiques (il mourra en 1988). Autre affaire, la condamnation en janvier 1950 d'Alger Hiss (un brillant avocat, ancien collaborateur de Roosevelt lors du *New Deal* et à Yalta, nommé en 1946 président de la Fondation Carnegie

pour la Paix, un des symboles de la bourgeoisie élégante du nord-est ; il est jugé pour avoir vendu en 1938 des documents secrets à un communiste (repenti !). Il écope de cinq ans de prison, décision cassée ensuite par la Cour Suprême. L'affaire a mis en vedette un jeune représentant de Californie, Richard Nixon, tremplin vers la vice-présidence puis la présidence. Quant à lui, Alger Hiss (1904-1996) sera libéré en 1954, il continuera jusqu'à sa mort à défendre son honneur, en vain.

Le maccarthysme débute en février 1950 avec le discours de Wheeling (petite ville de Virginie occidentale) : McCarthy, sénateur républicain du Wisconsin, jusque-là obscur, et en passe d'être battu aux prochaines élections, se met à dénoncer l'influence des agents soviétiques et de leurs complices, Américains communistes, au Département d'État. L'explication par l'« infiltration communiste » est bien sûr insensée, mais elle a le mérite de « tout expliquer » : le maccarthysme n'a pas été « inventé » par McCarthy, mais il explique tout avec facilité. La Guerre de Corée, qui éclate quelques mois plus tard, « porte » littéralement McCarthy, malgré une contradiction majeure : McCarthy est démagogiquement hostile à la coûteuse Guerre de Corée et à l'Administration américaine, dite pas assez forte et vigilante contre le communisme. Cette contradiction fait sa force démagogique : il suffit en effet de lutter contre le communisme... aux États-Unis mêmes ! Une hystérie anticommuniste s'empare des États-Unis. Le Congrès met sur pied une commission parlementaire sur les activités anti-américaines, le HUAC, *House Un-American Committee*, Comité des Affaires antiaméricaines de la Chambre des représentants, bras armé de la chasse aux sorcières du maccarthysme, dans une atmosphère de délation et de « chasse aux sorcières » : ainsi une liste noire du cinéma américain est établie, grâce au Syndicat des Acteurs présidé par Ronald Reagan, ce qui provoque des départs du sol américain (Jules Dassin, Joseph Losey, Charlie Chaplin, etc.) ; un grand nombre de carrières sont brisées ; d'implacables censeurs fouillent toutes les déclarations anciennes, tous les films tournés, avec la conviction que derrière un « libéral », un communiste peut toujours se cacher ! Cette hystérie entraîne un grand renforcement du conformisme. Immense est la popularité de McCarthy, elle lui donne une impunité totale et momentanée, qui lui permet de traiter Truman d'« enfant de salaud », de recourir aux photos truquées, de traîner Marshall dans la boue... Le maccarthysme sous la présidence d'Eisenhower voit la résistance à l'intolérance se développer, à cause des excès d'un McCarthy parvenu au comble de la puissance, grâce à la victoire républicaine qui en a fait le président de la Commission sénatoriale des Affaires gouvernementales, qui convoque et révoque des milliers de fonctionnaires. En effet, McCarthy s'en prend à l'armée américaine, les auditions sénatoriales, retransmises à la télévision, le font apparaître comme un odieux et brutal démagogue, surtout quand il interroge des officiers : or la télévision américaine des années 50 donne de la société une image totalement aseptisée. McCarthy est alors déchu de son poste et blâmé par Sénat. Il sombre dans l'alcoolisme et meurt en 1957 à 49 ans seulement. Mais le mouvement auquel McCarthy a donné son nom connaîtra quelques soubresauts : ainsi sous

Reagan (encore lui), un mouvement se créera pour chasser les professeurs « marxistes » des universités !

La volonté de défendre le « monde libre » — concept-roi — va susciter la naissance d'une nouvelle doctrine, celle des « représailles massives » et le « new look », le maître-mot étant : « plus jamais de Corée ».

L'expression **New Look** s'inspire bizarrement de la première collection de Christian Dior, présentée le 12 février 1947 et caractérisée par l'ampleur et l'élan donnés aux robes, en contraste avec les restrictions de la Seconde Guerre mondiale...

Les républicains adoptent, lors de la campagne présidentielle de 1952, cette nouvelle stratégie qui se résume en trois formules : représailles massives (*massive retaliation*), riposte immédiate (*instant retaliation*), pas de sanctuaire (*no sheltering*). À toute attaque les États-Unis ont désormais l'intention de répondre immédiatement par l'arme atomique. C'est la doctrine de John Foster Dulles (1888-1959), secrétaire d'État de 1953 à 1959, père du « consensus internationaliste » (F.David) qui regroupe *de facto* républicains et démocrates depuis la Deuxième Guerre mondiale. « Doctrine » ? Une élaboration lente (toute l'année 1953) et un contenu complexe. En cas d'agression limitée, il doit y avoir riposte atomique américaine sur les capitales du camp opposé, ce qui, à un « moindre coût » assure plus de sécurité ! La doctrine nouvelle associe donc l'Administration Eisenhower à l'idée de guerre nucléaire ; la dissuasion devient l'équivalent de l'« endiguement par la menace » du bloc communiste. Première conséquence, il va y avoir plus d'argent pour le SAC (voir plus haut), moins pour Marine et Armée ; seconde conséquence : le slogan électoral de 1952 du « refoulement » est abandonné, au profit de ce « new look » (!) ; troisième conséquence, la course aux armements et l'« équilibre de la terreur ». L'URSS détient la bombe A depuis 1949 ; Truman avait annoncé en 1950 la décision de fabriquer la bombe H. La première bombe H américaine explose en novembre 1952, mais c'est un engin très complexe ; la première bombe H soviétique est opérationnelle en août 1953 ; la deuxième et véritable H américaine en mars 1954. Toutefois, ce *look* est à ne pas caricaturer. Les États-Unis peuvent choisir en fait toute une panoplie de réactions, de l'intervention militaire ponctuelle de courte durée à l'attaque nucléaire générale en passant par l'« action secrète », d'où l'incertitude de l'adversaire et une véritable stratégie de la « dissuasion ». Des voix américaines continuent d'ailleurs à s'élever en faveur du *roll-back*. De toute façon, le *new-look* résulte de délibérations approfondies au sein du Conseil national de Sécurité et Eisenhower est hanté par le risque de guerre nucléaire ; les États-Unis n'accroissent guère la supériorité sur l'URSS de leur arsenal nucléaire ; ils ont recours aux actions de la CIA (voir plus haut) et à nombre d'opérations secrètes, ainsi qu'à l'utilisation et à la protection d'un assez grand nombre de nazis réfugiés sur le continent américain.

Et les États-Unis signent trois traités, un pacte, l'OTASE (1954, voir plus haut), qui complète la série de pactes antérieurs — les États-Unis d'après 1945 ont connu une véritable « pactomanie » — et deux traités bilatéraux, avec la Corée du Sud (1953) et Formose (1954). Ils ont recours à l'« assistance » économique et militaire, vis-à-vis des pays de la « périphérie » : au total 50 pays reçoivent l'aide militaire américaine dans les années 50. Ajoutons une autre nuance. La dénonciation du communisme, notamment par le représentant américain aux Nations unies, Henry Cabot Lodge (1902-1985), s'accommode en fait d'une double domination sur deux sphères d'influence, ce qu'illustre bien l'attitude américaine envers l'Indochine. Le personnage de John Foster Dulles apparaît donc, avec le recul du temps, souple dans l'action. Grande est l'importance de l'Amérique latine dans la stratégie américaine. Elle ne joue aucun rôle dans le non-alignement, au début de la Guerre froide, et les pays d'Amérique latine n'ont d'ailleurs pas été invités à Bandoeng. Elle représente plus du tiers de l'assemblée générale de l'ONU (où tous les pays d'Amérique latine ont été admis tout de suite) ; elle dispose même de deux sièges « tournants » au Conseil de Sécurité, dans les premières années ! La conférence de Caracas (1954), élabore une déclaration anticommuniste, qui peut laisser penser à un droit d'intervention pour les États-Unis, et d'ailleurs, la même année, a lieu l'intervention américaine au Guatemala contre Arbenz (voir plus haut). Mais deux pays (le Mexique et l'Argentine) ont voté contre. Quant au Moyen-Orient, il est dès 1945 considéré comme une zone capitale pour la politique extérieure américaine. Certes, les dirigeants américains n'approuvent pas l'attitude des Franco-Britanniques lors de la guerre de Suez en 1956, mais Eisenhower énonce la « doctrine Eisenhower » (5 janvier 1957) : les États-Unis doivent venir au secours des pays victimes d'une agression de la part d'un pays contrôlé par le communisme international, d'où le soutien au roi Hussein de Jordanie et le débarquement au Liban en 1958.

Troisième roi de Jordanie, **Hussein** était monté sur le trône à 17 ans en 1953, après l'assassinat de son grand-père, le roi Abdallah (1951), à cause de ses négociations secrètes avec Israël en vue d'un traité de paix, et la déposition pour incapacité mentale de son père le roi Talal (1952), d'où son surnom de « petit roi » (*cf.* une chanson de Georges **Brassens**, *Le roi des cons*). Il devait régner jusqu'à sa mort en 1999.

Le Liban, qualifié de « Suisse du Moyen-Orient », est un état indépendant (depuis 1943), dont la constitution (toujours le texte de 1926) a officiellement établi le bi-confessionnalisme. Mais le 8 novembre 1943 a été passé entre les dirigeants chrétiens et sunnites le « pacte national » : l'État est partagé entre chrétiens maronites (qui donnent toujours le président) et Musulmans sunnites (d'où le premier ministre est issu), les chiites ayant la présidence de la Chambre. Les chrétiens forment depuis longtemps l'élite économique, les musulmans sont exclus, de fait, de la prospérité des « Trente Glorieuses ». Mais grâce à la forte fécondité des musulmans et à l'arrivée des Palestiniens chassés par la première guerre du Proche-Orient l'équilibre démographique est rompu, ce qui provoque des tensions dans les

années 50 et la première guerre civile libanaise en 1958. En 1958 le Liban de Camille Chamoun (1900-1987), président depuis 1952 (il veut itérer la présidence malgré la constitution), fait appel aux États-Unis, au nom de la « doctrine Eisenhower », pour stabiliser le pays ébranlé par une guerre civile (mai-septembre) entre chrétiens conservateurs et Arabes nassériens, soutenus par les Syriens. Des contingents de *Marines* débarquent sur les plages de Beyrouth. La guerre civile s'arrête, les États-Unis persuadant Chamoun de ne plus songer à se représenter à la présidence. Des modérés lui succédèrent : le chef de l'armée, puis le juriste Charles Hélou (1964-1970), enfin l'homme d'affaires Soleiman Frangié (1970-1976).

Le « doute » américain des années 1957-1960, véritable débat sur le destin national, est d'abord stratégique à cause du choc du *sputnik* (4 octobre 1957). Le premier satellite artificiel est russe, quatre mois avant le satellite américain. Prestige scientifique de l'URSS (et, bien postérieurement, du « von Braun soviétique », Sergueï Korolev, 1907-1966), preuve qu'elle maîtrise la technique des missiles intercontinentaux : est-ce un « Pearl Harbor technologique » ? De plus, l'affaire fait la démonstration d'une révolution en cours dans la stratégie soviétique, se fondant à la fois sur des facteurs géographiques et historiques, ainsi que sur l'idéologie : supériorité à long terme sur le capitalisme ? Alors que les stratégies soviétiques avaient jusqu'alors envisagé des guerres de longue durée, les missiles intercontinentaux permettent d'introduire un élément nouveau, la surprise. Conséquence du choc ressenti par les États-Unis, l'anxiété pèse sur la politique de sécurité, d'autant plus que naît la légende du « missile gap », c'est-à-dire de l'infériorité numérique américaine en la matière. En fait les Américains sont en avance sur les Soviétiques ; l'équilibre de la terreur débutera seulement au début des années 1960. Autres conséquences, une réforme de l'enseignement, privilégiant les sciences et les maths, la création de la NASA le 29 juillet 1958, l'accélération de la construction des missiles *Minuteman* (entrés en service en 1962), des sous-marins atomiques, mais avec bien du retard. Le *sputnik* fait apparaître la doctrine officielle comme caduque, rendant ostensible la vulnérabilité des États-Unis : protéger leurs forces atomiques contre un tir surprise de l'Union soviétique va être une priorité. Deuxième priorité : multiplier les moyens d'attaque et de dissuasion, puisqu'il y a désormais supériorité de l'attaque sur la défense. En 1960 est adopté un plan offensif intégrant tous les moyens atomiques de toutes les armes contre les cités et les forces ennemies. Mais la souplesse inhérente au *new look* fait apparaître la différence comme plus faible en réalité qu'en apparence. L'infériorité américaine est... médiatique : ils ont mal su gérer la « crise » du *sputnik*.

Le « **doute** » américain fait se concentrer la nation sur le danger de la subversion communiste. Naît en décembre 1958 la **John Birch Society**, association d'extrême droite (*radical right*) créée par un petit homme d'affaires de Boston, Robert W. Welch (1899-1985). Elle tire son nom d'un sous-officier de renseignement tué par les communistes chinois en 1945 et titré

désormais la « première victime américaine de la troisième guerre mondiale ». La Société cherche à lutter contre le communisme, qu'elle représente comme une conspiration mondiale qui menace les États-Unis davantage par la subversion que par des moyens militaires, grande ressemblance avec le maccarthysme (McCarthy est mort), mais il y a aussi dans la John Birch un fondamentalisme protestant, du racisme, une doctrine (le *Livre bleu*) autoritaire et antidémocratique, que distille une revue mensuelle, *American Opinion*. Son influence politique est faible, sauf en Californie et dans le Sud, où les membres infiltrent l'administration locale. D'ailleurs, pressé par le sénateur démocrate Gale W. McGee (1915-1992), Kennedy entreprend en 1963 le voyage de Dallas pour étudier ce mouvement, qui fait peser un lourd climat sur le Texas au moment de son arrivée.

Enfin, le pays débat sur la « mission des États-Unis ». Au printemps 1958, le vice-président Nixon fait une tournée en Amérique du Sud qui se solde par de violentes manifestations au Pérou et au Venezuela. En juin 1960, des émeutes anti-américaines empêchent le président Eisenhower de se rendre au Japon. Pourquoi ? Des négociations ont occupé les années 1958-1960 en vue d'un nouveau traité « de sécurité mutuelle et de coopération », signé pour dix ans, qui impose aux États-Unis de demander l'accord japonais pour utiliser leurs bases au Japon en vue d'opérations en Asie, utilisation qui s'était bien sûr produite pendant la guerre de Corée. La gauche japonaise juge le traité insuffisant (elle est contre le principe même de l'alliance) et mène campagne contre la ratification. Elle n'aura lieu que le 20 mai 1960 (au petit matin...), ce qui provoque de violentes et massives manifestations, empêchant notamment la visite d'Eisenhower (prévue pour le 16 juin).

Revenu au pouvoir en 1958, de Gaulle entend à la fois resserrer la solidarité trop souvent battue en brèche entre la France et ses deux principaux alliés de l'OTAN et réaffirmer son statut de grande puissance occidentale. Il veut se rapprocher de l'URSS tout en restant fidèle à l'Alliance atlantique. Le contexte est favorable, avec les crises internationales de 1958 et la deuxième crise de Berlin en 1961. Pourquoi le désir de l'éloignement vis-à-vis des États-Unis ? Vœu de la « grandeur » et de l'« indépendance », affronts de Roosevelt pendant la Seconde Guerre mondiale, jusqu'à Yalta compris et de Gaulle a peut-être pressenti la rupture entre l'URSS et la Chine, affaiblissant le camp socialiste, en tout cas il y a réagi. La France gaullienne commence par manifester son désir de retrouver la liberté de manœuvre militaire, pour assurer elle-même sa défense. En septembre 1958, de Gaulle envoie un mémorandum à Eisenhower et Harold Macmillan (qui a succédé comme premier ministre à Anthony Eden), remettant en cause l'hégémonie américaine au sein de l'OTAN, donc de l'organisation militaire de l'alliance : les plans stratégiques devraient être dressés par la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis ; leur exécution (usage des armes atomiques inclus) devrait dépendre des trois alliés traités sur le même pied ; à cette égalité est subordonné le maintien de la France dans l'OTAN. La réponse des États-Unis est vague, ce qui entraîne le dégageant progressif de la France de l'OTAN : en mars 1959, de Gaulle notifie au Conseil permanent de l'OTAN le retrait des forces navales françaises de la Méditerranée du commandement atlantique, puis en 1963

même décision pour les forces de la Manche et de l'Atlantique, enfin en 1966 pour l'ensemble des forces militaires. Les rapports avec les pays socialistes ne sont guère modifiés par le « neutralisme actif » de la France gaullienne, jusqu'en 1962 tout au moins, par rapport à la IVe République. De plus, de Gaulle incite les États-Unis à la fermeté dans l'incident de l'U2 (1960, voir plus loin) et dans la crise de Cuba (1962). Quant à la Chine populaire, elle est ignorée jusqu'en 1962, la France votant contre son admission à l'ONU. Par contre et autre signe de continuité avec la IVe République, la construction de la « force de frappe » est accélérée. Sa création avait été décidée en 1952, la IVe République s'était dotée d'un outil militaire pléthorique orienté vers des opérations de contre-guérilla sur les théâtres extérieurs, mais, à l'extrême fin du régime, le 11 avril 1958, le Président du Conseil Félix Gaillard (1919-1970) avait donné l'ordre de procéder à des expériences atomiques à partir du premier trimestre 1960. La politique militaire de la Ve République repose sur un dispositif de défense resserré autour de la force de frappe, permettant à la France de redevenir une grande puissance militaire occidentale sur le théâtre européen. Mais le général André Beaufre (1902-1975) prévoit dans son *Introduction à la stratégie* (1963) le triomphe de la stratégie indirecte, qui est « l'art de savoir exploiter au mieux la marge étroite de liberté d'action échappant à la dissuasion ». Quoiqu'il en soit, la première bombe française explose à Reggane (Sahara algérien) le 13 février 1960 (la deuxième en avril). Dans la foulée est votée la loi-programme de juillet 1960 pour doter la France d'une « arme de dissuasion » à triple vecteur : l'aviation stratégique, les fusées des silos de Haute Provence et les sous-marins. Les implications de politique intérieure sont importantes, avec en particulier de nombreuses motions de censure, infructueuses, contre la « force de frappe » française. Les implications extérieures ne sont pas moindres. La France est absente à la Conférence sur le désarmement nucléaire du printemps 1962 et, en août 1963, elle refuse de signer le traité de Moscou sur l'arrêt des expériences nucléaires dans l'atmosphère (car elle est alors incapable de faire d'autres essais). Au contraire, la France gaullienne a décidé la poursuite de l'équipement français et en juillet 1962 il est décidé de construire l'usine d'uranium enrichi de Pierrelatte (Drôme), pour la fabrication de la bombe H.

□ Les conséquences immédiates de la mort de Staline et de l'avènement de Khrouchtchëv

La direction collégiale qui succède à Staline renouvelle l'analyse des rapports Est-Ouest : Malenkov parle de « coexistence pacifique » dès le 14 mars 1953. Khrouchtchëv, qui s'impose à partir de 1955, pousse l'analyse plus loin : le rapport de forces est favorable à l'URSS (la première bombe H soviétique est d'août 1953, voir plus haut) et au camp socialiste en plein essor (Chine, Corée...), cela donne plus d'autonomie pour les membres du camp, la coexistence pacifique entre les blocs est possible, ainsi que la reconnaissance d'une « zone de paix » formée par les pays du Tiers Monde. Entre 1953 et 1956 s'instaurent progressivement

des relations nouvelles avec la Chine et la Yougoslavie. Avec la première est signé un accord commercial, qui prévoit une aide importante de l'URSS, le 26 mars 1953 (voir plus haut) ; l'armistice de Pan-Mun-Jom (27 juillet 1953) clôt la guerre de Corée (voir plus haut) ; à la Conférence de Genève (1954) URSS et Chine exercent une influence modératrice sur le Viêt-nam ; Khrouchtchëv, Boulganine et Anastase Mikoyan (1895-1978) font un voyage à Pékin en octobre 1954 (avec octroi de nombreux crédits, engagement de céder les intérêts économiques en Mandchourie). Il s'en suit une ère de très bonnes relations entre 1953 et 1956 : c'est l'apogée de l'amitié russo-chinoise. Pour la Yougoslavie il y a rupture brutale avec l'héritage stalinien : les deux pays se réconcilient en 1955 lors d'un voyage du trio soviétique à Belgrade, Tito obtenant satisfaction sur tous les points (il y a une aide économique importante, sans concession yougoslave). La Yougoslavie reste « neutraliste ». De l'autre côté, l'Union soviétique recherche empiriquement une détente avec l'Occident. Dès mai 1953 l'URSS renonce à Kars et Ardahan en Turquie (voir plus haut) ; en juillet 1953, elle renoue avec Israël et la Grèce, puis elle parraine l'armistice coréen ; elle signe les accords de Genève sur l'Indochine (20 juillet 1954) et dans les coulisses se produit la « rencontre des Quatre » (nations), Boulganine et Khrouchtchëv, Eden, Eisenhower et Edgar Faure, sans résultat concret certes, mais une sorte de nouvel « esprit de Genève » paraît souffler. En septembre 1954, des relations diplomatiques sont établies entre l'URSS et la RFA, qui rompt à cette seule occasion la « doctrine Hallstein », impliquant la rupture des relations diplomatiques avec tout État ayant reconnu la RDA. Certes, en réplique aux accords de Paris d'octobre 1954 qui scellent l'inclusion de l'Allemagne de l'Ouest dans l'organisation militaire de l'Alliance atlantique, est créé le Pacte de Varsovie (14 mai 1955), mais cette fondation est entourée de précautions destinées à bien marquer la volonté soviétique de ne pas accroître la tension dans les rapports Est-Ouest. Le lendemain d'ailleurs l'URSS signe le « Traité d'État » sur l'Autriche qui prévoit la neutralité, le retrait des troupes étrangères des quatre grands vainqueurs, donc le retrait des troupes soviétiques, l'appartenance de l'Autriche à l'ONU et au Conseil de l'Europe. Quelques mois plus tard, en septembre 1955, a lieu le fameux voyage d'Adenauer à Moscou, qui se clôt par l'établissement de relations diplomatiques entre la République fédérale d'Allemagne et l'URSS, ainsi que par le retour des nombreux prisonniers de guerre allemands gardés jusque là par les Soviétiques et survivant à leurs conditions de détention.

L'Autriche avait bénéficié du plan Marshall. Prévu dès 1946, le « traité d'État » avait été retardé par la Guerre froide. Le « vide stratégique » créé par la neutralisation de l'Autriche avait longtemps inquiété les Occidentaux. Il a fallu 374 réunions interalliées pour parvenir au traité ! L'évacuation est totale en décembre 1955.

Enfin, l'Union soviétique réévalue le neutralisme du Tiers Monde, que nous étudierons dans la partie suivante. Jusque-là, Nehru n'était que le « laquais de l'impérialisme britannique » ! Désormais, la diplomatie soviétique reconnaît une certaine valeur au neutralisme ; Khrouchtchëv et Boulganine font (automne 1955) un voyage en Inde, Birmanie et

Afghanistan. D'un côté, de bonnes relations avec URSS pouvaient être, pour les États neutres, un moyen de pression à l'égard des États-Unis et de leurs alliés ; de l'autre, cette politique offrait à l'URSS de nouvelles possibilités d'accroître sa présence sur la scène internationale et de constituer un véritable réseau d'alliances. Mais l'URSS se heurte vite à la concurrence de la Chine, qui avait joué un rôle de premier plan à Bandoeng (avril 1955), alors que l'URSS n'y avait pas été invitée ! Toutefois, l'accélération du processus de décolonisation, dans la deuxième moitié des années 1950 et le début des années 1960, allait ouvrir un champ nouveau d'action pour la politique extérieure soviétique, encore une fois réévaluée (voir plus loin). Détente, de la part de l'URSS, donc, mais, en même temps, montée en puissance de l'idée du « tout nucléaire ». Selon une révélation récente, l'URSS a fait exploser le 14 septembre 1954 une bombe atomique au cours d'un exercice militaire, expérience « en vraie grandeur », destinée à mesurer les réactions des combattants, qui se sont préoccupés essentiellement de se protéger ! Cela a aussi démontré que les moyens mécanisés pouvaient difficilement continuer le combat...

Avec Khrouchtchév seul aux commandes, s'établit une politique extérieure « volontariste » (J.Lévesque). La politique étrangère lui avait, dès 1953-1954, conféré une stature politique de premier plan. Le Kominform est dissous en avril 1956 ; le 2 juin 1956, Molotov quitte le ministère des Affaires étrangères. Or, il incarnait le pacte germano-soviétique, les caricaturistes le surnommaient « Monsieur *Niet* » (« Non ») ! Il est remplacé par Dmitri Chepilov (1905-1995), puis, en février 1957, par Andreï Gromyko (1909-1989), qui va longtemps conserver le poste, jusqu'en 1985.

Gromyko, réputé pour sa connaissance des dossiers et ses talents de négociateur, imprimera pendant près de trente ans sa marque à la diplomatie soviétique. Il gravira parallèlement les échelons de la hiérarchie du parti communiste. Né en 1909 en Biélorussie, **Gromyko** représente le type, rare, de l'*apparitchik* poursuivant sa carrière sans interruption de Staline à Gorbatchév [prononcez ...off]. Fonctionnaire des Affaires étrangères en 1939, ambassadeur aux États-Unis de 1943 à 1946 (successeur de Litvinov), à l'ONU de 1946 à 1949, à Londres en 1952-1953.

Certes en octobre 1957, le plan Rapacki (du nom du ministre polonais des Affaires étrangères, Adam Rapacki, 1909-1970) propose sans succès la dénucléarisation de l'Europe centrale. L'URSS se fait le champion du désarmement et appuie le projet Rapacki, en vain. Mais Khrouchtchév déclare au XXI^e Congrès du PCUS, en 1959 : « L'encercllement capitaliste autour de notre pays n'existe plus ». Son optimisme est renforcé par la signature du pacte de Varsovie (14 mai 1955, voir plus haut), la mise au point des missiles intercontinentaux, le lancement à partir de 1957 des premiers *sputnik* (voir plus haut) : il peut brandir une menace de représailles massives sur les États-Unis. D'autant que le mouvement s'entretient : le premier vol d'un homme dans l'espace, Youri Gagarine (1934-1968), a lieu le 12 avril 1961, à

bord de *Vostok-1*, qui fait une révolution autour de la Terre. Pour les États-Unis, c'est un camouflet. Autre fer au feu de la Guerre froide, la compétition économique épaula la coexistence pacifique, le dynamisme soviétique garantissant la coexistence pacifique. Khrouchtchév utilise l'expression de « compétition pacifique » à partir de 1956 ; il lance le slogan « Rattraper et dépasser les États-Unis » le 22 mai 1957, dans une optique limitée au début, mais vite avec une politique globale et volontariste de « bond en avant », dont l'histoire soviétique des trente années précédentes avait pourtant montré le danger. La vigueur et la permanence des méthodes volontaristes de mobilisation, génératrices de coercition, sont frappantes, mais la croissance industrielle avait été telle dans les années 1950 (passant de 30 % à 60 % de celle des États-Unis) que des bases existaient réellement. C'est l'époque des bilans comparés entre les deux Grands, de la proclamation des taux de croissance de l'URSS ; le niveau américain sera rattrapé en 1980, dit le Congrès de 1961 ! C'est l'ère des grandes expositions à l'étranger, comme à Paris. Cependant c'est aussi la demande, en novembre 1958, d'une révision du statut de Berlin (Khrouchtchév veut une ville libre et démilitarisée). Khrouchtchév visite les États-Unis en septembre 1959, première visite d'un chef d'État soviétique aux États-Unis, qui consacre la respectabilité internationale de l'URSS. La crise de Cuba (1962, voir plus loin) illustre le caractère aventureux de la politique de Khrouchtchév. Le caractère socialiste de Cuba a été reconnu tard, et grâce à Khrouchtchév, la décision d'installer à Cuba des missiles nucléaires de moyenne portée a été prise tard. Cuba est une sorte de « Berlin à l'envers », une crise dans laquelle Khrouchtchév se contente de protestations véhémentes. Les conséquences de la crise de Cuba sont considérables pour le « volontarisme » de Khrouchtchév : humiliation de l'URSS et de son chef, démonstration des limites de sa politique, démonstration de l'insuffisance du « tout nucléaire », prôné par Khrouchtchév : il faut procéder au renforcement des autres types de forces militaires, la marine en particulier. À moyen terme, la crise mène à l'accord de 1963 sur l'arrêt partiel des essais nucléaires.

□ Trois années de crise ouverte (1960-1962)

Les Occidentaux avaient marqué des points dans les années 50 : la République fédérale d'Allemagne a intégré l'OTAN et le 5 mai 1955, en application des accords de Paris (23 octobre 1954), elle a recouvré sa souveraineté, avant d'être autorisée à réarmer. L'Union soviétique voit donc se perpétuer la partition de l'Allemagne et s'éloigner les perspectives d'une réunification sous son contrôle comme d'une neutralisation de l'Allemagne de l'Ouest, comparable à celle de l'Autriche (voir plus haut). De nouvelles crises éclatent à la fin des années 50 et au début des années 60. Khrouchtchév mène une « Guerre froide de mouvement », selon l'expression de Henry Morgenthau, alors que Staline avait mené une « Guerre froide de positions ». Il pétilla d'initiatives qui éclatent dans un ciel serein, alors que l'URSS a redressé le

rapport de forces et qu'elle s'engage officiellement dans la « construction du communisme ». Khrouchtchév souffle le chaud et le froid : la Guerre froide se réveille sur le sort de Berlin et avec la crise de Cuba : trois années de crises poussent le monde au bord du gouffre. La Guerre froide rebondit d'abord sur le statut de l'Allemagne et le sort de Berlin-Ouest. Le 27 novembre 1958, Khrouchtchév adresse un ultimatum aux Occidentaux, en menaçant de négocier directement avec la RDA les mesures qu'il préconise (suppression du statut quadripartite de Berlin ; transformation de Berlin-Ouest en ville libre et démilitarisée) si aucun accord n'intervient dans les six mois. Il fait encore monter la pression en janvier et février 1959, en menaçant de signer un traité de paix séparé avec l'Allemagne de l'Est, qui aurait pour effet de rendre intenable la position de Berlin-Ouest, enclavée dans la RDA. Les Occidentaux ignorent l'ultimatum mais ils acceptent implicitement l'intégration de Berlin-Est à la RDA. Une conférence de Genève s'ouvre en mai 1959, mais elle s'éternise sans résultat et la question allemande empoisonne les relations Est-Ouest, en dépit du voyage de Khrouchtchév aux États-Unis (15 au 27 septembre 1959). Khrouchtchév multiplie — d'autant plus qu'on est en campagne électorale américaine — les interventions violentes et médiatiques, par exemple à la tribune de l'ONU, où il se déchausse pour ponctuer ses propos de coups de chaussure sur le pupitre ! Trois années de crise ouverte, de 1960 à 1962, précipitent alors le monde au bord de l'affrontement. La crispation autour de Berlin, qu'une rencontre « au sommet », à Paris, à partir du 16 mai 1960, devait tenter de dénouer, rebondit avec l'affaire de l'avion américain de reconnaissance Lockheed U2, parti du Pakistan, abattu le 1er mai au-dessus de l'URSS, et dont le pilote est capturé. Venu à Paris, Khrouchtchév demande aux Américains des excuses et de renoncer publiquement au survol du territoire soviétique. Eisenhower biaise : il s'engage à renoncer aux avions-espions mais, soutenu par de Gaulle, refuse les excuses. Khrouchtchév exige l'ajournement du sommet et l'annulation du voyage en URSS d'Eisenhower (prévu en juin 1960). Échoue aussi la rencontre de Vienne (3-4 juin 1961) avec Kennedy (les « deux K »), peu après la tentative anticastriste de la CIA à la baie des Cochons, 17 avril 1961, dans le sud-ouest de l'île de Cuba. Dans la nuit du 12 au 13 août 1961, le mur de Berlin est édifié, par le gouvernement de la RDA, poussé par le « volontarisme » soviétique, de façon à bloquer les départs de l'Est vers l'Ouest, « autodétermination par les pieds » (Michel Winock), en violation des accords de Potsdam : le temps semble revenu de la pleine Guerre froide. Il partage pour longtemps la ville et ses habitants : tentatives de passage, tirs de *Vopos* (les « policiers populaires »), tunnels, etc. Conclusion : en réalité, la Guerre froide n'est pas finie, elle est gelée pour près de trois décennies...

L'épisode le plus dramatique est évidemment la crise de Cuba (1962). Fidel Castro (né en 1926) et ses quelques compagnons, débarqués à Cuba le 2 décembre 1956, renversent le dictateur Fulgencio Batista (1901-1973) le 1er janvier 1959, grâce à la neutralité bienveillante des États-Unis (ce sont toujours ceux d'Eisenhower). Mais Cuba se rapproche de l'URSS en 1960 ; l'administration républicaine américaine est sur la défensive, jusqu'à la rupture

de janvier 1961 avec Cuba. Élu, Kennedy propose (mars 1961) l'Alliance pour le Progrès à l'Amérique latine, sur le modèle du plan Marshall et en tant qu'antidote évidente et simpliste au communisme. Initiative majeure de Kennedy en matière de politique extérieure, elle est créée à la Conférence interaméricaine de Punta del Este (Uruguay) en août 1961. Kennedy fait ensuite exclure Cuba de l'Organisation des États américains (OEA, février 1962), démontrant bien que l'OEA est une arme de la Guerre froide et de la politique d'endiguement sur le continent américain. Les positions internationales se raidissent au début de l'automne 1962. Moscou annonce un renforcement de l'aide militaire soviétique à Cuba, pour faire face « aux menaces impérialistes » (2 septembre 1962). Deux jours plus tard, Kennedy assure qu'il ne tolérera pas l'installation à Cuba de missiles soviétiques offensifs. En fait, il y a déjà à Cuba 42 000 soldats et techniciens soviétiques et 33 missiles nucléaires, dont 24 de longue portée. La CIA n'a pas pris au sérieux les premières informations sur le déploiement soviétique, qui s'est donc opéré sans dénonciation américaine. Le 14 octobre, un avion U2 repère enfin des rampes de lancement. Dans les jours qui suivent, d'autres font d'excellentes photos d'installations variées. Kennedy écarte l'invasion de Cuba et le bombardement des rampes de lancement ; il choisit la solution la moins dangereuse, le blocus, que ses conseillers baptisent pudiquement « quarantaine ». Une véritable armada de navires américains y participe, avec un strict contrôle de la chaîne de commandement et des ordres de tirs éventuels. Kennedy, à la télévision américaine, le 22 octobre, révèle l'existence de missiles soviétiques à Cuba et annonce le blocus : le monde est mis brutalement « au bord du gouffre » : un conflit nucléaire peut éclater ! Il y a sur-médiatisation mondiale de l'événement, accentuée par la facilité de la transmission des images, la solidité de l'OTAN (France comprise) et les divers décalages horaires. En réalité, la question serait : un conflit nucléaire peut-il éclater ? Car il y a beaucoup de bluff de part et d'autre et un souci mutuel de ne pas perdre la face : Khrouchtchév ordonne de faire demi-tour devant un navire américain, Kennedy prévient que c'est lui qui donnera en personne l'ordre de tirer et il est sûr maintenant qu'il était résolu à ne pas le donner, idée intelligente ruminée seul, ou avec son épouse. Le 24 octobre, des navires russes voguant vers Cuba rebrousse chemin, le 26, Khrouchtchév adresse à Kennedy une première lettre contenant l'amorce d'un règlement (retrait des fusées contre l'engagement américain de ne pas envahir l'île). Le 27, deuxième lettre, échangeant le retrait des fusées soviétiques contre celui des fusées américaines de Turquie. Kennedy refuse, mais ces fusées, de toute façon obsolètes, seront retirées ! Le même jour, un avion U2 est abattu au-dessus de Cuba. Le 28, Khrouchtchév annonce le retrait de ses fusées (sous contrôle de l'ONU) contre l'engagement américain de ne pas envahir Cuba. Kennedy a gagné, tout en sachant éviter à Khrouchtchév de perdre la face aux yeux du monde. En vérité, Khrouchtchév a perdu la face auprès du PCUS, cause principale de son éviction en octobre 1964, et de la Chine, qui dénonce son « aventurisme » (voir plus haut). En réalité également, Fidel Castro (1926-2016), qui n'a joué aucun rôle décisif dans la crise, va pouvoir abriter son régime derrière l'« accord du 28

octobre » et devenir le dirigeant « communiste » au pouvoir le plus longtemps ! Les Soviétiques tirent deux autres leçons. Il faut combler le vrai *missile gap*, celui dont ils souffrent, au rebours du mythe : ils ont au moment de la crise de Cuba quatre fois moins de missiles intercontinentaux que les États-Unis ; il faut établir une réelle détente, qui fera reculer le risque d'une conflagration nucléaire généralisée, dans laquelle l'URSS a tout à perdre. Le contexte des relations internationales va changer radicalement.

□ Le schisme sino-soviétique

Le « dégel » khrouchtchévien achoppe sur les dissensions sino-soviétiques dans la deuxième moitié des années 50 : un véritable schisme sino-soviétique apparaît. Les communistes chinois avaient virtuellement un principe d'indépendance par rapport à l'URSS : le maoïsme s'était appuyé sur les paysans, il n'y avait pas eu de soutien soviétique aux « zones libérées » contre le Japon. Par contre il y avait bel et bien eu un traité d'alliance entre l'URSS et Jiang Jieshi en 1945, mais Staline se méfie des communistes chinois et est surpris par la rapidité de leur victoire en 1949. Pourquoi deux États se réclamant d'une même idéologie, orientés vers les mêmes réalisations, se sont-ils retrouvés si durement opposés ? S'agit-il d'une divergence fondamentale dans l'interprétation du marxisme-léninisme et dans ses applications, comme tout un aspect de leurs argumentations réciproques le laisse entendre ? N'y a-t-il pas aussi des rivalités plus spécifiquement nationales entre les deux puissances, dont les intérêts divergent souvent en Extrême-Orient ? Que signifiera profondément la normalisation de leurs relations à la fin du XXe siècle ? La période 1954-1957, c'est pour la Chine le temps des doutes. L'URSS est le compromis, la renonciation à la guerre : la République populaire de Chine éprouve le besoin de se démarquer progressivement d'elle. La déstalinisation opérée par Khrouchtchév au XXe Congrès du PCUS, en février 1956 marque le début de la dégradation des rapports sino-soviétiques.

Les *sputniks* donnent l'illusion que le « vent d'est » l'emporte sur le « vent d'ouest » : l'« aventurisme chinois » ne peut-il pas se donner libre cours ? Mao pèse de tout son poids pour enrayer une détente qui trahit à ses yeux le socialisme et risque d'empêcher ou de retarder l'accès de la Chine au rang des puissances nucléaires. Il fait bombarder à deux reprises, en septembre 1954 et surtout en août 1958, les îlots nationalistes de Kin Men [Quemoy] et Ma Tsu [Matsou] situés dans le détroit de Formose au large de Taiwan mais proches du continent ; seul l'appui de la VIIe Flotte américaine évite que la situation de Taiwan devienne intenable. Autre explication, on est au début de la querelle entre l'URSS et la République populaire de Chine : celle-ci veut tester publiquement l'Union soviétique ; d'ailleurs une nouvelle vague de bombardements brusques aura lieu en août 1960. Le 19 septembre 1958, Khrouchtchév déclare encore que si la Chine populaire était l'objet d'une attaque

nucléaire, l'agresseur subirait le même sort de la part de l'URSS. La période 1954-1957, c'est aussi, en Chine, la remise en question du socialisme, 1957 étant une année capitale, qui voit la tournée de Zhou Enlai en Europe de l'Est et le mouvement des « Cent fleurs » en Chine.

Aider la Chine à fond représenterait une charge énorme pour l'URSS, qui ambitionne de rattraper le niveau économique des États-Unis (voir plus haut) ! La rupture s'inscrit dans le « Grand Bond en Avant » chinois, elle est aussi un conflit sur la détermination de la ligne intérieure du mouvement communiste international, alors que Mao n'avait pas revendiqué la succession de Staline en 1953. En juillet 1959 l'URSS dénonce le traité sino-soviétique de 1957 sur « la technologie moderne de défense nationale », la Chine ayant refusé tout contrôle sur d'éventuelles livraisons d'armes atomiques soviétiques. Les Soviétiques sont soumis à une surenchère redoutable pour leur *leadership* sur le camp révolutionnaire, dès lors la réactivation de la question berlino-allemande peut être comprise comme une sorte de réflexe identitaire et un signal à l'égard des pays du bloc soviétique. Les relations se dégradent en 1959, lorsqu'il devient évident que Khrouchtchév recherche un *modus vivendi* avec l'« impérialisme » et il prêche à Pékin les mérites de la détente juste après son voyage aux États-Unis. Avec la rupture sino-soviétique, un champ nouveau s'ouvre à l'action diplomatique de Pékin, le Tiers Monde. L'autorité soviétique sur les pays communistes s'érode (cf. l'Albanie, la Corée du Nord, surtout). La déstalinisation est très mal reçue en Albanie, de même que la doctrine de la coexistence pacifique et, à la suite du XXIIe Congrès, en 1961, Hoxha (ou Hodja) décide de rompre avec le révisionnisme khrouchtchévien. De 1961 à 1978, l'Albanie se range derrière la Chine de Mao, en qui elle voit la véritable héritière du communisme stalinien et dont elle reçoit une aide (cf. 6e partie). Des diplomates chinois sont expulsés de Moscou pour propagande anti-soviétique, car la Chine critique, surtout après la crise de Cuba, le « capitulationnisme » de Khrouchtchév. En juillet 1960, c'est la rupture : l'URSS met fin à son aide économique et technique et retira brutalement ses conseillers ; les étudiants chinois sont expulsés d'URSS. Présent au XXe Congrès du PCUS en URSS en 1962, Zhou Enlai dépose ostensiblement une couronne sur la tombe de Staline. Les dirigeants chinois radicalisent leur discours, dénonçant le « révisionnisme » des Soviétiques ; ils les accusent d'avoir « trahi la Révolution mondiale ». En juillet 1963, la conférence sino-soviétique de Moscou, destinée à réduire les divergences entre les deux puissances, échoue.

□ L'évolution du système monétaire international

Le système continue à fonctionner globalement (certains pays n'ont, toutefois, toujours pas assuré la libre convertibilité de leur monnaie à un taux de change fixe) jusqu'en 1971. Les quotes-parts du FMI sont augmentées à quatre reprises (1958, 1964, 1969 et 1976). Les DTS (Droits de Tirage spéciaux) sont créés en 1969. Ce sont des crédits consentis par le

FMI, proportionnellement aux quotes-parts. Le dollar apparaît comme l'unité internationale de compte et devient le principal instrument de réserve des banques centrales, d'où la croissance vertigineuse des eurodollars dans les années 60 et 70, dollars détenus dans des banques européennes, parce que les banques n'ont pas aux États-Unis le droit de rémunérer les dépôts à court terme. La pratique de laisser ses dollars en Europe avait été inaugurée par l'URSS à la fin des années 50, car elle craignait qu'en cas de tension politique aigüe les États-Unis ne gèlent les avoirs soviétiques sur leur territoire comme ils l'avaient fait en 1941 à l'égard du Japon.

La balance des paiements américaine devient déficitaire à partir des années 50, mais il suffit pour les États-Unis de « créer de la monnaie nouvelle » pour alimenter leurs réserves. Cause essentielle : les engagements américains à l'extérieur et Eisenhower a tôt vu qu'un jour ces engagements grèveraient la monnaie américaine. En conséquence, la confiance dans le dollar est remise en cause. Les États-Unis et la plupart des pays européens mettent en place en 1962 le « pool de l'or », qui intervient pour consolider le système dans les années 60. La spéculation contre le dollar reprend en 1971 quand il devient patent que la balance commerciale américaine est elle aussi déficitaire. Et, en août 1971, la convertibilité en or du dollar est suspendue. La deuxième dévaluation américaine, en 1973, consacre la mort du système de Bretton Woods.

Mais si l'unification européenne est occidentale, le monde bipolaire de la Guerre froide est-il tout ? Faut-il forcément s' « aligner » ?

5E PARTIE. TIERS MONDE, CONSTRUCTION EUROPÉENNE ET MOYEN-ORIENT À L'ÉPOQUE DE LA GUERRE FROIDE. 1945-1962

L'époque de la Guerre froide voit aussi émerger le Tiers Monde, l'Europe se construire et les pays du Moyen-Orient se combattre.

Chapitre 20. LA NAISSANCE DU TIERS MONDE (AVANT 1962)

Les colonisés accèdent à l'indépendance et revendiquent un « nouvel ordre » par émergence d'un troisième ensemble, du Tiers Monde.

□ Nationalismes et indépendances

On l'a vu plus haut, déjà la première Guerre mondiale avait affaibli les puissances européennes et amené certains peuples colonisés au nationalisme. Les revers des puissances coloniales durant la Deuxième Guerre mondiale détruisent leur prestige outre-mer et renforcent les nationalismes. En Asie du Sud-Est, les Japonais ont humilié les colonisateurs blancs, détruit les institutions coloniales et suscité sinon encouragé l'affirmation des nationalismes. Aux Indes néerlandaises, ils suppriment les langues européennes et l'armature administrative, judiciaire et scolaire hollandaise ; Soekarno (ou Sukarno), chef du Parti national(iste) indonésien, est libéré et reçoit des responsabilités ; il proclame l'indépendance de la République d'Indonésie le 17 août 1945 (plus de détails plus loin). En Inde, Muhammad Ali Jinnah (1876-1948) fait en 1940 de la Ligue musulmane un parti de lutte prônant l'indépendance et la formation d'un État musulman indépendant, comportant les provinces du Nord-Ouest et du Nord-Est : les musulmans refusent de devenir une minorité dans une Inde qui serait dominée par les Indous. Gandhi et Nehru déclenchent en 1942 une campagne hostile à la domination britannique : *Quit India*. Ce sont des attaques d'installations ferroviaires et postales, de transports militaires ; un puissant mouvement de non-coopération se déclenche. La répression est très dure : Gandhi et Nehru sont arrêtés, des villages sont bombardés. En 1943-1944, une famine fait deux ou trois millions de morts dans le Nord-est et le Sud du pays.

Jawaharlal **Nehru** (1889-1964) est issu d'une famille européenisée de la haute caste des *brahmanes*, originaire du Cachemire (ce qui explique en partie l'intransigeance qu'il devait manifester toute sa vie à propos de cette province contestée entre Inde et Pakistan et annexée par l'Inde en 1956) ; il fait ses études en Angleterre (1905-1912) et est avocat à son retour en Inde. Compagnon de Gandhi depuis 1916, il lutte contre le colonialisme britannique et devient, en 1929, le président du Parti du Congrès, dont il représente l'aile gauche laïque et progressiste.

Plusieurs fois emprisonné, il est l'interlocuteur des Anglais lors des négociations d'indépendance et accepte la partition. Premier ministre jusqu'à sa mort (1947-1964), il maintient l'unité territoriale de l'Union indienne, consolide ses institutions politiques, entreprend son développement industriel et l'engage après la conférence de Bandoeng dans le non-alignement, en dépit d'une diplomatie assez proche de l'URSS (plus de détails : voir plus loin)

Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, le nationalisme arabe et l'islamisme ébranlent la domination européenne. En Algérie, les Européens sont très pro-Révolution Nationale, l'antisémitisme se développe (*cf.* l'abrogation décret Crémieux de 1870). Le débarquement de 1942 relance le nationalisme et il y a radicalisation générale de la situation algérienne à la fin de la guerre. L'année 1943 est un moment charnière. Au Maroc, Roosevelt affirme au sultan Sidi Mohammed (futur Mohammed V) vouloir aider le pays à retrouver son indépendance (janvier 1943). Les nationalistes forment le parti de l'*Istiqlâl* (« indépendance ») et réclament la fin du protectorat. L'arrestation de ses chefs entraîne des émeutes urbaines (40 morts marocains en février 1944) et étoffe les rangs nationalistes. En Tunisie, le bey Moncef prend la tête du mouvement national en juin 1942, mais il est déposé et exilé par les autorités françaises en mai 1943. Habib Bourguiba, chef du Néo-Destour, avocat, prend sa relève : fidèle à la France libre, il réclame cependant en novembre 1944 « l'autonomie interne de la nation tunisienne ». En Syrie et au Liban, les Britanniques encouragent la suppression des mandats français (décembre 1943). L'indépendance est effective en août 1945, et les derniers soldats français et britanniques les évacuent en 1946 (voir plus loin). En Afrique noire, le nationalisme ne revendique pas immédiatement la pleine indépendance mais un aménagement de la situation des colonies. Les leaders nationaux, tout en restant fidèles aux traditions africaines, sont familiers de la culture et des pratiques politiques européennes : Kwame N'Krumah au *Gold Coast* (Ghana), Nnamdi Azikiwe (1904-1996) au Nigeria, Senghor au Sénégal, Houphouët-Boigny (1905-1995) en Côte d'Ivoire.

Les États-Unis étaient opposés au maintien des empires coloniaux et retrouvent la tradition, bien connue, de la « prédication » anticolonialiste et la « mission » américaine. Surtout, au mois de mars 1943, le département d'État proposa une *Déclaration des Nations unies sur l'indépendance nationale*, qui prévoyait que toutes les puissances coloniales prendraient l'engagement d'amener progressivement leurs colonies à l'indépendance, en fixant même des dates pour celle-ci. Roosevelt pensait à des formes de tutelle internationale (*trusteeship*), mais la conférence de Yalta décida finalement que le *trusteeship* ne s'appliquera qu'aux territoires déjà sous mandat de la SDN ou détachés des États ennemis. Les États-Unis pensaient se servir de l'Afrique du Nord comme base de départ contre l'Europe occupée : une nuée d'agents et de diplomates s'y rua. Le débarquement de novembre 1942 engendra une très forte présence militaire. En principe l'administration américaine s'était engagée à respecter le *statu quo* colonial, mais ses agents appuyèrent en coulisse les nationalistes. En Algérie, les

Américains répandirent des milliers d'exemplaires de la *Charte de l'Atlantique*. Au Maroc, c'est Roosevelt lui-même qui fit briller aux yeux du sultan Sidi Mohammed (futur Mohammed V) la possibilité d'échapper au protectorat français (il le fit comprendre lors de la conférence d'Anfa-Casablanca, en janvier 1943). À partir de 1947, la Guerre froide modère les positions des Américains : il ne faut pas se couper des alliés occidentaux, qui sont aussi des puissances coloniales, mais ne pas abandonner pour autant les causes nationalistes, qui jouissent déjà d'un soutien soviétique ! Le revirement devient complet dans les années 50, à cause du communisme en Asie, de l'exemple des démocraties populaires. Désormais, les États-Unis se posent en conciliateurs dans le processus de décolonisation, tout en barrant la route à l'expansion communiste. Cette politique à double visage ne satisfait ni les Occidentaux, ni les peuples colonisés, déçus par la timidité des votes américains à l'ONU, lorsqu'il faut condamner les puissances coloniales. Les États-Unis « suspendent » leur politique de décolonisation et préfèrent la mobilisation générale des forces du monde libre. Les pays du Tiers Monde sont poussés dans les bras de l'URSS et les Américains vont payer très cher ce revirement.

Les puissances coloniales tentent d'aménager l'institution coloniale. La France libre veut conserver un Empire qui appuie son effort de guerre. Pour l'opinion publique et les mouvements de Résistance (*cf.* le programme du CNR), l'intégration reste l'idéal à atteindre : la décolonisation est impensable. Dans ses discours de Tunis et Constantine en 1943, de Gaulle promet une libéralisation pour l'après-guerre et esquisse le programme de la conférence de Brazzaville. Pour la conférence de Brazzaville (30 janvier - 8 février 1944), il s'agit de faire pièce à la *Charte de l'Atlantique* et de préparer la reprise en main de l'Indochine.

De Gaulle prononce le discours d'ouverture : « [...] l'occupation provisoire de la métropole par l'ennemi ne retire rien à la France en guerre de ses devoirs et de ses droits [...] il n'y aurait aucun progrès qui ne soit un progrès, si les hommes, sur leur terre natale, n'en profitaient pas moralement et matériellement, s'ils ne pouvaient s'élever peu à peu jusqu'au niveau où ils seront capables de participer chez eux à la gestion de leurs propres affaires. [...] il appartient à la nation française, et il n'appartient qu'à elle, de procéder, le moment venu, aux réformes impériales de structure qu'elle décidera dans sa souveraineté. [...] »

Quant à la Grande-Bretagne, elle adopte une attitude pragmatique, dans la foulée de l'expérience de l'entre-deux-guerres : indépendance des *dominions*, de l'Égypte et de l'Irak (ou *Iraq*). Il s'agit pour elle de conduire les peuples dépendants au *self-government* en préservant l'influence anglaise par des liens économiques. La première grande vague de décolonisation, malgré la longueur de la guerre d'Indochine et en raison du poids de l'empire des Indes, touche l'Asie. En 1945, seule la Thaïlande (Siam) est indépendante, mais en une décennie presque toutes les colonies d'Asie orientale et méridionale deviennent souveraines. Ce mouvement s'est nourri des fortes traditions culturelles et de l'« asiatisme », prise de conscience de la solidarité de peuples autrefois dispersés, unis dans une même opposition à la domination et à la civilisation européenne. Dès la capitulation du Japon et avant que le

colonisateur n'ait le temps de revenir, les nationalistes proclament l'indépendance de l'Indonésie néerlandaise (17 août 1945, Parti national indonésien) et de l'Indochine française (2 septembre 1945, voir plus haut). Les États-Unis, en raison de la promesse qu'ils avaient faite avant la guerre (voir plus haut) et de l'attitude de la population pendant la guerre, accordent le 4 juillet 1946 l'indépendance aux îles Philippines.

L'accession à l'indépendance des colonies de l'Empire britannique est d'abord celle de l'empire des Indes, dont nous avons vu l'évolution depuis 1919. Pendant la Seconde Guerre mondiale, les Britanniques avaient proposé aux Indiens la solution du *dominion*. Le parti du Congrès, mené par Gandhi et Nehru veut obtenir le statut de *dominion* immédiatement, pour prix du soutien de l'Inde à la Couronne britannique pendant la Deuxième Guerre mondiale, mais Churchill ne le promet que pour l'après-guerre. Après 1945, quelques mois seulement vont suffire aux Britanniques pour accorder son indépendance à l'Inde. C'est qu'au Royaume-Uni, malgré la très grande importance des intérêts en jeu, l'opinion publique est à peu près unanime à accepter le bon sens, l'inéluctable et à vouloir suivre la voie de la raison. Mais l'existence du *Commonwealth* offre un moyen terme entre l'abandon total et le maintien du *statu quo*, car il permet de conserver des liens commerciaux et monétaires avec l'ancien empire des Indes. Dès juillet 1945, le nouveau gouvernement travailliste, présidé par Attlee, entame des négociations. Celles-ci butent sur le problème, ancien, de l'antagonisme entre les deux communautés, islamique et hindouiste. Les musulmans, encadrés par la Ligue musulmane de Jinnah, réclament depuis 1940 au nom de l'unité de religion, la formation d'un État séparé, le *Pakistan*. Le parti du Congrès se montre au contraire favorable au maintien de l'unité indienne, dans laquelle les hindous seraient majoritaires. En 1946, un gouvernement provisoire est constitué, le poste de Premier Ministre étant confié à Nehru, les divergences sont insurmontables et pendant l'été 1946 éclatent de graves affrontements sanglants entre hindous et musulmans. Les Anglais décident en février 1947 de remettre très vite le pouvoir à « des mains indiennes ». Le gouvernement britannique charge en mars 1947 le vice-roi lord Mountbatten de transférer les responsabilités de l'Inde britannique aux Indiens. Il établit un plan de partage : Mountbatten est convaincu que la partition est inévitable, il est approuvé par Jinnah (bien sûr), par Nehru, mais pas par Gandhi. Son action aboutit au vote du *Bill* d'indépendance le 15 juillet 1947, à la proclamation de l'indépendance de l'Inde le 15 août et à la naissance de deux états indépendants : un *Pakistan*, mais éclaté en deux pays distants de 1 800 km, au Nord-Ouest de l'Inde et au nord du golfe du Bengale, et la République indienne, dirigée par Nehru, qui met en œuvre un socialisme modéré qu'on appellera la « voie indienne ». Les 600 « états princiers » sont eux aussi indépendants de la Grande-Bretagne, mais intègrent soit l'Union indienne soit le Pakistan. En contrepartie, les « princes » reçoivent la garantie de leurs titres et de leurs propriétés. Le Pakistan établit une capitale « unitaire » à Rawalpindi, avec un quartier spécialisé, Islamabad. L'indépendance débouche en fait sur une nouvelle vague d'affrontements, car il y a interpénétration géographique des communautés

(39 millions de musulmans dans l'Union indienne ; 13 millions d'hindous dans le Pakistan), ce qui provoque des exodes de population, qui concernent 12 à 15 millions de personnes et un déchaînement de violences : une multitude de viols, un million de morts en trois mois.

L'amiral Lord Louis **Mountbatten** avait été commandant des forces alliées dans le Sud-Est asiatique pendant la Deuxième Guerre mondiale. Dernier vice-roi des Indes, il devint en 1954 commandant des forces de l'OTAN en Méditerranée. À la retraite depuis 1965, il fut tué par un attentat dirigé contre lui par l'IRA en Irlande, en 1979.

Dès le 2 novembre 1947 éclate la première guerre indo-pakistanaise, à propos du Cachemire (état princier attribué à l'Inde), partagé *de facto* selon la ligne de cessez-le-feu du 1er janvier 1949. C'est dans ce contexte que des extrémistes assassinent Gandhi, à leurs yeux symbole de ce compromis inadmissible, le 30 janvier 1948. Les deux nouveaux états entrent dans le *Commonwealth*, dont le nom officiel de *British Commonwealth of Nations* est changé en supprimant l'adjectif. Un peu plus tard, l'allégeance à la Couronne sera supprimée, permettant d'accueillir des régimes républicains comme l'Inde. Le cas de l'île de Ceylan (Sri-Lanka) avait été disjoint : l'indépendance lui est accordée en décembre 1947. Le Royaume-Uni fait, de même, l'indépendance de la marge orientale de l'ancien empire, la Birmanie (janvier 1948), mais celle-ci refuse d'entrer dans le *Commonwealth*. Elle semble en effet, lors de son indépendance, « nationale », « bien délimitée » et riche. L'Inde réclame la cession des comptoirs français (Mahé, sur la côte Ouest, Karikal, Pondichéry, Yanaon et Chandernagor à l'Est), mais elle se heurte à la mauvaise volonté des gouvernements français successifs et les comptoirs ne font retour aux Indiens qu'après 1950. Ces Établissements français, qui auraient pu constituer des plates-formes naturelles d'expansion culturelle et commerciale, sont liquidés sans compensation, au terme d'un combat retardateur imposé par l'incapacité des gouvernements français à tourner la page ! Quant aux comptoirs portugais d'Inde (Goa, Diu, Damão), le Portugal de Salazar se montre encore plus anachronique que la France, refusant toute négociation, ce qui provoque une violente attaque armée par l'Inde le 17 décembre 1961 : le Portugal se résigne à la perte de « son Inde » en 1962. La Malaisie et Singapour (qui avaient toujours été hors de l'empire des Indes) posent d'autres problèmes : une diversité ethnique encore plus grande, un éclatement géographique (voir carte) et un Parti communiste malais, qui mène une guérilla de 1948 à 1954 contre les Britanniques. Celle-ci écrasée, le gouvernement britannique ouvre des négociations, qui aboutissent à deux indépendances (avec entrée dans le *Commonwealth*) : une Fédération malaise (août 1957) et Singapour (juin 1958), les deux états s'unissant brièvement, entre 1963 et 1965.

En Syrie et au Liban la France est déconsidérée : ses promesses de 1936 n'ont pas été tenues, il y a eu les combats de 1941, la démonstration de la suprématie britannique... Elle n'a plus les moyens d'une politique de force et la Grande-Bretagne conforte la Syrie et le Liban dans l'espérance d'une proche indépendance totale. Après avoir tenté de résister, de

Gaule accorde l'indépendance le 22 décembre 1943, mais les troupes françaises sont maintenues. La tension s'accroît en 1945 à cause du nationalisme arabe (international) : la Syrie et le Liban participent à la fondation de la Ligue arabe (22 mars 1945) et sont invités (avec l'accord de la France) à la conférence de San Francisco du 25 avril 1945 (voir plus haut). En Syrie et au Liban éclatent des manifestations anti-françaises, Paris envoie des troupes (mais il y a aussi envoi de troupes anglaises), de violents affrontements se produisent en mai 1945. Ils entraînent de vives réactions antifrançaises dans les capitales arabes. L'indépendance n'est effective qu'en août 1945. Elle est sanctionnée par le retrait simultané des troupes anglaises et françaises en 1946, avec confirmation de l'indépendance, mais sans traité d'amitié ou de coopération : c'est pour la France une première décolonisation, particulièrement humiliante !

Dans les Indes néerlandaises, Soekarno (1901-1970) a mis sur pied un gouvernement indépendantiste grâce à l'occupation japonaise et proclame le 17 août 1945 l'indépendance de la République d'Indonésie, ce qui rend impossible le rétablissement de l'ordre colonial néerlandais (à la différence de la situation de l'Indochine française). Des accords sont signés néanmoins en novembre 1946 : les Pays-Bas s'engagent à reconnaître l'indépendance des « États-Unis d'Indonésie », cet état (républicain) formera avec les Pays-Bas (une monarchie...) une « Union hollando-indonésienne », dirigée par la reine des Pays-Bas. Mais des groupes de pression néerlandais agissent contre cette solution et le gouvernement tente de reprendre par la force le contrôle de l'Indonésie. Il y a toute une série d'opérations militaires à partir de juillet 1947 : la petite armée néerlandaise occupe les villes principales et capture Soekarno. Ces opérations débouchent sur une guérilla ; les 140 000 soldats néerlandais (!) sont réduits à la défensive ; Ceylan, l'Inde et le Pakistan ferment leurs aérodromes aux appareils néerlandais, tandis que l'URSS accorde son soutien aux nationalistes indonésiens. De plus, les Pays-Bas sont condamnés par l'ONU et les États-Unis menacent de leur couper l'aide Marshall ! La Haye, par les accords d'août 1949, doit reconnaître l'indépendance à la date du 27 décembre 1949, avec maintien de l'« Union hollando-indonésienne ». Celle-ci ne fonctionne que théoriquement, elle est dénoncée formellement par l'Indonésie le 10 août 1954 et tous les liens sont alors coupés avec les Pays-Bas. Soekarno fait évoluer les « États-Unis d'Indonésie » dans un sens très centralisé ; il va jouer un rôle important dans le non-alignement (*cf.* Bandoeng, 1955), nationaliser les compagnies pétrolières, lutter contre les mouvements séparatistes, se faire reconnaître par les Pays-Bas la souveraineté sur la partie Ouest de la Nouvelle-Guinée (l'Irian) en août 1962, chercher à contrer par tous les moyens la Malaisie (et en particulier la Fédération de Malaisie, voir plus haut) et se rapprocher des communistes. Cette dernière attitude suscite un coup d'état militaire en 1965 contre Soekarno, avec un bain de sang à la clef.

□ La première guerre d'Indochine

L'indépendance de l'Indochine française s'inscrit dans le double contexte colonial et de la Guerre froide. C'est une guerre qui a lourdement pesé sur l'existence de la IVe République. Se manifestent d'abord les conséquences de la défaite française de 1940. Les Japonais occupent partiellement l'Indochine française, grâce à deux accords passés avec les représentants de Vichy, et font l'économie d'une occupation véritable. S'opèrent des annexions thaïlandaises, le Siam étant l'allié du Japon. Les 40 000 Français se rallient à la politique du Gouverneur général, l'amiral Decoux, engagé à fond dans la Révolution nationale ; il envisage même en 1942 une expédition contre la Nouvelle-Calédonie ! La France libre est très faible et ses émissaires sont sans véritable audience. Le Parti communiste indochinois (PCI) devient la principale force d'opposition (voir plus haut). Le 9 mars 1945, le Japon opère un brusque coup de force (voir plus haut) et l'Indochine subit évidemment les conséquences de la capitulation japonaise d'août 1945 (voir plus haut)

On a vu plus haut les débuts de la guerre d'Indochine et les opérations militaires jusqu'aux grandes défaites françaises de 1950. La France est contrainte d'abandonner Cao-Bang, Lang Son (où un énorme matériel est laissé, qui permet à Giap d'équiper cinq régiments !) et Lao-Kay. Deux conséquences, l'envoi de Jean de Lattre de Tassigny à la tête des forces françaises et l'accroissement de l'aide américaine (le 150e cargo américain d'armes et de munitions sera fêté en mai 1952) ; une mission d'assistance américaine s'installe dès le 24 février 1950 et un accroissement sera encore décidé le 18 juin 1952. Et pourtant l'armée française ne réussit pas à redresser la situation. Cette armée fait appel à des professionnels métropolitains, des engagés volontaires, à la Légion étrangère, à des troupes coloniales recrutées sur place ou venues d'Afrique, mais la France n'envoie pas le contingent. Elle compte 561 000 hommes en juin 1952 (les métropolitains étant minoritaires). L'armée française multiplie les évacuations (dont Hoa Binh en 1952), créant ainsi des « zones libérées », où le Viêt-minh installe un pouvoir de fait, partage les terres, dirige l'économie, etc.

La population métropolitaine est peu concernée ; à l'Assemblée nationale les débats sont rares ; plusieurs scandales secouent le monde politique de la IVe République : celui des piastres et celui des fuites.

Le taux de la **piastre** indochinoise, qui a été fixé à 17 FF en 1945, est surévalué. Dans toute l'Asie le taux effectif varie entre 7 et 10 FF. De vastes mouvements financiers circulaires s'opèrent : on achète des piastres au taux le plus bas, en Asie, on les introduit en Indochine puis on les « rapatrie » en métropole au taux officiel, on les convertit en dollars ou en francs, qui reviennent en Indochine après conversion en piastres. On peut doubler sa mise en une seule « rotation » et des sociétés commerciales, comme la Banque d'Indochine, ou des individus, se livrent à cette activité, dénoncée en 1953.

Un concept de « sale guerre » colle au visage de cette guerre, mais aussi à celui du régime. Enfin, les gouvernements français perçoivent la Chine de Mao à la fois comme une menace formidable et un espoir de solution : d'une part la France redoute le déferlement des « volontaires » chinois comme en Corée en 1950 (les Américains n'ont jamais formellement promis d'intervenir dans ce cas...), d'autre part ils nourrissent souvent l'illusion irréaliste (ou futuriste) que Pékin puisse alors renoncer au communisme pour s'industrialiser et commercer avec l'Occident !

Les deux dernières années de la guerre d'Indochine voient la constitution d'une « armée vietnamienne », en 1953, qui permet de faire baisser les effectifs français (au total, 470 000 hommes en mai 1954, dont 225 000 indigènes). Elles voient aussi l'« américanisation » considérable de la guerre, celle des décisions stratégiques essentielles, celle du financement (à 80 % américain en 1954). On pourrait dire qu'il n'y a donc eu qu'une seule guerre d'Indochine de 1946 à 1975, et non deux. Le roi Norodom Sihanouk (1922-2012), le roi du Laos et Bao Dai demandent à leur tour l'indépendance totale en 1953. L'année 1953 est aussi celle de l'infiltration Viêt-minh au Laos. Pour l'empêcher, et écraser le Viêt-minh (il s'agit de créer un « piège »), l'occupation de Diên Biên Phu par des parachutistes français est décidée et effectuée le 20 novembre 1953, sans écouter les conseils américains : la place est transformée en camp retranché. Le siège de Diên Biên Phu dure du 13 mars au 7 mai 1954. Après avoir hésité — les États-Unis sont décidés, après la fin de la Guerre de Corée, à un règlement de tous les conflits asiatiques — Washington refuse les raids aériens. La catastrophe de Diên Biên Phu débouche sur la Conférence de Genève, à cinq (France, Grande-Bretagne, États-Unis, URSS et Chine) du 26 avril au 21 juillet 1954. Dans une première phase, peu productive, elle concerne la Corée. Elle est menée du côté français par le gouvernement Laniel puis (après le 18 juin) par celui de Pierre Mendès France. Mendès décide d'assumer la charge des Affaires Étrangères, qui pour la première fois depuis 1946 échappe au MRP, et c'est lui qui dirige les négociations de Genève. Il lance son fameux pari : en ce qui concerne le problème indochinois, il s'engagea à aboutir dans un délai d'un mois.

Formule stupéfiante du « compte à rebours » : il s'agit de signifier que la France se refuse à un autre Pan Mun Jom. « Le gouvernement que je constituerai se fixera — et il fixera à nos adversaires — un délai de quatre semaines pour y parvenir. Nous sommes aujourd'hui le 17 juin. Je me présenterai devant vous avant le 20 juillet et je vous rendrai compte des résultats obtenus. Si aucune solution satisfaisante n'a pu aboutir à cette date, vous serez libérés du contrat qui nous aura liés et mon gouvernement remettra sa démission à M. le Président de la République. »

Depuis 1950, PMF avait développé toute une argumentation pour le désengagement d'Indochine : l'effort de guerre est un obstacle à une grande politique sociale en métropole ; il est impossible d'entretenir deux armées (en Asie et en Europe), or l'Europe,

c'est l'essentiel (l'anticommunisme de Pierre Mendès France était notoire) ; l'Asie est perdue, mais la France peut encore espérer conserver des positions en Afrique, cf. François Mitterrand en 1953 : « Quittons l'Indochine, afin de mieux conserver l'Afrique du Nord ». Les accords de Genève consistent en un cessez-le-feu ; la proclamation de l'indépendance totale et de la neutralité du Cambodge et du Laos ; *idem* pour le Viêt-nam, mais avec coupure du pays au 17^e parallèle et des élections générales dans les deux ans. Dans le même temps, Mendès lance une réelle menace de guerre à outrance, message sans ambages bien reçu : Ho Chi Minh, qui voulait aller jusqu'au 13^e parallèle, se contente du 17^e. L'opinion accueille le verdict de Genève avec soulagement et *Le Figaro* lui-même doit admettre que le chef de la délégation française y a été « un bon ouvrier du pays » ! Les accords de Genève sont approuvés par l'Assemblée nationale le 23 juillet 1954 : 462 contre 13, 134 abstentions, MRP pour la plupart. Pierre Mendès France a tout fait à Genève pour allonger le délai avant les élections générales au Viêt-nam (fixé à deux ans). Mendès France, sans les partager, connaissait les calculs américains visant à considérer les accords comme un chiffon de papier et à empêcher la réunification ; il a insisté pour repousser du 13^e au 17^e parallèle la limite, ce qui était un moyen d'augmenter la taille du Viêt Nam du Sud. Mendès France a orienté la diplomatie française vers le Viêt-nam du Sud (contre l'avis de Jean Sainteny, porte-parole à Hanoi, voir plus haut), gâchant l'occasion (souhaitée par Viêt-minh) de maintenir de bonnes relations avec le Viêt-nam du Nord. À ces ambiguïtés, il faut ajouter celle de la position de Saigon en 1954 : Ngô Dinh Diêm (1901-1963), catholique et pro-américain, chef du gouvernement de Bao Dai, proteste contre les accords, mais promet de ne pas utiliser la force contre leur application. Ajoutons aussi l'ambiguïté de la position des États-Unis, car les États-Unis, présents à Genève, refusent de contresigner les accords. La Guerre d'Indochine a été coûteuse en soldats : 90 000 morts ; les pertes civiles sont évaluées de 800 000 à 2 millions de personnes. La France, qui n'a jamais élaboré et n'élaborera jamais de plan d'avenir pour ses relations avec les pays d'Indochine, s'est alors totalement déchargée de ses responsabilités sur les États-Unis. Ceux-ci ne considèrent plus depuis longtemps la France comme une grande puissance ; maintenant leur religion est définitivement établie et les intérêts de la France et des États-Unis divergent de plus en plus.

La décolonisation en Asie catalyse les revendications des peuples dominés d'Afrique, qui aboutissent à la fin des années 50 et au début des années 60. La décolonisation en Asie est d'ailleurs un exemple, ainsi pour les anciens combattants maghrébins de l'armée « française » d'Indochine (voir plus haut). Le mouvement d'émancipation se nourrit de la volonté de rénovation de l'Islam, qui s'affirme depuis la fin du XIX^e siècle, puis du mythe de l'unité arabe. En Afrique noire, l'africanisme s'appuie sur le souvenir des cultures précoloniales, sans pour autant déboucher sur des nationalismes au sens européen, en raison de l'importance des divisions ethniques. L'indépendance de l'Afrique subsaharienne (noire) est retardée par le manque de cadres autochtones. L'Afrique noire anglaise s'émancipe la première. En 1945, le Congrès panafricain de Manchester avait exigé « pour l'Afrique noire l'autonomie et

l'indépendance ». L'impulsion vient désormais de la *Gold Coast* (Ghana) où Kwame N'Krumah lance une campagne de désobéissance civile (grèves, boycott) à partir de 1950, après avoir fondé en juin 1949 le Parti de la Convention du Peuple.

Instituteur, **Kwame N'Krumah** (1919-1972) s'était initié au panafricanisme aux États-Unis puis il avait organisé le premier Congrès panafricain à Manchester en 1945. Rentré en *Gold Coast*, il fonde la Convention, qui réclame l'indépendance immédiate. Emprisonné deux fois, il obtient l'indépendance en 1957 et devient le premier président du Ghana en 1960. N'Krumah se fait le champion et le théoricien du panafricanisme, conçu comme devant aboutir à l'indépendance de toutes les colonies d'Afrique dans le cadre d'États-Unis d'Afrique, non-alignés. Il est aussi le théoricien du socialisme africain. Partisan de l'action non-violente (il est le « Nehru africain ») il se prononce pour la fondation d'une « Union des Républiques socialistes de l'Afrique de l'Ouest » et il a beaucoup d'influence sur le congolais Lumumba. Importante figure du tiers-mondisme, il perd cependant le pouvoir en 1966 à cause de son autoritarisme et de ses échecs économiques.

La métropole accorde l'autonomie interne dès 1951, puis l'indépendance le 6 mars 1957 (dans le cadre du *Commonwealth*). Entre-temps, ce sont les Blancs qui émancipent de la Grande-Bretagne l'Afrique du Sud, provoquant la victoire électorale en 1948 du Parti national qui institue l'*apartheid*. Le concept, à base de « développement séparé », de hiérarchie et de territoires réservés, était apparu à la fin de la Seconde Guerre mondiale, dans un pays faisant désormais partie du bloc occidental. Mais les pressions de la communauté internationale, dans une Afrique en pleine décolonisation, allaient être multiples. Pretoria refuse en outre de remettre sous la tutelle de l'ONU le Sud-Ouest africain, son mandat de 1919. La rupture avec Londres se produit en 1960, avec exclusion du *Commonwealth*. Les pays du Tiers Monde, dont beaucoup de pays africains, demandent des sanctions diplomatiques et économiques contre l'Afrique du Sud. De 1960 à 1965, les autres colonies britanniques s'émancipent sans trop de heurts, sauf la Rhodésie du Sud et le Kenya. Ainsi, le Nyassaland est devenu indépendant le 6 juillet 1964, sous le nom de Malawi (capitale : Lilongwe), la Rhodésie du Nord le 24 octobre 1964, sous le nom de Zambie (Lusaka). En 1959, Kenneth Kaunda (né en 1924) y avait fondé l'UNIP (Parti uni pour l'Indépendance nationale), qui domine toute la vie du pays après l'indépendance. Le Bechuanaland devient indépendant le 30 septembre 1966, sous le nom de Botswana (capitale : Gaborone). En Rhodésie du Sud (actuellement Zimbabwe, capitale Harare), le Premier Ministre, chef de la minorité blanche, Ian Smith (1919-2007) proclame unilatéralement l'indépendance en novembre 1965 et installe un régime semblable à l'*apartheid* d'Afrique du Sud. Londres et la communauté internationale (notamment le groupe des 77 à l'ONU) refusent d'avaliser ce coup de force, mais les sanctions économiques et diplomatiques restent inefficaces en raison de l'aide de l'Afrique du Sud. Ian Smith proclame la République en 1970, une guérilla, soutenue par le Mozambique, se déclenche en 1972. Un accord est finalement signé par Ian Smith avec les opposants les plus modérés en 1978, un gouvernement multiracial est constitué en 1979, mais les élections de 1980 portent au pouvoir

Robert Mugabe (né en 1924), chef de l'aile radicale du mouvement nationaliste, qui proclame une véritable indépendance le 18 avril 1980. Au Kenya (capitale : Nairobi), la *Kenya African Union* (KAU), animée par Jomo Kenyatta (v. 1893-1978), réclame le droit des autochtones à récupérer leurs terres dès 1944. Éclate une grève des ouvriers agricoles Kikuyu des grandes fermes européennes des hauts plateaux en 1948. En 1952, les Britanniques doivent écraser la révolte des *Mau-Mau*, qui attaquaient les Européens, mais, bien que vainqueurs sur le terrain, après l'émancipation du Ghana, les Britanniques acceptent (1959) de négocier, en s'appuyant sur les modérés dont Jomo Kenyatta est le porte-parole. L'indépendance est accordée pour le 12 septembre 1963, Jomo Kenyatta devient Premier Ministre puis chef de l'État, dit « le sage », « le vieux ». L'Ouganda devient indépendant le 9 octobre 1962, le Tanganyika le 9 décembre 1961 ; en décembre 1963, la Grande-Bretagne accorde l'indépendance à Zanzibar ; il y a fusion le 26 avril 1964 du Tanganyika et de Zanzibar : la Tanzanie porte à sa présidence Julius Nyerere (1922-1999), qui avait fondé le 7 juillet 1954 le *Tanganyika African National Union* (*Tanu*), qui devient le parti unique et omniprésent. Dernière indépendance, celle de la Gambie le 18 février 1965, enclavée dans le Sénégal. Une éphémère confédération de Sénégalie existait en 1982.

L'indépendance des colonies britanniques réveille les nationalistes du Congo belge. En 1957, pour la première fois dans l'histoire de ce Congo, la population noire (15 millions d'habitants contre 116 000 Européens) est appelée à voter aux élections municipales. Le parti Abako de Joseph Kasa-Vubu (v. 1917-1969) obtient une victoire écrasante, avec deux idées fondamentales : la Belgique doit rester présente après l'indépendance (il veut donc l'autonomie interne) ; un État fédéral à 21 provinces. C'est une solution modérée, qui a les faveurs des Belges, mais elle se heurte à l'opposition du Mouvement national congolais (MNC) de Patrice Lumumba (1925-1961), hostile au maintien de liens avec la Belgique ainsi qu'à l'opposition des colons belges, qui s'appuient sur la Force publique, milice noire encadrée par des officiers belges. Des émeutes éclatent à Elisabethville et Léopoldville en 1958-1959. La Belgique reconnaît précipitamment le droit des Congolais à l'indépendance (13 janvier 1959), qui est hâtivement négociée et entre en application le 30 juin 1960. Le roi des Belges Baudouin vient lui-même la proclamer à Léopoldville. Le départ précipité des Belges crée l'anarchie dans un pays où les Congolais n'occupaient aucun poste de responsabilité. Et une véritable guerre civile éclate dès le 5 juillet 1960. Elle oppose Joseph Kasa-Vubu, Président de la République, chef de l'ethnie dominante Bakongo à Patrice Lumumba, Premier Ministre et chef du Mouvement national congolais, influencé par le marxisme et N'Krumah (il veut un État unitaire). Profitant de l'anarchie (qui a fait éclater la Force publique et provoque la sécession de plusieurs provinces), la Compagnie minière du Haut-Katanga, qui exploite les mines de cuivre, d'uranium et de diamants de cette région orientale, soutient la sécession katangaise dirigée par Moïse Tshombé (1919-1969) et finance une petite armée de mercenaires étrangers. La situation géographique et la richesse du pays expliquent l'internationalisation du conflit : Lumumba demande l'aide soviétique ; Joseph Kasa-Vubu demande l'aide de l'ONU et les États-Unis

interviennent tôt et lourdement. Les Katangais abattent Lumumba (arrêté en décembre 1960) dans des conditions atroces le 17 janvier 1961. L'ONU déploie 20 000 « Casques bleus » — c'est la première fois qu'une telle armée internationale est mise sur pied (voir plus haut) — entre 1961 et 1963, pour restaurer l'unité et surtout empêcher l'URSS d'intervenir au cœur du continent africain. En réalité, les six anciennes provinces sont morcelées en 21, multipliant ainsi les centres de pouvoir ; en 1964, les troubles redoublent de violence. Finalement, le jeune officier Joseph-Désiré Mobutu (1930-1997) fait un coup d'État le 24 novembre 1965, signal du retour de l'ordre et début d'une longue dictature impitoyable. Le pays est rebaptisé Zaïre en 1967, les noms de villes sont africanisés, le Katanga devient le Shaba. Quant au territoire sous tutelle belge du Ruanda-Urundi, il devient indépendant le 1er juillet 1962 sous la double forme du Rwanda et du Burundi (capitales : Kigali et Bujumbura).

Une demi-douzaine de conditions expliquent la politique française en Afrique noire : le protonationalisme de l'entre-deux-guerres, la réhabilitation du « monde nègre » dans l'entre-deux-guerres, l'affirmation de la « négritude » après 1939, la force du courant assimilationniste en France, l'importance relative du nombre des « évolués » (terme officiel désignant les Africains scolarisés en français), l'engagement dans la guerre mondiale de l'Afrique noire tout entière, la conférence de Brazzaville (voir plus haut), l'évolution très rapide de la société africaine et enfin l'influence du Proche-Orient pour les musulmans. Les réformes de la Libération ne sont pas négligeables : la liberté de la presse (1945), la liberté d'association et de réunion, l'abolition du travail forcé et l'extension de la citoyenneté française à la Libération. La vie politique se développe en Afrique noire entre 1944 et 1956 : d'abord la presse, puis les partis politiques sénégalais, puis les partis dans les autres territoires, dont le Parti démocratique de la Côte-d'Ivoire (du Dr Félix Houphouët-Boigny, 1905-1993, à la fois médecin, riche planteur et chef coutumier), en 1946, et le Rassemblement démocratique africain (RDA), la même année. Ce dernier entend rassembler tous les partis de l'Afrique occidentale française (AOF). La France pratique ici d'abord une politique très libérale, augmentant le nombre des électeurs, puis, le Rassemblement démocratique africain s'alignant sur le PCF, elle suscite des partis rivaux, avant une période de répression contre le RDA. Le Rassemblement démocratique africain, à l'instigation de la France, rompt avec le PCF ; la France l'aide, à la condition qu'il reste un parti de cadres, dirigé par Houphouët-Boigny. Subsistent d'autres partis, comme les Indépendants d'Outre-Mer (IOM), de Senghor, qui soutiennent l'idée d'une République fédérale d'Afrique, liée à une République fédérale franco-africaine. Les gouvernements de la IVe République comptent de nombreux ministres originaires d'Afrique noire, par exemple le gouvernement Mendès France a trois ministres africains, leaders des IOM, dont Senghor ; le gouvernement Guy Mollet de 1956 compte dans ses rangs, comme ministre délégué, Houphouët-Boigny. Les débuts de la décolonisation à la française se manifestent surtout en Afrique noire, à cause de la transformation de l'Afrique centrale britannique, des troubles en Afrique du Nord, de la défaite en Indochine, de l'intervention de l'ONU, des succès

du RDA aux élections, de la victoire du Front républicain aux législatives métropolitaines de 1956, de l'indépendance du Maroc et de la Tunisie la même année. Il faut ajouter l'indépendance des états sous tutelle de la France, Togo et Cameroun. Au Togo, il y a élargissement des attributions de l'assemblée territoriale (1955), puis proclamation de l'autonomie interne d'une République togolaise (30 août 1956). En septembre 1958, l'indépendance est promise pour 1960. Elle se fait le 24 avril 1960, sans rattachement de la partie anglaise de l'ancien Togo allemand. Au Cameroun, il y a une longue insurrection armée menée à partir de 1948 par l'Union des populations camerounaises (UPC) : c'est le seul cas dans l'Afrique noire française. Le Cameroun obtient son autonomie en 1957. L'indépendance est promise en octobre 1958 pour 1960. Elle se fait le 1er janvier 1960 avec rattachement du Sud de la partie britannique de l'ancien Cameroun allemand (le Nord est rattaché au Nigeria). Forme capitale de la décolonisation à la française, la « loi-cadre » présentée par Gaston Defferre (1910-1986), ministre de la France d'Outre-Mer, au parlement, qui l'approuve (23 juin 1956). Suffrage universel et collège unique sont étendus à tous les territoires d'Afrique et à Madagascar, les pouvoirs des assemblées territoriales sont étendus ; la France s'engage à favoriser le progrès économique et social. La loi autorise le gouvernement à mettre en œuvre des réformes, par voie de décrets ; ceux-ci sont nombreux en 1956 et 1957 : création d'assemblées locales, de conseils de gouvernement ayant réellement pouvoir exécutif, bien que les Affaires étrangères et la Défense restent du domaine de la France. La loi Defferre a donc joué un rôle considérable dans la marche à l'indépendance (en 1958 ou en 1960). Les Africains veulent aller plus loin que la loi-cadre, c'est-à-dire à l'indépendance totale, sous la forme soit de grands États (ex-AOF et AEF), c'est la position de Senghor, soit de la « balkanisation », c'est ce que veut Houphouët-Boigny.

De Gaulle, revenu au pouvoir en 1958, veut régler la question algérienne, mais dans quel sens ? Il y a des témoignages contradictoires, et de Gaulle a-t-il une position arrêtée en 1958 ? En tout cas, il veut libéraliser le vieux cadre de l'Union française en une Communauté. Toutefois, la Communauté va très vite se disloquer, bien avant l'indépendance de l'Algérie. D'autre part, de Gaulle ne réussit pas à faire accepter sa formule d'État algérien bâti en association avec la France, et il doit se décider à désengager la France de l'Algérie... La Communauté est proposée avec le référendum constitutionnel de septembre 1958 (soumis aux métropolitains et aux colonisés). Si le « non » l'emporte, l'indépendance sera immédiate. Il y aura un seul cas, la Guinée de Sekou Touré (95 % de « non »), qui envisageait d'ailleurs une indépendance avec maintien de liens avec la France, ce que de Gaulle refusera toujours, soumettant la Guinée à une mise en quarantaine ! Partout ailleurs, le pourcentage de « oui » dépasse les 90 % (sauf au Niger, 78 %, comme en métropole !). Quelle est la nature de la Communauté ? Elle est copiée sur le *Commonwealth*, mais avec moins d'autonomie. Les états s'administrent librement — c'est l'« indépendance interne », dans l'esprit de la loi-cadre de 1956 — en dehors du domaine de compétence de la Communauté, c'est-à-dire la politique

étrangère, la défense, la monnaie, la politique économique et financière, l'enseignement supérieur, etc., ce qui fait quand même beaucoup ! Et le rôle majeur échoit au président de la Communauté, c'est-à-dire au président de la République française.

Les mots sont importants. Le « fédéralisme » est réclamé par les leaders africains depuis 1957, mais le terme de « communauté » (proposé par le malgache Philibert Tsiranana, 1910-1978) est adopté pour ne pas avoir à choisir entre ceux de « fédération » et de « confédération ».

Les assemblées territoriales de tous les « territoires d'outre-mer » — au sens large : seuls ne sont pas concernés les départements d'outre-mer — doivent se prononcer entre trois statuts : devenir membre de la Communauté (presque toutes le choisirent), devenir département d'outre-mer au sens de la loi de 1946 (aucune ne le fit), devenir territoire d'outre-mer (TOM *stricto sensu*). Ce fut le cas de la Côte française des Somalis, de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française, de Saint-Pierre et Miquelon, soit quatre territoires, auxquels s'ajouteront par la suite les Terres australes et antarctiques françaises (TAAF) et les îles Wallis et Futuna, qui avaient un autre statut, comme les Comores, qui proclameront unilatéralement le 6 juillet 1975 leur indépendance, reconnue par la France en 1978, sauf pour Mayotte. La Côte française des Somalis (le nom avait été changé entre-temps en Territoire français des Afars et des Issas) deviendra indépendante le 27 juin 1977 sous le nom de République de Djibouti. Saint-Pierre et Miquelon est devenu un DOM en 1976. Mais la comparaison est très facile avec les autres pays africains devenant totalement indépendants : dès 1959 la Communauté est remise en question, par désir d'indépendance. En conséquence, en 1960, tous les pays de la Communauté obtiennent leur indépendance avec maintien d'accords de « coopération », tous bilatéraux ; en même temps, le Togo et le Cameroun (anciens mandats devenus territoires « sous tutelle ») deviennent indépendants (le premier : le Cameroun le 1er janvier 1960). L'admission de tous ces pays à l'ONU est prononcée (le dernier : la Mauritanie) : la Communauté n'est plus qu'un cadre juridique vide. Indirectement c'est la balkanisation (par disparition de l'AOF et de l'AEF) ; les frontières sont les frontières coloniales, faute de mieux, mais c'est léguer au XXI^e siècle africain un problème épineux.

La plus grande colonie britannique de l'Afrique occidentale devient indépendante le 1er octobre 1960 ; le **Nigeria** est une fédération, dominée politiquement par les Haoussas et les Peuls, musulmans, du Nord. Au Sud-Est, les Ibos, chrétiens, qui habitent en majorité le **Biafra**, supportent mal cette domination et la répression exercée à la suite de l'assassinat du Premier Ministre en janvier 1966. La tension contre le chef de l'État, le général Yakubu Gowon, né en 1934, un Haoussa, aboutit à la déclaration de l'indépendance du Biafra, le 30 mai 1967. Il s'ensuit une guerre civile, d'autant que le Biafra est riche en pétrole, ce qui provoque les interventions de compagnies pétrolières et de grandes puissances. Le gouvernement fédéral est soutenu par les États-Unis, l'URSS, la Grande-Bretagne et les compagnies pétrolières anglo-saxonnes, ainsi que les chefs d'État africains, appliquant la charte de l'OUA (*cf.* 6e partie) édictant le respect des frontières coloniales, et le secrétaire général de l'ONU. Mais la France, la Chine et quelques pays africains soutiennent le Biafra et lui envoient des armes, depuis la Côte-d'Ivoire et le Gabon. C'est au cours de ce conflit que naît l'idée d'intervention humanitaire,

par suite du grand nombre de victimes civiles dues au blocus. Notons que la capitulation du Biafra n'est suivie d'aucun génocide des Ibos, mais au contraire par une politique de réconciliation nationale et une redéfinition des relations entre le pouvoir central et les différents groupes ethniques du pays.

Premier pays colonisateur, au XVe siècle, le Portugal est également le dernier à quitter l'Afrique. Témoins de sa grandeur passée, les colonies de l'Afrique portugaise (Mozambique, Angola, Guinée-Bissau et îles du Cap-Vert) sont considérées par le Portugal comme partie intégrante du territoire national. L'armée résiste assez bien aux mouvements nationalistes, soutenus par l'URSS (Frelimo au Mozambique, MPLA en Angola) ou les Occidentaux (Unita et FLNA en Angola), mais la métropole s'épuise, le service militaire est très long et les opérations brutalement inhumaines sont nombreuses et traumatisantes.

Le Front de Libération du Mozambique est fondé 1964 par Eduardo Mondlane (1920-1969), qui avait été professeur de sociologie à l'Université américaine de Syracuse (NY), tué en 1969 et remplacé par Samora Machel (1933-1986). Le **Mouvement populaire de Libération de l'Angola** est fondé dans la clandestinité en 1956. Agostinho Neto (1922-1979) est son chef.

D'autre part, le 12 octobre 1968, l'Espagne accorde l'indépendance à sa Guinée (équatoriale). Et au Portugal la révolution des œillets (25 avril 1974) met fin à la fois à la dictature et aux guerres coloniales. La Guinée portugaise devient indépendante le 24 septembre 1974, le Mozambique le 25 juin 1975, le Cap Vert le 5 juillet 1975, l'Angola le 11 octobre 1975. Devenus indépendants, les anciens territoires portugais sont pris entre les deux blocs et connaissent la guerre civile jusqu'au début des années 70.

Le sultan du Maroc a pris position sans ambiguïté pour la France pendant la Seconde Guerre mondiale, mais pèsent sur l'opinion marocaine le souvenir du débarquement et de la puissance américaine, celui des graves émeutes de 1944, ainsi que l'exemple syrien et libanais (voir plus haut). Les nationalistes marocains, jusque-là divisés, s'unirent en un parti, l'*Istiqlâl* (« indépendance »), dirigé par Ahmed Balafrej (1908-1990) et qui rédige un manifeste exigeant l'indépendance (11 janvier 1944). Le sultan Sidi Mohammed continue à demander une révision du régime du protectorat ; il remet un mémorandum le 14 mars 1952, il est soutenu par l'*Istiqlâl*. La droite française essaie d'utiliser contre lui Si Thami el-Glaoui, le pacha de Marrakech, qui avait toujours joué la carte française, et jouissait, en retour, d'une liberté d'action « féodale » dans le Sud marocain. Des incidents sanglants éclatent en pays berbère en avril 1952, des émeutes à Casablanca en décembre. Finalement, la France fait procéder en août 1953 à la déposition du sultan par le général Augustin Guillaume (1895-1983), résident général depuis août 1951. Il est remplacé par son cousin Mohammed ben Arafa (1886-1976), dont on attend plus de complaisance. La résistance est maintenant celle d'un Maroc sans souverain légitime. La déposition de Sidi Mohammed provoque de nombreux troubles, le terrorisme et la flambée de violence du 20 août 1955 (comme en Algérie). La « Résidence » est impuissante à mettre en œuvre des réformes et Ben Arafa est à l'évidence un monarque fantoche. Le

Président du Conseil Pinay signe avec le sultan, à La Celle-Saint-Cloud (dans la banlieue parisienne) le 6 novembre 1955, un accord qui prévoit l'ouverture de négociations : le gouvernement français se décide à rétablir le sultan sur le trône et à négocier de façon à faire accéder le Maroc à l'indépendance. Quant au Glaoui, il fait sa soumission. Les négociations sont ouvertes le 15 février 1956. Elles aboutissent le 2 mars 1956 à la proclamation de l'indépendance du Maroc. Pris de court, les Espagnols renoncent en avril 1956 à leur zone de protectorat (au Nord), sauf les *presides* de Ceuta et Melilla (qu'ils ont toujours à l'heure actuelle). Les puissances garantes du statut international de Tanger y renoncent aussi, en octobre 1956. La rapidité avec laquelle le gouvernement français a reconnu l'indépendance, sans insister sur les liens d'interdépendance, s'explique seulement par la guerre d'Algérie. Enfin, le sultan Sidi Mohammed prend le 15 août 1957 le titre de roi Mohammed V.

Nous avons vu plus haut Bourguiba, le Néo-Destour et l'UGTT au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Bourguiba revient en Tunisie le 8 septembre 1949. Il propose des réformes ; de son côté, en 1949-1950, le gouvernement français en propose d'autres, qui sont toutes jugées insuffisantes par les Tunisiens et excessives par les Français de la Régence, mais l'indépendance de la Libye voisine est proclamée en 1951 (voir plus haut). Résident de France, Jean de Hauteclocque (1893-1957, cousin du maréchal Leclerc), qui était arrivé à Tunis sur un bateau de guerre, fait arrêter le premier ministre M'hamed Chenik (1889-1976) le 26 mars 1952, sans prévenir le gouvernement français ! Bourguiba est assigné à résidence hors de Tunis, la répression est accentuée et les nationalistes essaient d'obtenir l'inscription de la question tunisienne à l'ordre du jour de l'ONU, ce à quoi ils parviennent en octobre 1952. Alors qu'il négociait en Suisse avec le Viêt-minh, Mendès avait pris contact avec des représentants du mouvement indépendantiste tunisien, le néo-Destour, et il fit connaître son désir d'ouvrir un véritable dialogue. Entre le représentant de PMF, Alain Savary (1918-1988), et Bourguiba furent négociées les modalités de ce qui allait constituer les accords de Carthage : reconnaissance de l'autonomie interne qui se doublait du principe de la prise en charge par étapes des responsabilités ; formation d'un gouvernement représentatif avec la participation de toutes les tendances de la vie politique tunisienne, et donc du néo-Destour ; enfin association de la France et de la Tunisie sur le plan de la politique étrangère et de la défense. Toute la négociation fut entourée du plus grand secret, personne (en Tunisie, même le Résident Général de France) ne fut tenu au courant. Cela permit au Président du Conseil de jouer sur l'effet de surprise. Sans prévenir les administrations, il décida de venir à Tunis en personne, le 31 juillet pour annoncer les grandes lignes de son plan. Le voyage de Mendès à Tunis et son discours de Carthage, le 31 juillet 1954, en présence du Bey et des principaux notables tunisiens, fut un véritable coup de tonnerre. Chez les Européens la stupeur bloqua toute réaction. Le monde arabe attendait maintenant celle de Bourguiba, car peu de personnes savaient que les termes de l'accord avaient été négociés avec lui : le chef tunisien fit connaître son accord, tout en rappelant que l'objectif restait bien l'indépendance. Dès lors, les négociations pouvaient

s'ouvrir dans un nouveau climat et en quelques mois c'était, là aussi, la fin des combats. Il fallut la mise en place d'un long processus pour que la Tunisie obtienne son indépendance totale. Des négociations furent menées entre le successeur de PMF, Edgar Faure (1908-1988) et Bourguiba ; elles aboutirent à l'autonomie interne en mai 1955 et au retour triomphal de Bourguiba à Tunis le 1er juin 1955. Le retour d'exil du sultan du Maroc détermine le gouvernement français à promettre l'indépendance au Maroc (voir plus haut) ; la Tunisie la demande, elle obtient (20 mars 1956) l'abrogation du traité du Bardo du 12 mai 1881 et l'indépendance. En juin 1956, l'indépendance de la Tunisie est totale. Lamine Bey (1881-1962) est déposé et la République proclamée. Bourguiba, le « Combattant suprême », devient président de la République tunisienne en 1957. Le conflit algérien terminé, il se rapproche de la France et entreprend la modernisation économique et la laïcisation de la société (l'égalité des droits pour les femmes avait été proclamée dès 1957). En 1987 il sera écarté du pouvoir par le général Zine el-Abidine Ben Ali. Il est mort en 2000.

□ Les débuts de la guerre d'Algérie (1954-1959)

Faute de place dans cet ouvrage il ne sera pas développé ce qui ne concerne pas directement les relations internationales. L'insurrection du 1er novembre 1954 n'est nullement le produit d'une poussée de nationalisme populaire, et en ce sens l'histoire du mouvement national algérien est très différente de celle de la Tunisie et du Maroc. L'insurrection découle de la volonté de quelques hommes décidés, à l'heure où Diên Biên Phu sonne le glas de la domination coloniale française. Le Comité Révolutionnaire pour l'Unité et l'Action, le CRUA, est fondé en mars 1954, il veut jeter les bases d'une insurrection. En octobre, il est remplacé par un parti, le FLN, Front de Libération nationale, doté d'une armée, l'ALN. Le jour de l'insurrection est fixé au 1er novembre. Il est marqué par environ 70 attentats, surtout dans le département de Constantine (les expressions de « Toussaint rouge » ou « tragique » sont postérieures). L'insurrection provoque une surprise totale dans l'opinion et chez les responsables de l'ordre, qui réagissent de façon désordonnée et brutale. Elle provoque la fermeté « jacobine » du gouvernement Mendès France, cf. Mitterrand : « L'Algérie, c'est la France... ». Les débuts de Jacques Soustelle (1912-1990) comme Gouverneur général de l'Algérie sont marqués par la brusque recrudescence, en mars 1955, du terrorisme dans les Aurès, et son extension à la Kabylie et au Nord-Constantinois, ce qui conduit Soustelle à porter simultanément ses efforts sur le terrain militaire. Cependant il n'y a pas état de siège, mais « état d'urgence » (loi du 3 avril 1955) : renforcement des pouvoirs de police des autorités civiles, transfert de la connaissance et de la répression des crimes et des délits à l'autorité militaire. Soustelle se forge une doctrine, l'intégration : appartenance à la France, mais reconnaissance de l'originalité de l'Algérie, ce n'est donc pas tout à fait l'« assimilation » d'autrefois. Mais au même moment (en avril) a lieu la conférence de Bandoeng : l'anachronisme règnera-t-il ? Jacques Chevallier (1911-1971), maire d'Alger, et avec lui un certain capitalisme

algérien dégagé des structures coloniales, semble avoir misé assez vite sur une Algérie indépendante dans laquelle il aurait pu jouer un rôle actif entre les deux communautés. Le 20 août 1955 éclate une explosion de violence dans le Constantinois, qui ressemble à celle de 1945. Elle entraîne une répression ample, qui coupe définitivement les deux communautés : les Européens, horrifiés, se dressent désormais en bloc contre les Musulmans, pour eux le FLN signifie le massacre ; les Musulmans basculent, à cause de la répression, dans le camp FLN. Elle fait virer les modérés musulmans vers le désir d'indépendance. Mais les « messalistes » mettent en place des maquis distincts et se dotent d'un nouveau parti, le MNA (Mouvement National Algérien). L'état d'urgence est étendu à toute l'Algérie, cependant l'insurrection se répand, les attentats se multiplient, l'ALN s'améliore, la direction de la rébellion se renouvelle, à cause des arrestations et des morts. La même année 1955 voit le succès international du FLN. Il dispose du soutien de la Ligue Arabe, créée dix ans plus tôt (*cf.* la radio « La Voix des Arabes » au Caire) et des « Afro-Asiatiques » à l'ONU. Il envoie trois observateurs à la conférence de Bandoeng (avril 1955), obtient l'inscription de la question algérienne en septembre 1955 à l'ONU.

Au cours de la campagne électorale de 1956, le Front républicain se démarque de l'intégration : Mendès France présente un programme de réformes avec un calendrier, Guy Mollet évoque à plusieurs reprises la « guerre imbécile et sans issue », le programme de la SFIO la nécessité de « dégager des éléments représentatifs algériens avec lesquels seront discutés les futurs rapports entre la France et l'Algérie ». Et le corps électoral, le 2 janvier 1956, semble approuver. Les rappels de réservistes en 1956 et l'allongement du service militaire à 27 mois font que les effectifs doublent de janvier (200 000 h) à juillet (400 000 h) 1956. Ils monteront à 450 000 h fin 1957, chiffre qui restera pratiquement stable jusqu'à la fin de la guerre. Ces effectifs permettent le « quadrillage » mais provoquent de vifs mouvements de protestation en métropole, dès l'automne 1955, puis au printemps 1956. À partir de juillet 1956, quelques dizaines de soldats refusent de porter les armes. Au début ils sont tous communistes, puis apparaissent des chrétiens, clercs ou laïcs. L'armée est invitée à édifier une Algérie nouvelle, ce qui va bientôt en faire la principale force politique du pays. Certains éléments de l'armée, instruits par l'expérience de la guerre subversive en Indochine, sont conduits à mettre en place les instruments et les techniques de l'action psychologique. L'armée prépare une guerre de grande ampleur, par transfert massif de matériel depuis les unités de type OTAN, par des achats aux États-Unis et par le remaniement du commandement : la France prend en Algérie une orientation guerrière, en contradiction avec la campagne électorale du Front républicain, ce qui provoque le malaise au sein de la SFIO et la démission de Mendès France le 23 mai 1956. Toutefois le gouvernement français prend des contacts discrets avec les « rebelles » du FLN, ce qui est la reconnaissance implicite du caractère représentatif de celui-ci, à partir du printemps 1956. Mais ces rencontres échouent, à cause du détournement de l'avion marocain transportant quatre chefs historiques du FLN le 22 octobre 1956, opération couverte par le secrétaire d'État à la Guerre Max Lejeune (1909-1995), mais à l'insu du Président du Conseil,

qui n'ose pas désavouer malgré l'inconséquence grave du geste. Cet échec renforce la tendance dure du FLN intérieur au détriment des diplomates de l'extérieur : la porte de la négociation est fermée pour longtemps, la Guerre d'Algérie va durer encore bien des années, et la France devra accorder en 1962 bien plus qu'il ne lui aurait été demandé en 1956 si les négociations de l'été avaient été menées à leur terme. À l'automne survient la crise de Suez (octobre 1956, voir plus loin), qui marque la volonté française de protéger Israël, et surtout d'atteindre le FLN dans son sanctuaire. Elle montre le « complexe de Munich » de la France et ses résultats sont simples : la France est déconsidérée, disqualifiée, surtout dans le Tiers Monde, beaucoup d'officiers, pleins de « rage rentrée », croient à la trahison des hommes politiques. La politique algérienne en 1956-1957, ce sont aussi des mutations et des tensions au sein des partis politiques. D'une part, les ralliements au FLN consécutifs au 20 août 1955 deviennent effectifs en 1956. Dissous le 13 septembre 1955, le Parti communiste algérien (PCA), réduit à la clandestinité, n'entend pas rejoindre les rangs du FLN, et crée en mars 1956 ses propres maquis, pourchassés par l'armée française. La discorde entre Algériens va tragiquement loin : le FLN en mai 1957 massacre un village suspecté de sympathies MNA, des maquisards MNA se battent en 1957-1958 contre l'ALN, mais ils sont considérés comme peu sûrs par l'armée française et « liquidés » par les parachutistes en juillet 1958 ! À cette date, le MNA, qui aurait pu en 1957 constituer une solution transactionnelle possible, est discrédité et pratiquement décimé en Algérie, notamment par les raids punitifs de l'ALN : la partie est gagnée par le FLN, au prix de milliers de morts. C'est un des épisodes les plus tragiques de l'histoire du nationalisme algérien.

Quel est l'écho international en 1956-1957 ? L'URSS est prudente jusqu'en 1958 et l'aide militaire du camp oriental provient de Tchécoslovaquie. Le FLN cherche à faire vibrer la corde anticolonialiste de la nation américaine. Il rencontre des sympathies au sein du Tiers Monde, actives de la part du Maroc et de la Tunisie, à cause du mythe de l'unité du Maghreb, que l'on verra reflourir de temps à autre jusqu'au début du XXI^e siècle. Mohammed V et Bourguiba peuvent ainsi donner des gages à leur opposition de gauche, et ils caressent des espoirs de droit de regard sur l'évolution du FLN et d'un éventuel partage du Sahara. Deux conséquences importantes : l'entretien de camps de réfugiés et les risques d'une co-belligérance de fait, d'autant plus que des camps d'entraînement existent chez les deux voisins de l'Algérie. Politique toujours, le Congrès de la Soummam (20 août-19 septembre 1956) élabore une plate-forme politique, à tonalité révolutionnaire (blanquiste), au populisme politiquement révolutionnaire et socialement conservateur. Il réorganise l'ALN sur le modèle d'une armée régulière ; le territoire algérien est découpé en six *wilaya* ; la direction suprême de la lutte révolutionnaire est donnée au CNRA (Conseil national de la Révolution algérienne). Le Congrès marque les victoires des combattants de l'intérieur sur les diplomates de l'extérieur, des intellectuels politisés sur les soldats-paysans ALN (les *Fellagha*), des Kabyles sur les Arabes. La fin de l'année 1955 et les premiers mois de 1956 avaient été marqués par une brusque

recrudescence du terrorisme et par une extension géographique de la rébellion à la zone oranaise, à l'Ouest, jusqu'alors à peu près totalement épargnée. Cette double poussée va conférer pour un temps une réelle supériorité militaire au FLN. L'année 1956 est donc globalement favorable à l'ALN qui détient l'initiative sur l'ensemble du territoire (Sahara exclu) et exerce une pression constante sur les populations. Non que l'armée française ne marque des points : à partir de l'été le quadrillage commence à porter ses fruits et, de janvier à septembre 1957, a lieu la Bataille d'Alger. Dans la capitale s'était produite une succession d'attentats terroristes et le FLN appelle au début de janvier 1957 à la grève générale de la population musulmane. Incapable de maîtriser le terrorisme urbain, le ministre résidant Robert Lacoste (1898-1989) décide de faire appel à l'armée. Le préfet d'Alger délègue le 7 janvier 1957 ses pouvoirs de police dans la zone d'Alger au général Jacques Massu (1908-2002), commandant la 10e Division parachutiste, qui entreprend le quadrillage de la ville et se livre à la recherche systématique du renseignement. Fin victorieuse, mais à quel prix ? En tout cas cela vaut une immense popularité aux « paras » auprès des Européens, le bilan est lourd pour le FLN et ce n'est pas avant plusieurs années qu'il parviendra à mobiliser la population musulmane d'Alger ; enfin, c'est la mise en cause de la légitimité de la guerre en métropole : une victoire à la Pyrrhus, d'une certaine façon... L'évolution des forces militaires en 1957 est défavorable au FLN, avec une armée française mieux aguerrie, mieux équipée et grossie de soldats « indigènes » (dits « harkis » *lato sensu*, 88 000 h au 1er mai 1958), et un barrage à la frontière tunisienne, à partir de l'été 1957. D'où la nécessaire recherche d'un deuxième souffle par le FLN en 1958.

Double originalité dans les réalités de la guerre : officiellement, la France n'est pas en guerre (*cf.* les euphémismes de l'époque : « événements », « pacification »), mais la « grande muette » (l'armée) fait de l'Algérie une affaire personnelle, recherchant la revanche de 1940, de 1954, de Suez, luttant « contre le communisme », manifestant sa haine vis-à-vis de la IVe République plus un attachement passionnel non dénué de sympathie pour la population musulmane (et d'antipathie pour les « gros colons »). Il s'agit de montrer sa force, d'où le quadrillage, la mobilité, les perquisitions (les « ratissages » brutaux étant d'ailleurs pourvoyeurs de la « rébellion »), le rôle des « paras »... L'armée fait aussi de l'action psychologique, véritable dogme en développement entre 1956 et 1958. La guerre d'Algérie, ce sont les pratiques répressives, la torture, la « corvée de bois » (disparition de prisonnier), la déportation-déplacement de près de deux millions de personnes, etc. Remarquons quatre choses. Ces pratiques ne sont pas totalement nouvelles, *cf.* Madagascar et l'Indochine (voir plus haut) ; elles sont aussi le fait du FLN ; elles provoquent les protestations et des refus de la part d'officiers qui ont le sens de l'honneur et de la morale : le général Jacques Pâris de Bollardière (1907-1986), officier le plus décoré de l'armée (!), le général Billotte 1..., malgré la caution « morale »

¹ Pierre Billotte, 1906-1992, fils du général Gaston Billotte de 1940 (voir plus haut).

de certains ecclésiastiques, comme le Révérend Père Delarue, aumônier de la 10^e Division parachutiste. Enfin, la Ve République continuera, malgré les louables efforts d'Edmond Michelet (1899-1970), Garde des Sceaux. Dans ce climat est votée la loi-cadre du 31 janvier 1958. La pression internationale oblige la France à faire un geste réformateur. Elle redécoupe le territoire algérien en départements et territoires, exagérant les particularismes. La loi est rejetée par le MNA et le FLN ; de toute façon elle ne devait entrer en application qu'au retour au calme ! Les aspects économiques de la guerre d'Algérie ne sont pas négligeables. Elle a des incidences sur la métropole : son coût budgétaire est relativement supportable (deux milliards par jour, 7 % des dépenses de l'État mais moins de 2 % du PIB) mais elle a des effets négatifs sur la balance des paiements, la production et les équilibres financiers, l'allongement de la durée du service militaire a des conséquences sur le marché de l'emploi, très tendu, l'inflation reprend en 1957-1958. Pour l'Algérie, la guerre c'est l'absence de réforme agraire, les déplacements de population : le secteur « musulman » de l'économie se dégrade, alors que le secteur « européen » continue de croître et que la population musulmane progresse rapidement, un déséquilibre accru entre les deux secteurs, donc. De surcroît naît une question saharienne. Le pétrole, dont la présence était soupçonnée depuis longtemps, jaillit en effet en 1956, au Sahara. Il est bien sûr d'une grande importance économique et le gouvernement français montre sa volonté de... séparer le Sahara de l'Algérie. En 1957 est créée l'OCRS (Organisation commune des Régions sahariennes, ou Organisation de Coopération et de Recherches sahariennes), qui regroupe le Sahara algérien, le Tchad, le Niger et le Soudan. Elle est placée sous l'autorité d'un Ministre du Sahara. C'est un véritable jeu de la France, d'autant plus que FLN ne réussit guère à s'y implanter.

Enfin, la guerre d'Algérie, ce sont des problèmes d'opinion parmi les Français. C'est dans le courant de l'année 1956 que s'opèrent la prise et la crise de conscience qui vont ériger pour très longtemps la guerre d'Algérie en problème central. Les années 1956 à 1958 et 1961-1962 constituent les deux moments de tension majeure au sein de la nation française. En Algérie même se manifestent les « libéraux », surtout universitaires, un Albert Camus est très déchiré. L'opinion publique métropolitaine est d'abord indifférente ou horrifiée par les attentats, puis sensibilisée par l'envoi du contingent, la lassitude la gagne à partir de 1957. Raymond Aron fait sensation en publiant en 1957 *La Tragédie algérienne* où, en bon disciple de Tocqueville, il annonce l'inéluctabilité de l'indépendance algérienne pour des raisons démographiques, économiques et politiques. Un déséquilibre se manifeste nettement au sein de la presse, qui est massivement pour la guerre, contre les quatre « piliers de la trahison » (J.Soustelle *dixit*) : *France-Observateur*, *Les Temps Modernes*, *L'Express* et *Témoignage chrétien*. Ce n'est qu'en 1957 que *Le Monde* adopte une ligne hostile à la politique gouvernementale et prend nettement position contre la prolongation de la guerre et les outrances de la pacification. La guerre d'Algérie est l'occasion d'une réintroduction de l'extrême droite, cf. Jeune Nation et son rôle dans le poujadisme. La guerre d'Algérie perturbe

les partis du centre et de gauche. Le MRP se veut plus ouvert que pour l'Indochine, mais en fait il n'a pas de position claire. Les radicaux sont très divisés. François Mitterrand est très longtemps hostile aux négociations et favorable avant tout à l'« écrasement des rebelles ». Grande est la division de la SFIO (à cause du « national-molletisme »). Le PCF n'est nullement acquis en 1954 au principe de l'indépendance algérienne : il prône une autonomie dans le cadre du maintien de l'Union Française, et se rallie au « fait national algérien » en 1956 seulement. Réunions, défilés, pétitions se multiplient alors, mais sans encourager les actes individuels. La cause est simple : la révolution n'est pas menée par un parti marxiste, le Parti communiste redoute que la révolution soit plus islamique que marxiste. Par voie de soustraction, la condamnation la plus virulente de la guerre provient d'autres milieux, avec des objectifs hétéroclites. Il s'agit des étudiants (la conversion de l'Union nationale des Étudiants de France, UNEF, se produit en 1957), dont la plupart ne basculent qu'après la suspension des sursis, les catholiques (Mgr Duval, archevêque d'Alger, *Témoignage chrétien*), les intellectuels : Sartre, Louis Massignon, Pierre-Henri Simon (*Contre la torture*, Seuil, 1957), René Capitant, Pierre Vidal-Naquet, etc., mais pas tous, cf. l'Académie française, Jules Romains et Thierry Maulnier. Beaucoup d'intellectuels ne voient-ils pas dans le conflit seulement l'occasion de rejouer une pièce — la Seconde Guerre mondiale — dont ils avaient été singulièrement absents (cela vaut bien pour Sartre) ?

Le principe du « droit de suite » (en Tunisie voisine de l'Algérie) avait été admis par le Conseil des Ministres du 29 janvier 1958. Le bombardement de Sakhiet, en territoire tunisien, le 8 février 1958 provoque la réunion d'une conférence qui soude à Tanger (au Maroc) les trois nations du Maghreb et le Président du Conseil Félix Gaillard (1919-1970) est contraint par la pression internationale d'accepter une offre anglo-américaine de *Bons Offices* : va-t-on vers l'internationalisation de la question algérienne ? Le gouvernement Gaillard est renversé le 15 avril. C'est un déferlement d'inquiétudes chez les Européens d'Algérie, qui sont encouragés à aller plus loin. Les gaullistes échafaudent patiemment les plans qui permettraient de faire revenir au pouvoir l'ermite de Colombey. L'idée fait son chemin en métropole à mesure que la crise se prolonge. En Algérie éclatent des manifestations de rues, dont celle du 26 avril à Alger qui réclame « la formation d'un gouvernement de salut public, seul capable de sauver l'Algérie » et dans la coulisse se développent les actions de gaullistes. À Alger, le nouveau Président du Conseil, Pierre Pflimlin (1907-2000), catalyse l'hostilité des pieds-noirs ; les officiers, las d'être conduits à des opérations inefficaces, veulent un régime qui leur donne les moyens du triomphe. Depuis quelques mois, un rapprochement s'est esquissé entre l'armée et les Européens d'Algérie, d'autant plus que ces derniers se sont ralliés à l'intégration, à laquelle l'armée (voir plus haut) est pleinement acquise. Et c'est le retour aux affaires de De Gaulle en mai 1958 et la naissance de la Ve République, qui dépassent le cadre de ce livre. Les événements de mai 58 ont placé l'Algérie au premier plan ; et pendant quatre ans ils ne

quitteront plus le devant de la scène, dans une « guerre sans nom » car on parle toujours d' « événements ».

*Cf. le film (1992) de Bertrand Tavernier et Patrick Rotman, **La Guerre sans nom. Appelés et rappelés pendant la guerre d'Algérie. 1954-1962.** Les témoignages ont été rassemblés à Grenoble et dans sa région. Ils font apparaître que « notre enfance, notre adolescence, notre jeunesse se sont déroulées sur fond de guerre ». Les premiers appelés furent tués dès le 1er novembre 1954.*

Au lieu de la solution rapide que certains escomptaient (le vote de la constitution de 1958 est au fond en France un vote pour la fin de la guerre d'Algérie), on assiste à une dégradation progressive de la situation et la guerre d'Algérie va durer plus longtemps sous la Ve République que sous la IVe. Lorsque de Gaulle reçoit les pleins pouvoirs, nul ne sait quelle sera sa politique algérienne. Progressivement, il allait apparaître que la politique du général n'était pas celle qu'attendaient ceux dont l'action l'avait porté au pouvoir, ce qui provoqua l'hostilité des civils européens d'abord, puis le conflit avec l'armée, et enfin l'opposition conjuguée dans l'OAS. De Gaulle connaît une évolution progressive et souvent entourée de mystère. Les conditions de politique extérieure sont contraignantes : la place de la France est amoindrie, sa liberté d'action est diminuée... Or de Gaulle a de grandes ambitions en politique étrangère, et pour lui l'Algérie n'est qu'un problème parmi d'autres. Autre contingence : le contrecoup de la décolonisation de l'Afrique noire. De Gaulle a maintenu le silence sur la question depuis de longues années. Au printemps 1958 l'équivoque est totale (cette ambiguïté est soulignée par la presse étrangère), mais de Gaulle a affirmé (à son entourage) le caractère inéluctable de l'indépendance. En fait de Gaulle n'a promis à personne de faire la politique réclamée par les tenants de l' « Algérie française ». Il décide tout de suite un voyage en Algérie, mais ne peut qu'y commencer le temps des ambiguïtés : mise en scène, charisme, formule « Je vous ai compris ! » qui ne veut rien dire ou tout et son contraire, mais il ne définit rien, ne parle pas d'intégration, et ne prononce qu'une seule fois « Algérie française » (à Mostaganem, une petite ville).

De Gaulle prend ses distances vis-à-vis du mouvement du 13 mai : il faut empêcher les groupuscules d'activistes de se substituer aux autorités officielles. Le Ministère de l'Algérie est rattaché à la Présidence du Conseil ; l'armée est reprise en mains. Première déception chez les hommes du 13 mai. Déception aussi du FLN, qui intensifie la rébellion. La campagne électorale de 1958 montre l'indignation de l'extrême droite d'Algérie devant les institutions proposées (elle veut un « ordre corporatif »). Cette attitude lasse une certaine droite métropolitaine, celle des milieux d'affaires, qui commencent à souhaiter ouvertement le désengagement en Algérie pour raison économique. Pour s'affirmer face à de Gaulle, le FLN fonde le 19 septembre 1958 un GPRA (Gouvernement provisoire de la République algérienne)

à Tunis. Le 28 septembre il y a en Algérie 96,5 % de oui par rapport aux suffrages exprimés, 76,1 % par rapport aux inscrits : clairement, Français et Musulmans viennent de signer un chèque en blanc à de Gaulle. Mais ce dernier n'est qu'en recherche d'une politique algérienne, d'autant plus que la constitution ne fixe pas le statut politique de l'Algérie ; de Gaulle refuse de considérer le résultat du référendum comme une approbation de l'intégration. Il y est farouchement hostile, car elle a des inconvénients, financiers et économiques (l'assimilation à la législation sociale métropolitaine provoquerait une énorme charge financière, par exemple en matière d'allocations familiales), et surtout politiques : les députés algériens représenteraient à peu près un quart de l'Assemblée nationale. Grande est la crainte de donner à l'Algérie un poids excessif et déterminant dans les affaires françaises. Mais au même moment, les Européens d'Algérie, qui avaient été hostiles jusque-là à l'intégration, s'y rallient en désespoir de cause : les Français, de part et d'autre de la Méditerranée, seraient majoritaires !

Ce que fait de Gaulle à l'automne 1958 se situe donc sur deux autres terrains. Le Plan de Constantine est publié en octobre 1958, c'est un plan de développement économique et social, typique des Trente Glorieuses, grâce à des investissements français massifs qui visent à rallier les élites algériennes. D'autre part, le gouvernement noue des contacts officiels avec le FLN et de Gaulle propose la très vague « paix des braves » lors de la conférence de presse du 23 octobre 1958 : un pardon général avec *modus vivendi* acceptable par tous ? L'armée de la fin de 1958 opère pratiquement en champ clos, quadrille l'Algérie « utile », développe ses « commandos de chasse », continue ses regroupements de population. C'est un bouleversement durable de la géographie agraire du pays, le reste étant déclaré « zone interdite », grottes et forêts sont bombardées au napalm.... La situation militaire est bonne pour la France, et elle donne à de Gaulle une appréciable marge de manœuvre.

Dans le même temps où la République gaullienne est à la quête d'une politique algérienne, le FLN est à la recherche d'un second souffle. En effet, en 1958, alors que son audience internationale s'affirme, la situation militaire du FLN se détériore. Les populations sont épuisées par la guerre ; l'ALN est en recul : elle ne tient que les *djebels* et les montagnes, faisant toutefois subir à l'armée française des pertes encore assez importantes ; mais à cause du barrage électrifié établi par les Français (et dont les chefs du FLN ont mésestimé l'efficacité), elle est privée de son approvisionnement venant du Maroc et surtout de la Tunisie, au moment où l'armement commençait à se perfectionner et où des déserteurs algériens arrivaient des rangs de l'armée « française ». La stratégie globale du FLN considère que l'indépendance est la condition préalable dans toute négociation, qu'il faut accepter les contacts avec le gouvernement français, l'intimider et montrer sa force en intensifiant le terrorisme, mais en 1959, la situation militaire reste sombre pour le FLN.

□ Le grand tournant de la guerre d'Algérie (1959-1960)

Avant que l'affaire algérienne soit évoquée à la session de l'automne 1959 de l'ONU, de Gaulle doit ressaisir l'initiative. D'abord il multiplie les allusions à l'autodétermination lors de son voyage auprès des militaires d'Algérie fin août 1959. Le 16 septembre 1959, il dissipe les équivoques lors d'une allocution qui est l'une des plus longues qu'il ait jamais consacrées à l'Algérie : trois solutions sont possibles (la « sécession », la « francisation », l'« association »), les préférences gaulliennes allant « au gouvernement des Algériens par les Algériens, appuyé sur l'aide de la France et en union étroite avec elle ». Cette allocution est une coupure fondamentale dans le cours de la Guerre d'Algérie : l'autodétermination, c'est la fin du régime colonial, l'indépendance devient possible, l'association étant une proposition neuve. En Algérie, la guerre continue, mais l'armée décide de jouer à fond la carte de la « francisation », l'autodétermination étant à ses yeux un moyen de se maintenir en Algérie. Le GPRA est très embarrassé : seule attitude concrète, admettre l'autodétermination avant l'indépendance, rompant ainsi avec sa politique antérieure ; mais l'attitude très méfiante du FLN fait rompre les négociations entamées à la suite de l'allocution. On est donc à nouveau dans l'impasse fin 1959. Logiquement la proposition d'autodétermination amplifie l'opposition à la politique algérienne de De Gaulle : les pieds-noirs ont l'impression d'avoir été dupés ; c'est la rupture définitive entre les « ultras » d'Algérie et de Gaulle ; les activistes ne limitent pas leurs ambitions au seul maintien de l'Algérie française ; plusieurs complots sont montés... Mais habilement de Gaulle rassure l'armée en lui donnant les moyens de poursuivre la pacification. Les ultras, bien mieux organisés d'ailleurs qu'en 1958, songent à un « nouveau 13 Mai », d'autant plus que le terrorisme s'intensifie et que le cafetier d'Alger Joseph Ortiz (1917-1995) caresse l'espoir d'être soutenu par l'armée. Les civils « ultras » tentent de faire basculer l'histoire, ou au moins l'armée, lors de leur tentative de blocage d'Alger, appelée la semaine des « barricades » (24 janvier-1er février 1960). L'armée ne « marche » pas, malgré la bienveillance de certaines unités. La rébellion piétine — barricades bon enfant ravitaillées par les familles, concerts de casseroles et d'avertisseurs automobiles (Ti-ti-ti/Ta-Ta, « Al-gé-rie fran-çaise ! », musique qui devait beaucoup se faire entendre dans les deux années suivantes en Algérie et un peu en métropole), etc. — Alger s'installant dans l'insurrection. Aucun soutien n'est à attendre de la métropole, d'autant que les radios (on est au début de l'ère du « transistor ») l'informent abondamment et de façon plutôt sarcastique vis-à-vis des pieds-noirs et que l'extrême droite métropolitaine a été mise hors d'état de nuire (ainsi, J.-M. Le Pen a été arrêté...). Au bout d'une semaine, les gesticulateurs des barricades se rendent, Lagailarde est emprisonné, les hommes sont incorporés au 1er REP (Régiment étranger parachutiste). Pour la première fois depuis le début du conflit d'Algérie, le pouvoir n'a pas cédé devant les ultras.

De Gaulle prépare l'avenir : les pourparlers avec le FLN reprennent, lors d'un voyage auprès de l'armée en Algérie le Général propose une « Algérie algérienne liée à la France ». Le FLN rompt les pourparlers (de Gaulle ne doit pas imposer « sa » solution) et essaie

d'élargir son audience internationale (ex. : le voyage en Chine de Krim Belkacem, 1922-1970). Une partie de la jeunesse française accepte de plus en plus mal la poursuite du conflit. Les désertions se multiplient. Les réseaux français d'aide au FLN se structurent. Francis Jeanson (1922-2009), professeur, écrivain, recherché par la police, qui dirige le plus important de ces réseaux, tient une conférence de presse clandestine au cours de laquelle il pose clairement les problèmes de l'insoumission, de la désertion et de la lutte clandestine contre la guerre. Les pourparlers de Melun (25-29 juin 1960) avec le FLN sont un échec ; un grand nombre d'attentats ensanglantent l'été 1960. Éclate la bombe du *Manifeste des 121* sur « le droit d'insoumission dans la guerre d'Algérie », justifiant la désertion (septembre 1960). L'armée française ne voit plus d'objectifs clairs et admis par de Gaulle qu'elle puisse partager et de plus en plus d'officiers sont proches des « activistes ». C'est alors (4 novembre 1960) que de Gaulle évoque le caractère inéluctable de l'indépendance d'une « République algérienne » ; il fait un voyage en Algérie en décembre : de grandes manifestations activistes et des émeutes franco-musulmanes l'impressionnent. Le référendum du 8 janvier 1961 donne toute liberté au gouvernement de négocier les conditions de l'autodétermination avec le GPRA. De Gaulle obtient un « Oui franc et massif » en métropole. Mais 1960, c'est aussi une guerre qui s'éternise. Lorsque de Gaulle décide d'entreprendre de sérieuses négociations, la guerre se traîne depuis plus de six ans. Le FLN est épuisé, les deux communautés de l'Algérie irréconciliables, l'opinion métropolitaine aspire à la paix, les pieds-noirs sont prêts à tout pour défendre l'Algérie française : peuvent-ils entraîner une armée déchirée ?

Les suites du plan de Constantine se font sentir en 1960. Il est empreint de la volonté de neutraliser politiquement la misère, non de la combattre, de la volonté de susciter la naissance d'une « troisième force » en développant les « élites ». Les investissements français sont considérables, les sociétés privées étant dotées d'avantages énormes. L'industrie bénéficie du pétrole et du gaz (les gisements d'Hassi R'Mel et d'Hassi Messaoud ont été découverts en 1956) : plus de 15 millions de tonnes brut sont extraites en 1961. L'essor des hydrocarbures provoque la naissance de nouvelles installations dans les mines et la métallurgie. L'opinion française est lasse de la guerre dès 1960. Le conflit algérien est devenu une des préoccupations majeures du peuple français et fait la « une » de tous les périodiques, quotidiens et mensuels surtout. L'opinion évolue progressivement, sous l'impulsion de De Gaulle, vers la solution de l'indépendance négociée avec les représentants du FLN. Les métropolitains approuvent le discours sur l'autodétermination, que les pieds-noirs considèrent comme une trahison : le mythe de l'Algérie française est bien mort sur les barricades pour la grande majorité des Français. Les grands partis politiques ont eux aussi, dans leur grande majorité, suivi la politique de De Gaulle, même si certains n'ont pas ménagé leurs critiques contre le pouvoir personnel et si à l'UNR des dissensions graves se sont fait jour. Un rôle d'aiguillon est joué par les nouveaux partis socialistes, d'extrême gauche, le Parti socialiste autonome (PSA) et le Parti socialiste unifié (PSU), tous deux nés en 1960. Une crise de conscience traverse les futurs

appelés, les appelés, les étudiants (la première grande manifestation de l'UNEF a lieu le 27 octobre 1960), les réseaux de soutien (« porteurs de valise ») sont vivaces, dont le réseau Jeanson, le *Manifeste des 121* est signé et publié le 4 septembre 1960. Frantz Fanon (médecin psychiatre d'origine antillaise, né à Fort-de-France, installé à Blida puis Alger, mort en 1961) publie des ouvrages « tiers-mondistes » : *L'an V de la Révolution algérienne* et surtout *Les Damnés de la Terre*. Le « camp » de l'Algérie française se développe en 1960, constituant le Front de l'Algérie française (FAF, 15 juin 1960). Le général Raoul Salan (1899-1984), à la retraite depuis 1959, prend ouvertement parti pour l'Algérie française : il est contraint de s'enfuir en Espagne et forme l'OAS (Organisation de l'Armée secrète). C'est que l'Algérie française sert de catalyseur, de point extrême de cristallisation au mouvement de résistance à l'« abandon » colonial en raison de la place particulière de l'Algérie : son statut, la présence d'Européens nombreux, c'est le « dernier » territoire colonial français et l'ancienneté de la présence française, etc.

Les mots de l'Algérie française. L'abandon de l'Algérie serait la ruine de la civilisation en Algérie (cf. Georges Bidault : « Ce qui est en danger, ce n'est pas seulement l'œuvre de la France, l'ordre qu'elle a institué, le progrès social qu'elle a apporté et qui, tout imparfait qu'il soit, disparaîtrait avec elle ; c'est toute une civilisation digne de ce nom... »). Le problème est présenté comme un problème de survie de la Nation française (cf. Soustelle : « Le drame n'est pas seulement celui de l'Algérie, c'est celui de la décadence... Abandonner l'Algérie, c'est condamner la France à la décadence... »). La guerre a un caractère de guerre psychologique, avec idée de revanche sur l'« Indo » (les *fellagha* sont couramment appelés les « Viets »...).

Des idéaux nouveaux sont apparus, mais beaucoup trop tardivement, par l'intermédiaire du progrès économique et social. À l'époque de la « nouvelle frontière » de Kennedy, les tenants de l'Algérie française argumentent que c'est un moyen aussi de rénovation pour la France (il y a de très nombreuses publications à ce sujet). En Algérie, et aussi en métropole donc, le camp de l'Algérie française est une coalition sociale, politique et culturelle. On y trouve une bonne partie des Européens d'Algérie, qui se jugent menacés dans leurs foyers, leurs modes de vie, des officiers, des groupements fascisants comme « Jeune Nation », des cercles catholiques intégristes comme la Cité catholique, certains gaullistes de 1958 (Soustelle par exemple), une frange de la démocratie chrétienne (Georges Bidault et plusieurs personnalités MRP), certains socialistes de 1956 ou d'avant, une bonne partie de la presse et pour les trois droites (cf. René Rémond dont l'ouvrage est alors tout récent) c'est un nouveau regroupement passager. Quelle est la mentalité de l'armée en 1960 ? Totalelement acquise à l'intégration, l'armée s'est crue en mesure de l'imposer à de Gaulle. Une minorité d'officiers sont sensibles aux idées des activistes et se font une fausse idée de l'opinion métropolitaine car ils ne lisent que les journaux d'Algérie ! C'est une minorité voyante et active, celle des « paras », dont ceux de la Légion, que ne répugnent pas les chants nazis et le folklore le plus

désuet. Ce sont des « soldats perdus », conscients pour certains d'avoir mené une guerre très immorale, et qui ne veulent pas admettre avoir vendu leur âme au diable pour rien. La rupture est totale et définitive avec de Gaulle : quelques officiers sont désormais prêts à renverser le régime, personne ne songeant parmi eux aux réactions du contingent, considéré comme une « main-d'œuvre saisonnière » ; or, le contingent c'est 90 % des effectifs de l'armée en Algérie et le reflet d'une société métropolitaine plus urbaine et instruite...

□ Vers l'indépendance de l'Algérie (1961 et 1962)

De nouvelles rencontres ont lieu, mais le FLN refuse que s'ouvrent de véritables négociations (à Évian-les-Bains, Haute-Savoie) si le MNA est invité et d'autre part il multiplie les attentats. Les Européens d'Algérie vivent dans la terreur de la négociation qui conduirait inévitablement à l'indépendance ; ils rêvent de voir l'armée « basculer » de leur côté. L'OAS perpètre des attentats au plastic (un explosif très malléable et sûr) contre des musulmans et des « libéraux » (en Algérie et France). On a toujours parlé de « putsch des généraux », mais en réalité les conjurés, à la préparation fort insuffisante, ne vont commettre qu'une « fronde », qui éclate le 22 avril 1961. L'OAS est née en Espagne franquiste et les conjurés n'ont pu que penser aux événements espagnols de juin 1936. Va-t-on vers une réédition d'événements africains et européens qui n'ont pas tout à fait un quart de siècle et dont la majorité de la population métropolitaine se souvient ? C'est la stupeur en métropole, la déception en Algérie car tous les officiers ne suivent pas, tant s'en faut, la Marine et la majeure partie de l'Aviation restent en dehors du « coup », les conjurés ne reçoivent aucun appui extérieur : on n'est pas en 1936. De surcroît les conjurés de métropole sont capturés et surtout l'hostilité du contingent est manifeste. Or, à cause de la longueur du service et de son instruction relative, il forme la moitié des sous-officiers et une partie des officiers. Les frondeurs ne sont, selon l'expression méprisante de De Gaulle, qu'un « quarteron » (le quart d'une livre) de généraux, Challe, Salan, Jouhaud et Zeller, les deux derniers étant anciens chefs d'état-major des armées de terre et de l'air, sans possibilité d'action prolongée. Font merveille le sang-froid de De Gaulle, son optimisme, la magie de son verbe, très audible lors de son allocution télévisée et radiodiffusée, qu'il conclut par le génial « Aidez-moi ! », l'emploi de l'article 16 de la constitution ; la gauche mobilise efficacement (une massive grève générale d'une heure le 24, même dans les établissements scolaires) ; la Défense nationale gesticule quelque peu (des chars et des mitrailleuses un peu partout dans Paris, par exemple) ; la condamnation internationale est unanime. L'effondrement du putsch est rapide — dès le 26 avril — les frondeurs se rendant ou se réfugiant dans la clandestinité. Putsch ? non, pschitt ! (mot de l'époque) : l'armée en est marquée pour longtemps ; il ne reste plus que la force aveugle de l'OAS et le désespoir des Européens, qui sont prêts désormais à cautionner n'importe quel mouvement leur promettant

de conserver l'Algérie à la France, fût-ce au prix de toutes les violences. Aussi deviennent-ils massivement complices de l'OAS, qui saura bien vite exploiter leur traumatisme.

De difficiles négociations de paix commencent à Évian le 20 mai 1961 et vont aboutir seulement le 18 mars 1962, après trois interruptions. De Gaulle est soumis aux pressions internationales (l'URSS, Kennedy, les cinq partenaires européens du Marché commun, le groupe africain de l'ONU...) et pressé car il veut jouer un grand rôle international et en particulier ramener l'armée en Europe. De surcroît éclate l'affaire de Bizerte (juillet 1961, voir plus loin), qui durcit le GPRA : Ferhat Abbas, évincé, est remplacé par Benyoucef Benkhedda (1920-2003) à la tête de la délégation. À l'automne 1961, de Gaulle reconnaît l'appartenance du Sahara à l'Algérie, concession capitale. L'OAS accentue son action : agitation des nombreux exilés dans des pays européens, attentats aveugles, mobilisation de la population européenne... Des manifestations de protestation sont organisées contre l'OAS en métropole. L'attentat de Pont-sur-Seine est commis par l'OAS contre de Gaulle, le 9 septembre. Puis ce sont les « ratonnades » policières (un véritable pogrome) du 17 octobre 1961 à Paris (contre les participants à une manifestation contre le couvre-feu et pour la paix) : plus de 100 morts. Le gouvernement emploie des « barbouzes » (policiers parallèles, recrutés sans grand discernement), dissout l'OAS le 6 décembre 1961, mais les attentats continuent (une véritable folie meurtrière règne), répandant la peur à l'état brut. Pourtant, de Gaulle annonce le rappel en Europe de deux divisions pour le début de 1962... Ces premières semaines voient un véritable déchaînement de violences : il y a 1 308 attentats en Algérie du 1er janvier au 15 février ; 5 000 morts sont recensés dans les villes de janvier à juin 1962. Dans le même temps, il y a un grand nombre d'attentats OAS en métropole. Une grande manifestation anti-OAS a lieu à la Bastille le 8 février 1962, plutôt de gauche ; brutales charges policières, cette fois-ci contre des Français, surtout au métro Charonne : 8 morts, 150 blessés.

Une rencontre entre FLN et délégation française a lieu dans le Jura. Il y est décidé qu'entre le cessez-le-feu et un référendum d'autodétermination, coexisteront un Haut-Commissaire représentant la France et un Exécutif provisoire algérien comprenant 8 Algériens et 3 Français. Les troupes françaises seront en un an réduites à 80 000 h et évacuées en trois ans. La base de Mers el-Kébir sera conservée par la France pendant 15 ans. Les Français d'Algérie se prononceront pour la nationalité de leur choix après la conclusion du cessez-le-feu. L'Algérie restera dans la zone franc : le pétrole sera donc payé en francs français et non en dollars. Enfin, une coopération est clairement envisagée entre les deux états. Les négociations définitives s'ouvrent à Évian le 7 mars 1962. Elles aboutissent aux « Accords d'Évian », dans un contexte de redoublement de violences ; les problèmes en suspens sont réglés très vite (les Français d'Algérie pourront garder la nationalité française, leurs biens leur seront conservés...) ; la conclusion est atteinte le 18 mars, l'annonce est immédiate. Le cessez-le-feu est proclamé le 19 mars à midi. Date éminemment symbolique, vilipendée par l'extrême droite jusqu'à nos

jours, mais une fin de guerre dramatique, marquée au fer rouge par la violence. Le but de l'OAS est de faire basculer l'armée en l'obligeant à intervenir pour défendre la communauté européenne menacée physiquement dans son ensemble par les affrontements entre communautés. Une grève générale des Européens est imposée par l'OAS le 19. Le 26 mars, jour de l'arrivée du Haut-Commissaire Christian Fouchet (1911-1974) a lieu une manifestation ; elle se termine par la fusillade de la rue d'Isly (46 morts, 200 blessés, une petite section de tirailleurs algériens de l'armée française, commandée par un lieutenant kabyle, débordée par la foule, tire sur elle). Entre « le cercueil et la valise », les Européens vont choisir cette dernière : les départs s'amplifient, 100 000 personnes en mai, ce qui prive l'OAS de son principal soutien. Elle pratique alors la tactique de la « terre brûlée » : une véritable apocalypse se déchaîne sur l'Algérie. Les difficultés de l'Exécutif provisoire sont très nombreuses, mais les forces de l'ordre arrêtent le 7 avril le chef des « commandos delta » (d'extrême droite), Roger Degueudre (1925-1962), et Salan le 20.

Le référendum du 8 avril 1962 (en France métropolitaine) marque un succès éclatant pour la politique de De Gaulle : les accords d'Évian sont ratifiés par 90 % des votants. L'indépendance est solennellement proclamée par de Gaulle le 3 juillet 1962 ; Ben Khedda, chef du GPRA, fait son entrée triomphale dans Alger. Mais des incendies sont allumés et des attaques de banques commises par l'OAS ainsi que des massacres par les « musulmans » et/ou le FLN à Oran en juin et début juillet. Une très grave crise interne éclate au FLN, notamment avec le retour en Algérie de Ben Bella (11 juillet). L'Algérie sombre dans l'anarchie en quelques jours : les unités de l'ALN et les petits chefs échappent à tout contrôle ; de sanglants massacres d'Européens se produisent. L'exode des pieds-noirs reprend à un rythme accéléré. Une véritable mais courte guerre civile éclate entre l'armée de l'extérieur (commandée par Houari Boumédiène, 1932-1978) et quelques *wilayas* : on se bat « entre frères ». L'Assemblée nationale constituante est élue le 20 septembre, elle proclame la République démocratique et populaire d'Algérie, élit F.Abbas comme président de l'Assemblée et désigne comme premier chef de gouvernement Ben Bella. Une ère nouvelle commence pour l'Algérie.

Mais si on parle souvent de décolonisation « ratée », qui serait le fait de la France, et de décolonisation « réussie », pratiquée par la Grande-Bretagne une vision plus nuancée s'impose ! On peut difficilement considérer comme réussies des décolonisations qui, en Inde, au Nigeria ou en Palestine, ont laissé face à face des communautés qui ne demandaient qu'à s'affronter. Réciproquement, le caractère dramatique des indépendances indochinoise et algérienne ne doit pas masquer l'évolution relativement pacifique du reste de l'empire français et le maintien ultérieur de liens étroits entre la France et les nouvelles nations.

□ Pourquoi un espoir de cohésion et d'affirmation politique du Tiers Monde (années 50 – début des années 60) ?

14 août 1952 : Alfred Sauvy, article intitulé « Trois mondes, une planète », dans *L'Observateur*
 1954 : Diên Biên Phu ; conférence de Genève
 18 au 24 avril 1955 : conférence de Bandoeng (ou Bandung)
 2 mars 1956 : indépendance du Maroc
 20 mars 1956 : indépendance de la Tunisie
 18 au 20 juillet 1956 : rencontre Nehru-Nasser-Tito à Brioni (Yougoslavie)
 1956 : loi-cadre Defferre ; guerre de Suez
 6 mars 1957 : indépendance de la *Gold Coast* sous le nom de Ghâna
 1957 : indépendance de Singapour et de la Malaisie ; Conférence du Caire (dite « des Mouvements de Libération nationale et de Lutte contre l'Impérialisme »)
 janvier 1958 : conférence des non-alignés au Caire
 15 au 22 avril 1958 : première Conférence des États indépendants d'Afrique, à Accra, la capitale du Ghâna
 1960 : indépendance de nombreux pays d'Afrique noire, dont le Congo belge (30 juin) et le Nigeria (1er octobre)
 avril 1960 : conférence des non-alignés à Conakry (Guinée)
 15 septembre 1960 : naissance de l'OPEP (Organisation des Pays exportateurs de Pétrole)
 1er-6 septembre 1961 : conférence des non-alignés à Belgrade (Yougoslavie)
 1961 : mort accidentelle de Dag Hammarskjöld, secrétaire général de l'ONU ; l'Inde annexe Goa ; Sithu U Thant devient secrétaire général de l'ONU (il va rester à son poste dix ans)
 4 juillet 1962 : indépendance de l'Algérie
 1962 : conflit sino-indien

L'expression de « Tiers Monde » a été employée pour la première fois par Alfred Sauvy dans le numéro du 14 août 1952 de *L'Observateur*. Le concept remporte un succès immédiat car il rappelle le Tiers État de 1789 et désigne vite des pays qui refusent de s'intégrer à l'un ou l'autre des deux camps qui divisent le monde. L'afro-asiatisme est le fait d'états qui ont maintenu leur indépendance ou qui, les premiers, ont obtenu leur indépendance. Il existe sous deux formes, l'action de Nehru et l'ONU. Jawaharlal Nehru, premier ministre de l'Inde de l'indépendance (15 août 1947) à sa mort (1964), organise la Conférence des Relations asiatiques à New Delhi, en 1947. Y participent 25 pays, les orateurs attaquent surtout les pays occidentaux. Puis c'est la Conférence sur l'Indonésie de New Delhi en janvier 1949. Des invités africains y viennent : l'Éthiopie et l'Égypte ; la Nouvelle-Zélande et l'Australie aussi. Pourquoi l'Inde ? Elle était déjà membre de la SDN, son indépendance (15 août 1947) est précoce, elle a la volonté de définir une politique originale ; enfin, l'Inde — dont l'indépendance est exactement contemporaine du début de la Guerre froide — ne se laisse lier à aucun camp lors de la guerre de Corée (alors qu'elle est membre du Conseil de Sécurité).

Second afro-asiatisme, celui de l'ONU. Déjà, à la SDN il y avait des membres asiatiques et africains. Ils sont, dans les premières années, peu nombreux à l'ONU, et ils ont tendance à suivre les États-Unis. Mais on voit dans les années 1950 s'opérer un rapprochement des délégations des pays d'Asie, du monde arabe (un « groupe arabe » est dirigé par l'Égypte), de l'Éthiopie et du Liberia sur l'anticolonialisme et la recherche de la paix par le refus de l'affrontement entre les deux blocs. Ces pays s'opposent surtout aux pays occidentaux, ici encore, à cause de la colonisation, pour l'essentiel : il y a conscience dans le groupe d'être des nations « infirmes ». L'opposition est accentuée par la victoire des communistes chinois en 1949. En 1954, Nehru accepte l'idée de patronner une Conférence des Pays libres d'Asie et d'Afrique car les pays indépendants des deux continents sont de plus en plus nombreux, en raison des débuts de la décolonisation. Il est entendu que la République populaire de Chine, reconnue seulement par sept pays occidentaux sera représentée à cette conférence.

□ La conférence de Bandoeng (ou Bandung), en avril 1955

Bandoeng retrouve la tradition « asiatiste » de l'entre-deux-guerres : réunir les représentants de la « majorité silencieuse » du monde moderne, comme il avait été fait lors du Congrès des Peuples d'Orient à Bakou en 1920 (1er au 8 septembre), à l'initiative du Komintern, puis lors de la Conférence des Peuples opprimés de Dalny (URSS) en 1934. Tout cela donc sous la houlette de la Russie bolchevique puis de l'URSS stalinienne. Pendant la Seconde Guerre mondiale, l'Iranien Mohammad Mossadegh (1882-1967) évoque un « équilibre négatif », celui dont pâtissent les « pays libres », ceux qui vont s'assembler à ce qui devient la conférence de Bandoeng, mise au point à Colombo en avril-mai 1954 puis à Bogor (Indonésie) en décembre 1954. Dans l'intervalle, s'est produit le coup de tonnerre de Diên Biên Phu (ce « Valmy des colonisés », selon l'expression de Gérard Chaliand) et les cinq pays d'Indochine sont devenus indépendants (conférence de Genève, juin 1954, voir plus haut). Pèse l'hypothèque, depuis plusieurs années, d'attitudes moins neutres que celle de l'Inde, soit une hostilité vive à l'ancien colonisateur, évidemment dans le camp occidental (Indonésie, Birmanie), soit au contraire, l'option pro-occidentale de certains pays d'Asie et d'Afrique : Pakistan et Ceylan (par opposition à l'Inde), Philippines et Liberia (attachés pour des raisons historiques aux États-Unis), Éthiopie (dont la Grande-Bretagne est le libérateur).

Le « coup de tonnerre de Bandoeng » (du 18 au 24 avril 1955) place les pays du Tiers Monde au premier plan de l'actualité. La conférence est convoquée en Indonésie à l'invitation de cinq états asiatiques ayant obtenu leur indépendance depuis la guerre et s'étant réunis à Colombo (Inde, Pakistan, Ceylan, Birmanie et Indonésie) et à l'initiative de Soekarno, cherchant à estomper les difficultés intérieures de son pays. 29 nations sont représentées : 5 pays d'Afrique (Égypte, Éthiopie, Libye, Liberia et *Gold Coast*) et 24 pays d'Asie, dont la Chine et le Japon. La préparation a rejeté la présence d'Israël, de l'Afrique du Sud et des pays latino-

américains, jugés trop soumis à l' « impérialisme occidental », mais aussi celle de l'URSS et de la Mongolie, jugée trop inféodée. Les 29 pays représentent bien plus de la moitié de la population mondiale (62 %), mais seulement 8 % des richesses. Les travaux et la déclaration finale sont essentiellement tournés contre la dépendance *politique* (dont de nombreux exemples sont cités dans la déclaration finale) ; c'est contraire à la notion de Tiers Monde, telle qu'elle existe depuis 1952 et sur le moment c'est expliqué par les commentateurs comme une manœuvre... de la Grande-Bretagne cherchant à détourner vers la France et les Pays-Bas la colère des Afro-Asiatiques !

Des divergences de vues sont apparues. La Chine, très liée alors au bloc socialiste (et les relations avec l'URSS sont même meilleures qu'avant la mort de Staline, voir plus haut), et représentée par Zhou Enlai, fait une mise en accusation de l'Occident, mais de façon modérée. Causes de cette modération : la Chine pratique encore une sorte de « coexistence pacifique », par désir d'avoir de bonnes relations avec tous les états asiatiques (*cf.* l'esquisse d'un rapprochement avec Japon et la reconnaissance du Népal) ; elle est séduite par le cadre « unanimiste » proposé par l'Inde de Nehru. La Chine profite de la conférence, où elle ne joue pas le rôle principal, pour nouer de bonnes relations avec le Tiers Monde, c'est le début, par exemple, de sa politique africaine. Mais la raison essentielle est une manœuvre de Nehru et de son ministre des Affaires étrangères, Krishna Menon ! À Colombo, c'est le Pakistan (de Mohammed Ali) qui s'était rallié tout de suite à l'idée d'une grande conférence afro-asiatique. Nehru, craignant un axe Pakistan-Chine, signe deux accords avec la Chine : un accord sur le Tibet le 29 avril 1954 et la déclaration du 25 juin 1954 énumérant les cinq principes du *Panch Shila* : respect de l'intégrité et de la souveraineté, non-agression, non-immixion, égalité dans l'échange et coexistence pacifique. À Bandoeng l'Inde, de fait d'abord pro-occidentale, s'oriente vers un véritable neutralisme, inséré entre deux autres tendances qui ont divisé la conférence. Une tendance pro-occidentale (Turquie, Ceylan) dénonce le colonialisme déguisé de l'URSS. Le délégué de Ceylan peut même lancer l'accusation de néo-colonialisme en Europe orientale ! Une tendance « asiatiste pro-occidentale » (!) est celle du Pakistan : Mohammed Ali oppose aux « 5 principes » les « 7 piliers de la paix », parmi lesquels le droit pour tout pays de se défendre seul ou collectivement, ce qui justifie l'appartenance du Pakistan à l'Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est (OTASE, voir plus haut) ! Troisième tendance donc, la tendance « neutraliste », celle de l'Inde de Nehru. Ce triptyque explique les contradictions dans la déclaration finale et que Bandoeng a été « afro-asiatiste » beaucoup plus que « neutraliste ». Enfin, notons les deux grandes lacunes de la conférence. D'une part, elle est très peu dirigée contre la dépendance économique du Tiers Monde. Par exemple, le problème de la sous-alimentation n'est pas évoqué, alors que Josué de Castro (1908-1973) vient de publier *Géopolitique de la faim* (1952). Conséquence de l'exclusion de l'Amérique latine ? D'autre part en effet, Bandoeng instaure un clivage géographique excluant l'Amérique latine de toute stratégie mondiale.

La conférence exprime les aspirations des jeunes nations du Tiers Monde. Pour la première fois une grande conférence a réuni des états du Tiers Monde, sans la participation des états européens, des États-Unis et de l'Union soviétique (évidemment représentée à Genève en 1954). La résolution finale (une charte en dix points) affirme le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la souveraineté et l'égalité de toutes les nations, le refus de toute ingérence, conformément à la *Charte des Nations unies*. Elle réclame le règlement pacifique de tous les différends internationaux, le désarmement, l'interdiction de l'arme atomique, la décolonisation, pour laquelle les pays du Tiers Monde doivent lutter de façon solidaire. Et elle revendique le droit à l'indépendance culturelle. La conférence fait naître l'espoir que, dans les grandes décisions internationales, les peuples du Tiers Monde auront leur mot à dire et pourront faire prévaloir une « troisième voie », neutraliste, dans la confrontation entre superpuissances. Nasser évoque même « l'Internationale des pauvres ». Pour les peuples récemment décolonisés, la conférence propose la création d'un fonds des Nations unies pour le développement économique, mais elle ne débouche pas sur des décisions précises, elle a surtout servi de moyen d'affirmation, et son importance sera sentie surtout après-coup, puis grossie jusqu'au mythe. Léopold Sedar Senghor (1906-2001) évoquera « la mort du complexe d'infériorité » ; Jean Rous (1908-1985) dira : « une sorte de répétition générale de l'histoire future ». Elle a amorcé un mouvement général, qui va vite donner au Tiers Monde plus de poids dans le règlement des problèmes internationaux.

□ L'élargissement du mouvement inauguré par Bandoeng

L'élargissement est numérique : de nouveaux pays vont s'agréger au mouvement, surtout les pays d'Afrique nouvellement indépendants. Seuls les pays d'Amérique latine restent encore assez longtemps, dans leur ensemble, à l'écart de ce vaste regroupement du Tiers Monde, du fait de leurs liens avec les États-Unis. À Alger (1973) cinq états d'Amérique latine seulement seront représentés officiellement à la Conférence des non-alignés ! La Yougoslavie va vite venir, grâce à sa liberté d'action après la mort de Staline, les dirigeants soviétiques désavouant la condamnation de 1948. Elle rejoint l'Inde, l'Indonésie et l'Égypte, arrivées au non-alignement par d'autres chemins. C'est avec le Suédois Dag Hammarskjöld (1905-1961), en poste de 1953 à sa mort, que le rôle du Secrétaire général de l'ONU connaît son apogée. Fils d'un Premier ministre suédois, il avait présidé la délégation de son pays à l'assemblée générale des Nations unies en 1953 ; il est élu en remplacement de Trygve Lie (après, donc, une longue vacance, voir plus haut). Il est réélu en 1957, bien qu'il ait déçu les cinq Grands qui souhaitaient voir ce diplomate, originaire d'un pays neutre, se cantonner à des tâches administratives. Il prend beaucoup d'initiatives : envoi de casques bleus à Suez (1956), interventions au sujet du Liban (1958) et de Bizerte (1961), contre l'*apartheid* d'Afrique du Sud...

À cause de son importance stratégique, la base française de **Bizerte** a été exclue de l'indépendance de la Tunisie en 1956. Brusquement, le 5 juillet 1961, Bourguiba revendique la pleine souveraineté de la Tunisie sur Bizerte et demande son évacuation. Deux semaines plus tard la base est à demi encerclée par des unités tunisiennes et des manifestants. Des incidents sanglants se produisent, entraînant, de par la volonté de De Gaulle, une riposte française rude et immédiate ; la Tunisie rompt les relations diplomatiques avec la France et se tourne vers le Conseil de Sécurité, qui adopte le 22 juillet une résolution demandant un cessez-le-feu immédiat. L'affaire est ensuite portée devant l'assemblée générale de l'ONU, qui se réunit en session extraordinaire en août. Des négociations franco-tunisiennes ont lieu en décembre à Rome ; les relations diplomatiques sont rétablies le 1er juillet 1962 (juste avant l'indépendance de l'Algérie) ; la base est évacuée (fin le 15 octobre 1963) et remise à la Tunisie. Cette crise a porté à son paroxysme le conflit opposant la France à Hammarskjöld.

Hammarskjöld espère que les nouveaux pays issus de la décolonisation pourront former une « troisième force » à l'écart de la Guerre froide. Il s'implique beaucoup dans la crise du Congo, réussissant à faire adopter une résolution sur le rôle central de l'ONU dans le règlement de la crise, sans passer par les grandes puissances, ce qui provoque de violentes attaques des Soviétiques, qui réclament son remplacement par une « troïka », un exécutif à trois (États-Unis, URSS et Tiers Monde) qui donnerait aux Soviétiques la possibilité d'intervenir. C'est en se rendant au Congo pour négocier avec Moïse Tschombé (voir plus haut) qu'il trouve la mort dans un accident (?) d'avion. L'assemblée générale de l'ONU vote en 1961 une résolution invitant à la décolonisation. Le groupe « afro-asiatique » s'oriente progressivement vers la défense commune d'une position neutraliste : le « mouvement des non-alignés » vise à défendre et à renforcer une ligne indépendante à la fois de l'influence des États-Unis et de celle de l'Union soviétique. D'autant plus que, dans les années 50, la Guerre froide signifie aussi le désir des États-Unis et de l'URSS d'attirer dans leur camp les pays du Tiers Monde, ce que montre bien la « pactomanie » des États-Unis (OTASE, 1954 ; CENTO, 1957), et l'aide soviétique à l'Égypte.

Le « non-alignement » est affirmé dès 1956, l'année de Budapest, alors que les protestations contre l'intervention soviétique ont été timides, symbolisé par la rencontre Nehru-Nasser-Tito à Brioni (Yougoslavie) du 18 au 20 juillet 1956. Il est précisé définitivement avec la Conférence des non-alignés de Belgrade (1er-6 septembre 1961). Y sont représentées 25 nations mais la Chine est absente : est-ce donc encore le Tiers Monde ? Elle est dominée par les trois personnalités de Nehru, Nasser et Tito, ce dernier prononçant l'allocution d'ouverture. Elle se tient dans le contexte de l'émergence de la « coexistence pacifique », rendue difficile par l'échec de la conférence de Paris (mai 1960, voir plus haut) et la rupture entre Cuba et les États-Unis (janvier 1961), dans le contexte de la crise congolaise et enfin au sein du mouvement mondial de condamnation de l'*apartheid*. Le non-alignement a ses trois pays phares, l'Inde, auréolée de la gloire de son indépendance sur le Royaume-Uni, l'Égypte, autre « décolonisée », qui voit dans le « non-alignement » une structure idéale pour rassembler

les pays arabes contre Israël, et la Yougoslavie, qui est au sommet du prestige que lui a valu sa résistance face à l'URSS stalinienne : elle joue, jusqu'à la mort de Tito (1980), un rôle démesuré par rapport à sa taille, sa puissance, sa cohésion réelle et sa population. Le non-alignement s'institutionnalise. Il rassemble de plus en plus d'états et il finit par représenter l'ensemble de la planète, Amérique latine comprise (voir plus haut). À la conférence de Carthagène (Colombie), en 1995, 113 pays ont des délégués. Des rencontres régulières ont lieu, qui ressemblent à des assises du Tiers Monde, mais les « non-alignés » ne veulent pas constituer un nouveau « bloc ». La première Conférence de Solidarité des Peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine se tient en janvier 1966 à La Havane. Elle est dite Conférence Tricontinentale et apporte son soutien à la doctrine de la coexistence pacifique.

Le premier succès est la grande vague de la décolonisation (1955-1966). Nous sommes après l'indépendance des pays d'Indochine (voir plus haut). Cette grande vague amplifie l'affirmation politique des pays du Tiers Monde, ce que la conférence de Belgrade a appelé explicitement de ses vœux. La deuxième conférence des non-alignés, au Caire (5-10 octobre 1964), est orientée vers la condamnation du colonialisme et du néo-colonialisme. Elle s'élargit aux mouvements de libération nationale des pays encore dépendants. L'indépendance de la *Gold Coast* se fait sous le nom de Ghana le 6 mars 1957 ; c'est le premier pays d'Afrique tropicale en dehors du Liberia à devenir souverain ; il est suivi par le Kenya en 1963, puis la Tanzanie, le Nigeria (le plus vaste, 1er octobre 1960), etc. La première Conférence des États indépendants d'Afrique — idée lancée par N'Krumah en mars 1957 lors des fêtes de l'indépendance du Ghana — se tient à Accra, la capitale, du 15 au 22 avril 1958. Les huit pays africains alors indépendants y participent : Éthiopie, Liberia, Libye, Maroc, RAU (République arabe unie, c'est-à-dire Égypte plus Syrie), Soudan, Tunisie et Ghana. L'Afrique du Sud, invitée, s'abstient. Cette conférence est une étape importante dans la prise de conscience d'une « personnalité africaine » ; elle affirme le droit des peuples d'Afrique à l'indépendance. En raison de la guerre d'Algérie, la France est la principale, sinon la seule, des puissances coloniales visées : il lui est demandé de mettre un terme aux hostilités et d'entrer en négociations immédiates avec le FLN. La conférence prône le non-alignement. Mais dans les années suivantes, N'Krumah échoue dans ses projets de regroupements régionaux et se pose le problème de la Rhodésie du Sud où le premier ministre blanc Ian Smith proclame une indépendance d'un autre type, la minorité blanche refusant abandonner ses privilèges, jusqu'en 1980 (voir plus haut). La lutte reste à définir sur le plan économique.

Des obstacles au développement s'observent dans les pays sous-développés, dits pays « en voie de développement ». Certes il s'y produit un « décollage » économique, en termes de production et d'équipement, mais les séquelles de la colonisation entravent le développement économique des jeunes nations : une économie vivrière, sacrifiée, est juxtaposée à une économie moderne, souvent « économie de plantation », et les marchés ne

sont pas des marchés nationaux. Les besoins en capitaux favorisent le néo-colonialisme car l'économie coloniale n'a pas créé de capitalisme indigène, le niveau de vie est faible et il n'y a donc pas d'épargne privée ; les investissements de capitaux sont une colonisation déguisée. La croissance démographique représente un obstacle supplémentaire, ainsi que les problèmes de société. En accédant au pouvoir, la « nouvelle bourgeoisie », souvent issue de l'administration ou de l'armée coloniales, tend à se constituer en classe dirigeante avide de privilèges. Comme dit René Dumont : « La principale industrie des pays d'outre-mer est actuellement l'administration ». Le Tiers Monde est pour l'essentiel fournisseur de matières premières pendant la quinzaine d'années 1945-1960. Le cas général c'est : 3/4 des échanges avec les pays industrialisés, un seul produit faisant 80 % des exportations dans deux tiers des cas. De plus, les « termes de l'échange » se détériorent car le rapport entre les prix des produits à l'importation et les prix à l'exportation évoluent en sens inverse. Les structures économiques coloniales restent vivaces, mais l'implantation des multinationales américaines progresse. Au début des années 60, les États-Unis effectuent 97 % des investissements dans le Tiers Monde. Certes les pays développés apportent leur aide financière, mais elle stagne en pourcentage, ou même baisse. Ainsi, les États-Unis y consacraient 2,7 % de leur PNB en 1950 ; c'est 0,35 % en 1960 !

Chapitre 21. L'UNIFICATION EUROPÉENNE DE 1950 À LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE

□ La CECA

Le traité de Paris instituant la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier (CECA, dit « Pool charbon-acier ») avait été signé le 18 avril 1951 (voir plus haut). La CECA est indépendante et supranationale. Les « six » transfèrent pour 50 ans leur souveraineté dans le domaine du charbon, du minerai de fer, des ferrailles et de l'acier à une institution communautaire indépendante chargée d'assurer une croissance régulière des productions, une libre circulation, une concurrence loyale et une amélioration du niveau social. L'institution a un budget, alimenté par prélèvement direct sur la production. La Haute Autorité est son organe principal, elle siège à Luxembourg, compte neuf membres, entièrement indépendants. Ses décisions s'imposent aux états membres ; elle n'est responsable que devant l'Assemblée de la Communauté. Créer cette Haute Autorité a été une méthode révolutionnaire. L'Assemblée de la Communauté a des membres désignés tous les ans par les parlements nationaux. Ils sont 78 membres. L'Assemblée siège à Strasbourg ; son rôle est consultatif mais elle a aussi un rôle de contrôle de la Haute Autorité, qu'elle peut obliger à démissionner, par une motion de censure à la majorité des deux tiers. Le Conseil des Ministres a des représentants des six gouvernements nationaux ; il veille à l'exécution des décisions communautaires, désigne les 51 experts du « Conseil consultatif », chargé de donner des avis sur les questions techniques. La Cour de Justice européenne est formée de sept juges et de deux avocats généraux, nommés pour six ans, d'un commun accord par les six gouvernements, mais ils sont indépendants dans l'exercice de leurs fonctions. Elle assure le respect du traité de Paris, tranche les litiges entre États, entreprises, personnes et organes de la CECA. Ses arrêts ont force de loi dans la Communauté. La Cour de Justice de la CECA deviendra la Cour de Justice des Communautés européennes (CJCE), elle siège à Luxembourg.

Trois étapes d'application ont été prévues. D'août 1952 à février 1953, les organes de la CECA sont installés et Jean Monnet est le premier président de la Haute Autorité, de 1952 à 1955. La CECA prend ses premières décisions, permettant d'établir une libre concurrence : suppression des tarifs préférentiels sur les chemins de fer et des subventions gouvernementales, par exemple. De février 1953 à février 1958, deuxième étape : libération progressive des marchés du charbon et de l'acier, par suppression des mesures protectionnistes en 1953, dissolution des monopoles nationaux (comptoirs charbonniers allemand et belge en 1956 et 1957, de l'association technique française de l'importation du charbon en 1957) et signature d'un accord d'association avec la Grande-Bretagne le 21 décembre 1954. Troisième étape en février 1958, c'est la liberté totale du marché du charbon et de l'acier. Les difficultés d'application du traité de Paris ont pour causes les coûts d'extraction

du charbon plus élevés en France et surtout en Belgique qu'en République fédérale d'Allemagne, les degrés différents de développement des sidérurgies nationales et la concurrence des charbons américains (moins chers) et surtout du pétrole. La CECA édicte des dérogations dans l'application du traité : maintien provisoire de subventions nationales pour les charbons français et belges ; maintien de droits de douane sur les importations italiennes d'acier ; droit pour la Belgique de contingenter, même après la troisième étape, ses importations de charbon en provenance des autres pays membres. Le premier résultat, pas du tout prévu initialement, est le recul de la production de charbon (de 6 % de 1952 à 1958), mais la CECA réussit à limiter les effets économiques et sociaux de ce recul. Deuxième résultat, la très forte hausse de la production d'acier (de 75 % de 1952 à 1958), alors qu'elle stagne en Grande-Bretagne. Les échanges de produits sidérurgiques au sein de la Communauté se sont considérablement développés. La politique sociale de la CECA a été active : participation à la construction de logements ouvriers, au reclassement des mineurs licenciés et à la reconversion des régions minières. Mais la CECA a été incapable de maîtriser la puissance des grandes sociétés sidérurgiques, et en particulier à empêcher la renaissance des grands *Konzerne* sidérurgiques allemands. Les débuts de la CECA ont été l'occasion d'une réflexion sur le processus communautaire : elle substitue aux relations diplomatiques traditionnelles, fondées sur la coopération intergouvernementale, un système juridique original où s'articule la défense des intérêts nationaux avec la promotion de l'intérêt commun exprimé par des institutions supra-nationales.

□ Les projets de CED (Communauté européenne de Défense) et de communauté politique

La Guerre froide, la Guerre de Corée l'a montré, fait que les États-Unis souhaitent le réarmement de l'Allemagne, nation essentielle de l'Europe centrale et à laquelle on ne peut pas imposer perpétuellement des restrictions, mais des remous sont compréhensibles, surtout en France. Or, la CECA n'est pas encore née, et les États-Unis peuvent faire pression : la CED est fondamentalement une proposition alternative, embryon, dans leur esprit, d'une fédération européenne, symétrique de la fédération américaine (grande idée de J.F. Dulles, qui ici va coopérer avec Jean Monnet, qu'il connaît depuis 1919). Un Plan Pleven (24 octobre 1950) est présenté à l'Assemblée nationale française. Reprenant une idée de Winston Churchill et largement un document de Jean Monnet, il propose d'intégrer les armées nationales dans une organisation supranationale, de manière à éviter la renaissance d'une armée allemande indépendante. Ainsi, il n'y aura pas de divisions allemandes. Un deuxième Traité de Paris (27 mai 1952, le premier est le créateur de la CECA, 18 avril 1951) est signé par les Six, la Grande-Bretagne se liant à la CED par un accord particulier. Il institue une Communauté européenne de Défense (CED), avec un budget commun, une intégration, un ministère et un état-major communs, une quarantaine de divisions sous l'uniforme européen. L'intégration se fera à partir

du niveau de la division (trois ou quatre régiments). Faveur faite à la France : toutes les divisions allemandes (10) sont intégrées à la CED ; alors que la France (12 divisions dans la CED) a droit à des unités hors du commandement de la CED (on est en pleine guerre d'Indochine). Mais le traité encadre beaucoup moins le réarmement allemand que le plan Pleven ! Le traité est ratifié rapidement par les parlements du Benelux et de la République fédérale d'Allemagne, d'autant plus que les États-Unis ont proposé une intégration immédiate de contingents allemands dans l'OTAN. En conséquence, l'Alliance atlantique a donné en février 1952 son accord à la CED, bien que l'articulation entre les chaînes de commandement (OTAN et CED) soit très floue. Le « parti européen » espère que la CED sera le moyen d'une « relance européenne » (politique), d'autant plus qu'Eisenhower et Dulles sont persuadés que la CED est dessein politique avant d'avoir des vertus militaires !

En France, l'opposition est très forte : les communistes et le RPF bien sûr, mais aussi une fraction des partis de la « troisième force », surtout la SFIO. Le monde politique se résout à l'attentisme, d'autant qu'au fond il n'a vraiment lu le traité qu'à la fin de 1952 : le traité à ratifier est « le cadavre dans le placard ». En Italie la situation est à peu près similaire. Or, la situation internationale évolue : Staline meurt et la Guerre de Corée s'achève, le miracle économique allemand commence, la Guerre d'Indochine s'enlise, etc. La situation intérieure française change, car les gouvernements de droite, à partir de Pinay, ont besoin de l'appui du RPF et, même, celui-ci participe au gouvernement Laniel de 1953. Irrité, J. F. Dulles menace la France d'un « révision déchirante » de la politique américaine à son égard (14 décembre 1953). Lorsque le gouvernement Mendès France — investi le 18 juin 1954, voir plus haut, PMF a pris des partisans et des adversaires dans son gouvernement — demande un vote au parlement, celui-ci repousse le projet par la « question préalable » (il n'y a pas lieu de délibérer), votée le 31 août 1954. Stupéfiant paradoxe : c'est la France qui avait lancé l'idée ! Pour les États-Unis, c'est la confirmation de Diên Biên Phu : la France n'est plus qu'une nation de second ordre ; et Suez, penseront-ils deux ans plus tard, aurait été impossible si la France avait été intégrée dans la CED.

Première conséquence européenne, les accords de Londres (3 octobre 1954) rendent à la République fédérale d'Allemagne sa souveraineté et lui permettent un réarmement contrôlé et limité, interdiction de posséder l'arme atomique par exemple. Deuxième conséquence européenne, les accords de Paris (23 octobre 1954) transforment l'Union occidentale (voir plus haut) en une UEO, Union de l'Europe occidentale (à dater de 1955), avec l'adhésion de la République fédérale d'Allemagne et de l'Italie (ainsi qu'à l'OTAN). La Grande-Bretagne est toujours partie prenante. L'organisation intégrée de l'Alliance, l'OTAN, avait absorbé les comités militaires de l'Union occidentale. Mais celle-ci renaît donc en 1955 en Union de l'Europe occidentale (UEO). Son rôle est en fait secondaire, mais elle sera l'une des rares institutions européennes à ne pas se fondre dans la Communauté économique

européenne (CEE), arguant de ses compétences en matière de défense commune et de relations internationales, refus réitéré en 1990, elle ne se fonda que dans l'Union européenne (UE), fin 2000. Les accords de Paris sont ratifiés de justesse en France. L'UEO est chargée d'assurer la sécurité de l'Europe et de contrôler les armements ; l'Espagne et le Portugal y adhèrent en 1988. Elle a une Assemblée (à Paris) et un Conseil permanent (à Londres).

Phrase d'Alfred Grosser sur le paradoxe : « Le 30 décembre 1954, l'Assemblée nationale accepte l'entrée de la République fédérale dans le Pacte atlantique comme solution de rechange à la CED. Quatre années auparavant, le gouvernement français lançait l'idée d'une armée européenne comme solution de rechange à l'entrée de la République fédérale dans le Pacte atlantique. »

L'échec de la CED est ressenti comme un coup d'arrêt à l'édification européenne, d'autant plus qu'un projet de Communauté (politique) européenne, très intégrée et « fédérale », adopté par l'Assemblée européenne en 1953, est également abandonné. Mais le courant d'opinion en faveur de l'unité européenne demeure très fort. Il est cependant davantage un courant de personnalités qu'un véritable mouvement d'opinion. Les opinions nationales sont toutes favorables, ce que montrent les sondages, mais sans enthousiasme. De nouvelles associations se fondent, dont le Mouvement européen, avec son drapeau, un grand E bleu. Il y a en plus des projets de Communautés spécialisées, dans les transports et l'agriculture par exemple, d'autant que l'expansion économique est générale, que les années 50 voient un dynamique mouvement des idées, un grand progrès des communications, des voyages et du tourisme. Un *Memorandum du Benelux* en faveur d'une « relance » est examiné par le Conseil des Ministres des Six à la Conférence de Messine (31 mai-3 juin 1955), qui, par prudence, se contente de désigner un Comité d'experts présidé par le Belge Paul-Henri Spaak (1899-1972) pour établir un rapport sur les possibilités d'une union économique générale et d'une union dans le domaine de l'énergie nucléaire, souhaitée par la France, beaucoup plus intéressée par ce projet que par l'autre. Le *Rapport Uri* du comité Spaak, modéré dans son vocabulaire est présenté à la Conférence ministérielle des Six, la Conférence de Venise (29-30 mai 1956), qui en adopte les grandes lignes et décide d'engager des négociations afin d'aboutir à deux traités (la CEE plus l'Euratom), liés, de façon à obtenir... la signature française.

Les négociations de Bruxelles commencent le 26 juin 1956, au château de Val-Duchesse. Les difficultés sont nombreuses : ampleur et complexité des intérêts en jeu, dont les problèmes agricoles (déjà !) et coloniaux ; quelle dose de « supranationalité » ? Des circonstances imprévues accélèrent les débats : la victoire du Front républicain en France en janvier 1956, la constitution par Jean Monnet — qui n'a pas demandé le renouvellement de son mandat de président de la Haute Autorité de la CECA — le 13 octobre 1955 d'un Comité d'action pour les États-Unis d'Europe, réunissant des personnalités influentes du monde des affaires, des partis politiques et des syndicats. D'autre part, la guerre de Suez met en lumière la faiblesse des états européens face aux États-Unis et à l'URSS, le « débat d'orientation » à

l'Assemblée nationale française en octobre 1956 dégage une large majorité favorable aux négociations et l'intervention militaire soviétique en Hongrie (novembre 1956) glace la Guerre froide en pleine Europe centrale, d'autant plus que du côté de l'Est elle est dite réaction à une agression occidentale, voire « fasciste », et que les États-Unis ne réagissent guère, pas plus qu'en juin 1953, lors de l'insurrection ouvrière en Allemagne de l'Est. Les derniers obstacles sont levés lors de la Conférence au sommet de Paris (19 février 1957).

□ Les traités de Rome (1957)

Le 25 mars 1957, sur le Capitole à Rome, les représentants de la République fédérale d'Allemagne, de la Belgique, de la France, de l'Italie, du Luxembourg et des Pays-Bas signent solennellement les traités qui instituent la CEE (Communauté économique européenne) et la CEEA (Communauté européenne de l'Énergie atomique ou Euratom). La France est représentée par Christian Pineau (ministre des Affaires étrangères, 1904-1995) et Maurice Faure (Secrétaire d'État aux Affaires étrangères), la République fédérale d'Allemagne par Konrad Adenauer (1876-1967) et Walter Hallstein (Secrétaire d'État, 1901-1982), l'Italie par Antonio Segni (Président du Conseil, 1891-1972) et Gaetano Martino (ministre des Affaires étrangères, 1900-1967), etc. Les objectifs de la CEE sont définis dans le préambule, ambitieux et proposés à d'autres peuples européens que les six signataires. Une « union sans cesse plus étroite » doit permettre le progrès économique et sociale des peuples, l'unification des économies par l'homogénéité et le libre-échange et confirmer la solidité des liens qui unissent l'Europe et « les pays d'outre-mer ». Mais il y a le non-écrit : l'union politique se fera grâce à l'union douanière. Pour établir celle-ci, les états élimineront progressivement, en douze ans (avant le 1er janvier 1970) tous les contingentements, droits de douane et réglementations nationaux, s'opposant à la libre circulation des personnes, des marchandises, des capitaux et des entreprises à l'intérieur de la Communauté. L'achèvement se fera, en fait, le 1er juillet 1968. La CEE établira un tarif douanier extérieur commun : c'est la principale différence avec une simple zone de libre-échange, proposée par la Grande-Bretagne. Elle mettra en œuvre une politique économique commune, notamment dans les secteurs de l'agriculture, des transports, de l'énergie, de la concurrence, des investissements, de la fiscalité... La CEE s'associe des pays et territoires d'outre-mer, avec la plus grande partie des systèmes préférentiels dont ils avaient jusqu'ici bénéficié. Enfin, pour éviter les conséquences d'une ouverture trop brutale, le traité de Rome prévoit plusieurs étapes et des clauses de sauvegarde.

Le cadre institutionnel de la CEE est largement inspiré de celui de la CECA. La Commission de la CEE est composée de neuf membres, désignés pour quatre ans et à l'unanimité par le Conseil des Ministres. Elle est indépendante, siège à Bruxelles, veille à la bonne application du traité, étudie et propose des mesures techniques ou politiques devant permettre la réalisation des objectifs définis par le traité. Elle exécute les différents budgets de

la Communauté, gère les politiques communes, mais n'a pas les pouvoirs supranationaux de la Haute Autorité de la CECA, qui disparaît, en vertu du principe de la « fusion des exécutifs ». Le Conseil des Ministres est composé de représentants des gouvernements, en nombre qui varie selon la nature des sujets traités ; il est assisté d'un Comité de représentants permanents (COREPER). Le Conseil des Ministres est l'organe de décision de la Communauté, les décisions importantes étant prises à l'unanimité jusqu'au 31 décembre 1965, puis à la majorité simple ou à la majorité qualifiée (des deux tiers) à partir du 1er janvier 1966. L'Assemblée de la Communauté est commune aux trois Communautés (CECA, CEE, Euratom). Elle a 142 membres, désignés au début par les parlements nationaux, en attendant qu'ils le soient au suffrage universel « selon une procédure uniforme » (cela se produira pour la première fois en 1979, et sans uniformité !). L'Assemblée est l'organe de contrôle de la Commission : elle doit émettre un avis sur les principales propositions faites par la Commission au Conseil des Ministres. La Cour de Justice est également commune aux trois Communautés. Elle a quatre types de compétences. Elle est un tribunal international, qui tranche les conflits entre pays membres au sujet de l'interprétation et de l'application des traités. Elle est aussi un tribunal constitutionnel chargé de contrôler la conformité des actes communautaires aux traités, un tribunal administratif auquel les fonctionnaires de la Communauté et les particuliers peuvent avoir recours contre les administrations communautaires et enfin une Cour suprême à laquelle les juges nationaux et les particuliers peuvent s'adresser pour interpréter le Droit communautaire. Dernier organisme, le Conseil économique et social (144 représentants des organisations patronales, syndicales, de consommateurs, etc.) n'a qu'un rôle consultatif.

Entre 1958 et 1961 il doit y avoir réduction des droits de douane entre les Six d'au moins 25 %, augmentation des « contingents d'importation » d'au moins 60 % et rapprochement des législations douanières. De 1962 à 1966 les droits de douane entre les Six doivent être à nouveau réduits (de 25 %), les « contingents d'importation » augmentés de 80 %. La Commission doit réduire de 30 % l'écart existant entre les tarifs douaniers nationaux et le tarif douanier extérieur commun (TDC), calculé selon la moyenne arithmétique des droits appliqués par chaque pays au 1er janvier 1957. La troisième étape (1967-1969) doit voir une application généralisée du TDC, l'élimination des droits de douane entre les Six, des contingentements et de toutes les entraves à la liberté commerciale à l'intérieur de la Communauté, ainsi que la libre circulation des personnes et des biens.

L'Euratom (CEEa) est pour la France une solution de rechange à sa tentative de l'automne 1956 de se doter de l'arme nucléaire en coopération avec l'Allemagne et l'Italie, en conséquence des échecs de la CED et de Suez. L'idée de base est la même que pour la CECA ; s'y ajoute le concept de « troisième Révolution industrielle ». Son objectif est de « créer les conditions de développement d'une puissante industrie nucléaire ». Le but est de fournir à de bonnes conditions l'énergie nécessaire aux Six. Les moyens, ce sont des actions communes

dans les domaines de la recherche et de la diffusion des connaissances, de la mise au point de technologies industrielles, de l'investissement et de la création d'entreprises communes, des approvisionnements, de la sécurité et de l'établissement d'un marché nucléaire. Une agence d'approvisionnement dispose d'une option d'achat sur les minerais, les matières brutes et fissiles produites dans les pays membres, et du droit exclusif de conclure des contrats. Il ne s'agit donc pas de regrouper l'ensemble de la production des Six. Les institutions de l'Euratom sont semblables à celles de la CEE, et même parfois communes (Assemblée, Cour de Justice, Conseil économique et social).

□ La première étape du Marché commun (1958-1961)

En 1958, les deux Commissions s'installent à Bruxelles, celle de la CEE étant présidée par Walter Hallstein (1901-1982), celle de la CECA par Louis Armand (1905-1971). L'Assemblée européenne tient sa première séance, le 19 mars 1958, à Strasbourg. Robert Schuman est élu président ; en mars 1962, elle prend le nom, ambigu, de « Parlement européen ». Mais l'opposition de la France gaullienne empêche l'élection (prévue par le traité de Rome) des députés au suffrage universel. La « première étape » de l'Union douanière est réalisée plus rapidement que prévu : une zone de libre-échange est donc vite créée. La « deuxième étape » est l'union douanière ; la troisième un véritable « marché commun », avec mobilités des facteurs de production, produits et main-d'œuvre ; la quatrième sera l'Union économique, avec harmonisation des politiques économiques ; la cinquième serait l'intégration économique, avec une autorité supranationale. En matière de suppression des « contingents d'importation » la première réduction intervient dès le 1er janvier 1959 et ils disparaissent totalement le 1er janvier 1961. Pour la réduction des droits de douane à l'intérieur de la CEE, au 1er janvier 1959 la première réduction, prévue, de 10 %, est opérée ; au 1er juillet 1960 : deuxième réduction, prévue, de 10 % ; mais au 31 décembre 1960 une baisse supplémentaire de 10 % est faite, accélérant la construction du marché commun. Le 1er janvier 1961, les tarifs douaniers extérieurs de chaque pays membre se rapprochent de 30 % du tarif douanier extérieur commun, par augmentation des droits en République fédérale d'Allemagne et au Benelux, et baisse en France et en Italie. Le Marché commun s'engage dans les grandes négociations commerciales de libre-échange lancées par les États-Unis dans le cadre du GATT (Accord général sur les Tarifs douaniers et le Commerce, *General Agreement on Tariffs and Trade*, voir plus haut), puis du « Kennedy Round » (d'ailleurs au siège du GATT, à Genève). Le Marché commun s'intègre bien dans l'OCDE (1960). Par contre, les débuts de l'union économique et sociale sont modestes. Une certaine liberté de circulation des capitaux est instituée le 11 mai 1960, les politiques commerciales des Six sont coordonnées à partir du 20 juillet 1960. La libre circulation de la main-d'œuvre s'opère à partir du 10 août 1961 et l'égalisation par étapes, avant la fin de 1964, des salaires féminins et masculins est décidée en décembre 1961. La mise en place des institutions financières prévues au Traité de Rome s'opère

assez vite. La Banque européenne d'Investissement (BEI), destinée à faciliter le développement harmonieux des différentes régions de la Communauté (par exemple : travaux dans le Mezzogiorno) et à financer des opérations d'intérêt commun à plusieurs États membres (par exemple la centrale nucléaire franco-belge de Chooz, dans les Ardennes) est une institution financière indépendante, disposant de ressources propres (versements par les Six et emprunts). Le Fonds européen de Développement (FED, à partir de 1959) aide les pays et les territoires d'outre-mer dits « associés » à la CEE, par des versements non remboursables destinés à financer des travaux non rentables d'infrastructure économique et sociale. Enfin, le Fonds social européen (FSE, à partir de 1960), destiné à « améliorer les possibilités d'emploi des travailleurs », contribue à financer partiellement les opérations de reconversion professionnelles. Ces succès, rapidement visibles, expliquent de nouvelles candidatures, celles de la Grèce et de la Turquie dès juin 1959.

Mais, à côté, en face si l'on préfère, se constitue l'AELE (Association européenne de Libre-Échange) ? La Grande-Bretagne s'oppose à la « petite Europe » (des Six) et à la notion de « marché commun » (voir plus haut). Elle propose en 1958 un rassemblement de la CEE et des autres pays d'Europe occidentale dans une vaste « zone de libre échange ». Les Six ne veulent pas compromettre la construction de la CEE et rompent les négociations, engagées. D'autres négociations commencent en mars 1959, entre la Grande-Bretagne, l'Autriche, la Suisse, le Danemark, la Norvège et la Suède. Elles aboutissent au traité de Stockholm, signé le 20 novembre 1959 entre ces six pays plus le Portugal. Ce sont donc sept pays, formant un ensemble assez disparate et déséquilibré au profit de la Grande-Bretagne. Notons l'absence de l'Espagne, cependant entrée à l'ONU en 1955 et dans l'OECE en 1959. Le traité institue l'*European Free Trade Association* (EFTA ou AELE, Association européenne de Libre Échange), qui entre en vigueur le 3 mai 1960. Comme la Finlande s'y associe en mars 1961, l'AELE groupe 8 pays (l'Islande s'ajoute en 1970). Le caractère limité a été souhaité par la Grande-Bretagne : élimination des droits de douane entre pays membres et suppression des contingentements, mais pas de TDC ; exclusion de certains secteurs « sensibles » de l'économie britannique (agriculture, pêche, capitaux) ; maintien d'un régime préférentiel britannique vis-à-vis du *Commonwealth* ; pas d'organes supraétatiques permanents, seulement un Conseil (avec des représentants des gouvernements) qui se réunit deux fois par an à Genève et dont les décisions, prises à l'unanimité, doivent être ratifiées par les parlements nationaux ; pas de procédure d'intégration économique et politique. Le fonctionnement de l'AELE est difficile, à cause d'un problème commercial de base : au sein de l'AELE, seuls les pays scandinaves ont entre eux un commerce supérieur à celui fait avec la CEE ! Brusquement, en 1961, la Grande-Bretagne manifeste son intention de demander à entrer dans la CEE ; cela provoque l'hostilité et la rancœur de la part des autres membres de l'AELE.

Pourquoi cette première candidature britannique au Marché commun ? Les traités de Rome fonctionnent avec moins d'entraves à l'exercice des souverainetés nationales que le Royaume-Uni ne l'avait cru ; les avantages du Marché commun dépassent ceux de l'AELE ; les échanges du Royaume-Uni se développent plus rapidement avec les Six qu'avec les partenaires de l'AELE. Le Royaume-Uni n'est pas pour les États-Unis l'allié privilégié que les dirigeants britanniques avaient pensé et les États-Unis, qui ne s'étaient pas opposés à la création du Marché commun (ils y voyaient un renforcement de l'Europe, avec la présence de la République fédérale d'Allemagne), sont hostiles à toute fusion de l'AELE et de la CEE, dont le résultat serait un obstacle au commerce extérieur américain. Pour le Royaume-Uni, grand est l'intérêt de se rapprocher finalement du continent et son attitude évolue.

On utilise après 1945 l'expression de *Special Relationship* (relation spéciale et privilégiée) pour caractériser les **rapports anglo-américains**, soulignant les points de convergence entre les deux pays : communauté de langue et de culture, liens historiques, même attachement à la démocratie libérale, cause commune dans les organisations internationales ou dans des secteurs clés (nucléaire, renseignement).

La première demande britannique d'adhésion à la CEE est formulée le 9 août 1961 : le gouvernement conservateur de Harold Macmillan (1894-1986) pose la candidature de son pays à la CEE et à la CEEA, en précisant toutefois que « renforcer nos liens avec l'Europe ne signifie pas affaiblir les autres » (!). Ce dépôt entraîne la candidature à la CEE du Danemark, de la Norvège, de l'Irlande, plus les demandes d'association de l'Autriche, de la Suisse, de l'Espagne et du Portugal. Au même moment, le plan Fouchet (1961-1962) se propose de fonder une confédération européenne. En 1960, les Six acceptent d'ouvrir des discussions sur une union politique européenne et confient au ministre français Christian Fouchet le soin de préparer des propositions. Le premier projet, présenté en novembre 1961, prévoit une Union d'États, avec à sa tête un Conseil réunissant trimestriellement les chefs d'État ou de gouvernement et décidant à l'unanimité. Les premiers objectifs de cette Union seront d'établir une politique étrangère et une politique de défense communes, mais le traité est prévu pour trois ans seulement ! Les partenaires de la France n'admettent cette structure confédérale que si elle prépare le passage au système fédéral dont le principe doit être inscrit dans le traité. En réponse, Fouchet présente un second projet, qui élimine la clause de renégociation, ce qui rendrait plus difficile un glissement progressif vers le fédéralisme. Les discussions sont rompues en avril 1962.

Chapitre 22. LES RELATIONS INTERNATIONALES AU MOYEN-ORIENT ENTRE 1945 ET 1962

□ Un Moyen-Orient entre guerres et paix

Le mandat de Palestine avait été exercé par la Grande-Bretagne pendant l'entre-deux-guerres, dans un sens de plus en plus pro-arabe, illustré par la publication en 1939 d'un *Livre blanc*. La Grande-Bretagne applique la politique contraignante de l'entre-deux-guerres tout au long de la Seconde Guerre mondiale, refoulant, notamment en 1940 et 1941, des navires chargés d'immigrants juifs ayant fui les nazis : il y a plusieurs naufrages et des centaines de victimes. Mais la communauté juive constitue une Brigade juive (dite Brigade palestinienne) de près de 50 000 hommes, qui combat les forces de l'Axe aux côtés des Anglais ; ils y apprennent les méthodes de la guerre moderne, ce qui pèsera lourd en 1948-1949. À cause de la Shoah — la plupart des survivants préfèrent ce terme (« catastrophe ») à celui d'holocauste, plus récent et américain : leurs compagnons ont été « exterminés » et non « sacrifiés » — dès 1942, des Sionistes rédigent un programme qui tire argument du génocide nazi pour exiger la transformation de la Palestine en un État juif : en conséquence, à la Victoire, les grandes puissances et l'ONU vont accepter le principe de la création d'un État juif en Palestine. Ce n'est pas le cas des Britanniques, mais la Grande-Bretagne est un « Grand » désormais secondaire (voir plus haut)...□La Deuxième Guerre mondiale change complètement la donne. La révélation du génocide remplit les Européens et les Américains d'horreur. Il devient très difficile de critiquer le sionisme sans passer pour antisémite, la réputation d'antisémites pronazis poursuit bon nombre de *leaders* arabes. Les sionistes exploitent le sentiment de culpabilité des Occidentaux, peu fiers d'avoir traîné à libérer les camps pour des raisons stratégiques ; ils se livrent à une véritable instrumentalisation du génocide au bénéfice d'une cause qui leur semble juste. Les candidats à l'émigration en Palestine sont nombreux, même si la majorité des Juifs souhaitent toujours émigrer aux États-Unis. Il n'est pas question que les survivants des camps de la mort se réinstallent en Europe centrale, où leur monde a disparu et où les populations délivrées du nazisme continuent parfois à être antisémites : il y a un pogrome en Pologne en 1946 dans la ville de Kielce, où des rescapés des camps tentaient de récupérer leurs biens. Les Britanniques, pour éviter une confrontation générale au Proche-Orient, maintiennent leur politique de restriction à l'immigration sioniste en Palestine et cessent de soutenir les paramilitaires de la Haganah et de l'Irgoun. Pour canaliser l'aspiration à l'unité des Arabes, au profit des gouvernements qu'ils ont mis en place, les Britanniques suscitent la fondation (22 mars 1945) d'une Ligue arabe qui réunit les pays arabes indépendants (plus la Transjordanie qui ne l'était pas encore), et affirme solennellement leur refus de tout État juif.

En 1945, les juifs de Palestine (550 000 pour 1 200 000 Arabes) réclament un état indépendant. En Syrie et au Liban, les Britanniques ont encouragé la suppression des

mandats français (décembre 1943). L'indépendance est effective en août 1945, et les derniers soldats français et britanniques les évacuent en 1946 (voir plus haut). La maturation politique de la Syrie est rapide. Une intelligentsia moderniste adhère aux idées de Michel Aflak (1910-1989). Issu d'une famille chrétienne orthodoxe de Damas, il a étudié l'histoire à la Sorbonne vers 1930 et a été influencé par le personnalisme d'Emmanuel Mounier. D'abord sympathisant du communisme, il s'en détourne bientôt et fonde en 1943 le *Ba'as* (Parti de la Résurrection arabe), dont le journal (*Al Ba'as*) exerce un ascendant sur les jeunes intellectuels de l'ensemble du monde arabe. Le *Ba'as* va devenir le porte-parole d'un « socialisme arabe », non marxiste, de coloration nationaliste, laïque et panarabe. La Grande-Bretagne avait une longue tradition de politique pro-arabe : elle avait créé deux royaumes arabes, l'Irak, indépendant en 1930, et la Transjordanie, indépendante en 1946 (voir plus bas) ; sa politique palestinienne n'était pas du tout anti-arabe. Autres facteurs, la fondation en 1932 de l'Arabie saoudite, le poids du pétrole d'Arabie (qui provoque la sollicitude américaine : bénéfice du prêt-bail, rencontre avec Roosevelt au retour de Yalta en février 1945, etc.) et le panarabisme vague de l'entre-deux-guerres, plutôt centré sur Le Caire et son université. En 1943, le premier ministre irakien Nouri Saïd (1888-1958) lance l'idée d'une Ligue arabe, formée d'une « Grande Syrie » (Syrie et Liban mais aussi Palestine et Transjordanie !), de l'Irak et d'autres pays arabes volontaires. L'Égyptien Nahas lui substitue un projet nettement moins intégrationniste, approuvé par les Britanniques, mais dont les premiers buts sont vagues : défense de l'indépendance des membres et coopération. La Ligue arabe naît officiellement au Caire le 22 mars 1945, elle groupe sept pays à l'origine : Irak, Égypte, Arabie, Syrie et Liban, Yémen, Transjordanie dès avant son indépendance de 1946 (puis Jordanie en 1950 : voir plus loin). Tout pays arabe indépendant peut y adhérer.

Pendant la Seconde Guerre mondiale l'Iran a été soumis à une occupation partagée entre la Grande-Bretagne et l'Union soviétique à partir de 1941, pour la durée de la guerre, mais l'URSS a l'intention de s'y établir durablement. Dès la fin de la guerre, le Moyen-Orient devient un champ prioritaire pour le développement de l'influence soviétique. L'URSS tente, de 1941 à 1948, une grande manœuvre d'enveloppement qui est le pendant de la pénétration qu'elle opère en Europe centrale et orientale. En Iran, elle occupe le nord du pays depuis 1941 et y favorise le développement du parti *Toudeh*, communiste ; elle soutient l'agitation autonomiste de l'Azerbaïdjan et du Kurdistan iranien. Un gouvernement « autonome » d'Azerbaïdjan (décembre 1945) procède à une réforme agraire et à la nationalisation des banques avec l'appui des Soviétiques, qui espèrent provoquer une « réunification » avec l'Azerbaïdjan de l'URSS. Le 22 janvier 1946 est aussi proclamée une République populaire kurde, dans le Nord de l'Iran. Mais la détermination britannique est grande, sur le modèle du discours de Churchill à Fulton, en mars 1946 (voir plus haut), pourtant critiqué par les travaillistes. Ainsi encouragé, en 1946 l'Iran porte plainte à deux reprises auprès du Conseil de Sécurité de l'ONU contre les atteintes soviétiques à sa souveraineté. En échange

de la création d'une société pétrolière mixte soviéto-iranienne (51 % des actions à l'URSS), les Soviétiques s'en vont en mai 1946. L'Iran va alors plus loin, fin 1946, il dénonce l'accord, rejette en 1947 le projet pétrolier et reconquiert le Nord du pays ! Pour la Turquie aussi l'URSS tente sa grande manœuvre d'enveloppement. Elle demande au gouvernement turc la restitution des régions arméniennes (districts de Kars et d'Ardahan) perdues en 1921 et une défense commune des détroits, révisant donc les accords de Montreux de 1936. Le gouvernement d'Ankara refuse, il est fermement soutenu par les États-Unis appliquant la doctrine Truman de mars 1947.

□ Le Moyen-Orient des deux indépendances « anglaises » (1946-1948)

Le Royaume-Uni accorde l'indépendance à la Transjordanie en mars 1946, seule la Palestine reste alors soumise à la tutelle britannique. En Palestine, les Britanniques continuent leur politique pro-arabe, par limitation de l'immigration, renvoi en Allemagne de l'*Exodus*, bateau chargé de 4 500 immigrants (1947), ce qui provoque un grand choc pour l'opinion internationale : elle redécouvre les questions du Proche Orient, ou les découvre, car elles n'avaient jamais été beaucoup médiatisées dans les années 30. David Ben Gourion (1886-1973), principal leader politique juif, décide alors la lutte armée contre les Britanniques ; elle est menée par la Haganah, devenue une sorte d'armée semi-clandestine, et des groupes terroristes : Irgoun (dirigé par Menahem Begin ¹ depuis 1943), Stern, Etzel, constituant un terrorisme à grande échelle. Garnisons, camps, patrouilles, voies de communications sont attaqués. Le 22 juillet 1946, se produit l'explosion de l'hôtel King David, siège du Quartier général britannique. Cet attentat revendiqué par l'Irgoun fait 110 morts. Le gouvernement anglais décide donc de proposer un compromis. Le plan Morrison du 31 juillet 1946 prévoit la division du territoire en quatre zones — une juive, une arabe, Jérusalem (dotée d'un statut particulier) et le Néguev — mais regroupées en un seul État. Les juifs de Palestine, très hostiles à la proposition britannique, répondent par une série d'attentats perpétrés par Stern et l'Irgoun. Les Britanniques ne parviennent pas à convaincre Arabes et juifs de venir discuter à Londres d'un partage de la Palestine. La question de Palestine s'internationalise donc à partir de 1946. Le terrorisme redouble de violence tout au long de 1947. Incapable de trouver une solution, le gouvernement britannique confie la question palestinienne aux Nations unies (héritières de la SDN...) en février 1947 ; les Nations unies interviennent alors, créant une commission d'enquête émanant de onze pays. Après un séjour sur place, celle-ci propose un plan de partage de la Palestine, âprement discuté par l'assemblée générale de l'ONU (16 septembre-29 novembre 1947) et finalement adopté, entre un État juif (55 % du territoire en trois tronçons) et un État arabe (45 % du territoire), Jérusalem étant dotée d'un statut de ville internationalisée sous le contrôle de l'ONU. Les juifs ont la majorité du territoire alors qu'ils sont toujours minoritaires en population, mais l'État juif doit accueillir les rescapés des camps

¹ 1913-1992.

de la mort (près de 700 000 juifs vont arriver de 1949 à 1951), ce qui fera plus que doubler la population juive. Le plan est accepté par l'assemblée générale de l'ONU le 29 novembre 1947 — l'URSS vote pour car c'est pour elle une décolonisation, les États-Unis sont soucieux de ménager la communauté juive américaine, la Grande-Bretagne s'abstient — , accepté par les juifs, mais rejeté par les Arabes. L'Université du Caire appelle à la guerre sainte, la Ligue arabe se prépare à la guerre, ainsi que l'Irgoun et la Haganah ; la Grande-Bretagne annonce précipitamment le départ de ses troupes pour le 15 mai 1948 à 0 heures, jour de *sabbat*. Cette décision précipite les événements, qui rendent caduc le plan de partage. Sans attendre, les juifs s'emparent de Haïfa et Jaffa.

Le 14 mai 1948, veille de *sabbat*, Ben Gourion (président de l'exécutif de l'Agence juive) proclame, dans la grande salle du musée de Tel-Aviv, l'État d'Israël, avec Haïm Weizmann (1874-1952) comme président et Tel-Aviv comme capitale, et le 15 la Grande-Bretagne met bien fin à son mandat. David Ben Gourion (1886-1973) sera le chef du gouvernement de 1948 à 1953 et de 1955 à 1963. Les États-Unis se précipitent, dès l'annonce de la création de l'état d'Israël (14 mai 1948) pour le reconnaître, mais ils ont été « doublés » par l'URSS ! Pourquoi l'URSS, dont l'attitude reste favorable ? Elle est soucieuse d'accélérer le retrait britannique du Moyen-Orient (attitude anticolonialiste) et le jeune état hébreu est d'inspiration socialiste, sans avoir encore choisi le camp de l'Est, tant s'en faut ! La Ligue arabe attaque aussitôt, le 15. Les Palestiniens arabes et les pays arabes voisins d'Israël décident alors d'intervenir par les armes. Disposant d'une armée moderne — la Légion arabe jordanienne commandée par un officier anglais, John Bagot Glubb (1897-1986), dit *Glubb-Pacha* — ils espèrent dominer les forces juives de Palestine, la Haganah (voir plus haut) et les commandos de l'Irgoun et de Stern. La disproportion des populations est frappante : 650 000 Israéliens contre 30 millions d'Arabes, mais les forces militaires sont en rapport inverse, d'autant plus que les soldats arabes sont sans expérience ; la Haganah absorbe rapidement l'Irgoun et sert de cadre à la mobilisation de 70 000 Israéliens, hommes et femmes.

La première guerre dure du 16 mai 1948 au 25 janvier 1949. Israël est attaqué de tous côtés, Jérusalem est assiégée, mais l'ONU impose le 11 juin une trêve de quatre semaines, qu'Israël met à profit en faisant venir du matériel militaire de partout, mais surtout de Tchécoslovaquie, favorable, comme tous les pays de l'Est. À la fin de la trêve (8 juillet), Israël attaque partout, en prétextant d'escarmouches avec les forces égyptiennes. Un nouveau cessez-le-feu est imposé le 18 juillet. Le 17 septembre, le médiateur envoyé le 21 mai 1948 par l'ONU, le comte suédois Folke Bernadotte (né en 1895) est assassiné par deux extrémistes israéliens. Le 14 octobre, Israël, renseigné sur la lassitude des pays arabes, rompt brutalement le cessez-le-feu en attaquant la seule Égypte (seul pays arabe décidé à continuer le combat) et en occupant le Néguev. Un nouveau cessez-le-feu intervient le 22 octobre, l'ONU créant une commission de conciliation le 11 décembre. Mais le 22 décembre, nouvelle attaque israélienne

et retraite égyptienne. Le 7 janvier 1949 l'Égypte signe une trêve avec Israël. Le lendemain, la Grande-Bretagne installe des troupes en Transjordanie. Du 24 février au 20 juillet 1949, Israël signe à Rhodes une série d'armistices avec les pays arabes, d'abord l'Égypte, puis le Liban, la Transjordanie et la Syrie. Ils seront respectés jusqu'en 1967 (en dehors de l'Égypte, *cf.* 1956). Lors d'opérations très violentes et sanglantes, les forces israéliennes ont donc été victorieuses. La Haganah, l'Irgoun et les autres groupes se sont fondus en une Armée de Défense d'Israël, *Tsahal*. Les troupes égyptiennes qui avaient épaulé la Légion arabe n'ont échappé à l'encerclement dans le Néguev que grâce à une intervention britannique.

Le remplaçant de Bernadotte, l'Américain (noir) Ralph Johnson Bunche (1904-1971), soumit à l'assemblée générale de l'ONU un plan très différent du premier plan de l'Organisation, car il intégrait le Néguev dans la zone arabe. Les États-Unis, qui pesaient très lourd dans le fonctionnement des Nations unies, refusèrent le plan Bunche pour des raisons électorales, en redoutant le poids du vote juif lors de l'élection présidentielle de novembre 1948, que Truman n'était pas du tout assuré de gagner. Le succès d'Israël se concrétisa par le tracé *de facto* de frontières favorables et par son admission à l'ONU (11 mai 1949, 49^e membre). D'autre part, les trois quarts de la population arabe avait quitté le territoire du nouvel État pour les pays arabes limitrophes, effrayés dès les premiers bruits de guerre. Les négociations pour une paix définitive entre pays arabes et Israël, conseillées par l'ONU et entamées sous son égide, commencèrent mais n'aboutirent jamais, ce qui à moyen terme confortait la position d'Israël. Aucun État arabe ne vit le jour en Palestine : l'Égypte annexa en effet la « bande de Gaza » ; la Transjordanie plus la Cisjordanie — vieille ville, arabe, de Jérusalem comprise — devenant définitivement et géographiquement la Jordanie le 20 avril 1950. La décision de l'ONU d'internationaliser Jérusalem (9 décembre 1949) resta lettre morte, les dirigeants israéliens considérant la ville sainte comme la véritable capitale du pays, au détriment de Tel-Aviv, capitale officielle, reconnue par la communauté internationale. Enfin, le problème des réfugiés palestiniens demeurait entier, soumis au futur règlement de paix et empêchant celui-ci. Le 8 décembre 1949, l'Assemblée générale des Nations unies décidait de créer l'UNRWA (*United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East*) pour venir en aide aux Arabes qui avait quitté leurs villes et villages lors de la guerre israélo-arabe. L'ONU allait s'inspirer de cette organisation pour assister les victimes des catastrophes humanitaires à venir.

L'État israélien occupe désormais 78 % du territoire mandataire palestinien (au lieu de 55 %), avec un débouché sur la mer Rouge (le port d'Eilat, sur le golfe d'Aqaba). Dans les trois années qui suivent la première guerre, près de 700 000 personnes immigrent en Israël, doublant la population. Ces immigrants sont pour une moitié des rescapés de la *Shoah* bénéficiant de la fin du mandat anglais et pour une autre moitié des juifs venus des pays arabes (Irak, Égypte, Yémen, principalement). Près de 725 000 Palestiniens ont quitté la Palestine,

640 000 s'entassent dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, il n'en reste plus que 170 000 en Israël. Les causes de ce départ massif, élément essentiel de l'histoire du XXe siècle, sont controversées : des radios arabes ont appelé au départ ; des tracts sionistes menaçants ont été répandus.

Exemple de **tract du début de l'année 1948** : « Arabes des agglomérations urbaines ! Nous tenons à vous prévenir que le typhus, le choléra et d'autres épidémies meurtrières s'abattront parmi vous en avril et en mai ! Fuyez tant qu'il en est encore temps ! Tous ceux qui ne veulent pas de cette guerre doivent, pour avoir la vie sauve, s'enfuir avec femmes et enfants. Ce sera une guerre cruelle et sans aucune pitié ! »

Or, les armistices de Rhodes ont complètement ignoré le fait palestinien en soi, réduit à un « simple » problème de réfugiés par tous les protagonistes pendant de très nombreuses années. L'ONU s'empare certes du problème des réfugiés, mais pas en tant que fait national et aucun des nombreux projets, prévoyant des retours et/ou des indemnités, ne peut voir le jour, Israël ne voulant aborder le problème que dans le cadre d'un règlement de paix global. Pendant près de trente ans, une hostilité totale oppose l'État d'Israël à l'ensemble de ses voisins ; elle devient dans le cadre de la Ligue arabe le principal ferment du nationalisme panarabe.

□ Le pétrole

La Deuxième Guerre mondiale confirma l'importance stratégique des gisements pétroliers : les Allemands tentèrent d'atteindre Bakou et échouèrent à provoquer des révoltes anticolonialistes (et antisémites) dans le monde arabe. Surtout, la Deuxième Guerre mondiale marqua l'apparition d'une seconde énergie hautement stratégique : le nucléaire, mais ce ne fut qu'après, à la fin des années 1940, qu'on se mit à songer sérieusement aux applications pacifiques du nucléaire, pour la production d'électricité. De 1950 à 1973, on assista, dans la ligne des évolutions qui s'étaient dessinées dans l'entre-deux-guerres, au triomphe des hydrocarbures, effet de la diffusion, dans les pays développés, des innovations qui avaient eu lieu aux États-Unis dans la période précédente : la deuxième révolution industrielle triomphe après la Deuxième Guerre mondiale. Dans les pays de l'OCDE, la consommation d'énergie par habitant fit plus que doubler. Les évolutions furent moins marquées dans le reste du monde. Cette situation était favorisée par les prix peu élevés du pétrole, prix fixés par les grandes compagnies pétrolières occidentales (les « majors ») qui dominaient le marché. En effet, de 1945 au début des années 1970, la structure oligopolistique de l'industrie pétrolière se trouva en quelque sorte officialisée par la domination désormais non conflictuelle, voire même franchement cartellistique, de sept compagnies : dans les années 1950 ces « sept sœurs », contrôlaient 98 % des gisements de pétrole, 93 % des circuits de distribution et 73 % des capacités de raffinage du monde. Cinq de ces compagnies étaient américaines, issues du démantèlement de la *Standard Oil* de Rockefeller ou nées dans les années 1920 à l'occasion

de la mise en exploitation de nouveaux gisements (comme *Mobil Oil* et *Texaco*). Deux étaient européennes : la *Royal Dutch Shell* et *British Petroleum*, créées à l'origine pour exploiter les gisements des Empires coloniaux ou des zones d'influence respectives.

À partir de 1946 les États-Unis devinrent importateurs nets de pétrole : il fallut protéger le marché intérieur de la concurrence de pétroles moins chers en provenance notamment du Moyen-Orient où les coûts de production étaient bien moins élevés : au début des années 1970 même la côte ouest des États-Unis recevait le pétrole du Moyen-Orient au même prix que celui du golfe du Mexique ! Dans ce système, les pays producteurs ne contrôlaient ni les quantités produites, ni le niveau des exportations, ni celui des prix ; ils se contentaient de toucher l'argent que les compagnies voulaient bien leur verser. Le système était celui des concessions : les compagnies recevaient des droits d'exploitation exclusifs sur les régions soumises à concession, un véritable transfert de souveraineté en échange d'une redevance (*royalty*). Les pays producteurs levaient aussi un impôt, minime, sur le bénéfice des compagnies.

□ Les politiques britannique et américaine

L'Égypte espérait obtenir de la Grande-Bretagne la révision du traité d'indépendance de 1936, le départ des troupes anglaises et l'annexion à son profit du Soudan anglo-égyptien. Des négociations, entamées en 1946, donc avant la première guerre israélo-arabe, allèrent à l'impasse. Les Frères musulmans radicalisèrent le mouvement nationaliste, qui se renforça encore après la guerre avec Israël et malgré le relatif « sauvetage » de l'armée égyptienne par les Britanniques. Quant à lui, l'Irak rejeta le projet britannique de traité, qui donnait à la Grande-Bretagne des avantages stratégiques. Le seul allié sûr des Britanniques était l'émir Abdallah bin al-Husseïn de Transjordanie (1882-1951) qui, dans le traité d'alliance valable pour 25 ans signé le 22 mars 1946, acceptait le stationnement de troupes britanniques, en échange de la fin du mandat et du titre de roi, sous le nom d'Abdallah Ier.

Le Moyen-Orient s'inscrit dans le contexte de la Guerre froide. La politique des États-Unis, sur le long terme, est commandée par deux raisonnements. Le premier est le poids électoral de la communauté juive des États-Unis, organisée petit à petit, à partir des années 50, mais sans jamais être uniforme. Toutefois, si les États-Unis ont été les seconds à reconnaître l'état d'Israël, le principal soutien d'Israël a été pendant longtemps la France : le virage, pour les États-Unis, ne date que de la guerre des Six Jours. L'aide des États-Unis à Israël sera considérable mais la politique de l'État d'Israël ne satisfera pas toujours l'opinion américaine. Deuxième raisonnement, l'accès aux réserves pétrolières. La présence américaine est d'ailleurs pour cela ancienne dans la zone (en Arabie saoudite surtout) ; en 1949 les États-Unis signent avec l'Arabie un accord relatif à la base militaire de Dhahran. En 1956, les investissements américains exploitent 23,75 % du pétrole d'Irak et du Qatar, 40 % du pétrole iranien, la moitié

de celui du Koweït, et la... totalité du pétrole d'Arabie saoudite, du Yémen, de Jordanie, de Bahreïn, du Dhofar et de la « zone neutre » (entre Koweït et Irak). La dépendance énergétique américaine sera accentuée dans les années 70, mais elle restera moins forte que celle de l'Europe et, plus encore, celle du Japon.

Il y a, sur le long terme, continuité de la politique des États-Unis dans la région, cherchant pendant plus de quarante ans à préserver l'accès à un pétrole à bas prix, à casser toute tentative de remise en cause de leur hégémonie et à assurer la prééminence militaire d'Israël. Certes les États-Unis produisent en 1945 les deux tiers du pétrole mondial, cinq des sept « majors » (les sociétés pétrolières les plus importantes) sont américaines, mais les réserves du Moyen-Orient sont tôt apparues comme les plus importantes du monde... Cependant la politique américaine n'est pas que pétrolière. La présence culturelle des États-Unis au Proche-Orient remonte au XIXe siècle, elle est le fait des missionnaires qui, grâce à leur œuvre éducative et humanitaire, donnent une image positive et désintéressée de leur pays. Impression favorable confirmée au lendemain de la première guerre mondiale par le président Wilson, partisan de l'autodétermination des peuples arabes. L'installation des compagnies pétrolières date surtout des années 30 (Arabie saoudite). Mais, avant 1940, la politique américaine se borne à une défense des intérêts culturels et commerciaux. Dans l'affaire palestinienne, le département d'État se contente d'assurer la protection des personnes et des biens américains, appartenant en général à des naturalisés juifs ou arabes. En 1941, Washington découvre l'importance stratégique de cette région du monde, à cause de la progression des forces de l'Axe et des soulèvements anti-britanniques. En 1942, des troupes américaines sont envoyées dans le Golfe pour assurer la logistique de l'approvisionnement de l'Union soviétique. Il en restera la base de Dhahran en Arabie saoudite, qui demeurera dans des mains américaines jusqu'au début des années 60, puis sera réoccupée à partir de la première guerre du Golfe pour être encore, au début du XXIe siècle, une pièce essentielle du dispositif militaire américain.

Cet investissement en Arabie saoudite consacre la place des musulmans Wahhabites comme premiers partenaires des États-Unis : durant les années de guerre, Washington prend conscience du rôle futur des réserves pétrolières de ce pays dans l'économie mondiale et décide la réorganisation du consortium américain l'exploitant, afin d'éviter une trop grande concentration. Les Saoudiens sont enchantés par leurs ressources nouvelles et obtiennent de Roosevelt ce qu'ils demanderont inlassablement à tous ses successeurs, une garantie américaine de protection de leur territoire, indéfendable sans cela. L'Orient arabe acquiert une double valeur stratégique par sa position géographique face à une Union soviétique devenue l'ennemi principal et par son rôle de fournisseur de produits énergétiques. La première crise de la guerre froide a lieu en 1946 à propos de l'Iran (voir plus haut) et les plans de guerre américains de l'après-guerre insistent certes sur l'Europe et le

Japon, mais également sur le Moyen-Orient. Toutefois les charges militaires de Washington en Europe et en Asie rendent impossible le stationnement de forces américaines dans cette région, à l'exclusion de la base de Dhahran. La politique américaine doit donc reposer sur deux piliers, la présence militaire britannique et de bonnes relations avec l'ensemble des régimes arabes. Cette belle architecture est remise en cause par la question de Palestine et l'administration Truman a une politique incohérente : dès août 1945, elle adopte une ligne pro-sioniste en soutenant la demande de 100 000 visas d'immigration ; un comité d'experts anglo-américains propose dans l'été 1946 l'abolition du *Livre blanc* pour un deuxième plan de partage entre Arabes et Juifs ; il est rapidement abandonné ; comment poursuivre les objectifs américains pro-arabes ci-dessus ? La politique incohérente de l'administration Truman dans les mois qui précèdent la création d'Israël, en mai 1948, a pour résultat de porter un coup mortel au dispositif britannique et de créer un ressentiment généralisé contre les États-Unis dans l'ensemble des pays arabes. Les États-Unis se précipitent, dès la création de l'état d'Israël, pour le 14 mai 1948 le reconnaître, mais ils ont été « doublés » par l'URSS (voir plus haut) !

La notion de « chaînon septentrional » (*northern tier*) américain au Moyen-Orient apparaît au secrétaire d'État américain J.F. Dulles comme un bouclier anti-soviétique. Les États-Unis accordent une aide financière et militaire à la Turquie d'Adnan Menderes (1899-1961), qui possède une armée pléthorique financée par les États-Unis, à l'Irak de Fayçal II (1935-1958) jusqu'en 1958, à l'Iran du Shah qui ménage les intérêts pétroliers américains. La CIA contribue, en outre, au renversement du Premier Ministre Mohammad Mossadegh (1882-1967) en 1953. Simple député, il avait fait voter une loi de nationalisation de l'*Anglo-Iranian Oil Company*, dominée par les capitaux britanniques, 15 mars 1951, désireux que la nation iranienne — quatrième producteur mondial — imite le Venezuela qui avait tenu tête aux sociétés étrangères en 1944-1945. Devenu premier Ministre, le 28 avril, il affronte le boycott de l'Iran par les compagnies anglaises et américaines (solidarité...). Une guerre économique d'usure pendant deux ans et en août 1953, l'armée et Mohammad Reza Chah Pahlavi (1919-1980) réussissent un coup d'État, aidés par la CIA : Mossadegh est emprisonné. En 1954, un « consortium international » est chargé de la commercialisation du pétrole iranien, extrait par des compagnies qui restent nationalisées, mais les sociétés américaines détiennent 40 % du consortium. En 1956, Mossadegh est libéré mais assigné à résidence jusqu'à la fin de sa vie. Il mourra en 1967, ayant eu la satisfaction de voir, dès les années 50 l'ENI (*Ente Nazionale dei Idrocarburi*) d'Enrico Mattei (1906-1962) puis les pays de l'OPEP (Organisation des Pays exportateurs de Pétrole) dans les années 60 et 70 suivre son exemple. En 1955, les États-Unis encouragent la signature du Pacte de Bagdad (24 février, Turquie, Iran, Irak, Pakistan et Grande-Bretagne) dirigé contre l'Union soviétique et destiné à renforcer le « flanc droit » de l'OTAN. Quand en 1959 l'Irak, devenu pro-oriental, se retire du Pacte de Bagdad, celui-ci se transforme en CENTO (*Central Treaty Organization*), au sein duquel grandit l'influence américaine.

□ Le tournant de 1955. L'Égypte et la guerre de Suez (1956)

Conséquences de la politique britannique, deux négociations sont menées en 1953-1954 par l'Égypte, république depuis 1952, avec la Grande-Bretagne. L'une porte sur le retrait de la Grande-Bretagne du « Soudan anglo-égyptien » (1899) ; elle aboutit à la proclamation de l'indépendance en 1956 (sans entrée dans le *Commonwealth*). L'autre débouche sur l'évacuation de la zone du canal de Suez. Quel est le tournant de 1955 ? La doctrine soviétique de la coexistence pacifique fait clairement des espaces extra-européens l'enjeu de la lutte des blocs, mais ce sont les États-Unis qui prennent l'initiative, en suscitant le Pacte de Bagdad. L'Irak reçoit une aide militaire des États-Unis ; allié des États-Unis, véritable bastion pro-occidental, il devient une puissance inquiétante pour ses voisins (surtout la Syrie), rompant la solidarité arabe, déjà mise à mal par la première guerre israélo-arabe. Or, le *Ba'as* (voir plus haut) a pénétré une fraction de l'armée syrienne et il joue un rôle politique important à partir de 1954. En Jordanie, les Britanniques sont indirectement présents. Du temps du mandat, ils avaient constitué une Légion arabe, troupe bédouine commandée par un Anglais, armée et entraînée par des Anglais. Elle subsiste lors de l'indépendance, toujours commandée par *Glubb-Pacha*. Il essaie de pousser Hussein à adhérer au pacte de Bagdad, provoquant des manifestations de Palestiniens qui incitent Hussein à le chasser le 2 mars 1956. En conséquence de Bandoeng (voir plus haut) l'Égypte choisit le neutralisme et refuse d'adhérer au pacte de Bagdad. La Syrie et surtout l'Égypte se tournent vers Moscou pour obtenir des armes. Le 27 septembre 1955 un très important accord de fourniture d'armes est conclu avec la Tchécoslovaquie ; c'est la fin du monopole britannique du commerce des armes au Proche-Orient ; cela pose la question du contrôle du canal de Suez car les Soviétiques ne sont-ils pas en train, après l'Extrême-Orient, de prendre pied en Méditerranée ? D'autre part, de graves incidents de frontière se produisent dans la zone de Gaza : Israël ne se trouve-t-il pas un rôle de défenseur du canal de Suez ?

Deuxième rôle nouveau, la place centrale de l'Égypte. La défaite de 1948 a laissé beaucoup de rancœur dans le monde arabe ; les militaires notamment reprochent aux monarchies héritées de la domination européenne leur incurie et leur inféodation à l'Occident. Le 23 juillet 1952, en Égypte, les « Officiers libres » déposent le roi Farouk (1920-1965), le pouvoir revient au général Mohammed Naguib (1901-1984), mais l'homme fort est déjà Gamal Abdel Nasser (1918-1970), lieutenant-colonel. En juillet 1954, Nasser évince Néguib et devient le *Raïs* (le chef) du nouveau régime. C'est lui qui obtient le départ définitif des troupes anglaises par le traité du 19 octobre 1954, qui représente l'Égypte à la conférence de Bandoeng et qui annonce la conclusion d'un contrat d'armement avec la Tchécoslovaquie le 26 septembre 1955. Il prône un panarabisme militant, reposant sur l'évidence de l'existence d'une « nation arabe », centrée sur l'Égypte, et proclame sa volonté d'abattre l'état d'Israël, forme particulière de la colonisation, en prenant la tête des Arabes, l'unité des Arabes n'étant nullement un préalable

à l'unité musulmane. En juin 1956, Nasser est élu président de la République par 99,9 % des voix ! Les États-Unis et les Britanniques refusent de financer le barrage d'Assouan ; les Anglais se sont complètement retirés de la zone du canal de Suez ; Nasser annonce sa nationalisation le 26 juillet 1956. Cette nationalisation n'est pas une spoliation : d'une part, le canal avait été « concédé » et la concession n'est abrégée que de 12 ans, d'autre part, les actionnaires sont indemnisés. Elle est un symbole et une bonne affaire pour Nasser : on est un an après Bandoeng et Nasser affirme le droit des peuples à disposer de leurs ressources nationales ; il compte sur les revenus (substantiels) du canal pour financer la construction du barrage d'Assouan, après le refus des États-Unis de soutenir un prêt de la BIRD, refus répliquant à l'annonce du sommet des non-alignés à Brioni (juillet 1956), entre Nasser, Nehru et Tito (voir plus haut).

Grâce aux **indemnités versées**, la Compagnie universelle du Canal de Suez va devenir une société purement financière, dont le nom sera la Compagnie financière de Suez (1958) puis Suez tout court. Actionnaire majoritaire de la Lyonnaise des Eaux (1974), elle sera nationalisée en 1981, privatisée en 1987, elle prendra le contrôle de la Société générale de Belgique (1988) et fusionnera avec Gaz de France (2006-2008).

L'attitude de la Grande-Bretagne et de la France est à prendre en compte. Elles ont depuis très longtemps une politique étrangère au Proche-Orient (y compris en commun, cf. la guerre de Crimée et la Syrie au XIXe siècle) ; elles s'estiment (sincèrement ?) responsables, moralement, de l'Égypte depuis le XIXe siècle, sinon depuis l'expédition de Bonaparte (!) ; elles veulent protéger les actionnaires français et anglais. Et surtout elles désirent abattre le régime de Nasser, assimilé au Fascisme, d'autant que déjà se manifeste son antisémitisme : c'est un complexe de Munich, un « devoir d'ingérence » ! De surcroît, la France craint, l'année des indépendances du Maroc et de la Tunisie, les répercussions sur l'Algérie, le FLN étant d'ores et déjà soutenu par l'Égypte. Quant à la Grande-Bretagne, initiatrice du Pacte de Bagdad, elle veut contrer les attaques de Nasser contre celui-ci. De plus, Nasser vient de réussir à faire pression sur Hussein de Jordanie pour qu'il renvoie *Glubb Pacha*. La Grande-Bretagne (gouvernée par Anthony Eden, 1897-1977, premier Ministre conservateur de 1955 à 1957) et la France trouvent en Israël, inquiet pour sa sécurité, un allié (un remords ?). Des conciliabules secrets ont lieu à Sèvres en octobre 1956 ; ils prévoient un scénario en deux temps : les Israéliens déclencheront les hostilités contre l'Égypte, puis, sous prétexte d'interposition entre les belligérants, les « Franco-Britanniques » interviendront à leur tour, leurs moyens militaires, utilisés depuis Chypre, étant jugés suffisants, à juste titre, et placés sous commandement anglais.

Chypre est alors territoire britannique. Sous l'impulsion de son archevêque, *ethnarque* (« chef de la nation » grecque) et chef de la lutte pour la décolonisation de l'île, mais pour le rattachement à la Grèce (*Enosis*) demandé par la population grecque depuis le XIXe siècle, Mgr Makarios III (1913-1977), Chypre, au bout d'une lutte armée menée par l'EOKA, obtient le départ des Anglais en 1959.

Le premier ministre grec depuis 1955, Constantin Caramanlis (1907-1998), pour se rapprocher de la Grande-Bretagne, est, lui, favorable à l'indépendance de Chypre ; il convainc Makarios (et devient fort impopulaire en Grèce, jusqu'à sa démission en 1963).

Le 16 août 1960, l'indépendance est proclamée, sur la base d'un partage compliqué des pouvoirs entre Grecs et Turcs, et avec le maintien de deux bases militaires et d'une station radar britanniques. Chef de l'État élu jusqu'en 1974 (mais le fonctionnement des institutions est bloqué par la minorité turque dès 1961), Makarios jouera un rôle dans le mouvement des non-alignés.

La crise qui va mener à la guerre de Suez commence le 29 octobre 1956, quand les troupes israéliennes, commandées par Moshe Dayan (1915-1981), occupent en quelques heures le Sinaï. Le 31, Français et Britanniques bombardent les aérodromes égyptiens, ce qui facilite l'avancée des Israéliens. Le 5 novembre, les troupes franco-britanniques débarquent à Port-Saïd et commencent à progresser vers le Sud. C'est une réussite militaire mais un désastre politique. Non seulement l'URSS proteste et menace mais les États-Unis contraignent leurs alliés français et britanniques à reculer puis à se rembarquer et Israël à évacuer le Sinaï. La pression est même financière : les États-Unis ont organisé une spéculation contre la livre sterling ! Le premier ministre canadien, Lester Bowles Pearson (1897-1972), propose d'envoyer une force internationale excluant la participation des grandes puissances, pour s'interposer entre Français, Anglais, Israéliens et Égyptiens. Cette proposition faite à l'assemblée générale de l'ONU, et non au Conseil de sécurité, pour parer à un *vetò* français ou anglais, aboutit — avec l'appui américain — à la création de la Force d'Urgence des Nations unies (FONU), avec le soutien de Dag Hammarskjöld : c'est la première apparition des « Casques bleus ». L'ONU envoie ces « Casques bleus » à Charm el-Cheïkh (point sud du Sinaï qui contrôle l'entrée du golfe d'Aqaba et donc l'accès au port israélien d'Eilat) et le long de la frontière égypto-israélienne. Ils seront jusqu'à 6 000 et resteront jusqu'en mai 1967. Nasser transforme son pitoyable échec militaire en une victoire politique : il devient le héros du nationalisme arabe pour avoir tenu tête à la fois à Israël et à l'Occident néo-colonialiste. Et les juifs d'Égypte sont expulsés. Paradoxalement, Suez apparaît comme la première victoire du Tiers Monde ! Paris et Londres sont définitivement écartés de la région, en dépit de la petite armada rassemblée ; une fort prévisible pénurie d'essence résulte de la fermeture temporaire du canal de Suez ; en Grande-Bretagne, Anthony Eden se retire en 1957, arguant de ses problèmes de santé ; l'opération de Suez sonne le glas de la politique britannique d'intervention ; en France, c'est une des raisons de l'agonie de la IVe République. Les États-Unis comprennent que le pacte de Bagdad, fruit de leur *pactomanie* mondiale, doit être amendé : ils le remplacent par un système plus souple de promesse d'assistance, dirigée par l'exécutif américain, à tout pays menacé par un « régime communiste », c'est la « doctrine Eisenhower » (5 janvier 1957). L'URSS a réussi à faire oublier son intervention de Budapest et elle s'affirme comme le soutien des luttes anti-impérialistes. Quant aux compagnies pétrolières, elles affûtent leur politique ; par exemple,

elles commandent des pétroliers beaucoup plus gros, incapables de passer par le canal de Suez, contraints à la route du Cap de Bonne Espérance, mais plus rentables.

La guerre marque le début du « fusionnisme » arabe : l'Égypte et la Syrie (sans frontières communes) proclament leur fusion en une « République arabe unie » (RAU, 22 février 1958). Mais un coup d'état se produit en Syrie le 28 septembre 1961 et elle quitte la RAU ; toutefois « République arabe unie » va rester le nom officiel de l'Égypte jusqu'en septembre 1971. L'Irak, allié des Britanniques, est isolé au sein du monde arabe. Il lance, le 14 février 1958, une Fédération irako-jordanienne, unissant, très formellement, les deux monarchies hachémites. Le 8 mars, le Yémen s'associe à la RAU pour former les États arabes unis, structure virtuelle. Quelques mois plus tard, le 14 juillet 1958, dans un bain de sang, sont renversés Fayçal d'Irak, la monarchie irakienne (et son premier ministre Nouri Saïd), par des militaires « progressistes ». Les États arabes se refusent à reconnaître l'existence de l'état d'Israël — constituant un « front du refus », dont Nasser est la tête — et tentent de l'étouffer en imposant un blocus, que les Nations unies sont incapables d'empêcher. Enfin, Yasser Arafat, né au Caire en 1929 d'un père palestinien et d'une mère égyptienne, fonde (avec d'autres) en octobre 1959 le *Fath* (« conquête »), sous-titré Mouvement de Libération nationale de la Palestine, et peu connu jusqu'en 1968.

Yasser Arafat, né dans la puissante famille palestinienne des al-Husseini, connaît l'exode de 1948, à Gaza. Il a toujours prétendu être né à Jérusalem. Titulaire d'une bourse du gouvernement égyptien, il devient le président de la Fédération des Étudiants palestiniens d'Égypte de 1952 à 1956, il est suspecté par le régime nassérien pour ses contacts avec les Frères musulmans. Il émigre en 1958 au Koweït, où il se trouve lors de la fondation du Fath.

□ Les conséquences pour la politique américaine

L'architecture de la politique extérieure américaine au Proche-Orient a été remise en cause par la question de Palestine. Les tentatives de rattrapage de 1950-1951, sous forme de la création d'un commandement allié au Proche-Orient, sont catastrophiques puisque le nationalisme arabe prend une orientation de plus en plus anti-occidentale. L'administration Eisenhower, entrée en fonction en janvier 1953, porte en elle un grand projet : l'intégration du nationalisme arabe dans le système occidental, stratégie rendue possible grâce au règlement du conflit israélo-arabe. L'atout maître sera le régime de Nasser et des Officiers libres en Égypte, qui ont renversé la monarchie en juillet 1952 avec la bénédiction de Washington. Le plan est simple : grâce à la médiation américaine, la Grande-Bretagne évacuera l'Égypte. À la suite de ce succès majeur, Nasser, à l'anticommunisme proclamé, deviendra le dirigeant du monde arabe et fera la paix avec Israël, qui devra consentir des concessions territoriales dans le Néguev et politiques dans la question des réfugiés palestiniens. La première phase est réussie et, en 1954, Londres et Le Caire signent un traité prévoyant

l'évacuation des troupes britanniques ; en 1955, l'opération « Alpha » de paix israélo-arabe est lancée. Israël comprend parfaitement le danger et multiplie les tentatives pour déstabiliser le régime nassérien, tandis que les Britanniques refusent d'accepter une hégémonie égyptienne sur le monde arabe et jouent la carte des monarchies irakienne et jordanienne. Nasser se sent trahi et accroît sa marge de manœuvre : il annonce, en septembre 1955, l'achat d'armes au bloc de l'Est puis reconnaît la Chine populaire. Dès lors la politique américaine cherchera inlassablement « l'éviction des Soviétiques ».

Au printemps 1956, Washington décide de donner une leçon à Nasser. L'opération « Omega » a pour but d'isoler l'Égypte et de faire du deuxième roi Saoud d'Arabie, roi depuis 1953, porte-parole de l'arabisme conservateur, le nouveau relais de la politique américaine. La première phase d' « Omega » consiste à rejeter les demandes égyptiennes de financement du haut barrage d'Assouan. Mais Nasser prend tout le monde à contre-pied en nationalisant, le 26 juillet 1956, la compagnie exploitant le canal de Suez. Eisenhower cherche désespérément à éviter un conflit armé, et il est trompé par ses alliés franco-anglais qui s'entendent avec Israël pour envahir l'Égypte. Devant ce désastre total qui risque de faire basculer l'ensemble du monde arabe dans le camp soviétique, le président américain réagit vigoureusement en condamnant ses alliés et Israël et en prenant des sanctions suffisantes pour forcer l'État hébreu à évacuer le Sināï qu'il a occupé. Pourtant, la seconde phase d' « Omega » est lancée le 5 janvier 1957 sous forme de la doctrine Eisenhower, ce qui engendre la lutte pour la Syrie en 1957 et l'intervention des marines au Liban en 1958. L'Irak, d'abord bastion pro-occidental, s'ouvre aux Soviétiques à partir de la révolution de 1958 qui porte au pouvoir le général Kasem (Abdul Karim Qasim, 1914-1963). La situation n'est contrôlée que quand l'Irak de Kasem devient l'adversaire de la République arabe unie, constituée en 1958 par l'Égypte et la Syrie, sous la direction de Nasser (voir plus haut).

À la différence d'Eisenhower, Kennedy se montre ouvertement favorable à la cause israélienne lors de sa campagne électorale. Il bénéficie durant sa présidence (1960-1963) d'une absence de crise majeure dans le conflit israélo-arabe, mais il prend la décision fatidique d'accepter des livraisons d'armes à Israël, dont les principaux fournisseurs étaient jusque-là la France et l'Allemagne fédérale. Il abandonne ainsi la position officielle de ses prédécesseurs se voulant « au-dessus des parties ». Pourtant, il esquissera un rapprochement avec l'Égypte nassérienne dont il reconnaît l'effort de développement économique.

6e partie. LA DÉTENTE (1963-MILIEU DES ANNÉES 1970)

Il s'agit d'une époque (mais attention aux appellations traditionnelles quant aux périodes !) marquée par le traité de Moscou sur les expériences nucléaires (5 août 1963), le traité de non-prolifération nucléaire (1er juillet 1968), l'accord SALT I de mai 1972 et l'acte final d'Elsinki (CSCE, 1er août 1975). Elle a ses textes et ses symboles : en 1963 le pape Jean XXIII¹ publie deux mois avant sa mort l'encyclique *Pacem in Terris*; en mai 1969, un membre des *Beatles*, John Lennon (1940-1980), enregistre la chanson *Give Peace a chance*, qui devient rapidement un hymne pacifiste ; le mouvement pacifiste *Greenpeace* est fondé en 1971. On est bien avant l'intervention soviétique en Afghanistan (27 décembre 1979). Le monde semble alors régi par un véritable « condominium américano-soviétique » — la formule a été semble-t-il inventée en 1973 par le ministre français des Affaires étrangères Michel Jobert (1921-2002) — , que rend possible le relatif délitement de chacun des camps et l'affaiblissement des messianismes rivaux, perdus dans les jungles vietnamiennes et les rues pragoises.

Chapitre 23. UNE NOUVELLE DONNE DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES

□ L'évolution du problème nucléaire

Secrétaire à la Défense, Robert Strange McNamara (1916-2009) expose dans un discours de juin 1962 sa « doctrine des représailles flexibles », inspirée par le président des chefs d'état-major, Maxwell Davenport Taylor (1901-1987) : abandon des « représailles massives » (cf. 4e partie) et adoption d'une stratégie de « riposte graduée ». Il s'agit d'utiliser soit les armes conventionnelles, soit les armes atomiques tactiques, ou encore les armements nucléaires stratégiques, selon le cas. C'est ce que McNamara appelle la « réponse flexible » (*flexible response*). En corollaire il faut posséder une force de « deuxième frappe », pour porter des coups décisifs à un adversaire qui aurait lancé une « première frappe » ou pour menacer de frapper les villes (frappe « anti-cités ») après avoir frappé les forces (frappes « anti-forces »). La supériorité de l'arsenal américain jouerait à fond. D'ailleurs les Américains programment désormais les missiles pour plusieurs cibles possibles. Se répand l'idée d'une panoplie de guerres nucléaires possibles, entre lesquelles on peut « choisir ». Des scénarios futuristes apparaissent dans le roman américain sous Kennedy, forme d'optimisme dont le cinéaste Stanley Kubrick (1928-1999) s'inspire dans le célèbre *Dr Folamour*, distribué en 1964 (voir plus loin). Autre corollaire, l'hostilité aux forces de frappe indépendantes chez les alliés, car elles pourraient servir de « détonateur » à la force américaine... Mais l'URSS n'est pas convaincue

¹ Angelo Giuseppe Roncalli, 1881-1963, canonisé en 2014.

par la doctrine ; elle pense que les États-Unis utiliseront de toute façon massivement l'arme atomique et est effrayée par l'énorme accroissement de l'arsenal américain. L'Union soviétique est divisée par le débat entre Malenkov — qui considère qu'une guerre nucléaire conduirait à l'anéantissement de la civilisation industrielle — et Khrouchtchév — qui estime que seul le système capitaliste en souffrirait. Dans un ouvrage publié en 1962, *Stratégie militaire*, le maréchal Vassili Sokolovski (1897-1968) intègre le facteur nucléaire dans la stratégie soviétique : la guerre serait nécessairement nucléaire et l'URSS ne se laisserait pas prendre par surprise. Une formidable course aux armements nucléaires commence, qui amènera l'URSS à rattraper les États-Unis à la fin des années 60. Le problème évolue, pour les opinions publiques, vers un effroi nucléaire consécutif à la crise de Cuba, illustré par *Dr Folamour* : on parle alors d'« équilibre de la terreur ». Mais des garde-fous sont mis en place au long de l'année 1963 afin d'éviter la prolifération et certains autres risques nucléaires. Le 21 avril les États-Unis et l'URSS décident de coopérer pour l'utilisation pacifique de l'énergie atomique. Le 20 juin est établi le fameux « téléphone rouge » (en fait un fax) entre Moscou et Washington, pour éviter le déclenchement accidentel d'un conflit nucléaire. Le 5 août États-Unis, Grande-Bretagne et URSS signent à Moscou le traité sur l'arrêt des expériences atomiques dans l'espace atmosphérique, extra-atmosphérique et sous-marin, les expériences souterraines restant possibles ; 99 autres pays signent ensuite. La France et la Chine sont hostiles à ce texte parce qu'elles désirent développer rapidement leur propre « force de frappe », elles refusent de le signer.

Il est à noter que pour les experts il y a **deux proliférations**, deux formes de course aux armements nucléaires : la **prolifération verticale**, c'est-à-dire l'accumulation formidable des armes nucléaires dans les États qui les possèdent déjà, avec des risques d'accidents ; la **prolifération horizontale**, c'est-à-dire l'extension à d'autres États que les cinq États nucléaires d'avant 1967 (États-Unis, URSS, Grande-Bretagne, France et Chine populaire) : Israël (1967), l'Inde (1974), le Pakistan (1984)...

Après le traité de Moscou il y a le traité international sur l'utilisation pacifique de l'espace (une soixantaine de pays), le 27 janvier 1967, la rencontre entre Johnson et Kossyguine en juin 1967 (à New Jersey), sans résultat concret, et le traité de non-prolifération nucléaire du 1er juillet 1968, par lequel URSS et États-Unis s'engagent à limiter le nombre des pays dotés de l'arme atomique, contre la prolifération horizontale. Ce traité élargit explicitement les missions de l'Agence internationale de l'Énergie atomique (AIEA), créée à Vienne en 1957 : cette organisation intergouvernementale autonome, placée sous l'égide des Nations Unies, avait été créée suite à une suggestion du président Eisenhower, lancée en 1953, le plan *Atoms for Peace*. Le statut de l'AIEA, adopté à New York le 26 octobre 1956, entre en vigueur le 29 juillet 1957. Son siège est à Vienne. Ses objectifs sont d'encourager et de faciliter dans le monde le développement et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Le traité de non-prolifération nucléaire du 1er juillet 1968 définit explicitement une mission de

contrôle pour l'AIEA. Entré en vigueur en 1970, le traité distingue les États qui ont procédé à des expériences nucléaires avant 1967, et conserveront leurs armes, et les autres, qui ne doivent pas en acquérir ; il interdit aux détenteurs de l'arme nucléaire d'approvisionner les autres pays et à ceux-ci de produire et d'acquérir ces armes. Les années 60 voient donc les débuts de la coexistence pacifique. Les deux superpuissances se sont rationnellement et raisonnablement rapprochées pour cela, mais il ne faut pas sous-estimer le rôle de la rupture URSS-Chine ! Dans les années 70 seront signés les traités de dénucléarisation des fonds marins et de leur sous-sol, le traité SALT I et le traité ABM (*Anti-Balistic Missile*, voir plus loin).

□ Les difficultés et contradictions du camp occidental entre 1963 et 1975

Il y a déjà une faillite de la politique extérieure de Kennedy. Le contexte de 1960, année de la victoire électorale de Kennedy, est fait d'abord d'une remise en cause de l'impérialisme américain : le *leadership* des États-Unis est contesté. Mais il y a aussi l'organisation de la CEE (voir plus loin) et le fait que Kennedy est d'une part pénétré d'un esprit de « croisade », croyant en la « mission » des États-Unis, et qu'il a d'autre part le « complexe de Munich ». Kennedy est particulièrement soucieux de la force militaire de son pays. Il pense que sans elle l'URSS pourrait être tentée par des aventures. Le *missile gap* (qui est un mythe, cf. 4e partie) suscite un vaste programme américain d'armement, dont les *Minutemen*, des ICBM — *Intercontinental Ballistic Missiles*, à longue portée (plus de 10 000 km) —, les fusées Polaris, lancées depuis des sous-marins, et aussi la progression des forces conventionnelles. En octobre 1962, au moment de la crise de Cuba, la supériorité américaine est considérable. Moscou dispose de 75 missiles intercontinentaux basés à terre et n'en fabrique que 25 par an. Les États-Unis possèdent déjà 294 missiles intercontinentaux et en fabriquent 100 par an. La supériorité américaine est encore plus écrasante dans le domaine des missiles tirés depuis des sous-marins et des bombardiers lourds. Ces choix militaires provoquent un bond des dépenses militaires et l'extension d'un « complexe militaro-industriel », symbolisé par le Pentagone (cf. 4e partie) et qui partage avec le Président, le gouvernement et le Congrès la direction de la politique extérieure des États-Unis. Kennedy à la présidence (1961-1963), ce sont des échecs : volonté d'indépendance de la France au sein du Pacte atlantique ; Kennedy n'obtient du Congrès qu'une partie des sommes demandées pour le Tiers Monde (et leur répartition avantage les pays très « menacés ») ; l'Alliance pour le Progrès coïncide avec le ralentissement de la croissance de l'Amérique latine et avec sept coups d'état militaires, dont Kennedy avalise cinq. Et bien sûr avec les débuts de la Guerre du Viêt-nam (ou Vietnam, à l'américaine), qui est dans la logique de la politique américaine depuis 1950 — ce que Diên Biên Phu avait bien montré — et de la « riposte graduée » (voir plus haut). Elle est dans la logique du libéralisme américain : les libéraux ne veulent pas passer pour des anticommunistes « mous »... Dès 1957, le régime dictatorial sud-vietnamien de Ngô Đình Diêm, soutenu par les États-Unis, voit se

dresser contre lui une opposition communiste (le Viêt-cong, *cong* signifie rouge), qui se mue le 20 décembre 1960 en Front national de Libération (FNL), aidé par le régime du Nord.

Chef du parti catholique et premier ministre, **Diêm** avait fait face après les accords de Genève à la guerre civile provoquée par la répression anti-bouddhiste et la guérilla menée par les nationalistes et les communistes, ce qui nécessita l'appel à une aide américaine accrue.

Il évince les partisans de Bao Dai de l'armée et de l'administration, puis, après un référendum truqué en octobre 1955, proclame la République, dont il assume la présidence. Bao Dai s'exile alors définitivement en France.

En juillet 1956 Diêm annonce que les élections prévues aux accords de 1954 n'auront pas lieu. Anticomuniste fervent, Diêm élabore son propre syncrétisme — à base de catholicisme, de personnalisme et d'éléments confucéens et indiens — qui devient l'idéologie officielle du régime.

Le régime devient de plus en plus extrémiste ; les bouddhistes répliquent en 1963 aux violences du régime par des manifestations et des suicides par le feu. Les Américains encouragent le renversement de Diêm par les généraux Ky et Thieu (1er novembre 1963) : le renforcement du Viêt-cong et l'autoritarisme de Diêm ont discrédité le régime, même auprès des Américains et Diêm est assassiné. Nguyen Van Thieu (1923-2001) deviendra après le coup d'État de 1965 vice-Président du Conseil et ministre de la défense, puis en 1967 président de la république. Réélu en 1971, il obtiendra le soutien des États-Unis dans la conduite de la guerre du Vietnam, s'opposera aux accords de Paris de janvier 1973, mais devra céder en avril 1975 face à l'expansion communiste. En novembre 1963, il y a déjà 16 000 « conseillers militaires » américains à Saigon. Comme on sait, l'Amérique va s'embourber en Indochine, trop pour qu'il soit facile de l'en dégager. Les États-Unis s'empêtrent, sous la présidence de Johnson, dans la guerre du Vietnam : la période des *sixties* devient celle des « années Vietnam », un « Warfare State » remplace le *Welfare State* classique des démocrates américains ! Le contexte de la Guerre du Vietnam après la mort de Kennedy évolue en un renforcement de la présence militaire américaine, un impérialisme économique mondial des États-Unis : les sociétés multinationales s'installent et prolifèrent, mais les États-Unis sont dépendants pour les matériaux « stratégiques » ; enfin, Kennedy lègue à son successeur, Lyndon Baines Johnson (1908-1973) un complexe militaro-industriel hyper-développé. La relative prudence initiale de Johnson (1964-1965) est à souligner. Il augmente l'aide à Saigon sans intervention militaire directe ; il s'oppose aux idées de Barry Goldwater. Goldwater est sénateur républicain de l'Arizona, mais à la droite du parti, il représente le courant populiste, traditionaliste de la « vieille Amérique » ; il veut restaurer l'« esprit des années 20 », il prêche la croisade contre les « rouges ». Et le sénateur Barry Morris Goldwater (1909-1998) est candidat à l'élection présidentielle américaine de 1964. Il est battu, mais jamais un homme ayant échoué dans la course présidentielle (et aussi piteusement !) aura exercé une influence pareille : il réussit à dynamiser et à étendre l'influence du *Great Old Party*, GOP, le Parti républicain, semant les graines du conservatisme auquel, seize ans plus tard, Ronald Wilson Reagan (1911-2004) devait

donner ses lettres de noblesse. Deux nuances importantes sont à apporter à la modération de Johnson. D'abord la « résolution du Golfe du Tonkin » (7 août 1964). À la suite de l'attaque de deux destroyers américains par des navires nord-vietnamiens (on apprendra plus tard qu'il s'est agi d'un incident totalement... inventé par les États-Unis !), le Congrès, à la quasi-unanimité, donne les pleins pouvoirs au Président pour « prévenir toute agression future » dans la région (*sic*), un véritable chèque en blanc, donc. D'autre part, il est probable que les modalités de l'offensive aérienne commencée en 1965 ont été élaborées secrètement dès 1964. 1965 est l'année de deux grands engrenages fondamentaux pour le Vietnam. Les bombardements systématiques du Nord-Vietnam commencent en mars ; c'est l'ère du « corps expéditionnaire », qui remplace les « conseillers militaires » ; dès la fin de l'année, 230 000 soldats américains sont au Vietnam. En 1967 les Américains sont un demi-million, 530 000 en 1968. À ces troupes viennent s'ajouter celles des alliés des États-Unis : Coréens du Sud (50 000 hommes en 1966), Thaïs, Philippins, Australiens et Néo-Zélandais. Une formidable infrastructure logistique occupe les deux tiers des effectifs américains. En mars 1965 les Américains ont débarqué à Da Nang (ex-Tourane), qui devient la base principale des bombardiers, immédiatement harcelée par le FNL. Sept bases aériennes et quatre bases d'hélicoptères sont construites au milieu de 1965. À partir de juin 1966, Hanoi même est bombardé, ainsi que Haiphong, « poumon » du Vietnam du Nord : le gouvernement du Nord décrète la mobilisation, la population est évacuée ou vit dans des abris. En un peu plus de trois ans sont déversées sur le Vietnam du Nord deux fois plus de bombes que sur l'Allemagne durant la Seconde Guerre mondiale ! Le recours, en avril 1966, aux bombardiers pour détruire la piste Hô Chi Minh qui ravitaille le Sud en passant par le Vietnam, le Laos et le Cambodge est vain : à peine coupée, elle est reconstituée ailleurs par des milliers de coolies et les hommes du FNL y véhiculent les munitions par des colonnes de bicyclettes, voire des camions. Les dépôts, camouflés, fragmentés, sont indétectables.

L'objectif américain est d'acculer Hanoi à la négociation, mais le Nord-Vietnam exige d'abord l'arrêt incondtionnel des bombardements. À partir de la fin de 1966, l'état-major américain mise sur une guerre d'usure. Conséquences : ce que Johnson avait toujours redouté, l'amplification de l'engagement du Nord-Vietnam au Sud : il lance la grande offensive générale du Têt en janvier-février 1968 ! Juste avant, un « navire de renseignement » américain, le *Pueblo* avait été arraisonné au large de la Corée du Nord, et l'équipage gardé onze mois. Autre épouvantail qui se concrétise, le rapprochement entre Hanoi et Moscou (davantage qu'avec Pékin), capital car l'appareil clandestin du *Viêt-cong*, qui s'est dévoilé imprudemment pendant l'offensive du Têt (cf. Stanley Kubrick, *Full Metal Jacket*, 1987), a été décapité : la victoire politique remplace la victoire militaire. Tout cela éloigne tout espoir de solution négociée rapidement, d'autant plus que le *Viêt-cong* ne parvient pas à soulever la population. Le 31 mars 1968, les bombardements américains sont suspendus sur le Nord mais accrus sur le Sud, pour établir un rapport de forces favorable à Saigon : les négociations de Paris s'ouvrent le 13 mai

1968 mais s'éternisent. Éloignement aussi de tout espoir de démocratisation du Sud-Viêt Nam, d'autant que l'armée sud-vietnamienne fait la preuve en 1968 de sa combativité (temporaire). Ces engrenages tournent la guerre vers une intensification effrayante — très vite, deux morts civiles pour une mort militaire — , avec une très forte médiatisation du conflit. En 1968, il y a 530 000 soldats américains au Viêt Nam, qui s'enlisent dans des opérations de contre-guérilla inefficaces (*search and destroy*). De son côté, l'URSS, libre de tout conflit comparable, perfectionne et renforce son arsenal militaire, rattrapant son retard sur les États-Unis ; l'URSS regagne dans le Tiers Monde le prestige perdu lors de la crise de Cuba (*cf.* 1^{ère} partie). Dans ce même temps des « années Vietnam », toute une opinion « occidentale » prend fait et cause pour le *Viêt-cong* et le Nord-Viêt Nam, même chez les Américains, divisant sur elle-même la « maison » américaine. À la fin du mandat de Johnson (1968), les États-Unis sont une « maison divisée » (formule de Lyndon B. Johnson, reprenant celle de Lincoln à la veille de la Guerre de Sécession !). La réalisation de la « Grande Société » rêvée par le démocrate Johnson est remise à des jours meilleurs. La ségrégation de fait des Africains-Américains dans le Nord perdure, ainsi que leur pauvreté et leur chômage, de grandes révoltes noires éclatent entre 1964 et 1968 (tout particulièrement en 1967). C'est la fin d'une seconde illusion américaine — après l'espoir des années 50 reposant sur la croissance — basée sur le progressisme gouvernemental et la découverte de problèmes nouveaux (la violence, *cf.* les assassinats de Robert Kennedy et Martin Luther King en 1968, la pollution, la criminalité, etc.), et d'espoirs nouveaux (*cf.* les *hippies*). L'illusion s'écroule au moment où la « République en armes » — dans le budget de 1968 les dépenses militaires représentent cinq fois les dépenses sociales ! — , ce qu'elle est depuis Kennedy, est impuissante à remporter la victoire au Vietnam, et accepte au printemps de 1968 l'ouverture de négociations (à Paris), et a un président qui n'ose plus faire de voyages à l'étranger. Logique est la victoire des républicains aux élections de 1968.

Le « camp » occidental est aussi divisé que la « maison » américaine. Les États-Unis sont les « gendarmes » de la Liberté, accusés d'arrogance, de démesure, et d'exercer un rôle de police dans le monde entier, forte transformation de l'image de l'« Amérique ». L'ingérence des « gringos » est particulièrement pesante en Amérique latine. Le programme de l'Alliance pour le Progrès ayant échoué à transformer l'Amérique latine, l'administration américaine se tourne vers une simple gestion des crises. À Saint-Domingue en 1965 les États-Unis interviennent militairement, contre les libéraux voulant restaurer Juan Bosch (1909-2001), élu démocratiquement en décembre 1962 président de la République dominicaine, en abattant la dictature. C'est le retour à la politique du « gros bâton » (*big stick*). Une véritable « doctrine Jonson » se construit, de fait, mais elle respecte la « sphère » d'influence de l'URSS : de la part des États-Unis, il n'y a pas de réaction durable en août 1968 à l'intervention en Tchécoslovaquie, le traité de « non-prolifération nucléaire » de 1968 interdit aux deux super-Grands d'assister le développement d'autre forces de frappe. Ce respect s'accompagne du triomphe aux États-Unis du concept de « destruction mutuelle assurée » (*MAD*) de McNamara :

pour dissuader l'adversaire, chacun des deux grands pays s'assure qu'il peut être, après avoir été frappé par lui, en mesure de le détruire en tant que société organisée, en détruisant au moins un quart de sa population et la moitié de son industrie ! Division du camp occidental aussi parce que de nouvelles « puissances » apparaissent. L'OPEP (Organisation des Pays exportateurs de Pétrole) est reconnue par les sociétés pétrolières en 1964, la France quitte l'OTAN en 1966, puis de Gaulle fait ses grands voyages à l'Est (URSS, Pologne et Roumanie).

Nixon hérite d'une situation difficile : le consensus national a été brisé par la guerre du Vietnam, la hantise du *missile gap* renaît, le dollar est affaibli, comme la position des États-Unis à l'ONU. L'élection de Nixon à la présidence inaugure une nouvelle période, qui dure de 1968 à 1977 : les États-Unis recherchent désormais l'accommodement avec le partenaire soviétique et limitent leurs interventions extérieures. Nixon nomme en 1969 au département d'État William Pierce Rogers (1913-2001) puis en 1973 son conseiller personnel (depuis 1969) Henry Kissinger, qui continuera de diriger la diplomatie américaine sous Ford jusqu'en 1976. Henry Kissinger, né en 1923, émigré aux États-Unis en 1938, « conseiller spécial » pour la politique étrangère, puis Secrétaire d'État va pratiquer le secret et le *linkage*, ou « marchandage planétaire », avec constamment plusieurs fers au feu. Une « doctrine Nixon » (ou « doctrine de Guam ») est définie le 25 juillet 1969, elle est destinée à assurer une défense efficace et ferme des intérêts américains et à mettre un terme au « sur-engagement » américain. À moins qu'une autre grande puissance n'intervienne, les États-Unis n'engageront plus de troupes dans le Tiers Monde. La « doctrine » est une entreprise de « normalisation », avec abandon de positions « taboues », désormais jugées secondaires, et substitution à l'ère des croisades idéologiques d'une ère d'engagements sélectifs. Elle est donc une révision présidentielle de la hiérarchie des objectifs américains. Parallèlement, Nixon, triomphalement réélu en novembre 1972, supprime le service militaire obligatoire et recourt au volontariat (30 juin 1973). Protestation contre la « présidence impériale » oblige, quelques mois plus tard, le *War Powers Act* (7 novembre 1973) interdit au Président d'engager des hostilités pendant plus de 60 jours.

Quelles sont les conditions d'une « normalisation » de la politique étrangère américaine sous Nixon (1968-1974) ? Les relations avec l'URSS évoluent : la détente est recherchée conjointement sur trois terrains, diplomatique, militaire et économique. Sur le terrain diplomatique, il y a les rencontres au sommet et, de novembre 1972 à juillet 1975, la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE), qui aboutira aux accords d'Helsinki (*Acte final*, 1er août 1975), et le soutien à l'*Ostpolitik* de Willy Brandt. Sur le terrain militaire, les SALT (*Strategic Arms Limitation Talks*) sont lancées. L'URSS, au terme d'une décennie d'efforts accélérés pour combler son retard sur les États-Unis, est parvenue à une parité globale des arsenaux : un « équilibre de la terreur » existe donc. Préoccupés par le coût croissant des armes, Américains et Soviétiques ouvrent des négociations à Helsinki en novembre 1969, pour arrêter la politique « du bord du gouffre » (*brinkmanship*). Un premier

accord, le traité de Moscou du 26 mai 1972 (signé au cours d'une rencontre à Moscou entre Brejnev et Nixon), comporte deux parties, un accord provisoire et un traité. L'accord consiste en un gel pour cinq ans des armements stratégiques, l'arrêt de la construction des rampes de lancement fixe pour les missiles intercontinentaux (fusées à longue portée ICBM) et des lanceurs balistiques sous-marins (fusées SLBM des sous-marins lanceurs d'engins). Le traité limite à deux sites pour chaque pays les fusées antimissiles ABM (*Anti-Balistic Missiles*). La logique de l'équilibre de la terreur est poussée à l'absurde : pour que la dissuasion aboutisse à empêcher la guerre, il faut qu'au feu nucléaire de l'autre chacun livre sa population en otage ! C'est la consécration de la bipolarité, l'acceptation par les États-Unis de la parité avec l'URSS, qui a fait des progrès considérables mais se résout à ne pas rechercher une quelconque supériorité. Toutefois cet accord n'implique pas pour autant la fin de la course aux armements, notamment dans le domaine qualitatif. Américains et Soviétiques se lancent ainsi dans une modernisation forcenée de leur arsenal. L'Union soviétique va déployer de nouveaux missiles comme les SS20, mobiles et très précis ; à l'imitation des États-Unis, elle va mettre au point le « mirvage » des missiles en les dotant de têtes multiples à trajectoires séparées, et elle lance la construction de sous-marins plus performants.

Cette politique sera poursuivie par Ford et Carter. Sur le terrain économique, ce sont des échanges commerciaux, blé, usines clefs en main, transferts de technologies et le vote du *Trade Bill* de 1974 qui accorde à l'URSS la clause de la nation la plus favorisée. En fonction de la solidarité paradoxale liant désormais États-Unis et URSS, un *modus vivendi* est recherché, globalisant (*cf.* le mot *linkage*, ou « marchandage planétaire ») tous les aspects des relations mutuelles. Les relations avec Pékin se débloquent. Des contacts sont menés dans le plus grand secret et rendus publics le 15 juillet 1971, lors de l'annonce du voyage de Kissinger en Chine la semaine précédente et d'un prochain voyage de Nixon. Ce déblocage est motivé par des considérations stratégiques, « triangulaires » (*cf.* le voyage de Nixon à Pékin en février 1972, puis à Moscou en mai 1972) et par le désir de faciliter un règlement global dans le sud-est asiatique.

En Indochine, il est devenu urgent, quand Nixon parvient à la présidence, de trouver des fondements nouveaux. Le Vietnam a bien montré que l'interventionnisme « tous azimuts » portait atteinte plus qu'il ne protégeait les intérêts fondamentaux des États-Unis. Le bilan est fort lourd : 57 000 morts, 3 % du PNB pour chacune des trois années les plus coûteuses (1967 à 1969). La première stratégie de Nixon a été le désengagement américain plus une « vietnamisation », le Sud-Vietnam étant massivement aidé, par la couverture aérienne et les invasions du Cambodge et du Laos. Dès le 25 janvier 1969 Nixon annonce le retrait unilatéral et progressif de l'armée de terre ; en décembre 1971 il n'y aura plus que 171 000 soldats américains au Vietnam. La deuxième stratégie de Nixon consiste à renoncer à une victoire indirecte dans un conflit de plus en plus désavoué par l'opinion. Mais Nixon

n'hésite pas devant l'invasion du Cambodge — de plus en plus utilisé comme territoire de repli par le Vêt-cong — en 1970 et du Laos en février 1971. D'autre part, il brise l'offensive générale classique des Nord-Viêtnamiens en 1972 (de mars à décembre) par la reprise des bombardements massifs. L'invasion du Cambodge en avril 1970 renforce le mouvement de protestation ; en 1971 est révélé le massacre de Mi-Lay en 1968. Mais les effectifs américains baissent rapidement (140 000 hommes au début de 1972, 24 000 à la fin de 1972) et le dernier bombardement massif et meurtrier sur Hanoi a lieu en décembre 1972. Un cessez-le-feu est signé en janvier 1973 (ce sont les accords de Paris) : les États-Unis se retirent, le Sud-Vietnam conserve une fragile indépendance, avec une crise aiguë (chômage, corruption, désertions...). Mais au lendemain de ce retrait américain, la supériorité militaire de Saigon est considérable, et le régime a reçu la promesse d'un soutien matériel, voire d'une nouvelle intervention américaine, en cas d'action militaire du Nord. Celui-ci fait un très gros effort de reconstruction et au milieu de 1974 décide une offensive contre le Sud. Toutefois la décomposition politique du régime de Thieu au Sud-Viêt-nam est sous-estimée : l'état-major du Nord table sur deux ans de campagne ! Dès le printemps de 1975 une attaque massive est lancée par les troupes de Giap ; en dix jours l'armée du Sud se désagrège ; l'offensive sur Saigon commence le 29 avril, et le 30, tandis que les derniers des 6 000 Américains encore présents au Vietnam et un certain nombre de leurs alliés vietnamiens sont évacués en catastrophe, la ville tombe aux mains des Nord-Vietnamiens : la réunification est faite. La prise de Saigon coïncide avec une offensive des Khmers rouges sur Phnom-Penh, qu'ils investissent en avril (voir plus loin). Enfin, les communistes prennent le pouvoir au Laos en décembre, après le « cessez-le-feu » de 1973. La seconde guerre d'Indochine est terminée, sans que l'administration américaine ait pu inverser quoi que ce soit, mais sans que la « théorie des dominos » ne se vérifie au-delà de l'Indochine : la Thaïlande résiste à la poussée communiste.

Au Chili l'administration américaine exerce des pressions pour empêcher la victoire d'Allende, qui néanmoins arrive le 4 septembre 1970 ; les services américains créent un climat d'instabilité économique et social propice à un renversement, qui se produit — largement soutenu par les Américains — sous la forme du coup d'État, brutal et sanglant, de Pinochet (1915-2006) en septembre 1973. Le pragmatisme de Nixon et Kissinger est grand au Moyen-Orient : ils ont des responsabilités majeures dans le rétablissement de la paix (cela dépasse le temps de la présidence de Nixon). C'est la stratégie « des petits pas » de Kissinger, déjà les États-Unis retrouvent une partie de leur prestige. Les États-Unis soutiennent Hussein de Jordanie éliminant les *fedayin* (septembre 1970, voir plus loin) et lancent un avertissement à l'URSS à cet égard, puis un second au moment de la Guerre du Kippour (octobre 1973). Les États-Unis exploitent la rupture Égypte-URSS (voir plus loin), mais ils exercent des pressions sur Israël pour faciliter un règlement pacifique.

La contestation du règne du dollar bat son plein. À partir de 1958, la plupart des pays européens (exception : la Grande-Bretagne ?) s'étaient enrichis et leurs monnaies étaient devenues convertibles. Certaines, comme le mark allemand et le florin néerlandais, pouvaient commencer à rivaliser avec le dollar américain et, à plus forte raison, avec la livre sterling, affectée par la dégradation de la balance des paiements britanniques. Dans les années 60, le déficit de la balance des paiements américaine s'accroît et se double d'une dégradation de la balance commerciale : l'Europe et le Japon achètent moins aux États-Unis et leur vendent davantage. Il y a, en plus, inflation aux États-Unis. Il s'en suit une spéculation contre le dollar, d'autant que l'endettement des États-Unis dans les années 60 dépasse leurs réserves en or. Le principe même du *Gold Exchange Standard* est remis en question : il y a circulation « anarchique » des *eurodollars*, le stock d'or américain est très insuffisant, l'or est sous-coté. La spéculation contre le dollar s'accroît à la fin des années 60 (après la guerre des Six Jours), mais le franc français doit être dévalué le 8 août 1969. La conséquence principale est l'abandon du *Gold Exchange Standard*.

Au printemps de 1971, la grande crise des monnaies éclata enfin. La cause, ultime, en fut le déficit de la balance commerciale américaine, pour la première fois depuis 1895 ! Ceci renforça bien sûr la spéculation contre le dollar... et, aux États-Unis, l'inflation, la faiblesse des réserves d'or et l'évasion des capitaux. Les dates des trois grandes décisions quant au dollar sont le 15 août 1971 (le dollar cesse d'être convertible en or, surtaxe de 10 % sur les importations, blocage des prix intérieurs), le 18 décembre 1971 (dévaluation de 8 %, suppression de la surtaxe) et le 13 février 1973 (dévaluation de 10 %), la deuxième dévaluation étant décidée unilatéralement. Les grandes raisons : la récession économique américaine, le déficit de la balance des paiements depuis longtemps (à cause de la balance des comptes), la balance commerciale devenue déficitaire en 1971 et l'accélération de la « fuite » des dollars en 1971. Ceci dans le contexte de la faillite du *Gold Exchange Standard*, de la méfiance vis-à-vis du dollar, de l'affaiblissement du dollar : la couverture est tombée de 47 % en 1958 à 25 % en 1968, le monde a réagi aux décisions américaines en ordre dispersé. Toutefois, la dévaluation de 1971 est une décision prise dans le cadre d'une Conférence internationale, à Washington (décembre 1971), qui décide en outre que la marge autorisée de fluctuation des monnaies passe de plus ou moins 1 % à plus ou moins 2,25 %. Mais la dévaluation de 1971 est insuffisante et l'année 1972 est marquée par de nouveaux troubles monétaires, d'autant plus que les résultats américains en matière de balances ont été médiocres en 1972. La dévaluation de 1973 est décrétée, elle, unilatéralement, sans consultation des grands pays, et a fortiori, du FMI. Le prix officiel de l'or ainsi fixé n'est que la moitié de la valeur marchande ! La plupart des monnaies occidentales flottent et la réorganisation du FMI échoue en 1974. Le dollar se redresse lentement entre 1973 et 1975, avec amélioration de l'économie américaine et de la balance commerciale ; les capitaux rentrent aux États-Unis ; les Américains sont frappés au début peu fortement par la crise de l'énergie (car ils sont alors faiblement importateurs). Après

1971 et la disparition du système des changes fixes, le FMI hérite d'un nouveau rôle : fournir des crédits aux pays en développement qui connaissent des difficultés financières et leur demander, en contrepartie, de mettre en œuvre des réformes structurelles. Ces « plans d'ajustement » lui vaudront bien des critiques dans les décennies 1980 et 1990.

□ La guerre sino-indienne d'octobre-novembre 1962 et l'ouverture de la Chine sur le Tiers Monde

Elle est née de la rivalité entre deux puissances asiatiques, du désir chinois de diminuer le prestige de l'Inde, d'une volonté chinoise de marquer sa souveraineté par tous les moyens alors que les quelque 2 000 km de frontière commune sont mal délimités et peu acceptés de part et d'autre. De plus, lors de la rébellion tibétaine de 1959, l'Inde a accueilli le *dalaï-lama* et des milliers de Tibétains. Et il y a d'importantes revendications et contestations, de part et d'autre, au sujet du tracé « colonial » des frontières du continent.

C'est la Chine qui attaque, le 20 octobre 1962, pénétrant profondément en Assam. Le 21 novembre, la Chine déclare un cessez-le-feu unilatéral. Deux conséquences essentielles : le rapprochement soviéto-indien est précipité (l'URSS fournit des avions à l'Inde, ce qui est très important à long terme) ; la Chine entame une politique de bascule en se rapprochant du Pakistan (accord de 1963), ce qui est peu efficace.

L'ouverture de la Chine sur le Tiers Monde passe des traités d'amitié avec le Népal, l'Afghanistan et le Cambodge (1960) ; Zhou Enlai fait un voyage en Birmanie la même année. La Chine soutient le Vietnam du Nord. Surtout, elle élargit l'ouverture au Moyen-Orient et à l'Afrique, mais l'Égypte de Nasser se rapproche de l'URSS. Le symbole est la Tanzanie et son chemin de fer *Tan-Zan*. La Chine aide l'Algérie indépendante et les mouvements d'émancipation d'Afrique noire. Avec la rupture sino-soviétique, un champ nouveau s'est donc ouvert à l'action diplomatique de Pékin.

□ Le malaise dans le camp communiste : les suites du schisme sino-soviétique

Les Soviétiques, dès les années 1950, étaient bien conscients qu'ils n'avaient aucune prise sur la Chine, un pays trois fois plus peuplé que le leur et où ils ne stationnaient pas de troupes, en dehors de la Mandchourie. Le programme nucléaire chinois, lancé en 1956, aboutit à une première explosion nucléaire en 1964. Mao n'attendit pas cette date pour évoquer régulièrement l'emploi de la bombe atomique comme l'une des modalités légitimes de la lutte des classes à l'échelle mondiale. C'était l'époque où il stigmatisait le « tigre de papier » américain, dont les armes nucléaires n'arriveraient jamais à bout de la population chinoise... Le discours du « Grand Timonier » s'éloignait de plus en plus, par sa radicalité et ses accents belliqueux, du discours khrouchtchévien. Mao refusait l'idée khrouchtchévienne d'un

« passage pacifique au socialisme » et d'une coexistence pacifique entre les deux blocs. Mao n'avait que mépris pour la prétendue mollesse, le manque de volonté révolutionnaire des dirigeants soviétiques, leur « capitulation » devant le capitalisme. Inversement, le Grand Bond en avant renforça le mépris de Khrouchtchév pour Mao. Les relations se dégradèrent en 1959, lorsqu'il devint évident que Khrouchtchév recherchait un *modus vivendi* avec l'impérialisme américain.

Les Chinois se posaient en chefs de file de l'anti-impérialisme ; en Irak, en juillet 1959, la faction prochinoise du Parti communiste local déclencha une tentative de coup d'État, qui fut réprimée dans le sang ; dans toute l'Asie les partis communistes se scindaient en factions prochinoises et prosoviétiques. Des milliers d'experts et de conseillers soviétiques furent rappelés à l'été 1960 (*cf.* 4e partie). Les dirigeants chinois radicalisèrent leur discours, dénonçant par exemple le « capitulationnisme » des Soviétiques au moment de la crise de Cuba, et plus généralement leur « révisionnisme » ; ils les accusaient d'avoir « trahi la Révolution mondiale ». En juillet 1963, la conférence sino-soviétique de Moscou, destinée à réduire les divergences entre les deux puissances, échoua. En cette année 1963, la rupture devient publique et connue du monde entier. De tous les pays où les communistes étaient au pouvoir seule l'Albanie s'aligna sur la Chine, par stalinisme et par crainte de la Yougoslavie ; la Corée du Nord adopta une position de neutralité entre les deux grandes puissances ennemies du bloc socialiste ; jusqu'à la chute de Khrouchtchév elle fut plutôt du côté chinois dans la querelle idéologique, mais ne rompit jamais les liens économiques et militaires avec l'URSS. De 1961 à 1978, l'Albanie se rangea derrière la Chine de Mao, en qui elle voyait la véritable héritière du communisme stalinien et dont elle reçut une aide. Celle-ci lui permit de survivre, malgré son isolement en Europe.

Un schisme secoue donc le monde communiste, avec des propagandes antagonistes : l'Albanie est prochinoise jusqu'à la mort de Mao ; la majorité des partis communistes soutiennent l'URSS, mais certains pays comptent deux partis communistes (exemple : l'Inde) ; la Chine appuie des démocraties populaires en quête d'indépendance (rapprochement avec la Roumanie dès 1966, avec la Yougoslavie en 1983). La Chine prétend donc à un rôle de rival dans monde communiste, *leadership* et nouveau modèle économique. Il n'est donc pas étonnant que des diplomates chinois soient expulsés de Moscou pour propagande anti-soviétique. Des incidents éclatent sur l'Oussouri en mars 1969 et des manifestations monstres lors de la Révolution culturelle chinoise. La longueur de la frontière commune, les contrastes démographiques (de part et d'autre) font craindre le pire, et dans le monde entier, mais cela offre aussi des possibilités nouvelles à l'administration républicaine américaine après 1968. Autre conséquence pour l'URSS : le souci de faire avancer l'intégration économique des pays d'Europe orientale, dans le cadre du COMECON, ce qui provoque la

dissidence roumaine. L'échec de la conférence sino-soviétique de Moscou en juillet 1963, destinée à réduire les divergences entre les deux puissances, relance toute la crise.

À partir de 1963, la querelle prend quatre nouveaux aspects. Le premier est la possession et le rôle de l'armement nucléaire, ce que l'on voit bien par la condamnation chinoise de l'accord de 1963 sur l'arrêt partiel des essais nucléaires (voir plus haut). Deuxième aspect, la critique du caractère « socialiste » de la société soviétique. Le litige territorial porte, quant à lui, sur les « traités inégaux », comme disent les Chinois depuis le XIXe siècle. Il est complexe car aucun des deux adversaires n'ignore la force centripète des nationalismes. Enfin, la République populaire de Chine opère la définition en 1964 des deux « zones intermédiaires » (entre URSS et États-Unis) qui s'opposent à l'impérialisme américain. La rupture avec l'URSS a amené la Chine à abandonner sa vision dichotomique et manichéenne d'un monde divisé en un camp socialiste et un camp impérialiste. La première « zone intermédiaire » est constituée des « pays indépendants ou en lutte pour l'indépendance » (autrement dit le Tiers Monde). La deuxième « zone intermédiaire » est formée du Canada, de l'Europe occidentale et d'autres pays capitalistes (la France de De Gaulle étant le modèle). Ceci avec la volonté chinoise d'exclure l'URSS de la première, mais la Chine rencontre des difficultés (*cf.* le Vietnam du Nord) à constituer un « front uni » : le Tiers Monde n'accepte pas de s'offrir en champ clos à la querelle sino-soviétique ! Ceci également avec un accord commercial signé avec le Japon en 1962 et le rétablissement des relations diplomatiques avec la France (janvier 1964) en ce qui concerne la deuxième zone. Mais c'est seulement pendant la décennie suivante (*cf.* 7e partie) que la détente ainsi amorcée avec l'Occident se généralisera en se transformant en rapprochement de la Chine avec les États-Unis. Zhou Enlai, dès la fin de 1968, songe à nouer des contacts avec les États-Unis, mais s'y opposent Lin Biao (1907-1971) et les radicaux. Dans les années 60, les relations établies entre la Chine d'un côté, le Japon et la France de l'autre, apparaissent comme des phénomènes isolés et dépourvus de signification politique et globale majeure.

Pendant la Révolution culturelle chinoise (1966-1969) le conflit avec l'URSS s'aggrave. Les souvenirs récents jouent : les réserves de l'URSS lors de la guerre sino-indienne (1962, voir plus haut), la « capitulation » de l'URSS lors de la crise de Cuba (1962 aussi), la rupture du dialogue lors de la conférence de Moscou (1963, *cf.* plus haut). Des manifestations antisoviétiques éclatent lors de la révolution culturelle (1966-1968) : par exemple, l'ambassade d'URSS à Pékin est assiégée pendant trois semaines de janvier 1967. Les incidents sur l'Oussouri de 1969 (voir plus haut) provoquent de gigantesques manifestations de protestations en Chine (10 millions de manifestants à Shanghai le 5 mars, est-il dit !). La Chine populaire se dote, en quelque sorte, d'une diplomatie « de gardes rouges », mais avec une infériorité patente, d'où l'ouverture de négociations à Pékin, sur le problème des frontières, dès octobre 1969. Durant la Révolution culturelle la Chine cesse de compter dans les relations internationales, autrement

que comme une force perturbatrice, imprévisible tout autant qu'agressive. D'une certaine manière elle paraît renouer avec un type très archaïque de rapport au monde et à sa propre puissance, marqué par le « splendide isolement », le mépris et la méconnaissance du reste de la planète, un rythme propre d'évolution politique, des dynamiques spécifiques irréductibles à toute logique occidentale. En septembre 1966, après une brève période de prosélytisme révolutionnaire aigu par le biais de ses ambassades, la Chine rompt ses relations diplomatiques avec tous les autres pays, à l'exception de quelques figures de proue du tiers-mondisme ; tous les postes d'ambassadeurs restent vacants, sauf au Caire : la Chine n'a pas tout à fait renoncé à ses prétentions d'incarner une « troisième voie » pour les pays décolonisés. À Pékin l'ambassade britannique est incendiée par les gardes rouges, ainsi que celle d'Indonésie car un putsch communiste vient d'être écrasé dans le sang. Il n'y a aucun incident sérieux avec les Américains durant la période de leur intervention au Vietnam ; il est vrai que le Viêt-cong, bien qu'il ait continué à recevoir l'aide de Pékin, incline de plus en plus nettement vers Moscou (quoiqu'il n'en transpire pas grand-chose à l'étranger) pour éviter que la victoire ne débouche sur un tête-à-tête embarrassant avec l'ancien Empire. Cela n'empêche pas les Occidentaux, et notamment les Américains, d'être fort inquiets de ce pays qui s'était doté de la bombe A en octobre 1964, de la bombe H en juin 1967, et dont le dictateur multiplie les déclarations bellicistes. Il est par ailleurs parfaitement impossible de mesurer la force réelle de Mao et de son armée : les statistiques sont délirantes et la CIA a sans doute exagéré le nouveau « péril jaune ». Vers 1970, la Chine décide de reprendre sa place dans la communauté internationale. Les ambassades chinoises rouvrent leurs portes, signe que la Chine en revient à se concevoir comme un pays comme les autres et non plus comme le nombril de la Révolution.

□ La politique chinoise d'ouverture au temps de l'agonie du maoïsme

Les relations avec l'URSS restent exécrables, mais les Chinois renouent avec tout ce que le monde compte alors de régimes socialistes contestataires de la logique des blocs : la Yougoslavie de Tito en 1970, la Roumanie de Ceausescu, l'Algérie de Houari Boumédiène en 1974. Le plus spectaculaire, ce fut évidemment la réconciliation avec les États-Unis. Les conversations sino-américaines de Varsovie reprennent en 1970 ; le secrétaire d'État Henry Kissinger fait un voyage secret en Chine en juillet 1971 ; puis c'est la visite du président Nixon à Pékin en février 1972, à laquelle l'opinion mondiale a été préparée par quelques parties de ping-pong hautement diplomatiques disputées en 1971 ; l'événement fait quand même l'effet d'une bombe.

Un rapprochement historique s'opère avec les États-Unis, dont on a vu plus haut le changement d'attitude. À la fin de 1970 les États-Unis s'opposent encore à ce que l'entrée de la RPC (République populaire de Chine) à l'ONU soit décidée à la majorité simple. Après le voyage secret de Kissinger en Chine, Washington lève son opposition à l'entrée de la Chine

populaire aux Nations Unies (automne 1971), et la RPC est admise à l'ONU le 25 octobre 1971 : la Chine populaire obtient, sans trop de mal, de remplacer la Chine nationaliste (Taiwan) à l'assemblée générale et au Conseil de Sécurité ; les États-Unis votent contre, pour des raisons de politique intérieure ! Le voyage de Nixon en Chine a effectivement lieu en février 1972. Il donne naissance au communiqué de Shanghai, dans lequel les Américains reconnaissent le principe de l'appartenance de Taiwan à la Chine. Mais la normalisation des relations sera longue à venir. En effet, la question de Taiwan demeure prégnante : ce n'est qu'en 1972 que le premier pays occidental (la Grande-Bretagne) va au-delà de la reconnaissance *de jure* et reconnaît à la fois la RPC comme gouvernement légal et Taiwan comme province de la Chine, selon le vœu de Pékin ! Aux États-Unis Nixon démissionne, le syndrome vietnamien pèse et en Chine les luttes pour le pouvoir sont vives. La visite du président Ford en décembre 1975 se réduit, en conséquence, à un simple échange de vues sur la situation internationale et une véritable normalisation interviendra seulement en 1978. Cependant les relations diplomatiques sino-américaines ne sont rétablies qu'en 1979 ; il faut quand même un certain temps aux Américains pour faire admettre à leur opinion le « lâcher » de Taiwan. Du reste, les États-Unis continuent à garantir militairement la sécurité de l'île face aux éventuelles velléités réunificatrices du continent.

En Asie du sud-est, Pékin cessa graduellement de soutenir les guérillas maoïstes locales (notamment en Thaïlande et en Birmanie) et se réconcilia avec ses voisins, le Vietnam prosoviétique mis à part, et avec les autres pays du Sud-Est asiatique. En revanche elle se trouva un nouvel allié avec les Khmers rouges, une guérilla communiste (proche des Vietnamiens à l'origine, mais qui s'en était éloignée de crainte de l'impérialisme du grand voisin indochinois) qui prit le pouvoir au Cambodge en 1975 ; mais comme le pays s'enferma aussitôt dans l'autarcie et l'autogénocide, ce ne fut pas une bien grande aide (voir plus loin). Pendant la période de la politique d'ouverture au temps de l'agonie du maoïsme (1969-1976), une nouvelle réflexion sur l'ordre mondial s'impose en Chine. L'infériorité militaire de la Chine est patente dans tous les domaines et son isolement diplomatique est dommageable. Une entente entre l'URSS et les États-Unis serait donc redoutable, provoquant une complète marginalisation de la Chine. Or, le premier accord SALT est signé en 1972 (voir plus haut). En foi de quoi, la théorie des « Trois Mondes » (Mao, puis Deng Xiaoping, en 1974) est l'élaboration finale de la théorie des zones intermédiaires (voir plus haut). Premier Monde, les deux superpuissances, deuxième Monde, le Japon plus l'Europe et le Canada, troisième Monde, la Chine et le Tiers Monde.

La détente avec les États-Unis a entraîné dans son sillage un rapprochement de la Chine avec l'ensemble des pays occidentaux et le Japon : dès 1972, la Chine « met le cap à l'ouest ». Première forme, le communiqué sino-japonais rédigé par le premier ministre Kakuei Tanaka (1918-1993) à Pékin le 29 septembre 1972. Il rétablit les relations diplomatiques ; le

Japon reconnaît le régime de la République populaire de Chine et l'appartenance de Taiwan à la Chine ; le Japon exprime ses regrets pour les dommages causés pendant l'occupation de la Chine, entre 1937 et 1945 ; et, enfin, le communiqué prévoit la négociation d'un traité de paix. Mais en fait les négociations pour ce dernier accord vont être longues et difficiles. Deuxième façon de « mettre le cap à l'ouest », des relations diplomatiques sont nouées en 1975 avec la CEE, l'Europe étant une sorte d' « alliance » de revers pour la Chine. Des rapports plus ou moins normaux reprirent avec la France : le président Pompidou visita la Chine en 1973, Valéry Giscard d'Estaing en 1980. On peut ajouter un accord commercial avec l'Australie en 1973.

Une des conséquences de toute cette politique, la **rupture avec l'Albanie**, est encore très peu visible en 1976. À partir des années 1970, l'évolution internationale de la Chine de Mao inquiète l'Albanie, son rapprochement avec les États-Unis la scandalise. Mais persiste la confrontation avec l'URSS : concentration croissante des forces soviétiques, dont la flotte du Pacifique, resserrement des liens entre l'URSS et l'Inde (un traité de sécurité mutuelle est signé en août 1971). En conséquence, la Chine prend le parti du Pakistan, lors de la sécession du Bangladesh et la guerre indopakistanaise de 1971 (voir plus loin).

□ Cambodge. Khmers rouges et génocide

Dans ce pays — où le communisme est un phénomène d'apparition récente : il date des années 1960 et au départ le Parti communiste du Cambodge n'était qu'une section du Parti Communiste indochinois (PCI), dominé par les Vietnamiens — il s'agit d'une conséquence tardive et dramatique du conflit indochinois. Longtemps le communisme avait été cantonné à des milieux intellectuels très étroits ; les deux grandes figures du régime khmer rouge, Pol Pot (Saloth Sâr, 1925-1998) et Khieu Samphân (né en 1931), avaient étudié à Paris, puis étaient devenus professeurs dans leur pays. Marqués par l'expérience chinoise et vietnamienne (et faute d'alternative), les « Khmers rouges » décidèrent de mobiliser les paysans, au début surtout les populations très primitives de l'Ouest forestier. Le marxisme n'occupait qu'une place très réduite dans leur idéologie, c'étaient avant tout des nationalistes racistes : ils luttèrent contre tout ce qui n'est pas *khmer* (l'ethnie majoritaire du Cambodge, bouddhiste et influencée par l'Inde), contre tout ce qui est français ou vietnamien, contre tout ce qui venait de l'étranger, contre tout ce qui était moderne.

C'est ce qui explique que les Khmers Rouges n'ont jamais touché ni aux temples d'Angkor, ni au prince **Norodom Sihanouk** (roi de 1942 à 1954, date à laquelle il avait renoncé à la couronne pour se lancer dans la politique active ; premier ministre durant 16 ans, il devient « chef de l'État » en 1960, il est renversé par un coup d'État en 1970 ; redevenu roi depuis 1993), car le Roi est le symbole de la nation dans son unité et sa continuité, comme au Japon et en Thaïlande. Sihanouk était en résidence surveillée et une partie de sa famille fut exterminée, mais il ne fut jamais question de l'éliminer.

Cela n'empêchait pas les Khmers rouges d'avoir adopté le langage des marxistes extrémistes de leur temps, les années 1960, langage qui devait beaucoup au Mao du Grand Bond en avant et de la Révolution culturelle. Ils étaient décidés à tenter une expérience utopique radicale et instantanée, utopie assimilée au retour à la « pureté nationale ». Les solutions adoptées à leur arrivée au pouvoir ressemblaient fort à un retour à l'économie de la période angkorienne : ce modèle d'organisation rurale de la société, Khieu Samphân en avait fait l'éloge dans sa thèse en sciences économiques, soutenue en Sorbonne en 1959 ! En revanche la lutte des classes était un aspect très secondaire de leur projet : les élites étaient réduites à la Cour impériale et aux chefs de villages ; elles furent balayées sans problème. Le seul véritable « ennemi de classe » était l'« impérialisme » avec ses « agents », auxquels les Khmers rouges assimilaient tous les citoyens occidentalisés : pour reprendre leur vocabulaire, le « peuple ancien » devait être exterminé par le « peuple de base » ou « nouveau ». Les Khmers rouges ne seraient pas arrivés au pouvoir sans l'humiliation du coup d'État en 1970 du maréchal Lon Nol, téléguidé contre Sihanouk par les Américains inquiets des facilités de passage que le Cambodge accordait au Viêt-cong, et sous les effets de la « sale guerre » : les bombardements auraient fait 100 000 victimes civiles. Ce ne fut qu'en 1972 que naquit l'armée khmère rouge, alors que le Viêt-cong contrôlait déjà une grande partie des campagnes du nord-est du Cambodge. Mais les Khmers rouges s'imposèrent en trois ans seulement. La prise de Phnom-Penh eut lieu le 17 avril 1975, cinq jours après le départ des derniers Américains, alors même que les relations avec le Vietnam se tendaient à partir de 1973 : la guérilla a forcément compté avec un appui populaire. Avec un niveau de vie très bas, la population n'avait pas grand-chose à perdre dans une révolution.

Le jour même de la prise de Phnom-Penh, les Khmers rouges, qui étaient autour de 120 000 (parmi lesquels on trouvait beaucoup d'adolescents), vidèrent la capitale, symbole de l'occidentalisation du pays, puis en quelques jours toutes les autres villes. Des dizaines de milliers de personnes moururent d'épuisement sur les routes, car rien n'avait été prévu pour les évacués. L'éducation et la monnaie furent abolies, mais aussi toute la culture non paysanne et le bouddhisme, censé être responsable de la décadence du pays. On liquida tous les Cambodgiens qui avaient été en contact avec l'étranger, ceux qui savaient le français, ceux qui portaient des lunettes, 98 % des moines, et aussi les bouches inutiles, par exemple les handicapés. Dans les villages submergés de citoyens déportés, un « *apartheid* » total régna entre « peuple ancien » et « peuple nouveau » : ils n'avaient même pas le droit de se parler. La population tout entière mangeait dans des cantines collectives et portait un uniforme (noir) ; de très nombreux jeunes furent retirés à leurs familles, d'autres employés comme espions, miliciens ou tortionnaires ; le travail en « brigades » constituées par âges et par sexes signifiait concrètement la dislocation complète des familles pour des mois entiers. Le régime était dirigé non par un parti (de classe) mais par une « organisation » communiste, l'*Angkar*, d'ailleurs très vite éclatée en fiefs régionaux indépendants et décimée par les purges ; ce ne fut qu'en 1977

qu'elle avoua officiellement qu'elle n'était autre que le parti communiste du Cambodge, fondé en 1966. On reste confondu en relevant que ce nom ressemble étroitement à l'*Angsoc* du roman (1949) de George Orwell, *1984*, que ceux des dirigeants qui avaient fait leurs études à Paris ne pouvaient pas ignorer. Une absence radicale de culte de la personnalité marque le pays : certains Cambodgiens n'apprirent qu'en 1979 que Pol Pot avait dirigé le régime. L'*Angkar* transforma le pays en un grand camp de concentration où la population n'avait absolument aucun droit et où l'emploi du temps était entièrement réglé par les maîtres. Le rêve du retour au temps d'Angkor aboutit à de grands travaux d'irrigation lancés en dépit du bon sens, et qui rappelaient fortement le Grand Bond en avant. C'étaient la gesticulation idéologique et la « rééducation du peuple » qui comptaient, non pas l'efficacité concrète : le régime ne savait rien de l'économie et ne voulait rien en savoir. Le régime fut particulièrement dur envers les minorités, aussi bien les petits peuples « sauvages » des montagnes que les Vietnamiens ; vers la fin, le génocide toucha les Khmers des zones proches du Vietnam, accusés d'avoir « un esprit vietnamien dans un corps khmer ». Les Chams, une population musulmane de paysans, de pêcheurs et de commerçants, furent entièrement rangés dans la catégorie des « petits-bourgeois ».

Pol Pot dirigea le Parti-État du nouveau *Kampuchéa démocratique*, soutenu par la seule Chine ; il perpétra un véritable génocide à l'encontre de son propre peuple. Le pays s'isola totalement : en décembre 1975, tous les diplomates furent rappelés et tous sauf deux furent torturés et exécutés. Tout ceci se passa dans l'indifférence la plus complète de l'opinion publique occidentale, mal informée car personne n'entrait au Cambodge et les journalistes ne croyaient pas les informations qui leur parvenaient par le biais des réfugiés. La Chine fournit des vêtements, des outils, quelques milliers de techniciens. Le Vietnam voisin laissa faire, jusqu'à ce que les Khmers rouges se mettent en tête de leur reprendre des zones frontalières contestées (et peuplées de Khmers) près de Saïgon — tout le sud du Vietnam est une ancienne région khmère. Alors, sous les coups de l'armée vietnamienne, le régime khmer rouge s'effondra en quelques jours en janvier 1979.

Les quatre ans de régime khmer rouge se traduisirent par l'élimination d'environ un cinquième à un quart de la population, soit à peu près un million et demi à deux millions de personnes : après les grands massacres initiaux ce fut essentiellement par famine, dans un pays qui exportait du riz avant 1975, mais aussi par paludisme à cause de la désorganisation du système d'irrigation. Depuis 1979 et jusqu'à l'intervention en 1993 de l'ONU, qui a rétabli la monarchie et une « démocratie » de façade, le pays fut un protectorat du Vietnam, sous les ordres d'une faction khmère rouge restée au Parti communiste vietnamien dans les années 1970 (ou passée au PCV à la suite de purges internes ?) : c'étaient en grande partie des Khmers du Vietnam, notamment le nouvel « homme fort » du pays, Hun Sen (né en 1951 ou 1952). Le premier procès pour crimes contre l'humanité s'ouvre en 2009, contre Kang Kek Ieu (né en

1942), alias *Douch*. Il se termine en 2010 par une condamnation de Douch, qui fait appel de sa condamnation à 30 ans de prison : nouveau procès en 2011-2012, avec une condamnation à la prison à vie.

□ Les craquements dans le monde « socialiste » d'Europe de l'Est et l'« eurocommunisme » à l'Ouest

Des fissures apparurent dans le glacis soviétique en Europe. À la suite de l'écrasement de l'insurrection hongroise de 1956, les Soviétiques pouvaient penser ne plus avoir à redouter de difficultés dans les démocraties populaires d'Europe orientale et au sein de l'orthodoxie russe et soviétique. Mais dès août 1961, des difficultés apparurent avec la Roumanie lors de la réunion du COMECON. Les Russes, préoccupés de la compétition économique avec les pays capitalistes, désiraient spécialiser les tâches entre les divers pays socialistes. La Roumanie craignit d'être condamnée à rester un pays agricole : elle protesta et obtint droit à l'industrialisation en 1963. En 1963 toujours, la Roumanie décida de ne pas prendre parti dans la querelle entre Moscou et Pékin, et elle renoua même des relations commerciales aussi bien avec la Chine qu'avec l'Albanie. Sans prendre de mesure de libéralisation interne, le successeur de Gheorghe Gheorghiu-Dej (1901-1965), Nicolae Ceausescu (1918-1989), à la fois premier secrétaire du parti et chef du gouvernement, blâma l'intervention russe en Tchécoslovaquie en 1968 et refusa de participer à l'invasion de ce pays avec les autres membres du pacte de Varsovie. Il alla même jusqu'à recevoir la visite du président Nixon, au grand mécontentement de l'URSS ! Il était particulièrement bien vu en Occident (*cf.* le voyage de De Gaulle en 1968). Il élaborait en Roumanie un despotisme qui tourna au népotisme (sa femme et son fils occupant d'importantes fonctions) et à la mégalomanie. Le *Conducator* se fit appeler le « génie des Carpates », il rasa le centre historique de Bucarest pour y édifier des ensembles architecturaux démesurés, il interdit toute contraception, etc.

La Tchécoslovaquie gardait la nostalgie de la démocratie parlementaire et libérale, qu'elle avait été la seule, de tous les pays de l'Est, à connaître avant 1939. À partir de 1963, le premier secrétaire du parti, Antonin Novotny (1904-1975), permit une certaine libéralisation et la vie intellectuelle s'anima. En 1967, le Comité central du parti fut « gagné », à son tour, par la « contagion » libérale, dont le chef de file était le secrétaire de la branche slovaque du parti, Alexander Dubcek, qui succéda à Novotny à la tête du parti tchécoslovaque, le 5 janvier 1968. Dubcek (1921-1992) était persuadé que le système communiste pouvait coexister avec le respect de la liberté individuelle et il s'opposait au principe du centralisme démocratique prôné pour le camp communiste par Moscou. Dès avril 1968 la création d'autres partis (non communistes) fut autorisée, l'information libérée, la censure abolie, les frontières avec l'Ouest ouvertes. On se mit alors à parler de « printemps de Prague », qui visa à créer un

« socialisme à visage humain » (Dubcek). Une telle expérience était dangereuse pour les dirigeants du Kremlin, car elle risquait de se répandre ailleurs. Effectivement, dès juin 1968, des étudiants et des professeurs de l'université de Varsovie, ainsi que des écrivains polonais, manifestèrent à leur tour leur volonté de libéralisation, mais Gomulka s'y opposa par la force. En Union Soviétique, la tendance « dure » de Leonid Illitch Brejnev (1906-1982) l'emporta de plus en plus sur la modération d'Alexis Kossyguine (1904-1980) : le maréchal Andreï Gretchko (1903-1976) fut nommé ministre de la Défense et il poussa à l'intervention militaire, qui eut lieu le 21 août 1968.

Les dissidents en URSS sont une autre forme de « craquement ». L'existence de la seule presse officielle limite le droit d'expression. Cependant, notamment face aux difficultés de la vie quotidienne, les citoyens réagissent par des critiques acerbes : lettres de lecteurs dans les journaux, revues satiriques comme *Krokodil*. La surveillance policière est omniprésente, assurée par la police politique puissante qu'est le KGB. Les expulsions, les internements dans les hôpitaux psychiatriques sont nombreux. Du ministère de l'Intérieur dépend l'administration des camps (*Goulag*), qui regroupent des *zek* ; longtemps ignorés ou niés par la propagande, ces camps ont été révélés au public par Alexandre Soljenitsyne (1918-2008) dans *Une journée d'Ivan Denissovitch*, témoignage publié par la revue *Novy Mir* en 1956 puis dans *L'Archipel du Goulag*, publié à Paris en 1974. Des « dissidents » constituent de petits groupes relevant de deux courants, la condamnation du seul stalinisme ou le rejet du marxisme-léninisme. Ils s'expriment dans des publications clandestines (*samizdat*) ou éditées à l'étranger (*tamizdat*). Né à Moscou en 1921, physicien de réputation mondiale, père de la bombe H soviétique, Andreï Sakharov contribue en 1963 à l'accord sur les armements atomiques entre l'URSS et les États-Unis (voir plus haut). En 1970 il contribue à créer un Comité de Défense des Droits de l'Homme. Il poursuit dès lors la défense des droits de l'homme en Union soviétique, ceux des opposants persécutés, réclame la démocratisation de son pays et une vraie détente internationale, fondée sur un désarmement réel et contrôlé, ce qui lui vaut le prix Nobel de la Paix en 1975. Il est privé de toute fonction officielle dès 1973, empêché d'aller recevoir son prix en Suède. En 1976 un Comité de surveillance de l'application des accords d'Helsinki est fondé. On reprochera à Sakharov après 1977 ses protestations contre la non-application des accords d'Helsinki en URSS ; il sera exilé à Gorki 1.

Mais la Bulgarie de Todor Jivkov (1911-1998) et la RDA de Walter Ulbricht sont les plus orthodoxes et les plus fidèles des alliés de l'Union soviétique... Formé à l'école stalinienne à Moscou, Walter Ulbricht (1893-1973) s'impose dès son entrée à Berlin en 1945 avec les troupes soviétiques comme l'architecte du régime communiste est-allemand. On appelle « doctrine Ulbricht » à la fois sa conception du socialisme à l'allemande et la politique

¹ Sakharov est mort en 1989 à Moscou.

de soviétisation qu'il pratique en RDA dans les années 1950 : Ulbricht instaure un régime copié sur le modèle soviétique. Élaborée dès le début de la Guerre froide, la stratégie d'Ulbricht consiste à renverser par la subversion la démocratie ouest-allemande, à détacher la RFA de l'OTAN comme des États-Unis, en y encourageant les sentiments pacifistes, dans le but ultime de faire de l'Allemagne unie un pays socialiste. L'eurocommunisme naît de la détente et de l'évolution des partis communistes occidentaux. L'eurocommunisme connaît son apogée lors du « sommet de Madrid » de mars 1977, il voit sa fin avec les crises d'Afghanistan et de Pologne (1979-1981).

□ Les conséquences internationales de la « glaciation » soviétique sous Brejnev

La « glaciation » brejnévienne est un raidissement interne ; dans le domaine des relations internationales, c'est un désir de reconnaissance comme « supergrand » additionné d'une ouverture sur le reste du monde, par accords commerciaux, contacts culturels et diplomatiques... Cette ouverture s'arrête brutalement en 1974 : l'amendement Jackson lie l'octroi à l'URSS de la clause de la nation la plus favorisée (prévu depuis l'accord commercial américano-soviétique de 1972) au don aux juifs soviétiques de la possibilité d'émigrer librement, l'URSS refuse ce qu'elle considère comme un chantage. On bute donc sur l'aporie soviétique fondamentale, c'est la fin de la « détente », qui n'a été que partielle et brève. La « glaciation » signifie aussi l'extension au glacis soviétique du coup de froid idéologique. L'occasion a été la crise tchèque et l'invasion de la Tchécoslovaquie le 21 août 1968. Le printemps de Prague a vu se renouveler, après l'automne 1956 en Pologne et à Budapest, les espoirs mis par la population en un communisme « à visage humain ». Mais la contestation menace trop rudement et radicalement l'hégémonie soviétique sur l'Europe de l'Est pour être longtemps tolérée. Une intervention conjointe des « forces du Pacte de Varsovie », dans la nuit du 20 au 21 août 1968, impose le retour de l'ordre socialiste à Prague. Le 4 octobre, Andreï Gromyko justifie l'opération par le droit d'intervention de la communauté socialiste pour la défense de ses « intérêts vitaux ». On parlera par la suite de « doctrine Brejnev », qui établit la souveraineté limitée des États socialistes dès lors que sont en jeu les intérêts supérieurs de l'URSS. En fait, la « doctrine » n'est énoncée qu'à l'automne 1968 par Brejnev, en plusieurs fois et après l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes du Pacte ; elle est rappelée pour justifier l'invasion de l'Afghanistan en décembre 1979. Les conséquences sont un rude coup porté à l'image de l'URSS auprès de l'opinion mondiale et la possibilité d'interventions ultérieures, mais si l'URSS interviendra en Afghanistan, elle ne le fera pas en Pologne en 1981.

Conclusion du chapitre 23 (« Une nouvelle donne dans les relations internationales ») :

La « nouvelle donne » elle est relative, car États-Unis et URSS prennent bien garde de ne pas pousser le soutien aux alliés jusqu'à accomplir un geste qui compromettrait irrémédiablement leurs relations privilégiées. Ainsi les Américains ne font-ils que condamner verbalement l'intervention en Tchécoslovaquie, comme déjà en 1956 pour Budapest. Ainsi, également, les Soviétiques laissent-ils les Américains intervenir à Saint-Domingue (1965) et au Chili (1973). Et au Vietnam, où se déroule vite au fond une guerre « classique », l'URSS ne donne pas au Nord-Vietnam les moyens matériels de la victoire. La période de « détente », de 1963 au milieu des années 1970, a donc été un condominium mondial, dont ont fortement souffert les petites nations, par exemple le Vietnam.

Chapitre 24. LES « HAUTES EAUX » DU « DÉGEL », 1969-1974

Cette période de cinq ans est une véritable détente, avec l'ère Nixon-Kissinger (et Brandt), qui ressemble un peu à l'ère Briand-Stresemann (1924-1929), de cinq années aussi, mais...

□ Le duo américain Nixon-Kissinger impose sa marque aux relations internationales

Trois conditions préalables au dégel : l'*Ostpolitik* de Willy Brandt, l'ère Nixon-Kissinger et la « filière ». Richard Nixon, élu en 1968 et réélu triomphalement quatre ans plus tard, avec à ses côtés Henry Kissinger, conseiller en politique étrangère puis Secrétaire d'État (août 1973), ont clairement décidé de faire avancer le dialogue américano-soviétique sur de nouvelles bases, même si les deux systèmes sont reconnus aussi irréconciliables qu'au temps de la Guerre froide. Kissinger converse régulièrement à partir de 1969 à Washington avec Anatoli Dobrynine (1919-2010), l'ambassadeur soviétique. C'est ce qu'il appelle la « filière » (*sic*).

A posteriori, dans ses *Mémoires*, Kissinger définit ainsi les quatre principes de la politique américaine. Le premier est le réalisme (*cf.* la notion de *Realpolitik*) : l'URSS existe et il faut discuter avec elle. Deuxième, la retenue : les États-Unis doivent éviter de chercher à prendre l'avantage. Troisième, « la carotte et le bâton » : il faut répondre favorablement aux concessions soviétiques, mais les abus doivent être sanctionnés. Enfin, ce que Kissinger appelle le *linkage* (liaison entre tous les problèmes ou « marchandage planétaire », principe annoncé publiquement dès 1969) : lier tous les aspects dans une négociation globale, tout geste devant être accompagné d'une contrepartie en un autre domaine (par exemple : le commerce contre les droits de l'homme).

Cependant, le dégel n'est pas total, les rivalités politiques et idéologiques continuent à se marquer. Ainsi, lorsqu'un Soviétique est nommé directeur de l'OIT en 1970, les États-Unis se retirent, en partie sous la pression des syndicats américains, et ils n'y reviennent siéger qu'en 1980 !

□ Une diplomatie des sommets

Pékin, en passe de tourner définitivement la page de la Révolution culturelle, devient un acteur essentiel d'un « dialogue à trois » : séjour en Chine de l'équipe américaine de tennis de table en avril 1971, visite secrète de Kissinger en Chine en juillet 1971 (voir plus haut), puis Nixon annonce le 15 juillet 1971 un projet de voyage officiel en Chine avant le printemps suivant et Nixon annonce en octobre 1971 un voyage prochain en URSS. Le voyage

de Nixon en Chine a lieu du 21 au 28 février 1972 et son voyage en URSS du 22 au 30 mai 1972.

Puis trois autres sommets américano-soviétiques ont lieu, aux États-Unis (16-23 juin 1973), à Moscou (27 juin-3 juillet 1974, c'est le dernier voyage de Nixon), à Vladivostok (23-24 novembre 1974, Gerald Ford ayant remplacé Nixon).

Cet « esprit » est consigné par écrit dès le 26 mai 1972 dans un document signé par Brejnev et Nixon, *Les principes fondamentaux des relations entre l'Union soviétique et les États-Unis* : refus de la guerre nucléaire, volonté de coopération et égalité implicite entre les deux Grands. Une gerbe d'accords divers sont signés, dans les domaines stratégique, commercial, politique, européen, médical, scientifique, etc.

□ L'avancée en matière nucléaire

L'avancée majeure concerne les armements nucléaires stratégiques. L'URSS, au terme d'une décennie d'efforts accélérés pour combler son retard sur les États-Unis, est parvenue à une parité globale des arsenaux. Ses charges thermonucléaires sont moins nombreuses et précises que celles des Américains, mais elles sont plus puissantes. L'Union soviétique possède plus de fusées intercontinentales basées au sol (les ICBM) ; il y a égalité en matière de missiles sous-marins (SLBM). On est donc en présence d'un équilibre de la terreur, en conséquence duquel l'URSS peut négocier un désarmement contrôlé, sans se retrouver en position de faiblesse. Les 127 sessions de négociations SALT I (*Strategic Arms Limitation Talk*) aboutissent au traité de Moscou du 26 mai 1972 qui limite les armements antimissiles (ABM) à deux sites de 100 missiles par pays : pour la première fois, des armements défensifs sont limités. Il y a, de plus, accord limité sur les armes offensives : gel pendant cinq ans des armes stratégiques existantes, arrêt de la construction de rampes de lancement fixes pour ICBM, arrêt de la construction de lanceurs balistiques installés sur des sous-marins, mais aucune décision ne concerne les missiles à moyenne portée (IRBM, *Intermediate Range Balistic Missiles*, 2 à 3 000 km), ceux à ogives multiples (MIRV) et aucun accord ne concerne les bombardiers stratégiques.

MIRV signifie *Multiple Independantly targeted Re-entry Vehicle*. L'ogive contient plusieurs têtes atomiques, guidées indépendamment les unes des autres. Par exemple chaque SS-20 comporte trois têtes nucléaires indépendantes.

Débutent un deuxième cycle de négociations, SALT II, le 21 novembre 1972, mais il n'aboutira que le 18 juin 1979, par l'accord de Vienne, succinct, limitant le nombre et le type des missiles intercontinentaux pour États-Unis et URSS. Le traité ne met pas fin à la course aux armements, il se contente d'en freiner la progression. De surcroît, il ne sera pas ratifié par les États-Unis, dans le contexte de l'intervention soviétique en Afghanistan (1979) et de la crise

des euromissiles, cf. la 7e partie. Toutefois, le désarmement continue de progresser entre les deux traités SALT. Au sommet de Washington il y a accord, à durée illimitée, le 22 juin 1973, sur la prévention de la guerre nucléaire. Au sommet de Moscou, un traité, valable cinq ans, est signé, le 3 juillet 1974, sur la limitation des expériences nucléaires souterraines ; les armements antimissiles sont limités à un seul site par pays. En marge de ce volet nucléaire, on retiendra la convention soviéto-américaine du 10 avril 1972 qui interdit la recherche, la production et le stockage d'armes bactériologiques et prescrit la destruction des arsenaux existants. S'ouvrent à Vienne, le 30 octobre 1973, des négociations MBFR (*Mutual and Balanced Force Reduction*) qui accueillent 19 pays, 12 de l'OTAN, 7 du Pacte de Varsovie. Les négociations ne concernent que l'Europe centrale et ne déboucheront que tardivement (1990 !) sur le traité de réduction des forces conventionnelles en Europe (FCE, cf. la 8e partie). Conclusion : un ensemble imparfait et lacunaire, mais sans précédent.

□ Les sommets et accords commerciaux

Ils sont une pièce essentielle de la « détente », surtout aux yeux des Soviétiques, qui espèrent compenser par ce biais leurs faiblesses en matière alimentaire, technique et de biens de consommation. Or, en 1949, avait été voté par les États-Unis l'*Export Control Act*, qui étendait la Guerre froide aux relations commerciales, soupçonnées de pouvoir entraîner des transferts technologiques dans des domaines vitaux pour les États-Unis. Le Congrès américain vote en 1969 un *Export Administration Act*, qui permet le développement des relations commerciales avec le « camp oriental », à l'exception des technologies militaires. Pourquoi un tel changement ? Depuis les années 50, l'Europe occidentale et le Japon exportent vers l'URSS, avec l'accord tacite des États-Unis, en vertu de la théorie de la « convergence » : l'aide économique ne peut qu'accélérer la libéralisation interne du système communiste ! Deuxième cause, les pressions du *lobby* agro-alimentaire américain, qui considère que les États-Unis ont du « retard » à rattraper, d'autant plus que la Politique agricole commune (PAC) connaît le succès au sein de la CEE. Enfin, on constate une récession américaine depuis la fin de la guerre du Vietnam.

Deux accords commerciaux sont passés entre États-Unis et URSS en 1972 (le 8 juillet et le 18 octobre). Ils prévoient des achats massifs de produits agricoles américains par l'URSS. Un accord annexe du 20 octobre 1975 fixe deux types de minima : un minimum de 750 millions de dollars de céréales dans les trois ans à venir et un minimum de 6 millions de tonnes de céréales par an pendant cinq ans. Une clause procède même à la liquidation des dettes de guerre. Il y a accord sur l'utilisation mutuelle des ports des deux pays et octroi à l'URSS de la clause de la nation la plus favorisée (mais le Congrès devra ratifier). En 1973, un Conseil économique et commercial mixte est même créé, pour développer les échanges.

Les résultats sont les suivants. Jusqu'en 1975, le commerce américano-soviétique est multiplié par dix, mais les chiffres absolus restent faibles ; le commerce est très déséquilibré, les exportations américaines étant très supérieures. S'instaure une sorte de « NEP de la détente », avec contacts entre les hommes d'affaires, les fonctionnaires et les parlementaires. Enfin, sont passés des accords annexes dans le domaine de l'énergie (surtout un projet d'exploitation du pétrole sibérien, qui sera abandonné), dans ceux de la médecine, de la coopération scientifique... Le tout culmine symboliquement avec l'arrimage dans l'espace de deux vaisseaux *Soyouz* et *Apollo* le 17 juillet 1975.

□ D'importants résultats sur le « problème allemand »

Avec le feu vert des Américains, le chancelier Willy Brandt, parvenu au pouvoir en septembre 1969 (une coalition SPD-libéraux a gagné les élections), engage une audacieuse politique à l'Est, l'*Ostpolitik*, qui signifie le renversement de la ligne traditionnelle. Chancelier social-démocrate de 1969 à 1974, Brandt utilise d'emblée un mot que ses prédécesseurs démocrates-chrétiens avaient évité, celui de « détente » avec les pays de l'Est. Le 19 mars 1970, c'est l'historique plutôt que chaleureuse poignée de main d'Erfurt avec le premier ministre est-allemand Willi Stoph (1914-1999). Dès le 12 août 1970 un traité germano-soviétique, conclu à Moscou, reconnaît l'inviolabilité des frontières européennes, y compris la ligne Oder-Neisse avec la Pologne. Brandt s'agenouille devant le monument au ghetto de Varsovie (7 décembre 1970), image qui va droit au cœur des Polonais et coupe le souffle des Allemands. Le traité de Varsovie, entre la République fédérale d'Allemagne et la Pologne, signé le même jour, précise que la RFA reconnaît la ligne Oder-Neisse. Prix Nobel de la Paix en 1971, Brandt abandonne la doctrine Hallstein (*cf.* 4e partie) et s'achemine vers la reconnaissance prévisible, au moins *de facto*, de la République démocratique allemande.

Né en 1913 dans une famille modeste de Lübeck, Karl-Herbert Frahm avait tôt milité chez les jeunes socialistes et adhéré en 1930 au SPD. Par opposition au nazisme, il avait rejoint la Norvège et prit la nationalité norvégienne en 1938 sous le nom de Willy **Brandt**. En 1940, il fuit la Norvège pour la Suède, d'où il poursuit ses activités résistantes. De 1966 à 1969 il avait eu le portefeuille des Affaires étrangères dans le gouvernement de « grande coalition » conduit par Kurt Georg Kiesinger (1904-1988).

Les risques sont nombreux. Pour les États-Unis et l'Europe occidentale, la reconnaissance de la division de l'Europe et des frontières sur le « rideau de fer », l'affaiblissement des liens atlantiques. Pour l'Europe orientale et l'URSS : la remise en question de la cohésion diplomatique et idéologique, qui reposait largement sur l'hostilité à la République fédérale d'Allemagne. Un accord quadripartite sur Berlin est signé le 3 septembre 1971, après 17 mois de négociations : il réaffirme les droits des quatre puissances occupantes sur l'ensemble de Berlin et la responsabilité soviétique en matière d'accès à Berlin-Ouest. Cela

signifie l'abandon par la RDA d'une double et vieille revendication, entretenue par l'URSS menaçant l'Ouest de signer un traité de paix séparé avec elle. Cet accord quadripartite sur Berlin est ratifié par Bonn en mai 1972.

Enfin, entre République fédérale d'Allemagne et RDA, est signé ce qui est appelé le « traité fondamental » (21 décembre 1972). Qualifiant d'illusoire les espoirs de réunification allemande, Willy Brandt a décidé d'entreprendre des négociations avec l'Allemagne de l'Est, qui aboutissent à ce traité, par lequel les deux pays se reconnaissent mutuellement comme des États égaux et souverains. La RFA abandonne donc le mythe de sa représentation de toute l'Allemagne. Les deux états allemands échangent des « représentants » (pas tout à fait des ambassadeurs...) et entrent tous deux à l'ONU, le 18 septembre 1973. À noter que de nombreux états reconnaissent les deux Allemagnes et que cette politique ouest-allemande sera poursuivie par le chancelier Helmut Schmidt (1918-2015), au pouvoir de 1974 à 1982.

□ La CSCE (Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe, 1972-1975)

Elle est l'aboutissement d'une initiative soviétique de... 1954. L'URSS en attendait la confirmation internationale de la situation de fait en Europe de l'Est et entre les deux Allemagnes, voire la neutralisation de l'Allemagne de l'Ouest. Ce n'est qu'en novembre 1972 que commencent les travaux préparatoires d'une Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE). Mais en quelques jours la conférence s'ouvre à Helsinki (Finlande). Sont présents 33 pays d'Europe (dont la Turquie, mais pas l'Albanie), les États-Unis et le Canada, ainsi que le secrétaire général de l'ONU. Elle n'aboutit que le 1er août 1975, à un « acte final », long document de 110 pages : les frontières issues de la Deuxième Guerre mondiale sont déclarées inviolables — nouveau gros succès de la diplomatie soviétique — , les libertés fondamentales des hommes et les droits des minorités nationales sont proclamées. Les conséquences d'Helsinki sont importantes. Naissent des « comités de surveillance des accords d'Helsinki » : par exemple les KOR en Pologne, la « Charte 77 » en Tchécoslovaquie (avec Václav Havel et Milan Kundera).

Le mouvement tire son nom d'un **manifeste signé en 1977** par des intellectuels tchécoslovaques exigeant le respect des droits de l'Homme. La répression s'abat sur les chefs de file du mouvement. L'esprit de la « Charte 77 » va lentement se répandre dans l'ensemble de la société jusqu'à la « révolution de velours » de 1989, qui voit la chute, pacifique, du régime communiste tchécoslovaque.

Mais il apparaît qu'Helsinki lègue aux Européens beaucoup d'ambiguïtés. Toutefois, de nombreuses rencontres ont lieu en Europe et le sentiment prévaut, à l'été 1975, que la Détente a atteint son culmen. En fait, elle est déjà fort dégradée ; les causes, multiples,

sont à rechercher dans les années 1973-1974 ; les manifestations vont s'en multiplier à partir de 1975.

Chapitre 25. LE TIERS MONDE DE 1963 AU MILIEU DES ANNÉES 70

L'année 1964 est particulièrement importante, témoins la première CNUCED (23 mars au 15 juin, Conférence des Nations unies pour le Commerce et le Développement, *UNCTAD* en anglais), à Genève, la mort de Jawaharlal Nehru (27 mai) et la conférence des non-alignés au Caire (5-10 octobre).

1965 : guerre indopakistanaise ; échec de la conférence d'Alger (« second Bandoeng »)
 3-15 janvier 1966 : première Conférence de Solidarité des Peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine (Conférence Tricontinentale), à La Havane
 1966 : Indira Gandhi — fille de Nehru — devient Premier Ministre de l'Inde (elle le restera jusqu'en 1977 et le sera à nouveau de 1980 à 1984, date à laquelle elle est assassinée)
 9 octobre 1967 : mort de Che Guevara, lui aussi assassiné
 1967 : conférence de La Havane, donnant naissance à l'OLAS, Organisation latino-américaine de Solidarité
 1er février-29 mars 1968 : CNUCED II à New Delhi
 8-10 septembre 1970 : conférence des non-alignés à Lusaka (Zambie)
 1970 : première intervention militaire française au Tchad (elle durera jusqu'en 1975)
 1971 : alliance entre l'Inde et l'URSS ; éclatement du Pakistan ; la République populaire de Chine entre à l'ONU
 13 avril-21 mai 1972 : CNUCED III à Santiago du Chili
 1972 : renvoi des conseillers soviétiques d'Égypte
 1973 : début de la crise économique et sociale mondiale
 5-9 septembre 1973 : conférence des non-alignés à Alger
 28 février 1975 : premiers accords de Lomé (Lomé I)
 1976 : réunion de la CNUCED à Nairobi (Kenya) ; Conférence « Nord-Sud » de Paris ; conférence des non-alignés à Colombo (Ceylan, Sri Lanka depuis sa sortie du *Commonwealth* en 1972)

□ Des relations économiques avec les pays industrialisés devenues conflictuelles

Des obstacles au développement s'observent toujours dans les pays sous-développés, dits pays « en voie de développement ». La croissance démographique continue d'être un obstacle supplémentaire, ainsi que les problèmes de société. En accédant au pouvoir, la « nouvelle bourgeoisie », souvent issue de l'administration coloniale ou de l'armée coloniale (*cf.* le Congo), tend à se constituer en classe dirigeante avide de privilèges. L'aide économique (bilatérale aux deux tiers) est souvent contraignante et elle peut aggraver les difficultés internes d'un pays : les dons de blé ont entraîné une désaffection pour les céréales locales en Afrique et en Asie et créé une nouvelle dépendance ; dans d'autres cas l'aide induit une concurrence « déloyale » à l'égard des producteurs locaux. L'aide multilatérale garantit une plus grande indépendance aux pays démunis. Elle transite par les organisations spécialisées de l'ONU (FAO, OMS, UNESCO), elle est à l'origine du succès de la « révolution verte » en Inde et du

développement spectaculaire de la Corée du Sud après 1960. L'inflation dans les pays industrialisés creuse encore les écarts : le Tiers Monde conteste « l'échange inégal ». Les flux financiers semblent justifier l'idée de « pillage » par les multinationales : en 1973, 7 milliards de dollars sont investis dans Tiers Monde mais 11 milliards sont rapatriés en Occident sous forme de profits... Les pays du Tiers Monde tentent alors une industrialisation par « substitution d'importations », avec l'aide financière de leurs États. Ainsi, d'une simple usine de montage (Fiat ou Volkswagen), Brésil et Argentine font une industrie automobile autonome.

La résolution 1803 des Nations unies, en date du 14 décembre 1962, reconnaît que « le droit de souveraineté permanent des peuples et des nations sur leurs richesses et leurs ressources naturelles doit s'exercer dans l'intérêt du développement national et du bien-être de l'État intéressé. »

Les années 1960 sont l'ère des « grands projets », agricoles et industriels, qui échouent à moyen terme, par manque d'experts, d'administrateurs, de cadres... En 1974, l'ONU adopte une *Déclaration des droits et des devoirs économiques des États* qui reconnaît formellement la nécessité de bâtir un nouvel ordre économique international, projet ambitieux... Pour remédier au retard des prix des produits exportés certains pays organisent des cartels de producteurs, par exemple l'OPEP (*OPEC* en anglais). L'Organisation des Pays exportateurs de Pétrole se forme le 15 septembre 1960 à Bagdad autour de l'Arabie saoudite, du Koweït, de l'Irak, de l'Iran et du Venezuela, pour contrecarrer l'influence des compagnies pétrolières occidentales. Par adhésions successives les 13 pays de l'organisation en viennent à contrôler, en 1973, 53 % de la production et 90 % des exportations mondiales. De 1960 à 1970, les prix restent stables (environ 2 \$ le baril), mais l'OPEP augmente les *royalties* payées par les compagnies aux pays propriétaires des gisements. Les accords de Téhéran (1971) provoquent les premières hausses de prix. En janvier 1968 une OPAEP (Organisation des Pays arabes exportateurs de Pétrole) est fondée. Certains pays nationalisent leurs ressources pétrolières (l'Algérie en 1971, l'Irak en 1972, la Libye, qui produit du pétrole à partir de 1959, en 1973). L'Algérie constitue en décembre 1963 la Société nationale de Transport et de Commercialisation des Hydrocarbures (Sonatrach), qui devient le partenaire des sociétés pétrolières françaises et étrangères installées dans le pays. La guerre du Kippour (octobre 1973) va faire du pétrole une arme économique et politique. À la suite de la Conférence d'Alger (septembre 1973) et de la Guerre du Kippour, son prix quadruple entre octobre 1973 et janvier 1974 ; certains pays (les Pays-Bas) sont soumis à un embargo. Sur le modèle de l'OPEP, d'autres organisations de producteurs se sont constituées sans avoir le même succès : le Cartel des Phosphates autour du Maroc et de la Tunisie, le CIPEC pour le cuivre autour du Chili (Pérou, Zaïre et Zambie) en 1967, le « groupe de Bogota » pour le café... Globalement, l'opposition jusque-là latente éclate donc en conflit ouvert. Les pays du Tiers Monde se heurtent aux firmes multinationales dont le poids est parfois tel qu'elles peuvent contrôler la quasi-totalité d'une

économie (United fruit au Salvador) ou influencer sur la situation politique intérieure (ITT contribue à la chute d'Allende au Chili, 11 septembre 1973, voir plus haut)

Le développement fait partie de la lutte pour l'émancipation, d'autant plus que l'« aide » des pays riches n'est pas désintéressée. La conférence d'Alger (1973) propose une action commune dans ce sens, dans le but d'obtenir un « nouvel ordre économique mondial », des prix plus justes pour les matières premières, par exemple. La création de l'OPEP suscite l'élargissement à d'autres produits, cf. le « groupe des 77 » (très élargi par la suite), né lors de la conférence d'Alger sous l'influence de Houari Boumédiène. Il émet le vœu de réaliser en l'an 2000 le quart de la production industrielle mondiale, soit un doublement de la part du Tiers Monde d'ici à la fin du siècle. Tout ceci peut déclencher l'intervention des grandes puissances. Déjà il y avait eu le renversement de Mossadegh en 1953 ; ce sera une des dimensions essentielles de la guerre du Golfe (cf. 8e partie). Enfin, une initiative de Valéry Giscard d'Estaing, président de 1974 à 1981, vise à réunir les chefs des états les plus industrialisés pour réfléchir sur les problèmes économiques de la planète, dont les relations avec les pays sous-développés. Le premier sommet a lieu à Rambouillet du 15 au 17 novembre 1975, avec les États-Unis, l'Allemagne, le Japon et le Royaume-Uni. Bientôt le Canada et l'Italie vont être admis à ce « groupe » : on va parler de « groupe des Sept », de G7.

□ Une véritable affirmation aux Nations unies, mais les difficultés de la Coopération

Les Secrétaires généraux de l'ONU, bientôt, ne sont plus Européens. Les nouveaux pays indépendants entrent à l'ONU, qui regroupera 182 membres en 1982. Ils atteignent rapidement la majorité à l'assemblée générale. La Chine populaire entre en 1971 à l'ONU et occupe le siège chinois au Conseil de Sécurité (voir plus haut). La proposition de « nouvel ordre mondial » (Alger) est adoptée par une résolution des Nations unies. La première CNUCED (Conférence des Nations unies pour le Commerce et le Développement, *UNCTAD* en anglais) se réunit à Genève du 23 mars au 15 juin 1964, avec 77 états en Voie de Développement (120 pays au total). Elle essaie en vain d'obtenir des règlements sur les échanges internationaux. Mais la décision est prise de se réunir tous les quatre ans. La CNUCED II, à New Delhi (1er février-29 mars 1968), se prononce pour un système de préférences tarifaires à accorder aux pays sous-développés. La CNUCED III, à Santiago du Chili (13 avril-21 mai 1972), institue une aide spéciale pour les 25 pays les plus sous-développés. Après exclusion en 1960 de l'Afrique du Sud du *Commonwealth*, les pays du Tiers Monde, dont beaucoup de pays d'Afrique, demandent des sanctions diplomatiques et économiques contre le parti de l'*apartheid*, qui ne peut participer aux Jeux olympiques de Munich (1972), à la suite d'une menace de boycott général des pays d'Afrique.

Un exemple national peut être présenté, celui de la Coopération française, terme officiel, très révélateur. De Gaulle a, en fait, vite préféré une politique intégrant la politique

africaine dans le « domaine réservé » et intégrant la politique africaine dans une perspective « mondialiste ». La Ve République tisse un réseau très dense de relations personnelles à travers l'Afrique. La coopération française s'appuie sur la zone franc, avec un Franc CFA, ce qui signifie désormais franc de la Communauté financière africaine. Elle suscite parfois des réactions hostiles *cf.* les paysans français lors des manifestations de 1961, qui réclament parfois d' « être traités aussi bien que les Noirs » ! Décolonisation politique, mais « néo-colonialisme » économique ? L'exemple français peut ici encore être utilisé. Les économies coloniales sont restées de fait liées à celle de la France, à l'exception, notable, des cinq états de l'Indochine. La balkanisation profite à la France, malgré les organismes économiques et financiers internationaux (Organisation africaine et malgache de Coopération économique, Union africaine et malgache, toutes deux de 1961). Les accords sont étendus à des pays (Zaïre, Burundi et Rwanda) ayant été colonisés par un autre état que la France. Il y a un nouvel accès de cartiérisme après 1964 (« L'aide aux pays sous-développés compromet la France de l'an 2000 »), passager, car l'opinion reste toujours très attachée à la Coopération. Si la coopération profite à la France en tant qu'état, elle lui profite aussi en tant que puissance capitaliste, ce que montrent le grand rôle des compagnies de navigation françaises et les investissements, notamment au Gabon, en Mauritanie et en Côte d'Ivoire. Sur le long terme, la coopération française ne débouche sur aucun « modèle de développement » : la Côte d'Ivoire avait paru un moment en être un, mais ce fut bien fallacieux. Enfin, il y a d'une part grandes difficultés économiques de certains DOM-TOM, mais richesse relative d'autres : la Polynésie a, dans les années 60 et 70, un revenu moyen par habitant supérieur celui de la Nouvelle-Zélande. Autre exemple, l'aide américaine. La création de l'AID (*Agency for International Development*) par Kennedy en 1961, caractéristique de l'esprit des années 60, symbolise la place croissante de l'aide au développement dans la politique extérieure américaine. Des « programmes » d'aide, comme *Food for Peace*, sont mis sur pied, mais l'aide américaine restera toujours limitée : 0,2 % du PNB en 1994.

□ Divergences de vues au sein du Tiers Monde

Certes, à la suite du non-alignement, la première Conférence de Solidarité des Peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine se réunit du 3 au 15 janvier 1966 (« Conférence tricontinentale », à La Havane) et apporte son soutien à la doctrine de la coexistence pacifique. Mais des contradictions apparaissent, des divergences de vues naissent entre différents états membres, et dès l'origine. Le conflit sino-indien de 1962 met à mal la morale véhiculée par le *Panch Shila*. Et plus encore la guerre indopakistanaise de 1965, toujours à propos du Cachemire. Depuis l'année précédente (mort de Nehru), l'Inde est dirigée par Lai Bahadur Shastri (1904-1966), qui sera remplacé par Indira Gandhi (1917-1984), la fille de Nehru. La guerre, sans résultat probant, pousse l'Inde d'Indira Gandhi (premier Ministre de 1966 à 1977

et de 1980 à 1984), qui avait tenté de poursuivre la politique de son père, à abandonner la politique de non-alignement et à nouer une alliance défensive avec l'URSS, devenue officielle en 1971. En conséquence le Pakistan se rapproche à la fois de la Chine et des États-Unis.

Il y a les contradictions entre les États attachés à un neutralisme strict (*cf.* Inde et Yougoslavie), les États proches ou non du bloc du bloc socialiste (*cf.* Cuba, qui adhère au Comecon en 1972), les États favorables aux Occidentaux... La situation est compliquée par l'attitude de Nasser (peu prosoviétique malgré Suez) et le conflit sino-soviétique, les Chinois estimant qu'une guerre entre les blocs est inévitable et que la « coexistence pacifique » est un leurre (voir plus haut). Le principal problème a été, au bout du compte, celui du communisme. Le fossé est très visible à la conférence de La Havane en 1979 (où les « 77 » deviennent 92), avec les pressions de Fidel Castro pour aligner le non-alignement sur l'URSS (!), « allié naturel ». La résistance de Tito, dont c'est la dernière victoire diplomatique, est efficace. Nehru n'entendait nullement transmettre le flambeau neutraliste pour servir le seul prestige de Tito, dont les déclarations, de ton nettement socialiste, inquiétaient !

Le nombre des états (86 à Alger en 1973) est de plus en plus élevé, les objectifs deviennent plus complexes. La décolonisation était un but simple, qui appartient désormais au passé, situation identique pour la coexistence pacifique. Les objectifs sont plus élaborés, sur le plan économique en particulier, où l'entente est moins facile, sinon sur des formules historiques comme celle de Nehru en octobre 1958 : « La véritable division du monde contemporain n'est pas entre pays communistes et pays non communistes, mais entre pays industrialisés et pays sous-équipés. » En plus, il y a le problème des déclarations contre la course aux armements. La conférence du Caire (janvier 1958) proteste contre les essais nucléaires américains ; celle de Conakry (avril 1960) contre les essais français au Sahara. Il faut enfin reconnaître que les problèmes « régionaux » prennent davantage d'importance, avec de nombreuses organisations « régionales ». La première est la Ligue arabe (ou pacte de la Ligue des États arabes) née dès le 22 mars 1945 (*cf.* 5e partie). L'OEA (créée à la conférence des États américains à Bogota, 30 avril 1948) avait trop visiblement subi l'influence des États-Unis. Elle est supplantée par l'OLAS (Organisation latino-américaine de Solidarité) fondée en 1967 à la conférence de La Havane, peu après la mort de *Che* Guevara, le 9 octobre 1967, et contre les États-Unis.

Leader révolutionnaire argentin ayant adhéré au marxisme, **Ernesto Guevara** (1928-1967) avait parcouru l'Amérique latine et s'était convaincu que seule une stratégie révolutionnaire s'appliquant à l'ensemble du continent pouvait réussir. Après la victoire de la révolution cubaine, il prend la nationalité cubaine et devient ministre de l'Industrie. À la tribune de l'ONU il se fait le porte-parole du Tiers Monde. Le *Che* renonce à ses fonctions et à la nationalité cubaine en avril 1965 pour répandre le message révolutionnaire à travers le monde.

Avec la révolution cubaine, l'Amérique latine est entrée sur la scène mondiale contemporaine, autrement que par la caricature des *pronunciamentos*, des *juntas*. C'est l'imminence apocalyptique de la révolution continentale à travers la création de *focos* imités de l'exemple cubain : l'Amérique latine prend le relais du tiers-mondisme. L'OUA (Organisation de l'Unité africaine, en anglais OAU) est créée le 26 mai 1963 à Addis-Abeba, à l'issue du premier sommet panafricain auquel participent trente chefs d'État ou de gouvernement de pays indépendants d'Afrique, à l'initiative d'Hailé Sélassié, avec, à l'intérieur, l'OCAM (Organisation de Coopération africaine et malgache, l'ancien « groupe de Brazzaville » de 1960 et l'ancienne Union africaine et malgache de 1961) en 1965. L'Association des Nations du Sud-Est asiatique (ANSEA ou en anglais *ASEAN*) naît en 1967, avec cinq pays du Sud-Est asiatique, rejoints par Brunei en 1984. Destinée à combler le vide laissé par la disparition de l'OTASE, elle débouchera en 1989 sur une zone de libre-échange, l'APEC (*Asia-Pacific Economic Cooperation*), créée à l'initiative du gouvernement australien, dans le but d'abolir les barrières douanières entre 18 pays riverains de l'océan Pacifique, dont les six de l'ASEAN. La disparition du « péril communiste » a changé la donne : il faut unir large (Viêt-nam, Laos, etc.), face à la menace économique représentée par la Chine. Mais l'ASEAN et l'APEC ne font pas disparaître les menaces d'instabilité (*cf.* les Philippines). Toutes ces organisations tendent à affaiblir le mouvement mondial du non-alignement, mais elles sont elles-mêmes affaiblies : l'OEA est trop souvent un paravent pour l'interventionnisme militaire américain (*cf.* Saint-Domingue en 1965), l'OUA est paralysée par l'opposition entre régimes modérés et régimes révolutionnaires (*cf.* le « groupe de Monrovia » contre le « groupe de Casablanca » dans les années 60).

Le Tiers Monde n'est-il pas formé de nations « infirmes », contredisant le slogan de N'Krumah : « Donnez-nous l'indépendance, le reste suivra ! ». Dans les nouveaux états décolonisés se pose le difficile problème de l'unité nationale : les frontières sont héritées de la colonisation, il y a « balkanisation » ou domination par une ethnie (minoritaire ou majoritaire) sur les autres (*cf.* les Javanais d'Indonésie !). D'autres pays ont une « carte géographique » difficile, *cf.* le Pakistan qui éclate en 1971.

Le terrible cyclone de novembre 1970 (300 000 morts) ajoute aux graves difficultés du **Pakistan oriental**, plus peuplé que l'autre partie du pays, et où les autonomistes gagnent les élections de décembre 1970. New Dehli, qui ne cache pas sa sympathie pour la sécession du **Bangladesh**, invoque le problème des réfugiés, provoqué par la politique de répression du gouvernement du Pakistan occidental, pour déclarer la guerre au Pakistan et envahir sa province orientale en décembre 1971, d'où une brève guerre indo-pakistanaise, dans laquelle l'Inde est soutenue par l'URSS, son allié traditionnel, avec lequel elle a signé en août 1971 un traité de paix et d'amitié.

Le Bangladesh est admis dans le *Commonwealth* en avril 1972. La même année, les accords de Simla définissent une ligne de contrôle le long de la ligne de cessez-le-feu de 1949 au Cachemire. La normalisation avec Islamabad (Pakistan occidental) interviendra en 1974. En 1972, le Pakistan (ex-occidental) avait quitté le *Commonwealth* car le Bangladesh y entrait.

Il y a bien rarement unité religieuse, aussi. Les tendances cosmopolites, diffusées par les médias, minent les pays sous-développés : on préfère les modes de vie, les vêtements et la nourriture importés à son propre fonds culturel, jugé passéiste ou archaïque, l'occidentalisation étant perçue comme synonyme de modernité intellectuelle.

Les problèmes de l'unité nationale et de l'édification des états sont compliqués par l'absence de cadres et de traditions politiques. Trop souvent, il n'y a pas de cadres, aucune habitude de vie politique au sein des populations. Grandes sont au cours de la période, comme plus tard, les difficultés à créer des « pouvoirs » classiques. Le suffrage universel s'applique mal, à cause de l'analphabétisme, de la misère, de la faible audience de la presse : les élections-mascarades, avec des « 99 % », sont fréquentes et il n'y a pas de véritable pouvoir législatif. Le véritable pouvoir est l'exécutif, mais très personnalisé, vénéré et redouté, avec le problème de la « retraite » des chefs charismatiques qui... ne le sont plus (*cf.* Bourguiba destitué en novembre 1987 par son premier Ministre, Ben Ali !). Le vide de la décolonisation a été mal comblé : les pouvoirs sont faibles, la corruption manifeste, l'armée apparaît vite comme la seule force organisée, d'où la fréquence des coups d'État militaires ; l'armée joue un rôle capital : elle est le seul recours, déchargée *de facto* des tâches de défense (par les conditions géopolitiques générales), elle peut arbitrer, généralement en confisquant le pouvoir. Une autre solution est le parti unique. En effet, la presse est muselée, les syndicats peu influents (ou alors ils jouent le rôle des partis, comme en Tunisie). Le multipartisme est rarement autorisé, le parti unique très fréquent. L'opposition exprime plus souvent des particularismes ethniques, religieux, géographiques, que des idées ; elle doit vivre dans une clandestinité plus ou moins totale. En dépit des textes constitutionnels (qui sont fréquents) garantissant les droits civiques, la dictature, plus ou moins légalisée par un « état d'urgence » ou « de siège », étayée par l'emprisonnement ou la liquidation physique des contestataires, est le moyen normal de gouvernement. Et même la démocratie parlementaire de l'Inde de Nehru fonctionne mal ! De plus, les pays sous-développés ont une culture à réinventer. Les cultures indigènes avaient été effacées par la décolonisation car elles étaient orales. Les langues nationales ont disparu ou ont reculé et les langues européennes sont les langues de l'unité nationale, ce que montre bien le cas extrême de l'Inde. La reconstruction d'une culture nationale se heurte à de multiples difficultés : modification des noms de pays, de régions et de villes, développement de l'arabe au Maghreb, mais la nécessité d'une vie internationale et la pression scientifique sont telles que les langues européennes sont indispensables.

La cause fondamentale de fragilité, cette fois-ci du « tiers-mondisme », est que le Tiers Monde est l'enjeu des rivalités des grandes puissances. Le Tiers Monde est une zone d'instabilité, d'où l'espoir de conquérir des positions-clefs, comme lors du renvoi des conseillers soviétiques d'Égypte en 1972. Un pays sous-développé peut être un partenaire économique recherché s'il a des matières premières ou du pétrole, s'il peut être un débouché.

Les pays sous-développés ont une importance militaire par les ventes et l'expérimentation d'armes. Le Tiers Monde devient dans les années 60 et 70 le terrain privilégié où s'affrontent les grandes puissances. La coexistence pacifique déplace les rivalités vers les pays du Tiers Monde ; les néocolonisateurs utilisent les rivalités ethniques (*cf.* les Belges et les Américains au Katanga). Un cas emblématique sera celui de l'envoi de troupes cubaines en Angola et en Éthiopie, pour soutenir l'armée qui écrase la rébellion érythréenne (1977-1985).

La guerre civile commence en **Angola** avant même l'indépendance de cette ancienne colonie portugaise (1975). Elle oppose l'armée régulière angolaise et les troupes de l'UNITA (dirigées par Jonas Savimbi, 1934-2002). Trois tentatives de paix échouèrent, en 1974-1975, en 1989 et en 1991.

De 1965 (intervention au Congo, avec Che Guevara) à 1991 (retrait définitif), le régime de Fidel Castro envoie 500 000 soldats prendre part aux luttes africaines pour l'indépendance. L'Afrique fait ainsi les frais de la guerre froide. Cuba, figure de l'anti-impérialisme, devient le bras armé du bloc socialiste : ses hommes sont plus efficaces sur le terrain que les Soviétiques, cette intervention est moins « visible » que ne le serait une intervention directe de l'URSS, et les Cubains ne peuvent guère intervenir sur les rapports de force mondiaux qu'en Afrique (l'Amérique latine étant impensable, désormais). Mais Castro développe sa propre politique, prenant des initiatives sans toujours consulter Moscou ; il échoue au Congo, soutient la lutte pour l'indépendance de la Guinée-Bissau, colonie portugaise, l'Angola, riche en matières premières, devient l'enjeu d'un conflit entre l'Afrique du Sud et la fraction dominante des anciens indépendantistes, soutenue par Cuba (*cf.* 7e partie). Un autre cas, ce sont les interventions françaises au Tchad (1970-1975, après 1983) ou au Zaïre (1977-1978) : l'expression de « pré carré » africain devient célèbre.

Non-alignement ou révolution ? Le dilemme fait apparaître un clivage entre afro-asiatisme et non-alignement, d'autant plus que la Chine soutient le premier (pour évincer l'URSS) et l'URSS privilégie le non-alignement pour mieux le contrôler. La Conférence du Caire, dite « des Mouvements de Libération nationale et de lutte contre l'Impérialisme », en 1957, avait été violemment anti-occidentale. C'est le « Bandoeng des peuples » ! De nombreux états du Tiers Monde se trouvent rejetés vers l'URSS et la Chine par la guerre du Vietnam, mais la Chine cherche à évincer l'URSS du mouvement, ce qui provoque l'échec (sur la question de la participation ou non de l'URSS) de la conférence d'Alger (en juin 1965) : elle ne s'ouvre même pas, alors qu'elle aurait dû être le « second Bandoeng » ! La Conférence Tricontinentale est mise sur pied par Castro et Mehdi Ben Barka (1920-1965). Elle se tient à La Havane en janvier 1966 (voir plus haut) ; c'est alors qu'est créée l'OLAS (Organisation latino-américaine de Solidarité). Les pays non-alignés ont assisté, impuissants, à la longue guerre du Vietnam, ils ne peuvent pas empêcher l'intervention soviétique en Afghanistan (1979) ; surtout, ils sont incapables de régler la majorité des conflits opposants entre eux les pays du Tiers Monde. Cela

a conduit les pays non-alignés à se pencher davantage sur les problèmes économiques. Une dernière conséquence est le déclin de l'autorité du Secrétaire général de l'ONU pendant le mandat (1961-1971) du Birman Sithu U Thant (1909-1974). Les deux premiers mandats, d'Européens, avaient vu la montée en puissance du poste, ce qui avait fort mécontenté les grandes puissances, surtout l'URSS. En 1961, après la mort accidentelle de Dag Hammarskjöld, l'URSS voit dans l'élection du candidat des Afro-Asiatiques, le diplomate birman Sithu U Thant, un moyen de réduire l'importance et l'autonomie de l'institution ! Effectivement l'autorité du Secrétaire général décline pendant le long mandat, de dix ans, d'U Thant. Pourquoi ? Le groupe afro-asiatique est miné par ses dissensions, l'URSS et la France refusent toute délégation au Secrétaire général en matière d'opération de maintien de la paix ; et la dernière cause est l'attitude timorée d'U Thant qui, à la différence de ses prédécesseurs, ne veut jamais entrer en conflit avec une grande puissance membre de l'ONU ou avec la majorité des membres de cette dernière. Au 1er janvier 1972 et jusqu'au 31 décembre 1981 il est remplacé par l'Autrichien Kurt Waldheim (1918-2007), dont l'antisémitisme peu dissimulé apparaîtra pendant son mandat et dont le passé nazi (révélé peu après la fin de son mandat) vont, eux aussi, affaiblir l'institution.

□ Le renforcement de l'isolement chinois pendant la Révolution culturelle (1966-1969)

La radicalisation idéologique qui accompagne la Révolution culturelle rejette dans l'ombre la théorie des « zones intermédiaires » (voir plus haut). Les possibilités de négociation et de compromis qu'elle offre sont écartées, et la Chine en revient à une vision bipolaire du monde, celle qu'expose Lin Biao dans son célèbre pamphlet de septembre 1965, *Vive la guerre victorieuse du peuple* : c'est l'opposition entre les États-villes (riches) et les États-campagnes (pauvres). La théorie des « zones intermédiaires » ne sera reprise que dans années 70. Avec l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie en 1968, les Chinois de la Révolution culturelle avancent en plus la notion de « social-impérialisme » ; on a donc une « politique extérieure de gardes rouges ». Pendant la Révolution culturelle (1966-1969) le conflit avec l'URSS s'aggrave.

L'antagonisme avec les États-Unis persiste, avec une grande violence du ton dans la condamnation de l'« agression américaine » à Cuba en 1962 et pendant la guerre du Vietnam. Toutefois, le grand débat stratégique qui s'ouvre en Chine en 1965 entre les « faucons » (prêts, comme le chef de l'armée, Liu Ruiqing, à engager les troupes chinoises au Vietnam) et les maoïstes (résolus à laisser les révolutions nationales s'accomplir elles-mêmes et par leurs propres forces) s'achève par la victoire de ces derniers. La Chine, malgré la violence de ses discours, évite donc la confrontation directe avec les États-Unis, au Vietnam ou dans le détroit de Taiwan. Bien entendu, cela se limite à une « non-belligérance » et, dans le même temps, on note que l'accord (commercial) sino-japonais de 1962 n'entraîne pas d'amélioration

des rapports politiques entre les deux puissances et que le rapprochement politique avec la France reste isolé.

Y a-t-il recul de l'influence chinoise en Asie et dans le reste du monde ? Traditionnellement on considère que la Chine fut incapable de fournir au Vietnam du Nord les équipements qu'exigeait la guerre face à la puissance américaine, en conséquence le Nord-Vietnam est de plus en plus attiré par l'URSS. En fait, outre les très importantes livraisons de riz et de matériel, la Chine envoya 320 000 hommes environ, experts en missiles et en artillerie antiaérienne, en déminage et en logistique : 4 000 environ furent tués. Il y eut aussi l'entraînement en Chine de 6 000 Vietnamiens. Ce qui est un recul, c'est la rupture totale des relations avec la Mongolie extérieure, la dégradation des rapports avec l'Indonésie, car la junte militaire issue du coup d'État de 1965 pratique une atroce répression antichinoise et anticommuniste. Partout en Afrique l'influence chinoise recule car le discours révolutionnaire effraie, les changements de régime sont nombreux, etc. Il y a en plus dégradation des relations avec Fidel Castro, prosoviétique, de mauvaises relations avec certains pays occidentaux comme la Grande-Bretagne, à cause des attaques contre la culture occidentale et les bâtiments diplomatiques. Quand en 1969 Zhou Enlai commence à reprendre en main les affaires, la politique extérieure de la Chine est à reconstruire. C'est sur des bases nouvelles que le premier ministre lance cette reconstruction.

□ Les conséquences de la politique chinoise d'ouverture au temps de l'agonie du maoïsme (1969-1976)

On a vu plus haut la politique chinoise d'ouverture, entre 1969 et 1976, en particulier la nouvelle réflexion sur l'ordre mondial. Après la mort de Mao (1976), la Chine va encore davantage se situer « dans le concert des États ». Le rapprochement avec les États-Unis et le Japon se fait contre l'URSS.

Pour la politique chinoise dans le Tiers Monde, il y a très peu à signaler pour ces années, par exemple la persistance de mauvaises relations avec Cuba. Les conflits dans le Tiers Monde sont l'occasion d'affrontements indirects : l'URSS soutient l'Inde contre la Chine (1962), puis contre le Pakistan (1965 et 1971)... La Chine soutient en 1971 la dictature militaire pakistanaise contre les insurgés bengalis de l'Est, puis s'oppose à l'admission du Bangladesh aux Nations unies. En 1973 elle salue favorablement le putsch de Pinochet au Chili. En 1975 elle soutient en Angola l'UNITA, alliée du Zaïre et de l'Afrique du Sud, contre le MPLA pro-soviétique.

□ Ou'est-ce que les idéologies tiers-mondistes ?

Une « euphorie tiers-mondiste » naît à la fin des années 50, au cours de la guerre d'Algérie, et se trouve bientôt renforcée par la radicalisation de la révolution cubaine (1960-1961). Il faut souligner la grande importance du livre de Frantz Fanon (1925-1961), *Les Damnés de la terre*, en Europe et chez les Noirs des États-Unis, pays dans lequel c'est la guerre du Vietnam qui est le véritable détonateur. Il y a aussi un impact sur la jeunesse étudiante des années 60, dans le Tiers Monde également. Le tiers-mondisme est aussi économique, par exemple en réfléchissant sur *Les étapes de la croissance* de Walt Whitman Rostow (1916-2003) et la notion de « décollage » : est-il possible pour le Tiers Monde ?

Le Tiers Monde s'appuie sur le « non-alignement » et étudie particulièrement deux aires géopolitiques, l'Amérique latine avec la création de *focos* imités de l'exemple cubain (voir plus haut) et l'Asie. Bien sûr ici, le tiers-mondisme, dont les sources lointaines sont la révolution chinoise et ce « Valmy des colonisés » qu'a été Dien Bien Phû, est lié à la guerre de Frantz Fanon, particulièrement après l'intervention des États-Unis. Elle incarne le modèle du mythe tiers-mondiste : une guerre populaire résistant victorieusement à l'impérialisme le plus puissant (cf. l'importance du rôle des paysans chez Mao et Giap). Cet aspect militaire est très idéalisé, comme le démontre le grand nombre des affiches, leur iconographie et les mythes, conscients et inconscients : dans la réalité, la guerre du Vietnam n'a nullement été une guerre de partisans. Il y a de plus les illusions du « fanonisme », pensant que de la lutte armée débouchera automatiquement sur la libération de la femme, les réformes sociales, la place accrue de la jeunesse, etc.

Chapitre 26. LES TROISIÈME ET QUATRIÈME GUERRES ISRAËLO-ARABES

□ Les conditions et les causes de la troisième guerre

À la suite de la première guerre israélo-arabe (1948-1949), les États arabes se sont refusés à reconnaître l'existence de l'État d'Israël et ont tenté de l'asphyxier économiquement en imposant un blocus que les Nations unies ont été incapables d'empêcher ; des gouvernements pronassériens se sont installés en Irak (1958) et en Syrie (1966). Malgré son échec lors de la deuxième guerre (1956), Nasser est resté le chef de file du « front du refus » et en 1964 Le Caire accueille le sommet de la Ligue arabe, qui voit surtout la naissance de l'OLP, l'Organisation de Libération de la Palestine (PLO en anglais). Le premier président est Ahmed Choukairy (1908-1980), un fidèle de Nasser. L'OLP va pratiquer le terrorisme à l'encontre des intérêts et des personnes israéliens : c'est l'œuvre des *fedayin*, les combattants palestiniens. D'autre part, Yasser Arafat avait fondé (avec d'autres) en octobre 1959 le *Fath* (« conquête »), sous-titré Mouvement de Libération nationale de la Palestine. Le *Fath* est très méfiant à l'égard du mythe panarabe ; il lance en janvier 1965 sa première opération militaire contre Israël. Mais les pays voisins restent méfiants ou hostiles face au nationalisme palestinien. Le 21 mars 1968 Yasser Arafat participe à la bataille de Karameh (Jordanie), durant laquelle des commandos palestiniens affrontent pied à pied l'armée israélienne. Cette action d'éclat assure à Arafat le *leadership* sur l'OLP, alors en crise. Il devient, le 4 février 1969, après la troisième guerre, le président de l'OLP.

Cependant, une autre solution au conflit est proposée par **Bourguiba** le 21 avril 1965. Elle consistait en la reconnaissance d'Israël par les pays arabes, en échange du retour aux frontières de 1948, avec récupération de Jaffa, de Saint-Jean-d'Acre et de Nazareth, qui pourraient durablement accueillir les réfugiés palestiniens. Cette proposition, qui condamne implicitement la politique nassérienne, n'a guère d'écho et pourtant...

Dernier élément du contexte, le problème de l'eau existe depuis le mandat britannique, mais depuis 1948 les Israéliens veulent bénéficier des eaux du Jourdain ; un projet américain de partage des eaux du fleuve a vu le jour, mais Israël décide de s'appropriier sa part sans l'assentiment des pays arabes, qui, de toute façon, ne l'auraient pas donné. L'attitude américaine évolue. Kennedy s'est montré ouvertement favorable à la cause israélienne lors de sa campagne électorale de 1960. Il bénéficie durant sa courte présidence (1961-1963) d'une absence de crise majeure dans le conflit israélo-arabe, mais il prend la décision fatidique d'accepter des livraisons d'armes à Israël, dont les principaux fournisseurs étaient jusque-là la France et l'Allemagne fédérale. Il abandonne ainsi la position officielle de ses prédécesseurs se voulant « au-dessus des parties ». Pourtant, il esquisse un rapprochement avec l'Égypte nassérienne dont il reconnaît l'effort de développement économique. Son successeur, Lyndon Johnson, essaye de poursuivre sa politique, mais entre en confrontation avec Nasser à un

moment où l'Union soviétique consolide son implantation au Moyen-Orient. L'incohérence de son attitude, qui rappelle celle de Truman, est un facteur aggravant dans la crise de juin 1967 ; il reproche à son opposition « libérale » de vouloir une intervention militaire en faveur d'Israël tout en combattant la guerre du Vietnam. Les États-Unis considèrent qu'Israël est leur meilleur allié contre l'influence soviétique.

Nasser prépare une nouvelle offensive, pour restaurer l'unité du monde arabe et le prestige de son propre régime. Quatre échecs le poussent à agir. Les deux premiers sont l'éclatement de la République arabe unie (RAU), à la suite d'un coup d'état en Syrie (septembre 1961) et l'échec de la guerre (1962-1967) menée par l'armée égyptienne au Yémen, où les troupes de Nasser se heurtent aux montagnards monarchistes financés par l'Arabie saoudite voisine. Les deux derniers échecs consistent en l'arrivée au pouvoir du Ba'as coup sur coup dans deux pays. Le parti Ba'as arrive au pouvoir en Irak en février 1963, en renversant le régime de Kasem. En 1964, le maréchal Abdel Salam Aref (1921-1966) instaure le parti unique et nationalise une large partie de l'économie irakienne : des accords pétroliers, scientifiques et financiers sont signés avec l'URSS. En mars 1963, c'est au tour de la Syrie de voir l'arrivée au pouvoir du parti Ba'as grâce au général Amine al-Hafez (1911-2009). Or, ce parti conteste à Nasser le *leadership* sur le monde arabe et le 22 février 1966, c'est l'aile gauche du parti Ba'as qui s'empare du pouvoir en Syrie. Le nouveau pouvoir obtient des Soviétiques une aide financière pour la construction du barrage de Tabqa sur l'Euphrate. Au-delà de ces échecs, Nasser voit dans la lutte contre Israël le ciment qui avait toujours manqué au monde arabe et au « panarabisme ». En mai 1966, il obtient la création d'une grande Alliance arabe, dotée d'un commandement militaire unifié et formée de l'Égypte, de la Jordanie, du Liban, du Koweït, de l'Arabie saoudite et même de l'Algérie.

D'une part se multiplient les actes de terrorisme en Israël, d'autre part, installées en Syrie (où l'aile gauche du Ba'as gouverne depuis quelques mois), des forces palestiniennes bombardent les territoires israéliens du Golan, enfin de graves accrochages se produisent à la frontière israélo-jordanienne (novembre 1966). Cette tension rend terrible la situation d'Israël, qui connaît par ailleurs une grave crise économique et une crise démographique, avec un solde migratoire négatif : la population de l'« état hébreu » va vivre sa victoire-éclair comme une résurrection. Le 18 mai 1967, Nasser exige le retrait total des casques bleus stationnés à la frontière entre l'Égypte et Israël depuis 1956. Il en a le droit, d'autant que cette frontière est calme, à la différence de la frontière avec la Jordanie. Le 22, il annonce la fermeture aux navires israéliens du détroit de Tiran, qui commande l'accès au golfe d'Akaba. La radio égyptienne multiplie, en outre, les menaces verbales à l'égard d'Israël. Le 31, Nasser signe un traité de défense mutuelle avec le roi de Jordanie, Hussein, et l'Égypte envoie, dans les jours qui suivent, des unités militaires en Jordanie (ce qui ne peut pas passer inaperçu...).

□ La Guerre des Six Jours, troisième guerre israélo-arabe (5-11 juin 1967)

De son côté, Israël a l'avantage d'un excellent fonctionnement de ses services de renseignement. En particulier, les Israéliens ont réussi à infiltrer les services de renseignement soviétiques, qui avertissent donc facilement les services égyptiens des mouvements de troupes « secrets » des Israéliens à la frontière égyptienne. L'Égypte mobilise donc ouvertement ses troupes, offrant un prétexte d'intervention « préventive » aux Israéliens. En outre Israël bénéficie en 1967 d'une accalmie dans sa vie politique intérieure et d'un relatif consensus des partis sur deux idées simples : il faut prendre de vitesse les états arabes, avant qu'Israël n'ait à se battre sur trois fronts dangereux (Égypte, Jordanie et Syrie) ; frapper préventivement présentera au moins deux avantages, éviter une guerre longue, prendre de cours l'opinion mondiale (grosse différence avec Suez en 1956) et le ravitaillement militaire soviétique des pays arabes.

Les aérodromes égyptiens sont frappés d'entrée de jeu par l'aviation israélienne (équipée de *Mirage* français), clouant au sol l'aviation égyptienne (5 juin). Les unités de chars progressent en étoile vers tous les pays arabes voisins (à partir du 6 juin). Le Sinaï et la bande de Gaza sont occupés (par le général Rabin, 1922-1995), ainsi que la partie est de Jérusalem (la vieille ville) et la Cisjordanie. La prise du plateau du Golan ouvre la route de Damas. Le 11, alors que l'ONU impose le cessez-le-feu, la victoire est éclatante : Israël n'a eu que 780 morts, alors les pays arabes ont dû en perdre 30 000. Son armée, *Tsahal*, s'est taillé une réputation d'invincibilité. Le 28 juin 1967, le Parlement israélien, la *Knesset*, assemblée à la fois constituante et législative, vote l'annexion de la partie arabe de Jérusalem.

Avec ce qu'on va appeler pendant de longues années les « territoires occupés », Israël a quintuplé sa surface de 1948 ! La guerre a provoqué l'exode de 200 000 nouveaux réfugiés... Mais Israël doit administrer ces territoires, c'est-à-dire une population nombreuse (malgré l'exode) et entièrement arabe (et pas seulement musulmane). Nasser fait mine de démissionner ; cependant, toujours populaire, il est rappelé par une gigantesque manifestation de foule : une défaite militaire muée en victoire politique ? Quatre autres bouleversements vont frapper Israël. Les juifs orientaux, jusque-là marginalisés, intègrent le champ politique et social du pays ; la droite nationaliste, auparavant méprisée comme « fasciste » par les milieux dirigeants israéliens, est légitimée : Menahem Begin (1913-1992), son chef, est coopté dans un gouvernement d'unité nationale et dix ans plus tard, il deviendra premier ministre. D'autre part, les Israéliens « découvrent » les Palestiniens, leurs terres, leur langue et le problème des colonies. Quatrième point, fondamental, Israël s'ouvre au judaïsme : avant 1967, l'idée centrale consistait à créer un « nouveau juif », l'Israélien, le *Sabra* ; avec la redécouverte des Lieux saints s'amorce le retour à la tradition historique et religieuse.

□ L'entre-deux-guerres

Les pays arabes, réunis à Khartoum (Soudan) en août 1967, proclament le « triple non », à la reconnaissance d'Israël, aux négociations et à la paix avec Israël tant que ce dernier n'aura pas évacué les territoires annexés. Le 22 novembre 1967, le Conseil de Sécurité des Nations Unies adopte à l'unanimité la Résolution 242. Le texte insiste sur le « respect et [la] reconnaissance de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de chaque État de la région » et sur leur « droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues à l'abri de menaces ou d'actes de force ». Il exige surtout et clairement le « retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés lors du récent conflit ». Malheureusement, le texte anglais est indéterminé (« withdrawal of Israeli armed forces ») et comporte une autre très grave ambiguïté, car cette version parle non pas « des » territoires mais « de » territoires » (*from territories*), ce qui devient rapidement une pomme de discorde entre Arabes (qui pensent à tous les territoires) et Israéliens (qui ne veulent se retirer que de certains territoires seulement). De toute façon, Israël refuse d'obtempérer à la résolution. C'est l'une des raisons de l'opposition à Israël de la France gaullienne ; la France pompidolienne y ajoute à partir de Noël 1969 l'affaire des vedettes de Cherbourg.

Cinq **vedettes lance-missiles** construites dans les chantiers navals de Cherbourg pour Israël mais soumises à embargo (avec beaucoup de flou et très peu de surveillance) quittent clandestinement le port français pour gagner Haïfa.

Un an plus tôt, le 28 décembre 1968, un raid mené par un **commando israélien hélicoptéré** (les hélicoptères sont de fabrication française...) sur l'aérodrome civil de Beyrouth avait abouti à la destruction presque totale de la flotte aérienne civile libanaise, en représailles contre l'attaque d'un commando palestinien sur un avion d'*El Al* à Athènes.

Très vite la France avait condamné l'opération de Beyrouth et décidé (6 janvier 1969) un **embargo** total sur les armes et les pièces de rechange à destination d'Israël, radicalisant la politique suivie par la France depuis 1967.

Juste après la guerre du Kippour, la Résolution 338, votée à l'unanimité moins la Chine, qui s'est abstenue, demandera l'application de la Résolution 242 et le début de négociations « en vue d'instaurer une paix juste et durable au Moyen-Orient ». L'échec arabe dans la guerre des Six Jours durcit la résistance palestinienne : à la fin de 1967 est fondé le FPLP (Front populaire de Libération de la Palestine) par le médecin palestinien Georges Habache (1926-2008) ; un raidissement doctrinal marque toute la résistance palestinienne.

Né en Palestine de parents grecs orthodoxes, **Habache** soutint jusqu'en Septembre noir (1970) le postulat selon lequel la libération des Palestiniens se ferait grâce aux voisins arabes. Il se radicalisa ensuite (marxisme et attentats terroristes), ce qui lui valut d'être expulsé de France en 1992.

En conséquence, en 1968, le Conseil national palestinien, organe directeur de l'OLP, adopte la *Charte nationale*, qui proclame : « La Palestine est la patrie du peuple arabe palestinien » et prévoit la disparition d'Israël (« Les Juifs ne constituent pas un peuple avec une

personnalité propre »). En 1969, Arafat devient le président de l'OLP. Bien armée par la Syrie et placée désormais au cœur d'Israël, la résistance palestinienne s'engage dans la voie du terrorisme en Israël (à partir de bases établies en Jordanie et au Liban) et à l'étranger (contre les ambassades ou sous la forme de détournements d'avions). Un sommet est atteint le 5 septembre 1972, aux Jeux olympiques de Munich, avec l'assassinat de 11 membres de la délégation israélienne. Le mouvement palestinien élargit ses assises : il a une forte audience à Gaza et en Cisjordanie, où Tel-Aviv incite ses ressortissants juifs à s'établir pour rendre irréversible l'annexion opérée lors de la Guerre des Six Jours ; au plan diplomatique, l'OLP gagne le soutien des pays arabes voisins d'Israël. À terme, le panarabisme va laisser la place à l'islamisme. Mais cette puissance de la résistance palestinienne, qui tend à constituer un État palestinien, est dangereuse pour la Jordanie : à cause de l'exode important de Palestiniens, en 1948-1949, puis en 1967 (200 000, pour la plupart d'anciens réfugiés ou des enfants de réfugiés) la démographie du royaume jordanien est bouleversée car ils sont plus nombreux que les Bédouins, sujets traditionnels de la monarchie hachémite. Le roi Hussein brise par la force la puissance palestinienne au cours de Septembre noir (à partir du 17 septembre 1970), qui fait 20 000 morts.

La situation en Égypte est marquée par le fait que le pays subit de nouveaux déboires de politique extérieure. Le Sud-Yémen (ex-colonie britannique d'Aden) devient une république populaire en 1970 et se lie à l'URSS (mais une rivalité au sein de l'équipe dirigeante oppose prosoviétiques et prochinois). Au Nord-Yémen, le régime pronassérien du colonel Abdullah al-Sallal est renversé en novembre 1967 au profit d'une équipe modérée soutenue par l'Arabie saoudite du roi Fayçal (1964-1975). En Libye, le roi est renversé le 1er septembre 1969 par le colonel Mouammar Kadhafi (1942-2011), qui entend construire un « socialisme coranique », à l'écart des influences étrangères. Mais si Kadhafi fait évacuer d'emblée les bases aériennes américaines et britanniques installées sur le sol libyen (1970) il resserre les relations avec l'URSS, qui le soutient dans ses visées expansionnistes au Tchad et dans sa politique d'encouragement à tous les mouvements révolutionnaires dans le monde (OLP au Moyen-Orient, IRA en Irlande...).

La bande d'Aouzou avait été cédée par la France en 1935. L'accord n'ayant jamais été ratifié, il était nul en droit international. En 1955, la **Libye** indépendante (depuis 1951) signe avec la France un traité par lequel elle accepte les frontières telles qu'elles ont été fixées en 1899. Enfin, en 1964, la Libye reconnaît, en tant que membre de l'OUA le principe de l'intangibilité des frontières.

Mais éclate au Tchad une guerre civile : la Libye soutient les rebelles du Nord (le FROLINAT) et occupe la bande d'Aouzou. La France intervient militairement à plusieurs reprises pour soutenir le gouvernement de N'Djamena, mais sans confrontation directe avec l'armée libyenne. Un accord n'intervient qu'en 1994 (cf. 7e partie).

Kadhafi nationalise les compagnies pétrolières étrangères (1973), finance la diffusion de l'Islam et de la langue arabe en Afrique noire, refuse une paix de compromis après la guerre du Kippour. La France livre des *Mirage* à la Libye à partir de 1970, sous prétexte que la Libye n'est pas « pays du champ de bataille ». Une éphémère et théorique « union » avec la Syrie (1971) et la Tunisie (juillet 1972) est proclamée. Quatrième revers pour l'Égypte, la prise du pouvoir au Soudan par le colonel Gaafar al-Nimeiri (mai 1969), nouveau rival de Nasser. Nimeiri (1930-2009) va bâtir une dictature dans ce vaste pays, déchiré par les conflits opposant les chrétiens et les animistes du Sud aux musulmans du Nord. C'est dans ce climat extérieur désolant pour l'Égypte que meurt Nasser le 28 septembre 1970. Anouar el-Sadate (1918-1981) lui succède. Reprochant aux Soviétiques le poids excessif de leur présence et la médiocre qualité de leur soutien en 1967, il se débarrasse de l'aile prosoviétique du régime en mai 1971 puis renvoie les conseillers et experts soviétiques en juillet 1972. En fait, ce geste paradoxal est une gesticulation, destinée, en dramatisant la situation, à forcer les Soviétiques à accroître leur aide ! En effet Sadate envisage en 1972 de mener « sa » guerre, rapide et victorieuse, contre Israël, pour le forcer à ouvrir des négociations. Ni Washington ni Israël ne prennent au sérieux les avertissements de Sadate. La clef de son raisonnement est que le début des années 1970 voit dans les armées du Pacte de Varsovie se répandre les missiles antiaériens et antichars à moyenne portée. Il faut pour l'Égypte en détenir et, après avoir pris pied sur la rive Est du canal de Suez, clouer au sol l'aviation et les blindés israéliens par des missiles. Ce « chantage » de Sadate ne fonctionne pas ! Une sorte de « relève » des Égyptiens est prise par les Saoudiens : l'Arabie saoudite remplace les Égyptiens au Nord-Yémen ; surtout, elle renfloue financièrement les pays du « champ de bataille », notamment l'Égypte elle-même !

L'évolution de la Syrie est un nouveau revers pour les Soviétiques. Le 13 novembre 1970, le ministre de la Défense, Hafez el-Assad prend la direction du pays, après avoir éliminé les ultra-gauchistes ba'assistes. Il appartient à une minorité religieuse, les Alaouites (12 % de la population), mais il s'appuie sur l'armée et les services secrets. Il inaugure une ligne modérée : arrêt des nationalisations, refus en 1972 de signer un traité d'amitié avec l'URSS, dont il continue cependant à accepter l'aide militaire et économique... Il organise un sommet de réconciliation avec la Jordanie (septembre 1973) et il accueillera en 1974 le président Nixon à Damas. Et Sadate va finir par lui faire accepter son objectif de guerre limitée.

Quelle est donc l'évolution des États-Unis ? L'administration Nixon analyse la situation créée par la guerre de juin 1967 comme favorable à la présence soviétique dans l'Orient arabe. Le secrétaire d'État, William Rogers, préconise un règlement fondé sur la résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU, qui conduirait à un relâchement des relations de Moscou avec les pays arabes. Au contraire, Kissinger plaide pour une politique de l'impasse qui pousserait les États arabes à reconnaître que seuls les États-Unis peuvent imposer une paix au Moyen-Orient et à abandonner l'alliance soviétique au profit d'une alliance tacite avec

Washington, d'autant qu'en janvier 1968 le Premier ministre travailliste anglais Harold Wilson (1916-1995) annonce le retrait militaire britannique des régions situées « à l'est de Suez ». Parallèlement, Kissinger s'emploie à transformer l'aide américaine à Israël de question intérieure — électorale — en atout des États-Unis au Proche-Orient. Sa ligne triomphe lorsqu'en septembre 1970 le roi Hussein écrase la résistance palestinienne (Septembre noir, voir plus haut). Mais les États-Unis, à cause du Viêt-nam et du Chili (où le putsch est tout récent), sont obligés d'interdire à Israël une guerre préventive et Kissinger ne tient pas compte du facteur pétrolier, en pleine transformation au début des années 70, ainsi que de l'exaspération des pays arabes devant l'impasse, d'où la double surprise que vont constituer la guerre et l'embargo pétrolier d'octobre 1973. Il réussit toutefois un rétablissement spectaculaire avec ses navettes et sa politique des « petits pas », qui tend finalement à faire gagner du temps à l'État hébreu et à faire des États-Unis l'intermédiaire obligé de toute négociation. Entre-temps, la guerre du Kippour éclate.

□ La Guerre du Kippour (6-25 octobre 1973) et ses suites immédiates

Les causes de la guerre tiennent d'abord à la stabilisation des pouvoirs en place dans quatre pays arabes, Libye, Irak, Syrie et Jordanie. D'autre part, les Arabes entendent profiter du rapport de force militaire qui leur est redevenu favorable du fait de l'attitude de trois grandes puissances étrangères. En France de Gaulle a suspendu fin 1968 les livraisons d'armes à Israël en protestation contre un raid israélien qui a entraîné la destruction d'un avion français utilisé par une compagnie libanaise. Aux États-Unis Nixon, élu fin 1968 sur un programme de désengagement extérieur, nuance le soutien inconditionnel que son prédécesseur Johnson avait accordé à Israël. Quant à l'URSS elle a dès 1970 rééquipé et équipé les armées syrienne et égyptienne en blindés, en missiles antichars et en missiles sol-air (*Sam* 6 et 7). La partie sera nettement plus difficile pour Israël que dans les guerres précédentes. Le 6 octobre 1973, jour du *Yom Kippour* (Jour du Grand Pardon, la fête la plus sainte du calendrier juif), les armées égyptienne et syrienne attaquent conjointement Israël. C'est la quatrième guerre israélo-arabe, mais cette fois-ci, en Israël, le pays, le Premier Ministre, Golda Meir, le ministre de la Défense, Moshe Dayan, sont frappés par surprise (les dirigeants ont refusé toute attaque préventive contre les concentrations de troupes égyptiennes et syriennes) et ils tardent à réagir.

<p>Golda Mabovitch (elle hébraïse son nom en Golda Meir en 1956) émigre en Palestine en 1921, après une jeunesse passée aux États-Unis. Premier ambassadeur d'Israël à Moscou (1948-1949), elle est ensuite pendant dix ans ministre des Affaires étrangères (juin 1956-janvier 1966). Elle a été nommée Premier Ministre le 7 mars 1969, l'une des premières femmes au monde à avoir dirigé un gouvernement (1898-1978).</p>
--

Pour la première fois, l'armée israélienne enregistre défaites et replis. Au bout de plusieurs jours, l'armée syrienne est, la première, arrêtée (le 10) ; puis le 15 octobre l'armée israélienne reprend l'avantage sur l'armée égyptienne. Les blindés israéliens sont à une trentaine de kilomètres de Damas et sur le point d'encercler l'armée égyptienne passée dans le Sinaï quand les deux Grands interviennent. Les blindés du général Ariel Sharon (1928-2014) sont même parvenus à l'ouest du canal de Suez. Les deux Grands soutiennent d'abord leurs alliés, organisant leur ravitaillement logistique, pont aérien de l'URSS vers l'Égypte (chars, fusées *Sam*, servies en Égypte depuis le début de la guerre par des Soviétiques...), pont aérien des États-Unis vers Israël (fusées antichars, chasseurs *Phantom*...). L'URSS laisse entendre le 22 qu'elle pourrait intervenir et elle envoie des navires vers Alexandrie, il s'en suit une très grande tension internationale : les États-Unis vont faire pression sur Israël pour que sa « leçon » militaire soit acceptable par l'URSS. Le 25, à la suite de rumeurs sur une intervention soviétique immédiate, les États-Unis mettent leurs forces du SAC (*Strategic Air Command*) en état d'alerte maximum et envoient de nouveaux porte-avions en Méditerranée orientale. Mais l'URSS refuse de livrer des avions MIG 23 et des fusées à longue portée à ses alliés égyptien et syrien et d'intenses tractations sont très vite entamées. Chacun des deux Grands s'efforce de dissuader et de retenir son ou ses protégés et de ne pas perdre la face dans son propre camp. Il y a beaucoup de « gesticulations » mais il s'agit surtout pour chacun des Grands de maintenir le *statu quo* et la détente est essentiellement minée par l'arme du prix du pétrole, augmenté de 17 % par l'OPEP, le 17 octobre. Le Secrétaire d'État américain Henry Kissinger se rend à Moscou pour régler un cessez-le-feu qu'il impose aux Israéliens (25 octobre 1973). Comme lors de la crise des fusées de 1962 (cf. 4e partie) la tension internationale va retomber aussi rapidement qu'elle était montée.

Les conséquences de la guerre sur le plan régional sont multiples. D'abord on constate une sorte de « match nul » entre Israéliens et Arabes, aux résultats indécis (les derniers combats se produisent le 11 novembre 1973). La guerre a coûté quatre fois plus cher à l'Égypte et à la Syrie qu'à Israël ; mais l'humiliation arabe de 1967 a été lavée, au profit de deux états seulement. Elle encourage le terrorisme palestinien : le 27 juin 1976, un Airbus est détourné vers l'aéroport d'Entebbe, en Ouganda, avec à son bord 77 ressortissants israéliens. Une semaine plus tard, un raid audacieux des troupes d'élite israéliennes parvient à les libérer, faisant 33 morts, dont 4 otages. En Israël, le coup de main redore le blason de *Tsahal*, mise en difficulté dans le conflit de 1973. Mais une large inquiétude demeure (l'armée ne peut plus garantir indéfiniment la survie du pays...) et engendre une grave et longue crise politique qui se termine par le renversement en 1977 des travaillistes, au pouvoir depuis 1948, au profit d'une « droite unifiée » (coalition du *Likoud*), dirigée par Menahem Begin. Jusqu'en 1977, les travaillistes avaient dominé la vie politique israélienne avec les premiers ministres David Ben Gourion (1886-1973, en poste en 1948-1953 et 1956-1963), Moshe Sharet (1953-1956), Levi Eshkol (1963-1969), Golda Meir (1969-1974) et Yitzhak Rabin (1974-1977). En 1977, pour la

première fois, la droite remporte l'élection législative ; on y a vu, entre autres, l'expression d'un vote sépharade contre l'*establishment* travailliste des premières générations du sionisme, essentiellement ashkénaze (mais jusqu'ici tous les premiers ministres du Likoud ont été des ashkénazes) ; et aussi celui d'un durcissement nationaliste accéléré de la population israélienne, le Likoud ayant des positions beaucoup plus radicales en politique extérieure et sur le problème palestinien : la majorité de la nation n'adhère-t-elle pas à l'idée d'une guerre préventive ?

Il y a quatre principales conséquences internationales au Moyen-Orient. Pour l'Égypte cette guerre marque le début d'un processus qui va aboutir aux accords de Camp David (*cf.* 7e partie). L'unité arabe, fort compromise sur le terrain politique et idéologique (et seuls deux pays ont combattu), se réalise sur le terrain économique contre l'Occident, c'est le premier « choc pétrolier » (voir plus haut). L'OLP gagne une légitimité internationale : les sommets de la Ligue arabe lui reconnaissent à partir de 1973 la qualité de « seul représentant du peuple palestinien » ; le 13 novembre 1974 Arafat est accueilli triomphalement à l'ONU où l'OLP est admise avec statut d'observateur ! Enfin, Arafat envisage publiquement un État palestinien constitué de la Cisjordanie et de Gaza. Mais les opposants à la politique de l'OLP quittent l'organisation et poursuivent l'action terroriste. C'est le cas du FPLP, ainsi que du groupe dissident d'Abou Nidal ¹ : il fait sécession, créant le Fath-Conseil révolutionnaire. Le « groupe Abou Nidal » s'est fait surtout connaître après 1982 par des assassinats de cadres de l'OLP et des attentats terroristes (rue des Rosiers en 1982 ? synagogue d'Istanbul en 1986 ? etc.). Ainsi, la guerre du Kippour ouvre-t-elle une nouvelle période de l'histoire du Moyen-Orient. Les protagonistes de la région (notamment Arafat, Sadate, Kadhafi et l'Iranien Khomeiny plus tard) semblent désormais peser davantage sur l'évolution du Moyen-Orient que les interventions soviéto-américaines. Un bon exemple à court terme est le règlement temporaire de la question kurde par l'Irak et l'Iran. Les *peshmergas* kurdes ont longtemps lutté contre l'État irakien dans les années 60 et 70, ils ont été aidés longtemps par l'Iran, désireux de s'ériger en gardien du Golfe persique en affaiblissant l'Irak, mais en mars 1975 l'accord d'Alger est signé entre l'Irak et l'Iran : l'Irak abandonne à l'Iran une zone contestée dans le Chatt el Arab et l'Iran... cesse en contrepartie d'aider les Kurdes.

¹ Sabri al-Banna, 1937-2002.

Chapitre 27. L'UNIFICATION EUROPÉENNE DE 1962 AU MILIEU DES ANNÉES 70

L'année 1962 marque le début de la « deuxième étape » du Marché commun. Elle est également celle du « grand dessein » de Kennedy, formulé à Philadelphie pour la fête nationale (4 juillet 1962) : il propose l'établissement d'une « communauté atlantique » avec deux piliers, les États-Unis d'Amérique et ceux d'Europe. De Gaulle va prononcer l'arrêt de mort du « grand dessein » le 14 janvier 1963 dans une conférence de presse, rejetant tout à la fois la proposition de Kennedy et la candidature britannique à la CEE, et leur opposant le traité et un axe franco-allemands.

□ La deuxième étape du Marché commun (1962-1965)

Elle fut plus difficile, alors que la première (*cf.* 5e partie) avait été un démarrage en trombe, servi par un contexte très favorable, surtout l'expansion économique mondiale. Elle provoqua même la première crise grave de la CEE. Des progrès du Marché commun sont néanmoins à noter, il marche de façon accélérée vers l'union douanière. En janvier 1962 se produit un nouveau rapprochement de 30 % par rapport au tarif douanier extérieur commun (TDC). Le 1er juillet 1962, nouvelle accélération, par une réduction supplémentaire des tarifs douaniers concernant les produits industriels. En janvier 1963 est fait le premier rapprochement concernant les produits agricoles. De nombreux progrès sur la voie de l'union économique sont enregistrés : le 18 décembre 1962, suppression de la plupart des restrictions aux libres mouvements de capitaux, en avril 1964, un plan commun (Marjolin) de lutte contre l'inflation, etc. Nets sont les progrès de l'association avec les pays africains. L'accession à l'indépendance des anciennes colonies françaises et belges nécessite une modification des conditions de relation prévues par le traité de Rome. L'accord (ou « convention ») de Yaoundé est signé le 20 juillet 1963 entre la CEE et 18 nouveaux États africains et malgache « associés » (EAMA). Il entre en vigueur le 1er juin 1964, pour cinq ans. Ses buts sont le développement de la coopération technique et financière, l'essor des relations des États associés avec le reste du monde et surtout l'accélération de la libération des échanges entre la Communauté et chacun des États associés, tout en préservant les intérêts de chacun par des clauses restrictives. Les moyens sont l'augmentation des moyens du Fonds européen de Développement (*cf.* 5e partie), des institutions paritaires (Conseil d'association, groupant des ministres des 24 États, Conférence parlementaire de l'Association, Cour arbitrale de l'Association). Il y aura un deuxième accord de Yaoundé (1969) et la convention de Lomé (28 février 1975), qui baptisera les pays bénéficiaires « ACP » (Afrique, Caraïbes, Pacifique).

La création de l'Europe verte est un des aspects les plus intéressants. Dès l'origine, l'agriculture avait été envisagée dans la construction du Marché commun, mais elle

ne tenait qu'une place réduite dans le traité de Rome (*cf.* 5e partie). Quelles sont les données du « problème agricole » des années 60 ? La France, grande puissance agricole disposant de surplus exportables, considère que la mise en place de la politique agricole commune (PAC), prévue au traité de Rome (1957), constitue une condition incontournable à l'achèvement de la « seconde étape ». Mais l'agriculture occupe une place très différente selon les pays membres (8,7 % du PIB de la RFA en 1957, 15,6 % en France, 23 % en Italie...), les coûts de production sont très différents d'un pays à l'autre (très faibles en France pour les céréales et la betterave, par ex.) et les prix sont très différents d'un pays à l'autre (le prix du blé est très élevé en Allemagne, au Luxembourg et en Italie, très bas en France ; le prix des produits d'élevage est très bas aux Pays-Bas). Les négociations sont longues et difficiles (ce sont les « marathons ») pour l'élaboration de règlements fondamentaux : accord du 14 janvier 1962 fixant les conditions de fonctionnement du Marché commun des céréales et de cinq autres produits ; création du FEOGA (Fonds européen d'Orientation et de Garantie agricole), qui finance les dépenses de la PAC avec des recettes assurées par les droits de douane perçus lors de l'entrée dans le Marché commun de produits industriels en provenance de l'extérieur de la Communauté, par les prélèvements sur l'importation de produits agricoles venus du reste du monde et enfin par une fraction de la TVA collectée par les États membres ; accord du 23 décembre 1963, concernant trois nouveaux produits.

Quatre principes fondamentaux de la PAC sont édictés. Les produits agricoles doivent librement circuler, par suppression des droits de douane et des monopoles nationaux. Les prix doivent être unifiés, par fixation de prix agricoles communs avant chaque campagne, en « unités de compte », définies par rapport à l'or. Troisième principe, la « préférence communautaire » : quand les prix mondiaux sont inférieurs à ceux de la CEE des « prélèvements » sont opérés sur les produits importés des pays tiers, extérieurs à la Communauté, et des compensations (« restitutions ») bénéficient aux exportations communautaires vers le reste du monde. La préférence communautaire laisse donc les acheteurs libres de s'approvisionner dans la CEE ou à l'extérieur, mais leur enlève tout intérêt financier à acheter leurs produits en dehors de la Communauté. La PAC s'efforce d'ajuster l'offre et la demande sur les marchés agricoles, de manière à ce que les agriculteurs perçoivent au minimum un prix garanti. Elle achète les productions excédentaires sans limitation de quantité pour contenir l'affaissement des cours. Enfin, la solidarité financière répartit sur l'ensemble des pays membres (avec pondération) les dépenses (prises en charge par le FEOGA) de soutien des cours et des prix d'exportation. L'accord du 15 décembre 1964, à la suite d'un troisième marathon, décide l'unification des prix des céréales à partir du 1er juillet 1967. En attendant, les prix doivent se rapprocher progressivement, avec un système de « prélèvements » et de « restitutions ». En conséquence, les prix européens étant supérieurs aux prix mondiaux, les agriculteurs sont favorisés, les consommateurs lésés et le processus inflationniste permanent. Pour la France, le prix fixé dépasse le prix français, cela stimule la

production ; en Italie et en Allemagne, les prix baissent, le FEOGA versant des compensations financières aux agriculteurs.

Le *veto* français à l'entrée de la Grande-Bretagne est la première des deux crises politiques de la CEE. De Gaulle déclare unilatéralement le 14 janvier 1963 que la Grande-Bretagne n'est pas prête à accepter les règles établies par le traité de Rome, cela arrête les négociations et mécontente les partenaires de la France.

La politique agricole commune garantit un **prix** supérieur à celui qui aurait prévalu sur le marché : le prix de vente au consommateur est maintenu de manière artificielle par l'achat de l'excédent invendable, qui est stocké.

La Grande-Bretagne a une logique tout à fait différente avant 1973 : elle laisse, de façon très libre-échangiste, les prix se former d'eux-mêmes sur les marchés. L'État n'intervient qu'*a posteriori* pour verser aux agriculteurs une **subvention** (*deficiency payment*).

L'attitude française s'explique par la politique britannique d'aide directe aux agriculteurs (*deficiency payments*, en contradiction avec la notion de Politique agricole commune) et la fragilité de la livre sterling (monnaie de réserve internationale) qui risque de menacer la stabilité monétaire de la CEE, indispensable au bon fonctionnement de la PAC. Troisième considération : l'équilibre politique de la CEE risque d'être rompu ; et enfin le Royaume-Uni entend conserver des liens étroits avec les États-Unis (c'est la crainte du continentale du « cheval de Troie ») et avec le *Commonwealth*. La crise de 1965 est provoquée par les propositions d'accélération de la PAC faites le 31 mars 1965 : prise en charge de toutes les dépenses de la PAC par le FEOGA, financement du FEOGA par les ressources propres de la Communauté (droits de douane plus « prélèvements » agricoles), contrôle de l'utilisation de ces ressources par le parlement européen. Vive est l'opposition de la France, au nom du risque de supranationalité (parlement contre conseil des ministres). La France fait une contre-proposition tendant à prolonger la période transitoire au-delà du 1er juillet 1967. Les partenaires de la France refusent : Maurice Couve de Murville (1907-1999), président le Conseil des Six le 30 juin 1965, lève la séance et se retire, et la France maintient la « politique de la chaise vide », qui paralyse le fonctionnement de la Communauté, suscite une intense émotion, en particulier chez les agriculteurs français, très attachés à la PAC, et rend impossible le passage à la troisième étape du Marché commun, prévue pour le 1er janvier 1966. La crise est aggravée par l'opposition de la France à la règle de la majorité, qui devait remplacer celle de l'unanimité, au moment du passage à la troisième étape, pour l'adoption des grandes décisions communautaires.

□ La troisième étape du Marché commun (1966-1968)

Le règlement de la crise européenne de 1965-1966 intervient par un compromis acceptable par la France ; c'est le « compromis de Luxembourg » (30 janvier 1966), qui permet

à un seul État membre de s'opposer à toute décision, ce qui équivaut à l'abandon de la règle majoritaire pour la troisième étape. Satisfaction a été donnée à la France, qui reprend sa place. Bien entendu, cette entorse au traité constitue un recul important pour la Communauté européenne. L'accord du 11 mai 1966 permet la prise en charge du financement des exportations agricoles (« restitutions ») par le FEOGA à partir du 1er juillet 1967, mais ce dernier continuera à être alimenté par les budgets nationaux. Les droits de douanes à l'intérieur de la CEE sur les produits industriels sont intégralement supprimés, avec une avance d'un an et demi sur le terme prévu par le traité (1er juillet 1968 au lieu du 1er janvier 1970). Enfin, c'est aussi la suppression intégrale des entraves aux échanges intercommunautaires de produits agricoles, encore avec une avance d'un an et demi sur le même terme prévu et même de deux ans et demi pour les céréales (1er juillet 1967).

Les progrès vers l'union économique sont nets. En matière de convergence des politiques économiques, le premier programme de politique économique à moyen terme est adopté le 11 avril 1967 et il y a harmonisation des systèmes de taxe sur le chiffre d'affaires en vue de l'application par les Six d'un régime commun de TVA (« taxe sur la valeur ajoutée ») en 1970. La libre circulation des travailleurs communautaires progresse, avec la fin des discriminations fondées sur la nationalité en matière d'emploi, de rémunération et de conditions de travail. Enfin, des positions communes sont adoptées dans les négociations du *Kennedy Round* (commencées en mai 1964, avec première réduction réciproque en 1967) : ainsi, le TDC devient plus bas que le tarif extérieur moyen des États-Unis et de la Grande-Bretagne. L'étape est décisive. Les exécutifs des trois Communautés sont fusionnés le 1er juillet 1967, avec un seul Conseil des Ministres et une seule Commission.

L'Europe verte est mise en place. Le premier semestre 1968 voit l'adoption des derniers règlements agricoles et la fixation de prix uniques pour de nombreux produits, en juillet 1968 le pourcentage de 85 % de la production agricole se trouve englobée dans l'organisation commune des productions agricoles. Les conséquences globales ont été et vont être la hausse de la production et de la productivité, ainsi qu'un spectaculaire exode rural. L'union douanière est achevée le 1er juillet 1968, comme le prévoyait l'accord du 11 mai 1966, par disparition des derniers contingentements et des derniers droits de douane intercommunautaires. Cependant, les douaniers n'ont pas disparu entre les Six : les contrôles en douane demeurent nécessaires, en raison des disparités des réglementations nationales en ce qui concerne les normes de qualité, de sécurité, d'hygiène, et surtout à cause des inégalités de fiscalité. Un produit doit être détaxé à la sortie du pays d'origine et imposé à la taxe du pays importateur, d'où la nécessité d'un contrôle fiscal aux frontières. Pour rendre celui-ci inutile, il faudrait uniformiser le système des impôts indirects des pays membres de la CEE. Enfin, est mis en place un tarif douanier commun, tenant compte des deux premières tranches de réduction (20 %) résultant du *Kennedy Round*. Désormais, la Communauté est en principe seule habilitée

à mener des négociations commerciales avec des pays tiers. Une spectaculaire ouverture des frontières s'achève, qui a provoqué une très forte hausse des PIB.

Et pourtant, c'est en 1967 l'échec d'une nouvelle candidature britannique. La situation était pourtant plus favorable qu'en 1961 : les liens se sont, pour la Grande-Bretagne, fortement développés avec la CEE et très affaiblis avec les États-Unis et le *Commonwealth*, un courant pro-européen existe dans les Iles britanniques. Mais deux problèmes majeurs se posent, le problème agricole (l'entrée dans le Marché commun entraînerait automatiquement une hausse de 15 à 20 % des produits alimentaires britanniques, ce qu'aucun gouvernement ne pourrait accepter) et le problème monétaire : la faiblesse chronique de la livre sterling. Le 11 mai 1967, la candidature britannique est formulée par Harold Wilson, vainqueur des élections d'octobre 1964, la Grande-Bretagne étant aussitôt suivie par l'Irlande, le Danemark et la Norvège. Le 16 mai, de Gaulle repousse une nouvelle fois la candidature britannique ; cette position isole la France, à nouveau.

□ L'Europe politique de 1958 à 1968

L'Europe politique passe au second plan pour deux raisons, la stratégie, depuis le milieu des années 50, de priorité aux questions économiques et la politique de De Gaulle, qui entreprend d'agir dans domaine diplomatique et dont les positions vont progressivement l'isoler de ses partenaires et générer un état de crise qui durera de 1962 à sa démission en 1969. Les conceptions du général sont tranchées. L'Europe du Marché commun est acceptable et doit même progresser, mais les seules réalités politiques dans la vie internationale sont les nations. S'ajoute l'obsession du « rang » pour la France. Et de Gaulle oppose la « valeur technique » et l'« efficacité politique » du Marché commun dans sa conférence de presse du 5 septembre 1960. La préférence gaullienne va à l'« Europe des nations » et non à l'« Europe suprationale ». Le président français se méfie du concert des nations européennes qui pourrait aboutir à une Confédération, contraire à la fédération rêvée par les pères fondateurs (cf. 5e partie). L'Europe doit être indépendante, en particulier des États-Unis : de Gaulle oppose l'« Europe européenne » à l'« Europe atlantique ». La France a des responsabilités et un rôle mondiaux : elle a la puissance nucléaire, elle est membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU, elle est l'une des quatre puissances occupantes en Allemagne, son influence en Afrique est très forte, son rôle linguistique et culturel mondial est de premier plan, etc. : la France ne peut qu'avoir une mission directrice en Europe.

Des conceptions sont communes aux cinq autres partenaires. Des délégations de souveraineté successives et les progrès de l'intégration économique permettront l'unification européenne, il y a nécessité d'institutions communautaires fortes ; une communauté atlantique avec les États-Unis équilibrera la puissance soviétique et, dans l'immédiat, la Grande-Bretagne a vocation d'entrer dans la CEE. La crise s'en suit. Déjà détonent

les propositions françaises en faveur d'un référendum européen (1960) et pour un traité d' « union des États » (1961) ; la politique gaullienne se raidit progressivement, quand l'issue en Algérie est prévisible : l'élection du parlement européen au suffrage universel est écartée et de Gaulle, dans sa conférence de presse « du *volapük* » le 15 mai 1962 brocarde l'Europe supranationale, ce qui provoque la démission des six ministres MRP du gouvernement français.

Le *volapük* est la première tentative de langue internationale artificielle inventée en 1879 par l'Allemand Johann Martin Schleyer (1831-1912), quelques années avant l'esperanto (1887) du Polonais juif Louis Lazare Zamenhof (1859-1917). La phrase de De Gaulle avait été : « Dante, Goethe, Chateaubriand (...) n'auraient pas beaucoup servi l'Europe s'ils avaient été des apatrides et s'ils avaient pensé, écrit, en quelque esperanto ou volapük intégrés ».

De Gaulle ajoute l'idée d'Europe « de l'Atlantique à l'Oural » (il employa deux fois cette formule, en 1962 et en 1965). Le traité franco-allemand du 22 janvier 1963 change les perspectives. Il est signé avec d'importantes arrière-pensées (notamment celle d'éviter que le partenaire ne cherche un accord direct avec l'URSS !), et c'est un traité qui reste longtemps sans suite, sauf l'Office franco-allemand pour la Jeunesse (OFAJ, 5 juillet 1963). Le « traité de l'Élysée » prévoit des consultations, au moins bisannuelles, entre les chefs d'État et de gouvernement, quatre fois par an au minimum entre les ministres des Affaires étrangères et entre les ministres de la Défense. Globalement, de Gaulle et Adenauer ont d'importantes arrière-pensées : de Gaulle veut assurer la suprématie française en Europe de l'Ouest, éloigner Bonn des États-Unis et de la Grande-Bretagne : Adenauer veut une meilleure défense de Berlin et une intégration accrue dans l'OTAN. Craignant que le traité rende l'intégration européenne plus difficile, Jean Monnet propose un préambule, que vote, en juin 1963, le *Bundestag*, stipulant qu'il ne doit pas nuire à la défense commune dans le cadre atlantique, ni à la participation de la Grande-Bretagne à la CEE, ce qui vide le traité de sa substance et va à l'encontre du souhait de De Gaulle. Du traité franco-allemand de 1963 à l'unification allemande (3 octobre 1990, cf. 8e partie), la prédominance économique de la RFA dans le couple franco-allemand sera équilibrée par la supériorité politique de la France. Essentiellement à cause des deux *veto* français à l'entrée de la Grande-Bretagne, en 1963 et en 1967, l'Europe politique a stagné, et il faudra longtemps pour la relancer.

□ La Communauté en 1969

Pourquoi cette date ? Parce qu'il y a coïncidence entre l'achèvement de la période transitoire de douze ans prévue par le traité de Rome et la démission de De Gaulle. Les effets positifs de l'union douanière se sont manifestés dès le début des années 60, par une croissance économique accélérée et un développement rapide des échanges commerciaux à l'intérieur de la CEE. La première se marque par une croissance rapide du PNB (plus qu'en Grande-Bretagne et même qu'aux États-Unis, mais moins qu'au Japon), partout, mais

davantage en France et en Italie qu'en Allemagne et au Luxembourg, et la croissance touche tous les secteurs de l'économie. Le développement rapide des échanges commerciaux de la Communauté est aisé à chiffrer : les échanges au sein de la CEE ont été multipliés par six et les échanges vis-à-vis du reste du monde par deux. Il n'empêche qu'à la fin des années 60 le Marché commun rencontre des difficultés, et d'abord les difficultés de la PAC. Certains produits restent encore soumis aux législations nationales (le vin et les pommes de terre par exemple). La fixation des prix agricoles à un niveau assez élevé encourage la production et provoque la formation d'excédents (céréales, produits laitiers, sucre, etc.) dont l'écoulement coûte de plus en plus cher à la Communauté (ces sommes dépassent celles destinées à moderniser les structures). Cette politique favorise surtout la France, grosse productrice, mais mécontente ses partenaires, notamment l'Allemagne, qui s'oppose à de nouvelles augmentations des dépenses de soutien des prix. Le « Mémoire Mansholt » (*Agriculture 80*), publié le 18 décembre 1968, est un véritable coup de tonnerre.

Le Néerlandais Sicco **Mansholt** (1908-1995) est le premier Commissaire européen de l'Agriculture, vice-président puis président de la commission des Communautés. Il propose dans *Agriculture 80* une réduction très forte des prix garantis, de provoquer le départ d'ici 1980 d'un agriculteur sur deux, de mettre hors culture 5 millions d'hectares, et de concentrer la production sur des exploitations plus grandes et plus rentables, à l'américaine. Aucun gouvernement ne peut accepter tout cela : un problème énorme de société se trouve posé par ce texte.

Les conséquences des difficultés monétaires sont graves. On a vu plus haut la fixation des prix agricoles communs en « unités de compte », définies par rapport à l'or. Les difficultés du dollar provoquent une revalorisation de l'or, qui profite aux agriculteurs et coûte cher à la Communauté, d'où la décision communautaire du 30 mai 1968. Il est décidé de faire varier la valeur de l'« unité de compte » en même temps que celle des monnaies des États membres. Au cas où un État membre serait amené à dévaluer, il serait autorisé à prendre des mesures provisoires pour éviter des variations trop brutales des prix agricoles sur son marché national : c'est en somme l'institution d'une « monnaie » artificielle provisoire pour l'agriculture (la « monnaie verte »). La première application se fait avec la dévaluation française du 8 août 1969 (le « franc vert »). Pour éviter que les prix agricoles du pays concerné ne soient artificiels, et plus concurrentiels, est perçu aux frontières des pays qui changent le cours de leur monnaie un « montant compensatoire monétaire », qui peut être négatif, s'il s'agit d'une réévaluation (cas de la réévaluation du deutschemark le 24 octobre 1969).

L'union économique et sociale est loin d'être achevée. L'harmonisation des systèmes fiscaux est à peine ébauchée, il n'y a pas de politique commune des transports, la libre circulation des capitaux fonctionne mal, notamment par intervention des gouvernements (par exemple le gouvernement français s'oppose à la prise de contrôle de Citroën par Fiat) et

les réalisations sont minimales dans le domaine social. Il n'y a en effet pas de politique commune vis-à-vis de l'immigration, la liberté d'exercice des professions est freinée par la non-équivalence des diplômes et l'existence de professions protégées, par exemple les notaires en France. L'affaiblissement de l'esprit communautaire est clair. Les anciens stimulants (reconstruction, faiblesse de l'Europe, Guerre froide, menace soviétique...) disparaissent et les Six réagissent de plus en plus en fonction des intérêts nationaux, et non dans une perspective communautaire. Maurice Faure écrit dans *Le Monde* du 6 septembre 1969 : « L'Europe vit sur sa lancée... », mais personne ne souhaite le dépérissement d'une Communauté qui avait accéléré le développement économique rapide des États membres.

□ La relance communautaire

Le point de départ est la nouvelle conférence de La Haye, en décembre 1969. Les changements politiques en France sont un facteur favorable : départ de De Gaulle, élection de Pompidou, entrée dans le gouvernement d'européens convaincus (Valéry Giscard d'Estaing aux Finances, Jacques Duhamel à l'Agriculture, Maurice Schumann aux Affaires étrangères). Les 1er et 2 décembre 1969, se tient une conférence entre Pompidou et les chefs de gouvernement des autres pays de la CEE. Elle émet le vœu d'entamer une coopération politique, le principe de l'élargissement à d'autres états est admis et la rencontre prend la décision d'élaborer un plan en vue de la réalisation d'une union économique et monétaire.

Quelles sont les conséquences quant aux institutions existantes ? On se met d'accord, le 7 février 1970, sur un budget communautaire, à mettre en place d'ici 1975. La Communauté recevra une part croissante des recettes douanières et des prélèvements agricoles, en plus des contributions versées directement par chaque État membre. Son budget sera alimenté à partir de 1975, en plus des prélèvements agricoles, par la totalité des droits de douane et par un impôt communautaire, représentant une part allant jusqu'à 1 % de la TVA perçue par chaque État. Le budget limitera les dépenses de soutien des prix agricoles par le FEOGA (le Fonds européen d'Orientation et de Garantie agricole) ; il sera contrôlé par le Conseil des Ministres et le Parlement européen.

L'Union économique et monétaire (UEM) est l'autre pièce maîtresse de la relance communautaire. Elle est mise en route en 1970 et prévoit la convertibilité totale des monnaies, si possible une monnaie unique, la centralisation de la politique monétaire, etc. La première réalisation pratique est le « serpent » dans le « tunnel » (1972) : l'accord de Bâle de mars 1972 crée le Système monétaire européen (SME). Les Dix se mettent d'accord pour contenir les fluctuations de leurs monnaies dans une fourchette de plus ou moins 1,25 %, cet ensemble baptisé « serpent » variant solidairement par rapport au dollar de plus ou moins 2,25 % (« tunnel »).

□ Le premier élargissement de la Communauté

Les Britanniques acceptent désormais la PAC et renoncent aux *Deficiency payments* (voir plus haut) ; les négociations (1970-1972) portent essentiellement sur les modalités des transitions. Le Premier Ministre Edward Heath (1916-2005) décide de rencontrer personnellement Georges Pompidou à Paris, le 19 mai 1971 : après deux jours de conversations, Heath convainc son interlocuteur de sa bonne foi, prend l'engagement de réviser prochainement la politique monétaire britannique, accepte d'augmenter la contribution anglaise au budget communautaire, au cours d'une inévitable phase de transition, et obtient quelques concessions, en particulier sur les importations en provenance de Nouvelle-Zélande. La voie est ainsi ouverte à la conclusion d'un accord très abouti. Des groupes de pression — le Mouvement européen, la quasi-totalité de la presse nationale quotidienne, sauf le *Daily Express* et le *Morning Star* — soutiennent la cause européenne. Le 28 octobre 1971, la Chambre des Communes approuve l'idée d'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE.

À Bruxelles (le 22 janvier 1972) sont signés les traités d'adhésion du Danemark, de l'Irlande, de la Norvège et du Royaume-Uni, avec une entrée au 1er janvier 1973 dans la CEE et des étapes pour la suppression des droits de douane, l'alignement des tarifs douaniers extérieurs et l'application de la réglementation agricole. Pour ratifier, tous les États membres et candidats sont appelés, selon des modalités diverses. L'Irlande ratifie par référendum, le 10 mai 1972 (83 % de oui). Le Royaume-Uni par un vote de la Chambre des Communes (301 voix contre 284) le 13 juillet 1972. Le Danemark ratifie par référendum le 26 septembre 1972, mais, le même jour, le référendum norvégien (pas nécessaire car le *Storting* a approuvé à la majorité requise des trois-quarts) repousse l'entrée par 53,3 % de non ! La Norvège sera associée au Marché commun par un accord de libre-échange (16 avril 1973).

Les conséquences ? Apparemment, c'est un renforcement : la Communauté à Neuf est un « géant économique », mais un problème britannique se pose toujours : une économie archaïque, une monnaie faible. L'élargissement a déplacé le centre de gravité de la CEE, menace pour le *leadership* franco-allemand. Et puis, il y a nécessairement une adaptation des institutions européennes : le Conseil passe à 9 membres, avec une nouvelle pondération des voix, la majorité qualifiée étant portée aux deux tiers ; la Commission passe à 13 membres. Le Parlement monte à 198 députés ; il faut régler le sort des pays de l'AELE (*cf.* 5e partie) : disloquée, l'Association n'est plus viable. Le 22 juillet 1972 sont signés pas moins de six traités différents à Bruxelles, associant les pays de la défunte AELE au Marché commun pour les produits industriels.

□ Maturité et divergences

En matière de politique d'association, sont signés la deuxième convention de Yaoundé (29 juillet 1969), qui marque peu de progrès sur « Yaoundé I » (voir plus haut), l'accord d'Arusha (29 juillet 1969 aussi, en Tanzanie) avec trois pays anglophones d'Afrique de l'Est (Tanzanie, Kenya et Ouganda). Un accord particulier avait été signé en 1966 avec le Nigeria et en septembre 1969, est institué un régime de libre-échange entre la CEE et les territoires d'outre-mer (les territoires français plus le Suriname ¹ et les Antilles néerlandaises). En matière de relations extérieures est créée en 1970 une Coopération politique européenne (CPE), qui deviendra avec le traité de Maastricht la Politique étrangère et de Sécurité commune (PESC). La CPE représente la première expérience fondatrice de diplomatie européenne collective, posant progressivement les jalons de la PESC.

Croissance rapide, convergence (en général) et quelques crises avaient marqué l'histoire de la CEE jusqu'en 1973, année du début du fonctionnement d'une Communauté à 9 (et non 10 !). Les conditions changent totalement en 1973 : la crise mondiale, le dérèglement du SMI et d'autres causes entraînent des divergences graves, menaçant la construction européenne elle-même. La première cause de la crise monétaire de 1973 est la crise du dollar. La monnaie américaine est dépréciée, avec sa deuxième dévaluation (février 1973) ; le 16 mars, le groupe des « Dix » (ce sont les nations les plus riches du monde) décide de ne plus soutenir le dollar, c'est-à-dire d'abandonner le système des parités fixes instauré à Bretton Woods (*cf.* 4e partie) et replâtré à Washington en décembre 1971 (voir plus haut). La deuxième cause est l'accélération de l'inflation, conséquence de l'accumulation des avoirs en dollars détenus par les banques centrales européennes (c'est l'« inflation importée ») et des mesures trop vigoureuses de relance prises en Europe lors de la phase de ralentissement conjoncturel de 1970-1971. La faiblesse du Serpent monétaire européen est la conséquence des distorsions économiques existant à l'intérieur de la CEE et de l'absence de politique économique commune. Dès le 22 juin 1972, le Royaume-Uni, suivi de l'Irlande et du Danemark, était sorti du « serpent », donc, avant même d'entrer dans le Marché commun ; le Danemark, toutefois, y était rentré en septembre. À partir du deuxième semestre 1974, la CEE pénètre sévèrement dans la Crise mondiale.

Les chocs pétroliers (1973, 1979 et 1980-1984) sont ressentis d'autant plus fortement que l'Europe occidentale est fortement importatrice ; l'aggravation de la concurrence internationale résulte de l'agressivité commerciale du Japon (particulièrement dans les domaines de l'automobile, de la photo, de la Hi-fi, etc.), de l'apparition des N.P.I. (Nouveaux Pays Industrialisés d'Asie du Sud-Est), exportant des produits manufacturés de grande consommation (textiles, électronique, automobile, navires, etc.). Autres causes, le développement d'industries nationales protégées dans des pays « en voie de développement »

¹ Ex-Guyane néerlandaise.

et la baisse de compétitivité des industries européennes (productivité insuffisante, des coûts élevés de production, etc.). La forme européenne de la Crise mondiale s'explique aussi par la faiblesse de la demande intérieure de la CEE. Marasme économique persistant et incertitudes politiques freinent la reprise des investissements ; les politiques anti-inflation et le chômage limitent la consommation.

Quels sont les différents aspects de la crise ? Le premier est l'inflation, avec un maximum pour l'ensemble des Dix de 12,8 % en 1974 et 1975, des records de 23,4 % en Grande-Bretagne (1975), 13,2 % en France (1974 et 1980), 21,1 % en Italie (1974), 21,7 % en Irlande (1975), mais la RFA n'a eu au maximum que 7,1 % en 1974 (la lutte contre l'inflation y a été plus précoce et efficace). Le deuxième aspect est le déficit commercial : la première puissance commerciale du monde a constamment une balance commerciale déficitaire (sauf en 1972 et en 1986). Le troisième aspect est la stagnation de la production, spécialement lors des chocs pétroliers, les secteurs les plus touchés étant l'automobile, le bâtiment, l'industrie chimique, le textile et la construction navale. Enfin, la Crise est caractérisée par une forte progression du chômage (dû à la crise économique, à la recherche de la productivité et à l'emploi féminin), très forte en France, aux Pays-Bas, en Belgique et en Irlande, faible en RFA, très faible même au Luxembourg (moins d'1 % !). On a donc une stagflation (stagnation de l'emploi + inflation). Avec la crise, les économies nationales connaissent des évolutions divergentes, qui menacent la cohésion de la Communauté. Sont particulièrement touchées les économies de la Belgique, de l'Italie et du Royaume-Uni. La crise exacerbe les égoïsmes nationaux et provoque de nombreux conflits sectoriels. Dans l'agriculture c'est par exemple l'embargo français de 1980 sur la viande de mouton de Grande-Bretagne, le conflit viticole franco-italien, etc. Dans l'industrie, la concurrence des *Bresciani* (sidérurgistes italiens de Brescia, qui n'appliquent pas la réglementation anticrise de la CEE) frappe les partenaires de l'Italie. Enfin, on relève à la fin des années 70 plusieurs cas d'entraves à la libre concurrence à l'intérieur du Marché commun, le contingentement des importations par l'Italie et le Danemark (1974), des primes nationales à des entreprises en difficultés (*cf.* Philips aux Pays-Bas)... Toutefois, la Communauté réagit presque unanimement face à la tentative américaine de « régionalisation » de l'Europe au printemps 1973. Le 23 avril, Kissinger annonce que les États-Unis veulent continuer à soutenir l'unité européenne, mais que les Européens doivent prendre une part accrue de l'« effort commun pour la défense commune », les États-Unis ayant des « responsabilités mondiales » et l'Europe seulement des « intérêts régionaux ». Le projet est froidement accueilli, sauf par le secrétaire général de l'OTAN, le Néerlandais Joseph Lins, et, quelques mois plus tard, les Européens ne soutiendront que fort peu les États-Unis lors de la guerre du Kippour (voir plus haut).

À partir du milieu des années 1970, c'est le reflux du nouvel ordre mondial que représentait la détente, les relations internationales reviennent en arrière, sinon vers une nouvelle Guerre froide, du moins vers ce que Brejnev va appeler en 1978 la « guerre fraîche ».

7e PARTIE. LA « GUERRE FRAÎCHE », ULTIME CONFRONTATION ENTRE LES DEUX BLOCS (MILIEU DES ANNÉES 70-MILIEU DES ANNÉES 80)

Le 1er juin 1978, à Prague, Brejnev condamne des initiatives américaines qui tendent « sinon à la guerre froide, du moins à la guerre fraîche ». On retrouve donc la signification profonde du concept de Guerre froide, plus que de la période. On a dit également « deuxième guerre froide », on a aussi parlé, dans les médias occidentaux, de « paix tiède », en tout cas il s'agit d'un regain de tension dans les relations internationales. Mais, paradoxe, on assiste à l'échec des tentatives d'expansion territoriale de la part des États. Il s'agit plutôt d'une multiplication des conflits régionaux, « périphériques », et vains la plupart du temps : Corne de l'Afrique, Malouines, Golfe persique, etc.

Chapitre 28. LE TOURNANT DE 1973 MET FIN À LA DÉTENTE

□ La dégradation du climat international

L'année 1973, comme 1917, 1936, 1939, 1945 ou 1947, marque une rupture dans l'histoire du XXe siècle. L'utilisation par les pays de l'OPEP de l'arme du pétrole (prix du brut multiplié par 4) pour obliger l'Occident à relâcher son soutien à Israël dans la quatrième guerre israélo-arabe (guerre du *Kippour*, octobre 1973) sert de catalyseur aux mutations en cours. L'équilibre économique des pays développés est compromis par l'apparition de la « contrainte extérieure », qui alourdit le déficit de leurs balances du commerce, la forte croissance des années 1950 et 1960 se trouve brusquement grippée : les causes profondes de la crise peuvent jouer à fond. Le rapport des forces dans le monde est modifié. L'opposition frontale des deux Grands fait place à un monde quadripolaire, les pays exportateurs de pétrole s'imposent sur la scène internationale, tandis que les États-Unis semblent perdre une part de leur influence. Le malaise politique et social latent est aggravé. La contestation de la jeunesse occidentale de 1966 à 1968 avait servi de révélateur ; en 1973, les équipes au pouvoir subissent des échecs électoraux et les idéologies dominantes sont ébranlées, remises en cause. La croissance est brisée. L'année 1973 met fin aux « Trente Glorieuses » (Jean Fourastié), c'est-à-dire aux trente années de vigoureuse croissance économique de l'après-guerre. Quelles sont les réactions européennes ? En 1978 il y a création formelle d'un Système monétaire européen, avec entrée en vigueur en mars 1979. Cette fois-ci, les parités sont définies par rapport à une « unité de compte européenne » (*European currency unit*, ce qui donne « écu »), avec une marge de fluctuation de plus ou moins 2,25 % par rapport à un « écu » défini par un « panier » de monnaies européennes. Certains pays ne participent pas entièrement ou pas du tout aux mécanismes du SME. Deux jouissent de conditions spécifiques, la Grande-Bretagne et l'Italie.

La Grande-Bretagne reste hors du SME jusqu'au 5 octobre 1990 ; la Lire a une marge de fluctuation de plus ou moins 6 % jusqu'en janvier 1990. La Grèce n'entre pas dans le SME en entrant dans la CEE (1981) mais seulement en septembre 1984. La liberté de circulation des capitaux sera établie au 1er juillet 1990. La livre entre dans le SME le 6 octobre 1990, avec une marge de fluctuation de plus ou moins 6 %, soit la même que celle de la peseta (l'Espagne est entrée dans la CEE au 1er janvier 1986, la décision quant à la peseta est de juin 1989). Ce climat d'incertitude est aggravé par le choc pétrolier d'octobre 1973.

Le premier choc pétrolier survient lors de la guerre du *Kippour* (octobre 1973), quatrième guerre israélo-arabe, au cours de laquelle les pays arabes menacent d'interrompre leurs fournitures en pétrole pour faire pression sur l'Occident. Quelles sont les causes profondes du choc pétrolier ? Le déséquilibre est structurel entre une consommation mondiale de pétrole qui a quadruplé depuis 1945 et des prix du pétrole maintenus très bas par les grandes compagnies occidentales (les « sept sœurs du pétrole » : Esso, devenu Exxon, Royal Dutch Shell, Mobil, etc. De 1949 à 1970, le prix du pétrole avait baissé de 40 % par rapport aux prix industriels. Les producteurs du Moyen-Orient décident le 16 octobre 1973 une hausse de 70 à 100 %, selon l'origine et les quantités livrées. En décembre, à Téhéran, l'OPEP décide une hausse de 130 % du prix affiché par ses pays membres à compter du 1er janvier 1974. En fait, la réduction de la production ne dépasse pas les 25 % par rapport à septembre 1973, car les autres producteurs (dont l'Irak, qui se désolidarise de l'OPEP) augmentent leur production. Les économies sont dérégées par la stagflation. Une crise d'un type nouveau s'installe. Elle est très différente de celle de 1929 : certes, comme dans années 30 il y a effondrement, pendant quelques années, de la croissance, de l'investissement et de la productivité, mais il s'agit en fait d'un ralentissement de la croissance du PNB et de la productivité. Du PNB ? sa croissance baisse de moitié entre 1949-1973 et 1973-1981 aux États-Unis, de plus de la moitié au Japon et en France, de beaucoup plus que la moitié en République fédérale d'Allemagne et au Royaume-Uni. De la productivité ? son taux annuel d'accroissement avait été aux États-Unis en moyenne de 2,1 % entre 1950 et 1973, il tombe à 0,4 % ; de 2,6 % à 0,9 % au Royaume-Uni. Surtout il y a extension du chômage, essentiellement dans les secteurs traditionnels (sidérurgie, construction navale, automobile, textile). Le chômage des années 1962-1973 avait été en moyenne de 4,6 % de la population active aux États-Unis, il passe à 8,3 % en 1975 ; en RFA de 0,6 % à 3,6 % ! Mais il ne double pas au Japon et en Grande-Bretagne. Et l'inflation s'accélère, alors qu'il y avait eu baisse des prix dans les années 30 : en 1974, 7 % en RFA, 11 % aux États-Unis, 13,6 % en France, 16 % au Royaume-Uni et 24,4 % au Japon. Quant à consommation et commerce international ils se maintiennent. On va donc vers une « croissance dépressive ».

Cette stagnation dans l'inflation est baptisée stagflation par les économistes, addition de chômage élevé et de forte inflation. Un transfert de revenus à l'échelle mondiale s'amorce. La ponction pétrolière creuse le déficit commercial des pays de l'OCDE, au profit des

pays de l'OPEP (*cf.* 6e partie), qui accumulent les excédents. Comme beaucoup de pays pétroliers ont une faible population et peu de besoins d'investissements (Qatar, Arabie saoudite, Émirats arabes unis, c'est-à-dire la Fédération constituée en 1971 par Bahrein, Dubaï, Abou Dhabi, etc.), ils « recyclent » leurs excédents de paiements en plaçant dans les pays développés leurs pétrodollars, amassés grâce à leurs ventes d'hydrocarbures. À l'instar des eurodollars, le terme de pétrodollars désigne des avoirs, en devises étrangères, détenus par des ressortissants des pays ayant des revenus pétroliers. Cet argent, qui circule librement, revêt évidemment les mêmes caractéristiques que les dollars, devise internationale. Les dirigeants des pays industrialisés courtisent les dirigeants arabes dans l'espoir d'en obtenir des crédits ou des contrats de fournitures. Un nouveau pouvoir est né, celui de l'OPEP. Quant aux pays de l'Est, ils sont eux aussi frappés, de manière décalée dans le temps, car le crédit occidental, indispensable, devient plus cher. Le plus déroutant, c'est que depuis 1974 le PIB mondial a presque doublé. Il y a eu continuation de la création de richesses et le monde a connu une croissance record en 2000, la meilleure année depuis dix ans ! Jamais l'humanité n'a été aussi riche, mais jamais sans doute une telle quantité de richesses n'a été aussi mal répartie. Un autre problème capital est que la croissance ne crée plus d'emplois. On a donc une croissance réelle, mais sans création d'emplois et en fait la crise de la fin du siècle va être surtout sociale. Les entreprises vont rester riches, ce sont les États (et pas mal d'individus...) qui vont s'appauvrir. Et bien sûr, la mondialisation, va couvrir tout ceci...

□ La détente compromise

C'est la fin du monde bipolaire et l'émergence d'un monde quadripolaire. Faiblement dépendants de l'extérieur pour leur énergie, les deux Grands sont, dans un premier temps, peu affectés par le choc pétrolier. Victimes de l'embargo pétrolier prononcé contre eux par l'OPEP fin 1973, les États-Unis peuvent compter sur leurs propres réserves et sur l'aide du Canada excédentaire en énergie. L'Europe occidentale et le Japon sont en revanche atteints par la crise pétrolière. Ils doivent entreprendre un redéploiement industriel accéléré, accompagné d'une reconversion énergétique (économies d'énergie, développement de l'énergie nucléaire et des énergies douces). Les pays producteurs de pétrole sont regroupés au sein de l'OPEP (créée en 1960) et de l'OPAEP (A pour arabes, créée en 1968, *cf.* 6e partie) ; ils acquièrent une position de force sur la scène internationale jusqu'en 1980. Mais, de 1981 à 1986, l'OPEP se démantèle, chaque membre producteur reprenant sa liberté. Certains (l'Iran par exemple) affectent leur surcroît de richesse à une modernisation accélérée de leur économie, qui va parfois au-delà des capacités d'adaptation de la société (ce qui provoque la révolution islamique de 1979-1980 en Iran) ; d'autres (la Libye par exemple) accumulent les armes. Des pays du Tiers Monde non producteurs de pétrole (Corée du Sud, Singapour, Taiwan, Hong Kong) accèdent au rang de Nouveaux Pays industrialisés (NPI, les quatre pays cités sont les « dragons » d'Asie orientale), en prenant en charge la fabrication des biens manufacturés à

forte intensité de main-d'œuvre (textile, biens de consommation courants), que la hausse des charges salariales contraint les pays développés à délaissier ; d'autres (Bangla Desh, majorité des pays d'Afrique subsaharienne) stagnent dans la pauvreté et l'endettement. Ainsi, selon que le pétrole est présent ou non sur leur sol, les pays peuvent être dans les années 70 classés en quatre groupes inégalement préparés à la compétition économique mondiale : les « riches-riches », les « riches-pauvres », les « pauvres-riches » et les « pauvres-pauvres ». L'émergence d'un monde quadripolaire, ce sont aussi des fissures dans les blocs, accords SALT, affirmation du Tiers Monde, montée en puissance de pays comme la Chine (qui se rapproche des États-Unis) et le Japon, émergence des Palestiniens : le monde restera-t-il quadripolaire ?

Cf. 2 mars 1973 : exécution à Khartoum (Soudan) de trois diplomates (deux Américains et un Belge) par un **commando** palestinien ; 10 avril 1973 : raid de **commandos** israéliens à Beyrouth : trois dirigeants palestiniens sont abattus ; 17 décembre 1973 attentat à l'aéroport de Fiumicino (Italie).

Leaders du groupe des « riches-riches », les États-Unis voient leur primauté peu à peu remise en cause. Le repli américain est la conséquence de deux éléments nouveaux survenus au début de 1973. Le premier est l'élargissement de la CEE. Le 1er janvier 1973 (*cf.* 6e partie) elle voit l'entrée du Royaume-Uni, de l'Irlande et du Danemark. On a donc une Europe des Neuf, de 250 millions d'habitants, avec une économie très forte. Est-ce un contrepoids à la puissance américaine ? Le cessez-le-feu au Viêt-nam (ou Vietnam) signifie l'échec de la politique de *containment* des États-Unis, prélude au passage au bloc communiste du Sud-Est asiatique (1975) ; c'est un recul d'influence mondiale à peine compensé par l'établissement de relations cordiales entre la Chine populaire et les États-Unis : entrée de la RPC à l'ONU (1971) et voyage de Nixon à Pékin (1972). Ce rapprochement sino-américain inquiète l'URSS et la détente entre les deux Grands en est compromise. En apparence, elle poursuit pourtant son cours. En 1973, les deux Allemagnes entrent à l'ONU (*cf.* 6e partie) ; Nixon et Brejnev se rencontrent à Washington et des entretiens se déroulent entre pays membres de l'OTAN et du pacte de Varsovie sur la réduction des forces en Europe. Le 30 octobre 1973 s'ouvrent à Vienne des négociations sur la Réduction mutuelle des Forces et des Armements en Europe centrale (MBFR, *Mutual and Balanced Force Reduction*). Pourtant les relations Est-Ouest se détériorent et les prémises de la « guerre fraîche » sont visibles. À l'été 1973, s'ouvre à Helsinki la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE) : du 3 au 7 juillet 1973 a lieu la première phase de la CSCE, à Helsinki (Finlande), avec 34 pays. D'emblée les positions des représentants de l'Ouest et de l'Est apparaissent incompatibles sur les Droits de l'Homme. La réunion est gagnée par le scepticisme, et, au moment où paraît *L'Archipel du goulag*, certains dénoncent la duplicité de l'URSS, peu soucieuse des Droits de l'Homme. Le 18 juin 1979 sont certes signés les accords SALT II, qui limitent la croissance quantitative et qualitative des armes nucléaires stratégiques américaines et soviétiques et des avions porteurs de missiles de

croisière, mais le traité va connaître de gros problèmes de ratification, comme on le verra plus loin. On peut ajouter l'extension considérable des eaux territoriales décidée à la convention de la Jamaïque le 10 décembre 1982. Certes, souci écologique, émerge l'idée de patrimoine commun de l'humanité pour les océans et les grands fonds océaniques, mais les eaux territoriales sont étendues de 3 à 12 milles et la zone économique exclusive (ZEE) est portée à 200 milles (360 km) : de beaux conflits en perspective et une sorte de privatisation de la mer !

□ Fièvre contestataire et crise des idéologies

L'image des pays communistes se détériore. En Occident, l'opinion prend conscience du fait totalitaire en URSS et en Chine. En 1973 sont publiés deux témoignages accablants sur les camps des Goulags : *L'Archipel du Goulag* de l'écrivain Alexandre Soljenitsyne (1918-2008) et *Prisoner of Mao* du Chinois d'origine corse Jean Pasqualini (1926-1997, alias Bao Ruo-Wang), retenu sept ans dans un camp de travail chinois. Les rouages de la répression politique et culturelle dans les deux principaux pays communistes sont démontés avec une force saisissante. Pour l'URSS, une enquête de 1973, dévoilée par le *Financial Times* du 15 novembre 1973, révèle que 66 % des citoyens sont mécontents de leurs salaires, 70 % des ouvriers se plaignent de leurs conditions de travail, 28 % portent un jugement négatif sur toute leur existence. Les apories des démocraties populaires, au fond, sont symbolisées par la mort le 1er août 1973 de Walter Ulbricht, Président du Conseil d'État de la RDA. En Chine, c'est en décembre 1973 que *Li Yizhe* (pseudonyme collectif de trois anciens gardes rouges de Canton) publie la première mouture de son fameux *dazibao* (affiche murale). Selon ce violent pamphlet, la révolution culturelle a fait 40 000 morts dans une seule province, les jeunes Chinois fuient massivement vers Hong Kong, la corruption est générale parmi les bureaucrates du PCC. De nouveau affiché en novembre 1974 à Canton, ce *dazibao* de 77 affiches provoque une immense affluence dans la ville : l'ampleur du mouvement de sympathie en faveur de *Li Yizhe* suscite un débat national et atteste de l'ampleur de l'aliénation politique des masses chinoises.

Une mutation mentale se dessine aux États-Unis. Dans les années 60 c'était la mobilisation en faveur des droits civiques et contre la guerre du Vietnam. Une vigoureuse réaction s'amorce au début années 70 contre la bureaucratie et l'interventionnisme étatique. Elle s'exprime par le succès de l'ouvrage de l'économiste britannique d'origine allemande Ernst Friedrich Schumacher (1911-1977), *Small is beautiful* (1973) qui propose un nouveau style de vie plus frugal et une décentralisation de la production autour de petites unités régionales. L'auteur se réfère au bouddhisme, à Henry David Thoreau (1817-1862) et à la pensée de Bertrand de Jouvenel (1903-1987). Significatif est aussi la parution du livre d'Ivan Illitch, *La Convivialité*. L'auteur, né en 1926, y préconise une société fondée sur la tolérance mutuelle et les échanges entre personnes et entre groupes. Les politiques économiques keynésiennes en

faveur dans les années 60 et 70 sont dénoncées comme inefficaces par une nouvelle génération d'économistes, dits *libertariens* : ils adoptent pour manifeste le livre de David Friedman, *La mécanique de la liberté* (1973 aussi). Toujours en 1973 sort, de Friedrich von Hayek (antikeynésien, venu de Vienne à Chicago, 1899-1992), *Droit, législation et liberté*. Signalons également les manifestations indiennes de Wounded Knee (Dakota du Sud, 27 février-6 mai 1973), terminées par un « traité de paix » avec le département de l'Intérieur, et, bien sûr, le début du Watergate : le 7 février 1973, le Sénat américain vote la création d'une commission d'enquête sur le Watergate et le 23 juillet Richard Nixon refuse de communiquer à la justice les enregistrements des conversations tenues dans le « bureau ovale ».

Y a-t-il ailleurs crise des idéologies ? L'Amérique latine est le théâtre de violents affrontements entre États et forces révolutionnaires, poussées par l'exemple cubain, bénéficiant parfois du soutien de certaines fractions de l'Église catholique. Ces mouvements sont réprimés, cf. le coup d'État au Chili, dont les suites ne sont pas résorbées en 2008 ! L'Europe de l'Ouest voit la contestation par la jeunesse, toujours, contre la réforme des sursis en France (comités de lutte contre la « loi Debré » en 1973) ; l'État est contesté, cf. l'Irlande du Nord, le Pays basque espagnol, surtout l'Espagne (3-4 avril 1973 : grèves et manifestations à Barcelone, la police tire), et aussi la France : les 25 et 26 août 1973 a lieu le premier rassemblement de masse sur le plateau du Larzac. Certains États ont des difficultés à réformer leurs institutions, comme la France pompidolienne qui abandonne son projet de quinquennat, ou à légiférer en matière de mœurs et société, ou encore à éviter les petits « Watergate ». Enfin les protestations populistes contre l'immigration débutent.

□ Les conséquences de la politique extérieure de l'URSS brejnévienne

La guerre du Kippour contribue à la dégradation du climat international (voir 6e partie et plus haut), mais les protagonistes de la région (notamment Arafat, Sadate, Kadhafi, et Khomeiny plus tard) semblent désormais peser davantage sur l'évolution du Moyen-Orient que les interventions soviéto-américaines. L'Union soviétique de Brejnev démontre un « totalitarisme mou », qui attire l'attention du monde entier sur les juifs soviétiques, les *refuzniki*, les dissidents culturels comme Alexandre Soljenitsyne, prix Nobel de Littérature en octobre 1970, qui ne peut se rendre à Stockholm, ou le physicien et académicien Andreï Sakharov, qui, dans sa conférence de presse du 21 août 1973, met en garde l'Occident contre les « illusions de la détente » et appelle le Congrès américain à voter l'amendement Jackson, ce qui est fait le 20 décembre 1974.

Sakharov avait joué un rôle de premier plan dans l'équipe qui mit au point la bombe H soviétique. Il était devenu académicien à 32 ans. C'est en 1966, en signant une lettre collective protestant contre les signes d'une réhabilitation de Staline, qu'il avait commencé à s'engager en politique. Ses *Réflexions sur le progrès, la coexistence et la liberté intellectuelle*, connues

d'abord par *samizdat*, furent publiées à l'étranger en 1968. Il participa à la fondation en 1970 du Comité pour la Défense des Droits de l'Homme.

Prix Nobel de la Paix en 1975, il fut, avec son épouse, constamment harcelé par la police. Il joua encore un rôle dans les événements russes de 1989 mais mourut brusquement le 14 décembre. **L'amendement Jackson** (cf. 6e partie) lie l'octroi à l'URSS de la clause de la nation la plus favorisée (prévu depuis l'accord commercial américano-soviétique de 1972) à l'octroi aux juifs soviétiques de la possibilité d'émigrer librement.

Brejnev ? il est décoré sept fois de l'Ordre de Lénine, trois fois du titre de héros de l'Union soviétique, reçoit le prix Lénine de la Paix (et le prix Lénine de... littérature) ; surtout, il est promu général d'armée en 1975 puis en 1976 maréchal de l'Union soviétique. Ne va-t-il pas réussir à imposer aux États-Unis un « Yalta planétaire » ?

□ Les conséquences de la politique extérieure des États-Unis

La tentative de normalisation de la politique étrangère opérée par Nixon débouche sur une contradiction majeure. Il y a un repli de la puissance américaine, avec un « spectre du déclin ». Sous les présidences de Ford et de Carter on a deux Administrations incapables de contrôler. C'est la fin de *La République impériale*, pour reprendre la formule titre de Raymond Aron (1972). Sous Ford, la politique étrangère est au « profil bas », obérée qu'elle est par le contrôle du Congrès, entamé dès la fin de l'Administration Nixon (cf. 6e partie) et par la réduction des dépenses militaires opérée à partir de 1969 (de 40 % sur la période 1969-1977), alors que celles de l'URSS augmentent de 30 %. En conséquence il y a une crise de la politique extérieure américaine : la stratégie des « petits pas » de Kissinger devenu Secrétaire d'État en septembre 1973 (cf. 6e partie) est conservée, faute de mieux, par Gerald Rudolph Ford (1913-2006), président de 1974 à 1977. Le « syndrome vietnamien » étreint les États-Unis. Le 30 avril 1975 Saïgon tombe entre les mains des Nord-Vietnamiens, c'est la véritable fin de la Guerre du Viêt-Nam, le choc des images, l'effondrement de la politique américaine dans le Sud-Est asiatique. Syndrome ? La réinsertion des *vets* est très difficile (suicides, vie dans les bois, honte, etc.) ; la mauvaise conscience américaine est ostensible (cf. le cinéma pendant plusieurs années). En plus, le Cambodge tombe aux mains des Khmers rouges (cf. 6e partie) et le Laos devient à son tour une République populaire, contrôlée par le *Pathet Lao*, le 3 décembre 1975.

La détente stagne, malgré les accords d'Helsinki (1975, cf. 6e partie). Elle rencontre, en particulier, des déboires africains, par la multiplication des conflits « périphériques ». Au Dahomey, territoire artificiel créé à l'époque coloniale (française) pour relier le Niger à la mer entre le Togo allemand et le Nigéria britannique, mais riche d'une élite intellectuelle dispersée dans toute l'AOF, indépendant le 1er août 1960, et récupérant son élite, le commandant Mathieu Kérékou (1933-2015) prend le pouvoir par un coup d'État le 26 novembre 1972 et, le 30 novembre 1974, il annonce que désormais le marxisme-léninisme

inspirera la politique du pays : le Dahomey devient la République populaire du Bénin. La Somalie s'allie à l'URSS : le coup d'État du général Siyad Barre en octobre 1969 engage le pays dans la voie du « socialisme musulman ». Le MPLA parvient au pouvoir en Angola en 1975 (cf. 6e partie), le Mozambique, indépendant en 1974, devient marxiste en 1975. Surtout, en Éthiopie, Haïlé Sélassié est renversé en juin 1974 par un groupe de militaires dirigé par Haïlé Mariam Haile Mengistu (né en 1937) ; le nouveau régime du « Négus rouge » s'allie en 1976 avec l'URSS. Le conflit de l'Ogaden éclate en 1977 entre Somalie et Éthiopie, toutes deux alliées de l'Union soviétique : l'URSS choisit le plus gros de ses alliés, soutient donc l'Éthiopie (avec 20 000 soldats cubains), qui conquiert l'Ogaden en 1978 (accord de paix seulement en 1988). Les gains obtenus par l'URSS en Angola et dans la Corne de l'Afrique sont à examiner avec nuance : certes l'Éthiopie et l'Angola adhèrent au COMECON, les Soviétiques peuvent théoriquement, à partir de l'Angola et du Mozambique, exercer une pression sur la route navale du Cap, mais la Somalie change de camp, chassant l'URSS de la base navale de Berbera, l'Angola continue de vendre pétrole et diamants en Occident et l'étiquette de marxiste-léniniste de tel ou tel régime est plutôt vague...

Né en 1924 dans une famille de fermiers sudistes, James Earl Carter, dit *Jimmy Carter* avait été sénateur démocrate (1962) puis gouverneur de la Géorgie (1970). À la présidentielle du 4 novembre 1976, il bat le président républicain Gerald Ford, mais incarne peu la révolte anti-nixonienne.

Sous Carter, il y a une vraie érosion du *leadership* américain, malgré le réveil du wilsonisme. Réveil par des idées — la détente, incarnée par le Secrétaire d'État Cyrus Vance (1917-2002), la bonne volonté, en la personne d'Andrew Young, Noir, ancien collaborateur de Martin Luther King, ambassadeur aux Nations unies, qui est une croisade pour les Droits de l'homme — et l'opinion publique est redevenue « interventionniste ». Les résultats ne sont pas négligeables. Un traité est passé avec Panamá (en 1977) rétrocédant la Zone du Canal à la fin du siècle, ce qui se fera effectivement. La conclusion de cet accord est facilitée par le fait que le canal perd de son importance pour les Américains : le tonnage des navires de l'*US Navy* leur interdit le passage par le canal et une bonne partie du commerce extérieur américain se fait maintenant par voie aérienne. Le traité garantit donc la neutralité permanente du canal, tout en reconnaissant aux États-Unis le droit de le défendre contre toute agression extérieure. Les accords de Camp David (5-19 septembre 1978) réunissent Sadate et Menahem Begin, permettant la signature d'un traité de paix le 26 mars 1979 (voir plus loin). Les deux hommes se voient décerner un Prix Nobel de la Paix conjoint en 1978, mais un ostracisme rapide frappe l'Égypte dans le monde arabe.

L'administration Carter recherche un règlement global mais n'obtient qu'une paix séparée entre Israël et l'Égypte à la suite des accords de Camp David de septembre 1978. Elle est la première, néanmoins, à prendre en considération le facteur palestinien. Cependant,

le « wilsonisme » de Carter accouche d'une politique de tension vis-à-vis de l'URSS : dénonciation de la violation des droits de l'homme en URSS, développement de *Radio Europe Libre (Radio Free Europe)*... L'invasion soviétique de l'Afghanistan en décembre 1979, qui est la première intervention de l'URSS hors de sa « sphère d'influence » depuis la Deuxième Guerre mondiale, provoque l'embargo sur le blé américain, la non-ratification des accords SALT II (signés à Genève le 18 juin 1979) : Carter renonce à les présenter au Sénat, car ils sont jugés trop favorables à l'URSS. Il prend la décision d'installer des fusées à moyenne portée en Europe pour contrebalancer les SS20 soviétiques et de boycotter les Jeux olympiques de 1980 à Moscou.

Mais Carter n'a pas une attitude cohérente vis-à-vis de l'URSS, car il est partagé entre les analyses de son conseiller personnel Zbigniew Brzezinski (1928-2017) qui dénonce l'expansionnisme soviétique en Afrique et au Proche-Orient et celles de son Secrétaire d'État, Cyrus Vance, qui estime que les Soviétiques ont surtout peur de se retrouver pris en étau entre la Chine et les Occidentaux. D'autre part, Carter ne dresse pas le camp « occidental », inquiet de cette nouvelle Guerre froide, derrière les États-Unis. Au Nicaragua il lâche le dictateur Anastasio Somoza Debayle (1925-1980) mais sans réussir à soutenir les « centristes » contre les « sandinistes », suscitant le spectre de la « contagion castriste ». En Iran Carter continue à soutenir le Shah, assiste passivement à la révolution de février 1979 de Rouhollah Khomeiny (1902-1989). Le nouveau régime prend en otages les Américains présents dans l'ambassade, du 4 novembre 1979 au 20 janvier 1981. Carter donne l'ordre d'un calamiteux raid de libération qui est un fiasco total (25 avril 1980), ce qui achève de faire douter les Américains et leurs alliés de la capacité des États-Unis à exercer leurs responsabilités mondiales. Au total, le président Carter donne l'image, partiellement inexacte, d'un président hésitant et dénué de fermeté.

Chapitre 29. LA SECONDE MOITIÉ DES ANNÉES 1970 VOIT SE MULTIPLIER LES PERCÉES SOVIÉTIQUES DANS LE TIERS MONDE

□ Le contexte économique

Une émancipation économique partielle s'est réalisée, mais la dépendance financière des pays du Tiers Monde est plus forte depuis 1974. Les énormes surplus financiers tirés par certains pays de l'augmentation du prix de leurs exportations n'ont pu être que partiellement utilisés par des économies archaïques. Ils ont servi surtout à financer sous forme de prêts les déficits des pays industrialisés et à acheter des biens d'équipement et des armements... Il y a eu implantation d'entreprises occidentales dans des pays du Tiers Monde à très faibles salaires (Corée, Taiwan...), des investissements bancaires dans des pays comme le Mexique ou le Brésil et... limitation de l'aide aux Pays (les) Moins avancés (PMA). La dépendance technique des pays sous-développés est maintenue et leurs exportations sont gênées par le protectionnisme relatif des pays industrialisés. Le reflux du prix des matières premières a aggravé la situation des pays qui dépendent d'importations alimentaires, dépendance ancienne si l'on veut, mais les pressions des pays riches pour obtenir des contreparties en échange de leur « aide » se sont faites plus vives.

L'endettement des pays du Tiers Monde vis-à-vis des pays industriels et des organisations internationales a atteint un niveau très élevé (cf. le Brésil, le Mexique à partir de 1982...). Il est contemporain (responsable ?) de dépenses somptuaires : le palais d'Omar Bongo au Gabon, la ville natale-capitale de Yamoussoukro en Côte-d'Ivoire, la mosquée de Casablanca... Le patrimoine de Mobutu est du même ordre de grandeur que l'endettement du Zaïre ! Tout cela force à en passer par les mesures imposées de l'extérieur, par le FMI (Fonds monétaire international) en particulier (cf. 6e partie).

□ Le passage à vide de la puissance américaine laisse le champ libre à l'Union soviétique et à la Chine

L'URSS signe 11 traités avec des pays du Tiers Monde de 1971 à 1984 ! Surtout, il y a multiplication des conflits « périphériques ». Au cours de la première moitié du siècle, les guerres ont lieu essentiellement en Europe. Dans la seconde moitié du siècle, il n'y a pratiquement plus de guerres en Europe, mais une « tiermondisation » de la guerre. Les Khmers rouges s'emparent de Phnom Penh (Cambodge) le 17 avril 1975, Pol Pot dirige le Parti-État du nouveau *Kampuchéa démocratique*, soutenu par la seule Chine ; il perpète un véritable génocide à l'encontre de son propre peuple, le tiers de la population (cf. 6e partie). Le 30 avril 1975, les Américains abandonnent Saïgon, qui tombe aux mains des Nord-Vietnamiens, en dépit des accords de Paris de 1973 (cf. 6e partie) : le Vietnam est réuni sous la direction des

communistes (Hanoi devenant la capitale de tout le Vietnam) ; il signe un traité d'amitié avec l'URSS (1978) et adhère au CAEM. Le Laos devient une République populaire le 3 décembre 1975.

Le Vietnam entreprend l'édification d'un ensemble indo-chinois sous son égide militaire et politique, passant un traité d'amitié avec le Laos le 18 juillet 1977, envahissant le Cambodge et éliminant du pouvoir les Khmers rouges au début de 1979 ; les troupes vietnamiennes y resteront jusqu'en 1989. C'est la fin d'une guerre de trente ans, perdue successivement par la France et les États-Unis. Mais le Vietnam s'est heurté à une contre-offensive chinoise immédiate (voir plus loin).

□ Les succès soviétiques en Afrique

Dans la corne de l'Afrique, c'est le succès, d'abord en Somalie (1974), puis en Éthiopie, qui s'engage dans la « voie du socialisme », sous la direction de Mengistu à partir de 1977 (voir plus haut). Les conséquences de la décolonisation portugaise sont importantes. Les Soviétiques interviennent dans les guerres civiles du Mozambique et surtout d'Angola, où des troupes cubaines, déjà présentes en Somalie (à partir de 1977), contribuent activement au succès de l'un des mouvements d'indépendance (*cf.* 6e partie), le MPLA, sur l'UNITA (Jonas Savimbi, 1934-2002), soutenue par la Zambie et Pékin, et sur le FNLA (Front national de Libération de l'Angola, fondé en 1957) de Holden Roberto (1923-2007). Pour les Soviétiques, se battre par Cubains interposés présente des avantages évidents (pas de confrontation directe avec les Américains, etc.) ; pour les Cubains c'est la garantie de recevoir, en contrepartie, une aide économique. Le contingent cubain comporte une forte proportion de Noirs, pour rendre l'entreprise plus populaire. Trois tentatives de paix échouent, en 1974-1975, en 1989 et en 1991. Au total la guerre fait 500 000 victimes (sur 12 millions d'habitants).

Au printemps de 1977, Nicolai Podgorny (1903-1983) est le premier chef d'État soviétique à se rendre en Afrique noire (Tanzanie, Zambie, Mozambique, avec lequel un traité est signé). L'Angola, puis la Namibie voisine, ex-Sud-Ouest africain annexé en 1949 par l'Afrique du Sud, deviennent la principale zone d'affrontements entre l'Est et l'Ouest en Afrique, par maquisards et instructeurs militaires interposés (la Namibie sera indépendante en 1990).

23 ans de guérilla nationaliste... L'Organisation du Peuple du **Sud-Ouest africain** (*South West African People's Organization, SWAPO*), mouvement de libération nationale d'obédience marxiste et soutenu par l'URSS, est créée en 1966, elle s'engage dans la lutte armée.

Le 29 septembre 1978, le Conseil de Sécurité de l'ONU adopte la Résolution 435, en principe acceptée par l'Afrique du Sud, fixant les modalités de l'accession à l'indépendance de la Namibie après une période de transition d'un an.

La SWAPO, bénéficiant de l'aide de l'Angola et appuyée par un fort contingent envoyé par Castro, se heurte à l'armée sud-africaine dont l'objectif est de détruire ses sanctuaires dans le sud de l'Angola, d'où un affrontement Afrique du Sud-Swapo-Angola.

□ L'invasion soviétique de l'Afghanistan

Le 17 juillet 1973 se produit un coup d'État en Afghanistan, celui de Mohammad Daoud Khan (1909-1978) : la vieille monarchie est abolie et la République proclamée. Cette République est remplacée, après un deuxième coup d'État militaire (27 avril 1978) par une « République démocratique », brusquement imposée à une nation plutôt féodale. Cette deuxième République est reconnue aussitôt par l'URSS, puis le président Nour Mohammad Taraki (1917-1979) signe un traité d'amitié le 5 décembre 1978 avec son puissant voisin du Nord. En Afghanistan, devenu un enjeu de la « guerre fraîche », une véritable « révolution culturelle » est mise en place et le pays est de plus en plus intégré au bloc socialiste. Cela provoque la rébellion des traditionalistes et des *mollah*, qui contrôlent bientôt les trois quarts du pays. Des dissensions fissurent l'équipe communiste au pouvoir et une puissante insurrection populaire éclate. C'est contre cela que les Soviétiques interviennent militairement le 24 décembre 1979, grâce à un gigantesque pont aérien et à une offensive terrestre ; ils imposent leur homme fort, Babrak Karmal (1929-1996).

Les causes de l'intervention soviétique sont nombreuses : le désir de « préserver » les républiques d'Asie centrale d'une « contamination », le désir d'exploiter la faiblesse américaine en Iran (voir plus haut) en reprenant la main au Moyen-Orient, la volonté russe de contrer la Chine (qui cherche à nouer de bonnes relations avec l'Inde, l'Iran et l'Afghanistan) et peut-être, enfin, la très vieille envie russe de prendre position à proximité du golfe Persique, pour compléter l'« encerclement » tactique du Moyen-Orient, déjà amorcé, grâce aux bonnes relations avec la Libye, l'Éthiopie, le Sud-Yémen, l'Irak et la Syrie. Les enjeux stratégiques sont importants. Non seulement c'est la première fois que l'URSS intervient hors de sa zone d'influence « reconnue », mais l'URSS devient proche de l'océan Indien (comme en 1946 dans le Nord de l'Iran) et elle est voisine de l'Iran de la révolution de 1979.

L'intervention soviétique en Afghanistan provoque une très forte inquiétude en Occident, d'autant plus que Washington n'avait pas réagi aux « signaux » multipliés (comme au Proche-Orient) par l'URSS ; le *Message sur l'état de l'Union* de Carter, le 21 janvier 1980, est bel et bon : « nous sommes confrontés à l'un des défis les plus graves de l'histoire de la nation » ! Une fois l'Afghanistan satellisé, comment battre en retraite ? Pourtant les réactions occidentales sont beaucoup plus fortes que Moscou ne l'avait prévu, avec aux États-Unis un revirement total de la politique de Carter dans sa dernière année de présidence. Et l'Afghanistan va devenir une « sale guerre », un guêpier, pour l'URSS, avec un coût économique important car la « doctrine Carter » décrète un embargo céréalier contre l'URSS. Ronald Wilson

Reagan (1911-2004) est élu président, grâce à une conversion de l'opinion publique. La « sale guerre » voit l'échec des grandes offensives soviétiques des années 1982-1985, de très lourdes pertes ; elle a un coût idéologique car l'URSS est condamnée par l'ONU et par les Arabes, sauf la Syrie et l'OLP ; son prestige décline parmi les pays « progressistes » du Moyen-Orient, qui dénoncent son « impérialisme » ; Israël a beau jeu de proclamer que si un état palestinien naît en Cisjordanie, il deviendra aussitôt une base soviétique. La CIA, qui avait démontré son inefficacité criante depuis les années 60, soutient les rebelles afghans en lutte contre l'Armée rouge par l'intermédiaire du Pakistan et des fondamentalistes musulmans. Ce guêpier va-t-il pousser l'URSS vers un nouveau Vietnam ?

Chapitre 30. LES CONSÉQUENCES DE LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE LA CHINE

□ La Chine dans le concert des états

La Chine de la décennie allant du milieu des années 1970 au milieu des années 80 est préoccupée avant tout d'écarter les obstacles à la modernisation. Elle a cessé de cultiver son image de guide de la révolution. Mais elle souffre de sa faiblesse militaire : tenir en échec une « super-puissance » comme en Corée lui est devenu depuis longtemps strictement impossible. Une nouvelle stratégie et de nouveaux objectifs sont définis dans les années 80 : l'armée n'a pas à se préparer à une guerre frontale, massive, mais à une guerre prolongée, et il ne s'agira pas de défendre toute la frontière, mais des « points clefs ». Dans le même temps, des missions d'évaluation des armements et des technologies occidentales sont envoyées à l'étranger, sans beaucoup d'achats d'ailleurs ! À partir de 1984, les effectifs sont réduits, les académies militaires sont rénovées, la formation des officiers est améliorée et les grades sont rétablis en 1988 (seulement...).

□ « Cap à l'ouest » pour la Chine populaire

Le rapprochement sino-américain piétinait depuis plusieurs années, malgré les accords de Paris (1973) et la fin de la guerre du Vietnam (1975). Le retour de Deng Xiaoping (1904-1997) aux affaires et l'élection de Carter relancent les négociations, qui aboutissent au communiqué commun du 15 décembre 1978. Les États-Unis reconnaissent la souveraineté de Pékin sur Taiwan (comme la Grande-Bretagne, *cf.* 6e partie) ; ils reconnaissent la République populaire de Chine comme seul régime légal et ils décident de nouer des relations diplomatiques avec elle. Ils expriment que ça signifie rompre les relations diplomatiques avec Taiwan. De son côté, la Chine promet de ne pas recourir à la force contre Taiwan. Les relations diplomatiques entre les États-Unis et la Chine sont rétablies au 1er janvier 1979. Très peu de temps après, Deng Xiaoping fait un spectaculaire voyage aux États-Unis (février 1979), qui se solde par des accords commerciaux, culturels, scientifiques et technologiques. En mai 1979, la Chine obtient même la clause de la nation la plus favorisée, avantage refusé, jusque-là, à l'URSS (*cf.* l'amendement Jackson). Toutefois le problème de Taiwan n'est pas entièrement réglé : le Congrès américain, en particulier, maintiendra, de façon unilatérale, la garantie américaine de l'indépendance de Taiwan. Et, autre problème, l'accord sino-américain s'est fait sans consultation des habitants de l'île. Pékin rejette évidemment l'idée d'indépendance de Taiwan, mais Taïpeh (c'est la capitale de Taiwan) aussi, car la proclamation de l'indépendance reviendrait à renoncer à la revendication du Guomindang... sur la Chine continentale. Or, le parlement de Taïpeh reste contrôlé par la minorité de Chinois originaires du continent et

regroupés au sein du Guomindang et il existe un parti indépendantiste, indigène, durement réprimé.

En matière de relations avec le Japon, le rapprochement piétine lui aussi, puis un traité de paix et d'amitié est signé en août 1978. Mais la Chine manifeste ses craintes à l'égard du militarisme et du nationalisme japonais, démontré par les cultes et les visites au temple bouddhique Koa Kannon et au sanctuaire de Yasukuni (*Pays serein*) consacré aux morts pour la patrie. L'empereur Hiro-Hito y cesse ses visites en 1975, mais, en 1978, les noms de 14 criminels de guerre sont inscrits sur les « registre des âmes » du sanctuaire. Puis éclate en 1981-1982 l'affaire des manuels scolaires japonais, qui présentent de manière odieuse la guerre sino-japonaise et la Seconde Guerre mondiale, affaire qui rebondira tous les quatre ans, à chaque renouvellement de manuels. Vis-à-vis de la CEE, la Chine reçoit la clause de la nation la plus favorisée en 1978. Mais à partir du XI^e Congrès de son parti communiste (1^{er}-11 septembre 1982), elle reprend ses distances à l'égard des États-Unis. Le problème des ventes d'armes américaines à Taiwan continue en effet de peser ; de plus, les États-Unis maintiennent leurs barrières douanières contre le textile chinois. Les problèmes commerciaux sont nombreux, et d'autant plus aigus que États-Unis se classent, après Hong Kong et le Japon, comme troisième partenaire commercial de la Chine. Un accord sino-britannique sur Hong Kong intervient en décembre 1984. Il prévoit le retour de Hong Kong à la Chine en 1997, avec un statut particulier (« Un pays, deux systèmes »). Mais la population est fort sceptique ; les « cerveaux » et les riches fuient Hong Kong, fuite accélérée à partir de 1989 (plus de détails : voir plus loin). Un accord sino-portugais sur Macao (en chinois : Aomen) est signé trois ans plus tard, le 26 mars 1987. Le Portugal n'avait plus qu'une souveraineté théorique depuis la Révolution culturelle, et il voulait se débarrasser du territoire, à la différence de la Grande-Bretagne vis-à-vis de Hong Kong, mais Pékin craignait qu'une rétrocession de Macao n'ait des incidences fâcheuses sur la bonne santé financière de Hong Kong ! Le retour de Macao à la Chine se fera le 20 décembre 1999, avec un statut particulier ici aussi.

On peut ajouter que des accords avec l'Australie (scientifiques, surtout) sont signés en 1982 (il y avait eu un accord commercial en 1973). Enfin, ce qui précède provoque la rupture entre la Chine et l'Albanie, qui considère que la Chine d'après Mao est devenue à son tour un pays révisionniste et elle rompt avec elle, critiquant même *a posteriori* Mao qu'elle qualifie de « théoricien antimarxiste ». La rupture sino-albanaise devient définitive en 1978 et le repli sur lui-même d'un petit pays, réduit à ses seules ressources, s'accompagne d'une grave politique interne, dont témoigne la mystérieuse disparition, en décembre 1981, du Premier Ministre. La mort d'Enver Hodja (Hoxha), en avril 1985, survient aussi au cours d'un délicat processus de redéfinition des objectifs intérieurs et extérieurs d'un régime marqué durant quarante ans par son extrême dogmatisme.

□ Taiwan

Depuis 1949, la Chine nationaliste était possédée par les mythes de la « vraie Chine » (*cf.* son siège à l'ONU) et de la reconquête prochaine du continent sur la RPC. Lorsqu'en 1949, le gouvernement de Jiang Jieshi [Chiang Kaishek], chassé du continent par la victoire communiste, se replia à Taiwan (Formose), l'île n'était qu'une province attardée, à la périphérie du monde chinois, avec une société paysanne. Le Guo Mindang [Kuo Mintang] mène une modernisation économique, avec une volonté politique (comme entre 1927 et 1937 dans la Chine continentale), soutenue par l'aide américaine, et en deux étapes. Dans les années 1950 la croissance est fondée sur le développement du marché intérieur. Le régime mène une industrialisation de substitution, la réforme agraire de 1953, etc., l'ensemble se heurtant à la faiblesse du marché intérieur (seulement 8 millions d'habitants). À partir de 1960, la croissance est fondée sur l'exportation, l'utilisation d'une main-d'œuvre à bon marché, abondante. La balance commerciale devient bénéficiaire dès 1964 ! La Chine nationaliste est, en outre, marquée par la croissance du niveau de vie, la faiblesse du secteur public et l'émergence d'un capitalisme taiwanais.

Mais sa vulnérabilité est visible dès les années 1970 : sensibilité aux oscillations du marché, hausse des prix des matières premières dans les années 1970 et aléas de la politique internationale (*cf.* le siège à l'ONU, perdu en 1971, la détente sino-américaine) qui conduisent à l'isolement de Taiwan. Après le deuxième choc pétrolier (1979), il est décidé de donner la priorité aux industries lourdes, après 1980 aux industries de haute technologie et à forte valeur ajoutée, l'État relançant les investissements.

Dans le domaine politique, Taiwan est d'abord une dictature de Chiang (1887-1975), puis, sous l'impulsion de son fils et héritier politique, Jiang Jingguo [Chiang Ching-kuo] (1910-1988), il y a une libéralisation lente, une taiwanisation du Guomindang et du pouvoir. De toutes les façons, pèse l'hypothèque du principe « une seule Chine », reconnu par les États-Unis (voir plus haut).

□ Hongkong dans l'histoire chinoise du XXe siècle et le retour de Hong Kong (1997)

La cession de l'île de Hong Kong à la Grande-Bretagne avait été la conséquence de la première guerre de l'opium entre la Grande-Bretagne et la Chine, commencée en juin 1840. Hong Kong est fondé en 1842. L'île apparaît vite trop petite et la Grande-Bretagne manifeste un désir d'expansion territoriale : en juin 1898, les « Nouveaux Territoires », comprenant la région s'étendant du nord de Kowloon à la rivière de Shenzhen, ainsi que 235 îles, font l'objet d'un bail de 99 ans imposé à la Chine. L'ensemble a le statut de territoire britannique dépendant de la Couronne et est administré par un gouverneur. Le territoire de Hong Kong subit les contrecoups sociaux des événements des années 1920, est pris par les

Japonais le 21 décembre 1941 et Hong Kong n'a plus que 600 000 habitants en 1945. Il accueille un énorme flot de réfugiés entre 1946 et 1949 : Hong Kong devient un gigantesque bidonville, dans lequel s'entassent deux millions d'habitants en 1949, au moment de la proclamation de la République populaire de Chine. Son destin paraît alors précaire, face à une Chine qui vient d'être unifiée et qui proclame sa volonté de reconquérir la dignité et la position internationale perdues depuis le XIXe siècle.

Pourtant, dans le flot des réfugiés arrivés à la veille de 1949, se sont glissés un certain nombre de personnages qui vont jouer un rôle essentiel pour l'épanouissement de Hong Kong et lui permettre un décollage, chaotique d'ailleurs, à partir des années 1950. Les troupes communistes n'entrent pas à Hong Kong en 1949. Ce geste de bonne volonté du nouveau régime chinois — pour lequel Hong Kong est un « sas » commercial — est bien compris par Londres et aboutit à un résultat immédiat. Le 6 janvier 1950, le Royaume-Uni est ainsi la seule nation occidentale à accorder une reconnaissance diplomatique à la jeune République populaire de Chine. Bénéficiant d'un *statu quo* implicite instauré entre la République populaire de Chine et le Royaume-Uni, le Territoire de Hong Kong est, par contre, confronté à d'incessantes tensions internes et victime de graves troubles sociaux. Mais cette instabilité chronique n'empêche pas Hong Kong d'enregistrer une croissance record, fondée sur une industrialisation à outrance, orientée vers les exportations. Au cours de sa phase la plus spectaculaire, pendant les années 1970, son décollage fait de Hong Kong le plus dynamique des « dragons » asiatiques, d'abord sous la forme d'usines produisant des biens manufacturés de faible qualité, mais à un coût défiant toute concurrence, une production industrielle entièrement orientée vers l'exportation. Puis, rapidement, le secteur des services explose et une vive tertiarisation s'empare de Hong Kong qui devient dans les années 1990 la huitième puissance commerciale du monde et la deuxième bourse d'Asie, une société développée de « cols blancs ». Cependant la Révolution culturelle provoque des tensions internes, soigneusement entretenues par des agitateurs communistes, et des tensions sociales constantes.

Les pourparlers officiels sino-britanniques débutent à Pékin le 12 juillet 1983. Les Britanniques veulent garder un droit de regard sur Hong Kong après 1997, intransigeants, les Chinois exigent un retour sans conditions de l'ensemble du Territoire. Une Déclaration conjointe sino-britannique, publiée en septembre 1984, est officiellement signée par les premiers ministres Zhao Ziyang (1919-2005) et Margaret Thatcher (1925-2013) à Pékin, le 19 décembre. La déclaration précise dans le détail la manière dont, à partir du 1er juillet 1997, Hongkong disposera, pendant cinquante ans, d'« un haut degré d'autonomie » et préservera son mode de vie au nom du principe : « Un pays, deux systèmes »... Mais on a vu le scepticisme de la population de Hong Kong, et en juin 1989 un million de Hongkongais manifestent dans la rue contre le massacre de Tian'Anmen. L'année suivante, l'Assemblée nationale populaire

chinoise adopte la Loi fondamentale devant régir Hongkong. Pékin nomme en janvier 1996 un comité préparatoire de 150 membres, dont 56 du continent, les 94 autres étant principalement de très riches hommes d'affaires et des notables du territoire. Le 1er juillet 1997 Hong Kong fait retour à la Chine populaire (République populaire de Chine), sous la forme d'une « Région administrative spéciale », statut inédit conféré à la cité par l'accord sino-britannique qui décida de son avenir en 1984 et qui vise essentiellement à préserver le dynamisme de Hong Kong. Cet événement représente pour la première fois depuis la fin de la Guerre froide... le retour d'un territoire dans l'orbite communiste. Rappelons l'accord sino-portugais sur Macao le 23 mars 1987.

□ Les rapports de la Chine avec le camp soviétique

Le conflit entre la Chine et le Viêt-nam de février 1979 est, à posteriori, une guerre surprenante, qui a pu être expliquée, et d'abord par les conséquences de l'opposition avec l'URSS. L'antagonisme a été accru par l'abolition du « commerce bourgeois », c'est-à-dire chinois, au Viêt-nam et par le resserrement des liens du Viêt-nam avec l'URSS (*cf.* son adhésion au COMECON en 1978). Deuxième raison, la mainmise vietnamienne sur le Laos et les heurts à propos du Cambodge : la Chine a accueilli Norodom Sihanouk, puis le Viêt-nam envahit le « Kampuchéa démocratique » en décembre 1978 et installe une « République populaire du Kampuchéa » (voir plus haut). Aux yeux de la Chine, ancienne puissance occupante du Nord du Viêt-nam en 1945-1946, le Viêt-nam n'achève-t-il pas, avec l'appui de l'URSS, une réunification de l'ancienne Indochine française ? Dès avant 1975 la perspective de la réunification vietnamienne avait inquiété les dirigeants chinois. La formation d'une puissance dominante en Indochine leur paraissait menaçante et posait le problème de la minorité chinoise, forte de deux millions de personnes (les *Hoas*) en 1975. La Chine prépare son intervention armée dès l'automne 1978, et attend le voyage de Deng aux États-Unis. Il s'agit aussi pour la Chine de donner une leçon, comme à l'Inde en 1962 (*cf.* 5e partie) et ici par une guerre-éclair. Mais la résistance vietnamienne surprend la Chine, les pertes sont élevées, ainsi que le coût de la guerre. Et le Viêt-nam va pouvoir maintenir ses troupes au Cambodge. La leçon, en fait, va être pour la Chine : il faut choisir entre la modernisation militaire et la modernisation économique : priorité sera donnée à cette dernière. Toutefois, des rebondissements se produisirent après 1979 : plusieurs accrochages, comme les incidents navals de l'archipel des Spartleys en 1988. À noter que les deux pays n'ont nullement rompu leurs relations diplomatiques pendant la guerre et qu'ils se sont réconciliés officiellement en 1991. Quelles ont été les réactions des autres pays ? L'URSS est intervenue par des déclarations verbales sibyllines et surtout par des livraisons accélérées de matériel militaire. Le Japon a protesté contre la Chine. Les États-Unis aussi, bien sûr, mais en rappelant que les Vietnamiens avaient donné le mauvais exemple en envahissant le Cambodge.

À partir du XIIe Congrès de son parti communiste (1er-11 septembre 1982), la Chine se rouvre néanmoins au dialogue avec l'URSS, conséquence des déceptions rencontrées dans les relations avec les États-Unis. Cette ouverture est très prudente, et soumise à la présence soviétique (condamnée) en Afghanistan. Après 1989, la réconciliation avec l'URSS se poursuit. Officiellement, la fin de la brouille date de la visite de Mikhaïl Gorbatchév (né en 1931) dans un Pékin paralysé par les manifestations du 15 mai 1989, après les visites du ministre chinois des Affaires étrangères (1er décembre 1988) et de son homologue soviétique (1er février 1989). Surtout, les deux pays signent l'accord du 16 mai 1991 sur le tracé de la frontière commune. On peut ajouter que la Chine se rapproche de l'Égypte, après la dénonciation par Sadate en 1976 du traité d'amitié et de coopération qui liait le pays à l'Union soviétique. Elle adopte un « profil bas » en Amérique latine, et la tension persiste avec Cuba. Dans les années 80, la Chine revient à une politique de non-alignement dans le Tiers Monde.

Chapitre 31. UNE VIGOUREUSE CONTRE-OFFENSIVE OCCIDENTALE SE DÉVELOPPE AVEC LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE REAGAN (1979-1985)

Le raidissement a été amorcé par Carter et il prend, dans le camp occidental, une physionomie de « serrage des rangs » autour des États-Unis. Une nouvelle Guerre froide ?

□ Le raidissement amorcé par Carter

Carter renonce à obtenir du Sénat l'approbation des accords SALT II, conclus à Vienne en 1979 (voir plus haut). Plus grave, il faut répondre au déploiement par l'URSS, depuis 1977, sur son territoire et celui de ses alliés d'Europe orientale, des « euromissiles », des fusées « SS-20 », des engins mobiles à têtes nucléaires d'une portée de 5 000 km, capables d'anéantir en une seule frappe les forces de l'OTAN en Europe de l'Ouest. Fin 1977, les Russes commencent à déployer sur leur territoire leurs nouveaux missiles SS-20, engins balistiques mobiles « mirvés ». Dirigés vers l'Europe occidentale, ces missiles n'entrent pas dans les catégories visées par les SALT puisque leur portée est inférieure à 5 500 km. En 1979, l'OTAN prévoit l'installation de fusées *Pershing-II* et de missiles de croisière. Eu égard à leur portée, ces missiles n'entrent pas dans les catégories visées par les accords Salt I. Les Européens craignent le « découplage », c'est-à-dire la non-utilisation par les États-Unis de leurs forces stratégiques après cette attaque, ce qui est vraisemblablement la tactique de l'URSS. Le chancelier ouest-allemand, Helmut Schmidt (1918-2015), prononce un discours retentissant, le 28 octobre 1977, sommant les États-Unis de négocier un accord avec l'URSS sur les euromissiles, ou, à défaut, de déployer sur le territoire des alliés européens de l'Ouest des forces nucléaires équivalentes. À l'instigation de Carter, le Conseil de l'OTAN décide le 22 décembre 1979 de déployer entre 1983 et 1989, si les négociations que l'on souhaite ouvrir avec l'URSS (SALT III) échouent, 108 lanceurs *Pershing-2* en RFA et 464 missiles de croisière *Cruise* dans les autres pays européens. Débute la « crise des missiles », qui va occuper le devant de la scène au début des années 80. Après de longues tractations, l'URSS rompt les négociations à l'automne 1983, contraignant l'OTAN à procéder au déploiement. Mais les opinions publiques sont fort divisées, c'est en Allemagne de l'Ouest que le mouvement pacifiste prend le plus d'ampleur, débouchant parfois sur un neutralisme radical. Cette crise s'achève en décembre 1987 avec la signature du traité de désarmement nucléaire soviéto-américain, éliminant les euromissiles. Dans l'immédiat, Carter proclame l'embargo sur les céréales et les produits de haute technologie à destination de l'URSS (4-20 janvier 1980) ; la CEE lui emboîte le pas sans tarder et le boycott des Jeux olympiques de Moscou est décidé par certains pays européens (la RFA par exemple), avec les États-Unis (voir plus haut), le Japon, le Canada... En retour, les Jeux de Los Angeles sont boycottés à leur tour (1984) par l'URSS et ses alliés.

Le Zaïre a représenté un champ d'action spectaculaire pour l'utilisation de la France par les États-Unis comme d'une force subdélégée, à l'occasion des divers affrontements et invasions qui y ont eu lieu dans les années 1970. Mais la France a trouvé subtil et avantageux d'intervenir par nations déléguées interposées, le Maroc et des pays africains. Les deux intrusions de rebelles venus de l'extérieur dans la province zaïroise du Shaba (ex-Katanga) ont provoqué l'emploi de forces subrogées afin d'assurer la protection d'un État d'importance stratégique et incapable de se défendre lui-même. En 1977 des Katangais, venus de l'Angola voisin, pénètrent au Zaïre et s'approchent de la ville minière de Kolwezi ; la Belgique refusant d'intervenir directement, la France provoque l'intervention efficace du Maroc, appuyé par une puissante logistique française. Mais l'année suivante commence une seconde invasion, plus massive, qui prend Kolwezi, rapidement victime de massacres européens. Les États-Unis font intervenir la France et la Belgique, aidées par la logistique américaine : Français et Belges s'engagent pour le compte de Washington. Troisième intervention, sur le long terme : une force africaine internationale, formée de Marocains et de Sénégalais, assure la sécurité des frontières du Shaba, aidée par la logistique des États-Unis et le financement de l'Arabie saoudite.

□ Une politique étrangère musclée mais l'irangate sous Reagan

Carter a amorcé un « réveil », dont son successeur Reagan profite. Un nouveau syndrome de Munich s'empare des États-Unis de Reagan, qui proclament la dangerosité des relations internationales de la fin du siècle, avec un discours militant, musclé, dénonçant en l'URSS l'« empire du mal », formule qui devait rester célèbre. Reagan, qui avait des liens avec la très réactionnaire John Birch Society (cf. 4e partie) réussit presque à jouer les « hommes tranquilles », par rapport à l'image de Carter, fort brouillée dans les derniers mois de sa présidence. L'Administration Reagan rencontre trois types d'obstacles. Les obstacles politiques, ce sont le Congrès, les divergences de vues au sein de l'équipe : ainsi, le général Alexander Haig (1924-2010) démissionne de son poste de Secrétaire d'État le 25 juin 1982... Les obstacles économiques, ce sont la crise économique et les *lobbies*, comme celui des *farmers*, furieux de l'embargo. Enfin, les obstacles diplomatiques ne sont pas légers : beaucoup de gouvernements alliés et les mouvements pacifistes européens, par exemple les très puissants mouvements de Grande-Bretagne, d'Italie, de France et surtout de RFA où se forme une « chaîne humaine » de plus de 100 km de long les 22 et 23 octobre 1983. Les premières années 1980 voient se développer dans certains pays d'Europe occidentale, ainsi qu'aux États-Unis et au Japon, un puissant « mouvement de paix » (*Peace Movement* et *Friedensbewegung*) motivé, au moins dans un premier temps, par le refus du déploiement des euromissiles et débouchant chez certains sur un neutralisme radical, voire sur l'acceptation explicite de la perte de la liberté. En Allemagne le courant pacifiste a pris l'allure d'une véritable vague de fond.

En dépit de ces obstacles, Reagan a une présidence musclée. Les Américains ne se heurtent-ils pas depuis Carter à un véritable effort militaire soviétique, à une avancée des pions russes en Afrique, en Extrême-Orient, en Asie centrale, au Proche-Orient et jusqu'en Amérique latine ? Reagan augmente jusqu'en 1986 la part des dépenses militaires dans le budget, avec pour la première fois depuis 1969 la fabrication de nouvelles armes chimiques : c'est une accélération brutale de la course aux armements, dans le cadre global de choix ultra-libéraux, monétaristes, ceux de Milton Friedman (1912-2006) et de la « nouvelle économie », qui provoquent l'accroissement des inégalités sociales, une croisade contre le *Welfare State*, l'aggravation de l'endettement et du double déficit budgétaire et commercial. Néanmoins les États-Unis font des propositions de ralentissement de la course aux armements à l'URSS. D'une part, ils proposent l'« option zéro », c'est-à-dire le démantèlement des SS-4, 5 et 20 soviétiques en échange de l'abandon par l'OTAN de son programme de déploiement de *Pershing-2* et de missiles de croisière ; parallèlement, ils suggèrent une « promenade dans la forêt » (!) : en termes clairs la réduction mutuelle et non la renonciation totale. Mais ces propositions couinent avec toute une rhétorique dure contre l'URSS, qui rappelle les années 50, toutefois l'embargo sur les céréales est levé devant les pressions des *farmers*. Il y a donc un décalage certain entre le discours et la réalité !

Les États-Unis procèdent au déploiement des euromissiles à partir de novembre 1983 et lancent l'IDS (Initiative de Défense stratégique, *SDI* en anglais). Cette dernière est annoncée le 23 mars 1983 : un système anti-missiles — envisagé dans les deux camps dès les années 1960 — serait une protection contre les missiles intercontinentaux soviétiques, ce qui est surnommé la « guerre des étoiles », en référence au film à succès de Georges Lucas, *Star Wars*, sorti sur les écrans américains en 1977. Plus fort que les ABM limités depuis 1972 (cf. 6e partie) ! Il s'agit d'édifier un « bouclier » spatial contre l'armement nucléaire de l'ennemi grâce à un réseau de canons lasers placés sur orbite, un projet digne des « méchants mégalomanes » contre lesquels lutte habituellement James Bond ! L'IDS a été inspirée par des groupes ultra-conservateurs américains qui imaginent depuis 1973 une sorte de « ligne Maginot » nucléaire. Elle libérerait les États-Unis de la peur du nucléaire et peut-être affranchirait l'humanité du risque atomique. L'idée est de créer un système défensif qui devrait à l'horizon 2000 rendre obsolètes les armes offensives nucléaires en les interceptant et en les détruisant avant qu'elles n'atteignent le sol des États-Unis. Elle suscite des réticences au sein d'un Congrès majoritairement démocrate, soulignant l'ampleur et le coût prohibitif du programme, entièrement à mettre sur pied, et s'interrogeant sur la fiabilité du système. De plus, c'est une violation des accords SALT-I et une remise en question du principe de la dissuasion mutuelle ; et la garantie nucléaire américaine ne jouerait plus en faveur de l'Europe... Cette mentalité conservatrice de « forteresse Amérique » va coûter quelques 30 milliards de dollars sur quinze ans... Les dirigeants de l'Union soviétique (les successeurs de Brejnev, Iouri Andropov, 1982-1984 puis Constantin Tchernenko, 1984-1985) réclament à plusieurs reprises la renonciation

des États-Unis à l'IDS, en même temps qu'une reprise des négociations sur le désarmement. Les négociations de Genève sont rompues, en plusieurs étapes, par l'URSS, car la position américaine dans la négociation est trop renforcée par l'IDS, d'une double façon : la remise en question de la dissuasion d'une part, et, d'autre part, le projet de « guerre des étoiles » est d'abord un programme de recherches portant sur la faisabilité de l'opération. L'IDS va avoir de nombreuses retombées technologiques, en conséquence, l'URSS est acculée à une nouvelle course aux armements. Reagan annonce en 1986 le dépassement du plafond de SALT-II : en somme, les États-Unis font savoir qu'ils ne s'estiment plus tenus par les accords. D'autant plus qu'avec les accords SALT II, on a touché les limites de l'*arms control*, incapable de suivre les progrès technologiques et d'aboutir à un véritable désarmement.

La présidence musclée consiste aussi en un certain nombre d'interventions extérieures, en Amérique latine et au Moyen-Orient. Les États-Unis interviennent à La Grenade en octobre-novembre 1983 contre un coup d'État « marxiste » soutenu dans cette minuscule île des Antilles par Castro. Au Nicaragua, le régime sandiniste de Daniel Ortega est soutenu par Cubains et Soviétiques. L'Administration Reagan arme ouvertement les adversaires du régime, les *contras*, leur fournit un appui logistique, entraîne des troupes dans le Honduras voisin, par l'intermédiaire de la CIA : un nouveau *big stick* ? Mais les États-Unis offrent aussi leur aide au Honduras et au Salvador « menacés » ; ils lancent au début de 1982 la CBI (Initiative pour le Bassin caraïbe), visant à promouvoir ou à renforcer le capitalisme dans la région par une aide économique, une sorte de plan Marshall. Au Moyen-Orient, il n'y a aucun résultat tangible pour la présence des Marines à Beyrouth entre septembre 1982 (après l'évacuation de Beyrouth par les Syriens) et février 1984.

Surtout les États-Unis mènent un violent raid contre la Libye en avril 1986. La politique libyenne d'encouragement à tous les mouvements révolutionnaires dans le monde (*cf.* 6e partie) s'est développée : le régime de Tripoli exerce une influence déstabilisatrice au Maroc (soutien au front Polisario, en lutte contre le gouvernement de Rabat), aux Philippines (soutien des Musulmans du Front Moro), en Ouganda et au Tchad (1979-1983, *cf.* 6e partie), en Haute-Volta (1983) et même en Ulster (soutien à l'IRA). Kadhafi entre en conflit avec le Soudan, l'Égypte (1973-1976) et la Tunisie (1980), tout en resserrant ses liens avec l'URSS et avec l'OLP, pour lesquels la Libye reste un partenaire « imprévisible », en raison de ses options révolutionnaires, à géométrie variable !

Le **Sahara occidental**, colonie espagnole depuis 1884, avait été proclamé « province espagnole d'Afrique » en 1958. Revendiqué à la fois par le Maroc et la Mauritanie au moment de leurs indépendances (1956 et 1960), il donne naissance à des mouvements de libération contre l'Espagne, qui, en 1974, accorde tardivement un statut d'autonomie interne. Le 10 mai 1973, le Front Polisario avait été créé et il revendiquait l'indépendance totale. Il se rapproche de l'Algérie.

Hassan II monte en novembre 1975 une opération pacifique d'occupation partielle dite « marche verte », à laquelle l'Espagne du franquisme agonisant ne peut guère répliquer. Par un accord tripartite signé à Madrid le 14 novembre 1975, après la mort de Franco, l'Espagne abandonne sa colonie au Maroc et à la Mauritanie, en partageant le territoire et en déniaut au peuple sahraoui tout droit à l'autodétermination, en dépit des résolutions de l'ONU.

Le Front Polisario refuse l'accord et lutte contre la Mauritanie (jusqu'à l'accord de paix de 1979, dans lequel la Mauritanie renonce à toute annexion) et le Maroc, qui a occupé la quasi-totalité du territoire en 1975. Le conflit prend une dimension internationale (aide accrue de l'Algérie, reconnaissance du régime proclamé par le Front par divers États africains, intervention ponctuelle de la France et des États-Unis aux côtés du Maroc...) et l'ONU décide d'organiser un référendum, que le Maroc a réussi à repousser jusqu'à ce jour, profitant de sa réconciliation temporaire avec l'Algérie (1988). L'OUA a soutenu les Saharaouis.

Conséquence (ou cause ?) de cette politique extérieure musclée, ces années voient la résorption définitive du syndrome vietnamien : l'Amérique se veut « rachetée », « lavée », les « vétérans » (*Vets*) étant acceptés et justifiés. Typique est le triomphe de la série des *Rambo*, aux antipodes du film *Voyage au bout de l'enfer*, de 1978 lui.

Rambo présente l'image d'une **Amérique patriote et dominatrice** ; il remporte un triomphe international, avec par exemple 350 000 entrées la première journée en France pour *Rambo II*, battant le record de *L'As des As* ! Le gros succès est surtout ce *Rambo II* (1985), comme celui de *Rocky* (le boxeur). Signalons aussi le succès, en 1987, de *Platoon*, et des deux séries télévision *Vietnam War Story* et *Tour of Duty*.

Le signe annonciateur de ce retour en force de l'Amérique patriote et dominatrice avait été le succès de *Retour vers l'Enfer* (1983) : le thème est la libération des prisonniers américains restés au Vietnam. Il faut remonter jusqu'en 1968, avec le film de John Wayne *Les Bérets verts*, pour retrouver un film qui affirme avec autant d'esprit partisan la légitimité du combat américain au Vietnam. Sylvester Stallone, le rôle principal, n'a, comme John Wayne en 1968, aucun doute sur l'urgence et la nécessité de son combat contre les forces perverses ! L'image d'un soldat américain fort et intransigeant soulage d'une pesante culpabilité, celle du temps du syndrome.

Mais éclate le scandale de l'*Irangate* (ou *Contragate*), de 1985 à 1987. Une série d'initiatives secrètes ont été conduites à partir de 1985 au sein de l'administration par le *National Security Council* (NSC), motivées par le double désir de libérer les otages américains et de contourner l'interdiction faite par le Congrès de soutenir les forces rebelles ou *Contras* au Nicaragua, qui combattent le gouvernement sandiniste. La vente d'armes à l'Iran, contraire à un embargo promulgué par les Américains, permet de financer... l'aide aux rebelles du Nicaragua. Les otages américains en Iran (voir plus haut) ont été libérés pour l'Inauguration de Reagan et les armes livrées à partir de février 1986, le Congrès n'étant pas informé. Le scandale renouvelle aux États-Unis le débat sur les questions du secret et des rapports entre l'exécutif et le législatif en matière de politique étrangère. Brutalement, c'est l'effondrement du

personnage de Ronald Reagan, le désenchantement : un président républicain est-il condamné à être un « tricheur » comme Nixon (*cf.* 6e partie), Reagan n'est-il que l'acteur de série B — qu'il avait réellement été autrefois — condamné à multiplier les prises ? Pire, on apprendra plus tard (1991) l'existence de tractations entre le *candidat* Reagan et les Iraniens pour la libération des otages ! Une conséquence inattendue est d'ailleurs le regain de popularité de Nixon, en 1986 ! Trichons, mais avec habileté et panache ! Le Congrès manifeste son droit de contrôle de l'exécutif, voire de punition, il diminue à partir de 1986 le budget de la Défense, ce qui entraîne la démission le 6 novembre 1987 du Secrétaire à la Défense, Caspar Weinberger (1917-2006), un des derniers fidèles de Reagan. Toutefois, ce dernier obtient un ultime succès, de conciliation, avec Gorbatchév le 8 décembre 1987 : l'accord sur le démantèlement des missiles intermédiaires (FNI) en Europe. Car l'accélération brutale de la course aux armements a obligé les dirigeants soviétiques à reconnaître qu'ils n'avaient plus les moyens de leur expansionnisme et à opérer un virage à 180° en direction de la détente : c'est, au fond, une victoire « finale » de Reagan. Il faut d'ailleurs ajouter le traité de libre-échange avec le Canada (3 octobre 1987, entrée en vigueur le 1er janvier 1989).

Chapitre 32. L'UNIFICATION EUROPÉENNE DU MILIEU DES ANNÉES 1970' AU MILIEU DES ANNÉES 1980'

Une croissance rapide, la convergence mentale (en général) et quelques crises avaient marqué l'histoire de la CEE jusqu'en 1973, année de la Crise mondiale et du début du fonctionnement d'une Communauté à neuf. La CEE était fille des Trente Glorieuses, la Crise la prend au dépourvu. Les conditions changent en effet : crise, dérèglement du SMI, etc., qui entraînent des divergences graves, menaçant la construction européenne.

□ Les difficultés économiques et monétaires

Lourdes sont les difficultés à mettre en place une politique énergétique commune. Faute de l'avoir préalablement mise en place, les États membres doivent faire face en ordre dispersé au premier choc pétrolier. De plus, la France refuse de participer à l'Agence internationale de l'Énergie, créée en février 1974 à la conférence de Washington. La Commission propose seulement en mai 1974 un programme commun global, et le Conseil des Ministres ne définit des objectifs précis que lors du deuxième choc pétrolier (1979). La compétence de la Communauté en matière de pêche est inscrite dans le traité de Rome. Mais la mise en place d'une politique commune au sein de la CEE n'est pas immédiate. C'est à la suite du constat de raréfaction d'un certain nombre d'espèces de poissons (harengs, maquereaux et thons) que les pays de la CEE s'accordent d'abord à réserver pour leurs pêcheurs nationaux une zone côtière d'exclusivité (de 6 milles de large) puis édictent le principe d'égalité dans la pêche pour tous les pêcheurs de tous les états membres dans les eaux territoriales de chacun (1970). Dans les années 1970 la zone d'exclusivité est étendue à 200 milles, pour répondre à l'extension pratiquée par de nombreux pays extra-européens. Le 25 janvier 1983, après plusieurs années de négociation, une véritable politique commune de pêche est définie : conservation communautaire des ressources, modernisation des structures, organisation commune des marchés et accords de pêche avec des pays tiers. On devine qu'une politique globale pour lutter contre la crise est encore plus difficile à installer. Elle n'apparaît qu'à la suite de la prise de conscience de la priorité à donner à la lutte contre l'inflation. En 1980 paraît le « rapport Delors », *Conceptions économiques et sociales dans la Communauté*, élaboré par un groupe d'experts dirigé par Jacques Delors, président de la Commission économique et monétaire du Parlement européen. Ses buts sont une politique plus égalitaire des revenus et des patrimoines, la priorité au plein emploi et la démocratisation de la vie économique. Quelques actions concrètes sont le fait de la CEE face à la crise : l'aide à des secteurs en crise (par exemple la sidérurgie), la solution à des conflits entre membres (surtout en matière d'agriculture), et l'achèvement des Négociations commerciales multilatérales (NCM), négociations commencées en 1974 dans le cadre du GATT pour réduire les droits de douane : la CEE en signe à Genève le 12 avril 1979 l'acte final (réduction des droits d'un tiers

en huit ans). On peut ajouter que la CEE fait respecter la réglementation communautaire et mène des négociations avec le Japon.

L'échec du « serpent » monétaire (*cf.* 6e partie) est patent entre 1976 et 1978. Les causes sont simples : des inflations très différentes et les aventures du franc français qui, rentré dans le Serpent sans changement de parité le 10 juillet 1975, se trouve de nouveau contraint d'en sortir le 15 mars 1976, en conséquence du plan Chirac de lutte contre l'inflation. Il ne subsiste plus qu'un mini-serpent, réduit à quelques monnaies et dominé par le Deutsche Mark, mais il fonctionne mal : des réajustements de parité sont à plusieurs reprises nécessaires. Deux conséquences surtout : la multiplication des « montants compensatoires monétaires » (MCM), qui rendent difficile le fonctionnement de la PAC et l'impossibilité de reprendre la construction de l'Union économique et monétaire (UEM). Le projet franco-allemand (Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt) de SME est exposé au Conseil européen de Copenhague (avril 1978) et il doit fonctionner le 1er janvier 1979 (en fait le 13 mars 1979). Le Système doit respecter des marges de fluctuation (toujours de plus ou moins 2,25 %) ; il comporte un mécanisme de soutien communautaire pour les monnaies en difficulté grâce au renforcement du FECOM (Fonds de Coopération monétaire) qui avait été créé en avril 1973. Enfin, pour le SME est créé une unité de compte à usages multiples : l'*European Currency Unit* (ECU), à la place des « unités de compte ». Les modalités concrètes sont assez précises. La valeur de l'ECU sera calculée quotidiennement en additionnant les monnaies des pays membres affectées d'un coefficient de pondération qui tient compte à la fois de l'importance relative du PNB et du commerce extérieur de chacun des États membres. Une exception temporaire est prévue pour la marge de fluctuation de la Lire : plus ou moins 6 %. Enfin, des mesures financières sont obligatoires pour les membres de la CEE quand on s'approche des trois quarts de la marge de fluctuation (1,70 %). Les difficultés de mise en place ne sont pas minces et elles sont lourdes de conséquences à long terme, au moins pour l'une d'entre elles. La Grande-Bretagne refuse de participer au SME et un différend franco-allemand retarde la mise en œuvre du SME : la RFA refuse la suppression des « montants compensatoires ». Le compromis de Bruxelles de mars 1979 prévoit la suppression à terme et l'augmentation des prix agricoles communs. Le SME commence à fonctionner en mars 1979, avec des difficultés : il s'avère nécessaire de pratiquer périodiquement des réajustements, surtout entre 1981 et 1983.

□ Les difficultés politiques

La construction européenne est en crise en 1973 et 1974. L'adhésion britannique est remise en cause. D'une part la Grande-Bretagne a adhéré trop tard, quelques mois avant le déclenchement de la crise mondiale, d'autre part, la CEE avait promis un « fonds régional » dont elle serait la principale bénéficiaire, avec l'Italie, mais la Communauté ne réussit pas à le créer. En fonction de quoi, la Grande-Bretagne juge trop élevée sa contribution financière, due

au fait que la Grande-Bretagne garde beaucoup de relations commerciales avec des pays tiers. De surcroît, les élections de 1974 voient la victoire travailliste. Le Labour avait promis une renégociation de l'adhésion britannique sur trois points, la PAC, la contribution financière et les relations commerciales avec le *Commonwealth*. Ne reculant pas devant le chantage, le ministre britannique des Affaires étrangères, James Callaghan (1912-2005), annonce à ses partenaires, le 1er avril 1974, à Luxembourg, la décision de son gouvernement de renégocier le traité de 1972. Et il les menace d'un retrait britannique du Marché commun s'il n'obtient pas satisfaction. En conséquence, l'Europe est désenchantée. La Communauté est remise en cause et la tentation du « chacun pour soi » devient forte dans tous les pays. Cette tentation de repli est d'autant plus inquiétante que la Communauté européenne n'est plus portée par un courant populaire. L'Europe est devenue celle des pragmatiques, des gestionnaires, des banquiers, des commerçants et des technocrates. L'enthousiasme des pionniers s'est éteint, l'art des « Eurocrates » est étranger aux citoyens et la PAC est ébranlée par la chute du pouvoir d'achat des agriculteurs. Devant les risques de désintégration, la Commission demande en 1974 aux gouvernements de prendre des mesures concrètes en vue de maintenir la solidarité.

Il y a une nouvelle « relance » européenne au milieu des années 1970, à l'ère de Giscard d'Estaing et Schmidt, deux anciens ministres des Finances, européens convaincus. Il faut dire que la stabilisation temporaire du prix du pétrole offre une condition favorable. Le sommet de Paris (9-10 décembre 1974) donne satisfaction à la Grande-Bretagne sur la contribution, relance la politique régionale, en créant le Fonds européen de Développement régional (FEDER) ; la France ne s'oppose plus à l'élection au suffrage universel du Parlement européen ; les Neuf institutionnalisent les réunions au sommet, tenues depuis 1969, qui auront lieu désormais trois fois par an, sous le nom de Conseils européens. Le sommet de Paris décide de mettre en œuvre une politique internationale commune et charge le premier ministre belge, Leo Tindemans (1922-2014), d'établir un rapport en vue du passage avant 1980 à une « Union européenne ». Le Conseil européen de Dublin (10-11 mars 1975) admet qu'un pays puisse demander des compensations financières s'il se trouve dans une « situation inacceptable ». Dans ce cas la Communauté rembourse le trop-perçu. En outre, la Grande-Bretagne — car c'est bien d'elle qu'il s'agit — obtient que le Fonds européen de Développement régional secoure les « pays noirs » les plus durement touchés par la crise. Enfin le Conseil accepte le principe d'une révision des modalités de la PAC. Le rapport Tindemans (7 janvier 1976) confirme les objectifs du sommet de Paris, y ajoute le renforcement du système monétaire, des pouvoirs des institutions communautaires (notamment le Parlement) et une action commune quant à l'environnement. Le rapport envisage une « Europe à deux vitesses », pour tenir compte des difficultés économiques de certains pays et de leur impossibilité à progresser aussi rapidement que les autres dans la voie de l'intégration. Les résultats concrets sont maigres : le traité du 21 juillet 1975 sur l'élargissement des compétences du Parlement européen en matière de contrôle des dépenses communautaires, l'équivalence des diplômes de médecin dans la

Communauté (fin 1975) et de nombreux textes en matière de normes techniques et de sécurité. La « renégociation » s'achève : la contribution britannique est réduite, le FEDER favorise la Grande-Bretagne et l'Italie, le Conseil européen de Dublin (mars 1975) mettant un point final. Un référendum britannique sur le *maintien* dans la CEE a lieu le 5 juin 1975. Il avait été promis par le premier ministre Harold Wilson et il obtient 67,2 % de oui. Mais subsistent de nombreux problèmes. Le premier est l'hostilité de la Grande-Bretagne à la PAC, qui absorbe la plus grande partie du budget pour soutenir des prix artificiellement élevés, donc injustes pour les consommateurs, et encourage l'accumulation d'excédents agro-alimentaires (on dit souvent alors que « l'Europe verte est malade de ses excédents »). Le second est la remise en cause permanente par le Royaume-Uni de sa contribution : ne paye-t-il pas plus qu'il ne reçoit du budget européen ? Margaret Thatcher, à peine arrivée au pouvoir en 1979, rouvre le dossier — au sommet des chefs d'État et de gouvernements des neuf pays de la Communauté européenne à Dublin le 30 novembre 1979 — en martelant avec vigueur une formule médiatique et vaguement populiste : *I want my money back !* Cette attitude est lourde de conséquences : en introduisant la notion de « juste retour », elle met à mal le principe de la solidarité financière et tend à faire évoluer le Marché commun vers une zone de libre-échange. Régression !

□ L'élection du Parlement européen au suffrage universel

L'élection du Parlement européen au suffrage universel avait été prévue par le traité de Rome, mais l'application en avait été différée par de Gaulle en 1960. Remédier à cette lacune sera le seul progrès significatif dans la construction politique européenne sur plusieurs années. C'est un progrès vers la démocratisation des institutions communautaires, dont le fonctionnement était jugé trop technocratique et il peut donner un élan populaire à la Communauté. Cependant se pose tout de suite les problèmes de la répartition des sièges (le traité de Rome avantageait les petits pays), du mode de scrutin, uniforme d'après le traité, mais les traditions nationales sont contradictoires et l'uniformité s'avère impossible. L'accord du 20 septembre 1976 conclut que les membres de l'Assemblée européenne seront élus au suffrage universel direct pour une période de cinq ans, chaque pays étant libre d'adopter le mode de scrutin de son choix. Il répartit les sièges à la future assemblée, l'année des élections est fixée à 1978, la date de la consultation électorale est étendue à une période de quatre jours, pour respecter les traditions nationales et, sagement, les Neuf décident de soumettre l'accord à l'approbation des parlements nationaux. Les ratifications sont très faciles dans six cas, difficiles dans les trois autres. D'abord le Danemark refuse de s'engager sur la date. Surtout, en Grande-Bretagne se manifeste l'opposition de la gauche du *Labour*, qui entraîne le Congrès travailliste de septembre 1976 à repousser l'application de l'accord. La ratification (16 février 1977) se fait seulement en troisième lecture et avec une majorité... d'abstentions. Le Royaume-Uni refuse de s'engager sur la date et refuse d'adopter le scrutin proportionnel comme les autres pays

membres. Enfin, en France, la question réveille de vieilles passions qui divisent aussi bien l'opposition de gauche que la majorité. Le PC est résolument hostile (à l'inverse du PS), le RPR divisé (on y glisse vers l'intégration, mais le parti ne veut pas de proportionnelle). Cependant, la majorité des citoyens est favorable et le Conseil constitutionnel déclare le projet conforme à la Constitution. La ratification intervient le 16 juin 1977, avec recours à l'article 49-3 (gouvernement Barre).

Les deux premières « élections européennes » (1979 et 1984). Les élections avaient été prévues en 1978, elles ont été repoussées d'un an à la demande du gouvernement britannique. La période électorale s'étale du 7 au 10 juin 1979. La participation est très faible en Grande-Bretagne, forte partout ailleurs. Les résultats politiques ont surtout une signification intérieure (par exemple : en RFA, ce qui a compté, c'est la victoire de la CDU-CSU, qui l'a emporté sur la coalition gouvernementale SPD-FDP), mais sont élus des personnages politiques qui devaient ensuite jouer un rôle important (Chirac, Mitterrand, Simone Veil, Willy Brandt, Enrico Berlinguer...) et se dessine une orientation de centre-droit, les socialistes étant moins nombreux qu'auparavant.

Cela est paradoxal car c'est après 1976 que l'**Internationale socialiste** connaît un réel renouveau avec l'élection à sa tête de Willy Brandt, marquant la volonté d'accroître son prestige et symbolisant une politique de détente vis-à-vis du monde communiste. Mais, ceci pouvant expliquer cela, Brandt transforme l'Internationale, taxée d'eurocentrisme depuis les origines, en une organisation véritablement mondiale : en 1978 elle réunit à Vancouver (Canada) son premier congrès hors d'Europe.

Simone Veil est élue présidente le 17 juillet 1979. Aux élections de 1984 (11-17 juin), la participation est plus faible ; les parlementaires sont définitivement regroupés selon leurs tendances politiques, mais les seuls véritables groupes transnationaux sont le groupe socialiste, le groupe démocrate-chrétien et le groupe libéral et démocratique ; les autres groupes conservent un caractère national marqué (par exemple : les « démocrates européens » sont presque entièrement des conservateurs britanniques, les « démocrates européens de progrès » des RPR, etc.). Il y a renforcement du groupe « arc-en-ciel » (écologistes, régionalistes, alternatifs, pacifistes) avec 20 sièges et apparition des « Droites européennes » avec 16 sièges.

□ Le problème agro-budgétaire (1980-1984)

C'est le souci majeur de la Communauté entre 1980 et 1984, à cause du coût élevé de la PAC, de la remise en cause par les Britanniques de leur contribution financière, qu'ils jugent trop élevée et des rapports difficiles entre Parlement et autres instances communautaires dans l'établissement du budget. Une première crise se produit en 1980. Le budget est adopté tard ; surtout, le problème britannique se pose dans toute son ampleur. La

« dame de fer » est au pouvoir depuis 1979 ; la contribution britannique devrait atteindre 21 % du budget, alors que son PNB représente 16 % de la CEE (France : 19 % et 24 % !) ; en raison du petit nombre de ses agriculteurs, le Royaume-Uni ne recevra qu'une faible part des dépenses européennes. Margaret Thatcher (1925-2013) exige donc un « juste retour ». Mais, lui objecte-t-on, la part britannique dans les recettes s'explique par l'importance de ses achats hors de la CEE (le quart des achats de la CEE hors de la Communauté !). Les Britanniques, pour faire pression, bloquent toute décision sur les prix agricoles ; on aboutit au compromis du 30 mai 1980 qui diminue la contribution britannique et accorde les membres sur les prix agricoles. Évidente est la menace pour l'avenir : les principes de solidarité financière et de préférence communautaire ont été mis en échec, le problème de la contribution financière britannique n'est pas réglé pour le long terme.

Une deuxième crise se produit en 1983-1984. Les dépenses de la PAC augmentent, cela provoque une ponction de plus en plus importante sur la part communautaire des TVA (1 % maximum, le maximum étant atteint pour la première fois en 1983). Or la Grande-Bretagne et la RFA refusent toute augmentation des « ressources propres » de la Communauté, tandis que la France s'oppose à une remise en cause de la PAC. Une solution n'est trouvée qu'en juin 1984 (au Conseil européen de Fontainebleau) : le taux des recettes de TVA versées par chaque État membre à la Communauté est porté à 1,4 %, les Montants compensatoires monétaires (MCM) positifs allemands sont démantelés au 1er janvier 1985, mais une diminution de la TVA est consentie pour les agriculteurs allemands, enfin le Royaume-Uni reçoit des compensations financières. Après une crise de cinq ans, M.Thatcher obtient gain de cause.

□ La politique d'ouverture de la CEE

La Communauté a pratiqué une politique de large ouverture, contribuant ainsi à l'établissement d'un nouvel ordre économique mondial. Malheureusement, la Guerre fraîche a porté un coup d'arrêt aux ambitions diplomatiques des Européens. Les réponses de la Coopération politique européenne (CPE) à l'invasion soviétique de l'Afghanistan (1979) et l'instauration de la loi martiale en Pologne (1981) sont symboliques. La CPE est marginalisée dans le débat stratégique sur le déploiement des missiles *Pershing* américains en Europe de l'Ouest en réplique aux SS20 soviétiques. La Grande-Bretagne gère la crise des Malouines (1982, voir plus loin) sans l'avis de ses partenaires, la France intervient seule dans la « Françafrique ». Conformément aux accords de libre-échange conclus, en juillet 1972, entre la CEE et les sept États restant dans l'AELE après le départ du Royaume-Uni, du Danemark et de l'Irlande (Autriche, Finlande, Islande, Norvège, Portugal, Suède et Suisse), la dernière réduction des droits à l'importation entre CEE et AELE a lieu le 1er juillet 1977. On a donc, à partir de cette date, libre circulation en franchise de tous les produits industriels entre les deux zones.

Les échanges devenant massifs, cela entraîne la création de l'Espace économique européen (EEE) en 1984.

La CEE continue sa politique avec les « États associés » du Tiers Monde. La convention de Lomé I (28 janvier 1975) remplace la deuxième convention de Yaoundé (1969), arrivée à expiration et tient compte de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun. Elle concerne 46 pays dits « ACP » (Afrique, Caraïbes, Pacifique), sept autres s'y ajoutant plus tard. Elle entre en vigueur le 1er avril 1976 et prévoit le libre accès au Marché commun pour toutes les exportations agricoles et industrielles (contre l'octroi de la clause de la nation la plus favorisée aux pays du Marché commun), la stabilité des recettes d'exportation pour douze produits importants, essentiellement agricoles, grâce au système STABEX. Des institutions communes CEE-ACP sont créées, Conseil des ministres, comité des ambassadeurs et assemblée consultative. La convention de Lomé II (31 octobre 1979) concerne 62 pays « ACP », soit nettement plus que les signataires de Lomé I. Entrée en vigueur le 1er janvier 1980, elle améliore la coopération commerciale par des concessions pour quelques exportations présentant un intérêt particulier pour certains pays associés et en créant un système d'aide aux produits miniers (SYSMIN). La convention de Lomé III (8 décembre 1984) bénéficie à 66 pays « ACP », représentant 410 millions d'habitants et entre en vigueur le 1er mai 1985. Elle finance des programmes, par exemple de lutte contre la sécheresse. La convention de Lomé IV (1989), entrée en vigueur le 1er mars 1990, concerne 69 pays « ACP », améliore le STABEX ainsi que le SYSMIN et augmente l'aide européenne. Bilan des conventions de Lomé : leur fonctionnement technique a été satisfaisant, les moyens financiers ont été insuffisants, l'accroissement des exportations des ACP a été inférieure à celle des « pays tiers » et la balance des paiements courants (balance du commerce comptabilisant les mouvements de marchandises et de capitaux, sans les invisibles) des pays ACP est toujours déficitaire.

La CEE coopère avec les autres Pays en voie de Développement (PVD). L'accord de 1980 avec l'Association des Nations du Sud-Est asiatique (*ASEAN*, cf. 3^e partie) prévoit l'octroi mutuel de la clause de la nation la plus favorisée et d'autres mesures ; l'accord de 1983 avec les pays du Pacte andin (Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou et Venezuela) a le même contenu ; la CEE participe aux différentes conférences Nord-Sud ayant pour objectif de favoriser la coopération entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement. La CEE coopère avec les pays tiers méditerranéens (PTM) : l'enjeu commercial est important, les PTM occupent la troisième ou la quatrième place parmi les partenaires commerciaux, il y a nécessité de rééquilibrer géographiquement la Communauté à partir de 1972. Une série d'accords voient le jour, des accords dits d'association, en vue d'une adhésion ultérieure (cela avait été le cas de la Grèce dès 1961, de la Turquie dès 1963), et des accords commerciaux avec le Maroc (1969), la Yougoslavie (1970), Chypre et l'Égypte (1972), etc. Cette coopération se développe dans le cadre de la « Politique méditerranéenne globale » proposée en 1972 par la

Commission, politique d'accords (par exemple avec les pays du *Machrek* en 1977), de libre accès au Marché commun pour les produits industriels des partenaires de la CEE. Mais les résultats pratiques ont été faibles...

Il s'agit de **Chypre** avant l'attaque turque du Nord (1974, qui coupe l'île et sa capitale, Nicosie, en deux par la ligne *Attila (sic)*. Des heurts intercommunautaires avaient éclaté fin 1963 et en 1964, provoquant l'intervention de l'ONU (force de paix, « ligne verte », etc.). Makarios, dont le non-alignement suscite la méfiance de Washington, est chassé de Nicosie, le 15 juillet 1974, par un putsch téléguidé par la junte des colonels d'Athènes.

Le 20, les Turcs débarquent dans l'île et s'emparent de 5 % du territoire. Des négociations s'engagent à Genève : la Turquie exige deux états confédérés, l'état turc ayant un tiers du territoire ! Du 14 au 16 août 1974, elle envahit... 37 % de l'île, puis expulse les Grecs du Nord, où elle regroupe les Chypriotes turcs vivant au Sud et installe des dizaines de milliers d'Anatoliens.

Les forces de l'ONU se déploient le long d'une nouvelle ligne de démarcation. En 1983 est proclamée au Nord l'indépendance d'une République turque de Chypre du Nord, qui ne sera reconnue que par la seule Turquie ! Cet état, aux ressources très faibles, ne survit que grâce aux subsides de la Turquie et aux revenus venus du travail dans la partie grecque, devenue riche (plus que la Grèce...), associée à la CEE (1972, donc avant l'intervention militaire turque) puis (2002) membre de l'Union européenne.

Après l'élargissement de 6 à 9 en 1972, la Communauté reçoit trois nouvelles candidatures. Ce sont celles de trois États méridionaux ayant accédé à la démocratie après une période de dictature plus ou moins longue. La Grèce et le Portugal avaient eu des accords avec la CEE (en 1961 et en 1976) ; l'Espagne avait vu son accord de 1970 non renouvelé en 1976. La Grèce est la première à poser sa candidature (en 1975) ; l'Espagne et le Portugal la posent en 1977. Des raisons politiques poussent à accepter ces candidatures : la démocratie est consubstantielle de l'Europe, il faut rééquilibrer la Communauté vers le Sud. Mais des problèmes économiques se posent. L'économie de ces trois pays est moins développée que la moyenne de la CEE, d'où des difficultés d'intégration. Il y a menace de concurrence pour les agricultures méditerranéenne française et italienne et pour celles des PTM (voir plus haut) et menace de concurrence pour certaines industries déjà en crise (la sidérurgie, la construction navale, etc.). Les négociations sont donc difficiles. Pour la Grèce elles prennent trois ans, jusqu'à l'adhésion, avec effet au 1er janvier 1981, une période de transition de cinq ans (sept pour certains produits) étant prévue. C'est plus difficile pour l'Espagne et le Portugal, par suite de nombreuses réticences, notamment de la part de la France et... de la Grèce. Les traités d'adhésion ne sont signés que le 12 juin 1985 (avec effet au 1er janvier 1986) et une période transitoire aussi, de sept ans. On se demande si cet élargissement ne va pas donner une nouvelle relance ou ouvrir la voie à une possible relance politique, il y a difficulté de la politique méditerranéenne, le sort des PTM en particulier, et des difficultés commerciales avec les États-Unis, inquiets pour leurs exportations de céréales vers l'Espagne.

Chapitre 33. LE MOYEN ORIENT, DES LENDEMAINS DE LA GUERRE DU KIPPOUR À L'INTERVENTION ÉTRANGÈRE AU LIBAN

Les grandes puissances jouent toujours un rôle actif au Moyen-Orient, *cf.* la médiation américaine dans la paix de camp David de 1978 et dans la paix israélo-libanaise de 1983, l'influence soviétique croissante au Yémen du Sud, en Éthiopie et en Syrie. Cependant, à partir de 1979, de nouvelles tensions vont apparaître.

□ Les accords de Camp David (1978)

En avril 1975, éclate au Liban une véritable guerre civile entre les communautés. Des combats (c'est un enchaînement de provocations mutuelles) éclatent entre les Palestiniens et les Phalangistes (extrémistes chrétiens). Comme en Jordanie (autre état artificiel) avant 1970, les Palestiniens ont implanté au Sud du Liban un véritable « sanctuaire », à partir duquel, aux lendemains des défaites de 1967 et de 1973, ils ont déployé de meurtrières opérations terroristes en territoire israélien et bombardé des villages du Nord d'Israël (la Galilée). On a vu (*cf.* 6e partie) le roi de Jordanie chasser de son pays des Palestiniens et l'OLP. Ces derniers s'installent dans le sud du Liban et renforcent numériquement les Arabes musulmans du Liban. L'OLP mène des incursions en territoire israélien. Le président Soleimane Frangié (1910-1992) risque d'être déstabilisé, il choisit en 1976 de faire appel aux Syriens.

En Syrie, des intellectuels ont développé depuis les débuts du mandat français le mythe de la « Grande Syrie » englobant tous les territoires situés à l'Ouest de l'Irak et au Nord de l'Arabie. La Syrie, délimitée par la France et la Grande-Bretagne, ne s'est jamais résignée à la création du mandat SDN du Liban et surtout du « Grand Liban » (incluant la plaine de la Bekaa, Tyr et Sidon), à qui l'indépendance avait été promise en 1936. La Syrie intervient indirectement en 1975-1976, en soutenant d'abord les Palestiniens puis les chrétiens maronites : la Syrie accepte un spectaculaire retournement en 1976. Elle intervient militairement (en juin 1976) pour « rétablir l'équilibre et la paix » (c'est sa première intervention militaire, sous couvert d'une Force arabe de Dissuasion) ; elle aide les chrétiens de Beyrouth à écraser les Palestiniens de la ville et de sa région ; elle favorise l'élection du nouveau président Elias Sarkis (1976-1982). La raison en est sans doute l'espoir de s'implanter durablement dans le nord du Liban, de façon à réaliser la Grande Syrie. Cela annonce la radicalisation du régime de Hafez al-Assad, qui, par exemple, mate une révolte dans la ville syrienne de Hama, en avril 1981, en l'écrasant à l'artillerie lourde (au moins 10 000 morts). Mais, gage de bonne volonté (?), il y a une première évacuation de Beyrouth par les Syriens en août 1982.

Appartenant à la minorité des Alaouites, une secte d'origine chiite qui constitue à peu près 10 % de la population syrienne, Assad adhéra très jeune au parti Ba'as et se battit contre
--

les troupes françaises d'occupation. Un coup d'État le porte au pouvoir en 1970. Il mourra en juin 2000. Son fils lui succédera.

L'OLP a marqué des points au lendemain de la guerre du Kippour de 1973. Yasser Arafat, devenu en 1969, après la troisième guerre, le président de l'OLP, est accueilli à l'ONU (13 novembre 1974) et l'OLP est admise avec le statut d'observateur (*cf.* 6e partie). Mais Arafat ne songe plus à la réunification de la Palestine, ce qui signifierait la disparition de l'état hébreu : il envisage, et publiquement, un État palestinien réduit à la Cisjordanie et à Gaza. Cette proposition est doublement mal accueillie. D'une part Israël refuse de négocier « avec les terroristes ». À partir de 1973, la diplomatie israélienne poursuit son rapprochement avec son voisin méridional (l'Égypte) et en revanche durcit sa position à l'égard de son voisin septentrional (le Liban), devenu le principal refuge de l'OLP. Le but d'Israël est de pacifier sa frontière sud pour mieux réduire le Nord (Syrie, Liban et Palestiniens), en profitant des dispositions pacifiques du président égyptien Sadate. D'autre part, au sein de la résistance palestinienne naissent ou se développent des mouvements concurrents qui tentent de déborder le *Fath*.

L'Égyptien Anouar el-Sadate a marqué aussi des points. Le mythe de l'invulnérabilité de *Tsahal* a volé en éclats en 1973 : une paix négociée ne vaut-elle pas mieux qu'une alerte permanente, très coûteuse maintenant que la Crise économique mondiale s'étend ? Sadate considère qu'une perspective de paix séparée implique un renversement des alliances. Le 15 mars 1976 il expulse 16 000 conseillers soviétiques et rompt le traité signé en mai 1971. En contrepartie, il devient avec Israël l'allié privilégié des États-Unis. Sadate prend l'initiative de la paix : le 9 novembre 1977, il annonce devant l'Assemblée populaire égyptienne qu'il est prêt à se rendre en Israël pour discuter de la paix. Les deux causes sont sûrement le souci de réduire les dépenses militaires de l'Égypte et la rupture du traité avec l'URSS en 1976, assortie de l'expulsion des conseillers soviétiques. Dix jours plus tard, il est devant la *Knesset* et prononce un discours, dans lequel il ne vise pas une paix séparée, mais un règlement global du conflit qui permette l'évacuation de tous les territoires occupés et la reconnaissance des droits des Palestiniens ; l'OLP n'est pas nommée. L'effet est considérable dans le monde, même si les dirigeants israéliens n'avancent qu'à petits pas. Mais les autres États arabes condamnent Anouar el-Sadate, à la seule exception du Maroc. Le Moyen-Orient s'oriente donc vers une paix séparée, d'autant qu'une Commission de conciliation se met sur pied, avec des Égyptiens, des Israéliens et des Américains, les Soviétiques refusant de siéger.

Soucieux d'accélérer un processus qui semble s'enliser, le président Carter propose la médiation des États-Unis. Sadate et Begin acceptent de se rencontrer en septembre 1978 dans la résidence d'été des présidents américains, à Camp David, dans le Maryland. Les « accords de Camp David » sont signés le 17 septembre 1978, après douze jours d'âpres négociations, et débouchent sur la signature à Washington, le 26 mars 1979, du traité de paix

israélo-égyptien. L'Égypte est en conséquence le premier État arabe à reconnaître officiellement l'État hébreu. En contrepartie le Sinaï, occupé depuis 1967 par les troupes israéliennes, est évacué (fin de l'évacuation le 25 avril 1982). Des négociations sont annoncées sur le sort de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, mais elles piétinent : Sadate souhaite faire progresser parallèlement les discussions sur les rapports égypto-israéliens et celles concernant les territoires occupés ; les Israéliens entendent s'en tenir au premier point du programme, qui les débarrasse enfin, à leur porte, de l'hostilité constante, depuis 1948, du principal État arabe. L'Égypte est boycottée par les autres pays arabes : Syrie, Liban, Yémen du Sud, Irak, Libye, Algérie et OLP forment le « front du refus » et rompent leurs relations diplomatiques avec l'Égypte. La Ligue arabe transfère son siège du Caire à Tunis. Sadate paie cet échec et le traité de sa vie : il est assassiné par des intégristes islamistes égyptiens le 6 octobre 1981 et remplacé par Hosni Moubarak. Les États-Unis se sont donc beaucoup engagés, ils vont pendant dix ans pratiquer la stratégie « des petits pas ». À partir de 1981, l'administration Reagan reprend la ligne de Kissinger : la politique de l'impasse conduit toutes les forces politiques arabes, y compris l'OLP, à s'incliner devant l'hégémonie américaine et à accepter de se « modérer ».

□ La double intervention israélienne au Liban et ses suites immédiates

Israël est assuré d'avoir au Sud une frontière pacifiée, il se tourne désormais contre le Liban et l'OLP, d'autant plus que les Israéliens, qui soupçonnent l'Irak (dirigé à partir de 1979 par Saddam Hussein — 1937-2006 —, type du militaire inculte du Tiers Monde arrivé au pouvoir par la force) de préparer une bombe nucléaire, détruisent le 7 juin 1981 l'usine de fabrication de plutonium *Osirak* par un bombardement aérien.

En juillet 1968 le général Ahmad Hassan al-Bakr (1914-1982), leader de la fraction militaire du Ba'as, s'était emparé du pouvoir à Bagdad. En novembre 1969, il nomme son neveu **Saddam Hussein** vice-président. Alors âgé de 32 ans Saddam Hussein devient rapidement le principal artisan de la politique irakienne. Le pouvoir de l'équipe Bakr-Hussein s'appuie sur un réseau d'alliances familiales et personnelles implanté dans la minorité arabe sunnite, qui est politiquement dominante en Irak depuis la création de la nation.

Le 16 juillet 1979, le président Bakr annonce sa démission pour raisons de santé. Saddam Hussein lui succède ; dans les jours qui suivent une vaste purge a lieu dans les milieux dirigeants irakiens, que le gouvernement de Bagdad justifie par la découverte d'un « complot » organisé par la Syrie. Hussein organise un pouvoir autoritaire et tyrannique ; il se fera bientôt surnommer « Nabuchodonosor du XXe siècle » !

Au Liban, se produit, à partir de 1978, un deuxième retournement syrien : l'armée syrienne défend les Palestiniens contre les milices chrétiennes de la famille Gemayel ! Le but est certainement de persuader Américains, Égyptiens et Israéliens que la Syrie est une puissante force d'arbitrage devant être associée au processus de négociation au Moyen-Orient. Au « Sud Liban », se superposent deux guerres, celle entre chrétiens et musulmans et celle

entre Palestiniens et Israéliens. Israël conquiert d'abord une bande de 10 km le long de la frontière avec le Liban, « pour se protéger » ; c'est la première intervention militaire, lente, du 14 mars au 3 juin 1978. Les Israéliens installent dans le Sud Liban le « commandant Haddad », Saad Haddad (1936-1984), un dissident de l'armée régulière libanaise, allié d'Israël à la tête d'une Armée du Liban Sud (ALS). D'autre part, les Israéliens décrètent en décembre 1981 l'annexion du Golan syrien. Mais en avril 1982, Israël restitue à l'Égypte la dernière partie du Sinaï occupée, conformément au calendrier prévu par le traité de paix. Toutefois, l'Israël du Premier Ministre Begin prépare longuement une deuxième intervention militaire, dans, cette fois-ci, une bande de 45 km, pour refouler l'OLP, éventuellement pour chasser les Palestiniens de Beyrouth.

L'opération « Paix pour la Galilée » débute le 6 juin 1982, sous la forme d'une offensive foudroyante et brutale, qui vient buter sur Beyrouth dès le 15 juin. Commence un long siège de Beyrouth, jusqu'au 12 août, qui fait plus de 7 000 morts dans la population civile, dramatique innovation depuis 1948, qu'on devait retrouver lors de la troisième intervention militaire israélienne au Liban, en 2006. Le 19 août, l'OLP capitule et accepte d'évacuer le Liban, sous la protection d'une Force multinationale d'Interposition composée de soldats américains, français et italiens. Yasser Arafat et ses hommes doivent abandonner la ville de Beyrouth pour un nouvel exil au sein des États arabes, exil parfois humiliant : Arafat est expulsé de Damas en 1983 et se réfugie, avec l'OLP, à Tunis. Pendant ce temps, le mandat du président Sarkis s'est achevé. Bachir Gemayel, un chrétien soutenu par Israël, est élu président de la République. Trois semaines après son élection il est assassiné lors d'un attentat (1982). Son frère aîné, Amine Gemayel, est élu président une semaine plus tard (il reste en place jusqu'en 1986), et il demande l'évacuation de toutes les forces étrangères. Israël s'appuie sur les milices chrétiennes, qui massacrent en septembre 1982 les habitants des camps palestiniens de Sabra et Chatila (1 000 à 1 500 victimes), bouleversant l'opinion mondiale et même l'opinion israélienne. Israël s'appuie donc sur les « chrétiens libanais », plus ou moins rassemblés, d'abord autour de Béchir Gemayel, contre la Syrie (petite présence militaire, sans confrontation directe avec l'armée israélienne) et ses alliés arabes. Une première évacuation de Beyrouth par les Syriens se produit en août 1982. Le Liban et Israël signent, grâce à la médiation du Secrétaire d'État américain, George Schultz, le 17 mai 1983 un « accord militaire » qui est un véritable traité de paix (retrait des forces étrangères et respect des frontières). Cet accord se heurte à l'hostilité de la Syrie, qui refuse de se retirer davantage : Amine Gemayel en retarde la ratification. À l'automne 1983, la situation redevient très tendue au Liban : les troupes syriennes liquident les forces palestiniennes de Yasser Arafat, qui se replie sur la Tunisie et le Yémen, tandis que des attentats déciment une partie des troupes d'interposition étrangères, qui, en 1984, se retirent toutes du Liban. Cette « troisième guerre civile libanaise » a pratiquement détruit Beyrouth et l'économie libanaise. Israël évacue quand même le Sud Liban en 1985.

Alors, la Syrie accentue à nouveau sa présence militaire ¹ et occupe même le 22 février 1987 les quartiers Ouest (chrétiens) de Beyrouth.

□ La naissance du foyer de crise iranien (à partir de 1979)

Le pouvoir du shah d'Iran, Mohammad Reza Chah Pahlavi s'effrite à la fin des années 1970. Sa dynastie, récente (1925), a mis en place un régime monarchique, avec un parlement très peu représentatif, et une célébration grandiloquente et opulente du 2 500^e anniversaire de la monarchie persane, à Persépolis, en octobre 1971. Le Shah est brouillé avec l'aristocratie terrienne depuis la réforme agraire de 1960, il est confronté à l'opposition d'extrême gauche du parti *Toudeh*. Sa politique d'occidentalisation accélérée suscite l'ire des religieux chiites, les *mollah* et des plus hauts dignitaires, les *ayatollah*; la TV iranienne est caricaturale, avec ses 85 % de programmes américains ! La répression de toute opposition et de toute critique est brutale, par la police politique créée en 1958, la *Savak*. Le Shah est allié des États-Unis, qui lui confient la garde du golfe Persique, et soutenu discrètement par Israël, qui lui achète les deux tiers de sa consommation de pétrole. Le chef du clergé chiite (depuis 1962), l'ayatollah Ruhollah Khomeiny, exilé en Turquie, puis en Irak puis en France (1978), mine le pouvoir du shah par ses messages enregistrés sur cassettes, largement diffusés en Iran (il appelle au renversement de la monarchie iranienne, impie et inféodée aux Américains). Au bout de cinq mois d'émeutes, à la fin de 1978, le shah abdique et quitte l'Iran (16 janvier 1979).

Khomeiny rentre à Téhéran le 1^{er} février et proclame une république islamique, marquée par la terreur religieuse, une politique pro-palestinienne (Arafat est reçu en triomphateur) et anti-israélienne, une politique anti-occidentale (réduction des exportations de pétrole de 50 %, quasi-doublement du prix du brut en un an ; c'est le deuxième « choc pétrolier ») et une politique anti-américaine. Une partie du personnel diplomatique des États-Unis est retenue en otage, dans l'ambassade, par des étudiants iraniens fanatisés, qui réclament l'extradition du shah, hospitalisé aux États-Unis. Une opération aéroportée de libération échoue (25 avril 1980, voir plus haut). Après la mort du shah, les otages sont libérés (en novembre 1980) contre le déblocage des avoirs iraniens aux États-Unis ! La république iranienne a également une politique anti-irakienne. En Irak, le régime islamique iranien a été immédiatement perçu comme un danger majeur. L'Irak de Saddam Hussein, soutenu par les États-Unis, déclenche une guerre contre l'Iran le 23 septembre 1980, de façon à prévenir une contagion du radicalisme religieux et à annexer des territoires contestés à la limite des deux pays. Il est d'emblée soutenu par la Jordanie, avec l'aval des monarchies arabes du Golfe, ce qui lui permet un accès à la mer. L'obstination de l'Irak et de l'Iran va enliser les deux pays dans un conflit de huit ans, aux moyens peu sophistiqués, à l'indécision chronique et aux pertes

¹ Rappel : première évacuation de Beyrouth par les Syriens en août 1982.

énormes. Dans le contexte du début de la guerre Iran-Irak interviennent des hausses désordonnées du prix du pétrole tout au long de l'année 1980. L'Iran de Khomeiny a enfin une politique antisoviétique : l'URSS est vilipendée pour son agression contre l'Afghanistan (1979). En 1983, le parti *Toudeh* est dissous et ses dirigeants sont emprisonnés.

Chapitre 34. LE TIERS MONDE. DU MILIEU DES ANNÉES 1970 AU MILIEU DES ANNÉES 1980

□ Le dialogue « Nord-Sud »

L'écart entre les pays industrialisés et les pays sous-développés se creuse et le Tiers Monde éclate en trois types de situations : les « nouveaux riches » du pétrole, qui ne font que réaligner le niveau de prix du pétrole sur celui des autres produits, en particulier les produits manufacturés, le « boom » des « pays ateliers » et le Tiers Monde prolétaire. En fonction de la crise, les pays industriels cherchent encore plus à vendre dans les pays sous-développés et à profiter de leur main-d'œuvre. En face du « groupe des Sept », du G7 (*cf.* 6e partie) qui continue ses sommets annuels, les pays pauvres du « groupe des 77 » confirment leur aspiration au développement et font adopter en 1974 par l'ONU la *Déclaration des Droits et des Devoirs économiques des États* : il s'agit de bâtir un « nouvel ordre économique mondial ». Jusqu'au début des années 1970, l'essentiel des flux financiers venait de l'aide publique ; désormais, à cause des chocs pétroliers, certains pays exportateurs de pétrole ont des surplus financiers. Ils les placent dans des banques occidentales, qui les prêtent aux pays en voie de développement, c'est le « recyclage des pétrodollars ». Les achats dans les pays industrialisés peuvent être tels que le pays pétrolier est à la fois riche et endetté, cas de l'Arabie saoudite au début des années 1990.

C'est la France qui va prendre, au lendemain du premier choc pétrolier l'initiative du « dialogue » avec le Sud : conférence « Nord-Sud » à Paris en décembre 1975, deuxième session en 1977, mais sans grand succès. Dès le début de la décennie 1980, le surendettement du Tiers Monde est devenu le problème majeur des rapports Nord-Sud. En 1982, cinq pays en voie de développement représentent la moitié de la dette du Tiers Monde : Brésil, Mexique, Argentine, Corée et Venezuela. Or, cette dette est exprimée en dollars, qui a beaucoup monté à cause de la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis. En août 1982, Mexique, Brésil, Venezuela et Côte-d'Ivoire se déclarent dans l'incapacité de rembourser : des programmes de rééchelonnement des dettes sont mis sur pied.

Il peut arriver qu'un événement politique rende encore plus difficile le dialogue Nord-Sud. Ce fut le cas de la guerre des Malouines (Falklands) en 1982, entre la Grande-Bretagne de Margaret Thatcher et l'Argentine. L'archipel, peuplé exclusivement de Britanniques (dotés d'une citoyenneté limitée), colonie britannique depuis 1837, mais fort ignorée de la métropole, est une possession européenne que l'Argentine, irritée de voir cette présence coloniale à peu de distance de ses côtes, a vainement tenté de reconquérir à plusieurs reprises. La junte militaire (1976) agite une rhétorique nationaliste échevelée, largement destinée à faire oublier les mauvaises conditions de vie et l'endettement du pays. En avril 1982, à la surprise

générale, elle lance l'armée faire la conquête des Falklands, sans résistance sur place. Thatcher réagit vivement, sur les plans diplomatique et militaire : elle est soutenue par les États-Unis et les grands pays européens ; l'Argentine bénéficie de l'appui de l'ensemble du continent latino-américain, à l'exception du Chili de Pinochet (mais pas de l'OEA) ; torpillage et débarquement permettent la reprise de l'archipel, mais avec de grosses pertes matérielles du côté britannique. La déconfiture est totale pour le régime argentin, qui n'a pas réussi à présenter son aventure populiste comme une guerre de décolonisation, et dont la chute est accélérée : la démocratie est rétablie en 1983 et les responsables du conflit sont condamnés et dégradés en 1986.

La réunion CNUCED de Nairobi (Kenya) en 1976 pour les « produits de base » prévoit un fonds de financement des stocks, destiné à stabiliser les cours, mais il n'a vu (et incomplètement) le jour qu'en 1979. Petit à petit les CNUCED (*cf.* 6e partie) perdent leur fonction de forum et elles ne constituent plus que des lieux de rencontre entre producteurs et consommateurs de produits de base. Trop peu de matières premières ont d'ailleurs fait l'objet d'accords signés et appliqués entre vendeurs et acheteurs (café, cacao, sucre, caoutchouc et étain). Par contre, comme nous l'avons vu plus haut, les accords de Lomé (28 janvier 1975, 31 octobre 1979 et 8 décembre 1984) sont passés entre CEE et pays sous-développés.

□ Un débat politique mondial et l'éclatement du Tiers Monde

La Conférence « Nord-Sud » de Paris (1976-1977) réaffirme les grands principes du nouvel ordre économique mondial et met sur pied un fonds spécial d'aide au Tiers Monde. Le débat avance grâce au groupe de personnalités présidé par l'ancien chancelier Willy Brandt (1979-1980) et débouche sur la Conférence des Nations unies sur les « pays les moins avancés » (septembre 1982). Plusieurs pays développés s'engagent à augmenter leur aide aux 31 pays les plus déshérités, les PMA. Une partie de la dette des pays les plus démunis est annulée. Le sommet de Cancún (Mexique, 22 octobre 1981) rassemble 22 chefs d'état occidentaux et sous-développés. Mais la généralisation des principes contraste avec l'avarice des réalisations concrètes : l'écart entre pays riches et pays pauvres continue à se creuser et il n'y a pas de « plan Marshall » pour le Tiers Monde... Après de nombreuses tentatives l'Afrique du Sud (République sud-africaine), qui a quitté le *Commonwealth* en 1961, est enfin condamnée par la communauté internationale (1977) et soumise à un embargo total sur les livraisons d'armes et de matériel militaire. En 1985, le Conseil de Sécurité de l'ONU appelle les états membres à prendre contre elle des sanctions économiques.

Au-delà de la dénonciation commune des pays riches, un nouveau départ du non-alignement se produit dans les années 70, aux conférences de Lusaka (Zambie, 1970), Alger (1973), Colombo (1976), La Havane (1979), cette dernière regroupant 92 pays, fort divisés : Fidel Castro n'est-il pas « engagé », « aligné » ? Et la conférence de La Havane est occupée par l'affrontement entre « modérés » et « progressistes ». À Lusaka, la conférence a

proposé la rupture des relations diplomatiques et économiques avec le Portugal et la République sud-africaine, mais les antagonismes sont de plus en plus nets et il a fallu éluder les questions les plus épineuses. Les conflits localisés ou régionaux sont nombreux depuis les années 1970. Ils sont la répercussion d'un affrontement indirect des grandes puissances et se déroulent tous dans le Tiers Monde, mais ils ont aussi des origines internes. Rappelons la longue guerre Iran-Irak, plus longue que la Deuxième Guerre mondiale, les affrontements entre la Chine et le Viêt-nam depuis 1979. La quatrième conférence des non-alignés, celle d'Alger, en septembre 1973, est dominée par l'influence des pays de la Ligue arabe. Elle aboutit à des proclamations anti-israéliennes. Phénomène d'avenir, on assiste à la montée de l'intégrisme musulman, pas du tout attentif au « non-alignement » ou à l'émergence politique du Tiers Monde. Les deux tiers de la production industrielle du Tiers Monde viennent dans les années 80 de six pays (Brésil, Mexique, Argentine, Inde, Corée Sud et Taiwan). Les très fortes disparités observées au sein du Tiers Monde posent la question du bien-fondé même de cette expression. Les PMA (Pays les moins avancés, au PNB inférieur à 400 dollars, en 1985), une vingtaine en Afrique et cinq en Asie, durement touchés par la crise, s'opposent aux pays pétroliers et aux pays endettés. Il faut signaler aussi les famines provoquées par tel ou tel chef de mouvement politique du Tiers Monde. La grande majorité des famines récentes sont d'origine politique, y compris les politiques financières. L'aide au développement est nécessaire, mais... dangereuse : elle amplifie toute une partie improductive de la société, elle est une prime aux États incapables de mettre sur pied une politique économique efficace ! De même, elle soulage la mauvaise conscience des pays industrialisés. Elle pose également le problème de la surmédiatisation (on parle d'« effet CNN »). Il y a donc plusieurs Tiers Mondes, conclusion : « Pour l'historien, le tiers-mondisme aura été surtout une *surestimation* du Tiers Monde. » (Gérard Chaliand).

Chapitre 35. TERRORISME ET CONTRE-TERRORISME DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES DES ANNÉES 1980

□ L'arme des pauvres

Déjà évoqué le phénomène change d'échelle, de méthodes et prend une importance grandissante dans les relations internationales. Il change de carte géographique aussi, concernant fortement l'Europe occidentale : la RFA, la France, l'Espagne et le Royaume-Uni sont particulièrement touchés, l'Italie paie un tribut particulièrement lourd (l'attentat de Fiumicino en 1983 fait 22 morts, celui de la gare de Bologne, en août 1980, 80 victimes). Les raisons sont la perméabilité relative des frontières, la présence de communautés immigrées et l'incohérence des politiques policières et judiciaires entre pays européens. Pour cette période (1975-1985), les États-Unis, pourtant dénoncés comme soutien principal d'Israël et « Grand Satan » (vocabulaire des Iraniens), ne sont que peu frappés. Le terrorisme « bénéficie » d'une très forte médiatisation et revêt quatre formes principales.

La première — l'IRA en Irlande du Nord, le FLNC en Corse, l'ETA militaire dans les provinces basques espagnoles — surgit à la périphérie de vieux États unitaires. La deuxième forme est celle d'organisations issues du mouvement contestataire de la fin des années 1960. Les « masses laborieuses » n'ont pas été sensibilisées, alors une partie des militants les plus résolus se lancent dans une « guerre civile », anticapitaliste et internationale. Le pays le plus touché est l'Italie, pendant les « années de plomb » (exactement la durée de cette 7^e partie) : Brigades rouges, *Prima linea*, Noyaux armés prolétaires, etc. à l'extrême gauche, mais aussi Noyaux armés révolutionnaires à l'extrême droite. Les événements les plus dramatiques sont l'attentat de la gare de Bologne, en août 1980, qui fait 80 victimes (les auteurs ressortissent à la droite néo-fasciste) et la longue séquestration par les Brigades rouges de l'ancien Président du Conseil démocrate-chrétien Aldo Moro, suivie de son assassinat en mai 1978 : Moro incarne le « compromis historique », c'est-à-dire la tentative d'alliance entre la Démocratie chrétienne et le parti communiste. La RFA a aussi connu une action terroriste dirigée contre les représentants du monde des affaires, banquiers, juges et officiers : « Bande à Baader », Fraction armée rouge (FAR). En France le groupe Action directe a assassiné un haut fonctionnaire de la Défense, René Audran (1985), le PDG de Renault, Georges Besse (1986) et plastiqué le siège d'Interpol. Dans une troisième catégorie terroriste, l'Europe est un terrain d'exécution d'une action commanditée dans une autre partie du monde : élimination de réfugiés (iraniens, par ex.), règlement de comptes entre organisations rivales, entre services secrets, et attentat aveugle contre des juifs. Pendant les Jeux olympiques de Munich, en septembre 1972, neuf athlètes israéliens sont pris en otages avant d'être massacrés par un commando du Fatah ; en octobre 1980 un attentat a lieu contre la synagogue de la rue Copernic ; en 1982 se produit la fusillade de la rue des Rosiers, dans le Marais. Enfin, une quatrième catégorie d'attentats —

perpétrés par la Libye, l'Iran, la Corée du Nord, Cuba et la Syrie — cherche à infléchir la politique étrangère de l'État visé.

□ Méthodes, organisation et efficacité du terrorisme international

Le terrorisme est une forme de « dissuasion du faible au fort ». Son plus ancien moyen d'action est le détournement d'avion par des pirates de l'air. Le premier à être vraiment terroriste est celui d'un avion d'El-Al à Alger en juillet 1968 : les membres d'une organisation palestinienne obtiennent que 18 terroristes arabes détenus en Israël soient libérés. Certains se terminent tragiquement, comme celui de Malte en novembre 1985 (60 morts), celui de Karachi (la capitale économique du Pakistan) en septembre 1986 (40 morts). Une forme voisine est le détournement de paquebot, comme celui de l'italien *Achille Lauro* en octobre 1985. Des personnalités symboliques sont frappées, comme Aldo Moro (voir plus haut), Jean-Paul II (par un terroriste turc le 13 mai 1981), Anouar el-Sadate (voir plus haut, octobre 1981). Le lieu peut être emblématique : la place Saint-Pierre à Rome, le siège de la conférence de l'OPEP à Vienne (bande de *Carlos 1* en 1975), ou encore les Jeux olympiques. La séquestration, moyen d'action et de représentation, sur et dans les médias, sur les opinions publiques, est utilisée, cf. Aldo Moro, les membres de l'ambassade américaine à Téhéran à la fin du mandat de Carter (voir plus haut) et des journalistes français enlevés à Beyrouth en 1985 et 1986.

Le terrorisme « national » subsiste — cf. les sikhs d'Inde, le Sentier lumineux du Pérou, le M19 de Colombie — mais l'action directe tend à devenir planétaire. Les premiers à essaimer sont les Palestiniens ; la FAR allemande attaque en France et en Italie ; les minorités d'URSS frappent l'Aérofлот partout dans le monde. Ensuite de véritables réseaux d'entraide se constituent. Un commando japonais, entraîné par des Palestiniens, massacre sur l'aéroport israélien de Lod, en mai 1972, des pèlerins portoricains en provenance de Paris. La « bande à Baader » coopère régulièrement avec *Carlos*, le FPLP (Front populaire de Libération de la Palestine) de Georges Habache et l'Armée rouge japonaise. Les terroristes de diverses nationalités s'approvisionnent auprès des mêmes vendeurs d'armes, ils s'entraînent dans les mêmes camps (en Libye, en Syrie et au Liban), ils ont des liens avec la Mafia et avec les narco-traficants.

Peut-on parler d'une « Internationale » de l'« action directe » ? Y a-t-il eu un « chef d'orchestre » ? au Kremlin ? en Europe de l'Est (cf. la « piste bulgare » de l'attentat contre Jean-Paul II) ? Les spécialistes en doutent, d'autant plus que les États-Unis ont préparé des attentats contre Castro, que la France a coulé le *Rainbow Warrior*, un bateau de *Greenpeace* en Nouvelle-Zélande (1985). D'autre part, un terrorisme d'État manipule les individus et les

¹ Un terroriste vénézuélien, né en 1949, Illitch Ramirez Sánchez de son vrai nom.

groupes : par exemple Téhéran le Jihad islamique, la Syrie des Libanais (*cf.* les attentats de Paris en septembre 1986, ainsi rue de Rennes). Le terrorisme libyen de Kadhafi est d'abord intervenu contre des opposants réfugiés à l'étranger et dans le cadre du conflit israélo-arabe, puis contre des États d'Europe de l'Ouest par des attentats aveugles exécutés par des « mandataires » arabes puis par des terroristes européens (Action directe, Brigades rouges italiennes, FAR, etc.), enfin, toujours à l'aveugle, contre des Américains (discothèque de Berlin-Ouest fréquentée par des soldats américains en 1986) et des ressortissants d'états modérés (Tunisiens, Égyptiens...), toutes actions exaltées par des proclamations fracassantes du « guide suprême ».

Le terrorisme est devenu dans les années 1980 une des composantes du système international, mais les virages complets en politique étrangère ont été rarissimes, le terrorisme n'est au cours de cette décennie qu'une force d'appoint. Il a surtout servi à faire connaître (la cause palestinienne surtout), mais il a pu diviser les mouvements (*cf.* les Palestiniens) et l'habitude de la fermeté étatique (ne pas céder aux exigences) s'est prise avec l'attentat des JO de Munich en 1972 (et les polices ont fait des progrès considérables...). L'Italie est sortie des « années de plomb », elle s'est même attaquée à la Mafia, l'Espagne n'a pas basculé dans un néo-franquisme, elle est même devenue un état fédéral. Discrediter Carter a fait élire Reagan, partisan de la manière forte, etc. « Dissuasion du fort au faible », certes, mais le fort peut réagir (*cf.* les États-Unis bombardant la Libye) très efficacement, tout au moins dans cette période du milieu des années 70 au milieu des années 80. Le développement du terrorisme est l'un des aspects du dérèglement des relations internationales à la fin du XXe siècle et au début XXIe siècle : certes la « guerre fraîche » prend fin, mais un nouveau désordre s'installe, il est même un véritable chaos.

8e PARTIE. FIN DE LA GUERRE FRAÎCHE. « RETOUR DES NATIONS » ET « GÉOPOLITIQUE DU CHAOS » (DU MILIEU DES ANNÉES 80 À LA GUERRE D'IRAK)

Après le milieu des années 80, c'est une « seconde détente », mais qui ne débouche pas sur un « nouvel ordre mondial », mais au contraire sur le « nouveau désordre mondial », comme titre *Le Monde* à plusieurs reprises en septembre 2001.

Le « **nouvel ordre mondial** » est annoncé, de manière très wilsonienne et rooseveltienne, par George Bush père dans son « Message sur l'état de l'Union » du 29 janvier 1991. « Ce qui est en jeu [...] c'est une grande idée, un nouvel ordre mondial où différentes nations se rassemblent autour d'une cause commune, afin de réaliser les aspirations naturelles de l'homme — la paix, la sécurité, la liberté et la primauté du droit. »

D'autre part, les États-Unis découvrent les problèmes et les faiblesses de l'« hyperpuissance » qu'ils sont devenus (Hubert Védrine).

Chapitre 36. DÉSARMEMENT, FIN DE LA GUERRE FROIDE ET « GÉOPOLITIQUE DU CHAOS »

C'est sous le bref règne d'Andropov, successeur de Brejnev en novembre 1982, qu'apparaissent les premiers signes d'une volonté de détente de la part de l'URSS, qui fait en août 1983 des propositions de désarmement. Tchernenko, successeur d'Andropov en février 1984, a voulu reprendre le dialogue avec les États-Unis. Mais le rôle décisif est celui de Mikhaïl Gorbatchév, nouveau secrétaire général du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) à partir de mars 1985. Gorbatchév est secondé par Édouard Chevardnadze (1928-2014), son ministre des Affaires étrangères, qui remplace en 1985 le vieux Gromyko, tenant d'une politique extérieure de guerre froide, coupable aussi de sévères échecs. Gorbatchév — empêtré dans le conflit afghan qui coûte en pertes humaines autant que la guerre du Vietnam aux États-Unis — a besoin de clore l'ère des interventions soviétiques pour faire des réformes intérieures, indispensables à la confrontation avec les États-Unis et il a besoin de l'aide économique occidentale. Quant à Ronald Reagan il veut placer sa seconde présidence (1985-1989) sous le signe de l'amélioration des relations avec l'URSS, d'autant plus que ses conseillers vont lui dire que les États-Unis ont gagné la Guerre froide.

□ Le désarmement, à l'époque du « septennat » gorbatchévien

Gorbatchév a besoin d'une réduction du coût de la course aux armements, d'autant que l'URSS est incapable de relever le défi de l'IDS et que les premiers missiles de

croisière sont arrivés en Europe occidentale fin 1983 (cf. 7e partie) ; en août 1985, bien décidé à faire de la question du désarmement le pivot de sa politique étrangère, il annonce un moratoire unilatéral d'un an sur les essais nucléaires. Il n'y avait plus eu de rencontres au sommet depuis 1979 entre États-Unis et URSS et le premier sommet Reagan- Gorbatchév se tient à Genève du 19 au 21 novembre 1985 : il aboutit à un accord de principe pour une réduction de 50 % des armements nucléaires offensifs. La catastrophe de Tchernobyl — l'explosion et l'incendie d'un réacteur dans une centrale nucléaire d'Ukraine, provoquant l'expansion d'un nuage radioactif considérable — en avril 1986 prouve les carences nucléaires de l'Union soviétique. Un deuxième sommet Reagan-Gorbatchév a lieu à Reykjavik dès les 11 et 12 octobre 1986, mais il ne marque aucun progrès. Toutefois le troisième sommet Reagan-Gorbatchév à Washington, le 8 décembre 1987, aboutit à un accord « historique » sur l'élimination des missiles de portée intermédiaire (500 à 5 500 km), les SS-20 et *Pershing-2*, appelés euromissiles. Certes, cela ne représente que 4 % des arsenaux nucléaires, mais les accords précédents, notamment celui de 1972, ne s'étaient souciés que de limiter la course aux armements : maintenant, il s'agit de détruire de l'armement existant ! Cette réduction laisse les Européens en état de fragilité face aux Soviétiques dans les autres domaines (forces conventionnelles et armes chimiques), ce sont les territoires américain et soviétique qui sont « sanctuarisés », mais deux autres sommets Reagan-Gorbatchév aboutissent à l'annonce par Gorbatchév, à la tribune de l'assemblée générale de l'ONU, de la réduction unilatérale de 10 % des forces militaires de l'URSS (500 000 hommes, dont un dixième sont stationnés en RDA, Hongrie et Tchécoslovaquie) plus le retrait de 10 000 chars d'Europe (7-8 décembre 1988).

À la suite de la conférence d'Helsinki (1975), une conférence « Bilan sur la Sécurité et la Coopération en Europe » se tient à Vienne en janvier 1989. Dès le 6 mars 1989 de nouvelles négociations sur les forces conventionnelles en Europe s'ouvrent à Vienne en présence des ministres des affaires étrangères des 23 pays qui y participent, les 16 membres de l'OTAN et les sept du pacte de Varsovie. Mikhaïl Gorbatchév reprend l'initiative en recevant à Moscou James Baker, secrétaire d'État américain : il annonce (11 mai 1989) le retrait unilatéral de 500 ogives nucléaires tactiques et présente de nouvelles propositions de réduction des forces conventionnelles en Europe.

Le 12, George H. W. Bush expose, après un « réexamen » de plus de trois mois, sa « vision d'ensemble » des relations soviéto-américaines : il demande à Moscou de prouver sa bonne volonté en « déchirant le rideau de fer ». Mais il va au-delà de cette rhétorique post-reaganienne. Un sommet de l'OTAN, réuni à Bruxelles, entérine les propositions de désarmement présentées le 29 mai 1989 par George Bush, qui parvient à ressouder l'Alliance atlantique en reprenant l'initiative. Avec de nouvelles offres de réduction, priorité est donnée à un accord, à Vienne, sur les forces conventionnelles, qui conditionnerait l'ouverture de pourparlers sur une « réduction partielle » des missiles nucléaires à courte portée (SNF) en

Europe. Moscou renonce le 22 septembre 1989 à lier la conclusion d'un accord sur la limitation des armements stratégiques (START, *Strategic Arms Reduction Talks*, nouveau nom donné depuis 1983 aux négociations SALT des années 1970) à l'abandon par Washington du projet de « guerre des étoiles ». Le 31 janvier 1990, George Bush, dans son « message sur l'état de l'Union », propose de réduire les forces américaines et soviétiques à 195 000 hommes « en Europe centrale et orientale » et la visite à Moscou de James Baker, secrétaire d'État américain (7 février 1990), permet des « progrès substantiels » sur tous les dossiers du désarmement. Ce jeu diplomatique aboutit le 13 février 1990 aux accord d'Ottawa (23 pays) : les ministres des affaires étrangères de l'OTAN et du pacte de Varsovie, réunis à Ottawa pour l'ouverture des négociations sur le projet « ciel ouvert » (les avions de l'OTAN peuvent survoler librement les pays du Pacte de Varsovie, et réciproquement), concluent deux accords : l'un fixe un plafond de 195 000 hommes pour les troupes américaines et soviétiques dans la « zone centrale » de l'Europe, les États Unis pouvant conserver un maximum de 30 000 hommes supplémentaires dans le reste de l'Europe. Le second accord prévoit que des discussions sur les problèmes de la réunification de l'Allemagne auront lieu peu après les élections du 18 mars en RDA, entre les quatre puissances garantes du statut de l'Allemagne (États-Unis, France, Grande Bretagne, URSS) et les deux États allemands. Quelques mois plus tard — 1990 est vraiment un « tournant » — en novembre 1990, la réunion à Paris, pour le deuxième sommet de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE), après Helsinki 1975, de 11 chefs d'État et de 27 chefs de gouvernement d'Europe et d'Amérique du Nord est l'occasion d'une intense activité diplomatique. Le 19, est signé à l'Élysée par les 16 pays membres de l'OTAN et les six du pacte de Varsovie un traité sur la Réduction des Forces conventionnelles en Europe (FCE), qui établit, pour 1994, la parité des arsenaux classiques entre les deux alliances militaires, limite les cinq principales catégories de forces conventionnelles en Europe et les répartit entre des zones fixées. Le 21, est signée la *Charte de Paris pour une nouvelle Europe* : les 34 pays membres de la CSCE, saluant la fin de « l'ère de la confrontation et de la division », s'engagent à « édifier, consolider et raffermir la démocratie comme seul système de gouvernement ». Ils décident aussi la création d'une instance donnant à la CSCE un caractère institutionnel et permanent, mais sans étendre ses compétences : l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe, OSCE.

Les suites du tournant de 1990 sont très logiques. Le 31 juillet 1991, au cours d'un sommet Bush-Gorbatchév, à Moscou, le traité START 1 (*Strategic Arms Reduction Treaty*), en négociation depuis neuf ans, prévoit la réduction de 25 à 30 % des armements nucléaires stratégiques américains et soviétiques, ce qui constitue le plus important accord de désarmement nucléaire jamais conclu. Une fois appliqué (en sept ans), le traité laissera tout de même entre 8 000 et 10 000 têtes stratégiques à chacun des deux signataires, et certaines catégories de matériels, missiles de croisière ou missiles aéroportés, sont peu limitées. Mais Mikhaïl Gorbatchév présente (5 octobre 1991) des propositions de désarmement encore plus

radicales que le traité de réduction des forces conventionnelles en Europe, signé à Paris en novembre 1990 (voir plus haut). Elles prévoient une liquidation totale des armes nucléaires tactiques, une réduction des forces armées de 700 000 hommes, un gel du programme d'armements stratégiques offensifs ainsi que l'acceptation de coopérer avec les États Unis à une défense antimissile. Et quelques jours plus tard, le 17, les ministres de la défense de l'OTAN, réunis en Sicile, annoncent une réduction de 80 % des armes nucléaires tactiques en Europe. Nouveau discours sur l'état de l'Union, en janvier 1992 : le président George Bush annonce des réductions de l'arsenal nucléaire américain, dont une partie à négocier avec l'ex-URSS, qui réagit favorablement à cette proposition. Ceci aboutit au printemps : le sommet américano-russe de Washington entre George H W. Bush et Boris Eltsine (1931-2007) (16-17 juin 1992) s'achève par la signature d'une « charte de coopération et d'amitié ». Les deux présidents se mettent d'accord pour réduire des deux tiers leurs armements nucléaires stratégiques respectifs.

Quelques jours plus tard, le 30 juin 1992, les 29 pays participant aux négociations de Vienne sur le désarmement conventionnel (l'OTAN et les pays de l'ancien pacte de Varsovie, dont sept Républiques ex-soviétiques) concluent un accord sur la limitation des effectifs des armées terrestres et aériennes qui permettra l'entrée en vigueur du traité sur les forces conventionnelles en Europe (FCE), paraphé à Paris en novembre 1990. C'est ce traité que Vladimir Poutine « suspendra » en 2007, pour protester contre la non-ratification par les pays de l'OTAN de la version révisée en 1999 du traité de façon à tenir compte de la disparition du pacte de Varsovie.

Le 3 janvier 1993 les présidents Bush et Eltsine signent au Kremlin le traité START 2 sur la réduction des armements stratégiques. START-1 (*Strategic Arms Reduction Treaty*) avait été conclu en juillet 1991 entre Bush et Gorbatchév, l'accord de principe de START-2 conclu le 17 juin 1992 est donc signé officiellement le 3 janvier 1993. Les deux traités se rapportent au nombre des charges nucléaires à bord des missiles sol-sol, des missiles mer-sol (ceux des sous-marins) et des bombardiers lourds dans les deux pays signataires. L'application de START-1 n'est pas terminée à la fin de la décennie et celle de START-2 a pour terme le 31 décembre 2007. START-2 est un accord qui ne se borne pas à fixer des « plafonds » au développement des arsenaux nucléaires mais qui supprime des catégories entières d'armes. Il va beaucoup plus loin qu'aucun autre accord sur le désarmement en prévoyant le démantèlement de certaines des armes les plus terrifiantes. START-2 prévoit non seulement de diminuer encore le nombre de têtes nucléaires en possession des Américains et des Russes mais encore d'éliminer entièrement la catégorie des MIRV basés au sol. Quant au traité de non-prolifération nucléaire (TNP), en vigueur depuis mars 1970, il est reconduit le 11 mai 1995, mais rapide est sa caducité : enfant de la Guerre froide, la non-prolifération nucléaire devra au début du XXIe siècle prendre en compte les aspirations des États « neufs » à survivre (Corée du Nord,

Iran) ou à vendre leur capacité nucléaire (Chine, Pakistan) ! Le 2 septembre 1996 est signé à New York le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (CTBT), qui prolonge le traité de 1963 sur les essais nucléaires, à l'issue de négociations menées depuis 1994. Pour entrer en vigueur, ce traité doit être ratifié dans les trois ans par 44 États nommément désignés, les puissances nucléaires et les pays dits du « seuil », c'est-à-dire les nations en passe de disposer d'un potentiel nucléaire. Enfin, un traité d'interdiction des mines antipersonnel est élaboré lors de la conférence d'Ottawa, en décembre 1997, et il entre en vigueur le 1er mars 1999.

Mais, catastrophe et coup de frein brutal à cette phase de désarmement, le 13 octobre 1999, le Sénat des États-Unis ne ratifie pas le Traité CTBT de septembre 1996, déjà ratifié par 21 des 44 pays qui devaient le faire, dont la France et la Grande-Bretagne. De nombreux pays refusent de ratifier, critiquant un traité favorable aux pays « nantis ». Forts du mauvais exemple américain, certains États peuvent se sentir libérés pour repartir dans la course au nucléaire : l'Amérique rouvre ainsi la course au nucléaire.

□ La vraie fin de la Guerre froide

La *perestroïka* de Gorbatchév mine les thèses de 1947, voire celles de Lénine ; la chute du mur de Berlin et la « grande secousse à l'Est », puis l'effondrement de l'URSS plongent la Russie dans un état de léthargie stratégique, dans un encerclement par élargissement de l'Alliance atlantique où entrent d'anciens satellites de l'URSS. Exsangue financièrement, la Russie est obligée de désarmer. Les deux effets principaux sont une « désidéologisation » des relations internationales et, malheureusement, le déplacement des conflits, en Europe et dans le Tiers Monde, et le « grand chaos » dans le monde. La puissance américaine devient prédominante et hégémonique. Elle poursuit la très vieille tradition, logique, de la recherche de l'hégémonie, mais elle est tout à fait exceptionnelle et inégalée dans l'histoire. Elle profite d'une prédominance totale, d'une situation d'unipolarité.

Tout est bon pour aller plus loin. Les funérailles (*sic*) de l'empereur du Japon Hirohito sont l'occasion, en février 1989, de très nombreuses rencontres diplomatiques entre les chefs d'État et de gouvernement présents. Le président Gorbatchév, devant le Conseil de l'Europe, précise son idée de « maison commune européenne » : faire de l'Europe une zone dénucléarisée. Il renouvelle sa demande de négociations sur les armes nucléaires tactiques, qui est à nouveau repoussée par George Bush, qui déclare le 31 mai 1989 : « La guerre froide ne peut se terminer qu'avec la fin de la division de l'Europe. » Les cérémonies du Bicentenaire de la Révolution française (*sic*), en juillet 1789, permettent aux pays en voie de développement (Sénégal, Égypte, Inde et Venezuela) de demander l'organisation « le plus tôt possible » d'un sommet Nord-Sud. Mais cette proposition, que soutient François Mitterrand sans vouloir l'imposer à ses partenaires occidentaux, est rejetée par les États-Unis. Au neuvième sommet des non-alignés, réuni à Belgrade (4 septembre 1989), la Yougoslavie, placée à la tête du

mouvement pour trois ans, fait prévaloir une ligne modérée qui rompt avec les proclamations anti-impérialistes antérieures : paralysé depuis de nombreuses années, le mouvement des non-alignés va devenir anachronique et se transformer en un mouvement économique. Le sommet annuel des sept pays les plus industrialisés (G7) s'était tenu le 14 juillet 1989 (*sic*) : quatre déclarations politiques portent sur les droits de l'homme, le terrorisme, la Chine et les relations Est Ouest.

Le 15 juin 1995 le sommet du **G7** à Halifax (Canada) le transforme en **G8** avec l'entrée de la Russie dans les discussions politiques. Un **G20** des pays émergents naîtra en 2003 derrière le Brésil. On parle aussi du **G10** (pays les plus protectionnistes en matière agricole), de **G33** (les pays les plus fragiles).

À Malte (2 et 3 décembre 1989), Bush affirme son intention de faciliter l'intégration de l'URSS à la communauté internationale, en accordant à Moscou la clause de la nation la plus favorisée et en soutenant son adhésion au GATT. Pour la plupart des observateurs, le sommet de Malte marque bel et bien la fin de la guerre froide, encore qu'à cette date rien ne soit encore joué à l'intérieur de l'URSS. Mais le 14 mars 1990 la conférence dite « 2 plus 4 » (RDA, RFA plus États-Unis, France-Grande-Bretagne et URSS) sur les aspects internationaux de l'unification allemande tient une première réunion à Bonn au niveau des experts. Le 8 mai, à Moscou, Gorbatchév réclame un « traité de paix ». Le 17, à Paris, lors de la troisième réunion ministérielle de la conférence, l'accord sur les aspects extérieurs de l'unification allemande (voir plus loin), conclu la veille dans le Caucase par Kohl et Gorbatchév, est entériné. La Pologne, invitée à cette réunion, obtient des Allemands l'engagement que l'intangibilité de la frontière germano-polonaise le long de la ligne Oder-Neisse (Odra-Nysa) sera garantie par un traité peu après la réunification. La réunification allemande apparaît alors comme le meilleur moyen de mettre fin à la division de l'Europe, donc de terminer la Guerre froide. Le 21 juin 1990 les parlements de Bonn et de Berlin Est ratifient le traité d'État instituant, le 1er juillet, l'union économique, monétaire et sociale entre les deux Allemagnes. Ils approuvent aussi une déclaration sur l'intangibilité de la ligne Oder-Neisse. Le lendemain, lors de la deuxième réunion ministérielle de la conférence « 2 plus 4 », les participants se montrent résolus à s'entendre sur le futur statut international de l'Allemagne. Le sommet de l'OTAN, réuni à Londres (5 juillet 1990), approuve la plupart des propositions de réforme de l'Alliance atlantique présentées par le président Bush. L'OTAN doit en effet repenser à la fois sa raison d'être et son organisation, une fois disparu le pacte de Varsovie : la thèse américaine du maintien de l'OTAN, justifié par son succès, l'emporte sans peine sur la thèse française opposée ; l'OTAN « offre son amitié à ses anciens adversaires » de l'Est et propose au pacte de Varsovie une déclaration commune de « non-agression ».

Mais brusquement la guerre du Golfe vient prouver que si la Guerre froide s'achève en Europe, la guerre se déplace vers des guerres régionales, très « chaudes », qui

peuvent pousser le monde au chaos. Le 2 août 1990, les troupes irakiennes envahissent le Koweït. Pour plus de détails sur la crise du Golfe, voir le chapitre 39. Le Conseil de Sécurité de l'ONU vote un embargo commercial, financier et militaire de l'Irak, les États-Unis lancent l'opération « Bouclier du Désert », d'une ampleur sans précédent depuis la guerre du Viêt-nam. Le secrétaire d'État américain demande aux alliés de l'OTAN de contribuer au renforcement du dispositif militaire dans le Golfe en fournissant des moyens de transport aériens et maritimes, mais aussi des « forces terrestres ». Toutefois, pendant que ces forces sont regroupées la paix continue à faire son chemin en Europe. Le 12 septembre 1990 le traité qui rétablit l'Allemagne unie dans sa pleine souveraineté est paraphé à Moscou, lors de la quatrième et dernière réunion ministérielle de la conférence « 2 plus 4 ». Le 13, Moscou, qui s'engage à retirer les 380 000 soldats soviétiques de RDA avant la fin 1994, obtient de Bonn une « aide au départ » (financière). Le 20, les parlements de Bonn et de Berlin-Est ratifient le traité d'unification conclu le 31 août. Le 1er octobre les ministres des affaires étrangères des 35 pays membres de la CSCE se réunissent pour la première fois aux États Unis, à New York, afin de préparer le sommet paneuropéen du 19 au 21 novembre à Paris. Le 3, James Baker et Édouard Chevardnadze lèvent les derniers obstacles à un accord de désarmement conventionnel qui sera signé au sommet de Paris. Le surlendemain, c'est l'unification de la RFA et de la RDA. Un mécanisme « de consultation et de coopération » pour les « situations d'urgence » est adopté, mais l'URSS obtient que le « principe de non intervention dans les affaires intérieures » soit réaffirmé. Le 1er juillet 1991, à Prague, le Pacte de Varsovie, est officiellement et totalement dissout, malgré la volonté de l'URSS de conserver ses structures politiques.

L'Acte final de la CSCE avait été signé le 1er août 1975. Lors de la deuxième conférence au sommet de la CSCE (21 novembre 1990) est signée la *Charte de Paris pour une nouvelle Europe*, marquant la fin de « l'ère de la confrontation et de la division ». À la demande de Gorbatchév, la CSCE est relancée ; elle est dotée de structures permanentes, installées à Vienne, Prague et Varsovie ; la CSCE devient l'OSCE (voir plus haut). George Bush et Mikhaïl Gorbatchév, réunis à Moscou pour leur quatrième sommet (30 juillet 1991), qualifié de « premier sommet de l'après guerre froide », souhaitent établir un « partenariat durable ». Bush annonce que la clause de la nation la plus favorisée va être accordée à l'URSS et propose une « aide pour convertir à des fins pacifiques » l'industrie militaire soviétique. Le 31, les deux chefs d'État signent le traité START (voir plus haut), en négociation depuis neuf ans, qui prévoit une réduction de 25 à 30 % de leurs armements nucléaires stratégiques. Ils annoncent aussi la convocation, en octobre, d'une conférence de paix sur le Proche-Orient. Le 10 septembre 1991, les ministres des affaires étrangères des 38 pays membres (dont trois nouveaux : l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie) de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE) participent, à Moscou, à la séance d'ouverture d'une réunion sur les droits de l'homme. Le lendemain Gorbatchév annonce à James Baker, secrétaire d'État américain, que l'URSS va retirer 2 800 des 11 000 soldats soviétiques présents à Cuba. Les chefs d'État et de gouvernement des

16 pays membres de l'Alliance atlantique, réunis à Rome (7 novembre 1991), tentent de définir un « nouveau concept stratégique » et décident de développer leurs relations avec les pays d'Europe de l'Est. En conséquence, les ministres des Affaires étrangères de l'Alliance atlantique et ceux des anciens membres du Pacte de Varsovie se réunissent à Bruxelles pour la session inaugurale du Conseil de Coopération nord-atlantique (20 décembre 1991). Dans un stupéfiant message adressé aux participants, Boris Eltsine « pose la question de l'adhésion de la Russie à l'OTAN en tant qu'objectif politique à long terme ». Les sommets et les annonces continuent. Le sommet de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE) se réunit à Helsinki (9-10 juillet 1992), le premier sommet entre les présidents Bill Clinton et Boris Eltsine se tient à Vancouver (Canada) les 3 et 4 avril 1993. Lors du sommet de l'Alliance atlantique à Bruxelles (10-11 janvier 1994), Clinton obtient l'adhésion des alliés à son projet de « partenariat pour la paix » proposé aux pays de l'ancien bloc de l'Est. Moscou signe à Bruxelles (22 juin 1994) l'accord-cadre du « partenariat pour la paix », tandis qu'un « relevé de conclusions » précise les relations entre l'OTAN et la Russie. Le sommet de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE), qui se tient (5 et 6 décembre 1994) à Budapest (Hongrie), confirme quand même les divergences au sein du camp occidental et entre les États-Unis et la Russie : le projet d'élargissement de l'OTAN vers l'Est se heurte finalement au *veto* de Boris Eltsine.

□ « Géopolitique du chaos »

La Guerre froide, atténuée après 1962, disparaît avec la mort du rideau de fer en 1989-1990. Mais, bien loin de générer la paix universelle, ou encore le « nouvel ordre mondial » rêvé par les États-Unis de Bush, cette disparition débouche plutôt sur un grand désordre dans les relations internationales, que le journaliste Ignacio Ramonet, éditorialiste du *Monde diplomatique*, a proposé d'appeler « géopolitique du chaos ».

Au cœur de ce nouveau panorama, un phénomène d'une amplitude exceptionnelle : la disparition brutale de l'Union soviétique. La mort de cette grande puissance et, tout simplement, de cet État (que la nouvelle Communauté d'États indépendants, CEI, ne remplace pas, d'autant qu'elle ne sera jamais dotée de véritables statuts institutionnels) crée, à l'échelle planétaire, un vide stratégique. Il n'existe pas de précédent historique d'une fin aussi rapide — deux ans à peine, 1990-1991 — d'un redoutable empire n'ayant point connu la défaite militaire. Et l'Europe ? Le sommet de Maastricht (février 1992), qui transforme la CEE en Union européenne ¹, montre que, devant la grande décomposition de l'Est, la Communauté européenne souhaite apparaître comme un robuste pôle de stabilité. Il n'empêche que chacun

¹ 7 février 1992 : signature, à Maastricht, du traité sur l'Union européenne, qui, de plus, arrête le cadre juridique et l'échéancier de l'UEM, Union économique et monétaire.

est conscient d'une nouvelle donne majeure : l'aspiration de l'Allemagne à jouer un rôle plus important aussi bien au sein de l'Union qu'à l'échelle européenne et mondiale. L'équilibre de la CEE était dû au poids comparable de ses quatre composantes principales : France, Royaume-Uni (deux vainqueurs de la Seconde guerre, puissances nucléaires et membres permanents du Conseil de sécurité), Allemagne et l'Italie (les deux vaincus) dont la population était d'importance comparable. Cela, en outre, reposait sur une entente tacite : la direction politique revenait en quelque sorte à la France, tandis que l'Allemagne constituait le moteur économique. Cet édifice est en péril. L'Allemagne qui compte désormais bien plus d'habitants que les trois autres pays, n'a plus d'ennemi à l'Est. Elle considère que l'après-guerre est terminé et avec elle son purgatoire politique. Au 1er novembre 1993, en application du traité de Maastricht, la CEE se transforme en « Union européenne ».

□ Les permanences

Première permanence dans la « géopolitique du chaos », le maintien du fait national. Ou une résurrection ? On croyait le modèle de la nation disparu à la leçon de la Seconde Guerre mondiale et à l'aune de la construction européenne. En dépit de cela, et fort de la décolonisation, puis de l'éclatement des États-continentaux, le début de la décennie 1990 a vu le « retour des nations ». Le maintien de la course aux armements est le deuxième trait permanent. La sécurité du monde doit d'ailleurs faire avec une multiplication, une prolifération — mot réservé autrefois au nucléaire — des armements, à l'Est et à l'Ouest, au Nord, mais aussi au Sud. Dès le début des années 80, on a assisté à une énorme augmentation des achats d'armements, nombre de gouvernements du Tiers Monde cherchant à s'équiper de chars modernes, de fusées et d'avions. Naguère, les ventes d'armes au Tiers Monde étaient essentiellement le fait des deux superpuissances et d'une poignée de pays industrialisés, Grande-Bretagne, France, RFA et Italie. À eux seuls, les États-Unis et l'URSS fournissaient environ les deux tiers des armes achetées par les pays en voie de développement. Au fil des ans, cependant, on a vu diminuer la part du marché occupée par les « six grands » des armes. À la fin du siècle, trois groupes sont en concurrence. Le premier et le plus important inclut les deux superpuissances et les principaux pays européens, qui, les mieux à même de fabriquer les engins de haute technologie, continueront de trouver dans le Tiers Monde des clients solvables désireux de se procurer les systèmes les plus modernes. Le second groupe rassemble les pays européens de moindre importance qui ont su se placer sur le marché en fabriquant des armes spécifiques et les nations du Sud qui, comme le Brésil et la Chine, ont trouvé des débouchés pour du matériel à faible ou moyenne technologie. Le troisième groupe est composé de marchands et d'intermédiaires privés (travaillant parfois dans l'illégalité) qui vendent des surplus ou du matériel d'occasion, quand il ne s'agit pas de marchandises volées. Leur rôle a été modeste jusqu'en 1980, mais a crû énormément à l'occasion de la guerre entre l'Irak et l'Iran, qui a tant profité au marché noir. Au cours des années 90, le commerce des armes a été

aussi relancé par la volonté de nombreux pays du Tiers Monde de renforcer leur rôle de puissance régionale : l'Égypte, l'Inde, l'Irak, la Turquie et l'Inde. Le conflit entre Bagdad et Téhéran a aussi amené bien des pays à mettre l'accent sur l'achat de technologies permettant de fabriquer des armes. La prolifération mondiale d'armes de tout genre permet aux belligérants du Tiers Monde de mener des guerres longues et de grande envergure, comme le conflit entre l'Iran et l'Irak : 41 pays ont participé à l'effort de guerre de l'une ou l'autre partie, 21 ont approvisionné les deux adversaires. Une fois encore, la guerre irako-iranienne a prouvé que les ventes d'armes renforcent le potentiel d'escalade des conflits régionaux.

Troisième permanence, en sens opposé, le désir de paix. Les années 1990-1991 verraient l'ouverture historique d'un nouvel ordre juridique, mais la guerre du Golfe n'a pas fondé un ordre plus juste. En cessant le combat, les armées ont, au contraire, laissé à voir un désordre accru. On objectera cependant le retrait soviétique d'Afghanistan. Un accord est signé le 14 avril 1988, à Genève, par l'Afghanistan, le Pakistan, l'URSS et les États-Unis, en présence du secrétaire général de l'ONU. Il prévoit le retrait des 115 000 soldats soviétiques. L'opération est effectivement achevée à la date fixée, le 15 février 1989. On objectera aussi le règlement du conflit cambodgien : l'accord de Pékin (17 juillet 1991) met un terme au conflit qui opposait les Vietnamiens occupant le pays depuis 1979, avec la bénédiction soviétique, et la coalition des mouvements de résistance (dont les Khmers rouges et les partisans du prince Norodom Sihanouk), soutenus par les Chinois. On ajoutera que les deux Corées posent successivement leur candidature à l'ONU dans l'été 1991 et sont admises, ce qui ouvre la voie à une éventuelle réunification pacifique du pays, qui, peut-on alors penser, pourrait être appelée à se dérouler « à l'allemande », c'est-à-dire en faveur de la Corée du Sud, plus peuplée et infiniment plus riche et dynamique que sa rivale du Nord. Mais le problème de l'armement nucléaire du Nord va tout compromettre (voir plus loin).

II L'ONU

Boutros Boutros-Ghali (1922-2016), vice-premier ministre égyptien, est désigné par le Conseil de sécurité pour devenir secrétaire général des Nations unies, à effet du 1er janvier 1992. Premier Africain à ce poste, il succède à Javier Pérez de Cuellar, secrétaire général depuis 1981, qui avait accompli deux mandats de cinq ans. Mais Boutros-Ghali obtient de piètres résultats sur nombre de dossiers : c'est le refus des grandes puissances de reconnaître véritablement un rôle central à l'ONU dans les relations internationales, en dépit de la guerre froide. Les États-Unis refusant, contre tout usage, que le mandat de Boutros-Ghali soit renouvelé, le Ghanéen Kofi Annan lui succède : il va être secrétaire général de 1997 à 2006 et sera remplacé au 1er janvier 2007 par le ministre des Affaires étrangères de la Corée du Sud Ban Ki-moon.

Membre d'une grande famille copte, **Boutros-Ghali**, professeur de droit international formé à Paris avait été nommé ministre d'État par Sadate en octobre 1977 à la veille de son voyage à Jérusalem, afin de l'assister dans les négociations avec Israël. Sans jamais être formellement ministre des Affaires étrangères, il a été l'éminence grise de la diplomatie égyptienne jusqu'en 1991. À ce titre il avait lancé en 1982 une campagne mondiale du désarmement et facilité en 1989 la sortie de guerre civile pour deux pays africains, avec le Groupe d'assistance pour la période de transition en Angola et en Namibie.

Prédécesseurs : Trygve Lie (1946-1952), Dag Hammarskjöld (1953-1961), U Thant (1961-1971), Kurt Waldheim (1971-1981), Javier Perez de Cuellar (1981-1991). Boutros-Ghali est le seul secrétaire général à n'avoir exercé qu'un seul mandat.

La Namibie, ancienne colonie allemande (Sud-Ouest africain) accède à l'indépendance le 21 mars 1990, après 75 ans d'occupation sud-africaine. C'est la conséquence de la libération de Nelson Mandela (1990) et le prélude à l'abolition de l'apartheid (1991) en Afrique du Sud. En 1978 l'ONU avait fixé les modalités de l'indépendance, mais une violente guerre de libération avait continué (*cf.* 7e partie). En 1985, le Conseil de Sécurité de l'ONU avait appelé les états membres à prendre des sanctions économiques (*cf.* 7e partie). Les États-Unis et l'URSS, désireux de mettre un terme à un conflit régional, poussent à la conclusion des accords des 8 août et 22 décembre 1988, qui prévoient l'accession de la Namibie à l'indépendance au 1er avril 1990, et le retrait des troupes cubaines d'Angola au 1er juillet 1991, l'Afrique du Sud ayant lié les deux questions.

Le 1er janvier 1989 la Résolution 435 de l'ONU est enfin mise en œuvre sous contrôle international dans le cadre d'opérations de maintien de la paix en Angola. La Swapo, émanation de l'ethnie Ovambo, majoritaire dans le pays, accède au pouvoir par la voie d'élections libres et accepte l'instauration de la démocratie. Jusqu'en 1989, l'Afrique du Sud défend sa politique ségrégationniste sous couvert de Guerre froide, mais la fin de celle-ci et l'arrivée au pouvoir de Frederik De Klerk (né en 1936) en 1990 changent la donne : l'*apartheid* est aboli officiellement en juin 1991. Trois ans plus tard, c'est la victoire de l'ANC (*African National Congress*) aux élections de 1994 ; Nelson Mandela (1918-2013) est élu président de la République en mai 1994, après plus de 26 ans de prison. Le prix Nobel de la Paix est attribué conjointement à Mandela et à De Klerk pour leur combat contre l'*apartheid*. Mandela va refaire de son pays un membre à part entière de l'ONU, qui va lever les sanctions économiques, et du *Commonwealth*, il va l'intégrer à l'OUA et au mouvement des non-alignés. Il sera président jusqu'en juin 1999. La guerre civile d'Angola prend fin en mai 1991.

Les Nations unies avalisèrent l'usage de la force contre l'Irak en 1990-1991 mais lancèrent une Mission préparatoire au Cambodge, qui sera suivie en 1992 de la mise en place de l'Autorité provisoire des Nations unies au Cambodge (APRONUC, plus de 19 000 hommes, originaires d'une douzaine de pays). Cette même année, l'ONU constitua une Force de protection dans l'ancienne Yougoslavie (près de 40 000 hommes) et mena à bien une première

opération en Somalie, suivie d'une autre, en 1993 (près de 30 000 hommes). L'année 1993 fut celle de la Mission d'observation en Haïti et d'une mission pour l'assistance au Rwanda. En 1994, ce fut la création du deuxième TPI (Tribunal pénal international), concernant le Rwanda (siège à Arusha, en Tanzanie), après celui pour l'ex-Yougoslavie (voir plus haut).

En dépit de cette montée en puissance, l'ONU n'a-t-elle pas été confisquée par les grandes puissances ? L'ONU est d'abord minée par son déficit financier. Les plus grands pays, violant l'article 17 de la Charte, refusent de payer leur quote-part, pourtant insignifiante si on la compare aux dépenses militaires : les Nations unies disposent de moyens inefficaces. Elles sont absentes des grandes négociations de paix que les États-Unis mènent en dehors d'elles (Palestine ou Bosnie). Se pose le problème de l'élargissement du Conseil de sécurité, à l'Allemagne (troisième puissance économique mondiale) et au Japon (deuxième), comme membres permanents. Le nombre de membres non permanents serait parallèlement porté de 10 à 13. Mais l'Italie bloque, depuis 1995, tout élargissement, avec un argument simple : la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne comme membres permanents, cela ferait de l'Italie un pays européen de deuxième classe. Multipliant les candidatures comme membre non permanent, elle tente de créer une catégorie intermédiaire, celle des pays « quasi permanents », présents plus souvent qu'à leur tour au Conseil de sécurité. À ces candidatures, il faut ajouter celles de l'Inde et du Brésil.

La crise du Golfe consécutive à l'invasion du Koweït par l'Irak, le 2 août 1990, constitue, en quelque sorte, la pierre de touche de la vraie fin de la Guerre froide et du nouveau « multilatéralisme » : pour la première fois, les grandes puissances condamnent unanimement un État majeur du Tiers Monde, allant jusqu'à décréter contre lui un blocus naval, puis à autoriser le refoulement de ses troupes « par tous les moyens nécessaires ». Pour la première fois depuis 1950, lorsque l'URSS boycottait le Conseil de sécurité par solidarité avec la Chine continentale, l'article 42 de la Charte prévoyant le recours à la force militaire est à nouveau invoqué, avec cette fois l'aval du Kremlin et l'abstention consentante de Pékin. George Bush comprit très vite le parti qu'il pouvait tirer de la complaisance manifestée par Moscou à son égard, dès le début de la crise. Le « multilatéralisme » allait ainsi devenir une pièce maîtresse pour « vendre » la guerre à l'opinion américaine et au Congrès. L'intervention en Somalie décrétée par Bush en décembre 1992 — de façon inhabituelle, juste avant qu'il ne cède sa place à son successeur élu contre lui — s'inscrivait dans une logique de préservation de ce qui apparaissait comme le principal acquis de cette ère finissante : le renouvellement de la capacité morale des États-Unis à intervenir militairement en se drapant dans la bannière de l'ONU. Le Japon a été, une fois encore, le principal bailleur de fonds lorsqu'il a fallu financer l'intervention en Somalie : 100 millions de dollars de contribution (91 % du total) au premier fonds spécial créé pour la force d'intervention unifiée. Toutefois, le résultat final fut tout le contraire de ce qui avait été escompté. Que cela fût dû à une mauvaise gestion de l'intervention, ou à une

mauvaise définition de ses tâches, toujours est-il qu'au départ des troupes américaines de Somalie, en mars 1994, la pathologie du Pentagone s'était enrichie d'un « syndrome somalien », s'ajoutant au « syndrome de Beyrouth », le « syndrome vietnamien » demeurant vivace. Syndromes qui ont inhibé toute tentation d'envoi de troupes américaines en Bosnie, mettant en relief le caractère exceptionnel du conflit du Golfe où la configuration du terrain se prêtait, comme nulle part ailleurs, à la guerre électronique.

□ Les désordres mondiaux des années 1990

Le premier à ajouter à ce chapitre est le « contre-choc pétrolier » : l'OPEP fut incapable de conserver sa cohésion face à un conflit armé qui opposait deux de ses principaux membres, la guerre Iran-Irak (1979-1987). Les deux pays, qui manquaient d'argent pour financer leur tuerie réciproque, se mirent à vendre du pétrole hors quotas, à la grande fureur de l'Arabie saoudite ; le Koweït leur emboîta le pas. L'OPEP ne parvint plus à s'entendre sur le prix de base et en décembre 1985, l'Arabie saoudite, mécontente du manque de solidarité de ses partenaires, décida, pour leur donner une leçon, de dépasser ses quotas et d'inonder le marché, ce qui aboutit au contre-choc pétrolier de 1986. Le pétrole, dont le prix avait déjà diminué de moitié depuis 1981, retomba à son cours des années 1960. L'OPEP y gagna un regain de parts de marché (elle revint à 40 % du marché mondial à la fin des années 1980). Depuis, l'OPEP a renoncé à contrôler les prix et a le plus grand mal à imposer des quotas à ses membres. À partir de la guerre du Golfe de 1991, les pays producteurs du Golfe savent que malgré leur poids économique ils ne sont rien sans la protection des États-Unis...

Le monde de la fin du siècle est couvert par le flot des réfugiés, *gueux* des temps modernes. L'une des formes les plus dramatiques du chaos, c'est la multiplication du nombre des plus humbles et démunies victimes, les réfugiés. Les jeux de pouvoir et les querelles d'intérêts ont aggravé les déséquilibres et l'arbitraire dans de nombreux pays. Ils ont ainsi favorisé la multiplication des exodes. De tout temps des hommes et des femmes menacés dans leur vie, leurs droits et leurs libertés ont cherché leur salut dans la fuite et l'exil ; mais jamais ils n'ont été aussi nombreux qu'à la fin du XXe siècle. Dans le Tiers Monde, notamment en Afrique, des dizaines de pays ont accédé à l'indépendance. Mais, dans la plupart des cas, leur unité nationale était fragile, leur pouvoir et leurs frontières mal assurés, leurs économies sous-développées. Les guerres d'indépendance, mais aussi l'affirmation exclusive — et souvent répressive — des nouveaux pouvoirs, les affrontements ethniques et les revers économiques engendrèrent bientôt dans ces pays une instabilité généralisée, elle-même propice aux troubles et aux conflits. L'ingérence et les intérêts de puissances extérieures vinrent souvent aggraver le tout. Ainsi, des centaines de milliers d'Africains prirent les chemins de l'exode ; les années 70, inaugurées par le déferlement en Inde de dix millions de Bengalis fuyant leur pays en guerre, allaient voir des déplacements encore plus massifs, au Soudan (le Soudan a connu

plusieurs coups d'état militaires, des guerres civiles, de très graves difficultés économiques et plusieurs vagues de déplacements de population, la plus grave concernant la région occidentale, le Darfour), en Éthiopie, au Laos, au Viêt-nam, au Cambodge, en Afrique australe, en Amérique latine... La plupart du temps, les réfugiés étaient des paysans qui arrivaient par collectivités entières et démunis de tout dans des régions elles-mêmes appauvries, la réinstallation à l'étranger était hors de question : ils n'aspiraient qu'à regagner leurs villages. On était loin du profil du réfugié européen d'autrefois. Par opposition aux réfugiés conventionnels, les nouveaux arrivants ont parfois été appelés « réfugiés de la violence » ; une expression qui englobe toutes sortes de populations prises dans le cercle vicieux du sous-développement, de la révolte, de la répression et du viol. Au début des années 90, le Pakistan, l'Iran, le Soudan, l'Éthiopie et le Malawi, pour ne citer que ces pays, hébergent tous des centaines de milliers de réfugiés, et même, pour les deux premiers, plusieurs millions.

La réprobation internationale fait de Mengistu (Éthiopie, voir plus haut) un allié encombrant pour Gorbatchév, bien décidé à mettre un terme aux aventures en Afghanistan et en Afrique. Il laisse donc les États-Unis aider la rébellion anti-éthiopienne d'Érythrée, qui reprend toute l'Érythrée entre 1988 et 1990. Conséquence : Mengistu est chassé d'Éthiopie en mai 1991 (Siyad Barre a été renversé en janvier 1991 en Somalie). Le conflit entre l'Éthiopie (65 millions d'habitants) et l'Érythrée (4,4 millions d'habitants) est un contentieux frontalier né de l'indépendance de l'Érythrée (ancienne colonie italienne mais ancienne province éthiopienne) en 1993 et de la volonté de l'Éthiopie de récupérer un débouché sur la mer Rouge. Une nouvelle guerre, entre 1998 et 2000, fit 100 000 victimes.

Concluons provisoirement : le monde est-il sans boussole ? Il est bien loin le temps où, après la guerre du Golfe (1991), Washington pouvait annoncer la naissance d'un « nouvel ordre mondial ». En fait, en matière de géopolitique, tout s'est effroyablement compliqué. Le monde est donc bien la planète des désordres : se sont multipliés les conflits régionaux, les conflits internes et les réfugiés sont devenus de par le monde monnaie courante, d'échange le cas échéant ou de massacre, plus souvent. Les crises ouvertes se sont multipliées, dans l'ex-Yougoslavie, dans le Caucase où l'on a assisté à de véritables « réactions en chaîne », en Asie centrale, l' « onde de choc du génocide rwandais » s'est étendue en Afrique noire. Perpétré durant le printemps 1994, le génocide des Tutsis rwandais (800 000 victimes ?) n'en finit pas de bouleverser l'Afrique des Grands Lacs, et le contre-coup a atteint le Zaïre, qui connaît de terribles épisodes guerriers, comme au Kivu entre 1993 et 1998. Si elle a permis aux centaines de milliers de réfugiés de regagner le Rwanda, la rébellion des Banyarwandas et des Banyamulenges a aussi accéléré la décomposition du régime du maréchal Mobutu. En mai 1997, après trente ans de régime dictatorial, Mobutu est chassé du pouvoir par Laurent-Désiré Kabila (1939-2001) qui, soutenu par les Américains, aidé par l'Ouganda et le Rwanda, devient le nouveau chef d'un État qui ne trouve pas sa stabilité et demeure aussi impuissant que le

précédent. Le territoire du Congo est devenu le terrain d'affrontement des armées des pays voisins (pourtant plus petits...) et des groupes rebelles locaux. Des « conflits oubliés » ont resurgi dans les années 1990 : les appétits rivaux se donnent libre cours en mer de Chine, par revendication par la Chine des îles Senkaku (Diaoyutai), Paracel (Xisha) et Spartly (Nansha), malgré l'apaisement en mer Rouge, le Yémen (réunifié en 1994) et l'Érythrée se disputent l'archipel des Hanish, le problème national du peuple albanais a resurgi dans le Sud-Est européen, d'où la guerre du Kosovo (1999, voir plus loin). Quant aux poudrières méditerranéennes, elles sont toujours présentes, au moins sous la forme du conflit gréco-turc : Athènes et Ankara se disputent la mer Égée, ses significations stratégiques et ses ressources pétrolières. Dans cette géopolitique du chaos, l'ONU a bien du mal à garder son rôle et même à raison garder (voir plus haut). Signalons toutefois l'accord (1994) entre le Tchad et la Libye (voir plus haut pour elle), arrêtant l'expansion libyenne aux dépens du Tchad depuis les années 1970 et les interventions de la France : en février 1994, la Cour internationale de Justice de La Haye reconnaît la souveraineté du Tchad et peu après l'armée libyenne évacue la bande d'Aouzou.

□ La mondialisation

Dès le début des années 1980, les économistes commencent à faire usage du mot mondialisation et celui-ci devient central dans toutes les sciences sociales dix ans plus tard. L'accélération du processus de mondialisation économique, financière, et informationnelle, notamment avec le développement d'Internet, fait croire à une abolition des distances, une négation de l'espace, comme si tous les lieux avaient la même valeur. Le redémarrage du « nouvel ordre monétaire international » s'est fait avec l'effondrement du système communiste et la crise du Golfe. Il se met véritablement en place un « village planétaire », selon l'expression du Canadien Herbert Marshall McLuhan (1911-1980). Des observateurs soviétiques ont assisté aux réunions du FMI dès septembre 1990, soit avant la disparition de l'URSS, qui entre au FMI et à la Banque mondiale en tant que « membre associé » par l'accord de Londres, du 17 juillet 1991 ; les Républiques de l'ex-URSS entrent au FMI le 27 avril 1992. Par contre la Russie peine à entrer à l'OMC. Qu'est-ce ? Le 1er janvier 1995, le GATT a été remplacé par l'Organisation mondiale du Commerce, OMC.

Le 15 décembre 1993, à Genève, avait été adopté l'acte final donnant naissance à l'OMC. L'Organisation mondiale du Commerce se donne comme buts le relèvement des niveaux de vie, la réalisation du plein-emploi, l'accroissement de la production et du commerce, tout en permettant l'utilisation optimale des ressources mondiales, clause explicitement écologique. Il s'agit donc de promouvoir une réduction substantielle des tarifs douaniers et des autres entraves aux échanges et de concourir à l'élimination des discriminations dans les relations commerciales internationales, dans la lignée du GATT de 1947, qui n'avait pas vu

créée l'Organisation envisagée, de tous les « efforts de libéralisation du commerce entrepris dans le passé », ainsi que des négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round. L'OMC vise aussi à relever les pays sous-développés, et en particulier les moins avancés d'entre eux (PMA), « y compris la libéralisation la plus complète du commerce des produits agricoles tropicaux ». L'OMC servira donc de cadre institutionnel commun pour la conduite des relations commerciales entre ses membres, elle sera le lieu exclusif des négociations entre ses membres au sujet de leurs relations commerciales multilatérales. En vue de rendre plus cohérente l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial, l'OMC coopérera avec le Fonds monétaire international (FMI) et avec la Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD).

Chapitre 37. LA RÉUNIFICATION ALLEMANDE ET LA « GRANDE SECOURSSE À L'EST »

En Europe centrale et orientale, c'est le bouleversement total en 1989 et dans les années 90.

□ Une réunification allemande pilotée par l'Ouest

Le 23 mai 1949 avait été fondée la République fédérale *d'Allemagne* (RFA). Sa Loi fondamentale énonçait dans son préambule : « Le peuple allemand tout entier reste invité à achever, dans l'autodétermination, l'unité et la liberté de l'Allemagne. » Le 7 octobre 1949, la République démocratique *allemande* (RDA) avait été proclamée. Le gouvernement de la RFA avait aussitôt déclaré que cette appellation était illégale et la protestation occidentale est vive lors de la construction du Mur de Berlin en 1961. L'Ostpolitik de Willy Brandt avait notablement changé les choses, le « traité fondamental » de 1972 entre les deux États allemands marquant le point de départ d'une normalisation des relations diplomatiques. Justement l'« ouverture » de la RDA et les perspectives de réunification après 1989 surviennent alors que le « problème allemand » était considéré comme stabilisé sur la scène internationale. Or, en Allemagne de l'Est, s'est produite une véritable crise déstructurante, provoquée par l'ouverture de la frontière entre la Hongrie et l'Autriche, entraînant la fuite de milliers d'Allemands de l'Est. Ici, en RDA, la révolution eut deux visages, concernant à la fois l'Europe de l'Est et l'Allemagne, ce que montrèrent les conditions de la réunification allemande du 3 octobre 1990. Mais les deux volets ne furent pas liés tout de suite. La réunification est largement facilitée par l'osmose croissante provoquée par l'*Ostpolitik*, dans les domaines économique et culturel. Les premières turbulences se produisent dès 1987, mais, abandonné par l'URSS, le pouvoir se défait en réalité, dans son îlot emmuré, entouré de pays de plus en plus libéraux, avec une société à deux vitesses, qui secrète ses mécontents. On ne peut certes pas parler de misère, le PIB est élevé, mais la RDA subit une faillite économique. Longtemps le soutien de l'Église protestante avait été, de fait, apporté à l'État et au régime, et l'attitude ambiguë des écrivains doit être soulignée.

La condamnation du communisme et du camp communiste se produit ici par la fuite, l'émigration, d'abord avec des formes assez anciennes d'émigration, dont l'émigration légale. On observe une augmentation des fuites de réfugiés en RFA par la Hongrie à partir de l'été 1989 ; la Hongrie ouvre sa frontière avec l'Autriche le 10 septembre 1989. Les fuites deviennent alors, dès ce mois de septembre, massives et « médiatiques » : c'est un véritable exode, condamnant en tant que régime l'Allemagne de l'Est, contrainte, pratiquement, de laisser faire. Ce n'est pas une révolution explicite, mais un refus de la RDA en tant que République *démocratique* allemande. Frappante est d'ailleurs la jeunesse des réfugiés. Dans la nuit du 4 au 5 octobre, des milliers de candidats au départ tentent de prendre d'assaut les « trains de la liberté » venant de Prague lors de leur passage par la RDA. Des heurts violents se produisent avec la police, notamment à Dresde. Les 6 et 7, Gorbatchév est en Allemagne de

l'Est pour participer aux cérémonies du 40e anniversaire de la RDA : il réaffirme son attachement au *statu quo* en Europe, mais encourage les partisans des réformes en Allemagne orientale. Les manifestations qui ont lieu, les 7 et 8, dans les principales villes de RDA sont sévèrement réprimées, en particulier à Berlin-Est.

On aborde, en septembre-octobre 1989, avec les départs massifs, une nouvelle phase de l'histoire de l'Allemagne, marquée conjointement par de nombreuses manifestations politiques et des constitutions de groupes d'opposition en RDA. Elles entraînent le 18 octobre la démission d'Erich Honecker (1912-1994) de ses fonctions (qu'il exerçait depuis mai 1971), de secrétaire général du parti unique, le SED, et de chef de l'État. Il est remplacé par Egon Krenz (né en 1937) — ancien chef de la Sécurité, la *Stasi*, bras droit d'Erich Honecker et dauphin désigné ! — le 18 pour le parti et le 24 pour l'État. Les jours suivants, Krenz s'efforce de donner des gages d'ouverture tandis que, dans tout le pays, s'engage un dialogue sans complaisance entre la population et les autorités, qui célèbrent le « tournant » (*Wende*) pris par la RDA. Ce pseudo-changement provoque un scepticisme général. Mais d'autres démissions, en cascade, se produisent, toutefois insuffisantes aux yeux de l'opinion. En conséquence, les manifestations continuent, les plus importantes depuis le soulèvement de Berlin-Est en 1953, avec une exigence nouvelle, celle d'élections libres. Le 23 octobre, des centaines de milliers de personnes défilent dans la plupart des grandes villes : à Leipzig, elles sont 300 000. Dès la réouverture de la frontière avec la Tchécoslovaquie (1er novembre 1989), l'exode des Allemands de l'Est reprend. Dès le 3, ils peuvent gagner librement la RFA à partir de la Tchécoslovaquie, et ils sont 10 000 par jour à le faire. Cependant, les manifestations en faveur des changements rapides sont quotidiennes dans les principales villes. Le 8 novembre, le gouvernement — dirigé depuis 1964, avec quelques interruptions, par Willi Stoph — et le bureau politique du SED démissionnent tous les deux.

Né à Berlin en 1914, maçon, **Stoph** était entré au KPD en 1931. Il avait été propulsé par les Soviétiques au sommet du nouveau régime allemand. Peu d'hommes incarnaient mieux que Willi Stoph l'ancien régime de Pankow (partie Nord de Berlin-Est, où étaient installés les ministères). Il avait occupé les plus hautes fonctions de l'État est-allemand depuis sa création en 1949, devenant successivement ministre de l'Intérieur (1952), de la Défense (1956-1960), puis premier ministre (1964 à 1973), chef de l'État (1973-1976) et à nouveau premier ministre (1977-1989).

Après la réunification, Stoph dut répondre à des accusations de la justice allemande quant à sa responsabilité dans la mort de personnes ayant tenté de passer la frontière entre les deux Allemagnes. Il fut emprisonné deux fois, mais bénéficia d'un arrêt des poursuites en raison de son état de santé et même d'une indemnisation pour les mois passés en prison. Il est mort en 1999.

Hans Modrow (né en 1928), un réformateur, chef du parti à Dresde, est chargé de former le gouvernement. Le lendemain, 9 novembre, les autorités de RDA décident

l'ouverture du mur qui divise Berlin depuis août 1961 : les Allemands peuvent se déplacer librement de l'Est à l'Ouest. Cette décision provoque une nuit d'allégresse à Berlin. Des milliers de Berlinois de l'Est franchissent le mur. Le même jour, le chancelier Helmut Kohl (1930-2017), lors de sa visite en Pologne, interrompue les 10 et 11 pour se rendre à Berlin-Ouest, promet une aide de 3 milliards de marks en crédits garantis. La date du 9 novembre 1989 est décisive et fondamentale : la RDA existe toujours formellement, mais, de fait, plus la frontière, désormais ouverte. Pour l'heure, il ne s'agit que d'une seule ville, mais ô combien importante et symbolique : les Allemands se déplacent désormais librement de l'Est vers l'Ouest. Tandis que cet événement historique est salué dans tous les pays occidentaux et que la joie des retrouvailles éclate dans les deux Allemagnes, des centaines de milliers d'Allemands de l'Est, en particulier les Berlinois, se rendent à l'Ouest : le week-end des 11 et 12, ils sont deux millions, et trois millions celui des 18 et 19. Mais, pour la plupart, ils rentrent ensuite chez eux : l'exode est interrompu. Le grand symbole est la destruction du Mur de Berlin, qui permet à des millions d'Allemands de l'Est de visiter Berlin-Ouest, sans y rester : c'est une prodigieuse « accélération de l'histoire », quarante ans exactement après la création des deux États allemands ; il n'y a désormais pas d'autre alternative qu'une République fédérale d'Allemagne, étendue à toute l'Allemagne géographique ! Totale est l'incapacité des opposants à cette solution à proposer autre chose ! Le 5 décembre, la liberté quasi-totale de circulation par toute la frontière interallemande, cette fois-ci, est proclamée et il est procédé à l'ouverture solennelle de la porte de Brandebourg dans la nuit du 21 au 22 décembre 1989.

Entre-temps, un nouveau gouvernement est-allemand a été formé, le 17 novembre 1989, il est dirigé par Hans Modrow, comprend onze non-communistes sur 28 ministres. Modrow présente son gouvernement et réaffirme la légitimité de la RDA comme état socialiste. C'est lui qui propose dès le 17 à la République fédérale d'Allemagne (RFA) la négociation d'un nouveau traité, allant au-delà du « traité fondamental » de 1972, après avoir renouvelé son opposition à une réunification des deux Allemagnes. Le 28 novembre 1989, Kohl présente au Bundestag un plan, très théorique, en dix points, visant à la réalisation de l'unité allemande dans le cadre de « structures confédératives », ce qui suscite embarras à l'Ouest et réprobation à l'Est. Ainsi, le président Mitterrand, venu à Kiev s'entretenir avec le président Gorbatchév, estime le 6 décembre 1989 prématuré de parler de réunification de l'Allemagne et se rallie au projet soviétique de convocation de la CSCE en 1990, tout en étant profondément surpris et déçu par le manque de détermination de Gorbatchév à empêcher la réunification. Du traité franco-allemand de 1963 à l'unification allemande (3 octobre 1990), la prédominance économique de la RFA dans le couple franco-allemand avait été équilibrée par la supériorité politique de la France. Mitterrand est surpris par l'écroulement brutal de l'empire soviétique et il montre son inquiétude à l'égard de l'Allemagne. Les documents publiés depuis montrent avec netteté les réserves de Mitterrand quant à l'action de Kohl et, au contraire, la confiance qu'il a longtemps conservée en une RDA du XXI^e siècle. Mais cette opposition, relative, est vite

rendue caduque par la désagrégation de l'État est-allemand lui-même. La direction du Parti communiste (SED) se saborde toute entière le 3 décembre, sans attendre la réunion de son congrès extraordinaire, prévue pour le 15 décembre. En conséquence cette désagrégation accélère le débat sur la réunification, perspective encore écartée quelques jours plus tôt. On observe une grosse différence avec l'évolution de beaucoup de pays « de l'Est » : 1989 en Allemagne n'est pas un processus de réforme et de démocratisation, mais les organes du pouvoir s'effondrent comme un château de cartes. Comité central et Bureau politique, milices ouvrières, parlement, etc., s'évanouissent littéralement et deviennent brutalement des objets d'histoire voire de préhistoire. Le contexte est tissé aussi de manifestations contre le SED et le fragile gouvernement Hans Modrow, de la perspective — inévitable, logique, incontournable — de la réunification, qui brouille les cartes : voter démocratie-chrétienne (CDU), n'est-ce pas voter pour la réunification et donc pour la société de consommation ?

Les archives temporairement ouvertes en 1998 montrent que le gouvernement de Bonn n'avait aucun projet arrêté. Helmut Kohl va devenir ainsi le deuxième chancelier de l'unité dans l'histoire allemande, après le fondateur du Deuxième Reich, Bismarck, mais de manière bien différente ! Il va montrer son génie politique en sachant saisir l'occasion, en utilisant les événements, la conjoncture internationale et la volonté des Allemands de l'Est au profit de son objectif, celui qui correspond à l'inéluctable. Les 19 et 20 décembre le chancelier Kohl se rend à Dresde pour sa première visite officielle en RDA. Les deux pays s'engagent sur la voie de la « communauté contractuelle » proposée le 17 novembre par Modrow. Le 24, une totale liberté de circulation est instituée entre les deux Allemagnes. Le 30 janvier 1990, Gorbatchév, recevant à Moscou Modrow, premier ministre de RDA, accepte l'idée de la réunification des deux États allemands en reconnaissant son caractère inéluctable. Le lendemain, Hans Modrow, prenant en compte l'impatience de la population est-allemande, se rallie à l'idée de réunification de l'Allemagne et présente un plan en quatre étapes. Sa proposition de neutralisation militaire du futur État est rejetée à Bonn où le chancelier Helmut Kohl propose, le 6, une réalisation rapide de l'union économique et monétaire. Le 10 février, Gorbatchév, recevant à Moscou Kohl, lui confirme que l'URSS accepte que les deux États allemands décident librement de la forme, du calendrier, et des modalités de leur unification. Mais il précise, le 12, dans un message à Modrow, que « le maintien d'une Allemagne unie dans la structure de l'OTAN ne peut être accepté ».

Le 21 février 1990, Tadeusz Mazowiecki (1927-2013), premier ministre polonais, demande qu'un traité garantissant l'intangibilité de la frontière germano-polonaise soit conclu entre la Pologne et les deux Allemagnes avant la réunification. Malgré les pressions occidentales, le chancelier Kohl refuse de prendre des engagements sur cette question, affirmant qu'elle relève du Parlement et du gouvernement d'une Allemagne réunifiée. Toutefois, le 6 mars 1990, Kohl et son ministre des affaires étrangères mettent fin à leur

désaccord sur la question de la frontière Oder-Neisse avec la Pologne : l'inviolabilité est reconnue, le 8, par le Bundestag, à l'unanimité moins cinq abstentions. Le 9 mars 1990, le général Wojciech Jaruzelski (1923-2014) et Mazowiecki, chef de l'État et premier ministre polonais, reçoivent à Paris le soutien de la France sur la question de la frontière germano-polonaise. François Mitterrand souhaite qu'un « acte juridique international » garantisse l'intangibilité de cette frontière avant l'unification allemande.

Pendant ce temps, le refus du chancelier Kohl de continuer l'aide économique à la RDA provoque à l'Est l'émergence d'une idée simple : sans une unification rapide, c'est-à-dire une réunification, ou encore une adhésion à la RFA, nous — Allemands de l'Est — n'avons aucune chance d'instaurer l'économie de marché et d'accéder à la société de consommation ! La victoire de la droite lors des premières élections législatives libres (mars 1990) est interprétée comme un plébiscite en faveur de l'unification rapide de l'Allemagne. Le parti chrétien-démocrate de Lothar de Maizière (né en 1940), très soutenu par le chancelier ouest-allemand Kohl, remporte 164 des 400 sièges de la Chambre du Peuple : un gouvernement de Maizière est formé le 12 avril 1990, ministère de « grande coalition », retrouvant une tradition ouest-allemande. Les partis de la majorité se prononcent pour un rattachement rapide de la RDA à la RFA et pour une appartenance de l'Allemagne unie à l'OTAN et entre-temps, le 14 mars 1990, la conférence dite « 2 plus 4 » (RDA, RFA plus États-Unis, France-Grande-Bretagne et URSS) sur les aspects internationaux de l'unification allemande a tenu une première réunion à Bonn au niveau des experts. Kohl et de Maizière fixent en avril au 2 juillet la date de l'union monétaire, tandis que les négociations sur ses modalités, ouvertes le 27 entre les deux gouvernements allemands, aboutissent dès le 2 mai à un accord complet. Dans la négociation entre les deux Allemagnes, est négocié un « Traité d'État », signé quant à lui le 18 mai 1990. Ce traité d'État instituant, à la date du 1er juillet, l'union monétaire, économique et sociale entre la RFA et la RDA est paraphé à Bonn. Il consacre l'union monétaire, n'y ajoute explicitement pas grand-chose, mais, implicitement, il signifie l'unification des deux Allemagnes *par* la RFA, c'est-à-dire l'absorption de l'Allemagne de l'Est par l'Allemagne de l'Ouest, posant bien sûr, le problème du rapport de forces entre les deux anciennes Allemagnes. Le 21 juin 1990 les parlements de Bonn et de Berlin-Est ratifient le traité d'État. Ils approuvent aussi, à une encore plus large majorité, une déclaration sur l'intangibilité de la ligne Oder-Neisse comme frontière occidentale de la Pologne. Le 22 juin 1990, lors de la deuxième réunion ministérielle de la conférence les participants se montrent résolus à s'entendre sur le futur statut international de l'Allemagne. Ils décident d'accélérer les négociations afin qu'elles soient achevées en novembre, date fixée pour le sommet de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE) à Paris.

Le 2 juillet 1990, à la date prévue, l'union économique, monétaire et sociale entre RFA et RDA entre en vigueur : le deutschemark (de l'ouest) devient le seul moyen de

paiement et les contrôles aux frontières entre les deux pays sont supprimés. Le 16, Kohl, en visite en URSS depuis le 14, conclut un accord « historique » avec Gorbatchév : Moscou lève son opposition à l'appartenance de la future Allemagne unie à l'OTAN ; un traité sera conclu entre l'URSS et l'Allemagne unie, prévoyant le retrait avant trois ou quatre ans des 380 000 soldats soviétiques stationnés en RDA ; les effectifs de la future armée allemande seront réduits dans le même délai à 370 000 hommes ; l'Allemagne unie renoncera à la fabrication et à la possession d'armes atomiques, bactériologiques et chimiques. Par ailleurs, la signature d'un traité de coopération germano-soviétique est prévue d'ici un an. Le 17, à Paris, lors de la troisième réunion ministérielle de la conférence, l'accord sur les aspects extérieurs de l'unification allemande, conclu la veille dans le Caucase par Kohl et Gorbatchév, est entériné. La Pologne, invitée à cette réunion, obtient des Allemands l'engagement que l'intangibilité de la frontière germano-polonaise le long de la ligne Oder-Neisse sera garantie par un traité peu après la réunification. Le 22, le Parlement est-allemand vote une loi qui rétablit les *länder* en RDA, consacrant ainsi le retour du fédéralisme dans toute l'Allemagne.

Le 12 septembre 1990, le traité qui rétablit l'Allemagne unie dans sa pleine souveraineté est paraphé à Moscou, lors de la quatrième et dernière réunion ministérielle de la conférence « 2 plus 4 ». Le 13, Moscou, qui s'engage à retirer les 380 000 soldats soviétiques de RDA avant la fin 1994, obtient de Bonn une « aide au départ » de 12 milliards de marks ainsi qu'un crédit sans intérêts de 3 milliards. Le 20 septembre, les Parlements de Bonn et de Berlin-Est ratifient le traité d'unification conclu le 31 août. Les deux anciennes Allemagnes se sont décidément lancées dans une véritable marche forcée vers l'unification. Juridiquement, celle-ci est définitivement signifiée le 3 octobre 1990, lors des cérémonies de réunification, comme une unification *allemande*, par adhésion à la RFA de l'ancienne RDA. Un traité d'amitié et de coopération est signé lors de la visite de Mikhaïl Gorbatchév à Bonn et, le 10 novembre 1990, dans le Palatinat. Le 14 novembre 1990, le traité garantissant l'intangibilité de la frontière germano-polonaise sur la ligne Oder-Neisse est paraphé à Varsovie.

Et les premières élections « pan-allemandes » sont fixées au 2 décembre 1990. La coalition de centre-droit dirigée par le chancelier Kohl remporte alors une nette victoire aux élections législatives, le premier scrutin libre dans l'Allemagne unie depuis 1932. Un premier bilan peut s'établir pour l'automne 1990. L'unification est déjà, concrètement, à ce moment une forme de « prise en charge » par la RFA, les Allemands de l'Est étant les seuls habitants de l'Europe orientale à être théoriquement assurés de connaître d'ici quelques années un « miracle économique ». Mais, à court terme, celui-ci va être plutôt chômage et désenchantement. Et l'Allemagne de l'Est est le seul cas, en Europe centrale et orientale, où l'État a été mis à bas avec le régime !

En outre, comme l'a écrit **André Fontaine** (1921-2013) dans sa préface à *L'année dans le monde...*, 1990 : « Le seul moyen d'arrêter l'hémorragie, désormais, c'était de persuader les Allemands de l'Est qu'ils pourraient trouver chez eux les libertés et les biens de consommation qu'ils allaient chercher à l'Ouest : autrement dit d'intégrer purement et simplement leur République dans la RFA.

La très nette victoire des partisans de la réunification aux élections du 18 mars en RDA devait entériner cette évidence. Restait pour Gorbatchév à accepter que l'Allemagne unie demeure dans l'OTAN. La reconnaissance « définitive » de la frontière Oder-Neisse, la réduction à 370 000 hommes des effectifs de la *Bundeswehr* et surtout l'octroi d'une série de très gros crédits allaient tout de même lui faciliter l'absorption de cette couleuvre.

Avant de s'abreuver aux sources de l'abondance, les citoyens de la RDA, devenus ceux de la RFA, doivent certes s'habituer à la rude loi du chômage : les prix montent et avec eux les chiffres du chômage, la législation sociale est moins protectrice, l'avortement est moins facile. Le leader social-démocrate Oskar Lafontaine se trompe pourtant du tout au tout lorsqu'il croit que les difficultés pratiques nées de la réunification la rendent impopulaire : il sera battu à plate couture lors des élections qui, en décembre, conduisent aux urnes, pour la première fois depuis près de soixante ans, l'ensemble des Allemands. »

Une autre conséquence globale de la réunification telle qu'elle s'est opérée est de faire de Berlin la capitale évidente de la nouvelle Allemagne, nouveau Reich républicain pour de bon, et on se souvient que Berlin était déjà la capitale de la « République de Weimar », premier Reich républicain. Le 19 avril 1999 a lieu l'inauguration du nouveau Reichstag. Le 1er juillet 1999, les deux chambres quittent Bonn pour Berlin. Ajoutons que dans la nouvelle capitale allemande, il a fallu une difficile concertation publique de cinq ans pour arrêter les grandes orientations architecturales. Mais les problèmes engendrés par la réunification sont tels (ils dépassent le cadre de cet ouvrage) qu'on comprend que lorsque, le 9 novembre 1999, Helmut Kohl, Mikhaïl Gorbatchév, George Bush et Gerhard Schröder célèbrent le dixième anniversaire de la chute du Mur de Berlin, ils le font au milieu d'une assez large indifférence populaire.

Quelques semaines plus tôt, l'écrivain allemand **Günter Grass** (*Le Tambour*, 1959, etc.), né à Dantzig en 1928, avait enfin obtenu le prix Nobel de littérature. Proche de Willy Brandt dans les années 60, il avait provoqué une violente polémique en critiquant la réunification. Il révélera en 2006 qu'il avait été enrôlé à la fin de la guerre dans les Waffen-SS, ce qu'il avait dissimulé depuis soixante ans.

□ La « grande secousse à l'Est » (P.Kende & A.Smolar, *La Grande Secousse. Europe de l'est. 1989-1990* Presses du CNRS, 1990, 235 p.)

À l'Est, comme l'on disait dans les chapitres précédents, la carte politique s'est totalement transformée, avec sans doute réapparition de la notion d'Europe centrale. Qu'on en juge : il s'est produit un véritable « automne des peuples » en 1989, comparable au fameux « printemps des peuples » de 1848, éclipsant la commémoration du bicentenaire de la

Révolution française ! La rapidité des bouleversements est frappante, et encore ne sont-ils pas terminés et il subsiste de nombreux points obscurs... Partout, la légitimité des régimes communistes s'était fondée largement sur l'affirmation du caractère modernisé des économies et généreux des États-providence, seul à même de faciliter la promotion sociale et le bien-être. Mais, à cause de la diversité des traditions, qui rejoue avec les événements de 1989-1990, une ligne de démarcation assez nette (?) distingue entre pays d'Europe centrale et ceux d'Europe du Sud-Est. Des changements politiques radicaux en Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Slovénie, Croatie, RDA, mais une simple modernisation (?) du système communiste en Bulgarie, Roumanie, et dans le reste de la Yougoslavie. Une véritable « secousse » s'est produite. Mais frappante est aussi l'immensité des problèmes à résoudre : il s'agit partout d'édifier — à la place des « États-partis » des « démocraties populaires » — un État de droit véritable et une vraie société. Essayons de reconstituer la « secousse ».

Il faut rappeler que l'ordre soviétique avait déjà été contesté, avec l'appui d'une partie des communistes locaux, en 1956, 1968 et encore en 1980-1981, mais la subordination des dirigeants est-européens avait dans les années 1970 et 1980 cédé le pas à une espèce de « *partnership* » comportant plus d'autonomie dans la conduite des affaires intérieures. »¹ Il s'était donc agi d'une volonté soviétique d'associer les responsables est-européens aux décisions importantes, ou du moins de prendre leur avis, ce qu'avait bien montré la façon de se débarrasser de Solidarité (*Solidarnosc*) en décembre 1981. Il s'était donc établi une sorte de *partnership*, sans remise en cause fondamentale, bien sûr. Et cela s'était accompagné d'une avancée sans précédent de l'URSS dans le monde lors de l'ère brejnévienne (cf. 7e partie). L'époque Gorbatchév avait été le retour à la détente, mais sans les illusions qui avaient marqué la détente des années 60 et 70, pour l'URSS comme pour l'Occident. Cela avait désormais signifié la baisse du budget militaire, la réduction des armements nucléaires, l'annonce par le vice-ministre des Affaires étrangères, à New York, le 15 décembre 1989, du retrait (à terme, indéterminé) de toutes les troupes stationnées à l'étranger (soit quelques 600 000 h) ! L'impulsion soviétique décisive est bien sûr de 1989. C'est donc l'action de l'URSS — plus, en définitive qu'une absence de réaction — sur la Pologne et la Hongrie qui est fondamentale. Mais il est certain que l'impulsion est donnée, c'est-à-dire décidée par l'URSS en 1989, face d'abord aux initiatives polonaises, ensuite à l'égard du basculement de la Hongrie. Nous ne savons *rien* — tout au moins à coup sûr — de ce qui s'est passé, discuté décidé, etc., à Moscou au printemps 1989 ! Il y a une vraisemblablement résignation à une sorte de « finlandisation » de la Hongrie et de la Pologne, mais pourquoi ? En 1990, l'URSS accepte la signature du traité de paix sur l'Allemagne (voir plus haut) : Deuxième Guerre mondiale et Guerre froide sont finies !

¹ Kende & Smolar, *op. cit.*, p. 11.

La cause profonde est la *perestroïka*, mais dans sa deuxième phase, à partir donc de 1987, quand apparaît nécessaire l'aide de l'Occident à l'URSS. Le processus fut amorcé par le retrait soviétique d'Afghanistan (voir plus haut) et la promesse de Moscou de ne plus faire d'intervention de ce type : les pays d'Europe centrale et orientale ont alors massivement refusé l'obéissance. Le moment décisif a été l'autorisation donnée à l'été 1990 aux « touristes » est-allemands de partir pour la Hongrie, donc l'Autriche. Y a-t-il eu réellement feu vert de Moscou ? Les hésitations sont nombreuses de la part de l'URSS au deuxième semestre 1990 : pourquoi et comment ? La conséquence principale fut un colossal recul de la politique extérieure de l'URSS. Le « bloc » était né avec la Guerre froide, il disparaissait, avec d'une part la suppression du Pacte de Varsovie en 1991 — et l'annonce du retrait des troupes soviétiques — , d'autre part le remplacement du COMECON (le CAEM, Conseil d'Assistance économique mutuelle) par une Organisation de Coopération économique internationale en février 1991. Quarante-cinq ans de diplomatie soviétiques étaient annulés par l'acceptation en 1990 de l'unification allemande dans le cadre de l'OTAN. La compréhension de l'attitude globale de l'URSS n'est pas évidente : fuite en avant, la répression étant impossible ? l'absence d'autre choix possible : l'URSS n'avait pas le choix, d'autant plus qu'après l'ouragan qui s'était abattu sur la RDA, il ne lui restait plus grand-chose à sauver ! Ou encore l'espoir, en contrepartie de l'aide (économique) occidentale (indispensable à la remise à flot de l'économie soviétique), d'« intégrer » l'Europe ? La *perestroïka* n'a-t-elle pas ouvert la boîte de Pandore ?

Le **Pacte de Varsovie**, alliance entre les pays d'Europe de l'Est, est totalement dissout le 1er juillet 1991, malgré la volonté de l'URSS de conserver ses structures politiques (voir plus haut). Le COMECON (CAEM), alliance économique créée en 1949, et qui regroupe six pays d'Europe de l'Est, la Mongolie, le Vietnam et Cuba, est officiellement dissout le 28 juin 1991.

Il se produit un véritable phénomène de « retour de l'histoire ». Comme l'a souligné dans un brillant article du *Monde* (4 janvier 1990) l'historien René Girault, « en 1989, les pays d'Europe centrale ont lutté pour la démocratie et pour leurs droits nationaux, comme ils l'avaient fait pendant le "printemps des peuples" de 1848 ». Référence à la Révolution française de 1789, aux révolutions de 1848, aux quelques expériences démocratiques de l'entre-deux-guerres, idéalisation du passé et force des valeurs communes à tous les Européens. Les problèmes généraux sont nombreux : création d'un État de droit, passage d'un mode de production socialiste à une économie de marché, poids des mentalités et des habitudes, opportunité de l'épuration. Les problèmes politiques, ce sont la nécessaire mais délicate épuration politique, la rapide revendication, partout, du multipartisme, cependant dans le cadre de la définition d'un État de droit, en même temps la crainte et l'aversion profondes vis-à-vis de la politique. Les nouvelles formations politiques ont du mal à s'autodéfinir et il y a même phobie vis-à-vis du mot « parti ». Comment, de surcroît, faire émerger une nouvelle classe politique ? Un système de démocratisation parlementaire se met en place, alors qu'il n'existe ni le substrat de l'économie de marché pluraliste, ni les bases de la

société civile développée. Les problèmes économiques viennent de ce que toutes les références au socialisme sont effacées partout, mais le passage d'un mode de production socialiste à une économie de marché est inédit, ce qui fait que la marche à suivre est mal définie. Il y a nécessité de l'aide occidentale : l'année 1990 voit la création de la BERD (Banque européenne pour la Reconstruction et le Développement de l'Europe de l'Est), groupant les pays de l'Est (dont l'URSS), les Douze de la CEE, les Six de l'AELE et quatorze autres pays, dont les États-Unis. Il y a des programmes de privatisation partout, mais le poids des mentalités et des habitudes prises s'avère lourd. Le chômage est inéluctable, mais les sociétés ne s'étaient absolument pas préparées à l'affronter. Il est partout difficile de reconstruire une société civile : la formation civique des populations est inexistante, le rôle des syndicats et des Églises reste à définir. Enfin, le problème des nationalités existe toujours dans cette Europe héritière des empires du XIXe siècle et balkanisée par les traités d'après la Première Guerre mondiale. La carte des États-nations de 1945 était très imparfaite, quoi qu'on en ait dit ici et là, pour se justifier. Les rapports entre ex-pays frères, les relations avec l'URSS et ses minorités (*cf.* la Roumanie), se compliquent de l'existence de minorités nationales, sans parler de l'antisémitisme, vif dans de nombreux pays. S'y ajoutent le problème des rapports avec d'autres pays (*cf.* la Turquie) et la place en Europe centrale de la Grande Allemagne formée par la réunification, ce que montra bien la question de la ligne Oder-Neisse. Se pose aussi le problème des rapports avec l'Europe occidentale, donc avec la CEE. Le 22 novembre 1991, la Hongrie, la Pologne et la Tchécoslovaquie signent à Bruxelles des accords d'association avec la CEE, après 18 mois de négociations. Ce problème des nationalités est un véritable problème d'existence pour la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, qui éclatent toutes deux. La Fédération de Tchécoslovaquie est dissoute le 31 décembre 1992 et laisse la place au 1er janvier 1995 à deux états distincts, la République tchèque (Bohême et Moravie) et la Slovaquie. Au total, un véritable phénomène de « retour de l'histoire ».

Chapitre 38. L'UNIFICATION EUROPÉENNE ET LES GUERRES DE YOUGOSLAVIE

□ Les conditions d'une relance européenne

De 1984 à 1989, la situation économique s'améliore : les exportations européennes sont stimulées par la reprise économique aux États-Unis, les économies européennes s'assainissent (notamment grâce au ralentissement de l'inflation), le prix du pétrole s'effondre à partir de 1986. D'autre part, il y a reprise de la demande intérieure, reprise modérée de la production, recul (tardif) du chômage, mais des difficultés économiques apparaissent en 1989 et de vifs contrastes persistent, notamment entre le Nord et le Sud de la Communauté. Le SME fonctionne de manière satisfaisante à partir de 1983. C'est une stabilité, relativement au reste du monde. Il y a absorption de nouvelles monnaies, quelques réajustements limités pour tenir compte des différentiels d'inflation, adhésion de la livre sterling en 1990 et l'ECU développe son rôle (il est unité de compte pour les transactions commerciales, des emprunts internationaux sont libellés en écus, etc.).

Une réforme progressive de la PAC est destinée à en limiter le coût. Des quotas sont établis pour les produits laitiers (1984), une prime à l'abattage des vaches laitières est instituée, les accords de Luxembourg (1986) limitent l'aide accordée pour certains produits, une série de mesures visent à réduire les excédents agricoles, devenus considérables au début des années 80. Les conséquences sociales de tout cela sont dramatiques et en 1992 il faudra une nouvelle réforme de la PAC, pour endiguer les excédents et freiner les dépenses : les prix garantis sont réduits, les agriculteurs reçoivent des primes pour geler une partie de leurs terres, réduire leurs têtes de bétail, etc., l'aide au départ en retraite est accrue. Les conditions politiques sont favorables et les liens franco-allemands sont resserrés : sont créés un Comité de Défense et de Sécurité et surtout la brigade franco-allemande. Les élections de 1989 au Parlement européen montrent, une nouvelle fois, une participation faible (58,5 %). Le groupe socialiste est renforcé et les Verts, qui constituent un groupe autonome, font une forte poussée.

□ La relance de l'Union européenne (1986-1990)

Une déclaration commune germano-italienne et le mémorandum français d'octobre 1981 demandent une « relance » : on a déjà vu la vogue, ancienne, du mot (*cf.* 6^e partie). Le Conseil européen de Stuttgart (juin 1983) réaffirme la volonté des Dix de créer une Europe unie. Les Dix s'efforcent d'adopter une position commune lors de certaines crises internationales ; c'est le cas à propos de l'Iran en 1979-1980, lorsque les Dix expriment leur solidarité avec les États-Unis. Cela l'est aussi à propos de l'Afghanistan en 1979 : ils condamnent l'intervention soviétique. Le coup d'État militaire en Pologne en 1981 est condamné ; lors de la Guerre des Malouines en 1982, les Dix affichent leur solidarité avec la

Grande-Bretagne. Mais les progrès réels sont lents. Royaume-Uni, Grèce et Danemark sont hostiles à toute révision du traité de Rome et si le Conseil européen de Fontainebleau (juin 1984) rend possible la relance de la construction européenne, celui de Milan (juin 1985) est un échec.

Celui de Luxembourg (décembre 1985) adopte les grandes lignes de l' « Acte unique européen ». Il rassemble en un seul texte des dispositions portant réforme des institutions européennes — élargissement des domaines de compétence du Parlement, et surtout de la Commission, adoption d'un nombre important de décisions à la majorité qualifiée — et des dispositions sur la coopération européenne en matière de politique étrangère, la « CPE », Coopération politique européenne. Le Conseil de Luxembourg envisage l'établissement au 31 décembre 1992 d'un « grand marché » intérieur sans frontières intérieures, dont le but est de favoriser la coopération industrielle, scientifique et technique. Cela est jugé insuffisant par le Parlement européen, dont le siège n'est toujours pas fixé officiellement d'ailleurs : il tient ses sessions à Strasbourg, les groupes et les commissions se réunissent, en général à Bruxelles. La querelle du siège démarre fin 1985 et elle rebondit régulièrement, avec de nombreux compromis. Mais l'Acte unique européen est quand même signé à Luxembourg par 9 des Douze le 17 février 1986, et le 28 février à La Haye par les trois derniers (Grèce, Danemark et Italie). Il entre en vigueur le 1er juillet 1987. Il relance la construction européenne, modifiant le traité de Rome, en permettant le vote à la majorité qualifiée (54 voix sur 76, et non plus l'unanimité) pour l'harmonisation des législations. La réalisation d'un « grand marché intérieur » sans frontières est fixée au 1er janvier 1993.

L'Union de l'Europe occidentale (UEO, voir plus haut) est réactivée par la « plateforme de La Haye » (27 octobre 1987) sur « les intérêts européens en matière de sécurité ». Le traité de Maastricht va faire de l'UEO le bras armé de l'Union européenne en vue d'une politique de sécurité commune. Le Conseil de l'UEO précise ses domaines d'intervention (1992) : missions humanitaires, missions de maintien de la paix, opérations de rétablissement de la paix. Ses moyens militaires sont composés de l'Eurocorps (22 mai 1992), de 35 000 à 50 000 hommes (la Brigade franco-allemande, des Belges, des Luxembourgeois et des Espagnols), opérationnel depuis 1995, et de « groupements tactiques » multinationaux (Eurofor, Euromarfor). L'Eurocorps peut être utilisé dans le cadre de l'OTAN. Mais l'absence de commandement intégré limite l'efficacité de l'UEO. Les dispositions annexes de l'Acte unique sont nombreuses dans le domaine de l'établissement d'un grand marché unique. Les diplômes d'enseignement supérieur sont mutuellement reconnus, la coopération culturelle entre les Douze est avancée, c'est ainsi que naît le projet Erasmus. Mais ne progressent guère ou pas l'harmonisation des taux de TVA, ainsi que beaucoup de dispositions sociales. Et de nombreux pays ont pris du retard dans l'application des directives communautaires.

Le Conseil des Ministres des Finances de Palerme, en avril 1985, étend le rôle international de l'ECU : les banques centrales des États membres peuvent en échanger contre des dollars, les banques centrales des pays tiers peuvent en détenir, etc. La réduction de l'écart d'inflation entre la France et la RFA facilite les avancées financières. Les deux années 1988-1989 voient naître de nombreux projets de monnaie unique et de banque fédérale. Tous les mouvements de capitaux sont libérés au 1er juillet 1990 : c'est la première phase de l'Union économique et monétaire (UEM). Il y en aura trois, avec comme dates principales : les 15-16 décembre 1995, le 1er janvier 1999 et le 1er janvier 2002. Le sommet de Madrid, baptisé « euro » la future monnaie unique et fixe à l'unanimité la date de son lancement au 1er janvier 1999. A cette date naît l'euro, à titre de monnaie de compte. Un « Euroland » à onze entre en vigueur, cette date signifie l'obligation des transactions en euros entre la BCE (Banque centrale européenne) et les banques nationales (il sera à quinze en 2008). Enfin, au 1er janvier 2002, sont mis en circulation les pièces et les billets.

□ Vers une Communauté élargie

La Turquie avait été candidate, en même temps que la Grèce, dès juin 1959 ; elle avait bénéficié d'un accord dit d'association, en vue d'une adhésion ultérieure, en 1963 (cela avait été le cas de la Grèce dès 1961). Elle pose à nouveau sa candidature le 14 avril 1987. La Grèce manifeste aussitôt son hostilité, le problème des droits de l'homme se pose immédiatement, il y a un risque de concurrence agricole, etc. La CEE repousse l'examen de la candidature turque à l'entrée en vigueur de l'Acte unique. L'Union européenne et la Turquie signent en 1995 un accord d'union douanière qui entrera en vigueur le 1er janvier 1996. Le Maroc bénéficiait d'un accord commercial depuis 1969, il pose sa candidature le 20 juillet 1987 ; elle est repoussée en septembre, le Maroc « n'étant pas un État européen », mais trois nouveaux accords économiques sont passés avec lui en 1988. L'Autriche fait acte de candidature en 1988, donc avant la réunification allemande, et sans lien avec elle.

L'effondrement des régimes communistes en Europe orientale ouvre de nouvelles perspectives. D'abord, la réunification allemande fait « entrer l'Allemagne de l'Est dans la CEE ». Elle est approuvée par les Douze, à Strasbourg le 8 décembre 1989, puis à Dublin, le 20 février 1990. Son coût financier est supporté intégralement par l'Allemagne, au début. Globalement, cela pose le problème de l'équilibre et de l'attitude de l'Allemagne « nouvelle ». Des accords de coopération commerciale et économique (libération progressive des échanges, facilité pour les investissements, traitement de la nation la plus favorisée, etc.) sont passés avec la Hongrie (dès le 26 septembre 1988), la Tchécoslovaquie et l'URSS (dès le 26 septembre 1988), la Pologne (19 septembre 1989), la Roumanie (10 juin 1990), etc. Le Conseil européen de Strasbourg (décembre 1989) décide la création de la Banque européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD, voir plus haut). Des pays de l'Europe de l'Est

posent leur candidature à l'entrée dans la Communauté en 1990 et 1991 (ne pas confondre avec celle au Conseil de l'Europe : voir plus loin). François Mitterrand (1916-1996) propose, solution alternative, le 31 décembre 1990 une « confédération » européenne avec les pays de l'Est (voir plus loin).

□ Les conséquences de la « grande secousse à l'Est » : une géographie nouvelle

En vertu du traité de Maastricht de 1992 (voir plus haut), la CEE se transforme au 1er novembre 1993 en Union européenne. L'Union européenne, c'est d'abord une géographie mouvante, avec des adhésions nouvelles, bien sûr, l'Europe unie étant à six membres en 1957, à neuf en 1973, à dix en 1981, à douze en 1986, puis enfin à quinze depuis 1993, mais aussi des refus, comme celui du peuple norvégien, qui, consulté par référendum le 28 novembre 1994, repousse l'entrée dans l'Union européenne, comme il avait refusé d'entrer dans le Marché commun en 1972 (cf. 6e partie). Les Douze et les sept pays de l'AELE se mettent d'accord le 22 octobre 1991 pour la création de l'Espace économique européen. Quatre ans plus tard, l'Union européenne passe de douze à quinze membres après l'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède (1995), ce qui accroît sa population et son produit intérieur brut de 6 %. L'évolution territoriale est majeure, notamment en raison de l'adjonction de vastes espaces arctiques à faible densité de population. Ce quatrième élargissement devait être suivi d'autres. Après l'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède à l'Union européenne (UE), l'AELE ne comprend plus que l'Islande, la Norvège, le Liechtenstein et la Suisse. Elle signe avec la CEE le 2 mai 1992 le traité de Porto, qui crée entre elles deux l'Espace économique européen (EEE), à 19.

Est-ce une réorientation ? Une Union à géométrie variable est en construction dans un continent où se rétablissent les contacts entre des espaces artificiellement séparés. Par-delà un siècle et demi de cloisonnements et d'affrontements, suivant un mouvement amorcé après la Seconde Guerre mondiale, l'Europe reprend possession de sa géographie, en effaçant quelques-unes des cicatrices de l'histoire. Depuis 1989, l'ouverture des pays ex-communistes annonce une réorientation géographique encore plus importante du continent : l'Europe a entamé la reconstitution de son centre. En 1990, l'unification allemande a fait entrer sans transition dans la CEE des régions — les cinq nouveaux *länder* — traumatisées par cinq décennies de mal-développement. La situation n'est guère plus brillante en Pologne, dans les Républiques tchèque et slovaque, et en Hongrie, où il est nécessaire de réhabiliter des espaces bien plus dégradés que les zones dites en déclin industriel de la Communauté. L'effondrement des régimes communistes en Europe orientale a ouvert de nouvelles perspectives, celles de l'ouverture à l'Est. Outre l'adjonction de l'ex-RDA (voir plus haut), la CEE accorde une aide économique à certains pays : cf. les accords de coopération commerciale et économique vus plus haut. Enfin, des pays de l'Europe de l'Est posent leur candidature à l'entrée dans la

Communauté en 1990 et 1991. Le 5 mai 1989, François Mitterrand, s'adressant à Strasbourg à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe pour le 40e anniversaire de l'organisation, souhaite que des « liens plus forts » soient établis avec l'Europe de l'Est. Le 10, Catherine Lalumière est élue secrétaire générale du Conseil qui, avec l'adhésion, le 5, de la Finlande, regroupe les vingt-trois pays de l'Europe non communiste. Logiquement, Mitterrand propose le 31 décembre 1990 une « confédération » européenne avec les pays de l'Est. Du 12 au 14 juin de l'année suivante, se réunirent Prague les Assises de la Confédération européenne, à l'initiative de François Mitterrand. Un autre effet de Maastricht a été d'accorder un surcroît de légitimité à l'idée de politique étrangère européenne. En témoignent les clauses du traité qui, transformant la Coopération politique européenne (CPE), en une Politique étrangère et de Sécurité commune (PESC), affirment l'identité de l'UE sur la scène internationale. Mais le développement de la PESC a amorcé un difficile débat sur la relation avec l'OTAN... Que faire de cet élargissement ?

- fin 2000, l' « Europe des 28 » s'établit ainsi :
- * 15 pays membres de l'UE : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume Uni, Suède
- * 12 pays dits « en négociation » : Bulgarie, Chypre, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie
- * un pays dit « en attente », la Turquie
- Au 1er janvier 2002, sont mises en circulation les pièces (euros et centimes) et les billets (une face commune, une face nationale, de 5 à 500 euros)
- 1er juillet 2002. Les pièces et les billets libellés en monnaie nationale n'ont plus cours et sont retirés.
- En 2004, étape décisive, dix pays adhèrent à l'UE, qui passe donc à 25 membres : Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie et la Slovénie.
- En 2007, avec l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie, naît l'Europe à 27.

□ Les guerres de Yougoslavie

Le modèle marxiste-léniniste stalinien n'a duré en Yougoslavie que jusqu'en novembre 1949, date de la rupture avec l'URSS de Staline. La décomposition du communisme yougoslave depuis la mort de Tito (1980) révèle que la synthèse titiste était très fragile, malgré sa réputation et ses remaniements. Elle pose le problème du sort d'un État fédéral, à cause de l'importance du heurt entre nationalités — et de la carte du pays —, un problème remontant à 1918, c'est-à-dire à la fondation même du pays, sous la forme première du « royaume serbe-croate-slovène » ! Au début des années 1920 s'était construite la fiction d'une « Yougoslavie », pays des Slaves du Sud, d'autant plus irréel que les Hongrois de Voïvodine et les Albanais du sud du Kosovo (capitale : Pristina) ne sont pas des Slaves. La Yougoslavie a toujours souffert du vieux clivage entre Serbes et Croates, d'autant plus que des Serbes habitent dans la

République de Croatie (capitale : Zagreb) et que les Hongrois et les Albanais sont loin d'être les seuls habitants des régions évoquées plus haut. Elle a souffert du conflit entre Serbes et Albanais dans les années 1980, de la tension entre Serbes et Slovènes. Ce problème des nationalités débouche sur des revendications, puis des proclamations d'indépendance, la première étant celle de la Slovénie (capitale : Ljubljana, 20 251 km², 1 943 000 habitants) et de la Croatie (capitale : Zagreb, 56 538 km², 4 681 000 habitants) le 25 juin 1991. Tout au long de l'année 1990, des élections parlementaires libres ont pour la première fois lieu dans les six républiques fédérées. Ce problème des nationalités menace le PC (la « Ligue des communistes yougoslaves ») de désintégration. Vite, le progrès politique, réel dans certaines républiques, distingue Slovénie et Croatie du reste de la fédération, et il contribue à opposer Europe centrale et Europe orientale. Comme partout ailleurs se posent des problèmes économiques, ici doublés par une tradition d'émigration et par la gravité des problèmes révélés après la mort de Tito, comme l'hyper-inflation, de 250 % en 1988, 2 600 % en 1989, mais se ralentissant en 1990. Les formes, ce sont des élections libres, les premières dans des Républiques populaires (Slovénie et Croatie en avril et mai 1990), amenant au pouvoir des coalitions anti-communistes. Des manifestations réclament des libertés, en mars 1991, tandis que s'effectue une ouverture économique, ici aux capitaux étrangers.

Chronologie 1990-1995

- **8 avril 1990.** Lors des premières élections libres en Slovénie, la coalition d'opposition non communiste Demos obtient 55 % des suffrages et remporte 47 des 80 sièges au parlement de Ljubljana. Mais au deuxième tour de l'élection présidentielle en Slovénie, le 22, c'est un communiste réformateur, Milan Kucan, qui est élu. Il sera l'année suivante l'artisan de l'indépendance slovène. En 1992, il sera réélu, ainsi qu'en 1997.

- **9 décembre 1990.** Lors des premières élections libres en Serbie, Slobodan Milosevic (1941-2006) est reconduit à la présidence avec 65,34 % des suffrages. À l'issue du second tour, le 23, son parti, le PS (ex-communiste) remporte 194 des 250 sièges du Parlement. La Slovénie, où les nationalistes sont au pouvoir depuis avril, proclame son indépendance, le 26, après un référendum où le « oui » a recueilli 88,5 % des suffrages. Mais la sécession de la Slovénie n'est prévue qu'en cas d'échec des négociations avec les cinq autres Républiques de la Yougoslavie fédérale.

- **De juin à septembre 1991,** en Bosnie, qui était un véritable condensé de complexité ethnique yougoslave avec sa mosaïque de Serbes, de Croates et de Musulmans (Serbes islamisés durant l'occupation ottomane, pour qui Tito avait créé une nationalité artificielle), six enclaves serbes déclarent leur autonomie. Des affrontements armés éclatent en décembre entre Serbes favorables au maintien dans la fédération yougoslave, Croates partisans du rattachement à la Croatie et Musulmans aspirant à l'indépendance de la Bosnie.

- reconnaissance *de facto* par Belgrade de l'indépendance de la Slovénie le **18 juillet 1991**.
- **27 avril 1992**. Une « République fédérale de Yougoslavie » (RFY) est proclamée à Belgrade ; elle unit la Serbie (56 000 km², 5 832 000 habitants, dont les régions autonomes de Voïvodine et du Kosovo) et le Monténégro (13 812 km², 633 000 habitants) ; elle n'est pas reconnue par la communauté internationale.
- **6 janvier 1993**. Plusieurs rapports confirment la poursuite des atrocités en Bosnie-Herzégovine (51 121 km², 4 443 000 habitants), notamment la pratique du viol, systématisée dans le cadre de la politique de « purification ethnique »
- **L'ONU crée le TPI** (Tribunal pénal international) pour l'ex-Yougoslavie, chargé de juger les crimes de guerre. Siège à La Haye.
- **Le 9 novembre 1993**, le vieux pont de Mostar (Herzégovine), chef-d'œuvre de l'architecture ottomane, de 1557, est détruit par des obus croates
- **26 avril 1995**. Un criminel de guerre serbe de Bosnie, Dusko Tadic, comparaît devant le tribunal de La Haye, pour répondre de meurtres, tortures et viols répétés sur des détenus bosniaques durant l'été 1992. Celui que l'on nomme le Bourreau d'Omarska, plaide non coupable.
- **26 mai 1995**. Les Serbes répondent à un raid de l'OTAN contre des positions militaires proches de Sarajevo en capturant 167 « casques bleus » et observateurs de l'ONU et en les utilisant comme boucliers humains sur 12 sites stratégiques, à Sarajevo et dans les collines avoisinantes.
- **30 juin 1995**. Le Bundestag approuve la participation de la *Bundeswehr* à la Force multinationale de Réaction rapide (FRR), destinée à appuyer la force de l'ONU, la FORPRONU en Bosnie, aux côtés de la France, de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas. C'est la première fois que l'armée fédérale participe à une mission de combats depuis la Seconde Guerre mondiale. N.B. : il y a trois « forces de l'ONU » distinctes : la FORPRONU pour la Bosnie, la FORDÉPRÉNU pour la Macédoine, et l'ONURC pour la Croatie.
- **Juillet 1995**. Les Serbes de Bosnie s'emparent des « zones de sécurité » de l'ONU en Bosnie orientale, Srebrenica, Zepa. Ils « déplacent » les populations, afin de disposer d'un territoire « ethniquement pur »
- **Le 11 juillet 1995**, l'enclave de Srebrenica, pourtant déclarée zone de sécurité par l'ONU, tombe entre les mains de l'armée serbe. La population fuit, traquée, impitoyablement massacrée par les troupes du général Mladic. Des charniers, avec des milliers de cadavres, seront retrouvés l'année suivante.
- **25 juillet 1995**. Le Tribunal pénal international (TPI) de La Haye pour l'ex-Yougoslavie (voir plus haut) inculpe les chefs politique et militaire des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic et Ratko Mladic, de génocide et crimes contre l'humanité.
- **Août 1995**. La Croatie reconquiert la Krajina par une offensive éclair. La victoire croate jette sur les routes des milliers de réfugiés serbes (entre 100 000 et 200 000), qui se dirigent vers Banja Luka (Bosnie) et Belgrade (Serbie) : les autorités de Zagreb, aidées par les forces

musulmanes, chassent par la peur les habitants serbes de Krajina. On s'achemine vers un partage de fait de la Bosnie entre la Croatie (51 %) et la Serbie (49 %).

Après des accords préliminaires en septembre 1995 et un cessez-le-feu général un mois plus tard, sous l'impulsion, notamment, du médiateur américain Richard Holbrooke, un accord est signé par Alija Izetbegovic (président de la Bosnie), Slobodan Milosevic (président de la Serbie) et Franjo Tudjman (président de la Croatie). Le 1er novembre 1995, pour la première fois depuis le début du conflit, il y a plus de quatre ans, les présidents de Serbie, de Bosnie, et de Croatie se retrouvent sur une base américaine près de Dayton (Ohio) pour entamer des négociations de paix sous les auspices des États-Unis. Donnant le coup d'envoi des discussions, le secrétaire d'État américain Warren Minor Christopher (1925-2011) affirme que les États-Unis ne participeront pas à une force de paix en Bosnie tant que le chef des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic (né en 1945), et leur chef militaire, Ratko Mladic (né en 1942), inculpés de crimes de guerre par le Tribunal pénal international de La Haye (TPI), prétendent diriger la communauté serbe. Le 21, les trois présidents paraphent à Dayton un accord de paix maintenant l'entité de l'État bosniaque dans ses frontières reconnues sur la scène internationale, avec pour capitale Sarajevo réunifiée. L'accord consacre l'intégrité de la Bosnie, mais partage cette dernière en deux entités : la Fédération croato-musulmane (49 % du territoire) et la République serbe de Bosnie (51 %). Chacune d'elles dispose de sa Constitution, de ses forces armées, de sa police, et gère ses propres relations avec ses voisins. Une présidence collégiale est instituée, de même que des instances de médiation, telles qu'une commission des droits de la personne, un haut représentant de l'ONU et une force de police internationale. L'accord prévoit le libre retour des réfugiés et des élections générales. D'autre part, les criminels de guerre doivent être poursuivis par le Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie créé en février 1993. Une force multinationale se déploiera le long des lignes de démarcation entre les deux entités et veillera au retrait des forces combattantes de part et d'autre, tandis que la levée de toutes les sanctions imposées à la RFY est votée par le Conseil de sécurité de l'ONU le 22. Par ailleurs, Clinton rallie l'opinion américaine à l'envoi de 20 000 GI en ex-Yougoslavie. Le 14 décembre 1995, en présence d'une dizaine de chefs d'État ou de gouvernement, les trois présidents ratifient à Paris l'accord de paix paraphé à Dayton le 21 novembre, consacrant une partition de fait de la Bosnie, au bout de trois ans et demi (avril 1992-décembre 1995) d'une guerre qui a entraîné la mort de quelque 200 000 personnes et le déplacement de 2,7 millions de réfugiés, soit près de 50 % de la population d'avant-guerre (4,35 millions d'habitants). L'accord intervient alors que les forces bosno-serbes, lâchées par la Serbie à cause de l'embargo, ont perdu leur supériorité et subissent à la fois une contre-offensive des forces croato-musulmanes et des frappes aériennes de l'OTAN. Une partie importante de l'accord n'a pu être appliquée. Le retour des réfugiés pose problème, et l'on a même au contraire assisté à de nouveaux transferts de populations (les Serbes de Sarajevo ont dû quitter les quartiers qu'ils habitaient) et à la poursuite de conflits localisés, comme à Mostar

entre Croates et Musulmans. La libre circulation, elle, n'est encore que très partielle. Le Tribunal pénal international est mis en cause pour sa lenteur ou sa partialité. Les organisations politiques prônant démocratie, citoyenneté et « pluri-ethnisme » ont été battues aux élections générales (septembre 1996 et 1998), qui ont vu la victoire des trois partis nationalistes. Telle est la destinée de la *Pax americana* de novembre-décembre 1995

Chronologie 1996-1998

- Le **20 janvier 1996**, la force de protection des Nations-Unies (FORPRONU) déployée depuis plus de trois ans en Bosnie, transmet son autorité à l'IFOR (*Implementation Force*), de 63 000 hommes.
- La Slovénie signe un accord d'association avec l'UE le **10 juin 1996**
- **27 juin 1996**. Début de la mise en accusation de Radovan Karadzic et Ratko Mladic devant le Tribunal pénal international de La Haye, sous les chefs d'accusation de génocide et de crimes contre l'humanité.
- **14 septembre 1996**. Alija Izetbegovic élu président de la Bosnie. L'élection a fait l'objet de multiples fraudes.
- **1996** : « nettoyage ethnique » en Slavonie.
- **juin à octobre 1996**. Première tournée d'inspection des charniers d'ex-Yougoslavie par les experts du Tribunal pénal international de La Haye. Les enquêteurs ont creusé huit charniers dans les régions de Srebrenica (Bosnie orientale) et de Vukovar (Croatie).
- **6 novembre 1996**. La Croatie devient le 40e membre du Conseil de l'Europe, qui a beaucoup hésité à l'admettre, en raison des critiques sur le bilan du régime de Zagreb en matière de droits de l'homme.
- **10 novembre 1996**. Au pouvoir depuis quatre ans, le Parti démocrate libéral (centre gauche) du premier ministre slovène, Janez Drovsek, remporte les deuxièmes élections législatives depuis l'indépendance de la Slovénie en 1991.
- **fin novembre- décembre 1996**. Vague de contestation (manifestations massives dans les rues de Belgrade, etc.) contre le régime de Slobodan Milosevic à Belgrade.
- Dans la nuit du **13 au 14 janvier 1997**, une manifestation monstre de l'opposition célèbre dans Belgrade le Nouvel An orthodoxe.
- **21 décembre 1997**. Victoire du socialiste Milan Milutinovic à l'élection présidentielle de Serbie. Ministre des Affaires étrangères et fidèle de Slobodan Milosevic, il lui succède à la tête de la Serbie.
- **31 mai 1998**. Au Méténégro, victoire de la coalition du président Milo Djukanovic aux élections législatives et municipales, qui disposera d'une minorité de blocage dans les instances de la RFY.
- **juin 1998**. Démonstration de force de l'OTAN, pour impressionner Milosevic

- **17 juillet 1998**. Création d'une Cour pénale internationale, siégeant à La Haye, et dont la compétence s'étend aux génocides, aux crimes de guerre et aux crimes contre l'humanité. Instrument de prévention et de répression, la CPI doit contribuer à faire des droits de l'homme une préoccupation essentielle des relations internationales. La Cour est permanente, à la différence des TPI (voir plus haut).
- Dès **octobre 1998**, une intervention de l'OTAN au Kosovo paraît imminente, bien qu'aucun pays membre ne soit agressé ou en passe de l'être : l'OTAN va développer sa première intervention depuis sa fondation, en 1949, au nom du droit d'ingérence.
- **6 février 1999**. Ouverture des pourparlers de Rambouillet sur le Kosovo. Ils sont interrompus le 23 sans avoir définitivement abouti.

Droit d'ingérence. 79 jours de Guerre du Kosovo, du 24 mars au 10 juin 1999

- **Slobodan Milosevic**, né en 1941, élu président de la Serbie en juillet 1989, champion du réveil nationaliste, père de la nouvelle Constitution serbe, qui retire au Kosovo et à la Voïvodine (à forte minorité hongroise) leur autonomie, a fait du Kosovo — surnommé le berceau culturel des Serbes en instrumentalisant la défaite de 1389 face aux Turcs — la cible de son pouvoir.
- Mais le Kosovo avait été quelque peu oublié pendant la guerre en Croatie et en Bosnie et à la conférence de Dayton (Ohio), en novembre 1995, Milosevic a refusé catégoriquement d'aborder la question du Kosovo.
- **24 mars 1999**. L'OTAN, dont le secrétaire général est l'Espagnol Javier Solana, engage des opérations de guerre contre la Serbie, après le refus du plan de paix par Belgrade. Pour la première fois, l'Alliance atlantique engage un conflit armé contre une nation européenne. Formule de Clinton le 23 : « La superpuissance mondiale doit se dresser contre la purification ethnique ». Les premières « frappes aériennes » interviennent, l'état d'urgence est décrété à Belgrade. Missiles de croisière et bombardements aériens touchent la Serbie, le Kosovo et le Monténégro, qui fait toujours partie officiellement de la RFY : c'est l'opération « Force alliée ».
- L'intervention de l'OTAN précipite la réalisation d'un plan serbe (*Potkova*, « Fer à cheval », arrêté semble-t-il en février 1999 et poursuivant une longue histoire de violences) de « **purification ethnique** » du Kosovo : massacres, mutilations, viols, exactions, expulsions et autres atrocités provoquent le départ de centaines de milliers de réfugiés vers la Macédoine, l'Albanie, le Kosovo, la Bosnie, la Turquie et l'accueil de quelques milliers de Kosovars dans les pays de l'OTAN participant à l'opération « Force alliée », opération aérienne conforme aux enseignements tactiques traditionnels aux États-Unis et excluant rapidement une opération terrestre. Accusés à la fois d'en faire trop et pas assez, les Occidentaux manquent d'un discours efficace

- Du côté serbe s'installe une atmosphère de guerre, la population est totalement privée d'informations indépendantes, et les bombardements provoquent un recul économique qui ne pourra être rattrapé qu'en plusieurs décennies.
- Le Monténégro est pris au piège entre Belgrade et l'OTAN, les tendances pro-serbes s'y manifestent bruyamment, mais finalement sans remettre en cause la solidité du régime, en définitive très autonome vis-à-vis du « reste » de la RFY, tandis que la Macédoine, écartelée entre ses attaches serbes et son besoin des Européens, croule bientôt sous le nombre des réfugiés, qui viennent renforcer le nombre de ses habitants albanais (23 % de la population totale en mars 1999).
- Les Alliés sont divisés et désarmés devant la « marée humaine » des réfugiés, qui déstabilise la fragile société albanaise.
- 31 mars. Les forces serbes capturent trois soldats américains, leurs seuls prisonniers de la guerre, qui ne fera pas de mort directe dans les rangs alliés. Ils seront libérés le 2 mai. D'anciens soldats occidentaux de la guerre du Kosovo mourront par la suite, victimes des conséquences chimiques d'explosions dues à des munitions américaines à uranium appauvri, comme lors de la guerre du Golfe (voir plus loin).
- **8 mai 1999.** Bombardement par erreur de l'ambassade de Chine à Belgrade, dont les nouveaux bâtiments ne figuraient pas sur les cartes américaines... Cet « incident » provoque les jours suivants de violentes et massives manifestations en Chine contre les États-Unis et la guerre.
- Les négociations en vue d'une solution négociée du conflit du Kosovo ne commencent réellement qu'avec l'implication active, en mai, du président finlandais, Martti Ahtisaari, pour le compte de l'Union européenne.
- **26 mai 1999.** Le Tribunal pénal international (créé en 1993) inculpe pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité le président de la RFY, Milosevic, le président de la Serbie, Milan Milutinovic, et trois autres dirigeants.
- **28 mai.** Grâce à l'intervention des Russes, Milosevic accepte, sous conditions, le principe d'une force internationale au Kosovo. S'engagent alors de marathonniennes négociations, menées du côté occidental par le président finlandais Martti Ahtisaari ; elles aboutissent le 3 juin à un « document de paix » en dix points. Une force internationale de 50 000 hommes (KFOR), constituée de contingents européens (Grande-Bretagne, Allemagne, France, Italie, etc.), américains, russes et issus de pays neutres (d'Europe orientale), sous commandement britannique, se déploiera au Kosovo, au fur et à mesure du retrait des forces serbes
- Mais l'accord bute sur des points de détail, et l'OTAN reprend ses bombardements **les 7 et 8 juin 1999.** D'ultimes tractations s'engagent le 8 entre Russes et Occidentaux, elles aboutissent le lendemain, le 10, l'armée serbe commence son retrait le 10, mais c'est par surprise que des troupes russes s'emparent d'un secteur d'occupation dans la nuit du 11 au 12.
- La KFOR découvre des fosses communes et permet le retour des réfugiés.

- Les demandes de démission de Milosevic se multiplient en Serbie, l'église orthodoxe lâche Milosevic, mais l'opposition ne réussira jamais à s'organiser, encore moins à s'unir. De nombreux Serbes du Kosovo le quittent pour venir en Serbie.
- Bernard Kouchner, secrétaire d'État à la Santé en France, est nommé Haut Représentant pour le Kosovo le 2 juillet.
- **11 août 1999.** L'ONU nomme la Suisse Carla Del Ponte pour succéder à la Canadienne Louis Arbour à la tête du Tribunal pénal international. Révélée par sa lutte contre les mafias, elle sera notamment chargée d'instruire le dossier Milosevic, premier chef d'État inculpé de crimes contre l'humanité
- **29 septembre 1999.** En Serbie, la police réprime violemment une manifestation de l'opposition

Bilan de la guerre du Kosovo, pour l'histoire et l'historien : le Kosovo a été vidé d'au moins la moitié de sa population ; les forces européennes n'ont représenté que le quart des effectifs engagés ; les bavures médiatiques de l'OTAN ont été nombreuses. De nombreux largages ont été sans effet, très peu de blindés ont été atteints : la guerre du Kosovo démontre la mise en échec de la stratégie « du fort au fou » et elle se solde par de lourds dégâts écologiques, des « frappes » contre les civils et une économie serbe exsangue. La guerre du Kosovo voit émerger l'emploi d'un vocabulaire spécifique, d'une « langue de bois » accumulant les euphémismes, « frappe » pour bombardement, « dommages collatéraux » pour les victimes touchées en dehors (ou à la place) de l'objectif, « mines antipersonnel » pour les mines capables de frapper soldats et civils, « purification ethnique » pour génocide, etc.

Les principales dates d'après la guerre du Kosovo

- **24 septembre 2000.** Premier tour des élections présidentielles en Serbie. Le candidat de l'opposition, Vojislav Kostunica, l'emporte, avec la majorité absolue, sur le président sortant, Slobodan Milosevic. Mais celui-ci ne reconnaît qu'une majorité relative à son adversaire et organise, en conséquence, un second tour. Des manifestations de protestation sont organisées, tournant le 5 octobre à la situation insurrectionnelle, dont on saura quelques jours plus tard qu'elle a été très soigneusement organisée. Milosevic admet sa défaite publiquement le 6 octobre : Kostunica devient le président incontesté mais ambigu de la Yougoslavie, toutefois Milosevic tente de jouer encore un rôle.
- **28 octobre 2000.** Élections municipales au Kosovo, remportées (près de 60 % des voix) par la Ligue démocratique du Kosovo (LDK) d'Ibrahim Rugova, le « Gandhi des Balkans ». Le parti issu de l'UCK est le grand perdant, avec 27 % des voix. Premier vote libre après dix ans de terreur serbe et de guerre, le scrutin relance les interrogations sur le sort futur du Kosovo, placé sous l'administration des Nations Unies depuis juin 1999.
- **23 décembre 2000.** La coalition de partis qui avait porté Kostunica à la présidence de la Yougoslavie, l'Opposition démocratique de Serbie, enregistre une victoire sans appel lors des

élections législatives en Serbie, la plus grande des deux républiques de la Fédération Yougoslave. Cette étape cruciale dans le rétablissement de la démocratie tourne la page du régime Milosevic, dont le parti est le grand perdant. Milosevic sera jugé par le TPI et mourra en détention.

Dans l'ex-Yougoslavie il y a eu au total trois millions de personnes déplacées, de réfugiés, 200 000 morts depuis 1991, une Slovénie restée homogène, une Croatie devenue homogène, une Bosnie découpée en territoires presque « ethniquement purs », une Macédoine majoritairement serbe (seul cas de territoire à populations mêlées). La fuite des Serbes de Croatie a eu lieu, pour l'essentiel, en quatre temps, en direction de la Serbie et de la Bosnie serbe. En 1991, la guerre d'indépendance, qui se termine par la reconnaissance du pays et la sécession de la République serbe de Krajina, entraîne le départ de 100 000 à 130 000 Serbes vers la Serbie et des déplacements de Croates. Entre 1991 et 1995, on assiste à un lent exode de la population serbe des zones sous contrôle croate mais aussi de la République serbe de Krajina. En août 1995, les forces croates lancent l'opération « Tempête » de reconquête de la Krajina. Elle provoque la fuite de l'essentiel de la population serbe (entre 100 000 et 130 000 personnes), vers la Serbie et la Slavonie orientale, alors sous contrôle serbe. Entre 1995 et 1998, environ un tiers (50 000) des Serbes de Slavonie orientale, qui doit être restituée à la Croatie en 1998, vont en Serbie, mais les Serbes restent majoritaires en Slavonie orientale et continuent encore à partir au début de 1999. Les transferts de Croates de Serbie, et, surtout, de Bosnie vers la Croatie ont été constants pendant la guerre. Ils se sont accélérés pendant la guerre de Bosnie, les Croates étant chassés des zones serbes (1992 surtout) et bosniaques (1993). Loin de rétablir la situation d'avant-guerre, comme le voulaient les accords de paix de Dayton de 1995, le retour des réfugiés accentue au contraire l'homogénéisation. Dans leur écrasante majorité, les réfugiés ne retournent pas dans leur zone d'origine géographique mais dans la zone contrôlée par leur « ethnie ».

Chapitre 39. PROCHE ET MOYEN ORIENT DE LA PREMIÈRE INTIFADA AUX ACCORDS D'OSLO (1987-1993)

□ De la Première Intifada (1987) à la Guerre du Golfe

Israël donne le sentiment, dans les années 80, de chercher à pérenniser sa présence dans les territoires occupés. En 1980, Jérusalem réunifiée est proclamée par la *Knesset* « capitale éternelle » d'Israël ; en 1981, l'annexion du plateau du Golan est votée ; l'État hébreu encourage l'implantation de colonies juives dans les territoires occupés et en 1993, il y aura plus de juifs à Jérusalem-Est que d'Arabes (pas tous musulmans) ; dans l'ensemble de la ville près des trois quarts des habitants seront des juifs. À cause de l'imbrication des zones de peuplement, provocations et heurts sont nombreux. La première *Intifada*, la « révolte des pierres », débute le 9 décembre 1987 dans les territoires occupés. L'OLP n'en est pas à l'origine, mais elle ne peut que la soutenir ; l'OLP est débordée par le *Hamas*, un mouvement terroriste récent, né en 1987, d'organisations de charité et d'enseignement proches des Frères musulmans. L'*Intifada* (« soulèvement »), ce sont des jeunes garçons qui s'en prennent aux soldats israéliens, devant les objectifs des caméras du monde entier. L'*Intifada* fait des centaines de victimes, elle radicalise la situation, elle est très coûteuse pour Israël, qui s'enfonce dans la crise économique et la mauvaise image internationale. L'opinion publique israélienne vacille. Le Parti travailliste d'Itzhak Rabin et Shimon Pérès l'emporte aux élections législatives de juin 1992. L'intégrisme religieux fait son apparition auprès d'une population palestinienne désœuvrée, à cause du chômage, de la fermeture des établissements scolaires par les Israéliens, etc.

Quelle évolution ? L'URSS de Gorbatchév envisage publiquement de renouer avec Israël, laisse librement émigrer des juifs soviétiques par centaines de milliers et elle conseille à Arafat de reconnaître Israël. La position des Palestiniens est relativement forte en matière d'opinion mondiale. Par exemple, Arafat est invité à se rendre au Parlement européen de Strasbourg en septembre 1988. Ainsi soutenu, Arafat prend trois initiatives : le 15 novembre 1988, le Conseil national palestinien (en exil) reconnaît de fait Israël ; quelques semaines plus tard, Arafat proclame la naissance (théorique) d'un État palestinien et le 13 décembre 1988 Arafat, à la tribune de l'ONU, déclare renoncer au terrorisme et reconnaît à Israël le droit à l'existence. Mais des Palestiniens continuent le terrorisme et Arafat refuse de les condamner. Surtout, l'administration Bush ne livre pas la contrepartie à cette « modération » : un règlement acceptable pour les Arabes ; d'où la popularité de l'anti-américanisme de Saddam Hussein durant la guerre du Golfe. Pourtant, le conflit de 1991 fait apparaître qu'Israël a cessé d'être un allié stratégique pour redevenir une charge pour la politique américaine, tandis que l'Union soviétique s'est muée en allié consentant des États-Unis. Arafat passe à une autre stratégie : considérant la fin de la guerre Iran-Irak (20 août 1988) et la fin de la guerre civile au Liban en

1989 (accord de Taëf), il soutient Saddam Hussein pendant la guerre du Golfe, se coupant alors des monarchies arabes, ses traditionnels bailleurs de fonds. Conclusion : Arafat va être acculé à la paix avec Israël !

Revenons à la politique américaine. Depuis un demi-siècle elle poursuit des objectifs en apparence contradictoires : le contrôle des positions stratégiques de la région, la sécurité des approvisionnements en pétrole, l'élimination de la présence soviétique et, principalement pour des raisons intérieures, la défense d'Israël. La pure logique aurait conduit à minimiser l'appui à l'État hébreu, ainsi que l'avait compris Eisenhower. Mais l'habileté politique des présidents américains depuis Nixon a consisté à appuyer Israël tout en nouant des relations étroites avec les principaux États arabes au prix de médiations en apparence infructueuses. L'invasion du Koweït le 2 août 1990 va bien être une remise en cause globale de l'hégémonie américaine qui provoque l'intervention militaire massive de l'opération « Tempête du désert ». Le triomphe de 1991 ne sera qu'apparent : la revanche des peuples peut entraîner son naufrage, comme en Iran en 1979 (un véritable séisme, cf. 7e partie), à moins, bien sûr, que d'ici là on ne trouve un règlement acceptable au conflit israélo-arabe.

□ La guerre du Golfe et ses suites

La Guerre du Golfe 1 se produisit après la longue guerre de huit ans, ruineuse, entre l'Irak et l'Iran, mais pourquoi les pays occidentaux ne se sont-ils pas alarmés plus tôt ? En juillet 1990, l'Irak menace le Koweït, comme lui ancien territoire ottoman que la Grande-Bretagne avait transformée unilatéralement en protectorat en 1902, qui avait été disjoint du mandat irakien d'après la Première Guerre mondiale, et qu'il avait échoué à annexer en 1961.

Le 25 juin 1961, l'Irak avait revendiqué le Koweït comme faisant partie intégrante de son territoire, mais le 1er juillet 1961, des troupes anglaises étaient arrivées au Koweït pour le protéger. Le 20 juillet la Ligue arabe avait admis en son sein le Koweït ; en septembre était arrivée au Koweït une force inter-arabe (République arabe unie, Jordanie, Soudan, Tunisie, Arabie saoudite). Le début de l'insurrection kurde d'Irak, menée par le Parti démocrate kurde de Barzani, avait dissuadé l'Irak de continuer ouvertement à revendiquer le Koweït.

Comment expliquer la passivité du Koweït et des États-Unis pendant la gesticulation préalable de Bagdad ? Pourquoi les États-Unis n'ont-ils pas clairement signifié à Bagdad qu'une solution militaire au conflit l'opposant au Koweït ne resterait pas impunie ? À la fin du mois de juillet, Washington annonce un boycottage économique total de l'Irak et décide de renforcer sa présence aérienne et navale dans la région du Golfe. Moscou suspend toute livraison d'armes à Bagdad. Dans les capitales arabes, où l'on souhaite privilégier une

¹ Tout ce qui suit doit beaucoup au *Monde diplomatique*.

« solution arabe » au conflit, les réactions sont plus prudentes. Les prix du pétrole croissent fortement. Quant aux marchés financiers, ils réagissent avec une très vive inquiétude.

- 2 août 1990. L'Irak envahit le Koweït. La Ligue arabe condamne sévèrement l'invasion. La résolution 660 du Conseil de sécurité de l'ONU exige son « retrait immédiat et inconditionnel ». L'émir du Koweït se réfugie en Arabie saoudite.
- 3 août 1990. Dans un « geste inhabituel », Américains et Soviétiques appellent la communauté internationale à prendre des « mesures concrètes » contre l'Irak. Washington annonce l'envoi d'une force navale dans le Golfe.
- 6 août 1990. Le Conseil de sécurité de l'ONU décrète un embargo économique contre l'Irak et le Koweït.
- Le 7, les États-Unis lancent l'opération « Bouclier du Désert », d'une ampleur sans précédent depuis la guerre du Viêt-nam. À la demande de l'Arabie saoudite, des forces aériennes et terrestres américaines sont envoyées dans ce pays pour le protéger contre la menace d'au moins cent mille soldats irakiens massés à la frontière koweïto-saoudienne.
- Le 7 aussi, le président irakien, Saddam Hussein, justifie l'invasion du Koweït en affirmant qu'elle « met fin à un partage colonial » qui avait « donné la richesse à une minorité ». Dans plusieurs pays arabes ainsi que dans les territoires occupés par Israël, ces arguments anti-impérialistes et anti-coloniaux reçoivent un fort soutien populaire. Des manifestations pro-irakiennes et anti-américaines se multiplient les jours suivants, surtout en Jordanie et au Yémen.
- 8 août 1990. L'Irak annexe le Koweït.
- 9 août 1990. L'Irak ferme ses frontières ainsi que celles du Koweït : des centaines de milliers d'étrangers, dont environ onze mille Occidentaux, sont pris au piège.
- 10 août 1990. Douze chefs d'État arabes réunis au Caire décident l'envoi d'une force panarabe en Arabie saoudite. Ce sommet arabe du Caire montre la profonde division du monde arabe et son impuissance à trouver une solution interne au conflit. Les jours suivants, l'Égypte, puis le Maroc et la Syrie envoient des troupes en Arabie saoudite, mais aussi des pays comme le Pakistan et le Bangladesh
- Le 18, Bagdad annonce que les « ressortissants de nations agressives » seront retenus en Irak et au Koweït tant que le danger de guerre civile existera. Cette décision suscite une vive émotion internationale.
- Le 21, l'Europe occidentale affirme son unité dans la crise
- 28 août 1990. L'Irak fait du Koweït sa « dix-neuvième province ». Les effets du blocus commencent à se faire sentir à Bagdad où des mesures de rationnement sont annoncées.
- Le 30, George Bush appelle ses alliés à un « partage du fardeau » financier comprenant le coût de l'effort militaire américain ainsi que l'aide aux pays amis les plus touchés par la crise
- Le 1er septembre, l'Irak finit par autoriser le départ de femmes et d'enfants occidentaux et japonais. Mais les hommes ne peuvent pas quitter l'Irak : ils sont des milliers à rester otages, dont près de 500 servent de « boucliers humains » sur des sites stratégiques.
- Le 14, la Grande-Bretagne décide l'envoi de 6 000 hommes et de 120 chars en Arabie saoudite, où se trouvent déjà plus de 150 000 Américains.
- Les 3 et 4 octobre 1990, Mitterrand est le premier chef d'État occidental à se rendre dans le Golfe depuis le début de la crise. Il s'entretient avec les dirigeants des Émirats arabes unis et d'Arabie saoudite avant de rendre visite aux troupes françaises à Yanbu.
- 29 novembre 1990. Dans la résolution 678, le Conseil de sécurité autorise le recours à la force contre l'Irak, après le 15 janvier, s'il n'a pas évacué le Koweït.

- 6 décembre 1990. Saddam Hussein annonce la libération des quelque 3 000 otages occidentaux et japonais encore retenus en Irak et au Koweït, décision effectivement appliquée mais qui ne sera jamais totalement expliquée.
- 22 décembre 1990. L'Irak proclame qu'il n'évacuera jamais le Koweït et qu'il utilisera des armes chimiques s'il est attaqué.
- 17 janvier 1991. Les armées alliées commencent les opérations militaires contre l'Irak.

La coalition va concrétiser la technique du « tapis de bombes » inventée par le général Curtis Emerson LeMay (1906-1990), père fondateur de l'aviation stratégique. L'opération « Tempête du désert », mise au point à partir d'octobre et finalement retenue, est prévue dès l'origine en deux phases : d'abord aérienne, ensuite aéroterrestre, avec le secret espoir que la première étape sera suffisante pour contraindre Saddam Hussein à abandonner. Du point de vue de ceux qui l'ont alors conçue, une attaque aérienne à haute densité (entre 2 500 et 3 000 sorties par jour) a un double avantage : détruire l'infrastructure de base en Irak, c'est-à-dire celle qui assure la logistique arrière et garantit le ravitaillement lourd des forces, et éprouver la capacité des combattants, en cassant leur moral sous un déluge de feu et en usant leur résistance. Après quoi, l'assaut terrestre, appuyé par l'aviation, les hélicoptères et l'artillerie, est le moyen de symboliser sur le terrain la reconquête du Koweït et sa libération, comme l'exigeaient les Nations unies. La phase aérienne de la campagne s'étend entre le 17 janvier et le 24 février. Elle a duré davantage que prévu, sur décision du commandement américain qui l'a rallongée de deux semaines environ. Cela permettait à l'Irak de riposter par des envois de missiles contre un territoire proche et relativement vulnérable, celui d'Israël. C'était mettre Israël face à la tentation de la riposte (missiles *Patriot* contre les *Scud*). Pour l'opération terrestre, il existait du côté américain un véritable « syndrome vietnamien », la peur de voir le conflit s'éterniser, s'ensabler, sans solution évidente et avec des pertes relativement nombreuses. L'Irak ayant accepté les résolutions de l'ONU, les armées alliées arrêtent les hostilités le 28 février 1991. Un cessez-le-feu définitif intervient un peu plus de deux mois plus tard, le 3 avril. Le Conseil de sécurité vote alors, par douze voix contre une (Cuba) et deux abstentions (Équateur, Yémen), la résolution 687, qui fixe les conditions d'un cessez-le-feu définitif dans la guerre du Golfe. Bagdad accepte, le 6, cette résolution qui prive l'Irak de toute capacité d'agression et le contraint à payer des dommages de guerre grâce au prélèvement d'une partie de ses recettes pétrolières. Tandis que l'embargo sur les denrées alimentaires est levé, l'Irak est contraint de détruire toutes ses armes non conventionnelles et ses fusées à moyenne et longue portée. Une mission d'observation des Nations unies (UNIKOM) doit se déployer dans une zone démilitarisée entre le Koweït et l'Irak.

Y a-t-il des « dessous » de la guerre du Golfe ? Première question : Washington aurait-il volontairement poussé Saddam Hussein à la « faute » de façon à briser une puissance régionale qui risquait de menacer l'équilibre de tout le Moyen-Orient ? Des signaux ambigus

n'ont-ils pas laissé croire à Saddam Hussein qu'il pouvait se permettre d'envahir son voisin sans risquer la vindicte américaine ? Cela fait penser au « périmètre défensif » américain avant la guerre de Corée... Mais cette thèse de la manipulation directe, formulée dès 1991, n'est plus guère crédible. Quelques révélations troublantes viennent *a posteriori* appuyer la thèse selon laquelle les États-Unis ne cherchaient qu'un prétexte pour entreprendre une action militaire contre l'Irak. Depuis la fin de juillet 1990, les services de renseignement, grâce notamment aux satellites espions, avaient pris la mesure de la concentration des forces et des préparatifs militaires irakiens. Pourtant, la Maison Blanche n'a exprimé, publiquement, aucune préoccupation face à cette situation. Des données convergentes, recueillies après la guerre auprès du Pentagone, confirment que, depuis 1989, la menace irakienne suscitait des inquiétudes. Mais elles débouchèrent sur l'incohérence de la politique américaine absorbée par le retrait soviétique de l'Europe de l'Est et par la réunification de l'Allemagne. Le déploiement militaire de l'Irak et ses mises en garde contre l'émirat ont-ils été pris au sérieux ? En parfait accord avec le président américain, des conseillers ont privilégié, dès les premiers jours du mois d'août, l'option militaire. Le déploiement des forces américaines dans le Golfe a pris rapidement une tournure offensive et a entraîné l'Irak dans une escalade qui devait ruiner toutes les possibilités d'un règlement pacifique. Pourquoi les États-Unis ont-ils attendu six mois avant de se lancer dans le combat réel ? Dès le début, certains membres de l'administration n'avaient vu dans les sanctions et les démarches diplomatiques qu'un prélude nécessaire à la guerre. Pour eux, il fallait détruire le potentiel militaire de l'Irak. Un retrait de Saddam Hussein du Koweït avec ses armes intactes était perçu comme un « scénario de cauchemar ». C'était aussi l'idée du président, pour qui seule une action armée était en mesure d' « éradiquer le mal » et d'éliminer la source d'instabilité engendrée par l'agression irakienne.

Le conflit du Golfe fut la première crise internationale de l'après-Guerre froide. Dès le début de janvier 1990, les États-Unis avaient procédé à la restructuration de leur politique de défense : l'URSS n'est plus la cible privilégiée. Bien avant l'invasion du Koweït, les responsables du Pentagone, avec leurs alliés européens, avaient cherché à préciser les contours des nouvelles menaces. Pour le président Bush, l'ennemi n'est plus le communisme mais l'instabilité, le désordre. Saddam Hussein a permis à la puissance américaine de regrouper l'Occident autour d'elle. Par ses ambitions hégémoniques, son expansionnisme et sa propension à proférer des menaces contre les intérêts économiques et stratégiques du « monde libre », le président irakien réunit toutes les caractéristiques requises pour être la cible idéale. Sa défaite a un avantage supplémentaire : elle décourage toute révolte et toute contestation à l'égard du « nouvel ordre international » et confirme la prééminence des États-Unis dans un monde dégagé de l'emprise soviétique. Dernière question : alors que l'offensive terrestre bat son plein, l'Irak intérieur s'embrase, les Kurdes irakiens se soulevant au nord du pays, les chiites manifestant vigoureusement contre le pouvoir, sunnite, double soulèvement écrasé par les forces militaires que S.Hussein avaient gardées intactes, sans les engager contre

les alliés. Bush prit la décision délibérée de le laisser procéder à l'écrasement des rébellions kurde et chiite, qui, aux yeux de l'administration américaine, comportait le risque d'une « libanisation » de l'Irak. C'est un coup d'État contre Hussein qui était souhaité (en vain), pas le morcellement du pays.

Il n'est pas question pour les pays concernés par la guerre du Golfe et pour tout le Moyen-Orient d'un « nouvel ordre », stable et paisible. Au contraire, la première guerre du Golfe fait le lit de l'organisation terroriste Al-Qaida, fondée en 1989, et prépare une dramatique escalade de la terreur : les attentats anti-américains se multiplient au Soudan, au Kenya, en 1998, au Yémen, en 2000, jusqu'à l'attaque de New York le 11 septembre 2001... Le terrorisme, déjà évoqué, peut toujours être défini comme Raymond Aron l'avait fait en 1962 dans *Paix et Guerre entre les nations* p. 176 : « une action violente est dénommée terroriste lorsque ses effets psychologiques sont hors de proportion avec ses résultats purement physiques ».

Les grandes dates ultérieures (Irak et terrorisme)

- 17 juin 1991. Le Conseil de sécurité de l'ONU vote une résolution imposant à l'Irak de prendre à sa charge l'élimination, prévue par la résolution du 3 avril, de ses armes de destruction massive. Dans une déclaration adoptée le 28, le Conseil de sécurité ordonne à l'Irak de ne plus empêcher les experts de l'ONU d'inspecter ses sites nucléaires.
- 15 août 1991. Irak Le Conseil de sécurité de l'ONU vote trois résolutions : la 705 fixe à 30 % le pourcentage maximal annuel de prélèvement des recettes pétrolières irakiennes pour le paiement des dommages de guerre. La 706, proposée par la France, autorise pendant six mois une reprise partielle et très contrôlée des exportations de pétrole irakien, afin de financer l'achat par l'ONU de vivres et de médicaments pour la population civile, durement pénalisée par l'embargo. La 707 condamne l'Irak pour les entraves mises à la neutralisation de ses équipements destinés à la production d'armes de destruction massive. Bagdad qualifie la résolution 706 d' « humiliante », la considérant comme une « mise sous tutelle ».
- 11 octobre 1991. Le Conseil de sécurité vote à l'unanimité la résolution 715, qui place sous le contrôle de l'ONU l'ensemble de l'industrie militaire irakienne, après la découverte, fin septembre, d'un programme de construction de bombes à hydrogène.
- 27 août 1992. Une zone d'exclusion aérienne est imposée par les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France à l'Irak au sud du 32^e parallèle pour protéger les populations chiïtes de cette région, soumises à la répression du régime du président Saddam Hussein.
- 14 avril 1995. Adoption d'une résolution de l'ONU autorisant l'Irak à vendre du pétrole.
- 3 septembre 1996. Les États-Unis bombardent des cibles militaires dans le sud de l'Irak.
- 23 février 1998. Signature d'un nouvel accord de paix sur l'Irak, entre Kofi Annan et Tarek Aziz (1936-2015).

- En novembre 1998, Clinton menace Saddam Hussein d'une intervention militaire. Le 15, l'Irak accepte de reprendre la coopération avec la commission chargée du désarmement.
- Mais le 16 décembre, Clinton déclenche l'opération « Renard du désert » : plusieurs centaines de missiles de croisière sont lancés sur l'Irak. Menacé de destitution pour des raisons intérieures, Clinton poursuit son offensive les jours suivants. En trois jours, les Américains lancent presque deux fois plus de missiles de croisière que durant la guerre du Golfe en janvier 1991.
- 1er juin 2001 : attentat suicide à Tel-Aviv, provoquant un bain de sang.
- 6 octobre 2002 : attentat terroriste contre un pétrolier dans le golfe d'Aden
- 28 novembre 2002 : attentats terroristes de Monbassa (Kenya)
- mars-avril 2003 : invasion de l'Irak par les États-Unis et la Grande-Bretagne (« deuxième guerre du Golfe »), sans mandat des Nations-Unies, à cause du veto français.
- 12 mai 2003 : attentat d'Al-Qaida à Riyad
- 7 août 2003, au 100e jour de l'occupation de l'Irak par les forces de la coalition conduite par Washington, premier attentat à Bagdad, qui sera suivi par une très longue et sanglante série : les États-Unis se heurtent à une hostilité grandissante en Irak, qui va rendre caduc leur projet de « Grand Moyen-Orient » (lancé en 2004). L'Amérique s'enlise dans une nouvelle « sale guerre ».

□ Le traumatisme du 11 Septembre 2001 et la deuxième guerre d'Irak

Une décennie après la Guerre du Golfe, première guerre contre l'Irak, les attaques meurtrières contre le World Trade Center à New York et contre le siège du Pentagone modifient complètement la donne internationale et radicalisent l'attitude des États-Unis, gouvernés depuis l'élection présidentielle de novembre 2001 par une équipe de néoconservateurs partisans de la manière forte. Le 11 Septembre 2001 est une attaque conçue, organisée, planifiée méthodiquement pour frapper au cœur de la plus grande puissance du monde mais aussi pour inspirer la terreur dans le monde entier. Des terroristes islamistes détournent deux avions de ligne et les précipitent sur les deux tours jumelles du World Trade Center à Manhattan, symbole de la suprématie financière et économique des États-Unis. Un troisième avion suicide lancé sur le Pentagone à Washington visait la puissance militaire américaine. Enfin un quatrième appareil, détruit en vol sans avoir atteint son objectif grâce à la révolte des passagers, avait pour cible le Capitole. Le chef clandestin de cette entreprise meurtrière est le dissident saoudien Oussama ben Laden (1957-2011), issu d'une riche et affairiste famille originaire du Yémen. Partis sans un sou en 1931, les Ben Laden avaient réussi à créer en Arabie saoudite, en quelques décennies, un puissant empire industriel et financier aussi tentaculaire qu'opaque, très proche de la famille royale d'Arabie saoudite. Oussama ben Laden a fondé et dirigé le réseau terroriste Al-Qaida (« la Base »), né en 1989. À l'époque de la lutte des Afghans contre les Soviétiques, Ben Laden avait reçu le soutien des États-Unis, qui

sont devenus pour lui l'ennemi numéro un. George W. Bush (le fils) choisit la formule de la « guerre contre le terrorisme » et entreprend d'éradiquer toute menace de ce type, ou qu'elle se trouve. La première manifestation de cette sorte de croisade a été la guerre menée, à la fin de 2001, contre le régime des Talibans en Afghanistan. Ont ensuite été désignés comme « États voyous » (*Rogue states*), acteurs ou commanditaires des actions terroristes, l'Irak, l'Iran, la Corée du Nord, la Syrie et la Libye.

□ Israël/Palestine : (co)existence impossible ?

L'une des conséquences de la guerre du Golfe est l'ouverture d'une conférence de paix israélo-arabe à Madrid, en octobre 1991, sous les auspices des États-Unis et de l'URSS, dont c'est l'un des derniers actes. Ce processus aboutit le 13 septembre 1993 à la reconnaissance mutuelle entre Israël et l'OLP, ainsi qu'à la signature de la Déclaration de principe sur l'autodétermination des Territoires occupés. Les accords du Caire en 1994 et de Taba en 1995 font entrer cette autonomie dans les faits. Il y a un lien entre la guerre du Golfe et le double problème de l'existence des deux états israélien et palestinien et leur voisinage pacifique. Dès les débuts de la décennie, il est devenu évident que les chances des Palestiniens de parvenir à une paix relativement égale vis-à-vis d'Israël sont sur la scène internationale bien meilleures que dans les années 1980. C'est ainsi que le 26 janvier 1989 Yasser Arafat, chef de l'OLP, est reçu avec tous les honneurs à Madrid, où il s'entretient avec les ministres espagnol, français et grec des Affaires étrangères, chargés par les Douze de contacts en vue d'une initiative de paix de la CEE. D'autre part, il y a une prise de conscience, au sein de la population israélienne, de l'injustice brutalement faite aux Palestiniens au début même de l'existence de l'« état hébreu », en 1948-1949, prise de conscience largement due aux travaux d'une nouvelle vague d'historiens israéliens. Date décisive, le 6 avril 1989 Itzhak Shamir (1915-2012), premier ministre israélien, en visite aux États-Unis du 4 au 14, présente au président Bush son projet d'élections en Cisjordanie et à Gaza, qui permettraient de désigner les représentants palestiniens à des négociations portant d'abord sur un régime d'autonomie provisoire puis sur un statut définitif pour les territoires occupés. Le 20 décembre 1990 le Conseil de sécurité adopte, après des semaines de négociations, une résolution sur la protection des Palestiniens dans les territoires occupés par Israël, ainsi qu'une déclaration annexe favorable à une conférence internationale sur le conflit israélo-arabe. Malgré les protestations d'Israël, les États-Unis ont fini par voter ces deux textes, qui sont approuvés à l'unanimité. Ils prennent plusieurs initiatives de négociations, dont les missions de James Baker, secrétaire d'État américain, au Proche-Orient, et permettent des concessions à la position israélienne : ainsi, le 16 décembre 1991, l'Assemblée générale de l'ONU approuve, sur l'initiative des États-Unis, l'abrogation de la résolution du 10 novembre 1975, qui assimilait le sionisme à « une forme de racisme ».

Ces initiatives aboutissent à l'accord historique du 9 septembre 1993. De tous ces événements, le plus inattendu et le plus important est évidemment la décision de l'État hébreu et de l'OLP, annoncée le 9 septembre 1993 par l'état israélien, de procéder à leur reconnaissance mutuelle et de négocier un accord intérimaire sur l'autonomie des territoires occupés. Le même jour, le comité exécutif de l'OLP, réuni à Tunis, approuve à la fois l'accord israélo-palestinien sur l'autonomie des territoires occupés et la lettre de reconnaissance d'Israël par l'OLP, signée le soir même par Yasser Arafat. Le 12, le gouvernement israélien entérine l'accord de reconnaissance mutuelle ; le 13 septembre 1993, à Washington, Itzhak Rabin et Yasser Arafat, à l'invitation du président américain Bill Clinton, signent la *Déclaration de Principe sur l'Autogouvernement des Territoires occupés*. Ils échangent une poignée de main « historique », abondamment médiatisée. C'est le premier document de paix entre l'État d'Israël et le mouvement national palestinien. L'accord d'autonomie appliqué à « Gaza et Jéricho d'abord » entrera en vigueur le 13 octobre 1993 (« accords d'Oslo »). Il est approuvé par le conseil de la Ligue arabe, le Maghreb, l'Égypte, la Jordanie, et l'Arabie saoudite. Le 23, la Knesset, le parlement israélien, ratifie la reconnaissance de l'OLP, la Déclaration de principe sur l'autogouvernement des territoires occupés et l'accord israélo-jordanien.

Cet acte historique de 1993 engage un véritable processus de paix entre Israël et ses voisins. Ainsi, le 26 octobre 1994 la Jordanie signe un accord de paix avec Israël. Après l'échec de leur première rencontre, le 1er juillet 1995, le chef de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, et le ministre israélien des affaires étrangères, Shimon Pérès, publient le 4 une déclaration commune qui établit les grandes lignes de l'« accord intérimaire » que les deux parties s'engagent à conclure pour l'extension de l'autonomie en Cisjordanie. Cette déclaration suscite la violente colère des milieux nationalistes israéliens et le 4 novembre 1995, le premier israélien, Itzhak Rabin, qui vient de participer à une manifestation pour la paix sur la place des Rois d'Israël à Tel-Aviv, est assassiné par un jeune extrémiste israélien, Yigal Amir (né en 1970), qui projetait de tuer également le ministre des Affaires étrangères, Shimon Pérès. L'assassin est immédiatement arrêté. Pérès, prenant les fonctions de premier ministre par intérim, affirme sa détermination à poursuivre le processus de paix engagé par son prédécesseur.

L'éclatement du processus de paix

- 24 avril 1996. L'OLP renonce officiellement à la lutte armée contre Israël.
- 26 septembre 1996. Violents affrontements à Gaza et en Cisjordanie, les plus violents depuis l'Intifada, avec plus de 20 morts et 400 blessés : la politique de Benyamin Netanyahou embrase les territoires palestiniens
- 25-26 septembre 1996. Violents affrontements à Hébron (60 morts).
- 1er & 2 octobre 1996. Le sommet de Washington, entre Netanyahou et Arafat ne règle rien.
- 30 juillet 1997. Double attentat-suicide sur le marché juif de Jérusalem, qui fait quinze morts et près de 170 blessés. Le Hamas présente l'attentat de Jérusalem comme une riposte à la politique de Netanyahou

- 23 octobre 1998. Accord de Wye Plantation (Maryland), après 19 mois d'impasse et d'inertie diplomatiques.
- 28 septembre 2000. Heurts entre Israéliens et Palestiniens sur l'esplanade des Mosquées. Jugée comme un acte de provocation, une visite du chef du Likoud, Ariel Sharon, accompagné de plusieurs députés de son parti, est à l'origine des incidents. Ils dégénèrent dans les jours suivants entre véritables affrontements entre l'armée israélienne et Palestiniens, qui font de 70 morts et de 1 800 blessés. Cette « deuxième Intifada » est la plus importante phase de tension au Proche-Orient depuis des années et une tragique remise en cause du processus de paix.
- En douze semaines, la deuxième Intifada fait plus de morts en Palestine qu'en 1987, année de la première Intifada

□ La situation au Liban

Rappels :

- 14 mars 1978. Après une attaque d'un commando palestinien venu du Liban près de Tel-Aviv, 25 000 soldats israéliens envahissent le Sud-Liban dans une opération baptisée « Litani ».
- 6 juin 1982. Israël lance une nouvelle invasion du Liban baptisée opération « Paix en Galilée », pour chasser l'OLP de Beyrouth
- La Syrie accentue à nouveau sa présence militaire et occupe même le 22 février 1987 les quartiers Ouest (chrétiens) de Beyrouth
- première évacuation de Beyrouth par les Syriens en août 1982
- 5 avril 1989. Alors que de très violents duels d'artillerie se poursuivent depuis trois semaines entre les secteurs chrétien et musulman de Beyrouth, François Mitterrand en appelle à la « conscience universelle ». Bernard Kouchner, secrétaire d'État à l'action humanitaire, se rend à Beyrouth le 11, mais ce n'est qu'après de difficiles négociations avec les alliés libanais de la Syrie qu'il parvient à faire accepter cette aide « destinée à tous les Libanais », consécration du devoir et du droit d'ingérence.
- À partir du 10 août 1989, les duels opposant l'artillerie de la Syrie et de ses alliés libanais à celle du général Michel Aoun, chef du gouvernement militaire chrétien, atteignent une violence sans précédent. Beyrouth et ses environs sont noyés sous un déluge d'obus.
- À partir du 30, les combats et les duels d'artillerie reprennent avec violence à Beyrouth, dévastée et évacuée par plus de la moitié de ses habitants. Le 31, le bilan des victimes s'élève à 756 morts et 3 546 blessés depuis le 14 mars.
- 13 octobre 1990. Le réduit chrétien de Beyrouth est reconquis par les forces légales libanaises, soutenues par l'armée syrienne. Le général Aoun se réfugie à l'ambassade de France
- 2 décembre 1991. Les trois derniers otages américains du Liban sont libérés par leurs ravisseurs intégristes pro-iraniens. Le 1er, Israël avait relâché vingt-cinq prisonniers chiites.
- Avril 1996. Violents combats entre les forces d'Israël et le Hezbollah ¹ au Sud du Liban. Le bombardement israélien de Cana (18 avril) provoque la mort de 102 civils, il suscite une intense émotion internationale.

¹ Organisation terroriste (« le parti de Dieu ») fondée en 1982 dans la foulée de l'invasion israélienne du Liban (cf. 7e partie) et développée à l'ombre de l'occupation syrienne, dans la communauté chiite libanaise, avec le soutien de l'Iran et sans réaction des acteurs internationaux. Le Hezbollah a pour fief Baalbek. En 1992 le Hezbollah est

- 11 avril 1996. Opération « Raisins de la Colère » contre le Hezbollah. 600 raids aériens, en seize jours, font 175 morts du côté libanais.
- Retrait unilatéral des troupes israéliennes du Sud-Liban, occupé depuis 1978 à partir du 24 mai 2000
- En 2000, profitant du retrait israélien, le Hezbollah s'installera durablement dans le sud du Liban.
- Les derniers militaires syriens quittent le territoire du Liban à la fin d'avril 2005 (mais il reste des membres des services de sécurité, et des assassinats politiques jusqu'à la parution de ce livre...)
- Nouvelle intervention militaire israélienne au Liban en juillet-août 2006. Remise en question des fonctionnements des institutions politiques et militaires.

Les religions au Liban à la fin du siècle

Musulmans : 60 % (Chiïtes : 32 % ; Sunnites : 21 % ; Druzes : 7 %)
Chrétiens : 40 % (Maronites : 24 % ; Grecs orthodoxes : 7 % ; Grecs catholiques : 5 % ;
Arméniens : 4 %)

entré au parlement libanais. En 1993 avait eu lieu une opération militaire des Israéliens contre le Hezbollah, en représailles contre des tirs de roquettes.

CHAPITRE 40. L'ASIE ET L'AFRIQUE À LA CHARNIÈRE DES DEUX SIÈCLES

□ La politique extérieure de la Chine

La Chine a considérablement changé et depuis son arrivée à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001, le mouvement s'est accéléré : détentrice désormais du cinquième PIB de la planète (devant la France), la Chine est devenue une grande puissance économique. La Chine parcourt-elle à nouveau le chemin des petits dragons d'Asie au moment de leur décollage (1967-1982), celui du Japon de la haute croissance (1953-1973), ou bien n'est-il de comparaison possible qu'avec les bouleversements apportés par les États-Unis au début du XX^e siècle ? La Chine entre dans le concert des États et cesse de cultiver son image de guide de la révolution. Le « printemps de Pékin » (1989) a montré l'échec de la création d'un « État de droit » après l'ère dirigée personnellement par Deng Xiaoping. Le début du XXI^e siècle fait observer la montée en puissance, enfin, de l'armée chinoise : une marine de haute mer, des missiles de croisière, etc. Pékin cherche ainsi à maintenir son accès à des ressources et des marchés indispensables à son développement économique et à établir une présence et une influence régionales. Signalons aussi les « ciber-attaques » chinoises (des *hackers* manifestement encouragés par les services chinois) contre les systèmes informatiques occidentaux, depuis la fin des années 1990.

La Chine met le « cap à l'ouest ». Le rapprochement sino-américain avait abouti au communiqué commun du 15 décembre 1978 et au spectaculaire voyage de Deng Xiaoping aux États-Unis en février 1979. Mais le problème de Taiwan n'avait pas été entièrement réglé : le Congrès, en particulier, maintenait la garantie américaine de l'indépendance de Taiwan. Or, le parlement de Taipei restait contrôlé par la minorité de Chinois originaires du continent et regroupés au sein du Guomindang et il existait un parti indépendantiste, durement réprimé. Et, à partir du XII^e Congrès (septembre 1982), la Chine reprit ses distances à l'égard des États-Unis. Le problème des ventes d'armes américaines à Taiwan continuait en effet de peser. De plus, des barrières douanières américaines étaient opposées au textile chinois ; d'une façon générale, les problèmes commerciaux étaient nombreux, d'autant plus aigus que les États-Unis sont après Hong Kong et le Japon le troisième partenaire commercial de la Chine. Les premiers signes d'assouplissement des relations entre les deux Chines apparaissent en 1987 avec la volonté des deux parties de faciliter les visites familiales et les échanges sportifs. En 1991, une loi d'amnistie est votée à Taiwan à l'occasion du 80^e anniversaire de la République de Chine : la fin des hostilités entre Pékin et Taipei est officialisée. D'autre part, à partir du même Congrès de 1982, la Chine s'ouvre au dialogue avec l'URSS, conséquence des déceptions rencontrées dans les relations avec les États-Unis. Cette ouverture est très prudente, et soumise à la présence soviétique en Afghanistan (condamnée par la Chine). Officiellement, la brouille a pris

fin avec la visite de Gorbatchév dans Pékin paralysé par manifestations, le 15 mai 1989, après les visites du ministre chinois des Affaires étrangères, Qian Qichen (1er décembre 1988), et du ministre soviétique des Affaires étrangères, Chevardnadze (1er février 1989). Surtout, les deux pays se promettent mutuellement une délimitation de leur frontière mais très vite des divergences de vues apparaissent sur les points essentiels. Quant à la politique chinoise dans le Tiers Monde, dans les années 80, la Chine était revenue à une politique de non-alignement.

Les autres grandes dates de politique extérieure

- 9 janvier 1990. Paris renonce à un projet de vente de six frégates à Taiwan après des menaces de rétorsion de Pékin.
- 7 avril 1990. La Chine remplit son premier contrat commercial spatial en lançant, grâce à une fusée *Longue Marche 3*, un satellite de télécommunications pour le compte d'une société de Hong Kong.
- 21 juillet 1990. L'Arabie saoudite établit des relations diplomatiques avec Pékin.
- 15 mai 1991. La visite de Jiang Zemin en URSS est la première d'un secrétaire général du Parti communiste chinois depuis 1957. Un accord sur le tracé de la frontière orientale est conclu le 16.
- 10 août 1991. Toshiki Kaifu, chef du gouvernement japonais, est le premier dirigeant d'un des grands pays industrialisés à se rendre en visite officielle en Chine depuis la répression du « printemps de Pékin » en juin 1989. Le 10, la Chine « accepte le principe » d'une adhésion au traité de non prolifération nucléaire.
- Le même jour, signature d'un mémorandum entre le Viêt Nam et la Chine sur la normalisation de leurs relations
- 29 octobre 1991. Un accord est signé entre Londres et Hanoï sur le rapatriement forcé des *boat people* de Hong Kong.
- août 1992 : normalisation des relations entre Pékin et la Corée du Sud.
- octobre 1992 : visite en Chine de l'empereur du Japon (Akihito)
- 22 janvier 1993. En représailles à la vente de *Mirage 2000-5* français à Taiwan, Pékin ferme le consulat français à Canton. Le 29 décembre 1992, la Chine avait refusé aux firmes françaises le contrat pour la construction du métro de Canton.
- avril 1996. Visite officielle en France du premier ministre chinois, Li Peng. Une manifestation pour la défense des droits de l'homme en Chine se produit à Paris.
- mai 1996. Affrontement commercial entre la Chine et les États-Unis
- 1997 : rétrocession de Hongkong (voir chapitre 30)
- 27 octobre 1997. Visite de Jiang Zemin aux États-Unis ; elle scelle la normalisation sino-américaine.
- fin juin-début juillet 1998. Voyage de Bill Clinton en Chine, première visite d'un président américain en Chine depuis la répression de Tian'Anmen en 1989. Il termine son voyage par Hong Kong, après avoir dénoncé la répression du printemps de Pékin. Cette visite prélude à un déclin du soutien américain à Taiwan, que Pékin va exploiter l'année suivante en multipliant manœuvres et incidents militaires.
- 20 décembre 1999. Rétrocession de Macao, que les Portugais occupent depuis 1557, à la Chine. Pékin orchestre cette récupération comme l'ultime étape avant celle de Taiwan ; la future

autonomie de Macao est d'une grande fragilité, d'autant plus que l'influence de la RPC sur l'enclave a toujours été très grande, voire totale.

□ Les politiques extérieures d'autres pays asiatiques

Le Japon n'a plus droit à une armée depuis sa défaite de 1945. La constitution n'autorise qu'une « force d'autodéfense », composée de soldats de métier et longtemps restée modeste. Avec l'arrivée de Yasuhiro Nakasone (né en 1918) à la tête du gouvernement nippon, en 1982, la politique étrangère du Japon, jusqu'alors cantonnée dans un rôle régional, prit une tout autre dimension, plus conforme à la place majeure occupée dans l'économie de la planète. Portée par un courant néo-nationaliste, la politique de Nakasone tendit, en premier lieu, à associer plus étroitement le Japon à la défense occidentale et à intensifier la coopération militaire avec Washington. À partir du milieu des années 80 les effectifs des forces d'« autodéfense » croissent (273 000 hommes en 1987), le matériel est moderne et abondant, sans que la barre du 1 % du PNB soit franchie. Un véritable tournant est la guerre du Golfe de 1991 : certes, conformément à la constitution, l'armée japonaise n'y participe pas mais d'une part le Japon a largement financé l'engagement militaire « allié », d'autre part la question de la révision de la constitution et du nationalisme japonais a été nettement posée et enfin et bien sûr, la montée en puissance militaire du Japon s'est poursuivie. À la charnière des deux siècles, l'armée japonaise participe à l'occupation de l'Irak.

Les relations avec l'URSS ont continué de se dégrader après l'arrivée au pouvoir de Nakasone. Avec la Chine, les relations politiques ont souffert au début de l'ère Nakasone de la polémique née de l'adoption par le Japon de nouveaux manuels scolaires qui minimisaient fortement la responsabilité nipponne dans le déclenchement de la guerre sino-japonaise. Sur le plan économique, les rapports sino-nippons continuèrent de progresser. Ajoutons les démarches entreprises par le gouvernement japonais pour obtenir une réforme du Conseil de sécurité lui attribuant (comme à l'Allemagne réunifiée) un siège de membre permanent. De là également découle le vote en juin 1992 de la loi sur les « opérations de maintien de la paix ». Le Japon peut désormais dépêcher hors de son territoire et dans le cadre des missions de paix onusiennes une force d'« autodéfense » ne dépassant pas 2 000 hommes. Il s'est d'ailleurs hâté de le faire en envoyant 800 hommes au Cambodge en septembre 1992. Jamais, depuis 1945, les relations politiques entre Washington et Tokyo n'ont été aussi bonnes qu'elles ne le sont depuis que les deux États ont conclu, en avril 1996, un accord portant révision du traité de sécurité américano-japonais de 1951.

Quelques dates sur le Japon

- 7 janvier 1989 : Mort de l'empereur Hirohito après 62 ans de règne. Son fils Akihito lui succède, ouvrant l'ère *Heisei* après l'ère *Showa*.
- 9 janvier 1990. Le premier ministre, Toshiki Kaifu, commence par la RFA une tournée européenne. À Berlin, il affirme que « le Japon est appelé à jouer un rôle majeur, non seulement économique mais politique ». Le voyage se poursuit jusqu'au 17 à Bruxelles, Paris, Londres, Rome, Varsovie et Budapest. L'aide japonaise à la Pologne et à la Hongrie s'élève à plus de 11 milliards de francs.
- 28 juin 1990. Au terme de quatre journées de négociations à Tokyo, un accord commercial nippo-américain, fait de concessions réciproques, est adopté.
- 16 avril 1991. Mikhaïl Gorbatchév est le premier haut dirigeant soviétique à se rendre au Japon, mais les entretiens ne permettent aucun progrès ni sur le contentieux territorial des Kouriles du Sud (quatre îles occupées par les Soviétiques depuis 1945 et revendiquées par le Japon, bien qu'il y ait renoncé par le traité de San Francisco de 1951) ni sur l'octroi d'une aide économique japonaise à l'URSS.
- 15 juin 1992 : le parlement vote une loi qui permette l'envoi de militaires japonais à l'étranger, dans le cadre des missions de paix de l'ONU
- 18 juillet 1993. Pour la première fois depuis 1955, plusieurs partis affrontent le Parti libéral démocrate lors des élections législatives (Chambre des Représentants) provoquées par la motion de censure du 18 juin 1993. La victoire relative du PLD, qui perd la majorité absolue, annonce une recomposition politique et ouvre la voie à la formation d'un gouvernement de coalition.
- 6 août 1993. Morihiro Hosokawa, chef du Nouveau Parti du Japon (NPJ), devient premier ministre. Tandis que le Japon est mis en cause par la Corée du Sud dans l'affaire des « femmes de réconfort » asiatiques contraintes à la prostitution par l'armée impériale durant la Seconde Guerre mondiale, le nouveau premier ministre exprime le « repentir » du pays pour son attitude pendant cette guerre
- 20 mars 1995. Un attentat à l'arme chimique (le sarin) dans le métro de Tokyo, imputé à la secte Aum Shinri-kyo du gourou Shoko Asahara, provoque la mort de 12 personnes et en intoxique 5 500 autres.
- 19 avril 1995. 466 personnes sont intoxiquées par l'émission d'un gaz toxique dans la gare de Yokohama. Le même jour, le numéro deux de la secte Aum, mise en cause dans l'attentat dans le métro de Tokyo, est arrêté
- janvier 1996 : Murayama cède la place à Ryutaro Hashimoto, qui vient d'être élu à la présidence du PLD. Les libéraux-démocrates franchissent ainsi une étape supplémentaire dans leur retour au pouvoir.
- Avril 1996. Ford prend le contrôle du constructeur automobile japonais Mazda, bon signe des difficultés économiques du Japon, dont le « modèle » s'essouffle considérablement.
- En 1997, la marine japonaise détrône la marine française de son rang de 4e marine de guerre du monde (*cf. Flottes de combat 1998*), loin derrière les États-Unis, la Russie et la Grande-Bretagne.
- 11 juin 1998. Brutale accélération de la chute du yen
- 1998. Renaissance de la secte Aum, qui prospère à nouveau l'année suivante.
- La récession économique provoque une crise sociale grave au Japon, qui compte trois millions de chômeurs en 1999. Des fissures apparaissent dans le « modèle social » japonais et la dynamique du « triangle de fer » formé par la bureaucratie, le monde politique et les milieux d'affaires s'est enrayée. Conséquence de la conjoncture économique et du chômage, la délinquance juvénile est en augmentation et prend un tour de plus en plus violent.

- Janvier 1999. Renault entre dans le capital de Nissan, société née en 1933 et deuxième constructeur japonais, avec 20 % du marché japonais.
- 27 mars 1999. Accord de « partenariat global » entre Renault et Nissan (le premier détenant 36,8 % des actions du second), donnant naissance au quatrième groupe automobile mondial, aux implantations géographiques bien équilibrées.
- 30 septembre 1999. Erreur de manipulation dans un centre nucléaire expérimental au Japon : 49 personnes contaminées, dont trois très gravement. L'opinion japonaise, particulièrement sensible aux accidents nucléaires (sept depuis 1995), relève avec fureur l'incurie des dirigeants de l'usine et la lenteur des réactions des autorités publiques.

La politique étrangère de l'Inde est marquée par la disparition de l'URSS et le danger de contagion islamiste : l'Inde a d'abord veillé au maintien de relations privilégiées avec la Russie de Boris Eltsine mais les relations entre Delhi et Moscou sont par la suite très fluctuantes.

Viêt-nam

-
- 13 juin 1989. La conférence internationale pour les réfugiés indochinois, réunie à Genève, adopte un plan d'action qui prône le rapatriement volontaire des *boat people* vietnamiens et laotiens mais envisage, à terme, le principe de leur rapatriement forcé, réclamé par les pays de premier accueil.
- 3 février 1994. Bill Clinton décide de lever l'embargo commercial imposé au Viêt-nam en 1975 et annonce l'ouverture de « bureaux de liaison » dans les deux capitales.
- 11 juillet 1995. Normalisation des relations diplomatiques entre les États-Unis et le Viêt-nam, qui est admis, le 28, au sein de l'ASEAN.
- 9 mai 1997. Arrivée au Viêt-nam du premier ambassadeur américain, Peterson, ancien prisonnier du Viêt-cong.
- 31 juillet 1997. Mort à Paris de Bao Dai, le dernier empereur d'Annam, exilé en France depuis 1955.

Cambodge

- 17 avril 1975. Phnom Penh tombe aux mains des Khmers rouges, qui expulsent la population des centres urbains et rebaptisent le Cambodge « Kampuchéa démocratique ».
- 7 janvier 1979. Phnom Penh tombe aux mains des Viêt-namiens. Les Khmers rouges se réfugient sur la frontière thaïlandaise.
- 28 février 1992. Le Conseil de sécurité de l'ONU vote la résolution 945 décidant l'envoi de vingt-deux mille hommes pour rétablir la paix et créant l'Autorité provisoire de l'ONU (APRONUC).
- 16 juin 1993. Le prince Norodom Sihanouk forme un gouvernement d'« union nationale provisoire », approuvé par les factions khmères, où les royalistes et les néo-communistes se partagent les ministères. Affaibli par la maladie et les dissensions de la famille royale, il va laisser la réalité du pouvoir aux ex-communistes pro-vietnamiens de Hun Sen.

- 24 septembre 1993. La constitution, adoptée le 21 par l'Assemblée cambodgienne, est promulguée. Elle rétablit la monarchie parlementaire 23 ans après son abolition. Le prince Norodom Sihanouk, qui avait régné de 1941 à 1955, remonte sur le trône et nomme son fils Ranariddh « premier premier ministre »
- 15 avril 1998. Mort de Pol Pot, l'ex-« Frère Numéro Un », chef historique des Khmers rouges, premier ministre. Il appartenait à une famille aisée, comme tous les principaux chefs historiques encore en vie (Ieng Sary, son beau-frère, Khieu Samphân, l'ancien chef de l'État, Ta Mok, Noun Chea, etc.)

Afghanistan

- 14 avril 1988. Accords de Genève en faveur d'un désengagement des forces russes, entrées en Afghanistan en 1979.
- 6 janvier 1989. De nouvelles négociations entre Moscou et la résistance échouent à Islamabad (Pakistan). Les jours suivants, le retrait des troupes soviétiques reprend, et s'accélère vers la fin du mois, tandis que Washington accuse Moscou de pratiquer la politique de la « terre brûlée » par des bombardements massifs. Les diplomates évacuent Kaboul, assiégée par la résistance et devenue de plus en plus difficile à ravitailler.
- 15 février 1989. Les troupes soviétiques, présentes depuis 1979, achèvent leur retrait à la date prévue par les accords de Genève.
- 9 juin 1993. Le chef du parti intégriste, Gulbuddin Hekmatyar, entre dans Kaboul pour la première fois depuis la chute du communisme (1992). Le 17, il est officiellement investi dans ses fonctions de premier ministre.
- 10 février 1995. Une nouvelle force, les *talibans*, étudiants en théologie, inconnus jusqu'il y a encore trois mois, progressant depuis l'automne 1994 du sud vers le nord, s'emparent de plusieurs localités proches de la capitale, Kaboul, créant une situation totalement inédite dans la carte politico-militaire du pays.
- 27 septembre 1996. Les talibans, étudiants « fous d'Allah », éduqués dans les *madrassas* (écoles coraniques) des camps de réfugiés des provinces pakistanaises du Balouchchistan et de la frontière du nord-ouest, nébuleuses de groupes armées et politiques, s'emparent de Kaboul. Ils avaient pris Kandahar en novembre 1994, Herat en septembre 1995, Jellalabad en septembre 1996. Ils imposent aussitôt leur nouvel ordre moral, stricte application de la *charia*. Mêlant archaïsme et intolérance, l'ordre taliban, déjà appliqué dans les zones conquises, est implacable : couvre-feu, saccage des appareils de télévision, interdiction du cinéma, du théâtre, des jeux, des écoles de filles, du travail des femmes, le port du *tchadri* intégral devient obligatoire, les voleurs sont amputés, les adultères lapidés. Les miliciens sillonnent sans arrêt les rues. Au-delà de ce fondamentalisme religieux, ils veulent rétablir la domination séculaire des Pashtounes, que les Tadjiks avaient détrônés à la faveur du *djihad* antisoviétique et sur lesquels le Pakistan pense avoir une certaine prise.
- Le mois suivant, les troupes du régime renversé, commandées par le commandant Massoud, intensifient leur pression au nord de la capitale, transformée en camp retranché par les talibans.
- Afghanistan. 26-27 sept. 1996 : les talibans s'emparent de Kaboul
- Les talibans sont en déroute sur plusieurs fronts d'Afghanistan fin juillet 1997, devant les troupes du « commandant Massoud » (Ahmet Shah Massoud, 1953-2001).
- 8 août 1998. Les talibans entrent à Mazar-i-Sharif, la dernière grande ville qui leur échappait, dans le nord du pays

- 2001 : guerre américaine contre les talibans et occupation de l'Afghanistan.

□ Afrique subsaharienne

Les bouleversements dans l'Afrique des Grands Lacs

- 4 août 1993. Accords d'Arusha : ce pacte de paix entre le président rwandais Juvénal Habyarimana, qui s'appuie sur la communauté hutue, et le dirigeant du Front patriotique rwandais, Alexis Kanayarenque, représentant de la communauté tutsie, était censé mettre fin à trois ans de guerre civile. Il prévoit les conditions d'une transition démocratique, qui n'aboutira pas. Et en avril 1994 commence le génocide.
- 21 octobre 1993. Ndadaye, premier président hutu du Burundi, élu le 1er juin 1993, et quatre responsables sont assassinés lors d'un coup d'État militaire à Bujumbura, déclenchant des tueries entre ethnies tutsie et hutue
- 24 mars 1995. De violents affrontements armés opposent à Bujumbura (capitale du Burundi) des extrémistes hutus à l'armée (majoritairement tutsie) et à des milices tutsies dans les quartiers du centre-ville, faisant entre 200 et 500 morts et provoquant l'exode des Hutus et des réfugiés rwandais vers le Zaïre et la Tanzanie, qui ferme sa frontière
- Le 5 novembre 1995, l'Armée populaire ruandaise (APR), en majorité tutsie, lance une offensive contre un camp d'anciens soldats hutus des Forces armées ruandaises (FAR), sur l'île d'Iwawa, massacrant 300 personnes.
- 7 septembre 1997. Mort, moins de quatre mois après son départ en exil, à Rabat, de Mobutu Sese Seko, l'ex et richissime président zaïrois, né en 1930.
- 17 mai 1997. Entrée des rebelles de Laurent-Désiré Kabila à Kinshasa. Mais en 1998, nouvelle rébellion, puissamment soutenue par l'Ouganda et le Rwanda

Corne de l'Afrique

- 23 février 1993. Violentes manifestations antioccidentales organisées à Mogadiscio (Somalie) par les partisans du général Mohamed Farrah Aïdid (1934-1996)
- 4 mai 1993. Les Nations Unies prennent le relais, avec 18 000 « casques bleus », de l'opération militaire internationale sous commandement américain « Rendre l'espoir »
- octobre 1993. Les forces de Mohamed Farrah Hassan, dit Aïdid (1934-1996), infligent aux forces américaines à Mogadiscio un revers militaire au cours d'une opération de l'ONUSOM contre un bastion du général Aïdid (3 et 4). Le 7, le président Clinton annonce que le contingent américain quittera la Somalie avant le 31 mars 1994.
- 2 et 3 mars 1995. Les derniers casques bleus de l'opération « Rendre l'espoir », déclenchée le 9 décembre 1992, quittent Mogadiscio protégés par des marines de l'opération « Bouclier unifié »
- mai 1998. Début d'un nouveau conflit entre l'Éthiopie et l'Érythrée (voir plus haut).

Les gendarmes américains sont concurrencés par la pénétration diplomatique, à la fin du XXe et au début du XXIe siècle, des Chinois en Afrique sub-saharienne. Du 3 au 5 novembre 2006 se déroule à Pékin un sommet, historique, de dirigeants de 48 États africains : un nouvel axe des relations internationales ? Face à la concurrence chinoise, les Américains s'intéressent de plus en plus à l'Afrique et, pour éviter une nouvelle calamiteuse aventure

militaire comme celle de Somalie en 1992, pour lutter contre les attentats comme ceux contre les ambassades américaines de Tanzanie et du Kenya (7 août 1998), contre un navire de guerre à Aden (12 octobre 2000), ils créent en 2007 un commandement unique, *Africom*.

Conclusion de la 8e partie

Superpuissance unique depuis la fin de l'Union soviétique, les États-Unis développent une stratégie de primauté, mais il n'y a plus de guerres « symétriques », c'est-à-dire avec quasi égalité des adversaires, mais des conflits « asymétriques », plus faciles à commencer qu'à terminer, cf. la Somalie et les conflits contre les « états voyous ». Aux quatre coins de la planète pourrissent des dizaines de conflits, dans des « zones grises » dont l'Occident semble se désintéresser. La disparition de l'adversaire soviétique a conduit les États-Unis à réorienter leur politique étrangère dans un sens familier : la chasse aux marchés étrangers. Après des décennies de nets progrès, le Tiers Monde, marginalisé par la mondialisation, voit se creuser le fossé qui le sépare des pays riches.

De tous les grands espaces géopolitiques, l'ensemble arabe est le seul où la mondialisation ne s'est pas accompagnée d'une libéralisation politique, encore moins de la démocratie. En 1989, avec l'effondrement du mur de Berlin, s'ouvrait une possibilité de rebâtir un ordre international plus juste. La volonté des États-Unis de le forger de manière solitaire, d'en définir seuls les contours et les règles, les excès même de leur puissance ont contribué à rendre le monde plus dangereux.

CONCLUSION GÉNÉRALE

D'août 1914 à mai 1999, de la Première Guerre mondiale à la guerre du Kosovo, le XXe siècle commence et s'achève dans le Sud-Est européen, les « Balkans », comme on disait il y a un siècle. Quand le XXe siècle a-t-il pris fin exactement et quand a commencé le suivant ? Les véritables césures sont controversées : on connaît la charnière de 1989 et le « court XXe siècle » cher à l'historien Eric J.Hobsbawm (1917-2012), nul n'ignore l'importance du 11 septembre 2001 mais certains historiens en font le début du siècle du choc des cultures religieuses, les altermondialistes insistent sur le rassemblement de Porto Alegre au Brésil (25 au 30 janvier 2001). Fabrice d'Almeida constate que la fin du XXe siècle est perçue différemment selon les continents et les cultures : les Occidentaux insistent sur l'effondrement du bloc soviétique, les Arabes et/ou les Musulmans sur le début de l'*Intifada*, les Africains sur la fin de l'*apartheid* en Afrique du Sud, les Asiatiques sur la mort de l'empereur Hiro-Hito ou le soulèvement de la place Tian'Anmen à Pékin... Le XXIe siècle n'avait-il pas commencé avec l'Internet (sous le nom d'Apranet, 1969) ? avec les premières ONG (années 1970) ? le drame écologique de Seveso (1976) ? la cotation en continu des bourses de valeurs (années 1980) ?

Carl Bouchard remarque justement dans l'introduction de sa thèse, consacrée à l'« ordre mondial » et à la notion de « paix durable »¹ :

« La remise en cause de l'ordre international a commencé avant même le début de la Première Guerre mondiale, devant la crainte que la course aux armements et les alliances ne mènent à une nouvelle crise que la diplomatie serait impuissante à juguler. »

Échec du traité de Versailles, Deuxième Guerre mondiale, Guerre froide, échec de la détente, guerres régionales, terrorisme, et j'en oublie volontairement. Échec de la détente, mais aussi et surtout vanité des tentatives de réguler les relations internationales. Les mots de « désordre » et d'« ordre » sont revenus très souvent dans ce livre, sans doute une vingtaine de fois pour le premier ; le mot de « chaos » a été employé très souvent dans les derniers chapitres. Le terrorisme international n'est-il pas un « choc » fondamental, qui crée le « désordre mondial » ? Un ouvrage récent, celui de Gilbert Achcar², rassemble d'ailleurs les deux vocables dans son titre ! Le moins que l'on puisse écrire, c'est que l'ordre international pèse peu en durée et en intensité au long du XXe siècle, siècle du désordre. Sur quoi le siècle dernier débouche-t-il ?

¹ C.Bouchard, *Le Citoyen et l'ordre mondial (1914-1919). Le rêve d'une paix durable au lendemain de la Grande Guerre en France, en Grande-Bretagne et aux États-Unis*, Pedone, 2008, 270 p., p. 6.

² G.Achcar, *Le choc des barbaries. Terrorismes et désordre mondial*, Complexe, 2002, réédition, Syllepse, 2017, 178 p.

En matière de relations internationales, l'oscillation entre ordre et désordre a consacré les « États-Unis [comme] gendarmes du monde » (Pierre Milza), rôle qu'ils poussent en juin 2002 jusqu'à se retirer du traité ABM (antimissile) de 1972. En 2007 ils proposent à l'Europe un projet de bouclier antimissile censé protéger l'Europe occidentale et centrale contre le danger balistique iranien, ce qui suscite les vives protestations de la Russie. Dès 1992, faute de crédits (?), la Russie avait suspendu de manière unilatérale la permanence de vol de ses bombardiers stratégiques. Elle les reprend, sur fond de tension américano-russe, le 17 août 2007, de manière à répliquer au projet américain d'installation d'un bouclier antimissile en Europe centrale, perçu comme une menace à la sécurité russe. L'installation de sites en Pologne et en république tchèque n'est, vue de Moscou, que comme l'ultime provocation d'une stratégie visant à corseter davantage la Russie. Or, si l'armée russe ne peut espérer retrouver une parité stratégique avec les États-Unis, elle dispose de moyens budgétaires importants et d'un plan de dégraissage des effectifs pour enrayer son déclin. Par contre, la réflexion stratégique semble obsolète en Russie, en dehors de la rapide intégration du réchauffement planétaire, ce que montre une certaine politique russe de l'Arctique.

Le monde n'est plus bipolaire, la puissance se trouve distribuée en de multiples mains de par le monde. D'autre part, les relations internationales ce sont désormais, également, les déséquilibres économiques, les migrations, le réchauffement climatique, les défis démographiques, une prolifération nucléaire toute nouvelle, une folie qui est aussi bien celle des forts que celle des faibles. La charnière des deux siècles est au fond la fin de ce que plusieurs historiens appellent le « système westphalien » des relations internationales, né avec le traité de Westphalie (1648) et consacrant le rôle des États dans les relations internationales : le système « post-westphalien » de sécurité peut être défini comme la quasi-disparition des guerres interétatiques, centrées sur la notion de territoire et de frontière. Le terrorisme, les stratégies « du faible au fort », et surtout « du fou au fort » dominant, avec leur conséquence, non la victoire mais l'enlisement : il suffit de ne pas perdre, comme on dit en Afghanistan. Aucun des conflits de l'après-11 Septembre n'est apaisé, tous semblent au contraire s'envenimer dans un univers mondialisé, dans le « village planétaire ». Alors que la croissance économique continue, pétrodollars et sinodollars affolent l'économie mondiale en 2008. Les pays émergents ne placent plus seulement leurs réserves de change en emprunts d'État, mais aussi dans des « fonds souverains », qui font irruption dans le capital d'entreprises emblématiques aux États-Unis ou en Europe. La peur de perdre le contrôle de secteurs stratégiques comme l'énergie ou l'aéronautique de défense suscite des réactions protectionnistes en chaîne. La fin du siècle dernier — au plus tard, car le Moyen-Orient est très largement en Asie, ne l'oublions pas ! — a vu l'émergence de ce continent dans les relations internationales ; gageons que le XXI^e siècle sera celui d'une Asie dont les rapports internes pèseront davantage et qui jouera un rôle grandissant dans les relations mondiales, ce que Chine, Iran, Japon et sous-continent indien ont commencé à faire. Mais ce ne sera pas le seul

cas : au moins par sa démographie (n'aura-t-elle pas deux milliards d'habitants en 2050 ?) l'Afrique jouera elle aussi un rôle d'importance. Souhaitons-lui, loin de la posture traditionnelle de continent souffrant et du statut archaïque de supplément d'âme pour Européens nantis ou naïfs, un rôle pleinement indépendant...

BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE

I. Pour faire (relativement) simple :

□ Ouvrages généraux

- G.Achcar, *Le choc des barbaries. Terrorismes et désordre mondial*, Complexe, 2002, réédition, Syllepse, 2017, 178 p.
- A.Aglan & R.Frank dir., *1937-1947. La guerre-monde*, Gallimard, Folio, 2015, 2 vol., 2 486 p.
- N.Badalassi, *En finir avec la guerre froide : la France, l'Europe et le processus d'Helsinki ; 1965-1975*, Presses universitaires de Rennes, 2014, 442 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2015, p. 186-187
- T.Balzacq & F.Ramel dir., *Traité de relations internationales*, Presses de Sciences Po, 2013, 1 228 p.
- D.Battistella, *Théories des relations internationales*, Presses de la FNSP, 2003, 512 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet 2004, pp. 533-535, réédition, 2006, 587 p.
- P.Boniface, *Les relations Est-Ouest (1945-1991)*, Seuil, 1996
- P.Boniface, *Les leçons du 11 septembre*, PUF, 2002
- P.Boniface, *Comprendre le monde. Les relations internationales pour tous*, A.Colin, 2012, 288 p., plusieurs rééditions
- C.Bouchard, *Le citoyen et l'ordre mondial (1914-1919), le rêve d'une paix durable au lendemain de la Grande Guerre, en France, Grande-Bretagne et aux États-Unis*, Pedone, 2018, 278 p.
- G.Chaliand, *Terrorisme et politique*, CNRS, 2017, 51 p.
- G.Chaliand & J.-P.Rageau, *Atlas politique du XXe siècle*, Seuil, 1988
- F.Chaubet & L.Martin, *Histoire des relations culturelles dans le monde contemporain*, Armand Colin, coll. « U », 2011, 256 p.
- D.Colard, *Les relations internationales depuis 1945*, réédition, Masson, 1991, réédition, A.Colin, coll. U, 1997, sous le titre *Les relations internationales de 1945 à nos jours*
- Collectif, *Atlas de la mondialisation. Comprendre l'espace mondial contemporain*, Presses FNSP, 2006, réédition, 2007
- É.Denécé, *Al-Qaeda. Les nouveaux réseaux de la terreur*, Ellipses, 2005
- B.Droz, *Histoire des décolonisations au XXe siècle*, Seuil, coll. « L'Univers historique », 2006
- J.-L.Dufour & M.Vaïsse, *La guerre au XXe siècle*, Hachette supérieur, coll. "Carré", 1993, 240 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai-juin 1995, pp. 417-418, réédition, 2003, 240 p.
- J.-B.Duroselle, *Tout empire périra. Une vision théorique des relations internationales*, Publications de la Sorbonne, 1981, 357 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, avril-mai 1982, p. 725, réédition avec sous-titre *...Théorie des relations internationales*, Armand Colin, 1991, 320 p.
- J.-B.Duroselle & A.Kaspi, *Histoire des relations internationales*, A.Colin, 2 vol., 2001, compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janv.-févr. 2002, p. 531, réédition, 2013
- E.J.Hobsbawm, *The Age of Extremes. A history of the World, 1914-1991*, Pantheon Books, New York, 1994, trad. fr., *Le Monde diplomatique* & Complexe, 1999, sous le titre *L'âge des extrêmes. Histoire du court XXe siècle, 1914-1991*, réédition, 2003
- P.Milza, *Les relations internationales de 1918 à 1939*, coll. "Cursus", 1995, 192 p., réédition, 2002, 240 p., 2013, 256 p.
- P.Milza, *Les relations internationales, 1945-1973*, Hachette, coll. "Carré-Histoire", 1996, 240 p.
- P.Milza, *Les relations internationales de 1973 à nos jours*, Hachette, coll. "Carré-Histoire", 1996, compte rendu dans *Historiens & Géographes*, oct.-nov. 1998, pp. 493-494, réédition, 2006, 267 p.
- A.Nouschi, *Pétrole et relations internationales depuis 1945*, Armand Colin, coll. U, 1999
- É. du Réau, *L'ordre mondial de Versailles à San Francisco (juin 1919-juin 1945)*, PUF, coll. Thémis, 2007, 333 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, novembre 2010, pp. 409-410

Aucun site « encyclopédique » n'approche le satisfaisant en matière de relations internationales. Par contre l'auteur recommande un certain nombre de sites « institutionnels ». Site d'Amnesty International : www.amnesty.org ; Site de la Banque mondiale : www.worldbank.org ; Site de la Croix-Rouge : www.icrc.org ; Site du FMI : www.imf.org ; Site du HCR : www.unhcr.ch ; Site de l'ONU : www.un.org/french/ ; Site de l'OTAN : www.nato.int ; Site de l'UNICEF : www.unicef.org

T.D.Snyder, *Terres de sang : l'Europe entre Hitler et Staline*, trad. Fr., Gallimard, 2012, 707 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, Janvier-mars 2016, p. 207-208

G.-H.Soutou, *L'or et le sang. Les buts de guerre économiques de la Première Guerre mondiale*, Fayard, 1989, 963 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, déc. 1989-janv. 1990, pp. 437-438, dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1990, pp. 148-149

G.-H.Soutou, bibliographie, *Historiens & Géographes*, juill.-août 1995, pp. 69-73

G.-H.Soutou, *La guerre de cinquante ans. Les relations Est-Ouest. 1943-1990*, Fayard, 2001, 766 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, sept.-oct. 2001, pp. 527-529, dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 2002, pp. 221-222

G.-H.Soutou, *La Grande Illusion. Quand la France perdait la guerre, 1914-1920*, Tallandier, 2015, 379 p.

M.Vaisse, *Les Relations internationales depuis 1945*, Armand Colin, 1990, coll. "Cursus", 191 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janv.-févr. 1991, p. 415, réédition, 2001, 208 p., rééditions, 2002, 2003, 256 p., 2004, 264 p., 2005, 272 p., réédition coll. U, 2008, 2011, 304 p., 2013, 320 p.

M.Vaisse, "Les pacifismes au 20e siècle", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 3, juill.-sept. 1984, pp. 27 & suiv.

M.Vaisse, *La Paix au XXe siècle*, Belin-sup, 2004, 222 p.

M.Vaisse dir., *Dictionnaire des relations internationales au 20e siècle*, A.Colin, 2000, 298 p., réédition, 2005, 304 p., réédition, 2009, sous le titre *Dictionnaire des relations internationales de 1900 à nos jours*, 2009, 336 p.

A.Versaille dir., *Penser le XXe siècle*, Complexe, 1990, 277 p.

□ Quelques aires géopolitiques

H.d'Almeida-Topor, *L'Afrique au XXe siècle*, Armand Colin, coll. U, réédition, 1999

G.Bossuat, *Les fondateurs de l'Europe unie*, Belin, coll. « Sup », 2001

F.Bozo, *La Politique étrangère de la France depuis 1945*, La Découverte, coll. "Repères", 1997

B.Bruneteau, *Histoire de l'idée européenne au premier XXe siècle à travers les textes*, Armand Colin, coll. U, 2006

J.Dalloz, *La France et le monde depuis 1945*, Armand Colin, coll. "Cursus", 1993, plusieurs rééditions

A.Dulphy, *La politique extérieure de la France depuis 1945*, Nathan-Université, 1995

F.Guelton, *La guerre américaine du Golfe. Guerre et puissance à l'aube du XXe siècle*, Presses universitaires de Lyon, 1996

H.Laurens, « Un labyrinthe de contradictions. Les aléas de l'hégémonie américaine au Proche-Orient », *Le Monde diplomatique*, juillet 1991. Cette publication est, d'une manière générale, recommandée

J.Lévesque, *L'URSS et sa politique internationale de 1917 à nos jours*, Coll. U, 1980, réédition, 1988

P.Melandri, *La politique extérieure des États-Unis de 1945 à nos jours*, PUF, 1982, coll. "L'historien", réédition, 1995

P.Melandri & S.Ricard, *Les États-Unis et la fin de la Guerre froide*, L'Harmattan, 2005

P.Souty, *La guerre de Corée, 1950-1953. Guerre froide en Asie orientale*, Presses universitaires de Lyon, 2002

Ch.Zorgbibe, *Histoire de l'Union européenne*, Albin Michel, 2005

II. Pour aller plus loin. quitte à déborder chronologiquement :

□ Relations internationales générales

- H.Ahrweiler & F.Bédarida dir., *La Politique nazie d'extermination*, Albin Michel, 1989
- J.-Cl.Allain, "Les relations internationales depuis 1945. Proposition de périodisation", *Historiens & Géographes*, déc. 1983, pp. 401 & suiv.
- S.Aster, *Les origines de la Seconde Guerre mondiale*, Hachette, 1974, 434 p.
- S.Audouin-Rouzeau, *La guerre au XXe siècle, La Documentation photographique*, n° 8041, 2004, compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet 2005, p. 320
- S.Audouin-Rouzeau & A.Becker, *La Grande Guerre. 1914-1918*, Gallimard, coll. "Découvertes", 1998, 160 p.
- S.Audouin-Rouzeau & A.Becker, *14-18, retrouver la guerre*, Gallimard, coll. "Bibliothèque des histoires", 2000, 272 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janv.-mars 2001, pp. 206-207
- S.Audouin-Rouzeau & J.-J.Becker dir., *Encyclopédie de la Grande Guerre. 1914-1918*, Bayard, 1 360 p.
- S.Audouin-Rouzeau & C.Prochasson, *Sortir de la Grande Guerre*, Tallandier, 2008, 512 p.
- J.-P.Azéma & Fr.Bédarida, *1938-1948. Les années de tourmente, de Munich à Prague. Dictionnaire critique*, Flammarion, 1995, 1 137 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juill.-sept. 1996, pp. 167-168, dans *Bulletin de la Société d'Histoire moderne*, 1998/1&2, pp. 141-143
- B.Badie, *L'impuissance de la puissance. Essai sur les nouvelles relations internationales*, Fayard, 2004, 293 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2007, pp. 319-320
- D.Barjot, *La société, la guerre, la paix. 1911-1946*, SEDES, coll. "Regards sur l'histoire", 2003, 304 p.
- P.Barral, *Il y a trente ans la Guerre froide*, Armand Colin, 1984, 248 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1985, p. 160
- M.Baumont, *Les origines de la Seconde Guerre mondiale*, Paris, 1969
- A.Becker, "La Première Guerre mondiale dans l'enseignement de l'histoire en Italie, en Allemagne et en France", *Historiens & Géographes*, janv.-fév. 1998, pp. 33-34
- J.-J.Becker, *La Première Guerre mondiale*, MA Éditions, 1985, 239 p.
- J.-J.Becker, *Le traité de Versailles*, Que sais-je?, 2002, 128 p.
- J.-J.Becker, *L'année 14*, Armand Colin, 2004, 256 p.
- J.-J.Becker & G.Krumeich, *La Grande Guerre. Une histoire franco-allemande*, Tallandier, 2008, 380 p.
- J.-J.Becker dir., *Le monde à la fin de la Grande Guerre*, n° spécial de *Historiens & Géographes*, oct.-nov. 1998, pp. 129-252
- J.-J.Becker dir., *Histoire culturelle de la Grande Guerre*, Armand Colin, 2005, 272 p.
- R.Bergeret, "Histoire des relations internationales. Chronologie synoptique de 1945 à nos jours", *Historiens & Géographes*, mai-juin 1989, pp. 95-99
- M.Bertrand, *La fin de l'ordre militaire*, Presses de Sciences Po, 1996, 132 p.
- S.Bessis, *L'Occident et les autres. Histoire d'une suprématie*, La Découverte, 2001, 342 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juill. 2002, pp. 474-475
- M.Bettati, *Le conflit sino-soviétique*, coll. U2, 1971, 2 vol., 333 & 270 p.
- J.-M.Béziat, *Les relations internationales du milieu du XIXe siècle à 1939*, Seuil, coll. "Mémo", 1997, 96 p.
- Bibliographie/ relations internationales 1919-1949, *Historiens & Géographes*, sept.-oct. 1979
- C.Birebent, *Les relations internationales 1919-1939. La paix impossible ?*, Ellipses, 2009, 336 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2009, p. 196
- F.Bock, *Les sociétés, la guerre, la paix. 1911-1946*, Armand Colin, coll. "Guide pour les concours", 2003, 128 p.

- P.Boniface, *Les relations Est-Ouest (1945-1991)*, Seuil, 1996, 64 p.
- P.Boniface, *Les Guerres de demain*, Seuil, 2002, 224 p.
- P.Boniface, *Vers la 4^e Guerre mondiale ?*, Armand Colin, 2005, 176 p.
- P.Boniface, *Comprendre le monde. Les relations internationales pour tous*, A.Colin, 2012, 287 p., plusieurs rééditions
- P.Boniface dir., *Lexique des relations internationales*, Ellipses, 1995, 243 p.
- C.Bouchard, *Le citoyen et l'ordre mondial (1914-1919), le rêve d'une paix durable au lendemain de la Grande Guerre, en France, Grande-Bretagne et aux États-Unis*, Pedone, 2018, 278 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, novembre-décembre 2015, p. 240-242
- J.Boyer Ben-Kemoun, *La Seconde Guerre mondiale*, Ellipses, 160 p.
- Ph.Braillard & M.-A.Djalili, *Tiers Monde et relations internationales*, Masson, 1984, 304 p.
- P.Buffotot, *La Seconde Guerre mondiale*, Armand Colin, coll. « 128 », 2014, 132 p.
- Ph.Buton dir., *La guerre imaginée*, Seli Arslan, 2002, 254 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, oct. 2002, pp. 360-361
- B.Cabanes & É.Husson dir., *Les sociétés en guerre. 1911-1946*, Armand Colin, coll. U, 2003, 320 p.
- D.Carzon, *Les relations Est-Ouest et Nord-Sud depuis 1945*, Ellipses, 160 p.
- P.Causarano dir., *Le XXe siècle des guerres*, Éditions de l'Atelier, 2004, 606 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janvier 2005, pp. 456-457
- B.Cautrunes, *Est-Ouest : de l'affrontement à la coopération*, Montchrestien, coll. "Clefs", 1991, 190 p.
- R.Céré, *La Seconde Guerre mondiale, Que sais-je?*
- R.Céré, *Entre la Paix et la Guerre. 1945-1949, Que sais-je?*
- L.Cesari, "Le groupement de recherche *Histoire des relations internationales contemporaines*", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1991, pp. 94-96
- J.-P.Chagnollaude, *Relations internationales contemporaines : un monde en perte de repères*, L'Harmattan, 1997, 243 p.
- P.Chaigneau dir., *Dictionnaire des relations internationales*, Economica, 1998, 592 p.
- G.Chaliand, *Les guerres irrégulières, XXe-XXIe siècle*, Gallimard, 2008, 980 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2009, p. 311
- G.Chaliand, *Le nouvel art de la guerre*, Archipel, 2008, 158 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2009, p. 330
- G.Chaliand, M.Jan & J.-P.Rageau, *Atlas historique des migrations*, Seuil, 1994, 140 p.
- G.Chaliand & J.-P.Rageau, *Atlas stratégique. Géopolitique des nouveaux rapports de forces dans le monde*, Complexe, 1993, 224 p.
- Ph.Chassaing dir., *Les sociétés, la guerre, la paix. 1911-1946*, CNED-SEDES, 2003, 320 p.
- F.Chaubet & L.Martin, *Histoire des relations culturelles dans le monde contemporain*, Armand Colin, coll. « U », 2011, 256 p.
- C.Chaumont, *L'ONU, Que sais-je?*
- P.Chauu dir., *Les enjeux de la paix. Nous les autres, XVIIIe-XXIe siècles*, PUF, 1995, 360 p.
- A.Chauprade & Fr.Thual, *Dictionnaire de géopolitique*, Ellipses, 1998, 624 p., réédition, 1999, 635 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mars 2003, p. 477, réédition, 2013, 1 056 p.
- F.Cochet, *La Première Guerre mondiale*, Le Cavalier bleu, 2008, 128 p.
- F.Cochet, *La Grande Guerre : fin d'un monde, début d'un siècle*, Perrin, 2013, 517 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2014, pp. 207-208
- F.Cochet & R.Porte dir., *Dictionnaire de la Grande Guerre*, Robert Laffont, coll. « Bouquins », 2008, 1 122 p.
- L.Cohen-Tanugi, *Les sentinelles de la liberté. L'Europe et l'Amérique au seuil du XXIe siècle*, Odile Jacob, 2003, 218 p.
- D.Colard, *Les relations internationales depuis 1945*, réédition, Masson, 1991, 392 p., réédition, A.Colin, coll. U, 1997, 286 p., sous le titre *Les relations internationales de 1945 à nos jours*
- Collectif, *14-18 : mourir pour la Patrie*, n° spécial de *L'Histoire*, n° 107, janv. 1988

- Collectif, *Dictionnaire de la Seconde Guerre mondiale*, Larousse, réédition, 1992, 3 vol.
- Collectif, *L'année 1940 : la guerre, l'exode, Vichy*, n° spécial, n° 129, de *L'Histoire*, janvier 1990
- Collectif, "L'Europe en guerre (septembre 1939-juin 1940)", *Historiens & Géographes*, juill.-août 1990, pp. 97-296
- Collectif, *À la recherche du nouvel ordre mondial*, Complexe, 1994, 2 vol., 288 & 192 p.
- Collectif, dossier "Nations, états-nations, nationalismes", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1996, pp. 3-54
- Collectif, corrigé sujet d'agrégation "Etre nationaliste en Europe des années 1890 à la veille de la Première Guerre mondiale", *Historiens & Géographes*, févr.-mars 1997, pp. 54-56
- Collectif, *La société, la guerre et la paix. 1911-1946*, Hachette, 2003, 192 p.
- Collectif, *Le XXe siècle des guerres*, Éditions de l'Atelier, 2004, 606 p.
- Collectif, *Atlas de la mondialisation. Comprendre l'espace mondial contemporain*, Presses FNSP, 2006, 126 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2007, pp. 326-327, réédition, 2007, 159 p.
- Collectif, *Europe / Amérique du Nord. Cinq siècles d'interactions*, Armand Colin, coll. U, 2008,
- Collectif, *Atlas de la mondialisation*, dossier États-Unis, Presses de Sciences Po, 2014,
- Collectif, « Abécédaire de la Grande Guerre », *Historiens & Géographes*, 2013-2015
- Collectif, *La Grande Guerre vue d'en face*, Albin Michel, 2016, 304 p.
- A.Collet, *Les guerres locales au XXe siècle*, Que sais-je? n° 3341, 1998, compte rendu dans *Historiens & Géographes*, oct.-nov. 1999, p. 512
- Colloque *Mémoire de la Seconde Guerre mondiale*, Metz, 1984, 302 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 6, pp. 184-185
- Chr.Coq & J.-P.Bacot dir., *Travail de mémoire. 1914-1998* [sur les massacres], Autrement, 1999, 256 p.
- A.Corvisier, *La guerre, essais historiques*, PUF, 1995, 448 p.
- C.-P.David, *La Guerre et la Paix. Approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie*, Presses de Sciences Po, rééd. 2006, 463 p.
- D.David, *Est-ouest. 1945-1990*, Publisud, 1992, 437 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, nov. 1996, p. 518
- Ch.Debbasch, *Lexique de politique : États, vie politique, relations internationales*, Dalloz, réédition, 1988, 440 p.
- H.Deschamps, *La fin des empires coloniaux*, Que sais-je?
- J.Droz, *Histoire diplomatique de 1648 à 1919*, réédition, Paris, 1972, 614 p.
- J.-L.Dufour, *Introduction aux grandes crises du XXe siècle. De Pékin à Sarajevo*, Complexe, coll. "Questions au XXe siècle", 1996, 250 p.
- J.-L.Dufour, *Les crises internationales. De Pékin (1900) au Kosovo (1999)*, Complexe, 2001, 305 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai 2002, pp. 420-421
- M.-L.Dumas, "Visions de la planète. Le monde actuel", *Historiens & Géographes*, juin-juill. 1994, pp. 41-54
- A.Duménil, *La guerre au XXe siècle*, La Documentation photographique, 2 vol., 2005
- Y.Durand, *Les causes de la Deuxième Guerre mondiale*, A.Colin, coll. "Cursus", 1992, 144 p.
- Y.Durand, *Histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, Bruxelles, Complexe, 1997, 988 p.
- J.-B.Duroselle, *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, réédition, Dalloz, 1993, 1 038 p.
- J.-B.Duroselle, "Les guerres du 20e siècle, une tentative de classification", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 3, juin-sept. 1984, pp. 17 & suiv.
- M.Ferro, *La Première Guerre mondiale*, Gallimard, coll. "Idées", 1969
- M.Ferro, *Questions sur la IIe Guerre mondiale*, Casterman-Giunti, coll. "XXe siècle", 192 p.
- M.Ferro, *Seconde Guerre mondiale. Histoire parallèle*, CDROM Montparnasse multimédia/Arte, 1996
- G.Fleming, *Hitler et la solution finale*, Julliard, 1988, 284 p.

- A.Fontaine, *Histoire de la Guerre froide*, 2 vol, réédition, coll. "Points", 1983, réédition, 2006, sous le titre *La Guerre froide*, 572 p.
- A.Fontaine, *Histoire de la "détente". 1962-1981*, coll. "Points", H75
- M.Foucher, *Fronts et frontières*, Fayard, 1988, compte rendu dans *Historiens & Géographes*, déc. 1989-janv. 1990, pp. 447
- R.Frank, "Réflexions sur les relations internationales depuis 1945", *Historiens & Géographes*, sept.-oct. 2001, pp. 303-322
- J.Frémeaux, *Les peuples en guerre, 1911-1946*, Ellipses, 2004, 208 p.
- P.Fugier, *La Révolution française et l'Empire*, tome IV de l' *Histoire des relations internationales* dirigée par P.Renouvin
- Fr.Garçon, *La Guerre du Pacifique*, Casterman-Giunti, 1997, 128 p.
- P.Gerbet, *Les organisations internationales*, Que sais-je?, 1972
- P.Gerbet, V.Y.Gheballi & M.R.Mouton, *SDN et ONU*, Éditions Richelieu, coll. "L'univers contemporain", 1973, 415 p., réédition, Imprimerie nationale, 1996, 492 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juill.-août 1997, pp. 504-506, dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1999, pp. 428-432
- R.Girault, *Diplomatie européenne et impérialisme. 1871-1914*, Masson, 1979, 256 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, févr. 1982, p. 692 & déc. 1993, p. 500, réédition, 1994, 288 p., réédition 1997 sous le titre *Diplomatie européenne, nations et impérialismes (1871-1914)*, 304 p.
- R.Girault & R.Frank, *Turbulente Europe et nouveaux mondes. 1914-1941*, Masson, 1988, 304 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1988, p. 142, dans *Historiens & Géographes*, déc. 1993, p. 500, réédition, Armand Colin, coll. U, 1998, 250 p.
- R.Girault, R.Frank & J.Thobie, *La loi des géants (1941-1964)*, Masson, 1993, 356 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, déc. 1993, p. 500
- M.Goya, *La chair et l'acier. L'invention de la guerre moderne (1914-1918)*, Tallandier, 2004, 480 p.
- P.Grosser, *Le temps de la Guerre froide*, Complexe, 1995, 480 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, oct.-nov. 1997, pp. 508-509
- P.Grosser, *Pourquoi la 2e Guerre mondiale ?*, Complexe, 1999, 304 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai 2001, p. 538
- P.Grosser, *Guerres et crises au XXe siècle*, Hachette, 2001, 192 p.
- P.Grosser, *La Guerre froide*, La Documentation photographique, 2007, 63 p.
- J.Guellec, *Relations internationales. Naissance du troisième millénaire*, Ellipses, 1995, 225 p.
- E.Hobsbawm, *Nations et nationalisme depuis 1780*, trad. fr., Gallimard, 1992, 247 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1994, pp. 189-190, réédition, coll. "Folio", 2001, 384 p.
- B.Houel, *La Guerre froide*, Ellipses, coll. "Le bac en tête", 1998, 64 p.
- X.Huetz de Lempis & L.-P.Jacquemond, corrigé sur sujet d'agrégation "Nations, nationalismes, nationalités et frontières en Europe de 1850 à 1920", *Historiens & Géographes*, mars-avril 1998, pp. 106-109
- I.H.R.I., *Enjeux et puissances : mélanges en l'honneur de J.-B. Duroselle*, Publications de la Sorbonne, 1986, 412 p., présentation dans *Historiens & Géographes*, mars 1987, pp. 992-93
- M.Isnenghi, *La Première Guerre mondiale*, Casterman-Giunti, coll. "XXe siècle", 160 p.
- S.Jeannesson, *La guerre froide*, La Découverte, coll. "Repères", 2002, 128 p.
- R.Kagan, *La puissance et la faiblesse. Les États-Unis et l'Europe dans le nouvel ordre mondial*, trad. fr., Plon, 2003, 160 p.
- A.Kaspi, *La Deuxième Guerre mondiale. Chronologie commentée*, Perrin, 1990, réédition, Complexe, 1995, 592 p.
- J.Keegan, *La Première Guerre mondiale*, Perrin, 2003, 558 p., réédition, coll. « Tempus », 2005, 558 p.
- G.Kolko, *Un siècle de guerres. Politique, conflits et société depuis 1914*, L'Harmattan, 2000, 474 p.

- G.Krumeich, *Le Feu aux poudres. Qui a déclenché la guerre en 1914 ?*, trad. fr., Belin, 2014, 304 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, Janvier-mars 2016, p. 205-206
- Y.Lacoste, *Géopolitique, La longue histoire d'aujourd'hui*, Larousse, 2006, 336 p.
- Y.Lacoste dir., *Dictionnaire de géopolitique*, Flammarion, 1993, 1 692 p.
- Y.Lacoste dir., *Dictionnaire géopolitique des états*, Flammarion, 1997, 667 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mars-avril 1998, pp. 544-545
- F.Lagrande dir., *Inventaire de la Grande Guerre*, Universalis, 2005, 606 p.
- M.Lakehal, *Dictionnaire des relations internationales*, Ellipses, 2013, 384 p.
- H.Langbein, *La résistance dans les camps de concentration national-socialistes. 1938-1945*, Fayard, 1981, 500 p.
- J.-M.Le Breton, *Les relations internationales depuis 1968*, Nathan, coll. "N", 1983, 224 p., réédition, 1988, 256 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 2, avril-juin 1984, p. 139
- D.Lejeune, *Les causes de la Première Guerre mondiale*, Armand Colin, coll. "Cursus", 1992, 126 p., compte rendu dans *1848. Révolutions et mutations au XIXe siècle*, 1993, pp. 110-111, dans *Historiens & Géographes*, sept. 1996, p. 218
- D.Lejeune, *Entre guerre et paix. Les relations internationales de 1900 à 1950*, Ellipses, 1996, 288 p.
- J.-Y.Le Naour, *Dictionnaire de la Grande Guerre*, Larousse, 510 p.
- Y.Léonard, *L'ONU à l'épreuve*, Hatier, 1993, 70 p.
- Cl.Lévy, *La Seconde Guerre mondiale*, Documentation photographique n° 6038, 1972
- A.Liveney, *Atlas de la Première Guerre mondiale*, Autrement, 1996, 192 p.
- É.Llorca, *Les relations internationales depuis 1945. Histoire thématique*, Ellipses, 1995, 320 p.
- M.MacMillan, *Vers la Grande Guerre. Comment l'Europe a renoncé à la paix*, Autrement, 2014, 851 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janvier-mars 2016, p. 254-255
- J.Madeiros dir., *Le mondial des nations. 30 chercheurs enquêtent sur l'identité nationale*, Choiseul, 2011, 574 p., compte rendu par mes soins dans *Historiens & Géographes*,
- É.Mantoux, *La Paix calomniée ou les conséquences économiques de M.Keynes*, Paris, 1946, réédition, L'Harmattan, 2002, 246 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, octobre 2004, pp. 497-498
- M.Marbeau, *La Société des Nations*, PUF, Que sais-je ?, 2001, 128 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juill.-août 2001, p. 434
- M.Margairaz, J.Portés & D.Tartakowsky, *Les sociétés, la guerre et la paix, de 1911 à 1946. Europe, Russie puis URSS, Japon, États-Unis*, Hachette, 2003,
- G.Martinez & T.Scotto di Covella, *La Seconde Guerre mondiale*, Seuil, coll. "Mémo", 1998, 96 p.
- P.Masson, *Une guerre totale. 1939-1945*, Tallandier, 1990, 642 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, oct.-nov. 1990, p. 351-352
- P.Masson, *L'homme en guerre. 1901-2001*, Éditions du Rocher, 1997, compte rendu dans *Historiens & Géographes*, août-sept. 1998, p. 467
- M.-A.Matard-Bonucci, *D'une guerre mondiale à l'autre (1914-1945)*, Seuil, coll. « Points », série « Nouvelle histoire des relations internationales », 2004,
- A.Mattelart, *Histoire de l'utopie planétaire : de la cité prophétique à la société globale*, La Découverte, 1999, 423 p.
- M.Merle, *La vie internationale*, réédition, 1970
- Ch.Messenger, *La Seconde Guerre mondiale*, Autrement, 1999, 223 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janv.-févr. 2001, p. 477
- B.Michel, *États et nationalités dans l'Europe du XIXe siècle*, Documentation photographique n° 6089, mai 1987
- H.Michel, *La Seconde Guerre mondiale*, coll. "Peuples et Civilisations", 2 vol., 1968, réédition, 1977 & 1980, compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1971, pp. 158-160

- H.Michel, *1939. La guerre éclate*, Éditions Complexe, 1980
- P.Miquel, *La Grande Guerre*, Fayard, 1983, 667 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai 1984, p. 1108, réédition, Marabout, 1988, 672 p.
- P.Miquel, *La Seconde Guerre mondiale*, Fayard, 1986, 645 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai-juin 1987, p. 1328
- P.Miquel, *La Grande Guerre au jour le jour*, Fayard, 1988, 456 p.
- P.Montagnon, *La grande histoire de la Seconde Guerre mondiale*, Pygmalion-Gérard Watelet, 10 vol.
- Ph.Moreau Defarges, *Relations internationales*, Seuil, coll. "Points", 1992, 2 vol., 384 & 288 p., réédition, 2000, vol. 1, 400 p.
- Ph.Moreau Defarges, *La mondialisation*, Que sais-je?, réédition, 2001, compte rendu dans *Historiens & Géographes*, sept.-oct. 2001, p. 508
- Ph.Moreau Defarges, *La guerre et la paix dans le monde*, Armand Colin, coll. « 25 questions décisives », 2009, 160 p.
- F.-Ch.Mougel & S.Pacteau, *Histoire des relations internationales, XIXe et XXe siècles*, Que sais-je ?, 2002,
- L.Mysyrowicz, *Autopsie d'une défaite. Origines de l'effondrement militaire français en 1940*, Paris, 1973, 386 p.
- J.B.d'Onorio dir., *Le Saint-Siège dans les relations internationales*, Cerf, 1989, 469 p.
- G.Parmentier, *Le retour de l'histoire. Stratégie et relations internationales pendant et après la Guerre froide*, Complexe, 1994, 352 p.
- D.Pélassy, *Sans foi ni loi. Essai sur le bouleversement des valeurs*, Fayard, 1995, 430 p.
- F.Petiteville & D.Placidi dir., *Négociations internationales*, Presses de Sciences Po, 2014
- B.Phan, *Chronologie de la Première Guerre mondiale*, Seuil, coll. « Points-histoire », 2010,
- B.Phan, *Chronologie de la Seconde Guerre mondiale*, Seuil, coll. « Points-histoire », 2010,
- P.Poirrier dir., *La Grande Guerre : une histoire culturelle*, Éditions universitaires de Dijon, 2015, 298 p.
- L.Poliakov, *Le procès de Nuremberg*, Julliard, coll. "Archives", 1971
- R.Porte, *Chronologie commentée de la Première Guerre mondiale*, Perrin, 2011, compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janvier-février 2012, p. 375-376
- M.A.Prigent & M.Naigeon, *Les relations internationales depuis 1945*, PUF, coll. "Major", 1995, 118 p.
- R.Prior & T.Wilson, *La Première Guerre mondiale*, Autrement, coll. "Atlas des guerres", 2001, 224 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juill.-août 2001, pp. 423-424
- A.Prost, *La Grande Guerre expliquée à mon petit-fils*, Seuil, 2005, 96 p.
- A.Prost dir., *Guerres, paix et sociétés, 1911-1946*, Éditions de l'Atelier, 2003, 272 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, octobre 2004, pp. 496-497
- A.Prost & J.Winter, *Penser la Grande Guerre. Un essai d'historiographie*, Seuil, coll. "L'histoire en débats", 2004, 350 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2005, pp. 157-158
- Y.Prost & J.Faure, *Relations internationales*, Ellipses, 2005, 552 p.
- F.Puaux, *La politique internationale des années quatre-vingts, de Reagan à Gorbatchev*, PUF, 1989, 376 p.
- C.Quétel dir., *Larousse de la Seconde Guerre mondiale*, Larousse/Le mémorial de Caen, 2004, 528 p.
- J.Quiélen, *Histoire de la Seconde Guerre mondiale*, Ouest-France, 1995, 385 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, déc. 1995, pp. 418-419
- A.Rambaud, *La Paix armée et les relations internationales de 1871 à 1914*, Collection Armand Colin, 1949
- I.Ramonet, *Géopolitique du chaos*, réédit., Gallimard, coll. "Folio", 1999, 272 p.
- G.Ranzato, *La guerre d'Espagne*, Casterman-Giunti, coll. "XXe siècle", 128 p.
- P.Renouvin, *La Première Guerre mondiale*, Que sais-je?

- P.Renouvin, *Les crises du XXe siècle*, tomes VII & VIII de l' *Histoire des relations internationales* dirigée par P.Renouvin
- P.Renouvin & J.-B.Duroselle, *Introduction à l'histoire des relations internationales*, Armand Colin, 1964, réédition, 1995, 536 p.
- G.Richard, *La Seconde Guerre mondiale*, Masson, coll. "Histoire contemporaine générale", 1987, 200 p.
- G.Robin, *Un monde sans maître. Ordre ou désordre entre les nations*, Odile Jacob, 1995, 285 p.
- J.-J.Roche, *Théorie des relations internationales*, Monchrestien, coll. "Clefs", 1994,
- Fr. de Rose, *La troisième guerre mondiale n'a pas eu lieu. L'Alliance atlantique et la paix*, Desclée de Brouwer, 1995, 160 p.
- H.Rouso, *La Seconde Guerre mondiale expliquée à ma fille*, Seuil, 2013, 132 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, novembre 2013, pp. 251-252
- O.Royette dir., *Pour une histoire culturelle de la guerre au XIXe siècle*, n° spécial de la *RH19, Revue d'histoire du XIXe siècle*, 2005/1
- E.Saïd, *Culture et impérialisme*, trad. fr., Fayard/Le Monde diplomatique, 2000, 555 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juill.-sept. 2001, p; 137
- E.Saïd, *Dans l'ombre de l'Occident*, Payot, 2014, 208 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, octobre-décembre 2016, pp. 173-174
- S.Schirmann, *Quel ordre européen ? De Versailles à la chute du IIIe Reich*, Armand Colin, 2006, 336 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2007, p. 234
- J.-A. de Sédouy, *Le concert européen. Aux origines de l'Europe. 1814-1914*, Fayard, 2009, 483 p., compte rendu par mes soins dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2010, pp. 363-364
- P.de Senarclens, *La politique internationale*, A.Colin, coll. "Cursus", 1992, 192 p.
- P.de Senarclens, *De Yalta au rideau de fer. Les grandes puissances et les origines de la guerre froide*, Presses FNSP, 1993, 382 p.
- G.Simon, *Dictionnaire géohistorique des migrations internationales*, Armand Colin, 2014, 688 p.Site www.firstworldwar.com
- J.Soppelsa, *Géopolitique, de 1945 à nos jours*, Sirey, 1993, 292 p.
- J.Soppelsa, M.Battesti & J.-Chr.Romer, *Lexique de géopolitique*, Dalloz, 1988, 280 p.
- M.G.Steinert, *Les origines de la Seconde Guerre mondiale*, PUF, coll. "Documents d'histoire", 1974, 136 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juin 1975, p. 632
- H.Strachan, *The First World War*, vol. I, *To Arms*, Oxford University Press, 2003, 1 200 p.
- B.Tertrais, *Dictionnaire des enjeux internationaux*, Autrement, 2006, 254 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai 2007, p. 334
- L.Thanassecos, *Chronologie des relations internationales*, Mouton, 1972, 690 p.
- J.Valette, *Problèmes des relations internationales. 1918-1949*, CDU-SEDES, coll. "Regards sur l'histoire", 1980, 396 p.
- P.Vallaud, *La Seconde Guerre mondiale*, Acropole, 2002, 143 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, déc. 2002, p. 493
- P.Vallaud, *14-18. La Première Guerre mondiale*, Fayard, 2004, 2 vol., 304 & 312 p.
- J.Vernant, *Les relations internationales à l'âge nucléaire*, La Découverte, 1987, 340 p.
- A.Wahl dir., Colloque de Metz (1993) *Sports et relations internationales*, Centre de recherche Histoire et civilisation de l'Université de Metz, 1994, 286 p.
- J.M.Winter, *The experience of the World War One*, Londres, Mac Millan, 1989, 256 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, oct.-déc. 1989, p. 134
- O.Wormser-Migot, *Le système concentrationnaire nazi. 1933-1945*, PUF, 1968, 660 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1970, pp. 1026-1028
- Ch.Zorgbibe, *Chronologie des relations internationales depuis 1945*, PUF, coll. "Premier Cycle", 1991, 416 p.
- Ch.Zorgbibe, *Histoire des relations internationales*, Pluriel, 4 vol.

Ch.Zorgbibe, *L'impérialisme*, Que sais-je ?, 1996, compte rendu dans *Historiens & Géographes*, nov. 1996, pp. 493-494

□ Colonisation

Ch.-R.Ageron, "L'idée d'Eurafrique et le débat colonial franco-allemand de l'entre-deux-guerres", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept. 1975, pp. 397-415

R.Antoine, *L'histoire curieuse des monnaies coloniales*, A.C.L., 1987, 296 p.

Ph.Bachimon, *Tahiti entre mythes et réalités. Essai d'histoire géographique*, CTHS, 1990, 390 p., compte rendu par mes soins dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 31, juillet-septembre 1991, p. 109

N.Bancel, P.Blanchard, G.Boetsch, E.Deroo & S.Lemaire, *Les Zoos humains. De la Vénus hottentote aux reality shows*, La Découverte, 2002, 480 p., réédition sous le titre *Zoos humains et exhibitions coloniales*, La Découverte, 2011, 599 p., compte rendu par mes soins dans *Historiens & Géographes*, mai 2012, p. 303

R.Bertrand, *Mémoires d'Empire. La controverse autour du « fait colonial »*, Éditions du Croquant, 2006, 224 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2007, pp. 244-245

R.Bertrand, *Colonisation, une autre histoire*, La Documentation française, 2016, 64 p.

D.Birmingham, M.Chamberlain & Ch.Metzger, *L'Europe et l'Afrique de 1914 à 1970*, SEDES, 1994, 408 p.

Ph.Braillard & P. de Senarclens, *L'impérialisme*, Que sais-je? n° 1816, 1980

P.Chatterjee, *The Nation and its Fragments. Colonial and Postcolonial Theories*, Princeton University Press, 1993, 282 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1997, pp. 188-190

Chr.Chivallon, « L'émergence récente de la mémoire de l'esclavage dans l'espace public : enjeux et signification », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, supplément 2005, pp. 64-81

Collectif, *Esclavage, colonisation, libérations nationales de 1789 à nos jours*, L'Harmattan, 1990, 354 p.

Collectif, *Colonisation, droit d'inventaire*, Armand Colin, 2004, 352 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet 2005, p. 398

Collectif, *Atlas des empires coloniaux XIXe-XXe siècles*, Autrement, 2012, 96 p., compte rendu par mes soins dans *Historiens & Géographes*, oct.-déc. 2012, p. 386

Collectif, *Cultures d'empires. Échanges et affrontements culturels en situation coloniale*, Karthala, 2015, 298 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, avril-mai 2016, p. 237-238

Colloque *Géographie des colonisations. XVe-XXe siècles*, L'Harmattan, 1994, 420 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juill.-août, pp. 167-168

C.Coquery-Vidrovitch, D.Hémery, J.Piel, *Pour une histoire du développement. États, sociétés, développement*, L'Harmattan, 1988, 283 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1989, pp. 124-125

P.D.Curtin, *The World and the West...*, Cambridge University Press, 2000, 294 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-sept. 2001, pp. 311-312

S.Dulucq & C.Zytnicki dir., *Décoloniser l'histoire ? de l'« histoire coloniale » aux histoires nationales en Amérique latine et en Afrique (XIXe-XXe siècles)*, Publications de la Société d'histoire d'Outre-Mer, 2003, 176 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janvier 2005, pp. 470-471 & avril 2005, pp. 277-282

B.Etemad, *La possession du monde : poids et mesures de la colonisation (XVIIe-XXe siècle)*, Complexe, 2000, 351 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 2000, pp. 151-152, dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 2004, pp. 210-212

B.Etemad, *De l'utilité des empires, colonisation et prospérité de l'Europe (XVIe-XXe siècles)*, Armand Colin, 2005, 335 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai 2006, p. 369

- B.Etemad, *Crimes et réparations. L'Occident face à son passé colonial*, Bruxelles, André Versaille éditeur, 2008, 205 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janvier-mars 2010, pp 220-221
- B.Etemad, *L'héritage ambigu de la colonisation. Économies, populations, sociétés*, Armand Colin, coll. U, 2012, 288 p.
- F.Eyelom, *Le partage du Cameroun entre la France et l'Angleterre*, L'Harmattan, 2003, 368 p.
- M.Ferro, *Histoire des colonisations. Des conquêtes aux indépendances (XIIIe-XXe siècles)*, Seuil, coll. "L'univers historique", 1994, 533 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juill.-août, pp. 166-167 & fév.-mars 1997, p. 554, réédition, coll. "Points", 1996, 593 p.
- M.Ferro dir., *Le livre noir du colonialisme. XVIe-XXIe siècle : de l'extermination à la repentance*, R.Laffont, 2003, 848 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, octobre-décembre 2005, pp. 117-120
- D.K.Fieldhouse, *Les empires coloniaux à partir du XVIIIe siècle*, Bordas, coll. "Histoire universelle L'Aurige"
- J.Frémeaux, *Les empires coloniaux dans le processus de mondialisation*, Maisonneuve et Larose, 2002, 390 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mars 2003, p. 561
- R.Girault, *Diplomatie européenne et impérialisme. 1871-1914*, Masson, 1979, 256 p.
- H.Gollwitzer, *L'impérialisme de 1880 à 1918*, trad. fr., Flammarion, 1970, 216 p.
- O.Grenouilleau, *Abolir l'esclavage. Un réformisme à l'épreuve (France, Portugal, Suisse, XVIIIe-XIXe siècles)*, Presses universitaires de Rennes, 2012, 240 p.
- O.Grenouilleau, *Qu'est-ce que l'esclavage ? Une histoire globale*, Gallimard, 2014, 416 p.
- R.H.Grove, *Green Imperialism. Colonial Expansion, Tropical Island Edens and the Origins of Environmentalism, 1600-1860*, Cambridge University Press, 1995, 540 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1998, pp. 489-492
- P.Guillaume, *Le monde colonial aux XIXe et XXe siècles*, Coll. U, 1974, réédition, 1994, 328 p., compte rendu dans *Revue d'histoire du XIXe siècle*, 1995, pp. 131-132
- E.J.Hobsbawm, *L'Ère des empires, 1875-1914*, trad. fr., Fayard, 1989, 500 p., rééd., Hachette, coll. "Pluriel", 1997, réédition, 2000, 418 p.
- E.Jennings, *Illusions d'empires. La propagande coloniale et anticoloniale à l'affiche*, Les Échappées, 2016, 144 p.
- H.Laurens, *L'Empire et ses ennemis. La question impériale à travers l'histoire*, Seuil, 2008, 256 p.
- C.Liauzu, *Colonisation : droit d'inventaire*, Armand Colin, 2004, 352 p.
- C.Liauzu, *Colonisations, migrations, racismes : histoires d'un passeur de civilisations*, Syllepse, 2009, 541 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2009, p. 195
- P.Luizard dir., *Le Choc colonial et l'islam. Les politiques religieuses des puissances coloniales en terres d'islam*, La Découverte, 2006, 546 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2007, pp. 243-244, dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2007, pp. 353-354
- H.Magdoff, *L'impérialisme, de l'époque coloniale à nos jours*, Maspero, 1980, 320 p.
- M.Michel, "L'Europe et l'Afrique de la veille de la Première Guerre mondiale jusqu'à nos jours" (bibliographie d'agrégation), *Historiens & Géographes*, mai-juin 1993, pp. 387-395
- M.Michel, *Décolonisation et émergence du tiers monde*, Hachette, coll. "Carré-histoire", 1993, 271 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, déc. 1993, pp. 509-510, dans *Bulletin de la Société d'histoire moderne et contemporaine*, 1994, 3-4, pp. 122-123
- M.Michel, *La colonisation européenne*, Documentation photographique n° 7042, août 1997
- J.-L.Miège, *Expansion européenne et décolonisation de 1870 à nos jours*, PUF, col. "Nouvelle Clio", 1973
- Y.G.Paillard, *Expansion européenne et dépendance mondiale*, Armand Colin, coll. U, 1994, 341 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, avril-mai 1997, pp. 563-564, dans *Bulletin de la Société d'histoire moderne*, 1998/1 & 2, pp. 104-105
- C.Peltre, *Dictionnaire culturel de l'orientalisme*, Hazan, 2008

- G.Pervillé, "Qu'est-ce que la colonisation ?", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept. 1975, pp. 321-368
- G.Pervillé, site <http://guy.perville.free.fr>
- B.Phan, *Colonisation et décolonisation (XVIe siècle-XXe siècle)*, PUF, 2008, 266 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2009, pp. 351-352
- M.-H.Piault dir., *La colonisation. Rupture ou parenthèse ?*, L'Harmattan, 1987, 326 p.
- J.Pouchepadass prés., *Colonisations et environnement*, Société française d'histoire d'outre-mer, 1993, 345 p., compte rendu dans *Bulletin de la Société d'histoire moderne et contemporaine*, 2000/1&2, pp. 100-101
- F.Pouillon dir., *Dictionnaire des orientalistes de langue française*, Karthala, 2008
- C.Prudhomme, *Missions chrétiennes et colonisation. XVIe-XXe siècles*, Le Cerf, 2004, 172 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, février 2006, p. 437
- W.Reinhard, *Petite histoire du colonialisme*, trad. fr., Belin, coll. « Sup », 1997, 368 p.
- N.Schmidt, *L'abolition de l'esclavage. Cinq siècles de combats. XVIe-XXe siècle*, Fayard, 2005, 418 p.
- N.Schmidt, *L'esclavage, la colonisation et après...*, PUF, 2005, 640 p.
- A.Siegfried, *Suez, Panama, et les routes maritimes mondiales*, Armand Colin, 1941
- P.Singaravélou dir., *L'Empire des géographes. Géographie, exploration et colonisation. XIXe-XXe siècle*, Belin, 2008, 288 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janvier-mars 2010, pp. 214-216
- P.Singaravélou dir., *Les empires coloniaux. XIXe-XXe siècles*, Seuil, coll. « Points », 2013, 474 p., compte rendu DL dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2014, pp. 381-382, dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2016, p. 87
- A.L.Stoler, *La chair de l'empire. Savoirs intimes et pouvoirs raciaux en régime colonial*, trad. fr., La Découverte, 2013, 299 p., compte rendu par mes soins dans *Historiens & Géographes*, février 2014, pp. 353-354
- A.L.Stoler & F.Cooper, *Repenser le colonialisme*, Payot, 2013, 174 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2016, pp. 87-88
- M.Vigié, « Apprendre et enseigner les colonisations », *Historiens & Géographes*, octobre-novembre 2007, pp. 71-80
- P.Weil & S.Dufoix, *L'esclavage, la colonisation et après...*, PUF, 2005, 627 p.

□ Décolonisation

- M.Absi, note sur colloque Metz sur processus de décolonisation, *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2007, pp. 236-237
- Ch.-R.Ageron & M.Michel dir., *L'ère des décolonisations. Actes du colloque d'Aix-en-Provence*, Karthala, 1995, 516 p.
- B.Anderson, *Les Bannières de la révolte. Anarchisme, littérature et imaginaire anticolonial*, trad. fr., La Découverte, 2008, 264 p.
- N.Bancel & P.Blanchard dir., *Culture postcoloniale. 1961-2006. Traces et mémoires coloniales en France*, Autrement, 2006, 288 p., compte rendu par mes soins dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2007, pp. 355-356
- S.Berstein, *La décolonisation et ses problèmes*, Armand Colin, Dossier "Sciences humaines", 1969, 96 p.
- D.Birmingham, M.Chamberlain & Ch.Metzger, *L'Europe et l'Afrique de 1914 à 1970*, SEDES, 1994, 408 p.
- P.Brocheux dir., *Les décolonisations au XXe siècle. La fin des empires européens et japonais*, Armand Colin, coll. U, 2012, 336 p.
- L.Césari, "La menace d'intervention militaire américaine pendant la Conférence de Genève et la stratégie des États-Unis (1954)", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 1989, pp. 3-20
- B.Chantebout, *Le Tiers Monde*, Coll. U, 1986, 184 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 14, p. 140

- P.Chatterjee, *The Nation and its Fragments. Colonial and Postcolonial Theories*, Princeton University Press, 1993, 282 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1997, pp. 188-190
- Collectif, n° 12 de *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire sur le Tiers Monde*
- Collectif, "La décolonisation, problématiques et chronologie", *Historiens & Géographes*, janv. 1988, pp. 45-56
- Collectif, *La question postcoloniale, Hérodote*, n° 120, 2006
- Collectif, *Vers la guerre des identités ? De la fracture coloniale à la révolution ultranationale*, La Découverte, 2016, 294 p.
- C.Coquery-Vidrovitch & A.Forest dir., *Décolonisation et nouvelles dépendances. Modèles et contre-modèles idéologiques et culturels dans le Tiers Monde*, Presses universitaires de Lille, 1986, compte rendu dans *Historiens & Géographes*, déc. 1988, pp. 375-376
- C.Coquery-Vidrovitch, D.Hémery, J.Piel, *Pour une histoire du développement. États, sociétés, développement*, L'Harmattan, 1988, 283 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, oct.-déc. 1989, pp. 124-125
- H.Deschamps, *La fin des empires coloniaux*, Que sais-je?
- B.Droz, *Les décolonisations*, Seuil, 1996, 64 p.
- B.Droz, *Histoire des décolonisations au XXe siècle*, Seuil, coll. « L'Univers historique », 2006, 390 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2007, p. 356, dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2007, pp. 265-266
- B.Droz, *La décolonisation*, La Documentation photographique, 2008 (n° 8062), compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2008, p. 359
- J.-L.Dufour, *Les décolonisations de 1945 à nos jours*, Colin, coll. "Synthèse", 2000, compte rendu dans *Historiens & Géographes*, oct. 2000, pp. 556-557
- S.Dulucq & C.Zytnicki dir., *Décoloniser l'histoire ? de l'« histoire coloniale » aux histoires nationales en Amérique latine et en Afrique (XIXe-XXe siècles)*, Publications de la Société d'histoire d'Outre-Mer, 2003, 176 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janvier 2005, pp. 470-471
- S. El Mechat & F.Renucci, *Les Décolonisations au XXe siècle. Les hommes de la transition. Itinéraires, actions et traces*, L'Harmattan, 2014, 274 p.
- M.Ferro, *Histoire des colonisations. Des conquêtes aux indépendances (XIIIe-XXe siècles)*, Seuil, coll. "L'univers historique", 1994, 533 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juill.-août, pp. 166-167 & fév.-mars 1997, p. 554, réédition, coll. "Points", 1996, 593 p.
- J.Gahama, compte rendu d'un colloque dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, avril-juin 1994, pp. 102-106
- R.Girault, *La décolonisation*, Documentation photographique n° 6067, 1983
- H.Grimal, *La décolonisation*, Coll. U, 1967, compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1967, p. 190
- H.Grimal, *La décolonisation de 1919 à nos jours*, Complexe, 1987, 352 p.
- P.Guillaume, *Le monde colonial aux XIXe et XXe siècles*, Coll. U, 1974, réédition, 1994, 284 p., compte rendu dans *Revue d'histoire du XIXe siècle*, 1995, pp. 131-132
- Y.Lacoste, *La question post-coloniale. Une analyse géopolitique*, Fayard, 2010, 432 p., compte rendu par mes soins dans *Historiens & Géographes*, dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2011, pp. 260-261
- N.Lazarus dir., *Penser le postcolonial*, Éditions Amsterdam, 2006, 444 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, octobre-décembre 2007, pp. 142-155
- M.Michel, "L'Europe et l'Afrique de la veille de la Première Guerre mondiale jusqu'à nos jours" (bibliographie d'agrégation), *Historiens & Géographes*, mai-juin 1993, pp. 387-395
- M.Michel, *Décolonisation et émergence du tiers monde*, Hachette, coll. "Carré-histoire", 1993, 271 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, déc. 1993, pp. 509-510, dans *Bulletin de la Société d'histoire moderne et contemporaine*, 1994, 3-4, pp. 122-123, réédition, 2005
- J.-L.Miège, *Expansion européenne et décolonisation de 1870 à nos jours*, PUF, coll. "Nouvelle Cléo", 1973

J.-L.Miège & C.Dubois dir., *L'Europe retrouvée. Les migrations de la décolonisation*, L'Harmattan, 1994, 262 p., compte rendu dans *Bulletin de la Société d'histoire moderne et contemporaine*, 2000/1&2, pp. 104-105

Y.G.Paillard, *Expansion européenne et dépendance mondiale*, Armand Colin, coll. U, 1994, 341 p.

J.-P.Rioux, « La décolonisation, cette histoire sans fin », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2007, pp. 225-234

Y.Trotignon, *Les pays en développement face au XXe siècle*, Dunod, 1987, 328 p.

X.Yacono, *Les étapes de la décolonisation française*, Que sais-je?

□ Points particuliers de relations internationales

J.-P.Alem, *La Déclaration Balfour. Aux sources de l'état d'Israël*, Complexe, 1982

D.Alvarez & R.Graham, *Nothing Sacred, Nazi Espionage Against the Vatican (1939-1945)*, Londres, 1997, 190 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janv.-mars 1999, pp. 160-162

S.Ambit, « Enseigner la [Grande] Guerre, Imaginer la [Grande] Guerre », *Historiens & Géographes*, janv. 2004, pp. 27-35

A.-L.Anizan, note sur colloque « 1904-1914, de la guerre pensée à la guerre sur le terrain », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 2004, pp. 181-182

B.Arcidiacono, *Le "précédent italien" et les origines de la Guerre Froide. Les Alliés et l'occupation de l'Italie. 1943-1944*, Bruxelles, 1984, 482 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 6, pp. 178-179

B.Arcidiacono, *Cinq types de paix. Une histoire des plans de pacification perpétuelle (XVIIe-XXe siècles)*, PUF, 2011, 465 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, octobre-novembre 2011, p. 326

P.Arnaud, compte rendu d'un colloque *Sport et relations internationales* dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, avril-juin 1994, pp. 114-116

P.Arnaud & A.Wahl, *Sport et relations internationales pendant l'entre-deux-guerres*, CNRS, 1993, 239 p.

P.Arnaud & A.Wahl dir., Colloque de Metz (1993) *Sport et relations internationales*, Metz, 1994, 286 p., compte rendu par mes soins dans *Historiens & Géographes*, octobre 1995, pp. 501-502

A.Arroyo, note sur le colloque « Échos contemporains de la Première Guerre mondiale... », dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2016, pp. 169-170

D.Artaud, "À propos de l'occupation de la Ruhr", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1970, pp. 1-21

D.Artaud, *La reconstruction de l'Europe. 1919-1929*, Dossier Clio, 1973

D.Artaud, *La question des dettes interalliées et la reconstruction de l'Europe (1917-1929)*, Thèse, Lille III-Champion, 1979, 2 vol., 1 000 p.

D.Artaud, "De Dien-Bien-Phu à Saïgon (1954-1955) : coopération et malentendus transatlantiques", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 14, p. 106

F.Arzalier, *Les Perdants. La dérive fasciste des mouvements autonomistes et indépendantistes au XXe siècle*, La Découverte, 1990, 276 p.

S.Audoine-Rouzeau, *Combattre : une anthropologie historique de la guerre moderne (19^e-21^e siècle)*, Seuil, 2008, 330 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle*, octobre-décembre 2008, pp. 235-236

S.Audoine-Rouzeau, « Vers une anthropologie historique de la violence de combat au XIXe siècle : relire Ardant du Picq ? », *RH19. Revue d'histoire du XIXe siècle*, 2005/1, pp. 85-97

S.Audoine-Rouzeau, *Les armes et la chair. Trois objets pour une histoire de la Grande Guerre*, Armand Colin, 2009, 192 p.

S.Audoine-Rouzeau, note sur commémoration bataille de la Somme, *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2017, pp. 161-163

- S.Audoin-Rouzeau & A.Becker dir., n° spécial de *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 1994, sur "La guerre de 1914-1918. Essais d'histoire culturelle"
- S.Audoin-Rouzeau & A.Becker, *14-18. Retrouver la Grande Guerre*, Gallimard, 2000, 288 p.
- S.Audoin-Rouzeau & J.-J.Becker dir, *Encyclopédie de la Grande Guerre. 1914-1918. Histoire et culture*, Bayard, 2004, 1 420 p.
- S.Audoin-Rouzeau & C.Prochasson, *Sortir de la Grande Guerre, le monde et l'après-1918*, Tallandier, 2008, 511 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2009, p. 254, dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2015, p. 251
- Cl.Auzias, *Samudaripen, le génocide des Tsiganes*, L'Esprit frappeur, 2000, 205 p.
- G.Ayache & A.Demant, *Armements et désarmement depuis 1945*, Complexe, 1991, 288 p.
- J.-P.Azéma, R.O.Paxton & Ph.Burrin, *6 juin 44*, Perrin/Le Mémorial de Caen, 2004, 208 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, avril 2005, p. 355
- B.Badie & G.Devin dir., *Le Multilatéralisme : nouvelles formes de l'action internationale*, La Découverte, 2007, 239 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2008, pp. 237-238
- J.Bainville, *Les conséquences politiques de la paix*, 1919, réédition, Éditions de l'Arsenal, 1995, 176 p.
- J.-M.Balancie & A. de La Grange, *Mondes rebelles. Guérillas, milices, groupes terroristes*, Éditions Michalon, 2002, 1 660 p.
- L.Bantigny, compte rendu colloque retour à l'intime au sortir de la guerre, dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2009, pp. 191-192
- S.Barcellini, "La commémoration du 8 mai 1945, un combat entre Histoire et Mémoire. Bataille sur un armistice. Polémique sur la signification du 8 mai 1945", *Historiens & Géographes*, mai-juin 1995, pp. 99-104
- J.Bariéty & A.Fleury dir., *Mouvements et initiatives de paix dans la politique internationale, 1867-1928*, Berne, 1987, 391 p.
- D.Battistella, *Retour de l'état de guerre*, Armand Colin, 2006, 304 p.
- B.Baud, *War and society in Europe 1870-1970*, Leicester, 1984, compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 3, pp. 150-151
- E.Bauer, *La guerre des blindés*, Payot, 1962, 2 vol., 816 p., compte rendu dans *Revue historique*, 1965
- P.Bayard & A.Brossart dir., *Les Dénis de l'histoire : Europe et Extrême-Orient au 20^e siècle*, Laurence Teper, 2009, 389 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle*, avril-juin 2009, pp. 245-246
- N.Beaupré, note sur film *Joyeux Noël*, *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2006, pp. 201-202
- N.Beaupré, *Écrire en guerre, écrire la guerre. France, Allemagne 1914-1920*, CNRS, 2007, 296 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2015, p. 249-250
- N.Beaupré, « De quoi la littérature de guerre est-elle la source ? Témoignages et fictions de la Grande Guerre sous le regard de l'historien », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2011, pp. 41-55
- A.Becker, "Visiter les camps de la mort : devoir de mémoire ou devoir d'histoire ?", *Historiens & Géographes*, nov. 1996, pp. 45-60
- A.Becker, *Oubliés de la Grande Guerre. Humanitaires et cultures de guerre. Populations occupées, déportés civils, prisonniers de guerre*, Noësis, 1998, 406 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1999, pp. 847-849
- J.-J.Becker, "Les régimes politiques à l'épreuve de la Première Guerre mondiale", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 3, 1984, pp. 77 & suiv.
- J.-J.Becker, *L'année 14*, Armand Colin, 2004, 320 p.
- J.-J.Becker, article historiographique dans *Historiens & Géographes*, octobre-novembre 2008, pp. 19-22
- J.-J.Becker, *Dictionnaire de la Grande Guerre*, Bruxelles, André Versaille, 2008, 263 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2009, pp. 203-204

- J.-J.Becker dir., *Guerre et culture (1914-1918)*, Armand Colin, 1994, 500 p.
- J.-J.Becker & S.Audouin-Rouzeau dir., *Les sociétés européennes et la guerre de 1914-1918*, Centre d'histoire de la France contemporaine, 1990, 496 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai-juillet 1991, pp. 411-412
- J.-J.Becker & K.Hildebrand dir., *Internationale Beziehungen...*, Colloque 1979/ politique diverses puissances 1929-1932, Munich, 1980, 451 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1982, pp. 694-698.
- F.Bédarida, *La stratégie secrète de la drôle de guerre. Le Conseil Suprême Interallié (septembre 1939-avril 1940)*, FNSP, 1979, 573 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, avril-mai 1982, p. 870 & *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1982
- F.Bédarida, *1940. La Bataille d'Angleterre*, Complexe, 180 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, n° 12, pp. 105-106 & *Historiens & Géographes*, oct.-déc. 1987, p. 368
- F.Bédarida dir., *6 juin 1944 : le Jour "J"*, Documentation française, coll. "Les médias et l'événement", 1988.
- F.Bédarida dir., *La politique nazie d'extermination*, Albin Michel, 1989, 333 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mars-avril 1990, pp. 510-511, dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 1990, pp. 128-129
- A.Beevor, *Stalingrad*, trad. fr., Livre de Poche, 2001, 608 p.
- A.Bennigsen, *Russes et Chinois avant 1917*, Flammarion, coll. "Questions d'histoire", 1975, 185 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juin 1975, p. 631
- G.Bensoussan, *Histoire de la Shoah*, Que sais-je?, 1996
- J.-F.Berdah, *La démocratie assassinée. La République espagnole et les grandes puissances, 1931-1939*, Berg International, 2000, 451 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juill.-sept. 2001, pp. 142-143
- O.Berger, compte rendu colloque sur viols en temps de guerre dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2010, pp. 246-248
- Ph.Bernard, "À propos de la stratégie aérienne pendant la Première Guerre mondiale : mythes et réalités", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept. 1969, pp. 350 & suiv.
- J.-P.Besse, note sur l'historial de Péronne, *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, avril-juin 1993, pp. 115-116
- J.Bessis, *La Méditerranée fasciste* (visées de l'Italie fasciste sur la Tunisie), Paris, 1981, 403 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept. 1983, pp. 518-520
- N.Bethell, *La guerre qu'Hitler a gagnée. Septembre 1939*, P.Horay, 1974, 350 p.
- M.Bettati, *Le conflit sino-soviétique*, Coll. U2, 1971, 2 vol., 333 & 270 p.
- F.Biess & R.G.Moeller dir., livre sur la sortie de la Seconde Guerre mondiale, New York, 2010, 321 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle*, octobre-décembre 2011, p. 210-211
- M.Billet, *À l'ombre des Justes*, Cestas, Elytis, 2004, 124 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, avril 2005, p. 350
- J.Billig, *La solution finale de la question juive. Essai sur ses principes dans le IIIe Reich et en France*, Paris, 1977, 208 p.
- C.Birebent, *Militants de la paix et de la SDN : les mouvements de soutien à la Société des nations en France et au Royaume-Uni, 1918-1925*, L'Harmattan, 2007, 376 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2009, p. 225
- P.Blet, *Pie XII et la Seconde Guerre mondiale d'après les archives du Vatican*, Perrin, 1997, 340 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mars-avril 1998, pp. 547-551
- L.Bonante, *Le terrorisme international*, Casterman-Giunti, coll. "XXe siècle", 2000, 192 p.
- P.Boniface, *Les leçons du 11 septembre*, PUF, 2002, 134 p.
- P.Boniface, *Vers la 4^e Guerre mondiale ?*, Armand Colin, 2005, 176 p.
- X.Boniface, *Histoire religieuse de la Grande Guerre*, Fayard, 2014, 494 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai-juin 2015, p. 227
- C.Bouchard, « Les lauréats de la paix. Les concours américain et français pour la paix de 1923-1924 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juillet-septembre 2007, pp. 118-137

- C.Bouchard, *Le Citoyen et l'ordre mondial (1914-1919). Le rêve d'une paix durable au lendemain de la Grande Guerre en France, en Grande-Bretagne et aux États-Unis*, Pedone, 2008, 270 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2009, pp. 255-256
- G.Bourgeois, *La Véritable Histoire de l'Orchestre Rouge*, Nouveau Monde, 2015, 582 p.
- A.Bourguignon, compte rendu journées d'étude sur les procès de Nuremberg, dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2016, pp. 150-151
- R.Bournazel, *Rapallo. Naissance d'un mythe*, FNSP, 1974, 259 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1978
- P.-É.Bourneuf, *Bombarder l'Allemagne : l'offensive alliée sur les villes pendant la Seconde Guerre mondiale*, PUF, 2014, 350 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2015, p. 205-206
- M.Boutet & P.Nivet, *La bataille de la Somme. L'hécatombe oubliée, 1^{er} juillet-18 novembre 1916*, Tallandier, 2016, 269 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, septembre-octobre 2016, p. 194, dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2017, pp. 185-186
- Fr.Bozo, "De Gaulle, l'Amérique et l'Alliance atlantique. Une relecture de la crise de 1966", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 1994, pp. 55-68
- Fr.Bozo, *Deux stratégies pour l'Europe. De Gaulle, les États-Unis et l'Alliance atlantique (1958-1969)*, Plon & Fondation Charles de Gaulle, 1996, 287 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1996, p. 153
- J.Bradley & L.W.Hilbert, "La Grande-Bretagne devant le conflit franco-allemand" (de 1871), *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1972
- M.G.Bratianu, *L'accord Churchill-Staline de 1944. L'arrangement*, L'Harmattan, 2003, 158 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, avril 2004, p. 409
- Fl.Brayard, *Comment l'idée vint à M.Rassinié. Naissance du révisionnisme*, Fayard, 1996, 464 p.
- Fl.Brayard, "L'humanité versus Zyklon B. L'ambiguïté du choix de Kurt Gerstein", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 2002, pp. 15-26
- Ph.Breton, *La coexistence pacifique*, Coll. U, 328 p.
- Ph.Breton, *Les Refusants : comment refuse-t-on de venir un exécuté ?*, La Découverte, 2009, 250 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2010, pp. 201-202
- P.Brocheux dir., *Du conflit d'Indochine aux conflits indochinois*, Bruxelles, Complexe, 2000, 178 p.
- J.-M.Brohm, *1936. J.O. à Berlin*, Complexe
- A.Brossat, *Agents de Moscou*, Gallimard, 1988, 311 p.
- O.Brouet, *Drogues et relations internationales*, Complexe, 1991, 288 p.
- S.Brunel, *Famines et politique*, Presses de Sciences Po, 2002, 136 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, déc. 2002, pp. 525-526
- B.Bruneteau, *Le siècle des génocides*, Armand Colin, coll. « Histoire au présent », 2004, 256 p., réédition en 2016 sous le titre *Un siècle de génocides : des Hereros au Darfour (1904-2004)*, Armand Colin, 2016, 349 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2017, p. 226
- T.Bruttman, *Auschwitz*, La Découverte, 2015, 128 p. compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2015, p. 178-179
- W.Bruyère-Ostells, *Histoire des mercenaires de 1789 à nos jours*, Tallandier, 2011, 271 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai 2012, p. 316
- Ph.Burrin, *Hitler et les juifs. Genèse d'un génocide*, Seuil, 1989, 200 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1990, pp. 135-137, réédition, 1995
- Busekist A. von, *Nations et nationalismes, XIXe-XXe siècle*, Armand Colin, coll. "Synthèse", 1998, 96 p.
- P.Buton dir., *La Guerre imaginée. L'historien et l'image*, Séli Arslan, 2002, 256 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2003, pp. 194-195
- M.Camau dir., *Crise du Golfe et ordre politique au Moyen-Orient*, CNRS, 1993, 343 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai-juin 1995, p. 413

G.Canini, *Mémoire de la Grande Guerre, témoins et témoignages*, Presses universitaires de Nancy, 1989, 414 p.

L.Capdevila & D.Voldman, *Nos morts. Les sociétés occidentales face aux tués de la guerre*, Payot, 2002, 288 p., compte rendu dans *Revue d'histoire du XIXe siècle. 1848. Révolutions et mutations au XIXe siècle*, n° 25, 2002/2, pp. 240-243, dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 2004, pp. 213-214

C.Cardon-Hamet, *Triangles rouges à Auschwitz. Le convoi politique du 6 juillet 1942*, Autrement, 2005, 428 p.

C.Carlier, « Spoutnik, Laïka, Explorer : leurs conséquences sur les stratégies spatiales et de défense », *Historiens & Géographes*, octobre-novembre 2008, pp. 283-288

P.Carrier, livre sur mémoire de l'Holocauste, New York, Berghahn, 2005, 272 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2007, pp. 293-294

A.Cartonnnet, *Carl von Clausewitz et le concept de « guerre limitée »*, mémoire de maîtrise 2005, dactyl., 100 p.

S.Casey & J.Wright dir., *Mental Maps in the Era of Two World Wars*, New York, Palgrave, 2008, 248 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2009, p. 225

J.-C.Catherine dir., *La Captivité des prisonniers de guerre (1939-1945) : histoire, arts et mémoire. Pour une approche européenne*, Presses universitaires de Rennes, 2008, 239 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2009, pp. 230-231

S.Caucanas, R.Cazals & P.Payen dir., *Les prisonniers de guerre dans l'histoire*, Privat, 2004, 322 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 2004, pp. 215-216

D.Caute, *Les Compagnons de route (1917-1968)*, Robert Laffont, 488 p.

A.Cave-Brown, *La guerre secrète*, Pygmalion, 1981, 2 vol.

C.D.J.C., *L'enseignement de la Choa*, CDJC, 1982, 130 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, déc. 1983, p. 551

C.D.J.C., *Mémoire du génocide*, CDJC, 1987

L.Césari, "La menace d'intervention militaire américaine pendant la Conférence de Genève et la stratégie des États-Unis (1954)", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juill.-sept. 1989, pp. 3-20

G.Chaliand, *Mythes révolutionnaires du Tiers Monde. Guérillas et socialismes*, Seuil, coll. "Points", 1979, 309 p.

G.Chaliand, *Voyage dans vingt ans de guérillas*, Éditions de l'Aube, 1988, 220 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mars-avril 1989, p. 356

G.Chaliand & A.Blin, *Histoire du terrorisme de l'Antiquité à Daech*, Fayard, 2015, 835 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, septembre-octobre 2016, p. 211

F.Charillon dir., *Politique étrangère. Nouveaux regards*, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 2002, 438 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mars 2003, pp. 551-553

P.Chassaigne & J.-M.Largeaud dir., *Villes en guerre*, Armand Colin, 2004, 352 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2005, pp. 148-149

G.Chauvy, *La Croix-Rouge dans la guerre (1935-1947)*, Flammarion, 2000, 406 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juill.-août 2001, p. 521

A.Chih, *L'Occident chrétien vu par les Chinois à la fin du XIXe siècle (1870-1900)*, PUF, 276 p.

A.Chouraqui, *La reconnaissance. Le Saint-Siège, les juifs et Israël*, Robert Laffont, 1992,

S.Claissé & T.Lemoine dir., *Comment (se) sortir de la Grande Guerre. Regards sur quelques pays vainqueurs...*, L'Harmattan, 2005, 166 p.

C.Clark, *Les somnambules*, Flammarion, 2013, compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai 2014, p. 194

Ph.Claret, *La personnalité collective des nations. Théories anglo-saxonnes et conceptions françaises du caractère national*, Bruxelles, Bruylant, 1998, 463 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janv.-mars 2000, pp. 173-175

C.Von Clausewitz, *De la guerre*, réédit., Perrin, 1999, 350 p.

Fr.Cochet, *Soldats sans armes. La captivité de guerre : une approche culturelle*, Bruxelles-Paris, Bruylant-LGDJ, 1998, 464 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 2000, pp. 414-415, dans *Historiens & Géographes*, janv.-févr. 2001, pp. 476-477

Fr.Cochet, *La Première Guerre mondiale*, Jeunes Éditions/Studyrama, 2001, 160 p.

Fr.Cochet, *La Première Guerre mondiale*, Le Cavalier bleu, coll. « Idées reçues », 2008, 128 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2010, pp. 191-192

F.Cochet dir., *Expériences combattante. XIXe-XXe siècles*, tome I, *Former les soldats au feu*, Riveneuve, 2011, 395 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle*, janvier-mars 2012, p. 246-247

F.Cochet dir., *De Gaulle et les « Jeunes Turcs » dans les armées occidentales (1930-1945) : une génération de la réflexion à l'action*, Riveneuve, 2008, 291 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2009, pp. 206-207, dans *Historiens & Géographes*, avril-mai 2010, p. 312

F.Cochet & R.Porte dir., *Dictionnaire de la Grande Guerre 1914-1918*, Robert Laffont, coll. « Bouquins », 2008, 1 121 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2009, pp. 203-204

S.Cœuré & S.Dullin dir., *Frontières du communisme*, La Découverte, 2007, 458 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2010, pp.276-277

S.Cohen, *La bombe atomique. La stratégie de l'épouvante*, Gallimard, coll. "Découvertes", 1995, 160 p.

S.Cohen dir., *Les diplomates. Négocier dans un monde chaotique*, Autrement, 2002, 184 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 2003, p. 152

M.Cointet & R.Riemscheider, "Histoire, déontologie, médias. À propos de l'affaire Roques", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1987, pp. 174 & suiv.

D.Colard, *La société internationale après la guerre froide*, Armand Colin, 1996, 240 p.

Collectif, *Les Internationales et le problème de la guerre au 20e siècle*, École française de Rome-Université de Milan, 1987, 390 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 1988, p. 139.

Collectif, "Milieux d'affaires et politique étrangère", *Relations internationales*, mai 1984, n° 1

Collectif, "Mentalités collectives et relations internationales", *Relations internationales*, oct. 1984, n° 2

Collectif, *Encyclopédie de la Guerre 1939-1945*, Casterman, 1977, 440 p.

Collectif, "Moyen-Orient et relations internationales", *Relations internationales*, fin 1979, n° 19 & 20

Collectif, *Le Moyen-Orient dans les relations internationales*, n°2 6 (été 1981) de *Relations internationales*

Collectif, "Aspects de la Crise d'Orient. 1875-1878", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1980, pp. 3-149

Collectif, "Culture et relations internationales", *Relations internationales*, début 1981, n° 24 & 25

Collectif, "Les Églises chrétiennes et la vie internationale au XXe siècle", *Relations internationales*, 1981, n° 28

Collectif, "Banques et investissements (1850-1914)", *Relations internationales*, 1982, n° 29

Collectif, "Banques centrales et politique des puissances aux XIXe-XXe siècles", *Relations internationales*, n° 56, hiver 1988

Collectif, *L'Amérique latine dans les relations internationales*, *Relations internationales*, n° 23

Collectif, "Les formes nouvelles de la diplomatie au XXe siècle", *Relations internationales*, 1982, n° 31 & 32

Collectif, "Stratégie et relations internationales", *Relations internationales*, 1983, n° 2

Collectif, *Histoire internationale de la Guerre du Viet-Nam*, Londres, Mac Millan, 1984

Collectif, *Les chambres à gaz, secret d'État*, Minuit, 1984, 302 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai-juin 1985, p. 1099 & *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1985, pp. 193-195

Collectif, "Vingt ans d'histoire des relations internationales", *Relations internationales*, 1985, n° 41 & 42

Collectif, *1914. Psychose de guerre ?*, Rouen, 1985, 256 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 10, pp. 130-131

Collectif, "Énergie et relations internationales", *Relations internationales*, 1985, n° 43 & 44

Collectif, dossier sur Verdun, *Historiens & Géographes*, oct. 1986

Collectif, "1946 : la déchirure ?", *Relations internationales*, 1986, n° 47

Collectif, "La décision en politique étrangère", *Relations internationales*, 1987, n° 49

Collectif, dossier sur l'année 1917, *Historiens & Géographes*, juill.-août 1987

Collectif, "La captivité (1914-1945)", *Guerres mondiales et conflits contemporains*, juill. 1987, n° 147

Collectif, "Émigration et relations internationales", *Relations internationales*, 1977, n° 12

Collectif, "Qu'est-ce qu'une grande puissance ?", *Relations internationales*, 1979, n° 17

Collectif, dossier sur la Victoire de 1945, *Historiens & Géographes*, mai-juin 1985, n° 304

Collectif, "Sciences, techniques et relations internationales", *Relations internationales*, 1986, n° 46

Collectif, "Le pacifisme", *Relations internationales*, 1988, n° 53

Collectif, "Migrations et relations internationales", *Relations internationales*, 1988, n° 54

Collectif, *La Grande-Bretagne et les relations internationales*, n° 55 (automne 1988) de *Relations internationales*

Collectif, "Sport et relations internationales", *Relations internationales*, 1984, n° 38

Collectif, "Politique intérieure et politique extérieure", *Relations internationales*, 1975, n° 14

Collectif, "Vie politique et politique extérieure en Europe occidentale après 1945", *Relations internationales*, 1984, n° 37

Collectif, dossier sur l'année 1918, *Historiens & Géographes*, déc. 1988

Collectif, *Devant l'histoire. Les documents de la controverse sur la singularité de l'extermination des juifs par le régime nazi*, Le Cerf, 1988, 353 p.

Collectif, *L'histoire escamotée. Les tentatives de liquidation du passé nazi en Allemagne*, La Découverte, 1988, 176 p.

Collectif, *L'Indochine de 1940 à 1945*, n° 138 (avril 1985) de la *Revue d'Histoire de la deuxième Guerre mondiale et des Conflits contemporains*

Collectif, "La mer et les relations internationales", n° spécial (hiver 1989) de *Relations internationales*

Collectif, "Les enjeux actuels du Pacifique", *Historiens & Géographes*, mars-avril 1990, pp. 283-327

Collectif, "La mer et les relations internationales", *Relations internationales*, n° 61, printemps 1990

Collectif, *Chronique du procès Barbie, pour servir la mémoire*, Le Cerf, 1988, 504 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai-juin 1989, p. 322

Collectif, "Les congrès scientifiques internationaux", n° 62, été 1990 de *Relations internationales*

Collectif, "La frontière", *Relations internationales*, automne 1990

Collectif, "Négationnisme et révisionnisme", *Relations internationales*, printemps 1991

Collectif, *Le Golfe*, n° de *Relations internationales* de l'été 1991

Collectif, "Le nucléaire dans les relations internationales", *Relations internationales*, juin 1992

Collectif, "Les monuments aux morts de la Grande Guerre", n° spécial de *Guerres mondiales et conflits contemporains*, juillet 1992

- Collectif, "Est-Ouest 1955-1958 : la première détente ?", *Relations internationales*, n° 71, automne 1992
- Collectif, "En 1917, une paix avec l'Autriche-Hongrie ?", *Guerres mondiales et conflits contemporains*, avril 1993
- Collectif, "Réfugiés et exilés", *Relations internationales*, été 1993
- Collectif, "Les organisations internationales au XXe siècle", *Relations internationales*, automne 1993
- Collectif, "1945, fin d'une guerre", *Historiens & Géographes*, mai-juin 1995, pp. 105-290
- Collectif, *La Seconde Guerre mondiale. Guide des sources conservées en France*, La Documentation française, 1995, 1 218 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai-juin 1995, pp. 369-370
- Collectif, "Conjoncture économique et relations internationales", n° d'août 1995 de *Relations internationales*
- Collectif, "Jean-Baptiste Duroselle et l'histoire des relations internationales", n° 83 (nov. 1995) de *Relations internationales*
- Collectif, "La décision en politique extérieure", n° de mai 1996 de *Relations internationales*
- Collectif, *Nations, nationalismes, transitions, XVIe-XXe siècles*, Éditions sociales, 1993, 352 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juill.-août 1997, pp. 512-513
- Collectif, *Les archives de la Shoah*, CDJC/L'Harmattan, 1998, 361 p.
- Collectif, *Guide européen des sources d'archives sur la Shoah*, CDJC, 1999, 1921 p.
- Collectif, *La Politique et la Guerre. Pour comprendre le XXe siècle*, Agnès Viennot-Noésis, 2002, 656 p.
- Collectif, *Le chiffre, le renseignement et la guerre* (colloque de Péronne, 2001), L'Harmattan, 2002, 260 p.
- Collectif, *Blanchissement et financement du terrorisme*, Ellipses, 2004, 144 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, avril 2005, p. 350
- Collectif, « Enfances en guerre », numéro spécial, *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2006
- Collectif, corrigé sujet « L'ennemi (1911-1946) », *Historiens & Géographes*, février 2006, pp. 102-107
- Collectif, *Dimitrov. Journal. 1933-1949*, Belin, 1 500 p.
- Collectif, *Amours, Guerres et sexualité. 1914-1945*, Gallimard, 2007, 176 p.
- Collectif, rencontre sur « La Guerre froide », *Historiens & Géographes*, mai 2008, pp. 55-70
- Collectif, « Droits de l'homme et relations internationales », n° de juillet-septembre 2007 & oct.-déc. 2007 de *Relations internationales*
- Collectif, *D'une frontière à l'autre : migrations, passages, imaginaires*, Toulouse, CNRS/Université de Toulouse Le Mirail, 2007, 247 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2008, p. 299
- Collectif, *Spoliations et restitutions des biens juifs en Europe, XXe siècle*, Autrement, 2007, 413 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, octobre-novembre 2008, pp. 413-414
- Collectif, *Cicatrices : la Grande Guerre aujourd'hui*, Tallandier, 2008, 180 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle*, avril-juin 2009, pp. 199-202
- Collectif, « Les négociations internationales depuis 1945 », *Relations internationales*, oct.-déc. 2008, avec un article de F.David
- Collectif, *Qu'est-ce qu'un déporté ?*, CNRS Éditions, 2009, 416 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2010, pp.268-269
- Collectif, *Les empires atlantiques des Lumières au libéralisme (1763-1865)*, Presses universitaires de Rennes, 2009, 286 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, avril-mai 2010, p. 306
- Collectif, « Diasporas », n° de janv.-mars 2010 de *Relations internationales*

- Collectif, *La Guerre après la guerre : images et construction des imaginaires de guerre dans l'Europe du XXe siècle*, Nouveau Monde, 2010, 448 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2010, p. 206
- Collectif, *Terrorismes, histoire et droit*, CNRS éditions, 2010, 337 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2010, pp. 213-214
- Collectif, *La Guerre après la guerre. Images et construction des imaginaires de guerre dans l'Europe du XXe siècle*, Nouveau Monde, 2010, 448 p.
- Collectif, *Écrire sous l'Occupation...*, Presses universitaires de Rennes, 2011, 423 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janvier-mars 2012, pp. 200-202
- Collectif, *Diplomates et écrivains. L'invention d'une tradition. XIXe-XXe siècles*, Armand Colin, 2012, 416 p.
- Collectif, « Le Sport et la Grande Guerre », n° de *Guerres mondiales et conflits contemporains*, juillet-septembre 2013, n° 251
- Collectif, *Identités troublées. 1914-1918. Les appartenances sociales et nationales à l'épreuve de la guerre*, Privat, 2011, 388 p., compte rendu DL dans *Historiens & Géographes*, oct.-déc. 2014, pp. 322-323
- Collectif, « Abédécédair de la Grande Guerre », *Historiens & Géographes*, juillet-août 2014, pp. 65-144
- Collectif, *Dans la guerre 1914-1918 : accepter, endurer, refuser*, Les Belles Lettres, 2015, 378 p.
- Collectif, dossier « L'année 1916 », *Historiens & Géographes*, avril-mai 2016, pp. 95-144
- Collectif, dossier « Représenter les guerres depuis 1914... », *Historiens & Géographes*, avril-mai 2016, pp. 145-192
- A.Collet, *Histoire de l'armement depuis 1945*, Que sais-je?, 1993, compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mars-avril 1994, p. 520
- A.Collet, *Armements et conflits contemporains de 1945 à nos jours*, A.Colin, coll. "Histoires", 1993, 296 p.
- Colloque *L'Allemagne nazie et le génocide juif* (EHESS, 1982), Gallimard-Seuil, 1985, 600 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 12, pp. 104-105
- Colloque *Verdun. 1916*, Colloque de juin 1975, Verdun, 1976, compte rendu dans *Historiens & Géographes*, avril-mai 1977, pp. 745-746
- Colloque *Munich 1938. Mythes et réalités*, Paris, 1979, 255 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1982
- Colloque *L'Europe en novembre 1918*, *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1969
- Colloque *L'Europe en 1917*, *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv. 1968
- Colloque *Français et Britanniques dans la drôle de guerre*, CNRS, 1979, 632 p.
- Colloque *Les sociétés européennes et la guerre de 1914-1918*, Paris X-Nanterre, déc. 1988, compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1989, pp. 143-145
- Colloque international *La victoire de 1945 en Europe* (Reims, 1985), compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* n° 8 & 10, pp. 130-131 & 133, compte rendu dans *Historiens & Géographes*, sept.-oct. 1985, pp. 57-59
- Colloques *Les relations franco-britanniques de 1935 à 1939* (1971 & 1972), CNRS, 1975, 440 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, avril-mai 1977, pp. 746-747
- Colloque *Normandie 1944. Libération de l'Europe* (1984), compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1985, pp. 162-164
- Colloque *Les philosophes et la Première Guerre mondiale*, Saint-Denis, 1986, compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1989, pp. 149-151
- Colloque *Brazzaville. Aux sources de la décolonisation*, Plon, 1988, 384 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1989, pp. 122-123
- Colloque *Rerum Novarum. Écriture et réception d'un encyclique*, École française de Rome, 1997, 711 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, avril-mai 1999, pp. 526-527

Colloque *La Grande Guerre 1914-1918. 80 ans d'historiographie et de représentations*, Montpellier, Université Paul Valéry, 2002, 412 p.

Colloque *Les résistances, miroir des régimes d'oppression...*, Presses universitaires de Franche-Comté, 2006, 474 p.

Colloque *1904-1914, de la guerre pensée à la guerre sur le terrain. Techniques, tactiques, pratiques*, CERMA, 2007, 5, 370 p.,

Colloque *Pourquoi résister ? Résister pour quoi faire ?*, Caen, Mémorial de Caen, 2006, 360 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2007, p. 289

A.Colonomos, *La morale dans les relations internationales*, Odile Jacob, 2005, 357 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2006, p. 406

B.Colson, *Clausewitz*, Perrin, 2016, 662 p.

B.Comte, "Le génocide nazi et les négationnistes", *Historiens & Géographes*, fév.-mars 1993, pp. 141-150

S.Cordellier dir., *Le dictionnaire historique et géopolitique du XXe siècle*, réédition, La Découverte, 2007, 832 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, février 2008, p. 382-383

J.Cornwell, *Le Pape et Hitler. L'histoire secrète de Pie XII*, trad. fr., Albin Michel, 1999, 504 p.

A.Corvisier prés., *Études d'histoire militaire (XVIIe-XXe siècles)*, *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1973

A.Corvisier, *Dictionnaire d'art et d'histoire militaires*, PUF, 1988, 885 p., compte rendu dans *Bulletin de la Société d'Histoire de la Révolution de 1848...*, 1989, pp. 197-198

A.Corvisier, *La guerre. Essais historiques*, PUF, 1995, 423 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, oct.-nov. 1997, pp. 503-504, dans *Bulletin de la Société d'histoire moderne et contemporaine*, 1999/3 & 4, pp. 83-85

O.Cosson, "Expériences de guerre et anticipation à la veille de la Première Guerre mondiale. Les milieux militaires franco-britanniques et les conflits extérieurs", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept. 2003, pp. 127-147

L.Coumel, note sur colloque franco-russe 2003 "Les crises internationales des années 1950", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 2004, pp. 164-165

S.Courtois & A.Rayski, *Qui savait quoi ? L'extermination des juifs. 1941-1945*, La Découverte, 1987, 240 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1989, pp. 154-155

B.Croce, "Une institution ratée : l'UNESCO", *Le Débat*, n° 39

J.-F.Daguzan & P.Lorot dir., *Guerre et économie*, Ellipses, 2005, Cl.David, *Hitler et le nazisme*, Que sais-je?

D.David, *Sécurité : l'après New York*, Presses de Sciences Po, 2002, 136 p.

R.Davis, "Le débat sur l'Appeasement britannique et français dans les années 1930. Les crises d'Éthiopie et de Rhénanie", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1998, pp. 822-836

D.Debons, *L'Assistance spirituelle aux prisonniers de guerre : un aspect de l'action humanitaire durant la Seconde Guerre mondiale*, Cerf, 2012, 452 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2013, p. 162-163

G.Dedéyan & C.lancu dir., *Du génocide des Arméniens à la Shoah. Typologie des massacres du XXe siècle*, Privat, 2015, 640 p.

D.Defente dir., *Chemin des Dames, 1914-1918*, Somogy, 2011,

C.Delage, *La vérité par l'image. De Nuremberg au procès Milosevic*, Denoël, 2006, 376 p.

C.Delahaye & S.Ricard dir., *La Grande Guerre et le combat féministe*, L'Harmattan, 2009, 224 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2015, p. 197

J.-M.Delaunay & Y.Denéchére dir., *Femmes et relations internationales au XXe siècle*, Presses de la Sorbonne nouvelle, 2006, 370 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2008, pp. 236-237

C.Delmas, *La coexistence pacifique*, Que sais-je?

C.Delmas, *Crises à Cuba*, Complexe, 1984

C.Delmas, *Corée. 1950. Paroxysme de la Guerre froide*, Complexe, 1982, 251 p.

- C.Delmas, *L'Alliance atlantique. Essai de phénoménologie politique*, Payot, 1962, 280 p.
- C.Delmas, *1945. La bombe atomique*, Complexe, 1985
- J.Delmas & J.Kessler dir., *Renseignement et propagande pendant la guerre froide (1947-1953)*, Complexe, 1999, 320 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janv.-mars 2000, pp. 159-160, dans *Historiens & Géographes*, mai-juin 2000, pp. 559-560
- F.Delpech, "La persécution nazie et l'attitude de Vichy", *Historiens & Géographes*, mai-juin 1979, pp. 591-635
- F.Delpla, *Mers el-Kébir, 3 juillet 1940. L'Angleterre rentre en guerre*, François-Xavier de Guibert, 2010, 355 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2011, p. 261
- D.Dendooven & P.Chielens, *Cinq Continents au front : la Première Guerre mondiale*, Bruxelles, Racine, 2008, 191 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2009, pp. 204-205
- É.Denécé, *Al-Qaeda. Les nouveaux réseaux de la terreur*, Ellipses, 2005,
- Y.Denéchère, « Les parrainages d'enfants étrangers au 20^e siècle. Une histoire de relations interpersonnelles transnationales », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2015, pp. 147-161
- J.Denis, compte rendu colloque Moscou sur les « sorties de guerre », dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2007, pp. 197-198
- J.-P.Derrienic, *Le Moyen Orient au XXe siècle. Sociétés politiques et relations internationales*, Armand Colin, coll. U, 1980, 282 p.
- C.Destremau, *Ce que savaient les Alliés*, Perrin, 2007, 417 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, octobre-novembre 2008, p. 411
- A.Dewerpe, *Espion : une anthropologie historique du secret d'État contemporain*, Gallimard, 1994, 478 p.
- A.Dieckhoff, *La nation dans tous ses états. Les identités nationales en mouvement*, Flammarion, coll. "Champs", 2002, 355 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mars 2003, pp. 555-556
- J.Doise & M.Vaïsse, *Diplomatie et outil militaire, 1871-1991*, Seuil, coll. "Points", 1992, 752 p.
- M.Drachkhovitch, *Les socialismes français et allemand et le problème de la guerre. 1870-1914*, thèse, Droz, 1953, 385 p.
- J.-F.Daguzan, *Terrorisme(s). Abrégé d'une violence qui dure*, CNRS Éditions, 2007, 192 p.
- J.Droz, *Les causes de la Première Guerre mondiale. Essai d'historiographie*, Seuil, 1973, coll. "Points", 186 p.
- M.Dubois, note sur colloque sur la place de la Première Guerre mondiale dans l'histoire du XXe siècle, *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2014, pp. 204-205
- R.Ducolombier, « Guide des archives de l'Internationale communiste », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2009, pp. 172-173
- A.Duménil, compte rendu d'un colloque sur la bataille de la Somme (1916), dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janv.-mars 1997, pp. 151-153
- A.Duplaix & P.Huchthausen, *Guerre froide et espionnage naval*, Nouveau Monde, 2011, 534 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai-juin 2015, p. 248-249
- R.J.Dupuy & M.Bettati, *Le Pacte de Varsovie*, Dossier U2
- D.Durand, *La politique pétrolière internationale*, Que sais-je? n° 891
- Y.Durand, *Le Nouvel Ordre européen nazi. La collaboration dans l'Europe allemande (1938-1945)*, Complexe, 1990, 341 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1991, p. 109, dans *Historiens & Géographes*, nov.-déc. 1991, p. 411
- G.Durandin, "Les protocoles annexes du pacte germano-soviétique. Un secret entretenu depuis cinquante ans", *Historiens & Géographes*, mars 2003, pp. 389-402
- A.Duret, *Conquête spatiale : du rêve au marché*, Gallimard, 2002, 262 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, oct. 2002, pp. 344-345
- B.Durieux, *Relire De la Guerre de Clausewitz*, Economica, 2005, 176 p.
- J.-B.Duroselle, *Les relations germano-soviétiques de 1933 à 1939*, Paris, FNSP, 1954, 292 p.

- M.Eksteins, *Le Sacre du printemps. La Grande Guerre et la naissance de la modernité*, trad. fr., Plon, 1991, 424 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1991, pp. 114-115
- P.Eveno, note sur archives Première Guerre mondiale, *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2011, pp. 180-182
- P.Facon, *Le bombardement stratégique*, Monaco, Éditions du Rocher, 1996, 355 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1998, pp. 180-181
- P.Facon, *1914-1918. La Guerre des affiches. La Grande Guerre racontée par les images de propagande*, Grenoble, Éditions Atlas, 2013, compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janvier-mars 2016, p. 245-2146
- P.Facon dir., *Le Grand Atlas de la Première Guerre mondiale*, Atlas/Glénat, 2009, 379 p.
- R.Faligot & R.Kauffer, *Une histoire mondiale du renseignement*, tome I, 1870-1938, R.Laffont, 1993, 572 p.
- J.Faure, "Croisade américaine en 1950 : la délivrance des *nations captives* d'Europe de l'Est", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 2002, pp. 5-14
- Y.Faury, "1940 : un plan allemand méconnu", *Historiens & Géographes*, octobre 1994, pp. 138-142
- J.-Cl.Favez, *Une mission impossible ? Le Comité international de la Croix-Rouge, les déportations et les camps de concentration nazis*, Payot, 1988, 428 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1989, p. 140
- J.-Cl.Favez, "1942 : le Comité international de la Croix-Rouge, les déportations et les camps", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1989, pp. 45-46
- F.Fejtö, *Chine-URSS. De l'alliance au conflit. 1950-1972*, Seuil, coll. "Points", 480 p.
- G.Férier, *Les trois guerres d'Indochine*, Presses universitaires de Lyon, 1993, 168 p.
- A.Fernandes, note sur colloque sur débarquement 1944, *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2015, pp. 185-186
- M.Ferro, *1956. Suez*, Complexe, 1982, 159 p., réédition, 2006, 160 p.
- M.Ferro, *1956. La Crise de Suez*, Documentation française, coll. "Les médias et l'événement", 1986
- M.Ferro, *Questions sur la Seconde Guerre mondiale*, Casterman, 1993, réédition, Complexe, 2007, compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2007, p. 293
- G.Fleming, *Hitler et la solution finale*, Julliard, 1988, 286 p.
- A.Fleury & R.Frank dir., *Le rôle des guerres dans la mémoire des Européens*, Berne, Peter Lang, 1997, 186 p.
- B.Fleury-Vilatte, *Les médias et la guerre du Golfe*, Presses universitaires de Nancy, 1992, 156 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, déc. 1993, pp. 508-509
- A.Fontaine, *Histoire de la Guerre froide*
- A.Fontaine, *Histoire de la "détente" (1962-1981)*, Seuil, coll. "Points", 1984
- F. de Fontenette, *Le procès de Nuremberg*, Que sais-je?, 1996
- F.Fonvielle-Alquier, *La grande peur de l'après-guerre. 1946-1953*, Robert Laffont, 1973
- O.Forcade, "Nuremberg et Tokyo : le droit introuvable", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1996, pp. 126-127
- O.Forcade & S.Laurent, *Secrets d'État. Pouvoirs et renseignement dans le monde contemporain*, Armand Colin, 2005, 238 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2005, pp. 162-163
- J.-Fr.Forges, *Éduquer contre Auschwitz. Histoire et mémoire*, ESF, 1997, 155 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1998, pp. 178-179
- D.Fouchard, note sur colloque dix ans d'Historial de Péronne, *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 2003, pp. 109-110
- M.Foucher, *L'obsession des frontières*, Perrin, 2007, 249 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janvier-février 2010, p. 387
- Ph.Franchini, *Les Guerres d'Indochine*, Pygmalion, 1988, 2 vol., 437 & 453 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mars-avril 1989, p. 354

- K.-H.Frieser, *Le mythe de la guerre-éclair. La campagne de l'Ouest en 1940*, Belin, 2003, 480 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 2004, p. 220
- B.Fulgini, *Le livre des espions*, L'Iconoclaste, 2012, 355 p., compte rendu par mes soins dans *Historiens & Géographes*,
A.Funk, *De Yalta à Potsdam. Des illusions à la Guerre froide*, Complexe, 1982, 251 p.
M.Gallo, *L'Affaire d'Éthiopie*, Paris, 1967
Général Gambiez & Colonel Suire, *Histoire de la Première Guerre mondiale*, Fayard, 2 vol.
P.Garraud, « L'ombre portée de 1914-1918 dans les années 1930. La définition d'une conception différente de la guerre », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2009, pp. 17-27
- B.Garreau, compte rendu colloque « Pratiques et imaginaires de paix en temps de guerre (1914-1918) », dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, octobre-décembre 2016, pp. 148-150
- D.Gates, *Warfare in the Nineteenth Century*, Londres, Palgrave, 2001, 205 p., compte rendu dans *RH19, Revue d'histoire du XIXe siècle*, 2005/1, pp. 196-197
P.Gaujac, *Suez 1956*, Lavauzelle, 1986, 307 p.
É.Gayme, *Les Prisonniers de guerre français, enjeux militaires et stratégiques (1914-1918 et 1940-1945)*, Economica, 2010, 185p., compte rendu dans *Vingtième Siècle*, janvier-mars 2012, p. 249-250
- E.Gentile, *L'Apocalypse de la modernité. La Grande Guerre et l'homme nouveau*, tr ad. fr., Aubier, « coll. Historique », 2010, 416 p.
M.Georis, *La bataille des Ardennes*, France-Empire, 1994, 212 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai-juin 1995, p. 409
P.Gerbet, V.Y.Gheballi & M.R.Mouton, *SDN et ONU*, Éditions Richelieu, coll. "L'univers contemporain", 1973, 415 p., réédition, Imprimerie nationale, 1996, 492 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juill.-août 1997, pp. 504-506
L.Gervereau, "La guerre n'est pas faite pour les images", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, oct.-déc. 2003, pp. 83-88
V.-Y.Gheballi, *L'OSCE dans l'Europe post-communiste (1990-1996)*, Bruxelles, Bruylant, 1996, 741 p.
- R.Girardet, *Nations et nationalisme*, Complexe, 1996, 224 p.
R.Girault, *La Guerre froide*, Documentation photographique, février 1980, n° 6045
R.Girault & R.Frank dir., *La puissance en Europe. 1938-1940*, Colloque Sèvres, 1982, Publications de la Sorbonne, 1984, 404 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 6, p. 178
- J.Godechot, *L'Europe et l'Amérique à l'époque napoléonienne. 1800-1815*, Nouvelle Clio, 1967
J.Godechot, "La Méditerranée et les problèmes méditerranéens de 1869 à 1939", *L'Information historique*, 1958
D.J.Goldhagen, *Les bourreaux zélés de Hitler : les Allemands ordinaires et l'Holocauste*, Seuil, 1997, 588 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, avril-juin 1997, pp. 138-140, dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept. 1997, pp. 514-529, dans *Historiens & Géographes*, janv.-fév. 1998, pp. 425-426
A.Gouttman, *La guerre de Crimée. 1853-1856*, Perrin, 2003, 452 p.
A.Grigoriantz, *Le siège de Pékin : 1900, l'attaque des Occidentaux par les Boxers*, P.M.Favre, 1989
- A.Grosser, *Les Occidentaux. Les pays d'Europe et les États-Unis depuis la guerre*, Fayard, 1978, 438 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juill. 1979, p. 823
P.Grosser, *Pourquoi la seconde guerre mondiale ?*, Bruxelles, Complexe, 1999, 304 p.
E.Gruter, *L'idée européenne*, Armand Colin, coll. "Dossiers Sciences humaines", 1971, 96 p.
Fr.Guelton, compte rendu colloque *Renseignement et propagande pendant la Guerre froide* dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, avril-juin 1999, pp. 140-141

F.Guelton, *La guerre américaine du Golfe. Guerre et puissance à l'aube du XXe siècle*, Presses universitaires de Lyon, 1996, 266 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, oct.-nov. 1997, p. 506

H.Guettard, "Une utopie d'aujourd'hui: le rêve d'un droit mondial", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juill.-sept. 2003, pp. 117-122

J.-M.Guillon & R.Mencherini dir., *La Résistance et les Européens du Sud*, L'Harmattan, 1999, 402 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, oct.-déc. 2000, pp. 153-154, dans *Historiens & Géographes*, juill.-août 2001, p. 525, dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 2001, pp. 264-268

J.-Y.Guioimar, *L'invention de la guerre totale. XVIIIe-XXe siècles*, Éditions du Félin, 2004, 330 p.

J.-Y.Guioimar, "Qu'est-ce que la nation ? Une définition historique et problématique", *Bulletin de la SHMC*, 1996, 1-2, pp. 2-14

S.Gürel, *L'empire ottoman face au capitalisme. L'impasse d'une société bureaucratique*, L'Harmattan, 1987

R.Gutman & D.Rieff dir., *Crimes de guerre*, Autrement, 2002, 448 p.

C.Haghighat, *Histoire de la crise du Golfe*, Complexe, 1992, 480 p.

T.Hardier & J.-Fr.Jagielski, *Combattre et mourir pendant la Grande Guerre (1914-1925)*, Imago, 2001, 376 p.

V.Harouel, *Histoire de la Croix-Rouge*, Que sais-je?, 1999

M.Harrison, *Myths of the Great War*, University of Warwick, 2014

T.Hasagawa, *Staline, Truman et la capitulation du Japon : la course à la victoire*, Bruxelles, 2014, 352 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2014, p. 217

P.Hazan, *1967. La guerre des six jours*, Complexe, 1989

J.Heather, *Violence against Prisoners of War in the First World War...*, Cambridge University Press, 2011, 451 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2014, p. 193-194

F.Heisbourg, *La fin de l'Occident ? L'Amérique, l'Europe et le Moyen Orient*, Odile Jacob, 2005, 273 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2006, pp. 400-401

U.Herbert, livre sur l'utilisation des travailleurs étrangers dans l'Allemagne nazie, Essen, 1991, 429 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1992, pp. 216-217

G.Hermet, *La Guerre d'Espagne*, Coll. "Points", 1989

P.Hervé, compte rendu colloque sur les entrées en guerre de 1914 dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1995, pp. 188-190

P.Hervé, compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, avril-juin 2000, pp. 158-160 d'un colloque sur les fins de guerre

M.Heykal, *L'affaire de Suez. Un regard égyptien*, Ramsay, 1987, compte rendu dans *Historiens & Géographes*, déc. 1989-janv. 1990, pp. 445-446

R.Hilberg, *La destruction des juifs d'Europe*, Fayard, 1988, 1 099 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai-juin 1989, p. 321

R.Hilberg, *La politique de la mémoire*, Gallimard, 1996, 207 p.

B.Hodgson, *Rêve d'Orient. Les Occidentales et les voyages en Orient. XVIIIe-début du XXe siècle*, Seuil, 2006, 184 p.

R.Hoess, *Le commandant d'Auschwitz parle*, réédition, La Découverte, 2005, 268 p.

S.Hoffmann, *La nouvelle Guerre froide*, Berger-Levrault, 1983, 270 p.

J.M.Hogan, *The Marshall Plan. America, Britain, and the reconstruction of Western Europe, 1947-1952*, Cambridge University Press, 1987, 482 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill. 1988, pp. 143 & suiv.

B.Holden Reid, *L'âge industriel. 1854-1871*, trad. fr., Autrement, coll. "Atlas des guerres", 2000, 224 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai 2002, p. 456

J.-V.Holeindre & L.Testot dir., *La Guerre des origines à nos jours*, Éditions Sciences humaines, 2014, 270 p.

J.Horne, « Guerres et réconciliations européennes au 20^e siècle », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2009, pp. 3-15

J.Horne dir., *Vers la guerre totale. Le tournant de 1914-1915*, Tallandier, 2010, 344p., compte rendu dans *Vingtième Siècle*, octobre-décembre 2011, p. 196-197, dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, octobre-décembre 2011, pp. 208-211, dans *Historiens & Géographes*, novembre 2013, pp. 309-310

J.Horne & A.Kramer, *German Atrocities 1914. A History of Denial*, New Haven et Londres, Yale University Press, 2001, 608 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, oct.-déc. 2002, p. 160

M.-M.Huss, *Histoires de famille. Cartes postales et culture de guerre*, Noésis 2000, 238 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai 2001, pp. 469-470

R.Hyppia, *L'OTAN dans l'après Guerre froide*, L'Harmattan, 1997, 105 p.

F.Icher, *La Première Guerre mondiale au jour le jour*, La Martinière, 2007, 570 p.

R.Illbert, "La crise du Golfe en août 1990. Leçons pour l'historien", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1991, pp. 3-10

G.B.Infield, *Skorzeny. Chef des commandos de Hitler*, Pygmalion, 2009, 380 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2011, pp. 263-264

B.Ireland, *La révolution maritime. 1914-1945. Du cuirassé au porte-avions*, Autrement, 2005, 224 p.

M.Jacquet, *La Grande Guerre sur grand écran*, Parçay-sur-Vienne, Anovi, 2006, 109 p.

J.-C.Jauffret, *Afghanistan 2001-2010. Chronique d'une non-victoire annoncée*, Autrement, 2010, 275 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2011, p. 279

D.Johnson, *Le Roi, la Reine et les Empires. La guerre froide à travers les échecs*, trad. fr., Éditions Héloïse d'Ormesson, 2009, 439 p., compte rendu par mes soins dans *Historiens & Géographes*, octobre-novembre 2009, p. 375

A.Joly, note sur la commémoration de la Grande Guerre, *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2017, pp. 172-174

J.B.Jones, *The Songs that Fought the War. popular Music and the Homme Front 1939-1945*, Hanover, New Hampshire, University Press of New England, 2006, 338 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2007, pp. 290-291

P.Journoud, *La Guerre de Corée et ses enjeux stratégiques de 1950 à nos jours*, L'Harmattan, 2014, 478 p.

A.Joxe, *Le cycle de la dissuasion (1945-1990). Essai de stratégie critique*, La Découverte/Fondation pour les études de défense nationale, 1990, 314 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1991, pp. 118-119

F.Joyaux, *La nouvelle question d'Extrême-Orient*, 2 vol., tome I, *L'ère de la Guerre froide (1945-1949)*, Payot, 1985, 398 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, n° 8, p. 161 & *Historiens & Géographes*, déc. 1988, pp. 374-375 ; tome II, Payot, 1988,

R.Jubert, *Verdun. Mars-avril-mai 1916*, Presses universitaires de Nancy, 1989, 126 p.

G.Kantin & G.Manceron prés., *Les échos de la mémoire. Tabous et enseignement de la Seconde Guerre mondiale*, Le Monde Éditions, 1991, 370 p.

A.Kaspi, *Le temps des Américains. Le concours américain à la France en 1917-1918*, Publications de la Sorbonne, 1976, 375 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, sept.-oct. 1977, dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept. 1980, pp. 525-528.

J.Keegan, *La Deuxième Guerre mondiale*, trad. fr., Perrin, 1990, 599 p.

A.Kemp, *6 juin 1944. Le débarquement en Normandie*, Gallimard, 1994, 194 p.

A.Kemp, *1939-1945. Le monde en guerre*, Gallimard, coll. "Découvertes", 1995, 176 p.

G.F.Kennan, *Le mirage nucléaire. Les relations américano-soviétiques à l'âge de l'atome*, La Découverte, 1984, 260 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, n° 4, pp. 167-168

I.Kershaw, *Choix fatidiques. Dix décisions qui ont changé le monde, 1940-1941*, Seuil, 2009, 812 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janvier-février 2011, pp. 341-342

- S.Kienlen, compte rendu colloque « Le monde face à la chute du Mur », dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2010, pp. 168-170
- S.Kitson & C.Hochard, compte rendu d'un colloque sur les violences de guerre dans les deux guerres mondiales, dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janv.-mars 2000, pp. 139-142
- S.Klarsfeld, *Mémoire du génocide*, CDJC, 1987, 704 p.
- E.Kogon, *L'État SS. Le système des camps de concentration allemands*, Seuil, réédit., coll. "Points", 1993, 448 p.
- C.Kohl, *La Maison des témoins : les coulisses des procès de Nuremberg*, trad. fr., Payot, 2009, 222 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2009, pp. 262-263
- S.Kott & S.Michonneau, *Dictionnaire des nations et des nationalismes dans l'Europe contemporaine*, Hatier, 2007, 414 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, octobre-novembre 2007, p. 369
- F.Kupferman, *1917. Mata-Hari*, Complexe
- L.Laborie, note sur journée sur l'histoire de l'ONU, *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2017, pp. 169-170
- Y.Lacoste, *Vive la Nation. Destin d'une idée géopolitique*, Fayard, 1998, 352 p.
- A.Lacroix-Riz, "1947-1948 : du Kominform au coup de Prague. L'Occident eut-il peur des Soviétiques et du communisme ?", *Historiens & Géographes*, août-sept. 1989, pp. 219-243
- A.Lacroix-Riz, "Le Vatican et les buts de guerre germaniques de 1914 à 1918 : le rêve d'une Europe allemande", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1995, pp. 517-555
- A.Lacroix-Riz, *Le Vatican, l'Europe et le Reich, de la première guerre mondiale à la guerre froide*, Armand Colin, 1996, 539 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, avril-mai 1997, pp. 557-558, janv.-fév. 1998, pp. 449-450 & mars-avril 1998, pp. 553-554
- A.Lacroix-Riz, *L'histoire contemporaine toujours sous influence*, Delga, 2012, 266 p., compte rendu par mes soins dans *Historiens & Géographes*, novembre 2013, pp. 289-290
- A.Lacroix-Riz, *L'intégration européenne de la France. La tutelle de l'Allemagne et des États-Unis*, Le temps des cerises, 2007, 107 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai 2009, p. 229
- A.Lacroix-Riz, *Aux origines du carcan européen (1900-1960). La France sous influence allemande et américaine*, Le Temps des Cerises/éditions Delga, 2014, 197 p., compte rendu DL dans *Historiens & Géographes*,
- F.Lafargue, *Demain, la guerre du feu. États-Unis et Chine à la conquête de l'énergie*, Ellipses, 2006, 239 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai 2007, p. 366-367
- A.Lafon, *La Camaraderie au front. 1914-1918*, Armand Colin, 2014, 544 p.
- A.Lafon, note sur les commémorations du centenaire de 14-18, *Historiens & Géographes*, juillet-août 2014, pp. 51-54
- J.Laloy, *Yalta, hier, aujourd'hui, demain*, Robert Laffont, 1988, 215 p.
- J.Lambert & R.Weitz, *L'année 1914 à Charleville, Mézières et Euskirchen*, Terres ardennaises, 2014, 334 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2016, p. 197
- P.Landry, *Berlin et son statut*, Que sais-je? n° 2043
- D.Laqua dir., livre sur l'internationalisme dans l'entre-deux-guerres, compte rendu dans *Vingtième Siècle*, janvier-mars 2012, p. 254-255
- Fr.Latour, "De la spécificité de la diplomatie vaticane durant la Grande Guerre", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1996, pp. 349-365
- Fr.Latour, *La Papauté et les problèmes de la paix pendant la Première Guerre mondiale*, L'Harmattan, 1996, 352 p.
- J.-L.Laubry, compte rendu du Colloque d'Aix "La Résistance et les Européens du Sud", dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janv.-mars 1998, pp. 143-146
- M.Launay, *1919. Versailles, une paix bâclée ?*, Complexe, 1981, réédition, 1999, 192 p.
- M.Launay & J.-P.Rioux, "Le rôle de la Guerre froide dans la vie politique en Grande-Bretagne, Allemagne occidentale et France de 1947 à 1962", *Historiens & Géographes*, déc. 1985, pp. 396-400

- H.Laurens, *Le Grand Jeu. Orient arabe et rivalités internationales depuis 1945*, Armand Colin, 1991, 447 p.
- H.Laurens, *Paix et guerre au Moyen-Orient. L'Orient arabe et le monde de 1945 à nos jours*, Armand Colin, 1999, 560 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, pp. 206-207
- J.-M.Le Breton, *Les relations internationales depuis 1968*, Nathan, coll. "N", 1983, 222 p.
- D.Lefebvre, *L'affaire de Suez*, Bruno Leprince, 1996, 176 p.
- D.Lefebvre, *Les Secrets de l'expédition de Suez, 1956*, Perrin, 2010, 300 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai 2011, pp. 300-301
- A.-M.Le Gloannec, *1961. Un mur à Berlin*, Complexe, 1985
- G.Le Guelte, *Histoire de la menace nucléaire*, Hachette, 1997, 411 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, avril-mai 1999, p. 522
- G.Le Guelte, *Les armes nucléaires. Mythes et réalités*, Actes Sud, 2009, 390 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, avril-mai 2010, p. 287
- H.L'Heuillet, *Aux sources du terrorisme. De la petite guerre aux attentats-suicides*, Fayard, 2009, 346 p., compte rendu par mes soins dans *Historiens & Géographes*, avril-mai 2013, p. 251
- J.-Y.Le Naour dir., *Dictionnaire de la Grande Guerre*, Larousse, 2008, 476 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2009, pp. 203-204
- A.-Ch.Lepeuple, "Radio Free Europe et Radio Liberty (1950-1994)", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1995, pp. 31-45
- O.Lepick, *La Grande Guerre chimique : 1914-1918*, PUF, 1998, 382 p.
- M.Letté, note sur exposition « Gaz ! Gaz ! », *Vingtième Siècle*, octobre-décembre 2011, pp. 171-176
- J.Lévesque, *Le conflit sino-soviétique*, Que sais-je?
- H.Lévy-Hass, *Journal de Bergen-Belsen*, Seuil, 1988, 154 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, nov. 1989, pp. 374-375
- H.L'Heuillet, *Aux sources du terrorisme. De la petite guerre aux attentats-suicides*, Fayard, 2009, 346 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, avril-mai 2010, pp. 286-287
- C.Liauzu, *Empire du Mal contre Grand Satan. Treize siècles de cultures de guerre entre l'Islam et l'Occident*, Armand Colin, 2005, 356 p.
- F.-D.Liechtenhan, *Le grand pillage. Du butin des nazis aux trophées des Soviétiques*, Ouest-France, 1998, 215 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, avril-juin 1999, p. 186
- A.Loez, *Les 101 Mots de la Grande Guerre*, Que sais-je ?, 2013
- A.Lofficier, *Les sociétés européennes et la guerre de 1914-1918*, Publications de l'Université de Nanterre, 1990, 495 p.
- F.Lostec, note sur journées d'étude sur l'épuration, *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2017, pp. 153-155
- M.MacMillan, *Les artisans de la paix*, J.-C.Lattès, 2006,
- W.H.Mac Neill, *The pursuit of power* (guerre-histoire), Chicago, 1982, 405 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 3, 1984, pp. 91 & suiv.
- R.Maiocchi, *L'ère atomique*, Casterman-Giunti, coll. "XXe siècle", 160 p.
- É.Mantoux, *La paix calomniée ou les conséquences économiques de M.Keynes*, trad. fr., réédition, L'Harmattan, 2002, 333 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janv. 2004, pp. 559-560
- L.Marcou, *1947. La Guerre froide, l'engrenage*, Complexe, 1987, 288 p.
- R.Maria, *De l'accord de Munich au pacte germano-soviétique du 23 août 1939*, L'Harmattan, 1995, 314 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janv.-fév. 1998, pp. 424-425
- B.Marnot, *Les migrations internationales en Europe et aux Etats-Unis des années 1840 à 1940*, Neuchâtel, Alphil/Université de Technologie de Belfort-Montbéliard, 2006, 196 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2008, pp. 235-236
- P.Marquès, *La Croix-Rouge pendant la guerre d'Espagne (1936-1939)*, L'Harmattan, 2000, 452 p.

- M.Marrus, *L'holocauste dans l'histoire*, Eshel, 1990, 256 p., *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1992, pp. 214-215
- V.Martinez-Auriol, compte rendu colloque Guerre d'Espagne dans *Historiens & Géographes*, février 2007, pp. 75-76
- Ph.Masson, *Marine et Océans. Ressources, échanges, stratégies*, Imprimerie nationale, coll. "Notre Siècle", 1982, 504 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juill.-août 1986, pp. 1539-1540 & *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1985, pp. 183-184
- Ph.Masson, *La puissance maritime et navale au XXe siècle*, Perrin, 2002, 406 p.
- C.Maurel, « L'UNESCO aujourd'hui », *Vingtième Siècle*, avril-juin 2009, pp. 131-144
- C.Maurel, *Histoire de l'UNESCO. Les trente premières années (1945-1974)*, L'Harmattan, 2010, 310 p.
- C.Maurel, note sur journée d'études sur l'ONU, *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2016, pp. 193-194
- J.Maurin & J.-Ch.Jauffret, *La Grande Guerre, 1914-1918. 80 ans d'historiographie et de représentations*, Presses de l'Université Paul Valéry, 2003, 412 p.
- A.Mayer, *La "solution finale" dans l'histoire*, La Découverte, 1990, 566 p.
- F.Médard, *Les Prisonniers en 1914-1918 : acteurs méconnus de la Grande Guerre*, Soteca 14-18, 2010, 350 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2014, p. 173
- P.Melandri, *L'Alliance atlantique*, Gallimard-Julliard, coll. "Archives", 1979, 281 p.
- Ch.Melchior de Molènes, *L'Europe de Strasbourg*, Paris, Roudil, 1972, 780 p.
- P.Melandri, "L'œil de la tempête". Les États-Unis et le Golfe persique de 1945 à 1990", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janvier-mars 1992, pp. 3-25
- M.Merle, *Pacifisme et internationalisme. XVIIe-XIXe siècles*, Coll. U, 360 p.
- M.Merle, *Les acteurs dans les relations internationales*, Economica, 1986, 204 p.
- H.Michel, *La Drôle de Guerre*, Hachette, 1971, 320 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juin 1972, p. 914
- H.Michel, *Et Varsovie fut détruite*, Albin Michel, 1984, 455 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, déc. 1984, p. 548
- Cartes Michelin de la Libération (Normandie, Provence, Alsace, Voie de la Liberté), rééditées, 1993
- D.Mongin dir., *Les 50 Discours qui ont marqué la 2^e Guerre mondiale*, André Versaille, 2010, 442 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janvier-février 2011, p. 341
- T. de Montbrial, *Quinze ans qui bouleversèrent le monde. De Berlin à Bagdad*, Dunod, 2003, 482 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2006, pp. 405-406
- Ph.Moreau Defarges, *Un monde d'ingérence*, Presses de Sciences Po, 1997, 128 p.
- M.Morioka-Todeschini dir., *Hiroshima 50 ans. Japon-Amérique*, Autrement, 1995, 238 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, déc. 1995, p. 418
- A.D.Moses dir., *Empire, Colony, Genocide : Conquest, Occupation, and Subaltern Resistance in World History*, Oxford, Berghahn, 2008, 491 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2009, pp. 217-218
- G.L.Mosse, *De la Grande Guerre au totalitarisme. La brutalisation des sociétés européennes*, trad. fr., Hachette Littératures, 2000, 320 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, avril-juin 2000, p. 185
- B.Müller-Hill, *Science nazie. Science de mort. L'extermination des juifs, des Tsiganes et des malades mentaux de 1933 à 1945*, Odile Jacob, 1989, 246 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1990, pp. 135-137
- J.-F.Muracciole, *L'ONU et la sécurité collective*, Ellipses, 176 p.
- H.Néant, « Chronique de la Grande Guerre. À partir d'ouvrages récents », *Historiens & Géographes*, octobre-novembre 2008, pp. 383-394
- L.H.Nicholas, *Le pillage de l'Europe. Les œuvres d'art volées par les nazis*, Seuil, 1995, 560 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juill.-sept. 1996, p. 175, dans *Historiens & Géographes*, avril-mai 1997, p. 552

Y.-H.Nouailhat, *Les Américains à Nantes et Saint-Nazaire. 1917-1919*, Les Belles Lettres, Paris, 1972, 250 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1974 & *Historiens & Géographes*, juin 1973, pp. 925-926.

Y.-H.Nouailhat, *France et États-Unis, août 1914-avril 1917*, Publications de la Sorbonne, 1979, 490 p, compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1983, pp. 328-330.

A.Nouschi, *Pétrole et relations internationales depuis 1945*, Armand Colin, coll. U, 1999, 270 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai-juin 2000, p. 560, dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-sept. 2001, pp. 379-380

J.B.d'Onorio dir., *Le Saint-Siège dans les relations internationales*, Cerf, 1989, 469 p.

D.Orlowski dir., *Buchenwald par ses témoins : histoire et dictionnaire du camp et de ses kommandos*, Belin, 2014, 560 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2015, p. 179-180

R.Overy, *1939 : demain, la guerre*, trad. fr., Seuil, 2009, 153 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2010, p. 273

P.Pagney, *Les guerres de partisans et les nouveaux conflits*, Economica, 2013, 154 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janvier-février 2015, pp. 236-237

Cl.Paillat, *Le désastre de 1940*, Robert Laffont

P.-L.Paoli, *Histoires et aventures polaires (1838-2000)*, L'Harmattan, 2016, 198 p.

G.Pedroncini, *Les négociations secrètes pendant la Grande Guerre*, Flammarion, coll. "Questions d'histoire", 1969, 142 p.

G.Pedroncini, *1914. La Première Guerre mondiale commence*, Complexe, 1992

P.Pesnot & Monsieur X, *Les grands espions du 20^e siècle. Les dossiers secrets de Monsieur X*, Nouveau Monde Éditions, 2009, 315 p., compte rendu par mes soins dans *Historiens & Géographes*, janvier-février 2011, p. 306

É.Pestre, *La Vie psychique des réfugiés*, Payot, 2010, 318 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle*, janvier-mars 2012, p. 251-252

B.Petric dir., *La Fabrique de la démocratie : ONG, fondations, think tanks et organisations internationales en action*, MSH, 2013, 310 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2014, p. 192

B.Phan, *Chronologie de la Seconde Guerre mondiale*, Seuil, coll. « Points », 2010, 185 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, avril-mai 2010, p. 276

A.Picon dir., *La ville et la guerre*, Éditions de l'Imprimeur, 1996, 238 p.

M.Pignot, *L'enfant-soldat. XIXe-XXIe siècle*, A.Colin, 2012, 248 p.

D.W.Pike, "Aspects nouveaux du rôle de l'Espagne dans la Seconde Guerre mondiale", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1972

G.Piketty, *La Bataille des Ardennes, 16 décembre 1944-31 janvier 1945*, Tallandier, 2013, 229 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2014, p. 225

R.Poidevin, *Les origines de la Première Guerre mondiale*, PUF, coll. "Documents d'histoire", 120 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juin 1975, p. 632

R.Poidevin, *Finances et relations internationales de 1887 à 1914*, dossier U2, 1970, compte rendu dans *Historiens & Géographes*, déc. 1971, p. 321

R.Poidevin, *Les relations économiques et financières entre la France et l'Allemagne de 1898 à 1914*, PUF, 917 p., présentation, *L'Information historique*, 1970, compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1970, pp. 1022-1026.

R.Poidevin, "Aspects économiques des négociations franco-allemandes (juin-oct.1871)", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1972.

R.Poidevin & J.Bariéty, *Les relations franco-allemandes. 1815-1975*, Armand Colin, coll. U, compte rendu dans *Historiens & Géographes*, sept.-oct. 1978, p. 156, réédition, 1979

L.Poirier, *Des stratégies nucléaires*, Complexe, 1988, 406 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1989, p. 122

L.Poliakov, *Le Procès de Nuremberg*, Julliard, coll. "Archives"

M.Pollak, *L'expérience concentrationnaire. Essai sur le maintien de l'identité sociale*, Éditions Métailié, 1990, 342 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, avril-juin 1991, pp. 119-120

K.Pomeranz, *Une grande divergence. La Chine, l'Europe, et la construction de l'économie mondiale*, trad. fr., 2010, 558 p.

F.Ponteil, *La Méditerranée et les puissances de l'ouverture jusqu'à la nationalisation du Canal de Suez*, Payot, 1964, 232 p.

B.Pouligny, *Ils nous avaient promis la paix. Opérations de l'ONU et populations locales*, Presses de Sciences Po, 2004, 356 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2005, pp. 149-150

J.-Cl.Pressac, *Les crématoires d'Auschwitz. La machinerie du meurtre de masse*, CNRS, 1993, 155 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, déc. 1993, pp. 520-521, dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept. 1994, pp. 561-563

A.Prost, "Les limites de la brutalisation. Tuer sur le front occidental, 1914-1918", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janv.-mars 2004, pp. 5-20

A.Prost & G.Krumeich, *Verdun 1916 : une histoire franco-allemande de la bataille*, Tallandier, 2015, 320 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juillet-septembre 2016, pp. 240-241

A.Prost & J.Winter, *Penser la Grande Guerre. Un essai d'historiographie*, Seuil, coll. « Points », 2004

H.Puiseux, *Les figures de la guerre. Représentations et sensibilités. 1839-1996*, Gallimard, 1997, 164 p.

A.Quella-Villéger & T.Muhidine, *14-18. Grands reportages*, Omnibus, 2005, 864 p.

G.Ragache, *1940. La guerre détraquée*, Aubier, 1983

F.Ramel, *Philosophie des relations internationales*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2002, 410 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mars 2003, pp. 553-555

O.Razac, *Histoire politique du barbelé*, Flammarion, 2009, réédition, coll. « Champs », 2014, 240 p.

J.Reed, *La guerre dans les Balkans*, trad. fr., Seuil, 1996, 334 p.

P.-D.Régnier, *Dictionnaire de géographie militaire*, CNRS Éditions, 2008, 262 p.

J.-J.Renoliet, *L'UNESCO oubliée. La Société des Nations et la coopération intellectuelle (1919-1946)*, Publications de la Sorbonne, 2000, 352 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janv.-févr. 2001, pp. 474-476

N.Renoton-Beine, *Les colombes et les tranchées. Les tentatives de paix de Benoît XV pendant la Grande Guerre*, Cerf, 2004, 420 p.

P.Renouvin, *Le Traité de Versailles*, Flammarion, coll. "Questions d'Histoire", 1969, 140 p.

A.Reussner & L.Nicolas, *La puissance navale dans l'Histoire*, tome II, 1815-1914, Paris, 1963, compte rendu dans *Revue historique*, 1966

A.Rhodes, *La Propagande dans la Seconde Guerre mondiale*, Presses de la Cité, 1989

G.Richard dir., *L'histoire inhumaine. Massacres et génocides des origines à nos jours*, Armand Colin, 1992, 480 p.

L.Richard, *L'art et la guerre. Les artistes confrontés à la Seconde Guerre mondiale*, Flammarion, 1995, 320 p.

Ph.Richer, *La Chine et le Tiers Monde. 1949-1970*, Payot, 1971, 448 p.

J.-P.Rioux, compte rendu réaménagement du Chemin des Dames dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, oct.-déc. 2000, pp. 130-131

L.Robène dir., *Le sport et la guerre XIXe et XXe siècles*, Presses universitaires de Rennes, 2012, 537 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2014, pp. 256-257

V.Robert, "La protestation universelle lors de l'exécution de Ferrer. Les manifestations d'octobre 1909", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1989, pp. 245-265

D.Roche dir., *Le cheval et la guerre. Du XVIe au XXe siècle*, Association pour l'Académie d'art équestre de Versailles, Paris, 2002, 400 p.

- P.Rocolle, *La Guerre de 1940*, Armand Colin, 1990, 416 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, sept.-oct. 1991, p. 367
- D.Rolland dir., *Histoire culturelle des relations internationales. Carrefour méthodologique. XXe siècle*, L'Harmattan, 2004, 270 p.
- R.Rolland, *Journal des années de guerre, 1914-1919*, réédition, 1971, 6 vol.
- J.-Chr.Romer, *Détente et rideau de fer*, Publications de la Sorbonne, 1985, 177 p.
- G.Rossi-Landi, *La Drôle de Guerre*, Armand Colin, 1971, 248 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, déc. 1971, p. 288
- A.Rothberg, *L'histoire vécue de la Seconde Guerre mondiale*, Marabout-Université, 4 vol., 233, 232, 231 & 229 p.
- Fr.Rouquet, compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, avril-juin 2000, pp. 156-158 d'un colloque sur notion de défaite
- Fr.Rousseau, *La guerre censurée. Une histoire des combattants européens de 14-18*, Seuil, 1999, 412 p., réédition, coll. « Points », 2004
- Fr.Rousseau, *La Grande Guerre en tant qu'expériences sociales*, Ellipses, 2008, 144 p.
- Fr.Rousseau & B.Schmidt dir., *Les Dérapages de la Guerre du XXVe siècle à nos jours*, Hambourg, 2009, 316 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2010, pp. 205-206
- D.Rousset, *Les jours de notre mort*, réédition, Ramsay, 1988, 773 p.
- O.Royette, *Les Mots des tranchées : l'invention d'une langue de guerre, 1914-1919*, Armand Colin, 286 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle*, octobre-décembre 2011, p. 197-198
- B.Russell, *Le Pacifisme et la Révolution : écrits politiques (1914-1918)*, Agone, 2014, 320 p.
- J.Saada dir., *La Guerre en question : conflits contemporains, théorie politique et débats normatifs*, Presses universitaires de Lyon, 2015, 312 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, avril-juin 2016, pp. 213-214
- L. de Sainte-Lorette, *L'idée d'union fédérale européenne*, Armand Colin, coll. "CAC", 1955
- Y.Santamaria, *1939, le pacte germano-soviétique*, Bruxelles, Complexe, 1998, 144 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janv.-mars 1999, p. 160
- S.Scheipers dir., *Prisoners of War*, Oxford University Press, 2010, 342 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2014, p. 192-193
- M.Schiavon, *Le front d'Orient. Du désastre des Dardanelles à la victoire finale, 1915-1918*, Tallandier, 2014, compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2015, p. 250-251
- F.Seager, "Les buts de guerre alliés devant l'opinion (1939-1940)", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1985, pp. 617-638
- A.Sellier, *Histoire du camp de Dora*, La Découverte, 2001, 500 p.
- J.Semelin, *Sans armes face à Hitler. La résistance civile en Europe (1939-1943)*, Payot, 1989, 270 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1991, pp. 174-176, compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1990, pp. 155-156
- P.de Senarclens, *Yalta*, Que sais-je?, compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juill.-août 1987, p. 1682
- D.Serfass, « Le dilemme de Nankin. Tergiversations autour de la reconnaissance du gouvernement de collaboration chinois (1940-1945) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2017, pp. 99-111
- J.-Cl.Simoen, *Le Voyage en Égypte*, Lattès éd., 1989, 315 p.
- G.Simon dir., *Dictionnaire des migrations internationales. Approche géohistorique*, Armand Colin, 2015, 816 p.
- Site de l'Historial de Péronne : <http://www.historial.org/fr/home.htm>
- Site personnel sur 14-18 : <http://www.multimania.com/greatwar/>
- Site anti-négationniste : <http://www.anti-rev.org>
- R.Skoutelsky, *L'espoir guidait leurs pas. Les volontaires français dans les Brigades internationales, 1936-1939*, Grasset, 1998, 410 p.
- M.-Cl.Smouts, *Les organisations internationales*, Armand Colin, coll. "Cursus", 1995, 192 p.

- T.Snyder, *Terres de sang. L'Europe entre Hitler et Staline*, trad. fr., Gallimard, 2012, 706 p.,
W.Sofsky, *L'organisation de la terreur. Les camps de concentration*, Calmann-Lévy, 1995,
compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1998, pp. 508-510
- L.Sondhaus, *World War One : The Global Revolution*, Cambridge University Press, 2011,
544 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle*, janvier-mars 2012, p. 248-249
- P.Soulez, *Les historiens et la guerre de 14*, recueil de textes, Presses universitaires de
Vincennes, 1989, 301 p.
- H.R.Southworth, *La destruction de Guernica. Journalisme, diplomatie, propagande et
histoire*, Paris, 1975, 535 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-
déc. 1976, pp. 632-638
- G.-H.Soutou, *L'or et le sang. Les buts de guerre économiques de la Première Guerre
mondiale*, Fayard, 1989, 963 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, déc. 1989-janv. 1990, pp.
437-438, dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1990, pp. 148-149
- G.-H.Soutou, *L'alliance incertaine. Les rapports politico-stratégiques franco-allemands,
1954-1996*, Fayard, 1996, 504 p.
- P.Souty, *La guerre du Pacifique. L'Asie du Sud-Est au centre des enjeux*, Presses
universitaires de Lyon, 1995, 186 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, avril-juin 1996, p. 451
- P.Souty, *La guerre de Corée, 1950-1953. Guerre froide en Asie orientale*, Presses
universitaires de Lyon, 2002, 256 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janv. 2004, p. 530
- R.H.Spector, *La guerre du Pacifique, 1941-1945*, Albin Michel, 1987, 502 p., compte rendu
dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1987, pp. 148-149
- S.Stein, *Ma guerre d'Espagne. Brigades internationales : la fin d'un mythe*, Seuil, 2012,
266 p.
- M.G.Steinert, *Les origines de la Seconde Guerre mondiale*, PUF, coll. "Documents d'histoire",
1974, 136 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juin 1975, p. 632
- D.Stevenson, *Armements and the Coming of War, Europe (1904-1914)*, Oxford, Clarendon
Press, 1997, compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janv.-mars 1999, p. 159
- G.Tabouis, *Vingt ans de suspense diplomatique*, Albin Michel, 1958, 416 p.
- G.Tabouis, *Les princes de la paix (1940-1959)*, Albin Michel, 1980, 464 p.
- T.Taylor, *Procureur à Nuremberg*, trad. fr., Seuil, 1995, 720 p., compte rendu dans *Vingtième
Siècle. Revue d'Histoire*, oct.-déc. 1996, pp. 163-164
- É.Témime, *La Guerre d'Espagne, un événement traumatisme*, Complexe, 1996, 223 p.
- T.Terret, *Les Jeux interalliés de 1919. Sport, guerre et relations internationales*, L'Harmattan,
2003, 144 p.
- T.Ter Minassian, "Les géographes français et la délimitation des frontières balkaniques à la
Conférence de la Paix en 1919", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1997, pp. 252-
286
- Y.Ternon, *Guerres et génocides au XXe siècle. Architectures de la violence de masse*, Odile
Jacob, 2007, 398 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, octobre-novembre 2008, pp. 409-410
- Y.Thanassekos & H.Wismann dir., *Révision de l'histoire. Totalitarismes, crimes et génocides
nazis*, Cerf, 1990, 371 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept.
1991, pp. 517-521, dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1992, pp. 215-216
- J.Thobie, *Ali et les 40 voleurs. Impérialismes et Moyen-Orient de 1914 à nos jours*, Messidor,
1985, 372 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 9, p. 131 & *Historiens &
Géographes*, juill. 1987, p. 1692
- H.Thomas, *La Guerre d'Espagne*, Paris, 1961, 697 p., compte rendu dans *Revue d'histoire
moderne et contemporaine*, 1962, réédition, Livre de Poche, 2 vol. & R.Laffont, coll. "Bouquins", 1989
- R.Thompson, *Les guerres de l'après-guerre. Conflits et guerres civiles dans le monde depuis
1945*, Tallandier, 1983, 340 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 3, pp. 151-152
- G.Tillon, *Ravensbruck*, Seuil, 1988, 469 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*,
déc. 1988, p. 373
- A. de Tinguay, *1972. USA-URSS, la détente*, Complexe, 1985

- H.Tison, note sur l'historial de Péronne, *Historiens & Géographes*, sept. 1992, pp. 323-330
- L.Tissot, *Construction d'une industrie touristique aux 19^e et 20^e siècles. Perspectives internationales*, Neuchâtel, 2003,
- J.Torpey, *L'invention du passeport*, Belin, 2005, 256 p.
- E.Traverso, *L'histoire comme champ de bataille. Interpréter les violences du XX^e siècle*, La Découverte, 2011, 299 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janvier-février 2013, pp. 319-320
- S.Truphémus, *1914-1919. Le front d'Orient, les soldats oubliés*, Canopé, 2014, 60 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2015, p. 195-196
- J.-P.Turbergue dir., *Les 300 Jours de Verdun*, Triel-sur-Seine, Éditions Italiques, 2006, 550 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2007, pp. 281-282
- D.Turrel dir., *Villes rattachées, villes reconfigurées, XVI^e-XX^e siècles*, Tours, Presses de l'Université François Rabelais, 2003, 433 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 2008, pp 202-204
- M.Vaïsse, *Ardennes 1940*, Veyrier, 1991, 270 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, sept.-oct. 1991, pp. 367-368
- M.Vaïsse, note sur l'histoire de l'armement nucléaire, *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1991, pp. 93-94
- M.Vaïsse, *L'Europe et la crise de Cuba*, Armand Colin, coll. "Histoires", 1993, 256 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, déc. 1993, p. 492, dans *Bulletin de la Société d'histoire moderne et contemporaine*, 1994, 3-4, pp. 126-127
- M.Vaïsse dir., *Mai-Juin 1940, défaite française, victoire allemande, sous l'œil des historiens étrangers*, Autrement, 2000, 222 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janv.-févr. 2001, pp. 477-478, dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 2001, pp. 211-212
- M.Vaïsse dir., *8 mai 1945. La victoire en Europe*, Complexe, 1994, 457 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai-juin 1995, pp. 367-368
- M.Vaïsse dir., *Le pacifisme en Europe, des années 1920 aux années 1950*, Bruxelles, 1993, 455 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai-juin 1995, p. 406
- G.Valette & J.Bouillon, *Munich 1938*, Kiosque, 1964, réédition, Armand Colin, 1986, 228 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, déc. 1988, p. 373
- J.Valette, *Problèmes des relations internationales (1918-1949)*, CDU-SEDES, 1980, 396 p.
- L.Vandoolaeghe, « La Première Guerre mondiale, une expérience vécue par les individus », *Historiens & Géographes*, octobre-novembre 2008, pp. 27-32
- S.Venayre, *Rêves d'aventures (1800-1940)*, La Martinière, 2006, 233 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai 2007, p. 384
- J.-P.Viart, *Chroniques de la Première Guerre mondiale*, Larousse, 2013, 127 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janvier-février 2015, pp. 229-230
- I.Vichniac, *Croix-Rouge : les stratèges de la bonne conscience*, Alain Moreau, 1988
- C.Vidal-Naquet, compte rendu exposition « Amours, guerres et sexualité, 1914-1945 », dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2009, pp. 201-203
- P.Vidal-Naquet, *Les assassins de la mémoire. Un "Eichmann de papier" et autres essais sur le révisionnisme*, La Découverte, 1987, 240 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janv. 1988, pp. 365-366, réédition, 2005, 284 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2006, p. 367
- P.Vidal-Naquet, "Un Eichmann de papier", *Esprit*, sept. 1980, reprise dans *Les juifs, la mémoire et le présent*, Paris, Maspero, 1981, pp. 193-289, puis dans titre ci-dessus
- J.Vigreux, note sur internationalisme, *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1992, pp. 91-92
- P.Vilar, *La Guerre d'Espagne*, Que sais-je?
- X. de Villepin, *Un nouveau monde dans les relations internationales*, Ellipses, 2005, 210 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2006, pp. 406-407

- G.Wellers, *Les chambres à gaz ont existé*, Gallimard, 1981, 230 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, fév. 1982, p. 696
- A.Wenger, *Rome et Moscou (1900-1950)*, Desclée, 1987, 684 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, déc. 1988, p. 374
- O.A.Westad, *La Guerre froide globale* [dans le Tiers Monde], Payot, 2007, 485 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2008, pp. 232-233
- A.Wieviorka, *1961. Le Procès Eichmann*, Complexe, 1989, 208 p.
- A.Wieviorka, *Déportation et génocide. Entre la mémoire et l'oubli*, Plon, 1992, 506 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, fév.-mars 1993, pp. 474-475
- A.Wieviorka, *Le procès de Nuremberg*, Rennes, Mémorial de Caen/Ouest-France, 1995, 208 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, oct.-déc. 1996, pp. 163-164
- A.Wieviorka dir., *Les procès de Nuremberg et de Tokyo*, Complexe, 1996, 312 p.
- M.Wieviorka, *Sociétés et terrorisme*, Fayard, 1988, 565 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, oct.-déc. 1989, pp. 121-122
- O. Wieviorka, *Histoire du débarquement en Normandie. Des origines à la libération de Paris (1941-1944)*, Seuil, 2006, 448 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2007, pp. 291-292, dans *Historiens & Géographes*, mai 2009, pp. 358-359
- C.Wihtol de Wenden, *La question migratoire au XXIe siècle. Migrants, réfugiés et relations internationales*, Presses de Sciences Po, 2010, 272 p.
- H.P.Willmott, *La guerre du Pacifique, 1941-1945*, Autrement, 2001, 224 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juill.-août 2001, p. 503
- J.Winter, *La Grande Guerre dans l'histoire culturelle de l'Europe*, trad. fr., Armand Colin, 2008, 312 p.
- L.Wirth, article sur Première Guerre mondiale et enseignement, *Historiens & Géographes*, octobre-novembre 2008, pp.23-26
- J.Wishnia, "Natalisme et nationalisme pendant la première guerre mondiale", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1995, pp. 30-39
- O.Wormser-Migot, *Le retour des déportés*, Complexe, réédition, 416 p.
- G.Wright, *L'Europe en guerre*, Coll. U, 1971, compte rendu dans *Historiens & Géographes*, avril 1973, p. 761
- N.Wylie dir., *European Neutrals and Non-Belligerents during the Second World War*, Cambridge University Press, 2002, 368 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janv.-mars 2003, pp. 150-151
- N.Yatsenko, note sur le colloque sur la libération de l'Europe en 1945, dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2016, pp. 170-172
- D.Yergin, *La paix saccagée. Les origines de la guerre froide et la division de l'Europe*, Complexe, 1990, 352 p.
- Fr.Yerly, "Le Saint-Siège, l'état d'Israël et la paix au Moyen-Orient", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juill.-sept. 1996, pp. 3-14
- J.-Cl.Zarka, *L'OTAN, Que sais-je?*, 1997, 128 p.
- B.Zeliger, "La photo de presse et la libération des camps en 1945. Images et formes de la mémoire", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, avril-juin 1997, pp. 61-78
- G.Zeller, *La Baraque des prêtres. Dachau, 1938-1945*, Tallandier, 2015, 314 p.
- Ch.Zorgbibe, *La question de Berlin*, Dossier U2, 96 p.
- C.Zorgbibe, *Theodor Herzl. L'aventurier de la terre promise*, Tallandier, 2000, 414 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai 2002, pp. 418-419
- C.Zorgbibe, *L'avenir de la sécurité internationale*, Presses FNSP, 2003, 154 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janv. 2004, pp. 533-534

□ Relations de l'Europe avec le reste du monde

D.Artaud, "Le gouvernement américain et la question des dettes de guerre au lendemain de l'armistice de Rethondes (1919-1920)", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1973.

D.Barjot & Chr.Réveillard dir., *L'américanisation de l'Europe occidentale au XXe siècle. Mythe et réalité*, Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 2002, 278 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, avril-juin 2003, pp. 196-197, dans *Historiens & Géographes*, mars 2003, pp. 526-527

Fr.Cochet, "Le pacifisme revisité", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, avril-juin 1993, pp. 110-111

Collectif, *Les États-Unis et l'Europe*, n° 11, automne 1977, de *Relations internationales*
Collectif, *L'Europe et l'Afrique de 1914 à 1970*, SEDES, coll. "Regards sur l'histoire", 1994, 408 p.

Collectif, *Europe-Amérique du Nord. Cinq siècles d'interactions*, Armand Colin, coll. U, 2008, 320 p.

Colloque *De l'antiaméricanisme à l'américanophilie. Rejet et fascination d'un modèle* (Paris, 1984), compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1985, pp. 167-169.

Colloque *L'Europe de l'Est et de l'Ouest dans la Guerre froide, 1948-1953*, 1998, Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 2002, 270 p.

M.Debouzy, "Le problème de l'immigration et l'histoire des États-Unis", *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, janv.-fév. 1972

L.Delcour, *La politique de l'Union européenne en Russie (1990-2000). De l'assistance au partenariat ?*, L'Harmattan, 2002, 324 p.

R.Étiemble, *L'Europe chinoise*, Gallimard, 1988-1989, 2 vol.

R.Girardet, *La défense de l'Europe*, Complexe, 1988, 192 p.

J.Godechot, *L'Europe et l'Amérique à l'époque napoléonienne. 1800-1815*, Nouvelle Clio, 1967

A.Grosser, *Les Occidentaux. Les pays d'Europe et les États-Unis depuis la guerre*, Fayard, 1978, 438 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juill. 1979, p. 823

N.Hamour, *L'Europe et le monde arabe depuis 1914*, Ellipses, 2008, 256 p.

J.M.Hogan, *The Marshall Plan. America, Britain, and the reconstruction of Western Europe, 1947-1952*, Cambridge University Press, 1987, 482 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill. 1988, pp. 143 & suiv.

J.Koechlin, *La Politique étrangère de l'Europe : entre puissance et conscience*, Gollion, Infolio, 2009, 152 p.

P.Melandri, *Une incertaine alliance. Les États-Unis et l'Europe (1973-1983)*, Publications de la Sorbonne, 1988, 431 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 1989, p. 145

P.Melandri, *Les États-Unis face à l'unification de l'Europe. 1945-1954*, Publications de la Sorbonne, 1980, 534 p.

G.Meynier & M.Russo dir., *L'Europe et la Méditerranée, stratégies politiques et culturelles*, L'Harmattan/Presses universitaires de Nancy, 1999, 340 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai-juin 2000, pp. 552-553

J.-Chr.Romer, *Détente et rideau de fer*, Publications de la Sorbonne, 1985, 177 p.

F.Petiteville, *La politique internationale de l'Union européenne*, Presses de Sciences Po, 2006, 272 p.

V.F.Soriano, « La CEE face à l'Espagne franquiste. De la mémoire de la guerre civile à la construction politique de l'Europe », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2010, pp. 85-98

G.-H.Soutou, *L'alliance incertaine. Les rapports politico-stratégiques franco-allemands, 1954-1996*, Fayard, 1996, 504 p.

M.Vaïsse dir., *L'Europe et la crise de Cuba*, A.Colin, 1993, 256 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1995, pp. 203-204

P.Verluise, *Géopolitique de l'Europe*, Ellipses, 2013, 160 p.

Ch.Zorgbibe, *L'Europe de l'Est face au Marché commun*, Coll. U2, 104 p.

□ Politique étrangère du Royaume-uni

- J.-P. Alem, *La Déclaration Balfour. Aux sources de l'État d'Israël*, Complexe, 1982
- A.Alexandre-Collier, *La Grande-Bretagne eurosceptique ? L'Europe dans le débat politique britannique*, Nantes, Éditions du Temps, 2002, 192 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2004, pp. 195-196
- C.J.Bartlett, *Great Britain and Sea Power. 1815-1853*, Oxford, 1963, 364 p., compte rendu dans *Revue historique*, 1956
- F.Bédarida, *La Bataille d'Angleterre*, Complexe, 1985, 180 p., réédition, 1996, 180 p.
- F.Bédarida, "La rupture franco-britannique de 1940. Le Conseil suprême interallié, de l'invasion à la défaite de la France", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1990, pp. 37-48
- F.Bédarida, F.Crouzet, D.Johnson et collab., *De Guillaume le Conquérant au Marché Commun* (sur l'Histoire de la France et de la Grande-Bretagne), Albin Michel, 1979, 441 p.
- P.M.H.Bell, *France and Britain*, Longman, 1996-1997, 2 vol., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1999, pp. 157-158
- J.-Y.Bernard, *La genèse de l'expédition franco-britannique de 1956 en Égypte*, Publications de la Sorbonne, 2003, 416 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 2004, pp. 237-238
- O.Boucher-Rivalain & C.Hajdenko-Marshall dir., *Regards des Anglo-Saxons sur la France au cours du long XIXe siècle*, L'Harmattan, 2008, 291 p., compte rendu par mes soins dans *Historiens & Géographes*,
- M.G.Bratianu, *L'accord Churchill-Staline de 1944. L'arrangement*, L'Harmattan, 2003, 158 p.
- R.Brubaker, *Citoyenneté et nationalité en France et en Allemagne*, trad. fr., Belin, 1997, 320 p.
- A.Bullock, *Ernest Bevin*, Londres, 1983
- Ph.Chassaigne, *La Grande-Bretagne et le monde de 1815 à nos jours*, Armand Colin, coll. U, 2003, 320 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet 2005, p. 387
- Ph.Chassaigne & J.-P.Dormois, corrigé du sujet « Mythes et réalités de l'hégémonie britannique dans le monde 1815-1931 », *Historiens & Géographes*, janvier-février 2011, pp. 97-119
- Collectif, *La Grande-Bretagne et les relations internationales*, n° 55 (automne 1988) de *Relations internationales*
- Comité d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale, *Français et Britanniques dans la drôle de guerre* (Colloque, 1975), CNRS, 1979, 631 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, nov. 1980, p. 325, & *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1982, pp. 346-350.
- F.Conte, "Lloyd George et le traité de Rapallo", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1976, pp. 44-67
- M.Conway & J.Gotovitch dir., *Europe in exile. European communities in Britain, 1940-1945*, Berghahn Books, New York and Oxford, 2001, 288 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 2002, pp. 164-166
- D.Cooper-Richet & M.Rapoport dir., *L'Entente cordiale. Cent ans de relations culturelles franco-britanniques (1904-2004)*, Grâne, Créaphis, 2006, 391 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2007, p. 319
- F.Crouzet, *De la supériorité de l'Angleterre sur la France. L'économie et l'imaginaire, XVIIe-XXe siècles*, Perrin, 1985, 596 p.
- P.Fridenson & J.Lecuir, *La France et la Grande-Bretagne face aux problèmes aériens (1935-mai 1940)*, SHAA, 1979, 208 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1980, pp. 169-171
- F.Garçon, note sur les trahisons parmi les intellectuels dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1985, pp. 171-174
- P.Gerbod, "Le touriste britannique en France au XXe siècle", *L'Information géographique*, n° 1 de 1988
- P.Gerbod, *Voyages au pays des mangeurs de grenouilles. La France vue par les Britanniques du XVIIIe siècle à nos jours*, Albin Michel, 1991, 245 p.

C.Gillissen, *Une relation unique. Les relations irlando-britanniques de 1921 à 2001*, Presses universitaires de Caen, 2005, 326 p.

T.Harris, *Une certaine idée de l'Angleterre. La politique étrangère britannique au XXe siècle*, Armand Colin, 2006, 256 p.

J.M.Hogan, *The Marshall Plan. America, Britain, and the reconstruction of Western Europe, 1947-1952*, Cambridge University Press, 1987, 482 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.1988, pp. 143 & suiv.

F. de La Serre, *La Grande-Bretagne et la Commission européenne*, PUF, 1987, 224 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1988, pp. 139-140

F. de La Serre, J.Leruez & H.Wallace dir., *Les politiques étrangères de la France et de la Grande-Bretagne depuis 1945*, FNSP/Berg, 1990, 259 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1991, pp. 127-128

G.E.Maguire, "Notre mal de tête commun : Churchill, Roosevelt et de Gaulle", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1995, pp. 593-608

R.Marx, *La Grande-Bretagne et le monde au XXe siècle*, Masson, 1986, 243 p.

J.Mathieux, *Angleterre-États-Unis, l'Europe en jeu*, Éditions du Félin, 2004, 235 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janvier 2005, p. 386

V.Monteil, *Lawrence d'Arabie, le lévrier fatal, 1888-1935*, Hachette, 1987, 330 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1988, pp. 158-159

W.Neville, *Britain, Switzerland and the Second World War*, Oxford University Press, 2003, 400 p.

S.M.Osgood, "Le mythe de la perfide Albion en France (1919-1940)", *Cahiers d'Histoire*, 1975, n° 1.

N.Pelling, *Anglo-Irish Relations, 1798-1922*, Londres-New York, Routledge, 2003, 129 p., compte rendu dans *RH19, Revue d'histoire du XIXe siècle*, 2005/2, pp. 202-203

K.Robbins, "La Première Guerre mondiale et les Britanniques", *Historiens & Géographes*, déc. 1988, pp. 231-235

C.Sanderson, *France, Grande-Bretagne et défense de l'Europe, 1945-1958. L'impossible alliance ?*, Publications de la Sorbonne, 2003, 472 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet 2004, pp. 538-540

A.Shai, "La Grande-Bretagne en Chine pendant et après la Seconde Guerre mondiale : contraintes financières ou grandeur impériale ?", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1986, pp. 670 & suiv.

P.Schnapper, *La Grande-Bretagne et l'Europe. Le grand malentendu*, Presses de Sciences Po, 2000, 218 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2001, p. 176, dans *Historiens & Géographes*, mai 2001, p. 535

M.Vaïsse dir., *L'Entente cordiale, de Fachoda à la Grande Guerre*, Complexe, 2004, 144 p.

J.Viot & G.Radice dir., *L'Entente cordiale dans le siècle*, Odile Jacob, 2004, 368 p.

W.O.Walker, *Opium and Foreign Policy : the Anglo-American Search for Order in Asia. 1912-1954*, University of North Carolina Press, 1991, 345 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1993, pp. 347-348

C.Wurm, *Business, politics and international relations. Steel, cotton and international cartels in british politics, 1924-1939*, Cambridge University Press et Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 1993, 398 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct. -déc. 1995, pp. 687-689

□ Politique coloniale du Royaume-uni

T.Arno & Cl.Orian, *Ile Maurice : une société multiraciale*, L'Harmattan, 1986, 182 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, déc. 1988, pp. 382-383

D.Bell dir., *Victorian Visions of Global Order. Empire and International Relations in Nineteenth-Century Political Thought*, Cambridge University Press, 2010, 316 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janvier-mars 2010, pp 209-212

- H.Brunschwig, "La décolonisation : politique anglaise, politique française", *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, juill.-sept. 1957
- R.Buijtenhuijjo, *Le mouvement "Mau-Mau"*, Thèse, Mouton, La Haye, 1971, 428 p.
- P.J.Cain & A.G.Hopkins, *British Imperialism*, Longman, Londres & New York, 1993, 2 vol.
- J.-J.Chevallier, *L'évolution de l'empire britannique*, Paris, 1930, 2 vol.
- Collectif, *The Cambridge History of the British Empire*, 7 vol., 1930-1941
- Collectif, corrigé épreuve de commentaire de documents sur l'empire britannique, dans *Historiens & Géographes*, octobre-novembre 2011, pp. 79-84
- F.Crouzet, *Le conflit de Chypre. 1946-1959*, Bruxelles, 1973, 2 vol., 1 190 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1976, pp. 318-319
- A.Demangeon, *L'Empire britannique. Étude de géographie coloniale*, Armand Colin, 1923
- A.Dommergues, *Le Commonwealth. Histoire et civilisation*, Presses universitaires de Nancy, 1991, 335 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, fév.-mars 1992, p. 507
- M.Giraud, *Histoire du Canada*, Que sais-je?
- H.Grimal, *Histoire du Commonwealth britannique*, Que sais-je?
- H.Grimal, *De l'Empire britannique au Commonwealth*, Coll. U2, 1970, 416 p.
- V.Halperin, *Lord Milner et l'évolution de l'impérialisme britannique*, PUF, 1950
- R.Hyam, livre sur l'Empire britannique, compte rendu dans *Vingtième Siècle*, octobre-décembre 2011, p. 183
- J.Magnan de Barnier, *L'Empire britannique, son évolution politique et contemporaine*, Paris, 1930
- C.Markovits, « Culture métropolitaine, culture impériale : un débat entre historiens britanniques », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janvier-mars 2010, pp 191-203
- R.Marx, *De l'Empire au Commonwealth (1850-1994)*, Ophrys-Ploton, 168 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, nov. 1996, pp. 520-521
- B.Porter, *The Absent-Minded Imperialists : What the British Really Thought about Empire*, Oxford University Press, 2004, 475 p., compte rendu dans *RH19, Revue d'histoire du XIXe siècle*, 2007/1, pp. 206-209
- B.Porter, « L'Empire dans l'histoire britannique », *Rh 19. Revue d'histoire du XIXe siècle...*, 2008/2, pp. 127-143
- G.Prunier, "Mythes et histoire : les interprétations du mouvement Mau-Mau de 1952 à 1986", *Revue française d'Histoire d'Outre-Mer*, 1987-1988, tome LXXIV
- A.Toussaint, *Histoire des Iles Mascareignes*, Berger-Levrault, 1972, 356 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, 1973
- A.Toussaint, *Histoire de l'île Maurice*, Que sais-je?, compte rendu dans *Historiens & Géographes*, 1973

□ Politique extérieure de l'Allemagne

- Ch.-R.Ageron, "L'idée d'Eurafric et le débat colonial franco-allemand de l'entre-deux-guerres", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept. 1975, pp. 446-475.
- A.T.Alouko, *La politique étrangère de Willy Brandt*, L'Harmattan, 2014, 674 p.
- A.Armengaud, "L'opinion publique en France et la crise nationaliste allemande en 1866", thèse complémentaire, présentation dans *L'Information historique*, 1959.
- D.Artaud, "À propos de l'occupation de la Ruhr", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1970, pp. 1-21.
- Chr.Baechler, *Gustav Stresemann (1878-1929). De l'impérialisme à la sécurité collective*, Presses universitaires de Strasbourg, 1996, 926 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, oct.-déc. 1996, pp. 151-152
- Fr.Bafoil dir., *Les stratégies allemandes en Europe centrale et orientale. Une géopolitique des investissements directs*, L'Harmattan, 1997, 302 p.

- S.Baranowski, *Nazi Empire : German Colonialisme and Imperialism from Bismarck to Hitler*, Cambridge University Press, 2010, 384 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2011, p. 202
- J.Bariéty, "Nouvelles recherches sur la politique extérieure allemande. 1914-1945", *Revue historique*, 1962
- J.Bariéty, "La politique extérieure allemande dans l'hiver 1939-1940", *Revue historique*, 1964
- J.Bariéty, *Les relations franco-allemandes après la Première Guerre mondiale*, Pedone, 1977, 920 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juin-juill. 1978, pp. 756-757, réédition, Pedone, 1986, 800 p.
- J.Bariéty, "Le *Matin* et l'Allemagne, à l'époque de la République de Weimar", dans les *Actes du Colloque Presse et politique*, Paris X- Nanterre, 1973.
- R.Baudouï, "La reconstruction française en Sarre (1945-1950)", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1991, pp. 57-66
- J.-J.Becker & G.Krumeich, *La Grande Guerre, une histoire franco-allemande*, Tallandier, 2008, 380 p.
- F.Bédarida dir., *La politique nazie d'extermination*, Albin Michel, 1989, 333 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mars-avril 1990, pp. 510-511, dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 1990, pp. 128-129
- E.Benett, *German Rearmement and the West, 1932-1933*, Princeton University Press, 1979, 326 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept. 1981, pp. 533-535
- H.Berding, *Histoire de l'antisémitisme en Allemagne*, Éditions de la MSH, 1991, 282 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1994, pp. 184-186
- A.Betz, *Exil et engagement. Les intellectuels allemands et la France. 1930-1940*, Gallimard, 1991, 416 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1991, p. 102, dans *Revue de synthèse*, janv.-juin 1992, pp. 218-219
- J.Binoche, *De Gaulle et les Allemands*, Complexe, 1990, 224 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, sept.-oct. 1991, pp. 365-366
- J.Binoche, *Histoire des relations franco-allemandes de 1789 à nos jours*, Masson-Armand Colin, coll. U, 1996, 324 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1997, pp. 184-185
- R.B.Birn, livre sur collaboration, Paderborn, 2006, 286 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2007, pp. 83-284
- Ch.Bloch, *Le IIIe Reich et le monde*, Imprimerie nationale, 1986, 546 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 14, pp. 132-133 & *Historiens & Géographes*, mai-juin 1987, p. 1347
- M.Bloch, *Ribbentrop*, trad. fr., Plon, 1996, 528 p.
- E. & Y.Bres, *Un maquis d'antifascistes allemands en France (1942-1944)*, Montpellier, Presses du Languedoc, 1987, 350 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai-juin 1989, p. 322
- M.Broszat & K.Schwabe dir., livre sur participation élites aux préparatifs de la 2e GM, Munich, 1989, 444 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1990, p. 138
- H.Bruhns, "La coopération scientifique entre historiens français et allemands", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1992, pp. 201-209
- C.Buffet, *Mourir pour Berlin. La France et l'Allemagne (1945-1949)*, Armand Colin, 1991, 320 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1993, pp. 171-172
- Ph.Burrin, *Hitler et les juifs. Genèse d'un génocide*, Seuil, 1989, 200 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1990, pp. 135-137, réédition, coll. « Points », 2004-11-29
- I.Buruma, "Entre honte et culpabilité. Le souvenir de la guerre chez les Allemands et les Japonais", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 1993, pp. 72-78
- J.-P.Cahn, *Le parti social-démocrate allemand et la fin de la Quatrième République française (1954-1958)*, Berne, 1996, 522 p.
- J.-P.Cahn & K.-J.Müller, *La République fédérale d'Allemagne et la guerre d'Algérie, 1954-1962*, Éditions du Félin, 2003, 510 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janv. 2004, pp. 566-567

J.-P.Cahn & U.Pfeil dir., *Allemagne 1974-1990 : de l'Ostpolitik à l'unification*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2009, 327 p.

Cl.Carlier & S.Martens dir., *La France et l'Allemagne en guerre (septembre 1939-novembre 1942)*, Actes du Colloque de Wiesbaden de 1988, Institut historique allemand de Paris, 1989, 534 p.

L.Castin-Chaparro, *Puissance de l'URSS, misères de l'Allemagne. Staline et la question allemande, 1941-1955*, Publications de la Sorbonne, 2002, 400 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, avril 2004, pp. 539-541

A.Chatriot & D.Gosewinkel dir., *Politiques et pratiques coloniales dans les empires allemands et français, 1880-1962*, Stuttgart, 2010, 299 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle*, octobre-décembre 2011, p. 193-194

C.Chombard-Gaudin, "Berlin vu par les voyageurs français (1900-1939)", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 1990, pp. 27-42

Collectif, *Akten zur Deutschen Auswärtigen Politik : 1918-1945*, série B, tomes I, II & III (1925-1926), Göttingen, 1966-1968, compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1971, pp. 316-320

Collectif, *Akten zur Deutschen Auswärtigen Politik : 1918-1945*, série D, volume XIII, tomes I & II (1941), Göttingen, 1970, compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1974, pp. 333-36

Collectif, *Akten zur Deutschen Auswärtigen Politik : 1918-1945*, série B, tomes VI à VIII (1927), Tübingen, 1974, compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept. 1977, pp. 493-496

Collectif, *Akten zur Deutschen Auswärtigen Politik : 1918-1945*, série B, tomes VIII & IX (1928), Göttingen, 1976-1978, compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1979, pp. 675-677

Collectif, *Akten zur Deutschen Auswärtigen Politik : 1918-1945*, série E, tomes VI à VIII (1943-45), Göttingen, 1979, compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1983, pp. 330-33

Collectif, "L'Allemagne vue de l'Ouest (1945-1963)", *Relations internationales*, automne 1987

Collectif, *Chronique du procès Barbie, pour servir la mémoire*, Le Cerf, 1988, 504 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai-juin 1989, p. 322

Collectif, *Sept décennies de relations franco-allemandes, 1918-1988. Hommage à Joseph Rovin*, Université de la Sorbonne nouvelle, 1989, 362 p.

Collectif, "L'Allemagne et le problème de la sécurité (1919-1939)", *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 154, mai 1989

Collectif, n° sur "la question allemande" de *Hérodote*, janv.-mars 1993

Collectif, "La Scandinavie et l'Allemagne depuis 1945", *La Revue d'Allemagne*, avril-juin 1993

Collectif, *Europe des nationalismes aux nations. Autriche-Hongrie, Russie, Allemagne*, tome II, SEDES, 1996, 320 p.

Colloque du CNRS *Les relations franco-allemandes entre 1933 et 1939*, CNRS, 1976, 428 p.

Colloque *La France et l'Allemagne entre les deux Guerres mondiales*, Presses universitaires de Nancy, 1987, 234 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 1988, p. 138.

Colloque *La France et l'Allemagne en guerre (sept. 1939-nov. 1942)*, Paris, 1990, 544 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1991, p. 108

B.Comte, "Le génocide nazi et les négationnistes", *Historiens & Géographes*, fév.-mars 1993, pp. 141-150

R.Cornevin, *Histoire de la colonisation allemande*, Que sais-je?

R.Cornevin, *Le Togo : des origines à nos jours*, Académie des Sciences d'Outre-Mer, 1987, 556 p.

J.Cornwell, *Le Pape et Hitler. L'histoire secrète de Pie XII*, trad. fr., Albin Michel, 1999, 504 p.

- M.Cüppers & K.-M.Mallmann, *Croissant fertile et croix gammée. Le Ille Reich, les Arabes et la Palestine*, Verdier, 2009, 346 p.
- C.Defrance, « Les jumelages franco-allemands. Aspect d'une coopération transnationale », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2008, pp. 189-201
- C.Defrance & U.Pfeil dir., *La France, l'Allemagne et le traité de l'Élysée, 1963-2013*, CNRS, 2012, 503 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2013, p. 211
- J.-Cl.Delbreil, *Les catholiques français et les tentatives de rapprochement franco-allemand (1920-1933)*, Metz, SMEI, 1972, 254 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juin 1973, p. 927.
- C.Desprairies, *Sous l'œil de l'occupant : la France vue par l'Allemagne, 1940-1944*, Armand Colin, 2010, 224 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2011, pp. 182-185
- J.Droz, *Les relations franco-allemandes de 1871 à 1914*, CDU
- J.Droz, *L'Allemagne et la Révolution française*, PUF, 1949
- Y.Durand, *Le Nouvel Ordre européen nazi. La collaboration dans l'Europe allemande (1938-1945)*, Complexe, 1990, 341 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1991, p. 109, dans *Historiens & Géographes*, nov.-déc. 1991, p. 411
- J.-B.Duroselle dir., *Les relations germano-soviétiques de 1933 à 1939*, FNSP, 1954, 292 p.
- J.-B.Duroselle, *Les relations franco-allemandes de 1914 à 1950*, CDU, polycopié, 5 fascicules.
- G.Eismann & S.Martens dir., *Occupation et répression militaire allemandes 1939-1945. La politique de « maintien de l'ordre » en Europe occupée*, Autrement, 2007, 264 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2007, pp. 269-270
- D.Epelbaum, *Alois Brunner*, Calmann-Lévy, 1990, 258 p.
- R.Faligot & R.Kauffer, *Le croissant et la croix gammée. Les secrets de l'alliance entre l'islam et le nazisme d'Hitler à nos jours*, Albin Michel, 1990, 308 p.
- F.Fischer, *Krieg der Illusionen, die deutsche Politik von 1911 bis 1914*, Düsseldorf, 1969, 806 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept. 1971, pp. 473-476
- A.Fleury, *La pénétration allemande au Moyen-Orient, 1919-1939 : le cas de la Turquie, de l'Iran et de l'Afghanistan*, Leiden & Genève, 1977, 423 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1980, pp. 167 & suiv.
- R.Fritsch-Bournazel, *L'Allemagne, un enjeu pour l'Europe*, Complexe, 1987, 256 p.
- R.Fritsch-Bournazel, *L'Union soviétique et les Allemagnes*, FNSP, 1979, 264 p.
- R.Fritsch-Bournazel, *L'Allemagne unie dans la nouvelle Europe*, Complexe, 1991, 384 p.
- C. de Gemeaux dir., *Empires et colonies : l'Allemagne, du Saint-Empire au deuil postcolonial*, Presses universitaires Blaise Pascal, 2010, 345 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2011, p. 258
- Chr.Gerlach, *Sur la conférence de Wannsee*, Liana Levi, 1999, 141 p.
- D.Goedel, *Le tournant occidental de l'Allemagne après 1945. Contribution à l'histoire politique et culturelle de la RFA*, Presses universitaires de Strasbourg, 2005, 375 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juillet-septembre 2007, pp. 209-210
- A.Grosser, *Mein Deutschland*, Hambourg, 1993, 320 p.
- A.Grosser, "France, Allemagne aujourd'hui", *Historiens & Géographes*, fév.-mars 1993, pp. 253-257
- P.Guillen, "La France et l'intégration de la RFA dans l'OTAN", *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 159, juillet 1990
- P.Guillen, "L'Allemagne unie et l'Europe de l'Est, 1990-1995", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1995, pp. 677-686
- H.Hagspiel, thèse sur les relations franco-allemandes dans les années 20, Bonn, 1987, 576 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1988, pp. 142-143.
- U.Herbert, livre sur l'utilisations des travailleurs étrangers dans l'Allemagne nazie, Essen, 1991, 429 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1992, pp. 216-217

- L.Herbst & C.Goschler dir., *Wiedergutmachung in der Bundesrepublik Deutschland*, sur les réparations aux victimes du nazisme, Munich, 1989, 428 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 1989, pp. 144-145
- K.Hildebrand, *Intégrations et souveraineté. La politique étrangère de la République fédérale d'Allemagne de 1949 à 1982*, édition bilingue, Bonn, 1991, 206 p.
- M.Hillel, *L'occupation française en Allemagne. 1945-1949*, Balland, 1983, 387 p.
- R.Hudemann, *Sozialpolitik im deutschen Südwesten zwischen Tradition und Newordnung, 1945-1953 : Sozialversicherung und Kriegsopferversorgung im Rahmen französischer Besatzungspolitik*, Mainz, 1988, 616 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1989, pp. 168-169
- R.Hudemann, "L'occupation française après 1945 et les relations franco-allemandes", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juill.-sept. 1997, pp. 38-68
- R.Hudemann & R.Wittenberg dir., livre sur l'espace frontalier Sarre-Lorraine-Luxembourg, Sarrebruck, 1991, 362 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juill.-sept. 1992, pp. 120-121
- D.Hüser, livre sur la politique française à l'égard de l'Allemagne 1944-1950, Berlin, 1996, compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, avril-juin 1997, pp. 157-158
- P.Jardin, "L'occupation française en Rhénanie, 1918-1919. Fayolle et l'idée palatine", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept. 1986, pp. 402-426.
- P.Jardin & A.Kimmel, *Les relations franco-allemandes depuis 1963*, La Documentation française, 2001, 544 p.
- H.Jeffrey, *Nazi Propaganda for the Arab World*, Yale University Press, 2009, 352 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2011, pp. 250-251
- É.Julien, *Les rapports franco-allemands à Berlin. 1945-1961*, L'Harmattan, 1999, 288 p.
- É.Julien, *Paris, Berlin. La mémoire de la guerre, 1914-1933*, Presses universitaires de Rennes, 2010, 410 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle*, octobre-décembre 2011, p. 201-202
- A. von Kageneck, *La guerre à l'Est*, Perrin, 2002, 201 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mars 2003, pp. 542-543
- M.Kellogg, *The Russian Roots of Nazism*, Cambridge University Press, 2005, 327 p.
- M.Korinman, *Quand l'Allemagne pensait le monde. Grandeur et décadence d'une géopolitique*, Fayard, 1990, 412 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, oct.-nov. 1990, p. 384
- M.Korinman dir., *L'Allemagne vue d'ailleurs*, Balland, 1992, 366 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1993, p. 144
- F.Kressler, *L'action culturelle allemande en Chine. De la fin du XIXe siècle à la Seconde Guerre mondiale*, EHESS, 1989, 380 p.
- Y.Lacoste dir., *Dictionnaire géopolitique des États*, Flammarion, 1994, 674 p.
- A.Lacroix-Riz, "Une politique douce précoce : Paris face à la politique allemande de Washington, 1944-1945", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept. 1991, pp. 428-461
- A.Lacroix-Riz, *Le Vatican, l'Europe et le Reich, de la première guerre mondiale à la guerre froide*, Armand Colin, 1996, 539 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, avril-mai 1997, pp. 557-558 & janv.-fév. 1998, pp. 449-450
- P.Lanfranchi, "Le football sarrois de 1947 à 1952. Un contre-pied aux actions diplomatiques", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1990, pp. 59-66
- L.Leblood, *Le couple franco-allemand depuis 1945*, Le Monde Éditions/Marabout, 1997, 273 p.
- S.Lefèvre, *Les relations économiques franco-allemandes de 1945 à 1955. De l'Occupation à la coopération*, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 1998, 528 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, oct.-déc. 1999, pp. 158-159, dans *Historiens & Géographes*, oct.-nov. 1999, pp. 517-518
- B.Lemay, *Erwin Rommel*, Perrin, 2009, réédition, 2011, 650 p.
- J.-Y.Le Naour, *La honte noire. L'Allemagne et les troupes coloniales françaises. 1914-1945*, Hachette, 2003, 280 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 2004, pp. 217-219

- G.Lepesant, *Géopolitique des frontières orientales de l'Allemagne. Les implications de l'élargissement de l'Union européenne*, L'Harmattan, 1998, 266 p.
- F.L.Huillier, *Dialogues franco-allemands. 1925-1933*, Gap, 1971
- R.J.Lifton, *Les médecins nazis. Le meurtre médical et la psychologie du génocide*, Laffont, 1989, 610 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1990, pp. 137-138
- S.Lorrain, *Des pacifistes français et allemands pionniers de l'entente franco-allemande. 1870-1925*, L'Harmattan, 1999, 304 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, oct.-déc. 2000, p. 154
- P.Maillard, *De Gaulle et l'Allemagne. Le rêve inachevé*, Plon, 1990, 322 p.
- K.-M.Mallmann & M.Cüppers, *Croissant fertile et croix gammée : le Troisième Reich, les Arabes et la Palestine*, Lagrasse, Verdier, 2009, 352 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2010, pp. 275-277
- G.Mann, *Une jeunesse allemande. Mémoires*, Presses de la Renaissance, 1988, 413 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, oct.-nov. 1990, p. 384
- M.Marrus, *L'holocauste dans l'histoire*, Eshel, 1990, 256 p., *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1992, pp. 214-215
- H.Ménudier, *L'Office franco-allemand pour la jeunesse*, Armand Colin, 1988
- H.Ménudier, *La République fédérale d'Allemagne dans les relations internationales : en l'honneur d'Alfred Grosser*, Complexe, 1990, 362 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 1991, p. 104
- H.Ménudier dir., *Le couple franco-allemand en Europe*, Asnières, Publications de l'Institut d'allemand d'Asnières, 1993, 360 p.
- J.-Cl.Montant, "Une tentative française d'infiltration dans la presse allemande: l'affaire de la *Kölnische Volkszeitung* (février-décembre 1918)", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1980, pp. 658-685.
- J.Morizet & H.Möller, *Allemagne, France. Lieux et mémoire d'une histoire commune*, Albin Michel, 1995, 233 p.
- M.Mueller & E.Schmidt-Eenboom, *Histoire des services secrets allemands*, Nouveau Monde, 2009, 635 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2010, pp. 228-229
- J.-L.Muller, *L'expulsion des Allemands de Hongrie (1944-1948)*, L'Harmattan, 2001, 230 p.
- K.-J.Müller, "Les deux tentations de la politique extérieure allemande, de Bismarck à nos jours", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 1990, pp. 15-26
- B.Müller-Hill, *Science nazie. Science de mort. L'extermination des juifs, des Tsiganes et des malades mentaux de 1933 à 1945*, Odile Jacob, 1989, 246 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1990, pp. 135-137
- L.Nicholas, *Le pillage de l'Europe. Les œuvres d'art volées par les nazis*, rad. fr., Seuil, 1995, 558 p.
- Chr.Pajon, *Forces armées et société dans l'Allemagne contemporaine*, L'Harmattan, 2002, 424 p.
- J.-M.Palmier, *Weimar en exil*, Payot, 1987, 2 vol., 530 & 490 p., réédition, 1990, 1 010 p.
- H.Petri, *Journal de marche d'un fantassin allemand, 1941-1945*, Economica, 2006, 369 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai 2007, p. 335-336
- R.Poidevin, *L'Allemagne et le monde au XXe siècle*, Paris, 1983, 292 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, déc. 1983, pp. 553-554
- R.Poidevin, *Les relations économiques et financières entre la France et l'Allemagne de 1898 à 1914*, PUF, 917 p., présentation, *L'Information historique*, 1970, compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1970, pp. 1022-1026.
- R.Poidevin, "Aspects économiques des négociations franco-allemandes (juin-oct. 1871)", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1972.
- R.Poidevin & J.Bariéty, *Les relations franco-allemandes. 1815-1975*, Armand Colin, coll. U, compte rendu dans *Historiens & Géographes*, sept.-oct. 1978, p. 156, réédition, 1979

- M.Prazan, *Einsatzgruppen : sur la trace des commandos de la mort nazis*, Seuil, 2010, 580 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2011, pp. 203-204
- R.Rhodes, *Extermination : la machine nazie. Einsatgruppen à l'Est, 1941-1943*, trad. fr., Autrement, 2004, 360 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, octobre 2004, p. 504
- P.Richardot, *Hitler face à Staline. Le front de l'Est. 1941-1945*, Belin, 2013, 383 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2014, p. 396-397
- B.Rondeau, *Afrikakorps : l'armée de Rommel*, Tallandier, 2013, 510 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2014, p. 178-179
- D.Roseberg dir., *Images de la France en République démocratique allemande. Une histoire oubliée*, L'Harmattan, 2004, 320 p.
- D.Rozenberg, *Enquête sur la Shoah par balles*, Hermann, 2016, 2 vol., 198 et 178 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2016, pp. 186-187
- J.Rovan, *Bismarck, l'Allemagne et l'Europe unie. 1898-1998-2098*, Odile Jacob, 1998, 240 p.
- S.Schirmann, *Les relations économiques et financières franco-allemandes. 1932-1939*, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 1995, 304 p., compte rendu dans *Bulletin de la Société d'histoire moderne*, 1998/1 & 2, pp. 109-110
- B.Schnetzler, *Les erreurs stratégiques du IIIe Reich pendant la Deuxième Guerre mondiale*, Economica, 2005, 242 p.
- B.Schoenborn, *La mésentente apprivoisée. De Gaulle et les Allemands. 1963-1969*, Publications de l'Institut des Hautes Études internationales de Genève, 2007, 430 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, février 2008, p. 433
- A.Sellier, *Histoire du camp de Dora*, La Découverte, coll. "Textes à l'appui", 1998, compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juill.-août 1999, p. 516, dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 1999, pp. 174-175
- J.Semelin, *Sans armes face à Hitler. La résistance civile en Europe (1939-1943)*, Payot, 1989, 270 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1991, pp. 174-176, dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1990, pp. 155-156
- T.Serrier, *Entre Allemagne et Pologne. Nations et identités frontalières. 1848-1914*, Belin, 352 p.
- H.Shamir, "Le plébiscite de la Sarre et l'opinion publique en France", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1970, pp. 104-111.
- S.A.Stehlin, *Weimar and the Vatican, 1919-1933*, Princeton University Press, 1983, 490 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1986, pp. 698-702
- M.Steinberg, *Les yeux du témoin et le regard du borgne. L'Histoire face au révisionnisme*, Cerf, 1990, 213 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept. 1991, pp. 517-521
- J.Stengers, "Himmler et l'extermination de 30 millions de Slaves", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 2001, pp. 3-12
- R.Thalmann, "La normalisation du passé. La RFA et le problème juif", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 16, pp. 55-66, et *erratum*, n° 18, p. 166
- Y.Thanassekos & H.Wismann dir., *Révision de l'histoire. Totalitarismes, crimes et génocides nazis*, Cerf, 1990, 371 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept. 1991, pp. 517-521, dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1992, pp. 215-216
- F.Théofilakis, « La sexualité du prisonnier de guerre. Allemands et Français en captivité (1914-1918, 1940-1948) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2008, pp. 203-219
- G.Tillon, *Ravensbrück*, Seuil, coll. « points », 2004-11-29. Vaillant, *La dénazification par les vainqueurs*, Presses Universitaires de Lille, 1981, 300 p.
- U.Voswinckel & F.Berninger dir., *Exils méditerranéens : écrivains allemands dans le sud de la France (1933-1941)*, trad. fr., Seuil, 2009, 352 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2009, pp. 246-247
- P.-F.Weber, *Le Triangle RFA-RDA-Pologne (1961-1975) : guerre froide et normalisation des rapports germano-polonais*, L'Harmattan, 2007, 417 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue*

d'histoire, juillet-septembre 2009, pp. 266-267

A.Wierwoka, *Auschwitz expliqué à ma fille*, Seuil, coll. « Points », 2004

R.Willis, *The French in Germany (1945-1949)*, compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1964, p. 157

M.Zeidler, *Reichswehr und Rote Armee. 1920-1933*, Munich, 1993, 374 p.

H.Zimmermann, *Money and Security. Troops, Monetary Policy and West Germany's Relations with the United States and Britain, 1950-1971*, Cambridge University Press, 2002, 275 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janv.-mars 2004, pp. 186-187

Ch.Zorgbibe, *La question de Berlin*, Dossier U2, 96 p.

□ Politique extérieure de la Russie et de l'URSS

R.Adam, *Les damnés de la guerre. Histoire des soldats russes en France. 1915-1920*, L'Harmattan, 1996, 384 p.

C.Andrew & V.Mitrokhine, *Le KGB à l'assaut du tiers-monde, agression-corruption-subversion, 1945-1991*, trad. fr., Fayard, 2008, 625 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, avril-mai 2010, p. 337

S.Audouin-Rouzeau & N.Werth prés., *Yashka, journal d'une femme combattante. Russie 1914-1917*, A.Colin, 2012, 304 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, avril-mai 2013, pp. 225-226

A.Bennigsen, *Russes et Chinois avant 1917*, Flammarion, coll. "Questions d'Histoire", 1975, 185 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juin 1975, p. 630

A.Bennigsen & C.Lemercier-Quelquejoy, *Sultan Galiev. Le père de la révolution tiers-mondiste*, Fayard, 1986, 312 p.

M.Bettati, *Le conflit sino-soviétique*, Coll. U2, 1971, 2 vol., 333 & 270 p.

R.Bournazel, *Rapallo. Naissance d'un mythe*, FNSP, 1974, 259 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1978

J.Bradley, *Allied Intervention in Russia, 1917-1920*, Londres, 1968, 251 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1971, p. 157

J.Bradley, "La France, la Russie et l'indépendance tchécoslovaque en 1918", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1971, pp. 189-202

J.Bradley, "L'intervention alliée dans les États baltes (1919)", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1976, pp. 236-257

M.G.Bratianu, *L'accord Churchill-Staline de 1944. L'arrangement*, L'Harmattan, 2003, 158 p.

A.Brossat, *Agents de Moscou*, Gallimard, 1988, 311 p.

P.Broué, *Staline et la révolution. Le cas espagnol*, Fayard, 1993, 365 p.

H.Carrère d'Encausse, *La politique soviétique au Moyen-Orient. 1955-1975*, FNSP, 1975, 328 p.

H.Carrère d'Encausse, *Le grand frère*, Flammarion, 1983, 382 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, déc. 1984, p. 549

H.Carrère d'Encausse, *La gloire des nations ou la fin de l'Empire soviétique*, Fayard, 1990, 432 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janv.-févr. 1991, pp. 441-442, réédition, 1991, 492 p.

H.Carrère d'Encausse & S.Schram, *L'URSS et la Chine devant les révolutions dans les sociétés pré-industrielles*, Armand Colin, 1970, 108 p.

L.Castin-Chaparro, *Puissance de l'URSS, misères de l'Allemagne. Staline et la question allemande, 1941-1955*, Publications de la Sorbonne, 2002, 400 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, avril 2004, pp. 539-541

D.Caute, *Les Compagnons de route (1917-1968)*, Robert Laffont, 488 p.

T.Chopard, note sur colloque sur URSS et Seconde Guerre mondiale, *Vingtième Siècle*, janvier-mars 2012, pp. 220-221

S.Coeuré, *La Grande Lueur à l'Est. Les Français et l'Union soviétique, 1917-1939*, Seuil, 1999, 416 p.

- Collectif, "La puissance russe aux XIXe et XXe siècles", *Relations internationales*, déc. 1997 & fév. 1998
- Collectif, *Déportés en URSS. Récits d'Européens au Goulag*, Autrement, coll. « Mémoires/histoire », 2012, 312 p.
- H.Coutau-Bégarie, "La Russie et la mer : sur un déterminisme géopolitique", *Hérodote*, n° 47, 1988
- S.Dullin, *Des hommes d'influences. Les ambassadeurs de Staline en Europe. 1930-1939*, Payot, 2001, 383 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, oct. 2002, pp. 371-372, dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, oct.-déc. 2003, pp. 156-157
- S.Dullin, « L'invention d'une frontière de guerre froide à l'ouest de l'Union soviétique (1945-1949) », *Vingtième Siècle*, avril-juin 2009, pp. 48-61
- S.Dullin, *La frontière épaisse. Aux origines des politiques soviétiques (1920-1940)*, EHESS, 2014, 360 p.
- R.J.Dupuy & M.Bettati, *Le Pacte de Varsovie*, Dossier U2
- J.-B.Duroselle, *Les relations germano-soviétiques de 1933 à 1939*, Paris, FNSP, 1954, 292 p.
- J.-B.Duroselle, *Les frontières européennes de l'URSS. 1917-1941*, FNSP, 1957, 372 p.
- J.-F.Eck, corrigé sur la Russie et l'Europe (1825-1918), *Historiens & Géographes*, janvier-février 1991, pp. 111-113
- P.Facon, "Les mutineries dans le corps expéditionnaire français en Russie septentrionale (déc. 1918-avril 1919)", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept. 1977, pp. 455-474.
- F.Fejtö, *Le Coup de Prague, 1948*, Seuil, coll. "L'Univers historique", 1976, 288 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, avril-mai 1977, pp. 752-753
- F.Fejtö, *Chine-URSS. De l'alliance au conflit. 1950-1972*, Seuil, coll. "Points", 480 p.
- R.Fritsch-Bournazel, *L'Union soviétique et les Allemagnes*, FNSP, 1979, 264 p.
- R.Girault, "Les relations franco-soviétiques devant la Crise économique de 1929", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1980, pp. 237-257
- T.Gomart, *Double détente. Les relations franco-soviétiques de 1958 à 1964*, Publications de la Sorbonne, 2003, 496 p.
- G.Gorodetsky, *Le Grand Jeu de dupes. Staline et l'invasion allemande*, Les Belles Lettres, 2000, 573 p.
- M.Hadhri, *L'URSS et le Maghreb. De la révolution d'octobre à l'indépendance de l'Algérie. 1917-1962*, L'Harmattan, 1985, 210 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 11, pp. 157-158
- Fr.Hourmant, *Au pays de l'avenir radieux. Voyages des intellectuels français en URSS, à Cuba et en Chine populaire*, Flammarion, 2000, 282 p.
- A.Kozovoï, « L'enfance au service de la guerre froide. Le voyage de Samantha Smith en URSS (juillet 1983) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2007, pp. 195-207
- A.Kozovoï, *Par-delà le Mur : la culture de guerre froide soviétique entre deux détentes*, Complexe, 2009, 311 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2010, p. 189
- A.Kwiatkowska-Viatteau, *Katyn. L'armée polonaise assassinée*, Complexe
- A.Kwiatkowska-Viatteau, *1944. Varsovie insurgée*, Complexe, 1984, 224 p.
- M.Laruelle, "Les idéologies de la troisième voie dans les années 1920 : le mouvement eurasiste russe", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, avril-juin 2001, pp. 31-46
- M.Laruelle, *Mythe aryen et rêve impérial dans la Russie du XIXe siècle*, CNRS, 2006, 256 p.
- L.Latrèche, *Cuba et l'URSS : 30 ans d'une relation improbable*, L'Harmattan, 2011, 299 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2012, pp. 190-191
- A.-M.Le Gloannec, *1961. Un mur à Berlin*, Complexe, 1985
- D.Lejeune, "Les missions de la SFIO dans la Russie de 1917", *Revue historique*, CCLXXVIII/2, 1988, pp. 373-386.
- P.Lescot, *L'empire rouge. Moscou-Pékin, 1919-1989*, Belfond, 1999, 504 p.

- J.Lévesque, *L'URSS et sa politique internationale de 1917 à nos jours*, Coll. U, 1980, 330 p., réédition, 1988, 408 p.
- J.Lévesque, *Le conflit sino-soviétique*, Que sais-je? n° 1529
- J.Lévesque, *L'URSS en Afghanistan de l'invasion au retrait. 1979-1989*, Complexe, 1990, 288 p.
- J.Lopez & L.Otkhmezuri, *Joukov*, Perrin, 2013, 732 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai 2014, p. 214-215
- M.Malia, *L'Occident et l'énigme russe. Du cavalier de bronze au mausolée de Lénine*, Seuil, 2003, 533 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janv.-mars 2004, p. 183, dans *Historiens & Géographes*, octobre 2004, pp. 501-503
- Th.Malleret & M.Delaporte, *L'armée rouge face à la Perestroïka*, Complexe, 1991, 302 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai-juin 1992, p. 464
- P.Marchand, *Géopolitique de la Russie*, Ellipses, 2013, 624 p.
- L.Marcou, *Le Kominform*, FNSP, 1977, 344 p.
- L.Marcou, *L'Internationale après Staline*, Grasset, 1979, 320 p.
- L.Marcou, *Le mouvement communiste international*, Que sais-je?
- M.Massip, *La vérité est fille du temps. Alexandre Kasem-Beg et l'émigration russe en Occident (1902-1977)*, Genève, Georg, 1999, 758 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, pp. 203-204
- H.Michel, *Et Varsovie fut détruite*, Albin Michel, 1984, 455 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, déc. 1984, p. 548
- S.Palmer, *Dictatorship of the Air. Aviation Culture and the Fate of Modern Russia*, Cambridge University Press, 2006, 308 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2007, pp. 302-303
- M.-P.Rey, "La politique extérieure soviétique à l'heure gorbatchévienne", *Historiens & Géographes*, mars-avril 1990, pp. 373-384
- M.-P.Rey, *La tentation du rapprochement, France et URSS à l'heure de la détente (1964-1974)*, Publications de la Sorbonne, 1992, 365 p.
- M.-P.Rey, "La nation russe et le nationalisme grand-russien", *Bulletin de la SHMC*, 1996, 1-2, pp. 47-54
- M.-P.Rey, *Le dilemme russe. La Russie et l'Europe occidentale d'Ivan le Terrible à Boris Eltsine*, Flammarion, 2002, 354 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janv.-mars 2003, p. 153
- M.-P.Rey dir., « L'URSS et le Sud », n° de *Outre-Mers. Revue d'histoire*, 2007, compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2008, pp. 233-234
- J.-Chr.Romer, *La guerre nucléaire de Staline à Khrouchtchév*, Publications de la Sorbonne, 1991, 405 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai-juin 1992, pp. 463-464
- A.Roport, *La misère et la gloire. Histoire culturelle du monde russe de l'an mil à nos jours*, Armand Colin, coll. "Histoires", 1992, 408 p.
- L.Rucker, "Les archives de la politique extérieure soviétique", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1995, pp. 139-142
- L.Rucker, *Staline, Israël et les Juifs*, PUF, 2001, compte rendu dans *Historiens & Géographes*, oct. 2002, p. 373
- A.Ruzé, *La Moldova entre la Roumanie et la Russie, de Pierre le Grand à Boris Eltsine*, L'Harmattan, 1997, 217 p.
- H.Salisbury, *Chine-URSS, la guerre inévitable*, Albin Michel, 1970, 344 p.
- A.Salomon, *L'Union soviétique et la Shoah*, La Découverte, 2008, 342 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, octobre-décembre 2009, pp. 428-429
- Y.Santamaria, *1939, le pacte germano-soviétique*, Bruxelles, coll. "Complexe", 1998, 142 p.
- J.Sapir, *Le système militaire soviétique*, La Découverte, 1988, 343 p.

J.Sapir, *La Mandchourie oubliée. Grandeur et démesure de l'art de la guerre soviétique*, Éditions du Rocher, 1996, 293 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juill.-sept. 1997, p. 188

P.de Senarclens, *Yalta, Que sais-je?*, compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juill.-août 1987, p. 1682

D.Sesemann, *Les confessions d'un métèque. Du Paris d'avant-guerre à l'URSS stalinienne. Du Moscou des dissidents à la France mitterrandienne*, J.-Cl.Lattès, 2001, 280 p.

J.W.Steinberg, *All the Tsar's Men : Russia's General Staff and the Fate of the Empire, 1898-1914*, Baltimore, 2010, 383 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2011, p. 253

J.-F.Steinert, *Varsovie 44*, Flammarion, 1975, 280 p.

N.Struve, *Soixante-dix ans d'émigration russe. 1919-1989*, Fayard, 1996, 304 p.

A.Sumpf, *La Grande Guerre oubliée. Russie 1914-1918*, Perrin, 2014, 527 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, avril-juin 2016, pp. 211-212

T.Ter Minassian, "Les avatars du "grand dessein" russe" (en Méditerranée), *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1991, pp. 65-73

T.Ter Minassian, *Colporteurs du Komintern. L'Union soviétique et les minorités au Moyen-Orient*, Presses de Sciences Po, 1997, 353 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept. 2000, pp. 674-676, dans *Historiens & Géographes*, oct. 2000, pp. 577-578

A. de Tinguay, *1972. USA-URSS, la détente*, Complexe, 1985

T.Tzouliadis, *Les Abandonnés. Le destin des Américains qui ont cru au rêve soviétique*, trad. fr., J.-C.Lattès, 2009, 516 p.

J.-L.Van Regemorter, *La Russie et le monde au XXe siècle*, Masson/Armand Colin, 1996, 200 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, oct.-déc. 1996, pp. 152-153

A.Viatteau, *1939-1947. Staline assassine la Pologne*, Seuil, 1999, 342 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, pp. 202-203

A.Wenger, *Rome et Moscou (1900-1950)*, Desclée, 1987, 684 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, déc. 1988, p. 374

R.Yakemtchouk, *La politique étrangère de la Russie*, L'Harmattan, 2008, 438 p.

M.Zeidler, *Reichswehr und Rote Armee. 1920-1933*, Munich, 1993, 374 p.

Ch.Zorgbibe, *La question de Berlin*, Dossier U2, 96 p.

□ Relations extérieures de l'Italie

M.Abbate dir., livre sur les relations entre Italie fasciste et les États-Unis, Italie, 2002, 171 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, oct.-déc. 2003, p. 157

B.Arcidiacono, *Le "précédent italien" et les origines de la Guerre froide. Les Alliés et l'occupation de l'Italie. 1943-1944*, Bruxelles, 1984, 482 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 6, pp. 178-179

R.Atkinson, *The Day of Battle : the War in Sicily and Italy, 1943-1944*, New York, 2007, 791 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle*, avril-juin 2009, p. 215

J.-D.Avenel & C.Paoletti, *L'Empire italien (1885-1946)*, Economica, 2014, 156 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janvier-mars 2016, p. 259

T.Baris, « Le corps expéditionnaire français en Italie. Violences des libérateurs durant l'été 1944 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2007, pp. 47-61

J.Bessis, *La Méditerranée fasciste* (visées de l'Italie fasciste sur la Tunisie), Paris, 1981, 403 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept. 1983, pp. 518-520

J.W.Borejsza, *Il fascismo e l'Europa orientale, dalla propaganda all'aggressione*, Rome-Bari, 1981, 306 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1985, pp. 179-180

R.Bottoni dir., *L'Imperio fascista : Italia ed Etiopia (1935-1941)*, Bologne, Il Mulino, 2008, 615 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2009, pp. 208-209

R.Bournazel, *Rapallo. Naissance d'un mythe*, FNPS, 1974, 259 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1978

Collectif, *Vitalité et contradictions de l'avant-garde. Italie-France, 1909-1924*, (recueil de textes), José Corti, 1988, 298 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1988, p. 149.

Collectif, *De Machiavel à Benedetto Croce* (recueil d'articles sur la politique extérieure)

Colloque *La France et l'Italie pendant la Première Guerre mondiale* (Grenoble, 1973), Presses universitaires de Grenoble, 1976, 619 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, sept.-oct. 1978, p. 154.

Colloque *Italiens et Espagnols en France, 1938-1946*, CNRS, 1991, 692 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juill.-sept. 1992, pp. 100-102

Colloque *De Gaulle et l'Italie*, École française de Rome, 1997, 276 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juill.-sept. 1998, pp. 200-201

P.Corner, "La mémoire de la guerre et le fascisme italien", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 1994, pp. 60-66

J.Doresse, *Histoire de l'Éthiopie*, Que sais-je?

M.Dumoulin dir., *Mouvements et politiques migratoires en Europe depuis 1945 : le cas italien*, Bruxelles, Ciaco éd., 1989, 145 p.

J.-B.Duroselle, *Italia e Francia, 1946-1954*, Milan, 1988, 329 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1990, pp. 134-135

O.Forlin, « Médiation culturelle, débats et affrontements idéologiques après 1945. La réception de l'œuvre d'Elio Vittorini par les intellectuels français », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juillet-septembre 2006, pp. 77-99

D.Francfort, "Etre mussolinien en Lorraine : les fascistes italiens face aux associations (1921-1939)", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1991, pp. 313-336

M.Gallo, *L'Affaire d'Ethiopie*, Paris, 1967

D.J.Grange, *L'Italie et la Méditerranée (1896-1911)*, École française de Rome, 1994, 2 vol., 1 702 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1998, pp. 312-315, dans *Historiens & Géographes*, janv.-fév. 1998, pp. 411-412

P.Guillen "La réinsertion internationale de l'Italie après la chute du fascisme (1943-1947)", *Relations internationales*, n° 31, automne 1982

F.Heurtebise, « Washington face à la participation des communistes au gouvernement en Italie (1973-1979) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2014, pp. 95-111

N.Labanca, livre sur les expositions et musées coloniaux, compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1993, pp. 142-143

M.Langereau, *Une sécession manquée* (le Val d'Aoste), Aoste, 1985, 93 p.

M.Langereau, *La France et les questions valdôtaines au cours et à l'issue de la seconde Guerre mondiale*, Société d'Histoire alpine et italienne, Grenoble, 1975

M.Langereau, *Le général de Gaulle, la Vallée d'Aoste et la frontière italienne des Alpes*, Université de Grenoble-Musumeci, 1980

M.Lazar, "Les partis communistes italien et français et l'après-Staline", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1990, pp. 3-13

F.Le Houërou, "Des oubliés de l'histoire, les *ensablés* en Éthiopie", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1989, pp. 153-165

F.Le Houréou, "Les *ascari* érythréens, créateurs de frontières", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juill.-sept. 1999, pp. 17-22

F. Le Moal, *La France et l'Italie dans les Balkans. 1914-1919. Le contentieux adriatique*, L'Harmattan, 2006, 408 p.

F.Ley, *La Révolution romaine et l'intervention française*, Fischbacher, 1981.

C.Malaparte, *Le soleil est aveugle*, trad. fr., Folio [sur l'offensive italienne de 1940]

F.Médard, « La deuxième guerre d'Éthiopie (1935-1936) », *Historiens & Géographes*, novembre 2006, pp. 181-190

M.-Chr.Michaud, *Les Italiens aux États-Unis. 1918-1929. Progrès et limites d'une assimilation*, L'Harmattan, 1998, 334 p.

J.-L.Miège, *L'impérialisme colonial italien de 1870 à nos jours*, Paris, 1957, réédition, SEDES, 1968

P.Milza, *Le fascisme italien et la presse française. 1920-1940*, Complexe, 1987, 288 p.

P.Milza dir., *Les Italiens en France de 1914 à 1940*, École française de Rome, 1986, 787 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1988, p. 141, *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept. 1988, pp. 524-526, *Historiens & Géographes*, déc. 1989-janv. 1990, pp. 439-440

M.Ostenc, *Ciano : un conservateur face à Hitler et Mussolini*, Éditions du Rocher, 2007, 317 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2008, pp. 267-268, dans *Historiens & Géographes*, mai 2009, p. 345

Chr.Poupault, « Les voyages d'hommes de lettres en Italie fasciste. Espoir du rapprochement franco-italien et culture de la latinité », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2009, pp. 67-79

S.Prezioso, « Aujourd'hui en Espagne, demain en Italie. L'exil antifasciste italien et la prise d'armes révolutionnaire », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2007, pp. 79-91

R.H.Rainero, *La politique arabe cde Mussolini pendant la Seconde Guerre mondiale*, trad. fr., Publisud, 2006, 280 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, avril-mai 2010, pp. 314-315

J.Rainhorn, *Paris-New York : des migrants italiens, années 1880-années 1930*, CNRS, 2005, 233 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2006, pp. 194-195

D.Rodogno, « La politique des occupants italiens à l'égard des Juifs en France métropolitaine. Humanisme ou pragmatisme ? », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2007, pp. 63-77

S.Romano, "L'Italie en guerre en 1918", *Historiens & Géographes*, déc. 1988, pp. 237-241

N.Vargaftig, « Les expositions coloniales sous Salazar et Mussolini (1930-1940) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2010, pp. 39-52

M.Vaussard, *De Pétrarque à Mussolini : évolution du sentiment nationaliste italien*, Armand Colin, 1961

□ Politique extérieure de l'Espagne

M.Alexander & H.Graham éd., *The French and Spanish Popular Fronts. Comparative perspectives*, Cambridge, 1989, 277 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1990, p. 168

A.Angoustures, "L'opinion publique française et l'Espagne, 1945-1975", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1990, pp. 672-686

A.Angoustures, "Les réfugiés espagnols en France de 1945 à 1981", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept. 1997, pp. 457-483

J.-F.Berdah, *La démocratie assassinée. La République espagnole et les grandes puissances, 1931-1939*, Berg International, 2000, 451 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 2001, pp. 142-143

D.Bonnafox, *Images d'Espagne en France au détour d'un siècle (XIXe-XXe)*, Publications de l'Université de Provence, Aix, 1999, 464 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 2000, p. 150

P.Broué, *Staline et la révolution. Le cas espagnol*, Fayard, 1993, 365 p.

P.Broué & E.Témime, *La Révolution et la Guerre d'Espagne*, Paris, 1961, 542 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1962

Collectif, "L'Espagne entre l'isolement et les alliances", *Relations internationales*, n° 50, été 1987

Colloque *Italiens et Espagnols en France, 1938-1946*, CNRS, 1991, 692 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 1992, pp. 100-102

S.Desazars de Mongailhard, *Madrid et le monde, Autrement, 2007*, compte rendu dans *Historiens & Géographes*, octobre-novembre 2008, p. 429

G.Dreyfus-Armand, *L'exil des républicains espagnols en France. De la guerre civile à la mort de Franco*, Albin Michel, 1999, 475 p.

G.Dreyfus-Armand & O.Martinez-Maler, *L'Espagne, passion française : 1936-1975. Guerres, exils, solidarités*, Les Arènes, 2015, 256 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, avril-juin 2017, p. 175-178

A.Dulphy, "La politique de la France à l'égard de l'Espagne franquiste. 1945-1949", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1988, pp. 123-140

A.Dulphy, "La France et la défense atlantique : le pacte hispano-américain de septembre 1953", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 2002, pp. 53-70

A.Fugier, *Napoléon et l'Espagne*, PUF, 1930, 2 vol.

C.Gruat & L.Martinez, *L'échange. Les dessous d'une négociation artistique entre la France et l'Espagne, 1940-1941*, Armand Colin, 2011, 240 p.

Fr.Guichard & B.Lavalle, *L'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la CEE*, Bordeaux, Maison des pays ibériques, 1993, 265 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, sept. 1996, p. 232

G.Hermet, *La Guerre d'Espagne*, Coll. "Points", 1989

J.-J.Jordi, *Les Espagnols en Oranie: 1830-1914*, Montpellier, Africa nostra, 1986, 314 p.

A.Lustiger, *Shalom libertad ! Les juifs dans la guerre civile espagnole*, Le Cerf, 1991, 524 p.

J.Meyer, "Décolonisation et sous-développement : le Mexique au XIXe siècle", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1967

D.W.Pike, "Aspects nouveaux du rôle de l'Espagne dans la Seconde Guerre mondiale", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1972

D.W.Pike, *La France et la Guerre d'Espagne (1936-1938)*, PUF, 1975, 472 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, avril-mai 1976, p. 555

D.W.Pike, "L'immigration espagnole en France (1945-1952)", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1977, pp. 286-300.

S.Prezioso, « *Aujourd'hui en Espagne, demain en Italie. L'exil antifasciste italien et la prise d'armes révolutionnaire* », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2007, pp. 79-91

V.Robert, "La *protestation universelle* lors de l'exécution de Ferrer. Les manifestations d'octobre 1909", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1989, pp. 245-265

D.Rolland dir., *L'Espagne et la guerre du Golfe...*, L'Harmattan, 2005, 304 p.

J.Sagnes, "Les Français et la Guerre d'Espagne", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 1990, pp. 117-118

J.Sagnes dir., *L'Espagne et la France à l'époque de la Révolution française, 1793-1807*, Actes du Colloque de Perpignan de 1992, Perpignan, Université de Perpignan, 1993, 424 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept. 1995, pp. 495-497

M.Seguella, *Pétain-Franco. Les secrets d'une alliance*, Albin Michel, 1992, 353 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai-juin 1993, pp. 524-525

C.Serrano, *L'enjeu espagnol, Parti communiste français et Guerre d'Espagne*, Messidor, 1987, 288 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janv.1988, p.387 & déc. 1988, pp. 372-373.

C.Serrano, *Madrid. 1936-1939*, Autrement, 1991

H.R.Southworth, *La destruction de Guernica. Journalisme, diplomatie, propagande et histoire*, Paris, 1975, 535 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1976, pp. 632-638

L.Stein, *Par-delà l'exil et la mort, les républicains espagnols en France*, Éditions Mazarine, 1982, 383 p.

H.Thomas, *La Guerre d'Espagne*, Paris, 1961, 697 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1962, réédition, Livre de Poche, 2 vol.

D.Urcelay-Maragnès, *Les volontaires cubains dans la défense de la République espagnole. 1936-1959. La légende rouge*, L'Harmattan, 2008, 290 p.

P.Vilar, *La Guerre d'Espagne*, Que sais-je?

J.-Cl.Villegas, *Plages d'exil. Les camps de réfugiés espagnols en France, 1939*, BDIC-Université de Bourgogne, 1989, compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, oct.-déc. 1989, p. 143

Y.Zurlo, *Ceuta et Melilla. Histoire, représentations et devenir de deux enclaves espagnoles*, L'Harmattan, 2005, 320 p.

□ Politique extérieure des États-Unis

M.Abbate dir., livre sur les relations entre Italie fasciste et les États-Unis, Italie, 2002, 171 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, oct.-déc. 2003, p. 157

G.Archibald, *Les États-Unis et l'UNESCO*, Publications de la Sorbonne, 1993, 380 p.

C.G.Arpy, *Patriots. The Vietnam War Remembered from all Sides*, New York, Kiking, 2003, compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2005, pp. 161-162

D.Artaud, *La fin de l'innocence. Les États-Unis de Wilson à Reagan*, Armand Colin, 1985, 380 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai-juin 1987, p. 1360

D.Artaud, *La question des dettes interalliées et la reconstruction de l'Europe (1917-1929)*, Thèse, Lille III-Champion, 1979, 2 vol., 1 000 p.

D.Artaud, "Le grand dessein de J.-F.Kennedy, proposition mythique ou occasion manquée ?", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1982, pp. 235-266

D.Artaud, "Le gouvernement américain et la question des dettes de guerre au lendemain de l'armistice de Rethondes (1919-1920)", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1973, pp. 201-229.

D.Artaud, "De Dien-Bien-Phu à Saigon (1954-1955) : coopération et malentendus transatlantiques", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 14, p. 106

D.Artaud, *Les États-Unis et leur arrière-cour [Amérique centrale]*, Hachette, coll. "Pluriel", 1995, 602 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juin-juillet 1996, p. 397

R.Atkinson, trilogie sur guerre américaine Seconde Guerre mondiale, New York, compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2014, p. 181-182

V.Aubourg, "L'Atlantic Union Committee, un groupe de pression internationaliste dans l'Amérique de la guerre froide, 1949-1962", dans J.Garrigues dir., *Les groupes de pression dans la vie politique contemporaine en France et aux États-Unis de 1820 à nos jours*, Presses universitaires de Rennes, coll. "Carnot", 2002, 314 p., pp. 289-300

R.Baer, *La chute de la CIA. Les mémoires d'un guerrier de l'ombre sur les fronts de l'islamisme*, Gallimard, coll. « Folio », 2002, 392 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, février 2006, pp. 463-464

S.Balme & D.Sabbagh, *Chine/États-Unis. Fascinations et rivalités*, Autrement, 2008, 172 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai 2009, pp. 294-295

D.Barjot & Chr.Réveillard dir., *L'américanisation de l'Europe occidentale au XXe siècle. Mythe et réalité*, Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 2002, 278 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, avril-juin 2003, pp. 196-197, dans *Historiens & Géographes*, mars 2003, pp. 526-527

D.Bayon, *L'Amérique mythifiée. Le "Reader's Digest" de 1945 à 1970*, CNRS-Presses universitaires du Mirail, 1989, 322 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janv.-mars 1990, pp. 125-126

E.Berenson, *La statue de la Liberté. Histoire d'une icône franco-américaine*, A.Colin, 2012, 256 p.

C.-J.Bertran & F.Bordat, *Les médias américains en France*, Belin, 1989, 272 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, oct.-nov. 1990, p. 380

A.Beziat, *Franklin Roosevelt et la France (1939-1945) : la diplomatie de l'entêtement*, L'Harmattan, 1997, 510 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai 2001, pp. 525-526

P.Biarnès, *Pour l'empire du monde. Les Américains aux frontières de la Russie et de la Chine*, Ellipses, 2005,

G.Bischof & S.Ambrose, *Eisenhower and the German POWs*, Baton Rouge, 1992, compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, avril-juin 1994, p. 138

F.Blancpain, *Haïti et les États-Unis. 1915-1934. Histoire d'une occupation*, L'Harmattan, 1999, 382 p.

B.Boene & M.-L.Martin, *L'Amérique entre Atlantique et Pacifique*, Fondation pour les Études de Défense nationale, 1987, 318 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janv. 1988, pp. 400-401

J.-F.Bonaldi, *L'empire US contre Cuba. Du mépris au respect*, L'Harmattan, 1989, 2 vol., 331 & 369 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janv.-mars 1990, p. 127

G.Bossuat, "Les aides américaines à la France", *Historiens & Géographes*, mars-avril 1998, pp. 157-172

J.-Fr.Boulanger, compte rendu du Colloque Reims sur rapports États-Unis et France 1917-1947, dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janv.-mars 1998, pp. 140-142

G.Bourgin & J.Bruhat dir., *Les politiques d'expansion impérialiste : J.Ferry, Léopold II, F.Crispi, J.Chamberlain, Th.Roosevelt*, PUF, 1949

Fr.Bozo, "De Gaulle, l'Amérique et l'Alliance atlantique. Une relecture de la crise de 1966", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juill.-sept. 1994, pp. 55-68

Fr.Bozo, *Deux stratégies pour l'Europe. De Gaulle, les États-Unis et l'Alliance atlantique (1958-1969)*, Plon & Fondation Charles de Gaulle, 1996, 287 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, oct.-déc. 1996, p. 153

Ph.Bretton, *La coexistence pacifique*, Coll. U, 328 p.

S.Brewer, *Why America Fights : Patriotism and War Propaganda from the Philippines to Iraq*, New York, Oxford University Press, 2009, 343 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2010, pp. 221-222

Z.Brzezinski, *Le grand échiquier, l'Amérique et le reste du monde*, Bayard, 1997, 273 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mars-avril 1998, pp. 543-544

A.B.Butler, *La Grande Guerre vue par les Américains. Carnet du cpt Alban B. Butler de la First Division. 1917-1919*, trad. fr., Albin Michel, 2017, 272 p.

B.Cabanes & J.-M.Pitte, *11 septembre. La Grande Guerre des Américains*, Armand Colin, 2003, 160 p.

C.Carlier, « Il y a 100 ans : les débuts de l'Aéronautique navale », *Historiens & Géographes*, novembre 2010, pp. 43-48

Cl.Carlier & G.Pedroncini dir., *Les États-Unis dans la Première Guerre mondiale (1917-1918)*, Economica, 1992, 228 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, déc. 1993, p. 502

J.M.Carter, Livre sur la part du Vietnam dans les dépenses publiques américaines, New York, Cambridge University Press, 2008, 268 compte rendu dans *Vingtième Siècle*, avril-juin 2009, p. 217

L.Césari, "La menace d'intervention militaire américaine pendant la Conférence de Genève et la stratégie des États-Unis (1954)", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 1989, pp. 3-20

G.Chaliand & A.Blin, *America is Back. Les nouveaux Césars du Pentagone*, Bayard, 2003, 226 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, avril 2004, p. 559

A.Chauprade dir., *Géopolitique des États-Unis*, Ellipses, 2013, 416 p.

J.-Y.Cleach, J. Le Morvan & B.Steck, *La puissance américaine*, Ellipses, 1994, 239 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, déc. 1994, p. 455

Fr.Cochet, M.-Cl.Genet-Delacroix & H.Trocmé, *Les Américains et la France (1917-1947). Engagements et représentations*, Maisonneuve et Larose, 1999, 262 p.

W.I.Cohen dir., *The Cambridge History of American Foreign Relations*, Cambridge University Press, 1993, 4 vol., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1999, pp. 360-364

Collectif, *Les États-Unis et l'Europe*, n° 11, automne 1977, de *Relations internationales*

Collectif, "Les enjeux actuels du Pacifique", *Historiens & Géographes*, mars-avril 1990, pp. 283-327

Collectif, "L'Histoire de l'Amérique du Nord vue de France", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1990, n° spécial

Collectif, *La frontière Mexique-États-Unis*, Aix-en-Provence, 1995, 264 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, déc. 1995, p. 440

Collectif, *Le plan Marshall et le relèvement de l'Europe*, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 1993, 840 p., compte rendu dans *Bulletin de la Société d'Histoire moderne*, 1998/1&2, pp. 120-121

Collectif, *La politique étrangère des États-Unis. Fondements, acteurs, formulation*, Presses de Sciences Po, 2003, 384 p.

Collectif, *Europe-Amérique du Nord. Cinq siècles d'interactions*, Armand Colin, coll. U, 2008, 320 p.

Collectif, livre sur culture et guerre du Vietnam, New York, 2009, 314 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle*, avril-juin 2011, pp. 187-188

Colloque *La Révolution américaine et l'Europe* (Toulouse, 1978), CNRS, 1980, 596 p.

Colloque *De l'antiaméricanisme à l'américanophilie. Rejet et fascination d'un modèle* (Paris, 1984), compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1985, pp. 167-169.

J.K.Cooley, *CIA et Jihad. 1950-2001. Contre l'URSS, une désastreuse alliance*, Autrement, 2002, 287 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, février 2006, pp. 463-464

M.Cordillot, "Les blanquistes à New York (1871-1880)", *Bulletin de la Société de 1848*, 1990, pp. 77-92

M.Cordillot, *Utopistes et exilés du Nouveau Monde. Des Français aux États-Unis de 1848 à la Commune*, Vendémiaire, 2013, 382 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, avril-mai 2016, p. 248

Fr.David, *John Foster Dulles et la France*, Mémoire DEA, Paris IV, 1997, 221 p.

Fr.David, *John Foster Dulles, secrétaire d'État, et la France (1953-1959). Les relations franco-américaines entre idéalisme politique et réalités militaires*, Thèse Université Paris-IV, 14 octobre 2006, 4 vol. dactyl., 1616 p.

M.Delaporte, *La Politique étrangère américaine depuis 1945*, Complexe, coll. "Questions au XXe siècle", 1996, 300 p.

C.Delmas, *La coexistence pacifique*, Que sais-je?

E.Demaille, « Les affiches de recrutement américaines (1914-1918)... », *Historiens & Géographes*, juillet-août 2015, pp. 45-54

L.Dollot, *Le Libéria*, Que sais-je?

A.Dubosclard, *Histoire de la Fédération des Alliances françaises aux États-Unis (1902-1997). L'Alliance au cœur*, L'Harmattan, 1998, 192 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, avril-juin 1999, p. 196

P.Duignon & L.H.Gann, *The United States and Africa. A history*, Hoover Institute, 1984, 450 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1986, pp. 136-137

A.Dulphy, "La France et la défense atlantique : le pacte hispano-américain de septembre 1953", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 2002, pp. 53-70

P.-M.Durand, *L'Afrique et les relations franco-américaines des années soixante : aux origines de l'obsession américaine*, L'Harmattan, 2007, 554 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle*, octobre-décembre 2008, pp. 251-252

C.Durandin, *Les États-Unis, grande puissance européenne*, Armand Colin, coll. « Histoire au présent », 2004, 256 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, février 2006, p. 463

A.-M.Duranton-Crabol, *Alvin Johnson et Varian Fry. Au secours des savants et artistes européens, 1933-1945*, Michel Houdiard, 2002, 114 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept. 2003, pp. 234-236

J.-B.Duroselle, *De Wilson à Roosevelt. Politique extérieure des États-Unis de 1913 à 1945*, Armand Colin, 1960, 494 p.

J.-B.Duroselle, *La France et les États-Unis des origines à nos jours*, Seuil, coll. "L'Univers historique", 1976, 288 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1977, pp. 657-659.

J.H.Ebel, *Fath in the Fight : Religion and the American Soldier in the Great War*, Princeton University Press, 2010, 272 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle*, avril-juin 2011, pp. 186-187

D.Eisenhower, *Croisade en Europe*, réédition, Nouveau Monde, 2013, 628 p.

J.Farmer, *The Ground Truth : The Untold Story of America Under Attack on 9/11*, New York, Riverhead Books, 2009, 388 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2010, pp. 223-224

J.Faure, "Croisade américaine en 1950 : la délivrance des *nations captives* d'Europe de l'Est", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janv.-mars 2002, pp. 5-14

H.Fehrenbach, *Race after Hitler. Black Occupation Children in Postwar Germany and America*, Princeton University Press, 2005, 263 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2006, pp. 136-137

B.Fleury-Vilatte, *Les médias et la guerre du Golfe*, Presses universitaires de Nancy, 1992, 156 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, déc. 1993, pp. 508-509

A.Fontaine, *Histoire de la Guerre froide*

A.Fontaine, *Histoire de la "détente" (1962-1981)*, Seuil, coll. "Points", 1984

Fr.Garçon, *La Guerre du Pacifique*, Casterman-XXe siècle, 1997, 128 p.

M.Gayte, « Les États-Unis et le Vatican dans les années 1980. Au-delà de la *sainte alliance* », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2011, pp. 105-117

R.Girardet, *La défense de l'Europe*, Complexe, 1988, 192 p.

J.Godechot, *L'Europe et l'Amérique à l'époque napoléonienne. 1800-1815*, Nouvelle Clio, 1967

J.Godechot, *Histoire de l'Atlantique*, Paris, 1947

A.Grosser, *Les Occidentaux. Les pays d'Europe et les États-Unis depuis la guerre*, Fayard, 1978, 438 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juill. 1979, p. 823

F.Guelton, *La guerre américaine du Golfe. Guerre et puissance à l'aube du XXe siècle*, Presses universitaires de Lyon, 1996, 266 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, oct.-nov. 1997, p. 506

P.Guerlain, *Miroirs transatlantiques. La France et les États-Unis entre passions et indifférences*, L'Harmattan, 1996, 315 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janv.-mars 1997, pp. 185-186, dans *Historiens & Géographes*, oct.-nov. 1997, p. 513

J.Heffer, *Les États-Unis et le Pacifique. Histoire d'une frontière*, Albin Michel, coll. "L'évolution de l'humanité", 1996, 511 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, avril-juin 1998, pp. 175-176

F.Heurtebise, « Washington face à la participation des communistes au gouvernement en Italie (1973-1979) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2014, pp. 95-111

P.Higonnet, *Sister Republics. The Origins of French and American Republicanism*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1988, 317 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1990, pp. 357-359

J.M.Hogan, *The Marshall Plan. America, Britain, and the reconstruction of Western Europe, 1947-1952*, Cambridge University Press, 1987, 482 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill. 1988, pp. 143 & suiv.

J.Hogge & J.Savage, "De Gaulle à New York", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1991, pp. 91-94

P.Hollander, *Anti-Americanism at home and abroad, 1965-1990*, New York & Oxford, 1992, 515 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1992, pp. 97-98

A.J.Huebner, *The Warrior Image : Soldiers in American Culture from the Second World War to the Vietnam Era*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2008, 384p., compte rendu dans *Vingtième Siècle*, avril-juin 2009, pp. 5-217

- R.Jeffreys-Jones, *The CIA and American democracy*, New Haven-Londres, Yales University Press, 1989, 338 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janv.-mars 1990, pp. 126-127
- J.Jensen, *Army Surveillance in America. 1775-1980*, Yale University Press, 1991, 325 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, sept. 1992, p. 437
- R.D.Johnson, *Congress and the Cold War*, Cambridge University Press, 2006, 346 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, octobre-décembre 2008, pp 251-252
- A.Joxe, *L'Amérique mercenaire*, Stock, 1992, 440 p.
- A.Kaspi, *Le temps des Américains. Le concours américain à la France en 1917-1918*, Publications de la Sorbonne, 1976, 375 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, sept.-oct. 1977, dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept.1980, pp. 525-528.
- A.Kaspi, "Les États-Unis et le problème français de novembre 1942 à juillet 1943", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1971, pp. 203-236
- G.F.Kennan, *Le mirage nucléaire. Les relations américano-soviétiques à l'âge de l'atome*, La Découverte, 1984, 260 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 4, pp. 167-168
- W.B.Kennedy, "La Révolution française vue d'Amérique", *Historiens & Géographes*, mars-avril 1991, pp. 421-426
- R.Khalidi, *Sowing Crisis : The Cold War and American Dominance in the Middle East*, Boston, 2010, 308 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle*, octobre-décembre 2011, p. 219
- M.Klein, *A Call to Arms : Mobilizing America for World War II*, New York, 2013, 897 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2014, p. 180-181
- A.Kozovoï, « L'enfance au service de la guerre froide. Le voyage de Samantha Smith en URSS (juillet 1983) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2007, pp. 195-207
- R.F.Kuisel, "L' American Way of Life et les missions françaises de productivité", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1988.
- R.F.Kuisel, *Seducing the French, the dilemma of Americanization*, University of California Press, 1993, 296 p., trad. fr., *Le miroir américain. 50 ans de regard français sur l'Amérique*, J.-Cl.Lattès, 1996, 392 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1996, pp. 186-189, dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janv.-mars 1998, pp. 172-173
- D.Lacorne, J.Rupnik & M.-F.Toinet, *L'Amérique dans la tête. Un siècle de fascination et d'aversion*, Hachette, 1986, 308 p.
- J.-M.Lacroix & J.Cazemajou dir., *La guerre du Vietnam et l'opinion publique américaine*, Presses de la Sorbonne nouvelle, 1991, 200 p.
- A.Lacroix-Riz, "Négociation et signature des accords Blum-Byrnes (octobre 1945-mai 1946)", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept. 1984
- A.Lacroix-Riz, *Les protectorats d'Afrique du Nord entre la France et Washington, du débarquement à l'indépendance. Maroc et Tunisie, 1942-1956*, L'Harmattan, 1988, 262 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, août-sept. 1989, pp. 357-358
- A.Lacroix-Riz, "Une *politique douce* précoce : Paris face à la politique allemande de Washington, 1944-1945", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept. 1991, pp. 428-461
- J.-M.Lacroix & J.Cazemajou dir., *La guerre du Vietnam et l'opinion publique américaine (1961-1973)*, Presses de la Sorbonne nouvelle, 1991, 199 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1992, pp. 98-99
- W.Lafeber, *The American Age. United States Foreign Policy at Home and Abroad since 1750*, New York, 1990, 759 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, fév.-mars 1992, p. 517, sept. 1992, p. 437
- H.Laurens, *L'Orient arabe à l'heure américaine : 1991-2004*, Armand Colin, 2004, 304 p.
- É.Laurent, *La guerre des Bush*, Plon, 2003
- R.Ledru, *Les catholiques américains et la guerre au XXe siècle*, Arras, Artois Presses Université, 2000, 300 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juill.-sept. 2001, pp. 143-144

M.Lefèvre, *Le Soutien américain à la francophonie : enjeux africains, 1960-1970*, Presses de Sciences Po, 2010, 292 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2011, pp. 272-273

L.Leff, [L'Holocauste vu par le *New York Times*], Cambridge University Press, 2005, 426 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2005, p. 170

A.-Ch.Lepeuple, "Radio Free Europe et Radio Liberty (1950-1994)", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1995, pp. 31-45

A.-Ch.Lepeuple, "Radio Europe Libre et le soulèvement hongrois de 1956", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 2000, pp. 177-195

J.-H.Louis, *L'engrenage de la violence. La guerre psychologique aux États-Unis pendant la 2e Guerre mondiale*, Payot, 1987, 342 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, oct.-déc. 1987 pp. 369-370 & *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1988, p. 152

E.Loyer, "La Voix de l'Amérique. Un outil de la propagande radiophonique américaine aux mains d'intellectuels français", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 2002, pp. 79-98

J.Lukacs, *George Kennan : A Study of Character*, Yale University Press, 2007, 207 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2010, pp.275-276

G.E.Maguire, "Notre mal de tête commun : Churchill, Roosevelt et de Gaulle", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1995, pp. 593-608

J.Major, *Prize possession : The United States and the Panama Canal, 1903-1979*, Cambridge University Press, 1993, 432 p., compte rendu dans *Bulletin de la Société d'histoire moderne et contemporaine*, 1999/3 & 4, pp. 95-96

C.Mansour, *Israël et les États-Unis ou les fondements d'une doctrine stratégique*, Armand Colin, 1995, 288 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1998, pp. 510-512

É.Marienstras, *Nous, le Peuple. Les origines du nationalisme américain*, Gallimard, 1988, 479 p.

É.Marienstras dir., *L'Amérique et la France, deux révolutions*, Publications de la Sorbonne, 1990, 221 p.

B.Martin, "Les relations entre les États-Unis et les démocraties occidentales de 1938 à 1941", *Guerres mondiales et conflits contemporains*, juillet 1991

J.Mearsheimer & S.Walt, *Le lobby pro-Israélien et la politique étrangère américaine*, La Découverte, 2007, 500 p.

P.Melandri, *L'Alliance atlantique*, Gallimard-Julliard, coll. "Archives", 1979, 281 p.

P.Melandri, *Les États-Unis face à l'unification de l'Europe. 1945-1954*, Publications de la Sorbonne, 1980, 534 p.

P.Melandri, *La politique extérieure des États-Unis de 1945 à nos jours*, PUF, 1982, coll. "L'historien", 256 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, oct. 1982, p. 257, réédition, 1995, 325 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1995, pp. 196-197

P.Melandri, "Imaginer l'inimaginable. Guerre nucléaire et stratégie américaine depuis 1945", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1984, pp. 57 & suiv.

P.Melandri, *Une incertaine alliance. Les États-Unis et l'Europe (1973-1983)*, Publications de la Sorbonne, 1988, 431 p.

P.Melandri, "L'œil de la tempête. Les États-Unis et le Golfe persique de 1945 à 1990", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 1992, pp. 3-25

P.Melandri, "Les États-Unis et le Kosovo. Les risques d'un leadership à bon marché", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 2000, pp. 3-20

P.Melandri & S.Ricard, *Les États-Unis et la fin de la Guerre froide*, L'Harmattan, 2005, 213 p.

P.Melandri & S.Ricard dir., *Ethnocentrisme et diplomatie. L'Amérique et le monde au XXe siècle*, L'Harmattan, 2001, 254 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 2003, pp. 149-150

P.Melandri & S.Ricard dir., *Les États-Unis face aux révolutions. De la Révolution française à la victoire de Mao en Chine*, L'Harmattan, 2006, 226 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai 2008, p. 399

P.Melandri & S.Ricard dir., *La politique extérieure des États-Unis au XXe siècle : le poids des déterminants intérieurs*, L'Harmattan, 2007, 366 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai 2009, p. 294

P.Melandri & J.Vaisse, *L'empire du milieu. Les États-Unis et le monde depuis la fin de la guerre froide*, Odile Jacob, 2001, 550 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, avril-juin 2002, pp. 198-199

Y.Mens, *Les États-Unis et le Moyen-Orient*, La Documentation française, coll. "Problèmes politiques et sociaux", 1992, 60 p.

J.Miller & M.Molesky, *Maudits Français ! Trois siècles de relations tumultueuses entre la France et l'Amérique*, Éditions Saint-Simon, 2005, 336 p.

S.P.Newman, « La Révolution française vue de loin : la célébration de Valmy à Boston, en janvier 1793 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janvier-mars 2011, pp. 80-99

É.Nguyen, *La politique étrangère des États-Unis depuis 1945*, Levallois-Perret, Studyrama, 2004, 239 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, février 2006, pp. 467-468

Y.-H.Nouailhat, *Les Américains à Nantes et Saint-Nazaire. 1917-1919*, Les Belles Lettres, Paris, 1972, 250 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1974 & *Historiens & Géographes*, juin 1973, pp. 925-926

Y.-H.Nouailhat, *Les États-Unis et le monde au XXe siècle*, Armand Colin, coll. U, 1997, 272 p., réédition, 2001, 368 p., réédition, 2003, 368 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, octobre 2004, p. 449

Y.-H.Nouailhat & S. de la Foye, *Les États-Unis et l'Islam*, Armand Colin, 2006, 224 p.

P.Novick, *L'Holocauste dans la vie américaine*, Gallimard, 2001, 434 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, oct.-déc. 2002, pp. 167-168

P.Noville présente, *Mahan et la maîtrise des mers*, Berger-Levrault, 1981, 220 p.

K.Olmsted, *Real Enemies : Conspiracy Theories and American Democracy, World War I to 9/11*, New York, Oxford University Press, 2009, 320 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2010, pp. 222-223

Fr.Ouzan, *Ces juifs dont l'Amérique de voulait pas (1945-1950)*, Complexe, coll. "Questions au XXe siècle", 1996, 192 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, fév.-mars 1997, p. 547

J.-M.Palmier, *Weimar en exil*, Payot, 1987, 2 vol., 530 & 490 p, tome II, *Exil en Amérique*.

Y.-M.Péron, *L'image de la France dans la presse américaine, 1936-1947*, Bruxelles, Peter Lang, 2011, 472 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, octobre-novembre 2011, p. 370

P.Peretz, « Un tournant humanitaire de la politique étrangère américaine ? Carter et l'émigration des Juifs d'Union soviétique », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juillet-septembre 2007, pp. 138-158

É.Peuchot dir., *La France de la Révolution et les États-Unis*, Masson, 1995, 152 p.

F.G.Pogue, *George C.Marshall*, New York, 4 vol., 1963-1987, compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1990, pp. 139-141

J.Popkin, "Made in USA . Les historiens français d'Outre-Atlantique et leur histoire", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1993, pp. 303-320

J.Portès, "Les origines de la légende noire des accords Blum-Byrnes sur le cinéma", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1986, pp. 314-329.

J.Portès, "Les États-Unis dans les manuels d'Histoire et de Géographie de la Troisième République", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1981, pp. 195 & suiv.

J.Portès, *Les Américains et la guerre du Vietnam*, Complexe, coll. "Questions au XXe siècle", 1993, 358 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mars-avril 1994, pp. 529-530

J.Portès, *Les États-Unis et la guerre du Vietnam*, Complexe, 1993, réédition, 2008, 397 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, avril-mai 2010, p. 275

J.Portès, compte rendu de livres dans *Historiens & Géographes*, juillet 2005, pp. 392-393

B.Pujo, *Le général George C. Marshall (1880-1959). Par deux fois, il a sauvé l'Europe*, Economica, 2003, compte rendu dans *Historiens & Géographes*, avril 2004, p. 561

M.Quessard-Salvaing, note sur les déterminants de la politique extérieure des États-Unis, *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2007, pp. 235-236

R.Radosch & J.Milton, *Dossier Rosenberg*, Hachette, 1985, 317 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1986, pp. 137-138

S.Ricard dir., *États-Unis/Mexique. Fascination et répulsion réciproques*, L'Harmattan, 1996, 222 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juin-juill. 1998, p. 468

S.Ricard & J.Balmer édit., *La République impérialiste : l'expansionnisme et la politique extérieure des États-Unis. 1885-1919*, Aix, 1987, 396 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juill.-août 1988, p. 295

J.Richelison, *Spying on the Bomb : American Nuclear Intelligence from Nazi Germany to Iran and North Korea*, New York, 2007, 702 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle*, octobre-décembre 2008, pp. 252-253

R.Robin, "Diplomatie et commémoration : les cimetières militaires américains en France (1918-1955)", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1995, pp. 126-141

Ph.Roger, *Rêves et cauchemars américains. L'Amérique au miroir de l'opinion publique française (1945-1953)*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 1996, 357 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1998, pp. 194-195, dans *Historiens & Géographes*, août-sept. 1998, pp. 482-483

F.Romero, *L'empire américain*, Casterman/Giunti, 1997, 128 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, août-sept. 1998, p. 482

M.-J.Rossignol, *Le ferment nationaliste. Aux origines de la politique extérieure des États-Unis. 1789-1812*, Belin, 1994, 399 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, déc. 1994, p. 456

J.-R.Rougé & M.Antoine, *L'anticommunisme aux États-Unis de 1946 à 1994*, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 1995, 286 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, fév.-mars 1997, p. 547

S.Rousseau, *La Colombe et le Napalm. Des chrétiens français contre les guerres d'Indochine et du Vietnam, 1945-1975*, CNRS Éditions, 2002

P.de Senarclens, *Yalta*, Que sais-je?, compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juill.-août 1987, p. 1682

S.Serfaty, *La politique étrangère des États-Unis de Truman à Reagan : les années difficiles*, PUF, 1986, 248 p.

R.H.Spector, *La guerre du Pacifique, 1941-1945*, Albin Michel, 1987, 502 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1987, pp. 148-149

A.D.Taino Kari, *Relations américano-saoudiennes depuis la fin de la guerre froide. L'alliance stratégique à l'épreuve des cultures*, L'Harmattan, 2011, 226 p.

A. de Tinguay, *1972. USA-URSS, la détente*, Complexe, 1985

L.Tournès, "La diplomatie culturelle de la fondation Ford. Les éditions *Intercultural Publications* (1952-1959)", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 2002, pp. 65-78

L.Tournès, *Sciences de l'homme et politique : les fondations philanthropiques américaines en France au XXe siècle*, Les Classiques Garnier, 2011, 412 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle*, octobre-décembre 2011, p. 226-227

L.Tournès dir., *L'Argent de l'influence : les fondations américaines et leurs réseaux européens*, Autrement, 2010, 205 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle*, avril-juin 2011, pp. 217-218, dans *Historiens & Géographes*, octobre-novembre 2011, p. 371

D.Traxel, *Crusader Nation : The United States in Peace and the Great War (1898-1920)*, New York, Knopf, 2006, 413 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2010, pp. 290-291

J.-M.Trochon, "Les États-Unis à la conquête de la Lune", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1998, pp. 3-18

T.Tzouliadis, *Les Abandonnés. Le destin des Américains qui ont cru au rêve soviétique*, trad. fr., J.-C.Lattès, 2009, 516 p.

I.Vagnoux, "Les États-Unis et le Mexique : une alliance orageuse", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janv.-mars 1998, pp. 19-35

I.Vagnoux, *Les États-Unis et le Mexique. Histoire d'une relation tumultueuse*, L'Harmattan, 2003, 436 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2005, pp. 172-173, dans *Historiens & Géographes*, juillet 2005, p. 391

I.Vagnoux, « Washington et les régimes militaires sud-américains (1964-1989) . Des alliances encombrantes », *Vingtième Siècle*, janvier-mars 2010, pp. 17-32

W.O.Walker, *Opium and Foreign Policy: the Anglo-American Search for Order in Asia. 1912-1954*, University of North Carolina Press, 1991, 345 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1993, pp. 347-348

I.Wall, *L'influence américaine sur la politique française, 1945-1954*, Balland, 1989, 515 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1990, pp. 133-134, dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1990, pp. 366-367

I.Wall, "Les accords Blum-Byrnes...", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, n° 13, janv.-mars 1987

I.Wall, "Jean Monnet, les États-Unis et le plan français", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1991, pp. 3-21

I.Wall, *Les États-Unis et la guerre d'Algérie*, Soleb, 2006, 464 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, février 2008, p. 437-438

R.Woods, *Shadow Warrior: Willima Egan Colby and the CIA*, New York, 2013, 546 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2014, p. 217

D.S.Wyman, *L'abandon des juifs. Les Américains et la solution finale*, Flammarion, 1987, 460 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juill.-août 1987, p. 1682 & *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1987, p. 147

H.Zinn & M.Konopacki, *Une histoire populaire de l'Empire américain*, trad. fr., 2009, 288 p.

□ Politique extérieure de la Chine

C.Almey, *Belgique et Chine au cœur de la guerre froide, 1954-1957. La politique des petits pas*, Bruxelles, 1994, 203 p.

A.Bennigsen, *Russes et Chinois avant 1917*, Flammarion, coll. "Questions d'Histoire", 1975, 185 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juin 1975, p. 630

M.-Cl.Bergère, "L'épuration à Shangai (1945-1946). L'affaire Sarly et la fin de la concession française", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janv.-mars 1997, pp. 25-41

M.Bettati, *Le conflit sino-soviétique*, Coll. U2, 1971, 2 vol., 333 & 270 p.

J.-P.Cabestan, *La politique internationale de la Chine*, Presses de Sciences Po, 464 p.

H.Carrère d'Encausse & S.Schram, *L'URSS et la Chine devant les révolutions dans les sociétés pré-industrielles*, Armand Colin, 1970, 108 p.

L.Césari & D.Varaschin dir., *Les relations franco-chinoises au vingtième siècle et leurs antécédents*, Arras, Artois Presses Université, 2003, 292 p.

I.Chang, *Le viol de Nankin. 1937 : un des plus grands massacres du XXe siècle*, Payot, 2007, 383 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janvier-mars 2008, pp. 231-232, dans *Vingtième Siècle*, octobre-décembre 2008, pp. 237-238, réédition, 2010, 368 p.

A.Chih, *L'Occident chrétien vu par les Chinois à la fin du XIXe siècle (1870-1900)*, PUF, 276 p.

Collectif, *La politique asiatique de la Chine*, Fondation pour les Études en Défense nationale, 1986, 358 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1988, p. 132

Collectif, "La Chine face au Monde", *Relations internationales*, avril 1995

Collectif, *Citadins et citoyens dans la Chine du 20^e siècle*, MSH, 2010, 604 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle*, avril-juin 2011, pp. 211-212

A.Delissen, « La nouvelle bataille des Falaises rouges ? À propos du manuel commun *Chine-Corée-Japon* », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2007, pp. 57-71

J.-Fr.Dufour, *Hong Kong. Enjeux d'une transition historique*, Le Monde Éditions/Marabout, 1997, 238 p.

R.Étiemble, *L'Europe chinoise*, Gallimard, 1988-1989, 2 vol.

F.Fejtö, *Chine-URSS. De l'alliance au conflit. 1950-1972*, Seuil, coll. "Points", 480 p.

E.Fouquaire-Brillet, *La Chine et le nucléaire*, Que sais-je?, 1999, 128 p.

Fr.Hourmant, *Au pays de l'avenir radieux. Voyages des intellectuels français en URSS, à Cuba et en Chine populaire*, Flammarion, 2000, 282 p.

F.Joyaux, *La politique extérieure de la Chine populaire*, Que sais-je? n° 2140, 1983, compte rendu dans *Historiens & Géographes*, sept.-oct. 1984, pp. 246-247

T.Kellner, *L'Occident de la Chine. Pékin et la nouvelle Asie centrale (1991-2001)*, PUF, 2008, 624 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, octobre-novembre 2011, pp. 371-372

F.Kressler, *L'action culturelle allemande en Chine. De la fin du XIXe siècle à la Seconde Guerre mondiale*, EHESS, 1989, 380 p.

P.Lescot, *L'empire rouge. Moscou-Pékin, 1919-1989*, Belfond, 1999, 504 p.

C.B.Levenson, *1949-1959. La Chine envahit le Tibet*, Complexe, coll. "La mémoire du siècle", 1995, 128 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juin-juillet 1996, p. 401

J.Lévesque, *Le conflit sino-soviétique*, Que sais-je? n° 1529

H.Lin, *Chiang Kai-Shek, de Gaulle contre Hô Chi Minh, Viêt-nam, 1945-1946*, L'Harmattan, 1994, 334 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, avril-juin 1996, pp. 491-492

E.Lincot, *Esquisse de Chine*, Belin, 2013, 215 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2014, p. 196-197

J.-L.Margolin, *L'armée de l'empereur. Violences et crimes du Japon en guerre. 1937-1945*, Armand Colin, 2007, 480 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2008, pp. 269-270 & avril-juin 2008, pp. 267-269

MB.Miller, *Shanghai on the Metro. Spies, Intrigue and the French between the Wars*, Berkeley University Press, 1995, compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juill.-sept. 1997, pp. 187-188

R.Mitter, « Le massacre de Nankin. Mémoire et oubli en Chine et au Japon », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2007, pp. 11-23

M.Nazet, *La Chine et le monde au XXe siècle. Les Chemins de la puissance*, Ellipses, 2012, 255 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, février 2014, pp. 328-329

V.Niquet, *Chine-Japon l'affrontement*, Perrin, 2006, compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai 2008, pp. 401-402

Ph.Richer, *La Chine et le Tiers Monde. 1949-1970*, Payot, 1971, 448 p.

T.Robin, *Le Coq face au Dragon, 1944-1964 : deux décennies de relations économiques franco-chinoises*, Genève, Droz, 2013, 594 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2014, p. 197-198

H.Salisbury, *Chine-URSS, la guerre inévitable*, Albin Michel, 1970, 344 p.

J.Sapir, *La Mandchourie oubliée. Grandeur et démesure de l'art de la guerre soviétique*, Éditions du Rocher, 1996, 293 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juill.-sept. 1997, p. 188

A.Shai, "La Grande-Bretagne en Chine pendant et après la seconde Guerre mondiale : contraintes financières ou grandeur impériale ?", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1986, pp. 670 & suiv.

B.T.Wakabayashi, *The Nanking Atrocity 1937-1938 : Complicating the Picture*, New York, 2007, 433p., compte rendu dans *Vingtième Siècle*, octobre-décembre 2008, pp. 238-239

J.Weber, *La France en Chine (1843-1943)*, Nantes, Presses académiques de l'Ouest et Ouest Éditions, 1997, 268 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, oct.-nov. 1998, p. 492

□ Politique extérieure générale de la France

J.Adda & M.-Cl.Smouts, *La France face au Sud. Le miroir brisé*, Karthala, 1989, 363 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1990, pp. 170-171

J.-J.Becker & St.Audouin-Rouzeau, *La France, la nation, la guerre, 1850-1920*, SEDES, coll. "Regards sur l'histoire", 1995, 387 p.

S.Berstein & J.-F.Sirinelli dir., *Les Années Giscard. Valéry Giscard d'Estaing et l'Europe. 1974-1981*, Armand Colin, 2006, 272 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2006, pp. 183-184

F.Bozo, *La Politique étrangère de la France depuis 1945*, La Découverte, coll. "Repères", 1997, 128 p.

F.Bozo, *La Politique étrangère de la France depuis 1945*, Champs, coll. « Histoire », 2012, 310 p., compte rendu par mes soins dans *Historiens & Géographes*, octobre-novembre 2012, p. 365

G. de Carmoy, *Les politiques étrangères de la France. 1944-1966*, Paris, 1967

Collectif, *Histoire de la Diplomatie française*, Perrin, 2005, 1 050 p.

Collectif, *Dictionnaire des ministres des Affaires étrangères, 1589-2004*, Fayard, 2005, 650 p.

Colloque *La France et les institutions de Bretton Woods (1944-1994)* (Bercy, 1994), Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 1998, 380 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1999, pp. 159-160

Colloque *Valéry Giscard d'Estaing et l'Europe. 1974-1981*, Armand Colin, 2006, 272 p.

C.Coutansais, *L'Empire des mers : atlas historique de la France maritime*, CNRS, 2015, 333 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janvier-mars 2016, p. 235-236

J.Dalloz, *La France et le monde depuis 1945*, Armand Colin, coll. "Cursus", 1993, 192 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juin-juill. 1994, p. 572, réédition, 2002, 240 p., réédition, 2014

M.Depeyre, *Tactiques et stratégies navales de la France et du Royaume Uni de 1690 à 1815*, Economica, 1998, 450 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janv.-févr. 1999, pp. 510-511

A.Dulphy, *La politique extérieure de la France depuis 1945*, Nathan-Université, 1995, 128 p.

A.Dulphy & C.Manigand, *La France au risque de l'Europe*, Armand Colin, 2006, 292 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2007, p. 288-289, dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2007, p. 255

J.-B.Duroselle, *La Décadence. 1932-1939*, Imprimerie nationale, 1979, 538 p., réédition, Seuil, coll. "Points", 1983, compte rendu dans *Historiens & Géographes*, fév.-mars 1980, p. 518 & *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars. 1980, pp. 165 & suiv.

J.-B.Duroselle, *L'Abîme. 1939-1945*, Imprimerie nationale, 1983, 612 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1984, pp. 699-702 & *Historiens & Géographes*, avril 1986, pp. 1308-1309, réédition, coll. "Points", 1990, 832 p.

J.-B.Duroselle, *Itinéraires, idées, hommes et nations d'Occident (XIXe-XXe siècles)*, Publications de la Sorbonne, 1991, 491 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai-juin 1992, p. 418

R.Frank, *La hantise du déclin. Le rang de la France en Europe, 1920-1960 : finances, défense et identité nationale*, Belin, 1995, 316 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1995, p. 178

J.Garnier dir., *Dictionnaire des guerres et des batailles de l'histoire de France*, Perrin, 2004, 910 p.

P.Gerbet, *Le relèvement. 1944-1949*, Imprimerie nationale, 1991, 481 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept. 1992, pp. 526-528

P.Gerbet, *La France et l'intégration européenne. Essai d'historiographie*, Peter Lang, 1996, 165 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juill.-août 1997, p. 516

R.Girardet, *Le nationalisme français. 1871-1914*, Coll. U

R.Girault & R.Frank, *La puissance française en question (1945-1949)*, Publications de la Sorbonne, 1988, 471 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1989, pp. 125-126

A.Grosser, *Affaires extérieures, la politique de la France. 1944-1989*, réédition, Flammarion, coll. "Champs", 1989, compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mars 1985, p. 852 & *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 7, pp. 186-187, dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1990, p. 170

- A.Grosser, *La Quatrième République et sa politique extérieure*, Paris, réédition, 1972, 440 p.
- J.Keiger, *France and the World since 1870*, Londres, Arnold, 2001, 261 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janv.-mars 2003, pp. 148-149
- A.Lacroix-Riz, *L'intégration européenne de la France. La tutelle de l'Allemagne et des États-Unis*, Le temps des cerises, 2007, 107 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai 2009, p. 229
- F. de La Serre, J.Leruez & H.Wallace dir., *Les politiques étrangères de la France et de la Grande-Bretagne depuis 1945*, FNSP/Berg, 1990, 259 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1991, pp. 127-128
- H.Laurens, *La Troisième République et l'Islam*, CNRS Éditions, 2004,
- Chr.Lequesne, *Paris-Bruxelles. Comment se fait la politique européenne de la France*, FNSP, 1993, 288 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, déc. 1993, p. 495
- Chr.Lequesne & M.Vaisse, *La Politique étrangère de Jacques Chirac*, Riveneuve, 2013, 248 p.
- G.Le Quintrec, *La France dans le monde depuis 1945*, Seuil, 1998, 64 p.
- O.Lowczyk, *La Fabrique de la paix : du Comité d'Études à la Conférence de la paix, l'élaboration par la France des traités de la Première Guerre mondiale*, Economica, 2010, 536 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2011, pp. 212-213
- P.Milza & R.Poidevin dir., *La puissance française à la Belle Époque. Mythe ou réalité ?*, Actes du colloque organisé en décembre 1989 par le Centre d'histoire de l'Europe du Vingtième Siècle (FNSP), le Centre de recherches d'histoire des relations internationales de l'Université de Strasbourg-III et l'Institut Pierre Renouvin (Paris-I), Bruxelles, Complexe, 239 p., compte rendu par mes soins dans *Bulletin de la Société d'histoire moderne et contemporaine*, 1994, n° 3-4, pp. 123-124
- S.Monnet, *La politique extérieure de la France depuis 1870*, A.Colin, coll. U, 2000, 224 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai 2001, pp. 527-528
- B. de Montferrand, *La France et l'étranger*, Albatros, 1988, 530 p.
- P.Moreau-Defarges, *La France dans le monde au XXe siècle*, Hachette, coll. "Les Fondamentaux", 1994, 160 p.
- D.Nordman, *Frontières de France. De l'espace au territoire, XVIe-XIXe siècles*, Gallimard, 1999, 644 p., compte rendu dans *Annales. Histoire, sciences sociales*, mars-avril 1999, pp. 413-415
- J.Penez, compte rendu d'un colloque sur la France et l'OTAN, dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janv.-mars 1997, pp. 153-155
- B.Phan dir., dossier « Enseigner la défense », *Historiens & Géographes*, juillet-août 2013
- É. du Réau, "La France et l'Europe d'Aristide Briand à Robert Schuman. Naissance, déclin et redéploiement d'une politique étrangère (1929-1950)", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1995, pp. 556-567
- Site des expatriés <http://www.expatries.org/>
- Site des Marseillais de l'étranger <http://marseille.integra.fr/exiles.html>
- G.-H.Soutou, *La Grande Illusion. Quand la France perdait la guerre, 1914-1920*, Tallandier, 2015, 379 p., compte rendu par Laurence Badel dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, avril-juin 2017, p. 209-210
- M.Tacel, *La France et le Monde au XXe siècle*, Masson, 1989, 250 p.
- M.Vaisse, *La puissance ou l'influence ? La France dans le monde depuis 1968*, Fayard, 2009, 649 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, avril-mai 2010, pp. 312-313
- J.Valette, *La France et l'Afrique*, SEDES, 1993, 2 vol., 318 &
- G.Vial, *La France dans la Seconde Guerre mondiale*, Ellipses, coll. "Le bac en tête", 1998, 64 p.
- J.-P.Zanco dir., *Dictionnaire des ministres de la Marine (1689-1958)*, L'Harmattan, 2011, 564 p.

□ Colonisation & décolonisation françaises

- Ch.-R.Ageron, *France coloniale ou parti colonial ?*, Paris, 1978, 302 p.
- Ch.-R.Ageron, *L'anticolonialisme en France de 1871 à 1914*, PUF, Dossier Clio, 1973, 96 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, fév.-mars 1976, p. 376.

Ch.-R.Ageron, *Les chemins de la décolonisation de l'empire français. 1939-1956*, CNRS, 1987, 576 p.

Ch.-R.Ageron, "L'Exposition coloniale de 1931", dans P.Nora dir., *Les lieux de mémoire*, Gallimard, 1984-1992, 3 tomes en 7 vol., tome I, pp. 561-594

Ch.-R.Ageron, "Les colonies devant l'opinion publique française (1919-1939)", *Revue française d'Histoire d'Outre-Mer*, n° 286, 1990

Ch.-R.Ageron, "L'opinion publique française et son attachement à l'empire colonial (1936-1939)", *L'Émoi de l'Histoire*, n° 8, 1990, pp. 65-75

Ch.-R.Ageron, *La décolonisation française*, Armand Colin, coll. "Cursus", 1991, 180 p., réédition, 1994, 192 p.

Ch.-R.Ageron & M.Michel dir., *L'Afrique noire française : l'heure des indépendances*, Éditions du CNRS, 1992, 729 p.

R.Aldrich, *Greater France. A history of French overseas expansion*, Hampshire et Londres, Macmillan Press, 1996, 369 p.

R.Aldrich, *Les traces coloniales dans le paysage français. Monuments et mémoires*, Société française d'histoire d'outre-mer, 2011, 388 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, octobre-novembre 2011, p. 368

J. d'Andurain, note sur une journée d'études sur les administrations coloniales, *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2007, pp. 247-248

N.Bancel & P.Blanchard dir., *Culture postcoloniale. 1961-2006. Traces et mémoires coloniales en France*, Autrement, 2006, 288 p., compte rendu par mes soins dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2007, pp. 355-356

D.Barjot & J.Frémeaux, *Les sociétés coloniales à l'âge des empires. Des années 1850 aux années 1950*, A.Colin, 2012, 400 p.

P.Barthélémy, *Africaines et diplômées à l'époque coloniale (1918-1957)*, Presses universitaires de Rennes, 2012, 346 p.

L.Beccaria, "Soldats perdus des guerres orphelines", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1989, pp. 103-110

Y.Benot, *Massacres coloniaux, 1944-1950 : la IVe République et la mise au pas des colonies françaises*, La Découverte, 1994, 200 p.

J.Binoche-Guedra, *La France d'Outre-Mer (1815-1962)*, Masson, 1992, 246 p., compte rendu par mes soins dans *Revue historique*, dans *Historiens & Géographes*, oct. 1993, p. 518

J.-P.Biondi, *Les anticolonialistes*, R.Laffont, 1992, 389 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, déc. 1993, p. 519

P.Blanchard & S.Lemaire dir., *Culture coloniale. La France conquise par son empire. 1871-1931*, Autrement, 2003, 256 p.

P.Blanchard & S.Lemaire dir., *Culture impériale. Les colonies au cœur de la République. 1931-1961*, Autrement, 2004,

H.Blet, *Histoire de la colonisation française*, Paris, Tomes II & III, 1947 & 1950.

D.Bouche, *Histoire de la colonisation française*, tome II, *Flux et reflux (1815-1962)*, Fayard, 1991, 607 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 1992, pp. 121-122, dans *Historiens & Géographes*, oct. 1993, pp. 518-519

S.Boulouque, *Les anarchistes français face aux guerres coloniales (1945-1962)*, Lyon, Atelier de création, 2003, 126 p.

J.Bouvier & R.Girault, *L'Impérialisme français d'avant 1914*, Mouton, 335 p.

J.Bouvier, R.Girault & J.Thobie, *L'Impérialisme à la française*, La Découverte, 1986, 300 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept., 1987, pp. 523-528, *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, sept.-oct. 1988, pp. 1191-1193

J.-P.Bras dir., *Faire l'histoire du droit colonial, cinquante ans après l'indépendance de l'Algérie*, Karthala, 2015, 324 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2016, pp. 181-182

H.Brunschwig, *L'Afrique noire au temps de l'Empire français*, Denoël, coll. "L'aventure

- coloniale de la France", 1988, 280 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai-juin 1989, p. 335
- H.Brunschwig, "La décolonisation : politique anglaise, politique française", *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, juill.-sept. 1957
- A.Chatriot & D.Gosewinkel dir., *Politiques et pratiques coloniales dans les empires allemands et français, 1880-1962*, Stuttgart, 2010, 299 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle*, octobre-décembre 2011, p. 193-194
- St.Chauvin, "Le cinéma colonial et l'Afrique, 1895-1962", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juill.-sept. 1994, pp. 143-144
- J.Clauzel, *La France d'outre-mer (1930-1960)*, témoignages, Karthala, 2004, 880 p.
- Collectif, *Histoire de la France coloniale*, Armand Colin, 1991, 2 vol., 846 & 654 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept. 1991, pp. 522-528, dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1991, pp. 106-107, dans *Historiens & Géographes*, sept. 1992, pp. 416-417, réédition, Pocket, Agora, 1996, 3 vol., 840, 630 & 551 p.
- Collectif, *La France colonisatrice* (recueil de textes), Éditions Liana Levi, 1984, 256 p.
- Collectif, *L'Empire du sport. Les sports dans les anciennes colonies françaises*, Aix-en-Provence, Centre des Archives d'Outre-Mer, 1992, 76 p.
- Collectif, *La loi du 19 mars 1946 : les débats à l'Assemblée constituante*, Saint-Denis de la Réunion, Commission Cultures et témoignages, coll. "Études et documents, 1946-1996", 1996, 237 p.
- Collectif, *Images d'Empire. 1930-1960. Trente ans de photographies officielles sur l'Afrique française*, La Documentation française, 1997, 336 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mars-avril 1998, pp. 530-531
- Collectif, *De l'Indochine à l'Algérie. La jeunesse en mouvements des deux côtés du miroir colonial, 1940-1962*, La Découverte, 2003, 348 p.
- Collectif, *La France d'outre-mer par ses timbres*, Timbropresse, 2004, 116 p.
- Collectif, *La fracture coloniale. La société française au prisme de l'héritage colonial*, La Découverte, 2005, 311 p., compte rendu Dominique Lejeune dans *Historiens & Géographes*, mai 2006, pp. 424-425, dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2006, p. 234
- Collectif, *Sud-Nord. Cultures coloniales en France (XIXe-XXe siècles)*, Privat, 2004, 300 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, octobre 2005, p. 420
- Collectif, « Vichy et les colonies », *Outre-mers*, 1^{er} sem. 2004, compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2006, pp. 153-154
- Collectif, *L'atlas de la France et ses colonies au XIXe siècle*, CD-Rom, Bouffémont, CDIP, 2007, compte rendu dans *Historiens & Géographes*, octobre-novembre 2007, p. 354
- Collectif, *L'Esprit économique impérial (1830-1970) : groupes de pression et réseaux du patronat colonial en France et dans l'Empire*, Publications de la SFHOM, 2008, 843 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2008, pp. 279-281
- Collectif, *Culture coloniale en France. De la Révolution française à nos jours*, CNRS Éditions, 2008, 764 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2009, pp. 352-353
- Collectif, *L'Esprit économique impérial (1830-1970) : groupes de pression et réseaux du patronat colonial en France et dans l'Empire*, Publications de la SFHOM, 2008, 843 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2009, pp. 220-221
- Collectif, *Cent Ans d'histoire des outre-mers. SFHOM, 1912-2012*, Publications de la SFHOM, 2013, 659, compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2014, p. 195-196
- Collectif, n° spécial de *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2016
- Colloque *Les chemins de la décolonisation* (IHTP, 1984), CNRS, 1986, 564 p.
- Colloque *Brazzaville. Aux sources de la décolonisation*, Plon, 1988, 384 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1989, pp. 122-123
- Colloque de l'ENS (1977) *Sciences de l'homme et conquête coloniale. Constitution et usages des sciences humaines en Afrique (XIXe-XXe siècles)*, Presses de l'ENS, 1980, 250 p.
- G.Comte, *L'Empire triomphant (1871-1936). L'Afrique occidentale et équatoriale*, Denoël, coll. "L'aventure coloniale de la France", 1988, 390 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai-

juin 1989, p. 334

A.L.Conklin, *A Mission to Civilize. The Republican Idea of Empire in France and West Africa. 1895-1930*, Stanford University Press, 1997, 367 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, oct.-nov. 1998, pp. 498-500

Fr.Constant & J.Daniel dir., 1946-1996. *Cinquante ans de départementalisation outre-mer*, L'Harmattan, 1997, 478 p.

C.Coquery-Vidrovitch dir., *L'Afrique occidentale au temps des Français. Colonisateurs et colonisés (1860-1960)*, La Découverte, 1992, 460 p.

R.&M.Cornevin, *La France et les Français outre-mer*, Tallandier, 1990

D.Costantini, *Mission civilisatrice. Le rôle de l'histoire coloniale dans la construction de l'identité politique française*, La découverte, 2008, 386 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2009, p. 353

R.Delavignette & Ch.-A.Julien, *Les constructeurs de la France d'outremer*, Paris, 1946.

Chr.Delporte, compte rendu de l'exposition *Images et colonies (1880-1962)*, dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, avril-juin 1994, pp. 129-131

H.Deschamps, *Méthodes et doctrines coloniales de la France*, Armand Colin, 1953.

R.Deville & N.Georges, *Les Départements d'Outre-Mer. L'autre décolonisation*, Gallimard, coll. "Découvertes", 1996, 128 p.

Ph.Devillers, *Paris-Saigon-Hanoi. Les archives de la guerre (1944-1947)*, Gallimard-Julliard, coll. "Archives", 1988, 397 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, oct.-déc. 1989, p. 123

D.Domergue-Cloarec, *L'Europe et l'Afrique après les indépendances*, SEDES, coll. "Regards sur l'histoire", 1994, 408 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, déc. 1994, p. 449

B.Droz, "L'évolution de l'Union française", *Historiens & Géographes*, mars-avril 1998, pp. 259-269

B.Droz, *La fin des colonies françaises*, Gallimard, coll. « Découvertes », 2009, 160 p., compte rendu par mes soins dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2013, pp. 252-253

L.Dubois, *Les esclaves de la République. L'histoire oubliée de la première émancipation, 1789-1794*, trad. fr., Calmann-Lévy, 1999, 240 p.

F.Duclos & O.Loiseaux, *L'Afrique au cœur. Carnets d'explorateurs français au XIXe siècle*, Seuil/BNF, 2005, 192 p.

S.Dulucq, *La France et les villes d'Afrique noire francophone. Quarante ans d'intervention (1945-1985)*, L'Harmattan, 1997, 430 p.

S.Dulucq & C.Zytnicki, « Penser le passé colonial français. Entre perspectives historiographiques et résurgence des mémoires », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2005, pp. 59-69

S.Dulucq & C.Zytnicki dir., « La colonisation culturelle dans l'Empire français : entre visées éducatives et projets muséographiques (19^e-20^e siècles) », *Outre-mers. Revue d'histoire*, 2^e trim. 2007, 469 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2008, pp. 281-282

E.-J.Duval, *Aux sources officielles de la colonisation française*, L'Harmattan, 2008-2009, 3 vol., 388, 246 & 148 p.

S.El Mechat, *Les administrations coloniales. XIXe-XXe siècles. Esquisse d'une étude comparée*, Presses universitaires de Rennes, 2012, 268 p.

J.Foccart, *Journal de l'Élysée*, Fayard/Jeune Afrique, 1998-1999, 3 vol., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, avril-mai 1999, p. 521

F.-X.Freland, *L'Africaine blanche. 1896-1986. Germaine Le Goff, éducatrice mythique*, Autrement, 2004, 157 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet 2005, pp. 398-399

J.Frémeaux, *Les colonies dans la Grande Guerre. Conflits et épreuves des peuples d'Outre-Mer*, 14/18 Éditions, 2006, compte rendu dans *Historiens & Géographes*, février 2007, p. 389

P.Geneste, "Les papiers Foccart aux Archives nationales", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, avril-juin 2003, pp. 157-162

R.Girardet, *L'idée coloniale en France. 1871-1962*, La Table ronde, 1972, 340 p., réédition,

coll. "Pluriel", 1979, 508 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, 1972.

M.Goebel, *Paris, capitale du tiers monde. Comment est née la révolution anticoloniale (1919-1939)*, trad. fr., La Découverte, 2017, 447 p., compte rendu par mes soins dans *Historiens & Géographes*,

D.Grandsart, *Paris 1931. Revoir l'exposition coloniale*, Paris, Éditions FVW, Distribution Vilo, 2010, 263 p., compte rendu par mes soins dans *Historiens & Géographes*, mai 2011, pp. 304-305

J. de la Guérivière, *Les fous d'Afrique. Histoire d'une passion française*, Seuil, 2001, 380 p.

G.Hanotaux & A.Martineau, *Histoire des colonies françaises et de l'expansion française dans le monde*, Paris, 6 vol., 1930-1934.

E.T.Jennings, *À la cure les coloniaux ! Thermalisme, climatisme et colonisation française. 1830-1962*, Presses universitaires de Rennes, 2012, 256 p.

V.Joly, *Guerres d'Afrique : 130 ans de guerres coloniales. L'expérience française*, Presses universitaires de Rennes, 2009, 336 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2010, pp. 208-209

A.Koulakssis, *Le Parti socialiste et l'Afrique du Nord de Jaurès à Blum*, Armand Colin, 1991, 350 p.

G.Lachenal, *Le médecin qui voulut être roi. Sur les traces d'une utopie coloniale*, Seuil, L'Univers historique, 2017, 354 p.

P.-M.de La Gorce, *L'Empire écartelé. 1936-1946*, Denoël, coll. "L'aventure coloniale de la France", 1988

O.Le Cour Grandmaison, *La République impériale. Politique et racisme d'État*, Fayard, 2009, 401 p., compte rendu par mes soins dans *Historiens & Géographes*, avril-mai 2013, p. 245

O.Le Cour Grandmaison, *L'Empire des hygiénistes. Vivre aux colonies*, Fayard, 2014, 361 p., compte rendu DL sur site de l'Association des Professeurs d'Histoire et Géographie (APHG), 2015

D.Lejeune, *Les Sociétés de Géographie en France et l'expansion coloniale au XIXe siècle*, Albin Michel, 1993, 236 p., compte rendu dans *1848. Révolutions et mutations au XIXe siècle*, 1994, pp. 133-135, dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1994, pp. 161-162, J-P.Chaline, dans *Revue historique*, n°587 (juill.-sept. 1993), pp. 292-293

L.Lemerle, *La France d'outre-mer à travers ses timbres*, Timbropresse, 4 vol., 2004-

B. de L'estoile, *Le goût des Autres : de l'exposition coloniale aux arts premiers*, Flammarion, 2007, 454 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, octobre-décembre 2007, pp. 174-177

C.Liauzu, « Les historiens saisis par les guerres de mémoires coloniales », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, supplément 2005, pp. 99-109

C.Liauzu, *Histoire de l'anticolonialisme en France*, Armand Colin, 2007, 304 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2008, pp. 401-402

C.Liauzu, « Les enjeux du passé colonial et les usages publics de l'histoire », *Historiens & Géographes*, octobre-novembre 2007, pp. 283-285

C. & J.Liauzu, *Quand on chantait les colonies. Colonisation et culture populaire de 1930 à nos jours*, Syllepse, 2002, 251 p.

C.Liauzu & G.Manceron dir., *La colonisation, la loi et l'histoire*, Syllepse, 2006

T.Li-Chuan, *L'Anthropologie française entre sciences coloniales et décolonisation (1880-1960)*, Société française d'histoire d'outre-mer, 2010, 340 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2013, pp. 246-247

F.Magnard & N.Tenzer, *La crise africaine : quelle politique de coopération pour la France ?*, PUF, 1988, 250 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1988, pp. 140-141.

G.Manceron, *Marianne et les colonies. Une introduction à l'histoire coloniale de la France*, La Découverte, 2003, 317 p.

J.Marseille, *Empire colonial et capitalisme français, Histoire d'un divorce*. Albin Michel, 1984, 464 p. (Thèse), réédition, Seuil, coll. "Points", 1989, 460 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 6 (1985), pp. 182-183, *Historiens & Géographes*, oct.-déc.1987, p.364-366, & *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1985, pp. 690-692.

- J.Marseille, *L'âge d'or de la France coloniale*, Albin Michel, 1986, 140 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai-juin 1987, pp. 1327-1328.
- J.Marseille, débat sur sa thèse dans *Le Mouvement Social*, n° 138, janv.-mars 1987.
- J.Marseille, "Colonisation, décolonisation et capitalisme (1880-1960). Un divorce à la française", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1984.
- J.Marseille, "Les relations commerciales France-Empire. 1880-1913", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1984, pp. 286-307.
- J.Marseille, "La gauche, la droite et le fait colonial en France des années 1880 aux années 1960", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1989, pp. 17-28
- J.Martin, *Lexique de la colonisation française*, Dalloz, 1988, 395 p.
- S.Mary, « La genèse du service militaire adapté à l'Outre-Mer. Un exemple de rémanence du passé colonial dans la France des années 1960 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2016, pp. 97-110
- J.-L.Mathieu, *Histoire des DOM-TOM*, Que sais-je?, 1993
- P.Messmer, *Les Blancs s'en vont. Récits de décolonisation*, Albin Michel, 1998, 303 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juill.-août 1999, pp. 541-542
- P.Montagnon, *La France coloniale : la gloire de l'empire*, Pygmalion, 1988, 500 p.
- A.Nouschi, *Les armes retournées. Colonisation et décolonisation françaises*, Belin, 2005, 448 p.
- A.-M.Pathé, compte rendu du Colloque sur *La France et les indépendances des pays d'Afrique noire et de Madagascar*, dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1991, pp. 106-108
- P.Péan, *L'homme de l'ombre. Éléments d'enquête autour de Jacques Foccart, l'homme le plus mystérieux et le plus puissant de la Ve République*, Fayard, 1990, 588 p.
- G.Pervillé, *De l'Empire français à la décolonisation*, Hachette, coll. "Carré-Histoire", 1991, 256 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, fév.-mars 1992, pp. 507-508
- G.Pervillé, site <http://guy.perville.free.fr>
- B.Phan, *Colonisations et décolonisations françaises depuis 1850*, Armand Colin, coll. "Prépas", 1999, 190 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janv.-févr. 2001, p. 381
- P.Pinoteau, "Propagande cinématographique et décolonisation. L'exemple français, 1949-1958", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 2003, pp. 55-70
- J.Planchais, *L'Empire embrasé*, Denoël, 1989
- G.Possémé-Rageau, note sur journée d'études sur les archives africaines et malgaches des partis et syndicats français, *Vingtième Siècle*, janvier-mars 2012, pp. 217-218
- F.Régent, *Esclavage, métissage, liberté*, Grasset, 2004, 438 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, octobre 2005, pp. 435-436
- M.Rigouste, *L'ennemi intérieur. La généalogie coloniale et militaire de l'ordre sécuritaire dans la France contemporaine*, La Découverte, 2009, 341 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, avril-mai 2010, pp. 310-311
- J.-P.Rioux, compte rendu du festival de cinéma *Le temps des colonies* dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1991, pp. 99-100
- J.-P.Rioux, *La France coloniale, sans fard ni déni*, André Versaille, 2011, 190 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, octobre-novembre 2012, p. 349-350
- J.-P.Rioux dir., *Dictionnaire de la France coloniale*, Flammarion, 2007, 935 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2008, pp. 389-390, dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2008, pp. 278-279
- J.Rivallain, « La Société française d'Histoire d'Outre-Mer », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 2004, pp. 198-200
- D.Rivet, "Le fait colonial et nous. Histoire d'un éloignement", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 1992, pp. 127-138
- D.Rivet, *Le Maghreb à l'épreuve de la colonisation*, Hachette, 2002, 460 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai 2002, pp. 436-438
- K.Ross, *Rouler plus vite, laver plus blanc. Modernisation de la France et décolonisation au*

tournant des années 60, trad. fr., Flammarion, 2006, 304 p.

M.Roux, *Le désert de sable, le Sahara dans l'imaginaire des Français (1900-1994)*, L'Harmattan, 1996, 204 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, août-sept. 1998, pp. 491-492

A.Ruscio, *La décolonisation tragique : une histoire de la décolonisation française. 1945-1962*, Messidor, 1987, 200 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, déc. 1988, p. 376

A.Ruscio, *Le Credo de l'homme blanc. Regards coloniaux français au XIXe siècle*, Complexe, 1996, 416 p.

A.Ruscio, *Amours coloniales. Aventures et fantasmes exotiques de Claire de Duras à Georges Simenon*, Complexe, 1996, 976 p.

S.Saul, *Intérêts économiques et décolonisation de l'Afrique du Nord (1954-1962)*, Genève, Droz, 768 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, avril-juin 2017, p. 221

E.Sibeud, *Une science impériale pour l'Afrique? La construction des savoirs africanistes en France. 1878-1930*, EHESS, 2002, 358 p.

P.Singaravélou, *Professer l'Empire. Les « sciences coloniales » en France sous la IIIe République*, Publications de la Sorbonne, 2011, 409 p., compte rendu dans *Rh 19. Revue d'histoire du XIXe siècle...*, 2012/1, pp. 217-219, dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2013, pp. 245-246

P.Singaravélou dir., *L'Empire des géographes : géographie, exploration et colonisation*, Belin, 2008, 287 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2009, p. 219, dans *Rh 19. Revue d'histoire du XIXe siècle...*, 2010/1, pp. 169-170

I.Sommier & J.Brugié, *Officier et communiste dans les guerres coloniales*, Flammarion, 2005, 436 p.

L.C.Tai, *L'anthropologie française entre sciences coloniales et décolonisation (1880-1960)*, Société française d'histoire d'outre-mer, 2010, 340 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, octobre-novembre 2011, pp. 367-368

Chr.Taraud, *La prostitution coloniale. Algérie, Tunisie, Maroc. 1830-1962*, Payot, 2003, 496 p.

Tersen, *Histoire de la colonisation française*, Que sais-je?

D.Thomas, *Noirs d'encre. Colonialisme, immigration et identité au cœur de la littérature afro-française*, La Découverte, 2013, 301 p., compte rendu DL dans *Historiens & Géographes*, février 2014, pp. 352-353, compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2013, p. 185

E.Tselikas & L.Hayoun, *Les Lycées français du soleil (d'Afrique du Nord)*, Autrement, 2004, 272 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2006, pp. 382-383

J.Valette, *La France et l'Afrique*, SEDES, 1993-1994, 2 vol., 318 & 480 p., compte rendu dans *Bulletin de la Société d'histoire moderne et contemporaine*, 1994, 3-4, pp. 120-122

P.Valode, *Les grands explorateurs français, de Jacques Cartier à nos jours*, Éditions de l'Archipel, 2008, 215 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janvier-février 2010, pp. 401-402

J.-M. Vasquez, *La Cartographie missionnaire en Afrique : science, religion et conquête (1870-1930)*, Karthala, 2011, 462 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle*, janvier-mars 2012, p. 223-226

P.Vermeren, *La France en terre d'Islam : empire colonial et religions, XIXe-XXe siècles*, Belin, 2016, 431 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, octobre-décembre 2016, p. 179, dans *Historiens & Géographes*, septembre-octobre 2016, p. 182 & 234

M.Vigié, « L'Outre-mer français, entre histoire et mémoires », dans *Historiens & Géographes*, octobre-novembre 2011, pp. 225-229

L.Wauquiez-Motte, « L'idée coloniale au miroir du Conseil d'État », dans L.Bantigny, A.Benain & M.Le Roux dir., *Printemps d'histoire. La khâgne et le métier d'historien. Pour Hélène Rioux*, Perrin, 2004, 375 p., pp. 143-158

J.Weulersse, *Noirs et Blancs à travers l'Afrique nouvelle de Dakar au Cap*, Armand Colin, 1931, réédition, C.T.H.S., 1993, 254 p.

X.Yacono, *Histoire de la colonisation française*, Que sais-je?

X.Yacono, *Les étapes de la décolonisation française*, Que sais-je?

J.-Fr.Zorn, *Le grand siècle d'une mission protestante. La Mission de Paris de 1822 à 1914*,

Karthala, 1993, 791 p.

□ Relations bilatérales France-X

M.Aballéa, « Les diplomates français en Allemagne au lendemain de la Première Guerre mondiale », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2016, pp. 15-25

F.Abgrall & F.Thomazeau, *1936. La France à l'épreuve des jeux Olympiques de Berlin*, Alvik, 2006, 250 p.

R.Adam, *Les damnés de la guerre. Histoire des soldats russes en France. 1915-1920*, L'Harmattan, 1996, 384 p.

M.Agulhon, "Le mythe de Garibaldi en France de 1882 à nos jours", dans *Histoire vagabonde*, Gallimard, 1988, tome II, pp. 85-131.

M.Alexander & H.Graham éd., *The French and Spanish Popular Fronts. Comparative perspectives*, Cambridge, 1989, 277 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1990, p. 168

F.Almeijfel, *Les relations entre la France et l'Arabie saoudite de 1967 à 2012*, L'Harmattan, 2014, 456 p.

D.Amson, *De Gaulle et Israël*, PUF, 1991, 140 p.

É.Amyot, *Le Québec entre Pétain et de Gaulle. Vichy, la France libre et les Canadiens français (1940-1945)*, Québec, Saint-Laurent, Éditions Fides, 1999, 366 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, p. 205, *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 2002, pp. 203-205

A.Angoustures, "Les réfugiés espagnols en France de 1945 à 1981", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept. 1997, pp. 457-483

Y.Arasa, *Les Voyageurs d'Albert Kahn à la rencontre du Japon, 1898-1930*, L'Harmattan, 2016, 302 p.

M.Arcangelo Filannino & M.P.Tietz, *Les boucliers du prince. Les 24 Ministres d'État de la Principauté de Monaco (1911-2005)*, L'Harmattan, 2005, 80 p.

R.Arnoux, *Arménie 1947. Les naufragés de la terre promise*, Edisud, 2004, 218 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet 2005, p. 393

D.Artaud, "À propos de l'occupation de la Ruhr", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1970, pp. 1-21.

D.Artaud, "Le gouvernement américain et la question des dettes de guerre au lendemain de l'armistice de Rethondes (1919-1920)", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1973, pp. 201-229.

S.Audouin-Rouzeau, *Une initiation. Rwanda (1994-2016)*, Seuil, 2017, 176 p.

G.Badia prés., *Exilés en France. Souvenirs d'antifascistes allemands émigrés (1932-1945)*, Maspero, 1982, 331 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1985, p. 358

Chr.Baginski, *La politique religieuse de la France en Allemagne occupée (1945-1949)*, Villeneuve d'Ascq, 1997, 344 p.

J.Bariéty, *Les relations franco-allemandes après la Première Guerre mondiale*, Pedone, 1977, 920p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juin-juill. 1978, pp. 756-757, réédition, Pedone, 1986, 800 p.

J.Bariéty, "Le *Matin* et l'Allemagne, à l'époque de la République de Weimar", dans les *Actes du Colloque Presse et politique*, Paris X- Nanterre, 1973.

T.Baris, « Le corps expéditionnaire français en Italie. Violences des *libérateurs* durant l'été 1944 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2007, pp. 47-61

M.Bastid, "La diplomatie française et la révolution chinoise de 1911", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1969, pp. 221 & suiv.

F.Bastien, *La France face au Québec après de Gaulle*, Montréal, Boréal, 1999, 358 p.

R.Baudouï, "La reconstruction française en Sarre (1945-1950)", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1991, pp. 57-66

N.Beaupré, *Écrire en guerre, écrire la guerre. France, Allemagne. 1914-1920*, CNRS, 296 p.

Y.Beauvois, *Les relations franco-polonaises pendant la Drôle de Guerre*, L'Harmattan, 1989, 172 p.

Y.Beauvois, "Le renversement par la France du régime des colonels polonais (septembre 1936-septembre 1939)", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept. 1999, pp. 560-570

B.Becirovic, *L'image du maréchal Tito en France (1945-1980)*, L'Harmattan, 2014, 310 p.

J.-J.Becker & G.Krumeich, *La Grande Guerre, une histoire franco-allemande*, Tallandier, 2008, 380 p.

F.Bédarida, "La rupture franco-britannique de 1940. Le Conseil suprême interallié, de l'invasion à la défaite de la France", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1990, pp. 37-48

F.Bédarida, F.Crouzet, D.Johnson et collab., *De Guillaume le Conquérant au Marché Commun* (sur l'histoire de la France et de la Grande-Bretagne), Albin Michel, 1979, 441 p.

P.M.H.Bell, *France and Britain*, Longman, 1996-1997, 2 vol., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1999, pp. 157-158

E.Benett, *German Rearmament and the West, 1932-1933*, Princeton University Press, 1979, 326 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept. 1981, pp. 533-535

D.Bensimon, *Les juifs de France et leurs relations avec Israël (1945-1988)*, L'Harmattan, 1989, 285 p.

M.-Cl.Bergère, "L'épuration à Shangai (1945-1946). L'affaire Sarly et la fin de la concession française", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1997, pp. 25-41

A.Bergeret-Cassagne, *Les bases américaines en France : impacts matériels et culturels. 1950-1967, au seuil d'un nouveau monde*, L'Harmattan, 2008, 278 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janvier-février 2010, pp. 368-369

J.-Y.Bernard, *La genèse de l'expédition franco-britannique de 1956 en Égypte*, Publications de la Sorbonne, 2003, 416 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 2004, pp. 237-238

A.Bernou-Fieseler & F.Théofilakis dir., *Dachau. Mémoires et histoire de la déportation. Regards franco-allemands*, Tirésias, 2006, 320 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2007, pp. 287-288

J.-P.Bertaud, A.Forrest & A.Jourdan, *Napoléon, le monde et les Anglais*, Autrement, 2004, 208 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janvier 2005, p. 450

C.-J.Bertran & F.Bordat, *Les médias américains en France*, Belin, 1989, 272 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, oct.-nov. 1990, p. 380

J.Bessis, *La Méditerranée fasciste* (visées de l'Italie fasciste sur la Tunisie), Paris, 1981, 403 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept. 1983, pp. 518-520

A.Betz, *Exil et engagement. Les intellectuels allemands et la France. 1930-1940*, Gallimard, 1991, 416 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1991, p. 102, dans *Revue de synthèse*, janv.-juin 1992, pp. 218-219

A.Beziat, *Franklin Roosevelt et la France (1939-1945) : la diplomatie de l'entêtement*, L'Harmattan, 1997, 510 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai 2001, pp. 525-526

J.Binoche, *De Gaulle et les Allemands*, Complexe, 1990, 224 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, sept.-oct. 1991, pp. 365-366

J.Binoche, *Histoire des relations franco-allemandes de 1789 à nos jours*, Masson-Armand Colin, coll. U, 1996, 324 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1997, pp. 184-185

M.-Th.Bitsh dir., *Le couple France-Allemagne et les institutions européennes*, Bruxelles, 2001, 609 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, oct. 2002, pp. 341-342

H.M.Bock, R.Meyer-Kalkus & M.Trebitsch, *Entre Locarno et Vichy, les relations culturelles franco-allemandes dans les années 1930*, CNRS, 1993, 2 vol., 891 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1994, pp. 145-146

J.-P.Bois, "L'opinion catholique rhénane devant le séparatisme en 1923", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1974

P.Boniface, *La France malade du conflit israélo-palestinien*, Salvator, 2014, 223 p., compte

rendu DL sur le site de l'APHG (www.aphg.fr)

H.Bonin, *La Société générale en Russie*, Société générale, 1994, 95 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, déc. 1995, p. 455

M.-C.Bonin, « Robert Ficheux (1898-2005) » (élève de Martonne en Roumanie), *Historiens & Géographes*, juillet-août 2007, pp. 75-77

D.Bonnaffoux, *Images d'Espagne en France au détour d'un siècle (XIXe-XXe)*, Publications de l'Université de Provence, Aix, 1999, 464 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, oct.-déc. 2000, p. 150

L.Bonnaud dir., *France-Angleterre : un siècle d'entente cordiale. 1904-2004. Deux nations, un seul but ?*, L'Harmattan, 2004, 308 p.

G.Bossuat, "Les aides américaines à la France", *Historiens & Géographes*, mars-avril 1998, pp. 157-172

G.Bossuat, *Les aides américaines, économiques et militaires, à la France, 1938-1960*, Comité pour l'histoire économique et financière, 2001, 405 p.

C.Bouchard, *Cher Monsieur le Président : quand les Français écrivaient à Woodrow Wilson (1918-1919)*, Champ Vallon, 2015, 304 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, octobre-décembre 2016, pp. 184-185

P.Bouillon, « La politique hongroise de la France entre 1967 et 1973 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2015, pp. 91-103

J.-Fr.Boullanger, compte rendu du Colloque Reims sur rapports États-Unis et France 1917-1947, dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janv.-mars 1998, pp. 140-142

Fr.Bozo, "De Gaulle, l'Amérique et l'Alliance atlantique. Une relecture de la crise de 1966", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juill.-sept. 1994, pp. 55-68

Fr.Bozo, *Deux stratégies pour l'Europe. De Gaulle, les États-Unis et l'Alliance atlantique (1958-1969)*, Plon & Fondation Charles de Gaulle, 1996, 287 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, oct.-déc. 1996, p. 153

J.-F.Bradley, "La France, la Russie, et l'indépendance tchécoslovaque en 1918", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1971, pp. 189-202

M.-N.Brand Crémieux, *Les Français face à la réunification allemande, automne 1989-automne 1990*, L'Harmattan, 2004, 346 p.

E. & Y.Bres, *Un maquis d'antifascistes allemands en France (1942-1944)*, Montpellier, Presses du Languedoc, 1987, 350 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai-juin 1989, pp. 322-324

H.Bruhns, "La coopération scientifique entre historiens français et allemands", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1992, pp. 201-209

A.Bruneel, "L'enseignement de la Révolution française en Belgique", *Historiens & Géographes*, mars-avril 1991, pp. 405-412

F.Brüning, *La France et le chancelier Brüning : imaginaire et politique, 1930-1932*, Éditions universitaires de Dijon, 2010, 306 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2011, p. 193

C.Buffet, *Mourir pour Berlin. La France et l'Allemagne (1945-1949)*, Armand Colin, 1991, 320 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1993, pp. 171-172

É.Bussière, *La France, la Belgique et l'organisation économique de l'Europe. 1918-1935*, Éditions du Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 1992, compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1993, pp. 175-176

J.-P.Cahn, *Le parti social-démocrate allemand et la fin de la Quatrième République française (1954-1958)*, Berne, 1996, 522 p.

G.Cantournet, article sur aide à Pologne 1920, *Histoire et Défense*, 1997, 210 p.

Cl.Carlier & S.Martens dir., *La France et l'Allemagne en guerre (septembre 1939-novembre 1942)*, Actes du Colloque de Wiesbaden de 1988, Institut historique allemand de Paris, 1989, 534 p.

H.Carrère d'Encausse, "L'agitation révolutionnaire en Russie de 1898 à 1904, vue par les représentants de la France", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept. 1980, pp. 408-442

P.Cassan, *Le pouvoir français et la question basque (1981-1993)*, Toulouse, Université Toulouse II-Le Mirail, 1996, 378 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, oct.-déc. 1996, pp. 157-158, publié chez L'Harmattan, 1997, 378 p.

M.Catala, "L'ambassade espagnole de Pétain (mars 1939-mai 1940)", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juill.-sept. 1997, pp. 29-42

M.Catala, *Les relations franco-espagnoles pendant la Deuxième Guerre mondiale*, L'Harmattan, 1997, 382 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1999, pp. 426-428

L.Césari, "La menace d'intervention militaire américaine pendant la Conférence de Genève et la stratégie des États-Unis (1954)", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 1989, pp. 3-20

L.Césari & D.Varaschin dir., *Les relations franco-chinoises au vingtième siècle et leurs antécédents*, Arras, Artois Presses Université, 2003, 292 p.

B.Chaix, *En mai 1940, fallait-il entrer en Belgique ? Décisions stratégiques et plans opérationnels de la campagne de France*, Economica, 2000, 350 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai 2002, p. 435

D.Charbit dir., *Les Intellectuels français et Israël*, Éditions de l'Éclat, 2009, 243 p.,

L.Charrier, « Le mythe de la France revancharde dans l'historiographie allemande des années 1919-1937 », *Vingtième Siècle*, avril-juin 2011, pp. 59-66

J.-P.Chevènement, *France-Allemagne. Parlons franc*, Plon, 1996, 282 p.

C.Chombard-Gaudin, "Berlin vu par les voyageurs français (1900-1939)", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 1990, pp. 27-42

G.Ciammaichella, *Libyens et Français au Tchad, 1897-1914. La conférie sénoussie et le commerce transsaharien*, CNRS, 1987, 184 p.

J.Clerc, "La Guerre d'Hiver et le Comité français d'Aide à la Finlande. Janvier-septembre 1940", *Historiens & Géographes*, mars 2003, pp. 403-412

F.Cochet, "Deux poids, deux mesures : le sort des prisonniers allemands en France et celui des Français sous uniforme allemand en U.R.S.S. (1945-1954)", *Historiens & Géographes*, mai-juillet 1991, pp. 209-218

Fr.Cochet, M.-Cl.Genet-Delacroix & H.Trocmé, *Les Américains et la France (1917-1947). Engagements et représentations*, Maisonneuve et Larose, 1999, 262 p.

S.Cœuré, *La Grande Lueur à l'Est. Les Français et l'Union soviétique, 1917-1939*, Seuil, 1999, 360 p.

Collectif, *Vitalité et contradictions de l'avant-garde. Italie-France, 1909-1924*, (recueil de textes), José Corti, 1988, 298 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1988, p. 149.

Collectif, *Chronique du procès Barbie, pour servir la mémoire*, Le Cerf, 1988, 504 p.

Collectif, *Cinq siècles de relations franco-suissees. Hommage à Louis-Edouard Raulet*, Neuchâtel, 1984, 359 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janv.1988, p. 397

Collectif, "Le Maghreb et la France (XIXe-XXe siècles)", n° 258-259, 1983, de la *Revue française d'Histoire d'Outre-Mer*

Collectif, *Sept décennies de relations franco-allemandes, 1918-1988. Hommage à Joseph Rovin*, Université de la Sorbonne nouvelle, 1989, 362 p.

Collectif, "L'Histoire de l'Amérique du Nord vue de France", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1990, n° spécial

Collectif, *L'Amérique latine et la Révolution française*, La Découverte, 1989, 222 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juill.-août 1990, p. 419

Collectif, *Monde arabe. Maghreb-Machrek. La politique musulmane de la France sous la IIIe République. Judaïsation et démembrement*, La Documentation française, 1996, 144 p.

Collectif, « La Province n'est plus la province ». *Les relations culturelles franco-suissees à l'épreuve de la Seconde Guerre mondiale (1935-1950)*, Lausanne, Antipodes, 2003, 365 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2005, pp. 173-174

Collectif, *L'économie, l'argent et les hommes. Les relations franco-allemandes de 1871 à*

nos jours, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2009, 420 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, avril-mai 2010, pp. 357-358

Collectif, *Agir pour l'Europe. Les relations franco-allemandes dans l'après-guerre froide*, IFRI-Masson, 1995, compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai 2012, p. 296

Collectif, *50 Ans de relations franco-allemandes*, Nouveau Monde, 2012, 234 p.

Collectif, livre sur relations polono-françaises 1944-1989, Peter Lang, 2015, 502 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, Janvier-mars 2016, p. 221-222

Colloque du CNRS *Les relations franco-allemandes entre 1933 et 1939*, CNRS, 1976, 428 p.

Colloque *La France et l'Italie pendant la Première Guerre mondiale* (Grenoble, 1973), Presses universitaires de Grenoble, 1976, 619 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, sept.-oct. 1978, p. 154.

Colloque *Français et Britanniques dans la drôle de guerre*, CNRS, 1979, 632 p.

Colloque *De l'antiaméricanisme à l'américanophilie. Rejet et fascination d'un modèle* (Paris, 1984), compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1985, pp. 167-169.

Colloque *Italiens et Espagnols en France, 1938-1946*, CNRS, 1991, 692 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 1992, pp. 100-102

Colloque *La France et l'Allemagne entre les deux Guerres mondiales*, Presses universitaires de Nancy, 1987, 234 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 1988, p. 138.

Colloque *La France et l'Allemagne en guerre (sept. 1939-nov. 1942)*, Paris, 1990, 544 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1991, p. 108

Colloque *Brazzaville. Aux sources de la décolonisation*, Plon, 1988, 384 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1989, pp. 122-123

Colloque *Les Français et la guerre d'Espagne* (Perpignan), CREPF, 1990, 438 p.

Colloque *De Gaulle et l'Italie*, École française de Rome, 1997, 276 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 1998, pp. 200-201

Comité d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale, *Français et Britanniques dans la drôle de guerre* (Colloque, 1975), CNRS, 1979, 631 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, nov. 1980, p. 325, & *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1982, pp. 346-350.

O.Compagnon, *Jacques Maritain et l'Amérique du Sud. Le modèle malgré lui*, Presses universitaires du Septentrion, 2003, 396 p.

D.Cooper-Richet & M.Rapoport dir., *L'Entente cordiale. Cent ans de relations culturelles franco-britanniques (1904-2004)*, Grâne, Créaphis, 2006, 391 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2007, p. 319

A.-M.Corbin-Schuffels, *La force de la parole. Les intellectuels face à la RDA et à l'unification allemande (1945-1990)*, Presses universitaires du Septentrion, 1998, 279 p.

F.Crouzet, *L'économie britannique et le blocus continental*, réédition, Economica, 1987, 949 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juill.-août 1988, p. 272.

F.Crouzet, *De la supériorité de l'Angleterre sur la France*, Perrin, 1985, 596 p.

J.Dalloz, "Alain Savary, un socialiste face à la guerre d'Indochine", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1997, pp. 42-54

Fr.David, *John Foster Dulles et la France*, Mémoire DEA, Paris IV, 1997, 221 p.

Fr.David, *John Foster Dulles, secrétaire d'État, et la France (1953-1959). Les relations franco-américaines entre idéalisme politique et réalités militaires*, Thèse Université Paris-IV, octobre 2006, 4 vol. dactyl., 1616 p.

A.Davidenkooff, *Histoire d'une expulsion. Mes campagnes de Russie*, F.-X. de Guibert, 2012, 229 p.

C.Defrance, « Les jumelages franco-allemands. Aspect d'une coopération transnationale », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2008, pp. 189-201

C.Defrance & U.Pfeil dir., *La France, l'Allemagne et le traité de l'Élysée, 1963-2013*, CNRS, 2012, 503 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2013, p. 211

J.-M.Delaunay, *Méfiance cordiale : les relations franco-espagnoles de la fin du XIXe siècle à la Première Guerre mondiale*, L'Harmattan, 2 vol., 2011, compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue*

d'histoire, avril-juin 2013, pp. 231-232

J.-Cl.Delbreil, *Les catholiques français et les tentatives de rapprochement franco-allemand (1920-1933)*, Metz, SMEI, 1972, 254 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juin 1973, p. 927.

Y.Denéchère, « Des adoptions d'État : les enfants de l'occupation française en Allemagne, 1945-1952 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 2010, pp. 159-179

J.Deprou, *Les relations franco-portugaises (1910-1926)*, Publications de la Sorbonne, 1986, 271 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1989, pp. 182-184, compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janv. 1988, p. 385.

E.Deroo & G.Gorokhoff, *Héros et mutins, les soldats russes sur le front français, 1916-1918*, Gallimard/DMPA, 2010, 176 p.

M.Dorigny & M.-J.Rossignol dir., *La France et les Amériques au temps de Jefferson et de Miranda*, Société des Études robespierristes, 2001, 168 p.

G.Dreyfus-Armand, *L'exil des républicains espagnols en France. De la guerre civile à la mort de Franco*, Albin Michel, 1999, 457 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, oct.-déc. 1999, pp. 151-152

G.Dreyfus-Armand & O. Martinez-Maler, *L'Espagne, passion française. 1936-1975. Guerre, exils, solidarités*, Les Arènes, 2015, 256 p.

J.Dubois, *L'Enseignement de l'italien en France, 1880-1940 : une discipline au cour des relations franco-italiennes*, Grenoble, Ellug, 2015, 458 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, avril-juin 2016, pp. 241-242

A.Dubosclard, *Histoire de la Fédération des Alliances françaises aux États-Unis. L'Alliance au cœur*, L'Harmattan, 1998, 192 p.

A.Dubosclard, "Diplomatie culturelle et propagande françaises aux États-Unis pendant le premier vingtième siècle", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 2001, pp. 102-119

S.Dufoix, *Politique d'exil. Hongrois, Polonais et Tchécoslovaques en France après 1945*, PUF, 2002, 314 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janv.-mars 2004, pp. 187-188

A.Dulphy, "La politique de la France à l'égard de l'Espagne franquiste. 1945-1949", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1988, pp. 123-140.

A.Dulphy, "La politique espagnole de la France (1945-1955)", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, oct.-déc. 2000, pp. 29-42

A.-M.Duranton-Crabol, "L'anti-américanisme français face à la guerre du Golfe", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juill.-sept. 1998, pp. 129-139

A.-M.Duranton-Crabol, "De l'antiaméricanisme en France vers 1930 : la réception des *Scènes de la vie future*", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 2001, pp. 120-137

J.-B.Duroselle, *La France et les États-Unis des origines à nos jours*, Seuil, coll. "L'Univers historique", 1976, 288 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1977, pp. 657-659.

J.-B.Duroselle, *Les relations franco-allemandes de 1914 à 1950*, CDU, photocopié, 5 fascicules.

J.-B.Duroselle, *Italia e Francia, 1946-1954*, Milan, 1988, 329 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1990, pp. 134-135

É.Dussault, *La dénazification de l'Autriche par la France. La politique culturelle de la France dans sa zone d'occupation. 1945-1955*, Presses de l'Université laval, 2005, 134 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2007, pp. 320-321

J.-Fr.Eck, "L'implantation industrielle française en Allemagne fédérale de 1945 au début des années 1960. Une ambition renouvelée ?", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juill.-sept. 1996, pp. 85-111

K.Eisterer, *La présence française en Autriche (1945-1946). Occupation, dénazification, action culturelle*, Publications de l'Université de Rouen, 1998, 263 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juill.-sept. 1999, pp. 177-178

Ch.Esdaille, *The Peninsular War. A New History* (guerres napoléoniennes en Espagne et Portugal), Palgrave MacMillan, 2003, 587 p., compte rendu dans *Revue d'histoire du XIXe siècle*, 2004/2, pp. 177-179

- J.Esmein, "Le juge Bernard au procès de Tôkyô", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juill.-sept. 1998, pp. 3-14
- P.Facon, "Les mutineries dans le corps expéditionnaire français en Russie septentrionale (déc. 1918-avril 1919)", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept. 1977, pp. 455-474.
- F.Fejtö, "La Petite Entente, la France et Bénès", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1991, pp. 11-16
- M.Flonneau dir., *Parcourir et gérer la rue parisienne à l'époque contemporaine. Pouvoirs, pratiques, représentations*, L'Harmattan, 2008, 262 p.
- A.Foucrier, *Le rêve californien. Migrants français sur la côte Pacifique (XVIIIe-XXe siècles)*, Belin, 1999, 428 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 2005, pp. 235-236
- A.François-Poncet, *Souvenirs d'une ambassade à Berlin. 1931-1938*, réédition, Perrin, 2016, 509 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, septembre-octobre 2016, p. 174
- C.Fredj, « Écriture des soins, écriture du combat : six médecins militaires français au Mexique (1862-1867) », *RH19, Revue d'histoire du XIXe siècle*, 2005/1, pp. 99-119
- J.Frémaux, *Le monde arabe et la sécurité de la France de 1958*, PUF, 1995, 328 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1996, pp. 162-163
- H.Froment-Meurice, *Journal de Moscou. Ambassadeur au temps de la guerre froide*, Armand Colin, 2012, 744 p.
- H.Froment-Meurice, *Journal de Bonn. Ambassadeur de France de Schmidt à Kohl. 1982-1983*, A.Colin, 2013, 192 p.
- P.Gerbod, "Le touriste britannique en France au XXe siècle", *L'Information géographique*, n°1 de 1988
- R.Girault, "Les relations franco-soviétiques devant la Crise économique de 1929", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1980, pp. 237-257
- R.Godeau, *Le franc CFA : pourquoi la dévaluation de 1994 a tout changé*, Sepia, Paris, 1996, 218 p.
- A.Godin, *Une passion roumaine. Histoire de l'Institut français des Hautes Études en Roumanie (1924-1948)*, L'Harmattan, 1998, 240 p.
- T.Gomart, *Double détente. Les relations franco-soviétiques de 1958 à 1964*, Publications de la Sorbonne, 2003, 496 p.
- D.Grassieus, *Les troupes indiennes en France. 1914-1918*, Alan Sutton, 2007, 224 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2008, pp. 357-357
- J.Grondeux, "Bernanos, Brasillach et la guerre d'Espagne", *Historiens & Géographes*, août-sept. 1989, pp. 213-218
- A.Grosser, *Mein Deutschland*, Hambourg, 1993, 320 p.
- A.Grosser, "France, Allemagne aujourd'hui", *Historiens & Géographes*, fév.-mars 1993, pp. 253-257
- C.Gruat & L.Martinez, *L'échange. Les dessous d'une négociation artistique entre la France et l'Espagne, 1940-1941*, Armand Colin, 2011, 240 p.
- P.Guerlain, *Miroirs transatlantiques. La France et les États-Unis entre passions et indifférences*, L'Harmattan, 1996, 315 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janv.-mars 1997, pp. 185-186, dans *Historiens & Géographes*, oct.-nov. 1997, p. 513
- H.Guiheneuf, *10 ans en URSS (1923-1933), l'itinéraire d'Yvon*, Ouest Éditions, Nantes, 2001, 171 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, oct. 2002, pp. 373-374
- P.Guillen, "La France et l'intégration de la RFA dans l'OTAN", *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 159, juillet 1990
- J.Guillermaz, *Une vie pour la Chine. Mémoires, 1937-1989*, Robert Laffont, 1989, 452 p.
- G.Gusdorf, *Les révolutions de France et d'Amérique. La violence et la sagesse*, Perrin, 1988, 256 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, août-sept. 1989, pp. 349-350
- H.Hagspiel, thèse sur les relations franco-allemandes dans les années 20, Bonn, 1987, 576 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1988, pp. 142-143.

- H.Heyriès, *Les Travailleurs militaires italiens en France pendant la Grande Guerre : « héros de la pelle et de la truelle » au service de la victoire*, Presses universitaires de la Méditerranée (Montpellier), 2014, 276 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, Janvier-mars 2016, p. 206-207
- M.Hillel, *L'occupation française en Allemagne. 1945-1949*, Balland, 1983, 387 p.
- J.Hogge & J.Savage, "De Gaulle à New-York", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1991, pp. 91-94
- K.Holz & W.Schopf, *Allemands en exil. Paris, 1933-1941*, Autrement, 2003, 256 p.
- Fr.Hourmant, *Au pays de l'avenir radieux. Voyages des intellectuels français en URSS, à Cuba et en Chine populaire*, Flammarion, 2000, 282 p.
- R.Hudemann, *Sozialpolitik im deutschen Südwesten zwischen Tradition und Neuordnung, 1945-1953: Sozialversicherung und Kriegsopferversorgung im Rahmen französischer Besatzungspolitik*, Mainz, 1988, 616 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1989, pp. 168-169
- R.Hudemann, "L'occupation française après 1945 et les relations franco-allemandes", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 1997, pp. 38-68
- R.Hudemann & R.Wittenberg dir., livre sur l'espace frontalier Sarre-Lorraine-Luxembourg, Sarrebruck, 1991, 362 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 1992, pp. 120-121
- H.Hursi & H.Gassen dir., *Tendres ennemis. Cent ans de cinéma entre la France et l'Allemagne*, L'Harmattan, 1991, 352 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 1993, pp. 131-132
- D.Hüser, livre sur la politique française à l'égard de l'Allemagne 1944-1950, Berlin, 1996, compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1997, pp. 157-158
- L.Jalabert, "Aux origines de la génération 1968 : les étudiants français et la guerre du Vietnam", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 1997, pp. 69-81
- M.Janin, *En mission Dans la Russie en guerre (1916-1917)*, L'Harmattan, 2015, 290 p.
- P.Jardin, "L'occupation française en Rhénanie, 1918-1919. Fayolle et l'idée palatine", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept. 1986, pp. 402-426.
- P.Jardin & A.Kimmel dir., *Les relations franco-allemandes depuis 1963*, La Documentation française, 2001, 544 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, oct. 2002, pp. 340-341
- D.Jarosz & M.Pasztor, *La Pologne et la France, 1970-1980 : des partenaires particuliers ?* (en polonais), Varsovie, 2006, 338 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2009, pp. 223-224
- V.Jauvert, *L'Amérique contre de Gaulle. Histoire secrète, 1961-1969*, Seuil, 2000, 280 p.
- J.-P.Jeancolas, article sur les accords Blum-Byrnes, 1895, *revue de l'Association française de recherche sur l'histoire du cinéma*, n° 13
- S.Jeannesson, "Pourquoi la France a-t-elle occupé la Ruhr ?", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 1996, pp. 56-67
- S.Jeannesson, *Poincaré, la France et la Ruhr (1922-1924). Histoire d'une occupation*, Presses universitaires de Strasbourg, 1998, 432 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, avril-mai 1999, p. 533
- É.Julien, *Les rapports franco-allemands à Berlin. 1945-1961*, L'Harmattan, 1999, 288 p.
- É.Julien, *Paris, Berlin. La mémoire de la guerre, 1914-1933*, Presses universitaires de Rennes, 2010, 410 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle*, octobre-décembre 2011, p. 201-202
- A.Kaspi, *Le temps des Américains. Le concours américain à la France en 1917-1918*, Publications de la Sorbonne, 1976, 375 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, sept.-oct. 1977, dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept. 1980, pp. 525-528.
- A.Kaspi, "Les États-Unis et le problème français de novembre 1942 à juillet 1943", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1971, pp. 203-236
- C.Klein-Goussef dir., *Retours d'URSS. Les prisonniers de guerre et les internés français dans les archives soviétiques (1945-1951)*, CNRS, 2001, 428 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2002, p. 190

T.Kondratieva, *Bolchéviks et jacobins*, Payot, 1989, 310 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1990, p. 122

W.Kosyk, *La politique de la France à l'égard de l'Ukraine (mars 1917- février 1918)*, Publications de la Sorbonne, 1981, 300 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, février-mars 1984, pp. 877-878.

R.F.Kuisel, "L'American Way of Life et les missions françaises de productivité", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1988.

R.F.Kuisel, *Seducing the French, the dilemma of Americanization*, University of California Press, 1993, 296 p., trad. fr., *Le miroir américain. 50 ans de regard français sur l'Amérique*, J.-Cl.Lattès, 1996, 392 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1996, pp. 186-189, dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janv.-mars 1998, pp. 172-173

F.Kupferman, *Au Pays des Sovièts. Le voyage français en Union soviétique : 1913-1939*, Julliard-Gallimard, coll. "Archives", 1979, réédition, Tallandier, 2007, 173 p.

A.Lacroix-Riz, "Négociation et signature des accords Blum-Byrnes (octobre 1945-mai 1946)", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept. 1984

A.Lacroix-Riz, *Les protectorats d'Afrique du Nord entre la France et Washington, du débarquement à l'indépendance. Maroc et Tunisie, 1942-1956*, L'Harmattan, 1988, 262 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, août-sept. 1989, pp. 357-358

A.Lacroix-Riz, "Une *politique douce* précoce : Paris face à la politique allemande de Washington, 1944-1945", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept. 1991, pp. 428-461

J. de La Guérvivière, *Amère Méditerranée. Le Maghreb et nous*, Seuil, 2004, 440 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, octobre 2004, pp. 508-509

J.Lamarre, « Les relations entre les mouvements étudiants américains et français dans les années 1960. Une méfiance cordiale », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2016, pp. 123-139

D.S.Landes, *Banquiers et pachas. Finance internationale et impérialisme économique en Égypte*, Albin Michel, coll. "L'évolution de l'humanité", 1993, 404 p.

M.Langereau, *Une sécession manquée (le Val d'Aoste)*, Aoste, 1985, 93 p.

M.Langereau, *La France et les questions valdôtaines au cours et à l'issue de la Seconde Guerre mondiale*, Société d'Histoire alpine et italienne, Grenoble, 1975

M.Langereau, *Le général de Gaulle, la Vallée d'Aoste et la frontière italienne des Alpes*, Université de Grenoble-Musumeci, 1980

N.Lapina, « Interprétations croisées franco-russes du régime politique en Russie », *Vingtième Siècle*, avril-juin 2011, pp. 47-58

M.-Fr.Latronche, *L'influence de Gandhi en France. De 1919 à nos jours*, L'Harmattan, 1999, 258 p.

D.Lazar, *L'opinion française et la naissance de l'État d'Israël. 1945-1949*, Calmann-Lévy, 1972, 300 p.

L.Leblond, *Le couple franco-allemand depuis 1945*, Le Monde Éditions/Marabout, 1997, 273 p.

J.-P.Lefèvre, "Les missions universitaires françaises au Brésil dans les années 1930", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, avril-juin 1993, pp. 24-33

S.Lefèvre, *Les relations économiques franco-allemandes de 1945 à 1955. De l'Occupation à la coopération*, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 1998, 528 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, oct.-déc. 1999, pp. 158-159, dans *Historiens & Géographes*, oct.-nov. 1999, pp. 517-518

P.Legol, *Charles de Gaulle et Konrad Adenauer. La cordiale entente*, L'Harmattan, 2004, 374 p.

F.Leibovici, "Esquisse d'une histoire des Français en Israël", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, avril-juin 2003, pp. 3-17

D.Lejeune, "Les missions de la SFIO dans la Russie de 1917", *Revue historique*, CCLXXVIII/2, 1988, pp. 373-386.

- F. Le Moal, *La France et l'Italie dans les Balkans. 1914-1919. Le contentieux adriatique*, L'Harmattan, 2006, 408 p.
- H.Lerner, "Avec de Gaulle, en Palestine", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1992, pp. 601-624
- F.L'Huillier, *Dialogues franco-allemands. 1925-1933*, Gap, 1971
- E.Lincot, *Esquisse de Chine*, Belin, 2013, 215 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2014, p. 196-197
- S.Lorrain, *Des pacifistes français et allemands pionniers de l'entente franco-allemande. 1870-1925*, L'Harmattan, 1999, 304 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, oct.-déc. 2000, p. 154
- E.Loyer, "La débâcle, les universitaires et la Fondation Rockefeller : France/États-Unis, 1940-1941", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 2001, pp. 138-159
- E.Loyer, "La Voix de l'Amérique. Un outil de la propagande radiophonique américaine aux mains d'intellectuels français", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, oct.-déc. 2002, pp. 79-98
- E.Loyer, *Paris à New York. Intellectuels et artistes français en exil (1940-1947)*, Grasset, 497 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2007, pp. 289-290
- G.E.Maguire, "Notre mal de tête commun : Churchill, Roosevelt et de Gaulle", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1995, pp. 593-608
- P.Maillard, *De Gaulle et l'Allemagne. Le rêve inachevé*, Plon, 1990, 322 p.
- P.Maillard, *De Gaulle et le problème allemand. Les leçons d'un grand dessein*, réédition, François-Xavier de Guibert, 2001, 214 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, sept.-oct. 2001, pp. 530-532
- I.Majoros, "Les relations franco-hongroises, 1956-1964", *Bulletin de la société d'histoire moderne et contemporaine*, 1996/3-4, pp. 75-78
- A.Marès, "Mission militaire et relations internationales : l'exemple tchécoslovaque, 1918-1925", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1983.
- O.Masseret, "La reconnaissance par le parlement français du génocide arménien de 1915", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janv.-mars 2002, pp. 139-155
- G.Matthieu, *Une ambition sud-américaine : politique culturelle de la France (1914-1940)*, L'Harmattan, 1991, 254 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, nov.-déc. 1991, pp. 421-422
- F.Mauro, "Les investissements français en Amérique latine des origines à 1973", *Revue d'Histoire économique et sociale*, 1977
- R.Mazuy, *Croire plutôt que voir ? Voyages en Russie soviétique (1919-1939)*, Odile Jacob, 2002, 369 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, avril-juin 2003, p. 188
- É.Mechoulan, "L'incompréhension diplomatique franco-américaine. 1932-1933", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1995, pp. 577-592
- J.Mehlmann, *Émigrés à New York. Les intellectuels français à Manhattan (1940-1944)*, trad. fr., Albin Michel, 2005, 254 p.
- H.Ménudier, *L'Office franco-allemand pour la jeunesse*, Armand Colin, 1988
- H.Ménudier dir., *Le couple franco-allemand en Europe*, Asnières, Publications de l'Institut d'allemand d'Asnières, 1993, 360 p.
- F.Mercier, *Vichy face à Chiang Kai-Shek, histoire diplomatique*, L'Harmattan, 1995, 335 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, avril-mai 1997, p. 554
- J.Miller & M.Molesky, *Maudits Français ! Trois siècles de relations tumultueuses entre la France et l'Amérique*, Éditions Saint-Simon, 2005, 336 p.
- P.Milza, *Le fascisme italien et la presse française. 1920-1940*, Complexe, 1987, 288 p.
- P.Milza dir., *Les Italiens en France de 1914 à 1940*, École française de Rome, 1986, 787 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1988, p. 141, *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept. 1988, pp. 524-526, *Historiens & Géographes*, déc. 1989-janv. 1990, pp. 439-440
- C.Moisy, *Le Citoyen Genet : la Révolution française à l'assaut de l'Amérique*, Privat, 2007, 294 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, février 2008, p. 381

J.-Cl.Montant, "Une tentative française d'infiltration dans la presse allemande : l'affaire de la *Kölnische Volkszeitung* (février-décembre 1918)", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1980, pp. 658-685.

J.Morizet & H.Möller, *Allemagne, France. Lieux et mémoire d'une histoire commune*, Albin Michel, 1995, 233 p.

L.Murard & P.Zilbermann, "La mission Rockefeller en France et la création du Comité national de défense contre la tuberculose (1917-1923)", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1987, pp. 257-281.

I.Muzart-Fonseca dos Santos & D.Rolland dir., *L'exil brésilien en France. Histoire et imaginaire*, L'Harmattan, 2008, 400 p.

A.Naaman, *Histoire des Orientaux de France. Du 1er au XXe siècle*, Ellipses, 2013, 528 p.

T.Neuner, livre sur les relations entre la gauche et la révolution cubaine, 2012, compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2014, p. 214-215

C.Nicault, *La France et le sionisme (1897-1948). Une rencontre manquée ?*, Calmann-Lévy, 1992, 319 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, avril-juin 1993, p. 134

Y.-H.Nouailhat, *Les Américains à Nantes et Saint-Nazaire. 1917-1919*, Les Belles Lettres, Paris, 1972, 250 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1974 & *Historiens & Géographes*, juin 1973, pp. 925-926.

Y.-H.Nouailhat, *France et États-Unis, août 1914-avril 1917*, Publications de la Sorbonne, 1979, 490 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1983, pp. 328-330.

A.Nouschi, *La France et le monde arabe depuis 1962. Mythes et réalités d'une ambition*, Vuibert, 1994, 224 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1996, pp. 162-163

M.Ormos, "Portraits croisés : regard des Hongrois sur les Français et vice-versa, 1918-1920", *Bulletin de la société d'histoire moderne et contemporaine*, 1996/3-4, pp. 56-62

A.Ort & S.Regourd, *Le rôle de la France dans la création de l'état tchécoslovaque (1918)*, Presses de l'IEP de Toulouse, 1994, 126 p., compte rendu dans *Bulletin de la Société d'histoire moderne et contemporaine*, 1996/3-4, pp. 100-101

S.M.Osgood, "Le mythe de la perfide Albion en France (1919-1940)", *Cahiers d'Histoire*, 1975, n° 1.

S.Pattieu, « Voyager en pays socialiste avec Tourisme et Travail », *Vingtième Siècle*, avril-juin 2009, pp. 63-77

H.C.Pelosi, *Vichy no fue Argentina. Las relaciones franco-argentinas (1939-1946)*, Buenos Aires, Nuevohacer, 2003, 200 p.

Y.-M.Péréon, *L'image de la France dans la presse américaine, 1936-1947*, Bruxelles, Peter Lang, 2011, 472 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, octobre-novembre 2011, p. 370

M.Perrot, *La Monnaie et l'opinion publique en France et en Angleterre de 1924 à 1936*, Paris, 1955

D.W.Pike, *La France et la Guerre d'Espagne (1936-1938)*, PUF, 1975, 472 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, avril-mai 1976, p. 555.

D.W.Pike, "L'immigration espagnole en France (1945-1952)", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1977, pp. 286-300.

R.Poidevin & J.Bariéty, *Les relations franco-allemandes. 1815-1975*, Armand Colin, coll. U, compte rendu dans *Historiens & Géographes*, sept.-oct. 1978, p. 156, réédition, 1979, 394 p.

J.Ponty, *Polonais méconnus. Histoire des travailleurs immigrés en France dans l'entre-deux-guerres*, Publications de la Sorbonne, 1988, 474 p.

J.Popkin, "Made in USA. Les historiens français d'Outre-Atlantique et leur histoire", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1993, pp. 303-320

J.Portés, *Une fascination réticente. Les États-Unis dans l'opinion française 1870-1914*, Presses universitaires de Nancy, 1990, 458 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, oct.-nov. 1990, p. 383

J.Portés, "Les origines de la légende noire des accords Blum-Byrnes sur le cinéma", *Revue*

d'histoire moderne et contemporaine, avril-juin 1986, pp. 314-329.

J.Portes, "Les États-Unis dans les manuels d'Histoire et de Géographie de la Troisième République", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1981, pp. 195 & suiv.

O.Pottier, *Les bases américaines en France (1950-1967)*, L'Harmattan, 2003, 372 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janvier 2005, pp. 455-456

C.Poulain dir., *Manger et boire entre 1914 et 1918*, Gand, Snoeck, 2016, 208 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, avril-juin 2017, p. 178-180

C.Poupault, *À l'ombre des faisceaux : les voyages français dans l'Italie des chemises noires (1922-1943)*, Ecole française de Rome, 2014, 922 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, Janvier-mars 2016, p. 220

Ph.Prévoist, *La France et le Canada. D'une après-guerre à l'autre (1918-1944)*, Saint-Boniface, Éditions du Blé, 1994, 490 p., compte rendu dans *Bulletin de la Société d'histoire moderne et contemporaine*, 1999/3 & 4, pp. 98-99

J.-Cl.Pruja, *Premiers camps de l'exil en France. Prats-de-Mollo, 1939*, Saint-Cyr-sur-Loire, Alan Sutton, 2003, 127 p.

A.Quagliarini, "La nouvelle donne allemande dans les relations franco-italiennes. 1949-1951", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1995, pp. 622-657

M.-P.Rey, *La tentation du rapprochement, France et URSS à l'heure de la détente (1964-1974)*, Publications de la Sorbonne, 1992, 365 p., compte rendu dans *Bulletin de la Société d'histoire moderne et contemporaine*, 1994, 3-4, pp. 125-126

J.Riffier, *Les œuvres françaises en Syrie (1860-1923)*, L'Harmattan, 2000, 378 p.

R.Robin, "Diplomatie et commémoration : les cimetières militaires américains en France (1918-1955)", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1995, pp. 126-141

T.Robin, *Le Coq face au Dragon, 1944-1964 : deux décennies de relations économiques franco-chinoises*, Genève, Droz, 2013, 594 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2014, p. 197-198

D.Rodogno, « La politique des occupants italiens à l'égard des Juifs en France métropolitaine. Humanisme ou pragmatisme ? », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2007, pp. 63-77

Ph.Roger, *Rêves et cauchemars américains. L'Amérique au miroir de l'opinion publique française (1945-1953)*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 1996, 357 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, avril-juin 1998, pp. 194-195, dans *Historiens & Géographes*, août-sept. 1998, pp. 482-483

Ph.Roger, *L'ennemi américain. Généalogie de l'antiaméricanisme français*, Seuil, 2002, 600 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, avril 2004, pp. 557-558

D.Rolland, *Vichy et la France libre au Mexique*, L'Harmattan, 1990, 444 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai-juillet 1991, pp. 414-415

D.Rolland, *La crise du modèle français : Marianne et l'Amérique latine, culture, politique et identité*, Presses universitaires de Rennes, 2000, 463 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 2002, pp. 205-207

D.Rolland, *Mémoire et imaginaire de la France en Amérique latine : la commémoration du 14 juillet, 1939-1945*, L'Harmattan, 2000, 190 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 2002, pp. 207-208

D.Roseberg dir., *Images de la France en République démocratique allemande. Une histoire oubliée*, L'Harmattan, 2004, 320 p.

S.Rousseau, *La Colombe et le Napalm. Des chrétiens français contre les guerres d'Indochine et du Vietnam, 1945-1975*, CNRS Éditions, 2002

P.-E.Roux, *La croix, la baleine et le canon. La France face à la Corée au milieu du XIXe siècle*, Le Cerf, 2012, 459 p., compte rendu dans *Rh 19. Revue d'histoire du XIXe siècle...*, 2012/2, pp. 230-232

J.Rovan, *Mémoires d'un Français qui se souvient d'avoir été Allemand*, Seuil, 1999, 560 p.

R.Sabatier de Lachanède, *La marine française et la guerre civile d'Espagne*, Vincennes, SHM, 1993, 539 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai-juin 1995, p. 418

A.Saintin, « L'intellectuel socialiste révolutionnaire Daniel Guérin en Allemagne avant et après la catastrophe », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2013, pp. 15-28

C.Sanderson, *France, Grande-Bretagne et défense de l'Europe, 1945-1958. L'impossible alliance ?*, Publications de la Sorbonne, 2003, 472 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet 2004, pp. 538-540

T.Sandu, *La Grande Roumanie alliée de la France. Une péripétie diplomatique des Années folles (1919-1933)*, L'Harmattan, 1999, 284 p.

Y.Santamaria, "Les deux incendies. Le PCF face à la guerre d'Éthiopie (1935-1936)", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 2002, pp. 37-52

C.W.Schäffer, *André François-Poncet...*, Munich, Oldenburg, 2004, 382 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2005, pp. 167-168

M.Schiavon, *Une victoire dans la défaite. La destruction du Chaberton. Briançon 1940*, Anovi, 2007, 270 p.

S.Schirmann, *Les relations économiques et financières franco-allemandes. 1932-1939*, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 1995, 304 p., compte rendu dans *Bulletin de la Société d'histoire moderne*, 1998/1 & 2, pp. 109-110

B.Schoenborn, *La mésentente apprivoisée. De Gaulle et les Allemands. 1963-1969*, Publications de l'Institut des Hautes Études internationales de Genève, 2007, 430 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, février 2008, p. 433

R.Schor, "Les États-Unis vus de droite. La crise américaine de 1929 à travers la presse française de droite", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1995, pp. 568-576

M.Seguella, *Pétain-Franco. Les secrets d'une alliance*, Albin Michel, 1992, 353 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai-juin 1993, pp. 524-525

Chr.Sellin, "Les relations entre la France et l'Inde (1947-1954)", *Bulletin du Centre d'histoire de la France contemporaine*, Paris X- Nanterre, n° 9, 1988, pp. 43-62.

F.Sérodès, *Anglophobie et politique. De Fachoda à Mers el-Kébir*, L'Harmattan, 2010, 278 p.

C.Serrano, *L'enjeu espagnol, Parti communiste français et Guerre d'Espagne*, Messidor, 1987, 288 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janv.1988, p. 387 & déc. 1988, pp. 372-373.

M.Sevegrand, *Israël vu par les catholiques français, 1945-1994*, Karthala, 2014, 262 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2016, pp. 210-211

H.Shamir, "Le plébiscite de la Sarre et l'opinion publique en France", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1970, pp. 104-111.

É.Sill, « La croisade des gosses. Fugues, disparitions et enrôlements volontaires de mineurs français en Espagne durant la guerre civile », *Vingtième Siècle*, avril-juin 2011, pp. 19-32

G.-H.Soutou, *L'alliance incertaine. Les rapports politico-stratégiques franco-allemands, 1954-1996*, Fayard, 1996, 504 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, oct.-nov. 1997, pp. 507-508

G.-H.Soutou dir., *Recherches sur la France et le problème des nationalités pendant la Première Guerre mondiale (Pologne, Lituanie, Ukraine)*, Paris, Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 1995, 230 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1998, pp. 505-508

L.Stein, *Par-delà l'exil et la mort, les républicains espagnols en France*, Éditions Mazarine, 1982, 383 p.

C.Talon, « Regards croisés sur la dictature des colonels en Grèce : origine, nature et programme », *Historiens & Géographes*, mai 2011, pp. 183-195

F.Théofilakis, « La sexualité du prisonnier de guerre. Allemands et Français en captivité (1914-1918, 1940-1948) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2008, pp. 203-219

R. & I.Tombs, *La France et le Royaume-Uni. Des ennemis intimes*, A.Colin, 2012, 504 p.

L.Tournès, *Sciences de l'homme et politique : les fondations philanthropiques américaines en France au XXe siècle*, Les Classiques Garnier, 2011, 412 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle*, octobre-décembre 2011, p. 226-227

F.Turpin, *De Gaulle, Pompidou et l'Afrique (1958-1974). Décoloniser et coopérer*, Les Indes

- savantes, 2010, 335 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai 2011, pp. 305-306
- M.Vaïsse, "De Gaulle, l'Italie et le projet d'Union politique européenne, 1958-1963. Chronique d'un échec annoncé", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1995, pp. 658-669
- M.Vaïsse dir., *L'Entente cordiale, de Fachoda à la Grande Guerre*, Complexe, 2004, 144 p.
- M.Vaïsse dir., *De Gaulle et la Russie*, CNRS, 2006, 296 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2006, p. 226
- M.Vaïsse & C.Wenlet éd., *La diplomatie française face à l'unification allemande d'après des archives inédites*, Tallandier, 2011, 398 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai 2012, p. 290-291
- G.Valence, *Petite histoire de la germanophobie*, Flammarion, 2013, 246 p.
- C.Valenti, "L'école française d'Athènes au cœur des relations franco-helléniques, 1846-1946", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 2003, pp. 92-107
- J.Verdès-Leroux, *La Lune et le Caudillo*, sur les intellectuels et Cuba 1959-1971, L'Arpenteur, 1989, 561 p.
- P.Vermeren, note sur films sur affaire Ben Barka, *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2006, pp. 203-204
- Fr.-X.Verschave, *La Françafrique, le plus long scandale de la République*, Stock, 1998, 360 p.
- J.-Cl.Villegas, *Plages d'exil. Les camps de réfugiés espagnols en France, 1939*, BDIC-Université de Bourgogne, 1989, 232 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1989, p. 143
- J.Viot & G.Radice dir., *L'Entente cordiale dans le siècle*, Odile Jacob, 2004, 368 p.
- I.Wall, *L'influence américaine sur la politique française, 1945-1954*, Balland, 1989, 515 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1990, p.133-134, dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1990, pp. 366-367
- I.Wall, "Les accords Blum-Byrnes...", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 13, janv.-mars 1987
- I.Wall, "Jean Monnet, les États-Unis et le plan français", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1991, pp. 3-21
- N.Wang, *Émigration et politique. Les étudiants-ouvriers chinois en France. 1919-1925*, Les Indes savantes, 2002, 392 p.
- F.Wein, livre sur la propagande française sur la rive gauche du Rhin 1919-1930, compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1994, pp. 146-147

□ Moyens (diplomatiques, militaires et autres) de la politique étrangère de la France

- Cl.d'Abzac-Epezy, *L'armée de l'air de Vichy (1940-1944)*, Service historique de l'armée de l'Air, 1997, 724 p.
- M.Acerra & J.Meyer, *Marins et Révolution*, Ouest-France, 1988, 286 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, déc. 1989-janv. 1990, p. 428
- M.Agulhon & Ph.Oulmont, *Nation, Patrie, Patriotisme*, Documentation photographique, 1993
- M.Alexander, *The Republic in danger. General Maurice Gamelin and the politics of French defence, 1933-1940*, Cambridge University Press, 1993, 573 p.
- J.-P.Angremy, *Trésors et secrets du Quai d'Orsay*, J.-Cl.Lattès, 2001, 1 080 p.
- P.Arnaud, "Diviser et unir : sociétés sportives et nationalismes en France", *Sport-Histoire. Revue internationale des Sports et des Jeux*, n° 4, 1989, pp. 31-48
- A.Audoin-Dubreuil, *La croisière jaune sur la route de la soie*, Glénat-Société de Géographie, 2013, 160 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2015, p. 249
- M.Auvray, *L'âge des casernes. Histoire et mythes du service militaire*, Éditions de l'Aube, 1998, 327 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1999, pp. 178-179
- J.-P.Azéma & P.Milza, deux contributions dans R.Rémond dir., *Pour une histoire politique*, Seuil, 1988, 403 p., pp. 315-378.

- L.Badel, « Pour une histoire de la diplomatie économique de la France », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2006, pp. 169-185
- J.Baillon dir., *Les Affaires étrangères et le corps diplomatique français*, CNRS, 1984, 2 vol., 846 & 1 022 p.
- C.Barcellini, « Le musée de l'Armée ou l'enseignement par les yeux de la défense patriotique », *Historiens & Géographes*, avril 2005, pp. 171-181
- J.-L.Barré, *Le seigneur-chat. Philippe Berthelot (1886-1934)*, Plon, 1988, 433 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1989, pp. 134-135
- Bartosek, Gallissot & D.Peschanski, *De l'exil à la résistance : réfugiés et immigrés d'Europe centrale en France, 1933-1945*, Presses universitaires de Vincennes-Arcantère, 1989, 283 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1989, pp. 141-142
- Cl.Baudot & L.Séguéla, *La Terre en rond*, Flammarion, 1960, 282 p.
- Y.Beauvois, *Léon Noël (1888-1987)*, Villeneuve d'Asq, Presses universitaires du Septentrion, 2001, 468 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai 2002, pp. 410-411, dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2002, pp. 195-196
- J.-J.Becker, compte rendu colloque « Clemenceau et la Grande Guerre », dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2010, pp. 165-166
- J.-J.Becker & St. Audouin-Rouzeau, *La France, la nation, la guerre : 1850-1920*, SEDES, coll. "Regards sur l'histoire", 1995, 342 p.
- N.Benkorich & M.Winock dir., *La Trahison de Munich. Emmanuel Mounier et la grande débâcle des intellectuels*, CNRS Éditions, 2008, 184 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, octobre-décembre 2009, pp. 407-408
- D.Bensimon, *Les juifs de France et leurs relations avec Israël (1945-1988)*, L'Harmattan, 1989, 285 p.
- E.Berenson & N.Green, « Quand l'Oncle Sam ausculte l'Hexagone. Les historiens américains et l'histoire de la France », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2005, pp. 121-131
- J.-P.Bertaud & W.Serman, tome I (1789-1919) de la *Nouvelle histoire militaire de la France*, Fayard, 1998, 855 p.
- M.Bessin, *Autopsie du service militaire, 1965-2001*, Auttement, 2002, 216 p.
- A.Betz, *Exil et engagement. Les intellectuels allemands et la France. 1930-1940*, Gallimard, 1991, 416 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1991, p. 102
- J.-R.Béziat, *Georges Bidault et la politique étrangère de la France*, L'Harmattan, 2006, 522 p.
- P.Birnbaum, *La « France aux Français ». Histoire des haines nationalistes*, Seuil, 2006, 432 p.
- J.Bonnin, *Les Voyages de François Mitterrand. Le PS et le monde (1971-1981)*, Presses universitaires de Rennes, 2014, 338 p.
- G.Bossuat, *La France, l'aide américaine et la construction européenne. 1944-1954*, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 1992, 2 vol., 1 042 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juin-juill. 1994, pp. 572-573
- G.Bossuat, "La France et les constructions européennes. 1943-1957", *Historiens & Géographes*, juill.-août 1988, pp. 145-165.
- G.Bossuat, *La France et la construction de l'unité européenne de 1919 à nos jours*, A.Colin, coll. U, 2012, 280 p.
- G.Bossuat, "Jean Monnet. La mesure d'une influence", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 1996, pp. 68-84
- F.Bozo, *La France et l'OTAN. De la guerre froide au nouvel ordre européen*, Masson, 1991, 288 p.
- M.Bruézière, *L'Alliance française (1883-1983)*, Hachette 1983, 248 p.
- P.Buffotot, *Le socialisme français et la guerre. Du soldat-citoyen à l'armée professionnelle (1871-1998)*, Bruylant-LGDJ, 1998, 480 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1999, pp. 178-179
- E.Bussière, *La France, la Belgique et l'organisation économique de l'Europe, 1918-1935*, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 1992, 522 p.

C.Carlier, *L'aéronautique française. 1945-1975*, Lavauzelle, 1983, 645 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mars 1985, pp. 831-832.

C.Carlier, « La genèse de l'armement atomique français : l'œuvre de la Quatrième République », *Historiens & Géographes*, février 2007, pp. 289-295

E.S.Carrete, *L'exil latino-américain en France. De 1964 au début du XXI^e siècle*, L'Harmattan, 2016, 152 p.

F.Chaubet, *La politique culturelle française et la diplomatie de la langue. L'Alliance française (1883-1940)*, L'Harmattan, 2006, 321 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle*, octobre-décembre 2008, pp. 229-231

F.Chaubet dir., *La Culture française dans le monde, 1980-2000 : les défis de la mondialisation*, L'Harmattan, 2010, 257 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2011, pp. 273-274

C.Chombard-Gaudin, "Berlin vu par les voyageurs français (1900-1939)", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 1990, pp. 27-42

C.Chombard-Gaudin, "Pour une histoire des villes et communes jumelées", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 1992, pp. 60-66

Collectif, *La politique économique extérieure de la France dans l'entre-deux-guerres*, n° 13, printemps 1978 de *Relations internationales*.

Collectif, *Images de la France en 1938-1939*, n° 33, printemps 1983 de *Relations internationales*.

Collectif, "La perception de la puissance en France par les partis politiques en 1938-1939", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1984, avec erratum janvier 1985, p. 184.

Collectif, *Archives des Armées et Histoire militaire*, n° 171 (juin 1988) de la *Revue historique des Armées*.

Collectif, "Dossier : 1914-1918", *Revue historique des Armées*, 1988/3.

Collectif, "La politique nucléaire de la France", n° spécial de *Relations internationales*, automne 1989

Collectif, *Entre rayonnement et réciprocité. Contributions à l'histoire de la diplomatie culturelle*, Publications de la Sorbonne, 2002, 197 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mars 2003, pp. 550-551

Collectif, *Le Paris arabe. Deux siècles de présence des Orientaux et des Maghrébins, 1830-2003*, La découverte, 2003, 248 p.

Collectif, *La Trahison de Munich : Emmanuel Mounier et la grande débâcle des intellectuels*, CNRS éditions, 2008, 184 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2009, pp. 242-243

Collectif, *Les Jeunes dans les relations transnationales : l'Office franco-allemand pour la jeunesse 1963-2008*, Presses de la Sorbonne nouvelle, 2008, 479 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle*, avril-juin 2009, pp. 235-236

Collectif, « De l'histoire bataille à l'histoire totale », *Revue historique des armées*, 2009, 257 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2011, pp. 242-243

Collectif, « Le Service historique de la Défense », *Vingtième Siècle*, octobre-décembre 2011, pp. 153-160

Collectif, *Histoire politique des services secrets français de la Seconde Guerre mondiale à nos jours*, La découverte, 2012, 734 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2013, p. 167

A.Corvisier, *Dictionnaire d'Art et d'Histoire militaires*, PUF, 1987

A.Corvisier dir., *Histoire militaire de la France*, tome 2, sous la direction de J.Delmas, *De 1715 à 1871*, PUF, 1992, 640 p., tome 3, sous la direction de G.Pedroncini, *De 1871 à 1940*, PUF, 1992, 528 p., tome 4, sous la dir. d'A.Martel, PUF, 1994, 701 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, déc. 1994, pp. 440-442

B.Costagliola, *La Marine de Vichy*, Tallandier, 2009, 434 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2011, pp. 254-255

- H.Couteau-Bégarié, *L'histoire maritime de la France*, Economica, réédition, 1997, 115 p.
- C.Coutin, "Les artistes et la guerre. Le camouflage pendant la Première Guerre mondiale", *Historiens & Géographes*, n° 321 & 322.
- C.Coutin, *Jean-Louis Forain. Illustrateur de la guerre 1914-1918*, Horvath, 1989, 250 p.
- A.Crépin, *Défendre la France. Les Français, la guerre et le service militaire de la guerre de Sept Ans à Verdun*, Presses universitaires de Rennes, 2005, 424 p., compte rendu dans *RH19, Revue d'histoire du XIXe siècle*, 2005/2, pp. 186-189
- F.Crouzet, "Réactions françaises devant *Les conséquences économiques de la paix* de Keynes", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1972, pp. 6-26.
- R.Dalisson, *Les guerres et la mémoire*, CNRS, 2013, 333 p., compte rendu DL dans *Historiens & Géographes*, mai 2014, pp. 203-204
- J.Defrasne, *Le pacifisme en France*, PUF, 1995, 260 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, fév.-mars 1997, p. 544
- M.Delaperrière & A.Marès dir., *Paris, « capitale culturelle » de l'Europe centrale ? Les échanges intellectuels entre la France et les pays d'Europe médiane (1918-1939)*, Centre d'études slaves et Institut d'études slaves, 1997, 240 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juill.-sept. 1998, pp. 194-195
- J.Delmas, "Les forces armées françaises en 1945. Espoirs et réalités", *Historiens & Géographes*, mai-juin 1995, pp. 227-236
- Y.Denéchère, "La place et le rôle des femmes dans la politique étrangère de la France contemporaine", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, avril-juin 2003, pp. 89-98
- Y.Denéchère, *Jean Herbet (1878-1960), journaliste et ambassadeur*, Bruxelles, Peter Lang, 2003, 402 p.
- R.-M.Dereumaux, *L'organisation internationale de l'afro-asiatique. L'institution internationale du XXIe siècle*, L'Harmattan, 2008, 158 p.
- J.Doise & M.Vaisse, *Diplomatie et outil militaire. 1871-1969*, Imprimerie nationale, 1987, 566 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juill.-août 1988, pp. 176-178, & *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 1988, pp. 139-140, réédition, Seuil, coll. "Points", 1992, 768 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai-juin 1992, p. 419
- E.Fernandez-Domingo, *Le négoce français au Chili (1880-1929)*, Presses universitaires de Rennes, 2006, 362 p.
- M.Dreyfus, "Pacifistes socialistes et humanistes dans les années 20", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept. 1988, pp. 452-469.
- M.Duval & D.Mongin, *Histoire des forces nucléaires françaises depuis 1945*, Que sais-je?, 1993
- C.Endy, *Cold War Holidays. American Tourism in France*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2004, 304 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2006, pp. 224-225
- A.Estienne-Mondet, *Général Estienne, « père des chars »*, L'Harmattan, 2011, 354 p.
- B.Étienne, *La France et l'Islam*, Hachette, 1989, 322 p.
- R.Fabre, "Un exemple de pacifisme juridique : Théodore Ruysen et le mouvement *La Paix par le droit* (1884-1950)", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juill.-sept. 1993, pp. 38-54
- P.Facon, *L'Armée de l'Air de la Victoire (1942-1945)*, Economica, 1945, 2006, 235 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, février 2007, p. 432
- M.Faivre, *Le général Paul Ély et la politique de défense (1956-1961). L'Algérie, l'OTAN, la bombe*, Institut de stratégie comparée et Economica, 1998, 147 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, avril-mai 1999, p. 522
- Chr.Félix, *Alsace-Lorraine et Union sacrée*, Horvath, 1991, 198 p.
- G.Ferrero, *Talleyrand au congrès de Vienne*, Fallois, 1996, 332 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mars-avril 1998, pp. 519-520
- A.Fleury, *"La Croix" et l'Allemagne. 1930-1940*, Le Cerf, 1986, 456 p.
- A.Fleury, "La Croix devant la marée brune", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 9, janv.-

févr. 1986

N.Fouché & J.Portes, « L'institutionnalisation de l'histoire américaine en Sorbonne, 1946-1988 », *Historiens & Géographes*, janvier-février 2011, pp. 242-252 & *Historiens & Géographes*, mai 2011, pp. 173-181

A.Foucrier, *Le rêve californien. Migrants français sur la côte Pacifique (XVIIIe - XXe siècles)*, Belin, 1999, 432 p.

J.François-Poncet, *37, quai d'Orsay. Mémoires pour aujourd'hui et pour demain*, Odile Jacob, 2008, 286 p.

R.Frankenstein, *Le prix du désarmement français (1935-1939)*, Publications de la Sorbonne, 1982, 382 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1985, pp. 699-701.

J.-Ch.Fredenucci, "L'entregent colonial des ingénieurs des Ponts et Chaussées dans l'urbanisme des années 1950-1970", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juill.-sept. 2003, pp. 79-92

J.Frémeaux, *La France et l'Islam depuis 1789*, PUF, 1991, 291 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, sept.-oct. 1991, p. 373

P.Fridenson & J.Lecuir, *La France et la Grande-Bretagne face aux problèmes aériens (1935-mai 1940)*, Vincennes, Service historique de l'Armée de l'air, 1976, 208 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1980, pp. 169-171 & *Historiens & Géographes*, juin-juill. 1980, pp. 89-92.

H.Gattegno, *L'affaire Dumas*, Stock, 1998

L.Gautier, *Mitterrand et son armée, 1990-1995*, Grasset, 1999, 577 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai-juin 2000, p. 557

É.Gayme, *Les prisonniers de guerre français. Enjeux militaires et stratégiques. 1914-1918 et 1940-1945*, Economica, 2010, 185 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai 2011, p. 308

L.Giovachini, *L'armement français au XXe siècle. Une politique à l'épreuve de l'histoire*, Ellipses, 2005, 208 p.

R.Girault dir., *Pierre Mendès France et le rôle de la France dans le monde*, colloque de 1991, Presses universitaires de Grenoble, 1991, 488 p.

R.Girault & R.Frank dir., *La puissance française en question, 1945-1949*, Publications de la Sorbonne, 1989, 470 p.

R.Godeau, *Le franc CFA : pourquoi la dévaluation de 1994 a tout changé*, Sepia, Paris, 1996, 218 p.

A.Godin, *Une passion roumaine. Histoire de l'Institut français des Hautes Études en Roumanie (1924-1948)*, L'Harmattan, 1998, 240 p.

Fr.Gresle, *Le service national*, Que sais-je?, 1997, compte rendu dans *Historiens & Géographes*, août-sept. 1998, p. 473

J.-M.Guieu, *Le Rameau et le glaive : les militants français pour la Société des nations*, Presses de Sciences Po, 2008, 305 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2009, pp. 256-257

M.B.Hayne, *The French Foreign Office and the origins of the First World War. 1898-1914*, Oxford, Clarendon Press, 1993, 328 p., compte rendu par mes soins dans *Bulletin de la Société d'histoire moderne et contemporaine*, 1994, 1/2, pp. 102 & suiv.

M.Hecker, *La presse française et la première guerre du Golfe*, L'Harmattan, 2003, 163 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janvier 2005, p. 389

T.Hohl, *Les Socialistes français et l'Europe : documents et analyses*, textes, Éditions universitaires de Dijon, 2008, 182 p.

J.Hughes, *To the Maginot Line. The Politics of French Military Preparation in the 1920's*, Cambridge, Harvard University Press, 2006, 296 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2007, pp. 282-283

P.Humbert-Lacombe, "L'accueil des films américains en France pendant la Guerre froide (1946-1953)" *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1986, pp. 301-313.

N.Ingram, *The politics of dissent. Pacifism in France, 1919-1939*, Oxford, 1991, 366 p.,

compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juill.-sept. 1992, pp. 129-130

J.-Ch.Jauffret, *Parlement. Gouvernement. Commandement. L'armée de métier sous la 3e République*, thèse, Vincennes, SHAT, 1988, compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai-juin 1989, p. 328

A.Kriegel & J.-J.Becker, 1914. *La guerre et le mouvement ouvrier français*, coll. "Kiosque, 1964, 241 p.

P.Krop, *Les secrets de l'espionnage français de 1870 à nos jours*, Lattès, 1993, 934 p.

P.Lanfranchi, "Le football sarrois de 1947 à 1952. Un contre-pied aux actions diplomatiques", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1990, pp. 59-66

S.Laurent, compte rendu colloque "Les militaires, le pouvoir et la vie publique en France. 1871-1962", dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, oct.-déc. 1996, pp. 131-132

J.Leclant, "Louise Weiss : "la grand-mère de l'Europe", *Historiens & Géographes*, mai-juin 1993, pp. 37-40

M.Le Dorh, *Les démocrates chrétiens français face à l'Europe. 1944-1957*, L'Harmattan, 2005, 560 p.

M.Lefèvre, *Le Soutien américain à la francophonie : enjeux africains, 1960-1970*, Presses de Sciences Po, 2010, 292 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2011, pp. 272-273

J.Le Gac, *Vaincre sans gloire. Le corps expéditionnaire français en Italie (novembre 1942-juillet 1944)*, Les Belles Lettres, 2013, 613 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2014, p. 194-195

J.-P.Legois, compte rendu journée d'études sur les objecteurs de conscience, *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2005, pp. 136-137

M.-H.Léon, *Les chasseurs alpins. Mythe et réalité des troupes de montagne*, L'Harmattan, 1997, 112 p.

H.Le Roux, *Jean Lartéguy, le dernier centurion*, Tallandier, 2013, 348 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai-juin 2015, p. 232-233

M.Lévy-Leboyer dir., *La position internationale de la France. Aspects économiques et financiers. XIXe-XXe siècles*, Congrès, EHESS, 1978, 472 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, fév. 1979, p. 502.

A.Lignereux, note sur colloque gendarmerie de 2003, *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janv.-mars 2004, pp. 160-161

J.-Y.Mary, A.Hohnadel & J.Sicard, *Hommes et ouvrages de la Ligne Maginot*, Histoire et collections, 4 vol., 2003-2005

Ph.Masson, *La Marine française et la guerre 1939-1945*, Tallandier, 1991, 539 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai-juin 1992, pp. 462-463 & mai-juin 1995, p. 419

J.-L.Mathieu, *La défense nationale, Que sais-je?*, 1996, compte rendu dans *Historiens & Géographes*, oct.-nov. 1997, p. 506

J.Mehlman, *Émigrés à New York. Les intellectuels français à Manhattan. 1940-1944*, trad. fr., Albin Michel, 2005, 253 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, février 2006, p. 466

P.Milza & D.Peschanski dir., *Exils et migration. Italiens et Espagnols en France, 1938-1946*, L'Harmattan, 1994, 696 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janv.-fév. 1998, pp. 418-419

A.Mitchell, "La mentalité xénophobe : le contre-espionnage en France et les racines de l'affaire Dreyfus", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept. 1982, pp. 489-499

E.Neveu, "Trente ans de littérature d'espionnage en France (1950-1980)", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1986 (n° 10).

A.Neviaski, *Képi blanc, casque d'acier et croix gammée : subversion au cœur de la Légion étrangère*, Fayard, 2012, 394 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2013, p. 167-168

Cl.Nicault, *La France et le sionisme (1897-1948). Une rencontre manquée ?*, Calmann-Lévy, 1992, 319 p.

P.Ory, "La désaméricanisation de la bande dessinée (1945-1950)", *Vingtième Siècle. Revue*

d'histoire, n° 4 (oct.-déc.1984), pp. 77 & suiv.

L.Panel, *Gendarmerie et contre-espionnage (1914-1918)*, Maisons-Alfort, Service historique de la gendarmerie nationale, 2004, 252 p.

P.Pascallon dir., *La Ve République. 1958-2008. 50 ans de politique de défense*, L'Harmattan, 2008, 276 p.

P.Pascallon & J.-P.Hébert dir., *La politique industrielle d'armement et de défense de la Ve République. Évolution, bilan et perspectives*, L'Harmattan, 2010, 342 p.,

G.Pedroncini, "Remarques sur la décision militaire en France pendant la Grande Guerre", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1973, pp. 139-152.

G.Pedroncini dir., tome III de l'*Histoire militaire de la France*, PUF, 1992, 515 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1995, pp. 182-185

D.Pelletier, note sur film *Le diplomate Stéphane Hessel, Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juill.-sept. 1997, pp. 158-160

J.Penez, "Le Centre d'études d'histoire de la défense", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1996, pp. 124-125

N.Pietri, bibliographie sur le nationalisme, *Historiens & Géographes*, juill.-août 1995, pp. 75-80

J.-D.Pô, *Les moyens de la puissance. Les activités militaires du CEA (1945-2000)*, Ellipses, 2005, 272 p.

C.Pomeyrols & C.Hauser, *L'Action française et l'étranger. Usages, réseaux et représentations de la droite nationaliste française*, L'Harmattan, 2002, 150 p.

Ph.Pondaven, *Le Parlement et la politique extérieure sous la Quatrième République*, PUF, 1973, 140 p.

D.Porch, *La Légion étrangère. 1831-1962*, Fayard, 1994, 850 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai-juin 1995, pp. 416-417

J.Portelle, *Le monde dans ma poche en 98 jours*, Denoël, 1959, 175 p.

Chr.Poupault, « Les voyages d'hommes de lettres en Italie fasciste. Espoir du rapprochement franco-italien et culture de la latinité », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2009, pp. 67-79

Chr.Prochasson, *Les intellectuels, le socialisme et la guerre. 1900-1938*, Seuil, coll. "L'Univers historique", 1993, 360 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janvier-mars 1994, pp. 125-126, dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1995, pp. 185-188

A.Prost, "Les représentations de la guerre dans la culture française de l'entre-deux-guerres", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 1994, pp. 23-31

L.Rasson, *Écrire contre la guerre : littérature et pacifisme (1916-1938)*, L'Harmattan, 1997, 186 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, oct.-déc. 1998, pp. 144-145

I.Renard, *L'institut français de Florence (1900-1920)*, École française de Rome, 2001, 501 p.

R.Riemenschneider, "L'enseignement de la Révolution française en République fédérale d'Allemagne", *Historiens & Géographes*, mars-avril 1991, pp. 391-400

Col.Rocolle, *2 000 ans de fortification française*, Lavauzelle, 1973, 2 vol., 365 & 262 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1975, pp. 655-656.

É.Roussel, *Jean Monnet*, Fayard, 1996, 1 008 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janv.-mars 1997, pp. 183-184

N.Roussellier, "La ligne de fuite. L'idée d'Europe dans la culture politique française", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1994, pp. 103-112

D.Rousset, G.Rosenthal & T.Bernard, *Pour la vérité sur les camps concentrationnaires. Un procès antistalinien à Paris*, réédition, Ramsay, 1990, 272 p.

H.Roussio, "Réminiscences de guerre dans la bande dessinée", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 3 (1984), pp. 129-132

L.Ruehl, *La politique militaire de la Quatrième République*, FNSP, 1976, 430 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, avril-mai 1977, pp. 748.

L.Saint-Gilles, *La présence culturelle de la France aux États-Unis pendant la Guerre froide*.

1944-1963, L'Harmattan, 2007, 288 p.

A.Saintin, « Des intellectuels français à la rencontre du Duce et du Führer », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2017, pp. 83-97

Y.Santamaria, *L'enfant du malheur. Le parti communiste français dans la lutte pour la paix (1914-1947)*, Seli Arslan, 2002, 315 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 2005, pp. 250-251

Y.Santamaria, *Le pacifisme, une passion française*, Armand Colin, 2005, 350 p.

R.Schor, *L'Opinion française et les étrangers. 1919-1939*, Publications de la Sorbonne, 1986, 760 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, n° 13, pp. 151-152 & *Historiens & Géographes*, sept.-oct. 1988, pp. 297-298.

S.A.Schuker, *The End of French Predominance in Europe. The financial Crisis of 1924 and the Adoption of the Dawes Plan*, University of North Carolina Press, 1976, 444 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1979, pp. 671-675.

J.Sebban, *Pierre Mendès France et la question du Proche-Orient (1940-1982)*, L'Harmattan, 2009, 240 p.

J.A. de Sédouy, *Chateaubriand, un diplomate insolite*, Perrin, 284 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, sept. 1992, p. 409

W.Serman, *La vie professionnelle des officiers français au milieu du XIXe siècle*, Éditions Christian, coll. "Vivre l'histoire", 1994, 221 p., compte rendu dans *Revue d'histoire du XIXe siècle*, 1995, pp. 129-131

P.Singaravelou, *L'École française d'Extrême-Orient ou l'institution des marges (1898-1956) : essai d'histoire sociale et politique de la science coloniale*, L'Harmattan, 1999, 382 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, oct. 2000, pp. 559-561

M.Sot dir., *Étudiants africains en France. 1951-2001. Cinquante ans de relations France-Afrique. Quel avenir?*, Karthala, 2002, 184 p.

J.-P.Soudagne, *La ligne Maginot*, Ouest-France, 2004, 32 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, avril 2005, pp. 354-355

É.Taillemite, *Histoire ignorée de la marine française*, Perrin, 1988, réédition, 2010, 640 p.

T.Tellier, compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, avril-juin 2000, pp. 160-162 d'un colloque sur l'idée de paix

T.Ter Minassian, "Les géographes français et la délimitation des frontières balkaniques à la Conférence de la Paix en 1919", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1997, pp. 252-286

D.Trimbur, *Une école française à Jérusalem. De l'École pratique d'études bibliques des dominicains à l'École biblique et archéologique française de Jérusalem*, Cerf, 2002, 153 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 2004, pp. 213-214

M.Vaïsse, *Sécurité d'abord. La politique française en matière de désarmement. 9 décembre 1930- 17 avril 1934*, thèse d'État, Pedone, 1981, 656 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, avril-mai 1982, p. 948.

M.Vaïsse, "L'adaptation du Quai d'Orsay aux nouvelles conditions diplomatiques (1919-1939)", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1985, pp. 145 & suiv.

M.Vaïsse, "Le choix atomique de la France (1945-1958)", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1992, pp. 21-30

M.Vaïsse, note sur le Centre d'Études d'Histoire de la Défense, *Historiens & Géographes*, sept.-oct. 2001, pp. 273-280

M.Vaïsse, *Armement et Ve République. Fin des années 1950-fin des années 1960*, CNRS, 2002, 432 p.

M.Vaïsse dir., *Les Préfets, leur rôle, leur action dans le domaine de la Défense*, Bruxelles, Bruylant/LGDJ, 2001, 422 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, oct. 2002, pp. 361-362

G.Vidal, « L'affaire Fantômas (1932). Le contre-espionnage français et les prémices de la préparation à la guerre », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2013, pp. 3-14

L.Villatte, *La république des diplomates. Paul et Jules Cambon. 1843-1935*, PUF, 2001, 415 p.

P. & M.-C.Villatoux, *La république et son armée face au « péril subversif ». Guerre et action psychologiques. 1945-1960*, Les Indes savantes, 2005, 694 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2006, pp. 222-223

Th.Vivier, *La politique aéronautique militaire de la France. Janvier 1933-septembre 1939*, L'Harmattan, 1997, 650 p.

E. de Waresquiel dir., *Cinq siècles d'histoires inédites et secrètes au Quai d'Orsay*, Éditions Sophie de Sivry / L'Iconoclaste, 2001, 336 p.

R.Wittenbrock, "Le rôle de la Révolution française dans l'enseignement de l'histoire en Allemagne", *Historiens & Géographes*, mars-avril 1991, pp. 401-404

R.J.Young, "Le haut commandement français au moment de Munich", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1977, pp. 110-129.

R.J.Young, *In command of France. French foreign policy and military planning, 1937-1940*, Harvard, 1978, 346 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril 1982.

□ Périodes de la politique étrangère de la France

A.L.Anizan, compte rendu colloque sur VGE et l'Europe, *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 2004, pp. 196-198

G.Arboit, *Aux sources de la politique arabe de la France. Le Second Empire au Machrek*, L'Harmattan, 2001, 338 p.

Fr. d'Arcy & L.Rouban dir., *La Cinquième République et l'Europe. Hommage à Louis Quermonne*, Presses de Sciences Po, 1996, 384 p.

N.Badalassi, « Les accords d'Helsinki ou le triomphe des conceptions paneuropéennes du général de Gaulle », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2013, pp. 55-70

J.Bariéty dir., *Aristide Briand, la Société des Nations et l'Europe, 1919-1932*, Presses universitaires de Strasbourg, 2007, 542 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai 2008, pp. 379-380

E.Barnavi & S.Friedländer dir., *La politique étrangère du Général de Gaulle*, PUF, 1985, 208 p. Recueil de textes.

J.-J.Becker, *1914. Comment les Français sont entrés dans la guerre*, thèse, FNSP, 1977, compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine* (par S.Berstein), juill.-sept. 1979, pp. 448 & suiv.

J.-J.Becker, *Les Français dans la Grande Guerre*, Robert Laffont, 1980, 324 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1983, pp. 650-651.

J.-J.Becker, *Le Carnet B, les Pouvoirs publics et l'Antimilitarisme avant la Guerre de 1914*, Klincksieck, 1973, 228 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, fév. 1973, pp. 651-652.

J.-J.Becker, "L'Union sacrée, l'exception qui confirme la règle", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1985, pp. 112--122.

J.-J.Becker, "Les classes populaires françaises et la guerre de 1914", *Bulletin du Centre d'Histoire de la France contemporaine*, Paris X- Nanterre, n° 7 (1986), pp. 67-92.

J.-J.Becker, "L'été 1914 de R.Martin du Gard, un ouvrage d'histoire ?", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1978, pp. 213-234

J.-J.Becker, "Les origines de la Première Guerre mondiale, dans *L'été 1914* de Roger Martin du Gard", *Relations internationales*, n° 13, printemps 1978

J.-J.Becker, *La France en guerre. 1914-1918. La grande mutation*, Complexe, 1988, 224 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1989, p. 133

J.Blatt dir., *The French Defeat of 1940. Reassessments*, Providence, Bergham Books, 1998, 372 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1999, pp. 151-152

J.-P.Bled dir., *Le général de Gaulle et le monde arabe*, Beyrouth, 2009, 440 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2012, pp. 281-282

M.Bloch, *L'étrange défaite*, réédition, Gallimard, coll. "Folio-Histoire", 1990, 326 p.

G.Bossuat, "La France et les constructions européennes. 1943-1957", *Historiens & Géographes*, juill.-août 1988, pp. 145-165.

R.Bournazel, *Rapallo : naissance d'un mythe. La politique de la peur dans la France du Bloc national*, Armand Colin, 1974, 259 p.

Fr.Bozo, "De Gaulle, l'Amérique et l'Alliance atlantique. Une relecture de la crise de 1966", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juill.-sept. 1994, pp. 55-68

Fr.Bozo, *Deux stratégies pour l'Europe. De Gaulle, les États-Unis et l'Alliance atlantique. 1958-1969*, Plon, 1996, 288 p.

Fr.Bozo, *Mitterrand, la fin de la Guerre froide et l'unification allemande. De Yalta à Maastricht*, Odile Jacob, 2005, 518 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2007, p. 376-377

Ph.Buton, « La CED, l'Affaire Dreyfus de la Quatrième République ? », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 2004, pp. 43-60

G.Canini, *Combattre à Verdun. Vie et souffrance quotidiennes du soldat, 1916-1917*, Presses universitaires de Nancy, 1988, 162 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, déc. 1988, p. 371, dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1989, p. 165

G.Canini dir., *Mémoire de la Grande Guerre. Témoins et témoignages*, Presses universitaires de Nancy, 1989, 414 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, oct.-déc. 1989, pp. 133-134

G.Casaglia, *Le partage du monde. Napoléon et Alexandre à Tilsit*, Kronos, 1998, 416 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juill.-août 2001, p. 491

F.Charillon, *La politique étrangère de la France, de la fin de la guerre froide au printemps arabe*, La Documentation française, 2011, 238 p.

.Chastain, *The Liberation of Sovereign Peoples. The French Foreign policy of 1848*, Ohio University Press, Athens, 1988, 291 p., compte rendu dans *Bulletin de la Société d'Histoire de la Révolution de 1848...*, 1989, pp. 187-189

S.Cœuré, *La Mémoire spoliée. Les archives des Français, butin de guerre nazi puis soviétique*, Payot, 2006, 272 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2007, pp. 319-320

S.Cohen, *Mitterrand et la sortie de la Guerre froide*, PUF, 1998, 504 p.

S.Cohen & M.-Cl.Smouts, *La politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing*, FNSP, 1986, 438 p.

M. & J.-P.Cointet, *La France à Londres. 1940-1943*, Complexe, 1990, 288 p.

Collectif, n° 1 & n° spécial de la revue *Politique étrangère* (1986) pour politique du demi-siècle écoulé. Compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 14, pp. 129-130.

Collectif, *De Gaulle et le Tiers Monde*, Pedone, 1984, 416 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 5, p. 209.

Collectif, "1956-1962 : la France en quête de puissance", *Relations internationales*, n° 57, printemps 1989 & n° 58, été 1989

Collectif, corrigé du sujet "La France, empire colonial ou construction européenne de 1944 à 1958", *Historiens & Géographes*, déc. 1992, pp. 338-355

Collectif, "La politique étrangère de la France depuis 1988", *Relations internationales*, printemps 1993

Collectif, "La politique étrangère du président Chirac", *Relations ionternationales*, printemps 1997

Collectif, commentaire rapport de François-Poncet 4 octobre 1938, *Historiens & Géographes*, juill.-août 2000, pp. 48-59

Collectif, "Y a-t-il des tournants historiques ? 1905 et le nationalisme", *1900*, n° 19, 2001

Collectif, Journée d'étude sur la diplomatie parlementaire en France après 1945, compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2011, pp. 223-224

Colloque *Le rôle des ministères des Finances et de l'Économie dans la construction européenne (1957-1978)*, Comité pour l'histoire économique de la France, 2002, 2 vol., 572 & 210 p.

Colloque *Georges Clemenceau et le monde anglo-saxon*, Geste éditions, 2005, 220 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, février 2007, p. 363

- J.-L.Crémieux-Brilhac, *Les Français de l'an 40*, Gallimard, 1990, 2 vol., 647 & 740 p.
- Th.Diallo, *La politique étrangère de Georges Pompidou*, LGDJ, 1992, 271 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1993, pp. 141-142
- R.Dumas, *Affaires étrangères*, tome I, 1981-1988, Fayard, 2007, 420 p.
- P.-M.Durand, *L'Afrique et les relations franco-américaines des années soixante : aux origines de l'obsession américaine*, L'Harmattan, 2007, 554 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle*, octobre-décembre 2008, pp. 251-252
- R.Frank, *La hantise du déclin. Le rang de la France en Europe, 1920-1960. Finances, défense et identité nationale*, Belin, 1994, 316 p.
- J.Frémeaux, *Le monde arabe et la sécurité de la France depuis 1958*, PUF, 1995, 237 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, oct. 1995, pp. 505-506
- R.Girault & R.Frank dir., *La puissance française en question, 1945-1949*, Publications de la Sorbonne, 1989, 470 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janv.-févr. 1991, p. 418
- N.Jordan, *The Popular Front and Central Europe. The dilemmas of French impotence, 1918-1940*, Cambridge, 1992, 348 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1993, pp. 134-135
- F.Kersaudy, *1940. La guerre du fer*, Tallandier, 1987, 379 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juill.-août 1988, pp. 279-280.
- M.Kipping, *La France et les origines de l'Union européenne. Intégration économique et compétitivité internationale*, Comité pour l'histoire économique de la France, 2002, 411 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 2003, pp. 147-148
- A.Kriegel & J.-J.Becker, *1914. La guerre et le mouvement ouvrier français*, coll. "Kiosque", 1964, 241 p.
- A.Lacroix-Riz, "Négociation et signature des accords Blum-Byrnes (octobre 1945-mai 1946)", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept. 1984
- A.Lacroix-Riz, "Vers le plan Schuman", *Guerres mondiales et conflits contemporains*, oct. 1989
- M.Launay, *L'armistice de 1940*, Dossier Clio, 1972
- M.Lefèvre, *Le Soutien américain à la francophonie : enjeux africains, 1960-1970*, Presses de Sciences Po, 2010, 292 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2011, pp. 272-273
- P.Maillard, *De Gaulle et l'Europe*, Tallandier, 1995, 370 p.
- H.Michel, *La défaite de la France, septembre 1939-juin 1940*, Que sais-je?, 1980, compte rendu dans *Historiens & Géographes*, nov. 1980, p. 326.
- P.Miquel, *La paix de Versailles et l'opinion publique française*, Flammarion, 1972, 610 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juin 1972, pp. 912-914.
- M.-R.Mouton, *La Société des Nations et les intérêts de la France (1920-1924)*, Peter Lang, 1995, 597 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janv.-fév. 1998, p. 420
- J.-Chr.Notin, *La campagne d'Italie. Les victoires oubliées de la France, 1943-1945*, Perrin, 2002, 629 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mars 2003, p. 542
- P.Pigenet, "La protection des étrangers à l'épreuve de la guerre froide : l'opération *Boléro-Paprika*", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1999, pp. 296-310
- A.Pingaud, *Histoire diplomatique de la France pendant la Grande Guerre*, Paris, 1938
- G.Ragache, *Les années munichoises. 1938-1940*, Éditions Floréal, 1980, 240 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, avril-mai 1982, p. 949.
- P.Renouvin, "Les buts de guerre du gouvernement français. 1914-1918", *Revue historique*, 1966
- P.Renouvin, *L'armistice de Rethondes*, Gallimard, coll. "Trente journées qui...", 1968.
- M.-P.Rey, "Georges Pompidou et l'Europe", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 1994, pp. 124-125
- J.-P.Rioux, "L'opinion publique française et la CED : querelle partisane ou bataille de la mémoire ?", *Relations internationales*, n° 37 (1984).

- R.Rolland, *Journal des années de guerre. 1914-1919*, 1971, 6 vol.
- Y.Santamaria, *Le parti de l'ennemi ? Le Parti communiste français dans la lutte pour la paix (1947-1958)*, Armand Colin, 2006, 376 p.
- W.E.Scott, *Le pacte franco-soviétique. Alliance contre Hitler*, Payot, 1965, 304 p.
- M.Singer, "Le groupe d'études politiques *Reconstruction* et la CED", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1996, pp. 35-66
- R.Skoutelsky, *L'espoir guidait leurs pas. Les volontaires français dans les Brigades internationales, 1936-1939*, Grasset, 1998, 410 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janv.-mars 1999, pp. 159-160
- Ph.Soulez dir., *Les philosophes et la guerre de 14*, Presses universitaires de Vincennes, 1989, 304 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1990, pp. 140-142
- G.-H.Soutou, *L'or et le sang. Les buts de guerre économiques de la Première Guerre mondiale*, Fayard, 1989, 963 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, déc. 1989-janv. 1990, pp. 437-438, dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1990, pp. 148-149
- G.-H.Soutou, *La Grande Illusion : quand la France perdait la paix, 1914-1920*, Tallandier, 2015, 384 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, avril-juin 2017, p. 209-210
- J.Tranie & J.-C.Carmigniani, *Napoléon : 1814, la campagne de France*, Pygmalion, 1989
- F.Turpin, *De Gaulle, Pompidou et l'Afrique (1958-1974), décoloniser et coopérer*, Les Indes savantes, 2010, 335 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2011, pp. 258-259
- M.Vaïsse, *La grandeur. Politique étrangère du général de Gaulle, 1958-1969*, Fayard, 1998, 726 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, avril-mai 1999, pp. 520-521
- Commandant Vulliez, *Mers-el-Kébir*, France-Empire, 1975, 387 p.
- Cl.Wauthier, *Quatre présidents et l'Afrique. De Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing, Mitterrand*, Seuil, 1995, 719 p.
- R.J.Young, *France and the Origins of the Second World War*, Londres, Macmillan, 1997, 191 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janv.-mars 1999, pp. 150-151

□ Politique algérienne de la France

- F.Abecassis & G.Meynier dir., *Pour une histoire franco-algérienne. En finir avec les pressions officielles et les lobbies de mémoire*, La Découverte, 2008, 250 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2009, pp. 355-357
- M.Abitbol, *Les Juifs d'Afrique du Nord sous Vichy*, CNRS, 2012, 385 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2013, pp. 209-210
- Ch.-R.Ageron, *Les Algériens musulmans et la France (1871-1919)*, PUF, 1968, 2 vol., 1 296 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1970, pp. 149-153.
- Ch.-R.Ageron, *L'"Algérie algérienne" de Napoléon III à de Gaulle*, Sindbad, 1980, 264 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, fév. 1982, pp. 690-691.
- Ch.-R.Ageron, "Le Parti communiste algérien de 1939 à 1943", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 12, pp. 39-50
- Ch.-R.Ageron, "L'opinion française devant la guerre d'Algérie", *Revue française d'Histoire d'outre-mer*, avril-juin 1976, pp. 256-284.
- Ch.-R.Ageron, "Les accords d'Évian (1962)", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juill.-sept. 1992, pp. 3-15
- Ch.-R.Ageron, "Le drame des harkis en 1962", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, avril-juin 1994, pp. 3-16
- Ch.-R.Ageron, "Les supplétifs algériens dans l'armée française pendant la guerre d'Algérie", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1995, pp. 3-20
- Ch.-R.Ageron, "Un versant de la guerre d'Algérie : la bataille des frontières (1956-1962)", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1999, pp. 348-359
- Ch.-R.Ageron, "À propos des archives militaires de la guerre d'Algérie", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juill.-sept. 1999, pp. 127-129 & janv.-mars 2000, p. 185

- Ch.-R.Ageron, "Le drame des harkis : mémoire ou histoire ?", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, oct.-déc. 2000, pp. 3-16
- Ch.-R.Ageron dir., *L'Algérie des Français*, Seuil, coll. "Points", 1993, 384 p.
- Ch.-R.Ageron dir., *La guerre d'Algérie et les Algériens (1954-1962)*, Armand Colin, 1997, 346 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janv.-févr. 1999, pp. 520-521
- Ch.Ailleret, *Général du contingent. En Algérie (1960-1962)*, Grasset, 1998, 393 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janv.-mars 2000, pp. 171-172
- D.Aït-El-Djoudi, *La Guerre d'Algérie vue par l'ALN, 1954-1962. L'Armée française sous le regard des combattants algériens*, Autrement, 2007, 241 p.
- H.Almleg, *Mémoire algérienne. Souvenirs de lutttes et d'espérances*, Stock, 2005, 409 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2006, pp. 181-182
- H.Alleg dir., *La Guerre d'Algérie*, Temps actuels, 1981, 3 vol.
- L.Amiri, *La Bataille de France. La guerre d'Algérie en métropole*, Robert Laffont, 2004, 235 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2005, pp. 173-174
- M.André, note sur colloque « La guerre d'Algérie, le sexe et l'effroi », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2015, pp. 187-189
- M.Ansky, *Les juifs d'Algérie du Décret Crémieux à la Libération*, Paris, 1950, 374 p.
- P.-M.Atger, « Le Mouvement national algérien à Lyon. Vie, mort et renaissance pendant la guerre d'Algérie », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2009, pp. 107-122
- M.Audin, *Une vie brève*, Gallimard, 2012, 190 p.
- Gal Aussaresses, *Services spéciaux, Algérie, 1955-1957*, Perrin, 2001, 200 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juill.-août 2001, pp. 496-498
- I.Backouche, "L'Algérie et les actualités cinématographiques Gaumont : analyse et perception d'une crise", *Historiens & Géographes*, mars-avril 1998, pp. 373-390
- P.Balta & Cl.Rulleau, *L'Algérie des Algériens, vingt ans après*, Éditions ouvrières, 1981, 284 p.
- L.Bantigny, « Jeunes et soldats. Le contingent français en guerre d'Algérie », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 2004, pp. 97-107
- M.Baroli, *Algérie, terres d'indépendance. Colons et immigrants (1830-1914)*, L'Harmattan, 1992, 268 p.
- P.Batty, *La guerre d'Algérie*, Bernard Barrault, 1989, 175 p.
- Ph.Baudor dir., *La Plume dans la plaie. Les écrivains journalistes et la guerre d'Algérie*, Presses universitaires de Bordeaux, 2003, 302 p.
- J.Baumel & F.Delpla, *Un tragique malentendu. De Gaulle et l'Algérie*, Plon, 2006, 260 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai 2007, p. 400
- A.Berchadsky, "La Question" d'Henri Alleg, un livre-événement dans la France en guerre d'Algérie, Larousse, 1994, 193 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1995, pp. 178-179, dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1996, pp. 183-184, dans *Historiens & Géographes*, janv.-fév. 1998, pp. 428-429
- F.Besnaci-Lancoli & G.Manceron, *Les Harkis dans la décolonisation et ses suites*, Ivry-sur-Seine, Éditions de l'Atelier, 2008, 224 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai 2009, pp. 303-304, réédition 2010 sous le titre *Les Harkis : histoire, mémoire, transmission*, compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2011, pp. 239-240
- E.Blanchar, « Police judiciaire et pratiques d'exception pendant la guerre d'Algérie », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2006, pp. 61-72
- X.Boniface, "L'aumônerie militaire française en guerre d'Algérie", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janv.-mars 2003, pp. 47-58
- H.Bonin, *Un outre-mer bancaire méditerranéen. Histoire du Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie (1880-1997)*, Publications de la Société française d'histoire d'outre-mer, 2004, 370 p.
- J.Bouveresse, *Un Parlement colonial ? Les délégations financières algériennes, 1898-1945*, Universités de Rouen et du Havre, 2008-2010, 2 vol., 996 & 787 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janvier-mars 2012, pp. 207-210
- R.Branche, "La commission de sauvegarde pendant la guerre d'Algérie : chronique d'un

échec annoncé", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janv.-mars 1999, pp. 14-29

R.Branche, *La torture et l'armée pendant la guerre d'Algérie. 1954-1962*, Gallimard, 2001, 474 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai 2002, pp. 448-450, dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, avril-juin 2002, pp. 185-186, dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 2002, pp. 170-176

R.Branche, "Des viols pendant la guerre d'Algérie", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juill.-sept. 2002, pp. 125-132

R.Branche, *La Guerre d'Algérie : une histoire apaisée ?*, Seuil, coll. « Points », 2005, 450 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2006, pp. 383-384

R.Branche, *L'Embassade de Palestro : Algérie, 1956*, Armand Colin, 2010, 256 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2010, pp. 187-188, dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2010, pp. 366-368, dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, octobre-décembre 2011, pp. 219-221

R.Branche, *Prisonniers du FLN*, Payot, 2014, 420 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, octobre-novembre 2014, pp. 336-338, dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2015, pp. 209-210

R.Branche, *La Torture et l'armée pendant la guerre d'Algérie (1954-1962)*, Gallimard, 2016, 816 p.

R.Branche dir., dossier sur la guerre d'Algérie, *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 2004

R.Branche & S.Thénault dir., *La France en guerre. 1954-1962. Expériences métropolitaines de la guerre d'indépendance algérienne*, Autrement, 2008, 506 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai 2009, pp. 348-349

A.Brodiez, « Le Secours populaire français dans la guerre d'Algérie. Mobilisation communiste et tournant identitaire d'une organisation de masse », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2006, pp. 47-59

A.Brodiez, *Le Secours populaire français (1945-2000). Du communisme à l'humanitaire*, Presses de Sciences Po, 2006, 365 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2006, pp. 215-216

C.Brun dir., *Guerre d'Algérie : les mots pour la dire*, CNRS, 2014, 327 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2015, p. 220-221

M. de Bussière, C.Méadel & C.Ulmann-Mauria dir., *Radios et télévision au temps des "événements d'Algérie", 1954-1962*, L'Harmattan, 1999, 298 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, avril-juin 2000, pp. 192-193

J.-P.Cahn & K.-J.Müller, *La République fédérale d'Allemagne et la guerre d'Algérie, 1954-1962*, Éditions du Félin, 2003, 510 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janv. 2004, pp. 566-567

J.Canteau, *Le feu et la pluie de l'Atlas. Vie quotidienne d'une famille de colons français*, L'Harmattan, 1992, 255 p.

J.Cantier, *L'Algérie sous le régime de Vichy*, Odile Jacob, 2002, 417 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 2002, pp. 200-203, dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janv.-mars 2003, p. 152

M.Cardinal, *Les pieds-noirs. Algérie, 1920-1954*, Belfond, 1988, 350 p., album de photos.

S.Chapeu, *Des chrétiens dans la guerre d'Algérie. L'Action de la Mission de France*, Éditions de l'Atelier, 2005, 272 p.

J.Charby, *Les porteurs d'espoir. Les réseaux de soutien au FLN pendant la guerre d'Algérie. Les acteurs parlent*, La Découverte, 2004, 300 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet 2005, pp. 400-401

Th.Charles-Vallin, "Le projet Blum-Viollette et la presse quotidienne parisienne. déc. 36-juin 38", *Actes du Colloque Presse et Politique*, Paris X- Nanterre, 1973.

S.Chauvin, "Des appelés pas comme les autres ? Les conscrits français de souche nord-africaine pendant la guerre d'Algérie", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1995, pp. 21-30

- A.Cherki, *Frantz Fanon*, Seuil, 2000, 380 p., réédition, coll. « Points », 2016, 408 p.
- M.Cointet, *De Gaulle et l'Algérie française*, Perrin, coll. « Tempus », 2012
- J.Cole, « Antisémisme et situation coloniale pendant l'entre-deux-guerres en Algérie. Les émeutes antijuives de Constantine (août 1934) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2010, pp. 3-23
- Collectif, *La Guerre d'Algérie*, n° 3-4 (1986-1987) des *Cahiers d'Histoire*
- Collectif, "Le temps de l'Algérie française. De la prise d'Alger à l'indépendance", n° spécial de *L'Histoire*, n° 140, janvier 1991
- Collectif, *Vingt ans après, 1962-1982. Conséquences de la rupture*, n° 264, juin 1982, d'*Itinéraires*.
- Collectif, *Des Chrétiens dans la Guerre d'Algérie*, Temps présent, 1985, compte rendu dans *Historiens & Géographes*, avril 1986, p. 1311
- Collectif, *La Guerre d'Algérie par les documents*, Vincennes, SHAT, 1990-, 12 vol., compte rendu du 1er tome dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1991, pp. 113-114
- Collectif, *La France en Guerre d'Algérie*, Musée d'histoire contemporaine/BDIC, 1992, 320 p.
- Collectif, *Algérie. 1954-1962*, n° spécial de la *Revue historique des armées*, 1992, 144 p.
- Collectif, *La guerre d'Algérie dans l'enseignement en France et en Algérie*, CNDP, 1993, 238 p.
- Collectif, commentaire manifeste des 121, *Historiens & Géographes*, juill.-août 2000, pp. 64-69
- Collectif, *La guerre d'Algérie au miroir des décolonisations françaises. Actes du colloque en l'honneur de Charles-Robert Ageron*, Société d'histoire d'Outre-Mer, nov. 2000, compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2001, pp. 142-145
- Collectif, *L'Algérie, nous y étions. Témoignages et récits d'anciens combattants*, Éditions du réveil des combattants, 2001, 230 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai 2002, pp. 451-452
- Collectif, *Pouvoir politique et autorité en Algérie française. Hommes, textes, institutions. 1945-1962*, L'Harmattan, 2002, 408 p.
- Collectif, dossier sur la guerre d'Algérie, *Cahiers d'histoire immédiate*, Toulouse, GRHI, 2002, 229 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 2003, pp. 164-165
- Collectif, *La Guerre d'Algérie. Histoire et mémoires*, CRDP Aquitaine, 2008, 304 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai 2009, pp. 305-306
- Collectif, *Les Harkis, histoire, mémoire et transmission*, Éditions de l'Atelier, 2010, 224 p.
- Collectif, *Histoire de l'Algérie à la période coloniale. 1830-1962*, La Découverte, 2012, 718 p.
- Colloque international IHTP "La guerre d'Algérie et les Français", 15-17 décembre 1988, compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 1989, pp. 123-124
- Colloque *Hommes et femmes en guerre d'Algérie (7-8 octobre 2002)*, compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mars 2003, pp. 509-512
- Colloque *Droit et justice en Algérie : XIX et XXe siècles*, 22-23 octobre 2002, compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mars 2003, pp. 513-514
- Colloque *Michel Debré et l'Algérie*, Éditions des Champs Élysées, 2007, 296 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai 2008, pp. 395-396
- C.Collot, *Les institutions de l'Algérie durant la période coloniale (1830-1962)*, CNRS, 1987, 352 p.
- Y.Courrière, *La Guerre d'Algérie*, Fayard, 1968-1971, 4 vol., réédition, Marabout, 1985, 4 vol., réédition, Laffont, coll. "Bouquins", 1990, 2 vol., 950 p. & 1 202 p.
- V.Crapanzano, *The Harkis : The Wound That Never Heals*, Chicago, 2011, 248 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2012, p. 257
- P.Daum, *Ni valise ni cercueil. Les pieds-noirs restés en Algérie après l'indépendance*, Actes Sud, 2012, 430 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2012, pp. 180-181
- P.Daum, *Le dernier tabou. Les « harkis » restés en Algérie après l'indépendance*, Actes Sud,

- 2015, 535 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, Janvier-mars 2016, p. 218-219
- S.Denis, *Le Cinéma et la guerre d'Algérie. La propagande à l'écran (1945-1962)*, Nouveau Monde Éditions, 2009, 480 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2010, pp. 368-369
- B.Droz, "Le cas très singulier de la Guerre d'Algérie", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1985, pp. 81-90.
- B.Droz & E.Lever, *Histoire de la guerre d'Algérie. 1954-1962*, Seuil, coll. "Points", 1982, 377 p.
- Colloque & table ronde de l'IHTP sur *Les croyants et la Guerre d'Algérie & Les intellectuels français en guerre d'Algérie*, *Les Cahiers de l'IHTP*, n° 9 & 10 de 1988
- J.Delmas, *La Guerre d'Algérie*, Le mémorial de Caen, 2006, 96 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, février 2007, p. 439
- J.Delmas, *La bataille d'Alger*, Larousse, 2007, 260 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, octobre-novembre 2007, p. 404-405
- F.Deprest, *Géographes en Algérie (1880-1950), savoirs universitaires en situation coloniale*, Belin, 2009, 348 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2010, p. 244, dans *Historiens & Géographes*, novembre 2010, pp. 394-395
- A.Drew, livre sur le PCA, Manchester Universter Ppress, 2014, 336 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, Janvier-mars 2016, p. 217-218
- A.-M.Duranton-Crabol, "Combat et la guerre d'Algérie", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1993, pp. 86-96
- A.-M.Duranton-Crabol, *Le temps de l'OAS*, Complexe, coll. "Questions au XXe siècle", 1995, 311 p., réédition sous le titre *L'OAS : la peur et la violence*, André Versaille, 2012, 192 p.
- J.-L.Einaudi, *Un rêve algérien. Histoire de Lisette Vincent, une femme algérienne*, PUF, coll. "Quadrige", 2001, 290 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai 2002, pp. 444-445
- J.-L.Einaudi, *Octobre 1961. Un massacre à Paris*, fayard, 2001, 390 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai 2002, pp. 447-448
- M.El Korso, *Algérie 1954-1962, la torture en question : le dossier Jean Muller*, Alger, Dahlab, 2013, 206 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2014, pp. 248-249
- H.Elsenhans, *La guerre d'Algérie, 1954-1962. La transition d'une France à une autre. Le passage de la IVe à la Ve République*, trad. fr., Publisud, 2000, 1 072 p.
- P.Eveno & J.Planchais, *La Guerre d'Algérie*, La Découverte, 1989, 425 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1990, pp. 169-170
- M.Faivre, *Un village de harkis, des Babors au pays drouais*, L'Harmattan, 1994, 259 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 1996, pp. 181-182
- M.Faivre, *Les combattants musulmans de la guerre d'Algérie. Des soldats sacrifiés*, L'Harmattan, 1995, 270 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, sept. 1996, pp. 219-220
- M.Faivre, *Les archives inédites de la politique algérienne (1958-1962)*, L'Harmattan, 2000, 432 p.
- G.Fleury, *La guerre en Algérie*, Plon, 1993, 643 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janv.-fév. 1998, pp. 427-428
- J.-A.Fralon, *Jacques Chevallier. L'homme qui voulait empêcher la guerre d'Algérie*, Fayard, 2012, 312 p.,
- C.Fredj prés., *Femme médecin en Algérie : journal de Dorothée Chellier (1895-1899)*, Belin, 2015, compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, Janvier-mars 2016, p. 192-193
- J.Frémeaux, *La France et l'Algérie en guerre, 1830-1870, 1954-1962*, Economica, 2002, 365 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2004, pp. 199-200
- N.Funès, *Mon oncle d'Algérie*, Stock, 2010, 160 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle*, octobre-décembre 2011, p. 183
- R.Gallissot, *La République française et les indigènes. Algérie colonisée, Algérie algérienne (1870-1962)*, Éditions de l'Atelier, 2007, 272 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2007, p. 264, dans *Historiens & Géographes*, février 2008, pp. 436-437

- J.Gantier, *L'Algérie sous le régime de Vichy*, Odile Jacob, 2002, 418 p.
- L.Gervereau, J.-P.Rioux & B.Stora dir., *La France en Guerre d'Algérie*, BDIC, 1991, 320 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juill.-sept. 1992, pp. 124-125
- A.Giacone, compte rendu colloque « Michel Debré et l'Algérie », dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2006, pp. 155-156
- D.Guignard, *L'Abus de pouvoir dans l'Algérie coloniale (1880-1914). Visibilité et singularité*, Presses universitaires de Paris-Ouest, 2010, 547 p., compte rendu dans *Rh 19. Revue d'histoire du XIXe siècle...*, 2011/2, pp. 170-171, dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2014, pp. 195
- J.-M.Guillon, *Paul-Albert Février. Un historien dans l'Algérie en guerre. Un engagement chrétien. 1959-1962*, Cerf, 2006, 526 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, février 2007, p. 438
- B.Haberbusch, *La gendarmerie en Algérie*, Maisons-Alfort, Service historique de la Gendarmerie nationale, 2004, 593 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2005, pp. 172-173
- L.Hadj-Ahmed, note sur colloque sur les harkis, *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2014, pp. 202-204
- H.Hamon & P.Rotman, *Les porteurs de valise. La Résistance française à la Guerre d'Algérie*, réédition, Seuil, coll. "Points", 1982
- M.Hamoumou, *Et ils sont devenus harkis*, Fayard, 1993, 364 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, avril-juin 1994, pp. 143-144
- M.Harbi, *1954. La guerre commence en Algérie*, Complexe, 1984, 209 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, sept.-oct. 1985, p. 316, réédition, 1998, 224 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, août-sept. 1998, p. 493
- M.Harbi, *Une vie debout. Mémoires politiques*, tome I (1945-1962), La découverte, 2001, 420 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai 2002, pp. 450-451
- M.Harbi et G.Meynier, *Le FLN, documents et histoire. 1954-1962*, Fayard, 2004, 898 p.
- M.Harbi & B.Stora, *La guerre d'Algérie. 1954-2004, la fin de l'amnésie*, Robert Laffont, 2004, 728 p.
- M.Harbi & B.Stora, *La guerre d'Algérie*, Hachette Littératures, coll. « Pluriel », 2006, 1 039 p.
- A.Haroun, *La 7e wilaya. La guerre du FLN en France (1954-1962)*, Seuil, 1986, 522 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 12, p. 123
- F.-X.Hautreux, « L'engagement des harkis (1954-1962). Essai de périodisation », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2006, pp. 33-45
- F.-X.Hautreux, *La Guerre d'Algérie des harkis. 1954-1962*, Perrin, 2013, 468 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2014, p. 209
- J.Hélie, *Les accords d'Évian. Histoire de la paix ratée en Algérie*, Olivier Orban, 1992, 246 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, sept. 1992, pp. 417-418
- M.Hervo, *Chroniques du bidonville. Nanterre en guerre d'Algérie, 1959-1962*, Seuil, 2001, 261 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai 2002, p. 441
- A.Horne, *Histoire de la Guerre d'Algérie*, Albin Michel, 1980, 608 p.
- J.House & N.Macmaster, *Paris 1961. Algerians, State Terror and Memory*, Oxford University Press, 2006, 376 p.
- J.Hureau, *La mémoire des Pieds-Noirs, de 1830 à nos jours*, Olivier Orban, 1987, 280 p.
- S.Hutin, *Journal de bord. Algérie, novembre 1955-mars 1956*, Toulouse, Groupe de recherche en Histoire immédiate, 2002, 119 p.
- J.-Ch.Jauffret, *Ces officiers qui ont dit non à la torture. Algérie 1954-1962*, Autrement, 2005, 175 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2006, pp. 384-385
- J.-Ch.Jauffret, *La Guerre d'Algérie. Les combattants français et leur mémoire*, Odile Jacob, 2016, 298 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, septembre-octobre 2016, p. 198
- J.-Ch.Jauffret dir., *Soldats en Algérie, 1954-1962*, Autrement, 2000, 368 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, pp. 197-198, dans *Historiens & Géographes*, sept.-oct. 2001, p. 530

- J.-Ch.Jauffret dir., *La guerre d'Algérie par les documents*, SHAT, Vincennes, 1996-1998, 2 vol., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, oct. 2000, p. 559
- J.-Ch.Jauffret dir., colloque *Des hommes et des femmes en guerre d'Algérie*, Autrement, 2003, 573 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 2004, pp. 220-221, dans *Historiens & Géographes*, janvier 2005, pp. 472-473
- J.-Ch.Jauffret & G.Pervillé, dossier sur la Guerre d'Algérie, *Historiens & Géographes*, octobre 2004, pp. 221-328
- J.-J.Jordi, *1962, l'arrivée des pieds-noirs*, Autrement, 1985, 140 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, oct. 1995, p. 512
- J.-J.Jordi, *Histoire des pieds-noirs*, A.Colin, 2012, 400 p.
- J.-J.Jordi & J.-L.Planche dir., *Alger. 1860-1939. Le modèle ambigu du triomphe colonial*, Autrement, coll. "Mémoires", 1999, 224 p.
- J.-J.Jordi & G.Pervillé dir., *Alger, 1940-1962. Une ville en guerres*, Autrement, coll. "Mémoires", 1999, 224 p.
- Ch.-A.Julien & Ch.-R.Ageron, *Histoire de l'Algérie contemporaine*, tome I, *La conquête et les débuts de la colonisation, 1827-1871*, PUF, 1964, 644 p., compte rendu dans *Revue historique & Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1965, réédition, 1979, tome II, *De l'insurrection de 1871 au déclenchement de la guerre de libération (1954)*, PUF, 1979, 648 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1981
- M.Kaddache, *La vie politique à Alger de 1919 à 1939*, Alger, SNED, 1970, 394 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1972, pp. 150-152
- D.Kalifa, *Biribi : les bagnes coloniaux de l'armée française*, Perrin, 2009, 348 p., compte rendu dans *Rh 19. Revue d'histoire du XIXe siècle...*, 2010/2, pp. 175-177
- R.Kauffer, *OAS, histoire d'une guerre franco-française*, Seuil, 2002, 454 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, oct. 2002, p. 310
- H.Keramane, *La Pacification. Livre noir de six années de guerre d'Algérie*, Les petits matins, 2013, 320 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, novembre 2013, pp. 294-295
- P.Kessel, *Guerre d'Algérie. Écrits censurés, saisis, refusés, 1956, 1960-1961*, L'Harmattan, 2002, 288 p.
- F.Koerner, "L'extrême-droite en Oranie (1936-1940)", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1973, pp. 568-594
- A.Koulakssis & G.Meynier, *L'Émir Khaled, premier zaïm ? Identité algérienne et colonialisme français*, L'Harmattan, 1987, 379 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1987, pp. 144-146
- J.Lacouture, *1962. Algérie. La Guerre est finie*, Complexe, 1985, 224 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1985, pp. 161-163 & *Historiens & Géographes*, sept.-oct. 1985, pp. 316-317.
- J.Lacouture, *L'Algérie algérienne : fin d'un empire, naissance d'une nation*, Gallimard, 2008, 360 p.
- A.Lacroix, compte rendu colloque sur l'histoire de l'Algérie coloniale dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2014, p. 145-146
- A.Laskenne, *L'Algérie indépendante : l'ambassade de Jean-Marcel Jeanneney (juillet 1962-janvier 1963)*, Armand Colin, 2015, 288 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2016, pp. 224-225
- D.Lefebvre, *Guy Mollet face à la torture en Algérie, 1956-1957*, Bruno Leprince, 2001, 125 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai 2002, pp. 440-441
- D.Lefevre, "Vichy et la modernisation de l'Algérie. Intention ou réalité ?", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1994, pp. 7-16
- D.Lefevre, *Chère Algérie. Comptes et mécomptes de la tutelle coloniale (1930-1962)*, Saint-Denis, Société française d'histoire d'outre-mer, 1997, 397 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 1998, pp. 210-211, réédition sous le titre *Chère Algérie. La France et sa colonie. 1930-1962*, Flammarion, 2005, 512 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, février

2006, pp. 455-456

D.Lefeuvre, « Les pieds-noirs », dans M.Harbi & B.Stora, *La guerre d'Algérie*, Hachette Littératures, coll. « Pluriel », 2006, 1 039 p., pp. 381-409

D.Lefeuvre, *Retour sur... la première ambassade en Algérie indépendante*, Armand Colin, 2012, 400 p.

J.Lenzini, *L'Algérie de Camus*, Edisud, 1988, 128 p.

D.Leroux, « Promouvoir une armée révolutionnaire pendant la guerre d'Algérie. Le Centre d'instruction pacification et contre-guérilla d'Arzew (1957-1959) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2013, pp. 101-112

Chr.Levisse-Touzé, *L'Afrique du Nord dans la guerre (1939-1945)*, Albin Michel, 1998, 468 p.

P.Lorcin, *Kabyles, arabes, Français : identités coloniales*, Pulim, 2005,

Ph.Lucas & J.-CL.Vatin, *L'Algérie des anthropologues*, Maspero, 1975, 294 p., réédition, 1982, 300 p.

J.-F.Lyotard, *La guerre des Algériens. Écrits. 1956-1963*, Galilée, 1989, 289 p.

D.Macey, *Frantz Fanon, A Life*, Grantam Books, Londres, 2000, trad. fr., Franz Fanon, une vie, *La Découverte*, 2011, 598 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2012, p. 258

N.MacMaster, « Révolutionnaires invisibles : les femmes algériennes et l'organisation de la Section des femmes du FLN en France métropolitaine », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, octobre-décembre 2012, pp. 164-190

N.MacMaster & J.House, « La Fédération de France du FLN et l'organisation du 17 octobre 1961 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 2004, pp. 145-160

R.Malek, *L'Algérie à Évian. Histoire des négociations secrètes. 1956-1962*, Seuil, 1995, 402 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1996, pp. 167-168, dans *Historiens & Géographes*, avril-mai 1997, pp. 561-562

F.Malye & B.Stora, *François Mitterrand et la guerre d'Algérie*, Pluriel, 2012,

É.Maquin, *Le parti socialiste et la guerre d'Algérie. La fin de la vieille maison (1954-1958)*, L'Harmattan, 1990, 234 p.

C.Marangé, « Le Komintern, le Parti communiste français et la cause de l'indépendance algérienne (1926-1930) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2016, pp. 53-70

M.Martin, "Radio-Algérie, un acteur méconnu de mai 1958", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 1988, pp. 97-99

C.Marynowar, art. sur les socialistes et l'Algérie dans l'entre-deux-guerres, *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2016, pp. 37-51

R.Mas, *Sous-préfet d'Aïn-Témouchent, 1962-1963*, L'Harmattan, 2001, 158 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai 2002, pp. 445-446

G.Mathias, *Les sections administratives spécialisées en Algérie. Entre idéal et réalité (1955-1962)*, L'Harmattan, 1998, 256 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 2000, pp. 878-879

C.Mauss-Copeaux, *Appelés en Algérie. La parole confisquée*, Hachette Littératures, 1998, 333 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 2000, pp. 169-171

C.Mauss-Copeaux, *À travers le viseur. Algérie 1954-1962*, Lyon, Adelsa, 2003, 120 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2006, p. 384

C.Mauss-Copeaux, *Algérie, 20 août 1955. Insurrection, répression, massacres*, Payot, 2011, 272 p.

C.Mauss-Copeaux, *La Source, mémoire d'un massacre : Oudjehane, 11 mai 1956*, Payot & Rivages, 2013, 222 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2014, p. 208-209

F.Médard, *Technique et logistique en guerre d'Algérie. L'armée française et son soutien. 1954-1962*, Charles Lavauzelle, 2002, 240 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mars 2003, p. 564

B.Mekhaled, *Chroniques d'un massacre. 8 mai 1945, Sétif, Guelma, Kherrata*, Syros, 1995

G.Meynier, *L'Algérie révélée. La guerre de 1914-1918 et le premier quart du XXe siècle*,

Genève, 1981, 793 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril 1984, pp. 357 & suiv.

G.Meynier, « Le PPA-MTLD et le FLN-ALN, étude comparée », dans M.Harbi & B.Stora, *La guerre d'Algérie*, Hachette Littératures, coll. « Pluriel », 2006, 1 039 p., pp. 603-653

Y.Michaud dir., *La Guerre d'Algérie (1954-1962)*, Odile Jacob, 2004, 151 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, février 2006, p. 456

P.Miquel, *La guerre d'Algérie*, Fayard, 1993, 551 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juill.-sept. 1994, p. 158, compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janv.-fév. 1998, p. 429

A.Monchablon, « La guerre d'Algérie et les enseignants et étudiants à travers leurs organisations syndicales », *Historiens & Géographes*, avril 2005, pp. 203-208

J.Monneret, *La phase finale de la guerre d'Algérie*, L'Harmattan, 2000, 400 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juill.-août 2001, p. 500

J.Monneret, *La guerre d'Algérie en 35 questions*, L'Harmattan, 2008, 170 p.

C.Morelle, « Les pouvoirs publics français et le rapatriement des harkis en 1961-1962 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 2004, pp. 109-119

C.Morelle, *Comment de Gaulle et le FLN ont mis fin à la guerre d'Algérie. 1962, Les Accords d'Évian*, André Versaille, 2012, 282 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, novembre 2013, p. 297

N.S.Moussa, « Les messalistes et la gauche française... dans l'entre-deux-guerres », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2016, pp. 71-85

P.Nora, *Les Français d'Algérie*, Christian Bourgeois, réédition, 2012, 340 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juillet-septembre 2016, pp. 90-91

A.Orr, *Ceux d'Algérie. Le silence et la honte*, Payot, 1990, 246 p.

J.-Ph.Ould Aoudia, *L'assassinat de Château-Royal, Alger : 15 mars 1962*, Paris, 1992, 200 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, sept. 1992, p. 418

Ph.Oulmont, "Patriotisme et nationalisme au miroir de la guerre d'Algérie", *Historiens & Géographes*, mars-avril 1998, pp. 293-307

P.C.Pahlavi, *La guerre révolutionnaire de l'armée française en Algérie. 1954-1961*, L'Harmattan, 2004, 176 p.

G.Pervillé, *Les étudiants algériens de l'université française. 1880-1962. Populisme et nationalisme chez les étudiants et intellectuels musulmans algériens de formation française*, CNRS, 1984, 946 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1986, p. 176.

G.Pervillé, "Le point sur la Guerre d'Algérie", *Historiens & Géographes*, fév. 1983, pp. 635-652

G.Pervillé, *1962 : la paix en Algérie*, La Documentation française, 1992, 96 p.

G.Pervillé, *Pour une histoire de la guerre d'Algérie*, Picard, 2002, 356 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juill. 2002, pp. 494-495

G.Pervillé, site <http://guy.perville.free.fr>

G.Pervillé, *Les accords d'Évian. Succès ou échec de la réconciliation franco-algérienne (1954-2012)*, Armand Colin, coll. U, 2012, 288 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2013, p. 172

G.Pervillé, « L'historien et les mémoires de la guerre d'Algérie », *Historiens & Géographes*, octobre-novembre 2012, pp. 287-294

G.Pervillé, *La France en Algérie. 1830-1954*, Vendémiaire, 2012, 526 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, novembre 2013, p. 295

G.Pervillé, *Oran, 5 juillet 1962. Leçon d'histoire pour un massacre*, Vendémiaire, 2014, 320 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2015, p. 235-236

G.Pervillé dir., *Atlas de la guerre d'Algérie*, Autrement, 2003, 64 p.

J.-P.Peyroulou, « Rétablir et maintenir l'ordre colonial : la police française et les Algériens en Algérie française de 1945 à 1962 », dans M.Harbi & B.Stora, *La guerre d'Algérie*, Hachette Littératures, coll. « Pluriel », 2006, 1 039 p., pp. 137-186

- J.-P.Peyroulou, *Guelma, 1945 : une subversion française dans l'Algérie coloniale*, La découverte, 2009, 404 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2009, pp. 219-220, dans *Historiens & Géographes*, octobre-novembre 2009, pp. 429-430
- J.-L.Planche, *Sétif 1945. Chronique d'un massacre annoncé*, Perrin, 2006,
- A.Prost, *Carnets d'Algérie*, Tallandier, 2005, 196 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2005, pp. 174-175, dans *Historiens & Géographes*, février 2007, pp. 436-437
- T.Quemeneur, note sur colloque "Droit et justice en Algérie", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, avril-juin 2003, pp. 163-164
- B.Recham, *Les musulmans algériens dans l'armée française (1919-1945)*, L'Harmattan, 1996, 328 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juill.-sept. 1997, p. 171
- F.Renaudot, *Histoire des Français en Algérie (1830-1962)*, Laffont, 1979
- B.Rey, *Les égorgeurs. Algérie, 1959-1960, chronique d'un appelé*, Los Solidarios-Le Monde libertaire, 1999, 124 p.
- A.Rey-Goldzeiguer, *Aux origines de la guerre d'Algérie. 1940-1945. De Mers-el-Kébir aux massacres du nord-constantinois*, La Découverte et Syros, 2002, 405 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juill. 2002, pp. 495-496, dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juill.-sept. 2003, pp. 162-163, réédition, 2006
- J.-P.Rioux, "En Algérie, une guerre polymorphe (1954-1962)", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, oct.-déc. 2000, pp. 122-124
- J.-P.Rioux, « Sur l'enseignement de la guerre d'Algérie », dans M.Harbi & B.Stora, *La guerre d'Algérie*, Hachette Littératures, coll. « Pluriel », 2006, 1 039 p., pp. 899-911
- J.-P.Rioux dir., *La Guerre d'Algérie et les Français*, Fayard, 1990, 700 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept. 1991, pp. 515-517
- J.-P.Rioux & J.-F.Sirinelli, *La guerre d'Algérie et les Intellectuels français*, Complexe, 1991, 224 p.
- M.Rocard, *Rapport sur les camps de regroupement et autres textes sur la guerre d'Algérie*, Mille et une Nuits, 2003, 328 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janv. 2004, pp. 567-568
- P.Rotman & B.Tavernier, *La Guerre sans nom, les appelés d'Algérie. 54-62*, Seuil, 1992, 306 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1992, p. 116, réédition, coll. "Points", 2001, 320 p.
- A.Ruscio, « Les communistes et les massacres du Constantinois (mai-juin 1945) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2007, pp. 217-229
- O.Saïdia, « L'antichristisme, article d'exportation ? Le cas de l'Algérie avant la première guerre mondiale », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2005, pp. 101-112
- O.Saïdia, *Algérie coloniale. Musulmans et chrétiens : le contrôle de l'État (1830-1914)*, CNRS, 2015, 408 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, avril-juin 2016, pp. 225-226
- F.Sacriste, *Germaine Tillion, Jacques Berque, Jean Servier et Pierre Bourdieu. Des ethnologues dans la guerre d'indépendance d'Algérie*, L'Harmattan, 2011, 378 p.
- M.Salinas, *L'Algérie au Parlement. 1958-1962*, Privat, 1987, 256 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, déc. 1988, p. 376
- M.Salinas, *Voyages et voyageurs en Algérie. 1830-1930*, Privat, 1989, 445 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, nov. 1989, pp. 377-378, dans *Bulletin de la Société de 1848*, 1990, pp. 189-190
- SHAT, *La Guerre d'Algérie par les documents*, vol., 1990-, compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janv.-févr. 1991, p. 422
- Y.Schioldo-Zürcher, *Devenir métropolitain : politique d'intégration et parcours de rapatriés d'Algérie en métropole (1954-2005)*, EHESS, 2010, 462 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2010, pp. 210-211
- É.Schmidt, *La tristesse des abandons. Souvenirs d'une femme pasteur en Algérie, 1958-1962*, Armand Colin, 2012, 272 p.
- J.Simon dir., *L'immigration algérienne en France. De 1962 à nos jours*, L'Harmattan, 2002,

250 p.

A.-G.Slama, *La guerre d'Algérie. Histoire d'une déchirure*, Gallimard, coll. "Découvertes", 1996, 176 p.

B.Stora, *Nationalistes algériens et révolutionnaires français au temps du Front populaire*, L'Harmattan, 1987, 143 p.

B.Stora, *Les sources du nationalisme algérien*, L'Harmattan, 1988, 200 p.

B.Stora, "Faiblesse paysanne du mouvement nationaliste avant 1954", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 12, pp. 59-72

B.Stora, *Histoire de l'Algérie coloniale (1830-1954)*, La Découverte, 1991, 128 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 1992, pp. 158-159, réédition, 2004

B.Stora, *La gangrène et l'oubli. La mémoire de la guerre d'Algérie*, La Découverte, 1991, 372 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 1992, pp. 123-124, réédition, La Découverte, 1998, 392 p., réédition, 2006

B.Stora, *Ils venaient d'Algérie. L'immigration algérienne en France. 1912-1992*, Fayard, 1992, 492 p.

B.Stora, "Entre histoire, mémoires et images : *Les Années algériennes*", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 1992, pp. 93-95

B.Stora, *Histoire de la guerre d'Algérie*, La Découverte, 1992, 123 p., réédition, 2004,

B.Stora, "À propos du film *C'était la guerre*", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1993, pp. 125-126

B.Stora, *Le dictionnaire des livres de la guerre d'Algérie*, L'Harmattan, 1996, 350 p.

B.Stora, *Appelés en guerre d'Algérie*, Gallimard, coll. "Découvertes", 1997, 128 p.

B.Stora, *Histoire de la guerre d'Algérie (1954-1962)*, La Découverte, 1997, réédition, coll. Repères", 2002, 128 p., réédition, 2004

B.Stora, *Le transfert d'une mémoire. De l'Algérie française au racisme anti-arabe*, La Découverte, 1999, 148 p.

B.Stora, *Le livre, mémoire de l'histoire. Réflexions sur le livre et la guerre d'Algérie*, Le Préau des Collines, 2005, 272 p.

B.Stora, *Les mots de la guerre d'Algérie*, Presses universitaires du Mirail, 2005, 128 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, février 2006, p. 378

B.Stora, *Les trois exils. Juifs d'Algérie*, Hachette, coll. « Pluriel », 2006, rééd., 2008, 233 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai 2009, pp. 304-305

B.Stora, *Les Guerres sans fin. Un historien, la France et l'Algérie*, Stock, 2008, 180 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2009, pp. 354-355

B.Stora, *Algérie. 1954-1962*, Les Arènes, 2010, 120 p.

B.Stora, *De Gaulle et la guerre d'Algérie*, Pluriel, 2012,

B.Stora, *La guerre d'Algérie expliquée à tous*, Seuil, 2012, 124 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, novembre 2013, p. 312

Table ronde sur les intellectuels et la Guerre d'Algérie, IHTP, 22 avril 1988, compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1988, pp. 123-125.

Ch.Tailliant, *L'Algérie dans la littérature française. Essai de bibliographie*, Thèse, Paris, 1928, IV+662 p.

S.Tchibindat, *La réglementation de l'immigration algérienne en France. De la règle au calcul, du calcul à la règle*, L'Harmattan, 2004, 204 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, février 2006, p. 369

S.Thénault, note sur colloque IHTP 1996 sur "La guerre d'Algérie et les Algériens", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1996, pp. 125-126

S.Thénault, "Armée et justice en guerre d'Algérie", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1998, pp. 104-114

S.Thénault, "Mouloud Feraoun. Un écrivain dans la guerre d'Algérie", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 1999, pp. 65-74

S.Thénault, *Une drôle de justice. Les magistrats dans la guerre d'Algérie*, La Découverte,

2001, 350 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai 2002, pp. 442-444, dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 2002, pp. 170-176

S.Thénault, « France-Algérie. Pour un traitement commun du passé de la guerre d'indépendance », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2005, pp. 119-128

S.Thénault, *Histoire de la guerre d'indépendance algérienne*, Flammarion, 2005, 303 p.

S.Thénault, *Violence ordinaire dans l'Algérie coloniale. Camps, internements, assignations à résidence*, Odile Jacob, 2012, 380 p.

S.Thénault, *Algérie : des « événements » à la guerre : idées reçues sur la guerre d'indépendance*, Le Cavalier bleu, 2012, 204 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2013, pp. 240-241

S.Thénault, « La guerre d'indépendance algérienne. Mémoires françaises », *Historiens & Géographes*, février 2014, pp. 75-90

H.Tison, "Peut-on enseigner la Guerre d'Algérie ?", *Historiens & Géographes*, mars 1986, pp. 887 & suiv.

J.-L.Triaud, *La légende noire de la Sanûsiyya. Une confrérie musulmane saharienne sous le regard français (1840-1930)*, Éditions de la MSH, 1995, 2 vol., 1 151 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 1996, pp. 179-180

B.Tricot, *Les sentiers de la paix*, Plon, 1972, 443 p.

Y.Turin, *Affrontements culturels dans l'Algérie coloniale. Écoles, médecines, religions, 1830-1880*, Maspero, 1971, 434 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1973, pp. 342 & suiv.

Y.Turin, "Littérature engagée et anti-colonialisme dans l'Algérie du Centenaire : le cas singulier d'Albert Truphémus", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1976, pp. 606 & suiv.

M.-P.Ulloa, *Francis Janson. Un intellectuel en dissidence*, Berg, 2001, 288 p.

M.Vaïsse, *1961. Alger. Le Putsch*, Complexe, 1983

M.Vaïsse, *Comment de Gaulle fit échouer le putsch d'Alger*, André Versaille, 2011, 352 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai 2012, p. 291-292

M.Vaïsse, *De Gaulle et l'Algérie. 1943-1969*, Armand Colin, 2012, 336 p.

J.Valette, *La guerre d'Algérie des Messalistes, 1954-1962*, L'Harmattan, 302 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai 2002, pp. 441-442

P.Vallaux, *La Guerre d'Algérie*, Acropole, 2 vol., 2005, compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2006, p. 359

J.Verdès-Leroux, *Les Français d'Algérie de 1830 à aujourd'hui. Une page d'histoire déchirée*, Fayard, 2001, 506 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 2002, p. 218

P.Vidal-Naquet, "Une fidélité têtue. La Résistance française à la Guerre d'Algérie", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1986, pp. 3-18

P.Vidal-Naquet, *L'affaire Audin (1957-1978)*, Minuit, 1989

P.Vidal-Naquet, *Face à la raison d'État. Un historien dans la guerre d'Algérie*, La Découverte, 1989, 264 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1991, pp. 125-126

P.Vidal-Naquet, *Les crimes de l'armée française. Algérie, 1954-1962*, La découverte, 172 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juill.-août 2001, pp. 498-499

B.Vignaux, « L'agence France-Presse en guerre d'Algérie », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 2004, pp. 121-130

K.Vignes, *Le gouverneur général Tirman et le système des rattachements*, thèse, Larose, 1958, 430 p., compte rendu dans *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 1960

J.-P.Vittori, *Nous les appelés d'Algérie*, Stock, 1977, 318 p.

G.Zeller, *Oran 5 juillet 1962. Un massacre oublié*, Tallandier, 2012,

C.Zytnicki, *L'Algérie, terre de tourisme : histoire d'un loisir colonial*, Vendémiaire, 2016, 280 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2017, p. 216-217

□ Autres relations coloniales bilatérales de la France

- L.-R.Abénon, *L'activité du port de Saint-Pierre (La Martinique) à la fin du XIXe siècle*, L'Harmattan, 1996, 155 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janv.-fév. 1998, p. 416
- Ch.-R.Ageron, *Politiques coloniales au Maghreb*, PUF, 1973, 292 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janv. 1974, p. 515.
- Ch.-R.Ageron, "L'idée d'Eurafrique et le débat colonial franco-allemand de l'entre-deux-guerres", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept. 1975, pp. 446-475.
- Ch.-R.Ageron, "La Presse parisienne devant la guerre du Rif (avril 1925- mai 1926)", *Actes du Colloque Presse et Politique*, Paris X- Nanterre, 1973.
- Ch.-R.Ageron, "La politique berbère du protectorat marocain de 1913 à 1934", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv. 1971, pp. 50 & suiv.
- M.Albord, *L'armée française et les États du Levant, 1936-1946*, CNRS Éditions, 2000, 336 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai 2001, p. 539
- J.-Cl.Allain, "Les chemins de fer du protectorat français pendant l'entre-deux-guerres" (concerne le Maroc), *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept. 1987, pp. 427-452
- A.Angoustures, "L'opinion publique française et l'Espagne, 1945-1975", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1990, pp. 672-686
- D.Artaud & L.Kaplan, *Diên-Biên-Phu*, La Manufacture, 1989, 119 p.
- E.Atouf, *Aux origines historiques de l'immigration marocaine en France, 1910-1963*, Connaissances et savoirs, 2009, 441 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2010, pp. 212-213
- Ph.Bachimon, *Tahiti entre mythes et réalités. Essai d'histoire géographique*, CTHS, 1990, 390 p., compte rendu par mes soins dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 31, juillet-septembre 1991, p. 109
- H.Bangou, *La Révolution et l'esclavage à la Guadeloupe*, Messidor, 1989, 200 p.
- J.-P.Bat, *Le Syndrome Foccart, la politique française en Afrique de 1959 à nos jours*, Gallimard, 2012, 838 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2013, p. 173-174
- A.Ben Mlih, *Structures politiques du Maroc colonial*, L'Harmattan, 1990, 396 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 1992, pp. 122-123
- A.Benedjaj-Zou & J.Confavreux, *Passés à l'ennemi, des rangs de l'armée française aux maquis viêt-minh, 1945-1954*, Tallandier, 2013, 286 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2015, p. 236-237
- N.Bernard-Duquenot, *Le Sénégal et le Front populaire*, L'Harmattan, 1985, 250 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 14, p. 138 & dans *Historiens & Géographes*, juill.-août 1987, p. 1687.
- J.Bessis, *La Méditerranée fasciste* (visées de l'Italie fasciste sur la Tunisie), Paris, 1981, 403 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept. 1983, pp. 518-520
- J.-R.Bézas, "Georges Bidault et le Levant : l'introuvable politique arabe (1945-1946)", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1995, pp. 609-621
- P.Biarnès, *Les Français en Afrique noire*, Armand Colin, 1987, 450 p.
- É.Biasini, *L'Afrique et nous*, Odile Jacob, 1995, réédition, 1998, 224 p.
- J.Binoche, "Le rôle des parlementaires d'outre-mer dans la conquête de Madagascar (1871-1897)", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept. 1975, pp. 416-432.
- J.-M.Binot, *Le repos des guerriers*, sur les prostitués de la guerre d'Indochine, Fayard, 2014, 307 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai-juin 2015, p. 233-234
- M.Bodin, *La France et ses soldats en Indochine*, L'Harmattan, 1996, 285 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1997, pp. 259-260
- M.Bodin, *Soldats d'Indochine (1945-1954)*, L'Harmattan, 1997, 239 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 1998, p. 209
- M.Bodin, *Les combattants français face à la guerre d'Indochine (1945-1954)*, L'Harmattan, 1998, 270 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1999, pp. 154-155
- M.Bodin, *Les Africains dans la guerre d'Indochine (1947-1954)*, L'Harmattan, 2000, 240 p.,

compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juill.-sept. 2001, pp. 137-138

M.Bodin, *Dictionnaire de la guerre d'Indochine, 1945-1954*, Economica, 2004, 319 p.

G.Bodinier, *1945-1946. Le retour de la France en Indochine*, Service historique de l'Armée de Terre, 1987, 404 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janv.-mars 1988, p. 143 & dans *Historiens & Géographes*, juill. 1988, p. 286.

L.Bokova, *La confrontation franco-syrienne à l'époque du mandat, 1925-1927*, L'Harmattan, 1990, 272 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janvier-mars 1992, pp. 157-158

H.Bonin, *Un outre-mer bancaire méditerranéen. Histoire du Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie (1880-1997)*, Publications de la Société française d'histoire d'outre-mer, 2004, 370 p.

D.Bouche, *L'enseignement dans les territoires français de l'Afrique Occidentale de 1817 à 1920*, Paris, 1976, 2 vol., 947 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1978

J.-N.Brégeon, *Un rêve d'Afrique. Administrateurs en Oubangui-Chari*, Denoël, coll. "L'aventure coloniale de la France", 1998, 336 p.

P.Brocheux, "L'implantation du mouvement communiste en Indochine française : le cas du Nghe-Tinh (1930-1931)", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1977

P.Brocheux, "La revue *Thanh Nghi* : un groupe d'intellectuels vietnamiens confrontés aux problèmes de leur nationalité (1941-1945)", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1987

P.Brocheux dir., *Du conflit d'Indochine aux conflits indochinois*, Complexe, 2000, 171 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, avril-juin 2001, p. 179

P.Brocheux & D.Hémery, *Indochine, la colonisation ambiguë. 1858-1954*, La Découverte, 1994, 430 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janv.-mars 1996, pp. 162-163, dans *Historiens & Géographes*, mars-avril 1996, p. 491, réédition, La Découverte, 2001, 451 p.

H.Brunschwig, *Noirs et blancs dans l'Afrique noire française, ou comment le colonisé devient colonisateur (1870-1914)*, Paris, 1983, 243 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1986, pp. 163-168

H.Brunschwig, *Les Français en Afrique noire, histoire et mythe*, Denoël, 1987

Ph.Butel, *Histoire des Antilles françaises, XVIIe-XXe siècles*, Perrin, 2002, 423 p.

L.Césari, "La menace d'intervention militaire américaine pendant la conférence de Genève et la stratégie des États-Unis (1954)", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 1989, pp. 3-20

A.-L.Chaigne-Oudin, *La France et les rivalités occidentales au Levant. Syrie-Liban. 1918-1939*, L'Harmattan, 2006, 324 p.

A.Chneguir, « Les véritables enjeux du protectorat français en Tunisie dans le discours syndicaliste tunisien de l'UGTT », *Historiens & Géographes*, mai 2007, pp. 225-232

Fr.Cheung, *Tahiti et ses îles (1919-1945). Étude d'une société coloniale aux antipodes de sa métropole*, L'Harmattan, 1998, 592 p.

V.Cloarec, *La France et la question de Syrie (1914-1918)*, CNRS, 1998, 244 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, avril-juin 1999, p. 179

W.B.Cohen, *Français et Africains. Les Noirs dans le regard des Blancs (1530-1880)*, Gallimard, 1981, 404 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juill. 1985, p. 1362.

Collectif, *Le Maghreb et la France (XIXe-XXe siècles)*, n° 258-259 de la *Revue française d'Histoire d'Outre-Mer* (1983).

Collectif, *Indochine. Alerte à l'histoire. Ni opprobre, ni oubli*, Académie des Sciences d'Outremer, 1985, 418 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1987, pp. 698-699.

Collectif, *L'Indochine de 1940 à 1945*, n° 138 (avril 1985) de la *Revue d'Histoire de la deuxième Guerre mondiale et des Conflits contemporains*,

Collectif, "L'Indochine", n° spécial (n° 4 de 1989) de la *Revue historique des armées*

Collectif, "Indochine. 1939-1954", n° spécial (n° 1 de 1994) de la *Revue historique des armées*

Collectif, *La Révolution française, la péninsule ibérique et l'Amérique latine*, La Découverte, 1989, 200 p.

- Collectif, "Les guerres d'Indochine de 1945 à 1975", *Les Cahiers de l'IHTP*, juin 1996
- Collectif, *L'armée française dans la guerre d'Indochine*, Complexe, 2000, 240 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janv.-févr. 2001, p. 487
- Collectif, *Le contact colonial franco-vietnamien : le premier demi-siècle (1851-1911)*, Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, 1999, 292 p.
- Collectif, *Indochine. 1946-1954 : de la paix manquée à la « sale guerre »*, Le Monde, Librio, 2004, 92 p.
- Colloque, *De Gaulle et l'Indochine (1940-1946)*, Plon, 1982, 272 p.
- Colloque international *Le Général Leclerc et l'Afrique française libre, 1940-1942*, Fondation Maréchal Leclerc de Hauteclouque, 1988, 630 p.
- Colloque *Leclerc et l'Indochine. 1945-1947. Quand se noua le destin d'un empire*, Albin Michel, 1992, 433 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, sept. 1992, pp. 418-419
- G.Coppolani, *Xavier Coppolani, fils de Corse, homme d'Afrique. Fondateur de la Mauritanie*, L'Harmattan, 2005, 212 p.
- C.Coquery-Vidrovitch, *Le Congo au temps des grandes Compagnies concessionnaires. 1898-1930*, La Haye-Paris, Mouton, 1972, 600 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, oct. 1974, pp. 124-125 & dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept. 1975, pp. 488-496.
- C.Coquery-Vidrovitch dir., *L'Afrique occidentale au temps des Français. Colonisateurs et colonisés (1860-1960)*, La Découverte, 1992, 460 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, oct. 1993, p. 517
- V.Courcelle-Labrousse & N.Marmié, *La Guerre du Rif : Maroc, 1921-1926*, Tallandier, 2008, 364 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2009, pp. 218-219
- J.Dalloz, *La Guerre d'Indochine. 1945-1954*, Seuil, coll. "Points", 1987, 314 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai-juin 1987, p. 1332 & *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1987, pp. 149-150.
- J.Dalloz, "L'opposition MRP à la guerre d'Indochine", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1996, pp. 106-118
- J.Dalloz & B.Droz, *Dictionnaire de la guerre d'Indochine. 1945-1954*, Armand Colin, 2006, 288 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2007, p. 354
- J.-C.Damamme, *Les Aigles en hiver, Russie 1812*, Plon, 2008, 818 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janvier-février 2010, pp. 397-398
- P.Daum, *Immigrés de force. Les travailleurs indochinois en France (1939-1952)*, Actes Sud, 2009, 278 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2010, pp. 213-214
- M.Delafose, *Haut-Sénégal et Niger*, réédition, 1988, Maisonneuve & Larose, 1 300 p.
- G.Delanoë, *La résistance marocaine et le mouvement "conscience française"*, L'Harmattan, tome 2, 1991, 172 p.
- G.Delanoë, *Le retour du Roi et l'indépendance retrouvée*, tome 3, L'Harmattan, 1991, 172 p.
- Ch.Descours-Gatin, *Quand l'opium finançait la colonisation en Indochine. L'élaboration de la Régie générale de l'opium (1860-1914)*, L'Harmattan, 1992, 292 p., compte rendu dans *1848. Révolutions et mutations au XIXe siècle*, 1994, pp. 128-130
- Ph.Devillers, *Histoire du Viet-Nam. 1940-1952*, Seuil, 1952.
- Ph.Devillers, *Paris-Saïgon-Hanoï. Les archives de la Guerre, 1944-1947*, Gallimard, 1988, 397 p.
- Ph.Dewitte, *Les mouvements nègres en France. 1919-1939*, L'Harmattan, 1986, 416 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mars 1987, p. 1008, *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1987, pp. 152-153
- D.Diaz-Robic, *La Guerre d'Indochine dans le cinéma français : images d'un trou de mémoire*, Presses universitaires de Rennes, 2015, 358 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, Janvier-mars 2016, p. 219-220
- Djian, *Le Tchad et sa conquête (1900-1914)*, L'Harmattan, 1996, 1996, 222 p.
- R.Dousset, *Colonialisme et contradictions. Étude sur les causes socio-historiques de l'insurrection de 1878 en Nouvelle-Calédonie*, Mouton, 1971, 208 p., compte rendu dans *Historiens &*

Géographes, avril 1972, pp. 760-761 & dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1973, pp. 345-347.

P.P.Drame, *L'impérialisme colonial français en Afrique. Enjeux et impacts de la défense de l'AOF (1918-1940)*, L'Harmattan, 2007, 480 p.

C.Dubois, *Djibouti, 1888-1967. Héritage ou frustration ?*, L'Harmattan, 1997, 431 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juill.-août 1999, pp. 545-546

J.Dumont, *Sport et assimilation à la Guadeloupe. Les enjeux du corps performant de la colonie au département (1914-1965)*, L'Harmattan, 2002, 416 p.

J.Dumont, « Conscription antillaise et citoyenneté revendiquée au tournant de la Première Guerre mondiale », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2006, pp. 101-116

S.-P.Ekanza, *Mako, administrateur français en Côte-d'Ivoire (1908-1939)*, L'Harmattan, 2016, 442 p.

M.El Qadéry, "Les Berbères entre le mythe colonial et la négation nationale. Le cas du Maroc", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1998, pp. 425-450

P.Eve, *Le 20 décembre 1848 et sa célébration à La Réunion : du déni à la réhabilitation (1848-1980)*, L'Harmattan, 2001, 220p.

M.Faivre, *L'action sociale de l'armée en faveur des musulmans. 1830-2006*, sur l'Algérie, L'Harmattan, 2007, 240 p.

J.Fargettas, « La révolte des tirailleurs sénégalais de Tiaroye (1944). Entre reconstructions mémorielles et histoire », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2006, pp. 117-130

V.Fayaud & J.-M.Regnault dir., *La Nouvelle-Calédonie vingt ans de concorde. 1988-2008*, Publications de la SFHOM, 2009, compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2010, p. 369

C.Firpo, « La traite des femmes et des enfants dans le Vietnam colonial (1920-1940) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2013, pp. 113-124

A.Fléchet, *Si tu vas à Rio... La musique populaire brésilienne en France au XXe siècle*, Armand Colin, 2012, 320 p.

P.Fouquet-Lapar, *Hoa Binh (1951-1952). De l'attaque en Indochine*, Economica, 2006, 122 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2007, p. 355

Ch.Fourniau, "L'évolution de l'affaire du Tonkin : la genèse ; le drame tonkinois (mai-décembre 1883)", *Revue historique*, 1971

Ch.Fourniau, *Vietnam. Domination coloniale et résistance nationale. 1858-1914*, Les Indes savantes, 2002, 845 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, octobre 2004, pp. 512-514

Ph.Franceschi, *Les Guerres d'Indochine*, Pygmalion/Gérard Watelet, 1988, 2 vol., 437 & 453 p.

Ph.Franchini, *Les mensonges de la guerre d'Indochine*, Perrin, 2005, 478 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2007, p. 355

Ph.Franchini dir., *Tonkin. 1873-1954. Colonie et nation, le delta des mythes*, Autrement, 1994, 166 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1996, pp. 162-163

H.Gagou, *La Révolution et l'esclavage à la Guadeloupe. 1789-1802*, Messidor, 1989, 195 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai-juin 1989, p. 314

J.Ganiage, *Les affaires d'Afrique du Nord de 1930 à 1958*, SEDES, 116 p.

L.Garcia, *Quand les missionnaires rencontraient les Vietnamiens (1920-1960)*, Karthala, 2008, 202 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle*, avril-juin 2009, p. 236

G.Gauvin, *Michel Debré et l'île de la Réunion*, L'Harmattan, 1996, 340 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, oct.-nov. 1997, p. 503

G.Gauvin, "Le parti communiste de la Réunion (1946-2000)", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 2000, pp. 55-72

G.Gauvin, *Michel Debré et l'île de la Réunion. Une certaine idée de la plus grande France*, Presses universitaires du Septentrion, 2006, 400 p.

R.Gervais & I.Mandé, « Comment compter les sujets de l'Empire ? Les étapes d'une démographie impériale en AOF avant 1946 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2007, pp. 63-74

- D.Ghisoni dir., *Le bicentenaire et ces îles que l'on dit françaises*, Scritti et Syllepse, 1989, 144 p.
- G.Goussaud-Falgas, *Les Français de Tunisie de 1881 à 1931*, L'Harmattan, 2013, 372 p.
- Gal Gras, *Histoire de la guerre d'Indochine*, Plon, 1979
- D.Gressieux, "Il y a 40 ans... 4 comptoirs sont cédés à l'Inde", *Historiens & Géographes*, octobre 1994, pp. 332-334
- D.Grevoz, *Les canonnières de Tombouctou. Les Français à la conquête de la cité mythique. 1870-1894*, L'Harmattan, 1993, 183 p.
- G.Hatton, *Les enjeux financiers et économiques du protectorat marocain (1936-1956). Politiques publiques et investissements privés*, Publications de la Société française d'histoire d'outre-mer, 2009, 445 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, avril-mai 2010, pp. 266-267
- D.Hémery, *Hô Chi Minh. De l'Indochine au Vietnam*, Gallimard, 1990, 192 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 1991, p. 109
- Cl.Hesse d'Alzon, *La présence militaire française en Indochine. 1940-1945*, Service historique de l'Armée de Terre, 1985, 375 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, avril 1986, p. 1309.
- H.Q.Ho, *La Réunion (1882-1960). Histoire économique. Colonage, salariat et sous-développement*, L'Harmattan, 2008, 370 p.
- C.Hourdel, *De Gaulle et ses hôtes à Champs-sur-Marne*, réédition, L'Harmattan, 2011, 318 p.
- I.Jablonka, *Ni père ni mère. Histoire des pupilles de l'Assistance publique (1874-1939)*, Seuil, 2006, 367 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2006, pp. 185-186, dans *Historiens & Géographes*, mai 2007, pp. 385-386
- L.Jalabert, *La Colonisation sans nom : la Martinique de 1960 à nos jours*, Les Indes savantes, 2007, 295 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2008, pp. 282-283
- R.M.Jennar, *Comment Malraux est devenu Malraux : de l'indifférence politique à l'engagement*, Perpignan, CapBear, 2015, 215 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, Janvier-mars 2016, p. 192
- E.T.Jennings, "Vichy à Madagascar. La Révolution nationale, l'enseignement et la jeunesse (1940-1942)", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1999, pp. 729-746
- E.T.Jennings, "La dissidence aux Antilles (1940-1943)", *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 2000, pp. 55-72
- E.T.Jennings, *Vichy sous les tropiques. La Révolution nationale à Madagascar, en Guadeloupe, en Indochine, 1940-1944*, trad. fr., Grasset, 2004, 400 p.
- E.Jennings, « Colons, colonisés ou émigrés ? Enjeux identitaires de l'émigration depuis Saint-Pierre et Miquelon, 1903-1939 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, octobre-décembre 2007, pp. 117-141
- E.Jennings, *La France libre fut africaine*, Perrin, 2014, 350 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2015, p. 213-214
- V.Joly, *Le Soudan français de 1939 à 1945 : une colonie dans la guerre*, Karthala, 2006, 653 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2008, pp. 270-271
- P.Journoud & H.Tertrais dir., *1954-2004. La Bataille de Dien-Bien-Phu, entre histoire et mémoire*, Publications de la Société française d'histoire d'outre-mer, 2004, 260 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet 2005, pp. 410-411
- Ch.-A.Julien, *Et la Tunisie devint indépendante (1951-1957)*, Jeune Afrique, 1985, 220 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai-juin 1987, p. 1346
- C.Keith, « Catholicisme, bouddhisme et lois laïques au Tonkin (1899-1914) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 2005, pp. 113-128
- G.D.Khoury, *La France et l'Orient arabe. Naissance du Liban moderne (1914-1920)*, Armand Colin, 1993, 419 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juin-juillet 1996, pp. 399-400
- Y.Knibiehler, "L'enseignement au Maroc pendant le protectorat (1912-1956). Les "fils de notables"", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept. 1994, pp. 489-498

Y.Knibiehler, G.Emmery & F.Leguay, *Des Français au Maroc. La présence et la mémoire (1912-1956)*, Denoël, 1992, 412 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1992, p. 104

A.Koulakssis, *Le Parti socialiste et l'Afrique du Nord de Jaurès à Blum*, A.Colin, 1991, 349 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 1992, p. 123

A.Lacroix-Riz, *Les protectorats d'Afrique du Nord entre la France et Washington, du débarquement à l'indépendance. Maroc et Tunisie, 1942-1956*, L'Harmattan, 1988, 262 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, août-sept. 1989, pp. 357-358

J.Laffey, "Les racines de l'impérialisme français en Extrême-Orient à propos des thèses de J.F.Cady", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1969, pp. 282 & suiv.

J. de La Guérivière, *Indochine. L'envoûtement*, Seuil, 2006, 415 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2007, pp. 354-355

M.Lakroum, *Le travail inégal : paysans salariés sénégalais face à la crise des années trente*, L'Harmattan, 1983, 188 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai-juin 1989, p. 346

D.Lambert, *Notables des colonies. Une élite de circonstance en Tunisie et au Maroc (1881-1939)*, Presses universitaires de Rennes, 2012, 372 p.

D. de La Motte, *De l'autre côté de l'eau. Indochine. 1950-1952*, Tallandier, 2009, 166 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2010, p. 370

J.Le Borgne, *Nouvelle-Calédonie, 1945-1968. La confiance trahie*, L'Harmattan, 2005, 602 p.

D.Le Couriard, "Les socialistes et les débuts de la Guerre d'Indochine (1946-1947)", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1984, pp. 334-353.

G.Léonetti dir., *Lettres de Dien Bien Phu*, Fayard, 2004, 506 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, octobre 2004, p. 514

A.Le Révérend, *Lyautey*, Fayard, 1983, 496 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, déc.1984, pp. 544-45

M.Le Van Ho, *Des Vietnamiens dans la Grande Guerre. 50 000 recrues dans les usines françaises*, Vendémiaire, 2014, 318 p.

Chr.Levisse-Touzé, *L'Afrique du Nord dans la guerre (1939-1945)*, Albin Michel, 1998, 468 p.

H.Lin, *Chiang Kai-Shek, de Gaulle contre Hô Chi Minh, Viêt-nam, 1945-1946*, L'Harmattan, 1994, 334 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, avril-juin 1996, pp. 491-492

J. & J. Lovreglio, *Mes chers Canaques. La Nouvelle-Calédonie telle que je l'ai connue*, Tequi, 1989, 288 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, déc. 1993, p. 509

G.Mann, *Native sons : West Africans and France in the Twentieth Century*, Durham, Duke University Press, 2006, 344 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2008, pp. 228-229

S.Mann-Fonck, *Histoire de la société guyanaise (1848-1946, les années cruciales)*, Éditions caribéennes, 1987, 230 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janv. 1988, pp. 390-392

A.Mejri, *Les socialistes français et la question marocaine (1903-1912)*, L'Harmattan, 2004, 276 p.

I.Merle, *Expériences coloniales. La Nouvelle-Calédonie (1853-1920)*, Belin, 1995, 479 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1996, pp. 150-151

M.Meuleau, *Des pionniers en Extrême-Orient. Histoire de la Banque d'Indochine (1875-1975)*, Fayard, 1990, 647 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, sept.-oct. 1991, pp. 362-363

M.Michel, *L'Appel à l'Afrique. Contribution et réaction à l'effort de guerre en Afrique Occidentale Française. 1914-1919*, Publications de la Sorbonne, 1982, 533 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, avril-mai 1983, p. 983.

F.Michelin, « Décider et agir. L'intrusion japonaise en Indochine française (juin 1940) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 2004, pp. 75-93

C.Miot, « Le retrait des tirailleurs sénégalais de la Première Armée française en 1944. Hérésie stratégique, bricolage politique ou conservatisme colonial ? », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2015, pp. 77-89

P.Mollion, "Le portage en Oubangui-Chari. 1890-1930", *Revue d'histoire moderne et*

contemporaine, oct.-déc. 1986, pp. 542-568

L.Monuais-Rousselot, *Médecine et colonisation. L'aventure indochinoise (1860-1939)*, CNRS Éditions, 1999

P.Morlat, *La répression coloniale au Vietnam (1908-1940)*, L'Harmattan, 1990, 256 p.

P.Morlat, *Indochine années vingt : le balcon de la France sur le Pacifique. Une page de l'histoire de France en Extrême-Orient ?* Les Indes savantes, 2001, 610 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet 2005, pp. 407-409

E.Mouilleau, *Fonctionnaires de la république et artisans de l'Empire. Le cas des contrôleurs civils en Tunisie (1881-1956)*, L'Harmattan, 2000, compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai 2002, pp. 439-440

A.Murray, "Le tourisme Citroën au Sahara (1924-1925)", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, oct.-déc. 2000, pp. 95-108

B.A.Ngando, *La France au Cameroun. 1916-1939. Colonialisme ou mission civilisatrice ?*, L'Harmattan, 2002, 238 p.

G.Othilly, *Tragédie à Cayenne. Les émeutes de 1928 et la mort du docteur Jean*, Éditions caribéennes, 1987, 116 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janv. 1988, p. 392

A.Ouardighi, *La crise franco-marocaine. 1952-1956*, Rabat, 1975, 166 p.

P.Pellissier, *Dien Bien Phu. 20 novembre 1953-7 mai 1954*, Perrin, 2004, 632 p.

J.Portès, « Il y a 55 ans : Dien Bien phu », *Historiens & Géographes*, octobre-novembre 2009, pp. 317-318

J.-M.Regnault, "Tahiti, avec et sans la bombe", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janv.-mars 1997, pp. 55-67

D.Rivet, *Lyautey et l'institution du protectorat français au Maroc (1912-1925)*, L'Harmattan, 1988, 3 vol., 267, 297 & 357 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept. 1989, p. 526-530, réédition, 1996, 3 vol., 927 p.

D.Rivet, *Le Maroc de Lyautey à Mohammed V. Le double visage du Protectorat*, Denoël, coll. "L'Aventure coloniale de la France", 1999, 461 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 2000, pp. 874-877, dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, avril-juin 2001, pp. 170-171

D.Rivet, *Le Maroc à l'épreuve de la colonisation*, Hachette, 2002, 460 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juill.-sept. 2002, pp. 193-194

A.Ruscio, *La Première Guerre d'Indochine. 1945-1954. Bibliographie*, L'Harmattan, 1987, 283 p.

A.Ruscio, "La Première Guerre d'Indochine. 1945-1954", *Bulletin de l'IHTP*, n° 28, juin 1987

A.Ruscio, *Les communistes français et la guerre d'Indochine, 1944-1954*, L'Harmattan, 1985, 422 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1987, pp. 700-702.

A.Ruscio, "Le mendésisme et l'Indochine. À propos de la politique de Pierre Mendès France et de son entourage...", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1982, pp. 324-342.

A.Ruscio, *Dien Bien Phu : la fin d'une illusion*, L'Harmattan, 1987, 124 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, oct.-déc. 1987, p. 366.

A.Ruscio, « L'opinion française et la guerre d'Indochine (1945-1954). Sondages et témoignages », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1991, pp. 35-44

A.Ruscio, *Hô Chi Minh. Textes, 1914-1969*, L'Harmattan, 1990, 231 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 1991, p. 109

A.Ruscio, *1945-1954. La Guerre française d'Indochine*, Complexe, 1992, 280 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, déc. 1993, p. 511

A.Ruscio, *La guerre « française » d'Indochine. Les sources de la connaissance. Bibliographie, filmographie, documents divers*, Les Indes savantes, 2002, 1 174 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet 2005, pp. 409-410

A.Ruscio dir., *Vietnam : l'histoire, la terre, les hommes*, L'Harmattan, 1989, 433 p.

A.Ruscio & S.Tignères, *Diên Biên Phu. Mythes et réalités (1954-2004). Cinquante ans de passions françaises*, Les Indes savantes, 2005, 416 p.

- A.Sall Ibrahima, *Mauritanie du Sud : conquêtes et administration coloniales françaises (1890-1945)*, Karthala, 2007, 815 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2009, p. 218
- R.Scheck, *Une saison noire. Les massacres de tirailleurs sénégalais (mai-juin 1940)*, trad. fr., Tallandier, 2007, 288 p.
- N.Schmidt, *La France a-t-elle aboli l'esclavage ? Guadeloupe, Martinique, Guyane, 1830-1935*, Perrin, 2009, 364 p.
- V.Schwartz, *It's So French ! Hollywood, Paris, and the Making of a Cosmopolitan Culture*, University of Chicago Press, 2007, 259 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle*, avril-juin 2009, pp. 242-243
- J.Sénès, *La vie quotidienne en Nouvelle-Calédonie de 1850 à nos jours*, Hachette, 1985, 364 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 10, pp. 145-146
- N.Simon-Cortes & A.Teissonnière, *Viet-Nam, une coopération exemplaire. Henri Van Regemorter (1905-2002). Parcours d'un militant*, L'Harmattan, 2004, 254 p.
- H.Tertrais, *La piastre et le fusil. Le coût de la guerre d'Indochine (1945-1954)*, Ministère de l'Économie et des Finances, 2002, 634 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mars 2003, pp. 561-562
- J.Thibau, *Le temps de Saint-Domingue. L'esclavage et la Révolution française*, Jean-Claude Lattès, 1989, 385 p.
- F.Thomas, « Protection des forêts et environnement colonial : Indochine, 1860-1945 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juillet-septembre 2009, pp 104-136
- S.Tønnesson, *1946, déclenchement de la guerre d'Indochine. Les Vêpres tonkinoises du 19 décembre*, L'Harmattan, 1987, 272 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 1988, pp. 131-132
- P.-Y.Toullelan, *Tahiti colonial (1860-1914)*, Publications de la Sorbonne, 1985, 361 p.
- A.Toussaint, *Histoire des Iles Mascareignes*, Berger-Levrault, 1972, 356 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, 1973
- J.Tronchon, *L'insurrection malgache de 1947*, Maspero, 1973
- Truong Vinh Le, *Vietnam où est la vérité ?* Lavauzelle, 1989, 325 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, fév.-mars 1992, p. 524
- F.Turpin, *De Gaulle, les gaullistes et l'Indochine*, Les Indes savantes, 2005, 672 p.
- P.Vaillaud & E.Deroo, *Dien Bien Phu*, Tallandier, 2003, 160 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, octobre 2004, p. 514
- M.Vaïsse dir., *L'armée française dans la guerre d'Indochine (1946-1954) : adaptation ou inadptation ?*, Bruxelles, Complexe, 2000, 372 p.
- Ch.Valenski, *Le soldat occulté. Les Malgaches de l'armée française. 1884-1920*, L'Harmattan, 1995, 445 p., compte rendu d'ouvrages dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1998, pp. 861-864
- J.Valette, *L'Indochine (1940-1945). Français contre Japonais*, SEDES, 1993, 528 p.
- J.Valette, *La guerre d'Indochine*, Armand Colin, 1994, 416 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, nov. 1996, p. 512
- J.Valette, *1945. Le Général Salan dans le piège indochinois*, L'Esprit du Livre, 2009, 136 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, novembre 2010, pp. 418-419
- M.Van Ho, *Des Vietnamiens dans la Grande Guerre. 560 000 recrues dans les usines françaises*, Vendémiaire, 2014, 315 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai-juin 2015, p. 231-232
- S.Verney, *L'Indochine sous Vichy. Entre Révolution nationale, collaboration et identités nationales. 1940-1945*, Riveneuve éditions, 2012, 517 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, novembre 2013, pp. 295-296
- S.Verney, « La société coloniale en Indochine », *Historiens & Géographes*, mai 2014, pp. 89-98
- H. de Wailly, *Liban, Syrie. Le Mandat (1919-1940)*, Perrin, 2010, 330 p., compte rendu dans

Historiens & Géographes, octobre-novembre 2011, pp. 348-349

Cl.Wauthier, *Quatre présidents et l'Afrique*, Seuil, 1995, 718 p.

J.Weber, *La France en Chine (1843-1943)*, Nantes, Presses académiques de l'Ouest et Ouest Éditions, 1997, 268 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, oct.-nov. 1998, p. 492

L.Werth, *Cochinchine*, Viviane Hamy, 1997, 256 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, oct.-nov. 1998, pp. 490-492

A.Yau, *Madagascar, colonie française*, Paris, 1931

□ Divers sur l'histoire coloniale de la France

R.Aldrich, note sur Cité nationale de l'Histoire de l'Immigration, *Vingtième Siècle*, octobre-décembre 2008, pp. 209-212

R.Aldrich, *Les Traces coloniales dans le paysage français : monuments et mémoires*, Publications de la Société d'histoire d'outre-mer, 2011, 388 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2012, pp. 182-183

R.Antoine, *L'Histoire curieuse des monnaies coloniales*, Nantes, ACL, 1986, 289 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, déc. 1988, p. 363.

N.Bancel, P.Blanchard & L.Gervereau, *Images et colonies*, Achac/BDIC, 1993

N.Bancel & P.Blanchard, *De l'indigène à l'immigré*, Gallimard, coll. "Découvertes", 1998

P.Barthélémy, *Africaines et diplômées à l'époque coloniale (1918-1957)*, Presses universitaires de Rennes, 2010, 346 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2012, pp. 254-255

J.Baubérot & J.-M.Regnault, dir., *Relations Églises et autorités outre-mer, de 1945 à nos jours*, Les Indes savantes, 2007, 220 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier-mars 2010, pp. 263-264

Y.Benot, *Massacres coloniaux. 1944-1950 : la IVe République et la mise au pas des colonies françaises*, La Découverte, 1994, 204 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, déc. 1994, p. 450, réédition, 2001

P.Blanchard & S.Lemaire dir., *Culture coloniale. La France conquise par son empire, 1871-1931*, Autrement, 2003, 256 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juill.-sept. 2003, p. 161

H.Bonin, *CFAO (1887-2007). La réinvention permanente d'une entreprise de commerce outre-mer*, SFHOM, 2007, 600 p.

H.Bonin, *De l'océan Indien aux Antilles : Faure Frères. Une dynastie de négociants et armateurs bordelais, 1795-1930*, Les Indes savantes, 2015,

J.Bouveresse, *Un parlement colonial ? Les délégations financières algériennes (1898-1945)*, Publications des Universités de Rouen et du Havre, 2008-2010, 2 vol., 9696 et 787 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2012, pp. 181-182

J.Cantier & E.Jennings dir., *L'empire colonial sous Vichy*, Odile Jacob, 2004, 398 p.

A.Capdepuy, *Félix Éboué : de Cayenne au Panthéon (1884-1944)*, Karthala, 2015, 440 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juillet-septembre 2016, pp. 224-225

É.Cattoir, « Lapeyssonnie (1915-2001), acteur, témoin et historien de la médecine coloniale », *Historiens & Géographes*, juillet 2005, pp. 233-235

P.Chatenet, *Décolonisation. Souvenirs et réflexions*, Buchet-Chastel, 1988, 245 p.

J.Chesneaux & N.Maclellan, *La France dans le Pacifique. De Bougainville à Mururoa*, La Découverte, 1992, 240 p.

J.Clauzel, *Administrateur de la France d'Outre-Mer*, Jeanne Laffite/A.Barthélémy, compte rendu dans *Historiens & Géographes*, nov.-déc. 1991, p. 413

W.B.Cohen, *Empereurs sans sceptre* (sur l'administration coloniale), Berger-Levrault, 1973, 304 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janv.-fév. 1975, p. 375

Collectif, *L'administrateur colonial, cet inconnu. Étude historique et sociologique d'une promotion de l'École nationale de la France d'Outre-Mer*, L'Harmattan, 1998, 242 p.

Collectif, *L'électrification outre-mer, de la fin du 19e siècle aux premières décolonisations*,

Publications de la Société française d'histoire d'outre-mer-Fondation EDF, 2002, 668 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juill.-sept. 2003, pp. 161-162

Collectif, *L'esprit économique impérial (1830-1970). Groupes de pression et réseaux du patronat colonial en France et dans l'Empire*, SFHOM, 2007, 650 p.

Collectif, *Frontière d'Empire du nord à l'est. Soldats coloniaux et immigrations des Suds*, La Découverte, 2008, 256 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, avril-mai 2010, pp. 340-341

Colloque sur la conférence de Brazzaville (Paris, 1987), *Brazzaville*, Plon, 1988, 384 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, oct.-déc. 1987, p. 109

Colloque, *L'électrification outre-mer de la fin du XIXe siècle aux premières décolonisations*, Société française d'histoire d'outre-mer, 2002, 668 p.

O.Colombani, *Mémoires coloniales. La fin de l'Empire français d'Afrique vue par les administrateurs coloniaux*, La Découverte, 1991, 209 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janvier-mars 1992, p. 157

P.Cordereix, « Les enregistrements du musée de la Parole et du geste à l'Exposition coloniale. Entre science, propagande et commerce », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2006, pp. 47-59

R.Cornevin, "L'entreprise d' *Hommes et Destins* ", dans Colloque *Problèmes et méthodes de la biographie* (1985), *Sources. Travaux historiques*, 1985, 271 p.

R. & M.Cornevin, *La France et Les Français d'outre-mer*, Tallandier, 1990, 500 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janv.-févr. 1991, pp. 421-422

J.-C.Degras, *Félix Éboué. Le gouverneur nègre de la République (1936-1944)*, Le Manuscrit, 2004, 438 p.

É.Deroo & A.Champeaux, *La Force noire*, Tallandier, 2006,

B.Deville-Danthu, "La participation des sportifs indigènes à l'Exposition coloniale internationale de Paris de 1931 : polémique autour du rôle du sport aux colonies", *Sport et histoire. Revue internationale des Sports et des Jeux*, n° 2 de la nouvelle série, 1992, pp. 9-26

Ph.Dewitte, *Les mouvements nègres en France. 1919-1939*, L'Harmattan, 1985, 416 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janv.-mars 1987, pp. 152-153, *Historiens & Géographes*, mars 1987, p. 1008

P.Durand, *Cette mystérieuse Section coloniale. Le PCF et les colonies (1920-1962)*, Messidor, 1986, 340 p.

A.Enders, "L'École nationale de la France d'outre-mer et la formation des administrateurs coloniaux", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1993, pp. 272-288

A.Fierro, *La Société de Géographie. 1821-1946*, Droz, 1983, 343 p., compte rendu par mes soins dans *Annales de Géographie*, juill.-août 1985, pp. 465-466 & *Historiens & Géographes*, mai juin 1985, pp. 1114-1115.

G.Gauvin, *Michel Debré et l'île de la Réunion*, L'Harmattan, 1996, 340 p.

R.Ginio, "Les enfants africains de la Révolution nationale : la politique vichyssoise de l'enfance et de la jeunesse dans les colonies de l'AOF (1940-1943)", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 2002, pp. 132-153

H.Granier, *Marins de France conquérants d'Empires, XIXe-XXe siècles*, Ouest-France, 1991, 364 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai-juin 1992, p. 465

J.-P.Gratien, *Marius Moutet. Un socialiste à l'outre-mer*, L'Harmattan, 2006, 386 p.

F.Guimont, *Les étudiants africains en France (1950-1965)*, L'Harmattan, 1998, 334 p.

Cl.Guyot, "Entre morale et politique. Le Centre catholique des Intellectuels français face à la décolonisation (1952-1966)", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juill.-sept. 1999, pp. 75-86

Chr. Harrison, *France and Islam in West Africa. 1860-1960*, Cambridge University Press, 1988, 242 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept. 1990, pp. 526-528

C.Hodeir, *Stratégies d'empire. Le grand patronat colonial face à la décolonisation*, Belin, 320 p.

C.Hoder & M.Pierre, *L'Exposition coloniale*, Complexe, 1991, 160 p.

E.T.Jennings, *Curing the Colonizers. Hydrotherapy, Climatology and french Colonial Spas*, Durham, Duke University Press, 2006, 272 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, octobre-décembre 2007, pp. 177-180, trad. fr., *A la cure, les coloniaux ! Thermalisme, climatisme et colonisation française, 1830-1962*, Presses universitaires de Rennes, 2011, 254 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2012, pp. 255-256

Ch.-A.Julien, *Une pensée anticoloniale. Positions. 1914-1979*, Sindbad, compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill. 1981, pp. 514 & suiv.

Y.Knibiehler & R.Gontalier, *Femmes et colonisation*, Aix-en-Provence, 1987, 357 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, janv. 1988, p. 388.

Y.Kurtovitch & J.-M.Regnault, "Les ralliements du Pacifique en 1940. Entre légende gaulliste, enjeux stratégiques mondiaux et rivalités Londres-Vichy", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 2002, pp. 71-90

A.Lacroix-Riz, *Les protectorats d'Afrique du Nord entre la France et Washington, du débarquement à l'indépendance. Maroc et Tunisie, 1942-1956*, L'Harmattan, 1988, 262 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept. 1990, pp. 528-531

C.Laux dir., *Les écritures de la mission dans l'outre-mer insulaire. Anthologie de textes missionnaires*, Brepols, 242 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2007, p. 287

Lapeyssonnie, *La médecine coloniale, mythes et réalités*, Seghers, 1988, 310 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, déc. 1989-janv. 1990, p. 442

R.Lebel, *Histoire de la littérature coloniale en France*, Paris, 1931, 236 p.

D.Lejeune, "La Société de Géographie de Paris, un aspect de l'histoire sociale française", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1982, pp. 141-163

D.Lejeune, "La Société de Géographie de Paris dans le mouvement social de la première moitié du XIXe siècle (1821-1864)", *Actes du 104e Congrès national des Sociétés savantes, Bordeaux, 1979*, Paris, 1980, pp. 27-41.

D.Lejeune, "La Société de Géographie de Paris dans le mouvement intellectuel de la première moitié du XIXe siècle (1821-1864)", *Actes du 104e Congrès national des Sociétés savantes, Bordeaux, 1979*, Paris, 1980, pp. 43-56.

D.Lejeune, "Contribution à l'histoire de la Société de Géographie. Alpinisme et Géographie au siècle dernier", *Acta Geographica*, 2e trimestre 1981, pp. 1-10

D.Lejeune, "Quelques aspects de l'histoire sociale de la Société au XIXe siècle", *Acta Geographica*, n° spécial 52-53, 1er trimestre 1983, pp. 35-40, repris (même pagination) dans le n° spécial paru en 1984 pour le 25e Congrès international de Géographie (Paris, 1984).

D.Lejeune, "Société de Géographie et exploration au siècle dernier", *Actes du 105e Congrès national des Sociétés savantes, Caen, 1980*, Paris, 1983, pp. 21-32.

D.Lejeune, "Sociétés de Géographie en France au XIXe siècle", *Revue Géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest*, tome 58, fasc.2, Toulouse, avril-juin 1987, pp. 189-199.

D.Lejeune, "Marseille dans l'histoire des Sociétés de Géographie au XIXe siècle", *Bulletin de la Société de Géographie de Marseille*, tome LXXXVIII, nouvelle série, n° 17, 1988, pp. 3-32

D.Lejeune, "Les Sociétés de Géographie en France, dans le mouvement social et intellectuel du XIXe siècle", *L'Information géographique*, 1989/2, vol. 53, pp. 84-85.

D.Lejeune, "Les membres des Sociétés de géographie au XIXe siècle", *Communications*, n° 54, 1992, pp. 161-174

D.Lejeune, *Les Sociétés de Géographie en France et l'expansion coloniale au XIXe siècle*, Albin Michel, 1993, 236 p., compte rendu dans *1848. Révolutions et mutations au XIXe siècle*, 1994, pp. 133-135

C.Liauzu, *Aux origines des tiers mondismes. Colonisés et anticolonialistes en France. 1919-1959*, L'Harmattan, 1982, 276 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 6, pp. 173-174.

C.Liauzu & G.Manceron dir., *La colonisation, la loi et l'histoire*, Syllepse, 2006

C.Mangin, *La Force noire*, L'Harmattan, 2011, 270 p.

J.-L.Mathieu, *Les DOM-TOM*, PUF, 1988, 272 p.

- M.Mathieu, *La mission Afrique centrale*, L'Harmattan, 1996, 281 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, avril-mai 1997, p. 565
- M.Merle dir., *Les Églises chrétiennes et la Décolonisation*, Armand Colin, 1967.
- P.Messmer, *Les Blancs s'en vont. Récits de décolonisation*, Albin Michel, 1999, 302 p.
- M.Michel, *Les Africains et la Grande Guerre*, Karthala, 2003, 302 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 2004, pp. 216-217
- A.M'Paka, *Félix Éboué. 1884-1944. Gouverneur général de l'Afrique équatoriale française. Premier Résistant de l'Empire*, L'Harmattan, 2008, 348 p.,
- A.Picciola, *Missionnaires en Afrique*, Denoël, 1987, 292 p.
- Y.Pimont, *Les territoires d'Outre-Mer, Que sais-je?*, 1994, compte rendu dans *Historiens & Géographes*, déc. 1994, pp. 450-451
- P.Ramognino, *L'Affaire Boisson. Un proconsul de Vichy en Afrique*, Les Indes savantes, 2006, 284 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2007, pp. 266-267
- D.Rivet, "Lyautey l'Africain", *L'Histoire*, nov. 1980
- M.Romo-Navarrete, *Pierre Mendès France : héritage colonial et indépendances*, Presses universitaires de Strasbourg, 2009, 459 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle*, avril-juin 2011, pp. 193-194
- E.Saada, *Les enfants de la colonie. Les métis de l'Empire français entre sujétion et citoyenneté*, La Découverte, 2007, 335 p., compte rendu par mes soins dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2008, p. 389, dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2007, pp. 264-265
- G.Salkin, *Le triple destin de Jules Harmand, médecin, explorateur, diplomate*, Economica, 1992, 129 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, sept. 1992, p. 426
- F.Simonis dir., *Le Commandant en tournée. Une administration au contact des populations en Afrique noire coloniale*, Seli Arslan, 2005, 287 p.
- S.Thénault, "Entre morale et politique. Le Centre catholique des Intellectuels français face à la décolonisation (1952-1966)", compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, juill.-sept. 1999, pp. 75-86
- Ch.Valensky, *Le soldat occulté. Les Malgaches de l'armée française. 1884-1920*, L'Harmattan, 1995, 445 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, avril-mai 1997, pp. 564-565

TABLE DES MATIÈRES

1ère partie. LE PREMIER APRÈS-GUERRE, 1918-1929

CHAPITRE 1. LES TRAITES DE PAIX ET LES FRONTIÈRES DE 1919-1923

- Les tentatives de paix de la Première Guerre mondiale
- Les *Quatorze Points* de Wilson (janvier 1918)
- Le traité de Brest-Litovsk (3 mars 1918) et l'intervention étrangère contre la Russie
- Les armistices
- La loi des vainqueurs : la Conférence de la Paix en 1919 (à Paris)
- Le déroulement de la conférence : les négociations entre alliés et associés
- Pression sur l'Allemagne et signature du traité de Versailles
- La création de la SDN
- Le retrait des États-Unis et la « désunion des vainqueurs » (Maurice Baumont)

CHAPITRE 2. LE TRAITE DE VERSAILLES (28 JUIN 1919)

- Les clauses territoriales
- Les clauses militaires : le désarmement de l'Allemagne
- Les clauses morales et financières
- Les clauses économiques

CHAPITRE 3. L'EUROPE MÉRIDIIONALE ET CENTRALE

- Les nouvelles frontières de l'Italie
- Le reste de l'Europe centrale et méridionale
- L'Europe du Sud-Est

CHAPITRE 4. LES FRONTIÈRES DE LA RUSSIE ET CELLES DU MOYEN-ORIENT

- La Russie exclue de la Conférence de la Paix
- L'établissement des frontières du Nord-Ouest de la Russie
- La guerre russo-polonaise (1919-1921)
- Les frontières méridionales de la Russie
- Les frontières asiatiques de la Russie
- La dislocation de l'empire ottoman au Moyen-Orient

CHAPITRE 5. LA « DER DES DER » N'À PAS TOUT RESOLU

- Qui a gagné la Première Guerre mondiale ?
- Le nationalisme
- Le pacifisme
- Bilan de la « Grande Guerre »

CHAPITRE 6. LES CRISES LIÉES AU PROBLÈME ALLEMAND (1919-1923)

- Les interventions étrangères de 1920 et 1921
- Mais les politiques de conciliation de Lloyd George et de Briand
- Gênes et Rapallo (1922)
- L'occupation de la Ruhr

Chapitre 7. DES CONDITIONS NOUVELLES POUR UNE DÉCENNIE DE RELATIONS INTERNATIONALES

- Le contexte international
- Les prémices d'une ère nouvelle dans le domaine colonial
- L'indépendance de l'Irlande du Sud
- Les origines de la Société des Nations
- Un « théâtre » presque vide (1919-1924)

- Le « concert des nations » se tient à Genève (1924-1933)
- Le Komintern

CHAPITRE 8. L'ENLISEMENT, MAIS NON LA FAILLITE, DE L' « ESPRIT DE GENEVE » ET DE LA « SECURITE COLLECTIVE »

- L'amélioration des relations franco-allemandes entre 1923 et 1925
- L'ère Briand-Stresemann
- Préhistoire de l'unification européenne

CHAPITRE 9. LE « REVISIONNISME » ET LES EXPANSIONS

- La France et les pays « satisfaits »
- L'Italie et les pays « révisionnistes » ?
- La diplomatie de l'URSS (1921-1927)
- La politique des États-Unis
- L'expansion coloniale en difficulté au Moyen-Orient
- L'Asie orientale
- L'expansion coloniale en difficulté en Afrique et dans l'océan Indien

2E PARTIE. LA MONTEE DES TENSIONS INTERNATIONALES DANS LES ANNEES 1930 (1930-1937)

CHAPITRE 10. VERS UNE NOUVELLE TENSION

- L'impérialisme des dictatures
- Affrontements idéologiques et engagement politique
- La SDN, théâtre des illusions perdues
- Les problèmes économiques et démographiques

CHAPITRE 11. LES PREMIERS FACE-A-FACE ENTRE DEMOCRATIES ET ETATS FASCISTES

- Les dictatures, sources de tensions
- En face, les réponses des démocraties et de l'URSS
- La fin des réparations allemandes et la question des dettes de guerre
- La conférence du désarmement et son échec (1932-1933)
- Le réarmement de l'Allemagne
- La remilitarisation de la Rhénanie et ses conséquences

CHAPITRE 12. LES PREMIERS RAPPROCHEMENTS ENTRE LES PAYS DE DICTATURE

- La guerre d'Éthiopie (1934-1936)
- La guerre d'Espagne (1936-1939)
- La formation d'un front fasciste : l'axe Rome-Berlin (1936)

CHAPITRE 13. LES TENSIONS HORS D'EUROPE

- La bonne conscience coloniale
- Le cas de la politique coloniale française
- Les colonies britanniques, de l'Empire au *Commonwealth* : des liens nouveaux dans les années 30
- L'Amérique latine
- L'Asie orientale : la guerre mondiale commence en 1937

3E PARTIE. LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE (1937-1945)

CHAPITRE 14. LA MARCHÉ À LA NOUVELLE GUERRE MONDIALE (1937-1939)

- L'annonce d'une époque tragique
- La politique américaine
- Les débuts de la guerre sino-japonaise (1937-1939)
- La première « étape » hitlérienne : l'Autriche
- Les origines de la crise tchécoslovaque
- La première crise tchécoslovaque et Munich (1938)
- La deuxième crise tchécoslovaque : le démembrement (1939)
- La troisième « étape » : la Pologne (1939)
- Le Pacte d'acier et le Pacte germano-soviétique
- La Seconde Guerre mondiale commence

CHAPITRE 15. LA PHASE D'EXPANSION DE L'AXE (1939-1942)

- La chute de la Pologne et la « drôle de guerre »
- La défaite de la France
- La Grande-Bretagne et la France libre, seuls belligérants contre l'Allemagne
- Le sort des pays de l'Europe de l'Est
- L'attaque de l'URSS par l'Allemagne (1941)
- La guerre sino-japonaise de 1939 à 1942
- La guerre contre l'URSS en 1941-1942
- L'entrée en guerre des États-Unis (décembre 1941)
- La guerre du Pacifique en 1942
- La naissance des mouvements de résistance en Europe

CHAPITRE 16. LA PHASE DE REFOULEMENT DE L'AXE ET DE VICTOIRE DES ALLIÉS (1943-1945)

- La réorganisation du continent, « Europe nouvelle » des nazis
- L'exploitation de l'Europe nouvelle
- Les réactions des dominés
- L'Église catholique face à la Seconde Guerre mondiale
- Stalingrad et Kursk
- La marche de l'URSS vers la victoire (été 1943 - mai 1945)
- La préparation générale des débarquements alliés et de la guerre en Europe occidentale
- La guerre en Afrique du Nord
- Les débarquements en Italie et la capitulation italienne
- Les débarquements en France
- La victoire alliée à l'Ouest
- La guerre dans l'océan Pacifique et en Asie jusqu'à la capitulation japonaise
- Les rapports entre « Nations unies »

CHAPITRE 17. BILAN DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

- Ses caractères fondamentaux
- Bilan humain, économique et moral
- Bilan politique et nouvelle carte de l'Europe

4e PARTIE. ENTRE GUERRE ET PAIX. DANS UN MONDE BIPOLAIRE.
LA GUERRE FROIDE. 1945-1962

Chapitre 18. LA NAISSANCE DE LA GUERRE FROIDE (1945-1950)

- L'Organisation des Nations unies : naissance et premières années
- Le rapide échec du directoire mondial : l'action et l'évolution de l'ONU
- Bretton Woods et le GATT
- L'aide Marshall et l'OECE
- La rupture de la « Grande Alliance » (1945-1947)
- La constitution des blocs entre 1947 et 1949
- Les débuts de l'unification européenne (1945-1950)
- Les débuts de la décolonisation, entre 1945 et 1950
- L'évolution du nationalisme algérien de 1940 à 1950
- Les événements du Maroc et de Tunisie
- La lente évolution de l'opinion publique française
- Les débuts de la guerre d'Indochine et Madagascar

Chapitre 19. LA GUERRE FROIDE « ÉVIDENTE » 1950-1962 : ENTRE GUERRE ET PAIX DANS UN MONDE BIPOLAIRE

- La confrontation entre les deux « superpuissances » issues de la Deuxième Guerre mondiale se déplace en Asie avec la guerre de Corée (1950-1953)
- La guerre froide engendre dans le camp oriental une glaciation idéologique et culturelle
- Le repli chinois sur les bases continentales
- Chine et URSS
- La glaciation politique, idéologique et culturelle dans le camp occidental
- Les conséquences immédiates de la mort de Staline et de l'avènement de Khrouchtchév
- Trois années de crise ouverte (1960-1962)
- Le schisme sino-soviétique
- L'évolution du système monétaire international

5E PARTIE. TIERS MONDE, CONSTRUCTION EUROPÉENNE ET MOYEN-ORIENT À L'ÉPOQUE DE LA GUERRE FROIDE. 1945-1962

Chapitre 20. LA NAISSANCE DU TIERS MONDE (AVANT 1962)

- Nationalismes et indépendances
- La première guerre d'Indochine
- L'indépendance des peuples d'Afrique
- Les débuts de la guerre d'Algérie (1954-1959)
- Le grand tournant de la guerre d'Algérie (1959-1960)
- Vers l'indépendance de l'Algérie (1961 et 1962)
- Pourquoi un espoir de cohésion et d'affirmation politique du Tiers Monde (années 50 – début des années 60) ?
- La conférence de Bandoeng (ou Bandung), en avril 1955
- L'élargissement du mouvement inauguré par Bandoeng

Chapitre 21. L'UNIFICATION EUROPÉENNE DE 1950 À LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE

- La CECA
- Les projets de CED (Communauté européenne de Défense) et de communauté politique
- Les traités de Rome (1957)
- La première étape du Marché commun (1958-1961)

Chapitre 22. LES RELATIONS INTERNATIONALES AU MOYEN-ORIENT ENTRE 1945 ET 1962

- Un Moyen-Orient entre guerres et paix
- Le Moyen-Orient des deux indépendances « anglaises » (1946-1948)
- Le pétrole
- Les politiques britannique et américaine
- Le tournant de 1955, l'Égypte et la guerre de Suez
- Les conséquences pour la politique américaine

6e PARTIE. LA DÉTENTE (1963-MILIEU DES ANNÉES 1970)

CHAPITRE 23. UNE NOUVELLE DONNE DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES

- L'évolution du problème nucléaire
- Les difficultés et contradictions du camp occidental entre 1963 et 1975
- La guerre sino-indienne d'octobre-novembre 1962 et l'ouverture de la Chine sur le Tiers Monde
- Le malaise dans le camp communiste : les suites du schisme sino-soviétique
- La politique chinoise d'ouverture au temps de l'agonie du maoïsme
- Cambodge, Khmers rouges et génocide
- Les craquements dans le monde « socialiste » d'Europe de l'Est et l' « eurocommunisme » à l'Ouest
- Les conséquences internationales de la glaciation soviétique sous Brejnev

CHAPITRE 24. LES « HAUTES EAUX » DU « DÉGEL », 1969-1974

- Le duo américain Nixon-Kissinger impose sa marque aux relations internationales
- Une diplomatie des sommets
- L'avancée en matière nucléaire
- Les sommets et accords commerciaux
- D'importants résultats sur le « problème allemand »
- La CSCE (Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe, 1972-1975)

CHAPITRE 25. LE TIERS MONDE DE 1963 AU MILIEU DES ANNÉES 70

- Des relations économiques avec les pays industrialisés devenues conflictuelles
- Une véritable affirmation aux Nations unies, mais les difficultés de la Coopération
- Divergences de vues au sein du Tiers Monde
- Le renforcement de l'isolement chinois pendant la Révolution culturelle (1966-1969)
- Les conséquences de la politique chinoise d'ouverture au temps de l'agonie du maoïsme (1969-1976)
- Qu'est-ce que les idéologies tiers-mondistes ?

CHAPITRE 26. LES TROISIÈME ET QUATRIÈME GUERRES ISRAËLO-ARABES

- Les conditions et les causes de la troisième guerre
- La Guerre des Six Jours, troisième guerre israélo-arabe (5-11 juin 1967)
- L'entre-deux-guerres
- La Guerre du Kippour (6-25 octobre 1973) et ses suites immédiates

CHAPITRE 27. L'UNIFICATION EUROPÉENNE DE 1962 AU MILIEU DES ANNÉES 70

- La deuxième étape du Marché commun (1962-1965)
- La troisième étape du Marché commun (1966-1968)
- L'Europe politique de 1958 à 1968
- La Communauté en 1969
- La relance communautaire
- Le premier élargissement de la Communauté
- Maturité et divergences

7^E PARTIE. LA « GUERRE FRAÎCHE ». ULTIME CONFRONTATION ENTRE LES DEUX BLOCS (MILIEU DES ANNÉES 70-MILIEU DES ANNÉES 80)**Chapitre 28. LE TOURNANT DE 1973 MET FIN À LA DÉTENTE**

- La dégradation du climat international
- La détente compromise
- Fièvre contestataire et crise des idéologies
- Les conséquences de la politique extérieure de l'URSS brejnévienne
- Les conséquences de la politique extérieure des États-Unis

Chapitre 29. LA SECONDE MOITIÉ DES ANNÉES 1970 VOIT SE MULTIPLIER LES PERCÉES SOVIÉTIQUES DANS LE TIERS MONDE

- Le contexte économique
- Le passage à vide de la puissance américaine laisse le champ libre à l'Union soviétique et à la Chine
- Les succès soviétiques en Afrique
- L'invasion soviétique de l'Afghanistan

Chapitre 30. LES CONSÉQUENCES DE LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE LA CHINE

- La Chine dans le concert des états
- « Cap à l'ouest » pour la Chine populaire
- Taiwan
- Hongkong dans l'histoire chinoise du XX^e siècle et le retour de Hong Kong (1997)
- Les rapports de la Chine avec le camp soviétique

Chapitre 31. UNE VIGOUREUSE CONTRE-OFFENSIVE OCCIDENTALE SE DÉVELOPPE AVEC LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE REAGAN (1979-1985)

- Le raidissement amorcé par Carter
- Une politique étrangère musclée mais l'*Irangate* sous Reagan

Chapitre 32. L'UNIFICATION EUROPÉENNE DU MILIEU DES ANNÉES 70 AU MILIEU DES ANNÉES 80

- Les difficultés économiques et monétaires
- Les difficultés politiques
- L'élection du Parlement européen au suffrage universel
- Le problème agro-budgétaire (1980-1984)
- La politique d'ouverture de la CEE

Chapitre 33. LE MOYEN ORIENT. DES LENDEMAINS DE LA GUERRE DU KIPPOUR À L'INTERVENTION ÉTRANGÈRE AU LIBAN

- Les accords de Camp David (1978)
- La double intervention israélienne au Liban et ses suites immédiates
- La naissance du foyer de crise iranien (1979)

Chapitre 34. LE TIERS MONDE. DU MILIEU DES ANNÉES 1970 AU MILIEU DES ANNÉES 1980

- Le dialogue « Nord-Sud »
- Un débat politique mondial et l'éclatement du Tiers Monde

Chapitre 35. TERRORISME ET CONTRE-TERRORISME DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES DES ANNÉES 1980

- L'arme des pauvres
- Méthodes, organisation et efficacité du terrorisme international

**8^E PARTIE. FIN DE LA GUERRE FROIDE. « RETOUR DES NATIONS » ET « GÉOPOLITIQUE DU CHAOS »
(DU MILIEU DES ANNÉES 80 À LA GUERRE D'IRAK)****Chapitre 36. DÉSARMEMENT. FIN DE LA GUERRE FROIDE ET « GÉOPOLITIQUE DU CHAOS »**

- Le désarmement, à l'époque du « septennat » gorbatchévien
- La vraie fin de la Guerre froide
- « Géopolitique du chaos » (I.Ramonet)
- Les permanences
- L'ONU
- Les désordres mondiaux des années 1990
- La mondialisation

Chapitre 37. LA RÉUNIFICATION ALLEMANDE ET LA « GRANDE SECOUSSE À L'EST »

- Une réunification allemande pilotée par l'Ouest
- La « grande secousse à l'Est »

Chapitre 38. L'UNIFICATION EUROPÉENNE ET LES GUERRES DE YOUGOSLAVIE

- Les conditions d'une relance européenne
- La relance de l'Union européenne (1986-1990)
- Vers une Communauté élargie
- Les conséquences de la « grande secousse à l'Est » : une géographie nouvelle
- Les guerres de Yougoslavie

Chapitre 39. PROCHE ET MOYEN-ORIENT DE LA PREMIÈRE INTIFADA AUX ACCORDS D'OSLO (1987-1993)

- De la Première *Intifada* (1987) à la Guerre du Golfe
- La guerre du Golfe et ses suites
- Le traumatisme du 11 Septembre 2001 et la deuxième guerre d'Irak
- Israël/Palestine : (co)existence impossible ?
- La situation au Liban

Chapitre 40. L'ASIE ET L'AFRIQUE À LA CHARNIÈRE DES DEUX SIÈCLES

- La politique extérieure de la Chine
- Les politiques extérieures d'autres pays asiatiques
- Afrique subsaharienne

Conclusion générale

Bibliographie